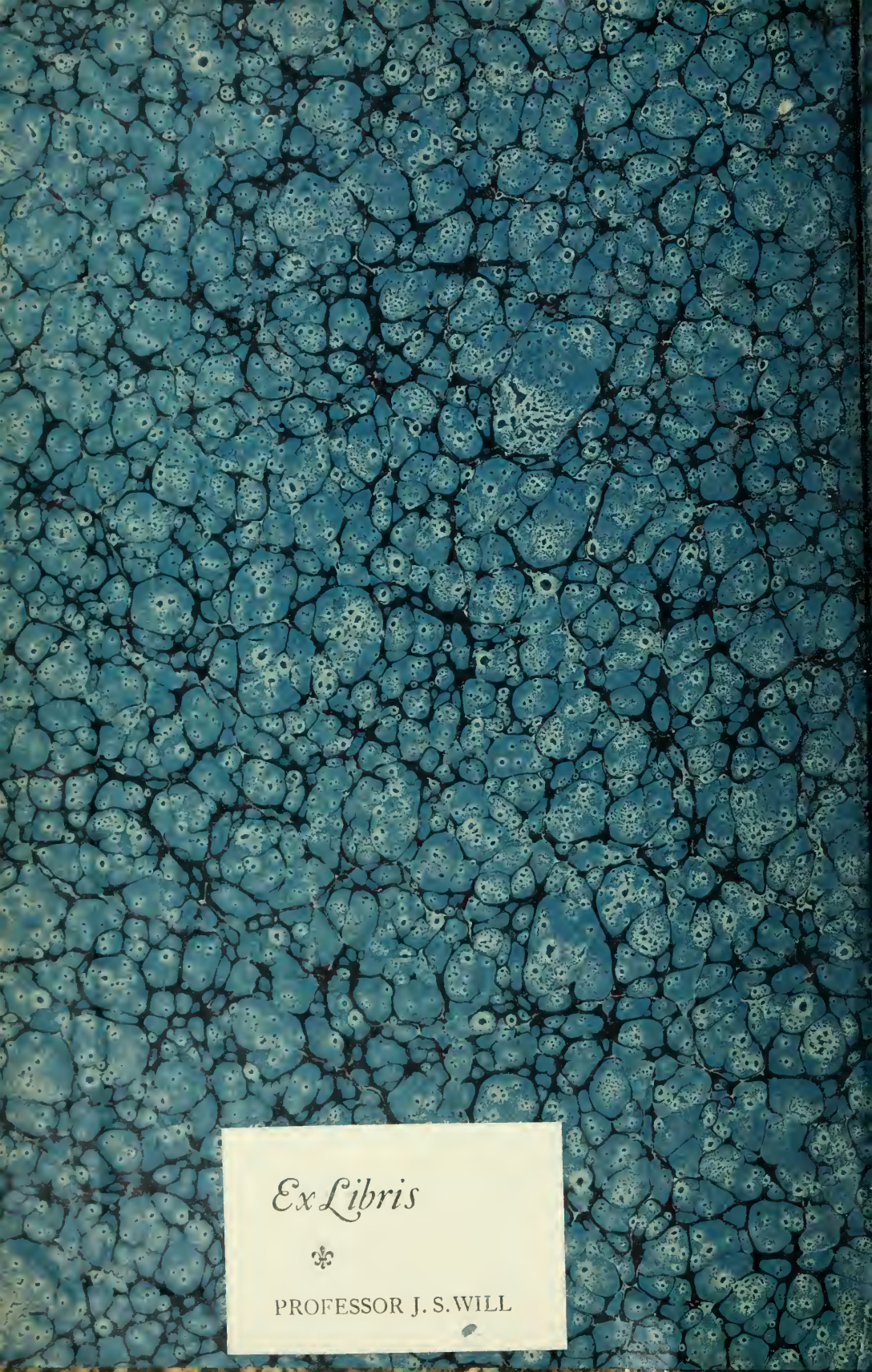
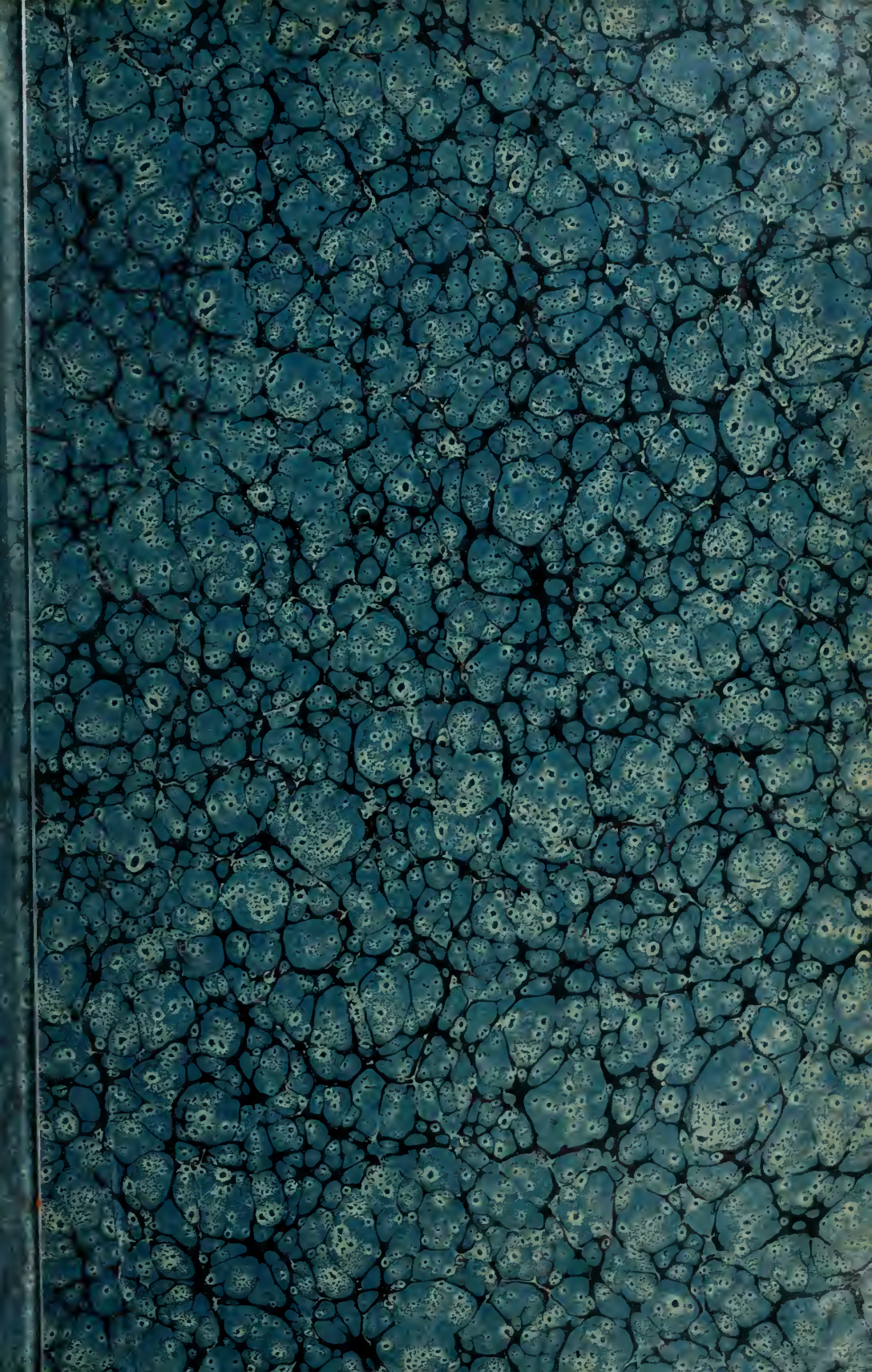




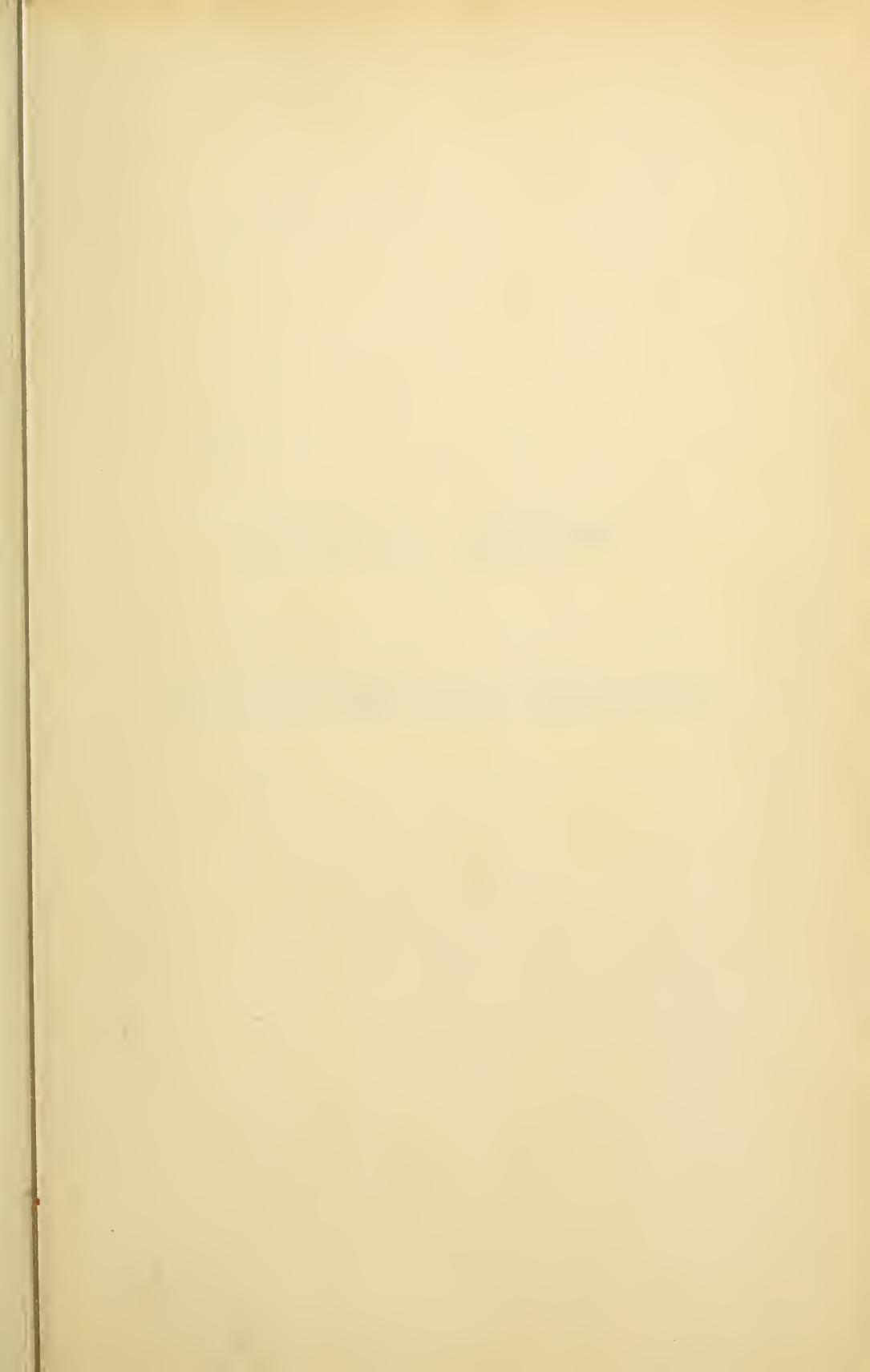
Ex Libris



PROFESSOR J. S. WILL









SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

5007. — L.-Imprimeries réunies, B, rue Saint-Benoît, 7. — MOTTÉROZ, directeur

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN
HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XLIX

QUATRIÈME SÉRIE. — NEUVIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
54, RUE DES SAINTS-PÈRES, 54

1900



768295

EX

14-58

564

volume 49

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE
QUATRIÈME SÉRIE, NEUVIÈME (49^e) ANNÉE

1900

Lorsqu'en juin 1852, M. Charles Read, dont nous annonçons et déplorions la mort il y a juste un an, envoyait à l'imprimerie Marc Ducloux, 7, rue Saint-Benoit, les premières feuilles de ce *Bulletin historique*, osait-il espérer qu'un jour on y insérerait le susdit millésime séculaire ? Et, parmi les premiers adhérents à son œuvre, si nombreux, si enthousiastes, aujourd'hui presque tous disparus, combien pensaient qu'on pourrait, sans épuiser la matière, alimenter ce recueil pendant près d'un demi-siècle ?

Certes, M. Read et ses collaborateurs entraient dans la carrière avec plus d'élan qu'on n'en peut avoir lorsque les régions qu'ils exploraient presque les premiers ont été parcourues pendant quarante-huit ans. Et pourtant leur œuvre est devenue plus grande, plus riche et peut-être plus importante et plus durable qu'ils ne l'avaient eux-mêmes comprise et entrevue.

Est-ce parce qu'au lieu d'accomplir ou du moins d'accentuer le triomphe de la vérité, dans ce champ de l'histoire, le xix^e siècle s'achève dans les ténèbres d'erreurs ou de mensonges triomphalement répétés et répandus à des centaines de milliers d'exemplaires ? — Ou encore, au lieu de n'être qu'un événement temporaire, localisé et nettement délimité dans le temps, la Réforme serait-elle une crise profonde, sans cesse renaissante, de l'humanité ?

Je suis tenté de répondre affirmativement à chacune de ces deux questions. Car il est incontestable que les ennemis de la vérité, non seulement n'ont abandonné définitivement aucune de leurs anciennes positions, mais les ont, en apparence du moins, augmentées et forti-

fiées. Et il est non moins certain que nous voyons renaître et se poursuivre aujourd'hui, avec autant d'acharnement et plus d'habileté et d'esprit de suite qu'autrefois, l'éternelle lutte entre les traditions et l'Évangile, entre le mensonge et la vérité, entre le despotisme et la liberté, entre le passé et l'avenir.

Et pourquoi, après tout, n'en serait-il pas ainsi ? Pourquoi telle génération aurait-elle à porter le poids de la lutte et telle autre le bénéfice de la victoire ? N'y aurait-il pas là une souveraine injustice ? N'est-il pas plus équitable — et plus salubre aussi — que chaque génération soit appelée à livrer le même combat et à se faire sa place dans cette bataille sans cesse renouvelée ?

Il est encore vrai que les armes se perfectionnent et que si les mêmes questions se posent à nouveau, elles ne se posent plus comme il y a cinquante ou cent ans. De là la nécessité de forger sans relâche de nouvelles épées et des boucliers neufs, afin de pouvoir serrer de plus en plus près, et la vérité, et l'erreur, en répétant cette forte devise de Marnix de Sainte-Aldegonde :

REPOS AILLEURS

N. W.

P.-S. — Les Tables alphabétiques de l'année 1899 accompagnent ce premier fascicule du *Bulletin* de 1900. — Nous pouvons annoncer pour cette année, outre la suite de la Correspondance de Th. de Bèze avec Bullinger sur les affaires de France, — et des intéressantes recherches de M. F. Kuhn sur l'état du Protestantisme français lors de la loi de germinal an X, — ainsi que des listes de pasteurs de M. F. Teissier, — les travaux suivants : *Au Prinsenhof et à l'Eglise wallonne de Delft, avec un très beau portrait inédit du Taciturne* (C. Pascal). — *François I^{er} et les Protestants, les essais de concorde en 1535* (V. Bourrilly). — *Guillaume de Lamoignon et Samuel Bochart* (L. Feer). — *Marguerite de Navarre et Guillaume Briçonnet d'après leur Correspondance* (Th.-A. Becker, de l'Université de Budapest). — *Le duc de La Force et les Protestants de Bergerac* (P. Fonbrune-Berbinau). — *Le Journal de Samuel de Chaufepié* (N. Weiss). — *La situation des Eglises protestantes du Pays de Montbéliard, de 1798 à 1814* (A. Lods). — *Madame de Maintenon et les conversions au catholicisme* (H. Gelin). — *Le rôle de la Faculté de théologie de l'Université de Paris au début de la Réforme* (N. Weiss), etc., etc.

Études historiques

LES ASSEMBLÉES

DE

PROTESTANTS DANS LE MONTALBANAIS

EN 1744 ET 1745

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Après le synode d'août 1744, une nouvelle série de persécutions contre les protestants succède à la période d'accalmie qui durait depuis 1730¹. Les assemblées qui, jusque-là loin des villes, réunissaient la nuit de rares fidèles, se rapprochent des grands centres, se tiennent publiquement, en plein jour, et provoquent de la part des autorités un redoublement de rigueurs qui devaient durer jusqu'au moment où, vers 1760, la tolérance s'établit définitivement². Ces rigueurs s'expliquent non seulement par la fréquence des assemblées, mais aussi par ce fait que l'on était alors en pleine guerre de la succession d'Autriche et que le gouvernement voyait dans ces mouvements des « nouveaux convertis » un effet des intrigues des Anglais; il pensait que ces assemblées étaient avant tout des assemblées politiques, et, au milieu

1. Voir de Félice, *Histoire des protestants de France*, 2^e éd., p. 482.

2. Voir Archives nationales, TT, 446, 8, mémoire de Saint-Florentin rédigé après 1754. Voir aussi, TT, 439, 7 et 8, mémoire de l'évêque d'Uzès à l'assemblée provinciale de Narbonne (8 janvier 1745) : les assemblées, qui ne se tenaient « que dans des bois, dans des lieux déserts et écartés des grands chemins », qui « n'étaient composées que de gens du menu peuple », sont devenues « depuis la fin de 1742 plus fréquentes, plus nombreuses : ...elles se font en plein jour..., on y va en foule... aussi ouvertement qu'on irait à l'église;... elles s'approchent tous les jours de plus près des villes, même de celles où il y a des commandants et des troupes ».

des préoccupations de la guerre, il craignait sans cesse un soulèvement des protestants¹. Il n'est pas douteux que les protestants n'aient profité de la guerre avec les Anglais pour s'adonner plus librement à l'exercice de leur culte. Cependant si on examine certains documents qu'ils ont laissés sur ces assemblées et qui n'étaient pas, comme d'autres mémoires composés par eux, destinés à la publicité, on constate que c'est bien uniquement, semble-t-il, dans un but religieux qu'ils se sont réunis².

Les assemblées qui se sont tenues dans les environs de

1. Au nombre des causes de la persécution, il faut ranger l'attribution aux protestants d'un cantique demandant à Dieu le succès des armes britanniques; voir le texte de ce cantique dans une relation d'Antoine Court faite en mai 1715 (Bibliothèque Soc. Prot. fr., Églises du Désert, archives du comité de Hollande, pièce 15) et dans son *Mémoire historique*, publié à la suite du *Patriote français et impartial*, 1^{re} éd., p. 9, 2^e éd., p. 21.

2. Dans les mémoires destinés à la publicité, ils protestent sans cesse de leur soumission à l'autorité royale. « Les assemblées religieuses des protestants de France n'avaient jamais entièrement discontinué dans ce royaume depuis la révocation de l'édit de Nantes, mais elles devinrent plus publiques en Languedoc en 1743 et dans les autres provinces en 1744. Le zèle de ces protestants pour leur religion s'étant réveillé, ils redoublèrent toute leur attention et prirent toutes les précautions possibles pour faire connaître à toute la France, et particulièrement au gouvernement, que leur attachement et leur fidélité au roi étaient à toute épreuve et qu'il ne s'agissait dans leurs assemblées que de s'acquitter de leurs devoirs envers Dieu. Malgré cette attention, on recommence à sévir contre eux, autant qu'on ne l'eût jamais fait » (*Mémoire sur la persécution qui s'exerce actuellement en France contre les Protestants*, archives du comité de Hollande, pièce 30).

« On ne s'y entretient (dans les assemblées) ni d'affaires d'État, ni d'affaires civiles. Le culte de la religion en fait l'unique objet. On n'y recommande rien tant que l'obéissance à Dieu, au Roi et à tous les supérieurs, l'amour de la paix, la pratique de la vertu, de la charité et de l'amour fraternel, sentiments bien éloignés de toute espèce de révolte » (*id.*, pièces 5 et 6).

« Nous détestons toute rébellion et toute révolte, et celle qu'on vit au commencement du siècle dans une des provinces du royaume excite encore toute notre horreur et notre indignation. Nous ne souffrons parmi nous ni brouillons ni fanatiques, et s'il en restait encore quelque part, nous les désavouons pour nos frères... Craindre Dieu et honorer le Roi, lui sacrifier nos biens et nos vies, toutes les fois que nous y serons appelés pour le soutien de sa couronne et de sa gloire et pour la défense de notre chère Patrie, sont les sentiments dont nous sommes remplis et dans lesquels nous voulons vivre et mourir, et qui feront à jamais la règle invariable de notre conduite et de toutes nos démarches » (*id.*, pièce 6).

Montauban pendant l'hiver de 1744 à 1745 offrent le même caractère ; elles sont encore peu connues et les documents qui suivent feront ressortir leur importance. Elles ont en effet fourni un centre de ralliement aux protestants de toute une vaste région, et l'on en voit qui atteignent le chiffre de 20,000 personnes¹ ; elles donnent beaucoup de soucis au ministre St-Florentin, et c'est en grande partie à leur occasion qu'ont été édictées les deux ordonnances célèbres du 1^{er} et du 16 février 1745, qui renouvelaient et aggravaient les prescriptions de 1724² ; enfin elles montrent à l'œuvre plusieurs pasteurs bien connus dans l'histoire des Églises du Désert.

On y voit en effet successivement le pasteur Jean-Baptiste Loire, dit Olivier, qui, après avoir été d'abord sous les ordres de Viala dans le Poitou, venait de tenir des assemblées dans le pays de Foix où il avait béni 200 mariages ; de Montauban, il se rend de nouveau dans le Poitou, et c'est après avoir ainsi parcouru, non sans danger, tout le Midi, qu'en 1751 il prendra sa retraite et ira vivre en Hollande. D'octobre à décembre 1744 c'est le proposant Fontanelle, du séminaire de Lausanne, qui assure le service. Puis arrive Michel Viala qui, d'après Court, avait « une heureuse mémoire, une conception admirable et une très grande facilité d'élocution » ; né dans les Cévennes, vers 1710, il avait déjà organisé des Églises dans le Haut Languedoc et le Montalbanais vers 1733, puis dans le Poitou ; il venait de remplir les fonctions de modérateur dans le synode national de Lédignan (août 1744) ; il devait plus tard (1751) se retirer à Londres où il mourut le 30 novembre 1754, après avoir été l'un des ministres qui avaient, dit son contemporain Du Plan, le plus « contribué à l'augmentation des Églises réformées de France ». A son départ du Montalbanais, il est à son tour remplacé par le pasteur Pierre Corteiz³ qui venait d'être con-

1. Autour de Montauban même, il y a à ce moment de 50 à 60,000 protestants (Hugues, *Ant. Court*, t. II, p. 157, note).

2. De Félice, *op. cit.*, p. 459.

3. Il y a deux Pierre Corteiz, qui ont tous deux le même surnom Carrière ; c'est du neveu qu'il s'agit ici.

sacré dans les Cévennes (27 septembre 1744); pourchassé à la suite des ordonnances de février, comme on le verra plus loin, on le retrouve le 17 mars 1745 dans l'assemblée qui fut surprise et attaquée près de Mazamet; quoique condamné à mort par contumace à deux reprises, il continuera ses visites aux Églises et c'est seulement vers 1752 qu'il se retirera en Irlande. Fontanelle, qui n'avait cessé d'assister Viala et Corteiz, put échapper aux poursuites dont il était l'objet avec Corteiz et regagner Lausanne¹. C'est la vie de ces pasteurs au milieu de leurs courses, des dangers qu'ils affrontent pour se mettre en contact avec leurs fidèles, que l'on saisit dans ces documents.

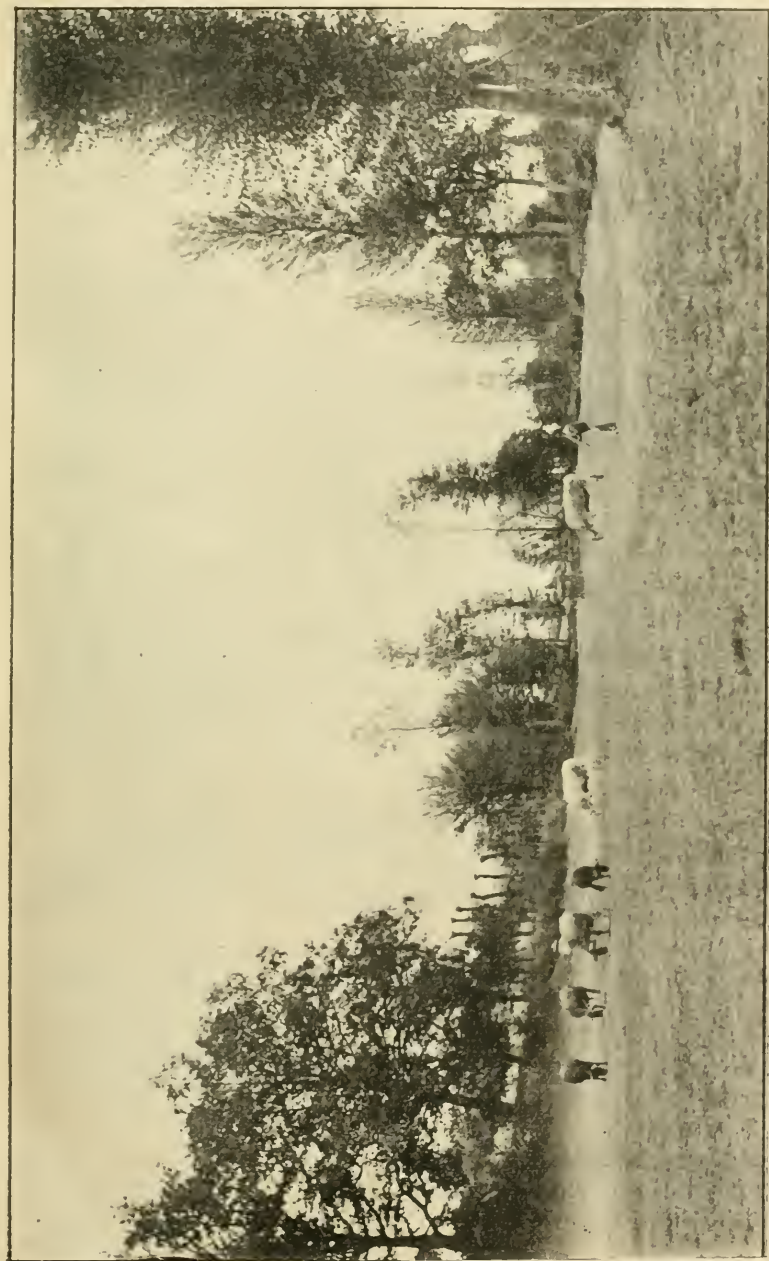
I

Dès la fin de juin, on peut constater l'existence de ces assemblées dans la généralité de Montauban dont le Rouergue fait partie. « On s'assemble, on baptise, on marie² », et le 7 juillet l'intendant l'Escalopier prévient le ministre « que le désordre augmente »; il a même dû procéder à une arrestation sensationnelle, car St-Florentin répond que ces nouvelles ne l'étonnent pas, puisqu'« on les trouble avec violence et que l'on arrête leurs prédicants avec éclat³ ». Mais c'est en septembre seulement que les assemblées sont régulièrement organisées autour de Montauban même. Elles auront lieu en trois endroits différents, d'abord près de Nègrepelisse, entre cette localité et le hameau de Rastel situé à mi-chemin

1. Ces détails biographiques sont empruntés aux notes données par M. Dardier dans sa *Correspondance de Paul Rabaut avec Court* (voir t. I, p. 55, note 2, p. 56, note 1, et pp. 186 et 188). Quant à Fontanelle, nous ne savons que ce qui en est dit dans les documents suivants et dans deux lettres de Court du 18 mai et du 3 décembre 1745 (archives du comité de Hollande, *loc. cit.*, pièces 11 et 25); il était du Haut-Languedoc et de son vrai nom s'appelait Lafons.

2. Lettre de Saint-Florentin à l'Escalopier, 6 juillet 1744 (Arch. nat., O¹, 440, f° 137 r°).

3. *Id.*, 13 juillet (*id.*, f° 139 r°). — Cette arrestation a peut-être été faite du côté de Rodez ou de Milhau.



PRAIRIE AU FOND DU RUISSEAU DES CAISSAIDES.

entre Nègrepelisse et Montauban, dans une vaste prairie auprès d'un ruisseau¹; puis elles se transportent dans le vallon des Caussades qui, perdu au milieu des bois, aboutit au ruisseau de Mortarieu; enfin en dernier lieu elles se tiennent derrière un repli de terrain, à 4 kilomètres du nord de Montauban, près la grand'route de Paris, entre les localités de Fonneuve et de Bonnefon, au milieu d'une friche bordée par un petit bois.

Voici d'abord ce qui concerne les quatre premières assemblées tenues en septembre le dimanche 6, le jeudi 10, le dimanche 13 et le dimanche 20. Le premier de ces documents se trouve à la fois dans les archives du comité de Hollande, qui était chargé des relations avec les Églises du Désert en France², et dans la collection Court de la bibliothèque de Genève³. C'est une relation qui a été rédigée en mars 1745, probablement à Montauban, pour être envoyée à Court, qui la communique à Royer en lui disant : « Vous pouvez ajouter une entière foi à la relation que je vous envoie. Tous les faits qui y sont contenus sont constatés par les témoignages de diverses lettres non suspectes, que j'ai reçues de ce pays-là et par celui de M. Fontenelle, dont il y est beaucoup parlé, qui est arrivé ici⁴ et qui est un des quatre étudiants de notre séminaire⁵. »

1. L'emplacement est assez difficile à déterminer, car le nom de Rastel s'applique à plusieurs habitations, et d'autre part la métairie de Lacaze, indiquée par un autre document, se trouve au contraire près de l'Aveyron non loin de Nègrepelisse.

2. Voir *Bulletin*, XXVI, p. 257. La Bibliothèque de la Société du Protestantisme français possède une copie de ces « pièces relatives aux Églises du Désert » que M. Weiss a mise obligeamment à ma disposition.

3. Le volume 47 P contient trois documents que l'on retrouvera plus loin *in extenso* : 1° une relation des quatre premières assemblées; 2° un abrégé historique; 3° les placets remis à l'intendant. Ces deux derniers se retrouvent dans la pièce 12 du comité de Hollande.

4. A Lausanne.

5. Lettre du 18 mai 1745 (*loc. cit.*, pièce 11).

Abrégé historique de ce qui s'est passé au sujet des assemblées des protestants qui se sont tenues aux environs de la ville de Montauban¹.

Le bruit fut répandu pendant le mois d'août de l'année dernière (1744) dans les villes de Montauban, Nègrepelisse, Réalville, Causade, Bioules, Saint-Antonin et Bruniquel² que le Roy tolérât que les protestants de son royaume tinssent des assemblées dans les campagnes aux environs des villes pour y recevoir la bénédiction nuptiale qui leur serait impartie par les ministres qui y auraient été appelés, sur le refus absolu que les curés et autres ecclésiastiques avaient fait de les marier eux-mêmes : que ces ministres, au nombre de plus de trente, avaient déjà tenu un synode aux environs de la ville de Nîmes, dans lequel la distribution de leur mission avait été faite ; qu'il avait déjà été tenu en conséquence publiquement plusieurs des dites assemblées auprès de la dite ville de Nîmes, dans le Dauphiné, dans le Languedoc, auprès de Paris, et aux environs de toutes les villes dans lesquelles il y avait un certain nombre de protestants, sans qu'on leur en eût fait aucune défense ni porté aucun trouble ni obstacle, et qu'un des dits ministres, nommé Olivier, devait incessamment arriver pour en faire l'ouverture auprès de la ville de Nègrepelisse. Ce ministre arriva en effet bientôt après et convoqua la première assemblée aux environs de Nègrepelisse, le 6 du mois de septembre³ comme on l'avait annoncé.

Cette première assemblée ne fut d'abord composée que d'environ 4 ou 5,000 paysans, les personnes d'un état supérieur n'ayant pas voulu trop légèrement ajouter foi audit bruit général de tolérance, mais ils ne crurent pas qu'il leur fut permis d'en douter lorsqu'il leur

1. Comité de Hollande. *loc. cit.*, pièce 12; bibl. Genève, collection Court. 17 P, pp. 71-72.

2. Toutes ces localités sont situées sur l'Aveyron, à quelques kilomètres au nord-est de Montauban.

3. Ici comme plus loin on a, par suite d'une confusion, faite sans doute à Genève, avec les assemblées du mois suivant, effacé cette date qui est la véritable, pour mettre à la place « 4 octobre » (la pièce 12 porte aussi 4 octobre). C'est bien, cependant, du mois de septembre qu'il s'agit, ainsi que le document suivant permet de le constater par la concordance des jours et des quantités ; en outre l'épisode de l'exempt Lalitau (assemblée du 10 septembre) est aussi mentionné dans une lettre de Saint-Florentin à l'Escalopier en date du 16 octobre, par laquelle il répond aux lettres de l'intendant du 27 septembre et du 2 octobre (Arch. nat., O4, 440, f° 218 r°).

fut confirmé qu'à la seconde assemblée, qui fut tenue dans le même endroit, le 10 du dit mois de septembre¹, le dit sieur Olivier, ministre, ayant fait demander publiquement au sieur Laffitau², exempt de la maréchaussée, qui y avait été envoyé avec les deux brigades qui sont à la résidence de Montauban, s'il avait des ordres pour porter obstacle aux assemblées, parce que s'il en avait eu le dit sieur Olivier congédierait celle qui était déjà formée, n'en convoquerait plus aucune autre et se retirerait; le dit sieur Laffitau répondit qu'il n'en avait aucun et qu'il avait, au contraire, été envoyé pour empêcher qu'il n'arrivât aucun désordre, trouble, ni scandale : ce qui fit qu'on lui offrit une place auprès de la chaire, qu'il accepta, aussi bien que le curé de Saint-Étienne-de-Tulmont³ qui assista, tout comme lui, aux prières, chant des psaumes et à la prédication, jusqu'à ce que l'assemblée eût été congédiée et que tous ceux qui y avaient été se retirassent.

Il doit encore être observé qu'une grande partie des jeunes filles de la ville de Montauban, qui avaient été à la dite assemblée, en revinrent avec les dites brigades de la maréchaussée qui les accompagnèrent jusque dans l'intérieur de la ville au vu et au su de tous les habitants qui étaient sortis pour apprendre ce qui s'était passé, sans qu'il leur fût rien fait, ni dit qui ne dût les encourager à y retourner.

Les choses s'étant passées ainsi, ceux qui avaient d'abord été les plus incrédules commencèrent à le devenir beaucoup moins, ce qui fit que la troisième assemblée, qui fut aussi tenue dans le même endroit, le 13 du dit mois de septembre⁴, fut composée tout au moins de 10,000 âmes et se passa avec la même tranquillité et le même ordre que la première, le ministre ayant très exactement défendu d'y porter aucune espèce d'arme offensive ni défensive. Les deux brigades de la maréchaussée y furent aussi et se comportèrent de la même manière qu'elles avaient fait à la précédente. Un grand nombre des habitants de la ville et faubourgs de Montauban et les paysans d'au-delà de la rivière de Tarn, qui y avaient été, se relirèrent avec elles, passèrent dans la dite ville de Montauban, et au-devant du corps de garde de l'hôtel de ville sans qu'il leur fût rien

1. Ici aussi on a remplacé cette date par celle du « 6 octobre » en surcharge (la pièce 12 porte 11 octobre).

2. Écrit *Laffiteau* dans la pièce 12 du comité de Hollande.

3. Village voisin du lieu de l'assemblée.

4. Il y avait primitivement 11 octobre; la pièce 12 porte aussi 11 octobre.

dit, en sorte qu'on n'aura pas lieu d'être surpris, si presque tous les protestants de 4 ou 5 lieues aux environs de la dite ville de Montauban furent à la quatrième assemblée qui par ce moyen fut composée d'environ 30,000 âmes de tout sexe et de toute qualité.

J'interromps ici cette narration, dont on trouvera la suite plus loin, pour donner le document suivant qui est tout entier consacré à ces quatre premières assemblées ; il a été, semble-t-il, rédigé par un des compagnons d'Olivier.

Relation de ce qui s'est passé aux quatre premières assemblées de Montauban depuis le 6 septembre 1744 jusqu'au 20 du dit, et de la dissimulation avec laquelle M. l'Intendant ou ses émissaires en ont agi, y joint la fermeté des assistants ¹.

Monsieur l'intendant était averti de notre première assemblée : mais il voulut y fermer les yeux, elle était composée de 3 à 4,000 personnes. Comme on disait que la maréchaussée devait y venir, on exhorta les assistants à la fermeté. Ils en firent paraître beaucoup, ainsi que je le dirai par la suite : premier sujet de la tolérance qu'on semblait devoir espérer de la conduite de M. l'I. (intendant). Avant de renvoyer l'assemblée, on en avait convoqué une au mardi prochain, 8 du dit, mais comme M. Olivier se trouva incommodé, elle fut renvoyée. Les archers se transportèrent sur le lieu, et, quoiqu'ils y trouvassent environ 300 personnes et presque tout femmes, ils ne leur dirent rien ; ils furent faire des perquisitions dans quelques maisons pour savoir si nous y étions ; mais, preuve certaine qu'ils n'avaient aucun ordre, c'est qu'ils ne faisaient que le demander, ou s'ils descendaient, ce n'était qu'un ou deux. Quant à la seconde, ils s'y rendirent et même nous devancèrent de longtemps, sur quoi on fit avertir sur le chemin, de sorte que les personnes qui devaient s'y rendre par cette route nous attendaient et se plaçaient derrière nous : nous fûmes, par ce moyen, plus de 100 personnes avant d'arriver à l'assemblée, quoique nous n'eussions qu'un quart d'heure à faire. Étant près du dit lieu, plus de 200 hommes nous vinrent au devant pour nous apprendre l'arrivée des archers, nous disant que si le nombre et leur bonne volonté ne suffisait pas, qu'ils iraient chercher le reste qui s'y transporterait avec plaisir ; mais voyant que nos cruels ennemis n'en retireraient que plus d'ombrage, bien loin

1. Bibl. Genève, Court, 17 P, p. 59-65.

de le permettre, on voulut renvoyer tout ce peuple : la chose fut impossible : nous entrons dans le parquet, les archers en étaient à dix pas, au delà d'un ruisseau, lesquels, voyant l'affection du peuple, auraient payé bien cher pour s'en retourner. Ils furent obligés de rester, car les ordres qu'ils avaient étaient très précis. Après qu'ils eurent conféré ensemble, il firent un grand détour pour entrer dans le pré où était le public assemblé. Ils s'arrêtaient à chaque instant, étant indéterminés s'ils approcheraient.

Monsieur Olivier, par le conseil des Anciens, leur députa Bélissans pour savoir s'ils avaient des ordres contre personne : sur quoi le lieutenant répondit d'une manière à faire connaître la peur dont ils avaient été saisis, à l'abord du dit Bélissans, qu'il n'avait pas ordre pour inquiéter personne, qu'au contraire, il y était pour contenir ceux qui pourraient exciter quelque trouble : ce qui fit qu'on lui fut faire politesse et lui dire qu'il pouvait avancer. La flatteuse sirène, qui, jusqu'alors, avait si bien joué son rôle, ne perdit pas de temps et s'avança si fort du parquet qu'il se tint toujours appuyé à une des colonnes, mais qui ne s'y serait trompé ? Cet insigne hypocrite, qui ne commençait pas en ce jour ce détestable métier, eut l'art diabolique de laisser les assistants fort édifiés de sa conduite et d'emporter le signalement de MM. Olivier et Bélissans.

La bénédiction donnée et chacun se retirant, Lafitau, qui se serait bien passé de nous rendre une telle visite, remonta à cheval avec sa digne troupe : quand il fut un peu loin et que la peur commença à le quitter, il alla un peu plus vite que du pas, ce que quelque paysan ayant vu, cria qu'il emmenait quelqu'un. Tout le monde se mit après lui et ne lui auraient pas fait quartier si la chose avait été. Quelques messieurs, qui étaient venus à cheval, se détachèrent pour savoir si la femme avait accusé vrai, et voyant que cela n'était pas, ils revinrent pour faire cesser ce tumulte : ce qu'ils firent avec bien de la peine, car, quoique M. Olivier eût voulu les empêcher, il n'avait pu y réussir.

Voilà l'issue de la seconde (assemblée) convoquée au 10 du dit et composée de six à sept mille âmes.

A la troisième il ne s'y passa rien de remarquable sur le lieu, sinon qu'il y avait onze archers, au lieu qu'à la première il n'y en avait que six, et qu'il fut défendu à la maréchaussée, par monsieur l'intendant, d'avancer de si près.

Monsieur Olivier parla avec tant de force au peuple sur la faute qu'ils avaient commise le jeudi précédent, et leur fit une exhortation si pathétique, qu'il réussit en partie à modérer ces esprits bouil-

lants, car en se retirant de l'assemblée, ceux des paysans qui étaient obligés de passer à Montauban, furent fort insultés. On se porta même à en (faire) souffrir quelqu'un, ce qu'ils souffrirent patiemment, au lieu que, dans un autre temps, ils auraient rendu, pour le moins, la pareille, ce que les consuls ayant su imposèrent silence aux séditeux, les menaçant de les mettre en prison. Un hoqueton de l'intendant tira son épée contre quelques scélérats qui maltraitaient une pauvre vieille.

C'est le fruit de la troisième (assemblée) convoquée au 13 du dit et de plus de 10,000 âmes.

La quatrième et dernière, de plus de 14 à 15 mille âmes, fut convoquée au 20 du dit. Monsieur Olivier, qui avait été à Montauban le jeudi 17, pour créer un consistoire en revint le dernier dimanche, avec toute la foule. La maréchaussée n'était pas à plus de cent pas plus loin de lui, et quoiqu'ils le vissent, ils n'avancèrent pas de trop près, de crainte de falloir se mesurer avec ceux qui l'accompagnaient. Ils arrivèrent les uns et les autres, les archers au nombre de 17 et restèrent plus de trois cents, pas loin de l'assemblée. Bélissans, qui avait été au-devant de mons. Olivier, et qui resta derrière, ne fit pas difficulté de leur passer au milieu, et, bien qu'ils le reconnussent, ils ne lui dirent pas la moindre chose.

Il plut beaucoup pendant tout le temps du sermon, mais personne ne bougea, ce qui désespérait messieurs les prêtres. Monsieur Olivier eut beau exhorter les assistants de ne rien entreprendre, quoi qu'il arrivât, et de se résigner à la volonté de Dieu... peut-être aurait-il réussi s'il n'avait parlé que pour les seuls particuliers, mais quant à lui toutes ses réprimandes furent infructueuses.

Le soir étant venu, qui était l'heure de notre départ pour le Périgord, et les personnes qui avaient accoutumé de rester avec nous jusqu'à la nuit ayant retardé plus qu'à l'ordinaire, le bruit se répandit dans Nègrepelisse que nous avions été arrêtés; tous les hommes du dit lieu, tant jeunes que vieux, sortirent divisés en plusieurs bandes au cas où ils eussent trouvé la maréchaussée qui nous eût emmenés, et fesaient retentir l'air de leurs tristes plaintes: si par malheur ils ne nous eussent pas rencontrés en chemin, ils avaient résolu d'aller à Montauban forcer les prisons; soit qu'ils ne nous y eussent pas trouvés ou que le héros de notre malheur se fût opposé à cette violence, ils devaient brûler l'intendance et le lendemain assembler tous les protestants des environs pour nous aller chercher à Cahors où ils pensaient qu'on nous aurait conduits. Il aurait fallu un cœur de rocher pour ne pas verser des larmes dans

cette atterrante circonstance. La manière affectueuse avec laquelle ils embrassèrent M. Olivier en le nommant leur père était fort touchante et ce ne fut pas sans beaucoup de peine que nous en renvoyâmes quelques-uns : pour les autres, il fut impossible, qu'ils ne nous eussent conduits en lieu de sûreté.

II

Contrairement à ce qu'ils croyaient, Olivier et ses compagnons ne partirent pas immédiatement pour le Poitou. En effet, le dimanche suivant, 27 septembre, toujours au même endroit entre Nègrepelisse et Montauban, les assemblées continuent sous la direction d'Olivier, ainsi que le montre le document suivant ; celui-ci peut être considéré comme une sorte de registre officiel de ces assemblées qui vont durer tout l'hiver jusqu'à la fin de février 1745¹.

Au nom de Dieu soit tout fait, Amen.

Mémoire des assemblées des Protestants tenues publiquement autour de la ville de Montauban, Mr Olivier ministre du Saint Évangile, prêchant.

1. Le dimanche 27 septembre 1744, à neuf heures du matin, l'assemblée se tint dans un pré entre Nègrepelisse et Rastel composée d'environ 3,000 personnes ; le texte du sermon fut pris sur Ezaye chap^e 58, verset premier.

2. Le jeudi premier octobre, à la même heure et lieu, l'assemblée fut composée d'environ 5,000 personnes ; le texte du sermon fut pris du livre de l'Ecclesiaste de Salomon, chap^e 12^e, verset 15.

1. Je le publie ici d'après deux exemplaires identiques trouvés dans les papiers de mon trisaïeul Pierre Bosquet (voir *Révolution française*, t. XXX, p. 374, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. I, p. 125, n. 2). L'un est d'une écriture inconnue, l'autre de l'écriture de P. Bosquet. Celui-ci n'a pu rédiger ce document, car il n'avait que huit ans au moment de la tenue des assemblées ; il a probablement fait sa copie d'après l'autre exemplaire qui est peut-être un document officiel ou tout au moins contemporain ; on peut supposer aussi que ce sont des notes prises par un des assistants (peut-être le père de P. Bosquet).

3. Le dimanche 4^e du même mois, à la même heure et lieu l'assemblée fut composée d'environ 8,000 personnes; le texte fut pris du même livre et du même chapitre de l'Ecclesiaste, verset 16^e.

4. Le dimanche 11^e du d. mois au même lieu l'assemblée était d'environ 9,800 personnes; le texte du sermon fut pris de l'Épître catholique de S^t Jacques, chap^e 1^{er}, verset 22^e.

5. Le 18^e du d. mois, l'assemblée se tint au même lieu; elle étoit nombreuse, quoiqu'il n'y eut pas de ministre, M. Olivier étant parti pour le Poitou; on y lut la S^{te} Ecriture, un sermon, on chanta quelques psaumes et on fit la prière.

6. Le dimanche 25^e octobre 1744, l'assemblée se tint au même lieu; elle étoit à peu près aussi nombreuse que le dimanche précédent et on y fit le même exercice.

7. Le premier novembre l'assemblée fut audit lieu; elle étoit à peu près aussi nombreuse que le susd. dimanche et on y fit le même exercice.

8. Le 8^e du d. mois l'assemblée fut au même lieu. M. Fontanelle proposant y fit l'exercice, il fit une très belle exhortation et expliqua cette partie du catéchisme. « D. quelle est la principale fin de la vie humaine ? R. c'est de connaître Dieu ». Son discours dura trois heures, l'assemblée étoit d'environ Douze mille personnes.

9. Le 15^e du même mois, l'assemblée se tint au même lieu; led. s^r Proposant y fit un sermon dont le texte fut pris du 1^{er} verset du 3^e chapitre de l'Apocalypse, sur la fin en ces mots : « tu as le bruit de vivre, mais tu es mort. » Le sermon fut suivi d'une très belle exhortation; l'assemblée étoit d'environ 12,500 personnes.

10. Le 22^e du même mois, l'assemblée se tint au même lieu; le d. s^r y prononça un sermon dont le texte fut pris en S^t Mathieu chap^e 22^e, verset 2, jusqu'au 14^e inclusivement, y fit une exhortation, les prières ordinaires et y publia neuf premiers bans de mariage. L'assemblée étoit d'environ 14,000 personnes.

11. Le 29^e du d. mois, l'assemblée se tint au même lieu; led. s^r y prononça un sermon, dont le texte fut pris du 1^{er} chapitre du livre de Job, verset 21^e, sur la fin où il est dit : « L'Eternel l'a donné, l'Eternel l'a ôté, le nom de l'Eternel soit béni », y fit une exhortation, les prières ordinaires, et y publia 61 bans de mariage; l'assemblée étoit d'environ 15,000 personnes.

12. Le dimanche 6^e décembre 1744, l'assemblée se tint au lieu précédent; le même proposant y prononça un sermon dont le texte fut pris du 15^e chapitre de S^t Luc depuis le verset 11^e jusqu'au 24^e inclusivement, y fit une exhortation et les prières accoutumées.

L'assemblée était à peu près aussi nombreuse que le dimanche précédent; il y eut 54 bans de mariage publiés.

13. Le dimanche 13^e du d. mois, jour de jeûne, l'assemblée se tint à trois quarts de lieue de Montauban, à un endroit nommé las Caussades. M. Vialla, ministre y étant assisté du susd. Fontanelle, led. ministre y fit un sermon dont le texte fut pris du 19^e chap^e de S^t Luc depuis le verset 41^e jusqu'au 44^e inclusivement; il y eut 15 bans de mariage publiés. L'assemblée était d'environ 20,000 personnes ¹.

14. Le dimanche 20^e du d. mois, l'assemblée se tint au premier endroit près Nègrepelisse, M. Vialla assisté du même proposant y prononça le sermon dont le texte fut pris de l'Evangile selon S^t Matthieu, chap^e 22^e, verset 37; il y eut un grand nombre de bans publiés, un garçon et une fille y furent baptisés. L'assemblée était d'environ 19,000 personnes.

15. Le 25^e du d. mois, jour de Noël, l'assemblée se tint au susd. lieu nommé las Caussades; le même ministre assisté du même proposant y étant, le texte du sermon fut pris du 2^e chapitre de l'Evangile selon S^t Luc, versets 13 et 14; il y eut 110 bans de publiés. L'assemblée était d'environ 20,000 personnes (Cere l'ainé fabriquant de Villebourbon mourut de mort subite en sortant de l'assemblée).

16. Le 27^e du même mois, jour de communion, l'assemblée se tint au premier endroit près Nègrepelisse; le même ministre et le même proposant y étant, le texte du sermon fut pris de la première épître de S^t Paul aux Corinthiens chap^e 2, verset 25; il y eut un grand nombre de communicants, deux enfants y furent baptisés, il y eut aussi un très grand nombre de bans publiés. L'assemblée était d'environ 18,000 personnes.

17. Le dimanche 3^e janvier 1745, l'assemblée se tint à Frayé près le château d'Aussonne et près la métairie de Larquier, et de Ville Inard dans une Bouygue² et derrière un petit bois de lad. d^{lle}; le même ministre y prononça un sermon sur la nouvelle année dont le texte fut pris du psaume 60, versets 13 et 14; led. sieur Fontanelle y publia un très grand nombre de bans, trois enfants y furent baptisés et il y eut 160 mariages de célébrés. L'assemblée

1. L'un des exemplaires donne 2,000; la copie de P. Bosquet porte 20,000, ce qui semble plus vraisemblable, si on considère les chiffres qui précèdent et qui suivent, et ce qui est du reste confirmé par l'*Abrégé historique* (voir plus loin).

2. Mot patois signifiant *friche*.

était d'environ 22,000 personnes, l'exercice finit à 7 heures du soir.

18. Le 10^e du même mois, l'assemblée se tint au même endroit du 3^e courant, le même ministre y prononça un sermon dont le texte fut pris de la 1^{re} Epître de S^t Pierre, chap^e 4, versets 12 et 13; le dit proposant y publia un grand nombre de bans, deux enfants y furent baptisés et il y eut 40 mariages. L'assemblée était à peu près aussi nombreuse que le dimanche précédent.

19. Le dimanche 17^e janvier 1745, l'assemblée se tint au même lieu; le même ministre y prononça un sermon dont le texte fut pris de la 1^{re} Epître de S^t Pierre, chap^e 3, verset 16; il y fut publié 32 bans et y eut 13 mariages. L'assemblée était d'environ 24,000 personnes¹.

20. Le 24 du d., l'assemblée se tint au même lieu; M. Viala accompagné de M. Courtés, ministre, y prêcha; le texte du sermon fut pris du 2^e chap^e des Actes, verset 44 jusques à ces mots: « et ils avaient toutes choses communes »; led. s^r Courtés y baptisa un enfant, y publia plusieurs bans et y fit 5 mariages, l'assemblée était d'environ 22,000 personnes.

21. Le 31^e du même mois, l'assemblée se tint au même lieu; M. Courtés y étant seul prêcha, il prit le texte du sermon du 55^e chap^e d'Ezaye, verset 6, il y baptisa un enfant, y publia plusieurs bans et fit 10 mariages. L'assemblée était d'environ 20,000 personnes.

22. Le 7^e février, l'assemblée se tint au même lieu. Led. s^r Courtés, ministre, assisté du d. s^r Fontanelle prêcha; il prit le texte du sermon du livre des proverbes de Salomon, chap^e 28^e, verset 13; il y eut 29 bans, 5 mariages et un enfant baptisé. L'assemblée était à peu près comme le dimanche précédent.

23. Le 14^e du d., l'assemblée se tint au pré près Nègrepelisse. M. Courtés y baptisa 3 enfants et y fit 5 mariages, mais ce fut led. s^r Fontanelle qui prêcha; le texte du sermon fut pris de la seconde

1. C'est sans doute de ces trois assemblées que parle Paul Rabaut dans une lettre à Court (8 février 1745): « P. S. — L'on me mande de Montauban que les protestants y donnent des marques extraordinaires de zèle: « ils font des assemblées de 30,000 personnes. Un dimanche du mois dernier on y bénit 181 mariages, le dimanche suivant 60, et celui d'après « 14. » (Dardier, *Correspondance Rabaut Court*, t. I, p. 151.) De son côté Antoine Court écrit le 8 janvier 1745, avant d'avoir reçu l'*Abrégé historique*: « A Montauban ou près de là, il s'est tenu tout récemment 8 assemblées dont la première était d'environ 6,000 âmes, les cinq suivantes l'ont été de 10 à 12,000; les deux dernières autour de 20,000, et celles-ci toutefois sans ministres ni proposants qui manquent tout à fait dans ce pays-là. » (Comité de Hollande, *loc. cit.*, pièce 1.)

épître à Timothée, chap^e 3, versets 16 et 17; il y eut plusieurs bans de publiés. L'assemblée était à peu près aussi nombreuse que le dimanche précédent.

24. Le 21^e février, l'assemblée se tint au même lieu que le dimanche précédent; il y eut plusieurs bans de publiés, M. Courtés y prononça le sermon dont le texte fut pris du 2^e chap^e de l'Apocalypse verset 17; il y eut 21 mariages. L'assemblée était d'environ 17,000 personnes.

25. Le 28^e dud., l'assemblée se tint au susd. lieu de Frayé, M. Fontanelle et Courtés n'y parurent point à cause des défenses portées par deux déclarations du Roi du 1^{er} et 16^e courant, mais il fut lu un sermon, les prières ordinaires et chanté plusieurs psaumes par les chantres qui y étaient. L'assemblée était d'environ 12,000 personnes.

Dans toutes les susd. assemblées, il y avait des anciens qui faisaient la quête pour les pauvres.

Voici maintenant sur les assemblées dont il est question dans ce registre, à partir de la fin de septembre 1744, des détails plus circonstanciés :

**Pièce, communiquée par M. de Loches, touchant les assemblées
faites aux environs de Montauban¹.**

Montauban, le 7 février 1745

Vous me demandez un détail de ce qui s'est passé touchant les assemblées qu'il y a eu dans ce pays, ne vous en rapportant pas à ce que vous en avez appris par les nouvelles publiques. Voici historiquement tout ce qui a été fait.

Dans les premiers jours du mois de septembre dernier, un ministre nommé M. Olivier est arrivé aux environs de cette ville et le dimanche après son arrivée, on a convoqué une assemblée dans un pré très voisin d'une maison de campagne appelée la Caze, appartenant à M. Geneste, qui l'a acquise de feu M. Dumas La Caze et qui n'est distante de Nègrepelisse que d'un quart de lieue. Voilà le local. Vous devez à peu près le connaître. C'est donc dans ce pré, qui appartient à un paysan, que s'assemblèrent pour la première fois 4 ou 5,000 âmes. Les lecteurs, les chantres, le ministre, chacun y

1. C'est la pièce 7 du comité de Hollande. M. de Loches est un pasteur mort en 1755 (voir le *Bulletin*, t. XXVI, p. 261, n^o 9).

remplit ses fonctions, et l'exercice fut tel qu'il l'est dans une de vos églises. Le jeudi suivant fut le jour marqué pour une autre assemblée du même lieu, mais on s'y rendit en plus grand nombre. Voilà le commencement de ces assemblées. En voici les progrès et les fruits.

Tous les dimanches et les jeudis du reste du mois de septembre et jusqu'au 15 du mois d'octobre, on s'assembla exactement par les plus beaux jours du monde. Depuis ce dernier jour, on s'est contenté de se réunir le dimanche seulement. Le nombre des assemblées a été, à ce qu'on prétend, d'environ 30 à 40,000 âmes. Vers la fin d'octobre et au commencement de novembre, on a proclamé les bans de ceux qui ont voulu se marier, quelques enfants ont été baptisés et le dimanche après le premier jour de l'an, il y eut 181 mariages, quelques autres depuis ce jour-là ; en un mot, tout ce qui a été fait dans vos églises, sans rien excepter, a été fait ici.

Depuis environ un mois, on a trouvé à propos de transférer l'assemblée dans une friche à laquelle on donne le nom de *Désert*. C'est dans un bien qui appartient à un nommé Arquier, ci-devant hôte logeant dans la rue Fourchette, située dans l'onneuve et à trois quarts de lieue de Montauban, où l'on continua à s'assembler ainsi que ci-devant. Ceux qui ont le plus grossi ces assemblées sont des gens de Montauban et des campagnes voisines, de Nègrepelisse, de Réalville, de Bioules, de Caussade, de Saint-Antonin et de Mauvesin en Gascogne. M. Olivier a été relevé par M. Viala, ministre, qui, dit-on, est originaire de Castres ou des environs et ce dernier vient de l'être depuis peu de jours, par un autre dont j'ignore le nom. Pendant quelques intervalles, il y a eu des proposants, qui ont fait leurs fonctions en l'absence des ministres.

Voici la conduite que M. l'Escalopier notre intendant a tenue. Lors de la seconde assemblée il donna ordre à deux brigades de maréchaussée résidant à Montauban, qui font le nombre de dix cavaliers et un exempt, de se rendre au lieu marqué et de ne troubler directement ni indirectement, ni le ministre, ni le peuple, ce qui a été exécuté. Ces gens-là s'y sont rendus très exactement et se sont contentés d'observer les plus remarquables de l'assemblée, desquels ils ont fait un contrôle qu'ils ont remis à Mgr l'Intendant. Dans le mois de décembre le régiment de la reine dragons, qui a fait la campagne dernière en Italie, est venu prendre ses quartiers dans la généralité de Montauban, chaque ville ou village en état de fournir des fourrages a eu une compagnie. De ce nombre ont été Nègrepelisse, Saint-Antonin, Caussade, etc. Mais les officiers et

dragons n'ont été logés que dans les casernes du roi ou chez des particuliers en payant de gré à gré. Dans la suite, une femme de Sapiac, fanbourg de cette ville, a été choisie pour être marraine d'un enfant, qui a été présenté au curé de Villebourbon pour être baptisé ; le curé informé que cette femme était religionnaire n'a pas voulu qu'elle le tint sur les fonts baptismaux, à propos de quoi elle a tenu de très mauvais discours et très déplacés, tant contre le curé que contre des personnes plus relevées en caractère. Pour lors, M. l'intendant a donné des ordres pour la faire arrêter. Elle l'a été, et pour la transférer des prisons de cette ville dans celles de Cahors, où elle est encore, on a fait venir, crainte de quelque émeute, la compagnie de dragons qui a son quartier à Caussade, pour escorter cette femme jusqu'à Loubéjac¹, où les seuls cavaliers de la maréchaussée l'ont prise pour achever de la conduire au dit Cahors, et les dragons qui ont été encasernés dans cette ville pendant 5 ou 6 jours s'en sont retournés à Caussade.

Depuis quelques jours deux particuliers de Villebourbon, l'un nommé De Dieu, perruquier, et l'autre Momméja, teinturier, ont été arrêtés et transférés à Lourdes, par lettres de cachet, pour avoir, à ce qu'on assure, donné asile au ministre et lui avoir servi de gardes dans ses voyages. Voilà jusqu'à présent tous les coups qui ont été frappés. Cependant l'on assure, et je n'en doute pas, que l'intendant a un grand nombre de lettres de cachet pour reléguer ceux et celles qui ont témoigné le plus d'activité pour fomenter les assemblées. En attendant elles continuent toujours. Il est vrai que certains gros négociants de Villebourbon ont cessé de s'y rendre depuis que M. l'intendant leur a parlé à ce sujet, mais elles n'en sont pas moins nombreuses, malgré la rigueur de la saison, et quoique la maréchaussée continue toujours à s'y rendre.

Voilà un détail autant circonstancié qu'on puisse le faire. On ne peut guère le diminuer ou le grossir sans altérer la vérité.

L'*Abrégé historique*, dont on a vu plus haut le début, est encore plus développé ; il continue en ces termes :

Le dit sieur Olivier en tint encore quelques autres [assemblées] de la même manière jusque sur la fin du mois d'octobre qu'il déclara que sa mission était pour le Périgord, l'Angoumois, la Saintonge et le Poitou, il ne pouvait plus différer à s'y rendre, mais qu'il

1. Localité située à l'endroit où la route de Cahors traverse l'Aveyron.

leur viendrait incessamment un autre ministre y demeurer et qu'en attendant, le sieur Fontenelle, proposant, viendrait pour les instruire et les disposer.

Le dit sieur Fontenelle arriva en effet bientôt après et tint dans le même endroit quelques assemblées qui furent toujours très nombreuses jusqu'à ce que le sieur Viala, ministre, fut venu qu'elles s'accrurent infiniment et qui, par la pureté de sa morale, son éloquence et ses exhortations à tous les assistants de rester toujours inviolablement fidèles au roi et à ses ordres, de n'écouter jamais ceux qui voudraient, sous quelque prétexte que ce puisse être, entreprendre de les en détourner et de les détester, au contraire, avec abomination, attira tous ceux qui avaient jusqu'alors résisté.

Tout le royaume retentissait de cris d'allégresse beaucoup plus pour la convalescence du roi que pour les conquêtes et les avantages de ses armes : les actions de grâces que tous ses sujets en rendaient publiquement au Seigneur et la complaisance avec laquelle on avait reçu les prières que les Juifs lui avaient adressées dans leurs synagogues jusque dans la ville de Bordeaux, ne permirent plus aux protestants de retenir les leurs concentrées dans le fond de leur cœur. Ils voulurent les faire éclater tout comme tant d'autres que leur aversion pour le christianisme en rendait beaucoup plus indignes. Ils se transportèrent tous au Désert et ils chantèrent tous leur *Te Deum* avec une effusion de cœur, un zèle et une ardeur dont tous les catholiques romains, qui en furent instruits, se sentirent eux-mêmes pénétrés. On les vit confondus tous ensemble dans la ville de Montauban, revenant chacun de leur côté de chanter leur *Te Deum*, sans qu'on vit régner entre eux la moindre désunion, discorde, ni esprit de parti. Les chaises roulantes remplies des personnes les plus distinguées, les bourgeois, les artisans et les paysans se trouvèrent plusieurs fois dans la rue au milieu de la cohorte du guet et de la maréchaussée en armes qui accompagnait M. l'intendant, revenant des feux de joie qu'il avait fait allumer, sans que M. l'intendant, qui les reconnaissait, et savait parfaitement d'où ils venaient, en fit non seulement arrêter aucun, leur dit rien, ni portât même aucun obstacle à leur passage. Qui aurait donc, après cela, pu douter de la tolérance ?

L'éloignement de la ville de Nègrepelisse auprès de laquelle les assemblées avaient été tenues jusque vers la mi-décembre, de celle de Montauban, d'au-delà de laquelle venait le plus grand nombre de personnes, détermina le sieur Viala à indiquer le lieu de l'assemblée pour la fête de Noël beaucoup plus près de cette dernière

ville. On choisit pour cela un vallon nommé As Caussades qui est auprès de Saint-Martial ¹, où elle fut en effet plus nombreuse que toutes les autres.

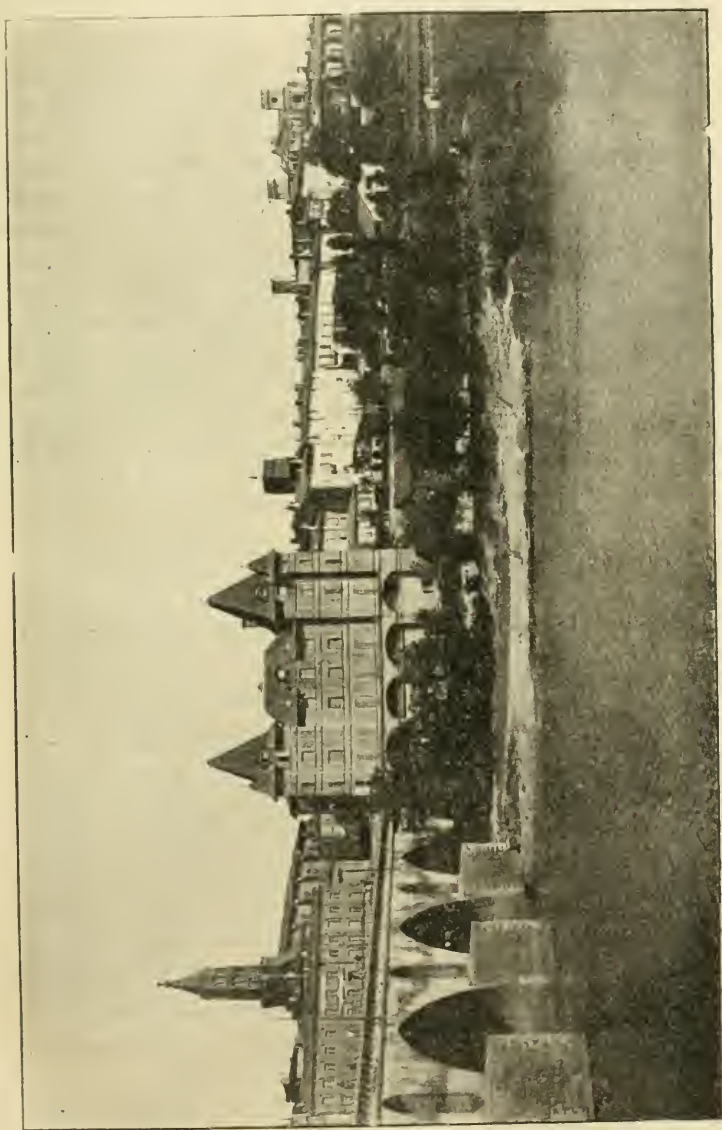
Un nombre infini de bans de mariage qui étaient fiancés depuis vingt, dix, cinq, trois, ou plus de deux années sans que leur curé eût voulu les épouser, furent publiés en la forme prescrite par les ordonnances du royaume et avec toutes les précautions qu'elles exigent pendant plusieurs assemblées consécutives, sans qu'on en voulût recevoir aucun d'un protestant avec une catholique romaine ou d'un catholique romain avec une protestante; les oppositions à quelques-uns des dits bans, signifiées en la forme ordinaire par des huissiers au ministre, furent reçues et les parties renvoyées à se pourvoir devant les juges auxquels il appartient d'en connaître, mais enfin, après que toutes les formalités requises eurent été remplies et que le carnaval, temps auquel les noces sont permises, fut arrivé, tous les autres mariages furent bénis et célébrés et les actes en furent couchés dans deux registres, dûment timbrés de la manière que le prescrit la déclaration du Roy de l'an 1736.

Les ecclésiastiques qui avaient jusqu'alors rongé leur frein, prirent le mors aux dents d'abord qu'ils virent qu'on entreprenait de vouloir la priver du despotisme qu'ils ont conservé par le principal lien de la société civile pour (*sic*) lequel tous les sujets du royaume avaient jusqu'alors été retenus sous leur domination tyrannique, et au moyen duquel le curé du plus petit hameau se faisait vanité de dire à tout propos que, quand bien même le roi en personne lui ordonnerait de marier quelqu'un de ses paroissiens protestants, il ne le ferait pas ².

L'esprit de haine, de parti, la rage et la discorde furent soufflés dans le cœur et dans l'esprit de tous les bigots contre les protestants qu'on leur représenta comme armés, le bras levé et tout prêts à plonger leurs mains dans leur sang : quelques-uns se portèrent même à l'extrémité d'aller sur les chemins par où les protestants passaient pour revenir des assemblées et d'y exciter des jeunes gens

1. Village situé à la source du ruisseau des Caussades, à 6 kilomètres à l'est de Montauban.

2. Ce paragraphe et le début du suivant sont ainsi modifiés dans la pièce 12 : « Les ecclésiastiques, qui jusque-là avaient pris patience, ne se possédèrent plus dès qu'ils virent que par les mariages célébrés par les ministres leur casuel diminuerait sensiblement. Ils représentèrent alors les protestants comme prêts à se soulever et ayant déjà la main levée pour leur plonger le poignard dans le sein. Quelques-uns se portèrent même, etc. »



VUE GÉNÉRALE DE MONTAUBAN.

à leur chercher querelle et leur faire insulte, ce dont les magistrats de la ville de Montauban ayant été avertis firent mettre publiquement lesdits jeunes gens en prison et firent défense à tous les autres de faire dorénavant rien de semblable.

Le vallon d'As Caussades s'étant trouvé trop incommode à cause de la rigueur de la saison pour continuer à y tenir les assemblées, le lieu en fut changé à Bonnefon, près de Fontneuve, où le sieur Viala continua à publier des bans, bénir des mariages et baptiser des enfants de protestants mariés par des curés autres que ceux de leurs paroisses, que ceux-ci ne voulaient à cause de cela baptiser que comme bâtards. Mais enfin des protestants de sa mission étant venus le chercher et ayant accompagné jusqu'à Montauban le sieur Courtez, ministre, qui avait la sienne pour cette Église, le dit sieur Viala s'en fut vers la fin du mois de janvier 1746 et laissa à Montauban le sieur Courtez, ministre, et le dit sieur Fontenelle, proposant, qui continuèrent à tenir les assemblées avec la même tranquillité et avec la même tolérance que toutes les précédentes avaient été tenues ¹.

III

Tels sont les documents laissés par les protestants sur ces assemblées. Elles n'allèrent pas sans suites fâcheuses ; mais avant de les raconter, il faut examiner maintenant la conduite tenue dans ces circonstances par les autorités ².

Si celles-ci étaient restées si longtemps sans intervenir d'une façon efficace, ce n'était pas que les catholiques n'excitassent leur zèle. Des prêtres, des évêques déclaraient qu'à l'époque des Camisards on n'avait jamais vu une pareille audace, qu'on faisait des levées d'argent considérables, « que des enfants des nouveaux convertis avaient crié *vive le roi de Sardaigne* », que le roi d'Angleterre avait envoyé 200 espions pour fomenter les troubles ; « ils disent qu'ils veulent couper la tête aux prêtres pour en jouer aux quilles

1. Genève, Court, 17 P, p. 72-74. Voir plus loin la fin du document.

2. À défaut des lettres de l'Escalopier, on a, pour cette étude, les réponses de Saint-Florentin (Arch. nat., O¹, 440 et 441) ; mais il faut considérer qu'elles s'appliquent aussi à ce qui se passe dans le reste de la généralité, à Milhau et à Rodez.

et qu'ils veulent laver leurs mains dans le sang des catholiques ¹ ». L'assemblée du clergé qui se tenait cette année-là (février-juillet) n'était pas du reste pour rien, comme l'avaient bien compris les protestants ², dans le redoublement de rigueurs qui éclataient sur toute la France.

« Ils ont beau publier, disait l'évêque d'Uzès, que l'esprit qui règne dans leurs assemblées est éloigné de la révolte et du soulèvement, et protester de leur fidélité, l'esprit d'indépendance et l'amour d'une liberté ennemie de toute autorité ont toujours animé cette secte... Ils ne seront bons sujets qu'autant que la crainte les contiendra. Leurs espérances se relèvent toutes les fois que les puissances protestantes sont en guerre avec la France. Au moindre émissaire qui se glissera dans le pays de la part de ces puissances, à la moindre lueur qu'ils auront d'un secours étranger, ils se flatteront que le temps est venu d'obtenir la liberté tant désirée et le rétablissement de leurs temples : ils sont sur ce point d'une crédulité étonnante ³. »

Cet état d'esprit de l'évêque d'Uzès était aussi celui du gouvernement, et c'est ce qui l'empêchait d'agir ; il redoutait sans cesse un soulèvement général des protestants qui viendrait à l'intérieur compliquer la situation que la guerre extérieure rendait déjà assez difficile. Les documents qui précèdent semblent bien cependant montrer que les protestants n'y songeaient en aucune façon ⁴. D'autre part, on ne pouvait longtemps disposer des troupes, qui, dès l'arrivée du printemps, rejoindraient la frontière. De là les hésitations, les incertitudes sur la conduite à tenir. La correspondance de

1. Arch. nat., TT, 438, nos 126, 131 (lettre de l'évêque de Lavaur, 29 octobre 1744, à propos d'assemblées tenues par Olivier et Viala), 138, etc.

2. Lettre de Court à Royer, 12 mars 1745 (comité de Hollande, pièce 4).

3. Mémoire de janvier 1745 à l'assemblée provinciale de Narbonne (Arch. nat., TT, 439, 7 et 8). Ce mémoire a été lu par l'évêque de Saint-Pons à l'assemblée générale du clergé de France (7 avril : *Collection des procès-verbaux*, t. VII, 1775, p. 2016), et reproduit en partie dans Hugues, *Ant. Court*, t. II, p. 186.

4. On ne saurait, semble-t-il, suspecter la sincérité de ces documents, puisque, il ne faut pas l'oublier, ils n'étaient pas destinés à la publicité, comme ceux dont parle l'évêque d'Uzès ou comme d'autres mémoires composés par Court dont il sera question plus loin.

Saint-Florentin avec l'Escalopier est à cet égard des plus curieuses; le ministre recommande la prudence, puis il pousse l'intendant à la sévérité, le gourmande; mais tout aussitôt il craint d'être allé trop loin, et dès que l'Escalopier veut exécuter les ordres que Saint-Florentin lui transmet, c'est Saint-Florentin lui-même qui le retient. Il faut effrayer sans sévir, publier des ordonnances, mais sans les appliquer.

Le 6 juillet 1744, Saint-Florentin envoie bien les ordres nécessaires pour arrêter 12 religionnaires, à la demande de l'Escalopier¹, mais il écrit en même temps : « On n'est pas disposé à la révolte, et la rigueur pourrait l'exciter »; il faut se contenter d'« épier les gens considérables du pays... Si quelque exemple peut être utile, il peut d'un autre côté allumer le feu de la rébellion et soulever tous les religionnaires. Ce n'est donc que par la confiance infinie que j'ai dans votre sagesse que je vous envoie les ordres du roi que vous m'avez demandés, et parce que je suis persuadé que vous n'en ferez usage qu'à l'extrémité, que vous ne les ferez pas exécuter tous, ou que vous ne les ferez pas mettre à exécution tous à la fois ». Le 13 juillet, il déclare qu'« il faut user de circonspection » et contenir « le zèle dangereux des ecclésiastiques, des consuls et des anciens catholiques² ». Le 14 octobre, il lui envoie la lettre suivante :

« J'ai reçu, monsieur, les deux lettres que vous avez pris la peine de m'écrire le 27 du mois dernier et le 2 du courant; vous n'avez pas absolument lieu d'être surpris, comme je vous l'ai déjà marqué, que les assemblées se multiplient et qu'il s'en tienne jusqu'aux portes de Montauban. Je ne peux que vous prescrire de nouveau la conduite que je vous ai déjà tracée par l'ordre du roi. Si vous ne pouvez remédier au mal, il faut dissimuler. Vous faites très bien de vous faire instruire de tout. Mais il me paraît peu prudent que des officiers de maréchaussée se transportent ouvertement, comme l'a fait le sieur Lafitau, sur les lieux où se tiennent les assemblées et

1. Arch. nat., O¹, 555, p. 378 (ordre d'emprisonner « pour réprimer les assemblées des religionnaires » : Tailleur, Taures, Lagrave, Raymond, Castagnié, consul du pont de Camarez, Lafleur, Fraissignes, Jugla, Jeymaudy, Basseroit, Rastel, Boulogne; 2 juillet 1744).

2. Arch. nat., O¹, 440, f^{os} 137 r^o (6 juillet), 139 r^o (13 juillet).

qu'ils en soient publiquement témoins. Il s'en tenait jusqu'aux portes de Montpellier, comme il s'en tient actuellement aux portes de Montauban. Quelques courses de maréchaussée et l'emprisonnement de quelques-uns des habitants les plus distingués du parti les ont dissipées et ont rétabli l'ordre dans la ville : mais ce parti est dangereux, et je ne suis pas assez instruit des circonstances où vous êtes pour vous l'inspirer. Vous devez juger de la disposition des esprits, des forces que vous pouvez rassembler et de l'effet qu'ont produit les ordres que je vous ai adressés et qui me paraissent avoir été assez infructueux, supposé que vous en ayez fait usage. Mais surtout souvenez-vous, s'il vous plaît, que Sa Majesté désire que l'on use de la plus grande circonspection et de la plus exacte prudence à l'égard des nouveaux convertis ; vous devez en sentir les conséquences¹. »

(A suivre.)

FRANÇOIS GALABERT.

Documents

LES

DÉCLINAISONS AU PRESBYTÈRE DE SAINT-GELAIS, PRÈS NIORT

LETTRE DU PASTEUR LOUIS DE LA BLACHÈRE

(27 juin 1583)

Feu M. Auguste Lièvre, dans son *Histoires des Protestants du Poitou* (III, 37), et la *France Protestante* (VI, 160) ont esquissé sommairement la biographie de Louis de la Blachère qui, pendant le dernier tiers du xvi^e siècle, fut pasteur des huguenots de Niort et de Saint-Gelais, localité au nord-est de cette ville, où il y eut plus tard une Église réformée distincte.

Grâce à notre collaborateur M. Th. Maillard, de Pamproux, notre Bibliothèque a récemment acquis trois lettres de ce

1. *Id.*, f^o 218 r^o.

pasteur, datées, les deux premières du 3 mai 1580, et la troisième, de Saint-Gelais le 27 juin 1583. Cette dernière, que nous reproduisons ci-dessous, est adressée, comme l'une des précédentes, à un M. de la Taillée ¹. Nous ne savons rien de ce gentilhomme si ce n'est qu'il était évidemment huguenot et avait probablement un ou plusieurs fils qu'il avait peut-être mis, ou l'intention de mettre en pension chez M^e de la Blachière. Les temps étant durs, à cause de la Ligue, et le prix de pension plus élevé que de coutume, M. de la Taillée paraît avoir demandé, en attendant, quelques conseils pour enseigner à son ou ses fils les déclinaisons. Grâce à la réponse du pasteur, nous apprenons comment ce dernier s'y prenait pour inculquer cet exercice aux pensionnaires du presbytère de Saint-Gelais et aussi quel y était, à cette époque, le prix de la pension.

Ces détails sont assez rares pour qu'on les recueille avec soin lorsqu'on les rencontre dans un document authentique qui ne comptait nullement passer à la postérité.

N. W.

A Mon sr

Mon sr de la Taillée ².

Mon sr, L'ordre que je tiens po[ur] apprendre à décliner à mes escoliers que je vous renvoye par v^{re} aduis³, est qu'aussi tost qu'ilz ont sceu décliner un nom de la première déclinaison, je leur fay practiquer sur ce nom là tous les autres noms de mesme déclinaison qui se rencontrent ez leçons des autres escoliers de plus grande classe; ainsi en fays-je des noms des autres déclinaisons lesquelles ilz ont desjà passées, non seulement po[ur] confirmer leur mémoyre afin de ne rien oublier de ce qu'ilz ont appris, mai aussi po[ur] les accoustumer peu à peu à plus grandes leçons

1. La *France Protestante*, III, 493 *b*, cite un gentilhomme poitevin de ce nom en 1569, et VI, 36 *a*, un siècle plus tard, un *Josué du Fay*, sieur de la Taillée.

2. Nous suppléons les accents et la ponctuation.

3. « Que je vous renvoye » peut se rapporter à « l'ordre pour apprendre à décliner », ou aussi aux écoliers qui avaient peut-être été envoyés à Saint-Gelais pour l'y chercher.

selon l'exemple qu'ilz voyent des autres escoliers, ce que vous ne pourriez practiquer n'ayant point auprez de vous d'autres escoliers de plus grande leçon.

Et po[ur] tout cela je ne prendz ni ne demande aucun loyer ny salaire po[ur] mes labeurs. Je me contente qu'ilz fassent leur profit sous mes peines et travaux. Seulement ma femme demande de tous ceux qui y sont envoyés par leurs parens le moyen de les nourrir; un chascun desquelz elle aymeroit mieux nourrir po[ur] vingt lt. la quart^e, le boiceau n'estant qu'à vingt solz², qu'elle ne feroit po[ur] vingt cinq lt., le boiceau estant à trente cinq solz comme il est à présent. Dont je suis marri que la cherté recule les enfans de parvenir aux bonnes lettres. Qui est l'endroit où je me recommande bien humblement à vos bonnes grâces, priant Dieu vous avoyr en sa sainte garde. De S. Gelais ce 27 juin 1583.

V^{re} bien humble à vous fere service.

BLACHIERE.

A BÉZIERS APRÈS LA RÉVOCATION

DÉCLARATION OLOGRAPHE DE MARIE POUGET,

VEUVE DE PHILIPPE BESSE, AVOCAT, MORTE RELAPSE EN 1694

Voici encore une de ces preuves — qu'il faut recueillir avec soin — du néant de l'œuvre de violence accomplie en 1685 par ceux qui forcèrent les protestants à abjurer. Bien peu, il est vrai, eurent soin de faire ce que fit à Béziers cette veuve dont on va lire la touchante et ferme Déclaration. Elle avait comme un pressentiment qu'au dernier moment peut-être elle n'aurait pas le pouvoir ou la force d'exprimer ce que sa conscience lui ordonnait d'affirmer, à savoir qu'elle n'avait cédé que contrainte et qu'elle restait convaincue de ce qu'elle avait paru renier. On voit, en effet, dans la note officielle qui suit sa Déclaration qu'elle mourut d'une attaque de paralysie. Si elle n'avait pas pris la précaution d'exprimer auparavant par écrit sa volonté formelle et de la remettre à sa fidèle

1. Sans doute pour quartier, trimestre.

2. Le boisseau de blé.

servante Marie Capusse, nul doute qu'on l'aurait fait passer pour décédée dans les sentiments de l'Église catholique, apostolique et romaine. Mais ces « 17 lignes » et la fidélité de celle à laquelle elles avaient été confiées, déjouèrent la manœuvre qui, encore aujourd'hui, est malheureusement et fréquemment employée.

Bien peu, ai-je dit, eurent soin d'en faire autant. Nous n'en sommes pas moins autorisés à revendiquer pour nous, non seulement ceux qui résistèrent à la perspective de la claie pour leur cadavre, ou, comme Marie Pouget, d'être légalement supprimée de la mémoire des hommes, — mais encore ceux qui, au moment suprême, ne se félicitèrent pas d'avoir renié leur foi première.

N. W.

Déclaration.

« Ne sachant point par quelle sorte de maladie Dieu voudra me retirer de se monde et craignant que ma bouche ne puisse prononcer mes sentiments sur le sujet de ma religion j'ay voulu pour la satisfaction de ma conscience faire la presente déclaration laquelle j'ay escriite et signée de ma propre main. Je declare donc que je veux mourir dans la religion en laquelle je suis née et revoke l'abjuration que j'an ay faite par force ayant toujours depuis conservé dans mon cœur la meme creance dont je faisais auparavant profession ouverte. J'ay mon seul recours en la miséricorde de Dieu à qui seul je confesse mes pechés parce que luy seul peut me les pardonner, toutes mes justices et mes propres merites estant comme un drapeau souillé devant Dieu c'est sur la justice de Jesus-Christ mon Redempteur sur le merite de sa mort et du sang qu'il a repandu sur la croix que je m'appuye en quy j'ay ma confiance. Dieu veuille me faire la grace de mourir dans ces saintes dispositions.

« MARIE DE POUGET » (signée).

« *Ne varietur.*

« TINARDY Pr du Roy » (signé) « ROQUEFEUIL
DE S'-MARTIN prêtre » (signé).

« Paraffé *Ne varietur* à la réquisition
du Procureur du Roy le 5 mars 1694.

« CABREROLES Cr » (signé).

Note.

« Original de déclaration de la d^{me} de Besse A. N^oi ».

« Marie de Pouget, veuve de Philippe Besse, avocat de Beziers, eut une attaque de Paralysie dans les premiers jours de Mars 1694, et le S^r Henry de St-Martin, curé de l'église paroissiale St-Félix, l'ayant été exhorter, elle lui fit remettre par Marie Capusse sa domestique la déclaration ci-dessus écrite en « 17 lignes ». Le curé la remit le 4 Mars au Procureur du Roy qui, en présence de témoins, fut la présenter à la malade et lui demander si elle y persistait, etc... La malade persévéra et mourut dans ses sentiments. On fit le procès à sa mémoire et par jugements du 5 Avril 1694, elle fut déclarée relapse, sa memoire condamnée éteinte et supprimée à perpétuité, ses biens acquis et confisqués à Sa Majesté sur iceux prealablement pris 50 livres d'amende et les frais de poursuite du procès... »

Collationné aux Originaux.

* FERD. TEISSIER, *archiviste*.

(Archives de l'Hérault C 174, Fonds de l'Intendance.)

UN AUTOGRAPHE

DU CHEF CAMISARD LAPORTE DIT ROLLAND

1704

Au début du mois de mai 1704, un cheval appartenant au chef camisard Rolland lui fut enlevé, sans doute par un détachement des compagnies de milice bourgeoise cantonnées à Lasalle (département actuel du Gard). Rolland s'adresse au 1^{er} consul du lieu, M. du Roulet, pour lui demander la restitution de sa monture. Son billet, retrouvé dans les Cévennes, est assez caractéristique pour qu'on en donne ici le texte et le fac-similé.

La présente est monsieur pour vous dire de me vouloir randre mon cheval mais aincessamment et sans aucun delays et marqués

moy au retour vostre santiment, car autrement je prandrois des mezuures quy vous seron tres fascheuzes; Cest de quoy devez estre persuadé et que je suis Rolland Laporte, serviteur De Dieu.

ROLLAND LAPORTE.

Laporte Est Monsieur pour vous dire
de ne vouloir rendre mon cheval aux
amercunans; sans aucun delay, a moins
moy auroit vostre santiment, car autrement
je prandrois des mezuures quy vous seront
fascheuzes; Cest de quoy devez estre persuadé
Et que je suis Rolland Laporte serviteur De
Dieu Rolland Laporte

Cette lettre resta naturellement sans réponse et le cheval de Rolland continua à être maintenu à Lasalle; les événements marchèrent, Rolland fut tué, mais il est vraisemblable que sa revendication fut reprise par un de ses successeurs. Une lettre de Basville, en octobre 1704, prescrit, en effet, au même du Roulet, de profiter de la négociation entamée au sujet de ce cheval pour tâcher de faire tomber le camisard Salles dans une embuscade. Il n'y a « qu'à lui mander que vous lui ferez rendre le cheval dans un endroit que vous lui marqueriez et dont il conviendrait. Il faudrait concerter cette affaire avec le commandant de Lasalle ».

DE CAZENOVE.

Mélanges

LA PRÉTENDUE TRAHISON DE COLIGNY

Le directeur du *Siècle* m'a fait demander en novembre 1899¹, une réponse à l'accusation colportée et répétée par la presse cléricale contre Coligny le *traître*. Je comptais, après avoir parcouru les ouvrages consacrés dans ces dernières années, entre autres à Coligny, y renvoyer en quelques lignes les lecteurs du *Siècle*. Mais je fus très surpris de voir que la question n'avait jamais été examinée attentivement et qu'on s'était généralement borné à répéter ou à accepter les appréciations plus ou moins impartiales du duc d'Aumale². Je fus ainsi amené à rechercher le sens exact du fameux traité de Hampton Court, et à répondre plus en détail à un factum qui avait été adressé par la *Correspondance hebdomadaire de Paris* à toutes les petites feuilles de province. Comme il peut être utile de conserver la trace de cette polémique, on trouvera ici le

1. La même demande m'a été adressée, mais huit jours plus tard, par le *Signal*.

2. *Hist. des Princes de Condé*, I, 161. Voici comment le duc d'Aumale s'est exprimé (c'est nous qui soulignons) en 1863 : « ...La place du Havre était *entièrement* livrée (à la reine d'Angleterre) et *celui* qui y commanderait pour elle avait le pouvoir de limiter le nombre de Français, même ceux de la religion, qui seraient admis à résider dans cette ville... Condé accepta ce honteux marché. Il n'est pas toujours donné aux hommes de s'arrêter dans la voie où leurs passions les entraînent. Que devenaient les accusations véhémentes portées contre les Triumvirs qui s'appuyaient sur l'assistance étrangère ? Les Suisses et les Allemands qui servaient dans l'armée royale étaient de ces soldats capitulés que l'on trouvait dans toutes les armées françaises depuis cinquante ans ; aucune cession de territoire n'avait payé les subsides du pape, ni le concours des bandes espagnoles qui venaient d'entrer en Gascogne et à Paris ; et si l'on avait évacué les places de Piémont, ce n'était que l'abandon, bien douloureux sans doute, peut-être nécessaire, *d'une prétention que l'on ne pouvait plus soutenir*. Mais ouvrir la porte aux Anglais ! Abandonner à ces vieux ennemis un coin de ce sol de la patrie qu'ils avaient dévasté pendant cent ans ! Leur livrer l'embouchure de la Seine quand ils venaient à peine de sortir de Calais ! C'était remonter aux plus mauvais souvenirs des guerres de Bourgogne et d'Armagnac... »

texte complet du *Factum* ainsi que de la réponse insérée par le *Siècle* du 26 décembre 1899. J'ai ajouté pour les lecteurs du *Bulletin* quelques notes à celles, aussi succinctes que possible, que j'avais rédigées pour le *Siècle*.

Aux Protestants !

Quelques journaux dreyfusards se sont émus de l'article que nous avons récemment consacré à l'amiral de Coligny. Mais si nos adversaires n'ont pu s'empêcher de faire éclater leur mauvaise humeur, aucun n'a pu réfuter les faits historiques que nous avons articulés.

Nous avons dit que, seuls, les Protestants avaient eu l'audace, dans notre siècle, d'ériger une statue au traître qui vendit pour deux millions la ville et le port du Havre aux Anglais. Est-ce vrai, oui ou non ? Ni le connétable de Bourbon, ni le chevalier de Rohan, ni Dumouriez, ni le général Sarrazin, ni Bazaine n'ont obtenu des Catholiques un pareil hommage. Ajoutons que l'amiral de Coligny ne fut pas seulement un soldat félon et vénal. Dans un récent travail, un érudit de premier ordre, M. de Ruble, a prouvé, d'après les documents les plus authentiques, que Coligny fut encore assassin. Poltrot de Méré, le meurtrier du duc de Guise, avait été soudoyé par le « vertueux amiral ».

Sans doute, les Guise appelèrent à leur aide le Pape et l'Espagne. Mais, comme le dit si bien le duc d'Aumale, aucune cession de territoire ne paya les subsides du Pape ni le concours des bandes espagnoles.

Ouvrir aux Anglais la porte de la France, abandonner à ces vieux ennemis un coin de ce sol qu'ils avaient dévasté pendant cent ans, leur livrer l'embouchure de la Seine et le port de Calais, aucun crime ne peut être comparé à celui-là, et ce crime fut celui de Coligny et de ses huguenots.

Quel contraste avec l'attitude du duc de Guise et des Catholiques ! En apprenant l'entrée des Anglais au Havre, François de Guise, patriote avant tout, offrit la paix aux huguenots, leur promettant le libre et paisible exercice de la religion réformée dans tout le royaume s'ils voulaient unir leurs forces aux siennes pour chasser du territoire les ennemis de la France. Les protestants refusèrent ; leur objectif était, alors, comme aujourd'hui, de livrer à l'étranger le sol et les esprits.

En trois ans, les Protestants saccagèrent au xvi^e siècle, plus de trente mille églises ou chapelles, détruisirent plus de cinq cent mille

statues, reliquaires, tableaux, etc., et déclarèrent une guerre impitoyable à toutes les manifestations de l'art¹.

Depuis les invasions des Huns, des Wisigoths, des Hercules (sic), jamais la France n'avait été pillée, rançonnée et polluée par des bandes plus féroces et plus barbares.

Pour venir à bout du Protestantisme, il fallut qu'Henri IV allouât des subsides et servit des pensions aux capitaines de la secte. L'argent seul vint à bout des fiers Réformateurs. Du jour où les promoteurs de la Réforme furent gavés de richesses, l'hérésie fut frappée à mort. Des villes entières comme Orléans, où les calvinistes dominaient, rompirent avec Calvin, aussitôt que l'or royal circula. Voilà l'austérité protestante!

La prétendue trahison de Coligny.

On me prie de répondre à un des nombreux factums calomnieux qu'on colporte depuis quelque temps dans les bureaux de rédaction contre les Protestants. Il s'agit de celui qui est intitulé : « Aux protestants! » et qui commence ainsi : « Quelques journaux dreyfusards se sont émus de l'article que nous avons récemment consacré à l'amiral de Coligny. Mais, si nos adversaires n'ont pu s'empêcher de faire éclater leur mauvaise humeur, aucun n'a pu réfuter les faits historiques que nous avons articulés. Nous avons dit que, seuls, les protestants avaient eu l'audace, dans notre siècle, d'ériger une statue au traître qui vendit, pour deux millions, la ville et le port du Havre aux Anglais... »

Il n'est guère utile de relever l'ignorance et la mauvaise foi d'un acte d'accusation qu'on a cru prudent de ne pas signer. Mais, une fois n'est pas coutume. Les « faits historiques », les voici :

1° Coligny n'a été, ni l'instigateur, ni le négociateur du traité de Hampton-Court, auquel on fait allusion.

2° Il n'a été question, dans ce traité, ni d'une vente, ni d'une cession de territoire français.

1. Si l'on s'avisait de demander à celui qui a écrit cette affirmation inepte d'énumérer, je ne dis pas 30,000 mais seulement 300 églises ou chapelles et 500 statues, etc., que les huguenots auraient saccagées, il serait bien embarrassé !

I

A cette époque, le chef des huguenots était, non pas Coligny, mais le prince de Condé (de la famille de feu M. le duc d'Aumale), dont les protestants regrettèrent parfois la légèreté, mais qui exerçait un pouvoir discrétionnaire.

On sait qu'au mois d'avril 1562, il avait déclaré la guerre, non au roi de France¹, mais à la faction des Guises dirigée par le duc François de Guise, le maréchal de Saint-André et le connétable de Montmorency. Cette faction s'était opposée de toutes ses forces, au nom du clergé, à l'exécution de l'édit du 17 janvier 1562, par lequel Catherine de Médicis avait consenti à tolérer le culte huguenot *hors des villes*. Et pour bien montrer qu'il n'en tenait aucun compte, François de Guise, traversant Vassy le 1^{er} mars, s'était détourné de sa route pour passer devant la grange où se tenait un prêche dont, avec son escorte, il massacra les auditeurs.

Ce massacre, suivi de plusieurs autres, à Carcassonne, Castelnaudary, Sens, Gaillac, qui restèrent tous impunis, souleva les huguenots. Les premières opérations militaires se concentrèrent autour d'Orléans et de Rouen où ils étaient les maîtres. C'est alors que Condé chercha à couvrir la Normandie qui demandait, du reste, à être défendue contre Claude, duc d'Aumale, frère de François de Guise et lieutenant du roi dans cette province², où un autre de ses frères, René, marquis d'Elbeuf, allait s'emparer de Caen.

Jean de Ferrières, seigneur de Maligny, communément appelé le vidame de Chartres, fut envoyé par Condé en Angleterre³. Il était muni d'instructions et d'un blanc-seing revêtu du sceau du prince de Condé et des signatures des principaux chefs huguenots. Aux termes de ces instructions, il devait obtenir de la reine d'Angleterre un secours d'argent et 6,000 hommes de troupes destinées à défendre le Havre et Dieppe en prenant le Havre comme base d'opé-

1. Tout au commencement des hostilités, la reine-mère était plutôt du côté de Condé que du triumvirat. Ce n'est que dans la suite qu'elle fit cause commune avec le parti de la réaction.

2. Voy., entre autres, *Hist. ecclés.* (éd. Baum), II, 726 : « A grand peine (Beauvoir la Noüe et le Vidame) estoient-ils arrivés, quand se présentèrent à eux certains habitans du Havre et capitaines de Marine, prians, voire mesmes adjurans ledit sieur Vidame de les secourir en ceste nécessité pour ne tumber entre les mains du sieur d'Aumale... »

3. Il y arriva le 15 août 1562.

rations¹ et, avec les soldats huguenots, à débloquer Rouen, où François de Guise allait assiéger les protestants à la tête de l'armée royale.

II

Il n'y avait là rien que de très naturel : les protestants cherchaient du secours au delà de la Manche, comme Catherine de Médicis et les Guises² en avaient cherché et trouvé au delà des Pyrénées et des Alpes.

Et c'est bien dans le sens d'un secours nécessitant l'occupation temporaire d'un point stratégique que fut rédigé le traité qu'Elisabeth signa à Hampton-Court le 20 septembre 1562 et dont la contrepartie fut transcrite le 22 sur le blanc-seing dont s'était muni le vidame de Chartres³. Il suffit d'en citer, à cet effet, ce passage⁴ :

1. La minute des instructions de Condé (août 1562) se trouve dans d'Aumale, *Les Princes de Condé*, I, 379. Celle des articles présentés au nom d'Elisabeth est dans *Calendar of State papers, Foreign Series*, 1562, n° 663. Le traité fut une sorte de compromis entre ces deux projets. Au moment même où il fut rédigé (20 sept. et non le 24 comme le dit le duc d'Aumale, I, 163), Throckmorton prévenait Elisabeth de la part du prince et de ses amis que « ce serait pour eux une note d'infamie si, par leur intermédiaire, elle introduisait 6,000 hommes dans le Havre, Dieppe et Rouen pour garder ces villes... ce qui lui permettrait de chasser le roi de France de la fleur de son duché de Normandie. Ils ajoutent qu'ils sont assez forts pour défendre ces villes, mais non pour attaquer leurs ennemis... Si même elle parvenait, malgré eux, à garder ces villes, elle serait obligée de les défendre, contre la France toute entière... » Ces déclarations (*Calendar, ut supra*, p. 308) démontrent péremptoirement que l'occupation du Havre, et éventuellement de Dieppe, ne devait être qu'une opération stratégique.

2. Dès le printemps de 1562, il y avait, dans l'armée des triumvirs, outre 1,200 reîtres, des compagnies espagnoles que Philippe II avait commandé à la régente des Pays-Bas de diriger sur Paris (d'Aumale, *Les Princes de Condé*, I, 136).

3. Le texte, signé par Elisabeth, a été reproduit en dernier lieu par Secousse, l'éditeur des *Mémoires de Condé*, en 1743 (III, 689), qui dit s'être servi de l'original « entre les mains d'une personne qui a bien voulu le communiquer ». L'exemplaire resté en Angleterre est à Londres, au *Record Office*, et signalé sous le n° 665, dans le *Calendar of State papers, Foreign Series*, année 1562. La date du 22 septembre, au bas de ce second texte, prouve que les signatures Loys de Bourbon, Jehan de Rohan, Chastillon, A. de Gramont, Taneguy de Bouchet, Bouchavannes, Briquemauld, Esternay, Mouy, Dumoustier, Bouchard, étaient sur le parchemin avant la transcription du traité.

4. Que nous traduisons du latin : « ...cum hac etiam conditione, ...ut

« ...Pour défendre Rouen, Dieppe et le Havre-de-Grâce, en Normandie... le prince de Condé livrera cette dernière ville au lieutenant de la reine d'Angleterre... à la condition que cette ville soit maintenue et gardée par la reine et par ses lieutenants pour la défense du prince et de ses confédérés, ainsi que des autres sujets du roi (de France) qui, rien qu'à cause de la profession de la Religion et de l'Évangile, et à cause de leur obéissance à l'édit royal (du 17 janvier 1562), sont poursuivis et attaqués par les Guises... »

Il n'y a pas un mot qui permette d'interpréter ce traité dans le sens d'une cession de territoire ou de vente d'un port de mer français aux Anglais. Ce qui, en outre des déclarations de Throckmorton, prouve qu'il s'agissait de l'occupation du Havre par les forces réunies des Anglais et des huguenots, c'est d'abord le pluriel du mot lieutenant dans la phrase où le but et la condition de cette occupation sont spécifiés.

En effet, Jean de la Fin, seigneur de Beauvoir La Nocle, qui commandait au Havre « sous l'autorité du roi », lorsque les Anglais y entrèrent, *continua à y exercer ses fonctions* en même temps que le lieutenant d'Elisabeth, le comte de Warwick ¹.

C'est ensuite ce fait certain que ce dernier lui-même ne s'illusionnait nullement sur ce point. Le 8 avril 1563, il écrivait à son frère (Leicester) et à Cecil, ministre d'Elisabeth, ces mots décisifs : « ... Les Français ne consentiront pas à ce que Sa Majesté garde le Havre comme un gage... Le Rhingrave dit aussi que le prince de Condé et l'amiral nient entièrement que la reine ait pris possession du Havre par leur entremise... ² » Enfin, il suffit de parcourir le récit des discussions que Condé et Coligny eurent plus tard avec l'ambassadeur d'Angleterre, pour se convaincre de l'exactitude de l'interprétation de Warwick ³.

illud Oppidum teneatur et custodiatur per illam Serenissimam Reginam Angliae ejusque Locumtenentes, ad defensionem Principis et Confederatorum suorum, reliquorumque subditorum Regis, qui solummodo propter Religionis Evangelicæ professionem, Edictique Regii observationem, vexantur et oppugnantur à Guisianis... »

1. Voy. dans H. de La Ferrière, *La Normandie à l'étranger*, les renvois de l'article Beauvoir prouvant que ce dernier n'a pas quitté le Havre à cette époque, ni résigné ses fonctions. Il suffit de lire dans ce volume, p. 51, la proclamation de Warwick pour se convaincre qu'aux yeux des Anglais, le comte de Beauvoir avait le même rang et la même autorité que le représentant d'Elisabeth.

2. *Ibidem*, p. 119.

3. Duc d'Anmale, *Histoire des Princes de Condé*. 1, 120 ss.

Le fait que la garnison huguenote quitta le Havre après l'arrivée de celle des Anglais ne la contredit point puisque c'est précisément pour que ces soldats pussent aller au secours de Rouen avec un contingent d'Anglais, que ces derniers avaient été appelés au Havre. Il aurait fallu, si l'on voulait faire état de cet argument, que le traité renfermât un article *interdisant le retour de cette garnison*¹. Or, le traité dit seulement que sa présence était subordonnée au consentement de ceux qui commandaient au Havre.

D'où vient donc la légende d'une prétendue cession de territoire ? Uniquement de ce qu'Elisabeth avait profité des embarras de Condé pour insérer au traité la clause subordonnant l'évacuation du Havre à la restitution de Calais stipulée par le traité de Cateau-Cambrésis et au remboursement des sommes avancées aux huguenots. Voilà pourquoi, même quand elle eût eu satisfaction sur ce dernier point, la reine d'Angleterre refusa de retirer ses soldats et pourquoi on imputa ce refus à ses alliés² qui s'en vengèrent en collaborant plus tard avec éclat à la reprise du Havre³.

Mais à qui fera-t-on croire qu'après toutes leurs déclarations si formelles, ceux-ci avaient cédé en toute propriété aux Anglais une ville dans laquelle ils maintenaient des soldats et un gouverneur français⁴ ? Et si même nous acceptons l'interprétation d'Elisabeth⁵,

1. Dans sa *Vie de Jean de Ferrières* (1858), p. 71, M. de Bastard dit que la garnison française ne devait pas dépasser 1,000 hommes : je ne sais pas où il a trouvé ce chiffre. Lorsque, le 29 octobre, le comte de Warwick arriva au Havre, il y avait dans la ville 490 soldats français, 340 arquebusiers, environ 2,000 femmes et enfants et dans le port un certain nombre de vaisseaux français qui y restèrent même après la paix d'Amboise qui termina la première guerre de religion (H. de la Ferrière, *La Normandie à l'étranger*, p. 43).

2. Il est absolument faux, comme le prétend le *factum* que nous réfutons, que « François de Guise offrit la paix aux huguenots, leur promettant le libre exercice de la religion réformée dans tout le royaume (c'est donc lui qui était roi ?) s'ils voulaient unir leurs forces aux siennes pour chasser du territoire les ennemis de la France ».

3. Voy. d'Aumale, *loc. cit.*, I, 245.

4. La garnison anglaise qui avait reçu l'ordre de respecter scrupuleusement les us et coutumes des Français (*Calendar...*, p. 343), semble n'avoir pas atteint 2,000 hommes. Le 15 octobre 1562, Throckmorton écrit d'Orléans qu'il n'y avait que quinze cents Anglais au Havre et six cents à Dieppe (*Ibid.*, 369). Et le lieutenant d'Elisabeth se plaignait que le Havre ne fût pas mieux fortifié. Un rapport du 8 octobre 1562 déclare formellement qu'on ne pourrait pas y soutenir un siège de *deux jours* (*Ibid.*, 351).

5. Elisabeth elle-même n'a jamais été absolument certaine de l'exactitude de son interprétation puisqu'en février 1563, elle demandait encore à Coli-

à qui fera-t-on croire qu'un gage temporaire équivalait à une cession ou à une vente de territoire? C'est comme si l'on disait qu'en envoyant, en 1526, ses deux fils aînés en Espagne où ils devaient rester jusqu'au paiement de la rançon de deux millions de couronnes d'or, François I^{er} avait *vendu* ses enfants pour cette somme!

III

Il est assurément regrettable qu'au nom de Condé, le vidame de Chartres n'ait pas réussi à éviter jusqu'aux apparences d'un acte douteux. Mais, même au point de vue moderne, beaucoup plus exigeant que celui du xvi^e siècle, ce qu'il fit là était beaucoup moins répréhensible que ce qu'avaient fait, trois ans auparavant les chefs du parti catholique ou plutôt clérical.

On a vu qu'Elisabeth avait le droit de réclamer Calais, ou, à défaut, une somme de 500,000 écus. Sait-on qui lui avait livré Calais, qui avait commis ce que le susdit *factum* appelle outrageusement « le crime de Coligny et des huguenots »? Le traité qui abandonnait 198 places fortes en Italie et en Piémont et rendait Calais aux Anglais, avait été signé, à Cateau-Cambrésis, le 3 avril 1559, parce qu'au lieu de défendre les intérêts de la France, les bons catholiques qui s'appelaient le connétable de Montmorency, le cardinal de Lorraine, frère de François de Guise, et le maréchal de Saint-André avaient passé leur temps à intriguer les uns contre les autres et s'étaient hâtés d'en finir coûte que coûte¹.

Voilà les véritables traitres, voilà la vérité telle que l'ont établie, entre autres, les recherches de M. de Ruble, « cet érudit de premier ordre », qui aurait « prouvé dans un récent travail, que Coligny fut encore assassin », audacieux mensonge dont M. de R... s'est bien gardé d'endosser la responsabilité dans le susdit travail².

gny de ratifier le traité de Hampton-Court (La Ferrière, *Normandie*, etc., 97) et que le 6 juillet elle prétendit n'avoir jamais dit qu'elle garderait le Havre jusqu'à ce qu'on lui rendit Calais, mais seulement jusqu'à ce qu'on lui eût rendu compte de Calais (d'Aumale, I, 244).

1. Voy. R. de Bouillé, *Hist. des ducs de Guise*, I, 308; F. Decrue, *Anne de Montmorency, connétable*, 207, 208, et A. de Ruble, *Le Traité de Cateau-Cambrésis*, 1889.

2. Sur lequel nous nous proposons de revenir ici même.

IV

On croit accabler les huguenots en comparant leur conduite, en cette occurrence, à celle des Guises et des catholiques, et on laisse entendre que rien ne « paya les subsides du pape ». C'est un raisonnement légèrement imprudent.

Personne ne niera, par exemple, que la Sainte Ligue ait été un mouvement essentiellement catholique dirigé par les Guises et fomenté par l'or espagnol. Or, ce n'est pas une petite ville comme le Havre, mais la France entière que la Ligue vendait à l'étranger, lorsqu'au mépris de la loi salique et des droits incontestables de Henri IV, elle voulait faire monter sur le trône l'infante Claire-Eugénie, c'est-à-dire la fille même de Philippe II d'Espagne !

Quant au Pape, sait-on comment il entendait se faire « payer ses subsides » ? Ceux qui traitent d'assassin la plus pure et la plus illustre victime de la Saint-Barthélemy, savent-ils que le grand assassin des milliers de Français qui périrent par le fer et par le feu, à cette époque dont on souhaite le retour, ce fut... un pape ? Qu'on ne s'imagine pas que j'use ici d'une figure de rhétorique. J'entends qu'on prenne, ce que j'écris, dans le sens le plus strictement littéral. Voici, par exemple — car je ne puis donner tous les textes — ce que le pape Pie V écrivait à Catherine de Médicis le 28 mars 1569 :

« Votre Majesté doit mettre tous ses soins, non seulement à « poursuivre et à détruire ce qui reste encore d'ennemis, mais « aussi à arracher entièrement et anéantir toutes les racines d'un « mal si effroyable. Qu'on n'épargne d'aucune manière, ni sous « aucun prétexte les ennemis de la religion catholique... *jusqu'à ce* « *qu'ils soient tous massacrés*¹, qu'elle soit assurée que le secours « divin ne lui manquera pas, et que Dieu lui préparera, ainsi qu'au « roi, son fils, de plus grandes victoires; ce n'est que par *l'exter-* « *mination entière des hérétiques*² que le roi pourra rendre à ce « noble royaume l'ancien culte de la religion catholique !... »

Et, s'adressant au cardinal de Lorraine, le principal et le plus fourbe de tous les Guises, le Saint-Père ajoutait, le 14 août 1570 « ...Il ne peut y avoir aucune paix, si ce n'est une *paix fausse et* « *simulée* entre les catholiques et les hérétiques...³ »

1. *Ad internecionem usque.*

2. *Deletis omnibus.*

3. *Nullam catholicis cum hæreticis pacem, nisi fictam aut simulatam esse*

N'est-il pas vrai qu'après avoir lu de pareilles exhortations au meurtre, pour la plus grande gloire de Dieu, sous la plume du pré-tendu chef de la chrétienté catholique, c'est-à-dire universelle, l'on est tenté d'amnistier cette femme sans scrupules que fut Catherine de Médicis, et de trouver des circonstances atténuantes à la férocité rapace des Guises? Et, pour éclairer les esprits les plus prévenus, ne devrait-il pas suffire d'opposer à ces missions pontificales cet extrait du testament que Coligny rédigea presque au même moment (5 juin 1569) et qui est inscrit sur le socle de sa statue :

« J'oublierai bien volontiers toutes choses qui ne toucheront qu'à
« mon particulier, soit d'injures ou d'outrages et de la perte qu'il y
« peut avoir en mes biens, comme fraîchement j'ai entendu qu'il
« est advenu en ma maison de Chatillon, pourvu qu'en ce qui touche
« la gloire de Dieu et le repos du public, il y puisse avoir sûreté ¹... »

Ou encore ces lignes écrites au début de la guerre civile (Orléans, 21 juillet 1562) : « Afin que l'on ne pense point qu'il y ait de mon
« particulier, je proteste devant Dieu et ses anges que quand
« l'Évangile pourra être prêché publiquement en ce royaume et que
« l'on ne recherchera point les personnes pour les consciences,
« que lors je sois (serai) très content de m'absenter de ce royaume
« jusques à ce que le roy sera majeur ². »

Comme on comprend ce jugement du catholique Montesquieu :
« Coligny fut assassiné n'ayant dans le cœur que la gloire de
« l'Etat! », ou celui-ci, du non moins catholique Bossuet, du
Bossuet que le jésuitisme n'avait pas encore enlamié : « Par une
« hauteur de courage qui lui était naturelle, l'amiral se mit au-
« dessus de tout... Tout ce qu'on employait pour le décrier, ne
« servait qu'à illustrer sa mémoire... ³ »

V

Mais, à quoi bon insister? Le factum qu'on se donne la peine — bien superflue — de réfuter, ne se termine-t-il pas par cette phrase

posse... Voy. *Epistolæ Pii papæ V*, Éd. Goubau, Antv., 1640, p. 154 et 278. trad. par de Potter (*Lettres de saint Pie V*, p. 43 et 114).

1. Le testament de Coligny a été publié dans le *Bulletin historique* de notre Société, t. I, p. 263, et tiré à part avec une reproduction en fac-similé de l'original. Il reste quelques exemplaires de cette reproduction à la Bibliothèque, 51, rue des Saints-Pères.

2. *Ibid.*, t. XIJ (1893), p. 392.

3. Ces passages se trouvent dans le livre XVII de l'*Histoire de France* de Bossuet.

monumentale : « Pour venir à bout du Protestantisme, il fallut « qu'Henri IV allouât des subsides et servit des pensions aux capitaines de la secte », — quand il est de notoriété publique que les anciens compagnons d'armes huguenots du roi de France furent payés en monnaie de... Béarnais, tandis qu'il fallut littéralement couvrir d'or les chefs de la Ligue !

Ainsi, sans parler des autres, les oiseaux de proie qui appartenaient à la famille patriotique des Guises, et qui s'appelaient le duc de Mayenne et le duc de Mercœur, ne firent leur soumission qu'après avoir obtenu les avantages suivants : Mayenne, amnistie pleine et entière pour le passé ; trois places de sûreté pour six ans, Chalon-sur-Saône, Seurre et Soissons ; le gouvernement de l'Île-de-France ; la duché-pairie pour son fils d'Aiguillon ; et, tant pour acquitter ses dettes que pour accroître sa fortune, des sommes se montant à 3,850,000 livres (près de 13 millions d'aujourd'hui)¹. Quant à Mercœur, outre l'amnistie et le gouvernement de Guingamp, Moncontour, Lamballe, l'île Bichat, il obtint, pour sa fille mariée à César de Vendôme, les immenses domaines de la maison de Penthievre dans les diocèses de Dol et de Saint-Brieuc, et la somme énorme de 4,295,000 livres (entre 13 et 14 millions d'aujourd'hui)².

Ainsi, il fallut tirer du trésor épuisé de la France près de *trente millions* pour récompenser ces deux seuls Guisards d'avoir démembré, saccagé, vendu leur patrie et collaboré à l'assassinat d'Henri III !

Avouons que ce sont là des preuves étonnantes du patriotisme et du désintéressement de ces ligueurs du xvi^e siècle, et qu'il fallait bien conclure leur éloge par cette exclamation triomphale : « Voilà l'austérité huguenote ! »

N. WEISS.

SEDAN EN 1626 ET 1680

D'APRÈS DES TÉMOINS OCULAIRES

La *Revue d'Ardenne et d'Argonne* (déc. 1899) donne des extraits du journal de deux voyageurs protestants, *Jean Fontaine* et *Louis Schœnbub*, qui, vers 1626, visitèrent plusieurs villes de France, entre autres Sedan. Nous avons eu déjà l'occasion de faire remarquer l'intérêt qu'offrent, au point de

1. Poirson, *Hist. du règne d'Henri IV* (1865), II, 141.

2. *Ibid.*, p. 148.

vue de notre histoire protestante, les relations des voyageurs que le hasard de leurs pérégrinations ou leurs affinités religieuses mirent en contact avec nos anciennes Églises réformées françaises. Il y a là, sur les mœurs de nos pères, des indications qu'on chercherait vainement ailleurs.

Passant à Sedan, nos voyageurs observent :

« les bastimens de la ville sont fort beaux, principalement celui du temple, en oval, des réformez, à la place au cœur de la ville. L'église des catholiques est assez belle, mais petite, toutesfois ornée des sépultures des princes : le dernier defunct [Henri de La Tour, † 1623] toutesfois est enterré au temple des réformez. De là on peut veoir qu'il n'y a point seulement des réformés comme quelques-uns disent, ains aussi des catholiques, qui y sont aussi libres qu'aux autres villes, seulement qu'ils n'y vont point en procession.

« La maison de ville est fort belle et contient aussi les auditoires des théologiens, juristes et philosophes comme la Bibliothèque de l'Université ; le collège des Arts libéraux n'est guère moins remarquable. Bref, il y a des beaux bastimens, tant publics que privés, les rues y sont larges et les deux portes belles... »

Un autre voyageur, le président François Brunet, passant à Sedan en 1680, fait aussi quelques remarques intéressantes sur la ville à la veille de la Révocation, qui ruina sa prospérité.

« Il se fait dans la ville quantité d'armes, de monstres et de dantelles. La moitié des habitans sont de la R. P. R. elle estoit autrefois toute huguenotte. Les bourgeois n'y sont pas riches, et néanmoins leurs femmes sont très propres et n'espargnent rien pour leurs habits et pour leur ajustement. La plupart consomment tout leur bien dans ce luxe... Elles aiment mieux se passer de toute autre commodité que de ce superflu, cependant elles n'ont presque de revenu que ce qu'elles gagnent par l'ouvrage de leurs mains, qui est ceste dantelle qu'on appelle point de Sedan. »

Ajoutons que les deux relations de voyage en question font partie des manuscrits de la Bibliothèque Royale de Bruxelles, nos 21,354 et 20,996.

H. DANNREUTHIER.

SÉANCES DU COMITÉ

12 Décembre 1899

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, P. de Félice, Armand Lods, W. Martin, F. Puaux, R. Reuss et N. Weiss. MM. F. Kuhn et E. Stroehlin se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire donne communication du sommaire du *Bulletin* du 15 décembre, et demande s'il n'y aurait pas quelque tentative à faire pour que notre recueil pénètre dans les milieux universitaires. Il soumet ensuite au comité une lettre de M. l'abbé Métais, chanoine honoraire à Chartres. Les appréciations de M. l'abbé Métais sur le siège de Chartres par Condé en 1568, ayant été critiquées, d'ailleurs très courtoisement, en 1897, par un de nos collaborateurs, M. H. Lehr, pasteur à Chartres, M. l'abbé nous demande d'insérer les bonnes feuilles d'une brochure de 56 pages in-8°, par laquelle il répond au travail de M. Lehr. Il lui a été répondu, le 7 décembre, qu'en admettant qu'il eût encore le droit de répondre à un article paru il y a plus de deux ans, aux termes de la loi sur la presse, nous n'étions tenus qu'à insérer le double des lignes dans lesquelles ses appréciations ont été prises à partie, — mais que nous lui offrions le double de cet espace, soit six pages de notre *Bulletin* pour réfuter M. Lehr. Le Comité ayant pris connaissance du texte de la lettre de M. l'abbé Métais, ainsi que de cette réponse, a unanimement approuvé cette dernière.

Le Comité s'occupe ensuite d'une lettre de M. Godard, professeur d'histoire au lycée de Tulle, qui, en vue d'une thèse à laquelle il travaille, sur les pouvoirs des intendants de province sous Louis XIV, demande communication des papiers de l'intendant de Gourgues, conservés par notre Bibliothèque. Ces papiers renfermant des minutes et signatures originales, le Comité décide de ne les communiquer qu'à la Bibliothèque même de la Société.

M. de Schickler rappelle que dans quelques jours nous atteindrons le premier anniversaire de la mort de M. Charles Read, fondateur et premier président de notre Société. A cette occasion, il pense devoir adresser au nom de cette dernière, une lettre offi-

cielle de remerciements à Mme et à Mlle Read, pour le don si important de tous les livres et papiers de notre ancien président, qui pouvaient nous être utiles.

Le secrétaire informe le Comité des démarches faites à ce jour à l'Exposition de 1900, à laquelle nous avons été conviés de participer deux fois, une première, dans la section de l'Enseignement, une seconde, par le Ministère de l'Instruction publique, qui offre, comme en 1889, de joindre notre exposition à celle des Sociétés savantes. Il n'a pas été possible encore, dans l'état peu avancé des projets officiels, d'arriver à une solution définitive, ni de savoir si nous serions autorisés à avoir, pour notre exposition, notre vitrine particulière, construite et arrangée d'après nos plans et nos besoins. Le secrétaire est invité à poursuivre ses démarches. On s'entretient aussi, mais sans aboutir à un projet définitif, de l'opportunité de faire paraître, comme en 1889, un volume d'histoire, au nom de la Société.

Bibliothèque. — En dehors des livres et papiers de feu M. Read, dont on citera plus tard quelques échantillons, elle a reçu de Mme la baronne de Neuffize, un petit volume rare :

Le catalogue des *li VRES EXAMINEZ*, & censurez par la Faculté de Théologie de l'université de Paris, depuis l'an mil cinq cents quarante et quatre, jusques à l'an present, suyuât l'edict du Roy, donné à Chasteau Briant. Et publié en la court de Parlemēt le troisiesme iour de Septembre, audict an mil cinq cēts cinquāte & un. Avec priuilege. *On les vend à Paris par Iehan André, demourant en la rue de la Calandre, à l'enseigne de la boule. Et en la grand'salle du Palais, au premier pillier.* 52 feuillets, petit in-4°, non paginés, signés a—n par 4. — La Société huguenote de Londres nous a donné *STATUS ECCLESIAE GALLICANAE : OR THE Ecclesiastical History of FRANCE... By the Authour of the late History of the Church of GREAT BRITAIN. ...LONDON, Printed for Thomas Passenger at the Three Bibles on London-Bridge; and Ralph Smith at the Sign of the Bible under the Piazza of the Royal Exchange in Cornhill. 1675. In-4 de 215 pages sans la préface et les tables. Au verso du titre on lit : Imprimatur, octobre 4, 1675. — ROGER L'ESTRANGE.*

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

M. Anatole de Barthélemy publie dans la *Revue de Champagne et de Brie* (juillet 1899, p. 417), des Notes curieuses sur les **Deux sièges de Sainte-Menehould** (1652-1653) empruntées au journal manuscrit d'un prêtre de l'endroit, Hippolyte Thibault. Nous y trouvons quelques renseignements pouvant intéresser notre histoire.

... « Le 21 de mars 1645, messieurs du *Vigean* père et fils entrèrent à Sainte-Menehould pour prendre possession, le père du domaine, le fils, marquis de Fors, du gouvernement, ...le père estoit huguenot, le fils catholique, qui fut reçu avec la croix et l'eau bénite, par M^{re} Jean Valletat, curé du lieu, assisté des prebstres habitués, dont j'estoys, revêtu d'aulbe et de chappe, sur le plus haut degré du cimetière... »

...« En 1647, M^e *Pierre Beschefer* [voy. *Fr. Prot.*, 2^e éd., t. II, col. 184 et 185], lieutenant particulier, fut créé maire. »

...« Nos anciens disoient quand le duc de Deux-Ponts vint en France, comme quelques seigneurs se plaignoient à luy des outrages et pilleries de son armée : « Pensez-vous que ces gens eussent voulu quitter leur pays, n'eust esté l'espérance de s'enrichir en celui-ci : pourquoi nous mandez-vous ? » Ainsy, quand le duc de Bouillon emmena cette grande armée de reistres aux protestans et à l'Admiral, les soldats passans prez des maisons couvertes de chaumes y mettoient le feu avec la paille allumée au bout de leurs picques, disant par gausserie que c'estoit pour mémoire aux temps à venir qu'une si puissante armée avoit passé en ces endroits, et que guerre sans feu c'estoit comme andouilles sans moustarde. Ce sont les effects du service des estrangers auxiliaires et merce-
naires... »

...« En 1615, le seigneur de *Reynville* [voy. *Fr. Prot.*, 1^e éd., t. VIII, p. 415 ?], ancien gouverneur de Sainte-Menehould mourut au château de Bignipont et fut enterré à Verrières. »

...« En l'an 1627... mourut à Chaalons, M. de *Bignipont* [voy. *Fr. Prot.*, 2^e éd., t. II, col. 158 à 162, art. Beauvau], âgé de 54 ans, homme de probité et de noblesse, avec qui j'avoys eu grande familiarité. »

...« En juin 1650, le marquis de la Ferté arriva à Sainte-Mene-

hould, qui tint la petite fille du sieur de Thési sur les ss. fonds de baptême, avec la dame de *Bignipont* qui assista à toutes les cérémonies quoyque huguenotte, dont plusieurs murmurèrent contre M^e Jean Valletat, curé; elle même tengni l'enfant et le cierge béni pendant la cérémonie. »

...« Le 19 aoust 1650, la dame de *Bignipont* avec quelques femmes et filles de Sainte-Manehould se retira à Chaalons. »

...Le 13 novembre 1652, la place de Sainte-Menehould se rendit au prince de Condé; le premier article de la capitulation portait : « que les habitans vivront avec toute la liberté et franchise de la Religion catholique, apostolique et romaine, comme ils ont vescu jusque à présent, et ceux de la Religion prétendue réformée suivant les édits de S. M. »

...Peu après, « l'advocat du Roy *Corvisier* [voy. *Fr. Pr.*, 2^e éd., t. IV, p. 720] envoyé vers le prince pour descharge de la garnison, eut peine de se sauver; et venant à mourir peu de jours après, les mescréans disoient qu'il estoit mort de rage; peut estre se repentit-il bien fort d'avoir fort procuré la capitulation, laquelle ne l'exempta pas des menaces du Prince... »

12 nov. 1652. ...Lors du deuxième siège de la ville par Louis XIV en personne, ...« le malheur porta sur M^{re} Louys Hocart et *Samuel de Marolles*, dont l'un eut la main emportée et l'autre fut blessé au genouil d'un coup de canon qui n'avait point été tiré depuis les pouldres brûlées... » [voy. *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., t. VII, p. 262, qui attribue cette blessure suivie de mort à Remy de Marolles, frère de Louis de Marolles, le célèbre galérien pour la foi].

Christlicher Volks-Kalender, 1900. Kaiserswerth, librairie des Diaconesses, in-12 de 48-112 pages. — Nous nous reprocherions de ne pas signaler à nos lecteurs cet almanach qui paraît pour la 59^e fois et qui est très répandu, surtout dans l'Allemagne occidentale. Il contient, cette année, comme principal article, un abrégé fort bien fait d'une partie de l'histoire du Protestantisme français, sous ce titre : *Die Kirche der Wüste* (L'Eglise du Désert, ou souffrances, combats et victoires de l'Eglise évangélique en France). Cet article a 79 pages et est illustré de 40 vignettes, dont plusieurs, d'après Chodowiecki, constituent de vrais documents. Un beau frontispice représente le monument de Coligny, et une grande gravure reproduit, d'après une estampe hollandaise, les scènes de la Saint-Barthélemy. Les éditeurs de nos publications populaires pourraient

s'inspirer avec avantage de ce petit volume dont la forme et le fond sont également excellents, et dont nous ne connaissons pas d'équivalents dans notre littérature spéciale¹.

H. D.

Archives hospitalières des Hautes-Alpes. — L'abbé Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, vient de publier à Gap, impr. L. Jean et Peyrol, 1899, sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, *l'Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790*, tome V, série H, *Supplément*, tome I^{er}, Hospices de Briançon, d'Embrun, et de Gap, qui contient un grand nombre de documents non seulement intéressants pour l'assistance publique et la charité, mais sous une multitude d'autres rapports extrêmement variés et parfois fort inattendus. « Lors de la révocation de « l'Édit de Nantes, par exemple, les biens des consistoires en « Dauphiné furent attribués aux hôpitaux d'Embrun, de Gap et de « Grenoble. De ce chef, ajoute l'abbé Guillaume, les archives des « hospices d'Embrun et de Gap ont acquis un très grand nombre « de pièces, d'une valeur infinie pour l'histoire de la société protestante des Hautes-Alpes, et même de la Drôme, de l'Isère et des « vallées Vaudoises qui sont sur le versant italien des Alpes. Déjà, « grâce à une partie de ces documents, M. Charronnet, l'un de nos « prédécesseurs, a pu rédiger son livre : *Les guerres de Religion et « la société protestante dans les Hautes-Alpes* (1560-1789), Gap, « P. Jouglaud, 1861, in-8°, viii-528 pages. Mais il est loin d'avoir « connu et utilisé tous les documents analysés ci-après, et bien « souvent ceux-ci complètent ou rectifient son travail. La série des « *Délibérations du consistoire de Gap* (H. 337-354) et les actes de « *l'Etat civil des Réformés* (H. 380-385) méritent d'être particulièrement signalés, ainsi que les pièces relatives au consistoire et à « la fameuse *Académie protestante de Die* (H. 312-331). »

DE RICHEMOND.

Prières pour les soldats, 1568. — *Histoire des Protestants du Dauphiné et de la Réformation dans le Pays de Montbéliard.* — M. J. Vielles, directeur du séminaire de la Faculté de théologie protestante de Montauban et collectionneur de livres huguenots, a

1. M. Fliedner, auteur de cet article, s'est servi de renseignements fournis par notre bibliothèque (*Réd.*).

mis la main, il y a quelque temps, sur une plaquette rarissime dont voici le titre :

PRIERES

POVR LES SOL-
DATS ET PION-
NIERS DE L'E-
glise reformee

—
Pseaume 50 v. 15

*Inuoque moy quand oppressé seras
Lors t'aideray, puis honneur m'en feras*

Saint Mat. 21 v. 22

Iesus Christ dit,
*Toutes choses que vous demanderez en
oraïson, en croyant vous l'obtien-
drez.*

A LA ROCHELLE

De l'imprimerie de Barthelemy
Berton. — 1568

Ce livret dont je n'ai trouvé d'autre exemplaire — mutilé de la date — qu'à la Bibliothèque Sainte-Geneviève (D. 11.152), a été composé et imprimé pour la deuxième guerre de religion lorsqu'en 1568, Jeanne d'Albret s'était retirée à La Rochelle où elle écrivit pour sa justification le fragment d'autobiographie que M. A. de Ruble a publié en 1893 (*Bull.*, 1894, 165), et fit frapper la célèbre médaille où on lit :

IEHANNE P. LAG. DE D. ROYNE DE NAVAR. SEVLE ET AVEC LES AVTRES
POVR D. LE R. LES E. ET LA P.

OV VICTOIRE ENTIERE OV PAIX ASSEVREE OV MORT HONNESTE.

M. Vielles n'a pas voulu garder pour lui seul ce petit témoin de la sollicitude de nos pères pour les soldats huguenots, et il en a fait faire une reproduction fac-similé très réussie à 200 exemplaires. Le Barthélemy-Berton qui imprimait ce *vade mecum* analogue à ceux qu'avaient dans leur poche les reîtres luthériens et dont un exemplaire ramassé sur le champ de bataille de Moncontour était dans la bibliothèque de feu H.-L. Bordier¹, est sans doute le même qui avait, en 1563, imprimé la *Recepte véritable*, de B. Palissy.

1. D'où il a passé dans celle de M. Théophile Dufour, de Genève.

Un autre de nos collaborateurs, M. le pasteur E. Arnaud, met en souscription chez A. Gratier et C^{ie}, libraires-éditeurs à Grenoble (Isère), une deuxième édition de son **Histoire des Protestants du Dauphiné, de leur origine à la Révolution**, dont la première, parue en 1875 et 1876, est depuis longtemps épuisée.

Cette deuxième édition se compose de trois forts volumes grand in-8 qui seront livrés aux souscripteurs aux prix de 20 fr. l'exemplaire sur papier ordinaire et 40 fr. sur papier de Hollande. Souhaitons que cette nouvelle édition soit pourvue d'un bon index alphabétique permettant d'en utiliser les multiples informations, et qu'elle réunisse un nombre suffisant de souscripteurs.

Un troisième collaborateur, M. le pasteur John Viénot, met également en souscription son **Histoire de la Réformation dans le Pays de Montbéliard**. Le prospectus encarté dans la présente livraison renferme à ce sujet des détails précis. Nous ne pouvons qu'engager nos lecteurs à se procurer cet ouvrage qui comble une lacune dans notre Histoire et qui paraîtra en deux volumes au prix de 12 fr. 50 pour les souscripteurs (Imprimerie montbéliardaise, 8, rue des Jardins, Montbéliard, Doubs). Il va sans dire que notre Société a souscrit à cet ouvrage et à celui qui précède.

N. W.

CORRESPONDANCE

L'église de la Protestation à Spire. — On connaît l'origine du nom de Protestant : la protestation élevée le 19 avril 1529 par les princes évangéliques et par quatorze villes impériales contre le décret de la diète de Spire interdisant aucun changement dans le service divin avant la réunion d'un concile général. A vues humaines cet acte d'énergie des protestataires empêcha la Réforme de sombrer. Après l'incendie du Palatinat par Louvois, l'église protestante de Spire avait été élevée, de 1701 à 1717, sur les ruines du Retscher, ancienne résidence patricienne où l'on estime que la diète de 1529 avait siégé. Mais cette église était plus que modeste, surtout lorsqu'on la comparait à la cathédrale catholique qui avait été luxueusement restaurée. Aussi une association nommée *Retscher-Verein* s'était-elle organisée dès 1857 dans le but de recueillir les fonds nécessaires à l'érection d'un édifice digne de l'acte libérateur de 1529. Cet édifice, pour lequel plus d'un million a déjà été souscrit et

dont le chœur et la nef doivent actuellement être terminés, se composera d'une grande salle commémorative de 10 mètres sur 22 de haut que surmontera une tour de 100 mètres, et qui servira de portique à la nef longue de 50 mètres et large de 12. Parmi les vitraux où, entre autres, Zwingli et Calvin figureront à côté de l'apôtre Jean, on en a réservé un pour la Réforme de langue française. Il doit représenter l'appel adressé par Farel à Calvin pour le déterminer à rester à Genève. La *Semaine religieuse de Genève* du 4 novembre 1899, à laquelle nous empruntons ces détails, demande qu'on réunisse dans la Suisse romande les 3,500 marks nécessaires pour l'installation de ce vitrail.

Arpentigny, lieu d'exercice. — Dans le *Bulletin* du 15 décembre dernier (pages 634 et suivantes), nous donnions quelques détails sur le seigneur d'Arpentigny, qui avait été condamné en 1649 à rouvrir une chapelle qu'il avait désaffectée. Des considérants de l'arrêt, il résultait que la population du lieu devait être protestante, au moins en grande partie. Or en voici une preuve encore plus catégorique.

M. Weiss a bien voulu signaler à notre attention un passage de la *France Protestante* ¹, d'après lequel, précisément en 1649, le synode provincial de Vitry-le-François chargeait Théophile Tardif, pasteur de Fontaine, de desservir en même temps l'Église recueillie chez le sieur d'Arpentigny. Il s'agit sans doute de *Fontaine-sous-Prémont*, hameau dépendant de la commune d'Ouerre ², situé à 5 kilomètres de Marsaueux, et lieu d'exercice jusqu'au 26 novembre 1682.

Fontaine-sous-Prémont est, il est vrai, à sept lieues d'Arpentigny, tandis que Favières est à côté. Mais Favières relevait, comme nous l'avons dit, de l'Église de Chartres, et Fontaine-sous-Prémont touche presque au bailliage de Châteauneuf (l'un des seuls de la région dont les limites soient exactement connues), de sorte que le choix du synode, pour bizarre qu'il semble à première vue, s'explique très bien.

Quant à Théophile Tardif, je n'ai pas sous la main de renseignements sur son compte.

HENRY LEHR.

1. IV, 356, 1^{re} édit.

2. Canton de Dreux.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

AU PRINSENHOF ET A L'ÉGLISE WALLONNE DE DELFT

I

C'est à Delft — je dirais de suite, la pittoresque, si elle n'avait perdu ses anciennes portes, sauf l'*oostpoort* qui les fait regretter, et ses remparts si jolis, du haut desquels de nombreux moulins, alternant avec des tours, semblaient menacer, provoquer ou combattre en faisant le moulinet de leurs grandes ailes ; — on peut dire du moins : Delft la proprette, la paisible, mère presque délaissée, mais jadis reine de l'art céramique ¹, la patrie de l'auteur du *Droit de la guerre et de la paix*, le célèbre Grotius, devancier de son temps, dont la statue se dresse sur la place, devant l'Hôtel de ville, d'un côté, et, de l'autre côté, la *Nieuwe Kerk* ou Nouvelle Église qui date de 1381 ! Delft, enfin, la ville des souvenirs émus, qui semble se recueillir et étouffer ses bruits autour de cette *Nieuwe Kerk*, Saint-Denys et Westminster de la Hollande, où se dresse le superbe mausolée du grand libérateur, Guillaume d'Orange, le Taciturne.

Voici le *Prinsenhof*, le *Palais du Prince*, sur le quai du vieux canal bordé de tilleuls qui en verdissent les eaux dormantes ; en face de la *Oude Kerk* (Vieille Église), dont la tour

1. Dès la fin du ^{xiv}^e siècle on y fabriquait de la faïence émaillée. Elle fut pendant deux cents ans le centre de production le plus important et le plus estimé. On y comptait alors 28 manufactures : il n'y en a qu'une seule aujourd'hui.

inclinée sur le quai opposé, abrite le tombeau du célèbre naturaliste Lewenhoeck, et celui de l'amiral Tromp, la terreur des Anglais, le vainqueur de 33 batailles navales.

Depuis la fin du xiv^e siècle jusqu'à la Réforme, il y eut ici un couvent de femmes riche et célèbre. Il était sous le vocable de sainte Agathe. Agathe, vierge chrétienne de Palerme ou de Catane, vivait au m^e siècle et justifiait son nom, qui veut dire bonne. Noble, belle, riche et pieuse, elle fut signalée au gouverneur Quintianus. Ce personnage était un de ces proconsuls romains dont les crimes excitent l'indignation, mais non l'étonnement quand on en voit commettre de nos jours d'aussi grands par des chefs de missions européennes chez les peuplades de l'Afrique. Le gouverneur de la Sicile, ne pouvant triompher de la vertu d'Agathe, prétexta les décrets de l'empereur Décius et, pour la convertir, livra sa victime au bourreau. Mais rien ne vainquit la constance de la vierge chrétienne. Elle endura les plus horribles tortures; puis, le corps mutilé et pantelant, elle expira sur des charbons ardents.

Ainsi devait procéder plus tard, mais pendant des siècles, sur une bien plus vaste échelle, presque partout en Europe et en Amérique, l'Église romaine et sa Sainte Inquisition.

En attendant et plusieurs siècles après le martyre de cette vierge de l'Église primitive, l'Église romaine s'appropriâ sa mémoire, la plaça dans son panthéon et lui fit une légende telle que le Jésuite Bollandus, dans un des nombreux et lourds in-folio de ses *Acta Sanctorum*, a pu lui consacrer 61 pages de petit texte¹. Dès lors le nom de sainte Agathe, son martyre, dont le peintre vénitien Sébastien del Piombo a fait le sujet d'une de ses belles toiles, sa légende et ses pseudo-reliques multipliées furent et sont encore exploités en divers pays avec une habileté qui n'a d'égale que la crédulité de ses dupes. Ainsi fit-on à Delft dans le cloître de Sainte-Agathe. Avec quel succès? Un auteur du xvr^e siècle le dit en ces termes : *Sed quid de S. Agathæ Cænobio referam? Sive enim structuram, magnificentiam (Principes namque viros hospitio frequenter excepit) sive reddituum et annui census opu-*

1. De S. Agatha, Virg. Mart. Catanæ in Sicilia, t. 1 de février.

lentiam, sive templi ornatum consideres, singula hæc narrationis longe superant fidem. Ejus namque virgeni cætus basilica, propter arctam Musii, ejusdem Cænobiis Præfecti Vigilantissimi et Hemskerchii Harlemicolæ, illius quidem Poetæ Clarissimi, hujus vero pictoris celeberrimi, amicitiam tota intus exquisitissimis picturis contexta vestitaque erat¹.

Vanitas vanitatum : sauf les bâtimens, et encore modifiés, il ne reste plus rien de cette opulence, de cet éclat, de toutes ces choses. La légende romaine de sainte Agathe devrait en être morte, si la rouerie des uns et la bêtise des autres n'étaient immortelles. Car n'est-il pas étrange que la sainte qui maintes fois éteignit les feux de l'Etna, chassa la peste, mit en fuite les ennemis et accomplit nombre d'autres miracles petits et grands, individuels et collectifs, n'ait pas sauvé le couvent qui lui était consacré? Ou plutôt, car elle a été travestie par la légende romaine, la vraie Agathe, la martyre, n'aurait pu que se réjouir des évènements du xvi^e siècle qui firent de ce couvent un des temples de l'Eglise évangélique; par la similitude des croyances et des rites, il donne la main à l'Eglise primitive par-dessus les siècles d'erreurs de l'Eglise romaine infidèle à l'enseignement et à l'esprit de Jésus. Malheureusement ce changement ne se fit pas sans violences.

II

La politique de Philippe II qui aggravait la tyrannie, les exactions et l'intolérance de Charles-Quint, l'établissement de l'inquisition dans les Pays-Bas, les longues et cruelles persécutions contre les réformés et ceux qu'on soupçonnait de sympathiser avec eux, les exécutions et les autodafés

1. Mais que dirai-je du couvent de Sainte-Agathe? Soit que l'on considère la magnificence, l'étendue de ses constructions (car il donne souvent l'hospitalité à des princes et à de grands personnages), soit l'abondance de ses revenus et de ses cens annuels, soit les décorations, les ornemens de son temple, chacune de ces choses dépasse de beaucoup ce qu'on en pourrait écrire. En effet, la basilique de ce couvent de vierge a été entièrement décorée et parée à l'intérieur par la généreuse amitié de Musius, très vigilant prieur du couvent, et de Hemskerckius, de Harlem,

sans nombre, auxquels s'ajoutaient les massacres du sinistre duc d'Albe, brute féroce qui se glorifiait d'avoir fait périr 18,000 victimes par la main du bourreau, la lutte terrible devenue une guerre de religion et d'extermination systématique, avaient forcément donné à la révolution patriotique un caractère de violence déplorable, mais excusable. L'exaspération la plus vive s'ajouta à l'héroïsme le plus sublime dans l'âme de ce noble petit peuple soutenant sans défaillance et sans espoir contre le plus puissant empire du monde une lutte autrement longue, terrible et disproportionnée que celle de l'antique Grèce contre la Perse. Il y eut donc des représailles cruelles et fatales.

A Delft les religieuses avaient déserté le couvent de Sainte-Agathe, ayant pour la plupart embrassé la foi évangélique. Les iconoclastes avaient fait un massacre de divinités de bois et de pierre, et les magistrats avaient interdit l'exercice du culte romain. Cependant le prieur Musius était resté, bravant par sa seule présence la colère du peuple, car, à la fois sujet fidèle, estimé de l'empereur, et dignitaire de l'Église romaine, il était comme le représentant et de la tyrannie politique et de l'intolérance cléricale aussi impitoyables l'une que l'autre. Musius comptait sans doute sur la protection du prince d'Orange et du gouverneur de Delft.

Ce gouverneur était alors Philippe Marnix de Sainte-Aldegonde, disciple de Calvin, littérateur, orateur et diplomate éminent, le promoteur du soulèvement des Pays-Bas, l'éloquent rédacteur du premier manifeste connu sous le nom de *Compromis des nobles*, le soldat de la liberté qui s'était jeté dans la lutte au cri de sa devise : *Repos ailleurs!* celui enfin à qui les Pays-Bas doivent leur indépendance autant et plus qu'à quiconque de leurs patriotes héroïques puisqu'ils lui

l'un très illustre poète, l'autre peintre très célèbre (*Urbium præcipuarum mundi theatrum, auctore Georgio Beonio Agrippinæ, lib. III*).

Martin de Hemskerk, surnommé le Raphaël de la Hollande (1498-1574). La plupart de ses tableaux furent détruits, brûlés par les Espagnols en 1572 à la prise de Haarlem. Le portrait qu'il a fait de l'avant-dernier prieur de Sainte-Agathe, Colmanus, est au Rijks Museum d'Amsterdam : *Ne sit Fato Colmannus adeptus, Martini fecit ingeniosa manus.*

doivent le Taciturne qu'il gagna à la révolution et au protestantisme. Or, dans la grande âme de cet homme illustre, à l'ardeur du patriotisme et au zèle du protestant se joignait la tolérance.

Le prince, au temps qu'il était gouverneur pour l'empire des trois provinces de Hollande, Zélande et Utrecht, avait été, à son passage à Delft, l'hôte du prieur de Sainte-Agathe. Il en résulta entre eux des relations amicales. Et de fait cette amitié, jointe à la tolérance bien connue du prince comme à celle de Sainte-Aldegonde, avait été la sauvegarde de Musius. Mais l'autorité du Taciturne était souvent insuffisante en ces jours enfiévrés de haine et de vengeance, où sa tolérance lui était imputée à crime, comme à lâcheté, au début de la révolution, ses incertitudes et ses tergiversations.

Le couvent de Sainte-Agathe désaffecté, les magistrats de Delft avaient offert au prince d'Orange d'y établir sa résidence. Il avait accepté, car la situation de la ville et ses fortifications la recommandaient particulièrement. Il était donc venu y installer, en novembre 1572, ses pénates et sa cour, sinon sa personne, errante selon les nécessités de la guerre. Il s'y trouvait encore le 5 décembre¹, et sa présence, à défaut de celle de Sainte-Aldegonde fait prisonnier par les Espagnols, suffisait à la protection du vénérable prieur, qui occupait toujours son logement habituel dans le cloître.

Mais le Taciturne dut partir pour Saxenheim où il avait établi son quartier général, et d'où il s'efforçait de secourir Haarlem assiégée par une armée de 30,000 hommes, à laquelle elle ne pouvait opposer que de mauvaises fortifications, une faible garnison et ses bourgeois. Ceux-ci, il est vrai, déployaient le plus admirable héroïsme, y compris les femmes, dont 300 amazones sous la conduite d'une noble et honorable veuve, la Jeanne Hachette de Haarlem, Kanau Hasselaer. Néanmoins il devenait urgent de les secourir.

Est-ce le départ du prince, ou les conseils des autres ecclésiastiques catholiques de la ville qui déterminèrent Musius à

1. Voir la lettre datée de ce jour dans la *Correspondance de Guillaume le Taciturne*. Bruxelles, 1861, 3 vol. in-8°.

la quitter?... Toujours est-il que le 9 décembre il partit avec eux, sans sauf-conduit, sans recommandation ni autorisation des magistrats. Grande imprudence dans le feu de cette guerre cruelle, religieuse autant que politique! La fatalité voulut que non loin de Leyde la troupe des ecclésiastiques suspects où se trouvait le vénérable prieur rencontra Lumeq de la Marck. Ce capitaine, intrépide et téméraire, s'était rendu célèbre par la prise de la Brille, mais la façon dont les Espagnols faisaient la guerre l'avait exaspéré et dépravé. « Œil pour œil, dent pour dent », que le duc d'Albe se le tienne pour dit! Malheur surtout aux ecclésiastiques romains, car c'est parmi eux que se trouvent les espions et les traîtres, dont les informations font misérablement échouer les entreprises des patriotes!

La Marck conduisit ses prisonniers à Leyde, fit juger sommairement le prieur par une cour martiale, qui soumit le malheureux à la question et le condamna à être pendu. Ce qui fut exécuté dès le lendemain.

« L'exécution de Musius a, surtout dans ces quarante-cinq dernières années, fourni matière à beaucoup d'écrits et de disputes, en particulier sur la question de savoir si le prince a trempé dans cette affaire, ou s'il aurait pu empêcher l'exécution, et si, par sa fuite de Delft, Musius avait commis un acte punissable. Après l'exposition lumineuse et critique des faits par le professeur R. (Robert) Fruin dans les *Actes et Communications de la Société de littérature néerlandaise* pour l'année 1887¹, on peut admettre sûrement que le prince non seulement est exempt de connivence dans le meurtre, mais encore qu'il a fait tout le possible pour l'empêcher² ». « Cet acte infâme, dit de son côté Motley, fit verser au prince beaucoup de larmes, excita l'indignation des États de Hollande et entraîna l'exclusion du service de son auteur³. »

En 1577 le cloître de Sainte-Agathe fut donné par les États

1. *Handelingen en Mededeelingen von de Maatschappij der Nederlandsche Letterkunde.*

2. *Historische Beschryving van Het Klooster van Sinte Agatha*, etc., p. 23. S. Gravenage. 1894.

3. T. III, p. 78.

de Hollande à la ville de Delft. Celle-ci à son tour, en 1584, fit don au Taciturne de la partie qu'il habitait.

Après la fin tragique du prince, survenue l'année suivante, une rente viagère en faveur de sa veuve et de son fils fut substituée à la donation.

La ville, rentrée en possession du *Prinsenhof*, tantôt le loua partiellement, tantôt l'affecta à divers institutions et services, voire à une manufacture de draps.

Trois siècles environ s'étaient écoulés depuis la mort du Taciturne, quand enfin on s'aperçut officiellement que rien ne rappelait en ces lieux le séjour qu'il y avait fait, et que cela n'était pas convenable. On restaura donc l'ancien réfectoire du couvent ou salle à manger du prince, et on le convertit en un musée historique. Mais il faut être dans cette salle pour y trouver des souvenirs du prince. A l'extérieur des bâtiments, rien, sauf un petit écriteau noir, où l'on indique en hollandais et en français la gratuité et les heures de la visite du *Prinsenhof*.

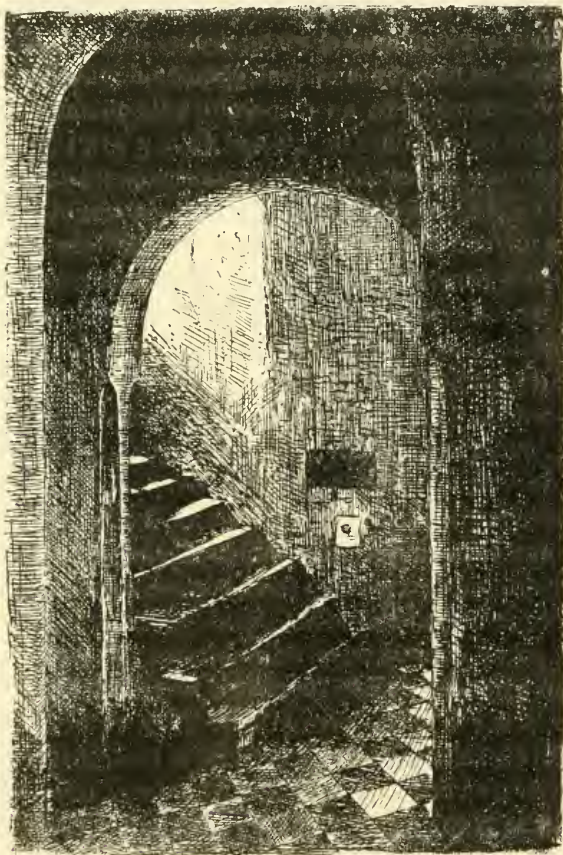
Cet écriteau se trouve à gauche d'une entrée quasi-monumentale, quoique plutôt petite. Sur le front rougeâtre d'une façade de briques vulgaire, des pierres de taille blanches se détachent vivement, en un plein cintre, entre des pilastres et sous une corniche. Au-dessus, dans une sorte de fronton carré, orné d'une draperie en festons avec nœuds et torsades, on remarque un joli bas-relief.

Cette porte commémore deux choses disparues de ces lieux : un gymnase public, *linguis et artibus dedicatum*, ainsi qu'on le lit sur la frise, avec la date 1775, et la fabrique de serge, qui fut célèbre vers 1658 et dont le bas-relief représente des ouvriers, en costume hollandais du temps, occupés à tirer du métier la pièce qu'on vient d'y fabriquer. C'est tout, et, comme on voit, rien du Taciturne.

Mais entrons ; allons droit devant nous à travers la cour d'honneur jusqu'à une autre porte de pierre à cintre surbaissé. Les bâtiments autour de nous sont de briques du xv^e ou xvi^e siècle. Rien de remarquable au point de vue de l'art, mais que de souvenirs s'y rattachent !

La porte franchie, un vestibule oblong ouvre à gauche sur

le passage étroit, mal éclairé sous sa voûte et au fond duquel est la porte de la salle à manger du prince, tandis que sur la droite monte en tournant l'escalier près duquel se blottit, dans la demi-obscurité d'un enfoncement, l'homme des Jésuites et de Philippe II, l'assassin Balthazar Gérard.



La scène tragique revit à nos yeux. Il est deux heures de l'après-midi, le 10 juillet 1584; le prince sort de la salle à manger; sa femme et sa sœur le suivent; il gravit la première marche; soudain un coup de feu retentit, et le grand homme, mortellement blessé, tombe en s'écriant : *Mon Dieu,*

ayez pitié de mon âme; mon Dieu, ayez pitié de ce pauvre peuple! Quelques instants après, porté dans la salle à manger, il expirait dans les bras de sa femme Louise de Coligny, dont l'illustre père et le premier époux, Téligny, avaient été massacrés le jour de la Saint-Barthélemy ¹.

III

Nous avons dit que la salle à manger a été transformée en un musée historique. Si intéressant qu'il soit, nous ne pouvons nous y attarder; disons seulement que le couvent un peu, et beaucoup le prince, ses quatre femmes, ses enfants, ses parents, puis des contemporains, les héros de la guerre de l'Indépendance, amis ou ennemis, y sont rappelés par des portraits, vitraux, tableaux, gravures, par des armoiries, des autographes, des livres, des bustes, quelques meubles et divers autres objets ou reliques.

La salle elle-même est belle, quoique basse sous des solives parallèles et transversales. C'est un pentagone irrégulier se rapprochant beaucoup d'un carré long, mesurant environ 30 mètres sur 5 de large; avec une vaste cheminée à manteau à chaque extrémité, et sept grandes baies, toutes sur une cour, ornées de beaux vitraux, dont chacun à huit compartiments, en tout cinquante-six, représentant les armoiries, et, en cartouche, les noms des sept provinces unies, celles des villes : Buren, Breda, Nassau, Chalons, Orange, etc., dont le Taciturne était seigneur, comte ou prince; Genève aussi, comme rappelant la réforme calviniste, à laquelle, autant qu'à son patriotisme, il dut son éner-

1. Relevons en passant une erreur de Lothrop Motley dans sa belle *Histoire de la fondation de la République des Provinces-Unies*, traduction nouvelle, avec une introduction de M. Guizot, Paris, 1860, t. IV, 50 : « le 12 avril 1683, il (le Taciturne) épousa la nièce de l'illustre Coligny, Louise de Teligny. »

Autre erreur, celle-ci du président Hénault dans son *Nouvel Abrégé chronologique*, etc. : « Guillaume laissa de Louise de Coligny trois fils : Philippe-Guillaume, Maurice et Frédéric-Henri. »

gie indomptable, sa pure gloire et... son martyre. Enfin les armoiries du Taciturne et de ses femmes, chaque armoirie suivie de trois cartouches reproduisant le portrait, la date de la naissance et de la mort et la date du mariage. Par exemple : armes du Taciturne, son portrait, né à Dillenburg le 25 avril 1533, mort dans cette salle le 10 juillet 1584. Armoiries de Louise de Colligny (*sic*), son portrait, née à Chatillon, 8 septembre 1555, morte à Fontainebleau, 13 novembre 1620, mariée au prince Willem I^{er}, 12 avril 1583. Le cinquante-sixième et dernier cartouche porte la célèbre devise : *Je maintiendrai*, et le millésime 1885 qui est celui de la restauration de la salle.

Il va sans dire que les vitraux sont modernes. Supprimés, la salle aurait la simplicité qui caractérisait la résidence du Taciturne et son train de maison, si modeste depuis qu'il avait embrassé la cause de l'Indépendance et de la Réforme, et contrastant si fort avec son opulence princière antérieure.

Quelques lignes biographiques sur celui dont cette salle évoque si vivement le souvenir ne seront pas ici déplacées :

D'abord, son père et sa mère, représentés par deux photographies¹ : Guillaume de Nassau, dit le Vieux, décédé, en 1559, dans son château de Dillenburg en Nassau, et Juliana, comtesse de Stolberg, morte en 1574. Ce Guillaume de Nassau était le cadet de Jean de Nassau-Dillenburg. Il avait hérité des possessions allemandes de la famille, tandis que son frère Henri avait celles du Luxembourg, de Brabant, de Flandre et de Hollande où il était venu se fixer et dont il avait été nommé stathouder en 1517.

Par son mariage avec la fille de Philibert de Chalons, prince d'Orange, Henri hérita de cette principauté, que son fils René, mort sans enfants, laissa à son tour, en 1544, ainsi que ses possessions des Pays-Bas, à son jeune neveu Guillaume (le Taciturne). Celui-ci avait jusqu'alors vécu à Dillenburg

1. La première d'après le tableau à l'huile qui est dans la salle des États à Groningue.

auprès de son père, luthérien zélé. Mais devenu à 15 ans l'un des grands seigneurs des Pays-Bas par l'héritage de son oncle, il fut envoyé à la cour de Bruxelles où il professa la religion catholique avec cette aisance, du moins apparente, des princes dont la foi et le patriotisme sont à la convenance de leurs intérêts matériels.

Il devint page de Charles-Quint, dont il y a un portrait dans la salle. Le monarque ne tarda pas à l'affectionner. Il en fit plus tard le confident de sa politique et enfin son général sur les frontières de France. Et quand le puissant empereur, lassé du pouvoir, abdiqua ses couronnes, on le vit entrer dans la salle des États à Bruxelles et s'avancer vers le trône appuyé sur l'épaule du jeune Guillaume de Nassau.

Le successeur de Charles-Quint, Philippe II¹, à qui son père avait spécialement recommandé Guillaume, le confirma dans sa charge de stathouder des provinces de Hollande, Zélande et Utrecht. Il l'employa en 1558 dans les négociations de la paix de Cateau-Cambrésis et le choisit comme un des quatre otages du traité.

Pendant le séjour, d'ailleurs de peu de durée, que Guillaume fit alors à la cour de France, Henri II lui reconnut le titre et la possession de la principauté d'Orange que François I^{er} avait confisquée. Dans un entretien confidentiel le roi lui révéla le plan arrêté entre les couronnes de France et d'Espagne pour l'extermination des hérétiques dans les deux pays. Guillaume justifiait déjà le surnom de Taciturne qu'on devait lui donner : il savait écouter et se taire, parler à propos et ne se livrer qu'à bon escient. Il dissimula l'horreur qu'il ressentait et se promit de s'opposer à la réalisation de cet odieux complot. A ce mouvement de son âme en révolte contre cette politique constante de l'Eglise romaine et des princes, il comprit qu'il était demeuré protestant.

De retour à Bruxelles, il fut nommé membre du Conseil d'État que Philippe II institua pour une de ses sœurs naturelles, Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, à laquelle il confiait le gouvernement des Pays-Bas, tandis que lui-

1. Il y a dans la salle cinq portraits de lui.

même restait en Espagne, sa patrie et son royaume préféré.

La lettre suivante, inédite et dont l'original se trouve à la *Bibliothèque du Protestantisme français*, est probablement de cette époque. Le *Taciturne* s'y révèle par la sobriété et la politesse, la modestie et la réserve. Il n'a pas de nouvelles à signaler, d'opinions à exprimer à un moment où se préparent de grands événements qui déjà le sollicitent et le préoccupent sûrement !... Il semble ne s'intéresser qu'aux plaisirs de la cour, aux dames dont la galanterie le console de son veuvage, survenu en mars 1558 et qui prendra fin en juin 1561 par son second mariage.

Le Rhingrave, auquel il écrit, était un gentilhomme allemand venu en France à la suite de la sœur de Charles-Quint, Éléonore, veuve d'Emmanuel, roi de Portugal, épousée en juillet 1550, par François I^{er}. Il était passé de son service à celui du roi Henri II, qui l'avait fait chevalier de Saint-Michel en 1550 pour le dédommager d'avoir été mis au ban de l'Empire.

A Monsieur le Ringrafe, chevalier de l'ordre du Roy de France¹.

6^e Janv.

Monsieur, passé deux ou trois jours je vous ay escript une lettre par mon escuier la Tour, lequel j'ey anvoïé en France pour mes affaires, et, entendant maintenant, par ce porteur, que ne serez ancores arrivé à la court, ne lay voulu lesser partir sans le accompagner avecque ceste, pour vous remercier de la bonne souvenance que (vous) avez eu dung amis votre, comme je l'ai vu avec plain par la lettre que m'aves escript. Vous poies estre asseuré que me trouveres tousiours prest à vous faire tout plaisir et service quant me vouldres faire ceste amittié et me emploier en quelque chose. Depuis votre partement dissis suis tousiours esté issi à la court, où nous passons le temps le mieulx que nous poions, et tous les pources maignens, qui ont perdu leurs serviteurs pour le partement de sa majesté, nous font la meilleure chiere du monde, mais je pens que cest a fault des aultres. Et pource qu'il n'y ast nulle nouvelles pour le présent, feray fin de ceste, me recommandant très affec-

1. Nous conservons l'orthographe, mais suppléons la ponctuation.

tueusement a votre bonne grâce, vous priant ne me vôloir jammes elinger dicelle. De Brusselles ce VI de janvier.

Votre bien bon amys et stathouder a vous faire service.

GUILLE. DE NASSAU.

IV

On sait, et nous n'avons pas à le raconter ici, comment le Taciturne prit parti pour les libertés de son pays contre la tyrannie impériale et l'inquisition monacale, sacrifiant sa fortune, se donnant absolument à la noble cause qui paraissait désespérée, et puisant dans sa foi protestante, devenue personnelle et vivante, autant que dans son ardent patriotisme, la fermeté indomptable que les plus grands revers ne purent ébranler un seul instant.

En cela, comme aussi par la haine et les attentats dont le parti catholique romain le poursuivit, il fut le Coligny de la Hollande, et tous deux les plus grands hommes de leur siècle, dans le sens moral, vraiment pur et supérieur de cette épithète.

Reproduisons ici ce passage de la lettre du héros à son lieutenant Sonoy, le 22 juillet 1573, le lendemain de l'effroyable sort de Haarlem qui semblait être l'effondrement de la cause sacrée, pour laquelle ses frères étaient morts et son fils aîné prisonnier en Espagne où il devait mourir.

« Puisque malgré nos efforts il a plu à Dieu de disposer de Harlem selon sa divine volonté, renierons-nous pour cela sa sainte parole ? Le bras puissant de l'Eternel est-il raccourci ? Son Eglise est-elle détruite ? Vous me demandez si j'ai conclu quelque traité avec des rois et de grands potentats : je vous réponds qu'avant de prendre en main la cause des chrétiens opprimés dans les provinces, j'étais entré dans une étroite alliance avec le roi des rois, et je suis convaincu qu'il sauvera par son bras toutpuissant ceux qui mettront en lui leur confiance. »

On sait bien que le nom de Dieu est revendiqué par tous les partis et pour toutes les causes, voire les plus criminelles ;

mais quand la cause s'identifie avec la liberté et la justice il n'y a pas de blasphème à invoquer Celui qui a mis en l'homme l'amour de l'une et le sentiment de l'autre.

Cependant aux épreuves publiques s'ajoutaient pour le Taciturne les épreuves domestiques. Il avait dû répudier sa femme, Anne de Saxe, indigne de lui, au point qu'il aurait pu douter, non de la légitimité du fils qu'elle avait eu, puisque la loi le lui reconnaissait, mais de sa génialité selon la loi primordiale et supérieure de la nature. Et pourtant il avait raison de ne pas désespérer. De la ruine de son foyer et de sa patrie sortit le relèvement de l'un et de l'autre : après Haarlem, Alkmaar ; après Anne de Saxe, Charlotte de Bourbon.

Cette fille du duc de Montpensier allait devenir la compagne aimante et dévouée du héros.

Gagnée à la foi évangélique étant abbesse de Jouarre, elle avait quitté son couvent avec plusieurs religieuses, s'était retirée d'abord à Sedan, auprès de sa sœur la duchesse de Bouillon, puis, pour être plus en sûreté, à Heidelberg, auprès de l'électeur Frédéric III, en 1572. Là elle accueillit et protégea maints réfugiés échappés aux massacres de la Saint-Barthélemy, et parmi eux le ministre Jean Taffin, pasteur à Metz en 1560.

Le Taciturne, venu en Allemagne pour y lever une armée et se concerter avec l'électeur, y vit Charlotte et en emporta le souvenir. Deux ans plus tard son conseiller, son soutien, son ami, Marnix de Sainte-Aldegonde, arrivait à Heidelberg, recevait des mains de l'électeur, Charlotte, qui avait consenti à devenir la femme du prince d'Orange, et se rendait avec elle à Embden. Là des vaisseaux, envoyés par le Taciturne, y prirent sa fiancée qui débarqua à la Brille, le 7 juin 1575, au milieu des démonstrations de joie du peuple et des députés des États. Quelques jours plus tard, le ministre Jean Taffin unissait les époux et signait le certificat suivant, inédit et dont la Bibliothèque du Protestantisme français possède l'original :

Après avoir été publiée par trois divers dimanches en l'Église française de Dordrecht l'intention de très illustre Seigneur Monsei-



GUILLAUME DE NASSAU, PRINCE D'ORANGE

d'après une peinture à l'huile, sur un panneau de bois de 36,40 centimètres.

gneur le Prince d'Orenge et de très illustre dame Mademoiselle de Bourbon, fille de très illustre Seigneur Monseigneur le duc de Montpensier, de s'allier ensemble par mariage, et après avoir depuis attendu encore VIII jours : Ce jourd'huy XII^e jour de juin mille cinq cens soixante quinze sur les IIII heures après midy au grand temple de ceste ville de Bril¹, après la prédication françoise et lecture de l'Institution du mariage, ensemble la proposition et demande ordinaire faite, s'il y auroit queleun qui y sust quelque empeschement : Ne se présentant personne pour y faire opposition, ont esté lesdits Seigneur et dame conjoints et espousés. Dont pour tesmoignage et vérification de ceste publique et solennelle célébration et bénédiction de leur mariage administré par moy soubsigné, ensemble de tout ce que dessus, à la réquisition de la dite dame Madame la Princesse ay escrit et signé ceste acte en la dite ville de Briel l'an et jour que dessus.

JAN TAFFIN,

Ministre de la parole de Dieu.

Philippe II et ses conseillers eurent-ils de bonne heure le pressentiment qu'ils ne triompheraient pas du Taciturne? Il le semble d'après la résolution qu'ils prirent de le faire assassiner. Le cardinal de Granvelle, qui avait été le collègue de Guillaume dans le conseil d'État des Pays-Bas, suggéra, paraît-il, l'idée de mettre sa tête à prix.

Philippe offrit d'abord 25,000 ducats. Plus tard en 1582, un marchand espagnol, établi à Anvers, obtenait la promesse de 80,000 ducats s'il réussissait dans sa tentative. En conséquence, le marchand chargea du crime un de ses commis, Juan Jaureguy, natif de Bilbao et âgé de 23 ans. Encouragé par son confesseur dominicain, et dûment confessé et communiqué, le misérable, sous prétexte de présenter une requête au prince, s'approcha de lui comme il sortait de table et lui tira à bout portant un coup de pistolet. La balle traversa le palais et mit d'abord en danger la vie du blessé.

Ce fut dans ces circonstances que Charlotte écrivit aux comtesses d'Egmont cette lettre inédite dont l'original, détérioré par l'humidité, est à la Bibliothèque susdite. Nous lais-

1. *Briel*, en français du temps, *La Brille*.

sons au lecteur le soin de reproduire les mots qui en ont été effacés :

Mesdamoiselles, je ne vous puis assez affectionnement remercier de la bonne affection qu'il vous a pleu faire conaistre à Monsieur le Prince mon mary et ... aves eu de luy en... este de sa blessure.

Je luy en ay fait incontinent rapport et vous assure, Mesdamoiselles, encore qu'il n'ait jamais fait aucune double de votre bonne volonté en notre endroit, qu'il a eu très agréable et moi aussi ce tesmoignage qu'il vous a pleu nous en rendre, pour en prendre la revenche en ce que l'occasion se presentera, quand il plaira à Dieu qui par sa bonté a rompu ces malheureux desseins, les anéantir du tout et remettre mon dit Seigneur le Prince en bonne santé. A quoi nous avons tous ferme espérance et les docteurs et chirurgiens nous en assurent n'y estant pour encores survenu aucunes fièvres. Je prie Dieu de l'en preserver et de vous donner... en très bonne santé heureuse et... ce XXIX^e de mars 1582.

Mesdamoiselles vous m'excuseres s'y ceste lre n'est de ma main, car je n'abandonne point Monsieur mon mari et n'ay loisir auprès de luy d'escripre. Il ma comender vous remercier de sa part du soing que prenes de luy et de vous presanter ses très affectionnée... à vos bonnes graces.

Vre très affectionnée cousine
à vous faire service,

CHARLOTTE DE BOURBON.

V

Les ennemis de Guillaume le crurent mort. Le grand capitaine espagnol Alexandre Farnèse¹ avait succédé au fils naturel de Charles-Quint, Don Juan, comme gouverneur des Pays-Bas. Il s'empressa d'écrire à Philippe II :

« On a envoyé le premier (Guillaume) en l'autre monde qui y fust esté mieulx il y a 20 ans... Il a enduré une peine extrême, et vous pouvez penser quel était alors son beau visage pour donner contentement à sa nonnain apostate » (Charlotte).

1. Un de ses portraits est dans la salle, ainsi que ceux du duc d'Albe et de Don Juan.

Puis, apprenant que le blessé n'a pas immédiatement succombé, il écrit :

« Il fust esté bon pour les affaires que le prince d'Orange fust mort soubdaenment, car je m'asseure qu'il aura procuré, devant que de sortir du monde, d'accommoder ses batards et sa nonnain mère d'iceulx. »

Le prince d'Orange n'en mourut pas ; mais sa noble et sainte femme, épuisée par les angoisses, les veilles, les fatigues de son dévouement incessant, ne put résister à une pleurésie qui l'emporta le 5 mai de cette même année 1582.

Le nom, les armes, les dates de la naissance, du mariage et de la mort de Charlotte figurent sur l'un des vitraux de la salle historique. Deux portraits d'elle font partie de la collection de cette salle.

Le prince d'Orange eut de Charlotte six filles. Il lui était né de sa première femme, Anne de Buren, Philippe-Guillaume, dont les Espagnols se saisirent à l'université de Louvain où il était élève et qu'ils emmenèrent en Espagne où il mourut prisonnier, et une fille, Maria, qui épousa Philippe, comte de Hohenloo ; de sa seconde femme, Anne de Saxe, Maurice qui acheva l'œuvre de l'indépendance nationale, mais qui n'eut pas le désintéressement de son père¹. De sa quatrième femme, Louise, fille de Coligny, il eut un fils Henri-Frédéric, né au Prinsenhof, comme nous le verrons tantôt.

Henri, sous lequel le Stathoudéral devint héréditaire et prépara le trône, était bien jeune encore lorsqu'il écrivit la lettre suivante, inédite, au duc de Bouillon :

A Monsieur, monsieur le duc de Bouillon, maréchal de France.

Monsieur, Vous ne sauriez croire combien je suis aise d'estre venu au camp avec mon frère et d'avoir veu assieger une ville laquelle a esté prise en peu de jours. J'espère que nous en prendrons encore beaucoup d'autres. Ma mère au commencement ne

1. Il eut aussi, d'Anne de Saxe, deux filles, Anne et Émilie.

me voulait pas laisser aller, mais je croy que par le souvenir qu'elle a eu de ce que vous luy aves conseillé elle me la permis. Je suis fort aise aussi de se que je cognoy que vous vous ressouvenes un peu de moy; ce n'est pas sans raison car je vous honnoure plus que persone du monde. Je done fort volontiers mon consentement au mariage de ma chère sœur et comme un des plus sage de ceux que vous en demandes avis encore qu'il me fasche fort de me separer d'elle, mais puisque c'est pour son bien et contentement il faut que jaye passiensse si par cest occasion je pouvois avoir loneur de vous voir je serois plus content qu'elle car je ne desire voir la France que pour l'amour de vous qui aimes un peu, come je croy, Monsieur,

Votre humble frère et serviteur,

HENRY DE NASSAU.

Pour terminer ce que nous avons à dire du musée de la Salle historique, mentionnons les 27 portraits du prince qui s'y trouvent : 4 à l'huile, les autres en gravures, lithographies ou photographies. En outre, un médaillon et un buste qui est la reproduction de celui de Royer qu'on voit sur la *Plein*, à La Haye.

Il semble que cette collection doive être complète. Il existe pourtant un autre portrait à l'huile, remarquable de facture, de coloris, d'expression, de vie, fait probablement d'après nature, peu de temps avant la mort du Taciturne. Si le célèbre peintre et graveur de Delft, où il naquit et mourut de 1567 à 1644, Mierevelt ou Mireveld, eût eu plus de 17 ans quand mourut le héros, nous dirions sans hésiter que ce tableau est de lui, tant il rappelle ses autres portraits qui sont au Musée du Louvre.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre est originale et belle. Elle est la propriété de M. N. Weiss, qui a bien voulu nous permettre d'en reproduire ici tout ce que peut la photogravure.

CÉSAR PASCAL.

(A suivre.)

LES ASSEMBLÉES DE PROTESTANTS DANS LE MONTALBANAIS EN 1744 ET 1745

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS¹

Le 22 novembre 1744, se trouvant sans nouvelles, le ministre Saint-Florentin recommandait encore la « prudence² » à l'intendant l'Escalopier. Par contre, le 25 novembre, il se plaignait qu'on n'eût pas exécuté les ordres qu'il avait envoyés en juillet :

Il me paraît, Monsieur, par votre lettre du 17 de ce mois que le désordre s'est considérablement accru dans votre département et que les religionnaires y sont devenus bien entreprenants. Peut-être le mal aurait-il fait moins de progrès si dans le temps que je vous ai envoyé les ordres que vous m'aviez demandés, vous en aviez fait exécuter quelques-uns avec les précautions que je vous marquais. Le Languedoc n'est pas dans un état moins violent que votre généralité. Cependant quelques coups d'autorité semblables ont eu l'effet le plus heureux. Je ne doute pas néanmoins que vous n'ayez fait pour le mieux et que vous ne vous soyez réglé sur les circonstances. Au reste les ordres de Sa Majesté que je vous avais adressés étant inutiles, je vous prie de me les renvoyer³.

Un mois après au contraire, il approuve l'Escalopier de n'avoir pas agi : « il valait mieux tolérer le désordre que s'exposer aux extrémités que vous aviez lieu d'appréhender⁴ ». Mais on va lui envoyer des troupes et il lui trace

1. Voir le numéro de janvier.

2. *Id.*, f° 259 r°.

3. *Id.*, f° 263 r°.

4. Cette phrase se trouve dans une première rédaction de cette lettre en date du 22 décembre (Arch. nat., O¹, 440, f° 286 v°); la rédaction qui a été envoyée (24 décembre, *id.*, f° 289 r°) est beaucoup plus adoucie; il semble que Saint-Florentin ait craint de trop pousser son agent. Toutefois, dans la première rédaction, le début approuve plus nettement l'inaction de l'Escalopier que dans la seconde : « J'ai reçu, M., les lettres que vous avez pris la peine

alors la « conduite plus rigoureuse » qu'il devra tenir, « sans sortir cependant des bornes de la prudence et de la circonspection » (24 décembre).

Déjà l'Escalopier a fait baptiser à l'église un enfant qui avait été baptisé au Désert ; il s'est procuré « un extrait baptismal délivré par le nommé Viala, ministre ¹ » ; il a fait donner la sépulture ecclésiastique à un enfant mort après avoir été baptisé par le ministre ² ; il a « privé de ses emplois » un « commis du bureau des finances qui avait tenu des assemblées dans la trésorerie ». Lorsque les troupes seront arrivées, « il s'agira moins de multiplier les châtiments que de les appliquer à propos et de les faire tomber sur ceux qui ont le plus de considération par eux-mêmes et dans le parti ». C'est ainsi qu'il conviendra « de punir plus sévèrement que les autres ceux qui ont provoqué des assemblées ou qui ont prêté leurs maisons pour les tenir, qui y ont contribué en préparant les lieux et en dressant les tentes, et enfin ceux qui y ont fait ou ailleurs les fonctions de ministres, de lecteurs ou autres de même espèce. Le port d'armes ainsi que la fabrication et l'amas d'armes pour nouveaux convertis méritent aussi une rigoureuse punition ³ ».

de m'écrire les 2, 6 et 9 du présent mois au sujet des n. c. de votre département et j'en ai rendu compte au roi. S. M. a été satisfaite des raisons que vous donnez de l'inaction où vous êtes resté jusqu'à présent, et effectivement il valait mieux tolérer le désordre, etc. Mais comme les circonstances vont changer, S. M. juge que vous pourrez aussi tenir une autre conduite. » Voici la forme définitive : « J'ai reçu, etc. Le roi, à qui j'en ai rendu compte, m'a paru satisfait des raisons qui vous ont empêché d'agir contre eux, mais comme les circonstances vont changer, S. M. juge que vous pourrez tenir une conduite plus rigoureuse, sans sortir cependant, etc. »

1. Arch. nat., O¹ 440, f^o 295 (lettre de Saint-Florentin du 30 décembre en réponse à la lettre de l'Escalopier du 22).

2. *Id.*, O¹, 441, f^o 14 r^o (lettre du 15 janvier 1745).

3. *Id.*, O¹, 440, f^o 289 v^o. — Ici Saint-Florentin se sert du mot vague de punition ; dans le premier projet du 22 décembre (*id.*, f^o 286 v^o), il est plus explicite et dit nettement qu'il faut emprisonner : « Quand les troupes seront arrivées dans la province, vous pourrez vous porter à des coups d'autorité plus multipliés et plus frappants. La règle que vous pourrez suivre à cet égard est de faire enfermer ceux qui ont provoqué les assemblées, etc... ceux qui assistent les malades au lit de la mort, qui font l'office de prédicant et catéchisent de maison en maison, ...ceux qui sont coupables de fabrication, amas et port d'armes. ...ceux qui se

Et en effet, dès que les troupes sont dans la province, les mesures commencent en janvier 1745. L'intendant refuse des modérations pour le dixième et la capitation, révoque des employés, donne des soldats à loger¹; une demoiselle Dayme est exilée de Nègrepelisse à Cahors; une demoiselle de Chadirac, élevée dans la religion catholique, est retirée à son aïeule, Mme de Monteils, et mise au couvent des Ursulines à Montauban². Le 15 janvier, Saint-Florentin envoie l'ordre de suspendre Sages de ses fonctions de chirurgien, de mettre en prison au château de Lourdes deux personnes prises sur la liste envoyée par l'Escalopier le 3 janvier; Montméja, Dedieu, au lieu d'être arrêtés « à l'improviste et sans tumulte » comme le conseille d'abord Saint-Florentin³, sont arrêtés « avec éclat et en plein midi... Cette conduite qui est parfaitement justifiée par l'événement, dit alors Saint-Florentin, produira d'autant plus d'effet qu'elle fera voir aux religionnaires qu'on ne les craint point. La consternation générale et la diminution des assemblées sont déjà des avantages réels⁴ ».

Cependant ces mesures n'avaient pas produit grand effet, comme on l'a déjà vu par la pièce de M. de Loches et comme on peut s'en convaincre aussi par la suite de l'*Abrégé historique*; c'est seulement lorsque les protestants reçoivent l'ordre formel de cesser les assemblées qu'ils obéissent :

sont fait réhabiliter de leur abjuration, qui se sont mariés ou qui ont fait baptiser leurs enfants en pleine assemblée. » Tout cela est supprimé dans la lettre du 24 décembre.

1. Arch. nat., O¹, 441, f^o 14 r^o (lettre du 15 janvier).

2. *Id.*, f^o 7 r^o; O¹, 555, p. 381 et 382 (10 janvier).

3. *Id.*, f^o 13 r^o, et 2^e partie, p. 1; O¹, 555, p. 382; ces personnes sont remises en liberté au mois de juin suivant. — Les notaires Lèbrard, Fages, Bonhomme, le chirurgien Fraissignes, suspendus jusqu'en février-mars 1746, et Fontes emprisonné sont de Milhau (Arch. nat., *id.*; comité de Hollande, pièce 15). Tournon, chirurgien, Bergis, « chauffe-cire de la chancellerie près la cour des aides de Montauban », sont suspendus par un ordre du 7 février (O¹, 555, p. 385).

4. O¹, 441, f^o 24 v^o (lettre du 1^{er} février). — Saint-Florentin propose aussi à l'Escalopier de lui donner des pouvoirs spéciaux pour faire le procès aux prédicants afin d'éviter les procédures des juges ordinaires, car « ce sont des voies longues, embarrassées, et dont l'effet serait douteux et même pernicieux. » (O¹, 441, f^o 14 r^o, 15 janvier).

Il fut cependant, avant la fin du dit mois de janvier, répandu un bruit dans Montauban que le nommé Montméja, fabricant, de Dieu, perruquier, habitants du faubourg Villebourbon et La Foulonneuse de celui de Sapiac, avaient tenu des discours séditieux et que M. l'intendant leur avait enjoint à ce sujet et fait ordonné de venir lui parler et qu'ils refusaient d'y aller, ce qui obligea les protestants des dits faubourgs et de la ville de leur faire dire que s'ils



MONTAUBAN, LA PLACE DU MARCHÉ.

n'obéissaient pas sur le champ ils iraient demander la permission de les arrêter eux-mêmes et de les y conduire de gré ou de force; mais, dans la vérité, ils n'avaient pas différé d'y aller les uns ni les autres, d'abord qu'ils eurent été avertis que M. l'intendant voulait leur parler; et en effet, ils furent tous les trois se remettre en prison sur l'ordre qu'il leur en donna, d'abord qu'il les eut vus et cependant M. l'intendant fit conduire le lendemain, 25 du dit mois de janvier, les deux premiers au château de Lourdes-lez-Bigorre, par quelques cavaliers de la maréchaussée et quelques dragons d'une compagnie

du régiment de la reine qui étaient en garnison à Nègrepelisse. La Foulonneuse et le sieur Chattanier, horloger, originaire de la ville de Genève, domicilié et établi depuis quelques années dans la ville de Montauban, qui fut aussi arrêté quelques jours après sur un semblable bruit, furent conduits par un semblable détachement dans les prisons de la ville de Cahors.

Comme ces arrêts n'avaient pour prétexte que des discours séditeux prétendus tenus par ces personnes ainsi arrêtées sans que rien annonçât d'ailleurs aucune défense directe de continuer les assemblées, une grande partie de ceux qui avaient accoutumé d'y aller continuèrent comme auparavant jusqu'au 13 du mois de février que M. l'intendant, ayant fait dire à une douzaine des plus gros marchands qu'il avait à leur parler, ils y furent, et M. l'intendant les exhorta très pathétiquement (sans cependant aucune défense expresse) non seulement de ne plus aller aux assemblées, mais encore de faire en sorte que leurs épouses, enfants, commis, ouvriers, domestiques et voisins n'y fussent plus : ce que, par la raison indiquée dans la parenthèse, ils y firent quelques difficultés de lui promettre sur le champ; mais sur l'empressement qu'il leur marqua d'avoir une réponse positive, ils lui dirent bientôt après qu'ils feraient tout ce qui dépendrait d'eux pour lui prouver combien ils étaient disposés à faire tout ce qui pourrait lui être agréable; et, en effet, eux, leur épouses, leurs enfants, ni tous ceux qu'ils ont pu retenir, n'y ont plus été.

L'assemblée qui fut tenue le 14 fut en conséquence très peu nombreuse; celle du 21 le fut encore moins et enfin les ordonnances du roi des 1 et 16 du dit mois de février ayant été publiées et affichées dans la seule ville de Montauban et ses faubourgs, le 27 du même mois à une heure après midi¹, il n'y eut que les personnes qui étaient dans des lieux trop éloignés pour en avoir connaissance qui furent le lendemain au lieu où l'assemblée avait accoutumé de se tenir, sans que les dits sieurs Courtez, ministre, Fontenelle, proposant, aucun bourgeois, marchand, artisan de la dite ville de Mon-

1. Voici, d'après Court (comité de Hollande, pièce 15) quelques détails sur cette publication: « Les mêmes ordonnances avaient été publiées à Montauban le samedi 27 février. Cette publication se fit dans cette dernière ville avec beaucoup d'appareil. Les soldats du guet étaient sous les armes, la baïonnette au bout du fusil. L'exempt, le prévôt et les archers étaient à cheval et en armes. Ils étaient précédés de deux tambours, d'un trompette et d'un fifre. Ils marchaient dans cet appareil par la ville et publiaient les ordonnances dans tous les carrefours et les affichaient dans les places et dans les coins des rues. »

tauban et peu de paysans des environs de Montauban y fussent, tous les protestants s'étant empressés à faire savoir à leurs métayers, vignerons et domestiques de n'y aller plus et de se conformer avec soumission, respect et exactitude à l'entier contenu desdites ordonnances. M. l'intendant, qui fut instruit de tous les soins et mouvements qu'ils se donnaient pour cela et des discours qu'ils tenaient à ce sujet fut dès lors persuadé qu'il n'y aurait que ceux qui n'auraient pas connaissance des ordonnances qui iraient le lendemain de leur publication au dit lieu où l'assemblée avait accoutumé de se tenir et qu'il ne s'en tiendrait absolument plus aucune dans sa généralité.

Et en effet, dès le même jour, ou, pour mieux dire, dès la nuit suivante, les dits sieurs Courtez et Fontenelle se mirent en chemin pour se retirer, personne ne voulant plus les recevoir; mais ayant été jusqu'à la forêt de la Grésigne¹, ils furent avertis qu'il y aurait des gens apostés pour les arrêter, ce qui les obligea de rétrograder et à revenir sur les confins de la paroisse du Fau², dans la juridiction de Reignès qui dépend de la généralité de Languedoc, quoique très proche de la ville de Montauban³.

Comme on le voit, la soumission des notables protestants allait presque jusqu'à la lâcheté; ils considèrent comme des séditieux les gens du menu peuple, ils laissent sans secours le pasteur et le proposant. Les ordonnances de février ont produit l'effet désiré.

IV

Les ordonnances royales du 1^{er} et du 16 février 1745 concernant les nouveaux convertis ont été prises spécialement « au sujet des assemblées de la généralité de Montauban ». Par la première, on devait faire le procès aux prédicants et assistants, « et cependant à l'égard de ceux que l'on saura avoir assisté aux dites assemblées, mais qui n'auront pas été arrêtés sur le champ⁴, veut et entend S. M. que

1. Forêt au sud de l'Aveyron, à 35 kilomètres de Montauban.

2. Village à 6 kilomètres au sud de Montauban, au milieu des coteaux situés entre les vallées du Tarn et du Tescout.

3. Genève, Court, 17 P, p. 74-76.

4. Comme le remarquait Royer, il fallait en 1726 (édit du 11 septembre)

par les ordres du sieur Intendant et commissaire départi en ladite généralité, les hommes soient envoyés incontinent et sans forme ni figure de procès sur les galères de S. M. pour y servir comme forçats pendant leur vie, et les femmes et filles recluses à perpétuité dans les lieux qui seront ordonnés¹ ». Par la seconde, les nouveaux convertis d'un canton étaient déclarés responsables des assemblées qui se tiendraient dans leur circonscription, et ils devaient être « condamnés sans forme ni figure de procès par les intendants à une amende arbitraire » (art. 1 et 2), excepté ceux qui auraient dénoncé l'assemblée (art. 4); « et attendu que les prédicants qui viennent des pays étrangers ou s'élèvent dans le pays et qui sont les principaux auteurs de toutes les assemblées ne trouvent le moyen de les entretenir que par la facilité des retraites que les nouveaux convertis leur donnent dans leurs maisons », les nouveaux convertis d'un arrondissement où un prédicant serait pris devaient être condamnés à 3,000 l. d'amende « applicables aux dénonciateurs² » (art. 8).

C'est ici surtout que l'on saisit les hésitations du gouvernement, car à peine ces ordonnances terribles dans leur forme sont-elles envoyées (18 février), que Saint-Florentin recommande presque de ne pas les exécuter; il engage seulement à les publier. « Elle dissuadera, dit-il en parlant de l'une d'elles, ceux qui croient de bonne foi la liberté de conscience promise, et elle intimidera jusqu'aux gens du vulgaire qui craindront d'être envoyés sur une simple notoriété dans les prisons ou aux galères pour toute leur vie »; néanmoins il faut faire quelques exemples « afin que les protestants ne regardent pas les deux nouvelles ordonnances comme frivoles et sans effet »; il faut faire une condamnation à l'amende, « sauf à ne pas presser le recouvrement avec une certaine vivacité ». L'Escalopier doit même agir sans attendre

être « convaincu d'avoir assisté aux assemblées »; il suffit maintenant qu'on sache qu'on y était (Lettre Royer-Court, 29 avril 1745, comité de Hollande, pièce 10).

1. Arch. nat., O¹, 441, 2^e partie, p. 43.

2. *Id.*, p. 14. — Voir le texte de ces ordonnances dans Coquerel, *Histoire des Églises du Désert*, t. I, p. 297-301. La première a été aussi publiée par M. Hugues dans son ouvrage sur Antoine Court (tome II, p. 194, note).

les ordres du roi : « Ce n'est point dans de pareilles circonstances qu'il faut rigoureusement consulter sa compétence ni suivre les voies judiciaires ; le roi ne vous blâmera pas... De même le roi ne trouverait pas mauvais que de votre autorité privée vous fissiez arrêter quelques séditieux¹. » Quelques jours après (5 mars) il insiste encore : « Vous n'avez pas besoin d'ordre précis du roi pour faire arrêter le ministre et le proposant qui restent dans votre généralité ; » il s'agit de Corteiz et de Fontanelle ; il semble que Saint-Florentin veut faire prendre à l'intendant toute la responsabilité de l'affaire. Il approuve en outre l'envoi de garnisons dans les maisons des fugitifs, chez les principaux des protestants, il conseille d'en faire arrêter quelques-uns au retour des assemblées, « de faire faire... des perquisitions réglées dans les maisons de Montauban où il abonde des étrangers, de faire arrêter ces étrangers et de ne les renvoyer qu'après quelques jours de prison² » ; en somme il conseille maintenant d'exécuter les ordonnances, « d'autant plus que les châtimens ne sont tombés que sur un petit nombre de personnes assez viles. Au contraire si la consternation subsiste encore lors du départ des troupes, il ne vous sera pas absolument difficile de l'entretenir par des coups de rigueur moins hardis à la vérité et moins fréquents, mais qui du moins feront connaître aux protestants que vous ne les craignez pas et que vous saurez punir les fanatiques et les séditieux. Cela n'exclurait pas les voies pacifiques du succès desquelles vous vous louez et qui du reste ne vous réussissent que depuis que vous les mêlez avec les voies d'autorité³. »

Puis, deux ou trois jours après, lorsqu'il sait que les ordonnances ont été rendues publiques à Montauban le 27 février⁴, il s'effraye, il songe que les troupes vont être appelées à la frontière, et alors qu'arrivera-t-il si on a été trop sévère ?

1. *Id.*, première partie, f° 36 r° (lettre du 18 février).

2. *Id.*, f° 43 r° (lettre du 5 mars).

3. Lettre du 18 février (*loc. cit.*). Ainsi dans la même lettre, après avoir au début laissé entendre qu'il vaut mieux se contenter de publier les ordonnances, il en arrive à la fin à prescrire l'exécution.

4. Comité de Hollande, pièce 15 : la lettre de Saint-Florentin du 7 mars est la réponse à une lettre de l'Escalopier du 27 février.

De nouveau, il engage à être prudent. « Je dois vous observer avant toutes choses, dit-il en commençant sa lettre du 7 mars, qu'il ne faut pas que vous comptiez sur des troupes lorsque la campagne s'ouvrira ; » il recommande d'avoir une conduite mesurée pour ne pas avoir à en changer brusquement lorsqu'on n'aura plus la force à sa disposition, et il avoue alors formellement les motifs qui ont dicté les deux ordonnances : « Je vous ai déjà fait entendre que *les deux ordonnances que je vous ai envoyées sont plutôt faites pour effrayer que pour punir*, qu'à la vérité il faudrait quelques exemples en conséquence, mais qu'il est à propos d'en rester là. » Il semble vraiment que dans la lettre du 27 février à laquelle le ministre répond, l'Escalopier ait voulu trop s'avancer, et tandis qu'auparavant on l'excitait, maintenant on le retient : « Je ne serais pas d'avis, continue Saint-Florentin, que vous fissiez, comme vous me le marquez, des actes de la plus rigoureuse sévérité, si les paysans et la populace ne rompaient pas absolument leurs assemblées ; mais surtout il faut que vous renonciez à l'idée d'un désarmement. » On a vu du reste que les assemblées ont pris fin aussitôt, que le pasteur et le proposant sont en fuite. Saint-Florentin, sans s'opposer formellement à ce qu'on les arrête, semble maintenant en dissuader l'Escalopier, tandis que, quelques jours avant, il l'engageait à le faire de lui-même : « La difficulté sera de gratifier ceux qui auront procuré cette capture, car encore une fois, je ne pense pas qu'il convienne de pousser assez vivement la condamnation des arrondissements aux amendes et surtout le recouvrement de ces amendes, pour qu'il puisse s'en former un fonds considérable ; et d'un autre côté, si on arrête un prédicant, je doute que le roi permette soit aux juges ordinaires, soit à vous, s'il vous autorise à lui faire le procès, d'envelopper dans la procédure et dans la condamnation tous ceux qui l'auront suivi ou favorisé¹. »

Et le lendemain 8 mars, lorsqu'il apprend l'émeute de Foissac qui n'est du reste pas, comme on va le voir, le résultat des amendes infligées, Saint-Florentin s'effraye de cet

1. Arch. nat., O¹, 441, f^o 49 (lettre du 7 mars).

incident que les autorités dénaturent et grossissent outre mesure, et il se plaint qu'on ait poussé trop loin l'exécution des ordonnances : « J'aurais désiré, comme je vous l'ai marqué par ma lettre de hier et par mes précédentes, que vous n'eussiez pas poussé si vivement les choses, et singulièrement qu'en prononçant quelques amendes contre des arrondissements, vous n'en eussiez pas poursuivi le recouvrement avec tant d'ardeur ¹. »

Si des amendes avaient été infligées aux protestants par l'Escalopier, elles étaient bien inutiles, puisque, on l'a vu, le registre des assemblées aussi bien que les autres relations constatent que les réunions ont cessé dès que les ordonnances ont été publiées. Cela s'explique parfaitement si vraiment les protestants croyaient à une tolérance de la part du roi. Et comment n'y auraient-ils pas cru, puisque la maréchaussée assistait aux assemblées sans les disperser et déclarait qu'elle était là seulement « pour contenir ceux qui pourraient exciter quelque trouble », puisque de son côté l'Escalopier ne donnait d'ordre formel qu'au mois de février ? Est-ce la crainte inspirée par les ordonnances qui a amené la fin des assemblées, est-ce une obéissance spontanée, il est difficile de le dire, car il faut bien reconnaître que certains « esprits bouillants » n'auraient peut-être pas cédé facilement. On a vu les efforts des pasteurs pour les modérer ; les dispositions des paysans étaient loin d'être celles des bourgeois et des notables. Ceux-ci ne cessent de protester de leur entière soumission aux ordres du roi, et l'on retrouve les mêmes sentiments dans les placets qui sont remis à l'intendant le 28 février et le 1^{er} mars 1745 :

Copie des placets que tous les protestants des différents quartiers de Montauban et des environs présentèrent à peu près en même termes mais tous dans le même sens, à M. l'intendant de Montauban, les 28 février et 1^{er} mars 1745.

Monseigneur. — Les habitants du faubourg de Sapiac qui sont issus de parents qui avaient fait profession de la religion P. R.

1. *Id.*, f° 51 r°.

avant la révocation de l'édit de Nantes reconnaissent avec regret et douleur qu'ils ont avec trop peu de réflexion donné dans le préjugé qui avait été répandu dans cette province et dans plusieurs autres du royaume que le roi ne désapprouvait pas qu'ils s'assemblassent dans les campagnes pour y faire leur prière suivant le rit de la dite religion, et qu'ils se sont, comme les autres, inconsidérément laissés entraîner par la foule, sans avoir cependant aucune intention qui fût contraire à la fidélité que de bons sujets doivent à leur légitime souverain. C'est pourquoi, d'abord qu'il leur a été connu, par la publication des Ordonnances des 1 et 16 février dernier, que ces assemblées déplaisaient au roi et qu'il les défendait, ils se sont non seulement abstenus d'y assister mais ils ont encore empêché d'y aller tous ceux qui n'avaient pas la même connaissance, ce qui leur fait espérer que, moyennant la promesse qu'ils font d'être plus attentifs à l'avenir à se conformer inviolablement aux Ordonnances, édits et déclarations du roi et aux ordres qui leur seront donnés par votre grandeur, il vous plaira, de vos grâces, Monseigneur, de leur accorder votre protection bienfaisante pour leur faire obtenir grâce, rémission et pardon de la clémence du roi, et ils adresseront chacun en leur particulier pendant le reste de leur vie leurs vœux et leurs prières au Seigneur pour la santé et prospérité de votre Grandeur¹.

FRANÇOIS GALABERT.

(A suivre.)

1. Comité de Hollande, pièce 12; bibl. Genève, Court, 17 P, p. 81, à la suite de l'*Abrégé historique*. Antoine Court manifesta un vif mécontentement lorsqu'il eut connaissance de ce placet (Voir Hugues, *Ant. Court*, t. II, p. 243, n. 3. Voir aussi la lettre de Court à Royer du 18 mai 1745, déjà citée, comité de Hollande, pièce 11) : « Un des principaux buts qu'on s'est proposé dans cette apologie [des assemblées] a été de prévenir le découragement des protestants dans l'exercice public de la religion, et au contraire de soutenir leur zèle en l'affermissant par les raisons obligatoires qui y sont contenues, ce dont on ne sent que trop, par tout ce qui se passe actuellement, l'importance et la nécessité; ce que vous sentirez d'autant mieux par la lecture de la déclaration qui est au bas de la relation de ce qui s'est passé à Montauban [*Abrégé historique*], que je vous envoie; déclaration qui n'a été que trop imitée en plusieurs autres lieux »

Documents

LA RÉFORME FRANÇAISE APRÈS LA MORT DE CALVIN

EXTRAITS DE LA CORRESPONDANCE DE THÉODORE DE BÈZE

1564 — 1575¹

Théodore de Bèze à H. Bullinger.

Genève, 3 mai 1565.

Mais voici que d'autre part² je me vois chargé d'un triple travail, dans l'accomplissement duquel je vous supplie de demander au Seigneur de m'aider.

Il me faut dépouiller tous les papiers de notre cher M. Calvin³.

Beza Bullingero.

(Biblioth. grand-ducale de Gotha, Codex chartaceus A 404, fol. 103-104, orig. autogr.)

... Alius vero triplex mihi labor instat. in quo valde te rogo ut Dominum pro me interpelles. Domini Calvini nostri chartæ omnes

1. Voy. *Bull.*, XLVII, p. 430, 594; XLVIII, p. 434.

2. Au commencement de cette lettre, Bèze parle de la brève réplique (*De hypostatica duarum in Christo naturarum unione, adversus Jacobi Andreæ assertionem ad illustriss. Ducem Christophorum, ducem Wirtembergensem*, etc.) au dernier écrit d'André, qu'il vient de publier, ainsi que de sa réponse au prince Radziwill (*De unitate essentiæ divinæ, et tribus in ea subsistentibus personis, adversus Arianos ὁμολογίας, epistola ad illustrissimum Principem Nicolaum Radziwylum, magni ducatus Lithuanix supremum Mareschalcum*). Il sollicite de nouveau l'avis de Bullinger, qu'il avait déjà consulté à ce sujet, et il ajoute que, si cela est nécessaire, il préparera des réponses plus développées sur les mêmes matières.

3. Bèze consacra plusieurs années à ce travail fort laborieux, souvent interrompu par des publications urgentes. Ce fut seulement en 1575 qu'il fit paraître une première édition de la correspondance de Calvin, précédée de la vie du réformateur qu'il avait déjà publiée à part auparavant. Ce recueil est intitulé : *Ioannis Calvini Epistolæ et Responsa, quibus interiectæ sunt insignium in Ecclesia Dei virorum aliquot etiam Epistolæ. Eiusdem*

J'ai bon espoir que nous en tirerons un trésor absolument incomparable. Mais il faudra appliquer à cette publication une saine critique. Veuille le Seigneur nous l'inspirer, afin que toutes les Églises puissent en tirer profit, sans que l'on risque d'offenser aucun homme de bien : c'est à quoi je consacrerai tous mes soins.

En outre, je dois éditer un Nouveau Testament en français, avec des notes, à la fois très brèves, et autant qu'il dépendra de moi, de la plus scrupuleuse exactitude. Deux motifs m'y engagent : c'est en premier lieu que mes Français sont légers et négligents, incapables de soutenir de longues lectures; ensuite, que beaucoup de commentateurs qui ont déjà tenté ce travail n'y ont guère réussi. Aussi, je me consacrerai de grand cœur tout entier au service de ma patrie, qui réclame de moi l'exécution de cette tâche. Pour le moment, je viens de publier un spécimen de ce travail dans mon Nouveau Tes-

mihi evolvendæ sunt, unde, ut spero, thesaurum plane incomparabilem eruemus, qua in re tamen sanum adhibendum erit iudicium, quod utinam Dominus nobis suggerat, ut omnes Ecclesiæ emolumentum inde percipiant, sine cujusquam boni offensione, quod sedulo curabo. Edendum est mihi præterea Novum Testamentum gallicum, non sine annotationibus brevissimis simul et, quoad ejus fieri poterit, exactissimis, quoniam, præterquam quod Galli mei sunt et leves et negligentes et nullæ lectionis impatientes, multis qui hoc jam tentarunt non satis feliciter successit. Itaque patriæ hoc officium a me postulanti me totum libentissime impendam, cujus

I. Calvini vita a Theodoro Beza, Genevensis Ecclesiæ ministro, accuratè descripta. Genève, Pierre de Saint-André, 1575, folio. — L'année suivante, Bèze publia à Lausanne, chez Le Preux, une seconde édition (octavo) revue et corrigée. Dans l'épître dédicatoire de 1575, à l'Electeur Palatin Frédéric, Bèze déclare que Calvin lui-même, près de mourir, l'avait chargé de tirer des papiers qu'il lui laissait, ce qui pourrait être utile à l'édification des Églises, et il fait allusion aux difficultés qu'il a rencontrées dans l'accomplissement de cette tâche : « Migraturus ad Dominum Iohannes » Calvinus, quum de commodis Ecclesiæ ne tum quidem cogitare desideret, sua mihi *καρτὰ*, id est schedarum ingentem acervum commendavit, ut si quid in iis invenissem, quo possent adjuvari Ecclesiæ, id quoque in lucem ederetur. Cogi tanti autem hac de re mihi, eaque omnia pervoluntanti, multiplices obstitērunt difficultates, quominus id tam cito præstaretur quam ego volui, et fortassis etiam oportuit. » Nous trouvons plusieurs mentions de ce travail dans les lettres de Bèze à Bullinger, Haller, etc... nous le voyons à plusieurs reprises demander aux anciens correspondants de Calvin de lui confier les lettres qu'ils ont conservées.

tament latin, petit format¹, que je vous ai envoyé. Je vous enverrai aussi très volontiers la grande édition², dès que j'aurai pu trouver quelqu'un qui veuille bien se charger de vous apporter ce livre fort pesant.

J'en viens au troisième travail; c'est le plus considérable de tous : il s'agit, en effet, d'une histoire de la guerre civile³. Je suis à

laboris specimen dumtaxat edidi in latino minore, quod nuper ad te misi; majus etiam missurus perlibenter, si occurrerit qui ejus ad te perferendi onus non recuset.

Tertius labor est omnium maximus; civilis nimirum belli historia,

1. *Iesu Christi D. N. Novum testamentum, sive fœdus, Græcè et Latinè, Theodoro Beza interprete. Additæ sunt, eodem autore, summa breves doctrinæ unoquoque Evangelistarum et Act. Apostolicorum loco comprehensæ, Item, Methodi Apostolicarum Epistolarum brevis explicatio. Eiusdem ad illustriss. Principem Ludovicum Borbonium Principem Condensem, et Gallicam nobilitatem verum Dei Evangelium amplexam, præfatio, in qua de Verbi scripti auctoritate et vera eius interpretatione disseritur.* — [Genève], Henri Estienne, 1565, 8°.

2. *Iesu Christi D. N. Novum testamentum, sive Novum fœdus. Cuius græco textui respondent interpretationes duæ, una vetus, altera nova Theodori Beza, diligenter ab eo recognita. Eiusdem Th. Beza Annotationes, quas itidem hac secunda editione recognovit, et accessione non parva locupletavit. Indices etiam duo... etc. Responsio eiusdem ad Seb. Castellionem... etc.* Genève, Henri Estienne, 1565, folio.

3. M. Rodophe Reuss a publié ce passage dans l'*Introduction* qu'il a placée en tête du tome III de l'*Histoire ecclésiastique des Eglises réformées du pays de France* (édition Baum-Cunitz, Paris, 1889). Il l'a fait précéder d'un extrait d'une lettre de Bèze à Pithou, du 22 mai 1565, qui a été publiée dans ce *Bulletin*, t. XXXII, p. 232. Bèze annonce à Pithou qu'il a enfin réussi à réunir les mémoires dont il avait besoin, et qu'il va mettre la main à l'ouvrage que savez. Pour M. Reuss, ni l'un ni l'autre de ces passages ne permettent de conclure que Bèze soit l'auteur de la compilation intitulée : *Histoire ecclésiastique*, etc., et qui a été tirée des mémoires historiques sur les diverses Eglises de France que le président du Consistoire de Genève avait centralisés en ses mains. En effet, en 1565, Bèze ne dit pas qu'il a rédigé l'histoire des guerres civiles, mais seulement qu'il va entreprendre ce travail : ce qui est pourtant bien une forte présomption. Ses multiples occupations ne lui permirent pas de faire paraître cette chronique aussi vite qu'il l'avait espéré, et l'on sait que la 1^{re} édition de l'*Histoire ecclésiastique* ne vit le jour qu'en 1580. — Depuis la publication de l'*Introduction* de M. Reuss, une nouvelle preuve, fournie par un incident relatif à la 1^{re} édition de l'*Histoire ecclésiastique*, est venue corroborer l'opinion contestée par les savants éditeurs Baum-Cunitz-Reuss. Il s'agit de l'intéressante découverte faite par M. Théophile Dufour dans les archives

peine arrivé maintenant à recueillir de toutes parts les mémoires relatifs à cette guerre. Et il y en a tant, que leur poids risquerait d'écraser un âne, voire même un chameau. — Mais pour ce qui concerne ce dernier projet, considérez, je vous en prie, ce que je vous en dis comme un secret que je vous confie à l'oreille.

Quant à la France, à ne considérer que les variations des grands de l'un et l'autre parti, et l'audace des méchants, je ne vois pas trop ce que je pourrais en espérer de bon. Mais je reprends de nouveau bon espoir, lorsque je regarde vers Celui dont la gloire est en jeu.

Le Cardinal et ses partisans tenteront l'impossible, comme des hommes qui se trouvent dans une situation désespérée. Il ne manquera pas de gens pour s'opposer à leurs efforts. Le Roi est assurément d'un excellent caractère, mais il est jeune, et vous ne sauriez croire combien multiples et combien opposées sont les influences qui le dirigent. Mais il est le Roi, néanmoins, et son nom jouit, auprès des Français surtout, d'une autorité que vous auriez peine à imaginer. Cependant je puis vous affirmer que les nôtres sont animés d'un excellent esprit, et que les Églises s'accroissent de jour en jour : et j'espère qu'elles triompheront, au moins par la patience.

cujus commentarios vix tandem undique collegi, tantæ molis, ut camelum, nedum asinum, possint obruere. Sed hoc postremum ego tibi in aurem dictum velim.

De Gallia nescio quid possim mihi polliceri, si varia utriusque factionis principum ingenia et malorum audaciam spectes. Sed rursus bene spero, quum in eum respicio, de cujus gloria agitus.

Cardinalis cum suis nihil non molietur, ut in rebus desperatis. Non deerunt qui se opponant. Rex egregia quidem est indole, sed juvenis est, et vix credas quam variis et multiplicibus consiliis regatur. Rex est tamen, cujus nominis autoritas apud Gallos præsertim tantum valet, ut vix credas. Interea affirmo tibi nostros egregio animo esse, et quotidie crescere Ecclesias, quas saltem patientia superiores fore spero.

Tronchin à Bessinge, dont le résultat est consigné dans le *Bulletin*, t. XXXIX, p. 285-286. Nous estimons donc qu'on a raison de considérer Bèze comme l'auteur principal, ou plutôt comme le compilateur de l'*Histoire ecclésiastique*. Il y a mis en œuvre les matériaux dont il signalait la prodigieuse abondance dès 1565, en se bornant parfois à les juxtaposer simplement, et sans procéder toujours à une critique suffisante de leur valeur et de leur exactitude.

On a saisi des lettres d'Aumale¹, dont je possède une copie, et qui renferment la preuve éclatante d'une conspiration bien avérée. — On dit aussi que Mansfeld² et Bolwiller³ se sont abouchés avec le Cardinal. Je souhaite que ces machinations des méchants se retournent contre leurs auteurs.

Deprehensæ sunt Aumallii literæ, quarum exemplar habeo, manifestæ conspirationis luculentum testimonium continentes. Mansfeldius quoque et Bolvillerus dicuntur cum Cardinale collocti, quæ consilia spero fore malis consultoribus pessima...

Mélanges

L'ANTIPATHIE DE LA FRANCE POUR LE PROTESTANTISME

A PROPOS

DES ANNALES DE LA COMPAGNIE DU SAINT-SACREMENT

(1632-1665)

I

Qui ne connaît la fameuse proposition : *Le Protestantisme est antipathique au caractère français!* Ce caractère, la race dont il est un des éléments principaux, ses traditions, son tempérament, le climat qui l'a formé, que sais-je encore? tout cela ne tolérerait que difficilement les tendances religieuses, littéraires, sociales, voire politiques, que représente ou favorise le Protestantisme. Chacun a lu là-dessus, soit quelques tirades « nationales », soit des dissertations d'allures plus

1. Voir *Bull.*, t. XLVII, p. 436, note 2.

2. Charles, comte de Mansfeld, fils du comte Albert, de la ligne cadette de Mansfeld.

3. Nicélas, baron de Bolwiller, soit Bollweiler, était un des agents de Charles-Quint et de Philippe II. On trouve sa correspondance avec le cardinal de Granvelle dans les *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*. On y voit qu'il reçut en avril 1565 la visite du comte Charles de Mansfeld, mais il ne fut pas question entre eux de négociations entamées avec le cardinal de Guise.

sérieuses, soit encore quelque essai de réfutation de cette théorie plus ou moins suspecte. Je dis plus ou moins, car je ne voudrais pas affirmer que l'incompatibilité d'humeur qui opposerait ou n'admettrait qu'à l'état de lutte ces deux termes protestant et français, ne soit qu'une fiction. Mais, à y regarder de près, cette thèse, qu'on essaye de rajeunir aujourd'hui jusque dans les milieux académiques et très papalins, me fait un peu l'effet des moulins à vent contre lesquels s'escrimait feu don Quichotte, ou, pour parler sans parabole, d'un pur sophisme.

Comment admettre, par exemple, lorsqu'on raisonne, que le peuple qui, à tant de reprises, a versé son sang pour la liberté, ait repoussé d'instinct une religion qui a été avant tout un acte d'affranchissement et qui, au dire de ses ennemis, favoriserait jusqu'à la licence? Ou encore, comment expliquera-t-on, si réellement le Protestantisme répugne au caractère français, qu'il ait fallu des efforts séculaires, accumuler les supplices, les menaces, la proscription et les ruines qu'entraînèrent toutes ces mesures éminemment salutaires, pour empêcher la France d'accueillir trop favorablement la Réforme et les réformés. Je défie bien qu'en rééditant le susdit « cliché », on réponde victorieusement à ces deux seules remarques. Mais il y en a d'autres à faire.

Pourquoi, dès l'apparition de la Réforme, la Faculté de théologie de l'Université de Paris, le Parlement et la royauté multiplièrent-ils les condamnations, arrêts et interdictions? Est-ce parce que les nouvelles opinions étaient mal vues par le peuple ou par les gens instruits? N'est-ce pas plutôt parce qu'elles étaient accueillies avec trop de faveur? Comment soutenir qu'une religion pour laquelle des milliers de Français de toutes conditions bravèrent les plus cruels supplices, était impopulaire en France?

Mais, dira-t-on, le peuple n'a-t-il pas applaudi les bourreaux, coopéré aux massacres qui ensanglantèrent les guerres civiles! A quoi je répondrai : Qui me prouvera que le peuple, toujours cruel lorsqu'on réveille la bête féroce qui sommeille dans ses bas-fonds, n'aurait pas aussi bien applaudi au supplice des bourreaux qu'à celui des victimes? En réalité, là,

comme ailleurs, le peuple, ou plus exactement la populace, a acclamé ce qu'on lui enseignait à acclamer. Jamais, quoi qu'on ait prétendu le contraire, il n'y a eu d'explosions *spontanées* de fanatisme antihuguenot. Ces choses n'existent pas plus que la génération spontanée. Partout où, à propos de processions, de prêches, etc., il y eut des bagarres, des émeutes, des massacres, on peut prouver, l'histoire en mains, qu'il y eut des instigateurs, ce que nous appelons aujourd'hui des *agents provocateurs*. Cela est si vrai, que là, par exemple, où les autorités locales ne se croyaient pas tenues d'obéir à quelques meneurs, voire aux ordres sanguinaires de la Cour, même la Saint-Barthélemy ne fit point de victimes.

II

Il y a longtemps, d'ailleurs, qu'on l'a démontré : Sans la haine indéfectible, inlassable, dont le clergé catholique honora la Réforme, sans l'appui intéressé que lui prêta le bras séculier, le Protestantisme aurait pu se développer en France aussi bien que dans d'autres pays européens. Encore cette proposition est-elle trop absolue, car les membres du clergé n'échappèrent pas tous à la contagion des idées nouvelles. Il y eut plus d'un évêque qui les approuva et, parmi ceux qui les propagèrent, on rencontre au premier rang beaucoup de membres du clergé tant régulier que séculier. Mais ici, comme ailleurs, la masse fut peu à peu fanatisée, entraînée par quelques fanatiques violents et sans scrupules.

On sait quels furent, au xvi^e siècle, les principaux instigateurs et meneurs de la réaction cléricale. On sait le rôle que la *Société de Jésus* a joué au sein de l'Église catholique, comment, malgré les évêques, malgré la jalousie d'autres ordres religieux, elle finit par entraîner et le clergé séculier et régulier, et la papauté et les gouvernements qui avaient fait cause commune avec elle, dans une véritable guerre d'extermination contre l'hérésie¹.

1. Voy. sur ce point, entre autres, *La contre-révolution religieuse au XVI^e siècle*, par Martin Philippon, Paris, 1884. Cf. *Bull.*, 1886, p. 525.

Cette œuvre que le célèbre ordre poursuit encore aujourd'hui, non plus seul comme à l'époque de sa fondation, mais un peu comme *primus inter pares*, ce fut, dès le xvii^e siècle, à qui s'y distinguerait avec le plus d'éclat et y remporterait le plus de victoires. Sous Richelieu, et grâce au célèbre Père Joseph, ce furent surtout les *capucins* qui se placèrent au premier rang dans la chasse au huguenot¹, et, au siècle de la Rochelle, on sait qu'il y avait presque autant de moines de toute robe que de soldats.

Et voici que la *Revue historique*² vient de nous révéler l'existence, l'organisation et le travail jusqu'ici à peu près inconnus³ d'une *Compagnie du Saint-Sacrement*, véritable société secrète qui, après la chute de la Rochelle, se voua principalement au « réveil de l'esprit catholique » et à l'extirpation de l'hérésie huguenote. Ce qui la distingue des ordres religieux proprement dits, c'est qu'elle fut, dès l'origine, surtout une société de laïques, indépendante, à laquelle s'affilièrent des religieux haut placés comme le P. Suffren, confesseur du roi et de la reine-mère, le P. Condren, général de l'Oratoire et confesseur de Monsieur, Gaston d'Orléans, l'abbé Vincent de Paul, qui devait devenir saint Vincent de Paul, l'abbé Olier, fondateur de Saint-Sulpice, et... un abbé Bossuet, qui faisait alors son apprentissage de prélat éminemment... « moderne ».

Malgré une vive opposition de la part des évêques⁴, jaloux

1. Cf. Fagniez, *Le Père Joseph et Richelieu*, Paris, 1894, *Bull.*, 1894, 329.

2. Nov.-déc. 1899, p. 243 à 302.

3. Notre ancien collaborateur, M. A. Leroux, s'était déjà servi, en 1888, d'un registre des délibérations de cette Compagnie, aux mains d'un notaire de Limoges, dans son *Histoire de la Réforme en Limousin*, 122-125 (Cf. *Bull. de la Soc. archéol. du Limousin*, t. XXXIII, 58-76; XLV, 338-416, et *Archives hist. du Limousin*, I, 240-249). — En 1884, dom Beauchet-Filleau a fait, au point de vue catholique, l'histoire du groupe parisien, dans *Le Règne de Jésus-Christ* et, antérieurement (1888-1889), le P. Ch. Clair l'avait faite dans les *Etudes religieuses des Pères de la Compagnie de Jésus* (Cf. *Revue historique* de janv.-févr. 1900, p. 101).

4. Dont beaucoup néanmoins appartenrent à la Compagnie ou eurent sa confiance. M. Rabbe cite l'abbé de Grignan, évêque de Saint-Paul, puis archevêque d'Arles (1643-1689); — Philibert de Brandon, évêque de Périgueux (1648-1652); — Jean Jaubert de Barrau, évêque de Bazas, puis archevêque d'Arles (1630-1643); — Charles de Noailles, évêque de Saint-Flour

de son ambition et de son influence, cette Compagnie dura trente-cinq ans, organisa une cinquantaine de succursales en province¹ et fut, selon les expressions de son récent historien, M. F. Rabbe, « comme la quintessence de l'esprit d'intolérance et de fanatisme qui présida à ce grand mouvement catholique qui devait aboutir à la révocation de l'édit de Nantes, à l'extinction de Port-Royal, à l'abolition de toutes les libertés si chèrement achetées par un siècle de protestation et de luttes ».

III

Grâce au fanatisme agressif et sans scrupules de ses membres, grâce à l'esprit de suite qui ne laissait aucune affaire en suspens, grâce à une enquête détaillée sur la situation de la R. P. R., enquête dont les célèbres *Décisions catholiques* de Jean Filleau (1668) constituent le résultat sommaire, l'œuvre de destruction systématique de l'édit de Nantes, déjà annoncée par la suppression de ses garanties à la chute de la Rochelle, put être menée à bonne fin.

(1610-1646) : — François Fouquet, évêque de Bayonne, 1637, d'Agde, 1643, puis archevêque de Narbonne (1659-1673) ; — François Perrochel, évêque de Boulogne (1644-1682) ; — Alain de Solminiac, évêque de Cahors (1637-1659) ; — Denis de la Barde, évêque de Saint-Brieuc (1642-1675) ; — Tousseint de Forbin-Janson, évêque de Digne (1664-1668), puis de Marseille (1668-1679) ; — Gabriel de Roquette, évêque d'Autun (1667-1707) ; — Bosluet, évêque de Meaux (1681-1704) ; — J.-B. Gault, évêque de Marseille (1642-1643) ; — Fulchran de Barrez, évêque d'Agde (1629-1643) ; — Charles de Bourbon, évêque de Soissons (1656-1685) ; — Pierre de Hardivilliers, archevêque de Bourges (1643-1649) ; — Henri-Louis de la Roche-posay, évêque de Poitiers (1611-1651) ; — François de Péricard, évêque d'Angoulême (1646-1687) ; — Jean-Vincent de Tulles, évêque de Lavaur (1646-1668) ; — Pierre Pingré, évêque de Toulon (1639-1662) ; — Hardouin de Péréfixe de Beaumont, archevêque de Paris (1664-1671).

1. Voici, d'après la *Revue hist.*, la liste chronologique de ces succursales : 1631, Lyon ; 1632, Orléans ; 1632 ou 1633, Angers ; 1635, La Flèche ; 1636, Blois ; 1638, Aix ; 1639 à 1641, Marseille, Cahors, Arles, Tours, Toulouse ; 1642, Poitiers, Caen, Toulon ; 1643, Dijon ; 1644, Grenoble, La Rochelle, Le Puy, Metz ; 1645, Bordeaux, Sens, Laval ; 1649, Alençon, Nantes ; 1650, Angoulême ; 1651, Bazas ; 1653, Soissons, Agen ; 1654, Montpellier ; 1655, Vitry, Vienne ; 1656, Noyon, Pau, Nevers, Morlaix ; 1657, Saint-Brieuc ; 1660, Narbonne. — Dates indéterminées : Périgueux, Rouen, Limoges, Rennes, Amiens, Riom, Clermont, Avignon, Orange, Chartres, Pézenas.

C'est à ce moment, en 1665, un an après avoir obtenu, grâce entre autres à Bossuet, la suppression momentanée du *Tartufe* de Molière qui visait spécialement les dévots de cette Compagnie, que Mazarin se décida à la supprimer à la sollicitation des évêques :

« La Compagnie céda à l'orage et fit son testament. Elle continua de vivre dans les assemblées des paroisses, la compagnie des prisons, l'assemblée de l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital général et le séminaire des Missions étrangères. Pour ce dernier établissement, l'évêque de Babylone donna toutes ses maisons situées dans la rue du Bac, moyennant une pension qu'on lui accorda durant sa vie. Mon frère, Louis de Voyer d'Argenson, autrefois abbé de Beaulieu et doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois, fit ce séminaire son légataire universel. Toute ma famille et moi, nous avons approuvé de tout notre cœur cette pieuse fondation. Je fus l'un des commissaires nommés par la Compagnie pour s'occuper de ce saint ouvrage. »

Ainsis'exprime Marc-René de Voyer d'Argenson qui rédigea les *Annales* de la Société, aujourd'hui conservées parmi les manuscrits de la Bibliothèque nationale (14489 du fonds français), d'où M. F. Rabbe a eu la bonne fortune et l'à-propos de les tirer, et d'où nous avons extrait, pour nos lecteurs, ce qui concerne la R. P. R.

« La première idée (de la Compagnie) en avait été conçue, dit-il, en juin 1627, par un des grands seigneurs les plus acharnés à la ruine du Protestantisme, le duc Henri de Lévis de Ventadour, le fils de cet Anne de Lévis qui, de son château de la Voulte, avait dirigé, pendant la guerre de religion de 1619 à 1622, les opérations de l'armée catholique contre l'héroïque cité de Privas. » Et c'est au couvent des capucins de la rue Saint-Honoré à Paris que cette idée se développa dans des entretiens entre Henri de Lévis, le P. Philippe d'Angoumois et l'abbé de Grignan. Interrompues par la guerre contre les protestants du Languedoc, ces conférences hebdomadaires reprirent en novembre 1629. Et c'est lorsqu'en 1630, de nouvelles affiliations parmi lesquelles on remarque, hélas ! *M. d'Andelot et M. de Coligny, son fils, ecclésiastique*, eurent fortement accru le nombre des membres primitifs, que ce

nouvel ordre s'était constitué et avait ouvert ses registres le 23 juillet.

Quand, en parcourant les extraits qui suivent, on voudra bien les rapprocher des faits actuellement connus de notre histoire, on constatera qu'il n'y a pas eu une seule prétendue « explosion de fanatisme antihuguenot » qui n'ait pas été provoquée, secrètement, cela va sans dire, par les délibérations clandestines de ces bandes de conspirateurs dévots disséminés sur toute la surface du territoire français.

De même qu'on peut démontrer aujourd'hui que l'anti-sémitisme, par exemple, n'a nullement été un « mouvement national ou spontané », mais est l'œuvre de quelques individus embusqués dans des feuilles politiques, comme dans un bois mal famé, pour détrousser leurs semblables, de même on peut, grâce à ces documents, connaître au moins une partie du complot qui aboutit à la ruine du Protestantisme français.

La Révocation n'a été signée, il est vrai, que vingt ans après la dissolution de la Compagnie du Saint-Sacrement. Mais celle-ci avait préparé l'œuvre, montré les moyens à employer et le chemin à suivre, de sorte que le haut clergé séculier, qui l'avait fait dissoudre, n'eut qu'à continuer dans la voie ouverte avec tant de succès. Et, en fait, ce fut désormais l'agence générale du clergé et les assemblées périodiques de ce dernier¹ qui reprirent le dessein de la susdite Compagnie et le poursuivirent jusqu'à la ruine définitive de l'édil de Nantes.

N. WEISS.

1632

Comme les hérétiques P. R. ont plus attaqué le très saint sacrement que les autres ennemis de l'Eglise, aussi la Compagnie a-t-elle toujours pris un grand soin de les combattre et d'empêcher leurs

1. On verra ci-après qu'il est plusieurs fois question, dans les délibérations de la Compagnie, de l'action à exercer sur les assemblées du clergé, et on pourra se convaincre de l'efficacité de ces démarches, en rapprochant ce qui est dit, par exemple, aux années 1655, 1660 et 1665, des *Procès-verbaux* desdites assemblées pour ces mêmes années.

entreprises. Elle fit alors supprimer un libellé intitulé *le Jubilé*¹, plein de railleries et de blasphèmes contre l'Eglise romaine. Elle dénonça vers le même temps à M. le procureur général un médecin huguenot de Loudun, qui, pour entrer dans l'office de receveur des tailles, avait simulé une abjuration publique de son hérésie, qu'il professa deux jours après. Sur l'avis qui en fut donné au roi par la Compagnie, un arrêt du conseil déclara sa réception nulle et lui ordonna de se défaire de sa charge. L'arrêt fut délivré gratis, et on l'envoya signifier sur les lieux aux dépens et par les soins de la Compagnie.

1633

Une femme hérétique fut, cette même année 1633, condamnée à mort par le bailli de Saint-Germain, pour d'horribles blasphèmes contre le saint sacrement. Cette femme en appela à la Chambre de l'édit, et sur ce que ceux de la R. P. R. avaient obtenu qu'elle serait renvoyée et absoute, la Compagnie en fit parler à M. le procureur général, qui fit rétorquer l'arrêt de renvoi, et cette femme fut jugée à Paris.

1635

Les huguenots manquant dans les rues au respect du saint sacrement que l'on porte aux malades, la Compagnie en fit plainte aux magistrats, et l'on examina les articles de l'édit de Nantes sur ce sujet, pour les faire observer plus exactement².

Un hérétique prisonnier, qui dogmatisait dans la prison du Petit Chatelet, est mis au secret et privé de toute communication avec les catholiques.

1636

Le 3 juillet 1636, la Compagnie jugea important d'obliger les médecins, après leur première ou leur seconde visite, de ne pas retourner voir leurs malades, s'ils n'avaient fait appeler un confesseur. La Compagnie aurait voulu qu'on en fit faire le serment aux médecins en prenant le bonnet de docteur. Elle ne put jamais,

1. Il s'agit du livre de Ch. Drelinecourt, *Du jubilé des Eglises réformées avec le jubilé de l'Eglise romaine* (Charenton, 1627) que F. Véron entreprit de réfuter en 1644 (E. Benoît, III, 20). Nous devons cette note et quelques autres à M. P. Fonbrune-Berbinau.

2. L'édit de Nantes ne prescrivant rien, on obtint aux injonctions de la Compagnie, au moyen de l'arrêt des *grands jours de Poitiers* (20 sept. 1634) et du *Conseil* du 23 oct. 1640 (E. Benoît, II, 542, 596).

malgré toutes les peines qu'elle prit à ce sujet, établir une si sainte coutume. On eut recours à la puissance ecclésiastique, et M. l'archevêque de Paris fit une ordonnance sur ce sujet; mais elle n'eut d'effet qu'à l'égard de quelques médecins plus vertueux que les autres et de quelques familles de piété¹.

1637 et 1638

La Compagnie invite les prédicateurs à déclamer contre les indécences qui se commettent dans les églises et contre le saint sacrement porté aux malades. Le 26 juillet, tous les confrères sont invités à l'accompagner par les rues toutes les fois qu'ils le rencontreraient, et la coutume s'établit de demander à chaque séance par la bouche du supérieur si l'on avait accompagné le saint sacrement, et tous ceux qui en avaient eu la grâce se découvriraient en disant tout haut : « J'ai reçu cet honneur-là ». On trouva qu'il était nécessaire de faire porter le saint sacrement sous un dais et de le faire accompagner davantage. En conséquence, au mois de janvier 1639, M. le supérieur et M. Amelotte furent députés vers messieurs les curés de la ville pour les prier de mettre ordre à ces indécences, et tous les confrères furent conviés de donner par écrit les vœux qu'ils auraient sur ce sujet. Cette affaire fut discutée pendant plusieurs années, et le 24 juillet 1642, il fut arrêté qu'on présenterait au grand vicaire un mémoire imprimé sur ce sujet par ordre de l'évêque de Poitiers, qui portait indulgences pour ceux qui l'observeraient dans son diocèse. Ce mémoire fut lu au conseil de l'archevêque de Paris, approuvé et mis en pratique. A partir du 4 septembre 1642, toutes les assemblées de la Compagnie se terminèrent par ces paroles : « Loué soit le très saint sacrement de l'autel ! » Ce fut aussi grâce à la Compagnie que l'usage s'introduisit dans les églises de faire voiler le saint sacrement avant et pendant le sermon.

La Compagnie prit alors soin de faire réformer une tapisserie pleine de figures injurieuses aux cérémonies de l'Eglise, que l'on voulait transporter hors du royaume, et dont les hérétiques se seraient prévalus au désavantage des catholiques. Elle fit aussi supprimer un livre plein de blasphèmes composé par un ministre contre le saint sacrement²; et dans toutes les affaires qu'on a entreprises contre les huguenots en divers endroits du royaume, elle a toujours fait solliciter les magistrats pour en tirer toute la justice

1. Arrêt du Conseil du 30 juin 1637 (E. Benoît, II, 565). Voir aussi 1652.

2. Peut-être Edme Aubertin, *L'eucharistie de l'ancienne Eglise*, 1633.

que les affaires de l'Etat ont pu permettre de rendre contre les ennemis de l'Eglise catholique¹.

Un prêtre qui s'était fait hérétique pour se marier s'était retiré à Sedan avec la malheureuse compagne de son péché. La Compagnie fut touchée de ce désordre et envoya à quelqu'un de sa confiance sur les lieux l'arrêt qui défend aux prêtres apostats de se marier, afin de faire arrêter celui-ci pour servir d'exemple².

Vers ce même temps, la Compagnie s'opposa de toutes ses forces à l'établissement d'une académie huguenote dans le faubourg Saint-Germain. Mais la cour, par la considération de quelque puissant protecteur étranger, permit de la faire. Cependant, comme l'..... voulut prêcher à la mode dans son académie, la Compagnie se remua tout de nouveau pour l'empêcher, et elle en vint à bout, comme aussi chez un colonel étranger de la même religion, dont elle empêcha l'exercice.

Ces entreprises donnèrent sujet à la Compagnie de réveiller son zèle pour s'opposer à la liberté que voulaient se donner les hérétiques de faire ce qui n'était pas permis par les édits. Ainsi, elle fit écrire aux Compagnies de province pour leur demander des mémoires de tout ce qui se passait dans leurs quartiers sur les entreprises des huguenots. La Compagnie de Marseille en envoya de fort bons, dont M. de Morangis fut chargé. Il fit donner sur ce sujet un arrêt au conseil pour servir de règlement, comme aussi pour défendre aux hérétiques d'exercer leur religion dans le diocèse de Grasse, où il n'a jamais été permis³. La Compagnie jugea lors qu'il était important qu'elle s'appliquât à inspirer aux magistrats de réprimer avec soin les entreprises de ces hérétiques. Pour cet effet, elle fit recueillir tous les édits, déclarations et arrêts donnés sur cette matière; et l'on en rapporta un grand nombre dont on envoya les copies à M. Filleau, de la Compagnie de Poitiers, pour les insérer dans le recueil qu'il a fait des règlements institués contre les malicieuses entreprises des religionnaires. L'Assemblée jugea fort à propos d'envoyer à toutes les Compagnies l'arrêt du Parlement de Paris, qui défend aux patrons hérétiques de s'ingérer à nommer aux bénéfices qui dépendaient de leurs seigneuries⁴. De plus, la Compagnie empêcha les hérétiques de Metz de multiplier leurs prêches dans les maisons qu'ils achetaient aux environs de la ville; un con-

1. Cf. le discours de l'évêque d'Orléans en 1636 (E. Benoît, II, 553).

2. Voy. l'affaire Tridon (*France prot.*, 1^{re} éd., IX, 421, E. Benoît, II, 593).

3. Arrêt du 16 déc. 1642 (E. Benoît, II, 606). Voir 1644.

4. Arrêt du 6 févr. 1678 sollicité dès 1636 (E. Benoît, II, 560, III, 88).

sciller huguenot au présidial de Caen de jamais présider; des particuliers de cette religion d'entrer dans des offices de l'hôtel de ville et des ports de Paris, et une huguenote d'être reçue maîtresse lingère, bien qu'elle eût des lettres pour cet effet¹. Sachant que les hérétiques s'assemblaient tous les lundis dans Paris en diverses maisons pour y tenir leur consistoire, elle y mit bon ordre, MM. de Morangis et d'Argenson agissant de concert.

1639

Le zèle des missions s'échauffe lors puissamment dans la Compagnie. Missions dans l'île de Malte, dans les environs de Paris, de Tulle, dans le bailliage de Gex, tout rempli d'hérétiques. On pousse même jusqu'au Levant, aux dépens du coffret...

On empêcha vers ce temps le débit d'un livre huguenot : *L'Anatomie de la messe*, et l'impression d'un autre fort méchant livre contre la pénitence et le respect dû aux pasteurs de l'Eglise; l'auteur s'appelait François d'Oches², et l'avis en fut donné par la Compagnie de Bordeaux. Celle de Poitiers donna aussi avis d'un autre écrit impie plein de railleries sur le sacré mystère de la Trinité et une paraphrase insolente sur le Cantique de Siméon. L'on tracassa autant qu'il se put pour empêcher le scandale de ces livres.

1642

En 1642, M. d'Argenson eut l'intendance de la province de Poitiers, où son frère l'abbé était prieur de Saint-Nicolas de Poitiers. Sous son intendance, la Compagnie de Poitiers rendit de grands services à l'Eglise contre les hérétiques³.

1643

Etablissement à Marseille d'un hôpital pour les forçats, achevé en 1645 par les soins de Mme la duchesse d'Aiguillon et de M. Vincent.

Quatre confrères en sont nommés directeurs. M. Gault, évêque de Marseille⁴, assisté de la Compagnie, fit alors une mission de grand éclat dans toutes les galères. Bien des hérétiques et des Turcs se convertirent par les prédications de ce saint prélat, qui mourut quatorze jours après en opinion de sainteté. De nombreux miracles furent opérés sur son tombeau.

1. E. Benoît, III, 39.

2. François Clouet ? (E. Benoît, II, 610, *France prot.*, 2^e éd., IV, 479).

3. Voir plus loin années 1644 et 1645.

4. Jean-Baptiste Gault, de 1642 à 1643.

1644 et 1645

Arrêts rendus contre les huguenots d'Antibes et de Grasse en faveur de M. l'évêque de Grenoble, qui en fit de grands remerciements à la Compagnie...

En 1645, la Compagnie de La Rochelle se signala contre les entreprises du ministre Vincent, un des faux zélés de la secte. Les huguenots avaient surpris quelques ordres du roi pendant leur synode national qui se tint cette année, touchant les fauteurs pour la procession du saint sacrement et pour l'entrée aux arts et métiers des originaires de la ville. Ils s'avancèrent même à commencer un collège pour la langue latine. Mais M. d'Argenson, lors intendant en Poitou et en Aunis, averti et sollicité par la Compagnie de Paris de tout ce qui se passait, en écrivit fortement à la cour et en reçut des ordres tout contraires. De sorte qu'il fit de sévères défenses aux hérétiques de continuer leur collège¹, et il empêcha que l'on ne reçut dans les arts et métiers aucun apprenti de la R. P. La Compagnie fut si bien consolée du bon succès de sa sollicitation qu'elle en remercia M. d'Argenson par une lettre du 25 juillet².

La Compagnie de Poitiers donne avis d'une nouvelle coutume que les hérétiques prêchaient, de porter la Cène à leurs malades, et demande des moyens d'empêcher cette nouvelle pratique. On y a pourvu depuis par le soin des magistrats, et s'ils la donnent à leurs malades, c'est si secrètement qu'on ne s'en aperçoit pas. La même Compagnie demande tous les arrêts rendus contre les hérétiques pour fortifier l'ouvrage de M. Filleau.

La Compagnie de Metz se plaignit de la protection trop grande donnée aux hérétiques par les personnes d'autorité. M. le comte de Brienne, secrétaire d'Etat, sur la sollicitation de la Compagnie de Paris, promit d'écrire de la part du roi au gouverneur de Metz pour appuyer les catholiques, ainsi qu'on avait fait à Sedan³. — L'hôpital de Metz était alors réduit en si misérable état par l'administration d'un hérétique qu'on y avait préposé que la Compagnie s'en plaignit à celle de Paris; celle-ci obtint une lettre de cachet qui fut envoyée au gouverneur : cette lettre et les soins qu'on prit dans la suite de le faire agir apportèrent des remèdes à tous ces désordres.

1. Voy. cette ordonnance dans le *Bulletin* de 1892. 468.

2. E. Benoit, III, 165.

3. *Ibid.*, III, 41.

1646

La Compagnie de Bordeaux demande les bons offices de la Compagnie de Paris dans l'entreprise de la démolition du prêche d'Archiac¹, en Saintonge, bâti depuis l'édit, et pour l'établissement d'un refuge à Bordeaux; puis elle implore son aide au sujet de plusieurs procès entrepris contre les hérétiques de Pujol², de Bergerac³, de Castillon, où le Parlement de Guyenne avait été fort favorable aux hérétiques, et sur ce qu'il y eut procès au conseil pour les mêmes affaires. Elle demande que la Compagnie de Paris sollicite pour la bonne cause : ce qui fut fait.

1647 et 1648

La Compagnie de Bordeaux fait donner un grand arrêt au Parlement pour réprimer les entreprises et les insolences des hérétiques et prie la Compagnie de Paris de soutenir cet arrêt, en cas que les P. R. le soumettent au Conseil pour le faire casser⁴.

Une des plus importantes affaires de ce temps-là (1648), ce fut celle que la même Compagnie de Bordeaux entreprit à la sollicitation de celle de Paris contre les filles du comte de Marennes, huguenot. Elles avaient commis de grandes irrévérences dans l'église du bourg de Marennes le jeudi saint contre l'honneur dû au saint sacrement. Le curé s'en plaignit au Parlement de Bordeaux, et la Compagnie fit toutes les diligences nécessaires pour tirer raison de cet attentat. Il y eut arrêt portant qu'il en serait informé. Un conseiller se transporta sur les lieux, mais M. de Liancourt écrivit au comte de Marennes et lui conseilla de désavouer ce sacrilège dans la meilleure forme que l'on pourrait désirer d'un homme de sa qualité, et de la religion : ce qui fut exécuté avec la participation du Parlement de Bordeaux, qui fit faire une satisfaction convenable pour réparer les scandales que ces demoiselles avaient causés.

La Compagnie de Bordeaux obtint encore deux arrêts contre l'élection d'un échevin huguenot dans la ville de Saintes.

Cette même année, la Compagnie de Rouen prie celle de Paris de prévenir M. et Mme de Longueville pour les obliger de ne point recevoir les députations que leur faisaient les P. R. lorsqu'ils arri-

1. Ordonnée par arrêt du Conseil du 14 déc. 1672 (*Ibid.*, IV, 219).

2. Arrêt du parlement de Bordeaux, du 2 mars 1646 (*Ibid.*, III, 61).

3. N'aboutit qu'en 1682 (*Ibid.*, IV, 524).

4. Arrêt du 31 janvier 1647 (*Ibid.*, III, 74).

vaient à Rouen, parce que ces hérétiques ne font point de corps dans l'État et qu'ainsi ils n'ont pas le droit de députer.

La Compagnie de Limoges écrivit au mois de juillet qu'il n'y avait que quatre familles d'hérétiques dans leur ville, et qu'étant en si petit nombre, le Parlement de Bordeaux leur avait fait défense de s'assembler, ce qui avait donné lieu aux enfants de démolir le temple jusqu'aux fondements; mais que les huguenots avaient obtenu un arrêt du Conseil et une lettre de cachet à l'intendant pour le faire rétablir¹.

Plusieurs Compagnies de province réchauffent leur zèle pour empêcher les entreprises des huguenots contre les édits qui leur ont donné la liberté de professer leur P. religion : la Compagnie d'Arles, pour détruire un temple; celle de Metz², pour en détruire plusieurs et n'en laisser que trois permis par le roi; et pour empêcher qu'il n'y ait tant d'officiers hérétiques dans les Compagnies des bourgeois de la ville et que les juifs ne s'établissent dans les campagnes; celle de Blois, pour appuyer une sentence rendue contre une personne de qualité, mais hérétique, qui avait commis des irrévérences contre le saint sacrement.

1649

Le 20 août, la Compagnie de Poitiers, toujours très zélée à s'opposer aux entreprises des religionnaires, écrit à celle de Paris pour empêcher que le fils d'un hérétique ne fût reçu dans la charge de son père, et afin que les procureurs hérétiques interdits par plusieurs arrêts du conseil n'entrassent point dans leurs fonctions. La Compagnie de Paris s'employa fortement dans ce sens. Mais ses succès dépendaient souvent des conjonctures des affaires générales; et quoique la cour fût toujours pleine de bonne volonté et de droites intentions pour détruire peu à peu l'hérésie et empêcher tous les hérétiques d'entrer dans les charges, elle était souvent forcée de garder des mesures pour ne pas s'attirer des affaires de la part des étrangers. Car les religionnaires de France ont toujours conservé avec eux de grandes correspondances pour se soutenir contre les vrais intérêts de l'État, et tous ces entêtés de fausse religion ont toujours été de pernicious sujets³. Tous les avis qui venaient des con-

1. E. Benoît, III, 290.

2. *Ibid.*, III, 538.

3. C'est après la révolution de 1648, en Angleterre, qu'on commença à accuser les protestants français de pactiser avec l'étranger (E. Benoît, III, 106).

fréries touchant les contraventions aux édits et les entreprises des hérétiques étaient soigneusement conservés; et quoiqu'on ne pût pas les faire réussir dans le temps qu'ils étaient donnés, on en venait à bout dans la suite, soit par des rencontres heureuses que l'on obtenait, soit dans l'occasion des assemblées du clergé, où la Compagnie agissait puissamment, par le moyen des évêques de sa confiance et zélés pour le bien de la religion.

1650

A la Rochelle, les huguenots, étant en bien plus grand nombre, prétendaient être en droit de faire l'assiette des tailles, et avaient obtenu par surprise quelques arrêts pour cet effet. Mais enfin le Conseil rendit justice aux catholiques, et la Compagnie de Paris sollicita fort ceux qui tenaient les places d'autorité pour empêcher que le grand nombre n'opprimât le plus petit dans cette ville.

La Compagnie embrasse particulièrement la protection des *nouveaux convertis*, quand les Compagnies de province lui recommandent quelqu'un, et elle les aide avec grand soin.

1651

Au commencement de cette année, à la Rochelle, un hérétique de qualité s'étant converti, sa femme et tous ses parents huguenots lui voulaient ôter ses enfants. La Compagnie en écrivit à celle de Paris, qui la servit efficacement.

La Compagnie de Bordeaux se plaint de la facilité avec laquelle les hérétiques obtenaient des lettres de cachet et des arrêts pour être mis en diverses charges, et sur ce sujet on pria plusieurs personnes d'en faire considérer les conséquences à ceux qui pouvaient remédier à ce désordre.

1653

Le 2 octobre, on eut avis que les huguenots avaient établi un hôpital dans un faubourg de Paris. La Compagnie prit des mesures pour lui donner la chasse et en faire porter les lits à l'Hôtel-Dieu; ce qui s'est exécuté diverses fois par les soins de l'Assemblée.

Le 6 novembre, la Compagnie, ayant un avis que les huguenots voulaient établir un collège à Canilly, en Normandie, résolut de travailler pour empêcher ce mauvais établissement.

1654

Le 8 janvier la Compagnie reçoit avis des contraventions que les huguenots faisaient aux édits en plusieurs endroits du royaume;

elle nomme des commissaires pour les examiner avec soin et y procurer les remèdes nécessaires par l'autorité du roi et par les arrêts de son Conseil. Elle s'oppose à l'établissement d'un prêche que les huguenots voulaient faire dans un faubourg de Bordeaux.

La Compagnie s'emploie à faire rentrer les apostats d'Orange dans leurs monastères. Elle travaille aussi, mais toujours avec peu de succès, à extirper le compagnonnage avec l'aide des magistrats. Pour remédier au mal, elle fonde de pieuses congrégations de compagnons imprimeurs, de frères cordonniers et tailleurs.

Le 16 juillet, elle nomme plusieurs particuliers pour conférer sur les contraventions des religionnaires aux édits, afin d'en donner le mémoire à ceux qui avaient ordre du roi de les réprimer.

1655

Le 28 mai, on donna avis à la Compagnie qu'un père huguenot avait abandonné ses cinq enfants, n'ayant secours assuré de quoi que ce soit. Quatre personnes de l'Assemblée se chargèrent d'en prendre chacun un, et Mme la duchesse d'Aiguillon voulut avoir le cinquième.

On eut avis que les médecins de la R. P. R. de Rouen sollicitaient pour être admis dans le corps des médecins de cette ville. La Compagnie jugea qu'il était important de l'empêcher et y travailla. Le 23 septembre, elle chargea quelqu'un de ses membres d'inspirer à M. le garde des sceaux, Molé, de faire mettre la clause de la religion catholique dans toutes les lettres de maîtrise, à peine de nullité, et cet avis dans la suite a produit d'excellents effets.

Le 18 novembre, on proposa de détruire de nouveau l'hospice des huguenots qui se trouvait lors dans la paroisse de Saint-Étienne-du-Mont, et le soin en fut laissé à la Compagnie de cette paroisse, qui fut établie en ce temps-là¹.

A la fin de cette année, on nomma des commissaires pour examiner les mémoires des Compagnies de province contre les religionnaires pour les présenter à MM. du clergé, dont l'assemblée se tenait en ce temps-là².

1656

Assemblée chez M. de Liancourt pour délibérer sur l'achat d'une maison propre aux nouveaux convertis, c'est par là qu'a commencé

1. Cet hôpital, situé « au quartier de l'Estrapade », fut supprimé par arrêt du Parlement du 10 juin 1660 (E. Benoît, III, 331).

2. Voy. la harangue de l'archevêque de Sens (*Ibid.*, III, 198 et 203).

l'établissement qui s'est fait au faubourg Saint-Victor. La maison fut achetée sur la caution de plusieurs membres de la Compagnie.

1657

Sur l'avis qu'on avait qu'il se faisait une assemblée de luthériens dans une maison particulière du faubourg Saint-Germain, les magistrats en furent avertis, et ils empêchèrent la suite de cette entreprise et de cet exercice de R. P. qui n'était point permis en France.

Le 22 juin, on rapporte que, par les soins de la Compagnie et les avis qu'elle avait donnés à M. le chancelier, on avait mis à la Bastille un trembleur d'Angleterre (un quaker), qui dogmatisait dans Paris.

1658

Le 4 juillet, on proposa de faire sortir du royaume l'apostat Labadie. Mais je n'en vois pas la suite; je sais seulement que ce malheureux se retira à Orange, et je crois qu'il a fini ses jours en Hollande¹.

1659

Le 16 janvier, sur le rapport de la profession d'hérésie qu'avait faite un mauvais prêtre avec des termes fort injurieux à l'Eglise, la Compagnie résolut d'en poursuivre la punition par les voies que le roi a établies sur ce sujet, et M. le coadjuteur de Narbonne promit de le faire à ses dépens.

La Compagnie s'oppose fortement à l'exercice public que les Anglais, en garnison à Amiens, demandaient de leur religion, et la chose leur fut refusée.

Sur un avis certain donné à la Compagnie, elle écrivit à M. l'abbé de Brizacier, lors à Rome, de faire savoir au pape que depuis trente ans on n'avait point vu de synode dans Avignon, afin que sa Sainteté y mit l'ordre qu'elle trouverait à propos.

La Compagnie représente à la Cour qu'il était important d'empêcher que les personnes de la R. P. R. ne prissent de jeunes pensionnaires. Elle trouva nécessaire aussi d'empêcher dans Amiens l'établissement de plusieurs maitres artisans de la R. P. R.; pour cet effet, elle sollicita un ordre de la cour pour faire mettre dans toutes les lettres de maitrise la clause de la religion catholique.

1660

Le 1^{er} avril, on propose d'empêcher que les sages-femmes huguenotes n'entrent dans les églises pour y porter les enfants au baptême.

¹ Voy. *France Prot.*, VI, 142.

Le même jour, on eut avis de l'abjuration publique du sieur Coticby, premier ministre de la R. P. R. à Poitiers, entre les mains de l'évêque, le jeudi saint, à la porte de l'église cathédrale¹.

Le 25 avril, les lettres patentes de la maison des nouveaux convertis sont vérifiées au Parlement.

Comme alors, dans l'Assemblée du clergé, il y avait des prélats pleins de bonne volonté pour détruire l'hérésie, ils demandèrent à la Compagnie des mémoires pour mettre ordre aux entreprises des huguenots². Sur cette proposition, on nomma des commissaires pour travailler à l'examen des contraventions par eux faites à l'édit de Nantes, et M. L'Eschallier, maître des comptes, homme de solide vertu et de grand sens, fut chargé de faire une lettre circulaire pour l'envoyer à toutes les Compagnies, afin d'avoir des mémoires assurés de toutes les contraventions présentes à cet édit. Cela fut exécuté ponctuellement, et l'on confia tous les mémoires que l'on en reçut à M. l'évêque de Digne, de la maison de Forbin-Janson, après évêque de Beauvais et cardinal, dont M. le prince de Conti répondit à la Compagnie comme d'un prélat plein de zèle, bien qu'il fût fort jeune; aussi n'y fut-on point trompé. Car ses soins produisirent de grands effets, et ce fut le commencement de la destruction de l'hérésie dans le royaume.

Le 1^{er} juillet, M. le prince de Conti fut admis dans la Compagnie de Paris, comme ayant été reçu dans celles de son gouvernement du Languedoc.

Comme il était très zélé contre les huguenots, il fut adjoint à la commission chargée de réprimer les contraventions à l'édit de Nantes³.

1661

Le 3 novembre, on lut la lettre que j'écrivais d'Angoulême sur le sujet des contraventions à l'édit de Nantes. Une longue maladie qui me retint en Angoumois me donna le loisir de dresser de bons mémoires pour agir contre les huguenots, sur lesquels on a depuis agi pour ce qui regardait cette province.

1663

Les assemblées deviennent de moins en moins nombreuses et se tiennent de loin en loin. Le 26 avril, on empêcha qu'un huguenot

1. Cf. *France prot.*, 2^e éd., IV, 751; E. Benoit, III, 323.

2. E. Benoit, III, 340 et 368.

3. *Ibid.*, III, 634.

faussement converti pour entrer dans une charge de la bouche du roi y fût reçu.

1664

29 juillet. — On représenta qu'il fallait empêcher que les huguenots n'entrassent dans la Compagnie du commerce, et l'on résolut d'y travailler par divers moyens.

22 août. — La Compagnie contribue à une mission dans le Poitou, à Saint-Maixent¹, une des plus éclatantes de ce temps-là.

28 septembre. — On y rapporta un grand succès pour les affaires de la religion en Dauphiné contre les P. R., par la suppression de plusieurs temples². — Election des nouveaux officiers. Il semblait que la Compagnie se préparât à finir en faisant son testament, et qu'elle disposait toutes choses pour suppléer aux affaires qui regardaient la gloire de Dieu et le secours du prochain lorsqu'elle ne serait plus.

1665

24 février. — On résolut de poursuivre un arrêt au Parlement de Normandie contre un relaps.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

La reine de Navarre en Angleterre et en France.

C'est assurément une bonne pensée que celle à laquelle a obéi Mme James Darmesteter lorsqu'elle s'est proposé de retracer pour le grand public qui l'ignore absolument, un portrait aussi vivant, aussi moderne que possible de la Marguerite des Marguerites³. Comme tous ceux qui ont étudié d'un peu près la vie et les écrits de la sœur de François I^{er}, elle a été intéressée, charmée par

1. Cf. A. Lièvre, *Hist. des prot. du Poitou*, II, 65.

2. Arrêt du Conseil du 18 sept. 1664 (E. Benoit, III, 591).

3. MARY JAMES DARMESTETER, *La reine de Navarre (Marguerite d'Angoulême)*, traduction de l'anglais par Pierre Mercieux, 1 vol. de iv-320 p. in-18. Paris, Calmann Lévy, 1900.

4. Aux travaux de M. A. Lefranc sur cette princesse, que nous avons signalés antérieurement, il faut ajouter *Marguerite de Navarre et le Platonisme de la Renaissance* dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*. 1897 et 1898.

cette intelligence d'élite, par ce cœur pur et compatissant, et elle a voulu nous faire partager ses impressions. On aurait donc mauvaise grâce à lui demander une exactitude rigoureuse, ou même un récit chronologique. Mais je crains qu'elle ne se soit pas assez méfiée de la facilité avec laquelle ce genre littéraire s'éloigne de l'histoire proprement dite. Ainsi, des faits connus et certains, comme le mariage de Louise de Savoie, à 12 ans, avec le duc d'Angoulême, de 16 ans plus âgé qu'elle et depuis longtemps en relations intimes avec une fille d'honneur de sa mère Jeanne de Polignac, ne nous permettent guère de nous représenter la mère de Marguerite comme une personne alors déjà fort instruite et particulièrement éprise de son mari. — Je n'ai pas été moins surpris de lire (p. 17) que, dès 1514, Louise était en train de réformer l'Église, et sa fille, plongée dans les Commentaires de Lefèvre d'Étaples, qu'elle ne connut et ne fréquenta que cinq ou six ans plus tard. Par contre, en 1522, elle connaissait et appréciait si bien, ainsi que sa mère, ceux qui alors à Meaux travaillaient à la Réforme, qu'il est absolument impossible d'admettre que Louise les ait désignés dans son *Journal* par les termes « d'hypocrites noirs, gris, enfumés » (p. 50). — Ailleurs (p. 122) l'auteur nous apprend que c'est Marguerite qui envoya Calvin à Genève, que ce dernier (141) fut le fils d'un tonnelier, qu'il écrivit en 1533 l'*Institution*, qui est de 1536, et qu'il échappa au cachot à Angoulême, grâce à une intervention inédite de sa protectrice. Ces méprises et quelques autres n'empêchent pas, toutefois, ce petit volume d'être d'une lecture facile et agréable.

Il avait paru en anglais quinze ans avant d'être écrit à nouveau en français. Il n'est pas le seul qui ait été consacré à Marguerite en Angleterre dans ces dernières années. Le bibliothécaire et secrétaire de la Société royale de littérature du Royaume-Uni (*Royal Society of Literature of the United Kingdom*), M. P. W. Ames, F. S. A., a été amené à la présenter au public lettré de son pays en une notice solide et intéressante. Cette notice sert d'introduction à une véritable rareté bibliographique. C'est la reproduction photographique de chaque page d'une traduction anglaise du célèbre *Miroir de l'âme pécheresse*¹. Et devinez de qui est cette traduction ? Elle fut écrite et dédiée à Catherine Parr en 1544, telle que nous la rend

1. *The mirror of the sinful Soul, a prose translation from the french of a poem by Queen Margaret of Navarre, made in 1544 by the Princess (afterwards Queen) Elizabeth then eleven years of age, reproduced in facsimile, with portrait, for the Royal Society of Literature of the United Kingdom...* Asher and Co, London, 1897. 45 pages et 65 folios in-8.

la photographie, par la jeune princesse qui devint plus tard la reine Elisabeth et qui n'avait alors que 11 ans.

Assurément ce travail très soigné, fort peu folâtre, éminemment sérieux par contre et abstrait, témoigne de l'application régulière, soutenue, et aussi des connaissances linguistiques de la jeune princesse. En même temps il prouve que les productions pieuses de la sœur de François I^{er} n'étaient pas moins appréciées au delà qu'en deçà de la Manche, et qu'on ne pensait pas alors pouvoir familiariser trop tôt une jeune Majesté avec les grands et difficiles problèmes où se complaisait la mystique correspondante de Brignonnet. Un beau portrait de la princesse lettrée accompagne cette reproduction artistique de son œuvre, aujourd'hui conservée dans sa reliure originale également brodée par elle, à la Bibliothèque Bodléienne d'Oxford, et déjà une première fois donnée au public anglais dans un petit livre imprimé en avril 1548 par John Bale et intitulé « *A Godly-Medytacyon of the Christen soule concerninge a love towardes God and hys Christe.* »

N. W.

CORRESPONDANCE

La Table générale du « Bulletin ». — Nous avons reçu, à quelques mois de distance, les deux lettres qui suivent :

« Mazamet, Tarn, 29 août 1899.

« Monsieur,

« Je prends la liberté de vous écrire pour vous engager vivement à publier, avec la cinquantième année du *Bulletin*, la Table générale avec index, des matières contenues dans ces cinquante années.

« J'ai lu, dans le rapport de 1897, que la chose a été commencée, puis abandonnée, faute de ressources. Il me semble que si cette dernière question s'oppose seule à cette publication, il serait facile de répandre un appel dans le *Bulletin* ou autre part, pour trouver les fonds nécessaires.

« Je suis abonné au *Bulletin* depuis 1890 et je me suis procuré la collection complète depuis 1853 ; il me semble que tous ceux qui sont dans mon cas seront heureux de posséder la table générale et feront un effort, soit pour souscrire, soit pour payer le volume un prix élevé.

« Quoi qu'il en soit, si vous reprenez ce projet, comme je le

souhaite vivement, je serai heureux de vous envoyer ma souscription que je ferai aussi forte que possible.

« Et, dans cet espoir, je vous présente, monsieur, mes salutations sincères. »

« GASTON TOURNIER. »

« Tonneins, le 26 janvier 1900.

« Monsieur,

« ...Pour le cinquantenaire de la fondation du *Bulletin* j'émet une idée. Ne serait-il pas bon d'organiser, à cette occasion, une souscription pour l'impression d'une Table générale qui nous rendrait les recherches bien plus faciles. Qu'en pensez-vous ?

« Je vous prie, etc.

« EMILE SALAVERT-PELLETREAU. »

Nous insérerons d'autres lettres ou vœux, s'il nous en arrive sur ce sujet. Il est temps de s'en occuper si l'on veut aboutir sérieusement. Quand l'année 1901 se terminera, le *cinquantième volume* de notre recueil sera, D. V., achevé.

N. W.

La médaille du deuxième centenaire de l'édit de Nantes. — Prime à nos abonnés. — Tous ceux qui ont lu le *Bulletin* de l'année 1898, y ont vu, en tête du quadruple numéro d'avril-juillet, une reproduction des deux faces de la médaille si réussie que M. Prudhomme a exécutée pour commémorer les fêtes commémoratives et inoubliables de Nantes. Un seul exemplaire de cette médaille a été frappé en or. C'est celui qui a été remis, le 2 juin 1898, par le Comité des Fêtes au président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français et qui orne aujourd'hui la vitrine de la Bibliothèque de cette Société. Un ami nous informe qu'il reste encore quelques exemplaires en argent et en bronze de cette médaille qui nous rappelle une des plus belles conquêtes de nos pères. Et il veut bien faire un sacrifice en faveur de nos abonnés en la mettant à leur disposition à un prix extrêmement réduit, savoir : *sept francs* (au lieu de douze) *pour un exemplaire en argent*, et *quatre francs* (au lieu de six) *pour un exemplaire en bronze*. On est prié d'adresser les demandes, le plus tôt possible, 54, rue des Saints-Pères, Paris, au soussigné.

N. WEISS.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

AU PRINSENHOF ET A L'ÉGLISE WALLONNE DE DELFT

VI

La chapelle du Prinsenhof est devenue l'église wallonne depuis la mort du Taciturne. Le prince pouvait s'y rendre directement de son palais par un passage, fermé depuis, et qui se trouve actuellement sous la tribune des orgues. Le public y accédait et y accède encore de la rue ou quai par une sorte d'impasse, commune à la caserne, qui est au fond, et à l'église qui est à droite.

Celle-ci, comme le couvent tout entier, a subi de grandes modifications. Primitivement, c'était une seule nef de 45 mètres de long sur 10 m. 50, allant de l'est à l'ouest, du chœur au portique. La partie antérieure de cette nef, soit environ 14 mètres de long, fut affectée, après la suppression du couvent, à un magasin militaire. Cette partie comprend aussi la principale façade de l'église avec deux porches voûtés et superposés, formant deux galeries communiquant par un très curieux escalier qui s'élève à l'un des angles de la façade dans une tour octogonale surmontée jadis d'une flèche.

Les 33 mètres restant de la nef furent cédés à l'église française. Mais, vers le milieu du ^{xvii}^e siècle, sur les 9 premiers de ces 33 mètres, on établit le logement du sacristain. Dès lors et depuis, la nef n'a plus que 24 mètres environ. Mais, en

même temps qu'on la diminuait ainsi en longueur, on augmentait l'église en largeur par la construction d'une sorte de chapelle ou nef latérale, sur un terrain, mesurant 14 mètres de long et 7 mètres de profondeur, pris sur la cour d'honneur du Prinsenhof. Cette chapelle fait face à la chaire. Deux grandes baies au fond l'éclairent. La voûte à plein cintre et géminée repose sur une seule colonne.

Cette adjonction ne compense pas de la perte de toute la première moitié de la nef primitive avec le portique et le clocher.

Naturellement l'aspect idolâtrique des églises catholiques, où l'on fait une si large part aux sens et à l'imagination, fit place à la sévérité d'un temple protestant où l'on ne s'adresse qu'à l'esprit, à l'intelligence et au cœur. Les ornements : statues, tableaux, peintures, images sur vitraux, les croix, les crucifix, les écussons, les tablettes de marbre ou d'airain, le maître autel et les trois moindres qui s'y trouvaient, furent détruits ou remisés dans des mansardes d'où quelques objets sortirent plus tard pour figurer dans des musées.

Simplement blanchie à la chaux — comme toutes les églises en Hollande, par un excès de rigorisme calviniste — avec, pour mobilier, la table sainte où, pour la première fois, Guillaume d'Orange communia selon le rite réformé, la chaire où des voix éloquentes parlèrent, les stalles et les bancs fermés dans l'enceinte et autour du parquet, ou en gradins dans l'ancien chœur en face de belles orgues et de leur tribune, ou sous la chapelle en face de la chaire, telle quelle cette église offre un vif intérêt. Sous ses dalles usées, des religieuses, dont l'une vécut cent ans, des dames nobles, des personages qui furent, ô dérision ! riches, puissants, illustres, et près d'eux l'organisateur et le premier pasteur de l'Église wallonne, Pierre Moreau, dorment le lourd et long sommeil dans leur étroite bière.

Les lambris de sa voûte, légèrement ogivale, après avoir résonné des cantiques des nonnes de Sainte-Agathe, vibrèrent au chant des psaumes de Marot et de Bèze avec l'émotion singulière que leur donnaient les événements solennels



ENTRÉE DU PRINSENHOF.

du xvi^e siècle. Souvent les voix montaient suppliantes, troublées, brisées :

Mon Dieu, l'ennemi m'environne,
Et si ton secours m'abandonne,
Si tu ne me viens assister,
Je ne puis plus lui résister.
Délivre-moi d'un adversaire
Qui n'a de plaisir qu'à mal faire.
Sauve-moi des cruelles mains
De ces meurtriers inhumains.

Tel fut le cas un jour de novembre de l'année 1573. Le prince, qui, pendant les sept mois du terrible siège de Harlem, n'avait fait à Delft que de rares et courtes apparitions, deux seulement, semble-t-il d'après ses lettres, était revenu après la capitulation de la vaillante et malheureuse cité. Quel deuil, quel désespoir dans son âme pourtant si ferme ! Malgré des promesses formelles, sur l'ordre du duc d'Albe, 3,000 personnes avaient été massacrées ou noyées trois jours après la reddition !... Sous l'influence de ces tragiques événements, le prince, pour la première fois, s'approcha de la table de communion et prit la cène de la main de son fidèle chapelain, Charles de Villers, selon le rite et dans la langue des Églises réformées de France.

Cette communion en esprit, cette commémoration du divin martyr, libérateur et sauveur de l'humanité, qui disait à ses disciples : « Prenez courage, j'ai vaincu le monde », dut être pour l'âme si religieuse du prince et pour ceux qui l'entouraient un puissant *sursum corda* ! et le service, commencé dans l'abattement, se termina dans l'espoir :

Que Dieu se montre seulement,
Et l'on verra dans un instant
Abandonner la place.
Le camp des ennemis épars,
Épouvanté de toutes parts,
Fuira devant sa face.

Et ce fut en effet ce qui arriva, notamment le 30 octobre 1574. Ce jour-là toute la vieille chapelle du couvent dut

tressaillir de la puissance et de l'enthousiasme avec lequel on chanta le *Te Deum*. Pendant le service religieux le prince, recevant la nouvelle de l'entrée victorieuse de l'amiral hollandais Boisot dans Leyde assiégée, en avait fait passer la dépêche à son chapelain qui en donna aussitôt lecture du haut de la chaire.

Joyeuse aussi fut la cérémonie du 12 juin 1584. Louise de Coligny, depuis près d'un an princesse d'Orange, avait donné naissance dans le Prinsenhof à l'enfant qui fut baptisé ce jour-là en grande pompe et reçut les noms de Frédéric-Henri. Les bourgmestres de Delft assistaient au baptême comme parrains, aussi bien que les représentants de l'électeur Frédéric et de Henri de Navarre. Ceux-ci donnèrent leur nom, ceux-là le Prinsenhof — ce qui valait mieux — par un acte signé quatre jours plus tard.

Déjà, et probablement depuis la sécularisation du cloître, la chapelle du couvent avait été partagée en deux parties inégales; la partie ouest, le tiers du tout, avait été, comme les bâtiments situés au sud, affectée à divers services, civils et militaires, tandis que le Prinsenhof était au nord-est et de l'autre côté de la chapelle.

Cependant une clause de l'acte de la donation faite par les États de Hollande à la ville prescrivait que la chapelle recevrait une destination conforme à son usage primitif et constant.

En conséquence, et pour satisfaire au désir de citoyens influents de la ville, les bourgmestres nommèrent, le 10 mars 1578, Charles de la Grève « prêdicant en langue française pour les bourgeois qui désirent s'exercer dans cette langue ».

Ce nouveau Charles présidait déjà depuis quelque temps le culte français en l'absence du chapelain Charles de Villers qui suivait le prince dans ses fréquentes et longues absences de Delft.

En outre de ces bourgeois de Delft francologophiles, le pasteur devait avoir pour auditeurs les officiers et gens du prince que leur charge ou les circonstances retenaient au Prinsenhof; puis des députés et des fonctionnaires de Hol-

lande, après que le siège du gouvernement et de la Cour des comptes eût été pour quelques années transféré de la Haye à Delft.

Des réfugiés des provinces wallonnes où sévissait la persécution formaient le noyau de cet auditoire, auquel se joignaient déjà des réfugiés français.

Parmi ceux-ci on remarqua quelque temps l'assiduité et le recueillement d'un jeune homme qui se disait le fils d'un martyr huguenot, le pasteur Guion. Charles de la Grève l'avait accueilli avec sympathie, et sur sa recommandation le prince l'avait secouru. Puis cet étranger avait quitté Delft pour retourner en France. Enfin il était revenu... C'était Gérard, l'assassin, que devaient célébrer en vers et en prose, en latin et en français, les Jésuites de Louvain et de Paris¹.

1. *Les cruels et horribles tourments de Balthazar Gerard, bourguignon, vrai martyr*, etc. Paris, 1584, in 8°.

In honorem inclyti herois Balthazaris Gerardi, etc. Carmen, Lovanii, 1589.

On sait que ce misérable était le quatrième des assassins connus envoyés par les Jésuites et Philippe II pour tuer le Taciturne. Philippe avait promis une récompense de 2,500 gulden, et les Jésuites, la plus pure gloire et le Paradis ! Sur notre basse terre, il n'est pas de bandit qui n'ait d'admirateurs, voire après sa mort.

En commémoration du crime, les États de Hollande firent frapper une médaille. *Obvers* : Philippe II couronné, tenant une bourse à la main. L'assassin saluant d'une main et de l'autre tirant sur le Taciturne au moment où celui-ci fait le geste de rendre le salut. *Exergue* : 1584. *Légende* : *O dirum scelus ! non manebit invitum* (O crime abominable, il ne restera pas impuni). *Revers* : un loup sautant au cou du berger autour duquel se presse le troupeau épouvanté. *Exergue* : *Confidite* (ayez confiance). *Légende* : *Ne vos credite lupo, pastorem occidit* (Ne vous fiez pas au loup, il tue le berger).

Par l'échange de salutation, on a sans doute voulu rappeler que l'assassin avait été accueilli par le prince dans une précédente entrevue. En cette circonstance, comme dans celle de l'attentat d'Anvers, c'est un des meilleurs amis du prince qui facilita le crime. Jaureguy était repoussé par les gardes quand le jeune Philippe de Mornay leur dit : « Laissez approcher ce jeune homme, il a une requête à remettre. » Gérard, de retour de Paris, porteur de la nouvelle de la mort d'Henri III, reçoit de Villers une lettre d'introduction.

« Simples comme des colombes », mais pas « fins comme des serpents », ces huguenots.

VII

Après la mort de Guillaume d'Orange, de la Grève quitta Delft pour Amsterdam, y laissant un troupeau de réfugiés assez nombreux pour constituer une Église ; et, dès le mois de septembre de l'année 1585, le synode wallon de Leyde écrivait dans ses actes l'article suivant :

« Les fidèles qui sont de la langue wallonne, tant ceux qui sont à la Haye, Delft, que Rotterdam, ayant requis d'estre pourvus d'un ministre, à la requeste de la compagnie, M. Moreau a consenti de s'y employer, et au prochain synode sera avisés'il y pourra trouver moyen et occasion de continuer. »

Pierre Moreau, natif de Tournai, s'était réfugié en Hollande après la prise de Gand où il avait été deux ans pasteur d'une Église de langue française. D'abord chargé par le synode de prêcher dans trois villes, il put bientôt se consacrer seulement à Delft et à la Haye, et enfin exclusivement à Delft où il avait organisé l'Église wallonne qu'il desservit pendant seize ans, jusqu'à sa mort.

Le XVII^e siècle, auquel les Jésuites ont accolé le surnom de Grand pour faire la cour à Louis XIV, leur compère et leur instrument, mais qui en réalité est bien petit entre celui qui le précède et celui qui le suit, entre le siècle de la Renaissance et de la Réforme et le siècle de la Révolution française, ce XVII^e siècle vit les Églises wallonnes se développer et atteindre leur plus grande prospérité. Elles devinrent des arches de refuge pour des milliers de huguenots échappés à grands risques aux orages et aux persécutions de la France.

Cependant il se produisit alors pour l'Église de Delft une sorte d'éclipse qui dura quatorze ou quinze ans. De 1621 à 1635, le culte français qui n'avait cessé depuis 1572 d'être célébré dans la chapelle du cloître, y fut interrompu. Les bourgmestres, gens pratiques, avaient, dans l'intérêt d'une industrie nouvelle à Delft, cédé le Prinsenhof et toute sa chapelle à la compagnie anglaise des marchands et fabricants drapiers. Dans la partie ouest, sinon dans toute la chapelle—

la chose n'est pas très claire — s'établirent des espèces de comptoirs d'exposition et de vente pour les produits de la fabrique. Si la partie est fut réservée au culte, celui-ci s'y faisait en langue anglaise pour cette colonie d'industriels étrangers.

Qu'était devenue pendant ce temps l'Eglise wallonne ? Elle se réunissait dans la chapelle de l'hôpital, mise à sa disposition par la municipalité¹. Du reste, chose étrange, on ne trouve aucun renseignement à cet égard dans les archives du consistoire, sauf cette note :

Du sixième de May 1635, ledit jour nous sommes rentrés en possession du Temple de la cour du couvent de Sainte-Agathe et y avons fait la première prédication depuis que l'exercice de notre religion nous avait été empesché dans ledit lieu, à cause qu'il avait esté concédé, comme toute ladite cour, à la *compagnie des marchands aventuriers anglais* dès l'an 1621. »

L'étrangeté de ce fait, la brièveté de la note du consistoire, le silence qu'il garde sur le lieu où on se réunissait pendant cette période, les lacunes qui précèdent cette note dans le registre des *Actes* qui ne renferme aucun procès-verbal de 1621 à 1627, tellement que, n'était la liste des pasteurs qui porte le nom de Samuel de l'Escherpierre, seigneur de la Rivière, pour les années de 1621 à 1645, on pourrait croire que le culte a été interrompu quelque temps : tout cela réuni nous a, peut-être à tort, amené à chercher une explication dans les événements du temps. La politique qui inspire si souvent aux individus et aux diverses collectivités, depuis la famille jusqu'à la nation, des résolutions et des actes où l'intérêt seul trouve ou croit trouver son compte, l'immonde politique fut-elle pour quelque chose dans cette éclipse de l'Eglise française ?

La guerre des protestants sous Louis XIII, avec Rohan et Soubise pour chefs, dura, sauf trois intermittences, de 1621 à 1629 et se termina par la capitulation de la Rochelle et celle

1. Cet hôpital vient d'être démoli pour être remplacé par un nouveau. On y a découvert des pierres tombales dont l'une porte le nom du pasteur wallon Bleswijk.

de Montauban. Or pendant cette guerre les protestants eurent contre eux les Hollandais alliés de la France. On ne saurait s'en scandaliser quand les principaux chefs des huguenots ou se tinrent à l'écart ou combattirent dans les rangs de l'armée royale contre leurs frères en la foi ! En 1625, Soubise avait fait perdre aux Hollandais, dans le pertuis de Mau-musson, cinq bâtiments, y compris leur vaisseau amiral. En revanche, en 1627, dans les mêmes parages, les Hollandais contribuèrent puissamment à la destruction de la flotte de Guiton, et partant à la chute de la Rochelle.

Cependant dans l'Église wallonne de Delft, cette même année, on adressait publiquement à Dieu des prières pour le triomphe de la vaillante cité huguenote, et l'indignation publique forçait le gouvernement du stathouder Frédéric-Henri, le fils de Louise de Coligny, à rappeler la flotte hollandaise.

M. le pasteur Charles Lacheret, de Delft, qui a relevé dans les *Actes du Consistoire* le fait des prières publiques, nous écrit qu'il ne croit pas que la politique fut pour quelque chose dans le dessaisissement de la chapelle du Prinsenhof. C'est possible. En tout cas, dès 1635, la politique hollandaise commence à changer. On se défie avec raison de l'ambition de la France. On ne voudrait pas l'avoir pour voisine immédiate. Et c'est plutôt mollement qu'on combat les Espagnols, à qui l'on enlève le fort de Schenk et Breda, mais qu'on laisse envahir la France.

L'Église wallonne rentre en possession de la chapelle qu'elle ne quittera plus, et qui même lui sera donnée en toute propriété par un acte authentique, en l'année 1808.

Elle avait bien acquis des droits à cette générosité, le Refuge ayant grandement profité à Delft et au pays en général. Cette fuite hors de France, longue, périlleuse, obstinée, éperdue, des meilleurs sujets de Louis XIV, cette immigration par milliers, en Hollande, des consciences, des intelligences, des vertus et des énergies, appauvissait le royaume persécuteur, enrichissait la république hospitalière et la fortifiait dans sa lutte séculaire contre une politique étrangère, cléricale, despotique, renouvelée de celle de Philippe II.

VIII

La ville de Delft et son Église wallonne rivalisaient alors de sympathie et de générosité envers ces réfugiés dont beaucoup n'avaient sauvé de tous leurs biens que leur conscience et leur vie. Plusieurs même arrivaient, l'âme endolorie du supplice moral enduré. Souvent le service religieux fut troublé dans la vieille chapelle de Sainte-Agathe par leurs sanglots étouffés et l'émotion indicible de toute l'assemblée, alors que de nouveaux réfugiés y faisaient reconnaissance publique de leur chute. Là-bas, en France, leur patrie devenue marâtre, par delà la mer qu'ils avaient traversée, au delà des frontières franchies clandestinement, malgré la surveillance des gardes, ils avaient, hélas ! succombé aux violences des persécuteurs, et, dans leur faiblesse, leur lâcheté, disaient-ils, ils avaient abjuré des lèvres ou de la plume leur foi évangélique ; et maintenant ils venaient ici dire leur repentir amer en toute humilité, implorer le pardon de Dieu et de leur chère Église, au sein de laquelle ils demandaient à être réintégrés. Et, après la cérémonie du relèvement et de la réconciliation, l'événement en était relaté dans les registres du Consistoire où, parmi d'autres, j'ai relevé les suivants :

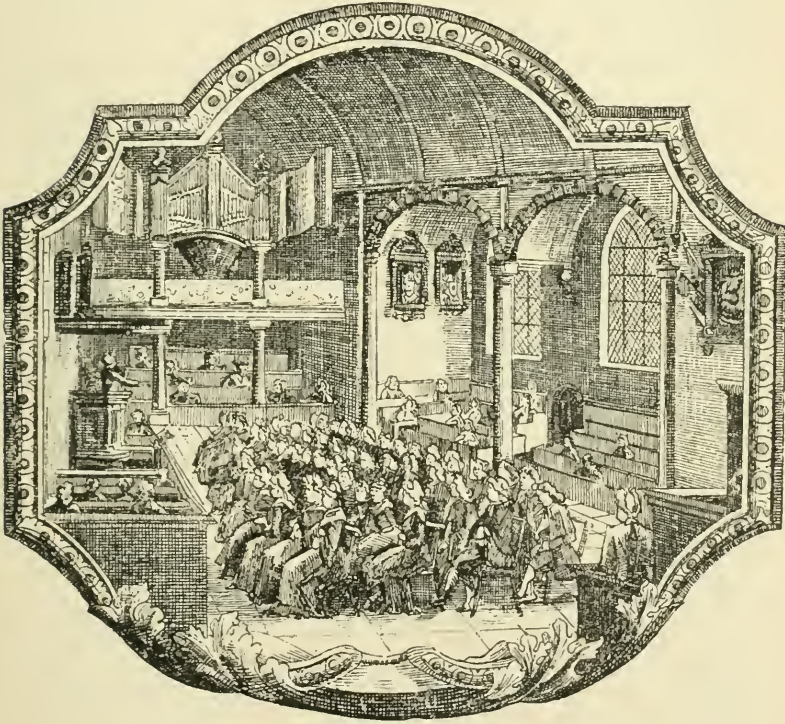
« Le sieur *Jean Richard de Ribaute*, ayant été arrêté prisonnier, lorsqu'il se retirait de France pour chercher la liberté de professer la vérité de l'Évangile, avait eu le malheur de se déclarer Papiste et d'aller à la Messe ; mais étant touché de repentir de sa faute, il en a fait reconnaissance publique, aujourd'hui 31 mars 1686, et a été reçu à la paix de l'Église. »

« *Madame de Rambure* avec quatre de ses filles et Louis de Rambure son fils ont fait reconnaissance de ce qu'ils avaient signé en France la promesse d'aller à la Messe et ont été reçus à la paix de l'Église ce jourd'huy seizième de juin 1686. »

Voici même un pasteur :

Le 15 de décembre 1686, en vertu de l'article II du dernier synode tenu à Balk en Frise, N. T. C. F. Augustus Baccuet, l'un de nos pasteurs, ayant choisi pour son texte Jean XXI, 15, 16 et 17 en a fait

l'application à N. T. C. F. M. *Jacques Cachat*, qui, après avoir confessé sa faute et témoigné sa repentance en pleine assemblée, a esté, au nom et en l'autorité dudit synode, rétabli dans les fonctions du St-Ministère et en a commencé l'exercice dès l'après-midi où lui même a fait encore une nouvelle confession et presché avec beaucoup d'édification. »



L'INTÉRIEUR DU TEMPLE WALLON DE DELFT.

Je lis aussi dans le même registre des réceptions de prosélytes français telles que celle-ci :

« *Jean-François Martel*, escuyer, sieur de Montpinsson, a fait déclaration publique de renoncer aux erreurs et superstitions de l'Église Romaine et embrassé la profession de la Vérité Évangélique ainsi qu'elle est enseignée dans nos Églises. Ce premier de février 1687. »

La cérémonie du 29 octobre 1690 et celle du 21 octobre 1692 durent être particulièrement émouvantes, surtout pour le pasteur officiant, Elie Benoist ¹. Il y reçut à la paix de l'Église ses deux filles qu'il avait été forcé de laisser en France lors de son expulsion en 1685. On les lui avait ravies au moyen d'une lacune perfide dans son passeport, et, contraintes d'abjurer dans un couvent, elles n'avaient pas trouvé plus tôt l'occasion de s'enfuir à l'étranger.

Assis dans la salle du Consistoire devant les registres ouverts sur la grande table, je me laisse aller à l'évocation de ce passé. Je ressens quelque chose des violentes émotions de ces nobles réfugiés, qu'il est plus facile de comprendre que de peindre. Toutes les fibres de leur âme vibraient. La patrie perdue, le foyer détruit, les biens confisqués, la position ruinée, les séparations cruelles, l'absence des aimés, les souffrances endurées, les terreurs éprouvées, les dangers traversés, le devoir chèrement accompli, la conscience libérée, la sécurité retrouvée, la liberté assurée : tout cela agitait puissamment leur âme dolente et lassée.

Je les vois dans cette salle, arrivés d'hier et accueillis par le Consistoire. J'entends les récits de leurs épreuves, de leur odyssée, de leur évasion. Les plus pauvres, et parmi eux plusieurs qui étaient riches là-bas, sont discrètement et généreusement secourus.

Et voici que cette vieille salle, où s'assemblait le Consistoire secret de l'ancien cloître et où plus tard le conseil des États déposait ses archives, se transforme en un véritable sanctuaire. Jamais, non jamais elle ne fut plus vénérable, plus sacrée que lorsque, semblable à un grand cœur généreux, elle s'ouvrait toute frémissante de sympathie pour d'aussi nobles souffrances : témoignage de quelque grandeur divine parmi les bassesses et les méchancetés de l'espèce humaine. Et presque aussitôt, par un contraste violent, je revois, dans le château de Versailles, la chambre où s'éteint Louis XIV, morne, anxieux, tandis que Mme de Maintenon regarde se consumer dans la cheminée les lettres qu'elle a jetées au

1. *Élie Benoist et l'Église réformée d'Alençon*, page 111.

feu, attendant la première syncope pour s'éloigner et ne plus revenir, malgré les appels du moribond abandonné au Jésuite Le Tellier, qui n'ayant plus que faire de cet instrument orgueilleux et stupide de l'ambition de la *Société* et du fanatisme de l'Église romaine, se lassait déjà de l'assister ¹.

La salle du Consistoire et celle du vestibule qui la précède sont irrégulières, la moitié du chœur de la chapelle s'y trouvant engagée. Elles sont ogivales, avec des nervures dont les arcs légers, partant de tous les angles de la pièce, se réunissent au centre de la voûte. Elles prennent jour par trois fenêtres sur la grande rue ou canal de *Oude Delft*.

Dès l'entrée dans la salle, un grand tableau noir, à trois colonnes, dans un cadre ouvragé et doré, plaqué à la muraille, attire les regards. En tête de ces trois colonnes des motifs représentent, l'un le triangle Jéhoviste, l'autre les armoiries de Delft, le troisième, le sceau de l'Église : un navire, au sein de la tourmente, le mât fracturé, mais sa misaine au vent et gouvernant quand même, soutenu par le ferme espoir de la devise de Sainte-Aldegonde que l'Église fit sienne :

Repos ailleurs !

Dans les colonnes, les noms des membres du Consistoire, anciens, pasteurs et diacres, depuis la fondation jusqu'à présent, dont 33 dans celle des pasteurs, de Pierre Moreau, 1585-1600, au pasteur actuel, Charles-Samuel Lacheret, 1891.

Au-dessus d'une belle cheminée, une bonne toile allégorique, sans signature et dont le coloris rappelle celui de Rubens, symbolise, je crois, l'étude de la Bible, la contemplation religieuse et la béatitude céleste.

Sur le mur opposé, le portrait à l'huile d'un ecclésiastique en robe : *Petrus Baudanus a Vestric Nemausensis* (Pierre Baudan de Vestric, Nimois) 1732, avec un écusson et cette pensée de Sénèque *qui notus nimis omnibus, ignotus moritur sibi*, suivie de cette paraphrase chrétienne, mais par trop libre : « Heureux l'homme qui en cette courte vie est le

1. Voir mon livre, *La Révocation de l'édit de Nantes et Mme de Maintenon*, pages 99 et 100.

moins connu dans le monde, pourvu qu'il connaisse véritablement Dieu et soi-même. » Pierre Baudan de Vestric, de la nombreuse famille huguenote des Baudan, de Nîmes, a sa notice dans *La France Protestante*.

Candidat refusé par un synode qui lui tenait rigueur des légèretés de sa jeunesse, il passa en Angleterre et fut ordonné pasteur de l'Église anglicane. Revenu dans le midi de la France, il y fut, cette fois, agréé, et y exerça le ministère jusqu'à la Révocation. Réfugié en Hollande, ainsi que plusieurs autres Baudan, il fut à Delft l'un des pasteurs pensionnaires, laissant toutefois sa pension à de moins fortunés que lui, et, après sa mort, un capital, administré encore aujourd'hui, selon ses instructions, par le Consistoire, auquel il fit aussi présent de son portrait.

IX

Ce portrait est placé au-dessus d'une porte. Poussez-la : elle ouvre dans la petite chambre des archives et de la bibliothèque de l'Église. Les archives intéressent les chercheurs qui s'occupent de questions historiques. Elles m'ont pris cinq ou six heures. Je leur dois en revanche quelques documents inédits dont j'ai pris copie. Le premier date de la Révocation. Il témoigne du vif intérêt que les magistrats de Delft portaient à l'Église. Il suppose aussi une importante immigration de ces huguenots qui, en se joignant aux Wallons, héros comme eux de la liberté de conscience, accentuèrent dans toutes les grandes villes de Hollande le caractère de refuge de leurs communes Églises. Du reste l'augmentation sensible des fidèles de la communauté wallonne de Delft le constate dans le petit registre intitulé : *Mémoires des Communions*.

Le sacrement réunissait en moyenne 324 participants en 1685; 377 en 1686; 427 en 1688, etc.

Maintenant si l'on tient compte de la fréquence des communions à cette époque (six fois l'an) et surtout des exigences qui en rendaient la participation difficile; si, d'un autre côté,

on ne perd pas de vue que pour beaucoup de citoyens de Delft, ainsi que le disaient les magistrats de 1577 eux-mêmes, le service était une leçon de français fort appréciée et très suivie, on arrive à la conclusion que la chapelle devait être toujours comble, souvent insuffisante. De là la multiplication des services et l'emploi de tant de prédicateurs.

*Règlement pour Mess^{rs} les Pasteurs tant ordinaires
que Réfugiés Pensionnaires.*

Mess^{rs} les Bourguemaistres et Régens de la ville de Delft, ayant remarqué et considéré que le nombre des Pasteurs ordinaires de l'Église wallonne estoit augmenté de deux jusques à trois, et quy ayant encore ici un nombre considérable de ceux qui s'estant réfugiés dans ces Provinces, à cause de la cruelle persécution que l'on exerce dans le royaume de France contre la vraie Religion Réformée, sont extraordinairement entretenus de l'Estat, il est nécessaire que l'on établisse quelque ordre touchant l'employ des dits ministres pour l'utilité de la dite Église, ont, après avoir recueilli les considérations de ceux qui composent le Consistoire, résolu et trouvé à propos provisionnellement et aussy longtemps que les dits ministres ordinaires et extraordinaires se trouveront ici :

Premièrement que tous les presches ordinaires qui se doivent faire dans la dite Église wallonne seront partagés en quatre tours de semaine, dont les trois premiers tours de semaine se fourniront par les trois ministres ordinaires, et le quatrième par les sus dits ministres extraordinaires ou Réfugiés, et ainsi consécutivement, à la réserve que M. Desmarets, le plus ancien ministre ordinaire de la dite Église, en vertu d'un acte qui lui a esté donné par leurs seigneuries pour de bonnes et justes raisons, le 27^e de Décembre de l'an passé 1685, demeurera dispensé de faire précisément le service à son tour de la dite Église et par conséquent à cet égard il n'y sera pas plus avant engagé que sa disposition et ses commoditez le permettront; et de même demeurera déchargé des affaires ordinaires du Consistoire, à condition que le sus-dit Desmarets notifiera en temps par écrit ou de bouche au Consistoire quand il sera d'inclination à ne point prêcher.

Que toute l'année, chaque Dimanche à quatre heures d'après-midi, ensuite de la seconde action ou à telle heure que le Consistoire trouvera le plus commode et le plus utile pour la dite Église, se

fera une catéchisation pour l'instruction de la jeunesse et autres personnes dans la vraie Religion chrestienne Réformée.

Item. Que dès à présent, tous les ans, depuis le premier d'Octobre jusques à Pâque, se fera tous les dimanches au soir à cinq heures un presche extraordinaire par neuf tours successifs par les ministres ordinaires et extraordinaires.

Et afin que tous les devoirs pieux et chrestiens soyent employez pour calmer l'ire de Dieu si fortement enflammée contre son Église, celui qui sera en tour de prescher le premier mécredy de chaque mois dressera particulièrement à cette fin son presche et ses prières, et après le presche d'après-midi du dimanche précédent on exhortera l'assemblée par des motifs convenables à se disposer à l'humiliation et à la repentance.

Et pour les autres mécredis, au lieu d'un presche ordinaire, on fera une parafrase ou explication d'un ou de plusieurs chapitres entiers du Vieux ou du Nouveau-Testament, selon que le dit Consistoire le trouvera le plus propre pour servir à l'instruction et à l'édification de l'assemblée.

Enfin les dits Pasteurs extraordinaires ou Réfugiéz, outre les visites que les Pasteurs ordinaires sont accoustumez de faire, s'appliqueront particulier^t à instruire les membres de la dite Eglise et autres personnes, afin de les rendre capables de profiter des dites catéchisations, comme aussi ils auront soin, en cas de maladie ou autres calamitéz, d'assister et de consoler les membres de ladite Église.

Ainsi fait par Mess^{rs} les Bourguemaistres et Regens de la ville de Delft, le 19 d'Aoust 1686.

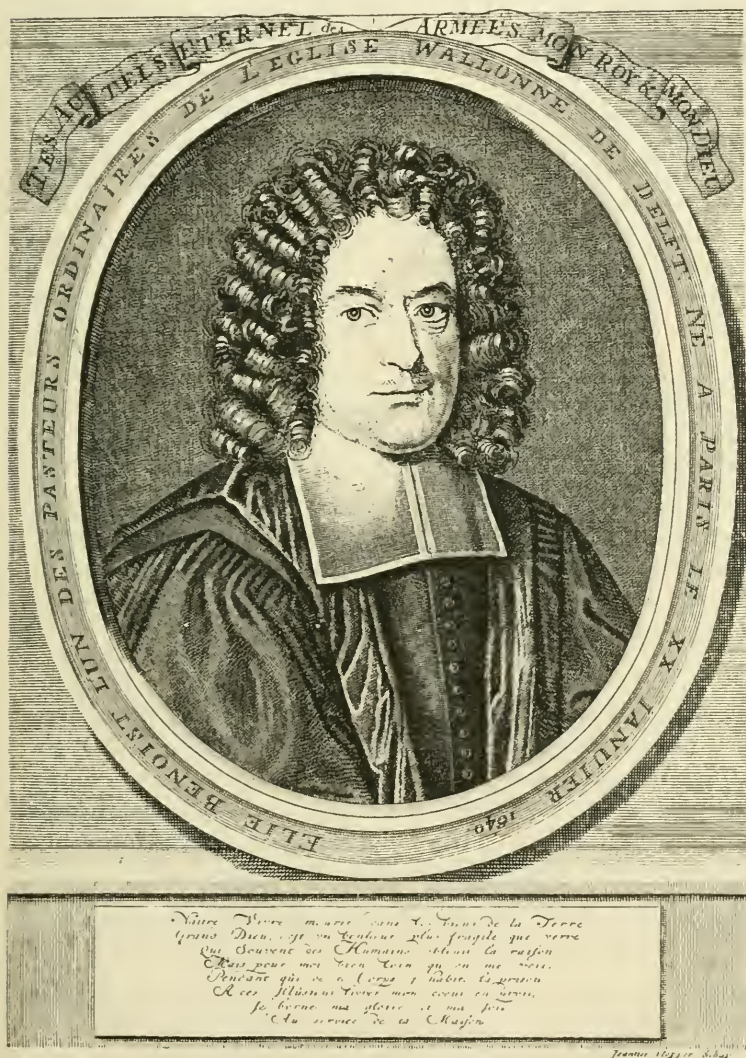
Signé : LOKESTART, secrétaire.

Le troisième pasteur ordinaire, dont ce document mentionne la récente nomination, était Élie Benoist. Le fait est bien signalé dans sa biographie par un extrait des registres du Consistoire¹ ; mais elle laisse ignorer l'opposition que rencontra cette nomination. De sa propre autorité et sans attendre que, selon la coutume, le candidat eût été déclaré éligible ou *appelable* par le Synode wallon, le collège des bourgmestres de Delft l'avait adjoint aux deux pasteurs

1. Paul Pascal : *Elie Benoist*.

ordinaires. En conséquence, on lit dans les registres des actes du Consistoire :

« Le 3 de janvier 1686, nous sommes alléz, par nos députéz



N. T. C. F. Augustin Baccuet, l'un de nos pasteurs, et Jean Bogart, l'un de nos anciens, à la classe qui s'est tenue à Harlem pour la confirmation de la vocation de Mons^r Guillebert pour 3^{me} pasteur

de ladite ville ; nous avons en même temps demandé que l'on approuvât celle de N. T. C. F. M^r Élie Benoist ; mais les députés ont refusé notre demande, sous prétexte que notre frère n'avait pas été déclaré appellable par le Synode.

« Le 5 du même mois et an, nous sommes allés en corps à l'Hôtel de ville remercier MMess^r les bourgmaîtres du don qu'il leur avait plu de nous faire de N. T. C. F. M. Élie Benoist en qualité de 3^{me} pasteur, et en même temps leur faire cognaitre le refus que les députés de la classe ont fait d'approuver sa vocation. Sur quoy leurs seigneuries ont eu la bonté de nous permettre de faire assembler ici une classe.

« Pour exécuter cet ordre, nous avons écrit à l'Église synodale (c'est Balk en Frise) à ce qu'elle demande l'avis des Églises pour la tenue d'une classe dans cette ville afin d'approuver ladite vocation. »

Conformément à ce vœu, une classe ou colloque se réunit à Delft, le 13 février. Benoist y fut *déclaré appellable*.

Cependant, dès la fin de 1685, il avait remercié le Consistoire de Delft de sa nomination. Nous avons eu le plaisir de trouver, parmi diverses pièces détachées et non cataloguées, sa lettre autographe, que nous reproduisons telle quelle :

Messieurs et très honorés Frères,

La grâce que vous me faites d'agréer le choix que Messieurs vos vénérables Bourguemaîtres ont fait de moi, pour entrer dans votre sainte compagnie en qualité de troisième pasteur, est si obligeante, que je ne peux attendre à une autre fois à vous en faire de très humbles remerciemens. Je ferais violence à ma conscience et à mon cœur, si je n'obéissais pas à l'inclination qui me presse de vous témoigner combien l'honneur de vous estre associé dans la conduite d'un même troupeau, me sera précieuse et considérable toute ma vie. Je n'ai qu'un regret qui me travaille, Messieurs et très honorés Frères : Scavoir celui de n'avoir pas autant de dons qu'il serait à souhaiter, afin de donner à l'Église et à vous une satisfaction et une édification toutes entières. Mais j'ose m'engager au moins à ne manquer jamais de fidélité ni de zèle et à profiter autant que j'en suis capable de vos exemples et de vos conseils. J'espère, Messieurs et très honorés Frères, que cette disposition où je demeurerai toujours, couvrira mes défauts et vous

les fera supporter avec charité. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour répondre à votre attente, et votre bonté me pardonnera le reste. Je prie Dieu de toutes les affections de mon âme qu'il verse abondamment ses bénédictions sur vous et qu'il vous face (*sic*) d'illustres exemples de sa grâce et de sa protection ; et que dans le cours du temps qu'il lui plaira (*sic*) permettre que je passe au service de l'Église, que vous gouvernez en son nom avec tant de louanges, sa Providence me donne d'heureuses occasions de vous témoigner, avec combien de reconnaissance et de respect, je suis,

Messieurs et très honorés Frères,
Votre très humble et très obéissant serviteur,

BENOIST.

A Rotterdam, 30 décembre 1685.

Oui, cette lettre est bien d'un « très humble » ; mais qui n'en fut pas moins un « maistre éminent ». A l'encontre de tant de personnages vaniteux et encombrants, qui, à l'instar des tambours, font du bruit en raison du vide de leur esprit et de la pauvreté de leur mérite, Élie Benoist, modeste et réservé, était à la fois un savant théologien, un habile controversiste, un juriste distingué et un grand historien. Et tenez, dans cette salle du Consistoire où nous sommes, il lut maints chapitres de son *Histoire de l'édit de Nantes* à des collègues et des amis dont il sollicitait les critiques. Ici encore, il conférait parfois avec le grand pensionnaire de Hollande Heinsius et souvent avec Jurieu sur le rétablissement des Églises réformées de France ; tandis que, à l'époque du traité de Ryswick, les plénipotentiaires de Louis XIV — rapprochement étrange — se réunissaient, de leur côté, dans ce même Prinsenhof, où l'ambassadeur extraordinaire du *grand roi* avait établi sa résidence.

CÉSAR PASCAL.

LES ASSEMBLÉES
DE
PROTESTANTS DANS LE MONTALBANAIS
EN 1744 ET 1745
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS¹

V

C'est précisément lorsque les assemblées ont cessé que les rigueurs redoublent avec l'arrivée des dragons. Ceux-ci sont les héros d'un épisode qui se déroule à six kilomètres au sud de Montauban, au pied des coteaux qui tombent à pic sur la vallée du Tarn.

Voici d'abord le récit fait à Montauban le lendemain de l'affaire par un « homme sensé » qui est très probablement un agent de l'intendance, étranger en tout cas au pays, comme le montre la façon dont il dénature le nom bien méridional de Pechboyer.

Relation de ce qui s'est passé dans le village de Pretboyer² à demilieu de Montauban, consulat de ladite ville, territoire du Fau, le jeudi 4 mars 1745 à une heure après midi³.

M. l'Intendant ayant voulu punir les habitants de Pretboyer nouveaux convertis, pour avoir contrevenu aux ordonnances de S. M. et ayant été aux assemblées, fit partir le matin 25 dragons avec un maréchal des logis pour les commander, leur fit distribuer les billets de logements dans l'hôtel de ville de Montauban. Ils partirent vers les 9 heures du matin pour aller occuper les logements qui leur avaient été assignés. Étant arrivés au dit village, 20 dragons y furent placés dans les maisons, et dans une maison plus éloignée, il y eut trois dragons et un brigadier. Après que ces 4 eurent mis

1. Voir les numéros de janvier et février.

2. En réalité c'est au hameau de Foissac, au-delà de Pechboyer, que le fait a eu lieu.

3. Arch. nat., TT, 439, 47.

leurs chevaux dans une écurie, ils allèrent dans une chambre de la susdite maison, où l'hôte les enferma sous la clef. Il y eut un dragon qui sauta par la fenêtre et alla joindre le gros de la troupe, dont heureusement les chevaux n'étaient pas encore désellés, et instruisit le maréchal des logis de ce qui arrivait. Le maréchal des logis alla au plus vite pour délivrer les autres trois dragons enfermés dans la maison. Dans l'instant on entend dans le village des coups de sifflet et plusieurs signaux, qui sur le champ firent descendre des coteaux du Fau, qui sont assez élevés et tout remplis de vignes, 200 paysans avec des fusils, des bâtons ferrés, des haches, des serpes; ils tirèrent sur la troupe des dragons 12 coups de fusils qui n'en blessèrent aucun. Alors les dragons mirent le sabre à la main, tombèrent sur ces paysans, en tuèrent 4 sur le champ de bataille, poursuivirent les autres dans les vignes, en blessèrent trois et en amenèrent 12 qui sont dans les prisons de Montauban. Les dragons amenèrent d'abord leur prise à l'Intendance, où, ayant rendu compte de ce qui s'était passé, et n'ayant par conséquent pu exécuter leur logement, M. l'Intendant les dispersa dans cette ville. Sur les huit heures du soir, il vint des avis à M. l'Intendant que tous ces paysans du Fau voulaient venir enlever leurs camarades dans les prisons pendant la nuit. M. l'Intendant, pour éviter toute surprise, fit placer des corps de gardes de dragons et des patrouilles pour voir si pendant toute la nuit les paysans du Fau viendraient. Soit qu'ils n'eussent pas eu envie de venir ou qu'ayant su les dispositions qui avaient été prises, et que l'on était sur ses gardes pour les bien recevoir en cas d'attaque, personne n'a paru. Ainsi jusqu'à cette heure qu'il est deux heures après midi, tout est tranquille. M. l'Intendant a mandé venir, outre les deux compagnies qui sont ici, celles de Nègreplisse, de Caussade, Saint-Antonin, celle qui devait être à Bruniquel et à Bioules; moyennant ce, il aura dans cette ville 300 dragons et plusieurs brigades de la maréchaussée.

Les 25 dragons qui allèrent hier à Pretboyer y sont retournés ce matin escorter le grand prévôt qui y est allé pour faire des procès-verbaux. Le procès est fait aussi à ceux qui sont en prison ici, devant le grand prévôt. Il y en aura quelques-uns de pendus et quelques autres aux galères. Il est deux heures après-midi, et on n'est pas encore instruit de ce qui se sera passé aujourd'hui à Pretboyer.

Un potier de terre de cette ville qui fut instruit hier matin qu'il allait des troupes à Pretboyer alla en avertir les paysans du pays.

Il a été blessé mortellement. On croyait même qu'il ne passerait pas la nuit. Cependant il est encore en vie et demande toujours un ministre. Je finirai ce mémoire quand je serai à l'Intendance cet après-midi.

Dans l'action d'hier, il y eut deux dragons de blessés, l'un d'un coup de hache au pied, et l'autre aussi d'un coup de serpe. M. l'Escalopier a donné tous ses ordres avec une très grande tranquillité.

De l'Intendance.

Les dragons et le grand prévôt sont revenus de Pretboyer. Il a fait toutes ses opérations très tranquillement. Il s'est trouvé ce matin dans ce pays-là et dans des broussailles un paysan qui avait été tué hier, auquel les chiens avaient mangé le visage et une partie de l'épaule pendant la nuit.

Vousvoyez par là la nécessité indispensable qu'il y aurait de mettre un commandant qui par son autorité seule pourrait faire finir ces désordres qui sont bien à craindre l'été prochain si l'on ne met tout en règle avant l'ouverture de la campagne.

C'est uniquement en vue de cette dernière phrase qu'est écrite cette relation, afin qu'en l'envoyant de Toulouse au ministre, M. de Maniban puisse recommander à Saint-Florentin comme chef militaire à nommer à Montauban le fils de la cousine de sa femme¹. On a donc là la version des autorités. Voici maintenant les récits des protestants ; il

1. Voici la lettre de M. de Maniban (Toulouse, 7 mars 1745) : « Monsieur. Quoique persuadé que M. l'Escalopier ne vous laisse pas ignorer ce qui s'est passé auprès de Montauban le 4 de ce mois de la part des nouveaux convertis, je ne puis me refuser d'avoir l'honneur de vous envoyer la copie ci-jointe de la relation qu'un homme sensé vient de m'envoyer de ce qui s'est passé dans cette occasion. Vous verrez, Monsieur, qu'il a mis à la fin de cette relation une réflexion qui se présente naturellement à l'esprit, et que je n'ai pas cru par cette raison devoir en retrancher, d'autant plus qu'il parait devenir indispensable aux approches de la campagne que le roi veuille bien envoyer un commandant militaire à Montauban pour, avec les troupes que sa Majesté a déjà envoyées dans ce pays-là, apaiser les troubles des protestants. Le hasard fait qu'il y a actuellement à Toulouse un officier général..., c'est M. le comte de Caraman qui se trouve avoir toutes les qualités nécessaires dans la circonstance, fermé, doux, il est originaire du pays, il a commandé Vieux-Brissach, mais surtout feu madame de Maniban était cousine germaine de la mère de M. de Caraman, sœur de M. le maréchal de Broglie, ce qui m'est, Monsieur, une raison de plus de recourir à vos bontés dans l'occasion présente pour M. de Caraman. » (Arch. nat., TT, 439, 48).

semble bien en résulter que c'est en voulant procéder à l'arrestation de Corteiz et de Fontanelle que le fait s'est produit¹, mais qu'en tout cas, il n'y a eu en réalité aucune émeute de la part des paysans ; le mouvement est dû aux violences des garnisaires.

La narration la plus complète se trouve dans l'*Abrégé historique* ; voici la fin de ce document qui, on l'a vu, annonçait le retour de Corteiz et Fontanelle de la Grésigne et leur présence dans les environs du Fau.

Les ordres de faire venir dans ladite ville de Montauban plusieurs compagnies du régiment de la reine dragons avaient cependant été donnés longtemps auparavant ; il y en arriva une, en conséquence, le 4 mars de grand matin, qui fut logée à discrétion chez les fabricants et tondeurs du faubourg de Villebourbon. Mais comme l'Intendant fut sans doute averti que les dits sieurs Courtiez et Fontanelle étaient revenus sur les confins de sa généralité aux environs de Péboyer, il détacha tout de suite, vers les dix heures du matin, vingt-quatre des dragons commandés par un maréchal des logis à tête chaude qui fut les distribuer à discrétion chez les paysans protestants de la plaine du dit Péboyer.

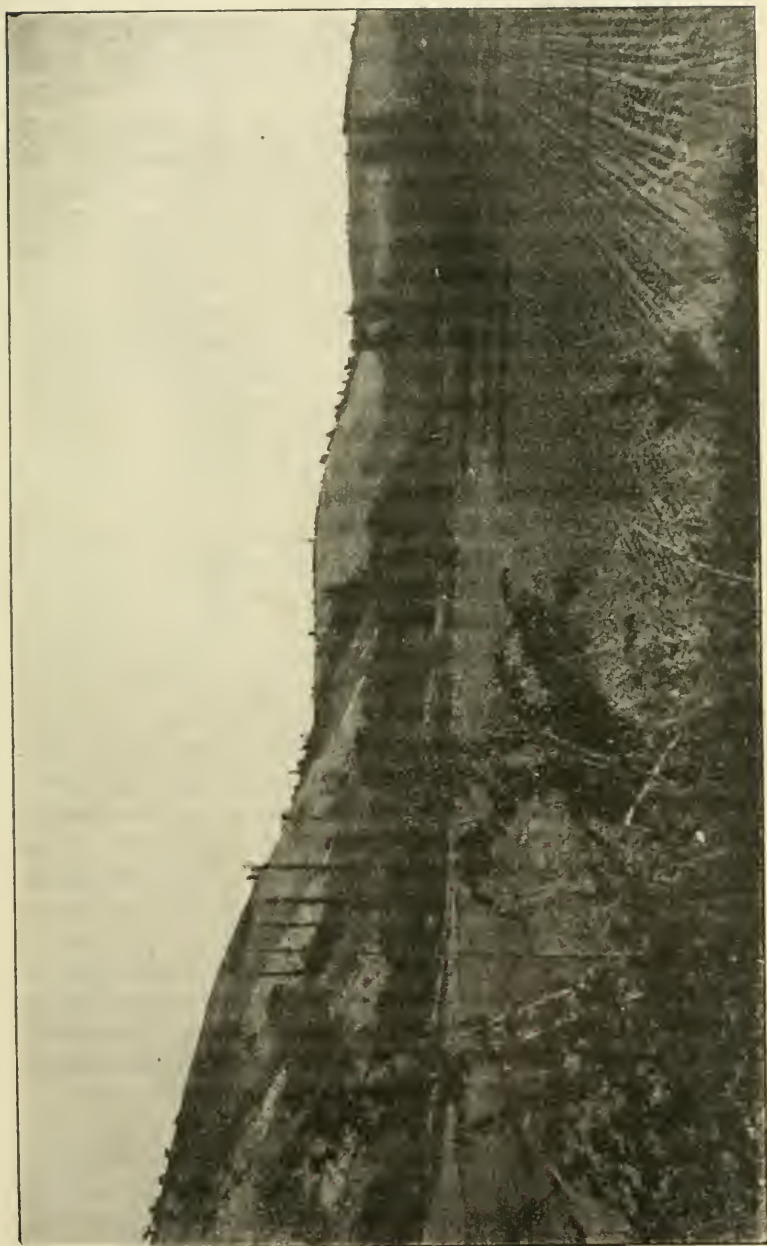
On pensera facilement ce que firent des dragons laissés maîtres de faire tout ce qu'ils voudraient, et que, quoi que ces pauvres paysans pussent faire pour les contenter, ils ne laissèrent pas de commettre tous les excès imaginables : toute la volaille, agneaux, et moutons qu'ils purent atteindre, furent tués à coup de sabre, les oies confites, saucisses, jambons, furent déchiquetés et toutes les barriques de vin furent percées sans vouloir permettre qu'on rebouchât que celles dont le vin fut estimé le meilleur, et la grande quantité qui en fut bue eut bientôt achevé de leur faire perdre le peu de raison et d'humanité qui leur était resté, en sorte que tout fut mis au pillage, tout l'argent comptant que ces pauvres paysans avaient fut enlevé tout comme les toiles, saucisses, jambons que les dragons purent mettre dans leur sac et dans leur manteau.

Les choses étaient dans cet état horrible lorsque deux des dits dragons qui étaient logés chez un paysan, près de Requiem et de Foissac, au pied du côteau de Balandreau, ayant trop bu tout comme les autres, s'avisèrent de vouloir faire des caresses à la dragonne à une jeune fille qui vint parler à son père dans la chambre

1. Voir plus haut la lettre de Saint-Florentin du 5 mars.

où ils étaient, ce qui donna lieu à cette fille de fuir; et comme elle se vit poursuivie par un de ces dragons, elle ferma après elle, en sortant, la chambre avec le verrouil et se mit tout de suite à crier de toutes ses forces.

Ces cris attirèrent tout d'abord un grand nombre d'autres paysans et paysannes qui travaillaient aux environs de la maison, sur la pente du côteau de Balandreau, à couper du bois, tailler les vignes, et ramasser le sarment, ce que les dragons, qui étaient encore renfermés dans la chambre avec le père de la fille qui buvait avec eux, ayant vu par la fenêtre, s'imaginèrent que ces paysans s'attroupaient pour les venir égorger — le vin et la peur grossissent toujours les objets, — il n'en fallut pas davantage pour les déterminer à sauter par la fenêtre et à crier alerte à leurs camarades qui étaient aux environs. Ce cri d'alerte fut d'abord répandu dans toute la plaine : le maréchal des logis fit battre le boute-selle, les deux dragons en question se lèvent en conséquence et bridèrent leurs chevaux qui étaient dans la même maison, et sans que les paysans que les cris de la fille avaient attirés y portassent aucun obstacle, leur fissent aucun mal ni leur dissent même absolument rien. Tous les autres dragons arrivèrent bientôt après, et comme tout ce tumulte avait attiré un très grand nombre d'autres paysans et paysannes qui accouraient uniquement pour voir ce que c'était sans porter absolument aucune arme offensive ni défensive, non pas même les haches et autres outils avec lesquels ils travaillent, le maréchal des logis leur fit tirer dessus plusieurs coups de fusil, dont un des dits paysans, âgé de plus de soixante et dix ans, fut tué roide mort sur la place et une douzaine d'autres si grièvement blessés qu'ils ne purent s'enfuir avec tous les autres, que les dragons poursuivirent encore à coups de sabre et en écharpèrent plusieurs tant hommes, femmes que filles. Cette belle expédition ainsi faite, les misérables paysans qui avaient été blessés furent attachés, liés et garrottés à la queue des chevaux avec des cordes : tout ce qui avait été pillé dans les maisons fut chargé, et, dans ce bel équipage, cette détestable troupe vint tranquillement dans la ville de Montauban et entra en triomphe et conduisit les paysans blessés jusque dans la cour et dans la salle de l'intendance, où le maréchal des logis ne manqua pas de faire à M. l'intendant une description exagérée et peu conforme à la vérité de la belle manœuvre qu'il avait faite pour dissiper plus de cinq cents rebelles, armés de fusils, de pistolets et de toute espèce d'instruments offensifs, qui s'étaient attroupés pour égorger tout son détachement et qui avaient commencé à



COTEAUX DE BALANDREAU, AU-DESSUS DU TARN, PAR OÙ LES PAYSANS DESCENDIRENT POUR SE PRÉCIPITER SUR LES DRAGONS A FOISSAC.

tirer dessus. Et, pour preuve de la vérité de son rapport, il représenta un bâton avec un morceau de fer au bout qu'il avait trouvé dans quelqu'étable et qu'il supposa sans doute avoir arraché des mains de quelqu'un des prétendus rebelles qui, comme un second Don Quichotte, voulait s'en servir contre lui, en forme de lance, et le transpercer, sans s'apercevoir que son récit se contredisait et se détruisait lui-même, puisqu'aucune personne de bons sens ne pensera jamais que 500 hommes, armés comme ce maréchal des logis supposait les paysans en question, portés sur la pente d'un côteau inaccessible à des chevaux, et ayant tiré et couru sur un détachement, n'eussent tué, blessé, ni seulement fait aucune égratignure à nul dragon ni cheval, se fussent laissé enlever tout ce qu'ils avaient de plus précieux dans leurs maisons, tuer, blesser, attacher, lier, garrotter et emmener, tranquillement et comme simples spectateurs bénévoles, douze d'entr'eux, par vingt-quatre dragons noyés dans le vin et presque hors d'état de se soutenir à cheval, sans y avoir mis aucun obstacle !

La chose choque en effet non seulement la vérité, mais encore la vraisemblance, et, comme le dit à M. l'évêque et à M. l'intendant le sieur Lapoujade, fameux chirurgien de la ville de Toulouse, qui avait alors été appelé à Montauban pour faire l'opération de la fistule à M. Lefranc, premier président de la Cour des Aides, que M. l'intendant avait prié d'aller voir et visiter les paysans blessés qui sont encore en prison : « Comment voulez-vous que ces misérables eussent été attaquer le détachement de dragons puisque toutes leurs blessures leur ont été faites par derrière et d'une manière qui prouve indubitablement qu'ils fuyaient et non pas qu'ils attaquaient, et d'ailleurs, serait-il possible que si 500 hommes, armés, même seulement trente, en avaient attaqué vingt-quatre, presque tous les attaquants eussent été blessés et que nul des attaqués n'eût seulement eu aucune égratignure ? » Tout cela prouve évidemment que ce n'est que le vin qui a porté ces dragons à assassiner tous les pauvres paysans et paysannes qu'ils ont trouvés devant eux, et, si on leur rendait justice, on en devrait pendre quelques-uns ou du moins celui qui les commandait. Et si quelque chirurgien a fait un rapport contraire, il mériterait d'être lui-même pendu !

Il fallait que le maréchal des logis en question eût déjà fait quelque réflexion sur l'irrégularité de sa manœuvre, puisqu'il s'avisa, pour faire en sorte qu'on le perdît de vue, de répandre la terreur dans l'esprit de M. l'intendant en lui disant que la troupe des paysans rebelles grossissait si fort à tous moments qu'il ne doutait pas qu'ils

ne vinssent pendant la nuit au nombre de plus de trois mille pour enfoncer les prisons et enlever leurs camarades blessés et qu'infailliblement tous les protestants de la ville et des environs se joindraient à eux, ce qui ne pourrait qu'exciter une sédition affreuse.

Il n'en fallut pas davantage pour faire prendre l'alarme à madame l'intendante qui écoutait ce récit et la porter encore davantage dans l'esprit de M. l'intendant, que le sang dont étaient couverts les onze malheureux qu'il avait devant les yeux tenait toujours dans l'agitation : des ordres furent donnés sur le champ de faire venir, au moment de la réception d'iceux la compagnie des dragons qui était à Nègrepelisse et de s'aller mettre en arrivant à Montauban en bataille pendant toute la nuit sur la place des Monges, ce qui fut exécuté. Un corps de garde de dragons fut mis dans le château royal, celui de la maréchaussée fut placé dans la salle de l'intendance et des sentinelles sur toutes les portes et avenues de l'hôtel. On en posta aussi sur toutes celles de la ville, les chandelles des lanternes furent renouvelées pendant toute la nuit, il fut défendu aux marchands de vendre ni donner de la poudre et des balles ni du plomb à qui que ce pût être, sans un ordre particulier par écrit des Consuls ; et enfin, les choses étant dans ce trouble et dans ce désordre dans la seule intendance, puisque personne n'avait bougé dans la ville, ni dans la campagne, M. l'intendant dépêcha pendant la nuit un courrier extraordinaire à la cour pour lui donner avis de ce que le maréchal des logis lui avait rapporté et fait appréhender, malgré toutes les représentations que lui put faire un ancien officier de S. Louis, retiré dans Montauban, qui passa toute la nuit avec lui et qui disait lui répondre, sur sa tête, que pas un seul protestant ne bougerait dans la ville ni dans la campagne et que le maréchal des logis le trompait.

L'envoi de ce courrier fut le plus grand mal qui put arriver, une démarche de cette espèce, étant une fois faite par une personne en place, doit être nécessairement soutenue. Ce qui s'est passé depuis ne le prouve que trop ! Qui que ce soit ne remua en effet pendant la nuit ni n'a jamais rien fait qui puisse être regardé comme révolte, rébellion ou sédition.

Le prévôt fut envoyé le lendemain matin avec ses brigades de maréchaussée et un nouveau détachement de dragons dans la plaine de Péboyer, où on ne trouva d'autre désordre que celui que les dragons y avaient fait la veille et qui continuèrent alors en achevant d'emporter des maisons des malheureux paysans retenus dans les prisons et de plusieurs autres qui étaient ouvertes ou abandon-

nées tout ce qui y avait été laissé la veille ; et d'abord qu'ils en furent de retour, le lendemain et les jours suivants, ils vendirent publiquement dans la ville des chemises, des pièces de toile, des habits, des jambons et des saucisses au prix qu'on voulait leur donner disant qu'ils pouvaient le donner bon marché sans y perdre.

On fit venir successivement jusqu'à sept compagnies de dragons montés qu'on tient depuis logés chez les bourgeois, marchands, fabricants et artisans protestants, qui, quoique les billets de logement portent qu'on ne leur fournira que l'ustensile et le logement pour eux et pour leurs chevaux seulement suivant les ordonnances, sont cependant obligés, par ordre verbal contraire de M. l'intendant et des Consuls, de leur fournir la nourriture à discrétion et tout le foin, l'avoine, le son qu'ils demandent pour leurs chevaux, en sorte qu'il y en a une grande partie qui exige qu'on les nourrisse avec les mets les plus délicats et qu'on leur donne trente livres de foin, cinq ou six boisseaux d'avoine, trois boisseaux de son pour chaque cheval, si on refuse de leur donner tout l'argent qu'ils demandent pour se rédimer de leurs vexations ; au moyen de quoi plusieurs ayant vendu tout ce qu'ils avaient de provisions, meubles et effets pour y pouvoir fournir, ont été obligés, n'ayant rien plus, d'abandonner leurs maisons. Les capitaines exigent huit livres tournois par jour ; les lieutenants, cornettes, maréchaux des logis, brigadiers et dragons chacun tout au moins à proportion : au moyen de quoi tout commerce a presque entièrement cessé dans Montauban ; les manufactures ni les artisans ne travaillent plus que très peu et la culture des terres est très mal faite, en sorte qu'on peut dire qu'il n'y a que des personnes en place qui trouvent le secret de ramasser du foin et de l'avoine et de les vendre tout au moins le double de ce qu'ils l'ont acheté, qui s'enrichissent, tout le reste étant entièrement ruiné.

D'un autre côté, l'on arrête et l'on relâche tous les jours quelqu'un, ce qui a fait fermer tout crédit : le sieur Barrier, fabricant ; le sieur Cayla, aubergiste ; le sieur Bentalou, mégissier, et plusieurs autres ont été successivement arrêtés, mis et retenus dans les cachots, interrogés et ensuite relâchés ¹. On a relâché la Foulon-

1. Il s'agit probablement des Montalbanais compris dans la liste des treize personnes pour lesquelles Saint-Florentin avait envoyé les ordres d'arrestation le 5 février (O¹, 555, p. 384 : Aché, Vialars, Mathieu, Fraissignes, Perodhon, Guedoz, Airault, Canton, Castanier, Pujol, Belvezé, Hugonnec, Lingon dit le neveu de Cabos) ; l'Escalopier avait sans doute préféré attendre. Bassiniac, arrêté par les officiers municipaux, est maintenu en prison à Villefranche (4 mars) jusqu'au 13 juillet (*Id.*, p. 387).

neuse de Sapiac et on a fait ramener de Cahors dans les prisons de cette ville le sieur Chatanié, horloger, d'où on le conduit de temps en temps dans sa maison et on le ramène ensuite en prison aussi bien que le sieur Pujols, second marchand de fer, qui a eu pendant longtemps chez lui deux cavaliers de la maréchaussée en garnison à quatre livres chacun par jour indépendamment du logement; devant être observé qu'on a aussi fait venir dans Montauban toutes les brigades de maréchaussée de la généralité qui sont aussi logés chez les protestants, tout comme les dragons; on a aussi fait arrêter dans le Comté de Foix et conduire dans les prisons de Montauban le sieur Hérisson, originaire de Magere (Mazères), commis du sieur France, receveur des Domaines, auquel on avait donné ordre de le renvoyer et qui, en conséquence, s'était retiré chez lui.

Une fille de Bentalou fut arrêtée en même temps que lui et renfermée dans un cachot de l'hôpital où elle est encore; deux filles du sieur Combes ont été arrêtées et conduites par la maréchaussée dans un couvent de religieuses à Cahors; celles du sieur Laporte et du sieur Belvèzet marchands et de la demoiselle veuve Laresse-guerie ont été mises dans d'autres, à Montauban ¹; on y a extraordinairement augmenté la capitation des bourgeois et le dixième industriel des marchands, celui des sieurs Mariette frères est,

1. Les mêmes emprisonnements sont mentionnés dans une relation de Court de mai 1745 (comité de Hollande, pièce 15) qui a pour source l'*Abrégé historique*, mais qui donne en outre d'autres détails sur l'arrestation des demoiselles Combes. « On arrêta aussi la fille du sieur Bertoulou, médisier, qu'on renferma dans un cachot, les filles des sieurs Laporte et Belvèze marchands, et celles de M. Combes, notaire. Ces deux dernières furent conduites dans un couvent de filles à Cahors. Comme elles traversaient la ville de Montauban, elles avaient toujours la tête hors des portières de la voiture et criaient de toutes leurs forces aux protestants qui se trouvaient dans les rues : « Nous allons en exil, nous y allons avec joie; priez « toujours Dieu, que ceci ne vous intimide point. Ayez bon courage, Dieu « sera pour nous. N'abandonnez point surtout les saintes assemblées. Que « votre zèle à cet égard ne se relâche point! » Tout fondait en larmes à l'ouïe de ces touchantes exhortations ». L'ordre de les enfermer à Cahors avait été envoyé le 7 février (O⁴, 555, p. 385). « Il n'y a pas non plus de difficulté, écrivait Saint-Lorentin, à faire mettre au couvent les demoiselles de Combes, ne fusse (*sic*) que pour punir leur père de ne les avoir pas contenues suivant les avis que vous lui aviez donnés » (O⁴, 441, f^o 29 r^o). Elles sont remises en liberté le 13 septembre 1745 (O⁴, 555, p. 385). — Le 10 mars, ordre de conduire au couvent de Sainte-Claire la demoiselle Delon. « Cette fille, âgée de 12 à 13 ans, est actuellement chez la dame David Mariette sa tante, religieuse, où elle susse (*sic*) les erreurs dont elle est imbuë » (O⁴, 555, p. 387, et O⁴, 441, f^o 52 v^o).

entre autres, porté à dix huit cents livres ; Montauban est enfin entièrement ruiné et plusieurs personnes se disposent à le quitter sans qu'il y ait cependant jamais paru le moindre esprit de rébellion ou de désobéissance et les protestants étant, au contraire, encore les sujets du roi qui sacrifieront le plus volontiers leur vie et leurs biens pour son service.

Pour en revenir à l'affaire de Péboyer, le prévôt s'y étant transporté le 5 mars, il dressa son procès-verbal de l'état du cadavre du pauvre paysan que les dragons y avaient tué la veille, qu'on a laissé dévorer par les chiens sans vouloir permettre qu'on l'enterrât, et de tout ce qui s'y était passé, dont il fit ses informations, composées des dragons qui l'avaient assassiné ou d'autres personnes tout au moins autant suspectes qui ne purent cependant rien déposer qui fût capable d'établir une rébellion préméditée. Et comment l'aurait-elle pu être, puisque, indépendamment de ce qui a été ci-dessus observé, personne ne savait encore que les dragons partiraient, où ils devaient aller et où ils allaient. La compétence de la procédure fut jugée, et quoiqu'elle parût manifestement ne devoir pas être adjugée au prévôt, elle le fut cependant, parce que M. l'intendant fit entendre aux officiers du présidial que le roi le voulait ainsi.

Le prévôt a depuis plusieurs jours interrogé les pauvres paysans blessés qui sont prisonniers et a ouï successivement trente témoins sans en trouver aucun qui dépose rien qui puisse servir à établir la rébellion qu'on a pour objet ; mais enfin un trente et unième ayant dit que quelque fabricant de Sapiac avait envoyé un potier de terre du même faubourg qui est du nombre des blessés et des prisonniers et un nommé Léonel, peigneur de chanvre du même faubourg, pour avertir le ministre et le proposant qui étaient au Fau de s'en aller et les paysans des environs d'empêcher qu'on les arrêtât, et qu'en conséquence, la demoiselle épouse du sieur Pagès Vignante qui était à Corbarieu¹ et quelques autres personnes, avaient excité les paysans à accourir du côté de Péboyer, pour empêcher que les dragons n'emmenassent le dit ministre et le dit proposant qu'on disait avoir été arrêtés, ladite demoiselle épouse du sieur Pagès a été décrétée de prise de corps aussi bien que le dit Langlade, fabricant, son fils et plusieurs autres, tant artisans que paysans. En sorte qu'on veut, à quelque prix que ce soit, faire trouver une rébellion où il n'y en a jamais eu, et sacrifier à une fausse démarche des innocents massacrés et maltraités sans aucune

1. Village sur le Tarn, voisin du hameau de Foissac.

cause ni raison légitime; à quoi il n'y a que trop apparence qu'on réussira si le roi ou quelqu'autre ministre que M. le comte de Saint-Florentin n'a la charité d'en prendre connaissance et de faire faire des informations par des personnes qui ne soient pas suspectes, ou ne leur accordent leur grâce sans être coupables du crime dont s'agit.

On ne peut rien ajouter de plus fort sur ce qui se passe que de dire que tous les catholiques romains honnêtes gens en gémissent; mais personne n'ose prendre sur son compte d'en instruire la cour, parce que les circonstances du temps autorisent toutes les voies d'autorité dont l'inquisition la plus rigide se soit jamais servie ¹.

Court a raconté cette affaire à plusieurs reprises, d'abord dans une *Relation des principaux faits arrivés depuis quelque temps au sujet de la religion en France, dressée en mai 1745* ², puis dans un *Mémoire sur la persécution qui s'exerce actuellement en France contre les Protestants sujets du roi* ³, enfin dans le *Mémoire historique* de 1751 ⁴. Mais ces trois récits à peu près identiques ne sont que le résumé de l'abrégé historique dont ils reproduisent presque les termes ⁵.

1. Genève, Court, 17P, p. 76-81. Comme on le voit, c'est sous le coup de l'émotion causée par cette affaire de Foissac que cet abrégé historique a été écrit, et la précision des renseignements, notamment en ce qui concerne la disposition des lieux, semble bien indiquer que l'auteur est une personne du pays.

2. Cette relation (comité de Hollande, pièce 15; Genève, Court, n° 1, t. XVII et n° 5) est bien de Court lui-même. En effet, en envoyant l'abrégé historique (pièce 12), il annonce, dans sa lettre du 18 mai 1745 à Royer (pièce 11), qu'il prépare une relation « de la persécution qui s'est élevée contre eux [nos frères] depuis l'année passée »; et il l'envoie avec sa lettre du 28 mai (pièce 13); c'est de celle-ci qu'il s'agit et non de l'abrégé historique comme on l'a cru à tort (Voir *Bulletin*, t. XXVI, p. 262, n° 15; la pièce 15 de cet inventaire est devenue la pièce 13 dans la copie de la bibliothèque).

3. Comité de Hollande, pièce 30.

4. A la suite du *Patriote français et impartial*, Bibl. Soc. Prot., 1^{re} éd., p. 32, 2^e éd. (1753), p. 132-134 (article VIII : « Meurtres et massacres faits en divers lieux »).

5. Dans la pièce 15, le récit commence ainsi : « Le 4 mars il arriva dans cette ville-là quelques compagnies de dragons du régiment de la reine. Dès le jour même, M. l'Intendant en envoya à discrétion chez les protestants des environs de la ville. Ils y firent bien des désordres, et deux d'entre eux, après s'être gorgés de vin, entreprirent de faire des caresses à la dragonne à une jeune fille. » Voici la fin du passage : « Telle est la

Cet incident avait eu en effet parmi les protestants un retentissement assez considérable; c'est ce que nous apprend encore un passage d'une lettre de Court à Royer du 2 avril 1745, qui est comme le développement de sa dernière phrase dans la relation de mai.

Outre les deux compagnies de dragons logées comme à discrétion à Milhau, dont je vous avais parlé, il y en a 3 sur le même pied à Saint-Afrique. Il y en a aussi à Saint-Félix de Sorbes; mais un plus grand nombre sont logés sur le même pied à Montauban et aux environs. On désole ce canton là et on y réduit les gens au désespoir. Cent cinquante paysans d'un endroit appelé le Fau, tout près de Montauban, ne pouvant plus subsister chez eux, avaient gagné la campagne. Les dragons les poursuivirent, en tuèrent quelques-uns et en estropièrent quelques autres, et en arrêtèrent 11 qu'on mit dans les prisons de Montauban et dont 5 sont déjà sortis. La fable et l'amplification se sont si fort mêlées dans cet événement que j'ai vu des lettres qui ne parlaient pas moins que d'un soulèvement, qui faisaient monter le nombre des soulevés à 8,500 personnes et qui avaient déjà taillé en pièces 4 régiments, 2 de cavalerie et 2 d'infanterie et dont il n'était échappé que 400 hommes. Ce bruit s'était ici si fort répandu qu'il y a de la peine à en faire revenir les gens.

La lettre qui développe le fait est d'une personne de la première distinction de Montauban. Elle est datée du 23 mars et de beaucoup postérieure à toutes les autres qui avaient parlé de ce fait¹.

source et l'origine de ce fameux et prétendu soulèvement dont les fausses nouvelles ont rempli toute l'Europe. » — Pièce 30 : « Au commencement de mars une partie des dragons qui étaient dans le Quercy commirent les plus grands désordres aux environs de Montauban, après avoir tenté le viol d'une jeune fille... » — Quant au récit du *Mémoire historique*, il est la copie presque mot à mot du récit de la pièce 15.

1. Comité de Hollande, pièce 8. — L'affaire du Fau est aussi mentionnée par Paul Rabaut dans deux lettres à Court; la première est du 12 mars 1745 : « J'ai eu avis par le dernier courrier de Toulouse, qu'à Montauban il y avait eu un combat sanglant entre une compagnie de dragons du régiment de la reine et une troupe de paysans protestants. Quatre de ces derniers ont resté sur le champ de bataille, et douze ont été arrêtés et conduits en prison. Il y a eu quatre soldats dangereusement blessés. L'on ne marque point à quelle occasion cela est arrivé, ce que je suis fort impatient d'apprendre. Cet événement me fait une peine infinie. Veuille cette Providence infiniment sage qui sait tirer le bien du mal, faire tourner cet accident à l'avantage de sa pauvre Église » (Dardier,

Enfin dans le *Mémoire historique* de 1751, Court raconte aussi à quelles exagérations on s'était porté du côté des catholiques :

L'an 1745, on répand la nouvelle que les huguenots des environs de Montauban ont pris les armes, qu'ils sont au nombre de 8,500; qu'ils ont à leur tête le sieur de Larmiquière, homme expérimenté dans l'art de la guerre; qu'ils avaient eu dessein de faire le siège de la Tour de Toulouse où ils avaient de leurs frères prisonniers; que l'affaire aurait réussi, si elle n'avait été décelée par trop d'éclat; que le chef ayant été informé que deux régiments de dragons et deux d'infanterie lui venaient au devant, il avait fait cacher une partie de ses troupes dans les bois, qu'il avait fait défiler l'autre à pas comptés; que son dessein était de mettre l'ennemi entre deux feux, à quoi il avait réussi parfaitement; que les troupes du roi les ayant aperçus au lever du soleil s'étaient hâtées pour les atteindre; que les huguenots, feignant d'être accablés par la fatigue, avaient marché fort lentement; qu'ils étaient arrivés ainsi à Miriganti où était en embuscade une partie de leurs troupes; que, comme les dragons n'étaient éloignés que de deux portées de fusil, ils se virent investis de trois endroits différents; qu'une multitude de voix s'était fait entendre dans les airs chantant le Psaume XCI avec un visage si serein, qu'ils avaient déconcerté leurs ennemis et qu'après un combat de deux heures ils s'étaient emparés de leurs chevaux; que le sieur de Larmiquière avait donné la chasse au peu de troupes qui restaient, etc. Quel était le but de cette calomnie, qui n'avait pas le moindre fondement, qui vola de lieu en lieu et remplit un instant toute l'Europe? Les protestants ne doutèrent point que ce ne fût pour les rendre odieux et pour attirer sur eux non seule-

op. cit., t. 1, p. 162). La seconde est du 31 mars : « Je n'ai eu que des nouvelles fort incertaines de ce qui s'est passé du côté de Montauban. Celles qui me paraissent le plus dignes de foi portent qu'une compagnie de dragons ayant été mandée dans un village près de Montauban pour être logée chez les protestants du lieu, quelqu'un de ces protestants, maltraité par les dragons qui étaient chez lui, se plaignit contre eux. Les mauvais traitements augmentèrent, le protestant appela des voisins au secours, les dragons appelèrent d'autres dragons, on en vint aux coups et il y eut un protestant qui resta étendu sur la place, quelques autres furent blessés aussi bien que quelques dragons, et l'on emmena quelques paysans en prison. Je n'en ai pas appris autre chose, du moins qui mérite créance. Je n'ai rien ouï dire des quatre mille hommes dont vous me parlez » (*id.*, p. 169).

ment toute la sévérité du gouvernement, mais encore pour faire revivre contre eux ces anciens arrêts qui autorisaient les peuples à courir sur leurs ancêtres au son du tocsin, et de les tuer sans miséricorde comme autant de bêtes féroces, de chiens et de loups enragés qui désolaient le royaume (Maimb., *Hist. du Calv.*, t. II, p. 53, 54¹).

VI

Si en effet les protestants s'étaient exagéré les proportions de l'affaire, Saint-Florentin en avait fait autant de son côté. La nouvelle l'avait presque désespéré : « Je suis fort saisi de cet événement qui peut être le signal de plusieurs autres semblables, » écrivait-il le 8 mars ; et il en profitait pour reprocher à l'Escalopier sa rigueur qui avait amené cette « révolte des paysans ». « Quoi qu'il en soit, ajoutait-il, il n'est plus possible de reculer, et il faut indispensablement punir les coupables qui ont été arrêtés » ; quand il s'agira d'exécuter le jugement, il faudra prendre « toutes les précautions imaginables »².

La frayeur de Saint-Florentin ne dura pas longtemps ; l'affaire ne donna lieu à aucun mouvement des protestants. Dès le 19 mars, Saint-Florentin pouvait écrire : « Je suis bien aise d'apprendre par votre lettre du 7 de ce mois que l'émotion du 4 n'a point eu desuite et même que les paysans des environs de Montauban sont venus vous marquer leur repentir et demander grâce. » Le 25 mars, il écrit aussi : « Il paraît que la soumission et la tranquillité sont rétablies dans votre généralité et cela me fait beaucoup de plaisir. » Enfin, le 20 avril, il déclare qu'il est « bien aise que les mouvements des religionnaires se calment de plus en plus »³. C'est dire que l'affaire de Foissac, loin d'être le début d'un soulèvement, n'a été que l'épilogue de tous les événements de l'hiver et que les assemblées ont cessé complètement.

Il fallait cependant instruire le procès des prisonniers. Mais

1. *Loc. cit.*, 1^{re} éd., p. 5-6, 2^e éd. p. 17-18 (article 1 : les calomnies dont on les noircit).

2. Arch. nat., O⁴, 444, f^o 51 r^o.

3. *Id.*, f^o 63 r^o, 67 r^o, 90 r^o.

le roi ordonne « qu'il n'y ait que les plus coupables qui soient punis », et après le jugement il se réserve de gracier les autres. Le prévôt de la maréchaussée chargé d'instruire ne devra du reste parler que « d'attroupement avec port d'armes », sans qu'il soit « question de religion. Il me paraît toujours plus prudent, lorsqu'on le peut, de n'employer contre les religionnaires que les lois générales du royaume » (10 mars). Le 19 mars, Saint-Florentin insiste encore : « Si les paysans qui se sont attroupés n'ont agi que par des inspirations étrangères, ...quoiqu'il soit très important de découvrir la source du mal, il ne faut cependant point impliquer dans le procès tous ceux qui pourront en être reconnus les auteurs ou les complices ; ...il n'en faudrait pas davantage pour exciter une révolte générale. » On n'impliquera donc dans la procédure que ceux contre qui on aura des « preuves concluantes, et même jusqu'à concurrence seulement d'un fort petit nombre » ; c'est à l'intendant à obtenir cela du prévôt. Si celui-ci ne sait pas obéir, on donnera à l'Escalopier des pouvoirs spéciaux ; « mais le roi ne s'y prêterait qu'en cas de besoin, parce que le peuple a toujours moins de suspicion et d'aversion contre ses juges naturels que contre des commissaires », et parce qu'il vaut mieux juger l'affaire « comme attroupement ordinaire que comme attroupement pour cause de religion ¹ ».

Le 10 mars, Saint-Florentin écrivait : « Peut-être que l'indulgence fera une impression plus avantageuse sur les esprits que la rigueur. » Le 25 mars au contraire, voyant l'effet produit en Dauphiné par la sévérité, il croit « qu'il serait très utile que quelques-uns des paysans à qui le prévôt de la maréchaussée de Montauban fait le procès fussent condamnés au dernier supplice et pussent le subir avant le départ des troupes ² ». Mais le prévôt, à qui cependant on laisse assez entendre les désirs, sinon les ordres du gouvernement, ne se presse pas. Saint-Florentin s'en plaint souvent ³. C'est seulement le 20 juin qu'il reçoit la procédure, et

1. *Id.*, f^{os} 54 r^o (10 mars), 63 (19 mars).

2. *Id.*, f^o 67 r^o.

3. *Id.*, f^o 90 r^o (20 avril), 102 r^o (12 mai), 127 r^o (9 juin).

le 2 juillet, il prévient l'Escalopier que « S. M. pense qu'il faut quelque exemple » ; il ordonne « que le procès soit... jugé... et que, s'il intervient condamnation à mort... comme il y a lieu de le croire, les deux plus criminels soient exécutés dans le temps prescrit par l'ordonnance » ; pour les autres on surseoira à l'exécution des peines qui seront prononcées, et le roi graciera les coupables ou commuera la peine ¹.

Les juges n'eurent pas du reste à se conformer aux désirs exprimés par Sa Majesté, car, quoiqu'il ne soit plus question de l'affaire dans les registres, nous savons qu'on fut obligé de reconnaître l'innocence des prisonniers et de les relâcher ².

La tranquillité était d'ailleurs complètement rétablie ³, et les personnes arrêtées à l'occasion des assemblées commençaient dès le mois d'avril à être remises en liberté ; à la fin de l'année, il ne restait plus de protestants emprisonnés ⁴.

En somme les persécutions n'avaient pas été très violentes, malgré les proportions prises par le mouvement.

VII

Cependant au début d'août les assemblées avaient repris dans le Haut Languedoc, sinon à Montauban, sous la direc-

1. *Id.*, f^{os} 137 r^o (20 juin), 145 v^o (2 juillet).

2. C'est ce qu'apprend la fin du récit de Court dans le *Mémoire historique* de 1751 : « L'innocence des protestants fut enfin reconnue et les prisonniers élargis, mais il n'y eut point de peine pour les dragons qui avaient causé le désordre et commis le massacre. »

3. Parmi les moyens employés pour maintenir les protestants dans la soumission et les dissuader d'assister aux assemblées, il faut signaler la distribution d'une lettre du conseil du roi où c'est un protestant lui-même qui est censé parler. L'Escalopier est chargé de répandre la brochure, mais sans se découvrir, « parce que si les principes qui y sont établis par rapport aux assemblées sont bons, il s'y en trouve beaucoup d'autres qui ne peuvent être tolérés que dans la bouche d'un protestant » (O¹, 441, f^o 125 v^o).

4. Castanier, emprisonné un des premiers, est délivré le 25 avril 1745 ; « l'intention du roi en lui accordant la liberté a été de faire plaisir à Messieurs de Genève qui lui ont demandé cette grâce » ; il est exilé à Genève (O¹, 555, p. 384 ; O¹, 441, f^o 94 v^o). D'autres personnes sont libérées entièrement ou exilées dans les localités voisines, Toulouse, Rodez, etc. (O¹, 441, f^{os} 98 (11 mai), 122 (2 juin), 134 (22 juin, Bonhomme, Montméja, Deydieu), 152 v^o (13 juillet), 182 (11 août), 206 v^o (13 septembre, demoiselles Combes),

tion d'Olivier et de Viala⁴, et Viala écrivait à Court le 4 novembre, en réponse aux plaintes un peu vives formulées par un « associé d'outre-mer » sur la suspension des assemblées « du côté de Montauban et du Haut Languedoc » une lettre qui peint bien l'état d'esprit de ses fidèles du Montalbanais :

Nous n'avons cessé nos exercices religieux qu'avec l'affliction la plus amère et que lorsque nous avons vu une impossibilité absolue de les convoquer.

1° Chacun sait avec quel acharnement on renouvela la persécution à Montauban en suite des ordres de la cour. Là plupart des notables d'entre les protestants de cette ville ayant été ou emprisonnés ou été devant M. l'Intendant eurent le malheur de faire des soumissions scandaleuses. Les autres eurent pendant longtemps à supporter les logements de dragons; et quelques-uns au nombre de huit, accusés de sédition, sont actuellement détenus à la Conciergerie de la même ville...

2° ...Nous n'étions pas les maîtres d'assembler un peuple épouventé à la vue des démarches de l'ennemi, un peuple parmi lequel nous trouvions à peine un asile...; nous exhortâmes inutilement nos anciens à reprendre les exercices publics.

3° Il est vrai qu'il y avait encore un nombre considérable de fidèles qui désiraient de se rendre dans les saintes assemblées; mais outre que les principaux ne voulaient plus paraître, les autres étaient résolus de n'assister aux exercices de piété qu'avec des armes et de se défendre en cas d'attaque... Cette levée de boucliers eût-elle été évangélique?... Pouvions-nous l'éviter autrement que par une suspension de nos exercices sacrés?...

5°...Nous avons fait en secret ce qui nous a été possible, et lorsque nous avons trouvé une occasion favorable pour renouveler nos saintes assemblées, nous l'avons saisie avec empressement sans attendre d'y être exhortés. Nous les renouvelâmes au commencement d'août, et nous fonctionnons tous les dimanches en plein jour comme auparavant. Plusieurs de nos timides commencent à reparaitre, mais il en est encore beaucoup qui ne paraissent point².

253 r° (10 novembre, élargissement de 6 pasteurs qui avaient été arrêtés à Milhau), 278 v° (13, 30 décembre), etc.).

4. Lettres de Court à Royer, 21 septembre et 3 décembre 1745 (Comité de Hollande, pièces 20 et 25).

2. Cette lettre est insérée dans celle de Court du 3 décembre (*loc. cit.*, pièce 25).

Mais il n'est pas sûr que ces assemblées se soient tenues à Montauban même, car Saint-Florentin, le 10 novembre, apprend avec plaisir que l'Escalopier a « reconnu une soumission égale aux ordres du roi de la part de tous les religionnaires¹ ». Cette soumission, qui était absolue depuis la publication des ordonnances, n'avait pas cependant évité aux protestants les ravages des dragons.

C'est là en effet la véritable conclusion de ces événements. Les assemblées ont été tolérées par les autorités pendant tout l'hiver; puis lorsque, à la première injonction, elles prennent fin, on ruine le pays en le couvrant de troupes, et c'est ce qui paraît être, dans la région de Montauban, le caractère des persécutions qui ailleurs, en Languedoc et en Dauphiné notamment, se manifestent surtout par des arrestations, des poursuites, des exécutions sans pitié.

Les documents qui viennent d'être publiés montrent bien, semble-t-il, l'importance de ces assemblées. On y voit l'impression qu'elles ont produite à Paris, où elles ont donné lieu à la publication de deux ordonnances faites d'abord « plutôt pour effrayer que pour punir » et qui sont devenues des ordonnances générales. On y constate la situation précaire des protestants, qui, s'ils veulent un état civil, ne peuvent se dispenser d'assister aux assemblées. On y saisit enfin aussi le contraste existant entre la classe bourgeoise et la classe populaire, la première prête à se soumettre, la seconde plus ardente, difficile à contenir; et ce contraste persistera pendant tout le xviii^e siècle², il persistera jusqu'à la Révolution, jusqu'au jour où la bourgeoisie protestante montalbanaise, ayant acquis les privilèges politiques qui lui

1. Arch. nat., O⁴,444, f^o 253 r^o. Viala a dans sa circonscription le Haut Languedoc et le pays de Foix, et c'est sans doute dans ces pays que se tiennent les assemblées dont il parle; sa lettre du reste s'applique aussi bien à ces contrées qu'à la région de Montauban. — En 1746, 1748, 1752, les assemblées reprendront à Montauban, et le mouvement sera durement réprimé par l'Escalopier (Voir Mary-Lafon, *Histoire d'une ville protestante*, ch. xi, p. 253-258).

2. Voir notamment Cathala-Coture, *Histoire du Quercy*, t. III (1785), pp. 109-110, 129, 133.

étaient jusque-là refusés, voudra les garder pour elle seule, et devra s'effacer alors devant cette classe populaire qui avait fourni à la Réforme ses premiers éléments¹ et qui, en poussant la Révolution aussi loin qu'il sera nécessaire, contribuera pour sa part à poser les bases d'une véritable égalité.

FRANÇOIS GALABERT.

Documents

L'OCCUPATION DE SAINTES PAR LES PROTESTANTS

EN MAI 1562

Il y a déjà sept ans, en 1893, notre Société d'Histoire tint son assemblée annuelle à Saintes. Je dus alors étudier d'assez près l'histoire de la Réforme dans cette ville illustrée par Bernard Palissy. Je fus ainsi amené à constater une fois de plus qu'à l'époque des guerres de religion, les huguenots n'y furent pas les agresseurs. A Saintes, ils hésitèrent même plus longtemps qu'ailleurs à prendre les armes. Quand ils les prirent, contrairement à ce que prétendent certains auteurs non contemporains, ils s'abstinrent, du moins pendant la première guerre de religion, d'attenter à la vie de leurs concitoyens catholiques, et se bornèrent à installer le culte huguenot à Saint-Pierre de Saintes.

Un jeune élève de l'École des chartes, M. H. Patry, de la Rochelle, était venu à notre Bibliothèque étudier l'histoire des guerres de religion dans l'Ouest, je le priai de tirer au clair celle de la première occupation de Saintes par les huguenots.

Il a bien voulu rédiger, d'après les documents actuellement existants, la note qui suit. Elle confirme pleinement et ce

1. Voir H. Hauser, *La Réforme et les classes populaires en France au XVI^e siècle* (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. I, p. 24).

qu'avait déjà laissé entendre Bernard Palissy, et ce que j'avais affirmé ici moi-même en me servant des textes qu'on avait cru pouvoir lui opposer (*Voy. Bull.*, 1893, 378, 505 et 615). Je laisse la parole à M. Patry.

N. W.

Lors de la première guerre de religion les protestants se rendirent maîtres de Saintes en mai 1562. Contrairement à ce qu'ont avancé plusieurs auteurs modernes qui les ont accusés d'avoir à cette occasion commis divers actes de violence dans les églises et contre les prêtres, nous pensons qu'ils n'ont fait que procéder à une appropriation raisonnée des églises aux besoins de leur culte.

Pour appuyer cette opinion nous nous référons aux extraits d'un registre rédigé par un chanoine de l'église cathédrale Saint-Pierre de Saintes, François Tabourin¹. Il nous dit lui-même qu'il était enfant de chœur dans cette église à la date de 1565². Il est, par conséquent, admirablement placé pour constater l'état dans lequel les protestants avaient laissé ce monument après la première guerre de religion. En outre, il ne peut être suspect de partialité en leur faveur³.

Or, d'après les extraits qui restent de son registre, Tabourin constate qu'« en 1565 les huguenots n'avoient encore brisé que les images », qu'« encore quelques-unes avoient pu être cachées, entre autres celles de Notre-Dame du Miracle⁴ ». Ailleurs il parle de l'état dans lequel les protestants avaient laissé la cathédrale après la guerre et nous dit que « les calvinistes firent peu de dégâts en 15[62]⁵... pensant que

1. Nous n'avons malheureusement plus le registre lui-même, détruit dans l'incendie de la Bibliothèque de la ville de Saintes (11 novembre 1871). M. L. Audiat (*Saint-Pierre de Saintes*, 1865, in-8°), l'abbé Cholet (*Recueil des actes, archives et mémoires de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure*, t. II (1867), p. 244 et s.) et surtout l'abbé Grasilier (*ibid.*, t. III, 1877, p. 89 et s.) nous en ont laissé d'importants extraits.

2. Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 48.

3. Cf. Extraits Grasilier *passim*, et notamment à l'année 1568.

4. Extraits Grasilier, *l. c.*, p. 110.

5. L'abbé Grasilier, sans doute faute de pouvoir lire, n'a donné que les deux premiers chiffres de la date : d'après le contexte « pensant que l'église leur resteroit » on ne peut restituer que 1562.

l'église... leur resteroit. Mais ils furent contraints peu après de l'abandonner ». Il ajoute qu' « ils n'eurent pas le loisir de fouiller... » et que « la ville ayant été remise en l'obéissance du roi... Monsieur de Xainctes et les chanoines firent remettre les choses dans leur premier état, sauf les images rompeues et gastées¹ ». Ailleurs enfin il nous rapporte quel genre de dégâts les protestants firent dans la cathédrale. Voici comment l'abbé Grasilier analyse le passage :

« Muraille et parpins renversés par les réformés pour permettre la circulation tout autour de l'église et affin que ceux qui yroient au presche vissent le ministre... avoient faict faire un grand théâtre en lad. église qui montoit depuis le pavé jusques au vitrail qui est devant le grand autel... Chaire du ministre... celle qui estoit de toute encienneté... au pilier... vis-à-vis la chapelle Sainte-Eustelle et Sainte-Geneviève... »

Et il conclut enfin expressément :

« En ce temps-là qu'ilz preschoient ilz n'avoient rompeu que les ymages... n'avoient pas bruslé les chapes ni les tapisseries qui n'avoient peu estre serrées, ni les livres de chant. *Bref ilz n'avoient pas faict grand dommage en ce temps-là².* »

Nous citerons enfin un dernier passage du même Tabourin : on avait voulu en tirer une charge contre les protestants ; nous pensons y trouver, au contraire, un témoignage qui corrobore notre opinion. Il y est dit, en effet, que lorsque les protestants se rendirent maîtres de la ville la veille de la Pentecôte³ 1562, on était occupé à « faire de l'eau bénite » à la cathédrale. A la nouvelle de l'occupation, la plupart des prêtres prirent la fuite. Cependant l'archidiacre demeura et « ne bougea de faire lad. eau bénite et de dire la grande messe à laquelle se trouvèrent quelques chanoines et choristes⁴ ». Il est évident que si les huguenots avaient fait mine d'attaquer les prêtres, ceux-ci n'auraient pas paisiblement continué

1. Analyse Grasilier, l. c., p. 139-140.

2. *Ibid.*, p. 139-140.

3. 16 mai.

4. Analyse Grasilier, p. 102-103.

à fabriquer de l'eau bénite. En somme, d'après tous les passages du registre de Tabourin que nous apportons ici, on ne peut admettre autre chose si ce n'est qu'il n'y eut de violences commises qu'à l'égard de quelques « statues ».

Aussi bien ne pensons-nous pas qu'on puisse faire un crime à des hommes du xvi^e siècle de s'être livrés à la destruction d'images « gothiques ». — A part ces bris de statues les protestants n'ont fait, d'après Tabourin, que procéder à l'aménagement de l'église pour les prêches de leurs ministres ; les dégâts qui en résultèrent, facilement réparés par les catholiques quand ils reprirent possession de Saint-Pierre, auraient, semble-t-il, été commis d'une façon raisonnée et ne sauraient être comparés à un pillage ou au sac violent de la cathédrale.

Pourtant un dernier témoignage est invoqué par plusieurs auteurs modernes pour établir qu'au contraire, des actes de violence auraient été commis¹. C'est celui d'un procès-verbal qui daterait du 7 février 1564. Nous ne connaissons malheureusement cet acte que par l'*interprétation* que ces auteurs nous en donnent. Aucun ne le cite textuellement, aucun ne nous dit par qui ni dans quelle circonstance il a été rédigé ; il était en tout cas postérieur de plusieurs années aux faits auxquels il faisait allusion². Il nous semble dès lors légitime

1. Briand, *Histoire de l'Église santone et aunisienne*, 1843, t. II, p. 170-171. — Massiou, *Histoire de la Saintonge* (1836), t. IV, p. 59. — Audiat, *Bernard Palissy*, 1868, p. 193.

2. Ce procès-verbal que les auteurs cités avaient consulté aux archives municipales de Saintes a dû disparaître dans l'incendie de ces archives.

Voici la façon dont l'abbé Briand analyse ce document : « Les protestants... ainsi que nous l'apprenons d'un procès-verbal du 7 février 1564 s'introduisirent par surprise et par trahison dans la capitale du pays de Saintonge... Les assiégeants n'avaient pour armes que des bâtons ferrés : ils parcoururent comme des fanatiques les divers quartiers de la cité et pénétrèrent dans plusieurs églises où ils commirent toutes sortes de désordres. Ils se dirigèrent vers la cathédrale et trouvant les portes fermées, ils les brisèrent avec violence. N'obéissant qu'aux mouvements d'une haine effrénée, ils renversèrent les autels, mirent en pièces tous les tableaux et livrèrent aux flammes les livres d'église, les papiers et les titres du chapitre, etc. » (Briand, *op. cit.*, t. II, p. 171). Ni Massiou, ni M. Audiat n'analysent le texte d'une façon plus précise.

d'écarter ce document, qui échappe à toute critique, puisque l'interprétation que nous citons ci-dessous ne peut être utilement discutée, et qui apparaît comme suspect et postérieur, pour lui préférer un témoignage absolument contemporain des faits qu'il constate, témoignage qu'on ne peut accuser de partialité.

En dernière analyse, d'après les textes qui nous restent entre les mains, nous pensons qu'on ne peut accuser les protestants de s'être livrés à des actes de violence dans les églises de Saintes et contre les prêtres, quand pour la première fois ils furent maîtres de la ville en l'année 1562.

H. PATRY.

NOTABLES HUGUENOTS DES CÉVENNES ET DU GÉVAUDAN

ET LEUR ESPRIT DE SACRIFICE EN 1622

Le document qu'on va lire et dont on parcourra les noms encore connus dans le Midi, mais pas toujours dans les rangs du Protestantisme, est intéressant à plus d'un titre. D'abord il nous énumère à une époque donnée les huguenots des Cévennes et du Gévaudan, c'est-à-dire de la Lozère qui, grâce à leur situation ou à leur profession, ou à des services rendus, représentaient l'ensemble des réformés de la région. Et en parcourant la liste on voit que presque toute la noblesse de ces montagnes était alors huguenote, et que presque partout les protestants occupaient dans les villes et villages les postes de confiance, tels que ceux de consul, etc.

Puis on voit que vingt-cinq ans après l'édit de Nantes il restait encore, malgré l'exemple donné par Henri IV et beaucoup de ses anciens compagnons d'armes, des notables décidés à appuyer les revendications de Rohan qui n'étaient autres, quoi qu'on en dise, que le maintien intégral des garanties matérielles de l'édit de Nantes et le redressement des infractions déjà multiples à cette loi.

Enfin, nous voyons que ces notables n'hésitaient pas, non seulement à se compromettre dans une réclamation à main

armée, mais encore à exposer leurs biens et à s'imposer de réels sacrifices. La procuration en question est, en effet, destinée à permettre à Marc Paulet, premier consul d'Anduze d'emprunter pour huit mois la somme de 9,000 livres tournois. Et tous ceux qui la signent s'engagent à payer cette somme avec les intérêts, soit une dizaine de milliers de livres, qui en représenteraient peut-être cinq ou six fois autant aujourd'hui, au bout de ce temps relativement court. On peut douter qu'une pareille procuration aurait été signée seulement quelques années plus tard.

N. W.

**Procuration des députés à l'assemblée provinciale de la province
de Cévennes et Gévaudan tenant au lieu de Lasalle.**

L'an 1622, et le 8^e jour du mois de juin, avant midi, régnant très puissant prince, Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, par devant moy notaire royal et témoins bas-nommez estably en leurs personnes M. M^{re} David de Falgueirolles, conseiller du Roy g^{al} en sa cour des aydes de Montpellier, modérateur en l'assemblée provinciale des Cévennes et Gévaudan tenant au présent lieu de Lasalle, M^e Anthoine Rudavel¹, ministre en l'église de Lasalle, adjoint au modérateur, M^e Jean Baudoin, docteur ès-droits, consul dud. Lasalle, et Jacques Puyredon, consul de St-Estienne [de Valfrancesque], secrétaires de lad. assemblée : Messire César de La Tour marquis de la Charce, lieut. g^{al} de M^{gr} le duc de Rohan, en la présente province, noble Jacques de Cambis, baron de Fons et Cerinhac; François de Calvet, s^r de Meyrieyres; Jean de Calvet, s^r de Fontanilles et de la Jauberne; Jean de Bologne, s^r d'Euse; Jean de Galtier, s^r de Laval; Léon de Guy, s^r de Laroche; Jean de Barjac, s^r de Gasques; Jacques de Soliers, s^r de Bagars; Pierre Deleuze, s^r d'Argentières, juge d'Anduze; Jean de Lafarelle, viguier du Vigan; Charles de Lauberge, s^r de Cassanholes; Sabastien de Cambon, s^r de St Christol; Jean des Vignolles, s^r de St Bonnet; Louis de [La] Nogarède, s^r de Durfort; André Ducros, s^r du Cros; Abel de Faulcon, viguier de Vézenobres; Mathieu de Castanet, s^r de Mont-

1. Anth. Rudavel, de Sauve, se maria le 9 nov. 1605 avec Anne Baudoin, de Lasalle, et y devint pasteur. En 1620, il était marié en secondes noces avec Anne Tournier et était toujours pasteur à Lasalle. Il abjura en 1627. On ne sait plus rien de lui.

blanc; M^e Pol Paulet¹, pasteur de Vézenobres; Sauveur [*aliàs* : Laurent] Aymar, pasteur de Lézan; François [*aliàs* : Antoine] Imbert, pasteur de Mellet; Daniel Venturin², pasteur du Vigan; Habram de Saint-Loup³, pasteur de Sumène; Jacques Berlié, pasteur de Quissac; Christofle de Saunier; s^r de S^t Auban, consul d'Alez; Jean de S^t Julhian, s^r de l'Olivier; Jean Figeyrilie, consul d'Anduze; Jacques Puech, consul de S^t Jean de Gardonnenque; Jacques Julian, consul de Cardet; M^e Estienne [de] Rousset, juge du Vigan; Pierre Villars, s^r du Gressentis, consul dudit Vigan; M^e Guill^e Aldebert, juge de Sauve; Jérémye Rouveyrol, viguier dud. Sauve; Estienne Bringuier, depputte de Quissac; Jacques Villars, consul de S^t Germain; Anthoine de Parlier, consul de Barre; Jacques Capdur, consul de S^t Hilaire [-de-Lavit]; Pierre Bonnal, depputte de Valfrancesque; M^e Jacques Labaulme, depputte de Lédhignan; Jean de Surville⁴, pasteur de S^t Hippolyte; s^r de la Martinarys et M. M^e Jacques du Villars de S^t Germain, faisant le corps de lad. assemblée, lesquels tous ensemble au nom de lad. province et suivant l'article couché aux actes d'icelle, de leur gré ont reconnu les provisions par eux cy-devant faictes, de nouveau ont fait et constitué leur procureur especial et général, honorable M^e Marc Paulet, premier consul de la ville d'Anduze, présent et la charge acceptant pour et en leur nom emprunter pour huit moys, de telle personne qui voudront faire le prest et à tel intérêt que ledict M^e Paulet leur dit procureur advisera, la somme de 9000 livres tournois pour icelle remettre es mains de M^{es} Jean

1. Pol Paulet, d'Anduze, pasteur de Vezénobres, 1598-1624, mourut à Anduze, où il résidait étant pasteur de Gènerargues, le 11 juin 1646, étant marié avec une d^{lle} d'Héraud, qui mourut veuve aud. Anduze en juillet 1653.

2. Daniel Venturin, pasteur au Vigan, y mourut le 26 octobre 1626; époux d'Anne de Vissee qui lui survécut.

3. Abraham de Saint-Loup dit : *le Père Abraham*, moine carme converti, né à Langres en Champagne, pasteur à Sumène, 1600-26. Mort pasteur de Cognac et S^t-Marcel-de-l'ontfoulhouse, ayant été marié trois fois.

4. Jean de Surville, né à Bréau (Gard), fils de Pierre de Surville-de-Puechméjean [quartier de la commune de Bréau, longeant le chemin qui va de Bréau à Aumessas en passant par Mars et le col de Mouzoules] et de Suzanne de Vabres-Beaufort (sœur du marquis d'Avèze). Jean de Surville-de-Puechméjean était marié avec *Violande de Falguerolles*, dont il eut sept enfants, dont sont issues les familles catholiques. Après S^t-Hippolyte et la même année, 1622, Jean de Surville alla pour pasteur à Molières et Avèze (1622-27) et enfin au Vigan (1627-66).

Combel et Jean Pascal, recepveurs de lad. province, pour être par eux employée à certaines et importantes affaires de lad. province, suivant les mandemens et ordres qui leur y seront donnés par M^{re} le duc de Rohan, général des églises réformées de lad. province.

Et pour lad. somme et interest que led. procureur commandera, oblige tous et chacun leurs biens, presens et advenir, et personnes propres desdicts constituants, de payer lad. somme et interest dans l'espace de huit moys, solidairement et l'un pour l'autre, chacun d'eux sul pour le tout, sans désunion ni défecion de personnes et biens, promettant lesdicts constituants en général et chacun en particulier avoir agréable tout ce que par led. M^e Paulet sera fait en lad. charge, sous les obligations de leurs personnes et biens : solidairement comme dessus et l'un pour l'autre et chacun d'eux seul pour le tout, aux rigueurs des cours présidials, commissaires royaux de Nîmes, conseils de mondict s^r et autres cours.
 fait et récité aud. lieu de Lasalle, dans la chambre de lad. assemblée, en présence de Claude de Calvières, s^r de S^t Cosne, Charles de Cadoule, s^r de Cadoul, de la ville de Lunel, soubzsignés, avec les constituants et presence de moy, Pierre de Bagars, n^{re} royal dud. Lasalle soubzsigné, Jean de Boni^t, pasteur dudit S^t Hippolyte; Jean Guibal, du Pont-Marie; Jacques Girard, depputte de Gabriac; avec pacte que advenant que quelqu'un des subsnommés serait actionné par ceux qui feraient la presente pour tous les autres, il lui sera permis d'user de la même rigueur, de laquelle ils seraient contraints contre ung ou plusieurs des subsnommés.

(Suivent les signatures.)

PIERRE DE BAGARS, not^{re}.

(Étude Cabanis à Lasalle).

Collationné sur l'original.

A. DE CAZENOVE.

1. Jean de Bony, né à Anduze, débuta comme pasteur à Sauve (1608-21) et desservit S^t-Hippolyte en 1622 et en 1639. Il s'était marié avec *Marguerite de Ricaud*, morte veuve le 19 décembre 1669 à l'âge de 84 ans ou environ, enterrée au cimetière de S^t-Jean-de-Gardonnenque, où elle était peut-être née, car on y voit un *Jules Ricaud*, pasteur aud. S^t-Jean en 1594-98.

FORÇATS ET PRISONNIÈRES

A

LA SUITE DE L'ASSEMBLÉE DE MOUZOULES

(1742)¹

Le dimanche 29 avril 1742, une assemblée de nouveaux convertis fut tenue « au-dessus de Mouzoulès, au terroir de la Claparède, tailhable et paroisse d'Aulas², dans une pièce appartenant à François Delort, de Bréau ». Une tradition locale, qui s'est perpétuée jusqu'ici dans la paroisse d'Aumessas, dit que ce fut un faux frère, habitant le hameau du Cambon, qui fut dénoncer cette assemblée à l'officier, commandant de la garnison d'Aumessas, lequel se hâta de mettre ses soldats en campagne, mais un peu trop tard. L'exercice était, en effet, terminé ; il était 10 heures du matin, il ne restait qu'une petite bande composée de trois hommes : *Pierre Brouilhet*, âgé de 63 ans, de Campestret-lès-Aumessas ; — *Izaïe Combernoux*, âgé de 56 ans, cardeur de laine, natif d'Aumessas, demeurant à Avèze près le Vigan ; — *André Goutès* âgé de 35 ans, tisserand de draps, de Bréau ; — et huit femmes : *Isabeau Amat*, âgée de 45 ans, femme dud. Combernoux ; — *Magdelaine Galary*, âgée de 60 ans, femme de *Jean Nissolle*, travailleur de terre, d'Avèze ; — *Anne Treilles*, âgée de 30 ans, femme de *Louis Peire*, travailleur de terre, dud, Avèze ; — *Jeanne Bouguès*, âgée de 58 ans, née à Bréau, femme d'*Etienne Navas*, cardeur de laine, dud. Avèze ; — *Anne Falguière*, 27 ans, femme dud. *Jean [André] Goutès*, née

1. Archives de l'Hérault, C. 209. Fonds de l'Intendance.

2. La paroisse d'Aulas, composée des quatre consulats d'Aulas et Arphy, Bréau et Bréaunèze. La Bréaunèze était composée des hameaux du Bruel, Serres, Ribard, Salagosse, le Mazel, Mars. etc.

Mouzoules et La Claparède font aujourd'hui partie de la commune de Mars. tandis que le Bruel, Serres, Ribard, Salagosse, le Mazel, le Plan, La Baume, Subreville, font partie de la commune de Bréau.

Mouzoules est une maison isolée mais habitée par une famille protestante de père en fils depuis plusieurs générations, et située à la crête de la montée du chemin de Mars à Aumessas.

à Lasfons paroisse de Molières [-Cavaillac]¹, demeurant à Bréau; — *Jeanne Maïstre*, âgée de 60 ans, femme de *Pierre Randon*, cardeur de laine, dud. Bréau; — *Izabeau Plantier*, âgée de 30 ans, femme de *Paul Bresson*, muletier, de Bréau; — et *Jeanne Valette*, âgée de 10 ans, fille de *Jean Valette*, tisserand de Burates, à Bréau.

Amenés devant Daudé, juge et maire du Vigan, et interrogés séparément, les prisonniers répondirent : « Anne Treilles, femme Peire, qu'elle fut arrêtée le dimanche 29 avril à dix heures du matin, étant sur le chemin de Mars à Aumessas, avec les nommés Nissollesse et Navasse d'Avèze, allant au mas du Travers faire visite au nommé Ferrières, son cousin germain, qui a marié une de ses filles, et les nommés Combernoux et sa femme qui allaient voir son frère à Aumessas, niant avoir été à l'assemblée et d'avoir vu ou reconnu aucune personne. — Pierre Brouilhet, qu'il allait à Bréau voir ses parents, lorsqu'il fut arrêté auprès de la Croix-de-Mouzoules, par un détachement, etc. Jeanne Bouguès, femme Navas, qu'elle était sur le chemin d'Aumessas, allant au mas du Travers, voir le nommé Ferrières, son cousin, au sujet du mariage d'une de ses filles, avec les nommés Nissollesse et Peiresse qui allaient faire la même visite comme parentes; que le nommé Combernoux et sa femme étaient avec eux, allant voir son frère, nie comme les autres... Izabeau Amat, femme d'Izaïe Combernoux, qu'elle allait à Aumessas, avec son mari, voir son frère; que Nissollesse, Navasse et Pereisse, d'Avèze, étaient avec eux, nie comme les autres... Jeanne Valette, qu'elle était sur le chemin d'Aumessas où elle allait demander au N° Campestre 40 sols pour du coton qu'elle lui avait filé, nie comme les autres et dit n'avoir vu que le nommé Goutès et sa femme, Randonne, Bressonne de Bréau et des cavaliers qui les arrêterent avec un homme qui se trouva pris avec

1. La commune de Molières, canton du Vigan (Gard), est désignée aujourd'hui sous le nom *Molières-Cavaillac*, du nom des mines de houille qui étaient exploitées au terroir de Cavaillac sur cette commune. *Étienne Navas*, mari de *Jeanne Bouguès*, et *Anne Falguière*, femme de *Jean (André) Goutès*, sont des parents de M. *Alphonse Falguière*, secrétaire de la sous-préfecture du Vigan.

eux, etc. André Goutès, qu'il était sur le chemin de Bréau à Aumessas, où il allait voir le N° Falguière, son beau-frère, avec sa femme, la femme Randon, la belle-mère dud. Falguière, la femme du N° Bresson, muletier, et Jeanne Valette, nie comme les autres, n'a reconnu que Navasse, d'Avèze... — Anne Falguière, femme Goutès, qu'elle était avec son mari sur le chemin de Bréau à Aumessas, où ils allaient voir son frère qui y était établi, que la belle-mère de son frère y alla aussi avec eux, la femme du N° Bresson et Jeanne Valette, nie comme les autres... Magdelaine Galary (que Charles Sagnier appelle « Salavy », p. 81), femme de Jean Nissolle, qu'elle allait au Travers, voir Ferrières, son cousin, etc. Nie comme les autres... — Izabeau Plantier, femme de Paul Bresson, muletier, qu'elle allait au hameau du Caladon¹ acheter du foin, nie comme les autres... Reconnut Goutès et sa femme, Randonne, une jeune fille nommée Jeanne Valette, et Brouilhet, d'Aumessas. — Jeanne Mahistre, femme de Pierre Randon, qu'elle allait à Aumessas voir son gendre, nie comme les autres... Izaïe Combernoux, qu'il allait avec sa femme, voir son frère. Nie comme les autres. »

Malgré leurs dénégations, qui ne sont pas à leur honneur, les témoins ayant persisté dans leurs accusations, « Pierre Brouilhet, Izaïe Combernoux et André Goutès, furent condamnés à servir pendant leur vie en qualité de forçats, sur les Galères de Sa Majesté » et « Izabeau Amat, femme d'Izaïe Combernoux ; — Magdelaine Galary, femme de Jean Nissolle ; — Anne Treilles, femme de Louis Peire ; — Jeanne Bouguès, femme d'Etienne Navas ; — Anne Falguière, femme de Jean Goutez ; — Jeanne Maïstre, femme de Pierre Randon ; — et Izabeau Plantier, femme de Paul Bresson, furent condamnées à être rasées et enfermées pour le reste de leurs jours dans les prisons de la Tour de Constance à Aiguemortes ; — Et, à l'égard de Jeanne Valette, nous ordonnons, attendu sa jeunesse, qu'elle sera conduite et gardée jusqu'à nouvel ordre dans le couvent des Religieuses du Verbe incarné de

1. Le Caladon, le Travers, le Portal ; — la Tour ; — Ferrières ; — les Canals ; — Le Cornier ; — La Viale ; — Compestret ; — la Merlière, etc., hameaux de la commune d'Aumessas.

la ville d'Anduze, pour y être élevée à la Religion catholique, apostolique et romaine, et que sa pension et entretien y seront payés par ses parents, lesquels y seront contraints en vertu du présent jugement : Ordonnons en outre que celui rendu par nous le 23 du mois passé sera exécuté suivant sa forme et teneur en ce qui concerne l'amende de 800 livres, prononcée contre les N. C. des arrondissements d'Aulas et Aumessas¹ qui seront en conséquence contraints au paiement de lad. amende, et à celui des frais de procédure et autres faits à l'occasion de lad. assemblée, sur le pied de l'état détaillé qui en a été par nous arrêté aujourd'hui², le tout suivant la répartition qui en sera faite en conformité de l'art. 2 de l'ordonnance du 9 novembre 1728; Et sera le présent jugement exécuté non-obstant opposition ou autres empêchements quelconques, lu, publié et affiché partout où besoin sera. Fait à Montpellier le 10 juin 1742.

« DE BERNAGE (signé).

« Le 15 juin 1742. Nous subdélégué de l'Intendance, nous étant transporté avec notre Greffier dans les prisons de la citadelle de Montpellier, Nous avons fait faire lecture du jugement ci-dessus auxd. Brouilhet, Combernoux, Goutès,

1. La partie de la Claparède où se tenaient les assemblées est encore désignée sous le nom de Plein Horts et se trouve sur la limite des communes de Mars et d'Aumessas, mais l'étendue de terrain la plus grande était dans la partie de la paroisse d'Aulas (aujourd'hui commune de Mars).

2. Dans son *Histoire de l'Église réformée de Montpellier* (p. 556), M. le pasteur Ph. Corbière a publié tout au long l'*État des frais passés à l'occasion de la procédure faite en conséquence de l'ordonnance de M. de Bernage, etc., et des jugements rendus par mond. seigt de Bernage des 1^{er} et 12 du mois de May 1742*. Le total des frais s'élève à la somme de 755 livres, 2 sols, 9 deniers, qui, joints à l'amende imposée précédemment, font en tout la somme de 1,555 livres.

D'après le tableau officiel joint au dossier la population de l'*arrondissement d'Aulas*, composé des communautés d'Aulas, Bréau et Bréaunèze, Mars, Arfy, Salagosse, Molières [-Cavaillac] comprenait 77 familles « Anciennes Catholiques » et 683 familles « Nouveaux Convertis », et l'arrondissement d'Aumessas, composé des communautés d'Aumessas, Arrigas, Dourbies, Bez, comprenait 409 familles Anciennes Catholiques et 131 familles de Nouveaux Convertis.

Izabeau Amat, Magdelaine Galary et autres prisonniers y dénommés. Signé, Baudouin; — Albisson, Greffier (signé).

« A Montpellier de l'imprimerie d'Augustin. F. Rochard, seul Imprimeur du Roy 1742. »

**Lettres au sujet de Anne Treilles, femme de Louis Peire
[M. Vernier] ¹.**

1. Lettre de M. de Mazade, seigneur d'Avèze, à l'intendant.

Permettez-moi Monsieur de reclamer les bontés dont vous m'honorez en faveur d'une jeune femme du lieu d'Aveze détenue par votre ordre dans les prisons de la Citadelle de Montpellier. Comme elle est à la veille d'accoucher ses parents et particulièrement son mari me sollicitent continuellement pour vous prier de lui permettre de venir faire ses couches chez elle. Si cela est possible Monsieur vous m'obligerez sensiblement de vouloir bien l'accorder quoique dans ma triste situation ² on s'intéresse plus volontiers pour les malheureux je n'ose pas cependant vous solliciter en faveur des 4 autres prisonniers de ce lieu de peur d'être indiscret.

J'ay l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DAVEZE ³.

A Avèze, ce 25 May 1742.

2. Minute de réponse de l'Intendant.

A Montpellier, le 10 juin 1742.

« Je n'ai reçu M^r qu'a mon retour de deux voyages que je viens de faire successivement à Nismes et à Narbonne la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire concernant la jeune femme du lieu d'Avèze détenue dans les prisons de la citadelle de cette ville accusée d'avoir assisté à une assemblée de N. C. qui est à la veille de s'accoucher. Je me flatte M^r que vous êtes bien persuadé du plaisir avec lequel je concourrai toujours à tout ce qui pourra vous être agréable mais il ne m'est ni possible ni permis dans cette occasion de faire ce que les parens de cette femme désireraient, vous

1. Annotation mise dans les bureaux de l'Intendance.

2. Étienne Laurent de Mazade, seig^r d'Avèze, venait de perdre sa femme (note d'Alphonse Falguière, d'Avèze).

3. Étienne-L. de Mazade fut seig^r d'Avèze de 1731 à 1765. Il mourut à Avèze le 23 octobre 1765 (Historique d'Avèze, par Jean Brun, 108-109).

jugez bien vous-même que ce serait contre toutes les règles et s'exposer à des Événemens qui indépendamment de l'Exemple pourraient avoir d'autres suites ainsi tout ce que je puis faire c'est de permettre qu'elle accouche dans quelque lieu particulier de la citadelle et je l'ai dit à des personnes qui me l'ont demandé.

« Je profite avec plaisir de cette occasion pour vous renouveler les assurances de l'attachement parfait avec lequel j'ai l'honneur d'être M^r Votre très h. et tr. ob. serviteur. »

Anne Treilles, en présence de ce refus, dut se décider à abjurer car elle obtint de retourner chez elle et ne fut jamais plus recherchée au sujet de cette affaire. Ses descendants ont toujours été et sont encore protestants.

Les parents de Jeanne Valette ne pouvant payer sa pension, les religieuses ne voulurent pas la garder et elle fut élargie un peu plus tard. La famille Valette qui s'est perpétuée à Bréau est toute catholique.

Izabeau Amat, femme Combernoux; Magdelaine Galary, femme Nissolle; Anne Treilles, femme Peire; Jeanne Bouguès, femme Navas; Anne Falguière, femme Goutès; Jeanne Maïstre [aujourd'hui Mahistre], femme Randon; Izabeau Plantier, femme Bresson, furent enfermées à la Tour de Constance et n'en sortirent plus, excepté Anne Treilles, femme Peire. L'auteur de *La Tour de Constance* les porte sur sa liste en 1742, mais d'après des documents fautifs et incomplets : Falguière, Anne, est veuve Goutès; il ne fait pas mention que Jeanne Bouguès, femme Navas, est originaire de Bréau; Magdelaine Galary, femme Nissolle, est nommée Salavy; Izabeau Plantier, femme Bresson, n'y figure pas; et Anne Treilles, femme Peire, est nommée Anne Peire.

Quant aux trois hommes condamnés aux galères, ils ne figurent pas dans la *Liste des galériens* publiée dans la *France protestante*, 2^e édition.

FERD. TEISSIER, archiviste.

P.-S. — Pierre Brouilhet, André Goutès et Isaïe Combernoux moururent peu après leur arrivée aux galères : le premier le 21 octobre, le deuxième le 30 octobre, et le troisième le 7 novembre 1742 (matricules des chiourmes,

aux *Arch. de la marine*). Leurs noms ne figurent pas sur la liste des galériens (*France prot.*, 2^e édit., VI, 213 ss), mais tous ces prisonniers sont mentionnés au tome IV, col. 97. — M. le pasteur Cl. Ribard a publié dans l'*Église libre* (numéro du 26 juillet 1895) une notice sur Catherine Goulès, fille du galérien, enfermée avec sa mère à la Tour de Constance, et sur ses descendants.

P. FONBRUNE-BERBINAU.

SÉANCES DU COMITÉ

9 Janvier 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. P. de Félice, A. Lods, Frank Puaux, R. Reuss et N. Weiss. Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, et l'approbation donnée au sommaire du *Bulletin* sous presse, le secrétaire raconte que M. l'abbé Métais, auquel a été envoyée *recommandée* la lettre analysée dans la dernière séance du Comité, n'a ni répondu à cette lettre, ni donné signe de vie. Il soumet ensuite au Comité le prospectus de deux ouvrages qui doivent être prochainement publiés, de M. John Vienot sur *la Réformation dans le pays de Montbéliard*, et de M. E. Arnaud, 2^e édition de l'*Histoire des Protestants du Dauphiné*. La Société souscrit, pour trois exemplaires, à chacun de ces deux ouvrages. Il est décidé aussi d'insérer dans la prochaine livraison deux lettres reçues au sujet de la Table générale du *Bulletin*.

M. le président lit ensuite une lettre de M. Clément de Faye, demandant instamment où en est la continuation de la *France protestante*, et renouvelant le vœu que les souscripteurs voient enfin paraître un nouveau fascicule même réduit de cet indispensable répertoire biographique. Le Comité est unanime à appuyer ce vœu qui lui a été si souvent déjà transmis. Le président expose ensuite qu'à Villeneuve-de-Berg le culte protestant se célèbre actuellement dans une maison où une tradition locale prétend qu'Antoine Court serait né. On voudrait que la Société fit l'acquisition de cet immeuble comme elle a acquis celui de Rolland et l'affectât définitivement à notre culte. M. Puaux fera une enquête afin de savoir si la tradition qu'on invoque est fondée sur un document authentique.

Bibliothèque. — Le secrétaire a demandé et obtenu du Ministère la *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de France* (2 vol. in-4°, à suivre). — Le président apporte quelques lettres autographes du pasteur *Louis de la Blachière* achetées à Poitiers (voy. plus haut p. 31) et un très rare volume : CONFESSI- || ON DE LA FOY PRE- || sentee a Tres inuic tissime || Empereur Charles || V. a la Journée || d'Auspurg. || Composée en latin, par Philippe Me- || lanthon. Et depuis translatee || en francoys par Iehan || Dalichamps. || Psal. 119. || Le parloie de tes tesmoignages, en la || presence des Roys et n'estoye || point confuz. || Imprime nouuellement M.D.XLII. || 144 pages pet. in-8. — A la fin : Archeue d'imprimer le ix de Ianuier, || Mil. cinq. Cent. xliij || A Strasbourg. ||

13 février 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Frank Puaux, Albert Réville et N. Weiss. — MM. Bonet-Maury, J. Gaufres, Paul de Félice, R. Reuss et E. Stroehlin se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, ainsi que du sommaire du *Bulletin* sous presse, M. Frank Puaux rend compte de l'enquête qu'il a faite à Villeneuve-de-Berg. Les renseignements recueillis ne sont pas encore probants, mais M. Puaux en attend d'autres. Le secrétaire rend compte de ses démarches à l'Exposition. La Société d'histoire est autorisée à avoir une vitrine à elle, en commun avec la Société biblique de Paris. Un premier projet provisoire de cette vitrine est discuté et approuvé par les membres présents qui invitent M. Weiss à ne pas tarder à connaître les dimensions définitives de ce meuble et à préparer les livres et documents qui doivent y figurer. M. Réville signale un intéressant article de M. E. Coquerel dans la *Revue bleue* sur la prétendue modernité de Bossuet, et demande s'il ne sera pas rendu compte des derniers travaux qui ont été consacrés à l'évêque de Meaux. Le secrétaire répond que le *Bulletin* en parlera certainement.

Bibliothèque. — Elle a reçu de la baronne de Neufville deux fort belles plaquettes : SENTENCE || DECRETALLE ET CON- || demnatoire au fait de la paillarde Pa- || pauté : et punition de ses démerites, et forfaits, souz la sommaire || narration de longues || procédures... Imprimé nouuellement 1561 ; — et LE GLAIVE || DV GEANT || GOLIATH, ...1561 ; (par Ch. Léopard) dont nous n'avions qu'un

autre exemplaire incomplet. — M. le président apporte BREF || ADVERTISSE || MENT DE MONSIEUR || L'EVESQUE D'EVREUX A SES || diocésains contre un prétendu Arrest || donné à Caen le 28 de Mars dernier, par || lequel il appert de l'introduction et esta- || blissement en France, du schisme, heresie, || et tyrannie d'Angleterre. || Paris, Bichon, 1591. — Enfin, M. F. Puaux offre une collection reliée de la *Libre Parole* depuis l'origine jusqu'au premier semestre de 1898, inclusivement.

CORRESPONDANCE

Une Traduction de Thomas La Grue (1670). — En 1891, M. le pasteur Auguste Chenot demandait aux lecteurs du *Bulletin* (tome XL [1891], p. 51) des renseignements biographiques sur THOMAS LA GRUE qui avait quitté la France vers 1652 et s'était réfugié en Hollande pour conserver le droit « *de servir et adorer son Dieu en esprit et en vérité* ».

Personne n'a encore répondu aux questions posées par notre collaborateur. En attendant, je suis heureux de lui fournir une indication bibliographique.

En 1670, Thomas La Grue fit paraître à Amsterdam une traduction française de l'ouvrage du pasteur Abraham Roger sur l'*Histoire de la Religion des Bramines*.

Cette traduction fut publiée sous le titre suivant :

Le Théâtre de l'idolatrie ou la Porte ouverte pour parvenir à la cognoissance du Paganisme caché et la vraye représentation de la vie, des mœurs, de la Religion, et du service divin des Bramines, qui demeurent sur les costes de Chormandel et aux pays circonvoisins.

« Par le sieur Abraham Roger qui a fait sa résidence plusieurs années sur les dites costes, et a fort exactement recherché tout ce qu'il y avait de plus curieux. Avec des remarques, des noms et des choses les plus importantes. Enrichie de plusieurs figures en taille douce. Traduite en français par le sieur Thomas La Grue, maître ès arts et docteur en médecine. »

A Amsterdam, chez Jean Schipper — 1670 — in-4° de 371 pages et tables.

Cet ouvrage est précédé d'un avertissement « *Au lecteur* » qui a sans doute été composé par Thomas La Grue. Il nous apprend que l'auteur Abraham Rogerius avait été, pendant six ans, ministre du

Saint-Evangile à Paliacatta, sur la côte de Chormandel et avait profité de ce séjour aux Indes pour connaître les mystères et les pratiques de la religion des Bramines. Il résume dans ce volume le résultat de ses recherches tout en publiant deux cents proverbes recueillis par Barthrouherri.

Il serait désirable que des recherches soient faites en Hollande pour compléter la notice de ce réfugié français qui dut avoir son heure de célébrité.

ARMAND LODS.

Deux articles de la Revue des Revues. — Le premier, de M. Jacques Bainville, sur *Les descendants de réfugiés et d'émigrés français dans l'Allemagne contemporaine* (1^{er} février 1900), est trop touffu pour qu'on n'y revienne pas à loisir. Le second, de M. E. Müntz, de l'Institut (1^{er} mars), est intitulé : *Le Protestantisme et l'Art, à propos de la récente crise de l'Église anglicane*. Il voit, dans le ritualisme anglican, « un acheminement vers une mise en scène plus brillante et un culte véritablement extérieur » — comme si ce culte était nécessairement *artistique* ! A ce compte, il faudrait considérer comme des œuvres d'art toute la sculpture, peinture et ornementation polychrome qui fait le fond de la *décoration artistique* des églises catholiques modernes et qui encombre tant de vitrines de mon quartier. — M. Müntz veut bien citer ma remarque (*Foi et Vie* du 28 février 1898) que « la Réforme fut amenée à accentuer à « l'excès tout ce qui pouvait la distinguer du culte catholique, là « précisément où elle fut impitoyablement persécutée et parfois « presque anéantie, c'est-à-dire surtout en France, dans les Pays- « Bas et en Ecosse, et que, dans ces mêmes pays, les temples « n'étaient autrefois que des constructions essentiellement provi- « soires ». — Il « objecte que, de notre temps, en plein siècle de « Tolérance, beaucoup de temples, notamment celui de la rue Chau- « chat, ont été construits en vue du culte protestant et que, nulle « part, l'on n'a fait le plus léger effort pour leur donner, sinon de « la pompe, du moins quelque noblesse. »

Le temple de la rue Chauchat n'a *nullement été construit en vue du culte protestant*. Le premier temple parisien qui ait été, à ma connaissance, construit, non par les soins de la Ville, mais *par les protestants et pour leur culte*, est celui de l'*Étoile*, dont on ne peut dire honnêtement qu'on n'y a pas fait le plus léger effort... *artistique* ! Mais l'espace me fait défaut pour en dire davantage aujourd'hui.

N. WEISS.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

MADAME DE MAINTENON CONVERTISSEUSE

I

Madame de Maintenon n'a jamais été huguenote.

L'influence que la « rude franchise » d'Agrippa d'Aubigné n'avait pas su prendre ou garder dans les conseils de Henri IV, et qui se fût tournée au profit du calvinisme, Mme de Maintenon, sa petite-fille, l'exerça pleinement, avec une habileté consommée, dans les conseils de Louis XIV, mais en sens inverse, et pour l'avantage exclusif de la cause catholique.

Le contraste si marqué des deux attitudes, cette marche en sens diamétralement opposé de membres d'une même famille, paraissent cependant moins extraordinaires si l'on veut bien considérer qu'entre Agrippa et Mme de Maintenon, l'existence de Constant d'Aubigné avait creusé un abîme de misère et de déchéance morales. Livré toute sa vie à ses déportements, indifférent, ou plutôt « athéiste parfait »¹, Constant laissa à Jeanne de Cardilhac, son épouse, tout le soin de régler les conditions de baptême et d'éducation de leurs enfants. Et celle-ci, catholique fervente, plongée par ses malheurs dans les pratiques d'une âpre dévotion, ne parait pas avoir eu de peine à maintenir sa fille, malgré les quelques années de son enfance passées chez des parents calvinistes, dans les principes de sa propre communion.

1. Voyez la lettre véhémentement d'Agrippa à son fils, qui commence par ces mots : « Surimeau, si la suscription... », et qui « échappa au soulagement de sa douleur » de père.

Le vingt huitiesme jour de novembre mil six cent trente cinq fut baptizée
 Francoise fille de M^{re} Constant Daubigny seigneur de la Rochefoucault
 de M^{re} Jeanne de Cardillac conioncts. Son parrain fut François de la Rochefoucault
 seigneur d'Estissac et de Maigné et sa marraine damoiselle Suzanne de Baudéan
 fille de haut et puissant Charles de Baudéan, seigneur baron de Neuilhan, Gouverneur
 pour sa maiesté de ceste ville et chasteau.

Jeanne de Baudéan

François de la Rochefoucault
 Constant d'Aubigny &

Meaulme

FACSIMILÉ PHOTOGRAPHIQUE DE L'ACTE DE BAPTÊME DE FRANÇOISE D'AUBIGNÉ.
 Cliché H. Gelin.

Lecture: Le vingt-huitiesme jour de novembre mil six cent trente cinq fut baptisée
 Francoise, fille de M^{re} Constant Daubigny, seigneur daubigny et de Suiremeau
 (Surimeau) et de dame Jeanne de Cardillac, conioncts. Son parrain fut François
 de la Rochefoucault, fils de haut et puissant M^{re} Benjamin de la Rochefoucault,
 seigneur d'Estissac et de Maigné et sa marraine damoiselle Suzanne de Baudéan,
 fille de haut et puissant Charles de Baudéan, seigneur baron de Neuilhan, Gouverneur
 pour sa maiesté de ceste ville et chasteau.

Susane de Baude[an].

François de la Rochefoucauld.

Constant d'Aubigny.

F. Meaulme (curé de Notre-Dame de Niort).

Pourtant la légende veut que Françoise d'Aubigné ait été huguenote. Ses premiers historiens l'ont écrit, et, après eux, chacun l'a répété sans même essayer de contrôler leurs dires. La vérité nous paraît, cependant, facile à établir.

Les *Souvenirs* de Mme de Caylus ne parlent pas du baptême; mais la seconde marquise de Villette — Claire Deschamps de Marcilly — dit expressément, dans les *Notes*¹ qu'elle adressa, vers 1730, aux dames de Saint-Cyr, que Françoise d'Aubigné « fut baptisée au prêche de Niort ». Or l'acte de baptême existe encore, et ce n'est pas dans les papiers du Consistoire réformé qu'on le trouve, mais bien dans les registres paroissiaux actuellement en dépôt dans la bibliothèque publique de cette ville. Ce n'est pas un ministre, c'est le curé de la paroisse Notre-Dame, François Meaulme, qui rédigea, le 28 novembre 1635, cet acte, dont l'authenticité ne saurait être contestée².

Trois lettres, publiées par La Beaumelle dans la *Correspondance* de Mme de Maintenon, ont longtemps été considérées comme des preuves formelles de l'adhésion qu'elle aurait donnée au calvinisme. Voici les passages caractéristiques de ces lettres :

« Vous maltraitez les huguenots... Ni Dieu ni le Roi ne vous ont donné charge d'âmes... *Ils sont dans une erreur où nous avons été nous-mêmes* et d'où la violence ne nous aurait jamais tirés... »

1. Voyez *Madame de Maintenon et sa famille*, par Henri Bonhomme, p. 255.

2. Si l'on objectait que plusieurs écrivains, notamment Saint-Simon et Tallemant des Réaux, la font naître aux îles d'Amérique, et que le document catholique des archives municipales de Niort se rapporterait alors non pas à l'enfant qui devint Mme de Maintenon, mais à une sœur décédée en bas âge, nous opposerions à cette allégation les deux arguments suivants, qui nous semblent absolument décisifs :

1° Si Mme de Maintenon était née en Amérique, sa naissance serait de l'année 1646, la seule que la famille ait passée aux Antilles. Elle n'aurait été âgée que de six ans au mois d'avril 1652, époque de son mariage avec Scarron (le contrat porte la date du 4 avril).

2° Après le décès de Scarron, elle écrit deux lettres à M. et à Mme de Villette, l'une sans doute du mois d'octobre, l'autre du 7 décembre 1660. Dans la première elle prie son oncle, qui habitait à Niort (ou à Mursay, près Niort), de relever pour elle « son extrait baptistaire »; dans la seconde, elle lui demande de faire « compiler » cet extrait.

(Lettre du 27 septembre 1672, écrite à son frère Charles d'Aubigné, alors gouverneur d'Amersfort).

« ... Ruvigny (député des Églises réformées du Poitou) est intraitable. Il a dit au roi que *j'étais née calviniste* et que je l'avais été jusqu'à mon entrée à la cour... » (Lettre de 1680, à Mme de Frontenac).

« ... M. de Ruvigny veut que *je sois encore calviniste* dans le fond du cœur... » (Lettre du 24 août 1685, à Mme de Saint-Géran).

Or, la première de ces lettres est falsifiée dans presque toutes les parties de son texte, et les deux autres ont été en entier forgées par La Beaumelle. On connaît le texte exact de celle de 1672. Th. Lavallée la reproduit (*Correspondance générale*) d'après l'original appartenant au cabinet de Feuillet de Conches. Voici ce que Mme de Maintenon écrivit en réalité :

« ... Réjouissez-vous, mon cher frère, mais songez à votre salut ; il y faut venir... Je vous recommande les catholiques, et je vous prie de n'être pas inhumain aux huguenots ; il faut attirer les gens par la douceur, Jésus-Christ nous en a montré l'exemple. »

Quant aux deux autres lettres, elles avaient été déjà qualifiées de « très fausses » par Louis Racine, et Th. Lavallée n'a pas eu de peine à démontrer, par l'examen minutieux de leur texte et des circonstances qui y sont relatées, que tout y est inexact et controuvé¹.

Ce qui a permis à ces allégations de trouver quelque crédit auprès des générations suivantes, c'est que la légende est contemporaine de Mme de Maintenon. On en trouve la preuve dans une *Relation* qu'écrivit, en 1690, le comte Ézéchiel Spanheim, chargé d'affaires de l'électeur de Brande-

1. Nous estimons qu'on ne saurait s'arrêter davantage à la lettre que Th. Lavallée place en tête de sa *Correspondance* : « Madame et tante, le ressouvenir des grâces singulières qu'il vous a plu faire retomber sur de pauvres petits abandonnés... », et qui indiquerait les angoisses et les résistances d'une foi contrariée par les trisulines. L'original de cette lettre n'a jamais été aux mains de l'éditeur, et pour cause. On ne comprend pas comment Lavallée, si sévère aux procédés de La Beaumelle, n'a pas vu que rien, dans cette lettre, ne rappelle le style et les sentiments de Françoise. C'est là une récréation de lettré érudit, rien de plus.

bourg à la cour de France. Il y exprime cette opinion que l'attitude de Mme de Maintenon, lors de la Révocation de l'édit de Nantes, « a paru d'autant plus étrange qu'elle, et toute sa famille, était *née et élevée dans la religion calviniste* ».

Cette tradition, répétée et amplifiée dans les antichambres du roi sous le couvert d'une vraisemblance issue du souvenir toujours vivant d'Agrippa, a évidemment servi de base aux récits que Mme de Caylus, les dames de Saint-Cyr, l'évêque Languet de Gergy, donnèrent, au siècle suivant, de la « conversion » de Françoise d'Aubigné.

D'après ces récits, Mme de Neuillan, femme du gouverneur de Niort, et quelque peu parente de Françoise, aurait jugé que la foi de celle-ci était compromise par sa cohabitation avec des huguenots zélés; elle aurait sollicité et obtenu de la reine mère, Anne d'Autriche, un ordre pour que la jeune fille fût enlevée à son oncle et à sa tante Villette. Placée d'office chez des religieuses Ursulines, d'abord à Niort, puis à Paris, elle se serait convertie après une longue résistance. Le récit très explicite que les dames de Saint-Cyr donnent de cette conversion renferme en lui-même les éléments de sa propre réfutation.

« Françoise, disent-elles, ne voulut se rendre qu'elle ne fût convaincue, par des preuves solides, que la religion catholique était la seule sûre... Elle voulut voir disputer devant elle un docteur catholique avec un ministre... Ils vinrent au parloir des religieuses... M^{lle} d'Aubigné fit mettre devant elle la Sainte-Bible pour lire, de son côté, les passages sur lesquels les docteurs appuieraient leurs raisons. Ces conférences durèrent plusieurs jours... Les huguenots, qui savaient qu'on l'instruisait, et qui craignaient qu'elle ne quittât leur parti, lui faisaient de puissantes sollicitations, et lui jetèrent des billets par-dessus le mur du couvent, où ils l'exhortaient de ne se point rendre, et de se souvenir qu'elle était la petite-fille du grand Théodore-Agrippa, qui était toujours demeuré si ferme dans leur religion que rien n'avait été capable de l'ébranler. C'était bien son dessein d'abord, mais ensuite elle s'aperçut que le ministre tronquait quelques passages de la Bible;... enfin, elle trouva, éclaircie sans doute intérieurement, que

la vérité devait être là où il y avait le plus de droiture. C'est ce qui la détermina à embrasser le parti catholique, après une assez longue résistance, et très honorable pour son âge; ensuite, elle fit son *abjuration*. »

Toute cette mise en scène a été évidemment arrangée après coup. Il est, en effet, absolument invraisemblable que la supérieure des Ursulines ait pu songer un instant à instituer, en l'honneur d'une pauvre pensionnaire de douze à treize ans, de très petite noblesse, dont rien ne pouvait faire prévoir alors les hautes destinées, un aussi solennel colloque, très visiblement décalqué sur celui qui précéda l'abjuration du roi Henri IV lui-même, et même sur certaines scènes qui s'étaient passées, à l'époque de la Révocation, dans les couvents des Nouvelles Catholiques.

Il suffit, d'ailleurs, de suivre d'un peu près la succession des événements qui marquent l'enfance de Françoise d'Aubigné pour voir qu'à aucun moment elle n'avait pu faire acte d'adhésion au protestantisme. Elle est, aussitôt après son baptême à l'église (28 novembre 1635), transportée au château de Mursay, où elle est allaitée, sous la surveillance de sa tante Louise d'Aubigné, dame de Villette, par la même nourrice qui avait donné le sein à Madeleine de Villette, plus tard Mme de Saint-Hermine.

Claire Deschamps de Marcilly affirme, dans ses *Notes* pour les dames de Saint-Cyr, que Françoise fut élevée à Mursay « jusqu'à l'âge de cinq ou six ans ». Ce chiffre est sans doute trop faible. On sait, en tout cas, par une lettre de Jeanne de Cardillac, par une requête de Constant et par une note d'apothicaire, que Françoise était à Mursay aux mois de juillet et août 1642, et qu'elle y recevait des soins, soit pour la gale, soit pour la petite vérole. Mais on perd complètement sa trace jusqu'au moment (décembre 1645), où la famille d'Aubigné s'embarque pour aller aux Antilles. Il se peut qu'elle ait passé tout ce temps à Mursay. Cependant René de Boisrond, gentilhomme saintongeais, auteur de *Mémoires* où il se flatte d'avoir été un ami d'enfance de Mme de Maintenon, laisse entendre qu'il l'aurait connue à

l'époque où son grand-oncle, Jean de Montalembert¹, seigneur des Essards, la recueillit dans sa maison avec un de ses frères. Il prétend même que c'est chez ce parent qu'elle aurait gardé « des poulets d'Inde ». D'ailleurs, qu'elle ait quitté Mursay à dix ans seulement, ou à sept ans, François d'Aubigné était bien trop jeune encore pour qu'on puisse la considérer comme ayant pu renoncer à la religion catholique. Il se peut — ce n'est cependant qu'une simple conjecture — que ses parents l'aient conduite quelquefois au prêche, dans le temple de Niort, ce voyage hebdomadaire lui fournissant l'occasion d'aller, avec sa tante, voir et embrasser son père, alors prisonnier à la Conciergerie. Mais on est d'autant moins fondé à prétendre qu'ils aient songé à exercer vis-à-vis de leur nièce la moindre pression religieuse qu'eux-mêmes se montrèrent, à ce sujet, peu sévères à l'égard de leurs propres enfants : Aymée, leur fille cadette, fut donnée en mariage au très catholique Jouslard de Fontmort, et leur fils Philippe épousa aussi une catholique, Anne de Châteauneuf.

Dès qu'elle se fut éloignée de Mursay, François ne put connaître, auprès de Jeanne de Cardillac, que des enseignements et des pratiques catholiques. Diverses anecdotes nous montrent sa mère la conduisant à l'église et lui enseignant elle-même le catéchisme. Ce qu'on sait de Jeanne par ses lettres ne peut laisser aucun doute sur la marque religieuse imprimée à sa fille du jour où elle l'eut sous la main.

Nous avons donc l'absolue certitude que, du mois de décembre 1645 — au plus tard — jusqu'au retour des Antilles (printemps de 1647), l'éducation donnée à François fut nettement catholique.

La mère et les enfants passèrent ensemble à Mursay au moins une partie de l'été de 1647. L'aîné des fils s'y noya, et le plus jeune fut placé comme page chez M. de Neuillan. Pendant ce temps, le père mourait à Orange (31 août 1647). Et lorsque Jeanne — la femme la plus plaidoyante du monde,

1. C'était le frère de Louise de Montalembert, mère de Jeanne de Cardillac.

pour parler comme son futur gendre Scarron — se décida à retourner à Paris afin d'y reprendre l'interminable trame de ses procès, elle dut tout naturellement songer à assurer à sa fille une instruction et une éducation conformes à ses propres goûts. Elle la mit d'abord aux Ursulines de Niort, où l'enfant se prit d'une vive affection¹ pour une des maitresses, la mère Céleste ; puis, dans la suite, lorsqu'elle eut l'assurance que son séjour à Paris se prolongerait, elle la fit venir aux Ursulines de la rue Saint-Jacques, afin de l'avoir plus près d'elle. Tout cela se passa simplement et maternellement, sans qu'il pût être nécessaire de recourir en rien à l'autorité de la reine mère.

Françoise d'Aubigné ne passa d'ailleurs pas entièrement chez les Ursulines les quatre à cinq années qui s'écoulèrent entre le second départ de Mursay et son mariage avec Scarron (avril 1652). On sait qu'elle reçut — sans doute en compagnie de la plus jeune des demoiselles de Neuillan — des leçons de belles-lettres du chevalier de Méré; qu'elle séjourna alternativement, avec les Neuillan, à Niort et à Paris; qu'elle fréquenta chez Scarron assez longtemps avant que le mariage fût décidé; enfin, qu'elle passa au couvent les derniers mois qui précédèrent la signature du contrat².

On n'aperçoit pas bien, dans cette succession chronologique, le moment et les circonstances où elle eût pu devenir assez foncièrement huguenote pour opposer ensuite à des convertisseurs, l'« honorable résistance » dont parlent ses apologistes.

En réalité, les racontars de ces derniers ne reposent sur aucun fondement sérieux. Nés de l'histoire légendaire du baptême « au prêche », ils paraissent avoir été arrangés et brodés, sous l'influence d'un milieu spécial, pour harmoniser les attitudes de Mme de Maintenon, et donner comme prélude à son rôle de convertisseuse un rôle de convertie.

1. Cette affection persévérante semble déjà exclure l'idée de toute divergence au point de vue des sentiments religieux.

2. Sa mère résidait alors chez son parent Joly de Saint-Eugène, à Bordeaux.

II

Les parents de Madame de Maintenon. — Préliminaires des conversions.

Ainsi Françoise d'Aubigné n'est pas une renégate. Ce n'est pas non plus une femme deux fois convertie, qui aurait à « se revancher » des traitements de son oncle et des huguenots. Ce fut simplement, comme elle le dira d'elle-même, une « dévote ».

Son zèle pieux éclata de bonne heure. Avant même d'avoir atteint sa vingtième année, Françoise se met en garde contre les habitudes relâchées des hôtes ordinaires de Scarron en s'adonnant aux pratiques d'une dévotion méticuleuse. « Elle passait, nous apprend Mme de Caylus, des carêmes à manger un hareng au bout de la table. » Dans une lettre à son oncle Villette elle écrit, à propos de la mort récente de Scarron : « Entre nous autres, *dévots*, nous appelons cela des visites du Seigneur, et nous mettons tout *au pied de la croix* avec une grande résignation¹. » Une autre lettre, du 22 mars 1668, nous la montre très « abattue du carême ». Il n'est pas jusqu'au témoignage de Ninon de Lenclos, la jugeant « impropre à l'amour » parce qu'elle « craignait trop Dieu », qui ne vienne attester le rigorisme de sa piété.

Les épisodes que nous nous proposons de relater ici ont surtout trait aux conversions qu'elle s'efforça d'obtenir elle-même dans sa famille. Nos documents les plus nombreux sont fournis par ses propres lettres ; et cette circonstance est d'autant plus précieuse qu'elle permet de se faire une image exacte de son état d'âme, de la persévérance inlassable qu'elle apporte dans l'accomplissement de ses desseins, et aussi de la sérénité parfaite avec laquelle elle accomplit des actes

1. Françoise, âgée alors de 25 ans. n'eût pas exprimé aussi simplement cet aveu auprès de son oncle huguenot si celui-ci avait eu à lui reprocher l'abandon de sa foi première. — On remarquera de même qu'aucune des lettres adressées à son cousin Philippe ne répond au reproche qu'il n'aurait pas manqué de lui faire, s'il en avait eu le droit, d'avoir professé, pour son propre compte, les idées religieuses dont elle lui faisait maintenant un crime.

répréhensibles quand ils lui paraissent profitables à la cause de l'unité religieuse.

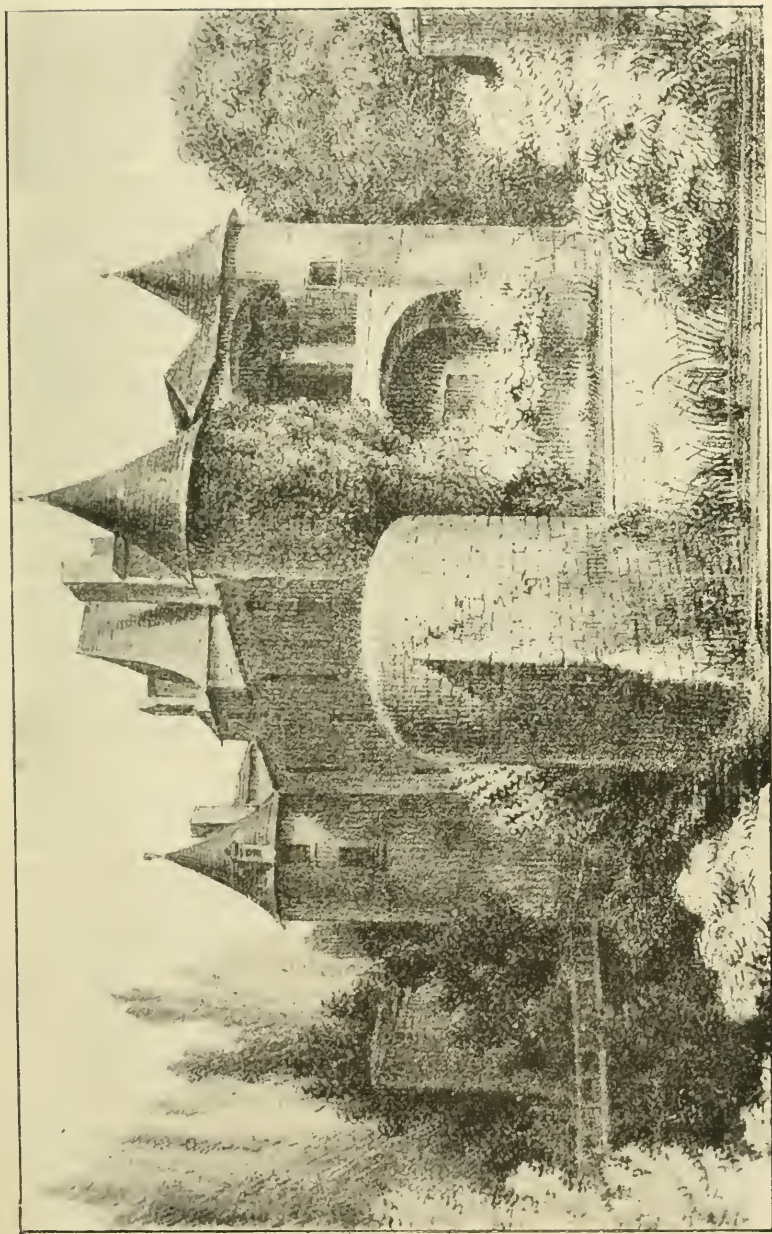
Une lettre du 14 juin 1670 exprime, pour la première fois, le regret qu'éprouve Françoise d'Aubigné à la pensée que ses parents sont encore *huguenots*. « Adieu, mon cher cousin, écrit-elle à Philippe de Valois, seigneur de Villette et de Mursay ; je vous aime fort, et je voudrais bien que vous fussiez plus heureux dans ce monde ici, et moins huguenot pour l'autre. »

Elle était alors veuve depuis dix ans du poète Scarron. Elle avait conservé, ou s'était acquis, par ses grâces et son esprit, dans le monde de la cour, de puissantes relations ; si bien que ses parents la sollicitaient déjà fréquemment pour obtenir des avantages ou satisfaire quelque ambition. Son crédit ne fera, d'ailleurs, que s'accroître : dans quatre ans elle recevra, pour prix de soins donnés aux enfants du roi et de Mme de Montespan, avec la propriété du domaine de Maintenon le titre de marquise ; et dix ans plus tard (juin 1684), elle deviendra l'épouse de Louis XIV.

Son oncle Benjamin de Valois Villette et sa tante Louise d'Aubigné étaient « morts au Seigneur¹ » l'un en 1661, l'autre en 1663 ; et le manoir de Mursay — bâti vers 1600 par Agrippa d'Aubigné lui-même — était maintenant habité par leur fils Philippe, de trois ans seulement plus âgé que la veuve Scarron.

Philippe de Villette avait, en 1662, épousé une catholique, Marie-Anne de Châteauneuf, qui le rendit, en ses dix premières années de mariage, père de dix enfants. A l'exception de trois, ceux-ci moururent en bas-âge. Il n'est, en effet, question, dans la correspondance très suivie qu'entretint Mme de Maintenon avec cette famille, que de deux garçons et d'une fille : Henri-Benjamin, marquis de Mursay, qui épousa Madeleine de Beaumont, nièce de Fénelon, et se fit

¹ 1. C'est l'expression qui se lit sur la tombe de Louise d'Aubigné, recueillie par nous, au mois de novembre 1897, dans un mur de clôture de la propriété de Mursay et transportée au musée de Niort en même temps que des fragments de tombes de deux de ses petites filles, Marie et Bérénice.



CHATEAU DE MERSY. — Cliché H. Gelin, d'après une lithographie de Audouin.

tuer à la bataille de Steinkerque (1692); Philippe, comte de Mursay, époux de Louise Lemoyne, et qui mourut des suites de blessures reçues au siège de Turin (1706); Marthe-Marguerite, née le 17 avril 1671, qui épousa, en 1686, le marquis de Caylus (c'est l'auteur de spirituels *Souvenirs*, édités pour la première fois par Voltaire). — Nous verrons les jeunes Villette se convertir sans résistance.

Des trois sœurs de Philippe que Françoise d'Aubigné avait connues à Mursay, l'aînée, Madeleine, avait épousé, en 1647, un fervent protestant, Elie de Sainte-Hermine, qui habitait la Laigne, en Aunis; Aymée, la cadette, s'était mariée en 1658 à Jouslard de Fontmort, conseiller au siège royal de Niort; enfin la plus jeune, Marie, épousa (1659) Marc-Louis de Caumont, issu d'un second mariage de ce Caumont d'Adde qui avait, avec l'aide de son gendre Nesmond de Sansac, et malgré les opiniâtres procédures de Jeanne de Cardilhac, réussi à ravir à Constant d'Aubigné la propriété de Surimeau.

Mme de Fontmort n'eut pas d'enfants, mais ses deux sœurs et son frère donnèrent le jour à de nombreux rejets, tous baptisés dans la religion réformée, et sur lesquels s'exerça l'ardeur prosélytique de Mme de Maintenon.

M. et Mme de Sainte-Hermine eurent sept ou huit enfants, dont quelques-uns moururent jeunes. Nous retrouverons, en contact avec Mme de Maintenon, trois garçons et deux filles. *Henri-Louis*, né le 24 décembre 1652 (baptisé au temple de Niort le 14 janvier suivant), appelé le marquis de Sainte-Hermine, se convertit; il devint capitaine de vaisseau, et mourut en 1715, laissant une nombreuse postérité. *Philippe*, baptisé au temple de Niort le 22 février 1654, est connu sous le nom de chevalier de Sainte-Hermine; il devint lieutenant de vaisseau; mais sa carrière fut entravée par sa résistance religieuse: persécuté, embastillé, il refusa de se convertir, et fut expulsé du royaume au mois de février 1688. *Jean-Pharamond*, qui fut enseigne de vaisseau, se convertit, et même devint abbé de Notre-Dame-d'Angle, dans le diocèse de Luçon¹. *Madeleine-Sylvie*, mariée à Alexandre Desmier

1. Peut-être ce Jean-Pharamond n'est-il pas frère des précédents.

d'Olbreuse, échappa à la persécution en se retirant en Allemagne auprès de sa belle-sœur, Éléonore d'Olbreuse, duchesse de Brunswick-Zell; devenue veuve, elle épousa Thomas-Christian de Bulow, grand bailli de Zell. Enfin, la plus jeune des filles survivantes, *Anne-Marie-Françoise*, celle que Mme de Maintenon, dans sa correspondance, appelle familièrement *Minette*, ne se convertit qu'après la Révocation, en 1687; dotée par sa puissante parente, elle devint, cette même année, dame d'atours de la duchesse de Bourgogne et comtesse de Mailly. Mme de Sainte-Hermine mère se convertit à peu près à la même époque que sa fille, mais le père demeura inflexiblement fidèle à sa foi jusqu'à sa mort, survenue en 1687.

Marie de Valois, de deux ou trois ans seulement plus âgée que Françoise d'Aubigné, habitait, près de Coulonges-les-Royaux, la maison noble de Magné, que son mari, Marc-Louis de Caumont, avait reçue en legs d'un oncle mort sans enfant. Elle eut un fils, Henri-Louis, qui se convertit, puis devint capitaine de vaisseau en 1693, et trois filles, Marie-Élisabeth, Suzanne et Marguerite-Aymée, qui abjurèrent à la Révocation. Marie-Élisabeth épousa, en 1686, un La Rochejaquelein; elle compte parmi ses descendants, à la quatrième génération, Henri de la Rochejaquelein, le héros de la chouannerie vendéenne.

D'autres descendants de Josué de Caumont d'Adde habitaient à Surimeau. Sa fille aînée, Artémise, l'épouse de Nesmond de Sansac, était morte en 1645, laissant quatre enfants, dont l'aînée, appelée Artémise comme sa mère, plut beaucoup à la veuve Scarron lorsque celle-ci visita Niort, Mursay et Surimeau à son retour de Barèges (1675). Artémise de Nesmond avait épousé, en 1664, Aubin Avice, seigneur de Mougou, d'une famille également protestante; sa sœur cadette était, depuis 1657, l'épouse de Jean de Guilloteau, seigneur de Launay, dont les fils, Jean-Josué et Pierre, figurent parmi les convertis de 1685; la troisième demoiselle de Nesmond, *Louise-Charlotte*, se maria, après sa conversion, avec Joseph-Henri de Beaumont, et reçut la bénédiction nuptiale dans l'église de Sainte-Pezenne le 19 mai 1696; enfin,

la plus jeune, Marie de Nesmond, très souvent marraine au temple de Niort, convertie le 11 décembre 1685, mourut célibataire dans sa 80^e année et fut enterrée en cette même église de Sainte-Pezenne, le 3 février 1723. Il ne reste que peu de traces des efforts qu'eut à faire Mme de Maintenon pour amener les conversions dans cette branche de sa famille. Toutefois, c'est par suite d'une erreur que l'historien des protestants du Poitou, Auguste Lièvre, fait figurer les demoiselles de Surimeau en 1699 sur une liste de « nobles mauvais convertis ».

Les premières entreprises sérieuses de Mme de Maintenon durent commencer par la famille de Fontmort. Le mari avait acheté, le 22 décembre 1656, c'est-à-dire deux ans avant son mariage, la charge de conseiller lieutenant général civil au siège royal de Niort. Le 23 mai 1678, le roi le nomma président audit siège. Il n'est nullement téméraire de supposer que Mme de Maintenon fut pour quelque chose dans l'élévation de son cousin ; et si l'on se rappelle que Mme de Caylus, dans ses *Souvenirs*, parle malicieusement de sa tante de Fontmort comme d'une personne « habituée à se convertir », on admettra sans trop de peine que la haute protection de la marquise dut être obtenue au prix de la conversion préalable de sa cousine. Nous verrons plus tard à quels excès de zèle M. de Fontmort, quoique catholique de naissance, se laissa lui-même entraîner, et quelles preuves il crut devoir donner de sa reconnaissance et de son dévouement.

Quant à Philippe de Villette, qui avait servi brillamment en qualité de capitaine dans l'infanterie, mais qui s'était vu licencier à la suite de la paix des Pyrénées, il languissait dans une inactivité très pénible à un homme de son mérite. Il s'avisa de solliciter, au commencement de 1671, et par l'entremise de sa cousine, quelque mission ou ambassade en Moscovie. La tentative n'eut pas de succès, mais Mme Scarron ne manqua pas de saisir cette occasion pour morigéner son parent sur le fait de la religion :

« Votre religion pourrait vous être un obstacle à votre ambassade, aussi bien qu'à tous les autres avantages que vous pourriez

espérer. Je ne voudrais pas que ces raisons-là fussent le motif de *votre conversion*, mais j'avoue que j'aurais une grande joie de vous voir en état de *faire votre fortune et votre salut* (mai 1671). »

L'année suivante Philippe de Villette s'engagea dans la marine. C'était l'époque où le marquis de Seignelay tentait la réorganisation de nos forces navales. Villette était intelligent et brave. Il fit ses premières armes sous les ordres du duc de Vivonne, frère de cette même Mme de Montespan, maîtresse du roi, dont la veuve Scarron élevait clandestinement les bâtards. Chaque année Villette prit une part active et brillante aux campagnes maritimes. Deux de ses enfants, deux Sainte-Hermine, un Caumont l'accompagnèrent à diverses reprises; et comme tout ce monde nourrissait l'ambition d'un avancement rapide, l'influence de la cousine bien en cour eut maintes occasions d'être sollicitée. On sait quel prix elle mettait à son concours. Villette se montrait peu disposé à céder. C'est alors que la convertisseuse se rabattit sur ses enfants.

III

L'enlèvement de Mademoiselle de Villette.

La conversion de ses frères.

L'idée d'attirer auprès d'elle les enfants de ses cousins était née de bonne heure dans l'esprit de Mme de Maintenon. Le 23 juin 1675, elle écrit de Barèges à M. de Villette, alors au mouillage dans le port de Toulon :

« ... J'ai une tendresse pour vous qui me fait souhaiter d'avoir quelqu'un de vos enfants avec moi; mais je n'aime pas que l'on me refuse, et vous avez un grand travers là-dessus. »

Le 4 août de la même année, elle exprime à Mme de Villette, demeurée à Mursay, la même pensée :

« Je voudrais bien voir vos enfants... »

C'était le moment où elle gouvernait les intrigues des Fontmort, dont elle rêvait de se faire des auxiliaires tout entiers

à sa dévotion. Lorsqu'elle se sentit sûre de leur connivence, elle résolut de frapper un grand coup. Au commencement de 1680, elle s'entendit avec Seignelay pour que Villette se trouvât compris dans une expédition de longue durée. Monté sur un vaisseau de trente-six canons, *Les Jeux*, dont il avait le commandement, il l'invita, sous les ordres de d'Estrées, la mer pendant près de deux ans dans les eaux de l'Amérique du Nord. Il avait avec lui le cadet de ses enfants. L'aîné, attaché à l'escadre de Château-Renaud, était resté en France.

C'est par celui-ci que Mme de Maintenon commença la série des conversions dans sa famille. Elle écrit, à son sujet, dans une lettre du 14 novembre 1680, adressée à l'abbé Gobelin :

« J'ai ici un jeune gentilhomme de mes parents, qui est huguenot et que je voudrais bien convertir ; c'est à vous que je m'adresse pour cela. Il n'a que quatorze ans et me paraît mauvais docteur ; il est opiniâtre ; cependant il n'est pas temps de se rebuter. »

L'abbé Gobelin ne laissa pas trainer la conversion, puisque, moins d'un mois après, le 9 décembre 1680, Mme de Maintenon put écrire à son frère, Charles d'Aubigné, gouverneur de Cognac :

« ... Notre petit-neveu est catholique ; je l'ai chez moi... J'attends Sainte-Hermine, et n'oublierai rien pour le convertir...

Le 19 décembre, elle ajoute :

« ... Il y a longtemps que le petit Mursay est catholique. M. de Sainte-Hermine est arrivé aujourd'hui, qui, je crois, me donnera plus de peine. J'aurai, dans peu de jours, Mlles de Sainte-Hermine, de Caumont et de Mursay. J'espère que je n'en manquerai pas une. Mais j'aime Minette, que j'ai vue à Cognac, et si vous pouviez me l'envoyer, vous me feriez un extrême plaisir ; il n'y a plus d'autre moyen que la violence, car on sera bien affligé, dans la famille, de la conversion de Mursay. Il faudrait donc que vous obtinssiez d'elle de m'écrire qu'elle veut être catholique. Vous m'enverriez cette lettre là ; je vous enverrais une lettre de cachet, avec laquelle vous prendriez Minette chez vous jusqu'à ce que vous trouvassiez une occasion de la faire partir... Travaillez à cette affaire ; j'ai une

inclination pour cette petite, et vous m'obligerez en faisant une bonne œuvre. Quant aux autres conversions, vous n'en pourrez trop faire. »

Nous ne savons ce qu'il advint de cette machiavélique combinaison; mais nous voyons que le recours à « la violence¹ », l'emploi des lettres de cachet apparaissent à Mme de Maintenon comme une nécessité très légitime dans l'accomplissement de ses « bonnes œuvres ». La lettre précédente nous montre encore que le rapt de la petite Villette était déjà concerté avec Mme de Fontmort. Le voyage à Paris des demoiselles de Caumont et de Sainte-Hermine se fit avec l'agrément des familles intéressées, mais sous des réserves très expresses au sujet de la religion. Marthe-Marguerite de Villette (Mme de Caylus), celle qui partait à l'insu de ses parents, a laissé, dans ses *Souvenirs*, un récit très vivant de l'enlèvement et du voyage :

« A peine mon père fut-il embarqué qu'une de ses sœurs — Mme de Fontmort — que ma mère avait été voir à Niort, la pria de me laisser chez elle jusqu'au lendemain. Ma mère y consentit avec peine; car, quoiqu'elle fût catholique, elle n'était nullement dans la confidence des desseins qu'on avait sur moi... A peine ma mère fut-elle partie de Niort que ma tante, accoutumée à changer de religion et qui venait de se convertir pour la seconde ou la troisième fois², partit de son côté et m'emmena à Paris. Nous trouvâmes sur la route M. de Sainte-Hermine, une de ses sœurs et Mlle de Caumont, aussi étonnés qu'affligés de me voir. Pour moi, contente d'aller sans savoir où l'on me menait³, je n'étais étonnée ni affligée de rien; mais comme les autres étaient des personnes faites, que Mme de Maintenon avait demandées à leurs parents, il avait été décidé, dans le conseil des huguenots, qu'on ne pouvait les lui refuser, puisqu'elle ne demandait qu'à les voir, et qu'elle promettait de ne les pas contraindre dans leur reli-

1. On voit par le contexte que le mot *violence* n'a pas, dans la pensée de Mme de Maintenon, le sens d'une coercition physique, mais plutôt d'une ruse destinée à lui permettre d'exercer sur les esprits une pression irrésistible. C'est une acception à la fois féminine et jésuitique du mot.

2. Mme de Caylus exagère sans doute, car rien ne permet de supposer que la première conversion de sa tante n'ait pas été définitive.

3. Elle n'était alors âgée que de neuf ans.

gion... et, en effet, la résistance de ces jeunes personnes fut infiniment glorieuse au calvinisme. Nous arrivâmes ensemble à Paris, — vers le 20 décembre, — où Mme de Maintenon vint aussitôt me chercher, et m'emmena seule à Saint-Germain. »

Puis Mme de Caylus raconte allègrement comment se fit sa propre conversion :

« Je pleurai d'abord beaucoup; mais je trouvai le lendemain la messe du roi si belle qu'à je consentis à me faire catholique à la condition que je l'entendrais tous les jours et qu'on me garantirait du fouet. C'est là toute la controverse qu'on employa, et la seule abjuration que je fis. »

Le 12 janvier 1681, le maréchal de Navailles écrivait à M. le président de Fontmort, à propos du voyage que sa femme venait d'accomplir à Paris : « Je vois que Mme de Fontmort a conduit son troupeau très heureusement ¹. » Mme de Maintenon n'avait pas attendu cette date pour tenter, auprès de Mme de Villette, sa justification. Le 23 décembre 1680, elle lui écrivait en ces termes :

« Quoique je sois persuadée, madame, que vous me donnez votre fille de bon cœur, et que vous avez une grande joie de la conversion de mon neveu ², je ne laisse pas de croire que vous avez besoin de consolation, et c'est pour y contribuer que je vous écris. M. de Mursay fit hier ses dévotions, et le curé de Versailles, qui l'a instruit et confessé, en est fort content. Voilà le plus essentiel... Le Roi a mille bontés pour lui, et j'espère qu'il lui donnera une pension. J'ai parlé pour faire messieurs de la Roche-Allart enseignants. Puisque les huguenots ne peuvent rien espérer, il faut demander pour les catholiques ³. M. de Sainte-Hermine écoute et répond fort honnêtement à tout ce que je lui dis sur la religion, mais jusqu'à cette heure il ne me donne nulle espérance. Je le menai samedi à Paris, où j'allai voir Mme de Fontmort et mes nièces... J'emmenai [votre fille] avec moi; elle pleura un moment,

1. Lettre publiée par Th. Frappier dans la *Revue de l'Anis, Saintonge et Poitou*, 1867, 2^e semestre, p. 248.

2. Il ne faut pas perdre de vue que Mme de Villette était catholique.

3. Les jeunes de la Roche-Allart, fils d'une sœur de Mme de Villette, étaient catholiques par leur baptême.

quand elle se vit seule dans mon carrosse, ensuite elle fut quelque temps sans rien dire, et, après cela, elle se mit à chanter. Elle a dit à son frère qu'elle avait pleuré en songeant que son père lui dit en partant que si elle changeait de religion et venait à la cour sans lui, il ne la verrait jamais. Elle s'attendrit dès que l'on vous nomme; du reste, elle est accoutumée à moi, et quand je l'assure qu'elle m'aimera, elle me répond qu'elle m'aime déjà... J'ai mandé à mes nièces de venir ici le plus tôt qu'elles pourront... Mme de Fontmort était très incommodée, le jour que je la vis...

« Que je vous plains, ma chère cousine, dans l'agitation où vous êtes entre un mari et vos enfants! C'est avoir le cœur déchiré par les endroits les plus tendres; je le suis si fort pour ce que j'aime que je comprends mieux qu'une autre votre douleur. Consolez-vous en Dieu, et dans mon amitié. Je ne doute pas que l'enlèvement de votre fille ne fasse bien du bruit; je l'ai voulu ainsi pour vous tromper la première, ne craignant rien plus que de vous commettre avec votre mari... M. de Seignelay m'a dit aujourd'hui que M. de Villette serait ici au mois de février; j'espère que la tendresse qu'il a toujours eue pour moi l'empêchera de s'emporter, et qu'il démêlera bien, au milieu de sa colère, que tout ce que je fais est une marque de l'amitié que j'ai pour mes proches. Je ne me console point d'avoir manqué Minette. Adieu, j'ai la main lasse, et il est tard. »

Sans doute la mère ne se laissa-t-elle pas convaincre par le flot de ces caïneries et de ces sophismes. Après tout, son cœur de mère et d'épouse était en droit de se révolter : on l'avait trompée, on lui volait sa fille, et, de plus, on risquait de lui aliéner la confiance et l'affection de son mari qui, certainement, serait porté à la croire complice. Une lettre d'elle, qui s'était croisée en route avec celle de Mme de Maintenon, exprimait sans nul doute ces diverses pensées puisque nous voyons la marquise, dès le 25 décembre, revenir à la charge. « Si vous aviez, explique-t-elle, été de la même religion que votre mari, je vous aurais priée de m'envoyer votre frère, et j'aurais espéré autant de complaisance qu'en ont eue M. et Mme de La Laigne et M. de Caumont. »

Ainsi, sauf en ce qui concerne Mlle de Mursay, les petites cousines avaient bien été, comme l'écrit Mme de Caylus, demandées par Mme de Maintenon à leurs parents.

« J'ai eu peur, ajoute-t-elle, que l'on ne vous soupçonnât d'avoir été bien aise de me la donner, et de quelque intelligence avec moi sur la religion. Voilà, ma chère cousine, ce qui m'a obligée de vous tromper. Et pourvu que M. de Villette ne soit pas malcontent de vous, je me démèlerai bien du reste. J'espère qu'il ne prendra pas si sérieusement l'enlèvement de sa fille, et qu'il consentira qu'elle demeure avec moi jusqu'à ce qu'elle soit en âge de dire sa volonté. Ne la plaignez point; elle se trouve fort bien ici, et je suis ravie de la voir; elle est jolie et aimable, et le talent que j'ai pour l'éducation des enfants sera tout employé pour elle.

« Adieu, ma chère cousine; votre lettre me fait pitié, ou pour mieux dire votre état. Mais enfin, vous êtes catholique, et il est impossible que dans votre cœur vous ne soyez bien aise de voir vos enfants dans le chemin où je les ai mis... Je suis sensiblement touchée d'affliger mes cousines par les marques les plus essentielles que je puis leur donner de mon amitié; car assurément je songe à leur témoigner, dans la personne de leurs enfants, la reconnaissance et la tendresse que j'ai pour elles et que j'aurai toujours, quoi qu'elles puissent faire, quand même elles viendraient à me haïr, »

Ainsi Mme de Maintenon était bien décidée à ne pas abandonner sa proie. Elle travaillait, du reste, sans relâche, aux conversions entreprises.

« Voici, écrit-elle le 15 janvier 1681 à l'abbé Gobelin, un gentil-homme, mon parent au même degré que M. de Mursay¹, qui veut faire (?) son abjuration entre vos mains, et être instruit par vous. Je vous le recommande, et de bien ménager son éducation huguenote, en ne lui disant que le nécessaire sur l'invocation des saints, les indulgences, et autres choses qui les choquent si fort... »

La tentative échoua; on le voit par une lettre du 5 février 1681, adressée par Mme de Maintenon à son frère :

«... M. de Sainte-Hermine part dimanche avec ses sœurs; ils ont tous fait une belle résistance et font une belle retraite; je suis persuadée qu'ils s'en repentiront. La petite de Mursay dit qu'elle les attend pour cela dans la basse-cour de la Laigne... »

1. C'est apparemment le jeune de Sainte-Hermine.

Mme de Maintenon prête ici son esprit à une enfant de dix ans pour lui faire exprimer des sentiments fort peu généraux. La demeure d'Hélie de Sainte-Hermine n'avait assurément rien de l'éclat des palais de Saint-Germain et de Versailles. Mais quand ses enfants rentrèrent à la Laigne, voici quel spectacle frappa leurs regards : les dragons — ou plutôt les arquebusiers de M. de Muyn, surintendant de la province d'Aunis et qui travaillait à sa manière aux conversions — venaient de s'y installer et malmenaient les domestiques.

Une relation de cette dragonnade se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Marsh de Dublin — sans nul doute apportée là par quelque réfugié protestant — et l'on peut y lire ce qui suit :

« ... M. de la Laigne, noble homme, seigneur du lieu, écrivit alors au prévost pour se plaindre de la manière emportée dont les archibusiers usaient en ce logis, et, entre autres, de ce qu'ils avaient maltraité une vieille femme, qui gouvernait une petite-fille de M. de Villette. »

IV

Madame de Maintenon essaye de calmer M. de Villette et de justifier Madame de Fontmort.

Sur ces entrefaites, Philippe de Villette rentra en France. On ne connaît pas les termes des lettres irritées qu'il écrivit à sa cousine, mais on les devine aisément à lire la très habile réponse qu'elle lui adressa le 5 avril 1681 :

« Je viens de recevoir deux lettres de vous, je vois avec douleur que la moins douce est la dernière; cependant, je ne m'en plains point, et avec tout autre que vous j'essuierais de plus grandes aigreurs. Je ne suis point trompée dans votre procédé, et quoi qu'on m'ait pu dire, j'ai soutenu que rien ne vous ferait emporter contre moi; je connais votre tendresse et votre raison; c'est ce qu'il faut pour recevoir ce que j'ai fait de la manière dont vous le recevez. Vous êtes trop juste pour douter du motif qui m'a fait agir: celui qui regarde Dieu est le premier, mais s'il eût été seul, d'autres âmes étaient aussi précieuses pour lui que celles de vos

enfants, et j'en aurais pu convertir qui m'auraient moins coûté; c'est donc l'amitié que j'ai, toute ma vie, eue pour vous qui m'a fait désirer avec ardeur de pouvoir faire quelque chose pour ce qui vous est le plus cher. *Je me suis servie de votre absence comme du seul temps où j'en pourrais venir à bout; j'ai fait enlever votre fille par l'impatience de l'avoir et de l'élever à mon gré; j'ai trompé et affligé madame votre femme pour qu'elle ne fût jamais soupçonnée par vous*, comme elle l'aurait été si je m'étais servie de tout autre moyen pour lui demander ma nièce. Voilà mon cher cousin, mes intentions, qui sont *bonnes et droites*, qui ne peuvent être soupçonnées d'aucun intérêt et que vous ne sauriez désapprouver dans le même temps qu'elles vous affligent. Comme je vous fais justice et que vos déplaisirs me touchent, faites-le-moi aussi, et recevez avec tendresse la plus grande marque que je puisse vous donner de la mienne, puisque je fâche celui que j'aime et que j'estime, pour servir des enfants que je ne puis jamais tant aimer que lui, et qui me perdront avant que je puisse connaître s'ils seront ingrats ou non. »

Puis Mme de Maintenon parle longuement de son neveu, « qui a de l'esprit et du sens, qui est doux, bien né, plein de bonnes intentions, ambilieux », et de sa nièce, « plus appliquée encore à se corriger et à vouloir plaire »; et elle flatte l'amour-propre paternel avec les séduisantes perspectives de l'avenir heureux et brillant qu'elle saura leur assurer. Mais, ajoute-t-elle,

« Qu'on ne veuille point les conduire en Poitou, ni me faire des prières contre ce que je crois devoir... Je ne vous réponds point sur ce que vous me demandez là-dessus... Jugez vous-même si je peux vous rendre votre fille, et si, *ayant fait une violence pour l'avoir, je ferais encore la sottise de la rendre*. Donnez-moi plutôt les autres, par amitié pour eux, puisqu'aussi bien, si Dieu conserve le Roi, il n'y aura pas un huguenot dans vingt ans... Je me chargerai de tous volontiers... Je ne vous ai point rendu de mauvais services auprès du Roi, et plutôt à Dieu que vous n'eussiez pas, pour le servir, une *exclusion insurmontable*... »

Le rôle équivoque joué par Mme de Fontmort dans l'affaire de l'enlèvement n'était pas fait pour lui valoir les sympathies de sa famille. Mme de Maintenon se rendait parfaitement

compte de cette situation; mais il apparait sans peine qu'en plaidant les circonstances atténuantes en faveur de sa cousine, c'est aussi sa propre défense qu'elle présente. « Je vous recommande Mme de Fontmort, écrit-elle à ce sujet, le 5 février 1681, à son frère; elle n'a agi, en cette occasion, que pour Dieu et pour moi; elle va être exposée à la fureur de toute sa famille; soutenez-la, je vous en conjure, en tout ce que vous pourrez... »

Dans sa lettre à Mme de Villette (25 janvier 1681) elle exprime la crainte de voir le mari de celle-ci s'en prendre à Mme de Fontmort, qu'elle excuse en disant : « Je ne pouvais avoir votre fille sans elle... elle n'a pu refuser ce qu'elle a fait ni à sa religion, ni à mes prières. » Enfin, elle revient encore sur ce sujet avec M. de Villette :

« Ne veuillez point de mal à Mme de Fontmort, mon cher cousin, et pardonnez-lui, pour l'amour de Dieu et pour l'amour de moi, une chose qu'il était difficile qu'elle refusât à sa religion et à notre amitié. Elle a cru rendre un grand service à vos enfants; elle vous aime tendrement; achevez de tout faire de bonne grâce... »

Enfin, dans une lettre écrite à son frère le 8 mai, elle aborde de nouveau ce sujet qui, évidemment, lui tient au cœur : « Je serais ravie que vous pussiez raccommoder M. de Villette avec Mme de Fontmort. » Puis, s'appropriant une pensée insidieuse que son frère lui avait glissée : « Je suis bien de votre avis, dit-elle, sur la douleur qu'il montre de ses enfants, et je le crois bien aise, dans le fond, de les voir avec moi... »

Quelques jours auparavant M. de Villette, qui s'était rendu à Paris, manifesta à sa cousine, alors en résidence à Versailles, son désir de l'entretenir. Elle lui fait savoir (lettre du 4 mai 1681) que si le sujet de son voyage roule sur le désir de voir ses enfants, elle lui conseille d'attendre encore : « Vous serez suspect si vous les voyez souvent, et il vous serait désagréable d'avoir quelque contrainte avec eux. » Puis elle achève de s'en tirer par un compliment : « Continuez à écrire souvent à M. de Mursay; vos lettres sont admirables. »

V

Sentiments de Madame de Maintenon sur le profit qu'on peut retirer des biens des huguenots expatriés.

On a pu voir qu'il ne répugnait nullement à Mme de Maintenon de faire servir l'appât de l'avancement et des pensions à l'œuvre des conversions religieuses. Sa correspondance avec son frère, au cours de cette même année 1681, est particulièrement curieuse en ce qu'elle témoigne de sentiments qui, pour avoir été partagés par les plus célèbres convertisseurs de l'époque, n'en froissent pas moins profondément notre sens moral. Alors que des hommes de foi ardente n'hésitaient pas à abandonner aux spoliateurs leur fortune à peu près entière pour garder le droit de prier Dieu à leur gré par delà les frontières de France, Mme de Maintenon est d'avis qu'on peut bien spéculer un peu, et même beaucoup, sur cette aubaine ¹. C'est un moyen d'arrondir ses domaines à bon compte. Écoutez plutôt :

« On donne les terres en Poitou, et la désolation des Huguenots en fera encore vendre. Surimeau, Saint-Pompain et plusieurs autres vont être en décret... Vous pourriez aisément... vous établir en Poitou très agréablement » (2 septembre 1681). «... Vous ne pourriez mieux faire que d'acheter une terre en Poitou, ou aux environs de Cognac; elles vont s'y donner par la désertion des Huguenots... » (27 septembre 1681).

VI

Suprêmes insistances.

Mais ces agréables perspectives d'intérêts matériels à satisfaire demeurent traversées par un sentiment de regret. « Il me paraît que tout le peuple se convertit... Je crois qu'il

1. Fénelon, lors de sa mission en Saintonge, ne s'élève pas davantage contre les confiscations; mais il veut les utiliser dans un but de charité. « Il faut, dit-il, continuer les aumônes... *Les biens des consistoires ou les biens confisqués des protestants fugitifs* pourraient fournir à ces aumônes... »

ne demeurera de huguenots en Poitou que nos parents » (Lettre à son frère, du 19 mai 1681).

Ce n'était cependant, ainsi que nous le verrons par la suite, ni la faute de ce frère, ni celle de M. de Fontmort. Personnellement, elle fait le plus possible de prosélytes :

« Poignette ¹ est bonne catholique; M. de Marmande l'est aussi; M. de Souché ² fit son abjuration il y a deux jours. On ne voit que moi dans les églises, conduisant quelque huguenot... » (Lettre à M. d'Aubigné, du 27 septembre 1681).

Elle est particulièrement désolée, toutefois, de l'opiniâtreté de M. de Villette. Voici ce qu'elle lui écrit à ce sujet, le 16 janvier 1682 : « Il n'y a rien que je ne donnasse pour vous voir dans un état qui vous permit de profiter de la bonté du Roi, et de l'estime qu'il a pour vous. »

Et le 14 mai elle écrit à son frère, digne confident de toutes ces manœuvres : «... MM. de Mursay réussissent très bien et profiteront, je crois, de leur bonheur. Je suis fâchée qu'aucun Sainte-Hermine ne l'ait partagé, car j'aime leur mère et leur nom... » Puis, le 25 juin 1682 : « ... M. de Caumont et son fils feront, je crois, leur abjuration demain (à Versailles); j'en ai une très grande joie, car c'est un très bon gentilhomme, et qui a du service; si Mlle de Caumont se trouvait ébranlée par l'exemple de son père, j'en aurais un très grand plaisir. »

Les chances de conversion de M. de Villette paraissent encore très douteuses au mois d'août 1682, puisque Mme de Maintenon écrivait alors à son frère : « J'ai peine à croire qu'il se convertisse; je le voudrais de tout mon cœur. »

Le 30 janvier suivant elle revient à la charge, et use auprès de son cousin d'une insistance particulièrement pressante :

« ...Tout ce que vous montrez de raisonnable dans toutes les occasions augmente mon déplaisir de vous voir si propre à tant

1. C'était une gouvernante des enfants de Villette.

2. Philippe Dufay, chevalier seigneur de Souché, de la famille des Dufay de la Taillée et d'Exoudun, tous protestants qui se convertirent (V. l'*Appendice*).

de choses et d'être exclu de tout. Le bien que je fais à vos enfants ne me console pas de celui que je ne vous fais pas. Je travaille à les rendre honnêtes gens, sans espérance de jouir jamais de leur mérite, et le vôtre, qui est à peu près de même date que le mien, me serait plus propre ; songez à une affaire si importante ; humiliez-vous devant Dieu, et demandez-lui à être éclairé, convertissez-vous avec lui ; et, sur la mer où vous ne serez point soupçonné de vous être laissé persuader par complaisance, réfléchissez profondément. Enfin, convertissez-vous de quelque manière que ce soit. Je ne puis me consoler de votre état. »

Vers le milieu de février 1683, Mme de Villette avait fait part à Mme de Maintenon de son projet d'aller à Paris. Cette nouvelle l'émut, et elle y crut voir l'intention de réagir contre ses entreprises religieuses. « ...Je suis fâchée qu'elle soit obligée de loger chez des huguenots, écrit-elle à M. de Villette, parce que je n'oserai lui envoyer ses enfants aussi souvent et aussi longtemps que je ferais ailleurs... » Et, le 23 mai, au sujet d'un projet qu'il l'a priée de faire agréer par le roi :

« Je connais votre zèle et votre mérite, écrit-elle. Plût à Dieu qu'il n'y eût pas un endroit qui empêchât que l'on ne fit valoir les autres. J'espère que Dieu, qui vous a donné tant de bonnes qualités, vous tirera d'un état qui les rend inutiles pour ce monde ici et pour l'autre... Croyez que je suis bien fâchée de ne pouvoir vous rendre heureux ; le plus grand obstacle vient par vous, et vous faites un grand sacrifice qui, je crois, ne sera pas reçu. »

Les jeunes Mursay, les deux frères et la sœur, étaient le prétexte d'une correspondance fréquente entre leur protectrice et la famille. Il n'est pas une de ses lettres où Mme de Maintenon n'insiste sur la même pensée, avec cette ténacité inlassable qu'elle apporte en tous ses actes, et qui finit par user, comme la goutte d'eau sans cesse renouvelée, les plus solides résistances. Le 16 juillet 1684, elle s'entretient avec M. de Villette sur le propos de ses fils, qui ne tirent apparemment pas de « leur bonheur » autant d'avantages qu'elle en avait espéré pour eux :

« Ils ne vous ressemblent pas ; ils n'ont rien pris de votre esprit

et de votre gloire... Ecrivez-moi souvent, et croyez que je suis incapable de vous oublier; car je suis toujours avec vous comme à Mursay. M. de Seignelay meurt d'envie de vous servir, et tout serait bien disposé pour votre élévation si vous leviez un obstacle insurmontable; nous serions trop heureux si Dieu vous touchait... Vous manquez à Dieu, au roi, à moi, à vos enfants par votre malheureuse fermeté... »

Ainsi, tour à tour, la tentatrice « presse, flatte, promet »... sous condition, toutefois. Elle ne dogmatise jamais. D'autres se chargent de ce soin. Au mois de janvier 1678 elle écrivait déjà à M. de Villette, relativement à sa conversion : « Je ne sais ce que le roi ferait pour vous si vous étiez converti... Vous m'avez promis de voir M. de Condom (Bossuet)... » Plus tard, Mme de Caylus, sa fille, écrira (Lettre XI du recueil de M. de Monmerqué) : « Je dirais bien, comme mon père, qui avait été son prosélyte, et qui disait qu'il aimait mieux une page de M. de Meaux que tous les volumes de ces messieurs. » On a rapporté également que, pendant sa mission en Saintonge (1685-1687), Fénelon avait profité du séjour de Villette au port de Rochefort, où il venait prendre le commandement du *Bourbon*¹, pour travailler à sa conversion.

D'ailleurs, l'heure de la défaillance était proche : Villette figure, avec plusieurs autres parents de Mme de Maintenon, sur une liste de convertis, celle que M. de Fontmort dédiait solennellement à sa puissante cousine, au lendemain de la Révocation.

VI

Les convertis de M. de Fontmort.

Mme de Maintenon fut activement secondée, en Poitou et dans les provinces voisines, par son frère Charles, zélé sur le chapitre de la propagande plus que sur celui des

1. *Mémoires* de M. de Villette, édit. de M. de Monmerqué, p. 74, récit de sa dixième campagne maritime.

mœurs¹, qui espérait bien tirer profit de la situation de sa sœur, et exploiter les bonnes grâces du « beau-frère », ainsi qu'il appelait familièrement le roi. Il s'assura, pour Niort et les environs, la collaboration très effective de M. de Fontmort. Nous en trouvons la preuve dans la préface du rarissime opuscule dont nous reproduisons le titre en photographie².

La liste des religionnaires convertis « en présence de M. de Fontmort » y est précédée des lignes suivantes, que nous nous faisons un devoir de transcrire *in extenso*.

« MADAME, je ne pouvois pas recevoir de plus agréables nouvelles que celles que m'a donné souvent Monsieur le comte Daubigni, que vous approuviez la conduite que j'ay tenu pour les religionnaires pendant toutes ses conversions, j'ay tâché de les persuader, et de les mettre à raison par les voyes les plus douces, et qui leur estoient les plus convenables, en sorte qu'il n'y en a aucun qui se puisse plaindre de la moindre violence.

« Je prends la liberté de vous envoyer un estat de plus de six cens convertis, en attendant que je puisse en augmenter le nombre dont je continueray, s'il vous plait, MADAME, de vous informer, et vous en rendre un conte exat, puis que vous m'avez fait l'honneur de m'assurer que cet ouvrage plaisait au Roy, et vous estoit extrêmement agréable, je suis, avec un respect infini, Madame,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« Le Président FONTMORT. »

Par une attention dont Françoise d'Aubigné goûta sans doute la saveur, on avait placé en tête de la liste les noms de quelques paysans de ce village de Mursay, où elle avait passé ses premières années au milieu des huguenots. Ce sont : Jacques René, David Barillet, Louis Moureil, Louise Bernardine, convertis dès 1681 par Danets, supérieur des oratoriens de Niort. Ceux des religionnaires dont la conversion a paru sans doute avoir un plus haut prix y sont soigneusement

1. « Ne corrompez pas les mœurs en prêchant la doctrine », lui écrivait, le 19 décembre 1680, sa sœur, qui savait à quoi s'en tenir sur la valeur morale de l'apôtre.

2. Un exemplaire de cet ouvrage se trouve à la bibliothèque poitevine des Archives départementales des Deux-Sèvres.

ESTAT
N^o 806. DES
RELIGIONAIRES
QUI ONT ESTE' CONVERTIS
à la Foy Catholique Apostolique &
Romaine par les soins du Presidant
de FONTMORT, & en sa presence
ENVOYE' A MADAME
D E
MAINTENON.



A NYORT,
Chez JOSEPH LAGRANGE, Imprimeur &
Marchand Libraire.

mentionnés avec leurs qualités particulières et la date de leur abjuration. Nous y relevons :

— 1682 —

Abraham Lalement, chirurgien, à Brelou (du 3 juillet), Charles et Marguerite de Ponthieu (du 27 août), Théophile Jouslard, écuyer, s^r du Deffans, à Niort (du 22 octobre).

— 1684 —

Daniel et César de Ponthieu, à Chef-Boutonne; par S^t Cirgues, supérieur de l'Oratoire.

— 1685 —

Jean Pinet, lecteur au Temple de Niort, 40 ans, par devant M. de la Hoguette, évêque de Poitiers (du 3 octobre);

Mathurin Dejoux, fossoyeur des religionnaires;

André et Daniel Chalmot, issus d'échevins;

Dame Marie de Beausobre, femme de Pinet, lecteur au Temple, tante du ministre, 45 ans.

D^{lles} Jeanne et Élisabeth de Beausobre, sœurs du ministre, âgées de 15 et 19 ans;

Abraham Gautier, docteur en médecine;

Claude Arnaudeau, père et beau-père de ministres, âgé de 83 ans.

Marie Arnaudeau, sa sœur, 84 ans;

Pierre Moreau, lecteur au Temple de Cherveux;

Jean Clerc, marchand de drap de serge, ancien du presche de Niort, et ses six enfants (âgés de 1, 2, 3, 5, 6 et 7 ans);

Louise Guyon de la Félissière, « issue de ministres fameux »;

D^{lle} Françoise Pougnaud, femme de Savignac, escuyer, par Lahaye, jésuite (le 16 septembre);

Suzane Guiet, femme de Jacques Papinaud, ancien, 32 ans;

Marie Morin, femme d'Estienne Marsillac, « retourné d'Angleterre »;

Dame Éléonor Testefolle, sœur d'un ministre, 28 ans (du 2 octobre);

André Texier, fermier de Miséré, ancien, 75 ans;

Jean Hersan, s^r de la Fromentinière, 48 ans;

Pierre Chaigneau, s^r des Francs, petit-fils de Chaigneau, ministre à S^t Maixent, 24 ans (du 15 octobre);

Louis Dufay, chevalier seign^r de la Taillée d'Échiré; par le curé de Cherveux (du 11 décembre);

Jouslard, escuyer, s^r de Montaillon, p^{re} de Mougou (du 31 décembre 1685);

Benjamin de Beausobre, apothicaire, frère d'un ministre (du 19 janvier 1686) ;

Benjamin de Chauffepied, esc. s^r de Lisle, fils d'un ministre, 30 ans (du 27 janvier 1686) ;

Marguerite Masson, fille du ministre de Civray, 17 ans, aux Ursulines (du 3 février 1686) ;

Gabrielle et Judith Champion, filles du ministre de Mougou (du 4 et du 28 février 1686) ;

Jeanne Gaultreau, fille du député des religionnaires, 26 ans (du 28 février 1686).

Damoiselle Jeanne Avice, fille de Hiérôme Avice, esc^r s^r de Mougou, 20 ans (du 18 janvier 1686) ;

Dame Anne le Morme, veuve de Bureau, imprimeur et banquier, 50 ans ; par Labaye, jésuite (du 25 septembre 1685).

La page capitale de cette longue liste groupe la plupart des parents de Mme de Maintenon dont la conversion n'avait pas été opérée directement par elle et sous ses yeux :

« Damoiselle Marguerite de Caumont, 13 ans, fille du s^r de Caumont, capitaine de cavalerie, de Magné, par Mauzé, jésuite, le 10 octobre (1685).

« ...De Guilloteau, escuyer, sieur de Launay, de Surimault, 25 ans, de S^{te} Pezenne, par S^t Cirgues, le 11 décembre.

« ...De Guilloteau, escuyer, s^r des Landes, 22 ans, paroisse de S^{te} Pezenne, par S^t Cirgues.

« Damoiselle Louise-Charlotte de Nesmond, S^{te} Pezenne, 30 ans ;

« Damoiselle Marie de Nesmond, S^{te} Pezenne, par S^t Cirgues, le 11 décembre.

« Philippe de Valois, chevalier, seigneur, marquis de Villelle Murçai, capitaine de vaisseau, par son curé d'Echiré¹. »

A en croire la préface de M. de Fontmort, toutes ces conversions, reçues par des oratoriens, des jésuites, des capucins, et des membres du clergé paroissial, auraient été obtenues « par les voyes les plus douces ». Cela est peut-être vrai en ce qui concerne les membres de sa propre famille ; mais la terreur occasionnée par les missions bottées qui sévis-

1. La liste de M. de Fontmort n'assigne aucune date à cette conversion, qui paraît avoir été faite en décembre 1685 (l'ouvrage de O. Douen sur la Révocation donne, t. II, p. 405, la date du 20 décembre).

saient autour de Niort depuis 1681 ne laisse aucun doute sur l'emploi habituel des violences, dont les missions ecclésiastiques venaient ensuite recueillir et enregistrer les tristes fruits.

« A Niort, tout le monde se mêlait (1681) de faire des prosélytes, écrit Auguste Lièvre (*Histoire des protestants du Poitou*, t. II, p. 107) : les élus, le prévôt, les archers, les sergents, et même les simples particuliers, rivalisaient de zèle avec les dragons. Le procureur du roi en déployait autant que personne, et, à défaut d'autres moyens, *convertissait les gens avec sa canne*. Le président de l'élection n'argumentait pas autrement ; il parcourait les campagnes, suivi de quelques acolytes, et battait les huguenots, ou les conduisait à la messe à coups de bâton. C'est par ces pieuses brutalités qu'il ramena au giron de l'Église ceux de la Fontaine de Chavagné¹. »

Les conversions se prolongèrent jusque dans les premiers mois de 1686. Puis, comme les énergiques avaient émigré, un grand silence se fit parmi le peuple. Les intendants écrivaient au roi qu'il n'y avait plus de protestants dans son royaume, et Jouslard de Fontmort n'eut pas à recevoir de Mme de Maintenon l'invitation à « augmenter le nombre des conversions² ».

Toutefois, il ne paraît pas que ce nombre, ni la distinction des personnages convertis « en sa présence », aient suffi à donner à M. de Fontmort la certitude de son salut. Lorsqu'il mourut, en 1705, on s'aperçut qu'il avait légué aux différentes églises de Niort les sommes nécessaires pour dire, dans la seule année de son décès, *mille neuf cent soixante-deux* messes, « sans compter celles qui seraient dites le jour de son enterrement³ ». Sa femme et lui furent inhumés au pied du grand

1. Lièvre se trompe quand il prétend que « le président de l'élection n'argumentait pas autrement » qu'à coups de bâton. Nous relevons, en effet, sur les registres paroissiaux de Souché, près Niort, à la date du 21 avril 1681, le récit de plusieurs conversions. Il est dit dans cette sorte de compte rendu officiel et naïf, établi par le curé de l'endroit, que « les abjurations ont eu lieu en présence du sieur Marsault (de la Caillière), président de l'élection de Niort, subdélégué de monseigneur l'intendant pour la distribution des deniers de Sa Majesté aux nouveaux convertis. »

2. « La population de Niort était, en 1685, de 11,000 âmes; la Révocation en chassa 4,000 et en fit convertir environ 700. » (L. Favre, *Histoire de la ville de Niort*, p. 385.)

3. M. de Fontmort et ses pareils n'avaient pas vu sans inquiétude les

autel de l'église des Cordeliers. Or cette même église, désaffectée pendant la Révolution, fut donnée aux protestants pour leur servir de temple après la réorganisation concordataire des cultes. La justice immanente et parfois ironique des choses permet aujourd'hui que les arrière-neveux des convertis de 1685 foulent d'un pied indifférent la tombe de leurs persécuteurs.

VII

Le cas de M. de Boisrond.

Certainement l'influence de Mme de Maintenon ne s'exerça pas d'une façon exclusive sur les membres de sa propre famille au moment des conversions. Ainsi nous savons par le *Journal* d'Anne de Chauffepié (*Bull.*, t. VI), qui s'était réfugiée, avec un certain nombre de protestants, au château d'Olbreuse, que « dès le mois de novembre (1685), M. et Mme d'Olbreuse furent avertis que Mme de Maintenon ne trouvait pas bon qu'ils [les] gardassent chez eux; Mme d'Olbreuse écrivit là-dessus une lettre... à cette dame, pour la supplier de [les] laisser auprès d'elle, sachant qu'elle le pouvait facilement faire si elle voulait; mais sa dureté ne put être amollie là-dessus, et, sans écrire elle-même, elle fit mander à Mme d'Olbreuse, par un de ses frères qu'elle [les] renvoyât, *si elle ne voulait avoir bientôt sa maison pleine de dragons*, dont elle avait été exempte jusqu'à ce temps par les sollicitations de Mme la duchesse de Zell, sœur de Mme d'Olbreuse ».

Un gentilhomme saintongeais, René de Saint-Légier, cheva-

puissances protestantes répondre par une coalition aux événements de 1685. Ils appréhendaient la possibilité d'un retour triomphal des émigrés. Aussi lorsque la paix de Ryswick eut été signée, se livra-t-on, dans la plupart des villes, à des réjouissances qui n'étaient pas inspirées par le seul patriotisme. A Niort, les fêtes durèrent plusieurs jours; et une relation contemporaine rapporte qu'« on admira en toute la cérémonie le zèle de M. le président de Fontmort, lequel, quoique dans un âge bien avancé, fit la figure d'un jeune homme, à la table, au bal et partout ». (L. Favre, *Hist. de Niort*, p. 391.)

lier seigneur de Boisrond, a laissé, dans ses *Mémoires*¹, le récit de deux entrevues qu'il eut avec Mme de Maintenon au moment des persécutions religieuses. Il l'avait, raconte-t-il, connue dans son enfance, chez son oncle des Essarts, et, pendant son veuvage, il l'avait rencontrée fréquemment à l'hôtel d'Albret et à l'hôtel Richelieu.

Au mois de février 1682, Boisrond obtint d'elle un entretien au château de Saint-Germain. « Elle me donna, dit-il, force belles paroles, et m'exhorta beaucoup à changer de religion... » Il n'en fit rien, mais, au cours de l'été 1685, il reçut inopinément la visite d'un lieutenant de dragons et de trente soldats qui s'installèrent en son château d'Orignac. Il se rendit alors en toute hâte à Paris, où il arriva à la fin de septembre.

« Ma plus grande espérance, dit-il, était en Mme de Maintenon. Le comte d'Aubigné, son frère, m'avait cent fois dit, dans la province, que sa sœur avait une considération particulière pour moi; il m'avait même tâté de sa part pour m'obliger à me faire catholique, sur de belles espérances... » La cour était alors à Fontainebleau. Boisrond reçut deux audiences de Mme de Maintenon, en compagnie de Charles d'Aubigné. Il lui exposa que les dragons étaient logés chez lui, et lui demanda respectueusement de vouloir bien « considérer si un gentilhomme peut, avec honneur, changer sa religion à coups de bâtons, et avec les troupes chez lui ». Puis il la pria de demander au roi de l'autoriser à « sortir de son royaume pour songer en liberté à [sa] conscience ». Le lendemain elle lui annonça que « le Roy lui avait accordé trois mois pour s'instruire en toute sûreté d'insultes » et pour examiner, chez lui, si sa conscience pouvait lui « permettre de se faire catholique ». « Mais, ajouta-t-elle, depuis qu'on parle de ces affaires, vous avez bien eu le temps d'y penser. Ceci n'est apparemment qu'une formalité. Prenez votre résolution pendant que vous êtes ici et faites votre abjuration; je vous

1. Les Mémoires de Boisrond ont été publiés dans le *Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure*, année 1888, t. IX, p. 305 et suiv. Voyez également, sur Boisrond, la *Biographie saintongeaise*, de Rainguet.

promets qu'elle vous vaudra une pension de 1,000 écus... — J'accepte, répondit Boisrond, le temps que le Roy me donne, et fais beaucoup plus de cas de l'honneur de votre estime que d'une pension de mille écus. »

Des ordres furent, en effet, envoyés en Saintonge, et M. de Boufflers retira provisoirement ses dragons.

« Trois jours après, ajoute Boisrond, je revins à Paris, où j'entendis crier par les rues un ordre du Roy à tous les protestants étrangers de Paris d'en vider dans trois jours ; et, deux jours après, on y publia la Révocation de l'édit de Nantes. »

Au retour, il vit, en passant à Orléans, le sieur des Mahis, ancien ministre, qui avait apostasié :

« Je demeurerai d'accord que cet homme ne contribua pas peu à me faire comprendre que, dans un temps où il n'est pas libre de faire autrement, on pouvait en sûreté de conscience diriger ses sentiments selon les connaissances qu'on a, passer dans la religion romaine, et qu'il me donna un grand penchant à me sauver, ainsi que ma famille, de la calamité publique, en remplissant les intentions du Roy et celles de ma protectrice. »

Malgré ces dispositions d'esprit il résista aux sollicitations de l'évêque de Poitiers, Hardouin Fortin de la Hoguette, qui « était de ses amis », refusant de « faire abjuration entre ses mains ». « J'avais, dit-il, une raison pour ne le vouloir pas. » Il comptait toujours sur Mme de Maintenon, à qui il écrivit, aussitôt rentré chez lui. « Je n'eus pas, ajoute-t-il, en une phrase empreinte d'une fatuité naïve, la réception que j'avais attendue, et tout le monde a été trompé encore plus que moi qu'après tant de marques de considération, elle m'ait laissé là comme un inconnu. »

Boisrond s'apercevait un peu tard que « sa protectrice » s'était jouée de lui. D'ailleurs Mme Boisrond, « bonne chrétienne, mais huguenote à brûler, sans trop savoir pourquoi », s'était déjà réfugiée en Angleterre avec sa fille. De là elle passa à Harlem, où son second fils les rejoignit.

Boisrond tenait à rester en France. Il se convertit.

(A suivre.)

H. GELIN.

Documents

HÉRÉTIQUES ESPAGNOLS EN FRANCE EN 1593

Étudiant dans la *Revue des Deux Mondes* (numéro d'octobre 1899) les causes de la décadence de l'Espagne, M. Alfred Fouillée dit :

« L'Espagne s'est plusieurs fois vidée elle-même de ses éléments supérieurs. D'abord elle a brûlé, de ses propres mains, comme en un immense *autodafé*, presque tout ce qui avait foi profonde et intérieure, pensée indépendante, volonté dévouée à tous les sacrifices, conscience inflexible. M. Galton a calculé le nombre considérable de familles que l'Inquisition fit disparaître, familles d'élite et fécondes en talents dont l'extinction contribua à paralyser l'industrie, les arts, la littérature. L'Espagne exerça à rebours « la sélection « religieuse en éliminant par le fer et le feu les consciences « les plus ardentes et les volontés les plus fortes. »

A la longue liste des exilés pour cause de religion, qui s'appellent F. Enzinas (Dryander), Jean Perez, Cassiodore de Reina, Cipriano de Valera, Michel Servet, etc., il faut ajouter un humaniste et un esprit indépendant, Pierre Jatès fils de Jean et d'Isabel Reiner, natif de Uldecona, en Catalogne. De Barcelone, où il avait enseigné, il se réfugia à Genève où il demeura cinq ans : comme Sébastien Castellion, il obtint une place au collège, et y donnait des leçons de philosophie en se soumettant aux dogmes du Calvinisme auquel il fallait prêter serment d'obédience. Sans rompre avec la Réforme, il chercha en France un milieu plus libéral, et vécut à Nîmes, puis à Orange et à Castres.

Mais en 1593, il fut arrêté et conduit au quartier général du marquis de Villars, par le capitaine Pierre de Saravia. La lettre de ce capitaine espagnol, au service du roi de France, dans cette croisade contre les huguenots, est datée de Egullon, le 15 août 1593. Elle est écrite en espagnol, et est envoyée à un affilié de l'Inquisition. Il s'agissait de livrer au tribunal

du Saint Office non seulement le docteur Jatès, mais aussi le « dogmatiseur » Olaza qui, en habit de marchand, passait la frontière dans le but de répandre les principes de la Réforme.

Voici le document qui se trouve aux Archives nationales de Paris, K 1536, n° 116 et 120, *Histoire des Hétérodoxos*, t. II, 493.

« Comme j'étais, le 3 de ce mois, à Marmanda, un espagnol, natif de Uldecona en Catalogne, à la frontière de Valencia, passait par cette contrée. Il entra dans la localité, et le suspectant d'être huguenot, les magistrats me l'amènèrent à mon domicile pour que je l'examinasse. Je le fis ce jour-là et le suivant, et je le fis conduire au marquis de Villars. Par sa confession qui accompagne cette lettre et par les renseignements qu'on a de lui, on constata que c'est le plus fameux et le plus docte hérétique qu'il y a eu en France depuis plusieurs années. Il a été la tête des maîtres des collèges qu'ont les hérétiques pour enseigner la jeunesse, mais il n'était pas d'accord avec eux, avait eu de grandes disputes en contredisant quelques opinions de Calvin. Son intention était de fonder en France une nouvelle secte. Je crains bien qu'on ne le mette en liberté parce qu'il a avec lui sa femme avec deux petites filles, et cette femme va sollicitant sa mise en liberté. Elle est maintenant ici, et c'est pour cela qu'elle est venue. Je ferai tout ce qui me sera possible pour qu'il aille en Espagne, afin que l'Inquisition connaisse cet homme, et je pense que par là on rendra service à Dieu et à Votre M..., parce que parmi les livres qu'il a en dix ballots et qui sont très curieux et bons, il y a quelques lettres qui lui ont été écrites en Espagne quand il y était, et depuis qu'il revint d'Italie, par quelques personnages importants de Valence et de Catalogne. Elles sont en mon pouvoir, et d'après ce que je vois par elles, ils devaient le tenir pour chrétien. »

Voilà comment l'Inquisition espagnole ou plutôt internationale avait partout ses agents, et faisait partout des victimes. Elle est toujours la même, *semper eadem*.

PAUL BESSON.

ARRÊT DU PARLEMENT DE ROUEN

CONTRE LES NÉGOCIANTS PROTESTANTS

1664

Le 29 juillet 1664, disent les *Annales de la Compagnie du Saint Sacrement*¹, « on représenta qu'il fallait empêcher que les huguenots n'entrassent dans la Compagnie du commerce, et l'on résolut d'y travailler par divers moyens ». Le parlement de Rouen n'avait pas attendu cette résolution; peut-être même l'avait-il provoquée sans le savoir, car le 15 juillet 1664, il rendait l'arrêt ci-dessous, dont la Compagnie du Saint-Sacrement peut fort bien avoir eu connaissance², d'autant plus qu'il était conforme aux désirs de la cour, exprimés le 22 septembre 1663.

Extrait des registres de la Cour de Parlement.

Veu par la Cour, la grande Chambre assemblée. l'Arrest du Conseil Privé du Roy. du vingt-deuxième Septembre dernier, rendu sur la Requête présentée à sa Majesté par les Maistres et Gardes de l'Estat de Marchand Grossier-Mercier à Roüen, tendante à ce que pour les causes y contenües: Et comme sa Majesté a ja tesmoigné au sujet des Médecins, et des Monnoyeurs de ladite Ville, son intention de réduire le nombre de ceux de la Religion pretendüe reformée à tel nombre, à proportion de la part qu'ils font dans ses Villes, que la Religion Catholique y puisse tousjours conserver ses advantages, il plüst à sadite Majesté ordonner qu'à l'advenir aucun ne pourra entrer dans l'estat de Mercier, soit par apprentissage, ou Lettre de Bulle, qu'il ne fasse profession de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine. Et à l'égard des fils de Maistres qui font profession de la Religion pretendüe reformée, qu'il n'en sera reccu qu'un seul de chaque famille. Et à ce moyen que les Lettres de Bulle

1. Voir ci-dessus, p. 109.

2. Arrest du Parlement de Roüen. donné en conséquence de l'Arrest du Conseil Privé du Roy, portant défenses aux Maistres de l'Estat de Mercier-Grossier, de recevoir aucune personne de la Religion pretendüe reformée. jusques à ce que le nombre en soit réduit à la quinzième partie de ceux qui composent ledit nombre. *Du quinzième juillet 1664.* A Paris, chez Antoine Vitré, Imprimeur ordinaire du Roy, et du Clergé de France.

obtenues par Vuynant Wan Hemomées Holandois, faisant profession de la Religion pretendüe reformée, fussent déclarées obreplices et subreptices, avec defenses de s'en ayder : Par lequel le Roy en son Conseil auroit renvoyé ladite Requeste à ce Parlement, à la grande Chambre, pour sur les fins d'icelle estre pourveu aux parties ainsi que de raison ; — Commission sur ledit Arrest du mesme jour : — Arrest d'icelle donné entre lesdits Grossiers-Merciers, appellans de Sentence rendüe par le Bailly de Roüen, d'une part ; Et ledit Wan Hemomées intimé, d'autre ; Par lequel la réception dudit Wan Hémomées audit Estat et Mestier de Grossier-Mercier auroit esté déclarée nulle, et à luy fait defenses d'exercer ledit Mestier en vertu des Lettres de Bulle par luy obtenües, desquelles il pourroit disposer comme il adviseroit bon estre. Et avant que faire droit sur le surplus des conclusions du Procureur général du Roy, pour la réduction du nombre des Maistres dudit Mestier de la Religion pretendüe reformée, ordonné qu'il en seroit délibéré, la grande Chambre assemblée ; — Conclusions dudit Procureur Général ; — Et oüy le Rapport du Conseiller Commissaire ; — Tout considéré :

LA COUR, la grande Chambre assemblée, faisant droit sur le renvoy du Conseil, et Conclusions dudit Procureur Général, a fait et fait inhibitions et defenses aux Maistres de l'Estat et Mestier de Grossier-Mercier, de recevoir aucunes personnes de la R. P. R. audit Mestier, jusques à ce que le nombre en soit réduit à la quinzième partie de ceux qui composent ledit nombre ; — et ordonné que le présent Arrest sera publié à l'Audiance, en tous les Sièges de Bailliages de ce ressort, à la diligence des Substituts dudit Procureur Général.

Fait à Roüen en Parlement, la grande Chambre assemblée, le 15 juillet 1664.

Signé, BONNEL.

Collationné à l'Original par moyr Conseiller secrétaire du Roy, et de ses Finances.

(Signature autographe) CHARLOT.

Accessoirement, cet arrêt nous apprend deux choses : la première, c'est qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil ; déjà au milieu du xvii^e siècle, on songeait à mettre les protestants sur le lit de Procuste, pour les empêcher d'être une élite. La seconde, c'est qu'il y avait alors, à Rouen, un quinzième de Réformés. On doit avoir des données précises sur la popula-

tion de Rouen à cette époque ; mais je ne crois pas m'écarter beaucoup de la vérité en l'évaluant à soixante mille âmes ; en conséquence, les huguenots devaient être quatre mille¹.

HENRY LEHR.

ABJURATIONS EN AGENAIS

De 1665 à 1678

Dans mes recherches à la Bibliothèque d'Agen, j'ai dépouillé un manuscrit portant le n. 12. En voici le titre et ce qu'il contient sur le Protestantisme dans cette région :

Livre secret concernant l'estat de l'archipretré de Tournon pour la seule personne de M^{sr} l'Eveque d'Agen.

Claude Joly, la seconde année de sa promotion à l'Episcopat.

Liste des noms et qualitez des personnes de l'Archipretré de Tournon converties à la foy catholique pendant l'administration, missions et visites du Reverend Père en Dieu Claude Evesque et Comte d'Agen ez années suivantes.

En l'année 1665.

Dumoulin. Apoticaire habitant du lieu de la Cardayre. Par. de Roquecor.

Dumoulin. Huissier en la cour presidiale d'Agen.

1666

Dumoulin. Pere de deux précédents faisant la fonction d'ancien.

Le 23 may. Suzanne Delsoulié, fille d'Antoine Laboureur. Par. d'Ansé ; le s^r Laplagne avec ses filles. Par. de Roquecor. Contenson, apoticaire, son fils et ses deux filles. Par. de Roquecor.

1667

Izaac Lacam, m^a apoticaire de la ville de Tournon.

1668

2 no^{bre}. Noble Pierre de Reau, s^r de Sergues. P. de Bourlens.

1670

Jeanne Tartary, fille de Pierre Tartary. P. d'Ansé.

10 x^{bre}. Pierre, fils de Jean Tartary. P. d'Ansé.

1. À remarquer aussi que la mesure qui atteignait les marchands huguenots en leur interdisant de dépasser un certain chiffre, avait déjà été appliquée aux médecins et monnayeurs huguenots de Rouen (*Réd.*).

1671

26 janv^{er}. Jeanne, fille de Samuel Laboureur. P. de Nanejouis.

31 mars. Jeanne Glory, fille de Jean Guilleman, mar. P. de Lamose Isabeau Guilleman. P. de Bourlens.

20 may. Suzanne, fille de Jean Tartary, du village de Lacombe. François Friquet. P. de Tournon.

1672

17 avril. Pierre Roquesse, notaire royal de la ville de Tournon.

1674

25 janvier. Pierre Peuzoulet, laboureur. P. de Courbiac.

1675

2 sept^{bre}. Antoinette Russe, femme de Pierre Delfour. Mar^t.

1676

6 avril. Pierre, fils de Jean Tartary, mar^t. P. d'Ansé.

6 avril. Magdalaine Tartary, fille de Pierre. P. d'Ansé.

1677

17 fév^{er}. Magdaleine Mauri, veuve de Jean Tartary et Jacob son fils. P. d'Ansé.

25 mars. Jeanne Demeurs, fille d'Isaac Laboureur. P. d'Ansé.

15 août. Anne Viscan, fem^e de Jean Poluere sargeur. P. de Lamose. Izabeau Dobus, fille du s^r Dobus cy-devant ministre de Tournon. P. de Torreil.

29 août. Jean Bernadou. P. de Najejouis.

11 x^{bre}. Elie Pons, bourgeois de Tournon.

1678

6 fév^r. Margueritte Tounandre de Fuvillac. P. S^{re} Cécile.

Et puisqu'il est question de Tournon, je dois ajouter qu'une pierre provenant de la démolition du temple de cette ville à la Révocation de l'édit de Nantes, précieusement conservée de génération en génération, par une famille protestante de la contrée, la famille Delzollis, a été encastree dans le temple de Castelmoron-sur-Lot, à gauche de la chaire, lors de la construction de cet édifice en 1859.

On y lit ces paroles : *Bienheureux sont ceux qui oyent la parole de Dieu et qui la gardent.*

ÉMILE SALAVERT-PELLETREAU.

LA

PRÉTENDUE ABJURATION DE JACQUES DE TANDEBARATZ

PASTEUR DE LA ROCHELLE EN 1685

Jacques de Tandebartz, qui était, en 1654, pasteur à Angoulins et Aytré, reçut vocation de l'Eglise de La Rochelle en 1660, quand un édit royal obligea Laurent Drelincourt à aller à Niort. Il épousa, le dimanche 29 avril 1663, Madelaine Vincent, fille du pasteur Philippe Vincent, et était encore en charge lors des persécutions qui précédèrent la révocation de l'édit de Nantes.

Le *Bulletin* a publié (t. VII, p. 267 et suiv.), le jugement rendu contre Jacques de Tandebartz, pasteur à La Rochelle, et ses collègues pour prétendue contravention à la Déclaration contre les relaps. Après sa détention à la Bastille, il passa sur la terre étrangère. De tous les pasteurs de la région, il fut celui qui abandonna la fortune la plus élevée. En 1689, en effet, ses biens confisqués étaient évalués par le fisc à 24,000 livres, somme évidemment inférieure à leur valeur réelle. Jacques de Tandebartz avait, du reste, ainsi que ses collègues, refusé d'autoriser sa femme à reprendre sa dot, pour éviter toutes les conséquences de la confiscation. Ce fait, affirmé par l'*Histoire des réformés de La Rochelle*, a été prouvé par la publication ici même d'une requête de François de Poulignac (2 mai 1691), réclamant les biens que Madeleine Vincent, c'est-à-dire Mad. de Tandebartz, avait abandonnés en quittant le royaume *avec son mari et ses enfants* (*Bull.*, 1895. 668). Néanmoins, d'après la première édition de la *France protestante*, Jacques de Tandebartz (t. VI, art. de LAIZEMENT, p. 225), serait rentré en France en 1700, et aurait abjuré (arch. E. 3386)¹. Le document ci-joint, emprunté aux sentences du présidial de La Rochelle, démontre que les registres du Secrétariat auquel renvoie la *France protestante*, lui ont fait confondre le fils avec le père. Ce fils,

1. Ce qu'on appelait, du temps des frères Haag, la série E aux Archives nationales, est aujourd'hui la série O¹ (*Réd.*).

Philippe, mourut le 1^{er} février 1709. Dans tous les cas, il est, en outre, avéré, que la famille de Tandebartz, fixée à La Rochelle, et descendant d'un oncle de ce Philippe, a persisté dans la profession de la religion réformée. Mademoiselle Élise-Alida de Tandebartz, décéda, en effet, dans l'exercice de ladite religion le 17 août 1889; ses obsèques furent présidées par le pasteur, et sur la tombe, le soussigné a évoqué les souvenirs historiques de sa famille, d'après A. Tessereau.

Timbre de la généralité de La Rochelle.

A Monsieur le lieutenant général de cette ville de La Rochelle.

Supplie humblement Philippes de Tandebarrats, demeurant présentement en cette ville, disant que dès son bas âge, il fut envoyé par Jaque de Tandebarrats, ministre de la R. P. R. son père, dans les pays estrangers, où Il y a tous jours resté, depuis près d'un an qu'il est venu en France où il a abjuré la ditte Religion P. R. et fait à présent profession de la Religion catholique apostollique et Romaine, et comme à la faveur de l'édit du Roy du mois de décembre 1689, Sa Majesté a déclaré les biens de ceux qui sont sortis du Royaume pour fait de Religion vacans et acquis à ceux de leurs parans restés en France qui sont leurs légitimes héritiers et que le suppliant est héritier de droit des biens délaissés par ledit feu sieur Jaque de Tandebartz, son père, et de dame Magdelaine Vincent, sa mère, le suppliant au terme dudit Edit désireroit prendre la quallité d'héritier desdits feus Jaque de Tandebartz et Magdelaine Vincent, ses père et mère, et pour cet effet a recours à votre justice.

Ce considéré, Monsieur, Il vous plaise permettre audit suppliant de prendre la quallité d'héritier desdits feus Jacques de Tandebartz et Magdelaine Vincent, ses père et mère, et ordonner qu'il sera mis en possession des biens, domaines et héritages délaissés par sesdits père et mère et de tous les autres effets qui leur peuvent compéter et appartenir, et, en conséquence, qu'il luy sera permis de se pourvoir contre ceux qui s'en sont emparés ainsy et comme il advisera et ferez justice.

PHILIPPE DE TANDEBARATZ
GASTUMEAU.

Soit montré le 21 7^{bre} 1700.

MARIOCHEAU BONNEMOR.

Veu la Requête cy-dessus, l'énoncé fait en icelle, le certificat de Monsieur le Cardinal de Noailles, archevesque de Paris, qui a veu l'acte d'abjuration dudit Philippe de Tandebartz qu'il luy a représenté et remis au secrétariat, donné par le Révérend Père Viguier, prêtre de l'Oratoire, ledit certificat en datte du 13^e jour de la présente année signé le Cardinal de Noailles, et plus bas *De mandato*, etc., signé Chevalier, l'extrait Baptistaire dudit suppliant, en datte du 17 août 1670, par lequel il appert que ledit Philippe est fils dudit Jacques de Tandebartz, signé, Lortie, ministre de la R. P. R., je n'empesche, pour le Roy, que ledit Philippe de Tandebartz soit mis en possession des biens par luy demendés et délaissés par ledit Jacques de Tandebartz, son père, et Magdelaine Vincent, sa mère, absens hors du Royaume pour fait de Religion, pour jouir par luy, tant des biens meubles, immeubles et tout ce qui leur pouvait appartenir lors de leur absence, le tout suivant et au désir de l'Édit de 1689, ce faisant, il soit permis au suppliant de se pourvoir contre qui et ainsy qu'il l'avisera bon être. A La Rochelle, ce 25 septembre 1700.

BOUCHEREAU, deux livres, quart.

Soit fait comme il est consenty par le Procureur du Roy en néantmoins par le demandeur persistant dans la profession de la Religion catholique apostolique et Romaine, conformément aux Esdits et déclarations de S. M. et rapportant annuellement des certificats du devoir pascal du curé de la paroisse où il fera se demeure. A La Rochelle, le 27 septembre 1700.

MARIOCHEAU BONNEMOR.

Nihil.

La famille de Tandebartz avait été admise, le 26 avril 1627, au droit de bourgeoisie à La Rochelle. Elle portait d'argent à la maison de gueules entre deux peupliers de sinople unis par une *bonne foi* de carnation. (Ces *maines jointes* semblent des armes parlantes, ils *tendent le bras*.) Les titres de noblesse furent brûlés en 1793.

DE RICHEMOND¹.

1. Samuel-Joseph Meschinot de Richemond, veuf de Suzanne Oûalle, épousa Marguerite de Tandebartz, fille de Daniel, neveu du pasteur, et d'Anne Maras, par contrat du 23 avril 1724, reçu par Michaud, notaire royal à La Rochelle.

Mélanges

LA SITUATION

DES

ÉGLISES PROTESTANTES DU PAYS DE MONTBÉLIARD

DE 1793 A 1814

Les documents relatifs à la situation du Protestantisme pendant la période de la séparation des Églises et de l'État¹ (18 septembre 1794-8 avril 1802) sont peu nombreux. Cette époque n'a point encore été étudiée avec assez de soin; aussi les historiens apprécient-ils d'une manière différente les résultats de la loi du 18 germinal an X.

Selon les uns, en imposant aux Églises protestantes sa tutelle et son contrôle, le premier consul interrompt le développement de la vie religieuse et porta un coup fatal à la foi huguenote. D'après les autres, la religion protestante profita largement des droits et des prérogatives que Bonaparte lui conféra en la mettant sur le même pied que la religion catholique et en inscrivant au budget de l'État le traitement des pasteurs. Le nombre des Églises réformées et luthériennes s'accrut rapidement; les ministres du culte regagnèrent promptement l'autorité que beaucoup avaient perdue pendant la période révolutionnaire.

A l'appui de cette dernière opinion nous pouvons citer plusieurs lettres de pasteurs de la principauté de Montbéliard². Consultés en 1801 sur la réorganisation de l'Église,

1. Le décret du deuxième jour des Sans-Culottides an II (18 septembre 1794) inaugura la séparation des Églises et de l'État en décidant que « la République Française ne paie plus les frais ni les salaires d'aucun culte ». Cette séparation était confirmée par le décret du 3 ventôse an III (21 février 1795), affirmant qu'aucun culte ne pouvait être troublé, et posant en principe que « la République ne salarie aucun culte » et qu'« elle ne fournit aucun local, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres ».

2. Comparez : *Les Églises luthériennes d'Alsace et du pays de Montbéliard pendant la Révolution*, par Armand Lods. Paris, 1898. In-8. — *Esquisse d'une histoire religieuse du pays de Montbéliard de la Révolution au Concordat*, par Frédéric Chenot. Paris, 1898. In-8.

ils reconnaissent que tous les efforts resteront inutiles et vains tant que le gouvernement n'interviendra pas.

Le pasteur Boissard, de Désandans ¹, s'exprime ainsi :

« Le désir de rétablir l'ordre dans l'Eglise est le plus louable de tous ; mais jamais ce désir ne parviendra à son but sans l'intervention du gouvernement ; s'il n'est secondé par ce bras irrésistible, jamais on ne fera façon des paroissiens, ils prendront plutôt occasion de tourner tous les efforts des fidèles pasteurs en dérision, ce qui ne ferait que dilater nos plaies. »

Le pasteur Fallot, de Longevelle ², fait entendre les mêmes plaintes :

« Avant la Révolution, nos paroissiens étaient plus humbles et plus dociles, ils écoutaient avec plus de respect nos décisions. Aujourd'hui tout a changé de face ; vains, fiers, indociles, ils savent prendre des tons de suffisance, jeter des regards de dédain, arborer des hauteurs insultantes et méprisables, et déjà les enfants marchent sur leurs traces.

« C'est donc en vain que nous ferons tous nos efforts pour remédier à tous ces maux, aussi longtemps que nos paroissiens nous salarieront, aussi longtemps que nous n'aurons pas été reconnus par le gouvernement et qu'il n'aura pas promulgué une loi en notre faveur. »

De son côté le pasteur Goguel, d'Abbeville ³, fait remarquer qu'on n'obtiendra aucun résultat tant que le pasteur dépendra de ses paroissiens *qui le paient*. Le mot de *Liberté*, ajoute-t-il,

« excite chez la plupart des paroissiens de l'aversion pour tout espèce d'ordre qui semble devoir imposer un frein à leurs passions ⁴. »

1. Lettre du 16 septembre 1801 (*Archives de l'inspection de Montbéliard*).

2. Lettre du 16 septembre 1801 (*Ibid.*).

3. Lettre du 12 novembre 1801 (*Ibid.*).

4. En Alsace la situation était aussi critique. Dans un mémoire du 30 octobre 1803, M. Brakenhoffer s'exprime ainsi : « Chaque Eglise, quelque petite qu'elle soit, s'est isolée. Chacune s'est choisi dans son sein un nombre suffisant de préposés laïques qui, le pasteur à leur tête, se sont emparés de l'administration des biens qu'ils ont pu trouver ; et, non contents du temporel, se sont érigés successivement en autant de consistoires,

Cette enquête n'est-elle pas probante ? Elle est du reste, en ce qui concerne le pays de Montbéliard, confirmée par une pétition que le consistoire de Montbéliard chargea deux de ses membres, MM. Philippe-Henri Goguel et David Beurnier, de présenter au roi Louis XVIII au lendemain de la Restauration.

Cette pièce, conservée dans les papiers donnés à la Bibliothèque du Protestantisme français par M. Frédéric Cuvier, ancien directeur des cultes non catholiques, est ainsi conçue :

Mémoire sur l'état du protestantisme dans le pays de Montbéliard adressé au roi, le 16 juin 1814, au nom des Églises luthériennes.

Le pays de Montbéliard étant réuni à la France aussi bien que les terres environnantes dont les princes de Montbéliard avaient conservé autrefois le titre de seigneurs, les députés de ce pays ne peuvent douter que Sa Majesté le roi des Français ne daigne prendre en considération les besoins de leurs commettants sous le rapport religieux, comme sous les rapports civils.

La Religion professée dans tout le pays de Montbéliard est celle que l'on désigne sous le nom de commune chrétienne protestante de la Confession d'Augsbourg. La grande majorité des citoyens, des seigneurs la professent également et en ont conservé, après leur union à la France sous le règne de Louis XIV, le libre exercice, ainsi que les établissements d'instruction religieuse destinés à le perpétuer et les temples que possédaient leurs ancêtres.

Le prince de la maison ducale de Wurtemberg¹ qui gouvernait

tranchant avec une morgue insolente sur toutes les matières spirituelles. » Comte Boulay de la Meurthe, *Documents sur la négociation du Concordat*, t. IV, p. 386, note 2. — De son côté M. Schweighauser, dans la *Vie de Christophe-Guillaume Koch*, constate en ces termes (page 58) le triste état de l'administration ecclésiastique à cette époque : « En Alsace, écrit-il, les consistaires dépendaient, avant la Révolution, soit des magistrats des villes, soit des princes étrangers qui avaient des possessions territoriales dans ce pays. Ce régime fut nécessairement ébranlé par la suppression de ces autorités. Les consistaires ou cessèrent d'exister ou du moins leur surveillance, et la part plus ou moins grande qu'ils avaient, selon les usages locaux, à la nomination des pasteurs, devint à peu près nulle. Dans les communes rurales, surtout, ces nominations avaient dégénéré en élections populaires sans aucune direction éclairée ».

1. Frédéric-Eugène, né à Francfort-sur-le-Mein en janvier 1732, avait été nommé par son frère Charles-Eugène stathouder à vie de la principauté ;

le pays avant la Révolution était attaché à la religion catholique romaine, et avait en conséquence à Montbéliard son église où le culte catholique est encore exercé aujourd'hui, quoique par un très petit nombre de familles. Néanmoins, il donnait tous ses soins à ce que ses sujets fussent bien instruits dans leur religion et la professassent publiquement et sans aucune entrave.

Non seulement le prince nommait les pasteurs aux cures, mais il les maintenait dans l'état d'une honnête aisance, de sorte qu'ils pouvaient avec leur famille subsister sans dépendre de leurs paroissiens. Le traitement qui leur était payé en nature était de la valeur de 12 à 1,500 francs. Ils avaient part dans les communes qui composaient leurs paroisses respectives à tous les avantages communaux; ils étaient exempts de toute corvée ou charge communale.

Le prince concourait de plus à l'entretien des temples et presbytères presque tous bâtis depuis l'époque de la Réformation.

Aux pasteurs étaient subordonnées, jusque dans les moindres villages, les écoles paroissiales dont les régents entretenus par les communes donnaient aux enfants l'instruction nécessaire aux classes inférieures de la société, leur enseignant les éléments de la religion et remplissaient dans les Églises les fonctions de chantres, de bedeaux et de sonneurs.

La ville de Montbéliard possédait en outre un gymnase¹, où se formaient à la connaissance des lettres et des sciences les jeunes gens qui se destinaient à l'exercice d'une profession libérale ou au ministère évangélique.

Dès le moment de la réunion du pays de Montbéliard à la France sous la Révolution, les fonds et revenus de la recette ecclésiast-

il était venu se fixer à Montbéliard le 7 juillet 1769. Il quitta cette ville en avril 1792, se retirant dans le duché de Wurtemberg et confiant l'administration du pays à son conseil de régence. Il monta sur le trône de Wurtemberg en 1795 et mourut le 22 décembre 1797.

1. Après l'occupation de Montbéliard, Bernard de Saintes ordonna la saisie de la recette ecclésiastique dont les revenus étaient affectés en partie au paiement des pasteurs et à celui des professeurs du gymnase. Les élèves de ce collège furent licenciés en mai 1794; les bâtiments, après avoir été loués à des particuliers, furent affectés, au mois d'octobre 1794, à des écoles primaires, puis restitués à la ville de Montbéliard (Arrêts des administrations centrales de la Haute-Saône du 22 septembre 1796 et du Mont-Terrible du 23 juin 1797). Le nouveau collège de Montbéliard fut établi en 1811, succédant à une institution fondée par des particuliers et qui avait fonctionné de 1788 à 1805. Consultez : Ch. Godard, *Essai sur le gymnase de Montbéliard*; — *Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard*, t. XXIII.

tique, qui pourvoyait à l'entretien du culte et du gymnase, disparurent. Les fonds furent vendus, les revenus, qui consistaient en dixmes, supprimés.

Le gymnase tomba, et les pasteurs, privés de tout traitement, se virent réduits à une situation voisine de l'indigence. Pendant près de douze ans ces pasteurs, chargés pour la plupart de nombreuses familles, n'ont existé que du produit des contributions volontaires de leurs paroissiens, et la dépendance sous laquelle ils se sont trouvés n'a pu manquer de leur faire perdre en grande partie la considération dont ils avaient besoin pour veiller avec succès au maintien des bonnes mœurs, à l'édification publique et à l'instruction de la jeunesse.

Enfin le gouvernement français a, par une tardive application de la loi du 18 germinal an X, jeté un coup d'œil sur la déplorable situation des Églises de Montbéliard. Mais rangeant ces Églises dans la classe de celles des pays réunis, au lieu de les assimiler aux Églises réformées de l'ancienne France, il a borné ses bienfaits à les organiser en cinq Églises consistoriales formant une inspection et à assigner aux présidents de consistoires un traitement de 1,500 francs, aux pasteurs de la ville un traitement de 1,000 francs et à ceux des campagnes un traitement de 500¹.

Cette faible concession n'a fait que ralentir le zèle des paroissiens à venir au secours de leurs pasteurs. Plusieurs temples et presbytères sont tombés en ruine. Les écoles des degrés inférieurs ont à la vérité continué d'exister; mais le gymnase, cette institution si utile, si essentielle, n'a point été relevé. Quelques professeurs zélés ont essayé de le remplacer en établissant à Montbéliard un institut ou collège où ils enseignent les éléments des sciences et qui a prospéré.

Mais l'enseignement de la Religion fut de tout temps considéré parmi les Protestants comme la partie la plus essentielle de l'instruction publique, et sous ce rapport l'institut ou collège de Montbéliard et peut-être même les écoles paroissiales des villages, faisant partie désormais de l'Université de France, ne pouvaient manquer de redouter l'exclusion tacite renfermée dans cet article de la loi sur l'Université : « La base de toute instruction publique en France sera l'enseignement des préceptes de la religion catholique. » Nous n'omettrons cependant pas de dire ici qu'on n'avait encore fait dans le Montbéliard aucun essai tendant à appliquer cette loi dans toute sa rigueur, en bannissant l'enseignement de la religion protestante.

1. Décret du 13 fructidor an XIII (31 août 1805).

Aujourd'hui les habitants du pays de Montbéliard, soumis aux lois paternelles d'un monarque qui considère tous ses sujets comme égaux et qui, dès son arrivée, proclame le grand principe de la liberté des cultes, ne peuvent douter de la conservation du paisible exercice de leur culte dans ces temples qu'ils ont hérité de leurs pères; ils doivent même espérer de se voir replacés, sous les rapports religieux comme sous les rapports civils, dans l'heureux état dont ils ont joui avant l'époque de leur réunion à la France.

Le but de ce mémoire dans lequel ils exposent leurs besoins ne peut donc manquer d'être atteint; il consiste à supplier le Roi :

1^o De daigner pourvoir par des dispositions réglementaires ou par tout autre moyen que sa sagesse trouvera convenable à ce que, nonobstant l'article précité de la loi sur l'Université, leur Religion soit de droit et nécessairement enseignée à leurs enfants dans leurs Écoles protestantes;

2^o De daigner accorder à leurs pasteurs, privés de tout casuel, chargés pour la plupart de nombreuses familles et desservant chacun les Églises de plusieurs communes, un sort tel qu'ils ne soient plus obligés d'avoir recours pour subsister à la libéralité de leurs paroissiens.

Signé : GOGUEL ET BEURNIER.

Les deux délégués du consistoire de Montbéliard se rendirent à Paris, avec Metzger, membre du Directoire¹; Louis XVIII leur accorda une audience. Le nouveau roi, tout en leur donnant « des assurances pour la liberté du culte » ne fit aucune promesse relativement au traitement des pasteurs luthériens. Cette question ne devait pas être résolue sans opposition. Un nouveau mémoire était adressé au ministre des cultes par le consistoire de Montbéliard le 17 novembre 1817 :

1. Le 25 juillet 1814, M. Surleau, inspecteur ecclésiastique, écrivait à Metzger :

« ... Je bénis le Seigneur qui vous a ramené en parfaite santé dans le sein de votre famille et qui a fait par sa bonté que vos démarches n'ont pas été infructueuses, puisque le nouveau souverain, en vous donnant des assurances pour la liberté du culte, a répondu à nos plus ardents desirs. Mais les articles organiques des cultes protestants et les traitements alloués aux pasteurs sous le régime précédent seront-ils confirmés ou modifiés sous le régime actuel? J'ignore ce qui en est et je pense que jusqu'à présent il n'y a rien de réglé à cet égard. » (*Archives de l'inspection de Montbéliard.*)

*A son Excellence, Monseigneur le Ministre, secrétaire
d'État au département de l'Intérieur*¹.

Montbéliard, 17 novembre 1817.

Monseigneur,

L'ordonnance de Sa Majesté du 5 juin 1816 augmente, à compter de cette même année, de la somme de 100 francs, le traitement des curés de 2^e classe et des succursalistes, celle du 9 avril 1817 accorde à ces derniers une nouvelle augmentation de pareille somme; et l'une et l'autre de ces ordonnances, outre les dispositions qui viennent d'être rappelées, en renferme encore d'autres à l'avantage des desservants septuagénaires, des curés de canton du même âge non pensionnés, des vicaires autres que ceux des villes de grande population, des desservants autorisés à biner, et des prêtres âgés et infirmes. Ces diverses dispositions n'ont eu, jusqu'ici, dans l'arrondissement de Montbéliard, aucune influence sur le sort des pasteurs de la Confession d'Augsbourg, quoiqu'elles aient reçu une pleine exécution à l'égard des ministres du culte catholique. Cependant, Monseigneur, il ne nous semble pas qu'il soit dans les intentions du Roi de favoriser ceux-ci à l'exclusion des autres : Sa Majesté déclare, en effet, d'une manière générale et sans exception, *qu'un des grands objets de sa sollicitude a toujours été de venir au secours du Clergé*, et que les ordonnances dont il s'agit ont pour but de *soulager la classe la moins aisée des ministres de la religion*. Ces déclarations émanées du cœur du meilleur des Rois ne regarderaient-elles pas les ministres de tous les cultes chrétiens, auxquels la Charte constitutionnelle assure une égale protection, et la sollicitude paternelle de Sa Majesté ne s'étendrait-elle pas aussi aux pasteurs de la Confession d'Augsbourg de l'arrondissement de Montbéliard?

Leur position est peut-être encore plus pénible, encore plus voisine de la détresse que celle de leurs frères des classes correspondantes du clergé catholique. Comme ceux-ci, Votre Excellence le sait, ils ne reçoivent du trésor royal qu'un modique traitement, et ils n'ont pas, comme eux, le bénéfice du casuel. Il est, d'ailleurs, une circonstance qui, entre toutes les autres, semble appeler sur eux d'une façon particulière, l'intérêt du souverain; c'est qu'en devenant Français, ils ont perdu la dotation immobilière dont ils jouissaient sous le gouvernement des ducs de Wurtemberg, dota-

1. Archives du Consistoire de Montbéliard. Pièce communiquée par M^r le pasteur John Viénot.

tion qui s'élevait, en capital, à environ 400,000 francs, non compris les dixmes, et qui a été aliénée au profit de l'État. Ces observations ont mérité toute l'attention du conseil d'arrondissement; la dernière circonstance surtout lui a paru un titre de plus pour assurer aux pasteurs en question une part au bienfait de l'art. 143 de la loi du 25 mars qu'il pensait d'ailleurs être commun à toutes les communions chrétiennes et à cette opinion qu'il a consignée dans son procès-verbal, dont nous avons l'honneur de faire passer un extrait à Votre Excellence, il a ajouté le vœu que ces pasteurs fussent mis, quant à l'augmentation du traitement, sur le pied d'une égalité parfaite avec les ministres du culte catholique. Le conseil de département a partagé cet avis, qu'il a sans doute aussi consigné dans son procès-verbal.

D'après l'initiative prise par ces deux corps, et d'après les raisons ci-dessus, nous croyons pouvoir demander à Votre Excellence, la mise à exécution, en faveur des pasteurs de notre consistoriale, des ordonnances précitées des 5 juin 1816 et 9 avril 1817, et c'est ce que nous faisons ici avec autant de confiance que de respect, étant

Monseigneur de Votre Excellence

Les très humbles et très obéissants serviteurs,

Les membres composant le consistoire de l'Église consistoriale de Montbéliard :

Signé : SCHARFFENSTEIN, J. G. LARCHER, BOISSARD, J. F. TUEFFERD, LALANCE, CUVIER, LÉOP^d FRED^e LECOMTE, MÉGNIN, DUVERNOY, juge de paix, SAHLER père, J. L. DUVERNOY, GOGUEL, ROSSEL, BEURNIER, FALLOT et FERRAND.

De semblables démarches avaient été faites par les Églises d'Alsace. Cette fois, elles eurent un heureux résultat, puisque l'ordonnance du 28 juillet 1819 assimila le traitement des pasteurs « des départements des Haut et Bas-Rhin, Doubs et Haute-Saône à celui des autres pasteurs du royaume¹ ».

ARMAND LODS.

1. Ce traitement fixé par le décret du 15 germinal an XII (12 mai 1804) était de 2,000 francs pour la première classe, de 1,500 francs pour la seconde et de 1,000 francs pour la dernière classe. — Le taux des traitements des pasteurs est actuellement déterminé par le décret du 7 février 1880, de la manière suivante : 2,200, 2,000 et 1,800 francs.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Un enlèvement de huguenotes en 1584.

La *Revue d'Ardenne et d'Argonne* (mars 1900, p. 89 à 99) contient un article de M. J. Villette intitulé : *L'enlèvement des filles du seigneur de Contreuve* (4 nov. 1584), qui donne quelques documents très curieux sur les faits et gestes de quelques familles huguenotes du pays d'Ardenne. Il ne s'agit pas d'une aventure galante, mais de la protection chevaleresquement accordée, par deux capitaines des troupes du duc de Bouillon, à trois demoiselles majeures, lesquelles avaient à se plaindre « d'étranges rudesses » de leur père, « homme redouté et terrible », qui les aurait lésées dans le partage des biens maternels. Olivier d'Allainville, seigneur de la Motte-Juranville, appartenait à une ancienne famille du Gâtinais et était venu se fixer dans les Ardennes aux environs de Vouziers, où il avait acquis la seigneurie de Contreuve. Pendant les guerres de religion il combattit dans les rangs de l'armée protestante, aux côtés du prince de Condé. Un beau jour, le 4 novembre 1584, il eut la surprise de voir que ses trois filles avaient disparu du manoir paternel, avec la complicité d'une châtelaine du voisinage, Mme de Sugny, emportant une valise contenant leurs titres et papiers de famille. Les demoiselles d'Allainville, dont l'aînée « estoit aagée de trente ans pour le moins », s'étaient rendues à Sedan, en croupe de deux cavaliers, venus de nuit, et dont l'un se nommait Jérémie Oulson, fils d'un gentilhomme écossais au service du duc de Bouillon, et l'autre, La Rivière. Ces deux capitaines « avaient eu pitié » des pauvres filles et sur leurs instances réitérées avaient consenti à les seconder dans leur projet « de se retirer arrière de leur père ». Leur équipée, il n'est pas désagréable de le constater, paraît avoir été aussi désintéressée que fut vaine la fuite des trois damoiselles. La terre de Contreuve, objet du différend, fut vendue peu de temps après, ce qui prouve que les fugitives durent céder à la volonté de leur père.

M. Villette a fort agréablement mis en œuvre les divers documents, lettres, enquêtes et interrogatoires relatifs à cette curieuse et caractéristique anecdote. Il a, de plus, ajouté quelques notes qui complètent les trop rares renseignements de la *France protestante* sur plusieurs familles nobles de la région ardennaise (d'Orthe, de Sugny, Dorigny, d'Hénin-Liétard, etc.). Cet article est à lire et à signaler.

Le refuge huguenot et l'orfèvrerie à Hanau.

M. Antony Valabrègue rend compte dans la *Revue des Arts décoratifs* (mars 1900, May, éditeur, 9, rue Saint-Benoît, à Paris) d'une visite qu'il a faite à Hanau, petite ville célèbre dans l'histoire du Refuge, et où les émigrés wallons et flamands, d'abord, puis les huguenots français, ont apporté une industrie florissante, celle de l'orfèvrerie. C'est à la fin du xvi^e siècle que le comte de Hanau accueillit les premiers réfugiés wallons et hollandais, écartés de Francfort par l'intolérance luthérienne; ils comptaient parmi eux des passementiers, des orfèvres, des tisserands, des architectes. Leur arrivée fut un véritable bienfait pour la petite localité qu'ils venaient agrandir et enrichir. Les vieux habitants acceptèrent d'abord assez froidement la colonie dont la volonté du souverain leur imposait le voisinage et qui formait comme un îlot étranger au cœur de l'Allemagne du centre. Grâce à l'afflux considérable d'immigrés français, après la Révocation de 1685, la colonie de Hanau se fortifia et put conserver ses privilèges jusqu'à une époque très rapprochée de notre temps. Et aujourd'hui l'industrie artistique apportée dans cette petite ville allemande et développée depuis deux siècles surtout, a pris une telle extension, que Hanau est considéré comme un centre de production de premier ordre dans la joaillerie et les professions qui s'y rattachent. Les gravures dont M. Valabrègue a enrichi son article montrent à quel point l'Allemagne recueille aujourd'hui le bénéfice de l'hospitalité jadis accordée aux victimes du despotisme des Philippe II et des Louis XIV.

H. DANNREUTHER.

CORRESPONDANCE

A propos de la campagne antihuguenote de la Compagnie du Saint-Sacrement en Normandie et à Marennes. — En 1648 cette compagnie s'occupa des « filles du comte de Marennes » (V. plus haut, p. 103). Il s'agit, si je ne fais erreur, de Judith et Catherine Martel, filles de Martel, de Lindebœuf au pays de Caux et d'Anne de Pons, dame de Marennes, les mêmes qui avaient fait entrer de force, à l'aide d'échelles, par une fenêtre, le corps de leur frère Henri Martel, dans l'église de Marennes. Un dossier relatif à cette affaire se trouve aux archives de la Charente-Inférieure, à cause de l'intervention de l'abbesse de Notre-Dame-de-Saintes, patronne alternative de Marennes, laquelle intenta un procès aux demoiselles

Martel à cette occasion. — En 1653 la même Compagnie (p. 185) empêche, dit-elle, l'établissement d'un collège à *Canilly*, en Normandie. C'est sans doute *Quevilly* dont l'annaliste a voulu parler.

R. GARRETA.

Un pasteur et auteur presque inconnu. — Il s'agit de Christophe de Hérès, écuyer, sieur de Coqueriomont (*sic*, prononciation cauchoise), c'est-à-dire Coqueréomont, juriconsulte, qui a publié, en 1595, un in-4° assez rare : EXPLICATION || DE LA GENEALOGIE || DV TRES INVINCIBLE, ET TRES- || PUISSANT MONARQUE HENRY III^e DE || ce nom, 65^e Roy de France, ou (selon aucuns) 62^e et || III^e de ce nom, 39^e Roy de Navarre. || *Le tout tiré des histoires tres approuvees, tant Latines, que || Françaises, Italiennes, Espagnoles, et Portugaises, par || l'estude et labeur de R. P. F. Joseph Texere, Frere de l'Ordre || des Predicateurs, Maistre en Sainte Theologie, Confesseur || du Serenissime Roy de Portugal, Aumosnier et Predicateur || du Roy tres-chrestien.* || La page suivante monstre ce qui y est expliqué. || *Traduict du Latin (dedié par l'Autheur à sa Majesté Tres-Chrestienne) || en François par C. de Heris, Escuyer dict Coqueriomont, I. C.* || vignette. || A PARIS, || chez GILLES BEYS, Libraire Juré, gendre de feu Chr. || Plantin. rue S. Jacques, à la boutique de Plantin. || M. D. XCV. || AVEC PRIVILÈGE DV ROY. || In 4° de douze feuillets non paginés plus une planche généalogique avec un portrait gravé de Henri IV ; plus 92 feuillets foliotés, deux pour Tables, plus 55 feuillets foliotés précédés de 4 et suivis de 1 non paginés, sous le titre LES || VIES ET QUELQUES GESTES DES || ROYS DE NAVARRE. || En tête d'un écusson représentant les armoiries de Navarre ¹. L'ouvrage est dédié à très haute, très vertueuse et sérémissime princesse, Madame Catherine, Infante de Navarre. L'auteur se dit « un pauvre et chétif noble à cape ». Il confesse volontiers (sans endurer la question) que si sa traduction est grossière, cela tient à ce qu'il ignore les « manières de parler beaucoup plus propres », inconnues de lui, « en partie pour (estant trop reclus) ne fréquenter que trop peu les compagnies, et en partie pour ne lire jamais en François ». Il fait allusion plus loin, comme dans l'épître à l'Infante, au commandement inévitable qu'il aurait reçu « d'un Grand (qu'il n'est besoin nommer pour cette heure) lequel n'a rien tant en recommandation que la gloire de Dieu, le service de Sa Majesté, et le bien public ». Qui est ce grand ? — Il dit encore qu'« aucunes fois il a trouvé des choses malsonnantes en une oreille huguenote », et aussi qu'il « a passé une bonne partie de ses ans hors du païs de sa naissance ».

Ces allusions rapprochées de deux actes baptistaires, des

1. L'exemplaire de la Bibliothèque de notre Société provenant de celle de feu M. Emile Lesens, est aux armes des Caumont La Force.

28 mars 1601 et 10 décembre 1606 relevés par moi dans les registres des anciennes Églises réformées, de Rouen, recueillie à Quevilly, et de Bolbec, recueillie à Frémontier et Lintot, m'ont fait reconnaître qu'il s'agissait du ministre de la Parole de Dieu en cette dernière Église, noble homme Christophe de Héris, écuyer, sieur de Coqueréomont, appelé M. de Coqueriomont¹, de la paroisse de Bosville en Caux, marié à Jeanne Masson, native de Londres. En 1601 il n'était pas encore pasteur. Pourrait-on me dire quand il a été reçu et s'il a publié d'autres œuvres? — Les armes sont : « D'argent à la bande d'azur chargée de 3 molettes d'éperon d'or². »

R. GARRETA.

Bibliotheca Evangelico-Theologica. Pars XI. (Katalog 70 von Rosenthal's Antiquariat in München), 1900. — Le onzième fascicule de ce catalogue, très important pour la bibliographie théologique protestante, contient l'énumération d'un millier d'ouvrages anciens, pièces rares, livres et plaquettes, rangés sous la rubrique *Réformation française* (nos 19004 à 20073). Ce travail extrêmement bien fait sera consulté avec utilité pour l'histoire du protestantisme, et, si les prix marqués en regard de ces éditions précieuses dépassent, en général, les ressources des bibliophiles modestes, ces derniers ne pourront qu'être flattés de savoir en quelle haute estime les monuments littéraires du calvinisme français sont tenus à l'étranger.

H. D.

Admiral Coligny und die Bartholomäusnacht. Religiöses Trauerspiel in 3 Akten und 12 Bildern von L. L. Vermeil in Genf. Ins Deutsche übersetzt von Dr C. de Jong. Eingeleitet von Dr Herm. Richter. In-8° avec planches, 2^e édit., Mülheim-Rühr, 1899. — Les drames de M. L. L. Vermeil ont trouvé en Allemagne des traducteurs et des lecteurs empressés. L'*Amiral Coligny* paraît en deuxième édition, accompagné d'une excellente introduction historique par le Dr H. Richter, et de quelques gravures, telles que le Massacre de Vassy, d'après Tortorel et Périssin, la Saint-Barthélemy de Lütken, etc. C'est un joli volume à recommander à l'attention des amis de notre histoire et dont il faut remercier les sympathiques éditeurs.

H. D.

1. Ou Coqueréaumont.

2. Je n'ai trouvé le nom de d'Héris ni dans les listes d'Auzière ni dans celles du *livre du Recteur* de Genève autour de 1600; mais M. Auzière, copiant Haag X, 273, indique comme pasteur de Bolbec en 1603, *Christophe de Héris*. Or la *France protestante* a ici une faute d'impression, puisqu'Aymon (I, 295) cite bien *Christophe de Héris*. Ce pasteur avait peut-être étudié à Orthez puisqu'il savait l'espagnol. Peut-être M. Soulice, le savant bibliothécaire de Pau, le connaît-il?

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

GRIGNY

LIEU D'EXERCICE DES PROTESTANTS PARISIENS EN 1899

LES MERCIER, SEIGNEURS DES BORDES

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

L'année 1899 a marqué le troisième centenaire de l'établissement officiel d'un culte public pour les protestants de Paris après l'édit de Nantes¹. L'exercice, jusqu'à la Révocation, fut toujours fait dans des localités situées au sud-est de la capitale et dans la vallée de la Seine : d'abord, pendant quelques mois seulement, à Grigny, petit village alors entouré de vignes, sur la colline à gauche du fleuve et de la grand route de Lyon. Soit par le « coche d'eau », appelé *corbillard* quand c'était le bateau de Corbeil, soit en voiture, l'endroit était donc — relativement — d'accès facile pour les Parisiens³. Toutefois, cette considération n'aurait pas suffi pour y établir le culte, et Grigny étant à six lieues de Paris, les huguenots devaient tôt ou tard essayer de revenir à la distance (*cinq* lieues) prescrite par l'Édit (art. 14; cf. art. 33 des articles particuliers). L'établissement, en quelque sorte provisoire, d'un culte public, s'explique par la présence à Grigny d'un des anciens du Consistoire de Paris, Josias Mercier, seigneur des Bordes et de Grigny.

Dans son *Précis de l'histoire de l'Église de Paris*, Ath. Co-

1. *Bulletin* du 15 décembre 1899.

2. *La Borde*, nom fréquent dans l'Ile-de-France, est en particulier celui d'un bameau dépendant de Ris, au bord de la Seine. Il y avait là un bac par lequel on pouvait se rendre dans la forêt de Sénart et en Brie.

1900. — N° 5, Mai.

querel a écrit quelques pages sur « l'Église à Grigny » en rassemblant les détails épars dans divers mémoires et correspondances¹; il y est fort peu question de Grigny, et depuis lors on n'a encore découvert aucun document permettant de dater le commencement ni la fin de l'exercice du culte. Nous utiliserons aujourd'hui divers autres renseignements et les registres de l'état civil pour parler un peu plus longuement de la famille Mercier et des protestants à Grigny².

Un « adveu et dénombrement du fief de la Borde-lez-Ris, situé en la chatellenie de Corbeil près Paris, fait par *Charles d'Albiac* à *Marie Chevalier*, dame de Grigny³ » nous engagerait à reconnaître dans ces personnages les membres de deux familles en partie protestantes : un pasteur Charles d'Albiac, sieur du Plessis, fut égorgé à Angers en 1562⁴; les *Chevalier* sont innombrables : *Étienne*, receveur général des finances et membre du conseil de Jeanne d'Albret en 1569, est appelé tantôt seigneur de *Prunay*, tantôt « M. le général des *Prunes*⁵ ». Prunay est le nom de trois communes de Seine-et-Oise, et Esprunes, au delà de Melun, était un fief de la grand-mère de Mme du Plessis-Mornay qui se réfugia là, et ensuite chez M. de la Borde, son frère, après la Saint-Barthélemy⁶.

Or le père de Mme du Plessis-Mornay, *Guy Arbalète*, deuxième du nom, avait épousé une *Madelcine Chevalier* qui était certainement de la famille de *Marie Chevalier* : « C'est par ce mariage, dit un historien local⁷, que Guy Arbalète vint dans nos cantons. Ils eurent plusieurs enfants; l'un d'eux

1. *Bull.*, t. XV (1866), p. 463.

2. Nous laissons de côté trois personnages mentionnés par Crespin comme victimes de la Saint-Barthélemy à Orléans : *Michel de Grigny*, âgé de 18 ans, *Antoine de Grigny*, âgé de 70 ans, et *Guillaume*, son neveu, épicier, ne sachant s'il s'agit là de notre Grigny (*Histoire des martyrs*, édition de 1597, t. X, f. 714 et 715).

3. Ms. du xvi^e siècle, n° 4955 de la vente des collections du baron Pichon (1898).

4. *France prot.*, 2^e éd., t. I, col. 90. Il y a des centaines de lieux dits *le Plessis*. Le Plessis-le-Comte est un hameau au sud de Grigny.

5. *Bull.*, t. III, p. 133; *France prot.*, 2^e éd., t. IV, col. 312.

6. *Mémoires*, édition de Wilt, t. I, p. 64.

7. Pinard, *Histoire du canton de Longjumeau*, Paris, 1864.

embrassa la Réforme et eut un prêche dans son fief de Grigny... Il expia sa faiblesse en fondant un oratoire dans son propre château. »

« L'Arbalète, dit l'abbé Lebeuf, était une maison de Grigny du côté de Ris, dans laquelle avait été le prêche des calvinistes. Ce fut en expiation de cette entreprise que fut fondée, au château de Grigny, une chapelle du revenu de 400 livres¹. »

Il y a là deux données contradictoires. En effet « l'Arbalète » est le nom donné aujourd'hui encore à une maison (moderne) voisine du presbytère et de l'église, en bas de la colline. Le « château de Grigny » était au contraire, d'après un plan conservé à la mairie, dans le haut du pays, derrière l'école communale de filles actuelle. On y montait depuis la Seine par la rue de Porlut ou chemin du port, appelé dans sa partie la plus proche du château rue *Morogue* ou de Morogue. Nous retrouverons tout à l'heure d'autres traces d'une famille protestante de ce nom dans l'histoire de Grigny.

Notons encore que sur le susdit plan (du xviii^e siècle, semble-t-il) figurent plusieurs maisons et pièces de terre appartenant à l'Hôtel-Dieu de Paris et « au seigneur de Ris, dépendant de la Borde ».

D'après les témoignages contemporains, il semble qu'en 1599, du moins, le culte fut célébré non chez Guy Arbalète, mais chez Josias Mercier, seigneur des Bordes et de Grigny.

La date n'est pas plus facile à déterminer que le lieu de l'établissement. M. Read dit : *mai* 1599². Peut-être faut-il lire *mars*, car ce qui suit semble être dit d'après le seul document que nous connaissons : l'autobiographie de Pierre du Moulin³ :

« J'arrivay à Paris le dernier de *février* 1599 Je fis ma première prédication en l'hostel de Madame, sœur du roy ...Si maditte dame eust demandé au roy un lieu dans la ville ou au faubourg pour faire nostre exercice ordinaire, Sa Majesté luy eust volontiers accordé, pour ce que nos assemblées au Louvre l'incommodoient; mais elle ne s'avisa pas de faire cette requeste au roy, et nul ne la

1. *Histoire du diocèse de Paris*, édition de 1757, t. XII, p. 87.

2. *Encyclopédie des sciences rel.*, t. I, p. 25, art. ALLOU.

3. *Bull.*, t. VII, p. 338 et 340.

pria d'y penser, qui fut une grande faute; car Madame estant partie de Paris [après son mariage avec le duc de Bar, 31 décembre 1598] on mist nostre exercice à Grigny, qui est à cinq lieues de Paris...

« Alors l'exercice ordinaire se faisoit à Grigny, chez Monsieur des Bordes Mercier. »

On n'aurait pas pu, aussi aisément que se le figure P. du Moulin, annuler une disposition formelle de l'Édit. La désignation du lieu d'exercice, même si loin de Paris, fut l'objet de longues négociations préliminaires entre la Cour et le Consistoire, et, ensuite, de manifestations hostiles de la part des fanatiques parisiens contre les protestants qui revenaient du prêche, souvent à pied ! Le Journal de l'Estoile nous en a conservé quelques exemples.

« Le samedi 5^e de ce mois (juin 1599), par ordonnance de la justice émanée du roy, furent mises des potences à la Grève et à la Tournelle contré ceux qui outrageront, de fait ou de paroles, ceux qui iroient à Grigny. »

« Le dimanche 5^e septembre, aux huguenots revenans du prêche de Grigny furent faits plusieurs affronts par un tas de populasse ramassée, dont il y eut quelques uns d'emprisonnés, et aussitôt eslargis, pour ce que ce n'étoit que paroles; il y eust seulement une femme qui eust le fouet sous la custode, au petit Châtelet, pour avoir rué une pierre¹. »

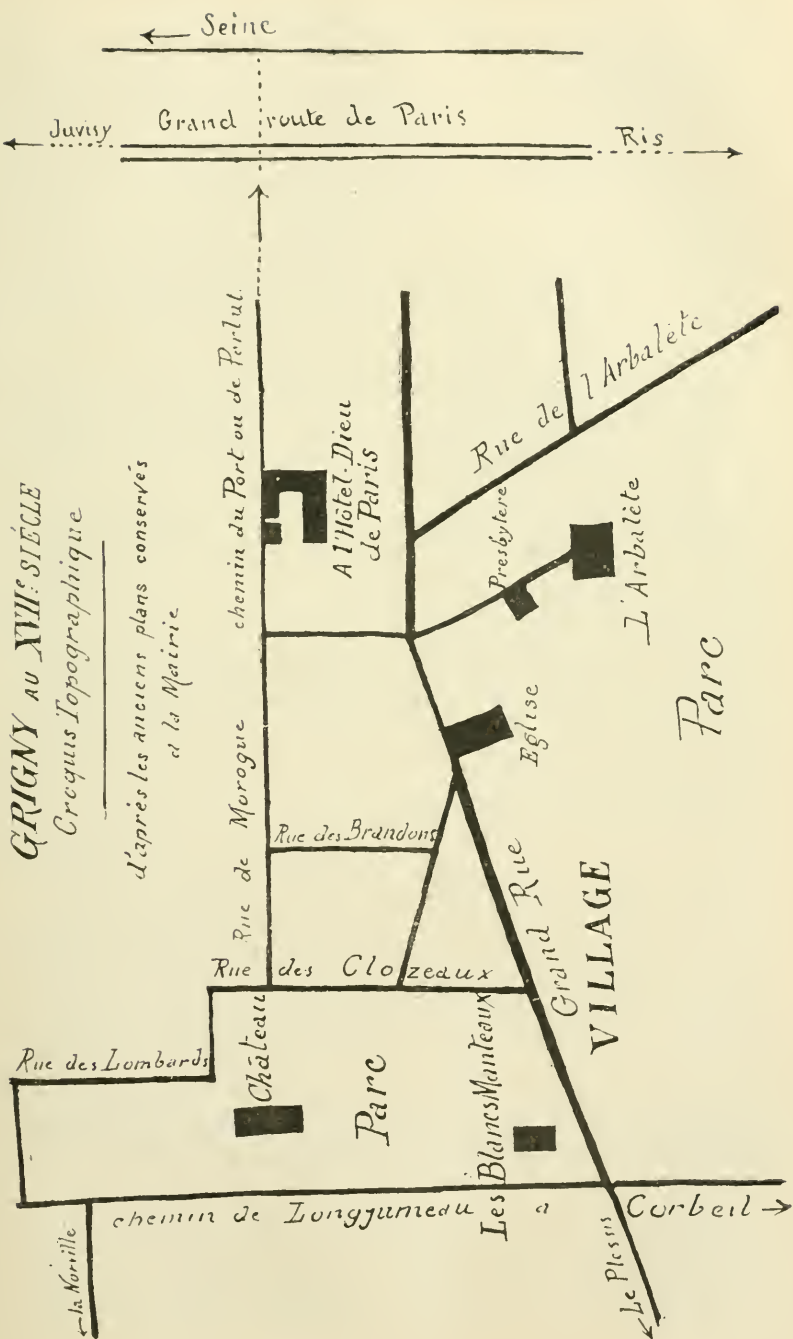
Le culte fut célébré à Grigny sans doute jusque vers la fin de 1599 : les lettres patentes du roi, autorisant l'exercice à Ablon, sont datées du 14 octobre et y furent publiées le 12 novembre. Toutefois le premier baptême connu n'est que du 23 janvier 1600².

C'est à Ablon — à une lieue plus près de Paris — que prêcheront désormais Antoine de la Faye, François Lauberan de Montigny et Pierre du Moulin. C'est là qu'ira les entendre le seigneur de Grigny ; mais ils reviendront souvent dans sa maison hospitalière et sa famille mérite de retenir notre attention³.

1. *Journal de Henri IV*, p. 97 et 105.

2. Ch. Read. *Bull.*, t. XL (1891), p. 349.

3. C'est à tort que l'autobiographie de P. du Moulin porte : « L'an 1601, le lieu de l'exercice fut approché d'une lieue et mis à Ablon, à quatre lieues de Paris. »



GRIGNY au XVIIIe SIÈCLE
Crecquis Topographique

d'après les anciens plans conservés
et la Mairie.

II

Jean Mercier avait été le successeur de *Vatable* au collège de France, et c'est en lisant la Bible dans le texte hébreu qu'il était devenu protestant. Son fils *Josias*, conseiller d'État, seigneur de Grigny, était né à Uzès et avait épousé *Anne Leprince*. Une de leurs filles devint la femme de *Saumaise*¹. Une autre, *Anne*, naquit le 16 mars 1602².

Josias accompagna M. de Mornay établi à quelques lieues de Grigny, au Plessis-Marly près Dourdan, lors de la conférence qu'il eut avec du Perron à Fontainebleau. Il alla avec le ministre la Roche-Chandieu et Casaubon annoncer au roi l'indisposition de Mornay qui força les adversaires de suspendre les séances (5 mai 1599)³. Il aida ensuite du Plessis-Mornay à rédiger « un sommaire escript de ce qui s'y étoit passé ». En 1600, il fut parrain d'Anne Casaubon⁴, en 1601 député de l'Ile-de-France et secrétaire du synode de Jargeau, il fut nommé par l'assemblée de Sainte-Foy député général des Églises réformées de France auprès du roi et remplit ces fonctions jusqu'en 1605⁵.

C'est lui qui, en 1604, acheta, au nom du Consistoire, pour servir de cimetière aux protestants parisiens, le jardin de *Joachim Meurier*, près du Pré-aux-Clercs (actuellement le n° 30 de la rue des Saints-Pères)⁶. Peut-être, en 1599, les protestants eurent-ils d'abord un cimetière à Grigny, ou les Mercier possédaient-ils un lieu de sépulture privé, pour leur famille et quelques autres; parmi les noms de personnes enterrées à Charenton, on trouve plus tard, *Thomas de*

1. *France protestante*, 1^{re} édition. Cf. *Bulletin de la Société historique de Corbeil*, 2^e fascicule, 1899 : *Notes sur Grigny aux XVI^e et XVII^e siècles*, où a d'abord paru le croquis topographique ci-joint.

2. *Registres de l'Église de Charenton*, *Bull. hist. prot.*, t. XXI, p. 224.

3. *Ephémérides de Casaubon dans Bull. hist. prot.*, t. XVIII, p. 492.

4. *France protestante*, t. III, p. 884.

5. *France prot.*, t. III, p. 990; *Bull. hist. prot.*, t. XXXII, p. 12; Quick, *Synodicon*, I, 208, 226, 240.

6. *Bull.*, t. XV, p. 467; *Encycl. des sc. rel.*, t. XII, p. 762.

Lorme « et sa famille exhumée de la terre des Bordes¹ ».

Josias Mercier était en relation avec les protestants les plus connus de ce temps, pasteurs et érudits. Ils viennent lui faire visite ou s'arrêtent aux Bordes en allant dans le Midi; en 1607, c'est *Daniel Chamier*, pasteur à Montélimar, qui note dans son journal de voyage² :

« Le 28^e décembre, samedi, je partis l'après diné pour aller à Grigni. — Le 31^e décembre, fûmes de retour le lundi. »

Sans doute il avait célébré le dimanche une sorte de service de fin d'année. Le voyage de retour dut être pénible; le 23 décembre déjà, la Seine était prise à Paris. L'Estoile, de son côté, inscrit dans son journal de cette époque :

« Le 1^{er} janvier. La froidure fust extrême et la gelée si grande et si aspre que de memoire d'homme il ne s'en estoit veu de semblable. »

En 1608, autre visite de Chamier aux Bordes un dimanche :

« 16^e mars. Nous partîmes à deux heures après midi et allâmes coucher à Grigni, payant à Paris pour trois chevaux 3 livres 6 sols, à Villejuif autant 3 liv. 6 sols, à Juvisi 2 liv. 1 sol. »

Il repart de Grigny pour Grenoble, où il arrivera huit jours après :

« Le lundi, les chevaux de Juvisi vinrent nous prendre à Grigni, et payâmes 41 sols. Puis à Beauvais 51 sols, à Milly, etc.³. »

Cette même année 1608, en octobre, Josias Mercier était malade, et recevait une visite de Casaubon. Nous les trouvons encore en correspondance en 1601⁴. En 1620, Pierre de Moulin, venant d'Alais où il a présidé le synode national, et se réfugiant à Sedan — car le roi a donné ordre de l'arrêter — retrouve encore le chemin de cette maison où nous l'avons

1. *Bull.*, 1885, p. 398.

2. *Bull.*, t. II, p. 315.

3. *Bull.*, t. II, p. 444. Beauvais est un hameau de la commune de Champeuil, et, comme Milly, au sud de Corbeil.

4. *Bull. hist. prot.*, t. XVI, p. 580.

vu, nouvellement consacré, débiter dans le ministère vingt ans auparavant :

« Je m'arrestay à Grigny chez M. des Bordes Grigny, mon intime ami, et y passay la nuict, et fis avertir ma femme de mon arrivée. Elle m'envoya mon frère Jean... Je pars donc de Grigny au soleil couchant¹. »

Le fils de Josias, *Louis Mercier*, seigneur de Grigny et de la Norville², épousa *Madeleine Bigot*, dont la famille possédait les seigneuries de la Honville³ et de la Rainville; son frère, *Isaac Bigot*, seigneur de Morogues, entre Bourges et Sancerre, est né le 26 décembre 1632⁴. Un Bigot, sieur de Vrain (évidemment Saint-Vrain au sud-est de la Norville), fut inhumé dans le cimetière protestant de Charenton⁵.

Leurs descendants avaient encore une habitation à Grigny lors de la révocation de l'édit de Nantes. Le 22 novembre 1685, Seignelay écrit à Louvois :

« Le roi m'ordonne de vous avertir, Monsieur, de prendre l'ordre de S. M. pour exempter de logement des troupes la maison que le sieur Bigot de Montrogue, de la R. P. R., a au village de Grigny, étant en disposition de se convertir⁶. »

La famille Bigot de Morogues est fixée aujourd'hui à Orléans.

Par les Morogues, les Mercier se trouvèrent alliés à la famille d'un autre pasteur qui prêcha sans doute aussi à Grigny, mais dont l'histoire est surtout liée au nom d'Ablon, les *Laubéran de Montigny*⁷.

1. *Bull. hist. prot.*, t. VII, p. 472.

2. Près Arpajon. La grand tante et marraine de Duplessis-Mornay, Mme de Beauvillier, était dame du Plessis-Marly et de la Neuville (*Mém. de Mme Duplessis-Mornay*, éd. de Witt, t. I, p. 10). Nous pensons qu'il faut lire : la Norville.

3. Commune de Lardy, arrondissement d'Étampes.

4. *France prot.*, t. II, col. 554. En 1637, Guy Bourdin de Morogues, sieur de Médan, et Marie Lhoste l'ont baptiser leur fille au temple de Charenton (*Ibid.*, t. II, col. 4101).

5. *Bull. hist. prot.*, 1885, p. 398.

6. Depping, *Correspondance administrative*, IV, 381.

7. Maurice Laubéran de Montigny, fils de François, fut pasteur de

III

Il nous reste à publier quelques documents inédits concernant Louis Mercier et son fils Jacques.

Le plus ancien registre de la paroisse Saint-Antoine et Saint-Sulpice de Grigny, conservé aux archives municipales, date seulement de 1642. Il ne contient, jusqu'aux derniers feuillets exclusivement, rien qui se rapporte directement aux Mercier ni au protestantisme. Le même curé, Jean Baugnon, reste en fonctions jusqu'à sa mort, en 1661. En 1652, il note seulement qu'un vigneron, Louis Groupy, « a été enterré dans l'église par les parens sans aucun prestre et a mon insceu bien que je fusse sur les lieux le jour mesme de la Toussainl ». En 1669, une autre famille veut se passer du ministère du prêtre; le prénom d'un de ses membres : *Isaac Dubot* (1642), laisse à penser qu'ils avaient peut-être quelque rapport avec l'église d'Ablon :

« Le dix-huictieme de juillet a esté baptisé Jean fils de Louis Dubo et de [blanc] ses pere et mere. Le parrein a esté Jean Portemont, la marraine Perrotte Belot establis par M. le curé, les parents s'y voulant mettre et presenter qui estoient incapables selon les loix de l'église et l'ordonnance de Monseigneur l'archevesque, et cependant lessaient mourir l'enfant qui estoit malade sans baptesme, huit jours estant passés sans le vouloir presenter. »

Bagnolet en 1625 (*Fr. prot.*, 2^e éd., t. V, col. 4021), puis de l'église de la Norville unie à celle du Plessis-Marly, fondée en 1601 par Duplessis-Mornay (*Voy. Bull.*, t. XIV, p. 198; XXIV, p. 2; XXXIV, p. 498, et l'intéressante monographie publiée par M. le comte Albert de Pourtalès, propriétaire actuel du château, dans la chapelle duquel son père a fait célébrer le culte réformé depuis 1865). La mention de Quick (*Synodicon*, II, p. 232) : « At Plessis-Norville is *Delevereau* » doit se lire : *de Lauberan* (1626). Aymon (I, 306) dédouble « *Maurice de Lauberan* et *Dablon de Montigny* : le Plessis et la *Joroille* (1637) ».

Il y était encore en 1649 (*Fr. prot.*, 2^e éd., t. V, col. 609), mais de 1633 à 1635, on le trouve à Amiens (*Bull.*, t. XI, p. 413; cf. Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 151), et en 1665 à Senlis (*Bull.*, t. VIII, p. 441; cf. t. IX, p. 495; 1679). Jean *Farcy* est le dernier que j'aie trouvé qualifié pasteur de la Norville (1669); cf. *France prot.*, 2^e éd., t. VI, col. 385.

Tandis que jusque-là c'était le doyen de Montlhéry, qui venait, à plusieurs années d'intervalle, visiter la paroisse, c'est, à partir de 1672, l'archidiacre de Josas, l'abbé de la Motte, dont la signature se retrouvera fréquemment sur les registres, et sa première tournée n'est peut-être pas étrangère à un acte retentissant survenu l'année suivante.

Sauf l'inhumation dans le cimetière, en 1654, d'un « petit valet de cour au logis mons^r de la Norville », le curé n'a rien inscrit, pendant trente années, qui rappelât l'existence des Mercier, seigneurs du pays, restés protestants. Et tout à coup, le jour de Pâques 18 avril 1673, voici une page calligraphiée avec lettres enjolivées par J. Cousin, comme un bulletin de victoire : c'est en effet l'acte d'abjuration de Louis Mercier, malade, avec description des processions et autres réjouissances publiques qui accompagnèrent cette conversion :

« *Gaudium angelis et hominibus.*

« Le dix-huitiesme d'avril de la presente année Louis Mercier seigneur de la Norville, de Grigny et du Plessis le conte [*en interligne* : estant au liet malade] a faict abjuration de son heresie entre les mains de son pasteur, fist profession de la foy de l'Eglise catho. apos. et romaine, se confessa, comunia deux jours apres avec de grands sentimens de piété et devotion où le S^t Sacrement fut accompagné de deux à trois cens personnes, le *te deum* chanté avec la messe du S^t Sacrement, le tout suivy de la joye publique, qui se passa toute la journée en actions de grace, disans avec leur pasteur :

« *Hæc dies quam fecit Dnus exultemus et letemur in ea*, parolles qui avoient servy de theme à l'action de la s. communion. »

[Signé] : J. Cousin¹.

En tête d'un second registre paroissial (1676-1694) le même acte se trouve recopié, avec cette addition :

« En présence de M^{rs} les curés de Morsan et de la Norville, M^r de la Bretonnière², M^r Riquard, m^{rs} des requestes, M. de Coindy

1. Archives municipales de Grigny, Registre I, fol. 79 recto.

2. Morsang-sur-Orge à l'ouest de Grigny; la Bretonnière hameau au nord de la Norville.

secrétaire du roy et aultres de plusieurs parroisses les jour et an que dessus.

[Signé] : J. COUSIN.

MALHERBE
DE LA BRETONNIÈRE
RIQUARD

DE COINDY.

Le 2 juin l'abbé de la Motte vient à Grigny, le 27 du même mois le fils de Louis Mercier abjure à Paris, dans l'église de Saint-Sulpice, la seule de Paris, aujourd'hui encore, qui ne soit pas desservie par des prêtres séculiers, et qui avait peut-être autrefois certains rapports spéciaux avec la paroisse Saint-Antoine et *Saint-Sulpice* de Grigny.

Voici comment le curé a rédigé l'acte, avec plusieurs surcharges pour corrections de style :

« Le vingt septiesme de juin aud. an Jacques le Mercier fils de Monsieur de la Norville, estudiant en phi^e à Paris, touché de Dieu et de l'exemple de son pere a fait abjuration de l'heresie dans l'Eglise de S. Sulpice à Paris entre les mains de Monsieur le vicaire dud. lieu.

[Addition postérieure] :

« Et le quinziesme d'aoust aud. an, jour de l'Assomption de N. dame fist sa premiere communion avec beaucoup d'édification dans l'Eglise de Grigny, où il y eut exhortation, le *te deum* chanté, les feux de joye le soir, avec la joye de tous les habitants et aultres qui rendirent leurs recoignoissances à la majesté de celui qui avoit joint le fils au pere par les liens de la charité et de la religion¹. »

J. COUSIN.

En tête du second registre l'abjuration du fils se trouve reproduite après celle du père, après cette variante finale :

(Après : « il y eut exhortation) qui commença par le texte de l'Évangile du jour : *intravit Jesus in quoddam castellum*, en présence de M^r son pere et plusieurs personnes de qualité louans Dieu par leurs larmes et prieres pour les grâces extraordinaires qu'il répandoit sur la famille et la paroisse par nous curé soussigné de Grigny. »

J. COUSIN.

1. Archives municipales de Grigny, Reg. I, fol. 80 recto.

Louis Mercier ne survécut qu'un mois à cette première communion catholique de son fils. Il mourut dans des circonstances inconnues de nous, peut-être des suites de la maladie dont il souffrait au printemps précédent, et loin de Grigny, dans un village de la Beauce, à cinq lieues de la Norville : la Forêt-le-Roi, entre Étampes et Dourdan. Était-il en voyage, ou en séjour chez quelque ami ? Le secrétaire de la mairie de Forêt-le-Roi, où les registres les plus anciens sont de 1685, n'a trouvé aucun renseignement qui pût nous éclairer à ce sujet et les termes de l'acte enregistré à Grigny sont pleins de réticences :

Inhumation de Louis Mercier, seigneur de ce lieu.

« Le vingt-cinquesme de septembre de la mesme année a esté inhumé au haut du cœur du costé de l'Évangile le corps de feu Louis Mercier, seigneur de Grigny, de la Norville et du Plessis le Comte, lequel décéda le vingt-troisiesme dud. mois, à Forest le roy diocese de Chartres *estant dans l'hérésie [mots biffés]*, il y avoit quinze ans *estant dans l'hérésie [mots rajoutés en surcharge]*. »

J. COUSIN.

Il en coûtait évidemment beaucoup à ce pauvre curé d'avouer que le seigneur dont il avait si triomphalement enregistré la conversion était, quatre mois après, mort relaps, et le fils ne tenait sans doute pas non plus à ce que la chose fût trop connue¹. Ainsi s'explique la rature. Mais un scrupule ou quelque autre personne intervenant, les mots : *estant dans l'hérésie* ont été dûment rajoutés, et ne laissent aucun doute à ce sujet. En tout cas le curé a considéré l'abjuration du 18 avril comme irrévocable et, pour inhumer le corps dans son Église, il n'a pas fait appliquer l'article XX de la déclaration du 1^{er} février 1669, portant « que les corps morts de ceux de ladite R. P. R. ne pourront être enterrez dans les

1. Cf. déclaration du 20 juin 1665 contre les relaps, et ordonnances contre ceux de la R. P. R. qui dans leurs maladies auront refusé aux curés, vicaires ou autres prêtres, de recevoir les sacrements de l'Église. Le procès sera fait à leur mémoire en la forme prescrite par les articles du titre 22 de l'ordonnance du mois d'août 1670 (*Édits concernant la R. P. R.*, édition Pilatte, 1885, p. 9, 482 et 543).

cimetières catholiques, *ni dans les Églises*, sous prétexte que les tombeaux de leurs pères y sont, ou qu'ils ont quelques droits de seigneurie ou de patronage. »

Nous n'avons pas trouvé trace du tombeau de Louis Mercier dans l'église de Grigny.

L'acte d'inhumation porte encore cette mention obscure : « il y avoit quinze ans ». Depuis quel événement ? Ne faut-il pas lire plutôt : « Il avoit *soixante-quinze ans* », ce qui reporterait la naissance de Louis Mercier à 1598 environ, et concorde bien avec ce que nous savons de l'âge de ses parents et de ses sœurs. Son baptême a pu être ainsi l'un des premiers actes célébrés en 1599 pendant l'exercice du culte à Grigny.

Son fils Jacques, désirant sans doute faire acte de bon catholique, figure comme parrain l'année suivante (1674) dans un baptême ; toutefois, « estant indisposé à Paris » il n'est pas présent, et Simon Lemaire, greffier, « se rendant à Grigny, nomma l'enfant pour luy ».

L'un des derniers actes du premier registre, recopié en tête du second après ceux qui concernent Louis et Jacques Mercier, est une troisième (et dernière) abjuration, celle d'une dame d'ailleurs inconnue :

Le vingt huitiesme janvier de l'année mil six cens septante six. damoiselle *Anne de Fauconnier* (en marge : Ditte de fransymon et damien), fist abjuration de l'heresie et profession de la foy de l'Église catholique, apostolique et romaine entre les mains de M^{re} Julian Cousin ptre curé de Grigny, en présence de Marin Lamperier, p^r fiscal de Grigny, Louis Desduitz, Pierre Robert, Denys Chaudet, Antoine Belot, Pierre Blot et aultres, paroissiens soussignez les jour et an que dessus et le jour de la purification second de febvrier fist sa communion publique où il y eut exhortation qui commença par ces parolles : *congratulamini mihi quia inveni ovem quæ perierat* (S. Luc, ch.).

[Signé :]

ANNE DE FAUCONIER.

M. LAMPERIER.

L. DE DOUIT (?)

ROBERT.

CHAUDET.

PIERRE BLOT.

ANTHOINE.

JACQUE PETIT.

ANTOINE ROBERT.

J. COUSIN.

La copie sur le second registre, ajoutée en marge : « ayant esté catholique en ses 1^{res} années ».

Des noms identiques ou analogues se retrouvent dans la *France protestante* : *Fauconnier*, *Franchimont*, *Damians*, mais aucun avec ce prénom¹. A son tour, la néophyte figure comme marraine, peu de temps après (3 mai 1676), avec Simon Lemaire comme parrain, et elle signe cette fois : *Anne Fauconnier*. Il n'en est plus question ensuite, non plus que des Mercier, sauf dans un acte de 1678 pour l'inhumation « du nommé *Champagne*, vallet de chambre de *Monsieur de Grigny*, à l'enterrement duquel la plus grande partie de la paroisse assista ».

Quant aux Bigot de Morogues, leur nom ne paraît pas une seule fois dans les registres de Grigny. Celui qui y possédait une maison et était « en disposition de se convertir » en 1685 était probablement le beau-frère de Louis Mercier².

Nous ne savons s'il existe un rapport quelconque entre la Révocation et le fait que l'église de Grigny fut alors enrichie d'une seconde cloche, fondue le 25 novembre 1685 et baptisée le 6 mai 1686. La fin du protestantisme à Grigny reste ainsi comme ses débuts environnée de mystère, et si le promeneur peut aujourd'hui, comme les fidèles de 1599, monter de la Seine au village par le chemin du port et la rue de Morogues, s'il peut voir l'emplacement de l'Arbalète et du château, nulle tradition locale, nulle inscription ne rappelle l'existence du pieux Josias Mercier ni le culte célébré sous ses auspices il y a trois cents ans.

JACQUES PANNIER.

1. *France protestante*, 2^e édition, t. VI, col. 428 et 698; t. 5, col. 58. Peut-être aussi faut-il comprendre : originaire d'Amiens.

2. Ci-dessus § II, lin. Pierre de Morogues, réfugié plus tard en Hollande, n'avait alors que neuf ans (*Fr. prot.*, t. II, col. 554).

MADAME DE MAINTENON CONVERTISSEUSE

VIII

La résistance des Sainte-Hermine.

Nous avons vu échouer les tentatives de Mme de Maintenon contre la religion des Sainte-Hermine. Il ne lui restait plus vis-à-vis d'eux, après la Révocation, de recours qu'aux moyens violents.

Un billet de Seignelay à La Reynie, du 20 avril 1686, fait connaître les mesures prises à leur égard :

« Le roi m'ordonne de vous écrire que Mme de Sainte-Hermine, M. et Mme d'Olbreuse, et Mlle de Sainte-Hermine sont à Paris, et que Sa Majesté a permis à M. et à Mme d'Olbreuse de sortir du royaume à la recommandation de M. le duc de Zell; mais à l'égard de Mme de Sainte-Hermine et de sa fille non mariée, Sa Majesté veut que vous les fassiez arreter et conduire, la mère dans la maison de Mme de Miramion¹, et la fille dans un couvent tel que vous voudrez choisir²... »

Le 21 juillet suivant le même Seignelay écrit à Mme de Miramion :

« Le Roi veut bien que Mme de Sainte-Hermine aille demeurer pendant deux mois chez Mme de Caumont, sa sœur, qui demeure à Paris, et vous pouvez lui donner la liberté de sortir de votre maison quand elle voudra. »

Mme de Caumont avait abjuré devant le curé de Coulonges et en présence de M. de Fontmort au mois de novembre 1685³.

1. La maison de Mme de Miramion, analogue aux divers établissements des Nouvelles Catholiques, paraît avoir eu une règle plus sévère que ceux-ci.

2. Arch. nat., O¹ 30.

3. Nous donnons, à l'*Appendice*, l'acte d'abjuration de Mme de Caumont, de deux de ses filles et d'une nièce, signé à Coulonges le 23 novembre 1685. La plus jeune des filles, qui figure seule sur la liste de M. de Fontmort, s'était convertie dès le 10 octobre.

On espérait que son influence sur sa sœur faciliterait une conversion, mais Mme de Sainte-Hermine ne céda pas; elle fut arrêtée de nouveau, le 7 décembre 1686, et conduite aux Nouvelles Catholiques de la rue Sainte-Anne.

Elle y trouva, avec sa fille, entrée le 25 avril, Mlles de Saint-Laurent¹ et de Boisragon², qui avaient été surprises à La Rochelle au moment où elles s'embarquaient pour gagner l'Angleterre. Enfermées d'abord dans un cachot de la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, elles furent plus tard dirigées sur Paris, et internées aux Nouvelles Catholiques le 17 octobre 1686. Mme de Maintenon avait bien quelque raison de s'intéresser à ces captives, qu'elle fit « instruire » en vue de leur abjuration. Le 2 mai, Seignelay écrivit à la directrice des Nouvelles Catholiques :

« J'ai parlé à Mme de Maintenon sur ce que vous m'écriviez au sujet de Mlle de Sainte-Hermine, et elle témoigne que, à la réserve

1. M. O. Douen donne Mlle de Saint-Laurent comme une petite-fille de Mme de Sainte-Hermine, ce qui ne nous semble pas admissible. Nous inclinerions plutôt à penser qu'elle appartenait à une famille Lacassaigne de Saint-Laurent, qui habitait La Moujaterie, paroisse de Souché, près Niort. Un Saint-Laurent, peut-être père de celle dont il est ici question, et qui avait épousé Louise de Brémond d'Ars, fut enterré, en 1694, dans l'église Notre-Dame de Niort, où se lit encore son inscription tumulaire.

2. Mlle de Boisragon était au nombre des douze enfants de Jean Chevalleau, chevalier seigneur de Boisragon, qui naquit le 31 décembre 1615 et fut baptisé au temple de Saint-Maixent. Sur sa pierre tombale, actuellement posée au-dessus de la porte d'entrée d'un jardin, à Boisragon (commune de Breloux), nous avons relevé l'inscription suivante :

CI GIT LE CORPS DE HAUT ET PVISSANT
MESSIRE JEAN CHEVALLEAU
CHEVALIER SEIGNEUR DE BOISRAGON.
SAISIGNES, LA CHEVALLERIE, ÉPOUX DE
CATHERINE DE MARCONNAY, QVI DECEDA
AV SEIGNEVR LE 25 JANVIER 1664.

Catherine de Marconnay se rendit à Paris après que sa fille y eut été mise aux Nouvelles Catholiques et son fils Louis au Châtelet, puis à la Conciergerie. C'est d'elle qu'un rapport de Delamare à La Reynie disait, à la date du 7 juillet 1687 : « Mme de Boisragon, qui loge dans le quartier depuis deux mois, ne donne aucun signe de catholicisme; elle se retire en fermant sa fenêtre lorsque passe le Saint-Sacrement... » (O. Douen, *La Révocation à Paris*, t. III, p. 29).

de Mmes de Vuzé et de la Marzelière, qui la pourront voir une fois, vous ne lui permettiez pas de parler ni d'écrire à personne. »

Cependant, dès le 14 décembre, Mlle de Sainte-Hermine est citée comme étant de bon exemple; une liste du 1^{er} février 1687 la range parmi les converties. Sa mère ne persista que quelques mois de plus, et fut mise en liberté le 25 avril. L'appât d'une pension de 2,000 livres pour la mère, de 1,500 pour la fille, ne fut sans doute pas étranger à l'abjuration. Avant la fin de l'année Mlle de Sainte-Hermine, devenue dame d'atours de la duchesse de Bourgogne, fut épousée par le comte de Mailly.

Quant à Mlles de Saint-Laurent et de Boisragon, leur résistance n'avait pas faibli. Une note de la Reynie dit à ce propos :

« On travaille à les instruire, et il y a lieu de bien espérer à leur sujet. Elles ont été extrêmement maltraitées en province, et ce sont des esprits effarouchés, qui ont besoin d'être adoucis. »

Il paraît que M. de Villette intervint, à cette époque, en faveur de Mlles de Boisragon et de Saint-Laurent. En tout cas cette dernière obtint, même sans être convertie, l'autorisation de retourner en Poitou avec Mme de Sainte-Hermine; mais le roi ne lui accordait qu'un mois « pour opérer sa réunion ». Une lettre assez aigre de Mme de Maintenon vint faire comprendre à M. de Villette qu'il avait tort de s'intéresser à des gens d'humeur si peu accommodante :

« Prenez garde à toutes les affaires dont vous vous chargez (4 septembre 1687), car il serait désagréable qu'elles ne se trouvassent pas comme vous les avez proposées. M. de Seignelay a persuadé au Roi que Mlle de Saint-Laurent était sur le point de faire sa réunion, et si elle part sans que cela soit fait, on sera assurément mécontent. Ne vaudrait-il pas mieux la remettre aux Nouvelles Catholiques, et qu'elle s'en démêlât comme il lui plairait? Je vous avoue que je n'aime point à me charger, envers Dieu ni devant le Roi, de tous ces retards de conversion, et que j'aurais aussi du chagrin à vous voir déplaire quand vos intentions sont bonnes. On prétend aussi que cette Mlle de Boisragon n'écoute point, et qu'elle ne sera de longtemps convertie; cela sera encore sur votre compte. »

Puis, passant aux Sainte-Hermine :

« Mme de Sainte-Hermine n'a point communiqué et c'est son mari qui l'en empêche. Je suis indignée contre de pareilles conversions. L'état du chevalier de Sainte-Hermine est déplorable, mais il n'a rien de honteux, et celui de ceux qui abjurent sans être véritablement catholiques est infâme. Toutes ces raisons-là ne me conviennent pas à mettre M. de Sainte-Hermine en liberté. »

Cette véhémence péroraïson rend quelques explications nécessaires. Le « mari de Mme de Sainte-Hermine », qui « l'empêche de communier », c'est Élie de Sainte-Hermine, sans doute demeuré à La Laigne à cause de son grand âge pendant que sa femme et sa fille étaient à Paris. C'est celui-là même dont il a été question, au sujet de la dragonnade de Mauzé (1681), que Seignelay menace le 11 décembre 1685 de l'envoi de troupes chez lui¹, et dont Dangeau enregistre la mort à la date du 24 décembre 1687. Mme de Maintenon avait adressé à son sujet la lettre suivante à M. de Villette le 3 novembre 1687 :

« L'état où est M. de Sainte-Hermine me fait craindre qu'il ne meure dans les mauvaises dispositions où il est, et qu'il ne fasse quelque extravagance qui embarrasse madame sa femme. »

L'extravagance dont il se rendit, en effet, coupable aux yeux de sa parente fut de rester inflexiblement fidèle à sa foi religieuse.

Quant au chevalier de Sainte-Hermine, dont l'obstination ne convie point Mme de Maintenon à le tirer de prison, c'est Philippe, fils d'Élie, alors à la Bastille, et qui suivra jusqu'au bout l'exemple paternel. En 1685, servant dans la marine, il écrivait à Seignelay :

« La confiance que j'ai dans vos bontés... me fait prendre la liberté de vous supplier de demander pour moi un congé au roi pour sortir

1. « A l'égard des sieurs de La Laigne et d'Olbreuse, Sa Majesté veut que vous leur parliez fortement de sa part, et que vous leur déclariez, à l'un et à l'autre, que s'ils donnent retraite à des gentilshommes, ou s'ils se mêlent d'empêcher les conversions en aucune manière, Sa Majesté enverra des troupes chez eux » (Lettre de Seignelay à l'intendant de marine Arnoul).

du royaume. J'ai une maladie, qui me paraît incurable, — c'était une sorte d'hydropisie; — c'est ce qui m'oblige de me retirer en quelque lieu où je puisse mourir tranquillement dans la crainte de ma religion. C'est une charité fort grande que vous exercerez envers moi, qui ne demande que cela pour récompense de quinze années de services ¹. »

Cette requête fit presque scandale à Versailles. On chargea aussitôt Fénelon de tenter « la réunion » du chevalier de Sainte-Hermine, alors en service à l'escadre de Rochefort. Voici ce que le chef de la mission saintongeoise écrivit à Seignelay, à la date du 8 mars 1686 :

« J'ai eu sept ou huit longues conversations avec M. de Sainte-Hermine à Rochefort... Il entend bien ce qu'on lui dit; il n'a rien à y répondre, mais il ne prend aucun parti. M. l'abbé de Langeron et moi, nous avons fait devant lui des conférences assez fortes, l'un contre l'autre. Je faisais le protestant, et je disais tout ce que les ministres peuvent dire de plus spécieux. M. de Sainte-Hermine sentait fort bien la faiblesse de mes raisons, quelque tour que je leur donnasse. Celles de M. de Langeron lui paraissaient décisives; et quelquefois il répondait de lui-même ce qu'il fallait contre moi; mais rien ne s'est remué en lui, au moins au dehors. Je ne sais s'il ne tient point à sa religion par quelque raison secrète de famille. Je serais retourné à Rochefort pour lui parler encore selon vos ordres, si M. l'Intendant ne m'avait mandé qu'il est allé en Poitou ². »

Sept jours après cette lettre le chevalier de Sainte-Hermine était à la Bastille. La lettre du 4 septembre 1687 à M. de Villette nous fait suffisamment comprendre d'où le coup était parti.

On eut, à la Bastille, quelques égards pour la santé de Philippe, mais toute satisfaction morale lui fut refusée. Dès le 23 mars on lui retirait l'autorisation de voir son frère aîné, Henri-Louis, marquis de Sainte-Hermine, pourtant converti. Il profita de son isolement pour établir, en secret, une correspondance d'édification avec un autre prisonnier,

1. Voyez *Bullet. prot.*, 3^e série, I, 181. — La plupart des renseignements que nous reproduisons ici au sujet des Sainte-Hermine sont tirés de la collection du *Bullet. prot.* Ils ont été condensés par M. Douen dans son ouvrage sur la *Révocation à Paris*, t. II, p. 405 et suiv.

2. Voyez *Lettres inédites de Fénelon*, par l'abbé Verlaque, p. 16.

M. de Beringhen. Son obstination décourageait ses persécuteurs. On se résolut à essayer d'un autre moyen. Dès le 17 avril 1687 on l'avait transféré chez les pères de l'Oratoire, où sa mère et sa sœur, récemment sorties des Nouvelles Catholiques, vinrent le presser d'abjurer. Tout fut inutile. On l'incarcéra de nouveau à la Bastille, puis, en désespoir de cause, on décida de l'expulser du royaume. Par ordre du 27 février 1688 le capitaine de la Pommeraye le conduisit jusqu'à Mons, en Hainaut. Son désir de pratiquer sa religion sur la terre étrangère, puisque sur la terre de France on ne le pouvait plus, recevait enfin satisfaction. Il passa en Hollande, suivit Guillaume d'Orange en Angleterre, et devint major du régiment de Schomberg.

La demoiselle de Boisragon « qui n'écoutait point » au mois de septembre 1687 passa, elle aussi, la frontière, et se fixa à Amsterdam en 1689; mais son départ fut volontaire. Il se trouva ainsi quelques cœurs d'acier, qui résistèrent à toutes les séductions, comme à toutes les poursuites de l'implacable convertisseuse.

IX

Ce que l'on gagna à se convertir.

Il ne sera sans doute pas sans intérêt d'examiner la nature et l'étendue des récompenses que Mme de Maintenon fit dispenser au profit de ses auxiliaires, et de ceux de ses parents qu'elle avait amenés à la religion catholique.

M. de Fontmort, sans enfant, déjà pourvu d'une haute magistrature, se contenta peut-être des satisfactions d'amour-propre qu'il tirait de son rôle. Mais ce « panier percé » de Charles d'Aubigné — ainsi le désigne Saint-Simon — se montrait insatiable. On le combla lorsqu'il eut enfin donné à sa sœur (1684) une héritière, qu'elle alliera plus tard à la maison des Noailles. Le *Journal* de Dangeau consigne, sous la date du 6 janvier 1685, la mention suivante :

« Le Roy vient de donner, ces jours passés, 2,000 écus de pen-

sion à M. d'Aubigné. Son gouvernement de Cognac lui vaut douze mille francs, et il en a dix-huit, cinq ans durant, des fermiers généraux. »

Ce ne fut pas tout. Charles reçut, le 16 février 1688, le brevet d'une pension de 24,000 livres, et des Lettres royales du 4 septembre de la même année lui conférèrent « la charge de capitaine, de viguier et de gouverneur de la ville, de la viguerie d'Aigues-Mortes, et de la tour de Carbonnières, vacante par la mort du marquis de Vardes ».

Malgré le dévouement sans bornes — et aussi sans scrupules — apporté par Charles d'Aubigné dans l'œuvre des conversions, le népotisme eut assurément, en toutes ces munificences, plus de part encore que la religion.

Le lot de faveurs et d'argent fut moindre pour les convertis. On sait qu'une récompense fut attachée à l'abjuration de Mme de Sainte-Hermine et de sa fille, la comtesse de Mailly : elles furent inscrites, le 6 mai 1687, sur la liste des pensionnaires du roi, la mère pour 2,000 livres, la fille pour 1,500; et le fils, Henri-Louis, capitaine de vaisseau, reçut, un an plus tard, une pension de 3,000 livres (7 mai 1688).

Les de Caumont, convertis, le père et le fils en juin 1682, la mère et les filles en octobre et décembre 1685¹, furent sans doute gratifiés aussi de quelque pension. Nous savons, en tout cas, que le père, Marc-Louis, était devenu lieutenant-colonel au régiment d'Enghien cavalerie, et qu'il fut nommé gouverneur du fort d'Exiles par commission du 13 juillet 1687, « en récompense, ajoutait-on, de ses trente-sept années de bons services ». Son fils, Henri-Louis, marquis d'Adde et de Magné, fut nommé capitaine de vaisseau le 1^{er} janvier 1693. L'aînée des filles, Marie-Élisabeth — celle qui avait fait partie du « troupeau » conduit en décembre 1680 par Mme de Fontmort — épousa (octobre 1686), un La Roche-Jaquelein, et reçut « à cette occasion, le brevet d'une pension de 1,500 livres » (B. Filleau, *Dict. des fam. du Poitou*).

Vers la fin de 1684 l'un des fils de M. de Villette, Henri-Benjamin, devint colonel du régiment des dragons de la

1. Voyez à l'Appendice le procès-verbal de leur conversion.

reine, après quoi on le maria avec une nièce de Fénelon, Madeleine de Beaumont; et l'autre fils, Philippe, plus tard comte de Mursay, fut fait maître de camp du régiment de cavalerie de Monseigneur le Dauphin. Quant à la fille, Marthe-Marguerite¹, elle fut abondamment dotée, mais très mal mariée par sa protectrice. Elle épousa, le 8 mars 1686, Jean-Aimé de Tubières de Grimouard, marquis de Caylus, que Mme de Maintenon, moins de dix-huit mois après le mariage (lettre du 2 août 1687), qualifiait déjà d'« esprit brutal et farouche, malhonnête homme... », et que Saint-Simon nous dépeint sous les traits d'« un homme blasé, hébété par le vin et l'eau-de-vie... toujours ivre² ».

Pour ce qui est de M. de Villette lui-même, homme d'un très réel mérite, il est permis de croire que sa longue opiniâtreté avait autant ralenti son avancement que son abjuration l'accéléra par la suite. Dix jours après sa réunion, il obtenait en cadeau d'étrennes (1^{er} janvier 1686) le grade de chef d'escadre³. Chaque année il prenait part à une nouvelle expédition maritime, et il ne se décida au repos qu'après sa dix-neuvième campagne (1704), alors qu'il était âgé de soixante-douze ans. Le roi le fit, au mois de novembre 1689, lieutenant-général de ses armées navales. Il jouissait d'une pension de 2,000 écus (lettre de Mme de Maintenon, du

1. La facile conversion de Marthe-Marguerite, dévote par politique, à cause de sa tante, et sans que le cœur y eût grande part, donne quelque prix à l'amusante liberté d'esprit avec laquelle son fils, le comte de Caylus, antiquaire distingué, appréciait, dans une lettre du 7 janvier 1730, un ouvrage de l'évêque Languet de Gergy, qui devait son élévation à Mme de Maintenon : « Il a fait un livre misérable sur une sainte nommée Marie Alacoque (à qui il fait adresser des vers par Jésus-Christ), plus misérable que je ne vous le puis dire. Son ridicule est si grand que tout le monde le veut avoir. Je ne comprends pas comment, dans un siècle éclairé comme le nôtre, l'on écrit des choses aussi misérables sur le cœur de Jésus, auquel cette béate était dévote... »

2. La mort la délivra de ce triste sire au mois de novembre 1704.

3. C'est vers cette époque qu'il commença à signer : marquis de Villette. Il prit égal ment le titre de baron de Mauzé, par suite de l'acquisition faite peu de temps avant la Révocation de la baronnie de Mauzé. Cette baronnie était antérieurement possédée par les Gillier, famille protestante qui abjura pour trouver le temps et la possibilité de s'expatrier (Voyez à ce sujet le *Journal* de Jean Mîgault).

3 janvier 1697), et il reçut le grade de commandeur (1^{er} avril 1697), puis celui de grand-croix de l'ordre de Saint-Louis.

Bien qu'on l'ait accusé de s'être fait, à son tour, convertisseur, on ne sait au juste dans quelle mesure M. de Villette était devenu catholique. Fénelon écrivait à Mme de Beauvilliers, le 16 janvier 1686 :

« Il faut vous dire en grand secret que j'ai découvert, par les écrits de M. de Villette qu'il m'a confiés, qu'il est très mal converti ; il ne croit point ce que l'Église croit. Ne me nommez pas, mais vous ferez une bonne œuvre de faire qu'on l'empêche doucement de communier, et qu'il s'instruise. » (Verlaque, *Lettres inédites de Fénelon*, p. 14).

De son côté Benjamin Misson, fils d'un ancien pasteur de Niort, écrivait à un ami, le 9 janvier 1686 :

« Je me moque d'un écrit qu'a fait un capitaine de vaisseau d'auprès de Sihec (Sciecq, sur la rive droite de la Sèvre, en face du château de Mursay), où il prouve qu'on peut se sauver dans la religion romaine¹. »

Et dans une autre lettre, du 19 février de la même année, il ajoute :

« Ce que je vous dirai de notre capitaine, c'est qu'il ne pense pas comme il dit, il a trop d'esprit pour cela... « Dans la conjoncture du temps, on peut... » On peut donc et on ne peut pas... On peut et il le faut même pour devenir chef d'escadre... »

Ce qui paraît certain, c'est que M. de Villette comme, du reste, les Caumont et les Sainte-Hermine, n'accepta, en abjurant, qu'une confession de foi mitigée ou tronquée. On sait que Bossuet, à l'époque où il était encore simple abbé doyen à Metz (1666), avait eu l'ambition de préparer un terrain de concessions mutuelles où se fût opérée la réunion des deux religions. Aux heures de la Révocation il y avait beau temps que cette chimère ne hantait plus aucune tête ; mais nous voyons Mme de Maintenon recommander (lettre

1. Manusc. de Dom Fonteneau, t. IV, p. 479, à la Bibl. de Poitiers.

du 15 janvier 1681) à l'abbé Gobelin « de bien ménager l'éducation huguenote [du jeune Sainte-Hermine] *en ne lui disant que le nécessaire sur l'invocation des saints, les indulgences et autres choses qui les choquent si fort* ». La formule d'abjuration signée par Mme de Caumont et ses filles, que nous avons relevée dans les registres paroissiaux de Coulonges (Voyez *Appendice*, à la date du 28 décembre 1685), est conçue dans ce même esprit transactionnel :

« Nous soussignés, Embrassons sincèrement la foy catholique et apostolique et promettons la professer en suivant les saintes écritures du vieux et nouveau testament, et pratiquant les saintes cérémonies, nous tenant, pour l'invocation des saints, à l'exposition de monsieur l'Evesque de Meaux approuvée du Pape, *qui permet d'invoquer Dieu par un seul Jésus-Christ qui est au ciel*¹... »

Quoi d'étonnant, après cela, que des hommes comme Villette, Boisrond, et tant d'autres dont l'esprit résistait aux arguments de leurs contradicteurs, aient cherché à endormir par des subtilités et des sophismes la révolte de leur conscience, et fini par se convaincre — puis essayé de convaincre les autres — qu'« on peut se sauver dans l'une et l'autre religion » ? Et, bien que l'attitude des gens qui cédèrent ainsi, devant la tempête, ne soit pas comparable à l'héroïsme des martyrs, à l'abnégation de ceux qui payèrent de l'exil le droit de garder intacte la foi de leurs pères, peut-être cette conception nouvelle et élargie servit-elle, dans les desseins mystérieux de la Providence, à faire germer l'idée de tolérance religieuse, inscrite un siècle plus tard dans la loi par les hommes de la Révolution.

1. Cette formule d'abjuration paraît se référer à l'*Exposition de la doctrine catholique*, pour laquelle Bossuet avait fini par obtenir, très malaisément il est vrai, une approbation pontificale, celle d'Innocent XI (1679). Peut-être même est-elle fondée sur certains passages d'un livre bien antérieur, l'*Explication de divers points de controverse*, où Bossuet, entraîné par son projet de rapprochement et de fusion des deux Églises — c'est-à-dire, au fond, d'une absorption amiable, par voie d'escamotage, du calvinisme — avait poussé les concessions jusqu'aux limites d'une orthodoxie très aventureuse. Ce serait, toutefois, par une confusion artificieuse du controversiste que cette profession de foi eût censé être revêtue de l'approbation du pape.

X

La Révocation.

Nous avons fréquemment constaté que Mme de Maintenon, dans l'ardeur de la lutte contre l'hérésie, ne se laisse arrêter par aucun des scrupules qui tourmenteraient la conscience des hommes de notre temps. A ses yeux, comme aux yeux de tout le clergé catholique, les calvinistes sont des brebis égarées du troupeau de Dieu, qu'il convient de ramener au bercail par tous les moyens, par la douceur si le procédé réussit, par la violence s'il apparaît que la violence soit nécessaire. Elle use du rapt pour convertir Mme de Caylus; elle parle de « lettre de cachet » à propos de Minette; elle encourage la spéculation sur les biens des huguenots; elle retient en prison le chevalier de Sainte-Hermine, et n'est sans doute pas étrangère à son expulsion hors du royaume. Mais, en ce faisant, elle n'éprouve jamais une hésitation ni un remords. Elle est intimement convaincue d'accomplir une « bonne œuvre », de travailler « pour le roi et pour Dieu ».

Que, dans ces dispositions d'esprit et de cœur, elle ait vu sans trouble se préparer et se signer la Révocation de l'édit de Nantes; qu'elle l'ait appelée de ses vœux; qu'elle ait même profité de son ascendant sur le roi et de l'intimité de l'alcôve pour précipiter le dénouement de l'œuvre des conversions, cela est à tel point probable qu'on pourrait en affirmer l'évidence¹.

1. On a essayé d'établir une sorte de lien mystérieux entre le mariage du roi avec Mme de Maintenon et la Révocation, et l'on a voulu en trouver la preuve dans le passage suivant des *Mémoires* de Languet de Gergy : « L'évêque de Meaux, plusieurs autres prélats, le pape lui-même avaient été consultés (au sujet du mariage); ils avaient décidé que c'était remplir les desseins de Dieu que de faire servir la confiance du roi pour Mme de Maintenon et les complaisances légitimes de Mme de Maintenon pour le roi, à faire triompher dans le royaume la vertu et la piété par l'usage de l'autorité souveraine. »

Bien que le cadre de cette étude ne comporte l'historique ni de la Révocation ni du mariage secret, nous devons remarquer que Languet de Gergy abonde en inexactitudes matérielles, et que, d'un autre côté, le

Mais de là à conclure qu'il faille exclusivement charger ses épaules de la responsabilité de cet acte, il y a une distance que nous nous refusons à franchir. Mme de Maintenon s'intéresse aux conversions bien avant qu'il soit possible à personne de pressentir son élévation; et, d'un autre côté, la Révocation était en marche, et s'avancait d'un pas rapide à une époque où l'existence et les mérites de la veuve Scarron étaient absolument insoupçonnés du Grand Roi.

Lorsqu'il avait appris la signature de l'édit de Nantes, le pape Clément VIII s'en était déclaré « crucifié », et il le qualifiait d'« édit le plus mauvais qui fut jamais ». Dès le lendemain de sa promulgation le clergé tout entier le sapait dans ses fondements, et, par tous les moyens, cherchait à en restreindre l'application et la portée. La première moitié du xvii^e siècle est pleine du bruit des procès portés devant les Chambres de l'Édit. Les déclarations royales succèdent aux déclarations, toujours plus restrictives, et poursuivant, comme fin, la ruine de l'œuvre de Henri IV.

Au moment où la veuve Scarron vivotait d'une maigre pension, et où son prosélytisme restait une œuvre très restreinte et absolument personnelle, le cléricalisme déjà faisait rage autour des groupes huguenots. Vingt-cinq temples furent démolis en 1662, et cent quarante-quatre eurent le même sort l'année suivante.

Dès 1665, le 5 février, Louis XIV avait attesté publiquement son « dessein de voir tous ses sujets réunis dans une même créance sur les matières de la foi et de la religion » (Déclaration pour l'exécution de la bulle d'Alexandre VI, au sujet des Jansénistes).

triomphe de la vertu et de la piété peut être interprété autrement qu'au sens de l'unité religieuse.

Nous croyons, d'ailleurs, que c'est rapetisser et dénaturer l'acte de la Révocation que d'y voir la simple réussite et en quelque sorte la conséquence d'une intrigue de confessionnal et d'alcôve. Puis, admit-on le bien-fondé de cette thèse qu'on serait, en définitive, amené à considérer que la responsabilité doit incomber aux machinateurs plutôt qu'aux instruments de l'intrigue, à Bossuet, aux évêques, aux Jésuites plus encore qu'à madame de Maintenon et à Louis XIV, et que, par-dessus tous ceux-là, le grand, le vrai coupable, c'est l'esprit de fanatisme violent et d'intolérance religieuse.

En 1669, lorsque s'établit, sous les auspices de Mlle de Longueville, un accord dit *Paix de l'Église* entre Jésuites et Jansénistes, le roi reçut un mémoire où se trouvait « la proposition de révoquer l'édit de Nantes » (Rulhière, I, 113).

Un jour de l'année 1673 M. de Vaubrun déclara à l'Électeur de Brandebourg que « l'intention du roi était de ruiner la religion protestante partout où il la trouverait » ; et l'Électeur ayant répondu que « Sa Majesté britannique la protégerait », M. de Vaubrun répartit : « La résolution en est prise » (Le Gendre, *Vie de Dubosc*, p. 85).

Dans chacune de ses assemblées générales le clergé renouvelait, du reste, son *delenda est Carthago*, et « sans la guerre, cet acte funeste (la Révocation), se serait accompli dix années plus tôt, et peut-être dès 1672 » (O. Douen, *La Révocation à Paris*, I, 38).

Mais si, dans ce que nous appellerions aujourd'hui les hautes sphères administratives et gouvernementales, tous, prélats, courtisans, confesseurs, généraux, intendants, ministres, étaient favorables à la Révocation, il existait donc quelqu'un qui en repoussait ou en retardait l'exécution ?

Ce quelqu'un, c'était le roi de France. Louis XIV avait, de son métier de roi, une conception hautaine, qui guidait sa conscience dans les passages difficiles, et dictait ou retenait ses résolutions. Il hésitait, en dépit des sentiments d'une piété revivifiée au contact de Mme de Maintenon, à révoquer un édit que son aïeul, que son père et que lui-même¹ avaient solennellement juré de faire respecter. Il fallut qu'un « conseil de conscience », composé, paraît-il, de son confesseur le père La Chaise, de l'archevêque de Paris et de deux jurisconsultes, eût levé ses hésitations et calmé ses derniers scrupules pour que le roi se décidât enfin, le 17 octobre 1685, dans la chambre sans fenêtre qu'occupait à Fontainebleau

1. Il convient de dire que c'est à son avènement, alors qu'il n'avait que 5 ans, que Louis XIV avait confirmé l'édit de Nantes. Quand il eut, après la mort de Mazarin, commencé de gouverner par lui-même, ses déclarations et édits sont si nettement restrictifs qu'ils tendent vers une abolition plus au moins prochaine de tous les avantages concédés par l'Édit de 1598.

Mme de Maintenon, à mettre sa signature au bas de l'acte révocatoire que lui présentait Le Tellier.

Mme de Maintenon agit-elle dans la coulisse, et manœuvra-t-elle alors les fils de quelque ténébreuse intrigue pour arriver à ses fins ? La chose paraît avoir été au moins inutile puisque tout ce monde était absolument d'accord sur la gloire que le roi devait retirer de l'extinction de l'hérésie, et sur l'intérêt qu'il y avait à compléter, par l'unité de foi religieuse, l'unité politique déjà réalisée dans l'État.

Et pourquoi, lorsque la campagne des conversions avait été conduite avec une si souveraine maîtrise par les Bossuet et les Fénelon, dressant à la controverse toute une armée de moines et de prêtres ; pourquoi, lorsque l'évêque de Meaux, pour célébrer la Révocation, lance au ciel ses plus vibrantes actions de grâce, que Bourdaloue exulte, que Racine, La Fontaine, La Bruyère, Boileau, Mme Deshoulières, Mlle de Scudéry applaudissent, et que Mme de Sévigné, triomphalement, s'écrie : « Rien n'est si beau que tout ce que contient cet édit, jamais aucun roi n'a fait et ne fera rien d'aussi mémorable » ; pourquoi s'acharner particulièrement après Mme de Maintenon, et vouer sa mémoire à une particulière vindicte ? Elle n'a fait rien de pis que tant d'autres, et peut-être l'acharnement vient-il surtout des vicissitudes singulières de sa carrière et de ce qu'on l'avait prise pour une renégate.

L'histoire a le devoir d'être clémente aux personnes, même aux fanatiques qui firent un grand mal avec la persuasion de faire le bien ; mais elle doit se montrer impitoyable aux idées funestes, au fanatisme, à la persécution, à toutes les pratiques qui violent l'asile sacré de la conscience humaine.

L'erreur des fanatiques consiste en ce qu'ils croient posséder la vérité religieuse absolue, et, partant de là, trouvent légitimes tous les moyens d'amener les consciences à l'acceptation de cette vérité. L'Église catholique a toujours considéré comme un devoir de pourchasser toute hérésie, c'est-à-dire toute pensée s'écartant de sa propre doctrine. Il suffit de parcourir les polémiques que Bossuet soutint contre Claude,

contre Jurieu, les nombreux écrits qu'il publia pour combattre le calvinisme — et qui devinrent vite comme une monnaie courante à l'usage des convertisseurs de basse marque — pour voir que le procédé essentiel de sa controverse consiste à mettre en opposition les lumières infaillibles d'un corps vaste et permanent, comme l'Église, interprète et gardienne des vérités révélées, avec les témérités, les impuissances, les vacillations de la conscience individuelle du réformé cherchant à résoudre seule les problèmes de la vie morale, à interpréter les Écritures, et se mettant orgueilleusement en rapport direct avec son Dieu. En définitive toute la controverse religieuse du *xvii^e* siècle procède de cette antithèse. Louis XIV, Mme de Maintenon, les hauts fonctionnaires de l'État et de l'Église avec Bossuet pour coryphée, crurent de bonne foi qu'ils ne pouvaient travailler à une tâche plus haute, plus complètement agréable à Dieu que de briser les dissidences et d'écraser l'hérésie huguenote.

Ce fut une profonde erreur. Car s'ils arrivèrent à donner à l'Église romaine l'apparence de plus de cohésion et de force, à côté d'eux, et malgré eux, cette conscience huguenote qui n'entend relever que de son Dieu, son fier individualisme, sa soif de vérité et de justice, enfanteront un droit nouveau, supérieur au droit ancien. Ce sont les petits-fils et les héritiers de pensée du protestant vaincu, brisé, expatrié, ou simplement courbé un instant sous le vent d'orage, qui placèrent, un siècle plus tard, les Droits de l'Homme au-dessus de la tutelle de l'Église, affranchirent la société civile, et proclamèrent enfin cette liberté des consciences vers laquelle tendait fatalement, depuis deux cent cinquante ans, l'effort glorieux de la Réforme.

La liberté conquise et offerte à tous sous l'égide de l'Évangile aura été devant l'histoire la noble revanche des opprimés et des martyrs, le triomphe de l'individualisme huguenot sur l'intolérance des ligues et le fanatisme des réactions.

(*A suivre.*)

H. GELIN.

Documents

LETTRES DE ROUSSEAU

ADRESSÉES A JEAN-AMI MARTIN, MINISTRE DU SAINT-ÉVANGILE

(1759-1760)

M. Guillot, pasteur de Cologny (canton de Genève) a eu l'obligeance de me communiquer la copie de deux lettres inédites de Jean-Jacques Rousseau. M. le professeur Revilliod en possède les originaux. Elles sont adressées à un jeune ecclésiastique genevois, Jean-Ami Martin.

C'était une nature précoce : né au mois de mars 1736, il était entré à quatorze ans à l'Académie de Genève, dans l'auditoire de belles-lettres ; et il lui avait fallu une dispense d'âge pour être consacré au saint ministère le 20 décembre 1758.

Nous voyons dans les registres de la Compagnie des pasteurs, qu'il partit au mois de janvier 1759 pour la Hollande, où il était appelé à occuper une place de gouverneur près d'un jeune gentilhomme. Il y était encore au mois de mai ; mais déjà dans l'été, les lettres qui suivent nous le montrent passant à Paris pour s'en retourner à Genève.

A Montmorency, le 8 septembre 1759.

Je suis doublement fâché, monsieur, d'être privé du plaisir de vous embrasser avant votre départ. Je sens à la fois ce chagrin et ceux qui me l'attirent. Il me suffit de vous avoir vu une seule fois, pour m'intéresser toute ma vie à ce qui vous touche, et pour désirer d'être aimé de vous.

Voilà des lettres pour nos amis. Parlez-leur, je vous supplie, de mes sentimens pour eux ; j'espère qu'ils vous parleront des miens pour vous.

Adieu, Monsieur, je vous souhaite un bon voyage, et vous embrasse de tout mon cœur.

J. J. ROUSSEAU.

La lettre suivante nécessite quelques explications préliminaires.

L'article GENÈVE, dans le tome VII de l'*Encyclopédie* (1757) avait provoqué une déclaration de la Compagnie des pasteurs (10 février 1758) qui repoussait les assertions de d'Alembert : « Plusieurs pasteurs de Genève, disait celui-ci dans son article, n'ont d'autre religion qu'un socinianisme parfait, rejetant tout ce qu'on appelle *mystères*... » — Rousseau, de son côté, avait à cette occasion écrit à d'Alembert sa *Lettre sur les spectacles*; datée du 20 mai 1758, elle avait paru au mois d'octobre.

Au printemps de 1759, d'Alembert, en publiant sa réponse à cette lettre de Rousseau, y avait joint quelques pièces justificatives, entre autres la Déclaration des pasteurs de Genève, accompagnée de quelques notes, « qui ont été, disait-il, communiquées par un théologien ». Ces notes étaient de d'Alembert, très certainement. Il s'est amusé à y parler le langage d'un catholique croyant, exactement comme dans sa lettre où il disait à Rousseau : « En matière de profession de foi, il est permis à un catholique de se montrer difficile, sans que des chrétiens d'une communion différente puissent légitimement en être blessés. L'Église romaine a un langage consacré sur la divinité du Verbe, et nous oblige à regarder impitoyablement comme Ariens tous ceux qui n'emploient pas ce langage. Vos pasteurs diront qu'ils ne reconnaissent pas l'Église romaine pour leur juge; mais ils souffriront apparemment que je la regarde comme le mien. » — Le bon apôtre!

Le ministre Martin avait composé un écrit pour réfuter ces notes; il l'avait communiqué à Jean-Jacques, qui lui écrivit alors la lettre qui suit.

A Montm[orency], ce vendredi 14 [septembre 1759].

Obsédé sans relâche de mille importuns, je n'ai pu, monsieur, lire votre écrit que très à la hâte; à plus forte raison, ne puis-je y faire les petites observations qui pourraient me venir, et qui demanderaient beaucoup d'écriture pour dire peu de chose.

En tout, j'en ai été fort content; je ne sais si tout le monde en trouvera la doctrine bien orthodoxe; mais je sais bien qu'on y verra

partout les sentimens d'un honnête homme et d'un vrai chrétien. Cependant je crois qu'il convient de ne donner cet ouvrage au public, qu'après avoir bien consulté MM. vos collègues, à cause des conséquences.

Surtout, quoique je n'entende rien en théologie, il me semble que n'attribuer à J.-C. la divinité que par communication, c'est le déclarer purement homme. Si, sans entrer dans l'explication des dogmes, vous vous étiez contenté de montrer l'injustice, l'incompétence et la malhonnêteté de ceux qui l'osent demander ainsi, je crois que vous auriez fait le même bien sans courir les mêmes risques. Quel beau jeu n'aviez-vous pas, surtout contre les notes du théologien, vrai ou faux, qui, gardant lâchement l'anonyme, se met à couvert en faisant courir des risques à d'autres, et cite impudemment toute une Compagnie au tribunal d'un quidam ?

Je ne voudrais pas pourtant que vous lassassiez tomber sur M. d'Alembert lui-même l'imputation d'être l'auteur de ces notes, à moins que vous ne soyez bien sûr du fait. S'il en était l'auteur en effet, ce que je ne puis croire, ce serait un homme à étouffer ; et voyez quel avantage on aurait contre lui, en rétorquant contre lui-même sa manière de raisonner, et surtout sa note (b). — Quoi qu'il en soit, il me paraît clair que ces notes sont d'un catholique qui, non content de nous damner dans l'autre monde, ne serait pas fâché de nous tourmenter dans celui-ci : car proscrivant également les sociniens et les calvinistes, que lui importe de savoir à quel titre nous irons en enfer ? Un théologien catholique qui se mêle dans les querelles des protestants, et qui a l'impertinence de leur demander compte de leur doctrine, me paraît faire un rôle bien infâme et bien ridicule ; il empiète sur le métier du Diable ; je voudrais que vous eussiez mieux fait sentir cela.

En un mot, montrez la bassesse et la méchanceté des accusateurs, l'accusation tombera d'elle-même, et les gens d'honneur auront toujours honte de faire cause commune avec les méchants.

Bonjour, monsieur ; je vous remercie de votre confiance, et j'ai lu votre ouvrage avec d'autant plus de plaisir qu'il m'a fait redoubler d'estime et d'amitié pour vous.

J. J. ROUSSEAU.

La première lettre était adressée à M. Martin, ministre du saint Évangile, à *Genève* : Rousseau le croyait déjà parti. Mieux informé, c'est à Paris qu'il a adressé la seconde lettre, écrite quelques jours plus tard.

Rousseau, dans cette seconde lettre, parle d'une des notes du prétendu théologien, la note (b). La voici :

« Pourquoi donc, dans l'opinion de la plupart des protestants et notamment des Églises de Suisse et de Hollande, l'Église de Genève passe-t-elle pour socinienne, ou du moins pour favorable au socinianisme ? Si les ministres de Genève n'ont point donné lieu à cette opinion, il faut avouer qu'ils sont fort à plaindre. »

Comme le dit Rousseau, cette note pouvait être rétorquée avec succès contre d'Alembert lui-même. Un adversaire n'avait en effet qu'à dire :

« Pourquoi donc, dans l'opinion de la plupart des catholiques et notamment du clergé de France, MM. les Encyclopédistes passent-ils pour des hommes dangereux, hostiles au christianisme, ou du moins très suspects à cet égard ? Si MM. les Encyclopédistes n'ont point donné lieu à cette opinion, il faut avouer qu'ils sont fort à plaindre. »

Jean-Ami Martin revint donc à Genève ; et c'est de là qu'après quelques mois, il écrivit à Rousseau la lettre suivante. Elle est conservée à la bibliothèque de Neuchâtel, où M. Guillot l'a fait copier.

Genève, 24 août 1760.

Monsieur,

Si notre ami monsieur Coindet vous a exprimé mes sentiments, vous êtes déjà persuadé, que personne ne vous rend plus que moi l'amour que vous témoignez pour la patrie et pour l'humanité. Je m'échappe souvent dans votre retraite ; je vous regrette pour moi et pour mes compatriotes ; je crois apercevoir quelques motifs capables de suspendre votre résolution ; mais j'ignore sans doute ceux qui paraissent vous fixer loin de nous. L'indépendance laisse à vos écrits plus de liberté, et vous donne le droit de penser haut ; mais un seul exemple instruit mieux qu'une foule de préceptes. Si vous avez à vous plaindre des hommes, il est généreux de les aimer encore assez pour vouloir les éclairer ; ne le serait-il pas davantage de supporter leurs vices et de les corriger par l'influence de la vertu ? Avec la satisfaction d'être utile, vous auriez celle de vous réunir à des frères pour rendre hommage avec eux à notre commun Père, et de trouver, parmi vos concitoyens édifiés, des amis dignes de votre

estime et de votre cœur. Pourquoi en croiriez-vous plutôt quelques déclamateurs qui, se faisant un mérite d'une humeur sombre et atrabilaire, se plaisent à exagérer nos vices et à noircir le tableau de nos mœurs ? Je les plains de n'avoir pas connu ce qu'ils auraient pu estimer ; eh ! rendons l'humanité respectable à l'homme, et la patrie chère à nos compatriotes.

J'avouerai que le titre de bonnes gens n'est plus fait pour nous, et que nous y avons perdu ; mais les vertus morales et politiques ne sont pas éteintes parmi nous ; le Magistrat y est intègre, et mérite encor le beau nom de Père du peuple ; ses fautes sont des erreurs ; le Citoyen aime encore les lois, la liberté, la patrie ; on y respecte d'autres titres que l'opulence ; et les distinctions que le luxe introduit, ne décident point du degré d'estime et de considération qu'on peut obtenir. Peut-être enfin, si vous aimez à voir l'humanité sous un côté favorable, pourriez-vous la trouver belle chez un grand nombre de vos concitoyens. Je ne dis plus rien : si la patrie vous est chère, je l'ai nommée, j'ai tout dit ; mais j'ai trop parlé, si votre cœur se tait.

J'attends avec impatience quelque nouvelle production de votre génie ; je vous revois dans vos ouvrages ; je m'instruis, je m'anime au bien, lors même que je ne suis pas du même sentiment que vous.

Il paraît que nos querelles ecclésiastiques sont finies. La modération de notre Clergé a mis fin au scandale ; je montrai à quelques pasteurs le manuscrit que j'avais laissé entre vos mains ; ils me conseillèrent de garder le silence ; je l'ai fait, par égard pour leurs avis et par amour pour la paix ; je me suis contenté de l'envoyer à Paris à quelques-uns de nos frères qui me l'avaient demandé, je n'en ai pas entendu parler depuis ; mais vous, Monsieur, j'ai ouï dire que vous vous proposiez d'écrire sur la tolérance ; le projet est digne de l'ami des hommes ; je voudrais voir de votre main le catéchisme de l'homme de bien, et celui du vrai Chrétien, et imprimer au fond de mon cœur l'un et l'autre.

MARTIN, ministre.

Cette lettre fut la dernière de celles que Martin et Rousseau ont échangées. Au mois de janvier suivant, Martin épousa une demoiselle Gourgas, sœur d'un de ses collègues dans le ministère.

En 1762, parurent *l'Émile* et le *Contrat social*. Les ecclésiastiques genevois qui avaient noué avec Jean-Jacques des relations amicales, se sentirent troublés : ils comprirent qu'ils

avaient compté sans leur hôte. Vernes et Vernet, qui avaient eu avec l'auteur d'*Émile* une correspondance plus active, et qui occupaient dans l'Église une situation plus en vue, durent en venir à une rupture ouverte. Martin-Gourgas, plus jeune et sans responsabilité, garda le silence, et se laissa oublier du philosophe illustre que, dans sa jeunesse confiante, il avait considéré comme un ami de l'Église.

Jean-Jacques l'avait perdu de vue en effet, quand il écrivit, au printemps de 1765, sa *Déclaration relative à M. Vernes*. Venant à parler de la *Compagnie respectable des pasteurs de Genève* : « Je les honore malgré leurs torts, dit Rousseau. Je n'ai eu de liaisons suivies qu'avec cinq d'entre eux. Il en est mort deux¹. Et plutôt à Dieu qu'ils vécussent ! il est probable que les choses auraient pris un tour bien différent.

« Des trois qui restent, l'un est un homme grave, respectable par son âge, par son savoir, par sa conduite, par ses écrits (*c'est Jacob Vernet*). Le second est un homme plein d'urbanité, d'un caractère liant et doux (*c'est le professeur Perdriau*). Le troisième est M. Vernes. »

Martin n'est pas nommé : Rousseau, je le répète, l'avait oublié.

Quarante ans après, devenu l'un des doyens et des chefs du clergé genevois, Martin fut appelé à marcher à la tête des pasteurs de France, au couronnement de l'empereur Napoléon. On sait avec quel succès il le harangua, en quels termes il lui fut répondu.

Jean-Ami Martin a su ainsi se faire agréer de Rousseau et de Napoléon, deux hommes peu commodes ; il mérite vraiment qu'on lui applique le vers d'Horace :

Principibus placuisse viris non ultima laus est.

EUGÈNE RITTER.

1. Il s'agit du pasteur Maystre, † 1^{er} août 1755, et du pasteur Jean Sarasin-Rilliet, † 1^{er} mars 1760 ; ils avaient fait partie de la commission consistoriale devant laquelle Jean-Jacques avait comparu en 1754, quand il avait demandé à rentrer dans l'Église de Genève.

Mélanges

LES

ORDRES DU CONSISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE FRANÇAISE DE LONDRES

Avant la révocation de l'édit de Nantes, on comptait, en Angleterre, vingt-six Églises françaises, dont cinq à Londres. Ce nombre doubla de 1685 à 1715, date de la mort de Louis XIV, soit en tout cinquante-deux Églises, dont trente à Londres. De 1715 à la fin du Refuge, cinq autres se formèrent.

Il y eut donc en tout, en Angleterre, cinquante-sept Églises protestantes françaises.

Celles d'Écosse, d'Irlande et des îles normandes ne sont pas comprises dans ce nombre.

Quoique presbytériennes par leurs principes, leurs souvenirs, et même leurs aspirations, ces Églises étaient, en réalité, plutôt congrégationalistes.

La plus ancienne, la mieux réglée, la plus disciplinée, celle de *Threadneedle Street*, n'affirmait et ne pratiquait guère que l'union libre et intermittente des Églises. Voici, à ce sujet, condensées en deux articles, les délibérations de son Consistoire de 1689 à 1709 :

— « On différera encore pour quelque tems le rétablissement de l'exercice de la Discipline sous laquelle vivent les Églises françaises qui sont confédérées dans ce Royaume. Cependant si quelqu'une d'elles se trouve dans quelque pressant besoin, elle avertira celle de Londres pour aviser, de concert avec les autres Églises, aux moyens de rétablir notre union, et, en cas de raison suffisante pour l'assemblée d'un Colloque, on se servira de ce remède comme du meilleur que nous ayons suivant notre Discipline, le Colloque étant le juge et supérieur naturel de nos Églises. »

— « On donnera les mains volontiers à une Union de Charité entre les Églises françaises en cette ville, mais leurs différentes Constitutions ne permettent pas que l'on pense à une Union de Gouvernement et de Dépendance que l'on juge tout à fait impraticable. »

Toutefois, sur le chapitre de la Discipline, l'union s'affirmait jusqu'à la délation :

« Si le Consistoire d'une Église suspend de la Cène quelqu'un de ses membres, et qu'il en donne avis à la nôtre, nous ne recevrons point cette personne à notre communion jusqu'à ce qu'elle ait fait sa paix avec son Église.

« Lorsqu'on apprendra que les membres d'une autre Église sont en scandale, on luy en donnera avis, et on avertira aussy les autres Églises de ceux de nos membres qui sont sous censure, afin de maintenir l'ordre général et la bonne correspondance entre nous. »

Et cela, sans doute, conformément au précepte : « La charité couvre une multitude de péchés. »

Pour la plupart des Églises du Refuge, le terme d'église doit se prendre dans le sens de *temple*, tel Consistoire possédant à lui seul deux et même trois édifices religieux, où il faisait célébrer en même temps un service régulier. Ce fut le cas pour celui de l'Église franco-wallonne, fondée en 1550 par Édouard VI, et dont la congrégation se réunissait dans le temple de *Threadneedle Street*¹.

La Révocation accrut tellement le nombre de ses fidèles et ses ressources qu'il ouvrit, à partir de 1687, un second lieu de culte dans le district de *Spitalfields* (champs de l'hôpital), qui tirait son nom de l'hôpital de Sainte-Marie, fondé en 1197, et où les ouvriers, tisseurs de soie réfugiés, s'étaient établis en masse.

Du reste, cette Église n'était pas la seule française dans cette partie de Londres. *Spitalfields* et les districts avoisants n'en possédaient pas moins de onze.

De même que l'hôpital avait donné naissance au nom du district, le district donna son nom au nouveau temple français : on dit l'*Hôpital* comme on disait *Threadneedle Street*, et comme on dit plus tard *Saint-Martin-le-Grand*. Mais qu'il soit bien compris que, malgré son nom, ce lieu de culte n'avait rien de commun avec la chapelle de l'*hôpital protestant français*, qui, du reste, n'existait pas encore, et où, dès

1. Elle ne prit jamais le nom de *Huguenote* que d'aucuns lui donnent quelquefois.

sa fondation, le culte se célébra selon le rite anglican, tout comme aujourd'hui, avec cette différence qu'il se fait maintenant en langue anglaise. L'Église française fondée par Édouard VI n'eut jamais rien de commun avec ce bel établissement. Bien qu'il reçut indistinctement des pauvres et des dons de toutes les Églises de réfugiés, il relevait et relève encore de l'Église conformiste qui se réunissait dans la chapelle française de Saint-James¹, dont le pasteur, Philippe Ménard, était, en 1718, secrétaire de la corporation de l'*hôpital protestant*, tout récemment inauguré par lui, et auquel a succédé le magnifique établissement qu'on voit à *Hackney*².

En 1742, le temple de l'hôpital fut remplacé par un nouvel édifice, l'*Église neuve*, assez vaste pour recevoir 1,500 auditeurs. Mais, à partir de 1810, l'Église neuve n'ayant plus d'auditeurs, cessa d'être un temple français. Depuis lors, il est loué à une congrégation wesleyenne, comme le *temple de l'Artillerie*, à une congrégation juive.

Les pasteurs de l'Église fondée par Édouard VI prêchèrent alternativement dans l'Hôpital et dans *Threadneedle Street*. Ainsi fit le célèbre prédicateur Saurin pendant les cinq premières années de son ministère qu'il passa au service de l'Église de Londres.

Jamais l'Église de la Cité n'eut la chance de garder longtemps un pasteur de talent. Cela tenait, de la part du ministre, à l'ambition légitime de trouver un champ digne de ses dons; de la part du Consistoire, à l'esprit qui se perpétuait et qui existe encore dans son sein³ : esprit autoritaire, inquisitorial et tracassier, absolument incompatible avec le caractère d'un pasteur ayant le sentiment de son mérite et de sa supériorité intellectuelle.

1. C'est maintenant l'*Église française de la Savoy*.

2. J'en ai donné, dans l'*Église Libre*, une longue description.

3. *Actes du Consistoire de l'Église réformée française de Londres*, par L. Dégremont, pasteur. Paris, librairie Fischbacher, 33, rue de Seine, 1896, in-8, 33 pages. L'auteur y signale les graves irrégularités commises par les membres du consistoire actuel, les difficultés qu'ils lui créent, les tracasseries dont ils le tourmentent, car M. Dégremont, pasteur distingué et honnête homme, est tout autre que son triste prédécesseur si cher au consistoire. Voir ma brochure *Ombre et Parodie* et les journaux anglais de 1893.

Comme on le pense bien, *Threadneedle Street* exerçait dans son sein une sévère discipline. La participation aux sacrements, notamment, était entourée de précautions minutieuses. Les méreaux ou jetons de communion n'étaient remis qu'après une enquête qui en faisaient des sortes de satisfecits, si bien qu'on en venait presque à remplacer le « ne jugez pas afin que vous ne soyez pas jugés » ou le « que chacun s'examine soi-même » par « que chacun examine et juge les autres ».

Le résultat ne manqua pas de se produire. La cène fut négligée; loin de solliciter des méreaux, on les refusa, et on en vint enfin à ce qui est aujourd'hui : la désertion de la table de communion, tandis que la discipline, inquisitoriale et pharisaïque, devenue impuissante, succombait définitivement sous la pitié et le ridicule, tout comme l'excommunication papale.

Cependant l'intention de cette discipline était excellente. Si seulement on avait eu la discrétion et le tact qui conviennent essentiellement à tout corps ecclésiastique, composé, en définitive, d'hommes qui ne valent pas mieux que les autres, on eût obtenu un meilleur résultat, car il y avait vraiment, dans cette discipline, des règles propres à sauvegarder l'honnêteté :

— On n'aura point de connivence pour ceux qui se marient contre le gré de leur père ou de leur mère et de ceux qui en tiennent la place après leur mort.

— Les gens qui viendront de France pour se marier parmi nous, ne pourront estre épousez à moins qu'ils ne fassent reconnaissance et qu'ils ne paroissent sincères dans le dessein de ne plus suivre la profession de la Religion Romaine, et de faire, au contraire, profession de la Réformée.

— On ne lira point dans le Consistoire des lettres qui ne soient signées.

— Ceux qui font banqueroute seront exhortés, après qu'ils auront fait leur accord (concordat) à faire tous leurs efforts pour satisfaire leurs créanciers, et à promettre, devant la Compagnie, de s'acquitter de ce qu'ils doivent autant qu'il leur sera possible; on ne leur donnera point de méreaux qu'ils n'ayent fait cette promesse.

Les articles que nous venons de citer sont de la période la plus prospère de l'Église de Londres, de 1680 à 1712. C'est alors que le Consistoire multiplie ses *ordres*, comme il disait ; règles et prescriptions parfois méticuleuses et mesquines.

J'ai là un curieux *manuscrit* rédigé avant 1710 et qui embrasse cette période¹. Tout ce que les pasteurs, anciens, diacres, fidèles et portiers de l'Église doivent faire ou ne pas faire, y est minutieusement indiqué. Et quand le Consistoire a bien tout prévu, sauf les cas où le prédicateur pourra tirer son mouchoir, il ajoute gravement : « le reste est laissé à la prudence du pasteur. »

On n'oublie pas, par exemple, d'édicter que :

« Le ministre s'arrêtera un peu de temps après avoir lu le texte avant que de commencer le sermon, pour donner le loisir au portier d'ouvrir les bancs. — Les membres de la Compagnie prendront leur place avant que le modérateur fasse la prière. — Personne ne sortira du Consistoire sans demander congé au modérateur à peine d'un shilling d'amende. — Les ministres et les proposants nécessaires, et les prêtres ou ceux qui ont les ordres, recevront la charité des pasteurs et anciens ; mais les frères laïcs ou moines, qui n'ont pas les ordres, seront assistés par les diacres. — On ne lira point de billets pour recommander des malades qu'ils n'aient été donnés à la portière qui les donnera au lecteur et le lecteur discernera quels billets seront donnés au ministre. — Lorsqu'un parrain est trop faible pour monter avec l'enfant (dans le parquet où on baptise) le père prendra sa place. — On ne commencera la communion que lorsqu'on aura achevé le chant et la lecture des commandements. — Les billets donnés dans la Compagnie et signés d'un des ministres qui portent qu'un tel est reçu, veulent dire qu'un tel est reçu membre de l'Église, etc. »

A côté de ces puérilités, il y a des ordres typiques des temps, des circonstances et des usages huguenots ; ainsi :

« Les anciens s'informeront de la conduite des membres de leur quartier ; et quand ils porteront les méreaux, ils s'informeront si on est en état de communier. — Quand il se présentera quel-

¹ *Les ordres du Consistoire* in-folio, de 26 pages avec, en marge, la date de chaque article.

qu'un pour faire abjuration ou reconnaissance, le secrétaire donnera un billet qui porte le nom de ceux qui se présentent et qui spécifie le lieu d'où ils sont et la faute qu'ils réparent, et le ministre fera toujours une prière à la fin de l'exhortation qu'il leur adresse. — Aucun pauvre qui ne sera empêché par la maladie ne sera admis à l'assistance que premièrement il ne vienne déclarer sa pauvreté au Consistoire, et n'y soit examiné pour rendre raison de son instruction (religieuse) en répondant raisonnablement aux interrogations. — Ceux qui sont assistés comparaitront tous les six mois pour la même fin. — Aucun de ceux qui sont sous censure ne pourront participer aux sacrements ni présenter d'enfants au baptême. — On ne fera point de sermons funèbres et on ne parlera point en particulier de ceux qui sont décédés; seulement les ministres pourront prendre des textes propices à consoler sur la mort. — Le peuple est exhorté de ne point sortir du temple avant la bénédiction et ne point s'arrêter dans la rue après la sortie de l'église. — La coutume de manger au temple entre les deux sermons est indécente et choque surtout ceux de la nation (les Anglais); ainsi chacun sortira du temple après que le sermon du matin est achevé.»

Ces deux dernières défenses montrent que les réfugiés huguenots conservaient les habitudes qu'ils avaient en France. Les temples y étant le plus souvent hors des villes et parfois très éloignés, les protestants étaient très heureux de mettre à profit les rares occasions de se serrer la main et de s'entretenir de leurs communes épreuves. Des auberges et des cabarets étaient établis en nombre près des temples (à Charenton et à Quevilly, près Rouen, par exemple) pour les besoins des fidèles qui, désireux d'assister aux deux services, ne pouvaient songer, vu la distance, à aller, dans l'interval, déjeuner chez eux; mais les cabarets n'étaient fréquentés que par des gens aisés. Quelques riches avaient l'habitude de louer des chambres dans les maisons du village. Mais les gens de condition médiocre ou pauvres apportaient un repas sommaire et froid qu'ils mangeaient soit dans la campagne, soit dans la cour ou le jardin qui précédait ordinairement le temple; ils mangeaient même dans le temple, si le temps était mauvais.

Revenons aux ordres du Consistoire. Il y en avait de tout

particuliers à l'Église de Londres. Le diner des diacres, d'abord. Il ne devait avoir lieu que quatre fois l'an, au prix maximum de 4 shillings — environ 20 francs d'aujourd'hui, s'il vous plaît — par tête et à leurs frais; ceux qui n'y assistaient pas ne payaient que 2 shillings. Autre diner, celui du Lord Maire. Un usage antique et solennel, qui sent le vasselage, voulait que le Consistoire allât féliciter le Maire et l'Évêque de Londres à leur avènement, et leur offrir à chacun une coupe d'argent pesant 50 onces. De son côté, le Maire invitait le Consistoire au banquet de Mansion House. Après la fête et au moment de se retirer, le Consistoire laissait 6 guinées, environ 160 francs d'alors, pour les serviteurs du Maire. En somme, ce diner revenait cher au Consistoire. Les lecteurs et les portiers de l'Église avaient donc pensé qu'on n'y était jamais en trop grand nombre; c'est pourquoi ils ne manquaient pas d'y participer et l'on peut croire qu'ils en rapportaient tout ce qu'ils pouvaient quand, selon la coutume très générale à cette époque en Angleterre et dans ces diners, on ne les rapportait pas eux-mêmes avec ce qu'ils avaient pris. Cela finit par déplaire au Consistoire qui décida, en 1705, que les portiers des deux temples n'iraient plus au diner, et que les deux lecteurs n'iraient qu'alternativement. Du reste, ils n'eurent pas à y aller longtemps. A partir de l'an 1721, les Maires se dispensèrent d'inviter le Consistoire. Le magistrat de cette année-là — honneur à lui! — accepta les félicitations, refusa la coupe d'argent et n'invita pas à son banquet. En 1738, on essaya de faire revivre l'ancien usage, mais l'essai succomba piteusement sous les railleries.

Au fait pourquoi inviter le Consistoire d'une petite Église plutôt que le Conseil de n'importe quelle autre grande Église? Il avait perdu le caractère qui le distinguait jadis : sauf le nom et la langue usitée dans le culte, il n'avait plus rien de français. Tous les membres de l'Église étaient devenus de bons Anglais, soit par la naissance, soit par l'adoption de leur nouvelle patrie. Et, étant données les circonstances, ils avaient eu raison, au double point de vue de l'intérêt et du devoir. Ils ne devaient rien à la France inhospitalière et persécutrice; leurs obligations étaient envers l'Angleterre hospitalière

et protectrice. Puis, en fait de théories touchantes et poétiques sur la patrie, ils ne la comprenaient pas sans la liberté. Ils sentirent, ils expérimentèrent chaque jour la vérité de cette définition qui vaut bien les autres : la patrie, c'est le pays où on est libre. Aussi s'intéressaient-ils à tout ce qui concernait l'Angleterre, devenue pour eux l'*alma mater* quand leur mère naturelle devenait marâtre. Ils avaient remplacé celle-ci par celle-là dans leur cœur et dans leurs prières. Je lis, à la date de 1695 :

Le jour de l'incendie ne regardant que la juridiction de mylord Maire, il n'y aura aussi exercice qu'à Londres (c'est ainsi qu'on désignait au Consistoire le temple de Threadneedle Street par opposition à l'Hôpital qui était hors des limites de la Cité). — En 1703 : On prêchera à l'Hôpital le jour de la trahison des poudres.

Chaque dimanche, la liturgie avait, et a toujours, des prières officielles pour le monarque « notre légitime souverain », la famille royale et le parlement d'Angleterre, et rien pour la France¹, ce qui était regrettable, car, même en ce temps de persécutions, il eût fallu prier pour l'avènement de la vérité et de la liberté chez elle.

Les événements politiques de 1716 furent pour les réfugiés une occasion de faire éclater leur loyalisme et leur joie. Il s'agit, comme on sait, de la tentative de soulèvement en faveur du fils de Jacques II, le chevalier de Saint-Georges, de la défaite de Mar à Sheriffsmoon et de la fuite honteuse du triste prétendant. Un certain nombre de réfugiés, habitant Londres, célébrèrent cette facile délivrance par une fête champêtre à Paddington, qui était alors un village à une lieue de la Cité. Ils ont même laissé un souvenir poétique, ou du moins rimé, des heures qu'ils passèrent à manger, à boire, à danser, à chanter et à péroter. En voici le titre :

Description d'une fête célébrée à Paddington par plusieurs français protestants, le 7 de juin 1716, jour d'action de grâces pour la suppression des Rebelles, par. A. V. « Deus nobis hæc otia fecit », Virg. à Londres MDCCXVI.

1. Actuellement, et depuis le ministère de feu M. Th. Marzials, le pasteur prie pour la France, la République, le Président et les Chambres.

Quelques vers maintenant, quoiqu'ils ne valient pas grand chose :

Après tant d'allarmes cruelles,
Après tant de fraïeurs mortelles.
Dont la triste Albion vit déchirer son sein ;
Après ces horribles tempêtes
Et les malheurs affreux qui menaçaient nos têtes,
Le ciel est devenu serein.

.....

Adorons donc la Providence,
Dont les yeux paternels brillent toujours sur nous !
Et n'allumons jamais le céleste courroux
Par notre ingratitude et notre indifférence ;
Le ciel, en son amour, de *George*¹ avait fait choix.
Il l'a placé sur nous pour dissiper nos craintes ;
Son redoutable bras, soutenu par les lois,
A déjà repoussé les funestes atteintes
Et les noirs transports de l'enfer
Qui, dans ses projets sanguinaires,
Avait armé les émissaires
Qui nous menaçaient tous de la flamme et du fer.
Que donc cette heureuse journée
A bénir notre roi soit toute consacrée.

.....

Dans ce dessein une troupe choisie
A Paddington aujourd'hui s'est unie.
Etc., etc., etc.

Ce fut la dernière manifestation politique des protestants français de Londres. D'ailleurs, elle n'eut pas un caractère ecclésiastique. Ceux qui y participèrent se rattachaient à diverses Églises du Refuge ; plusieurs même étaient membres d'Églises anglaises.

Il s'accomplissait déjà dans le sein des Églises du Refuge un travail de désagrégation, lent encore, mais incessant et inévitable. Absorbés peu à peu par la nation qui les avait accueillis, les réfugiés perdaient leur nationalité, et deve-

1. George 1, électeur de Hanovre, succéda en 1714 à la reine Anne.

naient membres des Églises anglaises, soit officielles, soit indépendantes.

Voici ce que disait, en 1782, le pasteur Jacob Bourdillon¹, dans son *Sermon de jubilé, prononcé dans l'Église française de l'Artillerie, en Spitalfields, à l'occasion de la cinquantième année de son ministère dans cette église* :

« Des vingt Églises, toutes florissantes, qui subsistaient à mon arrivée (1731), neuf ont été fermées, et des onze qui restent, quelques-unes tirent à leur fin; d'autres ne subsistent qu'à peine et par des secours étrangers; peu se maintiennent par elles-mêmes. »

En 1841, un autre pasteur, après avoir fait une longue citation de ce même discours de Bourdillon, disait à son tour :

« Des onze Églises dont il parlait, il n'en reste maintenant que trois. Plusieurs des autres se sont fondues dans la nôtre. Nous sommes leurs héritiers et, comme nos deux sœurs, l'Église des Grecs et celle du Quarré, ont adopté le rite anglican, nous devenons les seuls représentants à Londres des Églises réformées françaises. »

M. Charles Baup s'exprimait ainsi dans son *Discours historique, prononcé dans le temple de Threadneedle Street, le jour où le service divin y fut célébré pour la dernière fois*, et peu de temps avant de quitter l'Angleterre pour aller exercer son ministère en Suisse, son pays.

Depuis, des trois Églises dont il parlait, les deux anglicanes se sont fondues en une seule qui porte le nom d'Église française de la Savoy; la troisième et la plus ancienne, l'Église franco-wallonne d'Édouard VI, dite plus tard huguenote, après avoir été tour à tour dans Threadneedle Street, à Spitalfields et à Saint-Martin-le-Grand, est maintenant à Soho Square et a pour pasteur, notre compatriote M. Dégremont.

C. PASCAL.

1. Son petit-fils, le R^{év}. F. Bourdillon, que j'ai connu à Brighton, y était titulaire (incumbent) de l'Église anglicane de Saint-Marc.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

La Rebeyne de Lyon (1529). — L'Humanisme et la Réforme. — Ph. du Fresne-Canaye. — Ouvriers du temps passé. — La Réforme et les classes populaires. — E. Pasquier et l'intolérance. — Le club jacobin de Montauban. — Le type rochelais. — Augustin Gschmus, réformateur de Mulhouse. — François Perrot. — Famille Guyot.

Je suis en retard avec notre collaborateur M. H. Hauser qui continue à explorer le xvi^e siècle dans toutes les directions. Ce retard provient de ce que je me proposais de discuter en détail l'**Étude critique sur la Rebeyne de Lyon (1529)**, qu'il a insérée dans la *Revue historique* de 1896 (t. LXI). On sait que la « Rebeyne » fut une émeute des prolétaires lyonnais provoquée par la cherté des blés dont ils accusaient les accapareurs. Elle fut réprimée grâce surtout au clergé qui exerçait la justice dans la personne de l'archevêque et qui prétendit qu'au fond, les émeutiers étaient des hérétiques. M. H. se rallie à peu près à cette accusation puisqu'il croit que la « Rebeyne » fut « une manifestation sociale d'un grand mouvement religieux ». J'aurais voulu préciser cette hypothèse en publiant un document cité par M. Hauser d'après M. Moutarde¹ (p. 298). Ce sont des lettres patentes par lesquelles François I^{er}, à la requête de l'abbé de l'Île Barbe, ordonnait au sénéchal de poursuivre ceux qui refusaient de payer la dime. Ce document n'est pas de 1524, comme on le croyait, mais du 4 septembre 1529, comme je l'ai imprimé dans ce *Bulletin* en 1890 (p. 254, n. 2), et se rapporte sans doute plus ou moins directement à la Rebeyne. Je n'ai malheureusement pu retrouver la copie que je possède de ce texte et dû ainsi remettre encore ma démonstration. Je vais m'excuser de ce retard involontaire, en signalant maintenant les autres publications de M. Hauser. En 1897, on trouve de lui, dans la *Revue historique* (t. LXIV), une autre étude sur l'**Humanisme et la Réforme**. Il essaye d'y montrer comment à l'origine les deux mouvements se confondaient et comment vers le milieu du xvi^e siècle, grâce à la dogmatique de Calvin et à son système de gouvernement religieux, le schisme se consumma entre les réformateurs et les humanistes. Ceux-ci n'avaient « su ni prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires en pré-

1. *Étude historique sur la Réforme à Lyon*, Genève, Schuchardt, 1881.

sence, ni revendiquer hardiment pour eux-mêmes la direction des consciences ». La question me semble beaucoup moins simple que cela; ce n'est pas ici le lieu de la discuter. Il suffira de remarquer qu'en s'abstenant prudemment de la lutte, une fois que, grâce à eux entre autres, elle eut été engagée, les humanistes contribuèrent à favoriser et à légitimer le triomphe de la réaction cléricale et surtout jésuitique ¹.

Deux volumes sont venus, en 1897 et 1899, se joindre à ces études. Le premier, inséré dans le *Recueil de voyages et de documents pour servir à l'histoire de la géographie*, est le **Voyage du Levant de Philippe du Fresne-Canaye** ², encore un huguenot appartenant à une famille dont plusieurs membres avaient souffert jusqu'au martyre, mais qui crut, après l'abjuration de Henri IV, devoir imiter son roi et son protecteur (Cf. *France prot.*, III, 686). Il eut toutefois assez de pudeur pour ne pas persécuter ses anciens coreligionnaires, et rester tolérant, exact et impartial ainsi qu'en témoigne sa relation.

Le deuxième volume de M. Hauser est sorti de ses recherches sur le Rabeyne de Lyon. Il est intitulé **Ouvriers du temps passé, XV^e-XVI^e siècles** ³, et sera lu avec profit par tous ceux qui désirent ou qui devraient s'éclairer sur la situation économique de la classe ouvrière dans le passé et le présent. M. H. nous apprend que l'ouvrier d'autrefois a connu les mêmes difficultés et les mêmes misères que celui d'aujourd'hui. Le régime corporatif qu'on vante encore n'a jamais pu se maintenir rigoureusement; le pouvoir politique est intervenu pour réglementer à outrance les conditions du travail, et ces entraves constantes et multipliées au libre développement des forces sociales ont été matériellement et moralement défavorables surtout à l'ouvrier. Ainsi, dans ce domaine comme dans les autres, l'histoire est une école de liberté et d'égalité.

Dans un dernier travail inséré, d'abord dans l'*American Historical Review* (IV, 2 janvier 1899), puis dans le premier fascicule de la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, M. H. étudie la **Réforme et les classes populaires en France au XVI^e siècle**. Il montre

1. A cette étude se rattache une conférence que M. H. a publiée dans la *Revue des Cours et Conférences* du 30 décembre 1898, sur la **Religion de Rabelais**.

2. Un volume de xxxvii et 336 pages in-8°, carte, gravures et index, Paris, Leroux, 1897.

3. *Bibliothèque générale des sciences sociales*, 1 vol. de xxxviii-252 pages, in-8°, Paris, F. Alcan, 1899.

qu'au centre de ce siècle, c'est surtout dans ces classes que se rencontrèrent les partisans les plus nombreux et les plus conséquents d'une Réforme, militants obscurs pour la plupart, mais convaincus et prêts, au besoin, à donner, sans compter, leur vie pour leurs convictions. Comme tous les grands mouvements sociaux, celui de la Réforme n'a gagné les classes élevées qu'après avoir profondément remué et soulevé la masse populaire.

Puisque nous venons de citer la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, souhaitons-lui la bienvenue au moment où elle achève sa première année et signalons tout de suite deux autres articles insérés dans ses premiers fascicules et qui intéressent l'histoire du Protestantisme. Le premier, de M. A. Chamberland (n° 1, p. 38), examine avec soin l'attitude d'**Étienne Pasquier en face de l'intolérance religieuse du XVI^e siècle**. On sait que l'auteur des *Recherches* est souvent cité comme un des rares Français de marque qui sut, au XVI^e siècle, être impartial et qui, à l'instar de l'Hospital et selon l'expression de L. Feugère, « eût voulu que le temple protestant fût ouvert à côté de l'église catholique ». M. Chamberland démontre que c'est là une légende et qu'au fond Pasquier était un partisan décidé et peu scrupuleux de l'unité de foi.

M. François Galabert, secrétaire de la susdite revue et l'un de nos plus récents collaborateurs, y a consacré un travail étendu au **Club jacobin de Montauban, son rôle politique pendant la Constituante** (nos 2, 3 et 5, 1899-1900). C'est la première fois, à ma connaissance, que le rôle joué par les Protestants à l'origine de la Révolution française est mis en lumière avec l'impartialité qu'impose l'étude attentive des documents contemporains. Ce rôle est tout à leur honneur puisqu'à Montauban comme ailleurs les protestants furent à la tête des libéraux et des modérés. Mais on sait qu'il y a cent ans, pas plus qu'avant ni après, le triomphe n'appartint ni aux libéraux ni aux modérés qui furent généralement les premières victimes des partis extrêmes, et surtout des menées réactionnaires. Au fond ils tombèrent parce que, grâce aux saignées pratiquées dans les siècles antérieurs, ils n'étaient plus qu'une trop faible minorité.

M. J. Périer a inséré dans la *Revue sociale* de 1898 et 1899 une série d'articles sur **le type rochelais**, où l'on trouve, entre beaucoup d'autres, des assertions comme celle-ci : « La nécessité impérieuse de pouvoir commercer librement avec l'étranger paraît avoir surtout conduit les Rochelais à embrasser le Protestantisme et à

« se faire les champions des libertés locales... L'Aunis n'était plus
 « attaché à la France que par un sentiment national peu profond et
 « lorsque François I^{er} voulut soumettre les sels de l'Aunis à de
 « lourds impôts et violer leurs privilèges municipaux, cela prédis-
 « posa les Rochelais, *déjà travaillés par des prosélytes étrangers*¹,
 « à se jeter dans le Protestantisme qu'adoptaient au même moment
 « leurs clients anglais et hollandais. » — On voit le procédé : Pas
 un fait, pas une seule preuve, mais des insinuations que ne justi-
 fient même pas les raisons alléguées, car les peuples devenus
 protestants au xvi^e siècle faisaient des affaires aussi bien avec des
 catholiques qu'avec des protestants. Qu'importent, en effet, les
 raisons ou les faits puisqu'il est entendu qu'on ne devient protes-
 tant que par intérêt, par goût pour l'étranger ou par besoin de
 trahir son pays ! — M. E. Garnault s'est donné la peine d'opposer,
 dans la *Revue historique* de 1899, le témoignage indiscutable des
 faits aux assertions insidieuses du parti pris (t. LXX, **Les bourgeois
 rochelais des temps passés et les causes de la décadence du com-
 merce rochelais**). Je regrette qu'il n'ait pas été plus affirmatif dans
 sa réponse aux deux citations qu'on vient de lire. Il dit, en effet :
 « On est mal renseigné sur l'origine du Protestantisme dans les
 murs de la Rochelle... » Or nous savons, par une série considé-
 rable de témoignages explicites et authentiques, puisque ce sont des
 arrêts du parlement de Paris, qu'à la Rochelle le Protestantisme
 existait longtemps avant l'établissement des impôts excessifs qui
 soulevèrent les contribuables, sans qu'on signalât la moindre trace
 d'une influence étrangère, et qu'en dépit d'une répression éner-
 gique, il se répandit grâce à la connivence et à l'appui secrets des
 autorités locales. Tout cela a été démontré dans une étude accom-
 pagnée de nombreux documents et publiée dans ce *Bulletin* après
 avoir été lue à la Rochelle même, le 19 juin 1895 (p. 392 et 450).

Deux autres articles de revue nous transportent hors de France.
 Le premier a paru déjà en 1897, dans le *Bulletin du Musée histo-
 rique de Mulhouse*. M. Jules Lutz, pasteur à Illzach, l'a intitulé **Les
 Réformateurs de Mulhouse**, mais l'a presque entièrement consacré au
 prêtre qu'on peut appeler le réformateur de cette petite mais impor-
 tante et célèbre cité alsacienne. Ce prêtre, qui en fut le principal
 pasteur de 1513 à 1543 et s'y distingua par sa piété et par sa modé-
 ration, s'appelait *Augustin Gschmus dit Krämer*. Comme il avait
 été désigné tantôt par l'un, tantôt par l'autre de ces trois noms, on

1. C'est nous qui soulignons.

en avait fait trois personnages différents. Il eut pour collègues jusqu'en 1526 *Nicolas Prugner*, auquel jusqu'ici on avait attribué la réformation mulhousoise, et qui lui succéda, puis, à partir de cette date, *Othon Binder* et *Jacques Augsburgers*. Un frère d'Augustin, *Jérôme*, professa avec éclat les sciences naturelles à Bâle où il épousa la fille du célèbre imprimeur A. Cratander; la famille s'éteignit à Mulhouse à la fin du xvii^e siècle.

La *Revue des Bibliothèques* de sept.-oct. 1899 nous transporte en Italie. Notre collaborateur M. E. Picot y publie, sur *les Français qui ont écrit en italien au xvi^e siècle*, un de ces travaux d'érudition qui exigent des connaissances aussi variées que précises et approfondies. Parmi ces Français il y eut naturellement plusieurs huguenots. Je ne voudrais aujourd'hui attirer l'attention que sur l'un d'entre eux, **François Perrot** dont la biographie a été entièrement refaite par M. Picot. Ce fils d'un échevin, puis prévôt des marchands parisiens, avait une véritable passion pour la Réforme militante et travailla dans la mesure de ses forces à doter l'Italie, d'abord du psautier, puis de plusieurs autres ouvrages protestants. Rien n'est plus touchant que la longue lettre, datée de Bologne, 27 septembre 1550, dans laquelle il s'excuse auprès de son père de ne pas poursuivre la carrière du droit, où ceux qui en vivent « se travaillent par
« un désir d'assembler deniers et ne treuvent rien de louange qui
« ne tende à ceste fin. Ilz se fabriquent des delictz des hommes et
« de leur science boutiques de monnoyes, où, avec le marteau de
« la langue, qui est mercenaire et se vend, battent les escuz et font
« l'or des larmes des pauvres gens; ce que l'esprit noble, se souve-
« nant de son origine genereuse, du tout abhorre et refuse... » Et
voici comment il plaide la cause de ses aspirations et de ses goûts personnels :

« Il est vray que nous sommes toutz nez non seulement pour
« nous, mais partie pour la patrie, partie pour les parents et amys,
« partie pour les estrangiers; toutes fois, come cette vie civile et
« sociale est plus utile et necessaire generallyment que l'autre, aussi
« n'est inconvenient qu'il y ait quelque petit nombre de ceux qui,
« aymant la solitude, lèvent leurs espritz à choses plus haultes, et
« me semble qu'ilz en peuvent tirer louange plus solide. En ce
« nombre, mon père, vouldroy je me mettre, et combien que le ciel
« ne m'a donné qu'esprit mediocre, peu de memoire, et debile
« jugement, toutesfois ès choses grandes la volonté est louable, et
« me sentz, ne sçay comment, tirer de mon naturel à cela. Ne pensez
« que par imagination je y sois incliné, ains par disposition, par

« election et par cognoissance de moy mesme, qui en extremité
 « m'ha faict avoir constance, laquelle n'est aultre chose qu'une
 « certaine fiance d'une volonté licite et honeste. Ma deliberation ne
 « provient de lascheté, de vilté d'esprit, ny d'oyisiveté, ains plus
 « tost du desdaing et contemnement des choses basses, de quoy me
 « pourront estre tesmoins ceulx qui me cognoissent... »

Voilà quelques lignes qui nous en apprennent plus long que beaucoup de dissertations sur l'enthousiasme que la Réforme, dans sa période héroïque, communiquait aux natures délicates et généreuses.

N. WEISS.

Généalogie de la famille Guyot¹. — Ce travail généalogique imprimé spécialement pour les membres de la famille Guyot, offre en réalité un intérêt général, en ce qu'il permet, grâce à de nombreux documents, juxtaposés avec une élégante sobriété, de reconstituer toute l'histoire d'une famille lorraine, émigrée d'abord à Metz, puis chassée de là, par la Révocation, dans la libre Hollande, où elle finit par s'implanter définitivement. Avec une patience remarquable, et un religieux respect, M. H.-D. Guyot a suivi la trace de ses devanciers, depuis la petite ville de Saint-Nicolas-du-Port, d'où ils paraissent être originaires, jusqu'à Metz, où ils exercent, pendant un siècle, les fonctions de maîtres chirurgiens stipendiés, et où ils prennent alliance dans les meilleures familles de la vieille cité impériale. La Révocation disperse les Guyot comme tant d'autres. Leurs biens sont confisqués au profit des Jésuites; l'avocat Charles Guyot réussit, en 1700, à s'enfuir en Hollande et n'est condamné aux galères que par contumace. La famille se reforme, sur les bords de la Meuse, à Maestricht et à Dalheim, et donne à son pays d'adoption une série honorable de magistrats, de fonctionnaires coloniaux, de médecins. Tout cela est exposé sans phrases, avec une simplicité de bon goût qui fait contraste avec les prétentions nobiliaires de certains descendants de réfugiés. Cette publication, qui a coûté de longues recherches à son auteur, mérite d'être mentionnée parmi les meilleures de ce genre qui aient été mises au jour.

H. D.

1. Avec pièces justificatives, par M. Henri-Daniel Guyot, ancien vice-président du tribunal de première instance, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, in-8°, 40 pages, Groningue; J.-B. Wolters, 1900.

CORRESPONDANCE

HÉRÉTIQUES ESPAGNOLS EN FRANCE EN 1593

PIERRE GALEZ ET GASPARD OLANA

L'intéressante communication de M. Besson dans le dernier *Bulletin*, page 204, mentionne deux personnages, qu'il n'est pas difficile de reconnaître sous les erreurs de lecture ou de copie qui ont quelque peu défiguré leurs noms. Tous deux ayant été en rapport avec les Églises de France, il peut y avoir utilité à consigner ici les renseignements suivants, trop fragmentaires, mais que quelque autre lecteur pourra peut-être compléter.

Le premier, qui paraît avoir été un humaniste de valeur, est assurément le plus intéressant. Il s'agit de *Pierre Galez* (en latin *Galesius*), Espagnol, qui, suspecté d'hérésie à Rome, y avait été torturé dans les prisons de l'Inquisition. Il en sortit, je ne sais par quel moyen, tout meurtri et avec un œil de moins. Hospitalièrement accueilli à Genève, il y fut nommé, en mai 1583, à la chaire de philosophie, vacante depuis peu, et il s'acquitta consciencieusement de sa charge pendant trois ans et demi. Alors la triste situation de la cité, serrée de près par le duc de Savoie et à bout de ressources, obligea le Conseil, en dépit des protestations de la Compagnie des pasteurs, à renvoyer tous les professeurs. Ceux qui furent conservés les derniers, *Corneille Bertram* pour l'hébreu, *Isaac Casaubon* pour le grec et *Pierre Galez* pour la philosophie, furent congédiés le 8 octobre 1586 « à cause des charges que la ville supporte, qui sont grandes », et « d'autant qu'ils n'ont à présent des auditeurs » (*Registre du Conseil*). Cependant le souvenir qu'on leur gardait était de telle sorte que, dès que les circonstances permirent de rouvrir l'Académie, on chercha à les ravoïr tous trois; en particulier, le 6 mai 1587, la Compagnie exprimait l'espoir « qu'on pourrait encore recouvrer M^e Galesius, professeur de philosophie ». Mais, seul des trois, Casaubon était disponible, et il fallut remplacer les deux autres tant bien que mal¹.

Le philosophe, pourvu d'une attestation de la Compagnie, du 11 novembre 1586, avait dirigé ses pas errants du côté de la France. Nous ne connaissons pas le détail de ses étapes dans

1. Je dois plusieurs de ces renseignements à M. Charles Borgeaud, qui a bien voulu me communiquer les bonnes feuilles de son *Histoire de l'Université de Genève*, dont tous les amis des lettres salueront avec joie la publication prochaine.

ce pays. Quelques auteurs prétendent qu'il aurait été principal du célèbre Collège de Guyenne. Mais on sait que Élie Vinet, mort le 14 mai 1586, eut pour successeur dans cette charge, dès le mois d'octobre suivant, Jacques Brassier, qui l'occupa jusqu'à la fin du siècle; ce qui ne laisse point de place pour Galez. En outre, qu'un protestant déclaré ait occupé ces hautes fonctions, à Bordeaux et à cette époque, cela est contraire à toute vraisemblance. Aussi, Ernest Gaullieur, dans sa belle *Histoire du Collège de Guyenne*, n'en parle-t-il pas. Ajoutons qu'un Bordelais contemporain, conseiller au parlement, aussi informé des choses de sa ville et à l'affût de tout ce qui concerne l'hérésie que l'était Florimond de Raymond n'aurait pas manqué de parler de Galez s'il avait exercé une activité officielle à Bordeaux; or, dans ses divers écrits, il ne le mentionne qu'une fois en passant, en énumérant les divers hérétiques qui se sont fait connaître en diverses nations au xvi^e siècle¹. Aussi n'hésitons-nous pas à reléguer au domaine de la fable l'enseignement de Galez à Bordeaux.

Nous ne pouvons trancher de la même manière pour Nîmes et pour Orange, villes mentionnées par M. Besson et où il y avait des académies protestantes. Rappelons toutefois que le nom de Galez ne figure pas parmi les professeurs et régents de Nîmes, dont M. Bourchenin (*Académies protestantes*, p. 466) a relevé le catalogue. Par contre, nous sommes sans renseignements suffisants pour Orange, et la question reste ouverte. D'ailleurs, Galez a pu fort bien séjourner dans ces villes protestantes sans y occuper d'emploi public. Nous sommes mieux informés pour Castres. Cette ville, très protestante, avait un collège dès 1574, dont l'helléniste *Robert Constantin* était le principal de 1581 à 1588; je ne sais si Galez fut son successeur immédiat; en tout cas il occupait cette charge en 1593, année qui lui fut fatale, à cause, semble-t-il, du second des personnages mentionnés par M. Besson, et dans les circonstances que nous allons brièvement rappeler.

Tandis qu'à Genève Galez avait été en plein accord avec la Compagnie des pasteurs, dont il provoqua même l'intervention en faveur d'Aristote, contre les tentatives ramistes d'Arminius (voy. Bor-

1. *L'Anti-Christ*, chap. 18, 2^e éd. Paris, 1599, in-4^e, f. 104. — C'est à tort qu'on a dit que Raymond fait de Galez un Italien: il le cite avec Servet, comme hérétiques issus des Espagnes; mais une erreur de ponctuation, due certainement à l'imprimeur, a mal divisé l'énumération faite par Raymond; l'erreur a été reproduite d'édition en édition; j'ai comparé les quatre premières: 1597 (où tout ce passage n'existe pas encore), 1599, 1607 et 1613.

geaud, *l. c.*, I, p. 159 et 188), son attitude fut différente à Castres. Son compatriote *Gaspard Olaxa*, autrefois ministre de Sorèze, s'était insinué plus ou moins irrégulièrement, en 1592, dans les fonctions pastorales à Castres, où sa faconde lui avait promptement gagné un parti. Il prêchait certaines opinions contraires à la confession de foi des Églises réformées, et semble avoir entraîné Galez à sa suite¹. Olaxa, esprit brouillon, intempérant de langage, violent de caractère, en révolte contre la discipline ecclésiastique, après avoir profondément troublé l'Église de Castres, fut déposé du ministère et suspendu de la cène par le colloque du Lauraguais, le 28 mars 1593; cette sentence fut ratifiée par le synode provincial réuni à Montauban en mai suivant, puis par le synode national assemblé dans la même ville en juin 1594. Ayant inutilement tenté de se faire réhabiliter par le synode national de Saumur en 1596, Olaxa finit par se retirer à Bordeaux, où il fréquenta Florimond de Raymond. Celui-ci rapporte que « depuis l'an 1600 il s'est fait catholique et religieux de l'ordre de Saint-François, où il a rendu heureusement et selon son souhait l'âme à Dieu² ».

Voilà le personnage que l'on cherchait à livrer à l'Inquisition d'Espagne en même temps que Galez, au commencement d'août 1593. La condamnation d'Olaxa par le synodé avait sans doute entraîné pour Galez, compromis dans sa cause, la perte de sa charge de principal à Castres. J'ai peine à comprendre quelle folie aurait pu les engager l'un et l'autre à se rendre en Espagne. Le fait que, venant sans doute de Castres, ils passent par Marmande semble indiquer plutôt l'intention de se diriger vers Bordeaux. Quoi qu'il en soit, Olaxa se tira d'affaire. Il n'en fut pas de même pour Galez, et les embûches dressées par le capitaine Saravia ne réussirent que trop bien.

Sur leur tragique résultat nous avons deux brèves relations assez disparates, mais qui, pour l'issue, me paraissent moins inconciliables que ne le croyaient P. L. Joly, l'auteur des *Remarques critiques sur le Dictionnaire de Bayle* (1748, in-fol., p. 372 et s.), et Sènebier dans son *Histoire littéraire de Genève* (II, p. 110).

D'après l'une³, Galez, ayant été pris par des soldats, aurait péri

1. Voy. Gaches, p. 443; Rabaud, p. 473.

2. *Naissance de l'hérésie*, livre VIII, chap. 7. éd. de Rouen 1646, p. 991. — Voyez encore sur Olaxa : Gaches, *Mémoires*, p. 440-451 et 514; Faurin (dans le t. II des *Pièces fugitives*), p. 37 et s.; Aymon, *Synodes*, I, p. 190, 193, 210; Nayral, *Biographies castraises*, III, p. 15-20; Rabaud, *Protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais*, 1873, p. 183-7 et 472-5; de Félice, Lambert Daneau, p. 126-8; *France protestante*, III col. 223.

3. *Militari manu cum conjuge raptus in Pyraenaeis exspirasse fertur*,

dans les Pyrénées; d'après l'autre ¹, il aurait été arrêté par les Ligueurs alors que, quittant les fonctions de principal qu'il avait occupées en Aquitaine (il n'est pas question de Bordeaux), il désirait se rendre aux Pays-Bas; les Ligueurs l'ayant livré aux Espagnols, il aurait été brûlé par l'Inquisition. Voilà qui cadre fort bien avec le document produit par M. Besson. Galez se rendait sans doute à Bordeaux pour gagner les Pays-Bas par mer.

Quelques années après la mort tragique du pauvre savant, le 7 décembre 1598, Casaubon, installé depuis bientôt deux ans à Montpellier, y reçut la visite de la veuve de son ancien collègue de Genève. « J'ai été aujourd'hui détourné de mes études, raconte-t-il dans son journal ², par la veuve de mon ancien ami Pierre Galez, qui s'est adressée à moi au nom de l'amitié. J'ai aimé cet homme à cause de sa profonde érudition pendant qu'il était en vie; maintenant qu'il est mort je vénère son souvenir et je voudrais rendre toute espèce de service à sa veuve, s'il y a lieu. Mon temps ainsi n'a pas été mal employé, car la complaisance est supérieure à l'étude. »

Ce n'est pas le seul passage où le philologue français fasse mention de Galez, et cela toujours avec une grande considération. Alors qu'ils étaient tous deux encore à Genève, Casaubon publia des notes sur Théocrite, une des premières productions de sa studieuse jeunesse ³; il y donnait entre autres des variantes tirées d'un

amissa insigni graecorum exemplariorum Bibliotheca (Schott, *Hispaniae Bibliotheca*, 1608, p. 611). Pour cet auteur, catholique, ce dénouement tragique, mais où la religion n'est pas en cause, se placerait alors que Galez se rendait à Bordeaux, en suite d'un appel à la charge de principal au Collège de Guyenne. Schott est bien insuffisamment informé, car il ignore que Galez est un hérétique et un ancien professeur de Genève.

1. *Contendens in Belgium, a Ligistis (ut vulgo vocantur) interceptus, et Hispanis traditus, ob constantem in Religione confessionem ab hispanica inquisitione flammis concrematus est.* Meursius (*Athenæ Batavæ*, 1625, p. 333), beaucoup mieux informé que Schott sur l'ensemble de la carrière de Galez, tenait sans doute ses renseignements d'Antoine Thysius, dans la biographie duquel il les insère et qui avait eu Galez pour professeur à Genève. — Colomiès (*Mélanges historiques*, 1674, p. 73; reproduits dans ses *Opera*, 1709, p. 836), suivi par Bayle (*Dictionnaire*, II, art. GALÈS), a eu le tort de traduire inexactement la notice de Meursius, lui faisant dire que Galez avait été principal à Bordeaux, alors qu'il est simplement dit « in Aquitania », et qu'il avait été brûlé par l'Inquisition dans les Flandres, tandis qu'il s'agit de l'Espagne.

2. *Casauboni Ephemerides*, I, p. 109.

3. *Isaci Hortiboni* (pseudonyme de Casaubon) *Theocriticarum lectionum libellus* (dans la seconde édition, donnée en 1584 par l'imprimeur Eustache Vignon, des petits poètes grecs publiés en 1569 par son beau-père, Jean Crespin). — Dans les éditions postérieures de plusieurs des ou-

manuscrit des cinq premières idylles, *quas ab optimo et doctissimo Galesio meo habueram*, dit-il. En 1593, dans ses notes sur Diogène de Laerte (Genevæ, Henr. Stephanus), il fait usage de diverses corrections suggérées par Galez, ainsi que d'un manuscrit des scholies sur Euripide et d'un abrégé latin de Diogène, *quæ mihi communicavit doctissimus et charissimus Galesius*. Encore en 1600, dans la préface de son *Athénée*, Casaubon, parlant de la collation d'un célèbre manuscrit de la bibliothèque du cardinal Farnèse, collation faite par l'érudit romain Benedictus Aegius Spoletinus, dit : *Ejus codicem vidimus inter alios neutiquam vulgares Petri Galesii Hispani libros*.

Cujas et le père Labbe citent, eux aussi, d'autres manuscrits importants ayant appartenu à Galez. Ce sont tout autant de témoignages compétents qui montrent combien notre humaniste avait su faire riche et érudite moisson en Espagne et surtout sans doute en Italie, et combien le misérable Saravia avait raison en parlant des « livres très curieux et bons » que son prisonnier avait trainés après lui, en dix ballots, dans son exode de Castres.

Nous attacherions plus de prix encore aux lettres de ses amis à tendance évangélique de Valence et de Catalogne, signalées par le dénonciateur, lettres qui servirent probablement à faire arrêter de nouvelles victimes de l'Inquisition. Car, ne l'oublions pas, la lettre en question, datée d'Eguillon (c'est-à-dire Aiguillon, à mi-chemin entre Marmande et Agen), n'est pas adressée à un correspondant quelconque ; son texte même prouve que le destinataire n'est autre que le roi d'Espagne en personne. Pour soutenir les Ligueurs en Languedoc, qui avaient alors à leur tête le jeune marquis de Villars (Emmanuel-Philibert des Prez, beau-fils du duc de Mayenne), Philippe II leur avait envoyé des troupes espagnoles, commandées par le capitaine Pedro Saravia, l'auteur de cette lettre ; celui-ci correspondait régulièrement avec son roi, dont il était un agent important, comme l'atteste une lettre écrite par Villars à Philippe II, datée de Marmande, le 27 juillet 1593, lettre qui fut interceptée par les émissaires de Henri IV¹.

Il m'a semblé que ces détails, bien qu'un peu longs, n'étaient pas inutiles pour bien comprendre la curieuse pièce communiquée par M. Besson et en apprécier toute la portée.

A. BERNUS.

vrages de Casaubon que nous citons, les imprimeurs ont défiguré le nom de *Galesius*, qui leur était inconnu, en *Gelasius*.

1. Voyez les *Mémoires du duc de La Force*, publiés par le marquis de La Grange, t. p. 240 et suiv., où ladite lettre est imprimée.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

LES ROUTES DE L'EXIL

DU POITOU VERS LES ÎLES NORMANDES ET L'ANGLETERRE

LE GUIDE PIERRE MICHAUT

Dans une série d'articles d'une lecture attachante, parus ici même ¹, M. Ch. Bost a ouvert une voie nouvelle à l'histoire du Refuge en étudiant les *routes de l'exil* que suivirent les réfugiés français vers les terres de la délivrance et de la liberté

Cette étude qu'il a faite avec tant de détails pour le Languedoc, nous voudrions la tenter, en raccourci, pour le Poitou, car, moins heureux que lui, nous n'avons pu réunir que bien peu de données; ce ne sera même qu'un simple épisode.

Les Poitevins se sont surtout dirigés vers les îles normandes, Jersey en particulier, qui furent leur première étape vers l'Angleterre et la Hollande. Ils se sont embarqués, soit à La Rochelle ², soit dans les ports de la Manche ³, sur les côtes de Bretagne ou de Normandie.

Pour cette étude des routes nous n'avons pu trouver aucun document inédit de l'époque de la grande odyssee du Refuge de 1681 à 1685. Mais nous avons rencontré dans un dossier des archives de la Vienne ⁴, relatif à la condamnation d'un

1. *Bull.*, XLVII, 507, 561, 634.

2. *Journal de J. Migault*.

3. *Journal d'Anne de Chauffepié*, *Bull.*, VI. — Voir aussi *Bull.*, XXI, 558.

4. Fonds de l'Intendance, C 57.

guide, nommé Pierre Michaut, un certain nombre de pièces saisies sur lui au moment de son arrestation et qui fournissent deux itinéraires. A ce moment les Poitevins se dirigeaient presque uniquement vers Jersey d'abord, puis vers Londres où ils devenaient membres de l'Église de *La Patente*¹.

Le 4 avril 1715, une caravane composée de neuf personnes, Pierre Sauzeau², Marie Aumônier, sa femme, Marie Thoreau, sa belle-mère, Pierre, Jean, François, Charles et Marie, ses enfants, sous la conduite de Pierre Michaut et suivis d'un cheval et d'un mulet « portant leurs hardes », arrive à Saint-Lin³, en pleine Gâtine poitevine, région où la Réforme n'a jamais jeté de profondes racines et où le catholicisme est toujours demeuré en majorité. Leur présence met la population en émoi et la maréchaussée les arrête. Convaincus d'être de la R. P. R. « en route pour sortir du royaume et passer en Angleterre », ils sont immédiatement conduits et incarcérés dans les prisons de Niort et leur procès s'instruit aussitôt.

Le guide Pierre Michaut, qui avait réussi à s'évader durant la nuit qui avait suivi l'arrestation, « sans donner d'argent à personne pour faciliter son évasion », est repris le lendemain et rejoint aussitôt ses compagnons de route en prison.

Des pièces du procès, en particulier des interrogatoires il résulte que Michaut n'en était pas à son premier voyage, c'était même le troisième sûrement connu. Il raconte lui-même comment une première fois il avait passé à Jersey. « Croyant, dit-il, que c'était chose permise », il s'était rendu une première fois à Jersey pour voir un de ses parents réfugié. Voici comment l'interrogatoire résume le récit de son projet et de son exécution :

« Il y a un an à la Saint-Michel dernière (29 septembre 1713) qu'il prit la résolution de passer en Angleterre. Pour y parvenir il fut à La Rochelle où il travailla pendant quatre mois. Puis il revint dans

1. *Publications of the Huguenot Society of London*. W. Minet, *Registers of the Church of La Patente, Spitalfields*, 1898.

2. *Bull.*, XLIII, 136.

3. Commune du canton de Mazières-en-Gâtine, arrond. de Parthenay.

cette province chez Jean Michaut, son cousin, à la Guillotière, jusqu'à la Saint-Jean 1714 et ensuite chez Destein, où il fut jusqu'à la Saint-Michel suivante, jour où il partit pour l'Angleterre avec Sabourin, journalier à La Roche-Piché¹, paroisse de Sainte-Eanne, et sa femme, Pierre Delineau, tisserant, demeurant à Souillaud, paroisse de Rouillé, sa femme et sa fille, qui tous passèrent en Angleterre. Le départ avait été concerté ainsi : quinze jours avant la Saint-Michel, travaillant dans les champs, un particulier à lui



LA ROCHE-PICHÉ, LIEU DE NAISSANCE DE P. MICHAUT.

inconnu, Pierre Thebault de Londres², lui dit que Delineau s'en irait avec lui en Angleterre, qu'ils partiraient le jour de la Saint-Michel et lui demanda s'il voulait aussi partir. A quoi il répondit qu'après avoir arrangé ses affaires, il s'en irait volontiers avec eux. Il fut chez Delineau pour s'informer si tout ce que Thebault lui avait dit était vrai. La convention faite par lui, Delineau, Sabourin et

1. D'après la déposition d'un témoin, ce lieu de La Roche-Piché serait le lieu de naissance de P. Michaut. — De fréquentes assemblées furent tenues dans les profonds vallons qui avoisinent cette seigneurie, dépendant de l'abbaye des Châteliers.

2. Ce Thebault, deuxième guide connu, était originaire de Bougon, canton de La Motte-Saint-Héray (interrog. du 20 mai).

Thebault fut de lui donner une pistole par tête, de le nourrir en chemin et de lui payer moitié comptant et moitié à l'arrivée, ce qui fut exécuté.

« Partis le jour de la Saint-Michel, sur les dix heures du soir, ils prirent la route de Souillaud à Saint-Lin, à Parthenay, Angers, Laval et autres endroits, et Granville¹. Là ils logèrent dans un cabaret, chez Deslandes, deux nuits. Thebault s'entendit avec un homme qui devait les passer à Jersey moyennant sept livres par tête et Thebault par dessus le marché. Une barque composée du maître et de deux matelots les prit sur la chaussée, une heure et demie de jour. Arrivés, ils furent chez une femme, Marguerite, où ils couchèrent pendant dix à douze jours, après quoi ils prirent la route de Londres. Quant à lui (Michaut) il travailla à Jersey, chez un jardinier, pendant deux mois environ; après quoi il fut à Londres où, ne trouvant pas de travail, il ne resta que dix à douze jours et revint à Jersey où, apprenant la mort de sa mère, il demanda au gouverneur un passe-port pour la France². »

Dans un interrogatoire suivant, comme on lui demandait s'il n'avait pas été déjà emprisonné à Saint-Malo pour la même cause, Michaut avoua qu'en effet, avant son séjour à La Rochelle, il avait tenté une première évasion « avec deux camarades », mais « qu'ayant appris qu'il était péri quinze à « vingt personnes dans le trajet », il avait eu peur et était revenu chez son père, après six et sept semaines de détention à Saint-Malo.

Son dernier voyage avec la famille Sauzeau était donc le troisième avoué; il y en eut assurément d'autres, car le procureur lui cite des noms de personnes autres que celles déjà connues et qu'il aurait conduites, « Doussot, Magot, Dessemme et autres », et Michaut ne nie ni n'avoue.

Les routes dont il était porteur lui avaient été remises par un nommé Daniel Morel, domestique du gouverneur de Jersey qui lui avait dit : « Tiens, te voilà deux routes, tu t'en serviras « si tu t'en retournes et si tu trouves quelques-uns qui viennent du Poitou, tu les leur donneras pour s'en servir. »

1. Cet itinéraire sommaire de Thebault paraît se confondre avec le premier itinéraire détaillé de Michaut, ci-après.

2. Interrogatoire du 20 avril.

Copie de ces routes :

« Voilà la route qu'il faudrait prendre qui est la plus...
(effacé) courte ou sûre.

Premier itinéraire.

COPIE TEXTUELLE.

à Parthenay,
à La Mouquairière,
à Touar,
au puis Notre-Dame,

à Douer,
à Bersez,
au Pont de Cez,
à Engers.
à Chataugontiers,
à Lavas,
à la balonnière,
arhar haist, ar he haist,
à la Tonnière,
à Landivy,
à Saint-Hilaire,

à Bersay-la-Villedieu,
à Granville,

COPIE RECTIFIÉE.

Parthenay (Deux-Sèvres).
? (*Id.*).
Thouars (*Id.*).
Puy - Notre - Dame (Maine-et-Loire).
Doué-la-Fontaine (*Id.*).
? (*Id.*).
Les Ponts-de-Cé (*Id.*).
Angers (*Id.*).
Château-Gontier (Mayenne).
Laval (*Id.*).
La Baconnière (*Id.*).
? (Peut-être Ernée) (*Id.*).
La Tonière (*Id.*).
Landivy (*Id.*).
Saint-Hilaire-du-Harcouet (Mance).
Bercey (*Id.*).
Granville (*Id.*).

Cet itinéraire est suivi de la note suivante :

« Tous ceux qui souhetterons mettre leur salut en repos vous leur donneront cette route. Et quand vous serez à Granville vous [verrez] en nentrant le segon cabaret est lanseigne de *la Crosse*, vous irez chez lui, il s'appelle M. Deslandes et si on vous demande où vous voulez aller, vous direz que vous voulez aller à Saint-Malo par mer et vous demanderez Nicolas Bellair qui est maître de navire et cet homme vous passera à Jersey qui appartient aux Anglais et là vous serez en liberté; il n'y a que six lieues de mer à passer. »

Deuxième itinéraire.

COPIE TEXTUELLE.

à Saint-Maixent,
 à Chandenier,
 à Panpli,
 à Aubignous,
 à La Morinière,
 à Saint-Pierre-du-Chemin,

 à Montournay,
 à Pouzauges,
 aux Herbiers,
 à la Barrière,
 à Clisson,
 à Palaid,
 à la loy,
 à Nante,
 à Carquefours,
 au Petit-Mars,
 au Touche,
 à Joué,
 à la Meleray,
 à Châteaubriens,
 à Martillez ferchaus,

 à la hierche,
 à Vitrer,
 à Faugère,
 à la Violette,
 à Saint-Jamme,
 à Pon ton baux,
 à Avranches,
 à Granville,

COPIE RECTIFIÉE.

Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
 Champdeniers (*Id.*).
 Pamplie (*Id.*).
 Le Beugnon (*Id.*).
 ? (*Id.*).
 Saint-Pierre-du-Chemin (Ven-
 dée).
 Montournais (*Id.*).
 Pouzauges (*Id.*).
 Les Herbiers (*Id.*).
 La Bruffière (*Id.*).
 Clisson (Loire-Inférieure).
 Le Palet (*Id.*).
 (Probablement La Loire) (*Id.*).
 Nantes (*Id.*).
 Carquefou (*Id.*).
 Le Petit-Mars (*Id.*).
 Les Touches (*Id.*).
 Joué (*Id.*).
 La Meilleraye (*Id.*).
 Châteaubriand (*Id.*).
 Martigné-Ferchaud (Ille-et-Vi-
 laine).
 La Guerche (*Id.*).
 Vitré (*Id.*).
 Fougères (*Id.*).
 ? (*Id.*).
 Saint-James (Manche).
 Pontonbault (*Id.*).
 Avranches (*Id.*).
 Granville¹ (*Id.*).

1. Dans l'étude que nous avons consacrée au prédicant Vinet (*Bull.*, XLVIII, 337), il est question d'un voyage qu'il aurait, lui aussi, fait à Jersey et nous avons relevé l'itinéraire suivi, dont il citait les points principaux. Cette route paraît se confondre avec ce deuxième itinéraire de Michaut; preuve que nos Poitevins suivaient les mêmes voies.

C'est à n'en pas douter la possession de ces *routes* et la réussite de son premier voyage qui avaient dû décider Michaut à se livrer au périlleux métier de guide, car il n'avait rien de lucratif à en juger par les chiffres.

Les conventions faites avec la famille Sauzeau avaient été conclues un jour de marché sous la halle de Pamproux¹. Michaut demandait cent livres. Sauzeau en offrait d'abord



LA HALLE DE PAMPROUX.

quarante, puis cinquante et l'on tombait enfin d'accord à quatre-vingts. Ce marchandage, même dans des circonstances aussi graves, est bien dans l'esprit et les traditions du paysan poitevin.

Sauzeau interrogé « pour quoi il voulait s'en aller en

1. Sous cette halle qui existe encore telle, les protestants de Pamproux se sont assemblés en diverses circonstances. Le 14 juillet 1790, lors de la prestation du serment civique, le ministre Jean Marteau y « prononça un « discours analogue à la circonstance et qui reçut l'approbation de tous ». Le 23 août 1807, la population du bourg, après être allée à l'Église voisine, « se transporta sous la halle pour entendre un *Te Deum* chanté à la gloire de Dieu et à l'honneur de Napoléon empereur, par les personnes qui professent la religion protestante. » (Archives communales.)

« Angleterre », répondit « parce qu'il y avait des ministres
« et pour mieux faire son salut et celui de sa famille ».

Après avoir vendu ses récoltes et les animaux qui composaient sa ferme, située à La Grange-de-Bremme, paroisse de Lusignan, soit six bœufs 71 pistoles, deux chevaux 173 livres, trente-neuf moutons 120 livres, il donne rendez-vous à Michaut au village écarté de Souillaud, paroisse de Rouillé, sans doute pour détourner les soupçons et d'où ils partent ensemble.

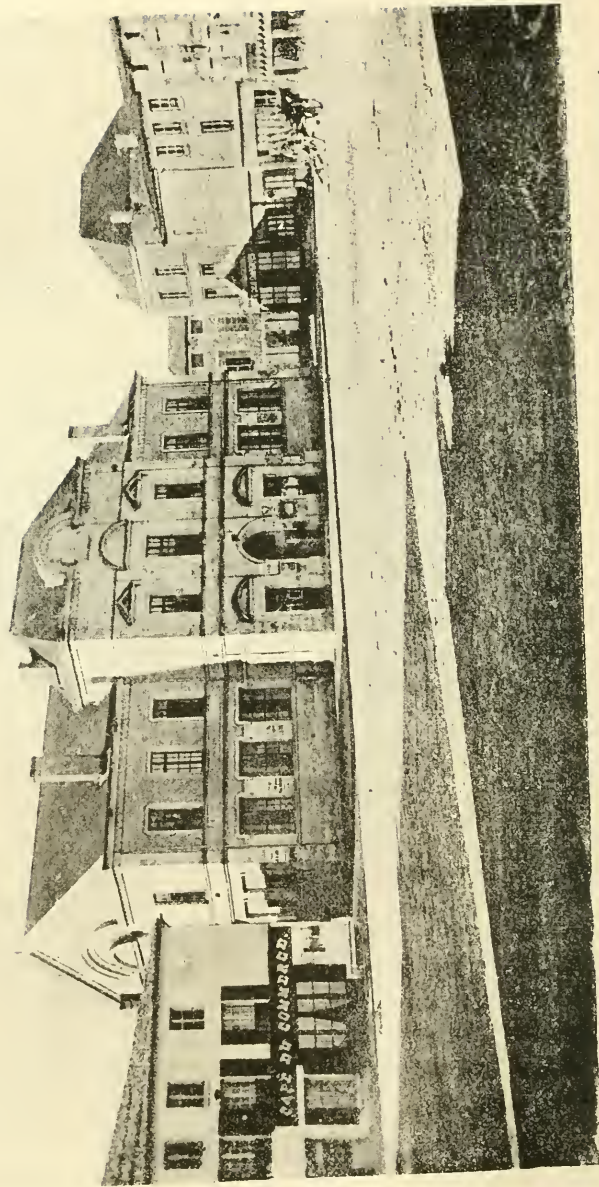
On sait le résultat de leur entreprise. En voici maintenant les conséquences et les suites.

L'instruction du procès terminée, la sentence fut rendue le 6 juillet 1715. Pierre Sauzeau et ses fils, Marie Aumonier, sa femme, Marie Thoreau, sa belle-mère, et sa fille Marie, tous « convaincus d'avoir formé le dessein de sortir du royaume
« à cause de la religion et arrêtés en flagrant délit de route,
« sortant du royaume, sans permission du Roy », furent condamnés, sur le réquisitoire du procureur Dechazaud, les premiers, « à servir le roy sur les galères à perpétuité comme
« forçats », les autres, « à être recluses dans l'hôpital de la
« ville de Poitiers le reste de leurs jours », et tous « solidai-
« rement à une amende de mille livres envers le Roy ».

Quant à Michaut, sa sentence fut plus sévère. « Convaincu
« d'avoir séduit les accusés cy-dénommés par de mauvaises
« voies, les avoir sollicités de même à partir et se mettre en
« chemin pour l'Angleterre, leur avoir indiqué la route et
« s'être engagé à les conduire par un traité et convention en
« vertu de laquelle ils sont partis; et non seulement les cy-
« dénommés, mais encore cy-devant d'autres personnes¹ », il fut condamné à être « pendu et étranglé jusqu'à ce que mort
« s'ensuive à une potence qui, pour cet effet, sera dressée
« sur la place publique de La Mothe-Saint-Héray. »

Signé : RICHEBOURG, Niort, 6 juillet 1715.

1. Un témoin, Elisabeth Violet, veuve de Jean Poignand, M^e chirurgien à La Mothe-Saint-Héray, déclare que « Michaut était venu chez elle pour « proposer à sa belle-sœur, la demoiselle Poignand, qui avait manifesté « le désir de s'expatrier, de la conduire en Angleterre, disant qu'il accom-



PLACE PUBLIQUE DE LA MOTHE-SAINT-HERAY, OU EUT LIEU L'EXECUTION DU GUIDE PIERRE MICHAUT, 8 JUILLET 1745.

Voici, sous forme de conclusion, le procès-verbal de l'exécution de cette sentence qui ne se fit pas attendre :

« Le huit juillet, Chebrou estant au parquet du marquisat de La Mothe-Sainte-Héraye, assisté de Pierre Brunet, greffier, fait donner lecture à Michaut, à genoux, du jugement souverain rendu par l'intendant, ensuite ledit Michaut a esté mis entre les mains de Mathurin, exécuteur de la haute justice de Saint-Maixent, pour être pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'en suive et ensuite attaché à une potence qui, à cet effet, sera dressée sur le chemin de La Mothe à Saint-Léger de Melle.

« Et advenant ledit jour, 8 juillet 1715, sur les deux heures de relevée, ledit Michaut a esté conduit à la potence par ledit exécuteur, ledit jugement a esté publié à haute et intelligible voix en présence de nous, dit Chebrou, par Jean Corbin, notre greffier et douze hommes de cavalerie du Royal-Condé de la maréchaussée de Niort. »

« Michaut mort a esté mis aux mains dudit exécuteur pour être attaché par une chaîne de fer à une potence placée, à cet effet, dans le grand chemin de La Mothe à Saint-Léger de Melle. »

TH. MAILLARD.

MADAME DE MAINTENON CONVERTISSEUSE

XI

Après la Révocation.

L'acte de révocation signé, les derniers temples démolis, les pasteurs proscrits, les persécuteurs s'aperçurent que l'unité religieuse n'était pas réalisée.

Beaucoup de convertis « faisaient mal leur devoir », et les soudarts durent demeurer ou revenir dans les villages pour les contraindre d'assister aux offices. On mena les récalcitrants à la messe entre deux dragons; on pendit quelques

« pagnerait prochainement une famille des environs de Rouillé et qu'il « était venu deux fois de Jersey pour chercher du monde et qu'il les « avait conduits. »

opiniâtres, et les cadavres de ceux qui avaient refusé les derniers sacrements furent trainés sur la claie.

Cependant, au dehors, le roi se trouvait aux prises avec une puissante coalition, à la formation de laquelle les choses de la religion n'étaient pas restées étrangères. Au cœur du royaume, des régions entières se trouvaient ruinées par la désertion des artisans les plus habiles.

C'est alors que des *patriotes* eurent le courage d'adresser au roi des mémoires où ils exposaient l'état malheureux créé par les persécutions religieuses, et demandaient que l'Édit de 1685 fût à son tour révoqué. Un de ces mémoires est de Vauban. Un autre, de l'année 1697, n'est connu que par la réfutation qu'en fit Mme de Maintenon. Il présente cet intérêt spécial de nous montrer quelle était, à cette date, sa pensée à l'endroit des conversions.

Par des considérations d'ordre politique — sur lesquelles nous n'insisterons pas ici — et par d'autres tirées de la religion, elle arrive à conclure que rien n'est à changer de ce qui a été fait :

« Si les choses étaient aujourd'hui au même état que lors de l'Édit qui révoqua celui de Nantes, je serais d'avis, sans balancer, qu'il faudrait s'en tenir à cette révocation, se contenter d'abolir l'exercice de la religion réformée, et penser à réunir peu à peu tous les sujets du royaume dans la même religion, en excluant les huguenots des charges et emplois, et s'appliquant avec patience et avec douceur à les convertir, en les persuadant de la vérité...; on pourrait aller jusqu'à rétablir dans le royaume la liberté d'être de la religion prétendue réformée sans exercice public¹, si cela procurait à l'État des avantages considérables ou le garantissait de quelque grand péril, et que l'on n'eût que ce seul moyen dont on pût se servir... »

Mais Mme de Maintenon se hâte de montrer que ce semblant de liberté offrirait mille inconvénients sans satisfaire personne. Elle appréhenderait tout particulièrement le retour des expatriés. « Ce sont les plus entêtés et les plus opiniâtres

1. Il semble bien qu'on soit ici en présence du programme que Mme de Maintenon aurait cherché, personnellement, à faire triompher en 1685.

du parti, qu'on a vus capables de renoncer à leurs biens, à leur patrie, aux devoirs les plus essentiels, et même à leur légitime souverain plutôt que de se plier à ce qu'on exigeait d'eux ». Évidemment ce sont là des brebis galeuses qui compromettraient gravement la bonne santé du troupeau. « Ils confondraient par leurs reproches et par leurs railleries les nouveaux convertis », et feraient « retomber » ceux « dont la foi n'est pas encore bien affermie. »

Elle « approuve les châtimens les plus rigoureux » vis-à-vis de ceux qui assistent aux assemblées clandestines, qu'elle qualifie de « révoltes et désobéissances nécessaires à punir ». Ce qu'il reste, à son avis, de mieux à faire « dans la conjoncture présente », c'est « de continuer, comme on a déjà commencé, à adoucir insensiblement la conduite envers les nouveaux convertis; surtout [il ne faut] point les forcer à commettre des sacrilèges en s'approchant des sacrements sans foi et sans disposition, [ni] faire traîner sur la claie les corps de ceux qui auraient refusé les sacrements à la mort... »

Mais le moyen efficace entre tous « serait d'ôter les enfans » aux pères mal convertis; et, pour cela, « commencer par les pauvres, faire des hôpitaux dans chaque province, y recevoir les enfans... les traiter avec de grands soins, les laisser voir leurs proches, qui seraient fort adoucis par le bonheur de leurs enfans; recevoir les garçons dans les cadets, et les filles dans les couvents ».

« Des millions ne pourraient être mieux employés, soit qu'on regarde le dessein en chrétien, ou en politique... L'instruction solide que l'on pourrait donner dans toutes les provinces serait aussi utile aux anciens catholiques qu'aux nouveaux convertis... Il faudrait charger du détail des personnes de bon esprit et de piété... »

La Beaumelle fait dire à Mme de Maintenon, dans une lettre d'ailleurs en grande partie controuvée, qu'« il importe peu que les pères soient hypocrites puisque les fils seront bons catholiques ». Pour manquer d'authenticité la formule n'en exprime pas moins, d'une façon saisissante, la pensée de derrière la tête des convertisseurs.

La jeune veuve de Scarron écrivait déjà à son frère : « J'ai

toujours eu du goût pour l'éducation des enfants. » Devenue l'épouse de Louis XIV, au lieu de dépenser ses loisirs aux frivolités de la Cour, elle s'éprit d'un beau zèle d'éducatrice. Mais les dernières phrases de sa réponse au mémoire de 1697 autorisent à penser qu'en fondant Saint-Cyr au lendemain de la Révocation et en provoquant la création de nombreuses maisons d'éducation dans les provinces, Mme de Maintenon poursuivait avant tout et par-dessus tout un apostolat religieux.

Sans doute y apporta-t-elle d'éminentes qualités de pédagogue auxquelles, de nos jours, des esprits très libéraux ont rendu justice. Toutefois, ces qualités ne sauraient nous faire oublier que l'éducation qu'elle avait en vue tendit principalement à consommer et à affermir l'œuvre même des conversions.

Mais la pensée humaine est comme ces fluides que la main la plus forte ou la plus adroite ne peut comprimer et retenir. Alors que le roi consultait les évêques sur la meilleure attitude à observer vis-à-vis des nouveaux convertis, que Mme de Maintenon informait (lettre du 22 août 1698) l'archevêque de Paris que « l'opinion la plus générale est de [les] forcer d'assister à la messe », et que « M. de Meaux revient à cet avis » — déjà, sous les châtaigneraies ombreuses de Prailles, de Mougou, de Lusignan, dans les ravins écartés de Saint-Maixent, de La Mothe-Saint-Héray et de Lezay, les paysans poitevins s'étaient hasardés à tenir des assemblées.

La résistance des nobles demeurés au pays s'émoussa assez rapidement, et la plupart de ceux qu'avaient convertis les Marillac, les Bâville, les Foucault et les Fontmort ont même fait souche de cléricaux à tout le moins aussi fanatiques et intolérants que ceux qui persécutèrent leurs ancêtres. Mais les petites gens, les hommes de peine et d'humbles métiers, tisserands, tailleurs d'habit, cardeurs de laine, les valets de ferme, les laboureurs et les fermiers, après avoir, une dizaine d'années durant¹, fréquenté plus ou moins assi-

1. Des recherches sur ma propre famille, *convertie* en 1685, mais dont je cessais de trouver la trace aux registres paroissiaux après une dizaine d'années, m'ont amené à constater qu'il en était de même pour la plupart

dument les églises, fait bénir leurs mariages, baptiser et instruire leurs enfants par le prêtre, reviennent à leur bible cachée en l'écrin de quelque vieux coffre, prient en commun et chantent aux veillées les psaumes de Marot et de Bèze, puis s'enhardissent à se donner des rendez-vous dans quelque lieu désert. Là, des fidèles de bonne volonté, en l'absence des pasteurs exilés, disent les prières liturgiques, récitent des sermons restés au fond de leur mémoire.

« Le jour de Pâques 1697, dit Auguste Lièvre (*Hist. des Prot. du Poitou*), il se fit une assemblée dans les bois de Lusignan... Il y en eut, peu après, à Ratou, dans la paroisse de Souvigné, à Maupertuis et aux Côtes, dans celle de Goux... Une simple paysanne, qu'on appelait la Prêcheuse, y récita des sermons... Un jour de la fin du mois d'août, Bonnet, de Chaloue, prêcha, monté sur une pierre, devant 2,000 paysans, groupés sur le gazon, au pied d'un ormeau, dans la paroisse de Prailles... Le 15 septembre, il se tint une assemblée au moulin de Gondin, près de Chauray... il y en eut à la Genête... à Lussay... à Crezesse... »

Il y en eut un peu partout. Les prédicants s'aguerrirent et se multiplièrent. On accourait de plusieurs lieues pour entendre Marie Robin, Potet, Tavert... La soldatesque en brancha quelques-uns, comme Pierre Micheau, de la Mothe, Jacques Guérin, de Sainte-Blandine, Pierre Rousseau, fermier de Grandry. La justice en condamna d'autres aux galères perpétuelles, tels Daniel Bonnet, de Vitré, Vinet, de Goux. Mais la vaillance des grands jours de lutte emplissait les cœurs; et l'année même où mourut Mme de Maintenon (1719), on prêcha sur l'emplacement des anciens temples à la Mothe-Saint-Héray, à Melle, à Saint-Maixent, à Benet.

L'œuvre à laquelle s'était si ardemment dévouée la petite-fille d'Agrippa d'Aubigné était déjà en pleine faillite.

Cette constatation de l'échec des grands convertisseurs du xvii^e siècle est profondément réconfortante. Quand des pro-

des familles comprises dans les conversions en masse. Je n'ai plus retrouvé leurs noms que sur les carnets des pasteurs du Désert. Pareil fait s'est produit dans toutes les paroisses où les protestants sont encore en grand nombre.

tagonistes de la taille des Bossuet, des Fenélon, des Maintenon, appuyés sur l'autocratie d'un Louis XIV, n'ont, en définitive, réussi à dompter ni l'esprit de libre examen, ni la créance fidèle des huguenots, on peut tenir pour assuré — et les efforts et les colères des modernes réacteurs n'y sauraient rien changer — que la liberté de conscience et la tolérance religieuse ont désormais leur cause irrévocablement gagnée.

H. GELIN.

Documents

DESCENDANTS POITEVINS D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

ET NOTES SUR LES FAMILLES AVICE, DUFAY, SAVIGNAC

Cet Appendice réunit la suite chronologique des événements qui marquent la vie religieuse des descendants poitevins d'Agrippa d'Aubigné, aussi longtemps du moins qu'ils appartiennent au Calvinisme.

Afin de rendre plus aisément intelligible cette nomenclature, nous y avons intercalé les dates et les circonstances essentielles de la plupart des contrats de mariage.

Un grand nombre de nos renseignements sont tirés des anciens registres du consistoire réformé de Niort¹. Plusieurs cahiers de naissances, mariages ou décès ont été égarés ou perdus. Nous avons pu suppléer à quelques lacunes en utilisant un relevé fait par Dom Fonteneau au siècle dernier et qui se trouve à la Bibliothèque publique de Poitiers. Dans ce cas nous avons fait suivre l'article de la mention (D. F.).

Nous terminons cet Appendice par des notes relatives aux familles Avice, Dufay, Savignac, en contact fréquent avec la descendance de d'Aubigné.

1583. — 6 juin. — Signature du contrat de mariage entre *Théodore Agrippa d'Aubigné* et *Suzanne de Lezay*, passé devant

1. Ces registres se trouvent, depuis 1899, aux Archives départementales des Deux-Sèvres.

M^e Vallé, notaire à Bougouin, paroisse de Chavagné. — Suzanne était orpheline. Son oncle et curateur, René de Vivonne, habitait au château de Bougouin, où il mourut le 11 février 1584 (*Journal de Michel Le Riche*).

1584 — (?) — Naissance de *Louise-Artémise d'Aubigné*, fille des précédents. Elle devint M^{me} de Villette. C'est la tante de M^{me} de Maintenon.

1585 — (?) — Naissance de *Constant d'Aubigné*, qui fut père de M^{me} de Maintenon.

1586 — (?) — Naissance de *Marie d'Aubigné*, sœur d'Artémise et de Constant. Elle épousa Caumont d'Adde. (Deux autres enfants, *Agrippa* et *Henri*, sont désignés dans un aveu du 9 décembre 1597. Ils moururent jeunes, et probablement la même année. C'est à leur sujet qu'Agrippa d'Aubigné, dans une lettre non datée, adressée au duc de Rohan (V. *Œuvres complètes*, éd. Réaume, t. I, p. 401), écrivait : « Dieu m'a visité de la perte de deux enfants. »).

1593. — 28 avril. — Agrippa d'Aubigné assiste, en qualité d'ancien de l'Église de Maillezaïs, au synode provincial du Haut et Bas-Poitou, tenu à St Maixent (Une copie des actes de ce synode existe aux Archives départementales des Deux-Sèvres).

1596 — (?) — Décès de Suzanne de Lezay.

1608. — 20 décembre. — *Constant d'Aubigné* épouse, au temple de la Rochelle, *Anne Marchant*, v^{re} de Jean Courant, sg^r de Chateilaillon, en présence de Merlin, pasteur.

1609. — 9 août. — Baptême, au temple de la Rochelle, de *Théodulphe*, fils des précédents. Le parrain fut Agrippa d'Aubigné, la marraine Jeanne Marchant. L'acte porte les signatures de Gorré et de L'Estang, pasteurs. — Théodulphe mourut jeune, ainsi qu'un autre fils de Constant et d'Anne Marchant.

1610. — 11 avril. — Agrippa d'Aubigné est parrain, au temple de Niort, de Second de Chauffepied, fils du ministre (D. F.).

1610. — 22 octobre. — Signature du contrat de mariage de *Benjamin de Valois*, sg^r de Villette, et de *Louise-Artémise d'Aubigné*, passé à Maillezaïs, devant Mathion, notaire.

1613. — 5 décembre. — Contrat de mariage de *Josué de Caumont*, sg^r d'Adde, avec *Marie d'Aubigné*, passé devant Houste et Mathion, not. à Maillé.

1616. — (?) — Naissance d'*Artémise de Caumont*, fille des précédents. Épousa Nesmond de Sansac.

1619. — (?) — Naissance de *Louise de Caumont*, sœur d'Artémise. Épousa Jean de Guilloteau s^r de Launay.

1620. — 15 mai. — Benjamin de Valois est parrain au temple de Niort, de Benjamin de Chauffepied, fils du ministre (D. F.).

1621. — 10 janvier. — Baptême d'une fille (Madeleine, peut-être) de B. de Valois et de Louise d'Aub. — Leparrain fut Henri de Rohan, duc et pair de France, et la marraine Anne Poussard, dame de S^t-Gelais. — L'enfant était née du mercredi précédent (D. F.). — Mad. de Valois épousa Elie de S^t-Hermine, sg^r de la Laigne, en Aunis.

1621. — 2 février. — Baptême de *Josué*, fils de *Josué de Caumont* et de Marie d'Aubigné. — Parrain : *Josué de S^t-Gelais*, éc., chev. sg^r dudit lieu ; marraine : Marie de Brémont, de la Chimbaudière, né le 20 janvier précédent (D. F.).

1622. — 16 janvier. — Bapt. de *Henri*, fils des mêmes. — *Josué* et *Henri*, morts jeunes, sont nommés dans un testament de 1630.

1622. — 12 juin. — Louise d'Aubigné est marraine, au temple de Niort, de Charlotte du Bellay (D. F.).

1623. — 29 janvier. — Bapt. de *Marie*, fille de *Josué de Caumont* et de Marie d'Aubigné. Parrain : Pierre Chevaleau, éc. sg^r de Boisragon ; marraine : Marie Cicateau. L'enfant était née du 27 janvier. — Morte sans descendance.

1623. — (?). — Naissance de *Aymée de Valois*, fille de Benjamin — devient en 1658 M^{me} de Fontemort. Est indiquée au contrat de mariage comme ayant plus de 25 ans.

1624. — 8 octobre. — Bapt. de Suzanne, fille de *Josué de Caumont* et de Marie d'Aubigné. Parrain : Pierre Boiceau, éc. sg^r de la Borderie ; marraine : Jacqueline Valanchier.

1625. — 2 août. — Mariage de *Marc de Caumont*, frère de *Josué de Caumont*, avec Marguerite Du Fay — contrat passé devant Pinet et Martin, notaires à Niort. — Ils moururent sans enfants, léguant à leur neveu, Marc de Caumont, la propriété du château de Magné, paroisse de Coulonges, où les dames de Caumont signèrent leur abjuration en 1685.

1625. — 17 octobre. — Contrat de mariage de *Josué de Caumont d'Adde* (Marie d'Aubigné était morte à la fin de 1624 ou au commencement de 1625) avec *Madeleine Mériaudeau*, fille de Claude, sg^r de Granville, qu'on suppose avoir été procureur d'Agr. d'Aubigné. — Le contrat fut passé devant Brisset et Tristant, n^{res} à Benet.

1626. — 18 septembre. — Bapt. au temple de Niort de *Olympe*, fille de *Josué de Caumont* et de Madeleine Mériaudeau. Parrain : Louis du Fay, éc. s^r de Souché. — Née du 1^{er} septembre. Épousa Samuel Bertineau, dont la fille Marie-Olympe se convertit à Coulonges en novembre 1685.

1627. — 27 août. — Louise d'Aubigné, demeurant au château de Mursay, est marraine d'Aimée Samard (D. F.).

1628. — 13 août. — Baptême de *Marc*, fils de Josué de *Caumont* et de Madeleine Mériaudeau. Parrain, Marc de Caumont, son oncle. L'enfant était né du 7 août; — se convertit en 1681.

1628. — 31 décembre. — Louise d'Aubigné est marraine de Jeanne Imbert (D. F.).

1629. — 6 février. — Benjamin de Valois, s^r de Villette, est parrain de Benjamin Gâchet (D. F.).

1630. — 4 juillet. — Enterrement d'une d^{ne} de Caumont, « fille de M. Dade ».

1632. — 30 novembre. — Benjamin de Valois, seigneur de Villette, est parrain, au temple de Niort, de Nicolas Chaban (D. F.).

1632. — (?). — Naissance de *Philippe de Valois*, fils de Benjamin et de Louise-Artémise d'Aubigné.

1633. — Naissance de *Marie de Valois*, fille de Benjamin. Épousa en 1659 Marc de Caumont.

1635. — 28 novembre. — *Baptême*, à l'église Notre-Dame de Niort, de FRANÇOISE D'AUBIGNÉ (M^{me} de Maintenon).

1637. — 8 février. — Louise d'Aubigné est marraine, au temple, de Benjamin Beau (D. F.).

1641. — 13 juin. — Contrat de mariage de *Pierre de Nesmond*, s^{gr} de Sansac, et d'*Artémise de Caumont*.

1642. — (?). — Naissance de *Louise-Charlotte*, fille des précédents. Elle se convertit au catholicisme et épousa en 1696 M. de Beaumont.

1643. — (?). — Naissance de *Marie de Nesmond*, sœur de la précédente. — Elle se convertit, et fut enterrée en 1723 dans l'église de S^{te}-Pezenne.

1645. — 10 octobre. — Décès, à Surimeau, d'*Artémise de Caumont* « fille de M. d'Adde et femme de M. Nesmond de Sansac ».

1645. — 24 octobre. — Décès de *Claude Meriaudeau*, s^r de Granville.

1649. — 4 septembre. — Bénédiction nuptiale, au temple de Niort, de *Madeleine de Valois*, et de M^{re} *Élies de S^{te}-Hermine*, esc. s^{gr} de la Laigne.

1650. — 30 juin. — Décès de *Josué de Caumont*.

1650. — 21 août. — Baptême de *Isabelle*, fille de *Élies de S^{te}-Hermine* et de Madeleine de Valois. Parrain : son aïeul maternel Benjamin de Valois; marraine : Elisabeth de Poulignac, dame de Chamrière, son aïeule paternelle. L'enfant était née du 18 juillet précédent (D. F.); morte jeune.

1651. — 4 juin 1651. — Benjamin de Valois, chev. sgr de Villette, est parrain de Benjamin Savignac. Marraine : Louise de Caumont.

1651. — 9 juillet. — Baptême de *Louise*, fille d'Elies de S^{te} *Hermine* et de Madeleine de Valois. Marraine : Louise d'Aubigné, sa grand'mère (D. F.); morte jeune.

1652. — 4 avril. — Signature du contrat de mariage de *Françoise d'Aubigné* et de *Paul Scarron*, en la maison de M. de Saint-Herman (Pierre Tiragneau), faubourg S^t-Michel, à Paris, par devant Leboucher et De Rivière, notaires. — Jeanne de Cordilhac s'était fait représenter par Esprit Cabart (de Villermont) en vertu d'une procuration du 19 février 1652, faisant connaître qu'elle habitait alors à Bordeaux, chez son parent, M. de Joly, conseiller au Parlement.

1653. — 14 janvier. Baptême de *Henri-Louis*, fils de Elies de S^{te}-*Hermine*. Parrain : Benjamin de Valois; marraine : Aymée de Valois, fille de Benjamin. — Né du 24 décembre précédent. — Devint capitaine de vaisseau; se convertit.

1654. — 22 février. — Bapt. de *Philippes de S^{te}-Hermine*, frère du précédent. Parrain : Philippe de Valois; marraine : Louise de Caumont. Philippe de Sainte-Hermine refusa de se convertir et fut expatrié en 1687.

1657. — 25 mars. — Décès de *Guilloteau*, s^r de *Launay* (c'est sans doute le père de Jean, qui suit).

1657. — 2 octobre. — *Jean de Guilloteau* et Louise de Caumont « furent épousés en la maison noble de Surimeau. » (D. F.).

1658. — 16 juillet. — Contrat de mariage de *Jouslart de Fontmourt* et de *Aymée de Valois*, passé à Boisberthier, devant Esserteau et Raffineau, notaires.

1659. — 9 juin. — Contrat de mariage de *Marc-Louis de Caumont d'Adde* et *Marie de Valois de Villette*, passé au Fief-Robinet, devant MM. Perrot et Jean Pinet, notaires (*Dict.* Beauchet-Filleau).

1660. — 7 octobre. — Décès de *Scarron*, rue Neuve-S^t-Louis, à Paris. — D'après l'inventaire fait après décès le 12 octobre 1660 (V. *P. Scarron*, par A. de Boislisle — 1874).

1662. — 31 juillet. — Contrat de mariage de Philippe de Valois de Villette et de Anne de Chateauneuf, passé devant M^e Lamberteau, notaire à Coulonges-les-Royaux.

1662. — 21 août. — Bénédiction nuptiale de Jeanne de Caumont et de Abraham de Pontière. Cette Jeanne de Caumont, qui assista comme témoin au contrat de mariage de Marc-Louis de Caumont, était sans doute une cousine de celui-ci.

1662. — 18 septembre. — Enterrement par le pasteur de Niort

de *Aubin Avice*, éc. sg^r de la Mothe-Claveau, — Un autre Aubin Avice, fils de celui-ci, épousa en 1664 Artémise de Caumont.

1663. — 24 janvier. — Décès de *Louise d'Aubigné*, épouse de Benjamin de Villette¹.

1663. — 17 juin. — Bapt. au temple de Niort de *Louise-Hyppolite*, fille de Philippe de Valois, chev. sg^r de Mursay et de Villette, et de Marie-Anne-Hyppolite de Chateauf. Parrain : Pierre de Nesmond, chev. sg^r de Sansac; marraine : Louise de Caumont, dame de Launay. L'enfant était née le 15 juin. — Morte jeune.

1664. — 19 mars. — Contrat de mariage d'*Avice de Mougou* et d'*Artémise de Nesmond*, fille de Nesmond de Sansac.

1664. — 15 juin. — Bapt. de *Marie-Bérénice*, fille de Philippe de Valois. Parrain : Marc de Caumont; marraine : Madeleine de Valois, dame de St^e-Hermine. — Morte jeune. Sa tombe, retrouvée par nous au château de Mursay et déposée au musée de Niort, porte l'inscription suivante :

IL SEMBLE QVE LE CIEL AVAIT FAIT BERENICE
POVR DONNER A LA TERRE VN NOVVEL ORNEMENT
ET QVE, DV CIEL JALOVX, VN INVSTE CAPRICE,
AV LIEV DE SON BERCEAV L'AIT MISE AV MONVMENT...

1666. — 9 mai. — *Philippe de Valois*, s^r de Villette et de Mursay, est désigné par le consistoire réformé de Niort pour s'occuper de la question du temple, dont les catholiques poursuivaient la démolition.

1667. — 11 mai. — Baptême de *Marie-Anne-Hyppolite*, fille de Philippe de Valois. Parrain : Henri-Louis de Sainte-Hermine; marraine : Marie de Valois. L'enfant était née du 5 mai (D. F.). Morte jeune.

1667. — 24 mai. — Baptême de *Philippe de Valois*, fils des mêmes. Parrain : Jean d'Aix de Mesny, chev. sg^r de la Roche-Elie; marraine : Suzanne d'Aix, dame de la Guillotière. L'enfant était né le 22 mai (D. F.) — (Le faible écart de ces deux dernières naissances résulte sans doute d'une erreur de copie. Il est présumable que Anne-Marie-Hyppolite naquit en 1666 ou 1665). — Philippe de Valois-Villette, qui devint comte de Mursay, se convertit en 1680, et

1. Sa pierre tumulaire, que nous avons recueillie à Mursay et transportée au musée de Niort, laisse lire l'inscription suivante : CY GIST LE COR DE LOUISE D'AVIGNON [DAME] DE MURSAY, FEMME DE BENIAMIN D'E VALOIS, MORTE AV SEIG^rNEVR LE 24 JANV[IER] 1663, AAGÉE DE [79 ANS].

M^{me} de Maintenon dit (lettre du 14 novembre) qu'il avait alors 14 ans. La date relevée répond assez exactement à cet âge.

1668. — 29 juillet. — Baptême de *Théodore-Louis*, fils de Philippe de Valois et de Marie-Anne de Chateaufort. Parrain : De Logand David, ecuyer, sgr du Fief (paroisse de François); marraine : Louise de Caumont, dame de Launay et de Surimeau. — L'enfant était né à Mursay le jour précédent. — Mort jeune.

1669. — Mars. — La veuve Scarron devient gouvernante d'une fille du roi et de M^{me} de Montesson.

1669. — 30 mai. — Aubin Avice, ecuy. sgr de Mougou et de la Garde, est parrain de Aubin Moyne. Marraine : Marie de Nesmond, de Surimeau.

1669. — 4 août. — Baptême de *Marie-Françoise*, fille de Philippe de Valois, etc. Parrain : Drelincourt, ministre de cette église de Niort; marraine : Marie de Nesmond. L'enfant était née la veille. Morte jeune¹.

1669. — 15 août. — Bapt. de Renée-Marie, fille de Pierre de Savignac, sr de la Brumaudière. Parrain : Philippe de Valois Villette.

1670. — 12 janvier. — « Ont comparu Aubin Avice, éc. seig. de Mougou, et... qui ont déclaré avoir assisté à l'enterrement du corps de Sarra Morin, fille de chambre de M^{me} de Launay, enterrée d'hier. »

1670. — 15 janvier. — Aubin Avice et Louise-Charlotte de Nesmond sont parr. et marr. de Louise Rousseau.

1670. — (?) — Naissance de *Henri-Benjamin de Valois*, fils de Philippe. Il se convertit, devint marquis de Mursay, épousa Madeleine de Beaumont, nièce de Fénelon et fut tué à la bataille de Steinkerque.

1670. — 25 juillet, 15 août, 8 octobre. — Louise-Charlotte de Nesmond est marraine de Isaac Gautier, Isaac Sallereau, Olympe Ruffier. A ce dernier bapt. était parrain Jean-Josué de Guilloteau (fils de la suivante).

1670. — 28 octobre. — « A esté enterré le corps de dame *Louise de Caumont*, aagée de 51 ans, v^{ve} de feu Jean-Guilloteau, éc. sr de Launay, décédée d'hier. Auquel enterrement ont assisté : Marc de Caumont, éc. sgr chevalier, et Jacques de Caumont, éc. sgr Dade, frères de la défunte, qui se sont soussignez. »

1. C'est à cette enfant, ou à sa sœur Marie-Anne-Hyppolite (née le 11 mai 1667) que se rapporte l'inscription fragmentaire suivante, relevée sur l'une des pierres tombales de Mursay, que nous avons déposées au musée de Niort : ...MARIE DE VILLETTE DE VALOIS... MORTE AV SEIGNEVR...

Sonnenbrüche 19. J. April 1871.

[illegible]

1670. — 30 novembre. — Baptême de Anne, fille de M^{re} Pierre Plassay, ministre, et de Suzanne Pelletier. Parrain : Aubin Avice, éc. s' de Mougou; marraine : Anne Bertrand, femme de M^{re} Drelincourt, ministre. L'enfant était née le 26 novembre.

1671. — (?) — Naissance de *Marguerite-Aimée de Caumont*, fille de Marc et de Marie de Valois, qui abjura devant M. de Fontmort en 1685, à l'âge de « 14 ans ».

1671. — 19 avril. — « Aujourd'hui a esté baptisée *Marthe-Marguerite*, fille de Phillippe de Vallois, escuyer, chevalier seigneur de Villette et Mursay, et de Marye-Anne-Hipollite de Chateaufneuf, de laquelle a esté parin Jean Josué de Guilloteau, escuyer sieur de Launay et Surimeau, et marayne damoysselle Louise-Charlotte de Nemon. L'enfan est né de vendredy dernier, et se sont tous soubz-signés, Jean Josué de Guilloteau, Philippe de Valois, Louise-Charlotte de Nesmond. » — La signature de Plassay, ministre, se trouve à la suite des divers actes de baptême établis le même jour.

1672. — 12 avril. — Baptême de *Louise-Françoise de Valois*, sœur de la précédente. Parrain : Isaac de Beausobre, ancien de cette Église; marraine : Louise Gachet. « Le père est absent à cause de son occupation au service de sa majesté. » Enfant morte en bas âge.

1672. — 13 novembre. — Jacques de Caumont, esc. sg^r D'Ade, et Marie de Nesmond ont été parrain et marraine de Eraste Cousot.

1673. — 19 mars. — Baptême de *Charles Amateur*, fils de Aubin Avice, éc. sg^r de Mougou, et de dame Arthémise de Nesmond. Parrain : Amateur Huet, éc. sg^r du Pineau; marraine : d^{lle} Marie de Nesmond. L'enfant était né du 16 mars.

1673. — 21 septembre. — Marie-Olympe Bertineau, fille de Samuel Bertineau et de Olympe de Caumont, est marraine au temple de Niort.

1673. — 1^{er} octobre. — Marie et Charlotte de Nesmond sont marraines, au temple de Niort, de Jacques et Marie, enfants jumeaux de Jacques Jolly.

1673. — 15 novembre. — Bapt. de *Gabrielle*, fille de Jacques de Caumont, éc. sg^r d'Ade, et de dame Marguerite Legeay. Parrain : Marc de Caumont. — L'enfant née du 13 novembre.

1673. — 22 novembre. — Bapt. de *Élisabeth-Anthoinette*, fille de Philippe de Valois Villette Mursay et de Marie-Hyppolite de Chateaufneuf. Parrain : Philippe de Valois, fils dudit sg^r; marraine : Marie-Élisabeth de Caumont. L'enfant née de la veille.

June 22^d Mowmbe, 1673

Enjoudguy ~~est~~ a' son 'Voyance' Elizabeth
 Autogmatik. Fend. 'Morsive' Billings' Mallon
 Elizabeth. 'Sondation' Signor de Valte a de Morsive. 'Vienne' Jane
 'Mars' Signor de de 'Sondation' Signor de a' de
 'Paray' 'Sondation' Signor de 'Sondation' Signor de
 'Sondation', a 'Morsive' Signor de 'Morsive' Elizabeth
 'Sondation' Signor de 'Sondation' Signor de 'Sondation' Signor de
 'Sondation', 'Sondation' Signor de 'Sondation' Signor de 'Sondation' Signor de

Philippes De valors

Marce Leget de caumars

passar
amare

1674. — 30 septembre. — Marie de Nesmond est marraine de Jean Collon. Parrain : Jean Pinet, docteur en médecine.

1674. — 23 décembre. — Bapt. de *Marie*, fille de Jacques de Caumont, esc. s^r d'Ade, et de Marguerite Legeay. Parrain : Jean-Josué de Guilloteau; marraine : Olympe de Caumont (épouse de Samuel Bertineau). L'enfant était née du 6 décembre.

1674. — 27 décembre. — La veuve Scarron achète le domaine de Maintenon, et, peu après, reçoit le titre de marquise de Maintenon.

1675. — 12 avril. — Baptême de *Louis-François*, fils de Aubin Avice, éc. sgr de Mougou, et de dame Artémise de Nesmond¹. Parrain : Jean-Josué de Guilloteau; marraine, Louise-Charlotte de Nesmond.

1675. — 21 juillet. — Louise-Charlotte de Nesmond est marraine, au temple de Niort, de Pierre Bouquet.

1675. — 18 août. — Marie de Nesmond est marraine de Marie Arnaudet.

1676. — 31 mai. — Bapt. de *Auguste*, fils de Aubin Avice et Artémise de Nesmond. Parrain : Jacques de Caumont d'Ade; marraine : Suzanne de Cougnac, de la famille de M. de Cougnac, qui fut ministre à Niort en 1663. L'enfant était née du 25 mai.

1676. — 22 juillet. — Bapt. de *Élisabeth-Julie*, fille de Jacques de Caumont d'Ade et de Marguerite Legeay. Parrain : M^{re} Henry de Voullon, éc. sgr de la Vergnay; marraine : Marie-Élisabeth de Caumont. L'enfant était née le 19.

1677. — 17 janvier. — « Aujourd'hui a esté enterré le corps d'*Aubin Avice*, éc. sgr de Mougou, aagé de 53 ans ou environ, décédé d'hier; auquel enterrement ont assisté Pierre Savignac, éc. s^r de la Brumaudière, et M^{re} François Boursault, n^{re} royal, l'un des anciens de cette Église. »

1680. — 10 novembre. — Marie de Nesmond est marraine de Jacques David.

1681. — 28 septembre. — Louise-Charlotte de Nesmond est marraine de Louise Arnaud.

1683. — 19 novembre. — Louise-Charlotte de Nesmond est marraine, au temple de Niort, de Louise Battiot.

(Cet acte renferme la dernière mention que nous ayons retrouvée

1. Au mois d'octobre 1675, Mme de Maintenon, s'en revenant de Barèges où elle était allée accompagner le jeune duc du Maine, son élève, passa à Surimeau. « Par une conformité de votre goût et du mien, écrit-elle à son frère le 28 octobre, j'ai pris en amitié la pauvre Artémise. Elle est très changée et est si malade de sa grossesse qu'à peine peut-elle se

de la participation d'un membre de la famille d'Aubigné au culte protestant.)

1684. — 12 juin? — Mariage secret de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon.

Nous avons relaté, au cours de notre étude, les circonstances et les dates des conversions de la plupart des parents de Mme de Maintenon. Nous ne reviendrons sur ce sujet que pour reproduire *in extenso* le curieux procès-verbal de la conversion des dames de Caumont, tel que nous l'avons relevé sur les registres paroissiaux de Coulonges-s.-l'Autise, autrefois Coulonges-les-Royaux.

1685. — 28 décembre. — « Le vingt-huitième jour de décembre 1685 j'ai donné l'absolution, et ai reçu à la confession de foy catholique et apostolique, à dame *Marie de Valois*, aagée de 52 ans, femme de haut et puissant messire Marc de Caumont, chevalier seigneur d'Adde, lieutenant-colonel du régiment de cavalerie de M. le duc d'Enguyen; et à damoiselle *Marie-Élisabeth de Caumont*, sa fille, aagée de 24 ans; et à damoiselle *Susanne de Caumont*, aussi sa fille, aagée de 18 ans; et à damoiselle *Marie-Olympe Bertineau*, âgée de 25 ans, fille de défunt Samuel Bertineau, et de demoiselle Olympe de Caumont; et à *Marie-Suzanne Roussel*, fille de Gédéon Roussel aagée de 29 ans; en présence de haut et puissant messire Joseph Jouslard, chev. sg^r de Fontmort, conseiller du Roy et son président et lieutenant général au siège royal de Niort, sénéchaussée de Poitou. A signé dans l'original.

« *Nous soussignés Embrassons sincèrement la foy catholique et apostolique et promettons la professer selon les Saintes écritures du vieux et nouveau testament, et pratiquant les saintes cérémonies, nous tenant, pour l'invocation des saints, à l'Exposition de Monsieur l'evesque de Meaux approuvée du pape, qui permet d'invoquer Dieu par un seul Jésus-Christ qui est au ciel. En foi de quoy nous avons*

soutenir; cependant, au travers de cette langueur et d'une très grande tristesse où elle est, elle m'a plu, et par sa personne, et par son procédé plein de douceur et de franchise, dont je m'accommodais admirablement. Elle passait les journées avec moi... » — Nesmond de Sansac vivait encore à cette époque, puisque, dans cette même lettre, Mme de Maintenon écrit : « J'ai été dîner à Surimeau, où l'on m'a régälée, et où je n'aurais pas été si M. de Sansac n'eût été absent. »

signé le présent acte dont nous avons gardé un double fait à Magné¹, dans la paroisse de Coulonges, le dix-huit décembre mil six cent quatre-vingt-cinq. »

Ont signé : LE PRÉSIDENT DE FONTMORT, MARIE DE VALLOIS,
MARIE-ÉLISABETH DE CAUMONT, SUSANNE DE CAUMONT, MARIE-OLYMPE BERTINEAU, SUZANNE ROUSSEL ; MARTINEAU,
curé de Coulonges.

Il nous a paru intéressant de rechercher, pour les années qui suivent la Révocation, les actes religieux dont les registres paroissiaux nous ont conservé la trace, en ce qui concerne les nouveaux convertis dont Mme de Maintenon avait pressé l'abjuration.

1685. — 23 novembre. — *Marguerite-Aymée de Caumont* (13 ans), convertie le 10 octobre, est marraine à l'église de Coulonges-sur-l'Autise, de Marguerite Forestier.

1686. — 20 octobre. — *Marie-Élisabeth de Caumont*, fille de Marc, et de Marie de Valois, épouse *Armand-François du Vergier*, sgr de la Rochejaquelein. — Leur petit-fils Henri-Louis-Auguste de la Rochejaquelein épousa, en 1769, sa cousine Constance-Lucie-Bonne de Caumont Dadde de Mittau, petite-fille, par Alexandre Tancrède de Caumont, de Henri-Louis de Caumont et Marie Legeay. De ce mariage naquit, en 1772, Henri de la Rochejaquelein, généralissime des armées vendéennes, tué le 9 février 1794. Ainsi le héros de la Chouannerie vendéenne, autant catholique que royaliste, se trouve être le descendant, à la sixième génération, et par son père et par sa mère, d'Agrippa d'Aubigné, l'intransigeant huguenot, qualifié en plein XVII^e siècle de « républicain » par le jésuite Arnou.

1688. — 13 septembre. — *Pierre de Guilloteau* signe au bas d'un acte de bénédiction nuptiale donnée dans l'église de St^e-Pezenne.

1690. — 10 septembre. — *Suzanne de Caumont* est marraine, à l'église de Coulonges, de François-Jacques Fouchier.

1692. — 9 juin. — Bénédiction nuptiale donnée, à Coulonges, à

1. La terre du Puy de Magné-le-Sec, achetée par Marc de Caumont et sa femme Marguerite Dufay, fut léguée, par testament du 8 avril 1655, à leur neveu Marc de Caumont, époux de Marie de Valois. Au-dessus du portail d'entrée du château de Magné se lit l'inscription suivante : INGRATIS SERVIRE NEFAS, 1601, dont le sens et la date paraissent indiquer que cette demeure fut édifiée par un compagnon de Henri IV, qui mettait au compte de la laderie de son ancien maître le peu d'importance du logis.

Marie-Olympe Bertineau, qui épouse Louis-Benjamin Pallardy, procureur fiscal. Ont signé au bas de l'acte : *Marie de Caumont*, *Marie de Vallois*, *Marie-Élisabeth de Caumont de la Rochejaquelein*, *Marguerite Legeay*, etc.

1692. — 22 septembre. — *Philippe de Valois*, marquis de Villette, baron de Mauzé, assiste, en qualité de parrain, au baptême, célébré en la chapelle du château de Mursay¹, d'un fils de « Jean Le Vallois, bourgeois de Niort ». La marraine est Anne de Beaumont, nièce de Fénelon; et sa sœur Madeleine-Geneviève, veuve de Henri-Louis de Valois, marquis de Mursay, est également présente au baptême.

1694. — 14 juin. — Baptême, à Coulonges, de Louis-Ferdinand, fils de Pallardy et d'*Olympe Bertineau*. Parrain : François-Armand du Vergier de la Rochejaquelein, lieutenant du Roy en Poitou; marraine : Marguerite Le Geay, veuve de Jacques de Caumont d'Adde.

1695. — 22 novembre. — *Philippe de Valois* Villette Mursay est témoin d'un baptême à l'église d'Echiré, avec sa jeune femme Marie-Claire Deschamps de Marcilly², et sa cousine Marie-Élisabeth de Caumont de la Rochejaquelein.

1696. — 11 janvier. — Baptême, en la chapelle du château de Mursay, de Isabelle-Sophie-Louise, née le 9 du même mois, fille de *Philippe de Valois Villette*, et de Claire Deschamps de Marcilly. Parrain : Charles Guyet, éc. s^r de Lens, pour et au nom de *Philippe de Valois*, comte de Mursay; marraine : Élisabeth de la Rochejaquelein.

1696. — 19 mai. — Bénédiction nuptiale donnée en l'église de St^e-Pezenne, à *Louise-Charlotte de Nesmond de Sansac* et Joseph-Henri de Beaumont, chev. sg^r du Fort-Verrier.

1698. — *Philippe de Valois Villette* est témoin, à Echiré, dans la bénédiction nuptiale donnée à l'un de ses domestiques. C'est à

1. Cette chapelle avait été établie par Villette, peu après sa conversion, dans la petite tourelle placée au sud-est du château de Mursay et mesurant à l'intérieur quelques pieds carrés seulement. On y voit encore une niche et l'emplacement d'un petit autel. C'est aujourd'hui une étable à volailles.

2. Devenu veuf de Marie-Anne-Hyppolite de Châteauneuf, décédée le 10 juin 1691, Villette avait épousé, le 3 avril 1695, Claire Deschamps de Marcilly, alors âgée de vingt ans — il en avait soixante-trois — qui avait été élevée à Saint-Cyr, où elle avait joué, dans *Esther*, le rôle de Zarah. Après la mort de Villette (1707), elle fit la connaissance de lord Bolingbroke, ministre disgracié de la reine Anne, qui l'épousa en 1720, et elle mourut en Angleterre (1750).

peu près vers cette époque que la famille Villette abandonne Mursay. En 1712, cette terre et seigneurie était saisie sur dame Claire Deschamps, et adjugée en 1717, à « Anthoine Guairard, bourgeois de Paris. » Mais l'adjudication ne fut pas définitive. Ce fut seulement le 21 avril 1759 que la propriété de Mursay fut aliénée, au profit de Antoine Martin, par Charles-Philippe de Valois, baron de Mauzé (acte reçu par Brisseau, n^o au Châtelet de Paris).

1706. — 14 septembre. — Baptême, en l'église d'Echiré, de Marie-Armande-Louise, fille de Georges-Guillaume-Louis Du Fay, chev. sg^r de la Taillée, et de dame François-Armande du Vergier de la Rochejaquelein. Parrain : Armand-François du Vergier de la Rochejaquelein, pour son fils aîné Philippe-Armand ; marraine : Marie-Élisabeth de Caumont de la Rochejaquelein. Étaient présentes les d^{lles} Du Fay de la Taillée, et Du Fay d'Exoudun.

1713. — 2 février. — *Marie de Nesmond*, dame de Surimeau, est marraine de Marie-Jeanne Chenu, en l'église de S^{te}-Pezenne.

1719. — 15 avril. — Décès de *M^{me} de Maintenon* à S^t-Cyr.

1723. — 3 février. — *D^{lle} Marie de Nesmond*, fille de Pierre de Nesmond, chev. sg^r de Sansac et d'Artémise de Caumont, âgée de 79 ans et demi, est enterrée dans l'église de S^{te}-Pezenne.

La famille Avice de Mougou.

Les Avice de Mougou paraissent avoir adhéré de bonne heure à la Réforme.

Voici les noms de quelques membres de cette famille :

Jean Avice, docteur en médecine à Niort, avait épousé Marie Sabiron, dont il eut Jérôme, s^r de Galardon, de la Chaurrée, de La Mothe-Claveau et de la Cour de Mougou. Il mourut avant 1591.

Jérôme Avice fut longtemps échevin de la ville de Niort. Il était titulaire de la mairie annuelle en 1594 et en 1599. En 1593, il fut délégué, avec plusieurs autres échevins niortais, pour « veoir Sa Majesté touchant la subvention de mil escuz à quoy était taxée lad. ville de Niort et autres deniers imposés sur icelle ». Il avait épousé, par contrat du 23 décembre 1591, Marie Brunet, dont il eut Aubin Avice. D'un second mariage avec Catherine Rivière (contrat du 24 février 1601), il eut *Renée*, mariée le 5 février 1628 à Hector Du Fay, sg^r de Milan.

Aubin Avice, 1^{er} du nom, éc. s^r de la Garde en Villiers, et de la

Mothe-Claveau, épousa, par contrat du 26 février 1619, Marie Mesmin, et fut inhumé le 18 septembre 1662. Ses nombreux enfants furent baptisés au temple de Niort. Une de ses filles, *Elisabeth*, épousa Gabriel-Félix, éc. s^r de la Barde ; une autre, *Louise*, épousa Jean de la Varenne, éc. s^r du Plessis-Beaumanoir ; un fils, *Jérôme*, baptisé le 30 mai 1636, est enterré le 10 avril 1674, et ses frères Aubin et Jacques, ainsi que son beau-frère Jean Coyauld, s^r de Charconnay (sans doute époux de Catherine), assistent à ses obsèques. Un autre fils, *Aubin Avice*, 2^e du nom, épousa (mars 1664) *Artémise de Nesmond*, fille de Nesmond de Sansac et d'Artémise de Caumont d'Adde ; il mourut le 17 janvier 1677. Sa veuve épousa Jean-Louis de Raffin, chev. sg^r d'Hauterive.

Le fils d'Aubin, *Charles-Amateur-Avice*, né en 1673, se convertit à une époque que nous ne pouvons préciser, peut-être en même temps que sa cousine germaine *Jeanne*, fille de Jérôme, laquelle figure sur la liste de M. de Fontmort. Il épousa, par contrat du 3 novembre 1712, *Blanche Colombe de Razilly* et fut enterré, le 27 septembre 1727, dans l'église de S^{te}-Pezenne ; l'acte d'inhumation le désigne comme ayant été « exempt des gardes du Roy et colonel de cavalerie. » Sa descendance est restée jusqu'à ces derniers temps en possession du domaine de Surineau.

Les Dufay (de la Taillée, de Souché, etc.).

La famille Dufay, ou Du Fay, maintenue dans sa noblesse en 1667, a donné au protestantisme les branches de la Taillée d'Echiré, de Milan, d'Exoudun et de Souché. Voici quelques noms :

1. *Hector Du Fay*, éc. sg^r de Milan (paroisse d'Echiré) épouse au temple de Niort, le 5 février 1628, *Renée Avice*. Leur fille Olympe, baptisée le 31 décembre 1630 (Parrain : René du Fay), épousa Henry Suyrot, éc. s^r des Aulnais. Ils reçurent la bénédiction nuptiale d'abord au temple, puis, une seconde fois, le 17 février 1670, à l'église Notre-Dame de Niort.

11. *Josué Du Fay*, éc. sg^r d'Exoudun, épousa, en 1670, *Marguerite Marchand* dont il a 7 enfants, tous baptisés au temple de Niort, parmi lesquels :

4 mars 1671. — *Charles-Pierre*. Parrain : Charles Janvre de Les-tortière ; marraine : Prégente Dufay.

10 décembre 1673. — *Marguerite Hélène*. Parrain : Josué-Louis Dufay, d'Echiré; marraine : Hélène Dufay.

20 décembre 1674. — *Angélique Prégente*. Parrain : Philippe Du Fay, de Souché; marr. : Angélique Dufay.

Marguerite Marchand mourut le 14 mars 1683; aucun membre de cette famille ne maintint son adhésion au protestantisme.

III. *Philippe*, éc. sg^r de la *Taillée*, paroisse d'Echiré, épousa, le 12 février 1623, *Jeanne Texier*. Il décéda avant 1634.

Il eut pour fille *Jeanne*, baptisée le 16 mars 1625, décédée le 13 novembre 1634, et sans doute pour fils *Josué-Louis*, qui est parrain de Marguerite-Hélène Dufay le 10 décembre 1673.

Louis Du Fay, éc. sg^r de la *Taillée*, porté sur la liste de M. de Fontmort comme ayant été converti le 11 décembre 1685, appartient à cette lignée, ainsi que Georges-Guillaume-Louis Dufay, époux de Françoise-Armande de la Rochejaquelein, dont la fille Marie-Armande-Louise reçoit à Echiré le baptême catholique au mois de septembre 1706.

IV. *Hector Dufay*, éc. sg^r de *Souché*, décédé avant 1619, a pour fils :

1^o *René*, qui est parrain au temple de Niort, le 30 décembre 1630, d'Olympe Dufay, fille d'Hector, et de Renée Avice.

2^o *Louis*, éc. sg^r de *Souché*, qui épouse, en 1622, *Suzanne de Mayré*, et est parrain, en 1626, d'Olympe de Caumont; il mourut avant 1677.

Son fils *Philippe*, éc. sg^r de *Souché*, naquit vers 1642; il épousa, le 14 janvier 1677, Françoise Hillairet, v^{ve} de Henri Duverger, chev. sg^r de Bessé. C'est de sa conversion qu'il est parlé dans une lettre de M^{me} de Maintenon en date du 27 septembre 1681. « M. de Souché, dit-elle, fit sa conversion il y a deux jours. » Au moment où se produit la Révocation, on le trouve en procès avec le consistoire de Niort, à cause du cimetière protestant dont il s'était emparé.

Au mois d'octobre 1684, M^{me} de Maintenon se préoccupait de recruter 100 jeunes demoiselles appartenant à la jeunesse pauvre, pour la maison de Noisy, ouverte en attendant la construction de Saint-Cyr. Une demande de M. de Souché provoqua la lettre suivante, adressée le 5 octobre à M. de Villette :

« ... M. de Souché veut me donner deux filles de sa femme; instruisez-moi de ce que c'est, et comme vous feriez si Dieu vous le demandait; car c'est ôter la place à celles qui ont besoin de la faire donner à ceux qui peuvent s'en passer; et il ne faut avoir égard ni à ses haines ni à ses amitiés. »

La famille Savignac.

Les Savignac, sieurs des Roches, du Vieux-Fourneau, de la Brémaudière, du Breuillac, résidences situées dans la banlieue de Niort ou ses environs immédiats, appartenrent tous à la Réforme dans la première moitié du ^{xvii}^e siècle.

Nous trouvons d'abord :

Estienne Savignac, sieur du Vieux-Fourneau et de la maison noble et fief du Breuillac, paroisse de St-Gelais, qui fut maire de Niort en 1602 et 1614, et figura au nombre des échevins délégués le 21 mai 1622 auprès de Louis XIII, alors à Parthenay, et qui allait, le surlendemain, faire son entrée dans la ville de Niort;

Catherine Savignac, qui épousa, en 1623, Jean Girault, s^r de Puy-Chaban;

André Savignac, s^r des Roches, qui épousa Marie Pallardy, devint veuf en mars 1666, et mourut le 4 décembre 1667;

Jean Savignac, s^r du Breuillac, qui épousa, le 2 juin 1630, Louise Coyault;

Renée Savignac, née vers 1605, qui épousa Jacques de Superville, docteur en médecine, devint veuve le 12 août 1658 et mourut le 10 février 1673.

Parmi les membres de la génération suivante, nés dans la Réforme, mais qui s'en détachèrent peu à peu, nous signalerons :

Pierre Savignac, éc., s^r de la Brémaudière, ou Brumaudière, né vers 1640, marié en 1669 à Françoise Pougnaud, ou Poignaud (qui figure sur la liste des converties de M. de Fontmort). Il fut ancien de l'Eglise réformée de Niort; un de ses enfants, baptisé le 15 août 1669, eut pour parrain M. de Villette; le 17 janvier 1677 il signe en qualité de témoin l'acte d'inhumation d'Aubin Avice. Il abjura en 1685, devint veuf en 1701 et mourut le 16 avril 1731, à l'âge de 91 ans.

André Savignac, frère du précédent, écuyer, s^r du Vieux-Fourneau, épousa, en 1671, Renée Frère. Il remplit les fonctions de grand-maitre des eaux et forêts en Saintonge et Angoumois. Il avait le renom d'un homme très versé dans la connaissance des belles-lettres, et à sa mort — il n'avait pas d'enfants — « il laissa à ses héritiers une bibliothèque qui valait plus de mille écus, et qu'ils ont partagée à boisseaux » (note du curé Arnault, dans les manuscrits de Dom Fonteneau). — Le chevalier de Méré le recommandait

en ces termes à M^{me} de Maintenon : « ... *M. de Villette, qui n'a rien de fou ni d'étourdi que d'être toujours huguenot*, vous avait parlé d'un très honnête homme, qu'on appelle M. de Vieux-Fourneau... Je vous jure qu'il serait difficile d'exprimer tout ce qu'il a de bon. Je suis persuadé qu'on ne lui saurait commettre rien de noble ni d'exquis dont il ne soit capable, ou du moins qu'il ne le puisse devenir du jour au lendemain... » (Lettre XLIII, dans l'édition de 1682). Deux lettres du même Méré (LXXIV et CXLII) sont adressées « à M. de Vieux-Fourneau », et témoignent de beaucoup d'estime pour son caractère et ses talents.

On voit, par les termes d'une lettre que M^{me} de Maintenon écrivit à son frère le 1^{er} décembre 1642, que M. de Vieux-Fourneau s'entremet dans les négociations engagées à cette époque au sujet de l'acquisition — non réalisée — de la terre d'Aubigny, d'où le frère et la sœur prétendaient tirer leur nom et leur noblesse.

André Savignac s'était converti de bonne heure, puisque son nom figure, dès le 5 août 1668, au bas de l'acte d'abjuration de Suzanne Soubeyran (Reg. par. de Niort). Nous avons, d'autre part, relevé sur les Reg. par. de St-Gelais l'acte d'abjuration (4 décembre 1685) de Louis de la Blachière, éc., s^r de Lisle — descendant de la Blachière, ministre du Saint Évangile à Niort et St-Gelais — et de sa femme Françoise Frère. Le nom de Renée Frère, dame de Vieux-Fourneau, figure parmi ceux des témoins de cet acte.

Dans les *Conseils et Instructions aux Demoiselles* (t. I, p. 85) M^{me} de Maintenon parle d'une dlle du Breuillac, « autrefois fort riche... présentement réduite à être chez M^{me} d'Heudicourt ». Il s'agit sans doute d'un membre de la famille Savignac, et peut-être est-ce la même qui figure pour une pension de 300 livres au testament de M^{me} de Maintenon. Cette dernière parle également, dans une lettre à son frère (mai 1679), d'une dame du Breuillac qui lui a dit qu'elle avait voulu emmener à Paris M^{me} d'Aubigné; et elle ajoute : « Ma belle-sœur aurait bien fait d'y venir, et tout ce qu'elle fera avec M^{me} du Breuillac sera bien : c'est une honnête femme, et qui a de l'esprit. » On croit entrevoir, derrière ces compliments, qu'il s'agit ici d'une personne dont « l'esprit » a bien pu s'employer aux « bonnes œuvres » de notre convertisseuse.

H. GELIN.

LE QUAKER CLAUDE GAY

Dans le tome VII de son livre sur Voltaire (*Voltaire et Genève*, p. 149) M. Desnoiresterres a cité une anecdote dont je reproduis le récit :

« Un quaker de Philadelphie, Claude Gay, voyageant en Europe, passa quelque temps à Genève ; il était connu par des ouvrages de théologie, et l'on goûtait son bon sens, sa modération et sa simplicité. Voltaire en entendit parler, et fut curieux de le voir ; mais le quaker s'en défendait, et ce fut avec beaucoup de difficulté qu'on lui persuada d'accepter une invitation à dîner que lui fit Voltaire.

« Celui-ci avait promis aux amis du quaker de ne rien dire qui pût le blesser ; il fut d'abord charmé de sa belle figure calme, occupé de son grand chapeau rabattu, de son habit tout uni, de son air doux et serein. Le dîner s'annonçait bien ; cependant la sobriété de son hôte attira bientôt les railleries du poète, lesquelles furent reçues avec le plus grand sang-froid.

« La conversation tourna ensuite sur les premiers habitants de la terre et sur les patriarches ; le philosophe lança quelques épi grammes sur les preuves historiques de la révélation ; mais Claude, sans s'émouvoir, rétablissait par le raisonnement ces preuves ainsi attaquées, sans faire attention à ce qui n'était que de l'esprit, et y paraissant insensible. La vivacité de Voltaire, irritée de cette froideur, devint enfin de la colère ; ses yeux étincelaient lorsqu'ils rencontraient les regards pleins de calme de son adversaire ; et la dispute fut poussée si loin que celui-ci, se levant, dit : *Ami Voltaire, peut-être un jour entendras-tu mieux ces choses-là ; en attendant, trouve bon que je te quitte. Dieu te soit !*

« Et sortant, malgré les instances de la compagnie, il reprit tranquillement à pied le chemin de Genève. Quant à Voltaire, il s'enferma dans son appartement. Huber, qui était du dîner, représenta cette scène dans un dessin où les acteurs principaux étaient admirablement bien caractérisés. » (Louis Simond, *Voyage en Suisse, fait dans les années 1817, 1818 et 1819*. Paris, 1822, t. 1^{er}, p. 623 et suiv.).

M. Desnoiresterres n'a fait qu'abrégé le récit qu'on vient de lire. Le narrateur, Louis Simond, qui était né à Lyon, et qui avait passé en Amérique la meilleure partie de sa vie

(Galiffe, *Notices généalogiques*, III, 454) était venu s'établir à Genève au temps de la Restauration, cinquante ans après l'époque où Claude Gay avait fait un séjour dans cette ville. Aussi cette anecdote a-t-elle dû passer par plus d'une bouche avant de parvenir à l'écrivain de qui nous la tenons. On ne sait ce qu'est devenu le dessin où Jean Huber-Alléon a représenté Voltaire discutant avec le quaker.

La date de cette anecdote restait flottante; un jeune étudiant a fait des recherches qui ont abouti à préciser l'époque du séjour de Claude Gay à Genève.

La vénérable Compagnie des pasteurs de Genève avait ouvert aux étudiants en théologie, il y a quelques années, un concours sur l'histoire du piétisme à Genève pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Un seul mémoire fut soumis au jury, et le prix fut décerné à l'auteur, M. Léonce Granier, aujourd'hui pasteur à Saint-Chartes (Gard). Un de ses camarades, M. Auguste Breyton, aujourd'hui pasteur à Graissessac (Hérault) avait fait de son côté quelques recherches en vue de ce concours, auquel il renonça bientôt; mais il utilisa les résultats de son travail dans une thèse qu'il présenta l'année suivante à la Faculté de Montauban : *Le piétisme à Genève*, 72 pages, 1896. A la page 30, il cite le registre de la Compagnie des pasteurs, du vendredi 21 octobre 1763 :

« M. le modérateur a rapporté que Claude Gai, quaker établi en Angleterre, était venu chez lui et lui avait remis un écrit pour le communiquer à la vénérable Compagnie.

« Lecture faite de cet écrit, par lequel ledit Claude Gai demande la permission d'adresser la parole au peuple dans nos assemblées religieuses, l'avis a été que M. le modérateur lui dira que notre Constitution étant civile et ecclésiastique, ce n'est pas à nous, mais au magistrat qu'appartient le droit de régler la forme de notre culte; au surplus, M. le modérateur pourra, comme particulier, l'éclairer avec douceur et charité. »

M. Breyton tenait le fil, et aurait dû le dévider jusqu'au bout, au lieu de résumer en deux lignes le reste de son récit. Je vais faire ce qu'il n'a pas fait, et donner les extraits de registres qu'il a laissés de côté.

Registre de la Compagnie des pasteurs, vendredi 28 octobre 1763. — M. l'ancien modérateur (le pasteur Sarasin le jeune) a rapporté qu'il avait prononcé l'avis de la Compagnie au sieur Claude Gai, quaker.

Même registre, vendredi 11 novembre 1763. — M. Sarasin le jeune a rapporté que le magnifique Conseil avait donné ordre¹ au sieur Gai, quaker, de sortir de la ville; et qu'il y a lieu de croire qu'il cherche à faire des prosélytes.

Sur quoi, l'on a chargé M. Prevost d'en informer M. Bellamy, pasteur de Saconnex, lequel agira dans cette occasion selon sa prudence.

Même registre, vendredi 3 février 1764. — L'on a rapporté que le sieur Gay, quaker, qui avait eu ordre de sortir de la ville, y demeure toujours; et qu'il continue à être suspect de chercher à faire des prosélytes.

Avisé que M. le modérateur (le pasteur Sacirère) en avisera M. le premier Syndic.

Registre du Conseil, samedi 4 février 1764. — Sur ce qui a été rapporté au Conseil que le nommé Claude Guai, quaker, né à Lyon, à qui on avait ordonné de se retirer de la ville, y revient et y fait des assemblées, de même qu'à Châtelaine où il s'est retiré : ce dont la vénérable Compagnie a fait donner avis à monsieur le Premier ;

Arrêté de faire intimer audit Guai l'ordre de se retirer de la ville et des terres, et la défense d'y revenir.

Registre de la Compagnie des pasteurs, vendredi 10 février 1764. — M. Peschier a rapporté qu'il résultait des informations qu'il avait prises, comme pasteur de quartier, au sujet des assemblées tenues par le quaker, qu'il y en avait eu deux : la première, qui avait duré plusieurs heures, mais où il n'y avait que quatre personnes; la seconde, à laquelle il avait fait inviter toutes les personnes de la maison; que dans toutes les deux, il n'avait fait qu'exhorter les assistants à la piété.

Il a ajouté que ce quaker est parti.

La République de Genève, on le voit, et je le regrette, n'a pas été hospitalière pour Claude Gay. Le lecteur a remarqué

1. Le registre du Conseil, à cette date, ne dit pas un mot de Claude Gay, on était *en fêtes*; les séances du Conseil étaient espacées; la mesure prise à l'égard du quaker n'a pas été consignée dans les procès-verbaux.

aussi dans ces extraits les mots : *né à Lyon, ...établi en Angleterre* : ce qui ne concorde pas bien avec ce que dit Simond : « un quaker de *Philadelphie*. »

J'ai demandé de plus amples renseignements à M. le pasteur Weiss, qui a eu l'obligeance de me communiquer une notice contenue dans un ouvrage de Joseph Smith : *A descriptive catalogue of Friend's books*, 2 vol., Londres, 1867; je la résume :

Claude Gay, né à Lyon, fut élevé dans la religion catholique, qu'il abandonna de bonne heure. Il alla s'établir à Jersey. La lecture de l'*Apologie* de Robert Barclay le détermina à se rallier à la secte des quakers, ce qui lui attira des persécutions : il fut banni de l'île de Jersey, et menacé de peines corporelles s'il s'avisait d'y revenir. Il se réfugia en 1745 en Angleterre, où il vécut dès lors; il mourut à Barking près Londres, à l'âge de 80 ans environ, le 18 février 1786.

Je me suis adressé aussi à un aimable érudit de Lyon, M. Bleton, secrétaire du Palais des Arts, pour lui demander la confirmation du renseignement qu'on a vu venir de deux sources différentes : la naissance de Claude Gay à Lyon. M. Bleton a trouvé, dans le registre de Notre-Dame de la Platière, et à une date qui concorde avec l'âge que Claude Gay avait à sa mort, le baptistaire qui suit :

Claude, fils de honnête Pierre Gay, maître cordonnier, et de Louise Baudet, ses père et mère, a été baptisé dans l'église paroissiale de la Platière le 2 juin 1706, par moi vicaire soussigné; né le jour d'hier. Son parrain : honnête Claude Gay, aussi maître cordonnier; et sa marraine : Françoise Rey, femme de honnête Benoist Chorel, marchand de cette ville. — Le père a signé; et non les autres, pour ne savoir.

Pierre GAY, MAZET, vicaire.

A la fontaine.

N. B. C'est une indication de domicile : à la croisée des rues (actuelles) Terme et Sainte-Catherine.

Je reviens à la notice de Smith, qui indique quelques ouvrages publiés par Claude Gay, notamment :

1. *Point de croix, point de couronne*, ou traité sur la nature

et la discipline de la sainte croix de Jésus-Christ, par Guillaume Penn, traduit de l'anglais, 1746, in-8.

Je n'ai pas vu cet ouvrage, et j'en cite le titre d'après Quérard, qui le donne plus au long que Smith, et qui, comme lui, attribue à Claude Gay cette traduction.

2. *Exposition succincte de l'origine et des progrès du peuple qu'on appelle les QUAKERS ou les TREMBLEURS*, par Guillaume Penn; à quoi l'on a ajouté un des témoignages rendus à la lumière par George Fox; le tout traduit de l'anglais par Claude Gay. A Londres. Imprimé par Luc Hinde demeurant dans Georgeyard en Lombard-Street, 1764, iv et 109 pages, in-8°.

Cette traduction est précédée d'une préface où Claude Gay, en tutoyant le lecteur, expose qu'il a traduit Penn pour l'avantage de *ses compatriotes*, et aussi « de toute autre personne de la même langue à qui cette traduction parviendra ». Il se considérait donc comme étant toujours de nationalité française.

Pour le dire en passant, ces deux ouvrages de Penn, que Gay a traduits, ont été traduits en français une seconde fois, à la fin du XVIII^e siècle, par Ed.-P. Bridel. On ne sait pas si celui-ci se rattachait à la famille du doyen Bridel.

3. *A new and easy method of teaching the french tongue*, 1773. Cette grammaire française à l'usage des Anglais semble indiquer que Claude Gay, qui, sans doute, n'avait pas eu de ses parents un riche héritage, avait trouvé dans l'enseignement de la langue française les ressources qui lui étaient nécessaires pour vivre.

Avec l'aide de quelques collaborateurs, je viens de rassembler les renseignements dispersés qu'on possédait sur Claude Gay; et j'ai pu en recueillir qui étaient inédits. Et cependant tout n'est pas dit sur ce personnage. On retrouverait peut-être à Jersey quelques données sur le temps de sa jeunesse. Si les quakers de Londres ont des archives — ce que j'ignore — il y aurait là aussi des recherches à faire, qui ne seraient pas inutiles. Car si Claude Gay n'a qu'une très petite place dans la biographie de Voltaire, il en a une plus grande dans l'histoire du piétisme de la Suisse romande, telle que j'ai

essayé de l'esquisser dans les *Étrennes chrétiennes* de 1882, 1886 et 1889, et dans un mémoire sur Magny (Lausanne, 1891).

Claude Gay est un chaînon essentiel, par lequel les inspirés cévenols, réfugiés en Suisse, des trente premières années du xviii^e siècle, se rejoignent à Robert Haldane et à tous ceux qui, comme Haldane et après lui, sont venus d'Angleterre pour prendre part au réveil de nos Églises. On peut le considérer comme le dernier des uns et le premier des autres.

EUGÈNE RITTER.

Mélanges

L'ACCUEIL FAIT A LA LOI DE GERMINAL

I

Cette loi si dure, qui vendait la protection de l'État au prix des anciennes libertés, les Protestants, dans leur grand affaissement spirituel, l'accueillirent avec une joie retentissante. Ils ne virent tout d'abord en elle que la réalisation inespérée de leurs plus ardents désirs : la reconnaissance légale de leurs Églises après deux siècles de persécution ; et, ce qui les flattait infiniment, l'égalité parfaite avec les catholiques. Leur joie était toute de surprise, de naïf orgueil et de gratitude profonde pour l'homme providentiel qui leur avait fait ces grandes choses. Bonaparte était le réparateur de leurs brèches, le héros qui appelait enfin la race opprimée à la vie sociale, lui ouvrait toutes les carrières et tous les honneurs. « Il console les malheureux, répétaient-ils dans leur enthousiasme, il comprime la malveillance, il rallie tous les cœurs, et subjugué même les consciences, en réconciliant, pour ainsi dire, la Révolution avec le Ciel¹. »

Rabaut le Jeune, qui présidait le Corps législatif lors de la

1. *Almanach de 1808*. Préface. Paroles de Portalis.

clôture de la session extraordinaire de l'an X, se fit, en ces termes l'interprète de leur reconnaissance :

« Il était digne de celui qui a donné la paix au monde, de donner la paix à l'Église, de faire cesser les divisions qui la déshonoraient, de ramener le peuple français aux principes de la morale chrétienne... Lorsque dans l'Assemblée constituante une voix se fit entendre pour développer les grands principes de la liberté des opinions religieuses que vous venez de mettre en action, il ne trouva pas les esprits bien préparés à recevoir le dépôt précieux des grandes vérités qui sortirent de sa bouche; le culte catholique apostolique romain fut le seul autorisé et salarié. Combien d'erreurs, de fautes et d'injustices ont été commises depuis cette époque et envers la religion et envers ses ministres !... Un baume salulaire vient d'être versé sur des plaies encore saignantes, et les principes triomphent. Généreux martyr de la liberté¹, que ton ombre pieuse soit consolée ! Les principes que, le premier, tu proclamais à la tribune nationale, ont germé dans une terre féconde, quoique éprouvée par le feu de la persécution : *ce n'est plus la tolérance qu'on accorde aux protestants, c'est la liberté, c'est l'égalité.*

« Presque tous ou par principe, ou par reconnaissance, ont embrassé avec ardeur la cause de la Révolution. Aujourd'hui que la loi organise tous les cultes d'une manière parallèle, ils seront les plus fermes appuis d'un gouvernement protecteur... Législateurs, vous excuserez ma prolixité sur cette matière, en faveur de celui qui, plus qu'aucun autre, doit sentir le prix de cette loi bienfaisante, et qui, par l'honneur que vous lui avez fait de vous présider, est une preuve vivante des principes libéraux que vous professez². »

En 1807, il redisait encore les mêmes pensées dans la préface de son *Annuaire* :

« Après trois siècles de supplices et de persécutions de toute espèce, Dieu a envoyé à nos chères Églises le grand libérateur annoncé, qui devait sécher les pleurs de Sion, relever les temples abattus, abolir les lois pénales, et établir sur la base solide des lois la liberté de conscience et la liberté des cultes. Ce que le grand Henri lui-même n'a pu exécuter, le grand Napoléon l'a fait. Louis XIV ne voulut qu'une religion dans ses États, et proscrivit

1. Rabaut Saint-Étienne.

2. *Annuaire* de Rabaut, 353 (30 floréal an X).

tous ceux qui ne furent pas de la sienne : le grand Napoléon les appelle tous; il promet à tous la liberté. *L'empire de la loi, dit-il, finit où commence l'empire indéfini de la conscience, ni la loi ni les princes ne peuvent rien contre cette liberté.*

« Vous qui vécûtes comme nous sous le joug de l'intolérance, résidu de tant de générations persécutées, voyez et comparez : ce n'est plus dans les déserts et au péril de votre vie que vous rendez au Créateur l'hommage qui lui est dû; nos temples nous sont rendus, et tous les jours il s'en élève de nouveaux. Nos pasteurs sont reconnus fonctionnaires publics; ils sont salariés par le gouvernement, et le glaive d'une loi barbare n'est plus suspendu sur leurs têtes... Nous sommes appelés comme les autres citoyens aux fonctions publiques, nos propriétés sont protégées, nous pouvons avec sécurité transmettre nos héritages à nos enfants, et chacun de nous, *peut cultiver en paix sa vigne et son figuier.*

« Hélas! ceux à qui nous avons survécu sont montés sur la montagne de Nébo, d'où ils ont vu la terre promise, mais nous seuls en avons pris possession ¹. »

Ce sera toujours et pour tous les siècles une merveilleuse histoire que celle des premières années de l'Empire : la France relevée et victorieuse, portant dans le monde les principes de la Révolution; l'ordre succédant avec ses bienfaits à la longue période de troubles et d'anarchie; la prospérité renaissant dans toutes les classes de la société, une magnifique émulation vers tous les progrès; partout la joie de vivre, de travailler! Et toutes ces grandes choses s'incarnaient dans l'homme providentiel, qui séduisait les cœurs par l'éclat de ses victoires, et dont la sagesse et le génie frappaient d'admiration ses ennemis eux-mêmes! Il faut se rappeler ces choses pour comprendre l'espèce de fascination que cet homme extraordinaire exerçait autour de lui, l'enthousiasme qu'il éveillait dans les âmes, les adulations et les encensements qui, de la foule enivrée, montaient jusqu'à lui comme vers le trône d'un Dieu. Peuples et rois étaient à ses genoux, l'Église catholique acclamait en lui le nouveau Cyrus qui avait ramené de sa longue captivité le peuple de Dieu. Les Protestants unissaient leurs voix au concert universel.

1. *Annuaire*, 514.

Lors du couronnement (4 décembre 1804) les plus anciens présidents, heureux de l'honneur qui leur était fait, tremblants à la pensée de compromettre leur Église en participant à un acte du culte catholique, assistèrent en corps à l'importante cérémonie du sacre. Reçus par l'Empereur, ils portèrent au pied du trône les vœux des Protestants pour la prospérité du nouveau Charlemagne. « Votre Majesté, lui dit leur doyen d'âge M. Martin, président du Consistoire de Genève, a fait serment de maintenir la liberté des cultes. Elle donne le calme à nos consciences, assure la paix de l'Église. Puisse S. M., après avoir tant fait pour sa gloire, y ajouter le titre de pacificateur de l'Europe entière. »

La harangue était digne, la réponse dépassa les espérances et dissipa les craintes :

« Je vois avec plaisir les pasteurs des Églises réformées de France; je saisis avec empressement cette occasion de leur témoigner combien j'ai toujours été satisfait de tout ce qu'on m'a rapporté de la fidélité et de la bonne conduite des pasteurs et des citoyens des diverses communions protestantes, Je veux bien que l'on sache que mon intention et ma ferme volonté sont de maintenir la liberté des cultes : l'empire de la loi finit où commence l'empire indéfini de la conscience; la loi ni le prince ne peuvent rien contre cette liberté. Tels sont mes principes et ceux de la nation, et si quelqu'un de ceux de ma race devant me succéder oubliait le serment que j'ai prêté, et que trompé par l'inspiration d'une fausse conscience il vint à la violer, je le voue à l'animadversion publique et je vous autorise à lui donner le nom de Néron. »

Ces paroles, que les journaux reproduisirent le lendemain, paroles théâtrales mais non feintes, portèrent loin; accueillies avec joie par l'opinion publique, elles émurent le cœur des Protestants.

« Elles furent recueillies avec avidité, ces paroles consolatrices, s'écrie Rabaut le jeune, et elles ont été transmises par la reconnaissance à toutes les Églises de l'Empire... Ou étaient-ils, ces respectables ministres du Saint Évangile, qui bravèrent toutes les persécutions et souffrirent même le martyre?... Vous surtout, ô mon père, ô mon frère, où étiez-vous ?... »

« Rien n'égale aussi la reconnaissance et le dévouement respectueux des Réformés et des Protestants répandus sur la surface de ce vaste empire, qui tous s'écrient avec nous : *Deus nobis hæc otia fecit.* »

Le Dieu ne mentait point et ses actes répondaient à ses libérales déclarations. L'Empereur, en vrai fils de la Révolution, voulait très sincèrement la liberté de conscience, par ferme principe, non par condescendance de despote. Sans pratiquer lui-même sa religion, il n'était pas athée ; il respectait les croyances qu'il jugeait nécessaires au maintien des sociétés humaines et à leur prospérité ; il honorait chez les Protestants leur fidélité soutenue, l'honorabilité de leur vie, leur esprit d'ordre, la sagesse tempérée de leurs maximes. Irrité des obstacles et de la sourde opposition que sans cesse il rencontrait dans ses rapports avec le clergé catholique, il se plaisait à lui opposer la docilité, l'esprit tranquille, de ce petit peuple, sans ambition politique, sans intrigue, l'élite de la nation qu'il avait lui-même appelée à la vie sociale. La liberté qu'il leur octroyait n'était pas immense ; c'était la seule dont il fût possible de jouir sous son joug d'airain, une liberté toute intérieure et dans des limites bien assignées ; liberté de professer leur foi sans empêchement, liberté consistant à n'être ni inquiétés, ni molestés dans leur vie ecclésiastique, mais qui ne permettait ni expansion au dehors ni prosélytisme. Dans la grande harmonie d'hommes, de peuples et d'institutions que sa puissante main cherchait à organiser, le Protestantisme avait sa note à donner, mais pas plus haut qu'il n'était convenable.

Et vraiment nul ne songeait alors à sortir de ces étroites limites, tant la part accordée paraissait belle à ces fils de persécutés. Puis, on les comblait de faveurs, leurs présidents de Consistoire étaient traités à l'égal des évêques, admis aux grandes réceptions ; leurs principaux pasteurs, honorés, décorés ; leurs fils entraient dans la magistrature, dans l'armée, et y parvenaient aux plus hauts grades. Tant d'honneurs, tant de bons procédés les empêchaient de s'apercevoir qu'on leur avait coupé les ailes. L'enthousiasme grandit avec les conquêtes, avec la gloire du héros. Dans

le voyage qu'il fit au midi de la France, accompagné de l'impératrice Joséphine, aux débuts de la guerre d'Espagne, les présidents des Consistoires des villes par lesquelles il passait le haranguèrent. A Toulouse les fidèles se réunissent à l'Église pour rendre leurs actions de grâce et se féliciter de la présence du héros qui a rendu à la religion réformée sa liberté et ses autels. Le Consistoire adresse à tous les fidèles de l'Église une lettre pour leur dire « la joie, leur reconnaissance pour tant de bienfaits et une si belle visite ». « Puissiez-vous, dit-elle comme conclusion, accomplir la joie de nos cœurs et vous préparer aux délices éternelles. »

« Illustre dans la guerre, dit au monarque le président Chabrand, bienfaisant dans la religion, vous nous avez comblés de biens politiques, civils et religieux; et par là vous avez conquis nos cœurs aussi victorieusement que vous avez conquis l'Europe par la gloire de vos armes... Tous les Français vous chérissent, mais ceux de la communion réformée, sauvés à la fois par vous des orages politiques et de l'esclavage religieux, ne peuvent, sans attendrissement, parler de vos bienfaits et de leur délivrance. » A Bordeaux le pasteur Martin fut plus éloquent encore : « Imitateur de Marc-Aurèle, vous avez accompli ses vœux et surpassé nos espérances. Entendez, sire, ce touchant concert de louanges et de bénédictions. Parmi tant de voix qui célèbrent à l'envi les miracles de votre règne, daignez, sire, écouter favorablement celle des Protestants français que vous avez rendus à la vie, à leur patrie, à la liberté, au bonheur... Ils vous chérissent comme leur père... Quand vos bienfaits envers nous sont sans nombre, n'est-il pas juste que notre reconnaissance envers vous soit sans bornes ?

« Sire, satisfaits d'avoir admiré sur le trône la sagesse de Socrate, le courage d'Alexandre, le génie de César, la clémence d'Auguste, le zèle de Constantin, la bonté de Henri IV, eh ! que dirons-nous encore ? tous les talents, toutes les vertus, et tous les genres de gloire réunis en votre personne sacrée, nous allons retourner dans nos Églises et raconter ce que nous avons vu, ce que nous avons ouï. Que de merveilles n'aurons-nous pas à décrire ! Mais comment pourrons-nous exprimer ce que nous sentons, pour votre Majesté Impériale, et pour votre auguste famille ? Ah ! quand le cœur est si ému, on ne trouve point de bouche assez éloquente pour lui servir d'interprète. »

Napoléon, qui avait la tête solide répondit avec simplicité :

« Je reçois de toutes les parties de la France les témoignages les plus flatteurs de l'affection des Protestants. Je les compte pour mes meilleurs sujets. Ils me servent avec zèle et distinction. Ce n'est pas moi qui vous ai donné la liberté, c'est le siècle. La conscience ne dépend pas des hommes, elle est au-dessus des lois. La révocation de l'édit de Nantes a fait beaucoup de mal à l'État : elle a porté l'industrie et les arts dans les pays étrangers. J'ai vu une foule de Français réfugiés en Prusse et jusque dans le nord de la Pologne. Voilà ce que produisent les persécutions. Vous pouvez compter sur ma constante protection. »

Le digne président réservait sa meilleure rhétorique pour l'Impératrice.

« Madame, lui dit-il dans l'audience qu'elle daigna accorder quelques jours après au Consistoire, quand la créature s'approche de son créateur, saisie d'étonnement à la vue de tant de perfections, elle reste interdite, muette et hors d'état d'exprimer les sentiments de respect, d'amour et d'admiration qui la pénètrent... Images vivantes du Dieu du ciel, les princes de la terre exercent en quelque sorte le même empire sur nos âmes, surtout lorsqu'à la souveraine puissance dont il est l'auteur, ils joignent l'éclat des vertus dont il est la source. C'est là, Madame, une vérité dont nous faisons la douce expérience dans ce moment où Votre Majesté daigne nous donner accès auprès de sa personne sacrée. Mais parmi tant de royales qualités qui vous distinguent, permettez-nous, Madame, de rendre un hommage particulier à cette incomparable bonté qui inspire la confiance, qui soulage ou qui prévient les besoins de l'infortune, et qui, en charmant les yeux, se rend maîtresse de tous les cœurs... Illustre compagne du plus grand héros, veillez sans cesse sur ses précieux jours; conservez et entretenez ce feu sacré dont la garde vous est confiée. Quel dépôt fut jamais si cher, et remis en des mains si pures!.. Napoléon, Joséphine, augustes époux! vivez longtemps pour être le modèle des bons princes, la consolation des peuples, la gloire de la France et l'amour des Français. »

FÉLIX KUHN.

(A suivre.)

SÉANCES DU COMITÉ

13 Mars 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, Ch. Frossard, J. Gaufrès, R. Reuss, A. Sabatier et N. Weiss. MM. P. de Félice, F. Puaux et E. Stroehlin se font excuser.

En annonçant au président le deuil cruel qui le tient éloigné de Paris, M. Ernest Stroehlin a tenu à lui adresser la somme de mille francs en souvenir de Mme Stroehlin, fille de notre regretté collègue M. H.-L. Bordier. Le comité s'associe aux paroles de sympathique et respectueuse gratitude par lesquelles M. de Schickler a aussitôt répondu à ce message. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance et du sommaire du *Bulletin* du 15 mars, le secrétaire soumet au comité un dessin définitif de la vitrine où notre Société doit exposer de concert avec la Société biblique de Paris. Ce dessin est approuvé par les membres présents, et malgré la date déjà tardive, pour les exposants, du 13 mars, le secrétaire espère que ce meuble sera prêt sinon pour le 15, du moins pour le 20 ou 25 avril. Puis il communique une lettre de M. Fonbrune-Berbinau proposant de mettre en souscription la *Table du Bulletin* tirée par fascicules trimestriels, ce qui permettrait aux travailleurs d'en profiter au fur et à mesure, et aussi d'en signaler les lacunes. M. Weiss devant faire des conférences historiques en Picardie et en Normandie en reparlera avec M. Fonbrune qui a déjà eu la complaisance de revoir la lettre A de notre table manuscrite.

M. Ch. Frossard apporte deux brochures renfermant ses allocutions aux funérailles de Léon Tempié, et, à propos d'une demande de communication de la *Liturgie française* de Valerand Poullain, répond qu'il la communiquera chez lui à Paris, comme elle l'a été il y a quelques années à notre président.

Bibliothèque. — M. le pasteur Guiton lui a apporté deux extraits contemporains des Synodes du Poitou, du 24 décembre 1756 et 4 mars 1760. M. Gaidan a envoyé un acte de notoriété du 21 janvier 1769 signé des « échevins conseillers et notables du bourg de Mens en Dauphiné » attestant « qu'en l'année mil six cent vingt-huit le « bourg de Mens fut totalement incendié, que les papiers et titres « de la ville y furent tous consummez, de même que ceux des habi-

« tants et tous les meubles et effets... » — Le comité de la colonie de Sainte-Foy a offert la correspondance de la *Société des Intérêts généraux du Protestantisme français* de 1842 à 1847.

Le comité se sépare après avoir entendu un compte rendu, par son président, d'un article de la *Revue des Revues* sur les réfugiés huguenots en Allemagne, compte rendu qu'on le prie de bien vouloir rédiger pour le *Bulletin*.

17 Avril 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Paul de Félice, Alfred Franklin, Jules Gaufrès, Rodolphe Reuss et N. Weiss. M. F. Kuhn se fait excuser.

Après la lecture et l'approbation du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire communique le sommaire du *Bulletin* qui paraît en ce moment même et entretient le Comité d'un article paru dans la *Revue des Revues* sur l'*Art et le Protestantisme* par M. E. Müntz. Une réponse à plusieurs allégations de ce dernier a été envoyée à la *Revue des Revues* qui a promis de l'insérer, mais a demandé un délai pour que M. E. Müntz pût réfuter cette réplique. M. Weiss ajoute qu'il n'y a pas fait figurer un argument qui n'est pas sans valeur et qui lui a été rappelé par un document recueilli récemment en Normandie. Ce document, qui sera reproduit dans le *Bulletin*, établit, en effet, qu'au XVII^e siècle, on interdisait aux huguenots, dans les cérémonies de leur culte et généralement dans tout ce qui touchait à ce dernier, absolument tout ce qui était de nature à attirer l'attention, et principalement ce qui pouvait faire naître l'idée d'une concurrence au culte catholique. M. de Félice répond qu'il ne pense pas que cette interdiction ait été générale, ni antérieure à la deuxième moitié du XVII^e siècle.

M. le président donne communication d'une lettre de Mme Marie-Anne de Bovet, intercédant en faveur des deux dernières descendantes du chancelier Michel de l'Hospital, qui sont, paraît-il, dans un état de santé et de misère lamentables; dans une autre lettre, M. de Richemond demande des renseignements sur la sépulture du cardinal de Châtillon. Enfin le pasteur de Mouchamps demande une conférence historique pour l'ouverture d'un synode régional dans cette Église de la Vendée, au mois de juin.

On consent ensuite l'échange du *Bulletin* avec la *Société archéologique d'Eure-et-Loire* et avec la *Revue de théologie et de philosophie de Lausanne*.

Enfin, on s'entretient de notre Exposition pour laquelle une vue de la Bibliothèque et un cadre contenant le fac-similé de l'édit de Nantes et quelques médailles le concernant seront commandés par le secrétaire, et d'une visite annoncée pour le mois d'août par le Congrès des bibliothécaires qui doit se tenir à Paris à cette époque.

Bibliothèque. — Un classement provisoire des papiers isolés a été commencé avec l'aide de M. Jacques Meyer, ancien élève de l'École des chartes. — M. R. Reuss offre trois lettres de Charles Weiss, écrites en 1834 au moment où il était à l'École normale supérieure. M. Maunoir a offert un manuscrit intitulé *Pensées relatives au décret insensé de la Convention qui abolit la Religion en France*. En tête, on lit les mots *Monsieur Calonne*, qui doivent être de la main du pape Pie VI.

CORRESPONDANCE

THOMAS LA GRUE

1620 — 1680

Notre appel (p. 167) a été entendu : un de nos correspondants, M. H. Guyot, de Groningue, a bien voulu faire des recherches aux archives des Églises wallonnes d'Amsterdam et de Leyde, à la bibliothèque de l'Université de cette dernière ville, et il nous adresse des renseignements précis qui permettent de reconstituer la biographie de Thomas La Grue. D'un autre côté, M. Bernus nous a communiqué des notes très complètes sur les ouvrages de ce réfugié.

Thomas La Grue est né à Dieppe en 1620. Il était prêtre séculier de l'Église romaine quand il quitta la France pour se rendre à Londres et y épouser Élisabeth Vaultier. Bientôt il abandonna sa femme, revint en France et se convertit au protestantisme. Il fut admis au nombre des prosélytes par le consistoire de Charenton, « lequel l'a jugé digne de compassion, vu les signes de sa repentance et le mariage que celle qu'il avait délaissée avait contracté de nouveau avec un second mari ¹ ».

En 1651, il se fixe à Amsterdam, sollicite et obtient des secours du Consistoire. Il abuse de ses bienfaiteurs en continuant à dire la

1. Actes du Consistoire de l'Église wallonne de Leyde (16 novembre 1653).

messe. Cette conduite nous est révélée par une délibération du Consistoire d'Amsterdam ainsi conçue ¹ :

« Thomas La Grue, prestre françois ayant trompé insigne-ment et meschamment la compagnie de l'Église de faire la messe, tandis qu'il tiroit assistance de nous, la compagnie ne lui a point voulu donner entrée en cette assemblée, mais on le menaça du bras séculier pour ses tromperies. Sur cet article il allègue qu'à la vérité il a tiré assistance de nous, et qu'après il a fait ici la messe, mais pour exterminer sa faute il dit que cela ne s'est fait en même temps. »

Deux ans plus tard le 10 août 1653 il se présenta devant l'Église de Leyde pour se convertir une seconde fois au protestantisme ; sa comparution devant le Consistoire est relatée en ces termes :

« Thomas de La Grue, natif de Dieppe, cy devant prestre séculier en l'Église romaine, s'étant présenté devant la compagnie, a déclaré le grand désir qu'il a depuis sept ans, d'abjurer les superstitions et abominations de ladite Église et d'embrasser la religion réformée ; la compagnie ayant considéré sa contenance et ayant examiné sérieusement les raisons et les mouvements qui l'ont esmeu à faire ce changement a loué son dessein et l'a exhorté à la persévérance et à la lecture, l'ouïe de la parole de Dieu, afin qu'estant confirmé dans la vérité suffisamment [jusqu'à ce que ce] grand œuvre se fasse à la plus grande gloire de Dieu et à la plus grande édification de son Église. Cependant on s'informera plus particulièrement de sa vie et de ses comportements à l'Église d'Amsterdam et à M^r Blondel auquel il se dit être connu ². »

Pendant que cette enquête se poursuivait, Thomas La Grue demandait au Synode des Églises wallonnes, siégeant à Utrecht, « d'estre employé au S^t Ministère ». Par délibération du 6 septembre 1653, la compagnie « ayant ouï le rapport de diverses Églises touchant ses études et comportements et ses diverses rechutes en ses premières erreurs et idolatries, lui a unanimement retranché cette espérance et l'a exhorté de suivre le bon conseil que l'Église d'Amsterdam lui avait donné de s'appliquer à quelque autre vocation, et parce qu'il a pris la peine de *venir icy*, la compagnie lui a fait présent de six florins ³ ».

1. Actes du Consistoire de l'Église wallonne d'Amsterdam (3 décembre 1651).

2. Actes du Consistoire de l'Église wallonne de Leyde (10 août 1653).

3. *Actes synodaux des Églises wallonnes*. Synode d'Utrecht, 3-6 septembre 1653, art. 10, p. 520.

On comprend facilement toute la sagesse de cette décision du Synode, les renseignements recueillis sur cet ancien prêtre n'ayant point été favorables. Au mois d'août 1653, le Consistoire d'Amsterdam avait été averti que Thomas La Grue avait continué à dire la messe à Anvers¹ : qu'il avait ainsi trompé de nouveau ses protecteurs. Cependant le 2 novembre 1653 le Consistoire de Leyde le reçoit « au corps de l'Église avec joie et l'admet au nombre des membres communians ».

Fixé à Leyde il se fait inscrire à l'université comme étudiant en médecine², et, en 1655, à celle d'Utrecht. Il semble avoir acquis le grade de maître ès arts à Paris, où il avait soutenu, le 7 juillet 1650, une thèse de philosophie (Voyez *Bulletin*, XL, p. 52). Aux Pays-Bas il poursuit ses études grâce aux subsides qui lui sont largement octroyés par les Consistoires et les Synodes des Églises wallonnes³. Il demande en mariage Isabelle De Put ; mais, avant de donner son consentement, la mère de la jeune fille s'adresse au Consistoire qui décide le 19 avril 1654 :

« A l'occasion des lettres que notre compagnie a reçues de MM^{ts} les pasteurs de Dordrecht, sur le fait de Thomas de La Grue, de son mariage passé avec ÉLISABETH VAULTIER, résolu :

« 1^o De signifier audit de La Grue que nos frères de Dordrecht lui ont retranché pour l'avenir l'assistance qu'ils lui avaient fait jusqu'ici.

« 2^o De lui signifier aussi les nouvelles de la mort de sa prétendue femme Elisabeth Vaultier et des choses qu'on écrit de lui d'Angleterre, selon que MM. de Dordrecht nous en ont averti touchant son mariage passé et celui qu'il prétend de faire ici.

« 3^o D'avertir la mère de sa promise afin qu'elle se puisse conduire comme il appartient, en un point de telle importance⁴. »

Le Consistoire lui donna une attestation de sa bonne conduite

1. Actes du Consistoire d'Amsterdam (13 août 1653).

2. Acad. Lugd. Bat., 1^{er} octobre 1653. Thomas La Grue, 33 ans, médecin.

3. Le sieur La Grue nous ayant prié de lui vouloir fournir quelque assistance pour ses études, la Compagnie ayant oui les bons témoignages que l'Église de Leyden lui rend, elle lui a fait présent de 100 florins dont 50 lui seront donnés cette année et les autres 50 florins l'année suivante. — Actes synodaux, synode de Gouda, 23-28 avril 1659, art. 14, p. 564. — Synode de Nimmège, 3-8 septembre 1659, art. 15, p. 571. — Synode de Haerlem, 1660, art. 22, p. 578. — Synode de Leeuwarden, 1660, art. 28, p. 583. — Synode de la Briele, 1661, art. 32, p. 589. — Actes du Consistoire de l'Église d'Amsterdam, 28 septembre 1653-17 août 1659. — Actes du Consistoire de l'Église wallonne de Leyde, 17 septembre 1653-18 avril 1660.

4. Actes du Consistoire de Leyde, 19 avril 1654.

depuis qu'il réside à Leyde et le mariage projeté eut lieu. Thomas La Grue continua ses études et fut reçu *docteur en médecine* le 29 janvier 1661, après avoir soutenu une thèse sur la *Dyssenterie* ¹.

Riche de science, mais pauvre d'argent, il vint se fixer à Amsterdam. Ne parvenant pas à gagner sa vie en exerçant la médecine, il donna des leçons de français et publia en latin une grammaire qui eut plusieurs éditions et fut traduite en allemand ².

En 1666, il traduisait en français l'ouvrage sur les *Religions du monde*, de l'Écossais Alexandre Ross, publié en anglais en 1652 et bientôt traduit en allemand (1660) et en hollandais (1662) ³.

Ces travaux littéraires n'absorbant pas toute son activité, il s'occupait des affaires de l'Église et entraînait en lutte avec les pasteurs. Au mois de septembre 1662, entendu comme témoin par le Consistoire, il se livra à une scène des plus inconvenantes, « mettant le chapeau et parlant hautement et fort insolemment, en quoi on lui a montré le peu de respect qu'il portait aux personnes assemblées au nom de Dieu, et représentant toute l'Église ⁴ ». Thomas La Grue témoigna son mécontentement aux Églises wallonnes en embrassant avec sa femme la doctrine des *Remonstrans*. Son adhésion à cette secte ne lui procura ni la paix ni le contentement d'esprit puisque, le 1^{er} mars 1665, il demandait pardon au Consistoire d'Amsterdam « du scandale qu'ils avaient donné, lui et sa femme, en se retirant de la communion de notre Église pour s'adjoindre à l'Église des *Remonstrans* ⁵ ».

L'année suivante il chercha à expliquer sa conduite envers sa première femme; mais, en produisant la lettre de M. Blondel du mois de novembre 1653, il prouva seulement que le Consistoire de Charenton avait accepté sa conversion parce que les renseigne-

1. *Dissertatio medica inauguralis de Dyssenteria, quam doctorum examini subjecit Thomas La Grue*, Dieppaeus. L. A. M. — Bibliothèque de l'Université de Leyde.

2. *Grammatica gallica, ex celebrioribus grammaticis collecta, a Thom. de La Grue, natione Gallus*, L. A. M. et Med. Dr. Lugduni Batav., ex officina Fr. Hackii, 1654, in-8. — *Editio altera, longe emendatio et quarta parte auctior*. Amstelodami, P. Le Grand, 1664, in-18. — *Editio tertia*, 1671, in-12. — Cette grammaire fut traduite en allemand, enrichie d'un vocabulaire, de modèles de lettres et de dialogues. Heidelberg, 1678, in-8.

3. *Les religions du monde, ou démonstration de toutes les religions et hérésies de l'Asie, Afrique, Amérique et de l'Europe, par Alexandre Ross, et traduit par Th. La Grue*. Amsterdam, J. Schipper, 1666, in-4°. Réimprimé à Amsterdam en 1669, et en 1686, 3 parties, in-12.

4. Actes du consistoire d'Amsterdam (3 septembre 1662).

5. Actes du consistoire d'Amsterdam (1^{er} mars 1665).

ments recueillis établissaient que l'épouse abandonnée avait contracté un second mariage.

Il eut encore de nouveaux démêlés avec l'Église d'Amsterdam : le 22 juillet 1668, il se rend au Consistoire et il « s'est tellement emporté par ses crieries et fureurs contre la compagnie qu'on a été contraint de le faire sortir, la compagnie ne pouvant davantage supporter ses injurieuses façons de parler, accompagnées d'exécration et enfin de beaucoup d'indiscrétion ». Non content de mettre en pratique des procédés aussi grossiers, il menace le Consistoire « de faire imprimer un livre contre le Synode, et plusieurs de ses membres ».

Nous ne savons s'il mit à exécution ce projet ; la réflexion calma sans doute sa fureur.

En 1670 il publiait la traduction du *Théâtre de l'Idolâtrie*¹ et, en 1673, *le Mépris du monde*².

Il mourut en 1680 et fut inhumé le 27 avril dans la nouvelle église d'Amsterdam.

De son mariage avec Isabelle De Put, il eut six enfants : Jean-Joackim (17 février 1655), Sara (12 mai 1656), Philippe (24 novembre 1658), Thomas (23 novembre 1660), Catherine (11 mai 1662), Isaak (2 mars 1664).

L'aîné de ses fils, Jean, inscrit à l'université de Leyde le 16 septembre 1682 comme candidat en médecine, âgé de 28 ans, y fut reçu docteur en médecine le 16 septembre 1682, avec une thèse *De Ascite* ; il mourut en 1728.

Un autre de ses fils, Philippe, est l'auteur d'une *Nouvelle Grammaire flammande*, Amsterdam, 1701, in-12, souvent réimprimée jusque dans notre siècle. Ils publièrent ensemble un ouvrage posthume de leur père sous le titre : *Le Grand Dictionnaire Français*-

1. Consultez : *Bulletin*, t. XLIX (1900), p. 167. L'ouvrage : « *Le Théâtre de l'Idolâtrie* », composé en latin par le pasteur et missionnaire hollandais Abraham Roger, ne fut publié qu'après sa mort, en hollandais, à Leyde, en 1651. Il fut traduit en allemand (Nuremberg, 1663) ; puis en français par La Grue, dont la version eut une réimpression, sur l'imprimé à Amsterdam, chez J. Schipper, 1671, 2 vol. in-12. Un extrait de ce livre a été inséré dans la collection bien connue des *Cérémonies et coutumes de tous les peuples du monde*, publiée à Amsterdam, J.-F. Bernard, 1723, etc., collection souvent reproduite et remaniée jusque dans notre siècle.

2. M. Chenot en a parlé en détail dans le *Bulletin* de janvier 1894, t. XL, p. 51 et suiv. (Voyez déjà au t. X, p. 24). Il ne faut pas confondre cet ouvrage avec celui, plus considérable, donné sous le même titre par Isaac Arnaud, l'intendant, dès 1623 et souvent réimprimé (Voir *Bulletin*, t. VIII, p. 383).

Flamen de Jean Louis d'Arsy. Revu, corrigé et augmenté d'une fort grande quantité de mots, phrases et sentences dans cette dernière édition, par Thomas La Grue, maître ès arts et docteur en médecine. Amsterdam, 1682, 2 volumes in-4°; une deuxième édition parut à Anvers en 1684 et une troisième à Amsterdam en 1699.

Grâce aux savantes recherches de M. Guyol, nous connaissons maintenant la vie agitée de Thomas La Grue et nous avons pu répondre à toutes les questions posées par M. le pasteur Chenot. La lumière est faite sur le caractère de cet ancien prêtre, mais il aurait peut-être mieux valu pour sa mémoire que le *Bulletin* se fût borné à publier la préface si éloquente du *Mépris du monde*.

ARMAND LODS.

Hérétiques espagnols réfugiés en France et leurs descendants en 1601 (ci-dessus, p. 204). Il est intéressant de remarquer que le refuge d'hérétiques espagnols en France remonte à la fin du XV^e siècle, et que, même après l'édit de Nantes, leurs descendants étaient en butte à des injustices contre lesquelles un synode national cherchait à les défendre (Jargeau, 1601, *matières particulières*, art. XXI) :

« On écrira aux Consuls de Montpellier pour les prier de faire
« cesser les outrages qu'on fait aux familles qui depuis cent ans et
« plus se sont retirées des quartiers d'Espagne dans leur ville, et de
« les recevoir même dans les charges de la ville, s'il n'y a pas des
« statuts exprès qui le défendent : et cela pour conserver la paix et
« l'union entre tous ceux de l'Église, comme ils y ont été exhortés
« par le dernier synode de Montpellier¹. »

J. PANNIER.

Un pasteur et auteur presque inconnu (C. de Heris)². — Pendant le siècle de Rouen, en 1562, il y avait dans cette ville un M. de Coquereau mont chez qui logeait le capitaine François de Civile (*France protestante*, 2^e éd., t. IV, col. 378); soit lui, soit un autre membre de la famille était parent des Dubosc de Mandreville, et correspondant de Théodore de Bèze (*ibidem*, V, 540, d'après mss. de Genève, 197 aa).

Quant à Canilly où il était question d'établir un collège en 1653, je pense que c'est non Quevilly mais Camilly, au nord-ouest de Caen³.

J. PANNIER.

1. Aymon, *Synodes nat.*, t. I, p. 249.

2. *Bull.*, 1900, p. 223.

3. Cf. Galland, *Hist. du protestantisme à Caen*, p. 62 et 88.

Les de Lambermont, Breton ou Berton, Chapon, etc. — *Godefroi de Lambermont*, fils de (?) de Lambermont, avocat à Sedan fut, en 1689, reçu membre de l'E. wallonne d'Amsterdam, de même que sa femme *Anne Breton ou Berton*, fille d'un avocat à Blois.

Leur fils *Abraham de L.* épousa en 1729 à Amsterdam *Elisabeth Chapon*, de Champagne.

D'après un acte de M. Wegewaert, notaire à la Haye, du 8 mai 1703, dressé conforme à une copie de l'original, le roi Louis XIV, par brevet donné à Paris en mai 1657, de son règne le 15^e, aurait autorisé les MM. Pierre, Samuel, Abraham, David, Pierre, Daniel, Louis, Jean et Louis de Lambermont et leurs successeurs à remplacer leur surnom de *Lambermont* par leur vrai nom de *Bourgogne*, parce qu'ils lui avaient prouvé qu'ils descendaient en ligne directe d'une branche des ducs de *Bourgogne*, savoir de *Théodoric, Dieric ou Thierry* de *Bourgogne* et de sa femme *Jacqueline de Royen*. A la fin du brevet, signé « Louis », se trouve : « Collationné par nous cons^s secrets du Roy, maison couronne de France : contrôleur en la chancellerie de *Montpellier* (s.) J. Pouget. »

Donc je demande :

1^o Est-ce qu'on trouve le nom de l'avocat *Berton* ou *Breton*, au xvii^e siècle, parmi les protestants de Blois ?

2^o De quelle localité en Champagne les *Chapon* se sont-ils réfugiés à Amsterdam ?

3^o Est-ce que le brevet susdit existe réellement, ou est-ce que l'acte est une copie d'une pièce supposée ?

Il est bien connu que les de Lambermont n'ont jamais changé leur nom après la date du brevet. Cependant M. E. Henry dans son livre : « *Notes biographiques sur les membres de l'Académie protestante de Sedan*, Sedan, 1896, p. 36 et 37 », donne aux de Lambermont une descendance tout à fait conforme au brevet.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

GUYOT.

Groningue, 10 avril 1900.

Jacques de Tandeharatz, son mariage. — Je retrouve une note sur ce pasteur rochelais, d'où il résulte qu'après avoir perdu sa première femme, Marie Vincent, il se remaria le 12 octobre 1672 avec *Sara Dussieur*, veuve de Daniel Guillen.

DE RICHEMOND.

Saluste du Bartas, le célèbre poète huguenot, conclut, le 24 juillet 1585, au plus fort de la Ligue, par devers S. de Aguzan, notaire de Montfort, en présence de Jean-Jacques et Bertrand de Manas, avec Timothée Jouan et Abel Langelier, libraires à Paris, représentés en personne par le premier — un traité leur permettant d'imprimer seuls les œuvres du poète et d'obtenir un privilège à cet effet pour huit années — moyennant la somme de « cent trente trois escuz sol. un tiers » à payer « dans Tholose dans le terme de dix mois prochains ». Ce traité, qui montre mieux qu'on ne pourrait le décrire, de quelle vogue jouissaient en pleine réaction cléricale, non seulement du Bartas, mais encore les idées religieuses austères qu'il exprimait en langage poétique, a été reproduit d'après les minutes de M. Lannes, notaire à Solomiac (Gers) par M. le duc de Fezensac dans le *Bulletin du Bibliophile* du 15 mai 1900.

Catherine de Médicis et la morale. — Dans la *Revue historique* de mai-juin 1900 (t. LXXIII, p. 64 à 70), M. G. Baguenault de Puchesse publie sous le titre de *les Idées morales de Catherine de Médicis*, deux curieuses lettres de cette reine. Dans la première, du 12 juin 1582, elle reproche au roi de Navarre, son gendre, de vouloir imposer à sa femme sa passion pour Françoise de Montmorency, à laquelle il avait promis de renoncer. Dans la seconde, du 25 avril 1584, Catherine charge Bellièvre de faire la leçon à sa fille Marguerite « qui pense être peut-être plus belle qu'elle n'est » et dont M. de Puchesse dit que c'est l'indifférence de Henri pour elle qui la jeta dans le désordre, ce dont plusieurs contemporains ont tout au moins douté. Elle ne devrait pas, dit Catherine, tolérer les désordres du Béarnais *chez elle...* « Quand on ne le sait, l'on est excusé, ou que ce sont femmes sur qui l'on n'a puissance. » — Au fond, comme on pouvait s'y attendre, la morale de la reine mère vise uniquement à garder les apparences et à éviter le scandale public.

N. WEISS.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

FRANÇOIS I^{er} ET LES PROTESTANTS

LES ESSAIS DE CONCORDE EN 1535

Dans l'histoire des rapports de François I^{er} avec les Allemands, une des périodes les plus curieuses est celle qui embrasse les années 1534 et 1535 et comprend les essais de concorde poursuivis par le roi de France entre les diverses Églises protestantes et l'Église catholique. L'histoire en est connue, au moins dans ses grandes lignes¹, et nous n'avons pas la prétention de la refaire. Nous voudrions seulement, dans les pages qui suivent, au moyen de quelques documents nouveaux, mettre en relief certains faits encore insuffisamment marqués, éclairer davantage certains points de détail. Quelle fut dans ces tentatives de concorde l'attitude des réformés suisses ? Quel était en réalité le but poursuivi par François I^{er} en adoptant cette politique de conciliation ? Et quel homme, en Allemagne, fut l'âme et le soutien jamais découragé de ces efforts infructueux ? Telles sont les questions qui seront successivement examinées.

I

Dans la consultation qu'il demanda au milieu de 1534, François I^{er} ne se contenta pas de s'adresser aux ministres et aux

1. Elle a été exposée par C. Schmidt dans *Niedner's Zeitschrift für die Historische Theologie*, 1850. 25-69, sous le titre : *Die Unions-Versuche Franz des I^{er}*. Cet article est ce qu'il y a de plus complet sur ce sujet, et aujourd'hui encore il y a peu de chose à y changer.

théologiens de l'Allemagne, de Wittenberg et de Strasbourg, à Mélanchthon, à Bucer, dont les réponses sont connues; il fit appel aussi aux pasteurs des cantons suisses; et leur avis, bien qu'il n'en ait pas été tenu compte, est intéressant à connaître, car il diffère assez sensiblement, au moins dans la forme, des avis des théologiens allemands¹.

Depuis l'entrevue de Marseille (octobre-novembre 1533) les cantons suisses protestants se défiaient de François I^{er}. Ce rapprochement du roi de France et du pape, dont on ne savait rien de précis et sur lequel couraient les bruits les plus divers et les plus alarmants, semblait de très mauvais augure. Berne se plaignait du refus catégorique opposé par le roi à une demande en faveur d'un prisonnier². Il était question d'une alliance entre la France et les cantons catholiques. Peut-être François avait-il pris des engagements contre les protestants pour la tenue d'un concile où le pape pourrait dicter ses conditions. Malgré tous leurs efforts, les agents français ne parvenaient pas à détruire des appréhensions que les Impériaux d'ailleurs entretenaient de leur mieux. Aussi, lorsque, dans la première quinzaine de mai 1534, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey vint à Zurich et exposa aux pasteurs l'objet de sa dernière mission en Allemagne, et le

1. Ces réponses se trouvent dans le vol. 424 de la collection Dupuy qui contient pour ainsi dire le dossier de la question. On y rencontre les deux lettres de Mélanchthon à Guillaume du Bellay du 1^{er} août 1534 et du 28 août 1535; la réponse de Mélanchthon *ad quemdam amicum*; l'avis de Bucer, celui de Hédion; les lettres d'adhésion aux avis précédents adressées à Ulrich Chélius par Martin Frecht, d'Ulm, Conrad Frick, d'Isny, Gervais Schuler, de Memmingen, Pierre Lehman, d'Heilbronn, Jean Ungar, de Pforzheim, Boniface Vicelius, d'Augsbourg, Thomas Gasner, de Lindau; — les avis de Bullinger et de Haller, celui de Myconius, et enfin une lettre de Bucer à J. Sturm, datée de Strasbourg 22 septembre 1535. Toutes ces pièces sont autographes; dans l'avis de Hédion on peut remarquer certaines corrections de la main de Guillaume du Bellay. Elles ont été publiées, — sauf les trois dernières, — en 1607, sous le titre : *Sententiæ Phil. Melanthonis, Martini Bucer, Casp. Hedionis et aliorum in Germania Theologorum de pace ecclesiæ ad virum nobilissimum Gulielmum Bellaium Langæum. Anno MDXXXIII. Antehac non editæ. MD CVII.* 62 pp. pet. in-12.

2. Herminjard, *Corresp. des réformateurs* III, n° 433. François I^{er} au conseil de Berne, de Marseille 20 octobre. Il a trouvé leur requête « si estrange qu'il n'est possible plus ».

projet qu'avait le roi de pacifier la chrétienté et de réunir les Églises, on l'écoula avec la considération que commandaient sa charge et son éloquence, mais on ne fut nullement convaincu ¹. Au nom du roi, il demanda aux pasteurs de Zurich, de Berne, de Bâle, de Schaffhouse d'envoyer par écrit au roi leur avis sur quels points le rapprochement leur semblait possible avec l'Église catholique, sur quels autres points portaient surtout les différences, les priant toutefois de ne pas employer d'expressions trop cassantes. Un semblable projet les étonna et les réserves dont Langey l'avait enveloppé éveillèrent en eux des soupçons. Ils y virent dès l'abord un moyen de François I^{er} pour se concilier davantage la faveur des protestants; peut-être même une ténébreuse manœuvre du pape pour sauvegarder son pouvoir. Ce fut le sentiment de Bullinger, le pasteur de Zurich, qui s'en ouvrit aussitôt à Myconius, de Bâle, et à Vadian. Néanmoins, ils promirent de prévenir les autres ministres et, d'une façon générale, de donner satisfaction au roi. Mais il ne faut pas s'étonner si les réponses se firent attendre.

A la fin de 1534, Mélanchthon, Bucer, Hédion avaient envoyé leurs avis, longuement motivés et pleins d'espoir. Rien n'était venu de Suisse. Le 31 octobre Langey écrit à Bullinger et à Pellican² pour leur rappeler leur promesse. Il leur envoie Ulrich Chélius, un homme de confiance et un Allemand, qui avait déjà obtenu les avis précédents, avec charge de les leur communiquer et d'en obtenir d'analogues. Après une tournée dans la haute Allemagne, où il recueillit diverses approbations, Chélius, en janvier, arriva à Zurich pour remplir sa mission.

Le moment était mal choisi pour rencontrer une réponse favorable. On venait d'apprendre en Suisse que les persécutions avaient recommencé en France à la suite de l'affaire des placards : la fureur des supplices était de nouveau déchaînée contre les protestants. Que signifiaient ce désir de concorde entre les Églises que le roi affichait auprès des protestants

1. *Discours de Langey aux Suisses à son retour d'Allemagne en présence de Boysrigault* [1534], B. N. fds fr. 2846, 70 v^e et sqq. (copie). — Herminjard, *op. cit.*, III, 181-182, Bullinger à Myconius, Zurich, 18 mai 1534.

2. Herminjard, *op. cit.*, III, 208, n. 7.

d'Allemagne, et cette rigueur, dont il se faisait gloire, contre les protestants de ses propres États? Quel fonds faire sur la sincérité de François I^{er}? Il devenait de plus en plus probable que l'on se trouvait en présence d'un expédient politique, rien de plus. Cependant Chélius réussit à obtenir les avis qu'il sollicitait. Certainement, les ministres ne voulurent pas refuser cette satisfaction à l'envoyé d'un homme dont ils estimaient le caractère et appréciaient l'éloquence; ils craignirent sans doute aussi, par une fin de non-recevoir absolue, d'irriter François I^{er}. Ils répondirent donc, mais brièvement et sans ambages.

Le 17 janvier 1535, Bullinger écrivit son avis à la hâte. Il commença par indiquer la condition essentielle de tout accord durable : « Pas de concorde solide, si on ne la tire des sources pures de l'Évangile et si on ne la conforme à l'exemple apostolique et selon la sincérité de la primitive Église¹. » Bucer, au début de sa réponse, n'avait pas dit autre chose; même il s'était peut-être exprimé en termes encore plus énergiques, affirmant qu'il n'y avait rien de commun entre Christ et Bélial. Mais Bullinger insiste, il répète son idée, il y revient encore et s'y attache inébranlablement :

« Tout ce qui ne repose pas exclusivement sur l'autorité de l'Écriture ne peut être solide : les âmes vraiment pieuses ne peuvent l'accepter; elles le combattront toujours. Tout ce qui est nécessaire à la vie et à la conduite chrétiennes nous a été transmis mille fois par la Sainte Écriture et par les exemples des apôtres. S'en écarter est impie; vouloir mieux faire, insensé; le rejeter, perfide².

« Et qu'on ne vienne pas dire que l'entreprise est impossible. Car tout est possible à Dieu qui assiste ceux qui le cherchent sincèrement et en vérité. Notre tâche n'est pas d'un jour ou de quelques années. En apparence, quoi de plus impossible que de croire à la conversion de toute la terre, alors qu'elle était plongée dans les

1. Concordiam ego, mi Cheli, nullam constare posse video quæ non sit ex purissimis scripturæ fontibus petita et ad exemplum apostolicum primitivæque ecclesiæ sinceritate deformata.

2. Quicquid præter scripturæ auctoritatem statuitur firmum esse non potest, nec omnibus maxime vero piis placere potest. Impugnabunt id perpetuo. Quæ autem ad vitam et disciplinam necessaria sunt christianam sacræ literis et exemplis apostolicis abundantissime sunt tradita. Ab iis deficere impium est, meliora meditari stultum, non obsequi perfidum.

abîmes de l'idolâtrie et de la superstition, par ce tout petit nombre d'apôtres du Christ? Pourtant nous avons vu cette conversion, bien qu'elle ait demandé des efforts et du temps. Le siècle présent est aussi tout enveloppé d'erreurs. Que nul ne désespère! Car nous avons vu en quelques années, changer comme par miracle des villes considérables et des peuples sans nombre. Nous devons à Dieu tous nos efforts et puisqu'il demande lui-même de prêcher sa parole et de lui obéir, s'il y a quelque désaccord sur le dogme ou sur les rites, dans une assemblée préparatoire ou un synode, tirons de l'Écriture le moyen de nous mettre d'accord; fixons solidement ce que l'Écriture nous transmet¹. »

Après cette exhortation, qui occupe la moitié de la réponse, Bullinger passe rapidement en revue les différents points sur lesquels il y a contestation, et pour chacun il indique le texte auquel on doit se tenir énergiquement.

« Sur la justification, la foi, la rémission des péchés, les bonnes œuvres, l'apôtre a discuté savamment dans toutes ses épîtres, en particulier celles qui sont adressées aux Romains et aux Galates. Il y affirme que la foi est la justice qui par le sang du Christ nous lave de nos péchés et nous rend aptes aux bonnes œuvres, agréables à Dieu.

« Sur l'hostie, le sacerdoce, la médiation du Christ qui seul est l'unique et éternelle hostie de tous les fidèles, l'apôtre a fait une démonstration pleine de science et de piété dans l'épître aux Hébreux². »

Bullinger insiste davantage sur le culte des saints. L'Écriture n'en parle que d'exemple et d'imitation.

1. Sed id quidem plerisque videtur impossibile. Atqui omnia possibilia sunt apud Deum qui iis non deest qui ipsum in veritate quaerunt. Neque nos unius diei aut annorum aliquot negotium agimus. Quid videbatur impossibilius quam terræ orbem eumque totum idolatriæ et superstitioni immersum per paucissimos Christi apostolos fore convertendum? At conversum vidimus, quanquam cum negotio et tempore. Est et presens seculum erroribus prorsum involutum et nemo desperet. Vidimus enim paucis aliquot annis mire immutatas eximias urbes populosque innumeros. Nostram quidem operam debemus Deo et quam ipse poposcit prædicationem verbi et obedientiam si quæ est in dogmatis aut ritibus discordia, vel in prosynodo vel synodo petatur ex Scriptura ut id concorditer sentiamus et statuamus quod Scriptura prodit.

2. De justificatione, fide, peccatorum remissa et bonis operibus docte

« Aux fidèles, Christ suffit, qui siège à la droite du père et intercède pour nous toutes les fois et aussi souvent qu'il est nécessaire. L'Écriture ne parle pas de l'intercession des saints. Entourer d'un culte les statues de Dieu et des saints, c'est violer la volonté de Dieu et le rite de l'ancienne Église, comme il appert des écrits de Lactance, des livres d'Athanase et du témoignage de saint Jérôme¹. »

« En ce qui touche les sacrements, il faut s'en tenir strictement aux enseignements de l'Écriture et des apôtres, ne pas s'en écarter d'une ligne, réformer les nôtres d'après eux². »

Et les références suivent, à propos de chaque sacrement, les définitions, précises, sèches, un peu dures.

Les rois doivent régner et administrer leur royaume en justice et équité : alors à bon droit les saints leur obéissent et leur payent l'impôt³. Pour les monastères et les couvents, et les points qu'il aurait laissés de côté, Bullinger renvoie à Pellican.

Puis il termine par une parole d'espoir, très simple et très ferme, qui est encore une affirmation d'intransigeance absolue :

« Nous qui prêchons en Suisse la parole de Christ, nous ne cherchons que la gloire de Christ, le salut de l'Église et la félicité de

disputavit apostolus in omnibus epistolis, maxime in iis quæ Romanis et Galatis dicatæ sunt. In iis adserit fidem esse justitiam quæ per Christi sanguinem mundet nos a peccatis et ad bona opera quæ Deus percipit aptos efficiat.

De hostia, sacerdotio, et mediatione Christi, qui unus et solus unica et æterna fidelium omnium hostia est, doctissime et piissime demonstravit apostolus ad Hebræos.

1. *De Divorum cultu nihil præcipit Scriptura nisi quod exemplum et imitationem attinet. Fidelibus satis est Christus qui sedet ad dexteram patris et intercedit pro nobis quoties et quantum necesse est... Imaginari divos pro nobis intercedere et nostris tam curis distringi, Scripturis non est proditum... Statuas vel Dei vel divorum ad cultum prostituere et habere contra præscriptum Dei est et contra veteris ecclesiæ ritum, id quod apparet ex Lactantii scriptis, ex Athanasii libris et D. Hieronymi testimonio.*

2. *Quod sacramenta attinet quorum meminit Scriptura simpliciter agere scripseruntque apostoli, ab iis nullo modo variandum, ad ista omnia nostra reformanda.*

3. *Dominari et regna administrari debent reges in justitia et æquitate, quibus merito obediunt sancti et tributa pendunt.*

la république chétienne. Toute concorde qui pour sauver ces biens reposera sur la vérité, nous promettons d'y travailler; car nous n'avons comme tous les chrétiens, qu'un désir : la concorde en Jésus Christ¹. »

L'avis fut rédigé par Bullinger, écrit par lui; Berthold Haller, de Berne, qui se trouvait alors à Zurich, s'y rallia et le signa aussi. Il convient de remarquer que, dans cette réponse, il n'y a pas un mot, pas une allusion aux avis de Melanchthon, de Bucer et de Hédion, que Bullinger connaissait pourtant. Ce silence est caractéristique. Au fond, Bullinger blâmait l'action des ministres de Strasbourg et de Wittenberg. Il jugeait Bucer trop enclin à la conciliation, trop porté, par cela même à faire des concessions. Déjà un mois auparavant, lorsque Bucer était venu à Constance (14-18 novembre 1531) conférer avec les zwingliens, Bullinger et les docteurs de Zurich s'étaient abstenus de paraître. Ils avaient seulement envoyé leur confession de foi, en faisant remarquer qu'ils ignoraient l'art d'accommoder (*cauponari*) la parole de Dieu². Cet art, en effet, est totalement absent de la réponse donnée à Chélius le 17 janvier 1535. Autant Bucer se montrait, dans son avis, accommodant, prêt à discuter, sans toutefois abandonner les points essentiels de la doctrine, disposé à tenter tout au moins un essai de concorde qui pouvait, même s'il ne réussissait pas entièrement, profiter à la nouvelle religion et adoucir le sort des fidèles, autant Bullinger apparaissait intransigeant, réfractaire à toute avance, se tenant presque sur la défensive. Il redoutait un piège dans la demande du roi de France. Il donne son avis, comme par acquit de conscience; on sent parfaitement que sa conviction intime est que cela ne servira de rien. Inutile, par conséquent, de se mettre en frais d'avances, ce qui d'ailleurs n'était guère dans son tempérament.

Après avoir obtenu l'avis de Bullinger et de Berthold

1. Nos qui Christum in Helvetiis predicamus nihil quam gloriam Christi, Ecclesie salutem et reipublice felicitatem quærimus, quicquid istis salvis cum veritate in concordia situm statui potest, nostram pollicemur operam. Nihil enim perinde ac concordiam in Christo cum omnibus desideramus...

2. Baum. *Capito und Butzer Strassburgs Reformatoren*, 499.

Haller, Chélius se rendit à Bâle, auprès de Myconius (29 janvier 1535). Myconius n'avait guère plus de confiance que Bullinger dans le succès des tentatives de conciliation. Cependant il appréciait les efforts de ceux qui poursuivaient la pacification de l'Église :

« Travailler si activement à la concorde de l'Église universelle, y dépenser tant d'efforts, est le fait d'âmes vraiment pieuses qui recherchent seulement la gloire de Dieu et de notre Seigneur Jésus et l'autorité de la doctrine divine. C'est pourquoi il faut prier Dieu qu'il répande ce pieux désir dans tous les cœurs, bien plus qu'il le porte à son comble dans ceux qui en sont possédés¹. »

Mais que l'entreprise est difficile ! « On essaie d'accorder les choses les plus différentes, je veux dire le Pape qui jusqu'ici ne s'est soucié que des intérêts humains, sous couvert de représenter la divinité, et ceux dont l'unique souci est de restaurer en leur place les choses divines le plus purement possible...² »

La première condition pour que l'accord soit possible, c'est une réforme radicale de la papauté. Ce point, que Bullinger avait passé sous silence, Myconius s'y attache, car c'est bien le point important, celui autour duquel tournent toutes ces tentatives de concorde. François I^{er} désire un accord auquel le pape puisse participer ; l'adhésion du pape en garantira la solidité. Mais les réformés accepteraient-ils l'autorité du pape, et à quelles conditions ? Mélanchthon, Bucer, Hédion s'étaient montrés assez accommodants : ils estimaient l'autorité pontificale légitime dans une certaine mesure, et aussi utile. A leur avis, l'entente sur ce point serait facile. Or, c'est précisément à quoi répugnaient le plus les ministres suisses. Bullinger ne parle pas du pape dans sa

1. De concordia communis Ecclesiae tam diligenter agere per sumptus et labores haud mediocres animorum est profecto piorum, quibus nihil magis est in animo quam gloria Dei, et Domini nostri Jesu, doctrinaeque celestis auctoritas, quamobrem orandus Deus, ut hunc pietatis adfectum in multos diffundat, nedum in illis augeat usque ad perfectum.

2. Concordia tentatur inter extreme discordes, Papam videlicet qui hactenus non nisi humana tulit, sub specie tamen divina, et eos quorum studium est unice divina in suum locum quam purissime reponere; ingenti labore, prudentia devotisque precibus ad Deum opus erit invenire quod tam late inter se positos consociet...

réponse : il croyait sans doute qu'une réforme de la papauté n'avait aucune chance d'aboutir. Le consentement du pape et les ménagements à garder à son égard lui avaient dès la première heure inspiré de la méfiance et fait douter du succès de l'entreprise. Myconius, lui, aborde la question résolument. Pour que l'accord se fasse,

« il faut de toute nécessité une régénération spirituelle de la papauté, car, l'expérience le prouve, le pape aujourd'hui ne semble avoir rien de commun avec le Christ. Il lutte contre la puissance de la foi, contre les adeptes de la vraie piété par le feu et par le glaive; à moins d'une régénération totale par la vertu d'en haut, on ne peut voir le règne de Dieu. Qu'il redevienne Pierre, et dise d'un cœur pur : Christ est le fils du Dieu vivant¹. Il faudra en second lieu que sincèrement il rende à la Sainte Écriture son autorité, c'est-à-dire qu'on n'y préfère rien, qu'on n'y égale rien, comme on l'a fait jusqu'à maintenant. Il n'est pas nécessaire d'insister là-dessus. C'est pourquoi, lorsque de notre temps, Dieu notre souverain Seigneur a rendu aux hommes la prépondérance de sa parole, le pape et ses partisans ont crié que je ne sais quelle hérésie entraînait dans le monde². Au reste des Écritures il donnera leur vrai sens, c'est-à-dire qu'il les considérera comme émanées de l'esprit humain partout où elles ne s'accorderont pas avec les saintes Écritures. Que les Écritures soient pour nous la pierre de Lydie, l'Esprit d'après lequel on appréciera tout le reste. Alors, en effet, ni la considération des personnes, ni la profondeur de la science, ni la réputation de sainteté n'entreront en ligne de compte, mais seulement la pureté de la parole de Dieu³... La concorde ne pourra être saine et solide que

1. Quod attinet ad Papam, necessarius est spiritus lubens dicere regerans, quod talis videatur qui nihil in se habeat Christi vel experientia teste. Pugnat enim contra fidei potentiam, contra pietatis cultores ad ignem usque et ad gladium; nisi regeneretur itaque virtute ex alto non potest videri regnum Dei. Petrus fiat oportet, ut dicat ex puro corde : Christum esse filium Dei vivi.

2. Necesse est item ex pectore reddat Scripturæ Sanctæ suam auctoritatem, quod tum fiet, cum nihil huic vel præhabuerit, vel adæquaverit, quæ res ut usque adhuc habuerit, non est ut hic producamus, neminem latet. Unde factum est postquam Deus Optimus Maximus hac tempestate verbi sui præstantiam hominibus restituerit misericorditer a Pontifice suisque clametur hæreticum nescio quid intrasse in mundum.

3. Reliquis Scripturis dabit id quod sunt nempe spiritum humanum, nisi cum literis consociet divinis. Lydius lapis igitur sint scripturæ, spi-

si ces conditions indispensables sont au préalable réalisées par le pape : sans elles toutes les tentatives seront vaines¹. »

Les conditions à remplir par l'autre parti sont moins développées; elles se réduisent à une seule : « ne pas s'écarter, même d'une ligne, de l'Écriture. Le moindre écart serait une infraction à la vraie piété². » Ce dont il faudra se garder le plus ce sont des choses indifférentes (*media*) : « pour les discerner sans erreur il y faudra une pointe de jugement aiguï-sée par la foi. Car souvent on considère comme indifférentes des choses qui sont très graves au regard de Dieu³. » Au reste il ne voit rien à ajouter à ce qui a été écrit déjà. Il préfère l'avis de Bullinger : « Bullinger nous semble simple avec pureté et pur avec simplicité. » Non qu'il veuille par là suspecter la pureté et la simplicité des autres ministres qui ont donné leurs réponses. Il lui semble seulement que dans ces écrits destinés à la discussion, on a fait certaines concessions qui, à première vue tout au moins, inspirent de la crainte⁴.

Et il termine par l'expression de ses vœux ardents en faveur d'une concorde dont les conséquences seraient si heureuses pour la gloire de Dieu et le salut des chrétiens, et par l'espoir que sa réponse, dont à la rigueur il aurait pu se passer, contribuera dans quelque mesure à faciliter ce résultat⁵.

ritus ad quem probentur quicquid est reliquum. Hic etenim nec amplitudo valebit personarum nec altitudo scientiæ, nec sanctitatis existimatio, sed verbi dominici puritas.

1. Ad concordiam sanam itaque et firmam hæc præhaberi necessitas est ab hac quidem parte. Si quid tentabitur sine his, labor erit frustraneus.

2. Ex altera parte qua pietas colitur a vero et Scripturæ judicio bonis non erit discedendum, ne latum quidem digitum, nisi cum iactura pietatis.

3. Circa media dispensabit regula charitatis, ita tamen ne a verbi spiritu ac mente, tum nec a fide discedatur. Quo judicii acumine a fide formato sit opus hoc loco, quis pius ignorare potest? Pro mediis habentur non raro quæ contaminatissime sunt in conspectu Dei.

4. Bullingerus pure simplex et simplicitur purus nobis videtur. Non quod non æque vel puros vel simplices putem alios, sed quod hisce scriptis quæ disputationi tamen parata sunt concedere quædam videantur quæ primo quidem intuitu horrorem incutiant.

5. Quamvis his, ... mi Cheli, potuissem supersedere sine piorum virorum quibus tu inservis tuis hisce laboribus iactura, visum est tamen nonnihil vel ad illud ipsum quod egi me facere ut consilia melius queant ad futuram concordiam iniri faciliusque.

Il est superflu de dire que ces avis rapportés de Suisse par Chélius, à la fin janvier, ne furent pas rendus publics. L'exposé que G. du Bellay, en août 1535, fournit à la Sorbonne, a été rédigé seulement d'après les réponses de Mélanchthon, de Bucér et de Hédion. Les ministres suisses ne facilitèrent donc en rien le succès des tentatives de concorde. Ils travaillèrent plutôt en sens contraire. Voyant les supplices pour hérésie se multiplier en France, malgré les bonnes paroles du roi, ils essayèrent d'ouvrir les yeux des luthériens d'Allemagne sur les véritables intentions de François 1^{er}. Le 28 mars Bullinger écrit à Bucér pour lui marquer son étonnement de le voir approuver l'écrit de Mélanchthon, et lui reprocher les trop larges concessions qu'il fait au pape. « Vous êtes toujours à objecter : « Mais s'ils ont changé d'esprit ! » Quoi ! le loup peut-il cesser d'être loup ?... »

Les récriminations devinrent plus vives encore lorsqu'on apprit que Mélanchthon et Bucér étaient officiellement invités à aller en France. « Qui ne voit l'intrigue ? » écrit à cette nouvelle Capiton à Myconius². Bullinger est plein de sinistres appréhensions. Déjà il avait montré à Bucér que le langage de Mélanchthon serait forcément différent de ses écrits et alors les Français ne manqueraient pas de faire éclater son inconstance, qui rejaillirait sur eux tous. Une crainte plus grave le prenait maintenant : si Bucér, si Mélanchthon, dans leur ardeur conciliante, se laissaient aller à trop de concessions ? « S'ils vont en France, on les corrompra, on les empoisonnera³. » Ils firent tous leurs efforts pour les dissuader de partir : Bullinger, les frères Blaarer, Marguerite Blaarer. Zwick, Haller multiplièrent les lettres. « Que vas-tu faire en France ? écrit Haller. Vous y consumeriez votre vie que votre voyage n'aura pas le moindre résultat : c'est ici notre conviction⁴. » Ces objurgations ne refroidirent point l'ardeur de

1. Herminjard, *op. cit.*, III, 341, n. 11 : Frustra enim semper objicitur : Quid, si animum mutarent ? Quid si lupus lupinum poneret ingenium ? Voir aussi *Ibid.*, p. 421.

2. Herminjard, *op. cit.*, III, 342, n. 8.

3. Herminjard, *op. cit.*, III, 342, n. 8. Bullinger à Myconius, 30 mars 1535 : « Si ibunt igitur, vel eos corrumpet vel intoxicabit... »

4. *Ibid.* Haller à Bucér, 22 juin : « Audio te vocari in Galliam. Quid

Mélanchthon ni de Bucer. Mais l'attitude des ministres suisses contribua à créer une opinion défavorable aux essais de concorde et concourut, avec d'autres raisons, à les faire échouer. Il faut du reste convenir que ces appréhensions n'étaient pas sans fondement et l'événement devait en partie les justifier.

II

En principe le projet de réconciliation des Églises fut un expédient politique, dont il faut chercher l'origine très probablement dans l'entrevue de Marseille. Il fut beaucoup question à cette entrevue de la réunion d'un concile. Clément VII, pour des raisons diverses, ne voulait pas du concile. François I^{er}, dont toute la politique tournait autour du Milanais, pour réaliser son idée italienne, avait besoin de l'alliance du pape. Il ne tenait donc pas, lui non plus, à la convocation du concile. Il y tenait d'autant moins que Charles-Quint la désirait de toutes ses forces. L'Empereur y voyait un moyen de satisfaire ses sujets de Germanie et de se délivrer ainsi de ses soucis d'Allemagne pour se tourner entièrement contre la France. Les Allemands réclamaient le concile : les catholiques pour mettre un terme aux progrès de la Réforme; les réformés pour faire triompher leurs doctrines et ramener l'Église à sa pureté primitive. Contre Charles-Quint, François I^{er} avait presque autant besoin des Allemands que du pape. Il fallait à la fois contenter les uns et l'autre. Les essais de concorde furent représentés au pape comme un moyen de préparer le concile, de le différer pour mieux dire, de lui enlever tout ce qu'il aurait pu avoir de dangereux pour Clément VII; peut-être même, en cas de succès, le rendre inutile. D'autre part, prendre un détour religieux, théologique, était peut-être le moyen le plus sûr d'aller au cœur des Allemands, chez qui les questions de cet ordre avaient tant d'importance que les différends entre luthériens et zwingliens avaient failli dissoudre à sa naissance la ligue de Smalkalde.

tibi cum Gallis?... Nec ullum sperant vestrae peregrinationis fructum, cliamsi animas vestras effuderitis... »

La pacification religieuse assurerait l'union politique; et le roi se ferait de l'Allemagne ainsi unie une arme terrible contre Charles-Quint.

Le projet prit corps durant le printemps de 1534. Les pourparlers préliminaires de G. du Bellay dans la haute Allemagne et en Suisse permettaient d'espérer un résultat. L'accueil qu'il reçut, assez froid en Suisse, fut très bienveillant à Strasbourg et à Wittenberg. Nulle part on ne déclina l'invitation. Cependant la tentative paraissait hardie. Il semblait plus grave de pactiser avec l'hérésie que de négocier avec l'Infidèle, le Turc. Deux partis, deux factions se disputaient le roi : l'une était groupée autour de la reine Éléonore; elle avait pour porte-paroles Montmorency, le cardinal de Tournon qui penchaient pour une politique de paix avec l'Empereur, pour l'alliance espagnole et le maintien intégral de la doctrine catholique. L'autre parti, groupé autour de la reine de Navarre Marguerite, comprenait l'amiral Chabot de Brion, les frères du Bellay, leurs familiers et leurs agents. Ce qui arrêtait le roi, c'était la crainte de voir les protestants se prononcer contre le pape. Or, à aucun prix, il ne voulait rompre avec la papauté. Aux ambassadeurs du roi d'Angleterre, qui, à la fin d'avril, étaient venus le solliciter d'imiter « son bon frère » Henri VIII, c'est-à-dire de se déclarer contre Clément VII, il avait répondu par un refus catégorique¹. Il avait pour cela des raisons à la fois religieuses et politiques. S'il admettait une réforme, c'était une réforme très modérée, à laquelle le pape devrait être le premier à consentir, dont il prendrait la direction et qu'il consacrerait de son autorité; tout au plus, François I^{er} concevait-il une Église nationale pour la France, une Église gallicane, qui, malgré son indépendance, ne cesserait pas d'être la fille obéissante et respectueuse de la papauté². Les consultations

1. B. N. F. fr. 3006, 129-130. *Memoire des responcez que le Roy faict sur aucuns articles, dont luy ont parlé Messieurs les ambassadeurs du roy d'Angleterre, son bon frere et perpetuel allié de la part de leur maistre.*

2. On peut même douter que François I^{er} serait allé jusque-là; c'eût été rompre le Concordat qui avait précisément détruit l'Église gallicane, et ce pour des motifs purement matériels (*Réd.*).

demandées à *titre privé* aux théologiens d'Allemagne eurent pour but de vaincre les hésitations du roi. Mélanchthon, Bucer, Hédion¹, plus ou moins explicitement, admettaient l'autorité du pape. Si Hédion se montrait sobre d'appréciations, Bucer laissait au pape et aux évêques leur autorité, même leurs richesses à des conditions très raisonnables. Quant à Mélanchthon, qui n'avait pas craint de forcer un peu sa pensée pour mieux faire réussir un projet si désirable, il ne voyait aucune difficulté à conserver la suprématie du pape et l'autorité des évêques. L'autorité était nécessaire au bon gouvernement de l'Église, et le pouvoir du pape pouvait avoir cette utilité de maintenir l'unité de doctrine parmi les nations².

De telles paroles dépassaient l'attente de Marguerite et de ses amis, et mirent au cœur de tous les partisans des idées nouvelles les plus grandes espérances. A ce moment se fortifia l'idée d'une réforme plus complète de l'Église de France. Rien d'étonnant à ce que des hommes comme Jean Sturm, familier des amis de Marguerite et prompt à l'enthousiasme, aient cru à une adhésion prochaine de la France aux doctrines de la Réforme. C'était aller bien vite en besogne. Ce que l'on vit dans ces réponses ce furent surtout les prémisses d'un arrangement avec Rome³, l'espoir, au moyen de concessions religieuses réciproques, de rattacher fortement

1. La réponse de Mélanchthon est du 1^{er} août 1534, celle de Bucer du 27 et celle de Hédion du 28 du même mois.

2. ...Quod ad hunc articulum attinet de superioritate Pontificia et de Episcoporum autoritate non est dissensio. et facile possunt retinere auctoritatem suam Romanus Pontifex et ceteri Episcopi... opus est enim in Ecclesia gubernatoribus... et ut maxime nulli essent Episcopi, tamen creari tales oporteret... Prodesset etiam meo iudicio monarchia illa Romani Pontificis ad hoc, ut doctrinæ consensus retineretur in multis nationibus (*Sententie Melanthonis*, etc., p. 7).

3. B. N. F. fr. 5499, f^{os} 199-200. Lettre de Jean du Bellay à M. de Saint-Galais, alors à Rome. En Allemagne, dit-il, mon frère et moi « avons réduit les choses jusques là que tous les hérésiarques tant Luthériens que Zwingliens que aultres ont baille articles signez plus tollerables beaucoup qu'on ne pouvoit esperer, remectant la pluspart du total au Roy et à ses bons ministres; entre aultres choses s'offrent à faire ce que ledit s^r voudra touchant la reconnoissance de l'église romaine. Cest chose qu'encores on ne peult croire icy pour estre tant contre l'opinion de chacun; mais je suys saisy de leurs seings ». La lettre n'est pas datée dans cette copie; mais elle est sûrement du début de novembre 1534.

entre eux et au roi de France l'Allemagne, le pape et l'Angleterre. Si l'on songe qu'à ce moment même (automne de 1534), François négociait activement avec le sultan dont le lieutenant, Barberousse, venait de conquérir Tunis et Alger, on voit quel système d'alliances formidable se préparait contre Charles-Quint. La politique de François I^{er} ne tendait à rien moins qu'à couper en deux l'empire de son rival, à lui soustraire la Germanie, en même temps que, par l'assentiment du pape et l'intervention armée du Turc, il le chasserait d'Italie et le réduirait strictement à son domaine espagnol. La pacification de l'Allemagne était à la base de ce système : on voit quelle importance les projets d'entente devaient avoir aux yeux de François I^{er}.

Brusquement, deux événements imprévus vinrent tout compromettre. Le 25 septembre, Clément VII meurt, et il est remplacé le 11 octobre par le cardinal Farnèse qui prend le nom de Paul III. Le fruit des négociations engagées avec le pontife défunt était perdu, car Paul III, dont la piété profonde était connue de tous, désirait sincèrement le concile. Pourtant, comme il était animé d'excellentes intentions à l'égard de la France, l'entente semblait devoir être facile entre lui et François I^{er}; mais il fallait un certain temps pour l'amener au projet caressé, au moins pour le lui rendre acceptable. En somme, il n'y avait là qu'un retard.

Plus grave fut *l'affaire des Placards*. Au milieu d'octobre des placards violents contre la messe, qui émanaient d'un protestant exalté, furent affichés à Paris et dans plusieurs autres villes et jusque sur la porte de la chambre du roi. La colère de François fut terrible. Le parti catholico-espagnol ne manqua pas de saisir l'occasion pour détourner le roi de la politique de conciliation et l'engager dans la voie des répressions. A ce moment Marguerite de Navarre était absente de la cour; absents aussi Chabot de Brion et Guillaume du Bellay, en mission en Angleterre. Jean du Bellay et son frère René réussirent à sauver quelques suspects; mais leur caractère et leurs fonctions les empêchaient d'intervenir officiellement en faveur des hérétiques et d'une manière efficace.

Pendant deux mois la répression triompha. Les supplices excitèrent en Allemagne et en Suisse un douloureux étonnement et une vive indignation que les agents impériaux ne manquèrent pas d'exploiter. Les échos en parvinrent bientôt en France. Les partisans de la conciliation représentèrent au roi quel parti les impériaux tiraient de sa sévérité, comment les villes et les princes réformés s'éloignaient de lui, au moment où la Bavière se rapprochait de l'Empereur, où le landgrave de Hesse lui-même essayait de rentrer en grâce auprès de Ferdinand et lui demandait une entrevue. Une terrible lutte s'engagea autour de François I^{er} vers la fin de janvier 1535. Le 21 janvier le roi assiste à une procession solennelle qui se termine par des supplices; quelques jours après il rend un édit contre l'imprimerie; le 29, édit du parlement contre les suspects en fuite; mais en même temps, il se répand en termes violents contre l'Empereur devant son ambassadeur en France, Hannart.

Le 1^{er} février il adresse une lettre aux princes allemands pour expliquer sa conduite; des mesures de clémence suivent, aux moins pour les étrangers¹. Le parti de Marguerite ressaisit le roi sans cependant le posséder encore tout entier : à la fin février, à la suite d'entretiens avec Barnabé d'Urre, sieur de la Fosse, François exprime le désir d'entendre Mélanchthon : il charge La Fosse de le pressentir pour qu'il vienne en France. Sturm, à cette nouvelle, ne sait comment exprimer sa joie : il presse Mélanchthon de venir, Bucer de décider Mélanchthon et de venir lui-même. Leur venue fera cesser les persécutions, sera le salut pour leurs frères et, qui sait ? aura peut-être des résultats plus considérables encore. Car les voies du Seigneur sont impénétrables et il tient en ses mains le cœur des rois². Le roi, semble-t-il, va s'engager dans la voie de la Réforme. Cependant, au même moment il reçoit l'évêque de Faenza, nonce du pape; il écrit aux princes d'Allemagne pour protester de

1. Voy. *Bull.*, X, 34 sqq.; XI, 253; XII, 87, 89; XXXIV, 164; XXXIX, 162, 257, etc.

2. Herminjard, *Correspondance des réformateurs*, III, n° 498, Sturm à Bucer, 10 mars. Mélanchthon, 6 mars 1535; *id.*, n. 499, Sturm à Bucer, 10 mars.

son dévouement au Saint-Siège, et dans ses dépêches à l'évêque de Mâcon, son ambassadeur à Rome, il se fait gloire « des griefves pugnitions » qu'il fait faire « journallement des hérétiques », il se montre désireux d'un concile, comme le pape et les Allemands, mais suggère des doutes sur son efficacité si auparavant on ne regarde bien « à la concorde et au lieu où il se pourra tenir¹ ». On voit le changement de front : les projets de concorde ne serviront plus, comme sous Clément VII, à différer le concile, ils le prépareront, au contraire, pour le plus grand avantage de la papauté.

La mission du sieur de la Fosse réussit. Mélanchthon, très embarrassé, ne sachant au juste ce que voulait de lui le roi de France, s'en remit de la décision à prendre à ses amis de France. C'était dire qu'il acceptait. Le 23 juin, François signe l'invitation officielle; le 27, Jean du Bellay l'accompagne d'une lettre très aimable. C'est le triomphe cette fois du parti de la conciliation : Montmorency supplanté par l'amiral avait quitté la cour. Le chancelier Duprat meurt le 9 juillet et il est remplacé par Antoine Dubourg favorable aux idées nouvelles. La place était libre pour Marguerite et ses amis. Ils préparent la venue de Mélanchthon. Le 16 juillet, l'édit de Coucy suspend les poursuites contre les hérétiques et permet le retour des fugitifs à condition que les uns et les autres abjurent leurs erreurs dans les six mois². Comme il a été décidé que Mélanchthon discuterait avec les docteurs de Sorbonne, Guillaume Petit, l'évêque de Senlis, confesseur du roi, s'efforce de faire choisir des docteurs qui ne soient pas « trop contentieux ». Or, que veut le roi à ce moment? Jusqu'à l'invitation officielle de Mélanchthon, il avait paru désirer l'entendre personnellement, en tête-à-tête, sans provoquer de discussion d'aucune sorte entre théologiens adverses. Maintenant il était question de mettre Mélanchthon aux prises avec les docteurs de Sorbonne : il s'agissait de s'accorder sur les points où l'entente serait possible et de remettre le reste au concile dont la besogne serait ainsi facilitée.

1. Dupuy, 265. 128 sqq. Le roi à l'évêque de Mâcon, 22 février [1535].

2. Voy. *Bull.*, XXX, 17-18, XXXIV, 164, et *Bulletin hist. et phil. du Comité des travaux historiques*, 1885, 223.

On voit que le but de la politique française n'a guère varié. Il s'agit toujours, plus que jamais, de tenir le pape et les Allemands. Au milieu de 1535, François I^{er} est en froid avec l'Angleterre qui cherche ailleurs des alliances; Charles-Quint est vainqueur des Barbaresques à Tunis, il va revenir entouré du prestige de sa victoire et apparaître comme le champion de la chrétienté contre l'infidèle. De toute nécessité il faut empêcher le pape de se ranger du côté de l'Empereur, les Allemands de se diviser et de se soumettre. A Rome, François envoie Jean du Bellay, avec charge d'éclairer Paul III sur les difficultés de la convocation immédiate d'un concile et de lui faire voir quels avantages la papauté pourrait retirer des négociations engagées avec Mélanchthon : la possibilité de tenir le concile à Rome ! Quant à l'Allemagne les instructions qui suivent, rédigées pour Guillaume du Bellay au début du mois d'août montrent quelles étaient au juste les intentions de François I^{er}. On y voit nettement la place que les essais de concorde tiennent dans la politique allemande et qu'ils sont destinés à assurer par la pacification religieuse l'unité politique, à mettre l'Allemagne ainsi unifiée, grâce à la France, sous la protection et comme dans la main de François I^{er} contre Charles-Quint.

Instructions au sr de Langey, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy, lequel présentement ledict seigneur envoie en Allemagne devers les princes, villes et autres potentatz pour les causes et affaires qui ensuyvent¹.

Premierement, il continuera tant en general qu'en particulier les pratiques ja par luy et aultres au nom dudict seigneur en commandees touchant la reunion de leglise romaine, leur remonstrant oultre l'ire de Dieu qui par telz moyens se provoque, les grands inconveniens qui en peuvent advenir à toute la chrestiente universellement et particulièrement à leur nation si par fortune comme il est à craindre ces divisions et sectes esquelles ilz sont entrez touchant le faict de la religion les amenoit jusques à guerres civiles et intestines entre eulx, desquelles ne se peult ensuyvre pour le

1. B. N. F. fr., 3495, f^{os} 6 v^o - 10 v^o (copie).

mieux, quiconques gaigne ou perde, sinon diminution et debilitation des forces et puissance de la Germanie, au grant contentement de ceulx qui desirent leurdicte diminution et affoiblissement pour apres opprimer plus facilement lune et laultre partye, leur tollir leur ancienne et jusques icy inviolable liberte et abolir lhonneur du Sainct Empire en le rendant et acquerant à eux comme propre ou hereditaire, ce qui tourneroit au grant desplaisir et regret dudict Seigneur, tant pour lamour quil porte à icelle nation à cause de la commune extraction des anciens germains et gaulloys et depuys lors des allemans et françoys, comme pour le singulier désir quil a de veoir en leur dicte nation perseverer et prosperer tant lunion de leglise que la maieste dudict Sainct Empire, par ses predecesseurs roys de France acquis et transfere en icelle.

Plus leur fera entendre la diligence dont il use vers nostre Sainct Pere et son consistoire pour adoucir les impressions quilz avoient de la Germanie, et tellement y a ouvre que ledict Sainct Pere a consenty que ledict seigneur donne aux docteurs de ladicte Germanie qui doibvent venir devers luy amiable audience et ce quilz luy voudront proposer et mettre en avant sur la pacification des choses controverses sur et touchant lesquelles ledict Sainct Pere a fait entendre son desir et affection en grand partye; et pour entendre le surplus, iceluy seigneur a de sa part envoyé vers Sa Saincteté le cardinal du Bellay, instruit amplement de toutes choses¹ et entend que ledict Sainct Pere de la sienne part envoie

1. Jean du Bellay, évêque de Paris, avait été créé cardinal le 21 mai 1535. Il partit pour Rome au début de juillet. Ses instructions, datées de Corbie 24 juin, se trouvent dans Dupuy 357, f^o7 sqq. : *Memoire des principaulx poinctz et propos que le cardinal du Bellay aura à tenir de la part du Roy à nostre Sainct Pere*. Le premier point est relatif au concile; le cardinal doit représenter au pape qu'il « fault entre autres choses choisir lieu de seur accès pour ceulx qui auront de se y trouver » et s'enquerir exactement des « moyens et expediens prins par Sa Saincteté pour parvenir à la conclusion dudict concille » ...mettant sur chaque point « les doubles et difficultez qui se y peuvent presenter, speciallement en ce qui touche le seur accès qui est ung des principaulx neuz de la matière. »

« Puis après s'il veoit, comme il est à presupposer qu'il verra les choses estre reduictes en telle difficulté et irresolution qu'il faille venir à nouveaux partiz, il viendra insinuer le plus dextrement quil pourra louverture que le Roy a advisee la faisant poyser à nostredict Sainct Pere, ainsi que bien elle merite, si bien et de telle sorte que Sa Saincteté puisse evidentement congnoistre combien ledict Seigneur veult et peult procurer le bien et exaltation du Sainct-Siège et le repos de toute la chrestienté et lobligation que Sad. Saincteté luy a de ceste tant bonne et honneste vouldente, lad. ouverture est quil envoie presentement ledict s^r de Langey en

aussi ung sien nonce pour ouyr et entendre iceulx docteurs, lesquelz ledict seigneur est delibere accueillir, traicter et oyr humainement.

Et pour ce que aucuns princes, villes et autres potentatz dicelle Germanie ont fait entendre audict sieur quilz estoient pour faire entre cy et peu de temps quelques ligues defensives entre eulx, mesmement ou cas que on les assaillist sur le fait de la religion donnant audict seigneur à congnoistre quilz desireroient bien et

Allemagne enfoncer plus avant avec les princes, communitéz et docteurs, principalement envers ceulx qui plus y ont de puissance et desquelz a dependu jusques icy et deppend la contradiction des oppinions et le troublement de l'église. Lequel Langey appuyé de l'auctorité dudict s^r mettra peine de moyenner certains articles avecques eulx concernans la foy et l'auctorité de leglise, speciallement du Sainct Siège apostolique, prenant d'eulx ce qu'il pourra, et le plus avant qu'il pourra, mayz a tout le moins les reduysans par le moyen dudict Seigneur jusques à consentir et advouer la puissance du pape, comme le chef de l'église universelle. Et quant à la foy, religion, cerymonie, institutions et doctrines en tirera sinon ce qu'il conviendrait d'en tirer, a tout le moins ce que raisonnablement se pourra souffrir, toller et demourer en usage, atendant la decision du concille. Et à ce comme ledict cardinal fera bien entendre, pourra merueilleusement servir la venue de Melanton, vers ledict seigneur, et la où il sera besoing, d'aucuns autres des principaulx docteurs de la Germanie, lequel Melanton desja a accordé d'y venir. delibere ainsi quil dit de mettre peine de contenter ledict Seigneur en tout ce quil luy sera possible. Les choses donc ainsi conduictes et reduictes jusques à ce point, ainsi que ledit Seigneur expose les pouvoir reduire, lors pourra Nostre Sainct Pere vivement et gaillardement faire lindiction du concille au propre lieu de Rome où demeurera son auctorité sceure et florissante. chose qui plus tost debvroit estre trouvée mauvaise par la nation germanique que par autre. Toutesfoys estans les choses reduictes à ce que dessus, ledict seigneur ne fait double qu'il ne la y face condescendre. Nostre Sainct Pere peult considerer combien cela donneroit de reputation à Sa Saincteté et au Sainct Siege appostolique, et combien il feroit baisser les cornes à ses ennemys d'avoir de prinsault haulse son auctorité jusques là, dont y estant condescendue la Germanie qui est la plus forte à ferrer et dont depend tout le trouble des autres provinces, la Gaulle, l'Ytalye et comme ledict seigneur l'espere, l'Angleterre, l'Escosse, Dannemarch et quasy toute la chrestienté, il est bien à presupposer que l'empereur pour ce qui est dessoubz luy ne voudroit ains ne pourroit refuser de faire le semblable... » S'il refusait, ce serait une preuve manifeste de son extrême ambition. « Et en resteroit Nostre Sainct Pere tant descharge envers Dieu et le monde qu'il ne seroit possible de plus et neantmoins ependant demoureroit en sa force et vigueur l'accord mentionne cy dessus de leglise germanique, sinon du tout parfait, à tout le moins tollerable, non sans grande esperance qu'on peust peu à peu gaingner tant sur eulx que sur si bon fondement que celui qui auroit este fait, en peu de temps se y feist ung parfait edifice... »

vouldroient quil en prist la protection, sur cest article remonstrera ledict Langey auxdictz princes villes et aultres qui se doibvent assembler pour traicter ligue, que pour l'affection que ledict seigneur leur porte, il eust volontiers envoye ledict Langey instruit pour ce faire et garny de pouvoir ample, sil eust este adverty entre quels estatz, à quelle fin et sur quelz articles se doibvent faire icelles ligues, mais ne pouvant mieux faire, parce qu'il n'est adverty de ce que dessus, a bien voulu lenvoyer pour entendre lesdictz articles et fins et pour les asseurer de sa bonne intention et volonte et quen luy laissant lieu honorable pour y entrer et faisant entendre lesdictz articles et fins, il leur donnera matiere de se contenter de luy, et par effect leur fera congnoistre sondict bon et affectionne vouloir envers eulx et laugmentation de leur bien et pareille responce fera pour toutes ligues qu'entendent faire tant le duc de Victember que la ville de Ulme. conte Guillaume que autres.

Cependant arriveront iceulx docteurs et predicateurs de Germanie lesquelz oyz, silz se mectent à la raison comme espere ledict seigneur, il envoyra homme dauctorite et bien instruit devers ledict Saint-Pere pour luy communiquer les moyens de accord et reduction quilz auront proposez et soubz lauctorite duquel et moyennant quil trouve leurs moyens bons, il ne reffusera de faire accord avecques eulx, mais quil soit à la gloire, honneur et louenge de Dieu, bien et repos de son église comme iceluy seigneur lespere et desire et Dieu le veuille par sa sainte grâce.

Lequel accord fait en la maniere que dessus et les choses réduictes en union, quant lesdictz princes, villes et autres potentatz vouldront faire ensemblement une bonne ligue pour la defension, conservation ou recouvrement des droitz du Sainet Empire et de la liberté germanique et luy laisser en icelle lieu honorable, ensemble luy presenter en son endroict et pour la defension, conservation et recouvrement de ses droitz honnestes, egales et raisonnables conditions, il sera prestz dy envoyer homme dauctorite avecques plain et ample pouvoir de entrer en icelle leur ligue et dentreprendre avecques lesdictes egales conditions la reciproque et mutuelle protection les ungs des aultres à la gloire honneur et louenge de Dieu, bien et repos de son église, comme icelluy seigneur lespere et desire et Dieu le veuille par sa sainte grâce.

Cependant et à jamays il ne fera chose à son escient comme par cy devant na faicte qui tende à loppresion, ruyne ne diminution d'honneur ou forces de leur dicte nation germanique, ains leur fera tous les plaisirs quil pourra faire sans offension de Dieu ou

des traictez et alliances quil peult avoir faictes par cy devant.

Et pour autant que aucuns soy disans envoyez de par l'empereur et du roy Ferdinand son frere ont par cy devant seme plusieurs parolles hayneuses à lencontre dudict seigneur pour iceluy tirer en hayne et malveillance de leur dicte nation, lesquelz semeurs de faulses nouvelles et calumnies lesdictz seigneurs empereur et roy Ferdinand ont desadvouez audict seigneur en avoir eu charge ne participation de luy.

Quoy nonobstant sont de fraische memoire venuz plusieurs autres calumniateurs devers chacune ville, particulièrement pour leur faire trouver mauvais que ledict seigneur ayt accepté à son service le duc de Gheldres, son ancien allye et serviteur et de ce que ledict duc de Gheldres a institue ledict seigneur Roy son heritier universel¹, remonstrans iceulx calumniateurs auxdictes villes quelles ne doibvent souffrir ung tel si puissant et si pecunieux prince mettre le pied en Allemagne; sur ce requerant et faisant instance que lesdictes villes vouldissent contribuer auxdictz seigneur empereur et roy à dresser une bonne et puissante armee pour contraindre ledict duc par force à se venger et soubzmectre à ung certain pretendu contract et traicté dentre luy et la maison d'Austriche.

Encores que ledict seigneur ne pense point que telz calumniateurs soient envoyez par ceux dont ilz sadvouent, ains croyt quil[z] en seront desadvouez, toutes foys estant ainsy que lesdictes villes pour leur donner responce ad ce que dessus se doibvent assembler en ce moys daoust, ledict Langey se y trouvera et si telz ou semblables propoz se mettent en avant en ladicte assemblee, et si les deputez des villes demandent à oyr sa charge en publicque audience, leur dira et declairera de par ledict seigneur les articles cy dessus declairez, sauf la seconde partye du sixiesme article, laquelle il ne declairera sinon particulièrement à ceux quil congnoist [estre] plus entiers amys dudict seigneur². Item leur remonstrera que iceluy seigneur, non pour vouloir entreprendre sur la Germanie, ne au

1. Par un traité signé le 14 octobre 1534, entre Charles, duc de Gueldre, et Jacques Colin, abbé de Saint-Ambrois, ambassadeur de François I^{er}. Cf. les articles dans Dupuy, 468, 43 sq.

2. L'art. 6 est ainsi conçu : « Et mondiet seigneur le duc promet de servir bien et loyaument ledict seigneur Roy doresenavant à perpetuite de sa personne, gens, villes, forteresses et pays par terre et par mer envers et contre tous, tant en offendant qu'en deffendant. Et fera le serment en tel cas requis incontinent après que ladicte avance luy aura este faicte et quant et quant le fera faire semblablement aux gouverneurs et capitaines tant de ses villes, pays et forteresses que des gens de guerre

prejudice dicelle a voulu accepter ladiete institution dheritier faiete en sa faveur par le duc de Gheldres, mais pour obvier que ladiete duche ne tombast en la main daultres lesquelz indubitablement ne tendent à aultre fin que à se saisir pied à pied de toutes les ducheiz et seigneuries dudict pays et peu à peu sen faire seigneurs et opprimer leurdicte ancienne liberte.

Ce quilz ne doibvent craindre dudict Seigneur lequel tant de sa nature que à lexemple de ses ancestres ne desire sinon leur augmentation, comme de ce peuvent avoir seure et certaine congnoissance ceulx qui ont leu les hystoires et par icelles congneu combien lalliance de la maison de France a proffite en Germanie et qui par expérience congnoissent combien les aultres lont endommagée.

Parquoy doibvent penser quant ledict seigneur aura quelque chose parmy eulx que la puissance et la force des deniers pour lesquelles on veult le leur rendre hayneux sera toujours preste à leur augmentation et non à leur oppression, et quand il tiendra quelque chose du Saint Empire il ne sera mesprisable ne inutile, mais honorable et utile vassal dudict empire.

Plus visitera ledict Langey ledict seigneur duc de Gheldres et luy declairera comment ledict seigneur averty par ses amys d'Allemagne des propos que dessus, a prepare et dispose les principaulx des villes à faire telle response que lesdicts calumniateurs y gaigneront peu et derechef pour les entretenir en bonne volonte et pour executer de faict ce dont ilz ont donne esperance il y envoie maintenant ledict sieur de Langey.

Plus luy dira que là et ou cas que pour hayne de laliance et party quil a pres dudict seigneur on luy veuille faire guerre, ledict seigneur ne labandonnera et ad ce quil soit mieulx prepare luy fera tenir dedans Mesieres, au dedans de la fin septembre le plus grand nombre de salpestre quil pourra et ny faultra en diligence selon quil luy a promis. Aussi luy communiquera le surplus de sa charge pour prendre de luy advis comment il sy debvra gouverner.

Item luy declairera comment aucuns princes et villes lont adverty que les gens de guerre de Munstre ontchasse les anabaptistes et se sont faicts maistres de la ville ¹ et voudroient bien iceulx princes et villes que ledict Seigneur donnast quelque argent ausdictz capitaines et prist ladiete ville en sa main ou quil la feist prendre par

estans à sa soulede et service. Et davantage que apres son decès ilz rendront audict seigneur roy ou à ses successeurs à la couronne toute telle obeissance qu'ilz font de présent à mondiet seigneur le Duc. »

1. Dans la nuit du 24 juin 1535.

aucun prince ou seigneur d'Alemaigne, qui toutes foys y meist ung capitaine françois. De ce luy demandera son advis et si les choses sont entieres et ladicta ville se peult par ledict duc de Gheldres recouvrer pour dix ou douze mil escuz, les offrira de par ledict Seigneur.

Et quant ad ce que ledict seigneur duc de Gheldres a fait entendre au Roy que sil luy plaist souldoyer pour quelque temps jusques au nombre de six mille hommes de pied avec mille chevaux pour secourir les villes Ostrelinghes à lencontre du duc de Holsten¹, le royaume de Dannemarch se pourra facilement conquerir et reduyre en loyeyssance dudict seigneur dont il aura ceste commodite quil tiendra toute la mer septentrionale en sa subjection et en privera les Flamens, Holandois et Zelandois et pourra, quant bon luy semblera descendre par mer en leurs pays, — ledict seigneur considerant les evenemens de guerre estre incertains, et quant ores bien en vient quelles preignent souvent plus long traitiel quon na espere du commencement, considerant aussy que là où il auroit conquis ledict royaume, il ne le pourroit tenir sans estre suspect aux villes imperiales de vouloir entreprendre trop avant en la Germanie comme desja aucuns ont voulu persuader ausdictes villes, seroit dadvys plustost que dentrer en ceste entreprise, chercher tous les moyens possibles pour mettre lesdictes villes Ostrelinghes daccord avec ledict duc de Holsten, en sorte que de leur consentement il demourast roy de Dannemarch et prinst alliance dudict seigneur, dudict duc de Gheldres et desdictes villes Ostrelinghes et que par ceste paix faisant lesdicts duc et villes qui sont communs ennemys des Hollandoys unissent les forces dont ilz se sont couruz suz les ungs aux autres jusques icy, et que leurs dictes forces unies, ilz les convertissent avecques ledict duc de Gheldres en son entreprise de Hollande, pour laquelle executer ledict Seigneur aidera selon quil a promis audict duc de Gheldres et semble audict Seigneur que faisant cestedicta paix et alliance avec bonnes et seures cautions comme ledict duc de Gheldres les scaura bien dresser, on aura la mesmes puissance sur toute la mer septentrionale quon pourroit avoir en conquerant ledict royaume et ne se mettra on point au

1. Christian, duc de Holstein, élu roi de Danemark par la noblesse danoise venait de conquérir le Danemark et, le 11 juin 1535, avait battu à Oxneburg l'armée de la ville de Lübeck. Ce fut un coup mortel pour la puissance des villes hanséatiques. Ce fut la politique indiquée ici par François I^{er} qui fut suivie : en février 1536 la paix fut signée entre Christian et Lübeck à des conditions relativement avantageuses pour cette ville.

hazard dattirer toute la Germanie à lencontre dudict seigneur, ce qui pourroit advenir si les princes et villes dicelle entroient en souspeçon quil voulust trop avant enjamber en leur pays. Aussy est à craindre que si lesdictz duc d'Olsten et villes Ostrelinghes perseverant en guerre, ilz baillent à lempereur le moyen et chemin de mettre audict pays de Dannemarch ung roy à son appetit et devotion comme il est apparent et certain quil pretent faire, à ceste cause remontrera ledict Langey tout ce que dessus audict duc de Gheldres, le priant bien instamment employer son credit à traicter ceste paix et alliance, et là où il le trouveroit en aultre opinion, en advertira ledict Seigneur ensemble des raisons et motifs dudict duc de Gheldres, affin que ledict Seigneur lui en face response par advis de son conseil.

Aussy visitera le landgrave de Hesse et luy remontrera la mauvaise consequence qui a este pour tumber sur ledict seigneur et aultres ses aliez pour ce que sans leur sceu et contre leur esperance il se desarma et feist traicte ¹ avecques le roy Ferdinand et mesmement que de si loing il a depuys este en personne trouver ledict roy Ferdinand ², toutesfoys ledict seigneur a telle persuasion de luy et de sa foy quil pense bien quil ne le feist sans quelque grande et raisonnable cause que ceulx qui estoient loing ne pouvoient si bien congnoistre que luy qui estoit sur le faict et le prier perseverer en lialiance et amitye dudict seigneur ensemble dy attirer aultres estatz de la Germanie.

Et pour ce que ledict seigneur a prins à son service le comte Guillaume de Fustenberg, qui est à ce quil a depuys entendu en quelque division avec [le] landgrave, cerchera ledict Langey les moyens de les reconcilier et fere amys.

Pareillement visitera le duc de Victemberg ³, le remerciera de sa bonne perseverance à lamitye quil a vers ledict seigneur et de la recongnissance des plaisirs quil en a receuz, le pryant dy continuer et damener aultres à ceste mesmes devotion.

Aussy luy dira le contentement que ledict seigneur a de lhonneste conversation et demonstration du bon vouloir du duc Chrestoffle, filz dudict seigneur, et que ledict seigneur a delibere de bien le

1. La paix de Cadan (29 juin 1534).

2. A la fin mars 1535. Sur les conférences de Vienne, voir la lettre de l'archevêque de Lund à Charles-Quint du 8 avril 1535 dans Lanz, *Correspondenz des Kaisers Karl V*, II, 165-177.

3. Ulrich, réintégré dans son duché de Wurtemberg en mai 1534, grâce aux bons offices de la France et à la campagne du landgrave de Hesse.

traicter et de luy donner femme de ses plus proches parantes ¹.

Et si ledict de Langey parle au duc Georges, frere dudict duc de Virtemberg luy dira le contentement que le roy a de luy et le bon vouloir de bien le traicter, dont il luy eust par ledict de Langey envoye certaine demonstration sil neust entendu que ledict duc Georges vouloit venir par deça, qui a este cause que ledict seigneur a reserve de luy faire entendre par sa bouche et monstrar les effectz en presence.

Et pource quil y a quelque different entre ledict duc de Virtemberg et la ville de Ulm, et là où tiendrait à quelque somme de deniers que demandast ladite ville, pour rendre une conte que demande icelluy duc, ledict Langey ou cas que par layde et bon moyen dudict duc se fist la ligue que dessus, ou aultre avantageuse pour le Roy offrera de par ledict seigneur dayder à icelluy duc de quelque honneste somme à prendre sur le reste des deniers que luy doibt ledict duc et pour conduire ceste pacification, visitera ledict Langey messieurs de Ulme.

Pour aussy conduire la reconciliation entre lesdicts ducz de Baviere et ledict duc de Virtemberg, il visitera iceux ducz et les priera bien et instamment de la part dudit seigneur de vouloir entendre à icelle reconciliation.

Et pour autant que messire Bonnacurse ² a demande de la part diceux seigneurs ducz quil leur donnast quelque prolongation du terme pour les deniers depositez en leurs mains, leur dira ledict Langey que iceluy seigneur tient pour certain, ainsy quilz luy ont par ledict Bonnacurse fait remonstrer, que au traicte par eulx fait avecques le roy Ferdinand ³, ilz ne auront rien fait au préjudice du traicte quilz ont avecques ledict seigneur et que a ceste cause ilz ne feront difficulte de le luy communiquer et de ce les requerra; par communication duquel s'il appert ce que dessus et [s]il veulent de nouveau ratifier ledict traicte et se obliger à le secourir de gens en les payant par luy quant il en auroit affaire à taux et paye que ledict Langey conclura avecques eulx, pour laquelle conclusion luy sera baille ung double de la capitulation faicte dernièrement avec Kne-

1. Christophe de Wurtemberg s'était réfugié à la cour de France à la fin de 1534, fuyant l'humeur irritable de son père.

2. Bonnacurse Gryn, agent des ducs Guillaume et Louis de Bavière, chargé à plusieurs reprises de missions en France. Il s'agit des 100,000 écus promis au traité de Scheyern (26 mai 1532) et versés, conformément au traité d'Augsbourg (28 janvier 1534), à Munich, entre les mains des ducs le 22 mai 1534.

3. Conclu à Linz le 11 septembre 1534.

ringhen pour se reigler selon icelle. En ce cas, ledict de Langey leur prolongera le terme jusques à Pasques prochainement venant et en leur accordant ceste diete prolongation jusques ausdictes Pasques ledict Langey leur rendra les deux obligations qu'ilz luy baillèrent et en prendra une nouvelle selon la minute qui luy sera baillée par le conseil estroict dudict Seigneur, en rabatant ausditz seigneurs duez 25000 escuz quilz ont par ordonnance et lettres du roy fourniz au landgrave de Hesse et prendra diceux duez les recepissez quilz en ont dudict landgrave.

Et quant au mariage dont a este tenu quelque propos du fils unique du duc Guillaume avecques la seconde fille dudict Seigneur, ledict de Langey luy dira que icelluy Seigneur ne la peult marier que Lempereur ne soit premier reffuzant, ou qu'il se fust declaire ennemy, et que devant que le filz dudict duc soit en aage de contracter, il espere destre en liberte de bailler party à sadicte fille, laquelle il pensera estre honnestement colloquee en ladicte maison de Baviere.

Et quant à ung aultre propos dont ledict Bonnacurse a faict ouverture du mariage du duc Loys avec la fille aisnee dudict Seigneur, ledict Langey sil luy en est parle respondra que si lesdictz duez de Baviere et leur alliez trouvent les moyens de faire effectivement adnuller et declairer nulle lelection du roy Ferdinand, et que ledict duc Loys se face eslire roy des Romains, ledict Seigneur, en ce cas, ne luy reffusera sadicte fille aisnee ou autre sienne prochaine parente, de laquelle il augmentera le mariage de ses propres deniers jusques à concurrence du mariage d'une fille de Roy, et que là où il faudroit audict duc Loys promectre quelques deniers pour venir au dessus de ceste intention, il peult le faire asseurement et luy aidera ledict seigneur tres volontiers pour satisfaire à ceulx ausquelz il aura promis jusques à la somme de cent mil escuz lesquelz seront emprumtez sur le dot de la femme qui luy sera bailee.

Item, portera ledict Langey deux mil escuz deubz aux duez de Branswich et Lunebourg pour payment final et entier de toutes les pensions du feu duc leur pere et en prendra deulx quittance selon la forme qui luy en sera baillée par lestroict conseil.

Aussy portera jusques à la somme de mil ou douze cens escuz pour employer en presens, cest à savoir au seigneur Sturm de Strasbourg¹ et au jeune burghemaistre d'Augspurgh², pour les

1. Jacques Sturm, député de Strasbourg à la diète. Voir la notice de O. Winkelmann dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, XXXVII, 5-20.

2. Georges Besserer. Cf. Winkelmann : *Politische Korrespondenz der Stadt Strasburg im Zeitalter der Reformation*, tome II, *passim*.

grandes demonstrations quilz ont faictes par cy devant de leur bonne et syncere affection à la reunion de leglise jusques à la somme de six cens escuz entre eux deux, et le surplus où il verra bon estre à ceulx qui auront faict pareille demonstration, ou le feront par effect mais ne distribuera sans effect precedent ausdictz ducz de [Brunswick et Lunebourg], Sturm et burghemaistre et là où il seroit besoing faire plus grans presens le pourra faire et luy en sera alloue ce que par le conseil à son retour sera juge estre bien employe et dont sera lemploy sorty effect au proffit et honneur du roy¹.

Et fera ledict sieur de Langey et tout ce que dessus et tout ce qui en despend selon quil verra par les occasions, temps et occurences estre le meilleur et plus honnorable à son jugement ainsy que ledict Seigneur a en luy sa parfaite fiance.

Cette instruction, qui montre en ses traits principaux la politique de François I^{er} en Allemagne au milieu de 1535, ne fut pas utilisée. G. du Bellay n'alla point en Germanie. Son voyage fut d'abord différé pour attendre la réponse demandée à la Sorbonne sur les articles, qu'il avait tirés des avis de Mélanchthon, de Bucer et de Hédion. La Sorbonne avait de prime abord refusé de discuter avec les hérétiques, et la malignité publique interpréta ce refus à son désavantage². Puis le 31 août, elle avait transmis au roi une réfutation de ces articles; mais elle traîna en longueur la rédaction de l'instruction qu'on lui avait demandée à ce sujet; ce fut seulement vers la fin d'octobre qu'elle se décida à la faire parvenir à François I^{er}. Mais alors il était trop tard : l'occasion du voyage de G. du Bellay avait disparu. Mélanchthon n'était pas venu. L'électeur de Saxe, duquel il dépendait, ne lui avait pas permis de partir. Et la raison de ce refus est d'ordre plutôt politique que religieux. Il est dû un peu sans doute au froissement d'amour-propre que l'électeur ressentit du manque d'égards de François I^{er} invitant directement Mélanchthon

1. Ces diverses sommes sont comprises dans les 8,500 livres tournois que le trésorier de l'épargne, par lettres du roi à Villers-Cotterets, le 29 juillet 1535, eut mandement de payer à Guillaume du Bellay. B. N. f. fr. 15632, n° 438. Cf. mss Clairambault, 1215, f. 74.

2. Voir le *Bulletin*, 1897, 311.

sans le consulter lui, l'électeur; il est dû aussi à la crainte de voir Mélanchthon s'engager dans une aventure où peut-être il se laisserait aller à trop de concessions et dans laquelle, à coup sûr, il ne gagnerait ni en prestige, ni en autorité; mais il est dû surtout à la peur, au moment où il allait partir pour Vienne et s'aboucher avec le roi Ferdinand, de voir compromis, par cette démarche vers la France, le succès de négociations entamées depuis plus d'un an avec les impériaux et dont il attendait beaucoup pour le sort des luthériens en Allemagne, pour l'avenir de la ligue de Smalkalde, et aussi, il faut bien le dire, pour sa propre prépondérance dans cette ligue¹. Aussi lorsque Mélanchthon vint lui demander le 15 août l'autorisation de partir pour la France, Jean-Frédéric refusa sèchement, presque avec dureté; et sans se soucier de la blessure qu'il venait de faire à l'âme tendre et douce du réformateur, il persista dans son refus inébranlablement.

Mélanchthon n'eut plus que la consolation d'écrire longuement au roi de France et à ses amis de Paris, Guillaume du Bellay et Sturm, pour les assurer de ses regrets. Des intérêts politiques avaient inspiré et entretenu les tentatives de concorde religieuse; d'autres intérêts politiques venaient de les contrarier et d'en préparer la ruine.

V.-L. BOURRILLY.

(A suivre.)

Documents

GUILLAUME DE LAMOIGNON ET SAMUEL BOCHART

Le premier président au Parlement de Paris, Guillaume de Lamoignon, possédait une collection d'objets orientaux, consistant surtout en monnaies de divers pays, dans laquelle se trouvait un manuscrit sur olles (ou feuilles de palmier). Cette espèce de manuscrits, qui vient de l'Inde propre, de

1. L'électeur à Pontanus, 19 août, dans *Corpus Reformatorum*, II, 907-910.

Ceylan, de l'Indo-Chine (Birmanie, Siam, Cambodge), des îles de la Sonde (principalement de Java) n'est pas rare aujourd'hui. Il y en a plus d'un millier à la Bibliothèque nationale; toutes les grandes bibliothèques de l'Europe en possèdent; il s'en trouve même dans des bibliothèques secondaires et particulières. Il n'en était pas de même il y a deux siècles; et le manuscrit Lamoignon était peut-être unique en France. Comme les langues et les écritures des pays d'où viennent ces manuscrits n'avaient pas encore été étudiées, il était impossible d'en connaître la provenance à moins d'avoir des renseignements très exacts sur les circonstances de l'acquisition qui en avait été faite. Tout ce que le premier président savait, c'est que l'écriture ou plutôt les écritures de son manuscrit (car, ainsi qu'on le verra, il y en avait deux) ne ressemblaient nullement à celles des légendes de ses monnaies; et, naturellement, il cherchait à se renseigner.

Un médecin juif, nommé Daquin, lui avait dit que ce manuscrit était en écriture et en langue samaritaines, et avait même poussé l'audace jusqu'à lui en donner une traduction latine. Lamoignon paraît avoir accueilli d'abord les dires de son informateur; mais il sentit plus tard le besoin de contrôler ses assertions, et consulta plusieurs savants versés dans le samaritain, entre autres le pasteur (ou ministre comme on disait alors) de Caen, Samuel Bochart, connu par ses travaux sur les langues et les questions bibliques. Il s'en suivit, entre l'illustre magistrat et l'éminent orientaliste, une correspondance qui paraît avoir été assez active, et dont il subsiste trois témoignages, — la copie de deux lettres de Bochart, datées de Caen, 4 septembre 1664 et 10 janvier 1665, et une lettre de Lamoignon datée de Paris, 17 novembre 1664, — pièces qui se trouvent dans la portion des papiers de Samuel Bochart conservée à la Bibliothèque nationale sous les numéros 2488 (f^{os} 101-110) et 2489 (f^{os} 132-135) des *Nouvelles acquisitions* du FONDS FRANÇAIS¹. Ces documents peu

1. Les frères Haag avaient connu l'existence de ces papiers de Bochart, mais n'avaient pu en obtenir communication, probablement parce que lesdits papiers n'avaient pas été classés. Ils le sont maintenant, et H. Bordier, a donné, dans la 2^e édition de la *France protestante*, un inven-

nombreux, mais importants, nous permettent de reconstituer ce curieux épisode littéraire et bibliographique.

Avant d'avoir vu le manuscrit et, sur la simple description que lui en avaient donnée par lettres Lamoignon et l'archéologue numismate Bouleroue, Bochart avait prévenu le premier président que son manuscrit était de provenance indienne, qu'il n'était pas et ne pouvait être samaritain. L'inspection de la pièce le confirma dans son opinion sur l'origine et la nature de ce manuscrit dont il donne, dans sa lettre du 4 septembre 1664, la description suivante :

« En cette pièce il y a huit feuilles d'escorce, longues de plus d'un pied et demi, et larges de deux ou trois pouces, percées en deux endroits vers les bouts, avec une neufiesme plus estroite et plus courte et plus espaisse que les huit autres. Et cette neufiesme est écrite des deux costés avec un poinçon qui grave les lettres sans y donner nulle couleur. Au lieu que les huit ne sont écrites que d'un costé et d'une encre qui est fort noir avec certaines fanfreluches peintes aux premières et dernières feuilles au commencement de la ligne et à la fin. Et l'écriture de ces huit n'a rien de semblable à celle de la neufiesme. Pour joindre ces feuilles ensemble et en faire un livre, après les avoir égalées et bien ajustées, on les a percées aux deux bouts et couvertes de deux tablettes de bois bien polies, de mesme longueur et largeur, et percées en mesme lieu que les feuilles. Et par les deux trous se passent des ficelles ou cordelettes qui, après avoir fait plusieurs tours autour du livre, se lient pour le fermer et se laschent pour le rouvrir. »

Bochart fait ici la description très exacte d'un manuscrit indien sur feuilles de palmier. Il invoque ensuite l'autorité des voyageurs et historiens qui ont écrit sur l'Inde : Mandelslo disant que « les Malabars écrivent avec un poinçon sur l'escorce de cocos ; » Osorio, disant que c'est « sur les feuilles » qu'ils écrivent ; Louis Leroy, « au livre second de

taire minutieux et complet des pièces qui s'y trouvent. Celles du n° 2489 ne sont que la reproduction, avec quelques changements et additions, des deux lettres de Bochart. — Je dois ajouter que c'est mon collègue, M. Omont qui m'a signalé ces documents et a attiré mon attention sur la question qu'ils soulèvent.

son *Traité sur les vicissitudes des choses* dédié à Henri III^e » où on lit :

« Ceux de Malabar et autres Indiens habitant les fleuves de l'Inde et de Ganges escrivent encore pour le jour d'huy sur feuilles de palme... Par feuilles de palme, ils entendent que les feuilles de leurs livres se font d'escorce de palme ou [bien] les Indiens se servent et de l'escorce et des feuilles au lieu de papier, comme on fait aussi de la mouelle de ce mesme arbre qu'on appelle *olla*¹. »

Bochart semble hésiter sur la nature des feuilles du manuscrit, ne sachant trop si ce sont des *écorces* ou des *feuilles*. Lamoignon ne leur donne pas d'autre qualification que celle d'« *écorces* ».

On voit que Bochart était parfaitement renseigné sur les manuscrits indiens. Il avait lu tout ce qu'on avait écrit à ce sujet ; ce qui ne l'empêche pas d'être embarrassé, avec juste raison, sur plus d'un point.

Et d'abord, comment expliquer la différence entre les huit premières feuilles et la neuvième ? Il dit dans sa lettre du 4 septembre 1664 :

« Les Indiens escrivent sans encre avec un poinçon qui grave les lettres soit sur les feuilles ou sur l'escorce du cocos. Car c'est ainsi qu'est écrite l'une des feuilles de vostre liure. Si les autres sont écrites d'encre, il ne faut pas s'estonner puis qu'on s'en sert en la Chine, au Japon et aux Indes mesmes. D'où j'ay veu en Hollande des volumes ou rouleaux écrits d'encre noir. Mais c'est ce que les voyageurs ne remarquent pas, pour ce que cette façon d'escrire ne leur est pas particulière. Aussi n'y a-t-il rien d'étrange de voir un liure apporté des Indes de deux sortes d'écriture toutes différentes ; car, comme il y a divers peuples et diverses langues, il y a aussi parmi eux diverses façons d'escrire. »

Oui, sans doute, il y a « diverses façons d'écrire », mais il n'est pas naturel qu'elles se rencontrent dans un même manuscrit. L'usage d'écrire au poinçon est général ; l'emploi de

1. Olle vient d'un mot tamoul qui signifie « feuille » et désigne les feuilles des manuscrits indiens de la nature de celui qui nous occupe.

l'encre existe, mais par exception. Sur plus d'un millier de manuscrits sur olles que possède la Bibliothèque nationale, à peine y en a-t-il cent qui soient écrits à l'encre et généralement sur des feuilles plus minces que celles des autres (conformément à l'observation de Bochart). On s'explique mal qu'un manuscrit soit de plusieurs écritures, et surtout que les feuilles écrites à l'encre y forment la majorité, et l'écriture au poinçon l'exception. Il n'y a pas non plus de raison pour que les feuilles écrites à l'encre n'aient d'écriture que d'un côté. Il y a là des difficultés que Bochart tourne sans les résoudre et qu'il ne pouvait pas résoudre. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

« A ce livre, dit Bochart, quelqu'un, je pense de Paris, a joint pour étiquette une lisière de parchemin, qui dit qu'en ces tables d'escorce sont écrits en langue samaritaine les secrets et enseignements de Nador de Samarie, selon l'interprétation du sieur d'Aquin, grand médecin juif, qui est en effet un savant homme, comme je le voy par le Dictionnaire ébreu qu'il a fait imprimer chez Vitray, l'an 1629, et dédié à Monsieur le cardinal de Richelieu, duquel Dictionnaire je me suis quelquefois servi bien utilement en mon dernier livre. Mais tout savant que je le croy, il y a bien des raisons qui m'empeschent de me rendre à son opinion... »

Et Bochart, après avoir expliqué que l'écriture du manuscrit n'a aucun rapport avec les caractères samaritains, et rappelé qu'on n'a pas d'exemple de textes samaritains écrits sur des « escorces » semblables à celles du manuscrit, affirme que ce manuscrit doit avoir été copié aux Indes. Quand Lamoignon lui eut envoyé la version latine de d'Aquin, il n'eut pas de peine à en démontrer l'in vraisemblance et l'absurdité.

L'auteur soi-disant samaritain Nador prétend avoir été en relations directes avec Moïse, quoique Samarie ait été bâtie « plus de six cents ans après la mort de Moïse » et avoir reçu de lui un message pour les Samaritains et autres peuples ; message qui consiste à leur enseigner par avance le christianisme. Voici à ce sujet quelques passages de la lettre de Bochart du 10 janvier 1665 :

« Moyse dit à Nador : *Populus Samaritanus et omnis alia gens a te audiat hæc verba*; qui est à dire que ce Nador, homme tout à fait incognu d'ailleurs, reçut de Moyse une vocation apostolique que lui-même n'avait pas... Encore ce mesme Nador parle du mystère de la Rédemption plus clairement qu'aucun des prophètes... Il appelle par deux fois Jésus-Christ *hominem Deum*, homme Dieu... Dieu lui révèle *quod hominem uniet filio suo*, qu'il unira l'homme, c'est-à-dire la nature humaine, à son fils, et qu'il sera engendré *sine concursu hominis ex filiâ hominis carni non pollutâ*, sans qu'aucun homme y contribue, de la fille immaculée d'un homme de chair; que son peuple le fera mourir injustement... et qu'il détruira la mort et le péché, et fera miséricorde aux justes... Tout cela montre le peu d'état qu'on doit faire de cette pièce, supposé qu'elle soit bien traduite. Car l'auteur fait du prophète et ne prophétise que des choses arrivées... Il fait profession de vouloir pénétrer dans l'avenir, et se méprend en ce qu'il y a de plus cognu des choses passées et s'enfonce en contradiction et dit force choses contraires tant à l'histoire qu'à la parole de Dieu. Il parle sans cesse d'un certain Sadalazar qui est péri avec tous ceux qui le suivoient et qu'il propose en exemple de ceux qui périssent éternellement... Et ce Sadalazar est aussi inconnu que Nador lui-mesme... »

A qui imputer toutes ces inventions, à Nador ou à d'Aquin? C'est évidemment celui-ci qui est le coupable, car l'auteur n'existe pas. Bochart le comprend bien, et cependant il hésite à se prononcer, car il fait cas de la science de d'Aquin, et, par excès de scrupule, il n'ose le condamner sans faire une nouvelle épreuve. Il avait bien vu le texte et la traduction, mais il ne les avait eus que successivement entre les mains. Il aurait voulu les avoir en même temps, de manière à les confronter; il se flattait, en lâchant de reconnaître les noms propres tels que Samarie, Moïse, Nador, Sadalazar, etc., de s'assurer de la présence ou de l'absence de ces noms et, en restituant le texte samaritain que supposait la traduction, de constater qu'il s'agissait d'un travail sérieux ou d'une imposture flagrante. Aussi dit-il dans sa lettre du 10 janvier 1665 :

« J'attendray pourtant, Monseigneur, à décider plus absolument tant que j'aye collectionné l'original avec la version, si vous me faites la grâce de me renvoyer l'un et l'autre. »

Cette « grâce » lui fut-elle accordée? Nous l'ignorons. Mais il est certain que Lamoignon savait, depuis longtemps, à quoi s'en tenir sur l'honnêteté de d'Aquin, comme le prouve sa lettre datée du 17 septembre 1664. Cette lettre nous donne, d'ailleurs, quelques indications sur le manuscrit. Nous la reproduisons dans son entier :

« Monsieur,

« Je vous envoie la version de ce prétendu interprète d'Aquin, quoique je ne doute pas que ce ne soit une pure supposition de ce personnage, puisqu'il faict une si insigne menterie dès le commencement du titre, en faisant passer ce qui est escrit sur ces escorces pour du samaritain, quoique vous et quelques aultres qui ont cognoissance de ceste langue m'aiez esclairei du contraire. Comme c'est l'original, signé de ce d'Aquin, je vous prie de me le renvoyer quand vous l'aurez veu. Les caractères qui sont gravés sur les monnoies que j'ay des Indes, de la Cochinchine, du Japon et de quelques aultres nations voisines n'ont rien de commun avec ces caractères. Aussi il n'y en a point de langue malabarroise; car les Indiens se servent de lettres persiques sur leurs monnoies aussi bien que dans tout ce qu'ils font de plus authentique. J'ay faict voir, aujourd'huy ces escorces à un Père Jésuite qui a esté vingt-six ans aux Indes et à la Chine. Il dit que les lettres gravées sans couleur sur la neuuiesme escorce, qui est plus petite que les aultres, sont des lettres malabarroises, et qu'ils escriuent dans ce pais là de ceste manière; mais il ne sçait pas lire l'escriture. Pour les aultres huit tables escrites avec de l'encre et sans graueure, il n'en cognoist point du tout les caractères. Je doute fort que personne nous en puisse donner l'esclaircissement. Je vous prie de croire que je suis véritablement

« Monsieur, vostre très affectionné serviteur.

« DELAMOIGNON¹.

« Paris, 17 novembre 1664. »

Qu'est-ce que les « lettres malabarroises » ou lettres du Malabar. Ce nom de Malabar, que nous donnons aujourd'hui à la côte occidentale de l'Inde, était appliqué, au xvii^e siècle

1. Cette lettre ne doit pas être autographe. L'écriture petite, courante, négligée, contraste avec l'écriture grande, ferme, posée de la signature.

et au commencement du xviii^e, au pays, aux peuples et à l'idiome que nous appelons maintenant tamoul, aux dix millions d'individus qui habitent Madras, Pondichéry, et toute cette partie de la côte orientale et de l'intérieur des terres sur une grande étendue. Il ne paraît donc pas douteux que la « neuvième escorce » était détachée d'un manuscrit tamoul; ces manuscrits ont, précisément, des feuilles plus petites et plus étroites que celles des autres. Quant aux « huit tables écrites à l'encre », puisque le jésuite de Lamoignon (qui avait bien peu ou bien mal profité d'un séjour aux Indes qu'on peut supposer avoir été d'une certaine durée) n'en pouvait rien dire, nous nous trouvons également réduit au silence. Si nous les avons sous les yeux, il ne serait pas malaisé d'en indiquer la provenance. Malheureusement, nous ne savons ce que ce manuscrit est devenu. Il existe peut-être encore quelque part, en Angleterre, où l'on dit que la bibliothèque Lamoignon a été transportée; mais nous ne pouvons y avoir accès, non plus qu'à la version de d'Aquin que Lamoignon tenait tant à conserver; et c'est grand dommage.

Ce n'est pas que le manuscrit indien fût de grande valeur, puisqu'il était hétérogène, formé de pièces rapportées sans lien entre elles; ce qui peut être vrai même des huit feuilles semblables. On peut affirmer qu'il aurait aujourd'hui peu de prix; mais alors c'était une rareté, et l'intérêt qu'il pourrait avoir pour nous actuellement lui viendrait de la supercherie dont il a été l'occasion et dont on ne s'aviserait plus de nos jours.

Cette supercherie, Bochart n'en peut douter. Il cherche cependant à excuser, jusqu'à un certain point, d'Aquin, en disant qu'il aura proposé cette version « pour ne pas rester sans réponse ». Il exprime aussi la pensée que d'Aquin n'a pas dû forger de toutes pièces sa prétendue version, mais qu'il en aura puisé les éléments dans quelque ouvrage publié par un juif converti au christianisme « qui s'est servi de « cette imposture, tant pour se rendre plus recommandable « parmi les chrétiens en feignant que Moïse a parlé si clairement de nos mystères que pour attirer les Samaritains

« et les autres Juifs ; qui sont de ces fraudes qu'on nomme « pieuses, auxquelles les Juifs sont fort sujets... » Quoi qu'on puisse dire en faveur du « grand médecin juif », il est clair qu'il s'est joué du premier président au Parlement de Paris. Lamoignon s'en est aperçu un peu tard, alors que son interprète était déjà mort. Si d'Aquin avait été encore en vie lorsque la fraude fut découverte, il aurait, sans doute, été mis en demeure de s'expliquer ; ce qui eût probablement donné naissance à une polémique, et l'affaire se fût ébruitée. Au lieu de cela, elle est restée le secret de quelques personnes et serait tombée entièrement dans l'oubli, si la trace qui en subsiste dans la partie des papiers de Samuel Bochart conservée à la Bibliothèque nationale n'avait fourni le moyen d'en évoquer le souvenir.

L. FEER.

UN FAIRE-PART DE MARIAGE PASTORAL IL Y A CENT ANS

(9 JUILLET 1800)

Au moment où l'on exhibe dans diverses sections de l'Exposition universelle, à la papeterie, notamment, des spécimens d'anciens billets de faire-part de toutes sortes, les lecteurs du *Bulletin* verront peut-être avec quelque curiosité la reproduction de la lettre par laquelle le premier pasteur de l'Église réformée de Paris après la Révolution, Marron, annonçait son mariage, il y a exactement cent ans (le 9 juillet 1800). Le format de l'exemplaire qui m'appartient est celui d'une petite feuille de papier à lettre.

Le temple des protestants dont il est question était l'ancienne église Saint-Louis du Louvre¹. Marron avait alors 46 ans. On remarquera que le mariage religieux pouvait alors avoir lieu *avant* le mariage civil.

JACQUES PANNIER.

1. Voir l'intéressante étude publiée par M. Lods dans ce *Bulletin* en 1889 sur l'*Église réformée de Paris pendant la Révolution*, avec portrait de Marron (t. XXXVIII, p. 359).

M

*Nous avons l'honneur de vous instruire de notre
Union conjugale, célébrée religieusement dans le Temple
des Protestans nonidi dernier, et revêtue, le lendemain,
des formes légales devant la Municipalité de Saint-Cloud.*

A Paris, le 21 messidor, an VIII.

PAUL-HENRI MARRON,

ÉTIENNETTE CHOCHOT.

Rue Traversière H^o 850.

Mélanges

L'ACCUEIL FAIT A LA LOI DE GERMINAL¹

A Nantes, le pasteur de Joux, qui plus tard se fit catholique et ardent bourbonien, adressa la parole en ces termes à Napoléon :

« Sire, vous avez pensé, comme le sage Plutarque, qu'il vaudrait mieux une ville sans soleil que sans religion et sans Dieu, et dans la persuasion intime qu'un culte est indispensable, nécessaire à l'ordre social, Votre Majesté a voulu que le Christianisme, tel qu'il était établi chez nos aïeux, sous la dénomination d'Eglise catholique et protestante, identiques pour le fond, distinguées par une discipline et des formes différentes, fût la religion des Français; sous des drapeaux divers, servant tous aujourd'hui le même maître, ils ne peuvent plus isoler des intérêts qui leur sont communs; que dis-je, ils n'ont plus qu'un intérêt unique, celui de Napoléon, le bonheur d'une patrie qui les chérit désormais également comme la tendre mère de tous. Oui, sire, la France entière, attendrie à votre vue, enorgueillie de son souverain, ne reconnaît plus qu'un seul axiome en politique, celui de vous obéir, et par motif de conscience et par principe d'amour, et par le désir ardent d'assurer la prospérité de ses nombreuses familles, indissolublement unie avec les jours de Votre Majesté.

« Ainsi l'esprit odieux de schisme ne déshonore point, dans votre vaste et heureux empire, les temples du Tout-Puissant; ils se rassemblent à l'envi, et les catholiques et les réformés, pour adresser au trône de l'Être suprême les accents de leur adoration, leurs vœux empressés pour le modèle des princes, pour Napoléon, l'amour des Français et la gloire de l'Europe! Et bien qu'exprimées diversement avec des cérémonies et des langues différentes, ô divine vérité, les hymnes et les prières de l'un et l'autre culte viennent se confondre; elles se réunissent en s'élevant vers les cieux, elles présentent à la Divinité l'offrande la plus flatteuse, l'harmonie de la religion. Le sublime accord des âmes, si vivement désiré par Charles-Quint, qui le crut impraticable, cet accord religieux, cette

1. Voy. plus haut, p. 320 à 326

harmonie céleste, ils ont été conçus, réalisés de nos jours par la grande pensée de l'Empereur des Français ! O bon Henri IV ! ô si tu eusses pu prévoir ces jours de gloire !¹ »

Il n'est pas donné à tout le monde d'enchâsser de belles pensées dans une forme élégante. *Non licet omnibus adire Corinthum*. Les gens des provinces du Rhin, où l'on parle un mauvais français, avaient pour le grand Empereur des sentiments non moins admiratifs ; ils les exprimaient en une langue plus grossière :

« J'ai eu le bonheur, dit l'un d'eux, président du Consistoire d'Oppenheim, de célébrer dans la quatre-vingt-troisième année de ma vie, et la cinquante-troisième de mon ministère, la fête de la naissance de notre grand Empereur, et j'ai eu le plaisir de m'y sentir de nouvelles forces. Accompagné de MM. le maire, l'adjoint et les conseillers municipaux, j'ai vu avec attendrissement dans le temple une réunion complète de tous mes paroissiens. Les jeunes gens se sont rangés autour de la sainte table. J'ai saisi cette circonstance solennelle pour leur adresser quelques questions sur les devoirs des sujets envers leur souverain, et par une acclamation unanime, il m'a été répondu : « Oui, nous voulons aimer et respecter notre auguste souverain et ses magistrats, puisque Dieu veut nous gouverner par eux, et nous garder par leurs mains. »

« Dans mon discours adhortatoire, j'ai traité de la prière que les sujets doivent adresser à l'Être suprême à l'occasion de l'anniversaire du souverain. Un seul cri est parti de nos bouches : Vive l'Empereur ! il ne mourra jamais dans nos cœurs. »

Cette fastidieuse littérature² est considérable, elle ne tarit qu'aux jours des revers. On en a donné ici quelques spécimens, non pour jeter le moindre ridicule sur les hommes, mais parce qu'elle nous fournit un des traits qui peuvent, dans un ordre inférieur, caractériser cette grande et étrange

1. *Almanach des Protestants de l'Empire français pour l'an de grâce* 1809, p. 223-227, 228-231, 240-248.

2. Voir aussi : Discours de *Te Deum*, prononcé dans l'Eglise réformée consistoriale de la Loire-Inférieure et de la Vendée, à l'occasion du sacre de Leurs M. I. et R., de la Saint-Napoléon et des fêtes triomphales de l'Empire français par M. P. de Joux, 1 vol. in-8° orné d'un beau portrait. Paris, chez les éditeurs de l'*Almanach protestant*.

époque. Tous ces honnêtes pasteurs suivaient les usages reçus, imitaient les beaux modèles qu'ils avaient sans cesse sous les yeux¹. Seulement, dans le monde officiel, ceux qui encensent et ceux qui reçoivent les encensements connaissent mieux la portée des paroles. Ceux-ci, au contraire, prenaient davantage leur rôle au sérieux, sans trop se dire que l'habit de courtisan est mal porté par ceux qui prennent le titre d'ambassadeur de Jésus-Christ. Néanmoins leur grand tort, leur faute la moins excusable, est d'avoir trop vite oublié, d'avoir porté quelques années plus tard, aux pieds des ennemis de Napoléon, et sans conviction, les mêmes sentiments de reconnaissance admirative, les mêmes hyperboles, le même encens.

II

Néanmoins, quel que fût l'enthousiasme, on ne tarda pas à s'apercevoir que la loi organique était loin de répondre aux grandes espérances qu'on avait conçues. Sitôt qu'on voulut la mettre en pratique, mille difficultés d'application surgirent, et, de toutes parts, les réclamations, les critiques s'élevèrent, en même temps que les actions de grâce. Ce qu'on regrettait avec quelque amertume, ce n'était point l'indépendance d'autrefois, à jamais perdue, car alors on ne se souvenait de la liberté que pour en détester les abus²; mais l'ancienne discipline, si difficile à mettre d'accord avec la loi, le régime synodal auquel trois siècles avaient accoutumé les esprits, et que tous considéraient encore comme le lien des Églises dispersées. Y renoncer eût été trop douloureux. On ne savait pourtant de quelle manière le faire entrer dans le nouvel organisme; on s'ingéniait à chercher des biais, à pro-

1. Dans sa séance de novembre 1809, le Consistoire luthérien de Paris engage son président, M. Boissard, « à prendre les avis d'un littérateur distingué » pour la harangue qu'il doit adresser à l'Empereur.

2. « Vous repoussez aussi par la pratique constante de cet important devoir (la reconnaissance envers l'illustre dispensateur de tant de bienfaits), les inculpations qui nous sont faites par quelques écrivains d'être républicains par principe. » Annuaire, 7.

poser des amendements, des améliorations à la loi. On se disait bien que celle-ci n'avait pas assez tenu compte des précédents historiques, mais l'on pensait aussi que le gouvernement, qui d'ailleurs ne demandait qu'à être éclairé, redresserait avec le temps son œuvre imparfaite. Toute la correspondance de Rabaut est pleine de ces pensées, de ces espérances, de ces illusions¹.

Dans l'année même de la promulgation de la loi parut une réclamation pressante, signée des noms les plus recommandables du Protestantisme, noms de pasteurs, de membres du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat : *Mémoire sur l'organisation du Culte protestant, présenté au gouvernement* :

« Les citoyens français qui professent le culte protestant ont, de toutes les parties de la République, adressé au gouvernement les expressions de leur reconnaissance pour l'acte éclatant de justice qui rétablit l'égalité des droits entre le culte romain et le culte protestant. Ils ont néanmoins reconnu la nécessité de demander au gouvernement quelques articles additionnels ou réglementaires qui puissent suppléer aux omissions importantes qui ont été faites dans la loi du 18 germinal dernier, surmonter les difficultés qui se présentent dans l'exécution de cette loi, et compléter l'organisation du culte protestant.

« Les fonctionnaires publics protestants qui se trouvent actuellement à Paris, et plusieurs citoyens de cette commune qui professent cette religion, ayant reçu des départements des observations et des réclamations sur cet objet important, se font un devoir de les soumettre à la méditation du gouvernement. »

Le mémoire faisait ressortir certains détails inexécutables de la loi; il montrait, par exemple, combien étaient imprati-

1. Le conseiller d'État, Portalis, répondait en ces termes le 10 thermidor an V, à un Protestant, président du tribunal de Condé-sur-Noireau, qui s'était adressé au Premier Consul pour obtenir un changement à la loi. « Le culte protestant n'est pas encore organisé; vous êtes à temps pour me faire parvenir les raisons que vous pouvez avoir de demander au gouvernement la modification de l'art. 28. Vous avez raison, citoyen, de compter sur la sollicitude et la protection du gouvernement; vous devez même compter sur sa justice; et si vos raisons sont basées sur les principes, vous devez vous en promettre le succès. » (Rapport de M. de Contensin à M. de Parieu, Ministre des Cultes, 1852.)

cables et peu conformes aux principes de justice ces articles 16 et 28, dont l'un exigeait une population protestante de 6,000 âmes pour la création d'une Église consistoriale, et l'autre statuait qu'aucune Église ne pourrait s'étendre d'un département à un autre. « Il n'est pas sans doute, ajoute-t-il, dans l'intention du gouvernement, de priver les Protestants du bienfait de l'exercice de leur religion, en les obligeant à obéir à une loi qui ne peut pas être appliquée. »

Le gouvernement comprit cette situation, et crut y remédier par la création d'un certain nombre d'oratoires. La satisfaction était incomplète et les plaintes continuèrent à se faire entendre.

« Si l'art. 16 avait eu sa stricte et littérale exécution, plus de la moitié des Protestants de France serait privée de l'exercice de son culte: il n'y aurait que ceux qui habitent des contrées où l'on peut former des réunions de six mille Protestants qui jouiraient de cette faculté. — Tel serait le fâcheux résultat de cet article, si Son E. le Ministre des Cultes n'avait remédié autant que possible à cette erreur de la loi : il a formé des oratoires de toutes ces peuplades de Protestants dont le nombre n'atteint pas celui voulu par la loi... Mais leur existence politique et religieuse est précaire, parce qu'elle est hors la loi; ils ne sont que tolérés... Le droit d'égalité que notre discipline ecclésiastique accorde à toutes les Églises, est perdu pour les oratoires isolés, sans existence légale, ne faisant partie d'aucune autorité ecclésiastique.

« Il faut donc ou réunir un oratoire à une Église consistoriale, ou former de plusieurs oratoires voisins une nouvelle Église consistoriale¹. »

La plainte était fondée; et comme il ne s'agissait ici que de choses de minime importance, on les écouta. Un décret du 10 brumaire an XIV (1^{er} nov. 1805) annexa, en donnant un léger accroc à la loi de germinal, les oratoires aux Églises consistoriales les plus prochaines².

1. *Papiers Rabaut*, 20, 83.

Suitle tableau des oratoires, au nombre de 27, avec un projet de groupement ou de rattachement aux consistoires les plus voisins.

2. Plus tard une ordonnance du 24 avril 1822 les fit disparaître par la création de quatre Églises consistoriales.

Mais ce n'est pas pour cette misère seulement que des hommes aussi considérables avaient rédigé leur mémoire. Ils visaient plus haut que la réparation des petites injustices ; ils signalaient une omission plus grave et volontaire de cette loi soi-disant réparatrice. Avec tous les Réformés, chez qui vibraient encore les vieux souvenirs, ils regrettaient les synodes, « qui, disaient-ils, se sont pourtant réunis au sein des plus violentes persécutions. Les pasteurs, ajoutaient-ils, tiennent beaucoup à leur maintien, même à leur dénomination, ils les considèrent comme les gardiens et les défenseurs de la foi de leurs pères, comme les arbitres de leurs différends religieux, comme le lien qui unit les Églises entre elles. »

Mais comme ils savaient que le gouvernement consulaire, si favorable qu'il fût au Protestantisme, ne consentirait point à lui accorder une indépendance qu'il n'accordait du reste à personne, ils lui proposaient la création d'une *Commission centrale*, composée d'un pasteur et d'un ancien de chaque synode particulier. Cette commission, tout en donnant aux Églises séparées les unes des autres l'unité qui leur manquait, n'aurait aucun des inconvénients politiques et religieux des anciens synodes généraux. Le gouvernement, d'ailleurs, y aurait la haute main. Elle ne s'assemblerait que dans le temps et le lieu fixés par lui, en présence d'un commissaire désigné par le Premier Consul, elle ne traiterait que des matières par lui consenties, et ne s'assemblerait que lorsque la majorité des Églises consistoriales en aurait demandé et obtenu la convocation. C'était se contenter de peu, mais ce peu même était trop aux yeux du Premier Consul. Le mémoire resta dans les bureaux du ministère ; on ne l'honora pas même d'une réponse. Deux ans après, lors du couronnement de l'Empereur, les espérances renaissent : on sait qu'un certain nombre de présidents de Consistoire ont été invités à la cérémonie du sacre ; l'heure de présenter les doléances de l'Église semble propice.

« Peut-être nos pasteurs auront-ils saisi ce moment pour prendre quelque détermination générale pour notre gouverne à tous ; car la plupart isolés, nous ignorons si notre marche pour la discipline est

uniforme. Nous aurions besoin d'un synode national, pour nous concerter et peut-être faire quelques réformes que les lumières généralement répandues et notre nouvelle organisation nécessitent. Je m'adresserais bien à M. Marron, mais avec les meilleures intentions il n'est pas dans l'usage de répondre¹. »

Mais la réunion des 27 présidents ne répondit pas à ce que les impatients attendaient de ses efforts. Ces pasteurs appelés à Paris pour assister au sacre de l'Empereur à Notre-Dame étaient plus préoccupés de l'étrange situation où cet appel les jetait, du désir de plaire au protecteur tout-puissant que des plaintes de leurs Églises. Ils donnèrent à celles-ci de belles paroles, des conseils éloquents, mais n'agirent point :

« Les présidents de Consistoire se sont sentis encouragés à remplir l'étroite obligation que leur mission leur impose, de présenter aux Églises réformées de France les moyens par lesquels il leur a paru qu'elles peuvent se montrer dignes de leur position, répondre à ce que leur religion et leur gratitude envers le gouvernement leur prescrivent, faire mieux harmoniser les formes de leur culte, leur liturgie et leur discipline avec les rapports que la loi établit entre eux, et maintenir une union fraternelle entre elles, les catholiques romains et les luthériens. On a arrêté successivement des moyens :

« 1° De préparer l'uniformité dans la doctrine, le culte et la discipline ;

« 2° De concerter des facilités convenables pour la correspondance ;

« 3° De pourvoir les Églises de pasteurs instruits et dignes de leur ministère :

« 4° D'améliorer le traitement des pasteurs et les ressources des Églises ;

« 5° Enfin de fortifier l'union qui existe entre les différentes communions protestantes, et celles que la loi sur la liberté des cultes tend à augmenter, avec la communion romaine². »

1. Lettre du pasteur Fontbonne-Duverney, de Sedan. *Papiers Rabaut*, 22, 83.

2. Résumé des conférences qui ont eu lieu entre les pasteurs présidents de Consistoire appelés à Paris par lettres closes, pour assister au sacre et au couronnement de LL. MM. Impériales, depuis le 7 au 30 frimaire an XII (1-21 déc. 1804).

Comme le mal dont souffraient les Églises était réel et semblait grandir dans la mesure où celles-ci prenaient conscience d'elles-mêmes, les réclamations persistèrent, les plaintes se firent entendre, jusqu'aux derniers jours de l'Empire :

« On pense généralement, parmi les chrétiens réformés, que nos Églises, privées de leurs colloques et de leurs synodes, demeurent dans un isolement funeste, qui ouvre la porte à de grands abus et les expose à une dangereuse indépendance, sans qu'on puisse trouver dans leur organisation actuelle les moyens de réprimer les désordres que l'absence de ces deux autorités doit nécessairement faire naître¹. »

« L'œuvre de réparation (la discipline) n'appartient qu'à une assemblée synodale que S. M. daignera accorder un jour aux vœux de l'Église réformée². »

Tout le monde alors sentait combien était grande la faiblesse de ces Églises disséminées sur le vaste territoire de l'Empire, sans lien entre elles, sans hiérarchie, sans unité, et par conséquent dépendantes des caprices de l'administration. Les esprits les plus sages en pressentaient les périls et soupiraient après une organisation qui prévînt l'éparpillement et la secte. Ils espéraient aussi, en faisant apparaître aux yeux de tous l'unité spirituelle du Protestantisme, gagner les indécis, faire des conquêtes. Rabaut le jeune, qui, en cela, suivait les inspirations de son père, penchait vers une forme hiérarchique de l'Église :

« Je suis dans la pensée, écrivait-il à ses amis, que le gouvernement le verrait avec plaisir. Il assimile les présidents de Consistoire aux évêques, et les pasteurs ordinaires aux curés. Cela est bon, quand même cette opinion exagérerait l'influence de notre crédit... On ne peut songer à rétablir l'épiscopat. Ni le clergé romain, ni les pasteurs n'en vou-

1. Observations auxquelles a donné lieu le projet d'organisation des Églises réformées de l'Empire français, présenté par M. Frossard, doyen de la Faculté de Montauban, et examiné par la Commission du culte du Consistoire de Montpellier (19 janv. 1811). *Papiers Rabaut*, 20, 78.

2. Lettre signée F. M. 10 juin 1813, au Ministre des Cultes. *Papiers Rabaut*, 20, 85.

draient. Les hommes instruits penchent vers nos opinions religieuses, ce que les évêques ne peuvent se dissimuler. » Il conclut en leur proposant une organisation luthérienne de l'Église.

« Le passage serait presque insensible. On répondrait ainsi à ceux qui nous accusent de haine contre toute hiérarchie, d'où ils concluent que nous ne voulons de gouvernement que la République¹. »

Son idée prit corps, et comptant sur l'assentissement de plusieurs, il rédigea tout un programme de réorganisation qu'il adressa aux Églises².

« Le moment approche où les Églises réformées de la France seront toutes organisées en Églises consistoriales. Je me permettrai donc d'exposer sommairement mes idées et mes vœux sur cet objet important, et je réclamerai les conseils et les observations de MM. les pasteurs des vénérables consistoires, et de tous les fidèles qui ont à cœur la prospérité de nos Églises. Le moment est arrivé où il devient utile, avantageux, indispensable même de faire à notre discipline les changements, corrections et suppressions exigés par les circonstances avantageuses où se trouvent nos Églises, les temps où nous sommes arrivés, le refroidissement du zèle et de la piété, qui rend inadmissible cette sévérité évangélique qui, dans les premiers temps de la Réforme, concordait avec les mœurs et la piété de nos Pères. Et quoique nous ayons à gémir sur l'indifférence qui se manifeste de toutes parts pour la religion, il est de l'intérêt de l'Église, de ses ministres, de tous les fidèles, de rédiger nos règlements ecclésiastiques, de telle sorte qu'ils concordent avec les circonstances où nous nous trouvons, le gouvernement sous lequel nous vivons, la morale et les dogmes que nous professons.

« En s'occupant de cet important objet, il sera très essentiel d'examiner s'il ne serait pas avantageux pour les Églises d'abandonner la forme démocratique de notre gouvernement ecclésiastique et d'adopter une espèce d'hiérarchie individuelle, qui se rapprocherait davantage de celle déjà établie dans les divers cultes chrétiens. Il y a de très fortes raisons qui militent en faveur de

1. Projet de modification à faire à la loi de germinal an X, et hiérarchie à introduire dans les Églises réformées. *Papiers Rabaut*, 20, 80.

2. Observations sur les art. 16 et 17 de la loi de germinal. *Papiers Rabaut*, 20, 81.

cette innovation. Personne n'ignore combien notre gouvernement démocratique a fourni contre nous de puissantes armes à la calomnie. Avant la Révolution, nous étions présentés à nos persécuteurs comme les ennemis du gouvernement monarchique, malgré les exemples frappants de divers peuples réformés qui vivent sous cette forme de gouvernement et lui sont soumis. Depuis la Révolution et même encore aujourd'hui, ne nous fait-on pas la même inculpation? Ne nous accuse-t-on pas d'avoir provoqué, soutenu ce terrible événement politique et participé à ses excès?

« D'un autre côté, nous avons tout lieu de présumer qu'en adoptant la hiérarchie de l'Église anglicane ou de l'Église luthérienne, nous serions plus agréables au gouvernement, que nous aurions des rapports plus directs avec lui, et que le sort de nos Églises pourrait en être considérablement amélioré.

« Déjà plusieurs pasteurs m'ont fait connaître leurs sentiments sur cette matière; ils adopteraient volontiers la hiérarchie établie dans l'Église de la Confession d'Augsbourg par la loi du 18 germinal an X. Un grand avantage que nous retirerions de l'adoption de cette hiérarchie luthérienne, c'est qu'elle amènerait enfin la réunion des deux cultes calviniste et luthérien, depuis si longtemps désirée et toujours mise en problème. Les esprits sont aujourd'hui bien disposés, et le rapprochement s'effectuerait sans peine, surtout si le gouvernement n'y mettait pas des obstacles. Rapprochement mémorable, qui opérerait des rapprochements plus mémorables encore...

« Mais en supposant que les grands avantages qui résulteraient d'une aussi majeure innovation dans notre discipline ecclésiastique ne fussent pas assez bien sentis ou appréciés et que le vœu général fût pour subsister *in statu quo*, il faudrait alors s'occuper de la formation des synodes d'arrondissement et solliciter la convocation d'un synode national ou y suppléer par une correspondance générale et le choix d'une commission chargée des intérêts généraux. Il ne faut pas se dissimuler que l'on éprouve de grandes difficultés à obtenir la permission de s'assembler en synodes, et surtout en synode national. On pourrait même avec raison mettre en question s'il est prudent ou politique de demander cette permission, lorsqu'on a la certitude d'être refusé. Nous avons l'exemple récent d'un pasteur d'un département qui a eu l'impolitique de demander la permission de s'assembler et à qui elle a été sévèrement refusée, malgré l'avis favorable du préfet. Ce refus ne doit pas être interprété en mal contre les Protestants, il tient à d'autres vues politiques dans lesquelles ils ne sont compris qu'accidentellement. C'est pour le

succès de tout ce travail que j'offre aux Églises réformées mes services les plus empressés, le zèle le plus ardent et le dévouement le plus absolu. »

Cette grande ardeur de zèle n'aboutit à rien ; elle eut le sort de toutes les pensées qui s'écarlaient de l'énorme passion de gloire, de conquêtes, où tous les cœurs et toutes les volontés se sentaient entraînés. L'administration impériale, satisfaite d'avoir donné au pays la paix religieuse et d'avoir assuré aux Protestants leur part de liberté et de protection, ne pensait pas à recommencer son œuvre, tout imparfaite que fût celle-ci. Les Églises, d'autre part, heureuses de vivre et de se développer, n'avaient en elles-mêmes ni le goût, ni le désir, ni l'énergie nécessaire pour s'engager dans les aventures d'une pénible réorganisation. La situation de l'Église luthérienne que Rabaut aimait à prendre pour modèle, n'était pourtant guère enviable. La hiérarchie qu'il enviait pour les Réformés étant tout arbitraire, n'avait point ses racines dans le peuple chrétien. Ici, rien n'avait été fait, et l'on avait à peu près laissé ces nombreuses Églises, telles que la conquête les avait trouvées, avec beaucoup de misères en plus. Chacune des grandes divisions (Haut et Bas-Rhin, Sarre et Mont-Tonnerre, Rhin et Moselle, et Roër) gérait ses propres affaires selon ses traditions. L'Église luthérienne était un grand corps avec une population nombreuse, bien groupée, non disséminée comme les débris de l'Église réformée de l'ancienne France, mais sans action commune, sans union administrative. Quand de nouvelles provinces (Bouches-de-l'Elbe, Bouches-du-Weser, Ems Supérieur) vinrent grandir encore cette vaste agglomération, on songea à lui donner l'unité qui lui faisait défaut par la création à Paris, d'un Directoire général des Églises luthériennes de l'Empire. Le Consistoire de Paris, d'accord avec l'Église de Hambourg, prit ardemment cette cause en main, la plaida auprès de l'autorité, demanda pour ce beau projet l'appui du Directoire de Strasbourg.

« Les Protestants peuvent tout espérer du gouvernement libéral et paternel de Sa Majesté, mais leurs besoins sont inconnus. Le

Consistoire général a pu, en plus d'une occasion, se convaincre que toute demande juste et convenablement motivée, était toujours bien accueillie. En plaidant pour les intérêts religieux de la jeunesse protestante, nous n'avons pu nous dissimuler notre incompétence et l'insuffisance de nos moyens dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres; nous avons dû déplorer qu'il n'y ait à Paris aucune autorité supérieure chargée de remplir une telle tâche, et nous avons formé le vœu, que nous croyons devoir vous exprimer solennellement aujourd'hui, qu'il vous plaise, messieurs, de solliciter auprès du gouvernement l'établissement à Paris d'un Directoire général des Consistoires des Églises luthériennes de l'Empire dont les membres seraient choisis dans les Consistoires généraux, et qui, en rapports journaliers avec le Ministre des Cultes, le Grand-Maitre de l'Université Impériale, etc., aurait pour fonction spéciale de faire connaître et apprécier aux autorités compétentes les besoins des Églises luthériennes de l'Empire et de régler toutes les affaires relatives à leur culte.

« La réunion à l'Empire de plusieurs nouveaux départements protestants et l'augmentation progressive de la population luthérienne de France rend un tel établissement dans la Capitale indispensable et urgent. Nous osons croire, messieurs, que vous jugerez dans votre sagesse devoir prendre l'initiative d'une demande qui, duement motivée, peut avoir les plus heureux résultats pour les intérêts religieux de plusieurs millions de Français¹. »

Le projet était sensé; mais il ne laissait plus qu'un rôle secondaire au Directoire de Strasbourg qui jusqu'ici avait exercé dans l'Église une autorité presque souveraine. Le Directoire ne sut pas sacrifier sa haute situation à l'intérêt général, et il répondit vivement à ceux de Paris, que « loin de prendre l'initiative d'un Directoire central à Paris, il s'opposera de tout son pouvoir à cette création² ».

Si l'on en juge d'après un rapport présenté à l'Empereur dans cette même année 1812, par le ministre des cultes, M. Bigot de Préameneu, le gouvernement ne se fût pas refusé plus longtemps aux modifications dont l'expérience

1. Lettre du Consistoire de Paris au Directoire de Strasbourg, 21 mai 1812.

2. Lettre du Directoire du 23 juin 1812.

avait démontré l'urgence¹. Hélas ! à cette heure tardive, les meilleures volontés devaient demeurer impuissantes. Qu'étaient-ce que ces questions de culte et d'Eglise à côté des événements formidables qui se préparaient ? La France entraînait dans la période de ses désastres, et en haut comme en bas, il n'y eut bientôt plus d'autre pensée que celle de la lutte et de la défense du territoire.

Après la chute de Napoléon, les Protestants portèrent devant les princes revenus leurs doléances et leurs griefs contre le régime tombé, accusant celui-ci d'être resté sourd à leurs plus légitimes réclamations. Ils ne savaient pas alors, les ingrats ! que jamais plus, sous aucun gouvernement, ils ne retrouveraient l'appui bienveillant, la généreuse sollicitude dont, pendant quinze ans, l'Empire les avait enveloppés.

FÉLIX KUHN.

SÉANCES DU COMITÉ

15 Mai 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Ch. Frossard, W. Martin, R. Reuss et N. Weiss. M. Bonet-Maury se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le comité s'entretient du *Bulletin* qui sort de presse et de notre vitrine à l'Exposition. Cette dernière a pu être montrée et expliquée à M. Légues, ministre de l'Instruction publique, qui a bien voulu s'y arrêter, ainsi que M. Léon Bourgeois. Sur la propo-

1. « Les Églises luthériennes, y est-il dit, ne sont point encore organisées, et ne pourraient point l'être en l'état des dispositions de la loi. Les articles 36, 40 et 41 ne peuvent recevoir d'exécution. Ils avaient été rédigés en l'absence d'informations et de documents suffisants. Ils se trouvent en contradiction avec les faits et avec les chiffres. Lors de la rédaction de la loi, on manquait de renseignements absolument nécessaires pour la bien approprier à la matière sur laquelle elle devait disposer... »

Puis le ministre propose à l'empereur plusieurs décisions urgentes « pour prévenir, dit-il, la désorganisation totale du culte luthérien dans l'Empire ». (Rapport du Ministre des Cultes à l'Empereur [1812], cité dans le rapport de M. de Contensin à M. E. de Parieu, Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, 3 novembre 1850.)

sition du secrétaire on a ajouté aux livres exposés et aux deux cadres qui renferment l'un une vue de notre salle de lecture et l'autre le fac-similé de l'édit de Nantes avec des médailles contemporaines ou commémoratives, un troisième cadre intitulé *Quelques noms huguenots*. Ces noms, au nombre d'environ 150, sont répartis en sept groupes disposés autour d'un encadrement du xvi^e siècle qui entoure lui-même le groupe central consacré aux *martyrs*. Les autres six groupes sont ceux des *écrivains, artistes, savants, théologiens, soldats et marins* et *hommes d'État* ou *politiques*. M. le président fait remarquer que l'on pourrait reprendre cette idée pour décorer certaines parties de la salle de lecture de notre Bibliothèque.

Le président a bien voulu aussi rédiger, à l'usage des membres du jury et des personnes qui désireraient un aperçu de notre œuvre, une notice très sommaire, laquelle, après un tirage provisoire, pourra être revue et complétée. Un relevé a été fait, à ce propos, de ce que renferme actuellement notre Bibliothèque. Voici les chiffres qu'il a fournis :

Volumes in-folio, 697, plus 128 recueils de pièces imprimées.

Volumes in-4^o, 2,477, plus 1,996 recueils de pièces imprimées.

Volumes in-8^o, etc., 24,352, plus 11,225 recueils de brochures.

Rapports de sociétés 1,930 volumes.

Journaux et revues 3,325 volumes.

Soit un total de 46,130 volumes et recueils. Il est impossible de faire actuellement le compte exact des manuscrits, mais il dépasse certainement le chiffre de 10,000 pièces manuscrites, tant volumes que pièces isolées. Nous avons, en outre, plus de 2,000 doubles, de sorte qu'on peut affirmer que notre Bibliothèque renferme environ 50,000 imprimés et plusieurs centaines de volumes manuscrits.

Le secrétaire communique ensuite une lettre de M. le pasteur Lafon, de Montauban, lequel, au nom de la *Commission d'action protestante évangélique, bureau de la presse*, demande qu'on réponde à un article de M. Hanotaux inséré dans les *Dimanches littéraires* du 15 avril et intitulé *Pages nationalistes, La Vérité sur l'édit de Nantes*. Le comité pense qu'il est à désirer que les sophismes historiques qui sont répandus un peu partout pour travestir l'histoire de la Réforme, ne restent pas sans réponse. Le secrétaire remarque seulement qu'il est difficile, pour une seule personne, de faire face à ces attaques diverses et simultanées. Engagé en ce moment dans une polémique sur le *Protestantisme et l'Art*, il verra, quand elle sera terminée, s'il peut ensuite répondre aux pages nationalistes de M. Hanotaux.

Bibliothèque. — M. Ernest Dupuy lui offre un petit manuscrit qui paraît être contemporain des discussions qui précédèrent l'enregistrement de l'édit de Nantes. Il ne renferme que les *articles secrets* de ce dernier, recueillis peut-être par quelque parlementaire qui s'en servait pour combattre l'adoption des autres.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Écossais et Protestants de langue française.

On sait que de bonne heure il y eut des relations intimes et suivies entre les Écossais qui embrassèrent les doctrines réformées et les protestants de langue française. Ainsi John Knox lui-même vint à diverses reprises, en France, à Dieppe où il passa en tout au moins une année et où il contribua fortement à « dresser » l'Église réformée¹. Puis il séjourna pendant plusieurs années à Genève, et il est certain qu'il y adopta toutes les opinions et y admit sans réserve les principes de gouvernement de Calvin, allant jusqu'à déclarer solennellement que « Christ était aussi purement prêché dans d'autres lieux, mais que nulle part les mœurs et la religion n'avaient été aussi sincèrement réformées que là² ». Il est donc évident que, grâce à cet intermédiaire intelligent, énergique, dévoué, ne ménageant ni ses peines, ni, au besoin, ses souffrances, le protestantisme écossais relève directement de Calvin lui-même.

Mais il n'est que juste d'ajouter qu'en Écosse, d'une manière générale — et peut-être parce que le pays était petit et rude — le peuple était à la fois mieux préparé pour une Réforme et plus énergique que dans les pays de langue française. Ainsi lorsqu'en 1559 la

1. Je dis « dresser », c'est-à-dire organiser, car il y eut à Dieppe, contrairement à ce que pensait Vitet, des protestants secrets, même avant 1551 : il est difficile d'admettre que la ville resta complètement en dehors du mouvement protestant qui parut avec beaucoup de force bien avant cette date dans d'autres parties de la Normandie. Cf. P. Hume Brown, *John Knox*, I, 152 et 216. Cette supposition est d'ailleurs confirmée par l'importance qu'eut tout de suite l'Église organisée. Cette importance était telle qu'entre 1625 et 1630, un contemporain affirme qu'il y assistait à des assemblées religieuses de 5,000 personnes (*Ibid.*, I, 221).

2. *Ibid.*, I, 194. M. le professeur A.-F. Mitchell a publié, en une brochure très compacte de 18 pages in-8 (s. l. n. d.), le « *Livre des Anglois* » or *register of the english church at Geneva under the pastoral care of Knox and Goodman, 1555-1559* (avec fac-similé).

noblesse écossaise se rangea du côté de Knox, elle fit preuve, non seulement de beaucoup de clairvoyance, mais aussi de beaucoup de conscience et de désintéressement, car embrasser cette cause c'était aller contre son intérêt immédiat et au devant de très grosses difficultés¹. Déjà en 1546, deux mois après le supplice de Georges Wishart (1^{er} mars), son persécuteur le cardinal Beaton avait été assassiné et les adhérents de Wishart et de Knox s'étaient soulevés et avaient occupé le château de Saint-Andrews. A cette époque les Luthériens français se laissaient brûler en masse sans même tenter une protestation publique. Et, encore à Saint-Andrews, lorsqu'en 1559 on voulut exécuter le martyr Walter Mill, on ne put d'abord trouver, ni corde pour le pendre, ni torche pour allumer son bûcher, ce qui prouve que le peuple était en majorité gagné aux idées nouvelles tandis qu'à la même époque, en France, il continuait à applaudir aux supplices des hérétiques².

Tous ces faits et beaucoup d'autres non moins intéressants se trouvent dans une biographie de Knox sur laquelle je n'ai pas encore eu l'occasion d'attirer l'attention, mais qui est digne de prendre rang parmi les travaux qui, depuis quelques années, renouvellent toute l'histoire du xvi^e siècle. L'auteur, M. P. Hume Brown, a heureusement évité l'écueil d'écrire une histoire trop exclusivement théologique, et a condensé en deux volumes bien présentés et agréables à lire, le résultat de recherches étendues et précises³.

Notre ami et collaborateur M. Charles Borgeaud vient d'ajouter un chapitre curieux à cette histoire des relations religieuses entre l'Écosse et la Réforme de langue française, inaugurées par John

1. *Ibid.*, I, 346.

2. *Ibid.*, I, 330.

3. Voici le titre de ce livre : *John Knox, a biography by P. Hume Brown, author of « The life of George Buchanan in two volumes »* (xxiv-358 et xn-336) in-8°, London Adam and Charles Black, 1895. Portrait, gravures et index. Notons quelques détails. M. Brown établit (I, 175) que la lettre de la correspondance de Calvin, *Corpus* XI, 370-71, signée *Tino-terius* est de Knox dont la signature devrait se lire *Sinclerus*, forme latinisée du nom de sa mère *Sainclair* dont il se servit d'ailleurs quelquefois. — Page 155 il nous dit que la réputation de Bullinger était supérieure à celle de Calvin, ce qui me paraît contredit par le fait rapporté p. 157 que Knox avait consulté Calvin en même temps que Bullinger. — Page 164, il faut lire Valerand *Poulain* et non *Pullain*. Un exemplaire de sa liturgie latine est à la Bibliothèque de notre Société. — Pages 320 et 325, lisez : Chatellerault au lieu de Chatellerault. — Enfin II, p. 8, on pourrait remarquer que les iconoclastes n'étaient pas simplement des pillards. L'anecdote que M. Brown rappelle prouve précisément le contraire, c'est-à-dire qu'il y avait parmi eux des gens convaincus.

Knox. Il a inséré dans l'*American historical review* (V, 2 déc. 1899)¹ quelques pages détachées de son histoire de l'Académie de Genève, sur *Cartwright and Melville at the university of Geneva, 1569-1574*. Ce qui avait jusqu'ici contribué à empêcher d'identifier ces deux noms, c'était la manière dont ils avaient été écrits par le scribe du conseil d'État et de la Compagnie des pasteurs, qui les appelait *Carturit* et *Melvin*. M. Borgeaud démontre, à l'aide des textes qu'il publie pour la première fois, entre autres, que le système ecclésiastique des Puritains dérive directement de la discipline et de l'organisation attentivement observées à Genève en 1572, par Cartwright, et, aussitôt après son retour d'Angleterre, recommandées dans son *Admonitio* au Parlement. Ce ne sont donc pas seulement les Presbytériens d'Écosse, mais encore les Puritains d'Angleterre qui sont historiquement des calvinistes authentiques.

Les Luthériens d'Alsace devant l'Assemblée constituante, 1789-1790.

Tel est le titre d'un travail assez étendu que notre collaborateur M. Armand Lods vient de faire paraître dans la revue *La Révolution française* du 14 juin dernier. Il lui a été suggéré par la découverte, à la Bibliothèque de notre Société, du *Cahier de doléances pour les magistrats et consistoires protestants des villes d'Alsace*. Ce document était inédit et même inconnu. Il protestait en XVII articles détaillés contre la violation constante et systématique des clauses du traité de Westphalie que Louis XIV avait promis de respecter en annexant l'Alsace. Ce mépris de sa propre parole royale par lequel Sa Majesté a tenu à passer à la postérité avait peu à peu diminué dans de sérieuses proportions les droits, les ressources et le nombre des protestants alsaciens. En tout et pour tout ils étaient vis-à-vis des catholiques dans une situation tellement inférieure que, lorsque la Révolution éclata, ils ne songèrent même pas à demander la liberté et l'égalité. Leur *cahier de doléances* se borne, en effet, à réclamer le retour pur et simple au traité de Westphalie, c'est-à-dire l'exécution des promesses qu'ils s'étaient imaginés qu'on observerait. La Constituante les écouta favorablement, mais ce ne fut pas sans peine que l'exécution de ce que même un roi aussi absolu que Louis XIV avait cru devoir jurer, fut votée. Non content des faveurs et des privilèges dont Louis XIV, Louis XV et Louis XVI les avait comblés, les

1. Tirage à part de 7 pages in-8. Ce tirage renferme le texte du *Testimonium* qui fut délivré à André Melville, avant son départ de Genève, texte qui ne figurera pas dans l'histoire de l'Académie.

catholiques de localités comme Huningue, Belfort, Ribeauvillé demandaient la suppression catégorique du culte protestant, ou, comme à Colmar, l'exclusion des protestants de tous les offices de judicature. On voit par ce fait, dont on pourrait multiplier les exemples, que ce que le catholicisme conséquent croit avoir le droit de demander, ce n'est pas le maintien du Protestantisme dans une situation inférieure ou effacée, mais c'est sa *suppression*.

Si la Constituante répud'a pour les luthériens d'Alsace la dictature cléricale de la monarchie, elle n'eut pas le temps de lui accorder une organisation ecclésiastique. Ce fut l'œuvre des articles organiques de l'an X.

Le contrat de mariage de Bongars. — Th. de Bèze à Lausanne.

M. Cuissard a publié (*Bull. hist. et philol.*, 1899, 1 et 2, p. 213) le contrat de mariage de Jacques Bongars avec Odette Spifame, fille de André, sieur de Chalonges, élevée par Marie de Juré (et non de Luré, comme M. C. a lu et imprimé par erreur), veuve de François de Lanoue. Ce contrat fut dressé devant le notaire et tabellion impérial de la ville de Strasbourg, le 28 mai 1596. Bongars, qui connaissait et aimait sa fiancée depuis 1590, n'avait pu, depuis lors, à travers l'existence agitée à laquelle le condamnaient les ordres de Henri IV, trouver le temps de l'épouser. Lorsqu'il put enfin fixer le jour des noces, d'abord à Bâle, puis à Strasbourg où Odette se hâta d'accourir, elle tomba subitement malade et mourut le 8 février 1597, jour où elle devait se marier. Quelques notes intéressantes sur Bongars et le besoin qu'il éprouvait de quitter le service ruineux de Henri IV, précèdent la publication de ce texte.

Après son départ de France, c'est à Lausanne que Th. de Bèze se fixa définitivement et passa près de dix années avant de devenir le collègue et enfin le successeur de Calvin. Notre collaborateur M. A. Bernus a réuni sur ce séjour un grand nombre de détails précis, intéressants, vivants, dont le récit a d'abord paru dans la *Liberté chrétienne* de Lausanne (15 mars-15 mai 1900), puis sous forme d'une jolie brochure de 112 pages in-16 (G. Bridel) illustrée et pourvue d'un index, que tous les amis de notre histoire tiendront à se procurer.

N. WEISS.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques et Documents¹

MARGUERITE, DUCHESSE D'ALENÇON

ET

GUILLAUME BRIÇONNET, ÉVÊQUE DE MEAUX

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE MANUSCRITE

1521 — 1524

A l'aube du xvi^e siècle aucun esprit éclairé et sérieux n'hésitait à reconnaître que l'Église était en souffrance et demandait une réforme. Mais l'idée que la rénovation religieuse ne s'opérerait que par un schisme, divisant la chrétienté occidentale en deux camps irréconciliables, eût semblé un blasphème. Malgré l'échec final des grands conciles, malgré la politique pontificale toute dominée par l'ambition et les intérêts personnels, malgré la stérilité de la théologie et l'assoupissement général des consciences, on pouvait encore croire que la réforme sortirait du sein même de l'Église, et s'achèverait sans en désagréger l'organisme, sans en briser le cadre hiérarchique.

Cette généreuse illusion fut celle des esprits d'élite que Guillaume Briçonnet réunissait autour de lui à Meaux, son siège épiscopal. Nourris d'idées pauliniennes remises en circulation par Lefèvre d'Étaples, et de subtilités néoplatoniennes vaguement entrevues dans les œuvres de Denis

1. En raison de l'importance des textes inédits que renferment les études de MM. Ph.-A. Becker et V.-L. Bourrilly, toutes les deux relatives au règne de François I^{er}, si décisif pour l'histoire de la liberté religieuse en France, la rubrique *Documents* est exceptionnellement réunie à celle d'*Études historiques*. (Réd.)

l'Aréopagite, ces retardataires du mysticisme rêvaient un retour à l'état primitif de l'Église, où le baptême serait le gage du renouvellement effectif des cœurs. La régénération devait partir d'en haut et être l'œuvre d'un épiscopat éclairé et pieux, choisi avec discernement. Le moment vint où la réalisation de ces espérances parut possible, en dépit de toutes les hostilités. La famille royale était gagnée, et l'instrument choisi par Dieu pour accomplir ce miracle était la propre sœur du roi, Marguerite, duchesse d'Alençon.

Le triomphe fut court. La reprise des guerres d'Italie prouvait que les intérêts de ce monde primaient ceux de la religion; la défaite de Pavie, la captivité de François I^{er} et le voyage de Marguerite en Espagne laissaient le cénacle de Meaux sans protecteurs; et déjà les idées de Luther, bien autrement hardies et subversives, s'infiltraient de toutes parts en France et donnaient raison, en apparence, aux défenseurs intransigeants de la tradition. Dispersés, réduits au silence, découragés peut-être, ces hommes de la première heure se voyaient dépassés par le flot dont la véhémence les désorientait.

L'histoire est un juge sans appel, elle a donné tort aux mystiques de Meaux; le procès n'est pas à refaire. Mais, si leurs efforts n'ont pas abouti, le dédain et l'indifférence à leur égard seraient injustes. Jugée sans prévention, cette tentative de réforme autochtone et respectueuse des institutions ecclésiastiques reste significative comme symptôme de l'état des esprits en ces temps de désarroi et de sourde effervescence. Elle n'a pas remué les foules; mais elle a eu son heure et son importance, et surtout, elle a contribué à former un des génies les plus nobles et les plus riches dont les lettres françaises s'honorent, et rien qu'à ce titre elle mériterait l'attention. On a beaucoup discuté les opinions religieuses de Marguerite d'Angoulême; la question de son adhésion à la Réformation reste toujours en suspens¹. Je ne

1. Même après la magistrale étude de M. Abel Lefranc, publiée dans ce *Bulletin* même, année 1897. Voir à ce sujet un article de l'*Archiv für das Studium der neueren Sprachen*, 1899, p. 95-108, où l'authenticité de la *Complainte pour un prisonnier*, attribuée à Marguerite, est mise en doute.

crois pas qu'on puisse la résoudre sans une étude attentive de ses rapports avec Briçonnet.

Les lettres que Marguerite échangea, à partir de 1521, avec l'évêque de Meaux nous ont été conservées par une copie presque contemporaine, qui forme aujourd'hui le manuscrit 11495 du fonds français de la Bibliothèque nationale (anc. suppl. franç., n. 337). La copie n'a pas été prise au fur et à mesure que les lettres arrivaient ou s'expédiaient; c'est un recueil que l'un des deux correspondants a fait faire après coup, et que le scribe chargé de la besogne a laissé inachevé. Il s'arrête brusquement à la fin de la ligne, au milieu d'une phrase.

Tout porte à croire que ce n'est pas à Meaux, mais sur les ordres de Marguerite que le recueil a été préparé. On voit, en effet, que les lettres de Briçonnet sont signées et datées, tandis que celles de Marguerite ne portent ni lieu d'origine ni indication de jour. On a donc copié les lettres de Briçonnet telles qu'elles furent expédiées et remises par le courrier, celles de la princesse d'après les minutes conservées par ses secrétaires¹. L'exception pour 1524 n'est qu'apparente; car on constate sans peine que la date mise en tête de certaines lettres de Marguerite est celle de la réponse de Briçonnet qui a servi à les classer. Nous verrons aussi, à l'occasion, qu'on comprend aisément comment telle lettre qui manque au recueil est sortie des mains de Marguerite, tandis que sa perte de la part de Briçonnet ne s'expliquerait pas.

La copie, en général, paraît fidèle; mais elle est déparée par de nombreuses négligences. Rien ne fait supposer que le scribe ait altéré avec intention le texte des lettres qu'il reproduisait; mais il n'a pas mis, à les copier, le soin et l'attention désirables : de fréquentes méprises et omissions en font foi. L'orthographe est celle du copiste, et change en conséquence au fol. 303. Dès le xvi^e siècle, un inconnu a fait des retouches au manuscrit, rectifiant des termes fautifs, ajoutant des pronoms et des articles, supprimant des tournures qui lui paraiss-

1. Ou est-ce que Marguerite se faisait renvoyer ses lettres? Voyez l. XXIV.

saient d'un goût douteux ou qui cadraient mal avec ses préoccupations dogmatiques. Marguerite parle, par exemple, d'un « œil plus que par nature aveugle », c'est-à-dire d'un aveuglement plus profond que la cécité naturelle; le correcteur efface *plus que*, quoique la réponse de Briçonnet relève spécialement cette expression. Ailleurs, mentionnant la corruption générale de la nature humaine, Briçonnet en exceptait la vierge Marie; ces mots sont encore barrés en dépit des nombreux passages, dans la suite, qui prouvent combien ils répondaient à la pensée de l'évêque. Ces corrections, contraires aux sentiments des deux correspondants, trahissent une main étrangère. Elles pourraient provenir d'une personne, protestante de convictions, qui aurait songé un instant à la publication du précieux manuscrit, mais qui bientôt, pour une raison ou pour une autre, se serait désistée de ce projet.

Les lettres de notre recueil ne sont pas absolument inédites. Génin (*Lettres de Marguerite d'Angoulême*, Paris, 1841, et *Nouvelles lettres de la reine de Navarre*, Paris, 1842) et Herminjard (*Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*, t. 1^{er}, Genève et Paris, 1866) en ont publié quelques-unes. Les auteurs de la *France protestante*, M. Valdemar Sthyr, pour ses études sur la Réforme en France, et d'autres y ont puisé à l'occasion. Mais il reste, je crois, plus à faire qu'à glaner seulement¹.

1521

L'échange de lettres entre Marguerite et Briçonnet a dû commencer en juin 1521. La première lettre datée, la seconde du recueil, est du 12 de ce mois.

Marguerite avait vingt-neuf ans. Fille de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Savoie, elle était née le

1. M. N. Weiss a généreusement mis à ma disposition les nombreux extraits de la correspondance qu'il avait faits en vue de les publier un jour. Cela m'a permis de vérifier plus d'un passage douteux de ma copie pour la dernière revision de cette étude, qui a profité sous d'autres rapports encore des précieux conseils du savant éditeur du *Bulletin*.

14 avril 1492 et avait été mariée en 1509 au duc Charles d'Alençon qui ne comptait pas trois ans de plus qu'elle. Leur union demeura sans enfants, et ce fut un des grands chagrins de la princesse. L'avènement au trône de son frère François lui donnait un des premiers rangs à la cour, qu'elle ne quittera qu'en 1527 pour devenir reine de Navarre. Une étroite amitié unissait le frère et la sœur et leur mère, natures richement douées tous trois.

Le correspondant de la duchesse d'Alençon, Guillaume Briçonnet, appartenait à une famille de Touraine qui s'était signalée depuis un siècle dans les emplois de la cour et l'administration des finances. Son père, surintendant sous Charles VIII, avait pris les ordres au décès de sa femme, et mourut cardinal et archevêque de Narbonne. Deux de ses fils, Guillaume et Denis, furent de l'Église et s'y distinguèrent.

Guillaume, né en 1470, fit ses études au collège de Navarre, devint archidiacre de Reims et d'Avignon, et, par la résignation de son père, évêque de Lodève et abbé de Saint-Germain-des-Prés. Il entreprit de réformer cette abbaye, en la soumettant à la congrégation de Chesaubenoit malgré l'opposition des moines, dont quelques-uns quittèrent le couvent. En 1516, il fut pourvu de l'évêché de Meaux, mais une mission spéciale le retint deux ans à Rome. A son retour, il s'occupa avec zèle de son diocèse qu'il avait trouvé dans un incroyable état d'abandon spirituel. Les cordeliers de Meaux vauquaient plus aux collectes qu'aux prédications dont ils avaient la charge; ils ne visitaient que les grosses paroisses, et le frère Robert, leur prédicateur d'office, « par l'espace de dix ans n'eut jamais que ung sermon qu'il preschoit à toutes les questes qu'il faisoit ». Les curés résidaient à Paris, et les vicaires désignés par eux étaient presque tous incapables d'annoncer la Parole. L'évêque divisa les 230 paroisses du diocèse en 26 stations, établit des prédicateurs à ses frais, et s'entoura d'hommes connus par leur science et leur piété pour le seconder dans son œuvre; mais lorsqu'il convoqua un synode et voulut contraindre les curés à la résidence, ceux-ci recoururent au Parlement et au métropolitain, et engagèrent leur évêque dans une suite de procès. C'est au

milieu de ces difficultés que Brignonnet entra en correspondance avec Marguerite.

L'initiative fut prise par la princesse. Le départ du duc d'Alençon qui se rendait à l'armée comme lieutenant-général du roi, et celui de la duchesse de Nemours¹, sa jeune tante, que le mariage de son frère appelait en Savoie, la laissaient dans l'isolement. La cour était à Dijon, où le roi s'était transporté pour mettre la Bourgogne en état de défense et pour veiller aux renforts de ses troupes d'Italie; car la guerre avec l'empire était devenue inévitable.

Mais ce n'est pas un vague besoin de consolation qui fit recourir Marguerite à l'évêque de Meaux; le vrai but de sa lettre est de demander si le temps était « propre que maistre Michel peust faire ung voiage ». « Ce me seroit consolacion, écrit-elle, que je ne quiers que pour l'honneur de Dieu, le remettant à vostre bonne discretion et la sienne². »

Le personnage dont Marguerite désirait la visite est maître Michel d'Arande, que notre correspondance mentionnera fréquemment. Issu d'une famille noble du Dauphiné³, il s'était fait ermite, c'est-à-dire moine de l'observance de saint Augustin; et, puisque ses allées et venues dépendaient de l'évêque de Meaux, il y a lieu de croire qu'il appartenait au couvent des augustins de cette ville, à l'abbaye de Notre-Dame de Chage⁴, et que c'est Brignonnet qui l'avait mis en relation avec les princesses.

Brignonnet ne jugea pas le moment opportun pour envoyer maître Michel à Marguerite, mais il profita de l'occasion pour nouer correspondance avec elle. « Croyez, Madame, lui dit-il, que j'ay prins singulier plaisir, long temps a, à congnoistre en vous la grace du debonnaire Seigneur. Moult tenue luy

1. Philiberte de Savoie, veuve de Julien de Médicis, duc de Nemours, était la sœur cadette de Louise de Savoie. Née en 1498, elle avait six ans de moins que Marguerite.

2. Lettre I. Manuscrit, fol. 1a. Herminjard. I, 65, n° 35.

3. J'adopte le renseignement que donne la *Gallia christiana* I, 729. Il est vrai que Farel dans une lettre à C. Scheffer de Tournay le nomme *Michaellem Arandum vestratem*; mais je soupçonne ce *vestratem* d'être une fausse leçon pour *nostratem*.

4. Brignonnet fut un bienfaiteur de ce couvent.

estes; car vous a prevenue en ses benedictions. Je loue que aiez crainte grande de les perdre : jalouze debvez estre de vostre seul necessaire, et de ses dons et graces garder¹. »

Sans attendre de réponse, le zélé ministre fit suivre sa première lettre d'une seconde qui ne nous est pas parvenue. La princesse fit bon accueil à toutes deux, et pria le prélat de ne pas « s'ennuyer de continuer ». — « Car j'ai receu tous les traictz que m'avez envoyez », lui dit-elle, faisant allusion aux « dards d'amour » dont il parlait dans sa première lettre, « desquelz ma tante de Nemours a eu sa part, et encoires luy envoie les derniers; car elle est en Savoie aux nopces de son frere, qui ne m'est petite perte. Parquoy vous prie avoir pitié de me veoir sy seule, et puisque le temps, le pays et les propos ne sont propres pour la venue de maistre Michel, à quoy je m'accorde, pensant que vos oppinions procedent du saint esperit, — au moins je vous prie que par escript veuillez visiter et exciter à l'amour de Dieu mon cœur, pour luy faire à la fin chanter *benedictus dominus*. Le commencement duquel trouve sy bon que par aulmosne j'en requiers la fin². »

Ces derniers mots nous montrent que la lettre perdue renfermait des méditations édifiantes sur ces paroles *benedictus dominus*, empruntées probablement au cantique de Zacharie (Luc I, 68). Cette lettre fut envoyée en Savoie à la duchesse de Nemours, et c'est sans doute pour cela qu'elle ne se retrouva pas, quand on fit le recueil : nouvel indice confirmant que le manuscrit fut écrit sous les auspices de Marguerite; car Brignonnet eût certainement pris copie de cette lettre aussi bien que des autres, et sa perte ne s'expliquerait pas.

En terminant, Marguerite priait le prélat de « monstrier ceste lettre au bon pere », et de lui faire savoir « qu'elle a la responce de vos deux lettres comme aux deux precedentes d'ung seul bien necessaire³ », c'est-à-dire qu'elle avait reçu les deux lettres en réponse à la sienne, celle de l'évêque et celle du « bon pere », de même que leurs deux autres lettres

1. Lettre II. Manuscrit, fol. 3a. Du 12 juin 1521.

2. Lettre III. Manuscrit, fol. 4a. Herminjard, I, 475, n° 35a.

3. *Ibidem*.

qui parlaient du seul bien nécessaire, comme le fait la première de Briçonnet qui nous est parvenue. Ce « bon pere » est évidemment maître Michel dont il était question quelques lignes plus haut, et qui, ne pouvant venir de sa personne, avait tenu à continuer par écrit ses directions spirituelles. Il avait donc joint une lettre de sa main à chacune de celles de Briçonnet, comme il continuera à le faire dans les prochains temps. Dans le billet suivant, Marguerite parlera de nouveau d'une lettre de l'évêque et de maître Michel¹, et Briçonnet, à son tour, lui enverra « le double d'un^s lettres que escripvoit quelque pere à ses filles spirituelles² ».

Si Marguerite demandait à l'évêque de Meaux le secours de ses instructions et de ses prières, elle lui offrait en retour ses bons offices pour lui et les siens, se déclarant prête, dans ces guerres qu'ils soutenaient pour la foi et l'amour de Dieu, à mourir en leur bande, et s'obligeant à être leur avocate à la cour dans toutes les affaires où ils voudraient l'employer, comme ils seraient les siens auprès de Dieu³. De pareilles promesses avaient leur prix; car les obstacles surgissaient de tous côtés. Briçonnet s'en ouvrait à la princesse qui s'associe à ses inquiétudes. « Il est bien clair, lui écrit-elle, veu les raisons de vostre lettre et de leur creance, que sy la trievalité est rompue, qu'ilz seront en danger trop grand, et j'espere que sy les peres viennent icy, qu'il leur sera respondu selon vostre conseil⁴. »

La complication à laquelle Marguerite fait allusion nous est inconnue; les communications confidentielles de Briçonnet n'ont pas laissé de trace. Herminjard pense qu'il est question des cordeliers de Meaux, auxquels l'évêque interdit de représenter dans leur église saint François stigmatisé et qui recoururent au Parlement⁵. Quoi qu'il en soit, nous savons, par une ébauche de chronique laissée par le savant béné-

1. Lettre V. Manuscrit, fol. 6a. Herminjard, I, 67, n° 36.

2. Lettre VI. Manuscrit, fol. 8b.

3. Lettres III et V. Manuscrit, fol. 4a, 6b. Herminjard, II, cc.

4. Lettre V. Manuscrit, fol. 6b. (Fin juillet.)

5. Herminjard, I, 67, note 4. — Voir la suite de l'affaire aux lettres XVI, XXIII et XXXIII (22 novembre 1521, 17 janvier et avant le 26 février 1522).

dictin Joachim Périon que Denis Briçonnet, qui venait d'échanger l'évêché de Lodève contre l'abbaye de Cormery-lès-Tours, fit, à la fin de juillet, un voyage à Paris — ou pour mieux dire, à la cour — dans l'intérêt de son frère « que quelques-uns avoient lors injustement et calomnieusement traversé¹ ». Et nous constaterons sous peu que Marguerite connaît en effet ce frère, et en reçoit des lettres.

La correspondance en était à ces termes, lorsque le déplacement de la cour vint l'interrompre². Elle ne reprit qu'en octobre, mais auparavant une rencontre personnelle eut lieu entre Briçonnet et Marguerite, et fit plus pour les rapprocher qu'un plus long échange de lettres n'eût pu faire. A partir de ce moment, une cordialité plus franche s'établit dans leurs rapports et remplace le ton cérémonieux des premières lettres.

L'entrevue dut avoir lieu vers la fin de septembre ou aux premiers jours d'octobre. Averti de la détresse de Mézières, le roi quitta Troyes le 16 septembre pour gagner Reims à grandes journées, et envoya la reine et sa suite se tenir aux environs de Paris³. Les premiers jours d'octobre les princesses furent à Meaux⁴.

C'est Marguerite qui rouvre la correspondance :

« Ainsy que la brebis en païs estrange errant, ignorant sa pasture par mescongnoissance des nouveaulx pasteurs, lieve naturel-

1. Guy Bretonneau, *Histoire généalogique de la maison des Briçonnets*. Paris, 1620; Herminjard, I, 156, note. Périon n'enregistre que la cause du départ de son abbé commendataire, et ne donne pas de détails sur la suite du voyage.

2. La cour quitta Dijon les derniers jours de juillet et arriva, après plusieurs étapes, à Troyes vers la fin du mois d'août.

3. *Journal de Jean Barillon*, éd. P. de Vaissière (Société de l'Histoire de France), II, 263. — Le 2 septembre Briçonnet avait été élu conservateur des privilèges apostoliques de l'Université; le 12 de ce mois il vint à Paris prêter serment et prendre possession de sa charge. Il avait eu pour compétiteur le Dr Arthur Fillon, chanoine de Saint-Maclou de Rouen, qui produisit trois lettres du roi en sa faveur. Les quatre Facultés lui préférèrent Briçonnet, parce qu'elles le savaient bien en cour et tenaient à sauvegarder leur droit d'élection contre l'ingérence royale.

4. Herminjard, I, 76, note. Non seulement Marguerite semble faire allu-

lement la teste pour prandre l'air du lieu où le grand berger par ses bons ministres luy a acoustumé donner douce nourriture : en ceste sorte, comme trop indigente par faulte d'avoir¹ bien mis à prouffict la refection spirituelle que j'avois prinse en vostre devote compaignie, suis contrainte de prier vostre charité, que je tiengs soubz Dieu paternelle, excercer par lettres son effect commencé par parolles, esperant avec l'aide de l'expositeur que m'avez laissé [c'est maitre Michel, comme la suite le montrera] — dont tant mon ame vous est tenue — d'estudier vostre lesson, en sorte que le chemin de la grant bergerie me sera monsté avec l'ayde de voz prieres et de ceulx et de celles que cognoissez bien avant en la voye, où de bien foeble desir desire entrer. Et sy, par ce moyen, puis estre conduite et collocquee au lieu de sy gracieuse pasture, pensez la consolacion que vous aurez, par la grace du tout bon et puissant, d'avoir esté ministre de ramener à sa tant seure et eternelle demeure la pauvre ouaille en qui estoit perie la fuicte de prochain dangier. Par *quoy*, mon pere, vous requiers que par lettres descendez de la haulte montaigne, et en pitié regardez, entre ce peuple esloigné de clarté, la plus aveuglee de toutz, et vueillez ayder par escripture, priere et souvenance à tirer hors de ses tristes tenebres la toute vostre Marguerite². »

On sent que Marguerite était sincèrement émue, et croyait franchement avoir trouvé la vérité dont elle était altérée, et la direction dont elle avait besoin. Une pareille marque de confiance et un désir si profond de progresser dans la voie de la connaissance devaient toucher Briçonnet : « Vos gracieuses et humbles lettres, écrit-il à la princesse, ...m'ont donné un esguillon de plus grande consolation que ne pensez. Je n'ouze et ne veulx escrire ce que j'en sens, fors que de rechef je supplie (et ferai tant que viveray) au doux et debonnaire pasteur Jesus qu'il accroisse vostre bon desir, par sainte impatience, à plus avant sercher vostre pasture en luy³. » Mais un gros rhume, qui s'était jeté sur la poitrine, avait empêché le prélat de répondre d'une manière satisfai-

sion à cette visite à Meaux, mais Briçonnet date dorénavant ses lettres de *vostre maison de Meaulx*.

1. Le manuscrit donne *d'amour*, faute évidente.

2. Lettre VII. Manuscrit, fol. 8b, 9a. Herminjard, I, 476, n° 407.

3. Lettre VIII. Manuscrit, fol. 9b.

sante à la requête de Marguerite. Ce n'est que le 24 octobre qu'il put donner libre cours à l'affluence de ses pensées.

C'était toutefois trop présumer encore de sa correspondante que de l'inviter à prendre les ailes de l'aigle « pour faire extreme vol pour congnoistre la force et puissance de charité qui a faict que egualité et inegualité, grant et petit, createur et creature, tout et rien, sont ensemble et *en* coïncidence¹ ». La quantité donnée excédait, au dire de Marguerite, « la force du recevoir » ; « ung si hault spirituel et devot propos » ne pouvait être compris sans une grâce spéciale². Aussi Briçonnet se contente-t-il dans les lettres suivantes d'instructions et d'exhortations d'un christianisme plus pratique, sans renoncer pourtant à l'espoir de voir, un jour, la princesse s'élever jusqu'au niveau de ceux qui n'ont plus de contrepoids de corps, qui ne sentent plus rien de l'homme, parce qu'ils ont déjà goûté la perfection³. Relevant les expressions métaphoriques dont elle aimait à se servir dans ses lettres et les appliquant, souvent avec bonheur, aux choses du salut, il l'invitait à aimer Jésus de tout son être, non pour elle seule, mais en considération de son entourage aussi.

« Car ce ne seroit assez, à la grace qu'il vous a donnee, en considerant le lieu où vous estes, vous acquicter seulement de l'aimer de vous en vous, et ne luy presenter que des raisins de vostre vigne, sy ne pourchassez vertueusement qu'il soit aymé, servi et honoré par tout où il vous donne pouvoir et occasion de ce faire. Vous n'estes que ung raisin de sa grant vigne, l'Eglise, qui est en tel desordre que chacun voit. Il n'est nouvelles d'y cuillir que des lambrusques... Soiez la bonne sainte Cecile qui gaigna mary, freres et plusieurs aultres. Vous aurez à faire au roy et à Madame⁴ que Dieu, par sa bonté, a touchez de grandes et excellentes graces et ja sont navrez au cœur pour l'honneur de Dieu. Il sera facile d'allumer un grand feu : car les trois coeurs seront à ce uniz. Les

1. Lettre IX. Manuscrit, fol. 17b. Du 24 octobre 1521.

2. Lettre X. Manuscrit, fol. 19a.

3. Lettre XI. Manuscrit, fol. 30a. Du 11 novembre 1521.

4. Madame, dans la bouche de Briçonnet comme de Marguerite, désigne toujours Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, la mère du roi.

occupations qu'ilz ont les distraient, et croy mises en avant par l'ennemy pour empescher ce qu'il peult prévoir qui se feroit à l'honneur de Dieu. D'autant qu'en avez moings, combien que les leurs sont les vostres, debvez plus songneusement prier Dieu pour eulx. comme scay que faictes. Et, quant verrez l'opportunité, procurez l'affaire de Dieu, à ce qu'il soit autrement servy et honoré qu'il n'est en ce royaume... Les graces que Dieu vous a donnees à tous trois sont trop grandes pour estre oisives... Madame, Dieu vueille par sa grace que l'huile mise en sa lampe puisse luyre où je desire¹. »

Le salut de Marguerite n'était donc pas l'unique, pas la première préoccupation de Briçonnet; il lui croyait une mission dans le royaume, et il ne manquera pas d'y revenir et d'y insister, tantôt avec l'espoir d'un triomphe prochain, tantôt avec des appréhensions et des conseils de prudence.

Avant que cette lettre arrivât à son adresse, une subite indisposition de Louise de Savoie, probablement un de ces accès de goutte auxquels elle était sujette, vint donner de vives alarmes à sa fille. La crise heureusement fut courte. « Vous advertissant, dit un premier billet de la princesse, que Madame se porte bien de la medecine qu'elle prit hier et commence à cheminer. Dieu veuille que ce soit en sorte que nous avec elle puissions arriver au port que vous desirez². »

Mais l'accident avait obligé la duchesse d'Angoulême de se retirer à la campagne, à Compiègne, semble-t-il, et lui avait fait manquer la visite de Briçonnet. « Sy maistre Michel ne vous contoit de l'amendement et presque guérison de Madame, écrit encore Marguerite, je vous en advertirois. Mais je remect le tout en luy. Entendez qu'elle ne sera contente, sy en sa santé ne recouvre ce qu'elle a, pour la cause de son mal, perdu. Car elle s'attend bien que la viendrez veoir à son retour des champs où elle est contraincte d'aller pour changer l'air et se retirer de la presse, affin de fortifier ses pieds

1. Lettre XI. Manuscrit, fol. 31a, 32ab. Du 11 novembre 1521. Herminjard, I, 478, n° 40c.

2. Lettre XII. Manuscrit, fol. 40a. Herminjard, I, 75, n° 41.

encoire dolooureux : de quoy vous prie avec son vouloir¹. »

La consolante et réconfortante lettre que Briçonnet envoya le 17 novembre par maître Michel trouva Marguerite elle-même gravement souffrante². Mais sa langueur ne l'empêchait pas de s'associer aux peines de ses amis et de prendre sa part de leurs contrariétés.

Dans le premier billet par lequel elle faisait part du mieux survenu dans l'état de sa mère, Marguerite priait l'évêque de Meaux, puisqu'elle avait un peu de loisir, de demander « au frère » de continuer à lui écrire³. Il doit s'agir de Denis Briçonnet, qui était animé du même esprit de zèle et de réforme que son aîné. En effet, quelques jours plus tard, Marguerite écrit à Guillaume : « Je ne sçauois en quoy vous recom-penser, sinon vous prier me mander ce que vous voulez que je face pour l'affaire de Dieu envers Monsieur de Saint-Martin. Car vous sçavez bien que, pour vous et vostre frere du tout son rien aider, fera tout ce que possible luy sera la doublement malade Marguerite. » Entre autres bénéfices, Denis possédait l'abbaye de Saint-Martin d'Épernay.

Et Marguerite ajoute en post-scriptum : « Je ne sçay si je me doibtz plus resjouir d'estre estimé du nombre de ceulx à qui je desire ressembler, ou me contrister de veoir mes freres faillir soubz coulleur de bien faire. Mais veu que la chose ne touche à moy seulle, mais va contre l'honneur de celluy qui a souffert par charité la mort, pourchassée par envye d'ipocrites, soubz nom d'infracteur de la loy : il me semble que le plustost clore la bouche aux ygnorans est le meilleur, vous assurant que le roy et Madame ont deliberé de donner à congnoistre que la verité de Dieu n'est point heresie⁴. »

L'indignation émue et la chaleur du zèle de Marguerite sont bienfaisants à constater; mais nous aimerions bien être renseignés un peu plus clairement sur les faits qui lui causent tant d'émoi. Un second billet écrit au même propos

1. Lettre XIII. Manuscrit, fol. 40*b*. Herminjard, I, 76, n° 42.

2. Lettre XIV. Manuscrit, fol. 36*b*, 40*a*. Herminjard, I, 75 et 482.

3. Lettre XII. Manuscrit, fol. 40*a*. Herminjard, I, 75, n° 41.

4. Lettre XV. Manuscrit, fol. 45*ab*. Herminjard, I, 77, n° 43.

n'a pas été recueilli dans la correspondance, et la réponse de Briçonnet ne donne guère plus de lumière. Il faut laisser, dit-il, le nom de mauvais « aux doubles et ypocrites et supplier nostre Seigneur, comme tres prudemment escripvez, luire en leurs tenebres et cecités. J'en congnois de leur secte qu'il luy a pleu visiter, de sorte qu'ilz luy ont rendu graces en ma presence de ce qu'il leur avoit osté les escailles qu'ilz avoient sur leurs yeulx ».

« Madame, ajoute-t-il, j'ay depuis reçu quelque article que vous envoye cy encloz. Je ne sçavois rien du propos et n'eusse pensé que le personnage eust tiré sy avant comme il vous a pleu m'escrire. Ce sera ouvrage de Dieu illuminer telles tenebres : ce que je luy supplie par sa sainte grace faire¹. »

On suppose² que ces allusions se rapportent aux persécutions dirigées contre Jacques Lefèvre d'Étaples, que Briçonnet avait attiré à Meaux, en lui confiant, le 11 août 1521, l'administration de la léproserie. A l'instigation de Noël Bédier, la Faculté de théologie avait condamné, le 9 novembre, l'opinion de Lefèvre sur les trois Maries, et le poursuivait maintenant devant le Parlement, afin qu'il fût puni comme hérétique. Lefèvre avait soutenu, dans deux dissertations, que la femme pécheresse, Marie Madeleine et Marie, sœur de Lazare, étaient trois personnes différentes, contrairement à l'opinion générale consacrée par le bréviaire romain.

Dans le post-scriptum de sa lettre du 11 novembre Briçonnet demandait à Marguerite de lui envoyer maître Michel. « Madame, sachant que avez maistre Michel, ay passé légèrement en quelque endroit. Il est vostre et le surplus qui est pour à vostre plaisir en disposer. Vous suppliant me le prester pour l'advenir, car je m'y suis actendu. Et après le vous renvoyeray, s'il vous plaist. Commandez luy qu'il vous mette par escript les misteres du baptesme tant de la pri-

1. Lettre XVI. Manuscrit, fol. 43^b. Du 22 novembre 1521. Herminjard, I, 81, n° 44.

2. Voyez Herminjard, I, 78, note 10. — Peut-être faut-il faire une distinction entre les « doubles et hypocrites » et « le personnage » de la lettre de Briçonnet.

milive Église, que ce que de present on fait; vous le trouverez bon et fructueux¹. »

La remise de cette lettre à Marguerite semble avoir souffert un petit retard, probablement à cause du départ pour la campagne exigé par la santé de Louise de Savoie. La réponse n'a dû être écrite qu'après tous les billets que nous venons d'analyser. Marguerite y assurait l'évêque qu'elle ne garderait pas pour elle seule le profit de la parole qu'il lui adressait, mais qu'elle en donnerait leur part à toutes les personnes de son entourage qu'elle verrait disposées à la désirer. Quoique la lettre du prélat renfermât tant qu'elle en avait assez pour tenir son esprit à l'école toute sa vie, elle le priait de continuer, sachant que la fontaine dont elle procédait n'était pas tarie.

« Et pour en solliciter, disait-elle, vous renvoie maistre Michel. Lequel, je vous asseure, n'a perdu (pour le lieu) temps. Car l'esperit que nostre Seigneur *faict parler* par sa bouche, aura frappé des ames qui seront enclines à recevoir son escript et entendre verité comme il vous dira, et plusieurs aultres choses dont luy ay prié, congnoissant que ne mecterez en doute sa parolle. Vous priant que entre tous vos piteuz desir de la reformation de l'Église, où plus que jamais le roy et Madame sont affectionnez, et le salut de toutes pauvres ames, ayez en memoire celle d'une imparfaicte, mal ronde et toute contrefaicte perle... Et vous prie... ne me laisser aux affaires que je vois venir sans me mander chose qui fortiffie l'esperit. Car plus que jamais en a besoin vostre pauvre fille Marguerite². »

Cette instante prière, appuyée par maître Michel qui retournait à Meaux, ne resta pas sans effet. Dans le courant de décembre, Briçonnet n'écrivit pas moins de quatre longues lettres qui se font étroitement suite. « Je confesse ma faulte, dit-il dans la première, combien que la pourrois couvrir pour suractendre quelque livre que de jour en jour ledict maistre Michel vous devoit envoyer. Peché purement confessé, sans couverture et palliacion, est facilement pardonné et moult agreable à Dieu. La penitence que en donnerez sera gaie-

1. Lettre XI. Manuscrit, fol. 33b. Herminjard, I, 479.

2. Lettre XVII. Manuscrit, fol. 45b, 46a. Herminjard, I, 83, n° 47.

ment acceptée¹. » Le livre fut expédié, et dans sa lettre du 22 décembre l'évêque de Meaux se rapporte à l'un des traités qu'il renferme : « Assez avez à vous excerciter au livre de l'ydote de vraie patience que vous ay nagueres envoyé². » Il s'agit des *Contemplationes Idiotæ*, traités mystiques d'un moine augustin du xiv^e siècle, Raimon Jourdan, dont Lefèvre avait découvert le manuscrit et donné une édition en 1519; la même année, Briçonnet fit paraître chez Simon de Colines les *Contemplations faites à l'honneur et louenge de la tressacree Vierge Marie* en traduction française; c'est le livre qu'il fait lire à Marguerite³.

Briçonnet fondait de grandes espérances sur l'adhésion de la princesse. Par son intermédiaire, il comptait gagner Louise de Savoie et le roi, et agir sur leurs déterminations en matière ecclésiastique. Il est vrai qu'à entendre Marguerite, le succès était dès lors certain. « Le roy et Madame ont deliberé de donner à congnoistre que la verité de Dieu n'est pas heresie. — Le roy et Madame sont plus affectionnez que jamais à la reformation de l'Eglise. » Ces assertions de Marguerite ont été souvent répétées comme témoignages authentiques et venant de bonne source des dispositions de François I^{er} en faveur de la Réforme. Il faut en rabattre quelque peu; car, quand la dernière lettre fut écrite, c'est à peine si le roi avait pu rejoindre sa mère et sa sœur à Compiègne. Durant tout l'automne, les péripéties du siège de Mézières et les pourparlers ouverts à Calais par le cardinal Wolsey l'avaient retenu dans les provinces du nord et absorbé son attention⁴. Il est à croire que Marguerite, en écrivant ces phrases, prêtait généreusement ses propres sentiments à son frère.

Mais la première campagne était close, et le roi revenait à Paris. C'était le moment d'agir, si l'on voulait faire parvenir

1. Lettre XVIII. Manuscrit, fol. 47b.

2. Lettre XX. Manuscrit, fol. 83b.

3. D'après une communication obligeante de M. N. Weiss, la bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français possède un exemplaire de cette traduction.

4. Mignet, *Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint*, 3^e éd., Paris, 1866.

à son oreille une parole sérieuse et amener une résolution de sa part. C'est ce que Brignonnet sentait, et c'est pour cela que, dans ses lettres de décembre, il insiste d'une manière si pressante sur les maux de l'Église et les remèdes à y porter.

« L'Église est de present aride et seche comme le torrent en la grand chaleur australe. La chaleur d'avarice, ambition et volup-



FRANÇOIS I^{er}, d'après une faïence du xvi^e siècle recouverte d'émail blanc.

tueuse vie a desechy son eaue de vie, doctrine et exemplarité... Nous sommes tous terrestres qui debvrions estre tout esperit, et ce procede par faulte d'eaue de sapience et de doctrine evangelique qui ne court et n'est distribuee comme deveroit... *Car ceulx* qui tiennent les clefz de l'abissalle source de fontaine de vie..., par cecité et ygnorance n'y peuvent ou ne veulent, et sy ne permettent aultres y entrer : dont procede la secheresse des pauvres brebis qui demandent del'eaue de pasture et doctrine spirituelle. Leur langue

est sèche par ardent désir, et n'y a pasteur qui la communique, ou qui leur ouvre la porte pour en prendre; et sy peu qu'on leur depart, ce n'est sans deslier la bourse, tellement qu'il est aujourd'hui verifié ce qui est dict par ung des prophètes : *Aquam nostram pecunia bibimus* (Lam. 5, 4)¹. »

Et dans la lettre suivante l'évêque parle encore, avec non moins d'énergie, de cette faute de distribution de la doctrine évangélique, dont procèdent la stérilité et la sécheresse des âmes.

« Et non par faulte d'eau, ajoute-t-il, car les cataractes de la celeste grace sont ouvertes... et a esté la terre abreuee par la sapience divine en la doctrine evangelique qu'il luy a pleu en toute plenitude nous communiquer, non par rousees et petites pluies, mais en torrens et fleuves vehemens... Helas ! où sont les anges qui ont vollé², les fleuves et torrens qui ont couru d'orient en occident, lesquelz par toute la terre ont annoncé l'an pacable et de paix par l'advenement et redemption du doux aigneau ? Où est l'ardeur d'esperit et vehemence d'amour qui les a menez et conduictz par embrasement et emulation de la verité evangelique au saint et bien heureux martire ? Ilz sont tariz. A peine se trouvent de present fontaines toutes seches et presque mortes qui n'ont puissance de communiquer hors leur naissance et oriffice : ce que prophetisé avoit Mons^r saint Jude que ès derniers ans les nuées seroient sans eau, *nubes sine aqua*, assez de apparence par dehors, faignans faire leur devoir, mais peu d'effect, et qu'ilz seroient arbres infructueux³. »

En présence d'une telle désolation, quelle n'est pas la responsabilité de ceux qui ont été favorisés d'une grâce spéciale, et qui ont été éclairés de la lumière divine ? Cette pensée préoccupe Briçonnet aux approches de Noël, et vibre dans ses exhortations.

« C'est à vous, Madame, à qui je parle. Le vray feu s'est logé, long temps a, en vostre cœur, en celuy du roy et de Madame par graces sy tres grandes et habondantes que je n'en congnois pas de

1. Lettre XXIII. Manuscrit, fol. 60a, 59b. Herminjard, I, 480, n° 47a. Le n° 48 (l. c., I, 84) ne fait pas suite à cette lettre.

2. Les apôtres.

3. Lettre XIX. Manuscrit, fol. 62a-63a.

plus grandes. Je ne sçay si le feu a point esté couvert et assouppy, je ne dictz pas estainct, car Dieu ne vous a, par sa bonté, encoires habandonnez. Mais conferez chacun en vostre cœur (aultre que vous n'en peult estre juge, ne le sçavoir) sy vous l'avez laisser ardre selon les graces donnees. J'ay paour que ne les ayez procrastinez et différées. — Je loue nostre Seigneur qu'il a inspiré au roy vouloir de executer quelque chose que j'ay entendu : en ce faisant, se monstrera vray lieutenant du grant feu qui luy a données les graces insignes et grandes pour les faire ardre en son administracion et royaume... Madame, vous congnoissez ma servitude qui n'est mercenaire, et ne me sçaurois garder de aimer ce que Dieu m'a ordonné aymer en vous. Je luy supplie treshumblement qu'il luy plaise par sa bonté allumer tel feu ès coeur du roy, de Madame et de vous que vous puisse veoir par son amour importable et ravissante tellement feruz et navrez que de vous trois puisse yssir, par exemplarité de vie, feu bruslant et allumant le surplus du royaume et specialement l'estat par la froideur duquel tous les aultres sont gellez. Il n'est rien difficile au tout puissant feu, lequel, en et par ses ministres, peult faire rompre et brusler les roches adamantines¹. »

Dans la lettre du dernier décembre les mêmes préoccupations reviennent, et plus accentuées encore :

« Le monde est plain de gens qui disent et monstrent avoir bonne affection, et la premiere chose qu'ilz font est monstrier leurs piedz nectz et deschaux de toute sinistre affection. Dieu le vueille par sa grace, et qu'ilz ne couvrent leurs sectes, divisions et partialitez soubz le goust et manteau de l'honneur de Dieu, lequel est souvent postposé pour accroistre le leur... Les coeurs des princes sont empoisonnetz de telz goustz adulterins. L'on voit aussy quel feu sort des esclatz de telz boutefeuz. Ilz ne sont boutefeuz de Dieu. Car son honneur n'y croist point, ains me semble que de jour en jour il décroist en noz coeurs.

« L'on vous persuade, Madame, que vous estes l'adresse de tous bons serviteurs de Dieu, et plusieurs se disant telz se retirent à vous comme à celle qui l'aime, révère et honnore. Je crois que avez coeur et yeulx savourans, aussy vos piedz nectz. Mais, pour ne vous flatter, voz mains sont engantees; je ne voy point encoires de flamme qui soit sortie de voz mains. S'il y a quelque petite scintile, elle n'est digne d'estre inventoriée. Le royaume delvroit estre en

1. Lettre XX. Manuscrit, fol. 98a-99a. Herminjard, I, 84. n° 48.

ung feu, veu le temps que Dieu vous a donné la grace de pouvoir souffler pour l'accroistre à son honneur. Il n'est pour neant escript qu'il fault esprouver les esperitz, s'ilz sont de Dieu. Deffiez vous, Madame, premierement de l'auteur des presentes, et de tous aultres qui n'ont piedz ne mains nectes. Et vous prie que en savourant le vray feu, aiez gros jugement à ne facilement laisser emprisonner voz oreilles d'autre amour ou honneur que celui de Dieu...

« La sapience presche dehors et ès places et entrees des portes. Elle n'est point receue ès maisons de nos coeurs, habitacion et domicile de Dieu. Les chiefz aussy sont sours, et par ce, le feu estainct ou bien casché. C'est à eulx, tant spirituelz et temporelz, auxquelz elle s'adresse : car d'eulx vient et bien et mal. Ilz ont les clefz des portes pour faire recevoir la sapience divine, et sans eulx sera tousjours dehors. Mais, comme il est escript en l'évangille, ilz tiennent les clefz de science et n'y entrent, ne permectent aultres y entrer (Matth. 23, 13)... Les chiefz et princes temporelz ne sont exemplz de nostre bestialité et ygnorance, ou qu'ilz les vueillent, permectent ou instituent telz¹. L'or est converty en plomb, et encoires est le plomb fondu. Il n'y a plus de solidité à l'Église; elle porte le nom sans subsistance... Il semble que nostre salutaire et vivifiant feu ayt habandonné son Église qui est sans doubte toute adulate, mectant lumieres, tenebres, et tenebres, lumiere... Le feu savoureux crie au dehors de l'Église, il n'est point dedans. La doctrine evangelique, sy peu encoires qu'elle se communique, c'est au dehors... L'efigie de Dieu n'est plus insculpee ne imprimee en la monnoie que portons; chascun se desguise, et semble que aions honte que l'on congnoisse à quel coin nous sommes frappez². »

Ce qui stimulait ainsi le zèle de Brignonnet, c'était, nous l'avons dit, la présence du roi à Paris. C'est lui que visaient ces exhortations, et il semblerait qu'elles eurent leur effet. Le *Journal d'un bourgeois de Paris* nous apprend qu'en janvier 1522, le roi ordonna en son conseil la convocation du concile de toutes les provinces archiépiscopales de la France, afin de remédier à plusieurs abus; ils devaient spécialement pourvoir aux vacances des bénéfices et empêcher leurs re-

1. C'est-à-dire : Les princes sont responsables, pour leur part, de l'ignorance et mondanité qui règnent dans l'Église et spécialement parmi le clergé, puisqu'ils la tolèrent et même la favorisent par de mauvais choix.

2. Lettre XXI. Manuscrit, fol. 110a-113b. Du 31 décembre 1521.

venus de sortir du royaume¹. L'ordonnance royale en question ne se trouve pas parmi les actes de François I^{er} ; mais il est de fait que le synode de la province de Sens, dont Meaux était suffragant, se réunit à Paris au mois de mars, et qu'entre autres, il déféra au Parlement les livres de Feldkirch et de Carlstadt contre le célibat, et censura les typographes qui les avaient imprimés².

1522

La correspondance si suivie et si nourrie au cours de décembre languit en janvier. C'est que la cour avait quitté Paris et se tenait à Saint-Germain-en-Laye. A un billet de Marguerite demandant la continuation des méditations sur l'eau, le feu et la manne, sujets des dernières lettres, Briçonnet répond en se récusant : « Car, dit-il en parlant de lui-même, depuis son partement de cour a esté non seulement empesché, mais noyé et abismé en divers esgaremens, spécialement pour cuider reduire à chemin de paix les peres et religieux que sçavez. L'affaire n'est hors d'espoir. De ce que surviendra, en serez incontinent advertie³. »

« Que sy les affaires où vous estes empesché... ne vous tiennent trop, répond Marguerite, vueillez venir ung tour icy redresser les desvoiez. Car le temps y est opportun pour l'honneur du desirant [évidemment le roi en personne], et le plus tost sera le mieux : ne laissant pour tant les aultres en erreur. Mais si vous pouvez prendre ung jour ou deux de terme, j'espere que ne feriez voiage perdu. Vous priant par ce porteur m'en mander ce que en congnoissez, veu l'affaire où vous estes, et mettre en la lettre que je vous envoie ce

1. Éd. Lalanne, p. 110. — Voir dans le *Journal de Jean Barillon* (éd. P. de Vaissière, II, 286), un avis du chancelier Duprat au roi, daté du 16 octobre 1521, pour donner ordre que l'argent du royaume ne fût plus porté à Rome.

2. Félibien, *Hist. de Paris*, II, 491; Du Boulay, *Hist. univ.*, Paris, VI, 142.

3. Lettre XXIII. Manuscrit, fol. 119a. Du 17 janvier 1522.

que verrez estre pour le mieulx : car croiez que non de Faremoustier, mais de tout le surplus¹... »

La phrase est inachevée dans la copie. Mais on sait que Briçonnet avait entrepris, dès 1518, de réformer le couvent de Faremoutier près de Meaux, en y introduisant des religieuses de Chelles et de Monmartre, et on devine que Marguerite demande qu'il ne restreigne pas sa bienfaisante activité à son diocèse, mais qu'il l'étende à d'autres qui la réclament. « Car charité n'est particulière, » comme elle écrivait antérieurement en répondant à une objection probablement faite de vive voix par l'évêque, « et nous nous tenons, aussy bien en la court qu'à Meaux, diocese saint du grant evesque et presbtre eternal duquel estes ministre, non pour tout en un lieu distribuer son pain, mais à tous ceulx qui en ont nécessité². » C'est peut-être le moment de rappeler que la réforme des couvents de femme tenait fort à cœur à la princesse. En 1518, elle avait entrepris de ramener à une observance plus stricte l'abbaye d'Almenèches près d'Argentan, secondée dans cette tâche par Jeanne de la Jaille, qui avait été sa demoiselle d'honneur avant de prendre le voile; et en 1519 elle fonda dans un même esprit la maison d'Essai qu'elle confia à des filles de la Madeleine³.

La réponse de Briçonnet ne laisse pas deviner, à travers ses ambiguïtés, s'il se décida à faire le voyage qu'on lui demandait⁴; mais il ne semble pas, puisque quelques jours après Marguerite insistait pour avoir la lettre promise. Se plaignant de ne savoir où trouver celui qui est venu chercher les pécheurs, elle ajoutait, non sans grâce : « Car de le sercher entre les parens et congneuz, il n'y est pas comme l'on veult. Parquoy, retourner au temple et le veoir entre des docteurs m'est necessaire, suivant la bonne vierge mère. Mais pour ce que de où je suis jusques à Jerusalem le chemin est long et la voie peu hantee, affin de fortiffier ma foiblesse, aiant eu feu et eaue habondamment, ne puis passer outre

1. Lettre XXIV. Manuscrit, fol. 419b.

2. Lettre VIII. Manuscrit, fol. 40 b-41 a. Herminjard, I, 76, n° 42.

3. *Gallia christiana*.

4. Lettre XXV. Du 20 janvier 1522.

sans manne¹. » La réponse fut encore une fois évasive²; ce n'est qu'en février que Briçonnet reprit ses méditations instructives, et il écrivit alors une des meilleures lettres qui soient sorties de sa plume. J'y relève ce passage qui nous montre comment Marguerite appliquait dans la pratique sa conception nouvelle du christianisme : « Ce n'est assez, Madame, écrit l'évêque, que soiez embrasée; mais devez par ardente charité embrazer ung chacun. Et ne devez craindre la honte que soiez coquinne (*mendiante*) pour Dieu : saint Pol en a faict mestier (comp. 1, Cor. 4, 13). Ce vous sera plus grand honneur que d'estre duchesse, royne, ou emperiere de tout le monde. Je loue tres fort que en faisant vos estatz, en avez raié, comme l'on dict, les aulmosniers pour convertir leurs gaiges aux pauvres freres chrestiens, et accroistre les aulmosnes : qui est tres saintement et chrestienement faict. Plus d'aulmosnes, moins d'aulmosniers³. »

La duchesse de Nemours était de retour auprès de Marguerite⁴. La tante et la nièce avaient le même désir de s'édifier — ou dirai-je, de charmer leurs loisirs par la présence et les exhortations du vénérable prélat. Marguerite met une innocente coquetterie à le lui faire entendre. « Monsieur de Meaux, je ne vouldrois pour rien vous tirer en ung lieu où avez tant de peine (quoique la voullez) : où vous trouverez les pauvres affamees, entre lesquelz est... celle... qui, par trop de charge, va sy petit pas qu'elle pert la veuë de celles qui de son temps toutesfois ont prins la course, et sy bien suivy qu'elle demeure seulle loin de leur intelligence⁵. » Et Briçonnet reste bien dans le ton en répondant : « Madame, telles ames ne me font pitié, ains plaisir et consolacion. Je supplie au doux et debonnaire Jesus qui est architecte de leur bien qu'il luy plaise les y conserver. La mort ne me seroit sy griefve que de les veoir riches affamees en ce

1. Lettre XXVI. Manuscrit, fol. 121 *ab*.

2. Lettre XXVII. Du 30 janvier 1522.

3. Lettre XXVIII. Manuscrit, fol. 133 *b*. Du 5 février 1522.

4. Le 5 et le 17 février, Briçonnet se recommande à Madame de Nemours (Postscriptum des lettres XXVIII et XXXII), et Marguerite la mentionne encore vers la fin de mai (lettre XXXIX).

5. Lettre XXIX. Manuscrit, fol. 146 *a*.

monde; Dieu sçayt que je les ayme de sorte qu'elles ne seront jamais sy pauvres affamees que je les désire¹. » Mais ce qu'il dit ici avec une teinte d'enjouement, il le répète bientôt d'un ton plus grave : « Madame, Dieu sçayt que je prens, sans fiction, consolation et plaisir indicible de congnoistre, par vos lettres, la grace evidente que le grant geant d'amour insuperable vous faict, en vous mectant au cours de sa vigne, et desirant par mort estre de mort delivree, et en vie vive et non en mort². »

Cependant, les difficultés que Briçonnet rencontrait pour ses réformes, étaient loin d'être aplanies. Marguerite, à qui revenaient ses plaintes, s'efforce de ranimer son courage par la perspective du repos final « après les tourmens et après les coups de fouet, dit-elle, que tribulacion sans cesser vous donne, et souvent par ministres contraires à la verité, qui plus de leur misere me donnent compassion que vostre paine et doulce bataille, de laquelle, j'espere, le tres victorieux soustiendra les fais à sa gloire... Parquoy me doubte que la plainte que (sans avoir sentiment)³ faites de la guerre est plus pour exemple aux foibles de s'humilier⁴ ». Ces plaintes ont dû être transmises à Marguerite par maître Michel qui revenait enfin ; il lui apportait aussi, de la part de Briçonnet, une « oraison » qui n'a pas été comprise dans la correspondance. « J'ay trouvé maistre Michel amendé et adoulcy, » ajoute la princesse, et l'on voudrait bien saisir plus clairement sa pensée. S'agit-il de sa santé compromise un moment, mais « amendée » depuis et rétablie; ou faut-il l'entendre d'une certaine impétuosité de tempérament, d'une trop grande hardiesse d'idées que la fréquentation de l'évêque de Meaux aurait calmée et « adoucie » ?

Mais Briçonnet ne défailait pas. Aux encouragements de Marguerite il répond par des exhortations plus pressantes, par un appel plus direct à l'intervention du roi.

1. Lettre XXX. Manuscrit, fol. 146b-147a. Du 6 février 1522.

2. Lettre XXXII. Manuscrit, fol. 157b. Du 17 février.

3. Sans que ce soit sérieusement votre intention de vous plaindre.

4. Lettre XXXIII. Manuscrit, fol. 159b.

« Je suis asseurez, Madame, que vous sentez les injures du roy et de Madame ; car vous vivez en eulx par amour visceralle qui n'empesche la divine, mais y est conforme... Monstrez pareil vouloir pour celles qui touchent directement et viscerellement le chief, et soiez tousjours vraye marguerite par union indivisible avec vostre doulx et debonnaire espoux Jesus, qui tant vous a aymee qu'il est mort pour vous ; et que ses espines — qui sont les injures qu'on luy faict — vous piequent au cœur embrasé de son amour. Je ne puis comprendre que les ames qui en sont ferues et attainctes au vif, puissent porter et endurer veoir son espouze, qu'il a sy chierie et tant aymé, ainsy miserablement et ignominieusement traictee, et, aians le pouvoir, qu'ilz n'y pourvoient et remedient. Secourez et aydez à la bonne dame et mere¹ opprimee d'affaires que je *plaingz* moult, et par ensemble confortez le bon et saint vouloir et desir que Dieu a donné au roy, et ne soiez, tous trois, ingratz des graces spirituelles qui sont, sans doubte, plus grandes que les temporelles, et telles que j'en'en congnois de pareilles. Je ne l'escriptz par flatterie ; mais pour vous resveiller et advertir que en rendrez tous compte, sy les laissez sterilles et oiseuses. Dieu ne vous a point donné sy grand feu pour le couvrir, lumiere et congnoissance pour l'estaindre et l'exploicter seulement ès choses labiles et transitoires... Le debonnaire Jhesus, vrai laboureur des ames fidelles, vueille que les graces qu'il a semees en vos cœurs puissent fructifier à son honneur, et que les espines dont l'espouze est environnee puissent par feu d'amour inextinguible et glaive vivifiant les ames, estre essartees et bruslees ; et vous doint à tous trois accroissement de grace, paix et amour². »

1. Louise de Savoie.

2. Lettre XXXIV. Manuscrit, fol. 176a-177a. Du 26 février 1522. — Briconnet disait plus haut, dans la même lettre, que « combien que le grand laboureur *les* eust au vif essartees, *les espines* regnent encoires en trop de lieux au monde, speciallement au jardin de l'espouse qui en est couvert. Il n'y a plus d'odeur ni blancheur invitative de l'espoux. La vigne ne fleurit point, et les pommes de grenade n'y peuvent meurir. Véritablement l'on peult dire que n'est le jardin où le doulx espoux a esté crucifié et ensevely (*Erat autem in loco, ubi crucifixus est, hortus, et in horto monumentum*). Car les ministres mainent telle vie comme sy la vie y estoit encoires morte et ne feust resuscitée. Je desire de tout mon cœur que le roy, Madame et vous monstrez que, combien que le debonnaire Jesus soit mort pour vous, qu'il vit en vous par vraye amour. Selon la poursuite de la restitution et information de son Église, telle se congnoistra l'amour chaulde ou froide ou morte. » *Ibidem*, fol. 160b-161a.

Si Brignonnel croit urgent de recourir à l'autorité royale, c'est qu'il voit que les guides naturels de l'Église ne sont pas à la hauteur de leur tâche.

« Bien par cecité sommes oublians nos estat et vaccacion, sçavans et clervoyans au monde et à la chair, et pour noz honneurs, preeminences, plaisirs, que ne pouvons oublier, entretenir; et avons assez de plaiz, procès et querelles pour les garder et accroistre. Helas! sy avant sont enracinez qu'il n'y a ordre d'en sortir; et qui plus agrave le mal, ne voulons. Cecité plaist, lumiere nous aveugle... Et qui plus est, et ruyne tout l'estat de l'Église : destituez de pitié et charité, increpons les pauvres aveugles qui demandent la benefique lumiere¹ : laquelle, comme ayans mal aux yeulx, nous est odieuse et importable, et ne permectons qu'ilz l'ayent, pour tousjours estre aveugles, capitaines des aveugles. Hélas! certes je puis dire que la lumiere est plus grande aux brebis que aux pasteurs, et plus la desirent que ceux qui la doibvent distribuer. Les estoilles sont tumbees du ciel en terre; car ilz luisent à leurs proufictz. Mal proufite qui commue l'éternel au temporel, qui postpouze Dieu pour le monde, createur pour creature. L'eschange est bien abusive, en laquelle on est deceu non d'oultre moitié du juste pris, mais de tout à rien... La chance est bien changee. Qui souloit veoir est aveugle, et qui aultruy moyenner, a besoin de moyen. Les brebis esclairent les pasteurs et les esveillent de sommeil lethargique de la mort, et n'y vueillent entendre.

« Oubliez vous, Madame, en oraison, et gectez torrens de larmes, qu'il plaise au grand pasteur nous envoier habondances de pluies gratuites, humectantes nostre sterilité... Sy vous n'estiez au lieu où pouvez et debvez ayder à ce grant deluge qui couvre toute la terre, ne le vous escriprois. Aiez pitié de la pauvre arche qui a cousté sy cher au vray Noel à bastir, en laquelle y a plus de bestes que d'hommes.... La longueur du vigneron labourant en sa vigne est excusable, quant elle en a besoin. Plus grant ne peult estre (le besoin) que quand, le raisin pendant, (la vigne) est descloze. Car, où elle ne doit estre vendangée que du Seigneur, toutefois lors, comme dict lepsalmiste, *vindemiant eam omnes qui praetergreduntur viam* (Ps. 79, 13), ung chacun y entre indifferamment pour la vendangier. Madame, on regarde peu à l'entree, combien qu'à l'enfourner faict on les pains cornus. Si la paresse des vigneron, comme

1. Par allusion à Luc 18, 39. L'aveugle de Jéricho sert de thème à la lettre.

diet le saige, rend la vigne infructueuse et en friche, que peuvent faire les vigneronns de l'Église peu choisiz et esleuz. Là gist la source et naissance du poison qui tue les ames, et pour neant l'on reclorra la vigne, sy l'entree est à chacun ouverte et mal gardee ¹. »

Ces graves paroles, qu'assaisonne à l'occasion la familiarité d'un proverbe, font écho aux lettres de décembre; c'est la même préoccupation du mal que cause à l'Église le choix défectueux de ses dignitaires, et de la grande responsabilité qui en retombe sur le prince.

Quatre jour plus tard, le 10 mars, Étienne de Poncher, archevêque de Sens, ouvrait le synode de sa province assisté de ses suffragants. Et la même semaine, la cour partait pour Fontainebleau, d'où elle devait se rendre à Lyon. La correspondance resta donc suspendue durant le carême. Mais, les fêtes passées, la princesse revient à la charge : « Je n'ay voulu empescher vostre esperit, ce temps passé, écrit-elle, doublant le divertissement de voz meilleurs effortz, par vous donner travail et moindre bien. Mais nécessité contrainct de vous importuner opportunement. Car voiez le caresme loing de nous, les sermons failliz, l'esté revenu, retourner au pelerinaige de la court, en danger d'avoir souvent faulte de pain. Usez de compassion, et nous distribuez aulmosne de telle provision que ne defaillons en la voie desvoice. »

« Et affin de vous en solliciter, ajoute la princesse, je vous envoie ce porteur que Monsieur d'Allençon a nourry bien petit aux escolles. Et pour ce qu'il me semble avoir desir d'estre de la bonne part, je vous donnerai ceste peine, pour l'honneur de Dieu, vous prier vouloir ung peu parler à luy, et veoir que nous en ferons. Et, sy vous semble bon de le mettre au college que me dictes pour aprendre le chemin de verité, j'aymerois beaucoup mieux que nous l'entreteussions là que à Toulouze. Il est sur propos de prendre quelque degré, comme il vous dira. Mais s'il povoit sentir l'ignorante congnissance du bout de l'eschelle par saint desir, je l'aimerois mieulx demeurer en humilité au pied, que de prendre sy long cours de degré. Vous en ferez comme vous voirrez le meilleur. Mais je

1. Lettre XXXVI. Manuscrit, fol. 180b-182b. Du 6 mars 1522.

vous prie que m'en mandez vostre advis, et que le tenez avec vous ung peu jusques à ma responce, affin qu'il puisse aprendre à l'escolle de vostre compaignie. Car j'espere en Dieu qu'il sera homme de bien; mais que l'aiez pour recommandé. Suppliant le glorieux et tres puissant resuscité vous eslever tellement parsus vous mesme en la foy de sa triumpicante victoire, que vostre vehemente et sainte affection tire hors de la fange et nez des pourceaulx Marguerite, indigne de ce nom ¹. »

Brignonnet répondit à cette pressante invitation par une belle et longue méditation sur la sortie d'Égypte ². Marguerite l'en remercie encore par un billet ³, puis la correspondance s'arrête de nouveau, mais cette fois-ci pour une raison plus grave que la distance seule. On sait que le surintendant des finances, Semblançay, eut la faiblesse de livrer à Louise de Savoie des sommes que le roi lui avait enjoint de transmettre à Lautrec, et que cette contravention à l'ordre formel du monarque contribua à la défaite de la Biccoca (27 avril). Louise de Savoie nia tout détournement, et l'affaire ne fut pas poursuivie; mais la mère du roi garda de cette contestation un profond ressentiment ⁴. Pour Marguerite, ce fut un sérieux contretemps. Car Samblançay était l'oncle de Brignonnet dont le père avait épousé Raoulette de Beaune, sœur du surintendant. Peut-être faut-il chercher là le sens de cette phrase obscure du dernier billet : « Vous sçavez la necessité qui me fera taire. Dieu en fera sa volonté. » — L'échange de lettres ne reprit que l'orage dissipé et à la fin de l'été, quand la

1. Lettre XXXVII. Manuscrit, fol. 196 *ab*.

2. Lettre XXXVIII. Du 18 mai 1522. — J'en détache ces phrases assez significatives, amenées par une allusion à l'apparition de Jésus au bord du lac de Génézareth : « Il ne se fault esbahyr, sy les brebis sont mal gardees et repeuës, quand le pere de famille sallarie ses pasteurs de telle monnoye que plusieurs estiment decriee, comme n'ayant de present cours, ou tel comme elle avoit du temps que les coeurs estoient encore plains et resaisiez desdictz fragmens, et que chacun desiroit se configurer et conformer à son glorieux et digne chief en portant sur soy ce qui restoit de ses passions et tribulations... Celuy qui vit et ne peult mourir, ne peult gouter telz fragmens et demourans; il ne demande point de telles reliques qui n'apportent point d'argent. » Fol. 197 *b*.

3. Lettre XXXIX. Manuscrit, fol. 211 *b*.

4. Mignet, *Rivalité*, I, 326.

cour fut revenue à Blois et à Paris et qu'elle se fixa pour l'automne à Saint-Germain-en-Laye.

Brignonnet laissa la princesse prendre l'initiative. Dans son premier billet, celle-ci se plaint du silence prolongé de l'évêque.

« Les œuvres de Dieu, où par zele l'esperit vous faiet voller, meritant supportacion de vacquer à ce dont j'ay peu, — congnoissant l'insufisance de la capacité, mais considerant que le pere de lumiere ne retire son ray du fumier pour le donner sur l'or : suis contraincte de prier son serviteur de faire le semblable, ou il faudra penser (après longue actente) dyminution de charité en vous, ou trop grande indignité à l'indigne Marguerite ¹. »

La réponse de Brignonnet manque malheureusement au recueil manuscrit. Elle fut lue au roi par sa sœur et fit une profonde impression sur lui. Voici ce qu'en dit un nouveau billet de la princesse :

« Je vouldrois vous pouvoir faire bien au vray le rapport de la responce et du visaige que m'a faict le roy, après luy avoir présenté vostre lettre de don et leu le premier article de celle que m'avez escripte. Car il me semble que le désir que vous avez à son salut, sy possible est, augmenteroit. J'espere que l'effect suivra la parolle, et le tout à honneur du seul vray honneur, par luy et de luy honoré. Bien eureulx est qui par son esperit l'honore. Vous priant en sa charité, d'user de ce que vous avez apris de luy et ne l'enterrer par negligence ou pusillanimité : dont au jour de verité fera contre vous partie, sy aultrement ne distribuez ses graces, l'inportune Marguerite ². »

Quelle pouvait être cette « lettre de don » à l'adresse du roi ? A quel propos Brignonnet l'a-t-il écrite ? On a tout lieu de croire qu'elle accompagnait, en guise de dédicace, un exemplaire des *Commentaires sur les Évangiles* de Jacques Lefèvre, sortis de presse au mois de juin. Le roi garda naturellement cette lettre pour lui, et peut-être se fit-il aussi

1. Lettre XL. Manuscrit, fol. 212a.

2. Lettre XLI. Manuscrit, fol. 212a.

prêter celle de Marguerite pour la relire à loisir et ne la rendit-il pas à sa destinataire, ce qui en expliquerait la perte.

On se représente la joie que causa à l'évêque l'accueil fait à son don et à ses lettres : « Le doulx et debonnaire Jesus vous soyt loyer, Madame, de la charité, importunité dont infatigablement poursuivez l'indigne d'aulture nom que esclave du moindre de voz esclaves, l'ayant moult consolé et plus qu'il ne peult exprimer, quand dictes qu'il n'est que ung honneur qui est le seul vray honneur par luy et de luy honoré et que bien eureulx est qui par son esperit l'honore. Je luy supplie de tout mon cœur qu'il imprime au vostre ce saint et veritable propos..... Mais n'attendez, Madame, que vostre importunité puisse estre par *rien* recongneuë (en laquelle vous supplie perseverer) : de luy aurez ce qu'il est [c'est-à-dire *de rien, rien*]. Parquoy, la garantize que avez faict au roy est mal assignee, sy le debonnaire qui pour tous a satisfait ne m'en gecte hors ¹. »

Pendant que Briçonnet s'insinuait ainsi dans l'esprit du roi, maître Michel d'Arande continuait en silence son œuvre auprès des dames. On connaît cette lettre de Marguerite, écrite vers la mi-octobre.

« Le desir que maistre Michel a de vous aller veoir a esté retardé par le commandement de Madame, à qui il a commencé lyrre quelque chose de la sainte escripture qu'elle desire qu'il parface. Mais sy tost qu'il sera faict, ou sy nous delogcons, incontinent il partira. Mais louez Dieu qu'il ne pert point le temps. Car j'espere que ce voiage servira, et me semble, veu le peu de sejour que nous ferons par deça, que feriez bien d'y venir. Car vous sçavez la fiance que le roy et elle ont à vous, et sy, avec vostre voulloir et debvoir, ma priere pouvoit avancer l'heure et mon conseil feust creu, en verité et desir regardant seulement l'honneur du Seul, vous conseileroit et prieroit n'y voulloir faillir la pis que malade Marguerite ². »

La cour se proposait de se rendre à Blois ; mais, au moment du départ, la mère du roi fut reprise de son mal, comme

1. Lettre XLII. Manuscrit, fol. 212^{ab}-213^a. Du 18 septembre 1522.

2. Lettre XLIII. Manuscrit, fol. 218^a. Herminjard, I, 105, n° 55.

l'automne précédent. Elle a consigné le fait dans son Journal : « Le 15 octobre 1522, à Saint-Germain-en-Laye, je feus fort malade de la goutte et mon fils me veilla toute la nuit. » C'est à cet accident que Brignonnet fait allusion dans sa réponse :

« J'ay entendu, Madame, que le doux pere superceleste a ouvert sa trousse et d'icelle tiré ung trait delicat pour navrer Madame, et en elle le roy et vous : dont ay esté bien joieux, esperant que par son secret et incongneu artiffice, attireroit, en frappant le pié, voz affections à mieulx le recongnoistre et mercier et aymer ¹. »

Pour comprendre ce passage, il faut se souvenir que l'évêque vient de parler des souffrances et des maladies par lesquelles Dieu visite ses enfants ². La flèche délicate qu'il a tirée du carquois et dont il a frappé Madame au pied est l'accès de goutte dont le roi et sa sœur s'affligent par affection pour leur mère, tandis que Brignonnet s'en réjouit comme d'un avertissement paternel de Dieu.

Ceci établi, on comprend mieux la suite :

« Incontinent que eustes nouvelles qu'il (Dieu) avoit gaigné la bataille incruente en chassant voz ennemis, deliberastes, sans l'appeler à vostre conseil, vous retirer à Blois, sans toutesfois avoir compté à vostre hoste, et à ceste cause a encloué le cheval pour estre païé. Vous n'estes solvables à telle redevance, et il demande que, faict cession par recongnoissance de vostre pauvreté, et que lors employez vos amis à satisfaire pour vous. Mais il veut prealablement la dicte cession qui luy est plus agreable que tous les biens de voz serviteurs et anis qu'il veult neantmoins avoir ³. »

Ce succès obtenu sans coup férir, cette « bataille incruente » dont parle Brignonnet, c'est, comme la fin de la lettre l'indique,

1. Lettre XLVII. Manuscrit, fol. 219b, du 20 octobre 1522. — Ce passage a été cité par Herminjard (I, 105, note 2), qui croyait qu'il avait trait aux dispositions bien faibles encore de François I^{er} en faveur de l'Évangile.

2. « Et combien qu'il semble courroussé en ouvrant la trousse des fleches et saiettes, sa fin n'est occire, car il est pere et superceleste bonté... Ses traicts ne sont mortiferes, mais attractifs à vie, et ne cesse de tirer jusques à ce qu'il ait actaint de coeur terrestre et mort, pour le vivifier. » *Ibidem*, fol. 219a.

3. *Ibidem*, fol. 219b.

la retraite des Anglais et Impériaux réunis, que les pluies de septembre, la peste et la désertion forçaient à terminer la campagne entreprise trop tard et avec des forces insuffisantes. Le 14 octobre, l'armée anglaise se repliait sur Calais, ce qui permettait aux troupes françaises de rentrer dans leurs quartiers d'hiver ¹. Il semble au pieux prélat qu'après les anxiétés qu'on venait de traverser, la reconnaissance pour cet avantage inespéré devait trouver une expression plus manifeste :

« Quant la tempeste est presente ou qu'on la pressent, l'on s'evertue de soy et de ses amys pour l'éviter; prieres faictes ont lieu, lettres s'escripent de tous coustez. Je ne vois point, la grace receüe, que l'on s'en travaille gueres de la recongnoistre : qui me fait craindre et croire, lesdictes prieres n'avoir esté legitimes. Il n'est nouvelles d'escripre pour rendre graces à Dieu qui a ousté les verges que luy seul donne. — Guerre, peste, famine sont plus que verges qui ne se donnent que à enfans, mais sont fleaulx de l'ire divine pour confondre ses ennemis. Il n'en est point que les ostinez. Entrez tous trois à vostre cabinet, serechez et balancez les graces de Dieu, et quel debvoir avez faict de les recongnoistre. Ce n'est assez de dire : le cœur est nect, grat (*reconnaissant*) et bon. Je le cuyde, car je le desire tel. Le fleau est publique qui demande satisfaction par prieres publiques et generalles, et que chascun congnoisse, par vostre exemplarité, qu'il doibt se retourner à Dieu qui seul donne les victoires et chasse les ennemis sans suite humaine ². »

Brignonnet veut donc des prières publiques, des actions de grâces solennelles, pour servir d'exemple à la nation. C'est là le compte qu'il eût fallu régler avec Dieu, avant de songer à partir pour Blois; le mal qui a frappé la duchesse d'Angoulême est le gage par lequel l'hôte divin voulait s'assurer le paiement de la [dette. Mais l'évêque avait encore d'autres soucis.

« Et d'avantaige, continue-t-il, pourvoiez que voz gens d'armes à leur retour ne vous facent d'amys ennemis, comme ils ont tres bien commancé. Il n'est creable ce qu'ilz firent l'an passé à sem-

1. Baumgarten, *Geschichte Karls des fünften*, II.

2. Même lettre, fol. 219b.

blable retour. Sy le roy est sourd, Dieu est oyant la clameur des opprimés et des vefves et des orphelins. Il est son lieutenant en terre pour les garder, et ne fault alleguer l'impossibilité. Il est facile, et ne reste que le vouloir comme il appartient. Madame, sy ne congnoissiez mon imprudence, l'excuserois, accompagnée toutes-fois d'affection et amour naturelle, portant et sentant sur moy, Dieu le sçayt, voz ennuyz, peines et tourmens; et pour la peur que j'ay de plus largement en porter (comme me trop ayant), en ce desire qu'il soit pourveu par gratitude et diligence que ne tumbiez en plus grandz maux, qui est en partie ce qui me le faict escrire ¹. »

Après ce qui s'était passé l'année précédente, il n'est pas étonnant que le retour des troupes remplit Briçonnet d'appréhensions. Les gens d'armes qui n'avaient pas touché leur solde se répandirent par bandes dans le pays, pillant les bourgades, ravageant la campagne, enlevant le bétail et commettant toutes les atrocités, de sorte que les villageois se réfugiaient dans les villes. A la vue de ces dévastations, les habitants de Meaux coururent aux armes et marchèrent contre les pillards avec quelques canons. N'ayant pas de boulets, ils en firent de carton dans l'espoir qu'ils feraient impression quand même. Mais les brigands, avertis par un boucher, — qui paya la trahison de sa tête —, ou méprisant cette foule mal disciplinée, fondirent sur les bourgeois et les repoussèrent dans la ville après en avoir fait un grand massacre ².

A part cela, il y a dans ces exhortations à l'adresse du roi un accent généreux qui fait du bien. Car, tout en nous intéressant à cette dévotion mystique, où s'absorbe la pensée de Marguerite et de Briçonnet, nous ne pouvions oublier que la grande lutte avait commencé entre François I^{er} et son puissant rival, Charles-Quint, qui menaçait d'étouffer la France de son étreinte. Ce parfait détachement du monde, cette indifférence aux dangers de la patrie et aux calamités publiques désorientait et laissait des regrets. La chaleureuse intervention de l'évêque en faveur des faibles et des opprimés que la rentrée des troupes dans les cantonnements allait livrer sans

1. *Ibidem*, fol. 220 a.

2. Arnaldi Ferroni Burdigalensis. *De rebus gestis Gallorum*. I. V. éd. de Paris. 1555, fol. 121.

défense à la brutalité d'une soldatesque endurcie au pillage, prouve que le haut vol de son esprit ne lui avait pas fait perdre le souvenir des humbles et les vrais sentiments de la charité chrétienne.

L'appel, du reste, ne fut pas perdu. L'année d'après, à la fin de la campagne, François I^{er} se hâta de rendre une ordonnance rigoureuse contre les aventuriers, pillards, oppresseurs et mangeurs du pain du peuple ¹. C'est à Briçonnet qu'en revient l'honneur.

Vers cette époque, la duchesse d'Alençon reçut la visite de Denis Briçonnet, le frère, et elle aurait voulu le retenir quelque temps près d'elle.

« La seuretté du porteur, écrit-elle, et quelque petite laschetté de l'ame me deffend longue lettre, mais foiblesse du corps requiert fortification d'esperit : laquelle, quand Dieu donnera le temps et le loisir, vous demande, et que vueillez avoir pitié du païs, où il (*le porteur*) m'avoit promis demourer quelque temps, qui est sy despourveu de gens de sa sorte que, pour subvenir à la faulte de mon devoir non faict par absence et negligence, je l'ay prié vouloir secourir les pauvres brebis. Car je sçay bien que n'avez acception de lieu ne de personne, mais que salut des ames soit, comme il vous dira : recommandant la myenne en voz bonnes prieres. Car je croy que la maladie cause debilité à la trop en corps Marguerite ². »

Le porteur n'était autre que Denis Briçonnet, et sa présence est constatée par les deux lettres suivantes de l'évêque de Meaux. Dans la première il demande les prières de la princesse « pour les deux frères inutiles³ », et dans la seconde, écrite, semble-t-il, en retour d'un billet perdu, il se désigne, lui et son frère, comme ses inutiles enfants : « Vous merçant tres humblement, ajoute-t-il, et de tout mon coeur de la grace qu'il vous a pleu faire d'en adopter ung. La servitude duquel, en promptitude d'amour filiale, feroit oublier celui qui a procuré l'adoption, sy oubliance tumboit en amour

1. *Catalogue des actes de François I^{er}*, t. I. Paris, 1887. Ordonnance du 25 septembre 1523.

2. Lettre XLV. Manuscrit, fol. 213a.

3. Lettre XLVI. Manuscrit, fol. 217a.

maternelle. Tous les deux vous seront, s'il vous plaist, à jamais viscéralement recommandés¹. »

C'était une adoption spirituelle en toute forme. A partir de janvier, dès la reprise régulière de la correspondance, nous verrons Marguerite et Briçonnet échanger entre eux les titres de mère et de fils avec cette préciosité inconsciente du ridicule qu'on leur a si vivement reprochée². Ce détail nous permet de rapporter à la fin de novembre ou au commencement de décembre ces lettres transmises sans dates et placées avant celles d'octobre dans le recueil : constatation importante pour comprendre la suite de la lettre de l'évêque.

« Le porteur, écrit Briçonnet, m'a tenu propos de grande pauvreté : auquel monsieur Fabry et moy avons dict nostre advis et conjuré le vous dire. Il vous plaira couvrir le feu quelque temps. Le bois que voulez faire brusler est si verd qu'il estaindroit le feu, et ne conseillons pour plusieurs raisons (dont le surplus qu'il obmectra. espere quelque jour vous dire) que passez oultre, sy ne voulez du tout esteindre le tizon et le surplus qui desire se brusler et aultres enflamber³. »

Grâce au registre nouvellement tiré au jour des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris, nous sommes à même, cette fois-ci, d'établir les faits et de soulever un coin du voile qui rend notre correspondance si énigmatique. Il s'agissait d'une délation contre maître Michel. Le 15 novembre, Guillaume Petit, évêque de Troyes et confesseur du roi, informa ses collègues de la Faculté « de la présence à la

1. Lettre XLVII. Manuscrit, fol. 217b. Herminjard, I, 111, note 10.

2. Nous étions loin de ces mièvreries quand le prélat, dans une de ses premières lettres, écrivait à Marguerite qui le nommait son père : « Madame, en me recommandant à vostre bonne grace tres humblement et de tout mon coeur, je vous supplie qu'il ne vous plaise ne user plus de semblables parolles que avez faict par vos dernieres. De Dieu seul estes fille et espouze. Aultre pere ne debvez reclamer. Il vous plaira me tenir seulement tel que toujours ay esté et avec sa grace desire estre jusques au mourir. Je vous exhorte et admoneste que luy soiez sinon telle et si bonne fille qu'il vous est bon pere, car ne pourriez y parvenir. parce que finitude ne peult correspondre à infinitude; mais que luy suppliez qu'il luy plaise accroistre et unir vostre force pour de tout vous l'aimer et servir ». Lettre IV, fol. 5b.-6a.

3. Lettre XLVII. Manuscrit, fol. 218a. Herminjard, I, 104, n° 51.

cour d'un certain Michel, jadis ermite, qui portait actuellement le costume des prêtres séculiers. Il fréquentait les appartements de la mère et de la sœur du roi; il y prêchait tous les jours, en secret, à un auditoire de femmes, et ses discours étaient loin de respirer l'orthodoxie, notamment en ce qui concerne le culte des saints¹; il dénigrait les théologiens et répétait que l'hérésiarque Luther était un saint homme, qui avait pu se tromper sur quelques points, comme saint Augustin, saint Jérôme et d'autres saints. Guillaume Petit croyait devoir avertir la Faculté pour qu'elle se préparât à la défense de la vérité; il était, quant à lui, résolu à combattre jusqu'à s'exposer à l'exil, et il en avait parlé au roi ».

On décida qu'une information serait faite. Mais la cour fut renseignée plus ou moins exactement sur ce qui s'était passé dans l'assemblée du 15 novembre, et Guillaume Petit, menacé d'une disgrâce, vint s'en plaindre à la Faculté, le 8 décembre. On résolut de s'adresser au chancelier pour mieux informer le roi et les princesses, afin de les calmer. Ce qui fut fait².

Qu'il y ait eu une indiscrétion commise par un des membres de la Faculté, c'est possible; mais je croirais plutôt que le roi, informé par son confesseur, parla à sa mère et à sa sœur des discours qui couraient sur maître Michel, et que celles-ci réussirent à influencer le monarque en sens contraire et à l'indisposer contre le délateur. C'est probablement sous le coup de la première surprise causée par l'audacieuse dénonciation que Marguerite fit demander son avis à l'évêque de Meaux, qui fut, comme toujours, pour la prudence et la temporisation³.

1. G. Farel dit de même de maître Michel, qui pauca Fabro contulit, ut de sanctorum cultu abrogando, rursus in multis a Fabro commonefactus (2 avril 1524). Herminjard, I, 206.

2. Léopold Delisle, *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. XXVI, I, p. 325s, 357s.

3. C'est le moment de rappeler les paroles que Louise de Savoie inscrivait dans son Journal : « L'an 1522, en décembre, mon fils et moi, par la grâce du Saint-Esprit, commençâmes à connaître les hypocrites blancs, noirs, gris et enfumés et de toutes couleurs, desquels Dieu, par sa clémence et bonté infinie nous veuille défendre; car si Jésus-Christ n'est menteur, il n'est point de plus dangereuse génération en toute nature humaine. »

1523

Malgré la proximité, la correspondance n'était pas très suivie. Mais il semble que dans l'intervalle Brignonnet revit Marguerite et lui fit la promesse de continuer ses instructions, quand besoin en serait. Il l'engagea spécialement à lui exposer ses hésitations et ses doutes, si elle trouvait des difficultés à la lecture de l'écriture sainte. « Vous me priastes que, sy de quelque endroit de la très sainte escripture doubtois ou desirois quelque chose, le vous escripve. A quoy vous feis promesse presumptueuse de le faire. Je vous prie, excusez l'aveugle qui juge des couleurs; car je confesse que la moindre parolle qui y soit est trop pour moy, et la plus clere m'est obscure. Helas! quel choix puis je faire où la difference m'est incongneue¹. »

S'il y avait de la présomption, Brignonnet aurait eu à s'en accuser le premier, pour la promesse donnée à la princesse, s'il ne connaissait, dit-il, « les grandes graces qu'il a pleu à Dieu donner à trois pauvres mendiens d'esperit² qui sont icy en vostre hermitaige³... qui ont l'intelligence hebraïque et grecque, dont me peuvent esclaircir plusieurs tenebres qui sont par maulvaises translacions en l'escripture saincte⁴... Merciez Dieu de ses graces et plus avant les mendiez... En ce faisant, frappez d'une pierre deux coups; car, escripvant soubz eulx et vous envoyant vostre queste, en retiendray ma part et portion qui sera sans diminution de la vostre ». — Et comparant le sens spirituel de la parole divine à une pomme d'or étroitement enveloppée d'un filet d'argent, qui est le sens littéral, il continue : « Et si d'aventure ne povez par delà descouvrir la pomme, et que le retz fust trop fort, envoyez la au fabre qui se tient en vostre hermitaige. J'espere qu'il, et ses deux compaignons satisferont à vostre desir,

1. Lettre XLVIII. Manuscrit, fol. 220 b. Herminjard. I, 108, n° 58.

2. C'est-à-dire pauvres en esprit, car « en febrieu (!) il y a *beati mendici spiritu* ». Fol. 221 a.

3. Meaux ou Saint-Germain-des-Près.

4. Entendez les Septante et la Vulgate.

duquel seray, comme dict est, solliciteur et scribe, sy besoin est¹. »

Ces trois hommes versés en hébreu et en grec sur qui Briçonnet se fonde, sont Jacques Lefèvre, le candide initiateur du mouvement de réveil religieux que nous étudions, François Vatable, le savant hébraïsant que le Collège de France comptera parmi ses premiers lecteurs, et Gérard Roussel, auquel l'évêque venait de conférer la cure de Saint-Santin, en attendant de le nommer chanoine et trésorier de sa cathédrale. Leur présence à Meaux est signalée dès le printemps de l'année précédente².

Vers la fin de janvier, Briçonnet fut pris d'une violente fièvre, et, comme Marguerite se plaignait de sa santé depuis l'automne, ils se trouvèrent convalescents à la même époque.

« Puis que la main de Dieu, écrit la princesse, a eslargy santé tant à la mere qu'au filz, je vous prie que ne demourez derriere pour avoir trop couru³... Car (je) considere qu'il est peu de prelatz à qui Dieu faict tant de graces, et sy avancez l'heure de son service et allez à luy avant le temps, je ne scay s'il en sera content. Je vous requiers, pensez y pour luy et pour ceulx à qui tant povez servir. Vous ferez mes recommandations au frere, vous assurant que me faictes plaisir quant j'entendz estre en sa memoire⁴. »

Tant de sollicitude toucha vivement le prélat.

« Vous consolez, répond-il, par vos gracieuses lettres de maternelle affection vostre inutile filz, duquel desirez la santé, et il vous rend mal pour bien. Vous auriez de vostre nourriture pauvre loyer, si Dieu ne l'estoit⁵... Et congnoissant, Madame, que tant vous soiez

1. Lettre XLIX. Manuscrit, fol. 222a-223a. Du 16 janvier 1523. Herminjard, I, 109, n° 59.

2. La préface des *Hieroglyphica d'Orus Apollo*, publiés par Johannes Angelus en fait foi. Elle est signée du 5 mars 1522 nouveau style. Herminjard, I, 71, note 10. — Notez que c'est, dans toute la correspondance, la seule allusion qu'on puisse rapporter à Gérard Roussel.

3. C'est-à-dire ne soyez pas plus lent à vous rétablir pour avoir été plus gravement malade.

4. Lettre L. Manuscrit, fol. 223b.

5. Il lui rend mal pour bien, la souhaitant malade et morte au monde. Elle serait donc mal récompensée de celui qu'elle a élevé (son fils), si Dieu n'était sa récompense.

humilié d'avoir eu sollicitude de moy, prenant la peine de me consoller par vos lettres : quelle doibt estre la recongnoissance envers Dieu, lequel non seulement s'est servy de vous en ce faisant (car sans luy ne l'eussiez fait), mais d'ailleurs m'ayant sy superhabondamment visité en ses graces et benedictions que j'ay cause de dire avec le psalmiste que non seulement selon la mesure de la maladie, mais trop plus grandes ont esté ses consolacions (Ps. 94, 19)¹ ! »

. En effet, en écrivant cette longue lettre sur l'insensibilité du chrétien, Brignonnet avait eu son heure d'inspiration. Nous en détachons, au passage, ces nouvelles pensées sur la dégénérescence de l'Eglise :

« Comme il est diversité de medecins qui par ygnorance ne sçavent ne ordonnent ne appliquent les herbes selon les maladies, ainsy est il des preconizateurs de la voix et parolle divine : dont procedent les pestes, cecités et maladies spirituelles presque incurables que voyons regner, et innumerables ames sans discretion mourir et se ruyner. La sainture doree ne fait le medecin, et moins le bonnet rond le docteur... Helas ! Madame, je ne vois que insensibilité pestifere en ce monde. La plupart des chrestiens sont comme une statue et ymaige de Jesuschrist que l'on meet ès eglises, laquelle, comme insensible, ne voit, oyt, parle, gouste ne odore point, et toutesfois porte la ressemblance et nom de Christ². »

De même, de la lettre suivante :

« La primitive Eglise estoit plantee au midy, où les vignes ne rapportent gueres, mais sont excellens et singuliers les vins qui en viennent, sur toutes les aultres vignes qui ont leur regard ailleurs. L'aquilonnaire rapporte plus, mais le vin est verd, foible et debile. Il se trouve, l'Eglise estre acreuë de ministres plus que en la primitive, et trop, helas ! bien debiles et foibles, et plusieurs aceteux, dont il est à craindre que le bon Seigneur ne boit gueres. Il a grand soif, et peu se trouvent qui luy donnent à boire du vin, prou vinaigre ou vin bien aquatique sentant le fien et terrouer, dont les vins empirent fort. Il est à craindre que, bouillant l'esperit de l'Eglise en sa naissance, elle n'ait contracté la senteur de ceste terrestrité par l'adhesion forte et prochaine ; car, comme dict est, vin bouil-

1. Lettre LI. Manuscrit, fol. 224a, 230a.

2. *Ibidem*, fol. 225ab.

lant est increablement attractif... Et n'estoit la generacion divine, qui est la vifve racine qui les conserve, fussent retournés à leur naturel¹. »

C'est encore après une bien mauvaise journée que Briçonnet écrivait cette lettre, et la fatigue l'obligeait de confier à Lefèvre une partie de la réponse. « Monsieur Fabry, dit-il, satisfait à l'ame contenue en vos lettres². » — Marguerite loue Dieu d'avoir conservé le prélat « au salut des ames dont il a cure plus pour charité que nécessité ».

« Car, ajoute-t-elle, il n'est plus besoing aux petitz de leur oster ceulx qui leur rompent le pain, veu leur petit nombre des bons distributeurs. Je vous prie, voiez quel pere qui vous tire jusques à la porte pour veoir vostre desir et l'enflammer, et puis vous renvoie porter le faiz pour son service et declarer aux aultres ce que avez appris. Il semble parfois qu'il vous vueille donner le repos que tant desirez, et puis il allonge vostre voiage... (Priez que je sente l'infinitude de sa bonté), et que je sache comment se porte l'estuy de vostre corps, temple du saint esperit; non par lettres de vous, car je proteste que vous ne vous travaillerez point, et pensez que, sy je faisois bien mon prouffict des graces de Dieu par vous à moy indigne departies, voz deux lettres dernieres, qui sont mon principal sermon, me debveroient desja avoir mise jusques au dormir. Mais je ne suis encore levee de mon premier liet pour sercher l'espoux de mon ame, lequel avez trouvé en la nuit de tribulacion. Vous priant, quant parlerez à luy, n'oubliez vostre pauvre inutile mere Marguerite³. »

Si la réponse de Briçonnet doit être prise au pied de la lettre, le mal n'était pas si grave : « Madame, écrit-il, je n'exprimeray point par lettres la joie conceüe des lettres, y congnoissant le sentiment de l'amour de Dieu que desire et supplie nostre Seigneur pareroistre en vous, combien que avez esté abuzee, cuidant bailler consolation où n'y avoit

1. Lettre LIII. Manuscrit, fol. 233^{ab}. Du 10 février 1523.

2. *Ibidem*, fol. 235^a. — La lettre de Marguerite avait été remise à l'évêque « à l'issue de la colique qui me tint hier huit heures sans relasche », comme il dit.

3. Lettre LIV. Manuscrit, fol. 235^b.

point de maladie et ennuy, dont me desplaist ¹. » — Tous ces détails sont insignifiants, si l'on veut; mais ils caractérisent bien les relations de la princesse et de son guide spirituel.

Le carême interrompit de nouveau la correspondance. Elle reprit au mois de juin au milieu de vexations qui forcèrent l'évêque à faire appel à la protection de la cour. La Faculté de théologie avait décidé de mettre à l'examen, avec quelques ouvrages d'Érasme et de Berquin, le livre de Jacques Lefèvre sur les Évangiles². Plusieurs séances consécutives furent vouées aux écrits de Berquin. Dans l'intervalle l'alarme fut donnée à la cour, qui résolut d'intervenir.

« Madame, écrit Briçonnet, par lettres de monsieur le prothontoire ay entendu la sollicitude de Madame et de vous pour l'affaire de notre Seigneur. Il est gentil homme, et ne sera sans revenche... Que debvez, en ennuy de ce qu'il est offensé..., le mercier qu'il luy plaist, en et par vous, reduire à sa congnoissance la cecité des pauvres esgarez! Que ceulx sont à plaindre! Lesquelz... vous supplie avoir en voz prieres, à ce qu'ilz se retournent au soleil pour estre illuminez³. »

L'effet suivit les paroles. Le 18 juin, le doyen de la Faculté fut avisé que, le lendemain à 2 heures, le chancelier l'attendait chez lui avec quelques autres docteurs, pour lui faire une communication de la part du roi en présence de plusieurs prélats qui s'y trouveraient. L'archevêque de Sens et les évêques de Meaux, de Langres et de Senlis⁴ assistèrent à la conférence, et, le jour suivant, le doyen en faisait son rap-

1. Lettre LV. Manuscrit, fol. 236 a.

2. L'examen de ces publications avait été porté à l'ordre du jour pour la séance du 16 juin d'après une décision antérieure. L. Delisle, *l. c.*, 326-358.

3. Lettre LVII. Manuscrit, fol. 236 b.

4. Arthur Fillon, qui était docteur en théologie, avait assisté à la séance du 16 juin. Dans une lettre de Briçonnet, dépourvue de date et égarée au milieu de la série que nous analysons, Monseigneur de Senlis se recommande à la sœur du roi. Cette lettre (n° LVI, Man., fol. 239 b-241 a), écrite en réponse à un billet perdu de Marguerite et contenant une allusion à un autre plus ancien qui manque également, pourrait être de la mi-juin. Le *repos sabbatizant* de celle du 24 juin (fol. 244 b) s'y rapporte.

port à la Faculté. Les griefs du roi, articulés par le chancelier, portaient sur trois points. « On avait discuté, dans les écoles du collège de Navarre, une proposition dans laquelle le roi, le ministre et les grands du royaume étaient critiqués en termes séditieux. Ensuite, le roi ne voulait pas que la Faculté examinât et jugeât les écrits de Jacques Lefèvre sur les Évangiles, sans que, au préalable, les articles dénoncés comme suspects eussent été communiqués au chancelier et aux prélats ci-dessus nommés; la remise de ces articles entre les mains du chancelier devait être faite au plus tard le 25 juin. Enfin, il déplaisait au roi de voir traiter comme convaincu de complicité avec les Luthériens ce maître Michel, ancien ermite, qui était maintenant un prêtre séculier, attaché à la maison de la duchesse d'Alençon¹. »

La Faculté, ayant entendu son doyen, décida, d'un commun accord, qu'aucune communication ne serait faite, en son nom, des articles extraits des livres de Lefèvre, et qu'elle n'enverrait pas non plus de députés pour discuter ses opinions ou entendre sa justification devant les prélats désignés par le chancelier; car il ne s'agissait pas de la personne de Lefèvre, mais d'un point de doctrine; au lieu de mêler ces deux questions, on devait laisser les personnes compétentes, en première ligne les théologiens, se prononcer sur la doctrine, avant de se mettre en peine de l'auteur².

Le roi était venu passer quelques jours à Paris. L'évêque de Meaux ne manqua pas de venir faire sa cour. Dans la lettre qu'il écrivit au lendemain de l'audience, il parle encore de cette lutte entre frères qui ne peut être que douloureuse au Père céleste, quelle qu'en soit l'issue. Puis il continue : « Madame, sachant la superceleste trinité en unité avoir prins son domicile ès coeurs du roy, Madame et vous, suis contrainct m'y retirer pour avoir feu extinctif de feu... Peché est grand feu que amour divine, feu par moy peu gousté,

1. Au mois d'octobre 1523 Marguerite traitait encore de « voyage » la présence de maître Michel à la cour. A partir de 1524, il est nommé à diverses reprises aumônier de la duchesse d'Alençon. Herminjard, I, 297, 300.

2. L. Delisle, *I. c.*, 327 s., 360 s.

estainet... La lumiere je quiers et serche pour tenebres chasser : que vous supplie tres humblement. Madame, comme indigne ministre, voulloir procurer vers Madame à la fin que j'escriptz plus amplement à monsieur le prothonnaire qu'il vous plaira ouyr¹. »

Dans la même lettre Briçonnet relate une parole de François I^{er} qui l'a transporté de joie. Le roi avait, en sa présence, parlé de la connaissance de Dieu, qui n'est au fond que la reconnaissance de notre incapacité à le connaître, en des termes qui rappelaient d'une manière frappante la divine ignorance et la science inconnue de l'Aréopagite.

« Ayant hier, Madame, en la bouche du roy oy propos selon son nom tres chrestien (dont loué soit le pere de lumiere qui les tenebres de nostre nature humaine par lumiere filiale a illuminé), ay esté d'une part joieulx et consolé, voyant la superexcellente divine bonté se cascher de ceux qui presumant et euident avoir la clef de sapience divine (de laquelle estant excludz, n'y permentent aultres entrer), et luire ès coeurs humbles se confiant de la seulle douceur et misericorde, — et d'autre part lermoyant que telz dons de grace d'esperit de Dieu soient noyés en la mer de tribulation et occupation du monde que l'ennemy luy suscite, prevoyant le fruit que nostre Seigneur par son ministere pourroit avoir. Vous estes bien eueuse d'avoir les douces pastures qui procedent de luy et de Madame, et renderez compte, n'ayant lesdictes occupations (combien que en telle union d'amour ne peuvent qu'elles ne touchent viscerellement), sy n'en faictes grandement vostre prouffict. Madame, ayant leu ledict propos en la premiere epistre de monseigneur saint Denis qui est petite, mais moult sublime, m'a semblé ne le vous celler, combien que souvent cuyde vous en avoir escript. (Suit la paraphrase de l'épître, « approchant du latin le plus que Dieu en donnera la grace »)... Ce sont les parolles de nostre bon pere et apostre que l'esperit de Jesuschrist a inspiré au coeur du roy. Le viel homme ne congnoist ce langage, mais seullement celluy qui est innové au nouveau². »

Je ne voudrais à aucun prix suspecter l'entière franchise et sincérité de Briçonnet; mais n'y avait-il pas une certaine

1. Lettre LVIII. Manuscrit, fol. 236 b-237 a.

2. Lettre LVIII. Manuscrit, fol. 237 b-238 b.

habileté, vu les circonstances, à mettre ainsi en opposition l'aveuglement et l'obstination des docteurs et la lumière divine accordée au roi ? N'était-ce pas préparer ce monarque naturellement hostile à toute innovation religieuse, au profond et persistant mépris de « l'ignorante Sorbonne », qui fut une des causes de ses tergiversations et de ses demi-mesures ?

Marguerite reçut cette lettre, sa mère et son frère présents.

« Lesquelz, écrit-elle à l'évêque, me voyant lire vostre lettre en voulurent avoir la lecture, qui je vous assure a esté sy bon esperon que, nonobstant que à moy adressissiez l'admonition de ne perdre le bien que Dieu par leur bouche me donnoit, sy leur a il touché si fort que, recongnoissant la verité reluire en leur nichilité, ont eu les larmes aux yeulx, et louant la stille, n'en ont mis ¹ les sens en oubly. Aidez, s'il vous plaist, par prieres que ceste grace en nous ne soit par nous sterile, et soufflez souvent ce feu pour nous enflammer, et attizer le bois encoires vert à forces d'occasion ². »

La réponse de Briçonnet à cette dernière missive est datée du 24 juin, et les précédentes ont dû se suivre à courts intervalles ; car les deux correspondants ne se trouvaient pas à une grande distance l'un de l'autre, puisqu'un jour Briçonnet recueille une parole de la bouche du roi, et que l'autre, Marguerite lit sa lettre en présence du monarque ³.

La cour étant retournée à Saint-Germain-en-Laye, la correspondance s'espace de nouveau. Mais le désir de revoir l'évêque s'était ravivé chez la princesse. « Encoires fault ja parachever par vive voix », lui écrit-elle, et « vucillez venir mectre en liberté la parolle de vie que tant veullent emprisonner, mais j'espere que la verité qui nous delivre, nous delivrera ⁴. » — « Qu'il vous plaise ordonner de vos prisonniers volontaires, répond Briçonnet, et leur commander vostre vouloir, comme vous plaira plus amplement entendre

1. Le manuscrit donne *non na mis*.

2. Lettre LIX. Manuscrit, fol. 272a.

3. Le roi repartit de Paris le 23 juin 1523.

4. Lettre LXI. Manuscrit, fol. 276a.

de monsieur le prothonotaire¹. » — La rencontre eut lieu, car, trois semaines plus tard, la princesse prie l'évêque de vouloir « par escript refreschir la débile memoire des trois baisiers », c'est-à-dire d'une prédication ou d'un entretien qui l'avait particulièrement saisie²; mais Briçonnet, trop homme du moment, ne semble pas avoir retrouvé l'inspiration du premier jet; la lettre sur « les trois baisiers supercelestes et incomprehensibles » qu'il faisait entrevoir, ne vint pas³.

Pendant ce temps la Faculté continuait, dans l'affaire de Lefèvre, sa politique dilatoire, et obtenait sous main un arrêt du Parlement, qui suspendait la vente des *Commentaires sur l'Evangile* jusqu'à la promulgation de la sentence des théologiens. Mais le roi, arrêtant la procédure, évoqua la cause au Grand Conseil par lettres patentes du 11 juillet, au grand émoi de la Faculté⁴.

Le moment, du reste, donnait lieu à d'autres préoccupations. La guerre continuait, et François I^{er} se préparait à quitter Paris pour se mettre en tête de l'armée et la conduire en Italie.

« Et combien, Madame, que je sache, écrit l'évêque, que... le roy a seulement colloqué son espérance en Dieu qui donne les victoires et transfere les royaumes à son plaisir... ne crains presumption de vous advertir que sollicitez faire faire prieres continuelles par tout son royaume, lequel luy diroit volontiers, et moy qui suis le moingdre, non d'affection, mais en toutes aultres choses, comme feirent les enfans d'Israel à David : *Jam non egredieris nobiscum in bellum, ne extinguas lucernam Israel* (II Samuel 21, 17), qu'il luy pleust se deporter d'aller en personne à l'entreprise qui s'offre. Car comme l'ame illuminee par Dieu est la lanterne du corps, aussy est-il de son royaume qu'il larroit (*laisserait*) en merueilleux desordre, et le petit peuple royal, messeigneurs les enfans que Dieu

1. Lettre LXII. Manuscrit, fol. 246b. Du 1^{er} juillet 1523.

2. Lettre LXIII. Manuscrit, fol. 247a.

3. Lettre LXIV. Manuscrit, fol. 250b-251a. Du 21 juillet 1523. — Briçonnet lui-même sentait « que moins se peult par escript dire, penser ou exprimer que de vive voix, ayant quelque vigueur plus penetrative, par laquelle l'entendement eslevé comprend plus que la voix ne dict ». Lettre XCII, fol. 298a.

4. L. Delisle, *l. c.*, 330s., 363ss.

luy a donné et à nous pour la richesse et amplitude dudict royaume, gemissans et pleurans au giron de vous, mes Dames, que plus y perdriez que aultres, s'il mal luy advenoit, que Dieu ne vueille. Toutesfois, saichant que son coeur est en la main de Dieu, s'il sent estre par luy à ce incliné, sa volonté soit faicte, soubz laquelle se fault humilier. ...Il est tousjours saison de prier Dieu, plus en guerre, et plus où nostre lanterne (*le roi*) y va bataillant contre noz ennemys, le temps et la saison laissant le royaume boulevardés d'ennemys¹. »

Brignonnet dut se sentir satisfait. Avant son départ pour l'armée, François I^{er} ne manqua pas de faire ses dévotions à l'abbaye de Saint-Denis et de visiter processionnellement les grandes reliques à la Sainte-Chapelle de Paris². Puis il partit pour Lyon, accompagné jusqu'à Gien par la reine et par sa mère, qu'il laissait régente du royaume et qui alla se fixer à Blois.

L'éloignement de Marguerite amena un nouvel arrêt de la correspondance, qui ne reprend qu'au mois de septembre. C'est, comme toujours, la princesse qui vient solliciter les secours spirituels.

« Que doivent dire ceulx qui sy long temps, non de la veuë seulement, qui n'est rien quant au corps, mais de la pasture qui ne se doibt par escript retenir sans blasme d'avarice spirituel, sont sy long temps separez. D'avoir et ne distribuer où est la necessité, ne vous peult excuser d'offence contre celluy qui tant vous a donné de talentz pour les faire prouffiter... Mais j'ay paour que, *en* ceste elevation de pensee par sur voz mesures, estes sy yvre de luy que les choses basses, quelque tiltre que l'on puisse... alleguer, vous sont faictes rien. Toutesfois à mon besoing m'aiderez, de mon nom vous priant (comme Dieu le vous commande) de n'oublier vostre necessiteuze mere. Vostre venue est plus necessaire que ne vous puis dire³. »

Brignonnet, qui tenait la plume en main pour écrire, quand il reçut la lettre de Marguerite, met son long silence sur le

1. Lettre LXIII. Manuscrit, fol. 248b-249a. Du 21 juillet 1523.

2. Les 23 et 24 juillet. Mignet, *Rivalité*, I, 391.

3. Lettre LXX. Manuscrit, fol. 251ab.

compte de sa langueur d'esprit ¹. Quant au voyage qu'on l'invitait à faire, il craint de l'entreprendre, ayant entendu que la régente allait partir pour rejoindre le roi.



LOUISE DE SAVOIE,
d'après une miniature du Livre d'Heures de Catherine de Médicis.

« Madame, ajoute-t-il, depuis que j'ay entendu le bruit qui court, moult estrange et inexcogitable, n'ay esté à mon aise, et il n'est saison de s'endormir. Il a queue plus longue que l'on ne pense. A quoy fault promptement, saigement et discrettement pourveoir.

1. C'est le sens de l'allégorie des deux sœurs que contient cette lettre.
« Mon silence vient pour la continuelle occupation depuis vostre partement, cuidant accorder deux soeurs pour les unir à vivre en paix, procedant le discord de ce qu'elles sont de deux peres, l'un noble et l'autre non, et par ce different heritaige, pretendant chacune l'ainnesse et prerogative... La fille villaine est fille du viel homme, la noble du nouveau. »

Louée soit la bonté divine qui n'a permis tel malefice et ruyne totale du royaume. Le roy est bien tenu à Dieu. J'espere qu'il le recongnoistra plus que jamais. Puisque Madame s'achemine à Lyon, supercederay partir : ce que avois delibéré veuës voz lettres, prest tousjours à vous obéir, quant et comment il vous plaira me commander ¹. »

La France venait en effet de traverser une crise redoutable. Le connétable de Bourbon, le plus puissant feudataire du royaume, s'était conjuré avec Charles-Quint et Henri VIII d'Angleterre. Trois armées d'invasion devaient appuyer son insurrection. La lenteur des opérations fit échouer le complot. Le connétable, surveillé de près par le roi qui ne quittait pas Lyon, jugea prudent de céder le terrain. Il s'esquiva le 8 septembre et, avec sa fuite, toute sa formidable puissance s'effondrait ².

Ce que Brignonnet ne disait pas, c'est qu'il était de nouveau souffrant, et que ce déplacement eût été une preuve de réelle abnégation de sa part. Informée par le porteur, Marguerite le console comme de coutume en préconisant le profit spirituel qui lui reviendra de sa maladie. Cependant, n'en connaissant pas la gravité, elle ne désespère pas de le voir.

« Vous advertissant, écrit-elle, que sy avez desir d'accomplir les oeuvres de misericorde, je ne saiche lieu où charité vous deust plus porter que icy, tant pour conforter une mere bien chargee d'ennuys (Louise de Savoie), que visiter une malade royne qui l'est bien fort (Claude de France, femme de François I^{er}), et pour adresser celle qui sans nul tiltre doibt craindre se nommer vostre inutile mere ³. »

Louise de Savoie, retenue probablement par la maladie de la reine, avait donc remis son départ. Ne sachant si le déplacement de la cour était proche, ou si les dispositions n'étaient pas encore prises, Brignonnet hésitait à se mettre en route de peur de faire le trajet en vain ⁴. Des affaires importantes,

1. Lettre LXXI. Manuscrit, fol. 253b. Du 15 septembre 1523.

2. Mignet, *Rivalité*, I, 407.

3. Lettre LXXII. Manuscrit, fol. 254a. (Du 4 octobre 1523?)

4. « Il semble, écrit Brignonnet, par vos lettres qu'il vous a pleu m'es-

mais qui n'ont pas laissé de trace dans la correspondance, l'occupaient du reste et le retenaient à Meaux. En face des progrès toujours plus marqués des doctrines luthériennes, qui avaient trouvé un foyer dans la population manufacturière de la ville, l'évêque avait convoqué le synode de son diocèse, afin de délibérer sur les mesures les plus urgentes à prendre pour enrayer leur marche envahissante. Les deux décrets synodaux sont datés du 15 octobre de cette année ¹.

Cependant, Marguerite recevait des nouvelles peu rassurantes de sa santé et craignait que l'excès de sa charité ne lui fit entreprendre au delà de ses forces.

« Par la lettre que j'ay veu à ce porteur, lui écrit-elle, je ne seray à mon aise que je ne sache au vray comme il en va. Car j'ay paour que vostre patience ne vueille *pas* declairer vostre mal et que les occasions qui sont grandes ne soient de vous si charitablement portees que, pensant au mal d'autrui, ne sentez le vostre. Parquoy je le vous renvoie pour m'en mander la verité, et pour vous dire de ceste compaignie ce qu'il en a veu et secu : non sans regret de quoy, en ce temps oportun, tant pour le loisir, solitude et tribulation, nous n'avons eu des myettes du pain, dont voz brebis ont sy grande habondance ². »

— « Madame, répond Briçonnet, pour neant ne vous nommez en mon endroit sterile mere, peu prouffitant où congnois vostre désir tendre. Et quant à la cause du voiage de monsieur le prothonotaire, qu'il vous a pleu l'envoier, dont tres humblement et de tout mon coeur vous remercie, puis vous assurer, Madame, estre plus plain de vie que ne vouldisse ³. »

Pendant quelque temps encore la maladie forme le thème de la correspondance.

cripre, que j'ai ce matin reccu, que desirez que voise par delà. J'envoie le porteur exprès, vous suppliant me faire entendre par le prothonotaire vostre vouldoir, qu'il vous plaira regler qu'il ne voise à faulte, estant Madame comme l'on diet pour bien tost desloger; ou, les affaires indisposes, à vous servir de mon mestier qui n'est rien, me delibérant suivre ce qu'il vous plaira me commander. » Lettre LXVIII, fol. 255 *b*. Du 14 (ou 4?) octobre 1523.

1. Herminjard, I, 153-156, n° 77, 78.

2. Lettre LXIX. Manuscrit, fol. 256 *a*.

3. Lettre LXX. Manuscrit, fol. 257 *b*. Du 23 octobre 1523.

« Après avoir pensé un peu nostre ingratitude, écrit Marguerite, et levé l'œil pour regarder son importable bonté, je confesse que justement nous souffrons; car trop avons recalcitré contre l'esperon. Je remectz le surplus à la creance du porteur que vous scavez estre seur et affectionné pour son seul Seigneur et Maistre : vous assurant que sans le vouloir du divin vouloir, j'aurois trop de regret de ce que vous n'avez esté icy ce temps. Mais le seul bon faict myeux que mon coeur ne desire, ne l'entend ¹. »

Ces instances répétées de Marguerite pour faire venir Brignonnet à Blois font croire qu'on aurait aimé conférer avec lui sur une grande mesure que la régente préparait depuis le mois de septembre et qui reçut son exécution en novembre. La mère du roi venait d'envoyer, par délibération du Conseil, douze docteurs religieux pris des quatre ordres mendiants, pour prêcher par toute la France la foi catholique et pour abattre et annihiler les hérésies de Luther ². Elle s'était d'abord adressée à la Faculté de théologie de Paris qui avait répondu que la seule chose à faire était de s'en remettre aux évêques, de leur en confier la charge et de stimuler leur zèle ³. Ce refus déguisé n'arrêta pas la régente; les douze missionnaires partirent, et il y a tout lieu de croire que maître Michel fut du nombre.

Cependant, l'année s'achevait sous de meilleurs auspices qu'on n'eût pu l'espérer après tant d'orages amoncelés. Le soulèvement au centre avait été déjoué, l'invasion repoussée. L'armée française avançait de nouveau en Lombardie, et le roi regagnait sa résidence.

« Et pour ce qu'il me semble, écrit Marguerite, que ce porteur ne s'est tant amusé aux noiz qu'il ne desire aller plus hault, je remet z le surplus sur sa parolle, à laquelle supporterez la myenne, tant de la venue du roy que de nous, vous priant plus que jamais regarder

1. Lettre LXXI. Manuscrit, fol. 258^b. La réponse de Brignonnet est du 20 novembre 1523.

2. *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 187.

3. L. Delisle, *l. c.*, p. 369-371. « Fuit conclusum, quod ad dominum cancellarium scribendum est nomine Facultatis quod id quod petit domina fieri debet per dominos episcopos mandari executioni, commendando zelum. etc. »

le besoing que a de vos bonnes prieres vostre trop inutile mere Marguerite. — Vous voudrez bien que ne soie oubliee à celles de monsieur Fabry ¹. »

Ces lignes de la princesse arrivèrent au moment même où Briçonnet achevait sa méditation pour la Nativité, et le hasard voulut que leur pensée se fût rencontrée et arrêtée à la même image. « Madame, écrit le prélat, les presentes escrites ce matin, ay receu voz lettres par monsieur le protho-notaire. Je rendz grace à nostre Seigneur qui m'a fait pres-sentir les doux aiguillons que par icelles me donnez, espec-rant par luy faire plus amples accusations ². »

1524

Depuis le mois de septembre, l'échange de lettres était régulier, mais plus rare à cause de la distance, Marguerite n'ayant pas quitté Blois. Durant l'année 1524, il continue de même, sans interruption notable, jusqu'à la fin du recueil.

Le 10 janvier, l'évêque envoyait à la princesse pour elle, pour le roi et pour la duchesse d'Angoulême, leur mère, les épîtres de Paul traduites en français, c'est-à-dire la seconde partie du Nouveau Testament de Lefèvre, publiée le 9 novembre de l'année précédente. L'envoi avait été retardé par les travaux d'enluminure que la rigueur exceptionnelle de l'hiver avait tirés en longueur. L'évêque, dans sa lettre,

1. Lettre LXXIII. Manuscrit, fol. 262 *b*.

2. Lettre LXXIV. Manuscrit, fol. 267 *a*. Du 22 décembre 1523. — Le nom de ce protonotaire, intermédiaire assidu entre Marguerite et Briçonnet, est inconnu. Le 4 mars 1526, on brûlait en place de Grève, par arrêt du Parlement, un nommé Lucas Doullon (d'Aillon?), âgé de 36 ans, « proth-notaire », ayant plusieurs bénéfices, natif d'Anjou, parent de M. de Lude, parce qu'il avait dit un grand blasphème de Notre-Seigneur et de sa glorieuse mère, dont il refusa de faire amende honorable. « On dit qu'il fréquentoit la cour du Roy et avoit demeuré à Rome au service du pape Clément, et qu'il estoit *menodour*. » (*Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 317.) On sait que la sœur de M. de Lude, Louise d'Aillon, la grand-mère de Brantôme, était dame d'honneur de Margue-rite.

exalte l'excellence de ces épîtres et rappelle toutes les grâces, intérieures et extérieures, dont la famille royale s'est vue combler. « Et ne faictz doubte qu'elles n'ayent esté humblement receuës et congneuës, speciallement par Madame, s'y voyant par la grace de Dieu estre comme deux fois mere, luy ayant la bonté divine faict comme renaistre et resusciter le roy, veu la dampnee et inexcogitee conjuration et malice ¹. » — L'allusion est claire. La surexcitation causée par la trahison du connétable n'était pas apaisée, et en ce moment même le procès se poursuivait contre ses confidents et ses complices.

A la cour, Marguerite devait se sentir souvent comme un pèlerin égaré dans la nuit, ne sachant où trouver celui qui devait être le désir de son âme. « Et quant je le demande, écrivait-elle dans un de ces moments, les ungs ne m'en savent, les aultres ne veulent m'en dire nouvelles à la verité... Parquoy... vous envoie ce porteur, vous priant avoir memoire de celle qui se debveroît sentir digne d'oubly ;... non que je demande lettres, car vostre volontaire labour me donneroît pour consolacion desolacion, sy je pensois une minute d'heure avoir empesché vostre esprit donné au bien publicque, pour augmenter la multitude de mes ingratitudez ². »

Brignonnet prit occasion de cette touchante plainte pour revenir à son thème de prédilection, l'indignité de la plupart de ceux qu'on appelle aux hautes fonctions ecclésiastiques et la responsabilité qui pèse sur ceux dont dépend le choix.

« Le debonnaire Seigneur est venu, écrit-il entre autres, porter tesmoingnage à verité ; le semblable doibvent faire ses membres, non que verité en ayt besoing ; car la superceleste trinité le donne suffisant, mais n'est aultre chose ce tesmoingnage que confesser Jesuscrit estre vray filz de Dieu, comme fist saint Jehan Baptiste, disant qu'il n'estoit Christ, mais envoyé de luy comme sont tous ministres, evangelisans non leurs doctrines, fantazies et proffictz particuliers, mais la verité, et pour enseigner que l'on adore,

1. Lettre LXXVII. Manuscrit, fol. 271 *ab*. Du 10 janvier 1524. Herminjard, I, 181, n° 84.

2. Lettre LXXVIII. Manuscrit, fol. 271 *b*-272 *a*.

revere, honore, ayme Dieu le pere en esperit et verité : car aultre chose n'est evangile...

« Infinitude ne se peult trouver... Et toutesfois vous lermoiez et plaingnez par voz lettres que, quand l'avez demandé, les aucuns ne sçavent et les autres ne veullent vous en dire nouvelles à la verité... Sy desirez, Madame, oyr cependant nouvelles de vostre verité, n'en suis esbahy, desplaisant que ne trouvez qui sachent les vous dire ; car ne vouloir les dire, procede de non sçavoir. Qui est plain de feu, le monstre et ne peult le celler. Les appostres increpez par ceulz qui ne les serchoient, respondent qu'ilz ne pouvoient la taire et qu'il estoit impossible qu'ilz ne disent ce qu'ilz avoient oy et veu. Helas! Madame, il y a plusieurs ymaiges larvees, faulses et adultérines qui font semblant d'en sçavoir, lesquelz en sont tres loing... Le royaulme, combien qu'il se nomme tres chrestien, en est speciallement plain, et ne puis entendre comme le roy, Madame et vous, qui estes ymaiges de verité, povez souffrir tel deffigement et pauvreté que en partie (par importunité ou aultrement) y avez mise, et l'aultre endurez en mes semblables ¹. Je ne vous repute comme Pilate demandans verité que ne vouldissiez oyr. Pour neant ne vous a plenitude divine faict ses vaisseaulz rempliz de habondante grace, ne constitué ses excellentes ymaiges de verité que pour la promouvoir en touz estatz, speciallement en celuy qui tous ruyne ². Comme povez vous ygnorer que la pluspart de ceulx qui doibvent estre preconizateurs de verité ne la vueillent (car ne sçavent) l'annoncer. Il faict mauvais guect qui est borgne, aveugle et endormy... Je sçay que le roy y en a mis de bons, dont je loue Dieu ; à moi n'est de juger de combien les aultres emportent la balance. Je vous supplie, Madame, procurer pour l'advenir l'honneur de Dieu en l'election et choiz de ses ministres, sy tost ne vullez encourir l'ire et indignation de Dieu qui est presente sy n'y pourvoiez. Vous direz, le temps n'est propre. Il est tousjours saison de bien faire. Ung bon edifficateur ne batist pour demolir. Sy desirez que l'Eglise reconnoisse son estat et profession, et soit reduicte à sa verité, comme sçay que Dieu vous en donne à tous trois le vouldoir, qu'il accompaigne de sçavoir en pouvoir : pourvoiez, comme les places de capitaines vacqueront, telz y estre mis, qu'il ne faille non seulement les demolir, mais puissent en nostre Seigneur vous conforter et ayder à executer vostre saint vouldoir...

1. C'est-à-dire les membres du clergé.

2. L'état ecclésiastique.

« Sy le saint esperit commande par saint Pol, chacun devoir parler verité avec son prochain (Eph. 4, 25), plus le vassal et subject avec son seigneur, et serviteur avec son maistre. Et pour ce que demandez verité, donl m'escripvez ne trouver qui vous en dise nouvelle, je cuide n'en estre loing ¹. »

Cette éloquente page se passe de commentaire.

Dix jours plus tard, le prélat revenait encore à la charge. « Je scay l'oeuvre difficile, mais non en Dieu qui tout facilite en ses vaisseaulx qu'il dignifie par son reveil. Sy le roy, Madame et vous le contempnez, apprestez vous hardiment pour recevoir des verges ². »

La correspondance, pendant ces semaines, apparaît un peu enchevêtrée. C'est que les courriers se succédèrent plus rapidement et se croisèrent plusieurs fois sur la route de Blois à Paris ou à Meaux. Ainsi, Marguerite expédiait sa seconde lettre, quand celle de Briçonnet du 10 janvier était déjà en route; l'évêque, qui venait d'écrire, attendit le 31 janvier pour reprendre la plume ³, et avait à peine fait partir sa lettre quand il reçut la réponse de Marguerite à celle du 10 janvier. Elle s'y recommande aux « deux freres », les priant de « vouloir croire ce porteur touchant l'homme que Dieu en tant de fassons a préservé », c'est-à-dire le roi ⁴.

Marguerite était de nouveau malade. En en parlant, une émotion plus forte que de coutume vibre dans les lignes de Briçonnet. « Et combien, dit-il, que Dieu m'ayt imposé silence, ne m'a pourtant osté les larmes qui ont couru et fluent, d'autant plus, ajoute-t-il en songeant à la reine gravement menacée, qu'il me semble vouloir preparer ung plus

1. Lettre LXXIX. Manuscrit, fol. 276*b*-278*b*, 280*a*. Du 31 janvier 1524. Herminjard, I, 186, n° 87.

2. Lettre LXXXIV. Manuscrit, fol. 289*ab*. Du 10 février 1524. Herminjard, I, 190, n° 89.

3. « Regardant entre les grans debtes et arrieraiges que vous doy des lettres qu'il vous a pleu m'escripre... et voullant en partie m'acquiter, suis tumbé en celle où vous vous appelez vraie mere. » Lettre LXXIX, allusion à LXXVIII.

4. Lettre LXXX. Manuscrit, fol. 281.

grant banquet auquel ne serez seule assise¹. » Mais la lettre n'était pas terminée, que l'évêque recevait de meilleures nouvelles et un nouveau billet de la princesse demandant « ung reveille matin pour la pauvre endormie, affin qu'elle se lieve de son pesant et mortel somme, puisque l'heure est venue... Et voiant de toutes ces choses en moy trop de deffaut, ajoutait-elle, je retourne à vous et à monsieur l'abry et tous voz sieurs, vous requerant l'aumosne, que à plus necessiteux ne voudriez refuser². »

Le 10 février, encore un billet de la princesse en convalescence. « Je vous advertiz, écrivait-elle, que je n'ay tant besoing de medecins que de secours spirituel; car guerison de ceste masse de terre m'engendre maladie d'esprit... Parquoy je demande ayde : vous priant ne vous ennuyer pour l'affaire de l'oncle. Car vous voirrez que le roy ne Madame ne luy feront rien contre son honneur. Et après avoir remonstré à Madame quelques poinctz que m'avez escript, elle les a fort bien pris, et, sy le temps l'eust porté, je vous eusse conseillé y venir. Mais vous aurez le roy bientost, et avant vous escripra plus au long vostre inutile³... »

Brignonnet avait des raisons fondées d'être en émoi de son oncle. Le roi venait de décider en son Conseil de faire rendre compte de son administration à Semblançay et avait nommé une commission de six membres pour examiner sa gestion des finances⁴. Quant à la lettre que Marguerite avait

2. Lettre LXXXII. Manuscrit, fol. 282b. Du 3 février 1524, à moins qu'il ne faille adopter la date du 9 février mise en tête de la lettre de Marguerite (LXXXI) arrivée avant le départ de celle de Brignonnet.

3. Lettre LXXXI. Manuscrit, fol. 284b-285a. Herminjard, I, 189, n° 88. La première phrase a été mal lue. Le manuscrit donne : « La matiere de consolation qu'il plaist à l'infinie bonté, par vostre lettre, departir aux bons espritz et ames clerés. » Et non pas à mes clercs.

3. Lettre LXXXIII. Manuscrit, fol. 285ab.

4. *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 195. Dans la lettre suivante Marguerite renouvelle ses protestations rassurantes, se disant « celle qui pour vostre pere fera comme pour le sien. Et quoy que l'on vous die, ne croyez que le roy et Madame permeectent chose qui touche l'honneur qui est leur. Pour la benigne servitude de son pouvoir n'y espargnera rien vostre inutile mere Marguerite ». Lettre LXXXVI. Manuscrit, fol. 291a. Herminjard, I, 192. Tout cela n'empêcha pas François I^{er} de rejeter le rapport de la commission et d'en appeler au Parle-

fait lire à sa mère, c'est évidemment celle du 31 janvier, sur le choix des prélats. « Mais vous aurez le roy bientôt, » ajoutait la princesse. En effet, vers la mi-février, François 1^{er} quittait Blois, où il avait passé l'hiver, et revenait à Saint-Germain-en-Laye et Paris.

1524
1525
Nous avons vu qu'au mois de novembre de l'année précédente la Régente avait dirigé des prédicateurs au nombre de douze vers diverses parties du royaume, et nous avons supposé que maître Michel d'Arande en était. Le fait est que, pendant l'Avent, il prêcha à Bourges, et qu'il devait reprendre ses prédications au commencement du carême, lorsque l'archevêque lui interdit la chaire avec menace d'excommunication pour ses auditeurs et de prison perpétuelle pour lui. C'est ce que nous apprenons par une lettre de Guillaume Farel, qui s'était concilié de fortes et durables amitiés à Meaux, où il s'était arrêté quelque temps avant de sortir de France. Ce conflit, d'après Farel, aurait fini par un triomphe pour maître Michel ; le peuple et le clergé auraient obtenu du roi que la liberté de prêcher lui fût rendue, et l'archevêque aurait reçu une réprimande royale et vu saisir une partie de son temporel ¹.

Grâce à ces renseignements, nous sommes à même de comprendre les lettres qui suivent. Car, sans l'heureux hasard de ce document qui les complète, elles resteraient énigmatiques comme tant d'autres.

« Plus croissent les tribulations, écrit Marguerite, plus augmente la connoissance de la bonté d'icelluy qui est seul triumpheur et victorieux des peines et contradictions qui par l'ennemy nous sont mises au devant pour empeschement de sa charité qui sera par luy immuable. Car le supplieray avoir pitié des pauvres ignorans et de leur inclinee aveugleté : pour à laquelle bailler le dernier remede de douceur, je envoie ce porteur, procureur du roy à Bourges, bon et loyal serviteur, devers vous, pour vous compter le tout et

ment et de poursuivre le procès de Semblançay jusqu'à sa mort au gibet de Montfaucon (1527).

1. G. Farel à C. Scepper, le 2 avril 1524. Herminjard, I, 205, n° 97.

prendre vostre conseil à parler au malade. Mais j'ay paour, sy le remede n'est prompt, que le potencial cautere y sera applicqué, en figure du spirituel plus à craindre. Celluy qui mollifie et endurecist comme il luy plaist toutes choses, fasse en luy sa volonté¹. »

On était donc décidé à recourir aux mesures de rigueur, si le dernier essai de conciliation que le procureur de Bourges devait tenter n'aboutissait pas. Si l'archevêque ne cédait pas de gré, on l'y contraindrait par l'application d'un cautère potentiel², c'est-à-dire par les moyens de coercition dont dispose l'État, et cela, comme dit la princesse, en figure du spirituel plus à craindre, en d'autres termes : à l'image des châtimens dont Dieu nous frappe, quand nous nous obstinons contre sa volonté.

Dans son indignation Marguerite mettait peut-être trop témérairement Dieu de son parti. Mais l'exaspération même de son zèle nous prouve que maître Michel n'avait pas entrepris ses prédications sans l'autorisation de la princesse. Et, si nous comprenons bien la suite de la lettre, elle n'était pas seule à les favoriser. « Et plus que jamais, continue-t-elle, le loue (Dieu), d'avoir veu par lettres (*ce*) qu'il (*luy*) a pleu faire de ma belle bonne seur, et seur est elle veritablement. Je vous requiers, non ignorant la bonté de Dieu en vous, que vucillez labourer à cest œuvre que j'estime tant avec elles (*sic*) consolacions que assez n'en puis rendre grace à celluy qui est innumerable³. » En serrant de près le texte, on ne saurait voir dans cette œuvre pour laquelle on demande le concours de Briçonnet que la mission de maître Michel ; il serait difficile de rapporter ces mots à l'amélioration de l'état de la reine dont Marguerite venait de recevoir l'heureuse nouvelle. Claude de France, et peut-être Louise de Savoie aussi, prenaient donc pareil intérêt à cette entreprise.

Pour comprendre l'attitude de l'archevêque et la vivacité de Marguerite, il ne sera pas inutile de rappeler que les

1. Lettre LXXXVI. Manuscrit, fol. 291a. Herminjard, I, 191, n° 90.

2. Terme de médecine, cautère qui agit chimiquement. Briçonnet reprendra plus tard le mot en jouant sur les termes de potentiel et d'actuel dans leur sens philosophique.

3. *Ibidem*.

griefs dataient de plus haut. François de Bueil, second fils du comte de Sancerre, avait rempli avec distinction la chaire de droit canon à l'Université de Bourges. Il était chanoine de la cathédrale et trésorier de la sainte chapelle, lorsque le choix du chapitre l'appela au siège épiscopal devenu vacant (1520). Fort d'une bulle spéciale du pape qui confirmait l'élection, François de Bueil se fit consacrer et prit possession du diocèse. Or, en vertu du concordat, le roi avait nommé à ce même siège Guillaume Petit, son confesseur. Les contestations durèrent deux ans, et l'accord survenu n'avait peut-être pas effacé toute animosité¹.

Nous savons que Briçonnet s'intéressait de toute son âme à l'œuvre de réveil que patronnait Marguerite. Mais il était homme d'Église, jaloux des prérogatives de l'épiscopat et convaincu que la régénération du royaume procéderait des lumières et du zèle du haut clergé. Aussi ne pouvait-il approuver sans restriction la solution énergique désirée par Marguerite. S'il déplorait l'aveuglement de l'archevêque de Bourges qui entravait la prédication évangélique, l'immixtion du pouvoir royal dans des questions de discipline ecclésiastique ne devait pas lui paraître sans danger, surtout dans ces temps de fermentation et d'émeute latente. Ce n'est donc pas par faiblesse de caractère, comme on l'a trop répété, qu'il plaide en faveur de la modération, et ses raisons valent la peine d'être écoutées et pesées.

« Madame, écrit Briçonnet, se estant le porteur grandement acquité et vertueusement en la charge qu'il vous a pleu luy bailler, entendrez par luy quel espoir on peult avoir de la guerison du patient. Toutesfois les membres de la vraie sapience ont entre eulx solide et perpetuelle coherence, les unissant la souveraine unité et vraie paix se communicquant en eulx. Et par ce ne combatent point ensemble, et aussi peu contre les membres de presumptueuse sagesse, disant par compassion, instruietx par leur chief : *sinite illos, ceci sunt et duces cecorum* (Matth. 15, 14). L'on ne doit attempter de polir de sa teste la pierre que le fer ne peult escarrir, et pour neant on presente bericles² à aveugles. A ceste cause, con-

1. *Gallia christiana*.

2. *Besicles*. Le manuscrit donne *berices* corrigé en *berieres*.

tencions qui ne seroient que à subversion des auditeurs sont defendues. N'estant nostre Seigneur Jesuschrist receu en preschant, a temporisé, et ne voions, par tout son progrès, que honte receue paciemment portee. Plus est victorieux qui reçoit que qui donne lumiere. Et quant, Madame, la divine lumiere ne seroit encoires venue, plus est la personne grande, plus doit par magnanimité contempner l'injure, et qui voudroit la poursuivre ne seroit hors de suspicion, veu sa grandeur, qu'il en fust architecte. Plus maintenant doit le membre de la douce brebis qui n'ouvrit jamais la bouche pour retaler et maudire, s'en garder et par patience vaincre en bien le mal.

« L'on peult aucune fois s'esgarer sous ombre du zelle, qui doit estre dressé selon le maistre don du saint esperit que nous appelons don de science, qui est supernaturelle discretion à moult sçavoir embrider nostre zelle, procedant de l'amour divin et du prochain, touché par les deux precedens dons du saint esperit qui est crainte filiale et pitié. Sy saint Pol, grant zelateur de l'honneur de Dieu, deffend, pour obvier au scandale du prochain, la viande corporelle aultrement permise¹ et necessaire, plus la spirituelle qui ne doit estre semee où n'est receu comme il appartient. Scandale est grand barriere qui doit retenir tout prescheur evangelique, que mesmement que faignant aller plus loing, peult tousjours retourner et rompre le pain, pour ouvrir les yeulx par sapience humaine ou aultrement detenuz. Tout zelle de l'honneur de Dieu doit estre pur, et plus est ardant, plus fault craindre qu'il n'y ait quelque chose meslee du propre. L'edification du prochain, est soubz l'honneur de Dieu, la fin seule du preconisateur : laquelle cessant, aussi doit il².

« Pesez, Madame, quelle chose peult, par la fin que desirez, advenir, en laissant ou continuant l'affaire encommencee, et trouverez que chevalier fuyant peult par après plusieurs fois batailler, et le mort non. Il est pis que mort qui est scandalisé et descrié. Saint Pol aymoît mieulx mourir que sa gloire fust evacuee (I Cor. 9, 15), ce qui adviendra au chevalier de Dieu quant au monde auquel est envoyé pour batailler, s'il persevere au combat qui s'offre. Duquel, sinon par gré, faudra par force qu'il se retire. Et plus l'on le cuydera boulevarder et donner secours pour empes-

1. Le manuscrit donne *promise*.

2. L'edification du prochain doit être le seul but du prédicateur, subordonné toutefois à l'honneur de Dieu. Quand ce but n'est plus à atteindre, la prédication doit cesser.

cher le combat qui luy est obstinement préparé, plus sera descrié, vaincu et confuz à la fin que pretendez.

« Je desire que le secours du roy, de Madame et de vous se difere à trop meilleur effect, où Dieu vous a reservez. Madame, s'il est impossible de unir le mercure et empescher qu'il ne s'en fuye quant on gecte audedans une pierre, et aussy de retenir et delaier le vol d'une compaignie de pigeons ou d'estourneaulx, qui tirera au meilleu d'eulx, trop plus de contenir un troupeau de brebis effarouchées par le cry de leur pasteur ¹. Excommunication est foudre effarouchant populaire. La prudence est caller, n'entreprendre ou continuer l'œuvre dont l'issue n'est honnorable ne volue. Je me suis quelque fois persuadé que raison et honnesteté deust contraindre nostre honneur à se contenter et dissimuler, voiant les predications commancees, y nectant le roy la main ², et ce pour obvier au scandalle ³.

« Vous ayant Dieu donné plus grand grace, en debvez supporter l'imperfection, et ne permectre que, en cuidant combattre contre celluy contre lequel vostre magnanimité ne se doit armer, que combattez vostre bien aymé, le doulx Jesus, qui vous embrasse par multitude de dons et graces : lequel a permis l'affaire regardant s'il y aura en vous aultre vivant que luy. Pesez en sa balance, quelle peult estre la fin de ce combat, s'il persevere. Il vous donne par sa bonté assez de lumiere pour en prevoir les esclaz, et par ce vous garder qu'ilz ne vous facent ennuy : qui ne peult vous venir que d'autant que son honneur seroit foulé, suractendant sa longanimité longtemps à le reparer, n'ayant voullu plustost que en après sa mort estre gloriffié et toute sa vie appeté, désiré et soustenu opprobre, confusion et ignominie. *Quoniam propter te sustinui opprobrium, operuit confusio faciem meam* (Ps. 69,8) ⁴. »

Le lendemain Briçonnet reprenait la plume et écrivait encore :

« Madame, vous ayant assez amplement par le procureur de

1. Le manuscrit donne *pasture*.

2. Ceci confirme notre hypothèse que maître Michel était un des douze prédicateurs envoyés par la Régente.

3. La phrase continuait par *meuz*; mais en tournant le feuillet le copiste a sauté quelques lignes, et reprend ainsi au haut de la page : « puis qu'il ne le craint ou ne le voit, je ne puis croire qu'il le desire. »

4. Lettre LXXXVII. Manuscrit, fol. 291 b-292 b. Du 23 février 1524. Herminjard, I, 198, n° 93.

Berry hier escript, continuant l'advis de monsieur vostre chancelier que avez peu voir par aultres deux lettres, craignant le cautaire potencial que m'escripvez debvoir estre applicqué sy le remede n'estoit prompt, vous supplie derechef tres humblement qu'il vous plaise estre contante de suractendre l'actuel. Le cautaire du monde est potencial, celluy de Dieu est actuel; la possibilité est du monde, et l'action de Dieu...

« Vous direz, Madame, qu'il y a en ce corps guery quelques membres rogneux et febricitans. Je le croy. Mais il en doibt desplaire aux sains, qui¹ doibvent compatir et ne permettre de les couper pourtant; car tant qu'ilz sont inserez au corps et sensibles, l'on ne doibt se deffier que l'actente de la vie signifiant le corps soit oisive. Abstinence, jeunes et austerité de vie des membres sains avec priere solicate peult moult cooperer à la restitution de leur santé. Tel est le recipé que nostre grand medecin, prevoiant la facilité de nostre cheute, nous baille et laisse par escript au 34^e pseume² du livre des receptes medicinalles, où il dict, l'ayant premierement en luy praticqué et experimenté: S'il se lieve quelques faulx tesmoings qui vous interroguent, examinent et accusent de chose que ne feistes jamais, en vous rendant mal pour bien, voulant le fruict de vostre ame estre sterile, — s'ensuict la recepte : en ceste molestie et travail qu'ilz vous donnent, vestez vous de la haire, humiliez vostre ame par affliction en jeunant, sans intermission de prieres. Lesquelles ne peuvent estre perdues : car s'elles ne profitent aux membres malades, retourneront en accroissement de santé aux aultres. Et s'ensuict, qu'il fault complaire aux membres malades comme prochains et freres. Plourez et vous contristez par affliction comme sy, en les perdant, on se perdoit soy mesmes. C'est la substance de la superexcellente medecine contenue ès 13. 14. 15. 16. 17 versetz dudict 34^e pseume, qu'il fault ordinairement imprimer en nostre coeur et bien louer l'excellence du grant et seul medecin qui, enyvré d'amour, s'est faict medecine et cautere actuel pour la santé et guerison de ses membres.

« Le medecin seroit trop à reprendre qui osteroit l'emplastre de vie pour y mettre celle de mort. Puisque nous voions, Madame, et experimentons en nous, l'effect singulier et excellent de la medecine de vie estre en longanimité et suractente pour ne vouloir rien perdre : assez nous est donné à congnoistre que le temps pourvoit souvent

1. Le manuscrit donne *qu'ilz*.

2. Le 35^e selon les Hébreux.

aux affaires des despleurez et desesperez par les hommes, et que pour maladie, combien que vehemente, venue à l'ung des membres, ne le fault pourtant coupper. A ceste cause est venu nostre doulx et debonnaire medecin, non pour perdre, ce qu'il eust peu faire, car n'y avoit nul membre sain, ne pouvoit avoir s'il n'eust fait son chef d'oeuvre; mais pour guerir et saulver, ce qu'il a faict par le moyen de la recepte que dessus, que vous supplie visceralement qu'il vous plaise, Madame, appliquer au membre patient, par compassion d'autant plus grande qu'il tend à insensibilité, se ne le secouriez et aydez. Et ne veult charité, pour secourir un membre, en perdre l'autre, mais secourir et aider au plus patient.

« Il y a des receptes communes qui se vendent en toutes les boutiques, bonnes en soy, mais bien dangereuses et tres souvent mortelles, s'elles ne sont prudemment circonstanciées et deüement appliquées : c'est assavoir, l'honneur et zelle de Dieu, le bien de la chose publicque tant d'Esglise que temporelle, le scrupule de conscience, et semblables drogues dont chacun se veult ayder, qui sont souvent beneficquement distribuées. L'application indiscrete en est mortelle. Saichant la grace que la bonté divine vous subministre, suis asseuré que ne meclerez l'emplastre au talon, qui doit guerir l'oeil,... vous suppliant temporiser, et verrez l'effect grandissime du cautaire actuel se descouvrant quant et comment il luy plaira.

« Sy les marchans et gens qui vivent en administracion et distribution du monde n'ont chose sy chere que le credit et la foy qu'ilz ne vouldroient perdre pour mourir, *et* n'est rien qu'ilz ne facent pour le confermer et garder : plus doibvent les distributeurs evangeliques, et ne contaminer la semence divine. A ceste cause, au chef des articles de leurs instructions, leur est enjoinct laisser les lieux où ne seront receuz, et secourre la pouldre de leurs piedz. L'on peult dire qu'il est receu. L'on respond que à aultre n'appartient à envoyer evangelizer que à l'espoux ministerial qui seul peult recevoir ou regecter¹.

« Sy chacun estoit vray ministre de l'espoux, vous ne seriez en ceste peine. C'est la racine dont vient la maladie incurable, à laquelle sy ne pourvoiez, pour neant travaillez à cuyder nectoir et guerir les branches. Dieu me doint la grace de ne cesser vous

1. En effet, d'après le récit de Farel, la population de Bourges, et même le clergé, avait accueilli maître Michel avec transport, mais Briçonnet revendique pour l'évêque, l'espoux ministériel, c'est-à-dire le représentant par ses fonctions du Christ, le droit exclusif de permettre ou d'interdire la predication dans son diocèse.

importuner, jusques ad ce que soyez le moyen vers le roy et Madame que ordre y soit mis. Et suractendant qu'il plaira à la bonté divine y pourvoir, vous supplie derechef, Madame, en l'honneur de la passion de nostre Seigneur, gardez qu'il ne se fasse, en cest affaire, chose qui puisse engendrer scandalle, dont Dieu soit offensé et son serviteur decrié. Vous congnoissez qu'il en est peu de telz. Ung mois est bien tost passé. S'il ne presche là, ne sera ailleurs infructueulx, et sera tousjours sa monnoye bien receüe¹. »

Nous avons cité longuement, mais rien ne caractérise mieux les tendances de Briçonnet que ces deux lettres. S'il met tant d'insistance à prêcher la patience et le support, ce n'est pas par pusillanimité, mais par conviction. Il répugne aux mesures subversives; car il n'en attend aucun profit pour la régénération de l'Église qu'il appelle de tous ses vœux. Le scandale, naissant du conflit entre l'évêque et le pouvoir civil, ne peut qu'effaroucher les âmes simples qu'il s'agit d'attirer. Loin de rejeter la tradition hiérarchique, c'est sur elle que Briçonnet se fonde. Malgré l'indignité de quelques membres, l'institution de l'Église lui paraît une chose sainte et bonne en elle-même. Il en garde le respect, et c'est précisément pour cela qu'il voudrait la ramener à sa pureté primitive. Les prédications sont commencées, le roi les favorise; la semence lèvera d'elle-même sans secours humain.

En défendant la chaire à maître Michel, l'archevêque de Bourges peut avoir commis une méprise, et on peut le regretter. Mais de fait il était dans son droit. Personne ne saurait le contester, Briçonnet moins qu'un autre. Car lui-même revendiquait hautement pour sa personne le privilège de conférer ou de retirer la mission de prêcher et d'instruire dans son diocèse. C'est en raison de ce droit que, le 13 décembre 1523, il avait rappelé à son clergé les statuts de ses prédécesseurs qui enjoignaient aux curés, vicaires, etc., de ne permettre à personne, de quelque état, ordre et condition qu'il fût, ou de quelque part qu'il vint, de prêcher dans

1. Lettre LXXVIII. Manuscrit, fol. 292b-294a. Du 25 février 1524. Herminjard, I, 200. n° 94.

leurs églises, saul aux cordeliers de Meaux¹, ou qu'il fulminait un monitoire au sujet des « paroissiens qui se faisoient administrer les sacremens tant au couvent des Cordeliers qu'en d'autres maisons de religieux qui n'ont aucune charge des ames et toutesfois ont attempté de leur departir les sacremens contre la deffence des Canons et Statuts apostoliques² ».

Les paroles de Briçonnet ne demeurèrent pas sans effet. La réponse de Marguerite l'atteste :

« Sy je ne sçavois que le triumphe de la croix est le contraire de l'opinion des hommes en Adam : comme fille d'Eve que trop je suis, vous pouvez penser quelle peine porteroit ame, esperit et corps de l'indigne du nom de mere. Mais estant seure que celluy qui n'est jamais separé des siens, est trop plus près de vous en tribulacion que consolacion, tellement que luy triumpfant en vous, vous resjouist en peine, vous allege en travail et fortiffie en tourment, en sorte que je ne double que luy qui est votre patience, force et esperance ne triumphe en vous sur la gresle rouge d'aspres charbons qui pour l'invention du malin sont allumez à devorer voz chairs, menger ce costé rosty et tourner de l'autre, affin que la vie tant desirée ne soit par glorieuse mort donnée : et se rist en vous la sapience divine, se mocquant des ennemys qui n'ont puissance de nuire, sy de plus hault n'estoit permis. Mais voiant tousjours devant vos yeulx la premiere et seulle cause, vous faict doucement et pacientement supporter ce qui est assez pesant (sans luy) pour vous tuer. Vous regardant ainsy cloué en ceste croix où vostre chef vous donne congnoissance que vous estes ung de ses membres, estant en vous et vous en luy sy bien crucifié à cloux de toutes contradictions, et voy que j'ay matiere avec la vierge, seulle mere de Dieu, de ne laisser pour les douleurs exterieores de me resjouir, croiant ce que Dieu faict au dedans : toutesfois ne suis je sy parfaicte que saint Pierre qui, pressé des persecutions de son maistre, mist la main au glayve, ignorant le tres grant bien qui procede de tres grant peine : Parquoy, desirant par ignorante affection vous soulaiger et, par foy de la grace de Dieu en vous, vous y compaigner, vous prie de n'estre si avaricieulx de boire tant de ceste eaue amere

1. Herminjard, I, 171.

2. Guy Bretonneau, *Hist. général. des Briçonnets*, p. 195, donne le monitoire sans date.

dulcifiée par le vertueux bois, que n'en vueillez departir à celle qui... volontairement se gloriffiera de pouvoir estre vostre Simon¹. Vostre trop inutile mere, dont il me desplaist, Marguerite². »

Cette lettre est la réponse aux deux messages de Briçonnet, dont huit jours seulement la séparent. On voit que les argu-



MARGUERITE DE NAVARRE EN COSTUME DE PENITENTE.

(*Miroir de l'âme pécheresse*).

d'après une miniature du Livre d'Heures de Catherine de Medicis.

ments du prélat ont fait impression. Ses exhortations, et plus encore son exemple ont fait comprendre à la princesse que les voies de Dieu ne sont pas nos voies. et qu'il peut y avoir présomption à obéir aux transports de son zèle au lieu de se

1. Simon de Cyrène, qui porta la croix de Jésus.

2. Lettre LXXXIX. Manuscrit, fol. 29^{1ab}. (Avant le 9 mars 1521.)

soumettre en patience à l'épreuve. Le mouvement de Pierre qui porte la main au glaive pour défendre son maître, pour généreux qu'il soit, n'est pourtant qu'une impulsion humaine, non l'œuvre de la charité et de la grâce. Aux yeux du chrétien, c'est une imperfection.

Rebuté dans le Berry, maître Michel ne devait pas être en peine de trouver un autre champ de travail. Le duché d'Alençon s'offrait, et nous savons en effet qu'il y déploya également son activité missionnaire¹.

Quant aux nouvelles tribulations de Briçonnet auxquelles Marguerite fait allusion, cette âpre grêle de charbons rouges lui venait de la part des cordeliers dont la haine s'envenimait et se portait aux derniers excès. En dépit des actes les plus manifestes de l'évêque, malgré les décrets synodaux solennellement publiés, les cordeliers ne cessaient de répandre que les erreurs de Luther étaient prêchées dans son diocèse et qu'on y soutenait ouvertement les doctrines de l'hérésiarque, méprisant le culte des saints, contestant la virginité de Marie, niant le purgatoire et rejetant les prières pour les trépassés. Cela se disait en chaire, en plein Paris; et quand le roi en fut informé et voulut savoir la vérité, on eut soin d'éloigner le coupable, disant qu'il s'était enfui, mais que l'ordre se chargerait de le punir. C'était le commencement de la guerre de calomnies qui éclata en scandale l'année suivante, et finit par la citation de l'évêque devant le Parlement².

1. L'activité de maître Michel dans le duché d'Alençon est mentionnée par Farel (2 avril) et par Lefèvre (6 juillet). Ce dernier le nomme *ducatus Alenconiensis apostolus*, et parle d'un attentat contre sa vie que des prêtres auraient récemment comploté, mais qui aurait tourné à leur propre confusion; ou était-il dirigé contre le compagnon de sa mission, Jean Mesnil? Herminjard, I, 222. Comp. *ibid.*, 437.

2. L'inimitié remontait aux premières années de l'épiscopat de Briçonnet. Sa tentative de réformer la prédication dans son diocèse donna lieu aux premiers conflits. En 1524, il se contenta de répondre aux calomnies par quatre sermons tenus lors de sa visitation de Pâques dans les quatre églises paroissiales de Meaux (29 mars). Mais l'année d'après, le gardien des cordeliers de cette ville eut l'audace de faire le dimanche après la Fête-Dieu (18 juin), à Meaux même, une sortie des plus indécentes contre l'évêque. Cette fois-ci Briçonnet ne se contenta pas de répondre le dimanche suivant, mais il cita le coupable devant son official. L'assignation était pour le 2 août. Le père gardien non seulement interjeta appel

L'année 1524 ne fut pas seulement pour Brignonnet, mais aussi pour la famille royale, une année d'épreuve. Maladies et deuils se succédèrent. La première frappée fut la mère du roi. La nuit du 9 au 10 mars, elle fut prise d'une violente fièvre accompagnée de malaise qui donna de vives alarmes. Ce n'est que la crise passée que Marguerite put en informer Brignonnet.

« Vous priant, écrit-elle, que vous et ceux que vous aymez vueillez avoir pour recommandee Madame qui prist mercredi de nuyet une grosse fiebvre continue, douleur extreme de costé, de teste, d'estomach et ratte, de sorte que d'avoir son alaine n'en estoit question, ne de dormir, boire ne menger. Mais tout à ceste heure, vous escripvant, l'on m'a dict qu'elle commence à suer : qui estoit la fin des medecins. Celuy seul qui est le vray medecin a la main puissante et douce pour y pourvoir plus paternellement que mon indiscrete priere ne doibt presumer luy demander. Mais eroiez qu'il n'est loing d'elle, car il monstre bien qu'il est la patience des malades. Et croy que, se luy plaisoit l'attirer à luy, qu'elle ne desire aultre chose, et a tousjours dans la bouche : *cum ipso sum in tribulatione*¹. Et n'estoit la tranquillité que je vois avoir en son esperit avec Dieu, je ne pourrois porter la multitude et vehemence de ses douleurs, dont après ceste sueur j'atendz l'issue : dont ne faudra vous advertir vostre inutile mere M.². »

François I^{er} était venu à Paris pour stimuler le Parlement et le presser de poursuivre avec plus de vigueur et de sévérité le procès contre les affidés du connétable. Le 10 mars, il avait ordonné une procession solennelle, qu'il suivit à pied avec toute la noblesse, pour demander à Dieu de dégager l'armée d'Italie de la situation critique où elle se trouvait. Enfin, il obtenait de l'Hôtel de ville un prêt de cent mille

au Parlement, mais il essaya d'intéresser la Faculté de théologie à sa cause (séance du 1^{er} août). Le procès traina jusqu'en 1526. Voir l'analyse qu'en a donné M. S. Berger au t. XLIV du *Bulletin* (année 1895). Bulaeus, *Hist. Univ.*, Paris, VI, 173. L. Delisle, *Notices et extraits*, t. XXXVI, 379. Et les extraits d'un mémoire que le secrétaire de l'évêque a dû dresser en vue de ce procès, communiqués par Guy Bretonneau, *Hist. général. des Brignonnets*.

1. Ps. 91, 15.

2. Lettre XC. Manuscrit, fol. 296b.

écus pour cette guerre, lorsque la maladie de sa mère le rap-pela soudain à Blois¹.

Brignonnet, à ce moment, n'avait pas encore reçu la lettre de Marguerite que nous venons de lire, mais seulement celle où elle s'offrait à être son Simon de Cyrène et à porter pour lui sa croix, « combien que delicate et ployant soubz la sienne ». Le prélat y répondait le 16 mars :

« Madame, ayant receu voz visceralles et plus que maternelles lettres, me suis persuadé que la visitacion faicte par le grant et debonnaire medecin à Madame est depuis survenue, ou non telle qu'estoit le bruyt. Car ne cuide que fussiez sy gourmande que n'en voulsissiez *distribuer* où sçavez ne debvoir estre celee. Helas, Madame, à la verité il n'estoit possible d'avoir lettres plus efficaces de la publication que le partement soudain du roy, qui a navré le coeur de plusieurs pour son absence procedant de telle cause, que ne seroient à leur aise qu'ilz ne sachent la guerison.

« Croiez, Madame, que oncques roy ne feust sy bien veu ne voulu en Paris, ne luy mesmes cy devant, que l'a esté à ce saint voiage. Pleust à Dieu qu'il m'eust cousté plus que ne despenderay de l'an, et qu'il en eust autant faict ès aultres villes insignes : il en seroit fortiffié de deux cens mille hommes. Je ne l'escriptz par flatterie, Dieu le scet, et le roy le peult juger par ce qu'il a congneu audict Paris, ayant robbé et emporté par sa prudence et dexterité le coeur de chacun. Et combien qu'il semble que soie hors de propos, ne cuide qu'il y ait medecine sy efficace de la guerison de Madame que la santé et prosperité du roy, auquel elle vist plus que en soy, et vous ensemble en luy, et elle et luy en vous deux. Dieu, par sa grace, vucille longuement tenir la queue de sy noble treffe par union en son amour... Et ne permectra, s'il luy plaist, division de son dict treffe, ne le royaume estre orfelin de la bonne Dame et mere, et experimenter la perte de l'irreparable que les saiges prevoient ; mais les folz ne congnoissent le bien que par l'absence et privation d'icelluy.

« Madame, voullant la plume tirer en la mer de consolacion... est presentement survenu le poste apportant nouvelles certaines de la guerison de Madame, et ce a faict baisser la voile, retirer mes avirons, et convertir pleurs et doeuil en joye et consolacion, remer-

1. Mignet, *Rivalité*, I, 172. — Brignonnet assistait à la procession. Voir Félibien, *Hist. de Paris*, II, 950.

ciaut l'infinie douceur et bonté qui a regardé en pitié le pauvre royaume. Il est increable l'ennuy que plusieurs ont porté, car après le roy, que Dieu par sa garde preserve, n'ont rien sy cher que la vie, santé et prosperité de Madame¹. »

Le lendemain Briçonnet recevait la lettre de Marguerite et reprenait la plume :

« Ayant, Madame, seulement ce matin à dix heures receu voz lettres qu'il vous a pleu m'escripre, eusse prins ung merueilleux ennuy..., veu l'extreme violence de la maladie de Madame que m'escripvez, s'aparavant n'eusse esté adverty par diverses lettres de sa convalescence et guerison qu'il a pleu à Dieu luy envoyer... Moulit m'a consollé congnoistre les verges venir de Dieu, veu la chanson qu'elle chantoit en sa tribulation... J'ay regret que n'y estois pour avoir eu part de la melodie. Je vous escriptz en verité, que plus gaiement l'eusse servye et servirois, et vous aussy, en semblable que en voz triumphes et prosperitez, se triumphe aultre chose peult l'on appeller que estre en tribulacion avec Dieu... Il vous plaira, Madame, commander à monsieur le prothonotaire que vous ay envoyé en partie à ceste fin qu'il m'en escripve ce que luy en ordonnerez à la verité. Car ne seray à mon aise que ne saiche la totalle guerison...². »

Fidèle à sa promesse, Marguerite ne manqua pas de renseigner Briçonnet sur la convalescence de sa mère.

« Mais, ajoute-t-elle, la touche de la puissante main a esté sy forte que de longtemps n'aura recouvert ce que en peu elle a perdu. Car de tous les corps tourmentez de divers et nouveaulx tourmens, le sien a passé ceulx dont les medecins disent avoir eu experience, et sans grandes medecines le seul medecin y a mis non de sa misericorde accoustumée, mais, me semble, une grace à noz gros yeulx terrestres visible et sy apparente, que les plus ygnorans congnoissent la paternelle bonté avoir besongné. »

« Vous n'oublierez, dit le post-scriptum, la seconde qui est tante; car j'ay secu que les medecins n'y ont plus d'espoir. Son partement debvroit estre à ses amis (*sic*)³. »

1. Lettre XCI. Manuscrit, fol. 295 *ab*. Du 16 mars 1524.

2. Lettre XCII. Manuscrit, fol. 299 *a*. Du 17 mars 1524.

3. Lettre XCIII. Manuscrit, fol. 299 *b*.

Agée de 26 ans à peine, la duchesse de Nemours se mourait en Savoie. Elle expira le 4 avril. Un court billet seulement nous dit la douleur que ce décès prématuré causa à Marguerite¹.

« La depesche qu'il a faillu faire selon vostre bon conseil me contraindra par faulte de temps à faire du porteur lettre : qui m'ennuye que ma propre main ne peult escripre. Il vous dira l'estat où il a laissé ceste compagnie, en laquelle j'espere bien tost avoir une heure de loysir à plorer, non celle qui a son desir accomply, mais celle qui n'a commencé à desirer. La fin est selon la vie. Sa fin estoit en sa vie, vous en scavez plus que moy, et puis mon imparfaicte foyblesse ne peult porter l'indiscretion d'amour. Parquoy, la recommandant à vostre immortelle memoire, va faire fin sur la fiance du porteur la vivante en mort M.² »

La troisième malade qui attendait l'heure de la délivrance était la reine. Elle aussi était restée seule. Le roi s'était rendu en Picardie pour prendre des mesures en prévision d'une nouvelle invasion des Anglais, dont les coureurs, l'année précédente, s'étaient montrés jusqu'à Compiègne et Senlis. Sa mère et sa sœur devaient s'être retirées ailleurs. Brignonnet, qui voulait venir voir les princesses, mais tenait surtout à obtenir une audience de la duchesse d'Angoulême, dépêcha son frère vers la royale patiente : « En attendant sçavoir vostre deliberation, écrit-il à Marguerite, j'ay envoyé monsieur de saint Malo pour visiter la soeur. Car je sçay bien que, où vous estes, ne pouvez sy tost venir³. »

Entre temps l'évêque de Meaux rédigeait une épître consolatoire sur la maladie et la convalescence de la mère du roi.

« Les prieres, disait-il, ont esté depuis converties en louenges qui se continuent, et feray tant que vivray en l'administracion qu'il a

1. Marguerite semble n'en avoir eu la nouvelle que les derniers jours du mois. Cette lenteur ne nous étonnera pas, si nous songeons que les princesses, qui accompagnèrent le roi à Bourges, ne surent la mort de la reine qu'en revenant vers Blois, donc près de huit jours après l'événement. Voir lettre CXV.

2. Lettre XCVIII. Manuscrit, fol. 307 b. Le porteur était le protonotaire.

3. Lettre XCV. Manuscrit, fol. 300 b. Du 10 avril 1524.

pleu à Dieu me soumettre, à ce qu'il luy plaise nous garder nostre bonne Dame et mere. Telle la tiens et ay toute ma vie trouvee. Mon adoption n'en diminuera vers vous. ayant elle esté le degré pour y parvenir et source de tout mon bien. Vous suppliant visceralement qu'il vous plaise me faire entendre par quelqu'un, auquel commanderez m'escripre, sa parfaicte convalescence... Car encores n'est mon coeur à repos, ne sera que ne sache sa totale guerison et santé que luy desire plus que à moy comme necessaire au paovre royaume, duquel est vraye mere ¹. »

Durant la maladie de la duchesse d'Angoulême les affaires courantes avaient passé par les mains de Marguerite et elle avait supporté cette charge inaccoutumée sans ployer. « Et en toutes ses affaires, que je scay naturellement estre à moy, sans singuliere ayde, importables, le tout puissant a soutenu le faictz pour moy, sans m'en sentir en corps ny en esperit. »

« Mais maintenant, continue-t-elle, que je vois le pressouer où vous estes sy peu aidé, que seul portez l'ennuy de plusieurs : crainte affectionnee que cest amer et impetueux torrent ne vous donne tant d'occasion corporelle, et que plus je crains subtraction des spirituelles consolacions, me contrainet à sentir ce que c'est que mere; car, pour avoir eu le corps sterile, n'en suis privee des douleurs qui me tourneroient à joye grande, sy après la peine pouvois y aider selon mon desir. Mais j'ay paour que mes pechez empirent le marché, et n'auray jamais repos qu'il ne plaise à l'infinie miséricorde me faire veoir la fin ². »

Assailli de difficultés dont les conséquences n'étaient pas à prévoir, Brignonnet tenait à s'assurer la protection toute puissante de Louise de Savoie. Il y vint la dernière semaine d'avril³; mais il dut remettre l'heure de l'audience. C'était un mécompte pour Marguerite, qui se voyait privée à regret « de la parolle desirée et tardive à recouvrer ».

« Mais quand je regarde, ajoute-t-elle, la peine que d'aulecuns

1. *Ibidem*, fol. 301ab.

2. Lettre XCIV. Manuscrit, fol. 300a.

3. Le 20 avril déjà, Lefèvre parle de l'absence de l'évêque. Lettre à Farel, Herminjard, I, 207. La résidence de Louise de Savoie devait être Amboise ou un des autres châteaux à proximité de Blois.

esprits ont à vouloir deviner l'occasion de vostre venue, je suis d'opinion de les mettre en repos jusques à ce que soyons à Bloys de retour, où vous viendrez faire la reverence à la mere de la mere, qui, je vous asseure, ne laissera, pour quelque deguisement que le malin sugere au cœur de ses ministres faire, de vous veoir volontiers. Car après avoir esté advertie que vous estiez à Bloys, m'a dict qu'à son restour elle vous verroit de bon cœur, non pensant que vinsissiez icy. Parquoy m'a semblé, veu le vouloir qu'elle a de vous veoir, pour le mieux, remettre ma consolation à l'heure de la sienne. Et me semble, après avoir visité tous messeigneurs les enfans, devez aller secourir la soeur. Excusez l'affection qui fait parler vostre inutile mère¹. »

Sur ces entrefaites arriva la nouvelle de la mort de la duchesse de Nemours, et Briçonnet reprit son office de consolateur.

« Vous voulant escrire, répond Marguerite, j'ay receu vostre lettre qui me donnera matiere de reposer ma main pour donner à l'œil l'exercice qui plus luy est necessaire. Mais, esperant ne faillir, après n'ay laissé vous envoyer ceste qui n'est que pour vous prier me mander le temps de vostre restour, à fin que je ne perde secondement ce que pour le premier m'a esté dur à porter. Car je ne pense que de huit jours ne partirons d'icy pour la foyblesse en quoy est Madame qui en nulle façon ne s'amende, comme j'espere par nostre prothonotaire vous feray plus au long entendre². »

Ce détail raviva les inquiétudes de Briçonnet; mais le 6 mai, Marguerite pouvait lui donner la nouvelle rassurante que Dieu « a donné santé à Madame, meilleure que je ne luy veiz jamais ».

1. Lettre XCVI. Manuscrit, fol. 306 b-307 a. La réponse de Briçonnet est du 27 avril. Briçonnet était donc venu au lieu où résidait la duchesse d'Angoulême. Celle-ci, ayant entendu qu'il était à Blois, avait dit qu'elle l'y verrait volontiers à son retour, et Marguerite pense qu'il ne faut pas insister pour une audience immédiate à cause des malveillants qui glosent sur la présence de Briçonnet, mais faire sa visite aux enfants de France et retourner à Blois pour assister la reine toujours malade.

2. Lettre C. Manuscrit, fol. 309 b-310 a. Le séjour des princesses loin de Blois devant se prolonger, Marguerite suppose que Briçonnet reviendra là où elles sont, et compte ne pas manquer une seconde fois sa visite.

« Dont je le loue; car luy seul a esté si visiblement son medecin que nul n'y auroit excuse d'ignorance : vous asseurant qu'elle vous verra volontiers. Et hier, jour de l'ascencion, luy montray la lettre de l'ethiope escripte dedans un petit livret, en quoy elle print fort grand plaisir. Le roy doibt venir demain. Incontinent qu'il sera arrivé, vous envoiray le prothonotaire. Mais soit à Bloys ou icy, il me semble que partir lundy, pour nous venir icy visiter, est le meilleur que vous peult conseiller et pour soy desirer vostre inutile mere Marguerite¹. »

Cette lettre de l'éthiopien est l'épître consolatoire de Briçonnet sur la maladie de Louise de Savoie; nous l'avons mentionnée au 10 avril. C'était une attention délicate de la part de Marguerite de préparer ainsi un accueil bienveillant à l'évêque de Meaux.

Enfin Briçonnet obtint son audience².

« Madame, écrit-il après son retour, desir ne se diminue par absence... Ayant laissé Madame, combien que graces à la bonté divine guerrie, foible toutesfoys, ne seray à mon aise que n'aye certitude — et par vous, car aultres ne me peuvent contenter — de sa totale et parfaicte restitution après le changement de l'aer, que presume luy avoir esté salutaire, et le travail plus que le repos corporel³. »

La cour s'était transportée à Tours, où elle passa le mois de juin alternativement avec Amboise. Marguerite n'avait pas attendu la lettre du prélat pour se plaindre de la longue attente et demander la reprise de ses distributions.

« Et si l'esprit, congnoissant en vous, a parfaict l'oraison donnée du pere par le filz [c'est-à-dire si vous avez achevé la méditation sur l'oraison dominicale], sans oublier l'épistre de saint Denis dont Madame a desir, je vous en demanderoye volontiers (sans

1. Lettre CII. Manuscrit, fol. 311a. Du 6 mai 1524, lendemain de l'Ascension.

2. Vers l'époque du retour de Briçonnet, le 24 mai, le feu, mis par des incendiaires, ravagea la ville de Meaux et en mit le tiers en cendre (Félibien).

3. Lettre CIV. Manuscrit, fol. 311ab. Du 13 juin 1524.

craincte de reffus) le double : vous advertissant que la bonté infinye n'a seulement volu par vostre visitation consoler les desolez, mais unir plus intimement les coeurs des mariés¹. »

A l'époque où nous sommes parvenus, Marguerite avait trente-deux ans et Charles d'Alençon achevait sa trente-cinquième année. Si leur union, après quinze ans de durée, avait une ombre, c'est qu'elle était restée sans enfants. A part cela, rien ne nous autorise à la considérer comme un triste veuvage de cœur pour Marguerite. Une chose pouvait toutefois resserrer les liens entre les deux époux, c'est d'avoir éprouvé en commun ces émotions religieuses qui tenaient une si grande place dans l'existence de la duchesse. Ce fut un des fruits de la visite de Brignonnet.

On lira avec intérêt cette page de sa réponse, où il compare le mariage à l'union de l'âme avec Christ, son vrai époux, qui la détache de tout autre amour, « comme par emulation faict le mariage charnel, qui n'est que l'ombre, separant toutesfois et divisant les conjointz de toutes affections jusques à la naturelle, qui est pere, mere et soy mesmes, pour se unir à sa partie, en faisant non seulement de deux corps ung, mais qu'il n'y ait aussi entre eux que ung cœur, vouloir, desir et affection ».

« Et veoiant, Madame, ceste verité luyre au vostre, y ay tousjours prins merueilleuse consolation, rendant graces à la superceleste bonté que l'union de plus en plus s'accroisse, comme il vous plaist m'escrire. C'est la chose de ce monde que plus vous desiré. Eslevez vostre esprit, Madame, en veoiant ce doux seigneur et bon prince que Dieu vous a esleu pour mary tant vous aimer, qu'il n'a plaisir, joye ne consolation que en la vostre, ennuyé de vostre ennuiet, vivant en vous plus que en luy et complaisant en toutes choses, vous ayant donné et l'esprit et la vie qu'il voudroit mettre pour la vostre; la grand douceur et debonnaire honnesteté en laquelle a vescu sans interruption et vit avec vous, autant ou plus disposant de luy que de vous, et le sçachant mary, et par ce estant l'ombre et figure de Dieu et vous de l'ame, son espouze : considerez quelle est l'amour du doux Jhesus vers sa bien aymee si che-

1. Lettre CIII. Manuscrit, fol. 316 b.

rement par sa mort et pretieux sang sans pris acheteé, quelle est sa providente sollicitude de la garder, veiller et douer de tant de dons et graces. Helas, ce seroit grande ingratitude de les mescongnostre, et plus ne tenir compte de tel amy.

« Je sçay que à l'amour de monseigneur vostre mary avez respondu et satisfait comme encore faictes par amour reciproque, et souvent plus la femme que le mary s'aequite. Mais en celle de Dieu, hélas ! Madame, nous tresbuchons bien lourdement, et est certain que n'en avez aproché ne ferez. Puis qu'ainsi est que sçavez l'impossibilité, fault que d'autant plus vous efforcez à suppleer en son ombre ce que ne pouvez à vostre verité, et ce, pour son amour et honneur; et ne fais double qu'il ne pregne en payement le par sus *que* ferez, combien que mary et femme ne peuvent trop s'ayer. Par tout y a excès, fors que en amour que Dieu a establee. Bien est malheureux et diabolique qui la sépare¹ ! »

Brignonnet venait de découvrir une veine presque inépuisable. Des considérations sur le mariage envisagé comme figure de l'union avec Dieu et comme sacrement, il se laissa insensiblement entraîner à une exposition mystique de la Genèse, qui nourrit la correspondance jusqu'à sa brusque interruption. Jamais son inspiration n'avait été si soutenue; quelques-unes de ses lettres sont de véritables traités.

Cependant les temps devenaient difficiles. La question religieuse, latente jusque-là, touchait à la période de crise aiguë où la direction échappe aux modérés pour passer aux mains des violents, où l'extrême audace d'une part provoque la répression à outrance de l'autre. De tous côtés surgissaient des prédicateurs évangéliques avec ou sans mission et, à tort ou à raison, on considérerait l'évêque de Meaux comme leur inspirateur et la duchesse d'Alençon comme leur protectrice.

Sous l'impression d'une lettre d'Ecolampade, le savant réformateur de Bâle, Brignonnet avait chargé Gérard Roussel

1. Lettre CV. Manuscrit, fol. 314b-315a. Du 14 juin 1524. — Naturellement Brignonnet étend son adoption au duc, promettant de porter à tous deux « honneur, amour et reverance comme doibt filz à si bons et doux pere et miere. Suppliant le superceleste pere vous en donner de charnelz, ce que desire, vivant en ferme espoir qu'il vous visitera en sa gloire, fructifiant à son honneur ».

d'exposer chaque matin les épîtres de Paul au peuple, hommes et femmes, non sous forme de sermons, mais d'explications familières au courant de la lecture; et il avait commis le même soin à des hommes de confiance pour les autres paroisses du diocèse. Il est certain que tous ces prédicateurs n'avaient pas la modération de l'évêque, et ne tempéraient pas également l'ardeur de leur zèle. Certains articles publiés à Meaux encoururent la censure; Martial Mazurier, curé de Saint-Martin, et Pierre Caroli, curé de Frênes, docteurs en théologie tous deux, furent obligés de se rétracter. Peu après, sur la requête de Lizet, avocat du roi, quatre arrestations furent ordonnées à Meaux, dont une seulement put être exécutée. D'autres informations encore se poursuivaient, de sorte que, sans la grande influence de Briçonnet et la protection de la sœur du roi, on ne se serait pas senti en sûreté à Meaux¹.

De tous ces événements, notre correspondance ne porte aucune trace. Une seule fois, une allusion un peu significative échappe au prélat. Marguerite se plaignait que les consolations de l'évêque s'étaient faites rares depuis la guérison de Madame.

« Si pitié vous a esmeu, écrivait-elle, durant le temps que la douce patiente nous faisoit ung peu gouter de son pain sans nous laisser tomber en ennuy de l'amertume, encores plus le doit elle faire quand nous mençons cendres comme pain. Nous petis crions, et nul ne le nous rompt. Et qui plus est, les iniques nous racomptent fables, et non point comme est la loy. Je ne scay que dire, sinon, suspendant tous instrumens de joye aux saules, plorer sur le cours de l'affluence des eaues, en recordant les graces de Dieu en Syon; car je congnois qu'il est trop difficile de chanter les cantiques de Syon en terre estrange². »

L'évêque répond :

« O que delicates ames, qui ne peuvent rien avaler qui n'ait esté beluté par le delié, fin et dernier sac de extreme examination, sont

1. Lettres de J. Lefèvre et G. Roussel à G. Farel, du 6 juillet 1524. Herminjard, I, 222, 235.

2. Lettre CVII. Manuscrit, fol. 330a.

bien estonnees quand ne trouvent que cendres qui ne peuvent coherer en unyon ! *Cependant* crient à haulte voix, demandant le pain qu'ilz souloient trouver à toutes heures chaplé et venant tout chault de la fournaise d'amour en telle opulence qu'ilz en pouvoient distribuer ailleurs, et de present ne trouvent qui le leur presente et divise. Car il n'y a que cheveches (*chouettes*) en la maison de pasture. Le cous-teau est pis que rouillé qui souloit leur departir le pain. Et qui plus les contriste et met en extreme desespoir, ont ouy prohibition publique des Philistiens qu'il n'y eust en toute la terre d'Israel un seul favre forgeant fer, pour leur oster peu à peu l'usage du glaive et de l'acier, de sorte que tous ceulx qui veulent esguiser jusques à la coignée, houe, besche ou soc de cherrue, fault qu'ilz voysent aux Philistiens. »

N'est-ce pas exactement la situation faite en France aux amis de l'Évangile par l'arrêt du Parlement qui interdisait toute publication théologique sans l'approbation préalable de la Faculté¹ ?

« O dure servitude et d'increable ruïne, continue l'évêque, que l'on ne puisse que par ceux qui trespachent et sont en double ruïne (ainsi se interprete Philistin) avoir glaive ou l'esguiser ! Et tellement procede lache servitude que, lorsque Saul fust esleu roy et qu'il faillust aller en guerre, ne se trouva en toute la terre d'Israel lance ou espee que en la main de Saul et Jonathas, son filz. Je sçay, Madame, que en l'esprit de Dieu prophetisez et craignez ce advenir aux vrayz luctateurs et dominateurs de vices (ainsi l'on interprete Israel, ou voyant Dieu), et par vos lettres vous plaignez... et demandez ayde et secours². »

Mais ce n'était que le commencement des épreuves. La guerre, loin d'être finie, allait reprendre et se précipiter vers la catastrophe que personne ne prévoyait encore. Le printemps s'était passé en négociations. Enfin le connétable traversa les Alpes et franchit, le 1^{er} juillet, la frontière vers la Provence³.

1. Voyez les lettres de G. Roussel à Farel et Ecolampade. Herminjard, I, 234, 278.

2. Lettre CIX. Manuscrit, fol. 329^{ab}. Du 27 juin 1524.

3. Mignet, *Rivalité*, I, 491.

Dès le 25 juin, Briçonnet parle du glaive de l'ire de Dieu qui est élevé et visible à chacun, et rappelle la nécessité de demander aide et secours à Dieu en toute humilité¹. Et deux jours plus tard il insiste encore sur ce point, qu'il ne suffit pas de s'aider soi-même, qu'il faut d'abord s'assurer l'assistance du Seigneur. « J'aymerois mieux, dit-il, estre avec Jonatas et son gendarme, et avec Gedeon et trois cents hommes esleuz que avec cent mil Angloys, Allemans, Espaignolz et Ennuyers². »

Ayant passé le Var, le duc de Bourbon avait établi son camp à Saint-Laurent pour attendre le reste de ses troupes qui franchissaient les Alpes, et l'artillerie que la flotte espagnole et génoise devaient amener par mer. Au moment où le débarquement allait s'opérer, André Doria, commandant au service de François I^{er}, fondit sur les navires ennemis, les força à la retraite et fit échouer trois galères, que l'intrépidité de Bourbon sauva du pillage³. La nouvelle assez surfaite de ce succès provoqua une grande joie à la cour.

« Si ceste compagnie, écrit Marguerite, après avoir eu de l'ennuy plus que là deshors ne monstroït, voyant celui qui desire du roy et du royaume la mutation venoit en dilligence et grosse puissance, et nous mal encores en ordre, a eu plaisir et joye d'avoir entendu que l'armee de mer a repoulsé la leur, recouvert l'artillerie et prins les principaux : donc, à ce matin, en procession sommes tous allés rendre graces à celui seul à qui elles sont deuës⁴. »

Bourbon, que ce petit incident n'avait guère retardé, avançait cependant dans l'intérieur de la Provence sans trouver de résistance. Le 8 août il faisait son entrée à Aix, et le 19 il venait mettre le siège devant Marseille.

François I^{er} partit de Blois, où il laissait la reine plus gravement malade qu'il ne pensait. Sa mère et sa sœur l'accompagnèrent jusqu'à Bourges, où il fit son entrée le 23 juillet.

1. Lettre CVIII. « La guerre est damoiselle dont la queue est moult longue, qu'elle traine sans estre portée. » Fol. 323a.

2. Lettre CIX. Manuscrit, fol. 327a.

3. Mignet, *Rivalité*, I, 193.

4. Lettre CX. Manuscrit, fol. 330 ab.

L'ayant quitté pour revenir à Blois, elles apprirent en route la mort de Claude de France survenue en leur absence, le 20 juillet. Sous le coup de l'émotion, Marguerite revient demander à Briçonnet ses consolations habituelles.

« Parquoy vous prie en ce temps dict tribulation, que myeux se doit le contrere sentir : veoiant la fin des labeurs, et douleurs importables finiz, et le repoz de l'ame eternal de celle que Dieu nous avoit donnee à royne; de quoy se peult dire ce que de nulle aultre, avoir laissé au royaume les plus beaux dons dont soit memoire, c'est bonne renommee des vertuz, graces et bonté dont Dieu l'avoit douée; lignee telle que au souhaict d'ung chacun n'eust sceu estre plus belle et parfaicte de troys filz et troys filles, et pour la fin faire conclusion suivant le cours de sa vie, remettant toute ordonnance de son testament en la main de son seul très aymé mary, le faict son executeur, luy donnant la duché de Bretagne et après sa mort son filz aîné pour perpetuelle unyon en ce royaume; confessee et enuyllee, en bon sens et parolle jusques à la fin, s'en est allee, comme j'estime, en joye, laissant à ses amys tristesse telle, que j'ay grand paour que la santé de Madame s'en diminue de trop. Car faisant grandz journees pour retourner la veoir et servir, dont elle estoit partie contre son vouloir par la seureté que les medecins luy baillerent qu'elle vivroit encores plus de troys moys, ayant sceu en ce lieu de Herbault¹ la nouvelle, avec le travail du chemin et l'extremité de l'ennuy qu'elle porte increable, est venue à faire du sang comme en sa grand fiebvre par tous endroictz et telle quantité et esmoution que, s'il duroit, ne se pourroit porter. Mais j'espere que se tenant à repos de corps et esprit, nostre Seigneur la fortiffiera. D'autre part, le roy n'en faict moins, que nous laissames à Bourges. N'entendant la fin, mais veoiant qu'elle l'aprouchoit, feist ung merveilleux dueuil, disant à Madame : Si je pensois la rachepter pour ma vie, je la luy baillerois de bon cœur. Et n'eusse jamais pensé que le lyen de mariage, conjoint de Dieu, fust si dur et si difficile à rompre. Et en larmes nous departismes, et n'avons eu nouvelles de ce qu'il en a sceu; mais je crains fort qu'il le porte à peine². »

La réponse de Briçonnet est une des plus belles, et certes la plus longue lettre du recueil; mais c'est à peine s'il y a une

1. Arrondissement de Blois.

2. Lettre CXV. Manuscrit, fol. 359 b-360 a.

ou deux phrases pour la reine défunte « qui a tant prolifié non seulement pour le royaume en fruit terrestre, mais au spirituel en exemplarité et parangon de vie en excellence de perfection autant que princesse qui feust de memoire d'homme¹ ». La pauvre reine, toute absorbée par les soins de la maternité, avait occupé une place si modeste durant sa vie.

Ce n'est pas le dernier chagrin qui attendait Marguerite.

« Vous rendant mal pour bien, écrit-elle à l'évêque en réponse à sa longue missive, où tant vous suis tenue de mercier Dieu et vous de la consolation que vostre lettre m'a donnée et donne, que j'ay leuë et si ne la tiens encores pour veuë : je vous voys departir de la douce tribulacion qu'il plaist à nostre Seigneur m'envoyer, forte à porter à ce corps trop foible en Adam. — C'est qu'il a plu à nostre Seigneur donner à Madame Charlotte une si grieve maladie, fièvre et flux après sa rougeolle, que je ne sçay s'il luy plaira la tirer à luy sans plus luy permettre goustier les miseres de ce monde. Et pource que Madame n'est encores assez forte pour soutenir moingdre ennuy que cestuy cy, je le luy faictz celer, et au roy pareillement, que vous sçavez a assez ailleurs à penser. Parquoy, puis qu'il fault que sur moy tombe ceste crainte, je demande le secours de voz bonnes prieres... esperant que avant que ce porteur soit à vous, sera ou du tout quitte de la mort, ou remise en l'attente que nous devons plus desirer que craindre². »

Ce que Marguerite appréhendait arriva ; sa nièce mourut le 8 septembre avant ses huit ans révolus. La douleur de la princesse fut extrême ; mais, retrempee par la soumission dans l'épreuve, elle pouvait écrire à Briçonnet que Dieu n'avait pas seulement rendu la sérénité à mon esprit, mais

« jusques, à vous dire la verité, avoir guéri et fortifié le corps, en vain travaillant en peu de repoz l'espace de pres d'un moys, tant que la petite Dame estoit mallade, qui a esté trente jours tenue de fièvre et de flux, comme le pouvez avoir secu. Mais apres son tres-

1. Lettre CXVI. Manuscrit, fol. 385 b. Du 31 août 1524.

2. Lettre CXVII. Manuscrit, fol. 387 ab. Briçonnet reçut la lettre le 15 septembre, et répondit quelques jours plus tard, étant déjà informé de l'issue fatale de la maladie. Il y a de belles pensées dans sa lettre.

pas j'ay eu l'ennuy du Roy, à qui je l'avois faict celer : qui, par l'avoir songé troys foys qu'elle luy disoit : Adieu, mon roy, je vays en paradis, devina sa mort, qu'il aprinst en grand extreme douleur, par la bonté de Dieu paciemment, et m'escript qu'il aymeroit mieux mourir que de la desirer en ce monde contrevenant au vouloir de son Dieu, lequel il benissoit après avoir esté reconforté en sa patience. Madame qui en rien n'en avoit ouy parler, par un capitaine d'aventuriers la sceu ; qui l'a porté de sorte que, depuis disner jusques au souper, une larme n'atendant l'autre, sans getter soupir de despit ou impacience, ne cessa de me prescher et faire envers moy l'office de reconfort que luy devoys : où je vous souhaitay ; car veoiant son corps naturel souffrir douleur ce sembloit importable, les yeux levez au ciel, ne cessant jamais de louer Dieu, pensois veoir ung esprit ravy en luy. Mais elle a si bien continué qu'elle a receu la dame tribulation non comme hostesse d'un jour, mais comme sa soeur avec laquelle a esté nourrie et qu'elle desire à jamais avoir pour compagne, et la douceur, en quoy nostre Seigneur la luy faict prendre, la garde que sa santé n'en a pis. Je la recommande à voz bonnes prieres, sans oublier celle qui n'eust esté à son aise sans vous en avoir escript ce qu'elle en pense¹. »

Marguerite a consacré sa douleur dans la plus ancienne pièce de vers qu'on connaisse d'elle, le *Dialogue en forme de vision nocturne* entre elle et sa nièce qu'elle interroge sur le bonheur des élus. Ce poème de 1250 vers fut imprimé une seule fois avec le *Miroir de l'âme pécheresse* en 1533 et est devenu extrêmement rare. Il ne porte pas seulement témoignage de la profonde tendresse de Marguerite pour les siens, mais surtout de la sincérité de ses aspirations religieuses².

Briçonnet ne manqua pas à son devoir de consolateur. C'est de Lyon que Marguerite l'en remercie.

« Puisque le lieu et la maladie me donnent loysir d'escrire, je desire vous advertir que Madame, retournée en ce lieu de Lyon, est en bonne santé, et le roy, comme le pourrez entendre d'autre, ès portes de Milan : qui a esté aydé de Dieu contre l'opinion d'un chacun, tant homme de guerre que de conseil. Mais laissant les choses que par aultruy pouvez sçavoir, fault que je vous die que, oultre

1. Lettre CXIX. Manuscrit, fol. 409b.

2. M. Weiss a donné des extraits du *Dialogue* dans le t. XLIII du *Bulletin* (année 1894).

les acoustumees obligations que j'ay au tout bon par la grace qu'il luy plaist de me donner de voz lettres, les penultiemes et troys dernieres sont venues si à propos que j'en ay vescu ung moys. Mais, congnoissant la divine bonté mon insuffisance à recevoir tant de consolation, luy a pleu me preparer par une fievre causee de reuthme que continue m'a duré six jours; mais, pour vous dire la verité, ne pouvant dormir ne manger, mon repoz et nourriture ont esté voz lettres, où celluy qui les a faict escrire à sa plume m'en a tant departy de consolation que j'eusse volontiers changé ma santé malladive à ma maladie produisant santé, pour le loysir que j'avois de lire jour et nuict.

« Hélas, je vous confesse, pour la derniere¹, que j'aye tort d'avoir ploré ce que je dois estimer vraye joye; mais si vous puis je bien assurer que en pleur et cry j'ay expérimenté que le coeur qui est gardé du pere n'est point meü par sentement naturel. Je le croyois, mais le sçay : car sans attendre joye de peine passee, je congnois que en la douleur est le contentement. Que vous diray je sinon que je seroys trop ingratte, se je ne vous declaroys les graces de l'infinie bonté qui me faict par exemple croire, que en ung mesme instant passion et triumphe se trouvent en luy, honte et honneur, tristesse et joye, et toutes contrarieitez hormis peché qu'il a vaincu sans toucher? Mais que vous diray je de l'espouze dormant entre les bras de son vray amy? Vostre lettre m'a causé desir de vous prier me vouloir ayder, au lieu de la resveiller, de chanter si doulces louanges à celluy qui l'a prevenue en grace, que son doux repoz ne soit empesché.

« Et si Dieu veult que quelque chose commencé soit finée, bien que mal et mauvais langaige, vous en auriez le pouvoir de correction, où vous voirrez le debat que me faictes, avant l'avoir veu estre, non si bien, mais suivant vostre propos, comme si en pareil temps l'esprit avoit aux deux parlé : vous priant en la charité qui vous est distribuee me faire ce bien que de ne vous ennuyer de secourir la fille d'Adam absalonicque et telle que Dieu la congnoist, etc.². »

Que signifie cette phrase embarrassée? Est-ce que Marguerite soumettait à l'approbation de l'évêque l'ébauche de son *Dialogue en forme de vision nocturne*? On le dirait.

1. C'est la lettre du 15 septembre; Marguerite n'avait donc pas encore reçu celle du 26 septembre.

2. Lettre CXXI. Manuscrit, fol. 410 ab.

Mais les événements avaient marché et pris une tournure inattendue. Grâce au courage et au patriotisme de la bourgeoisie, le siège de Marseille se termina par un échec. Le 29 septembre, Bourbon dut lever le camp et reprendre le chemin vers les Alpes. La retraite se fit en bon ordre ; mais François I^{er} remontant la Durance et franchissant le col de Suze, se trouva dans la plaine du Piémont avant qu'on eût pu songer à lui en défendre l'accès. Épuisée de fatigue et découragée par l'insuccès de l'invasion, l'armée ennemie ne se sentit pas assez forte pour garder la ligne du Tessin, ni même pour défendre Milan avec sa citadelle. Les troupes impériales évacuèrent la ville le 26 octobre, au moment où l'avant-garde française y entraît par la porte opposée.

A Pignerol, le 17 octobre, François I^{er} avait renouvelé les pouvoirs de régente à sa mère, qui vint fixer sa résidence à Lyon ¹. C'est de là que Marguerite remercie l'évêque de ses dernières lettres. Son intention n'était pas de le tenir au courant des événements publics qu'il pouvait apprendre d'ailleurs ; mais elle ne peut s'empêcher de lui parler, à l'occasion, des sentiments d'humilité chrétienne que le succès inspirait au roi.

« Bien que je sçay que ce que l'on estime bonnes nouvelles ne vous ont esté celes, si fault il que je vous die que Dieu a faict la grace au roy de non seulement en son coeur le recongnoistre, mais souvent publicquement à tous dire et monstrier la grande misericorde de Dieu avoir conduict son affaire. Et par toutes les lettres qu'il escript à Madame ne fault à l'article d'en sentir tout venir du tout puissant, disant que nul n'en doit ou peult prendre gloire. Car il n'est en la puissance de la raison de pouvoir entendre telle armee et artillerie en si peu de temps passer telz chemins, et que, sans estapes, n'ont eu faulte de pain, mais habondance et à bon marché ; les rivières gaïables, que à tard se voit la ville de Milan forcee, les ennemis fuir deshors sans estre pillée, leurs gens battuz, nul des nostres morz ; la peste par tout le quartier sans que nul des nostres l'ait prise. Parquoy le roy faict sa conclusion que c'est oeuvre miraculeuse ou seulement a mis la main la bonté divine, qui sans bataille ny assault a donné victoire à ceux qui croyent en luy et qui sans

1. Maître Michel était du voyage. Herminjard, I, 297.

rien espérer de leur sens ou force se confient en sa paternelle bonté; et requiert que Madame le fasse partout prescher et donner à entendre que le grand Dieu des exercices doit avoir l'honneur, gloire et louenge de tout, J'ay bien voulu retenir et vous escrire ces parolles, estant seure que autant le sentirez comme vostre bonne mere. »

Le 18 novembre, Briçonnet écrivait à Marguerite pour la consoler et conforter après sa maladie.

« Vous avez esté gourmande, lui disait-il, de menger les prunes vertes sans m'en advertir, fors après le coup que m'en donnez envie, m'escripvant la douceur que y avez trouvé, et me voulez contenter du panier plain de feuilles au lieu du fruict que avez evidemment avallé sans mascher. Et qui croist le desir, semble que plaignez n'en avoir eu suffisance, combien que la bonté distribue viande selon l'estomach pour le conserver en fil de voilet. Vous sçavez bien que suis en ma première naissance, à laquelle verdeur est esprise...¹ »

Icy s'arrête le manuscrit. Le copiste a posé la plume à la fin de la ligne aux trois quarts de la page; on ne sait quel hasard l'empêcha de la reprendre. Car il saute aux yeux que la correspondance ne finissait pas ainsi. Combien de temps dura-t-elle encore? Combien de lettres avons-nous perdu? Qui le dira?

L'éloignement de Marguerite et la marche rapide des événements d'Italie durent produire une certaine diversion. Briçonnet, de son côté, était accablé sous le poids du procès suscité par ses adversaires. Mais aurait-il appris la catastrophe de Pavie survenue le 24 février 1525, ou le décès du duc d'Alençon qui mourut de chagrin à Lyon le 11 avril, sans adresser une parole de consolation et d'encouragement à la princesse éprouvée de tant de coups? Cependant, le départ de Marguerite pour l'Espagne, le rôle plus important qu'elle fut appelée à jouer dans les affaires publiques du royaume, et finalement son mariage avec Henri de Navarre, célébré le

1. Lisez : *espice*. — Lettre CXVIII. Manuscrit, fol. 411. Du 18 novembre 1524, jour d'une procession solennelle à Lyon, pour se préparer au jubilé octroyé par le pape (Herminjard, I, 307, note 21).

24 janvier 1527, durent interrompre d'abord, puis faire cesser complètement cet échange de lettres, où la princesse avait trouvé pendant quatre ans la nourriture spirituelle dont son âme était affamée¹.

PHIL.-AUG. BECKER.

FRANÇOIS I^{er} ET LES PROTESTANTS

LES ESSAIS DE CONCORDE EN 1535²

III

Cet échec pourtant ne mit pas fin aux négociations : elles se poursuivirent jusqu'en décembre 1535. Les esprits généreux, les partisans des idées nouvelles, tous ceux qui étaient mus par l'espoir d'arriver à une pacification religieuse véritable et sincère, qui avaient favorisé les tentatives de concorde plus par conviction intime que par considération des choses politiques, tous ceux-là ne se laissèrent pas encore décourager. Parmi les plus ardents était Martin Bucer, de Strasbourg. C'est auprès de Bucer qu'au milieu de 1534, Guillaume du Bellay avait trouvé l'accueil le plus enthousiaste, lorsqu'il lui développa les intentions du roi. Cela était naturel. Depuis 1528, Bucer s'épuisait en efforts pour trouver un terrain d'entente entre zwingliens et luthériens. Sans se laisser rebuter par les refus, par les réponses dilatoires, surmontant les fatigues et la maladie, il parcourait les villes de la Suisse du Nord et de la haute Allemagne, cherchant un formulaire qui pût mettre un terme aux divisions intestines dans lesquelles se consumaient les forces vives de la Réforme et réaliser enfin ce rêve d'unité dont il était possédé. Le projet du roi était le complément du sien ; à la con-

1. La suite de cette étude, traitant des idées religieuses de G. Briçonnet, paraîtra dans la *Revue de théologie* de Montauban. — Nous publierons, en outre, un peu plus tard, un *Tableau chronologique des Lettres de Marguerite et de Briçonnet*, qui n'a pu trouver place dans cette double livraison. — Réd.

2. Voy. plus haut, p. 337-365.

corde entre protestants s'ajouterait, pour l'achever, la pacification entre réformés et catholiques : l'unité dans la paix de l'Église.

Après que Mélanchthon eut répondu, il acquiesça volontiers au désir de Chélius et, le 27 août 1534, donna son avis, ajoutant qu'il souscrivait entièrement à tout ce qu'avait dit Mélanchthon. Un autre docteur de Strasbourg, Hédion, répondit dans le même sens. Dans les réponses de Bucer et de Hédion, plus encore que dans celle de l'ami de Luther, éclatent les dispositions conciliantes, l'espoir qu'un accord sera des plus faciles; on y sent une sorte d'allégresse, une foi profonde dans la force intrinsèque de la vérité, la conviction enflammée que, grâce à elle, ils touchent enfin à cette unité qui rejoindra les pans déchirés de la Robe sans couture.

Rien ne put affaiblir le zèle de Bucer ou refroidir son enthousiasme, ni l'attitude équivoque du roi de France, ni la reprise des persécutions à Paris, ni même les critiques amères et virulentes de ses amis. Il tient tête à tous. En même temps qu'il exhorte Mélanchthon à accepter l'invitation du roi de France, il réfute les objections de Morelet du Museau¹, il tâche de convaincre Bullinger, il oppose à la conception religieuse étroite des Blaarer, de Constance, son idéal de fraternité chrétienne universelle¹. Durant tout l'hiver de 1534 et la première moitié de 1535, il ne prend pas un instant de repos, toujours en voyage, courant de Strasbourg à Tubingue, de Tubingue à Constance, de Constance à Cassel, pour revenir à Strasbourg et repartir bientôt pour Augsbourg. Sollicitant des concessions, arrachant des promesses, toujours plein d'espoir, Bucer était vraiment en Germanie l'âme des projets de concorde.

Il fut vivement affecté par l'échec des négociations enga-

1. Voir Herminjard, *Correspondance des réformateurs*, III, n° 478, réponse de Morelet du Museau; — *Corpus Reformatorum*, X, 139-142, réponse à Bullinger; — à Marguerite Blaarer, 15 avril : « Id certe in te probare non possum, quod solum nomen Gallorum ponis in crimine. Qui, obsecro sunt Germani? qui Itali? qui Hispani et alii? Ex se pariter pro Domino Christo omnes fratres. Et huic pater non unam et alteram, sed omnes gentes dedit in possessionem. » Schmidt, article cité, p. 47.

gées avec la France. Les reproches qu'on ne lui ménageait pas le touchaient beaucoup moins que l'idée des maux dont l'Église et les fidèles étaient menacés. Au contraire de Mélanchthon, qui semble, après avoir été « raisonné » par Luther, avoir pris assez vite son parti du refus de l'électeur, Bucer ne voulut pas abandonner son rêve, l'on pourrait dire sa chimère. Il ne désespéra pas de voir les négociations se renouer au sujet de la concorde. Le 22 septembre, il écrit à son ami Sturm à Paris, au familier de Guillaume du Bellay, la lettre suivante, où il prodigue les conseils sur la façon de se concilier les membres de la Ligue évangélique, donne les détails les plus minutieux et jusqu'aux formules des lettres qu'il conviendrait d'écrire aux princes, et trace le plan général des Instructions que Guillaume du Bellay portera à Smalkalde en décembre suivant.

Traduction de la lettre de Bucer.

Grâce et paix, très savant et très pieux ami. J'ai reçu le 17 septembre ta lettre du 20 août; mais je n'ai pas vu l'homme qui l'a apportée. Ce que tu écris de la piété du roi a mis ici la joie dans le cœur des bons que précédemment son excessive sévérité avait profondément affligés. Que Dieu l'augmente encore et qu'il lui permette de réaliser heureusement son vœu. Mais, plus est grand l'espoir que nous pouvons maintenant fonder sur la piété du roi,

Lettre de Martin Bucer à Jean Sturm, à Paris¹.

Gratia et pax, vir doctissime et pientissime. Quas ad me dedisti XX Augusti accepi ego XVII seplemb.; hominem qui attulit eas non vidi. Vehementer vero recrearunt bonorum hic animos, quos superior Regis severitas supra modum deiecerat, quæ scribis de pietate Regis; hanc Dominus augeat et illum voti sui quam felicissime compolem reddat. Quo autem nobis de Regis pietate maior

1. Cette lettre se trouve dans le volume 121 déjà indiqué de la collection Dupuy, t^{rs} 59-63. Ch. Schmidt paraît en avoir connu la minute, non datée, conservée à Strasbourg, dans les archives de Saint-Thomas, *Correspondance de Bucer*. (Communication de M. Erichson.)

plus profonde est notre douleur de voir que Mélanchthon ne part pas. Que mon voyage soit rompu, c'est peu de chose, bien que pour ma part je fusse allé très volontiers en France. Mais Barnabé¹, passant ici pour se rendre chez Mélanchthon, m'a dit que les bons là-bas avaient jugé préférable d'appeler Hédion à ma place, parce que les théologiens ne m'aiment guère, surtout à cause de ma récente réponse à l'évêque d'Avranches². Ceux d'ici, dans leur piété, croyaient que ce changement s'était fait ici, et même que la cause véritable était l'opposition du comte Guillaume³. Car, à ce que l'on dit, le comte m'en veut, je ne sais trop pourquoi; peut-être parce que, paraît-il, il a appris les sorties un peu vives que j'ai coutume de faire contre les mœurs corrompues de ceux dont, en sa qualité de chef de bandes, il s'entoure en trop grand nombre. Sur ce point, cependant, mes collègues ne me le cèdent en rien, se souvenant qu'ils prêchent l'Évangile et aussi la repentance; nous nous efforçons tous également de guérir les hommes, non de les blesser, dans la mesure où Dieu nous le permet. D'ailleurs même si Barnabé m'avait

nunc expectatio est, hoc gravius dolet Philippum non venire. Nostri adventus levis jactura est, quanquam quantum ad me quidem attinet perlubens venissem; sed Barnabas¹ hac ad Philippum transiens, mihi dixit bonis illic visum me non debere venire, sed Hedionem, eo quod Theologis ego paulo invisior sim, maxime quum nuper adeo responderim Abrincensi². Existimabant aliquot hic pii, istam consilii de vocando me mutationem hic factam, vel certe causam ejus hic datam esse comite Guilermo³ minus probante, ut isti profectioni adiungerer. Illic enim pridem mihi fertur esse iniquior, qua causa profecto nescio, nisi quod aiunt delatum ad eum esse, me in mores corruptiores eorum hominum, quos ille, ut dux, frequentiores apud se habet, inveni solere vehementius. Qua tamen in re mihi Symmistæ nihil cedunt, memores se prædicatores esse, ut Evangelii ita et pœnitentiæ; studemus tum omnes ex æquo sanare homines, non offendere, quantum huius Dominus

1. Barnabé d'Urre, sieur de la Fosse.

2. Robert Cèneau, évêque d'Avranches depuis 1532, ancien aumônier de Louise de Savoie. Bucer avait écrit contre lui en septembre 1534 : *Defensio adversus AXIOMA CATHOLICUM, id est criminationi R. P. Roberti Abrincensis, in qua is impiæ novationis in cunctis Ecclesiæ cum dogmatis, tum ritibus peculiariter autem circa sacrosanctam Eucharistiam importune accusat quotquot Christi doctrinam sectari student.*

3. Guillaume de Furstemberg, alors au service de François I^{er}.

invité à venir aussi, le Sénat nous aurait difficilement laissé partir, Hédion ou moi, parce que le roi ne nous a pas appelés nommément. Car notre sénat use de cette mesure et a de ces scrupules dans la pratique, et ne se permet ni ne permet aux autres de se mêler à une affaire que ne leur impose pas leur charge avec nécessité inéluctable. Le bruit calomnieux que, sous prétexte de religion, nous traiterions de tout autre chose, bruit que nos ennemis n'auraient pas manqué de répandre, aurait peut-être moins touché, malgré sa gravité; car il faut se garder de toute offense, quand on le peut sans offenser Christ. Cependant, comme il fait très grand cas de Mélanchthon, c'est à contre-cœur qu'il eût refusé à l'un de nous deux, ou à tous deux, de l'accompagner si Mélanchthon l'avait instamment demandé. Mais, mon pieux Sturm, que nous supporterions aisément de rester ici, si seulement Mélanchthon était parti, ce cœur et cette bouche divine, aussi habile qu'ardente à défendre la cause de Christ. Nous avons, il est vrai, une garantie sérieuse que la cause de Christ ne sera pas livrée à la médisance des impies et que des objections trop faibles ne seront pas opposées à des adversaires encore plus faibles: nos réponses antérieures y ont pourvu. Il y faut pourtant prendre garde, pour ne pas laisser échapper une occasion d'étendre l'empire de Christ. Ce qui me console, c'est que Dieu fait tout en

dederit. Verum ut Barnabas me quoque ire iussisset, ægre tamen vel me, vel Hedionem senatus noster dimisisset, non nominatim vocatos a Rege : qua namque modestia est et religione in rebus agendis noster senatus, nec se nec suos sustinet ingerere se magnis rebus, ad quas non luculenta trahit officii necessitas. Calumniam nos sub pretextu religionis alia tractare, quam indubie fecissent nobis adversarii, forsan non adeo expavisset, utcunque molestam. Nulla namque non cavenda offensio est, quæ modo caveri inoffenso Christo possit. Philippo tamen, ut facit eum maximi, gravatim quoque vel alterum, vel utrumque comitem negasset, si is serio nos postulasset. At mi religiose Sturmi quam facile ferri potest nos non venire si tantum Philippus venisset, pectus istuc et os tam divinum, tam ad agendam causam Christi cum appositum, tum ardens. Religiosa quidem cautio est ne causa Christi impiorum maledicentiæ prodatur, neve infirmioribus objiciatur offendiculum, quod utrumque factum est ex nostris prioribus responsis : ista tamen sic cavenda sunt, ne qua prætereatur occasio regni Christi amplificandi. Me hic consolatur quod Dominus agit omnia in omnibus et

tout et tourne tout à l'avantage de ceux qui l'honorent, car il tire leur salut même des péchés qu'ils commettent. Il se souviendra de nos frères pieux des Gaules et de ceux qui pour eux se répandent ici chaque jour en prières. Pourtant, autant que j'en puis juger, il a fait une faute celui, quel qu'il soit, qui a laissé arriver nos réponses entre les mains de nos adversaires. Car ils ont extrait et dénaturé celle de Mélanchthon, ce qui a ameuté contre nous la foule des critiques. Car là-dedans nous rendons au Pape et aux évêques tout le pouvoir qu'ils désirent, nous acceptons les messes publiques, nous discutons sur les messes privées, mais de façon à montrer que nous les admettrons aussi avec quelque modération. Ils ont tiré gloire de cet extrait comme d'une chose extraordinaire et inattendue; ils se sont empressés de s'en faire part et, arrogants, nous insultent, croyant voir venir à résipiscence les chefs de cette secte. La plupart des nôtres nous soupçonnent, les uns de trahison, les autres d'une témérité et d'une légèreté impardonnables; et dans leur émoi, ils troublent tous ceux qui les entourent, les princes comme les villes. Moi-même, qui pourtant suis regardé comme un peu moins conciliant, avec quelle dureté ne suis-je pas traité par les meilleurs citoyens, parce que simplement j'ai souscrit à la réponse de Mélanchthon. Cette affaire m'a déjà arraché plus de six apologies sans compter deux voyages; cependant ma présence même

sic ut diligentibus se, nihil non bono esse faciat : nam etiam et ex iis quæ peccant, salutem eorum promovet. Hic piorum fratrum per Gallias, et aliorum pro Gallis preces quotidie fundentium rationem habebit in tempore. Quantum tamen videre ego possum admodum peccavit quisquis is est qui permisit nostra responsa venire in manus adversariorum. Excerpterunt enim et depravate ex responso Philippi, quibus multas nobis cierunt turbas. Ibi enim restituumus Pontifici et Episcopis omnem quam illi volunt potestatem, missas publicas recipimus, de privatis disputamus, sed ut illas quoque aliqua moderatione simus admissuri. Hoc excerptum gloriabundi tanquam rem novam et inexpectatam, percupide sibi invicem miserunt, nostris superbe insultarunt, sic resipiscere jam primores hujus sectæ. Hinc plerique nostrum, alii prodicionis, alii non ferendæ temeritatis et levitatis nos suspectos habere, et perturbati ipsi turbare alios quoque quam plurimos, et inter hos etiam Principes et totas republicas. Ego qui tamen visus sum paulo severior, quam duriter tratcatus sum ab optimis quibusque, eo quod responso Philippi simpliciter subscripsi. Ultra sex apologias hæc res mihi extor-

n'a pu guérir complètement la blessure. Ainsi Satan, soulevant partout la foule, semble pressentir un accroissement peu commun de sa tyrannie. Cependant nous aurions dû agir toujours avec prudence et circonspection, nous qui servions le plus grand des rois dans la plus importante des causes, pour que notre bien ne fût pas, par notre faute, en proie à la médisance des impies et que les plus faibles ne portassent pas le poids de nos erreurs. Mais nous sommes hommes, et nous ne pouvons pourvoir à tout, autant qu'il faudrait.

Chélius m'avait dit que nous répondions à Langey seul et, au nom de cet homme aussi savant que pieux, il me pria tant, qu'en quelques heures, je laissai couler de ma plume, plutôt que je n'écrivis, ce que tu as vu. Chélius, en effet, affirmait qu'il devait partir dès le lendemain : c'est pourquoi l'écrit n'est signé que de mon nom ; il n'y avait pas le temps de demander une réponse à mes collègues¹. Or comme, je ne sais pourquoi, il demeura encore un jour, il soutira aussi une réponse de Hédion, uniquement sous le prétexte d'emporter un plus grand nombre d'avis. Car, autrement, nous avons l'habitude de répondre tous ensemble. Nous croyions que Langey

sit, præter duas profectiones, quanquam nec eorum satis mederi huic vulnere potuerim. Ita Satan undique turbas ex hac re ciens, præsentire videtur haud vulgarem ex ea tyrannidis suæ accisionem inducendam esse. Nos tamen conveniebat prudenter et circumspecte instituere omnia, ut qui summo Regi hic in summa causa ministramus, ne bonum nostrum impiorum maledicentiæ nostra culpa obnoxium fieret, neve per nos infirmiores concuterentur. Sed homines sumus et non ubique quantum oportebat advigilamus.

Chelius dixerat uni Langæo nos respondere et ei docto atque pio eximie eo permovit ut pauculis horis effunderem potiusquam scriberem hoc quod vidisti. Nam postridie statim abiturum se Chelius affirmabat, quæ causa fuit ut meum solum nomen subscriptum sit. Non enim erat tempus ut responsio a symmistis executeretur¹. Ubi autem, nescio qua occasione, alterum quoque diem hæreret, extorsit et ab Hedione responsum, tantum hoc nomine ut plura responsa afferret. Mos alioqui nobis est respondere communi nomine. Expectabamus ut Langæus pro sua prudentia usus hisce responsis

1. L'avis de Bucer se termine ainsi : « Hæc tumultuarie sic congressi consentientibus Symmistis meis. » Mais il porte seulement la signature de Bucer, avec la note écrite de sa main : Iis quæ Philippus Mel. respondit per omnia subscribimus, cum quibus etiam congruere hæc nostra qui utraque legerit satis videbit.

userait de ces réponses avec sa prudence habituelle, qu'il amènerait le roi à choisir là-bas quelques hommes savants et bons, avec lesquels quelques-uns d'entre nous, appelés par le roi d'entre tous les États de notre ligue, entreraient sérieusement en discussion, pour savoir si les Églises, sinon partout, du moins en France et en Germanie, pourraient sincèrement s'accorder dans la religion de Christ. Certainement, nous ne nous serions jamais attendus à ce que nos réponses fussent envoyées au pape, et qu'il en fût bientôt fait publiquement mention aux États de l'Empire; c'est en notre privé nom, et non pas à titre public, que nous avons répondu : et notre avis n'est pas parole d'Évangile. Cette attitude a excité contre nous le mécontentement de nos concitoyens, car il semble que sur une question de religion (y a-t-il rien qui soit plus d'ordre public, rien où, par conséquent, il faille moins tolérer l'ingérence de quelques particuliers ?) nous ayons répondu au nom de tous ceux, princes et villes, qui, en Germanie, ont adopté la pure doctrine du Christ. Malgré tous les périls que cela nous a fait courir et nous fait courir aujourd'hui encore, ces trois beaux docteurs, disent-ils, sans nous consulter, se mêlent de répondre à un si puissant Roi et par lui au pape lui-même, ce que nous pouvons admettre ou rejeter en religion. Ce qui a encore augmenté toute cette indignation, c'est qu'il y a trois ans à peine une vive polémique s'est élevée pour savoir quelles concessions il

nostris efficeret doctos aliquot et bonos viros illic a Rege deputari, cum quibus nostrum aliquot et quidem ab omnibus statibus nostræ societatis per Regem evocati gravi commentatione excuteremus, quomodo Ecclesiæ, si non in universum, tamen quæ in Galliis et Germania sunt in syncera Christi religione conspirare possint. Certe nihil minus futurum putavimus quam ut Pontifici responsa, nostra mitterentur et mox publica eorum ad status imperii fieret mentio : privatis enim nominibus, non publico illa respondimus et in verba nostra nemo juravit. Id sane permagnam nobis invidiam apud nostros movit quod visi sumus de religione (qua quid magis publicum, quid minus permittendum paucis iisque privatis ?) respondere pro omnibus Germaniæ et Principibus et Rebuspublicis qui puriori doctrinæ Christi sese addixerunt. Tanta sumus, inquiunt, periclitati hac causa atque hodie periclitamur et tres scioli, inconsultis nobis audent respondere tanto Regi et per eum Pontifici ipsi, quid nos de religione vel admittere, vel remittere possimus. Istam indignationem auxit quod tertio admodum gravis inter nostros *παραξήνησις* extitit de hac re, nimirum quid Pontificiis

faut faire aux papistes. Christ, tu le sais, veut que ses fidèles soient unis comme les membres au corps et qu'ensuite, ils soient soumis à leurs magistrats de toute leur âme. Il a voulu que les prêtres et les prophètes fussent les premiers en dignité, si bien que le roi devait les consulter dans les cas difficiles et par suite en avoir beaucoup autour de lui; et pourtant, malgré la foule des mauvais princes, il a commandé à tous, prêtres comme prophètes, d'obéir au roi.

Nous avons reconnu ce droit à nos princes et à nos magistrats. Nous désirons, en ce qui touche l'administration du Verbe, parler haut, je veux dire exposer librement aux rois, aux princes, à tous ceux que Dieu a créés pour commander, la volonté de notre Dieu qui est aussi le leur, de quelque manière qu'ils nous accueillent et nous traitent; mais en même temps nous nous efforçons, autant que Dieu le permet, de satisfaire nos princes et nos magistrats, car nous reconnaissons que par eux Dieu nous fait connaître les desseins qu'il a sur nous. C'est pourquoi, comme nos princes et nos magistrats confessent le nom de Christ et que, sur l'attitude qu'on doit avoir à leur égard, il s'est produit déjà de graves discussions, à juste titre nous les consultons toutes les fois que survient une affaire qui dépasse notre charge, pour laquelle nous leur sommes liés ainsi qu'à leurs sujets; et toutes les fois que leur ordre ne s'écarte pas manifestement de la sanctification du nom de Dieu, à bon droit nous

concedi debeat. Christus, ut scis, vult suos instar membrorum coniunctos esse, tum magistratibus subiei omnem animam. Precipuum volebat haberi dignitatem sacerdotum atque prophetarum, adeo ut Rex hos deberet in dubiis rebus consulere, et ea de causa frequentes apud se habere, nihilominus, quoniam Principum multitudo mala, utrosque et Sacerdotes et Prophetas Regi iussit esse subjectos. Hoc ius nostris Principibus et magistratibus restituimus. Cupimus itaque, quantum attinet ad verbi administrationem, Regibus et Principibus atque omnibus quos finxit Deus noster imperare, hoc est, libere omnibus voluntatem nostri et illorum Dei exponere, utcumque illi nos invicem excipiant aut tractent; simul tamen quantum per Deum licet morem gerere nostris principibus et magistratibus studemus, agnoscentes per eos Domini voluntatem de nobis explicari. Quum itaque nostri principes et magistratus Christi nomen confitentur, et non vulgaria hactenus discrimina hae de causa adierunt, merito consulimus eos, dum quid incidit quod sit præter nostram eam vocationem, in qua illis et populis eorum peculiariter addicti sumus, et dum non imperant quod manifesto

leur obéissons. Dans l'affaire présente, la consultation demandée sur la restauration publique et la concorde de l'Église n'était pas l'affaire de simples particuliers. Aussi Mélanchthon a-t-il cru bon de ne pas désobéir au prince pour cette fois, d'autant plus qu'il ne manque pas de gens pour enseigner au roi la vraie piété et que d'ailleurs il pourra, en s'y efforçant, aplanir la voie dans la suite. Plus que personne, Mélanchthon brûle pour Christ, tu le sais assez. Aussi, n'en doute pas, il lui en coûtera d'avoir pris cette décision, d'avoir pour cette fois cru bon d'écouter son prince qui lui défendait de partir : lorsque le moment sera venu, il déclarera qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme d'enchaîner en lui la parole de Dieu. Tu peux, toi et tous nos amis, en espérer autant de nous. Cependant comme nous n'avons pas été nommément appelés par le roi, j'espère que vous nous en voudrez moins de notre absence.

Mais pour te montrer combien nous désirons favoriser tout ce qui, croyons-nous, peut faire réussir, grâce au roi, la cause du Christ aussi bien en France qu'ailleurs, je vais librement t'exposer quel est, à mon avis, le moyen qui vous permettra d'avoir aisément Mélanchthon et les autres. D'abord il faudra exposer le motif de notre appel, avec clarté et vérité. Comme il ne manque pas là-bas de gens pour instruire à

a sanctificatione nominis Dei revocet, iure quoque iis obtemperamus. Jam quod ad præsentem profectionem attinet quum consultatio quæritur de publica Ecclesie instauratione et concordia, et ea non est privatorum, videtur causa fuisse ut Philippus principem suum in præsens non contemneret, præsertim quum qui Regem de pietate omni edoceant non desint : et quod ejus opera præterea fieri potest, commodiore posthac via parari facile queat. Vere ardet Christum, ut qui maxime Philippus, ut ipse satis nosti : quare non dubites, constabit illi sui consilii ratio, cur in præsens principem suum prohibentem ire ad vos audiendum sibi existimarit : sua occasione declarabit verbum Domini in se ligari ab homine non posse. Idem polliciare tibi et bonis omnibus etiam de nobis : quamquam dum vocati nos non sinus nominatim per Regem, puto nostram absentiam vos minus accusare posse.

Sed ut videas quam cupiamus nos, quicquid ullo pacto ad id facturum suspicamur, ut Christi causa per Regem habeat tam in Galliis quam in aliis nationibus felicius, promoveri, volo tibi libere exponere qua via existimem Philippum et alios commodè ad vos evocari posse. Primum causa ob quam vocamur commodè proponenda erit et vera. Qui Regem de omni ratione pietatis edoceant

fond le roi de la vraie piété, chez nous personne ne veut croire qu'il soit nécessaire de nous faire venir pour enseigner en particulier au roi la doctrine du Christ. Aussi à la première proposition soupçonne-t-on le roi de vouloir nous faire servir à tout autre chose qu'à fonder le règne de Christ. Mais s'il est dit, au contraire, que le roi cherche les moyens par lesquels il pourra, sans complications extérieures et en blessant le moins possible les consciences, fonder solidement l'Église du Christ en restaurant la doctrine du pur Évangile à la fois dans son propre royaume et dans les autres pays, comme c'est là le devoir d'un si grand monarque, surtout du roi très chrétien (devoir qui, en ce moment et pour beaucoup de raisons, s'impose instantanément à tous les princes, et en particulier au vôtre), si l'on fait valoir toutes ces raisons, les bons seront plus facilement persuadés et on comprendra plus vite que notre longue expérience puisse nous rendre utiles en une affaire de ce genre, et que nous soyons appelés pour cause de religion, et justement.

Ensuite, parce que cette affaire est celle de tous ceux qui ont adopté l'Évangile, et que nous devons, dans la mesure où Dieu le permet, obéir à nos princes et à nos magistrats, il faut tout d'abord que le roi demande à ces princes et à ces magistrats de nous envoyer vers lui. Ainsi a fait l'Empereur aussitôt après la diète d'Augsbourg. A plusieurs reprises il a demandé, par ambassadeurs

illic minime desiderantur, quare hac causa, ut Rex privatim doceatur quid sit in hoc negotio Christi, nos vocandos esse, nemo nostrum putat. Inde fit quum hæc causa proponitur ut multi suscipiuntur Regem aliud per nos moliri quam regnum Christi. Si autem dicatur, Regem vias quærere, quibus absque perturbatione externæ administrationis et quam minima quoque offensione conscientiarum instaurari queat Ecclesia Christi, restituta doctrina Evangelii cum in regno ipsius, tum apud alias nationes, hoc quia officii est tanti monarchæ, præsertim christianissimi insignis, tum etiam hoc tempestate multis nominibus per quam necessarium monarchis quidem omnibus, præcipue autem vestro, et minore negotio a bonis creditur et citius agnoscitur, nos ad id aliquid vel propter diuturnum usum in hac causa conferre posse, ac ideo vocari gratia religionis, nec temere.

Deinde, quia hæc res omnium est qui se Evangelio consecrarunt, et nos merito nostris Principibus et Magistratibus, quantum per Dominum licet, obsequimur, imprimis Principes et Magistratus nostri a Rege ut ii nos sibi mittant appellandi sunt. Caesar statim

spéciaux, à l'électeur de Saxe et au landgrave, les chefs de notre ligue, de désigner des personnages avec lesquels des députés qu'il aurait de son côté désignés à cet effet essaieraient d'établir une pacification des Églises entre ceux qui reconnaissent encore le pape et nous. Quoique princes, ils refusèrent cependant de prendre une pareille résolution à eux seuls. Et comme on avait à grand peine fini par s'entendre, sur les instances de l'électeur de Mayence et de l'électeur palatin, tous les membres de notre ligue, les villes comme les princes, furent convoqués pour une délibération de cette nature¹. Quoi de plus grave, en effet, que la religion en danger? Maintenant tous les États de la ligue sont convoqués pour le jour de Simon et Jude [28 octobre] à Schweinfürt, dans la Franconie orientale, à cinq milles de Wurtzbourg². Là si un personnage d'importance et vraiment pieux venait au nom du roi exposer religieusement la volonté religieuse de son maître et demander aux princes et aux villes (il importerait pour plusieurs raisons de joindre les deux ordres) de lui envoyer quel-

a comitiis Augustanis aliquoties ab Electore Saxonum atque land-gravio, primis nostræ societatis principibus, gravissimis legationibus petit ut constituerent cum quibus de qualicumque pace Ecclesiarum usque ad concilium inter eos qui adhuc Pontificem agnoscunt et nos constituenda, per suos ad eam rem deputatos, deliberaret; illi tamen istuc, licet Principes, facere per se detrectarunt, tandemque quum ægre consensum esset, causam agentibus duobus Electoribus, Maguntino et Palatino, evocati fuere ad huiusmodi consultationem, quicumque in nostro fœdere sunt, tam Respublicæ quam Principes¹. Quod enim maius quam periculum religionis? Jam ad Simonis et Judæ Schwinfurtum² convocati sunt omnes ordines huius societatis, oppidum est Franciæ orientalis, distans ab Herbipoli quinque miliaribus. Ibi si vir gravis et religiosus nomine Regis adesset, qui religiosam Regis voluntatem religiose exponeret, et doctos aliquot mitti sibi a Principibus et Rebuspublicis peteret (utrumque enim ordinem coniungi præstiterit, non una de causa) cum quibus consultare possit, quo pacto morbis

1. Diète de Schweinfürt (mars-mai 1532), continuée à Nuremberg (juin-juillet), et qui aboutit à la paix de Nuremberg.

2. Voir dans Winckelmann, *Politische Korrespondenz der Stadt Strassburg im Zeitalter der Reformation*, II, 291, une lettre de Philippe de Hesse au conseil de Strassbourg pour l'inviter à envoyer des délégués à la diète de Schweinfürt (24 août 1535). En réalité la diète se tint à Smalkalde en décembre 1535.

ques docteurs avec qui il pût discuter sur le meilleur remède à apporter aux maux de l'Église, remède qui ne soit pas pire que le mal, je crois qu'on pourrait obtenir un résultat avantageux pour le peuple chrétien. Mais jusqu'à présent les essais de réforme de l'Église ont été pour Satan l'occasion de troubles si inouïs, que l'on ne peut, en ces affaires, apporter trop de circonspection ni trop de garanties.

Un semblable ambassadeur pourrait demander Mélanchthon et nommément tous ceux que le roi voudrait voir comme ceux qu'il juge, sur la recommandation des bons, les plus capables de mener à bonne fin cette entreprise ; ajoutant toutefois qu'il serait satisfait de tous ceux que les princes et les villes lui enverraient avec eux-là. Il serait bon en outre, je crois, que le roi écrivit de son dessein particulièrement, non seulement à l'électeur, mais encore au landgrave et au duc Ernest de Lünebourg, tous deux princes très liés et énergiques, et qui font l'émerveillement des bons par leur jugement et leur connaissance de la cause dont ils se sont faits les ardents champions.

Peut-être serait-il bon d'écrire aussi à notre ville qui est d'ailleurs la première des villes de la ligue, en prenant comme prétexte son voisinage de la France. Je le répète il n'y a rien de plus important que la religion, pas de danger plus grave : c'est pourquoi si le roi

Ecclesiæ remedium adhiberi queat, quod non sit morbis ipsis gravius, existimo aliquid posse confici quod e re sit populi christiani. Nam ut Satan incredibiles hactenus perturbationes occasione tentatæ Reformationis Ecclesiarum excitavit non potest res ista satis circumspecte et religiose institui.

Huiusmodi legatus posset Philippum, et quos alios Rex vellet nominatim petere, tanquam eos quos Rex ex bonorum commendatione existimaret ad eam rem peculiariter idoneos, adjiciendo tamen boni consulturum quoscunque Principes et Republicæ cum illis mitterent. Profuturum præterea crediderim si Rex de hoc suo consilio scriberet seorsim, non ad Electorem modo, sed etiam ad Landgravium et Ernestum ducem Lüneburgensem, qui duo Principes sunt mire cordati et strenui, iudicio et cognitione causæ simul et propugnandi eam desiderio, bonis omnibus miraculo.

Scribendum forsân fuerit nostræ quoque Reipublicæ quæ alioqui prima est inter urbes socias, possit huius occasio sumi ex vicinitate. Iterum dico religione nihil est præstantius, nihil periculi amplioris :

veut convaincre tout le monde de la sincérité de ses intentions, il doit régler cette négociation avec le plus grand soin.

En troisième lieu, il faudra que l'envoyé du roi traite cette cause seule et au point de vue religieux, sans faire mention ni de présents, ni d'affaires profanes. Et, bien qu'à la cour de nos princes on agisse souvent en profane (car David même a des ministres fils de Bélial et lui aussi est quelquefois oublieux de son devoir), il conviendrait cependant que l'ambassadeur français montrât des mœurs chrétiennes et se gardât de choquer par son langage, car ils sont plus sensibles aux mots qu'aux actes mêmes. Ceux entre les mains de qui est la décision dernière dans les conseils lui en sauront gré; car, quelle que soit leur conduite dans la vie privée, traitant de cette affaire en conseil, ils auraient beau entendre soutenir religieusement la parole de Dieu s'ils voyaient les actes de l'ambassadeur ou de ses compagnons jurer avec cette parole, ils seraient inébranlables.

Il faudra ne point parler d'alliance profane, absolument, car autrement on soupçonnerait le roi de rechercher cette alliance et non une alliance chrétienne; c'est un soupçon que ne manquent pas de fortifier tous ceux qui croient de leur intérêt que nous nous détournions des desseins de la France. Puis les nôtres ne veulent pas paraître se mêler d'eux-mêmes à des affaires étrangères, quelles qu'elles soient, sinon dans la mesure où la communion du Christ

quare nisi Rex istam actionem instituat graviter, putabunt multi aliud agi.

Tertio oportebit causam istam a Regis Legato et solamagi et religiose, nullam mentionem de largitionibus, nullam prophanorum negotiorum fieri necesse est. Et quum in aulis nostrorum Principum pleaque profane fiunt (Habet enim et David ministros filios Belial, tum ipse quoque non semper memor officii est), conveniet tamen Christianissimi Regis Legatum prorsus Christianos mores exhibere, et in nostris fugere, quod verbis magis quam re ipsa detestantur. Id valebit apud eos penes quos in consiliis summam rerum est, qui quales quales interdum et ipsi vita sunt, in consiliis tamen de hac re agentes, hactenus gratia Christo, ni verbum Domini non omnino irreligiose respuerunt et cum suam tum sodalium vitam a verbo discrepantem, admodum fortiter condemnarunt.

De societate prophana tacendum erit modis omnibus, quia alioqui suspicio est hanc queri, non Christianam : nec desinunt suspicionem hanc augere qui putant e re sua esse nos a Gallicis consiliis abhorrere. Tum certe per se nolunt nostri videri se alienis negotiis,

le permet : les uns à cause du respect dû à nos princes, les autres par crainte de se nuire à eux-mêmes en les offensant. Enfin il ne faudra pas excuser outre mesure la sévérité passée du roi. Il faut soutenir la cause du Christ en toute sincérité et simplicité : si les nôtres croient voir un acte ou entendre un mot qui ne soit pas conforme à la vérité, ils deviendront méfiants sur tout le reste.

Si le roi ne juge pas bon d'envoyer un ambassadeur, on pourra peut-être arriver au même résultat par lettre ; mais il faudra écrire à tous les ordres ensemble, ou du moins à l'électeur et au landgrave comme chefs de notre ligue. Cependant il serait de beaucoup préférable, je crois, que le roi écrivît à tous les ordres de notre ligue ensemble, puis séparément aux trois princes dont j'ai parlé et à notre ville, et peut-être aussi à Constance et à Ulm. Si le roi recherche le Christ, comme je le pense, il n'estimera rien trop pénible ou trop au-dessous de lui pour restaurer le règne du Christ. Et l'on ne peut rien faire non plus de trop magnifique pour assurer notre salut éternel et celui de toute la terre, salut qui se trouve, comme on sait, dans la vraie connaissance de l'Évangile et dans la juste institution des Églises selon l'Écriture.

Cependant s'il y a quelque obstacle à cela, tâche, je t'en prie, si tu peux, de nous envoyer les commentaires que les théologiens de

vel quibusvis, nisi quantum communio Christi possit admiscere : alii debita erga Principes nostros religione, alii quod sua quoque causa offensionem horum pertimescunt ; severitatem denique Regis præteritam non oportebit excusare ultra rerum. Summa synceritate et simplicitate agenda causa Christi est ; et quum nostri videntur videre aliquid non ex vero agi dicive, redduntur dubii de omnibus.

Porro si Regi non videatur mittendus legatus. effici forsitan idem poterit literis, sed ad ordines omnes in communi scriptis vel certe ad Electorem et Landgravium, tanquam societatis nostræ prima capita. Quanquam causæ admodum profuturum existimem Regem scribere omnibus ordinibus nostræ societatis communiter, tum seorsim tribus Principibus quos memoravi et nostræ Reipublicæ et forsitan simul Constantiensi et Ulmensi. Rex si Christum quærit, ut quærere, credo, pro regno Christi instaurando, nihil ducet sibi vel grave esse, vel suam Maiestatem parum decere. Et nihil quoque satis magnifice institui potest pro nostra et totius orbis salute semipiterna, quæ scilicet sita est in vera cognitione Evangelii, iustaque Ecclesiarum iuxta hoc constitutione.

At vero si quid sit quod ista impediat, oro tamen te, cures si

là-bas ont faits à nos réponses. De la sorte le roi pourra connaître toute notre doctrine.

Tu vois, excellent Sturm, nous n'avions pas de plus vif désir que d'arriver à un résultat, si mince fût-il, qui puisse nous rapprocher du roi et de toute la nation française pour y rendre, là-bas, comme partout, le règne du Christ florissant. Tu peux promettre à nos amis que je m'efforcerai d'abandonner de ma véhémence ce que toi ou tout autre zélateur du Christ jugera bon que j'en abandonne. Faire régner Christ, voilà le but unique, l'objet pour lequel Mélanchthon, Hédion ou tout autre vrai ministre du Christ combattront aussi bien que moi; et toutes les concessions qu'il sera possible de faire à la faiblesse humaine, sans porter préjudice au règne de Christ, je les ferai, moi aussi bien qu'un autre. Je crois avoir montré ces dispositions d'esprit dans ma réponse à l'évêque d'Avranches, malgré les sorties violentes qu'il avait faites contre nous. Quant aux rencontres avec les adversaires, j'y suis tellement fait que, grâce à Dieu, je pourrais supporter une déloyauté peu commune. Cependant, en cette affaire, il faut que tout soit arrangé de sorte que toutes nos Églises donnent leur approbation : pour cela, ni l'humeur facile, ni la véhémence ne serviront de rien; c'est la seule autorité de

potes, nobis mitti quæ Theologi illic contra nostra responsa commenti fuerint. Poteret siquidem Rex et isto modo nostra omnia cognoscere.

Vides optime Sturmi nobis nihil antiquius esse quam ut procedat quicquid id fuerit, quod nos Regi et toti Gallicæ nationi commodare ad id poterimus, ut Christi regnum illic et ubique floreat. De mea vehementia amicis pollicere me nihil non concedere posse quod vel tu vel quisquis alius Christi studiosus concedendum indicare poterit. Christum regnare, illud unum est pro quo non minus Philippus aut Hedio aut ulli alii Christi veri ministri certabunt, quam ego et quæ salvo regno Christi hominum infirmitati concedi poterunt, ea non minus ego concessero quam quisquis alius. Huius certe animi speciem exhibuisse mihi videor in responsione ad Abrincensem, quamlibet sæve in nos debacchatus sit. Jam quod ad congressus attinet, cum adversariis, sic detritus sum ut gratia Christo, perferre possim non vulgarem improbitatem. In hac tamen causa quicquid agendum fuerit, illud sic institui necesse est, ut Ecclesiis nostris omnibus approbetur, nullius hic vel facilitas, vel vehementia, sed Christi autoritas valebit : nostræ operæ erit hanc commodè utrinque cognoscendam exhibere.

Christ qui décidera; à nous de la faire reconnaître aisément de part et d'autre.

Il y a quelques jours, alors que je sortais à peine d'un assez long malaise, j'ai reçu la réponse de l'évêque d'Avranches à ma défense : le ton en est un peu plus doux. Écris-moi, je t'en prie, s'il faut lui répondre. Au sujet de l'Église, il est vif; mais rien ne peut renverser les autres arguments. Je crains qu'il n'y ait lieu de lire là-bas nos écrits et maintenant tout ce que les occupations quotidiennes des Églises me laissent de temps et de force, je voudrais l'employer à écrire. Salue avec empressement Ardiseus¹ et tous nos amis et ne doute point que nous avons au cœur les mêmes desirs que vous; rien ne nous retient : il nous manque seulement une juste occasion de partir; qu'elle s'offre, nous nous empresserons de la saisir. Les choses du Seigneur ont leurs voies, que l'on doit suivre religieusement. Adieu, sois heureux. Strasbourg, 22 septembre 1535.

Notre ligue, dont j'ai parlé (d'ordinaire on l'appelle Union chrétienne, en latin ligue) comprend les États suivants : l'électeur de Saxe, les ducs Ernest et François de Lunebourg, le landgrave, le prince Wolfgang d'Anhalt, quelques comtes, les villes de Stras-

Ante paucos dies ægre tandem quum diu laborassem, accepi id quod ad meam defensionem rescripsit Abrincensis : mitior paulo est. oro rescribas si respondendum homini sit. In argumento Ecclesie diligens est. Cætera nullo labore dissolui possunt. Vereor ut nostris legendis illic locus sit et nunc quantum temporis et virium a quotidianis occupationibus Ecclesiarum superest, paulo enarrando impendere malim. Saluta diligenter Ardiseum¹ et amicos omnes et ne dubita nos hic esse ex animo id petere quod vos, nihil quoque delinere nos, quam quod iusta veniendi deest occasio, eam si offeratur, arripiemus studiosissime. Habent et Christi negotia suas vias et eas religiose observandas. Vale quam felicissime. Argentorati 22 septemb. anno 1535.

Societas nostra cuius memini (vulgo vocant Christianam unionem, vel latine societatem) constat hisce ordinibus, Electore Saxonum, ducebus Ernesto et Francisco Lüneburgensibus, Landgravio, Principe Guolfango ab Anhalt, aliquot comitibus, Republica Argentoratensi, Lubecensi, Constantiensi, Brunsvicensi, Ulmensi,

1. Vitus Ardiseus, originaire du canton des Grisons, pensionnaire et ami de Jean Sturm, à Paris, étudia les mathématiques et enseigna à Bâle en 1537. Cf. la lettre de Siderander à J. Bédrot, Paris, 28 mai 1533, dans C. Schmidt, *Gérard Roussel*, 201-211; et Herminjard, *op. cit.*, III, n° 418.

bourg, Lübeck, Constance, Brunswick, Ulm, Magdebourg, Brême, Essling, Memmingen et plusieurs autres : je ne suis pas l'ordre et je n'ai pas tous les noms. D'ordinaire, quand on écrit à la ligue, on nomme seulement l'électeur et on ajoute : et à leurs Grandeurs ses alliés de la Ligue chrétienne qui sont de sectes différentes. Les princes écrivent : à la ligue des protestants, car les nôtres ont protesté contre l'édit rendu à la diète d'Augsbourg par l'Empereur et les autres princes. Il y en a qui écrivent : à l'électeur et à ses alliés pour le fait de la religion.

De la main de Bucer :

Tu pourras montrer à l'illustre seigneur de Langey ce que tu voudras qu'il lise; je m'estime trop humble pour écrire à un si grand seigneur.

Ton ami Ar. FÉLINUS¹
de cœur.

Veillons et agissons pour notre Seigneur qui est mort pour nous et est ressuscité. Dès que je le pourrai, j'enverrai ta lettre à Mélanchthon.

Magdeburgensi, Bræmensi, Esslingensi, Memmingensi, et plerisque aliis, non teneo ordinem et nomina omnium. Scribi solet huic societati ut nominetur solus Elector et subjiçatur : Et Celsitudinis eius sociis, Christianæ societati qui sunt diversæ sectæ, Principes scribunt Societati protestantium. Protestati enim nostri sunt contra edictum cæsareum et reliquorum Principum in comitiis Augustanis editum. Sunt qui scribant : Electori et sociis eius in causa religionis.

Et de la main de Bucer :

Clarissimo Domino Langæo ex his quæ voles legenda exhibere potes; non videbatur meæ medioeritatis scribere ad tantum virum.

Ar. FELINUS tuus
ex animo.

Vigilemus et satagamus pro Domino nostro qui mortuus est pro nobis et resurrexit. Philippo quam primum licebit tuas mittam litteras.

1. Aretius Félinus est un pseudonyme de Martin Bucer. Il paraît l'avoir pris vers 1529, dans l'ouvrage intitulé *Sacrorum psalmorum libri quinque*

Nous savons que la lettre de Bucer produisit en France un excellent effet; nous avons la réponse que Sturm adressa à Bucer le 18 novembre¹. Aussitôt après avoir reçu la lettre, Sturm l'envoya à G. du Bellay qui était à Dijon avec le roi. François I^{er} trouva l'avis de Bucer fort à son goût; il différa même d'aller à la chasse pour en délibérer! Il fut décidé que Langey se rendrait à l'endroit où se tiendraient les États de la Ligue. Cette décision, qui fut prise dans les premiers jours d'octobre, n'eut son effet que dans la seconde moitié du mois suivant. Guillaume du Bellay, en effet, ne partit de Dijon que vers le 20 novembre pour aller à Smalkalde. Si l'on compare le récit des négociations qu'il y poursuivit avec la lettre de Bucer, on verra que l'ambassadeur français se conforma de point en point aux conseils du réformateur de Strasbourg². Mais il ne réussit pas pour cela. La méfiance des Allemands était trop en éveil contre François I^{er}. De plus la situation politique de l'Europe était totalement changée par le retour victorieux de Charles-Quint en Italie et la mort, sans héritier, du duc de Milan, François Sforza. La question du Milanais était encore une fois ouverte. La guerre allait éclater de nouveau entre l'Empereur et le roi de France, et les projets de concorde faire place pour longtemps à d'autres préoccupations plus urgentes et moins pacifiques.

V.-L. BOURRILLY.

ad ebraicam veritatem versi et familiari explanatione elucidati, per Aretium Felinum, theologum, Strasbourg, 1529. Voir dans C. Schmidt, *Gérard Roussel*, 77, n. 2, un extrait d'une lettre à Zwingli (1529) dans laquelle Bucer explique l'origine de ce pseudonyme (Aretii Felini, quod meum nomen et cognomen est, sed illud græce, hoc latine...) et les raisons pour lesquelles il l'emploie.

1. Herminjard, *Correspondance des Réformateurs*. 111, n° 531, Jean Sturm à Bucer, de Paris. 18 novembre 1535.

2. Voir *Corpus Reformatorum*, II. 1009-1011, son entretien avec l'électeur de Saxe, et 1012-1014, le résumé de son discours aux États assemblés.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Un céramiste huguenot : Claude Bertélemy.

Le *Journal de la Société d'Archéologie lorraine* (n° 4) (mai 1900) publie un article de M. l'abbé Clanché sur un émule de Bernard Palissy, *Claude Bertélemy* de Blénod, en Lorraine, réfugié en France vers 1580 et naturalisé par lettres royales en 1602. Cet artiste travaillait à Fontainebleau et signait ses figurines des deux lettres *BB* où l'on avait d'abord voulu voir le prénom de Bernard Palissy. Mais le style et le genre en sont différents. On connaît, marqués de cette signature qu'il faut attribuer à Claude Bertélemy, une jolie statuette représentant une *Nourrice*, un groupe de *Jésus et la Samaritaine*, un *Colimaçon* (au musée de Sèvres) et des *Chiens*. M. Benj. Fillon possédait un acte de vente signé par C. Bertélemy le 6 février 1626, par lequel il cédait une maison située à Fontainebleau, et lui appartenant en commun avec Antoine, Josias¹ et Esther. ses enfants, issus de son mariage avec feu Suzanne Chupault. Sa fille Esther était alors mariée à Thibault Dumées, peintre. Antoine eut un fils prénommé comme lui, né à Fontainebleau en 1633, qui devint peintre de portraits, fut reçu en 1663, le 26 mai, à l'Académie de peinture; eut son logement dans la cour du Louvre et mourut à 36 ans le 11 juin 1669. M. l'abbé Clanché pense avec raison, d'après les prénoms bibliques usités dans la famille, que Bertélemy et ses enfants furent protestants. C'est un nouveau nom à ajouter à la série, déjà respectable, des artistes huguenots.

H. D.

Henri Estienne. — Lazare de Baïf. — Huguenots réfugiés au sud de l'Afrique. — La traduction française du Nouveau Testament. — La charité wallonne. — Les débuts de l'Église wallonne de Rotterdam. — Lettre inédite de Bayle. — Conséquences de la Saint-Barthélemy dans le diocèse de Bayeux. — L'Humanisme sous François I^{er}. — Jacques Pronis à Madagascar.

Il faut féliciter M. Louis Clément, professeur au lycée Janson de Sailly, d'avoir choisi comme sujet de sa thèse de doctorat **Henri Estienne et son œuvre française**². D'abord, personne encore n'avait

1. La *France Prot.*, 2^e éd., t. 1, 906, le mentionne sous ce nom : *Barthélemy* (Josias), peintre, et Marie du Renel sa femme, Paris 1632 (Reg. de Charenton).

2. Avec trois planches hors texte, un volume de x-540 pages in-8°, Paris, A. Picard, 1899.

eu l'idée de le traiter; ensuite Henri Estienne est un des personnages les plus intelligents, les plus savants et les plus intéressants de ce xvr^e siècle qui en compte tant, un de ceux qui y représentent le mieux l'esprit français, libre lorsqu'il est sincère, mordant et surtout rayonnant de clarté et de bon sens. M. Clément a intitulé son livre, *Étude d'histoire littéraire et de philologie* et l'a partagé en trois morceaux d'inégale longueur, une *introduction* racontant brièvement l'histoire de la vie et des livres français de Henri Estienne, une première partie consacrée à *l'écrivain* et une seconde au *grammairien*. Il y a dans ces 540 pages, dont une centaine environ pour les appendices et un index philologique, le résultat d'un travail considérable, très fouillé au point de vue littéraire et linguistique, dont il convient de louer l'auteur, et que consulteront avec fruit tous ceux qui étudient les origines et la formation de la langue française.

J'aurais préféré, pour ma part, une bonne biographie complète de Henri Estienne, où chaque production de cette intelligence si féconde eût trouvé sa place exacte et où l'on aurait assisté en détail au développement d'une existence si agitée, si errante et en même temps si extraordinairement et utilement remplie. Cela n'aurait pas empêché l'auteur de réserver une place à part au rôle de Henri Estienne dans l'histoire de notre langue, surtout à la cour de Henri III, et à l'appréciation motivée de sa physionomie si française. Mais, puisque M. Clément a cru devoir se borner à ce qu'il nous a donné et qu'ici je dois surtout m'occuper d'histoire, je dirai seulement que ses arguments pour attribuer le *Discours merveilleux sur la vie de Catherine de Médicis* à une collaboration de Henri Estienne avec Innocent Gentillet ne m'ont nullement convaincu.

Il faudrait, pour rendre plausible cette hypothèse, prouver d'abord que Henri Estienne admettait de publier des ouvrages en collaboration. Or son caractère très entier et plutôt difficile, le soin jaloux avec lequel il fermait, même à son gendre Casaubon, la porte de son cabinet de travail, ne nous le montrent pas précisément disposé à y faire entrer un véritable collaborateur. Puis il faudrait nous montrer que H. Estienne et I. Gentillet se connaissaient et que le *Discours* rappelle le style de l'un et de l'autre. M. Clément nous montre seulement que le *Discours* a dû avoir été écrit par un huguenot. Cela n'est pas suffisant pour me convaincre que H. Estienne a menti lorsqu'il en a désavoué la paternité. Ce *Discours* est, du reste, un livre beaucoup moins littéraire, comme

l'*Apologie pour Hérodoté*, et beaucoup plus historique et politique. qui ne cadre guère avec les autres œuvres françaises de H. Estienne. C'est aussi un livre qui suppose une connaissance des « dessous », notamment de la cour de Henri II et de Catherine de Médicis, que H. Estienne n'a pu acquérir à Genève, ses séjours à la cour de Henri III étant postérieurs à l'apparition du *Discours*. Ce dernier argument, avec quelques autres, exclut aussi l'attribution à Th. de Bèze qu'on rencontre encore quelquefois. Si l'on me demandait de mettre un nom propre sous ce crayon si remarquable de la célèbre reine mère — plus véridique d'ailleurs que flatteur, — je n'hésiterais guère qu'entre ceux de Regnier de la Planche ou François Hotman¹.

Lazare de Baïf est, après Budé et les Estienne, un des quatre ou cinq hellénistes accomplis par lesquels la France contribua, autant qu'aucun autre pays, à la renaissance des lettres grecques en Europe. M. Lucien Pinvert, que son livre sur *Jacques Grévin* (*Bull.*, 1899, 493) semble avoir définitivement attaché au xvi^e siècle, s'est laissé attirer par cet humaniste égaré dans la diplomatie où il ne semble pas avoir rendu de grands services. Il lui a consacré un livre² qui est plutôt une plaquette érudite qu'un livre proprement dit. Non que Baïf ait joué un rôle considérable, mais il n'en a pas moins contribué largement, avec Budé et les Estienne, à répandre la connaissance de l'antiquité, grâce à ses traités archéologiques inspirés, comme tous ceux qui parurent alors, par le *De Asse* de Budé. J'ai dit que l'étude de M. Pinvert est plutôt une forte plaquette érudite qu'un livre. Il faut, en effet, pour la lire avec fruit, bien connaître le latin et le grec, j'entends le latin et le grec raffinés

1. Pourquoi écrire, p. II, que c'est Calvin qui voulut, à Genève, « s'assurer la police des livres et de la pensée », quand, en note, on est obligé de reconnaître que ce n'est pas Calvin qui établit cette réglementation ? — P. 13. Ce n'est pas l'*Indépendance* de Rabelais, mais son impiété qui était odieuse à Calvin, et il faut bien peu connaître ce dernier pour s'imaginer qu'il avait compté sur Rabelais « pour ruiner le crédit de l'Eglise catholique ». — P. 15. Comment peut-on dire que le Conseil genevois laissa passer le *Discours merveilleux*, quand rien ne prouve qu'il fut imprimé à Genève ? — Même page, note 1, le *Réveille-matin* est un dialogue bien plus strictement historique que satirique. — P. 37, note 3, je n'ai pas vu *Petri Montauraci Rondæi Poltrotus Mereus*, mais j'ai sous les yeux une plaquette imprimée en 1567 chez Henri Estienne, qui est une 2^e édition et intitulée, *Poltrotus Meraeus Adr. Turnebi*. Serait-ce la même pièce que celle que M. Clément dit n'être pas de Turnèbe ?

2. *Lazare de Baïf*, 1496-1517, 1 vol. de 130 pages in-8°, Paris, H. Fontemoing, 1900.

des savants de ce temps-là, qui recherchaient et exhibaient avec une sorte de vanité professionnelle les mots et les tournures rares. M. Pinvert n'a pas toujours poussé l'amabilité jusqu'à traduire ces citations, même quand elles étaient difficiles à comprendre. Pourquoi, s'il reprend un jour ce sujet, ne l'étendrait-il pas quelque peu, entrant dans tous les détails, donnant *in extenso* les quelques lettres dont il donne des fragments, traduction et texte en regard, et nous expliquant un peu ce que c'était que l'hellénisme en France au xvi^e siècle, en assignant à chacun de ceux qui le créèrent et le propagèrent, sa véritable place?

Signalons encore quelques articles de revue récemment parus, d'abord dans *Foi et Vie* (1^{er} et 16 mars, 1^{er} et 16 avril) sur les **Huguenots réfugiés au sud de l'Afrique**, par E. Reveillaud ¹. Il adopte, pour résoudre, à propos du mariage de Pierre Joubert, la difficulté signalée ici même (1899, 672), une explication beaucoup plus compliquée que celle que j'ai suggérée. — Dans la *Revue chrétienne* (1^{er} avril, 1^{er} juin, 1^{er} août), M. E. Stapfer étudie la **traduction française du Nouveau Testament** et montre, par conséquent, ce qu'elle doit à Jacques Lefèvre d'Étaples, à Robert Olivetan, Calvin, Bèze, Osterwald, etc. — Le *Bulletin Wallon* (1^{re} livraison du t. VIII, 1900) nous entretient, avec preuves et documents à l'appui, de la **charité wallonne** (M. A. Perk) et des **débuts de l'Église wallonne de Rotterdam, 1576-1656** (R. N. L. Mirandolle). — La *Revue d'Ardenne et d'Argonne* (juin 1900) imprime une **lettre inédite de Bayle** (à M. Pinsson des Rioles, 1^{er} oct. 1693) et un **poème français à la mémoire de Bayle**, dont voici les deux derniers vers :

Il meurt, il sort du monde et, tranquille et soumis.
En mourant, il y laisse un nom et des amis.

Dans une brochure, malheureusement sans nom de lieu ni date, ni titre, mais qui paraît extraite d'une revue savante de la Manche, M. G. du Boscq de Beaumont raconte les **conséquences de la Saint-Barthélemy dans le diocèse de Bayeux**. Le maréchal de Malignon y aurait empêché les massacres, mais un registre de l'officialité montre que les huguenots, terrorisés, abjurèrent en masse. Du 24 mars 1570 au 24 août 1572, on en compte 42 dont *Martin Bunouf*, prêtre de Bayeux, *Henry Caucher*, chirurgien à Bayeux, et *Michel Bonamy*, prêtre, de Saint-Malo de Bayeux; et, pendant le seul mois de septembre 1572, pas moins de 719, en octobre 509, et 105 en décembre,

1. Qui ne cite pas une seule fois le *Bulletin* où il a trouvé les premiers éléments de son travail.

puis 74 pendant les six premiers mois de 1573. Nouvelle preuve que la Saint-Barthélemy et la Ligue firent presque entièrement disparaître la Réforme de certaines régions où elle ne parvint plus guère à recruter des adhérents.

Notons, enfin, dans la *English historical Review* de juillet 1900, une charmante étude de M. Arthur Tillaye sur l'**Humanisme sous François I^{er}**, et, dans la *Revue historique* de juillet-août 1900, l'article très documenté de M. H. Froidevaux sur la **France à Madagascar**. Il est presque entièrement consacré à un protestant rochelais, **Jacques Pronis**, qui y fut envoyé en 1642. La conduite de ce colonisateur, fondateur de Fort-Dauphin, fut, à l'instar de celle de beaucoup de colonisateurs modernes, souvent répréhensible, mais « à différentes reprises, il sut tirer la petite colonie française de la situation où il semblait qu'elle dût sombrer ».

N. WEISS.

CORRESPONDANCE

Les Lambermont (*Bull.*, XLIX, p. 335). — L'acte en forme de brevet, de 1657, autorisant les sieurs de *Lambermont* à remplacer leur nom par celui de *Bourgogne*, paraît, au moins dans la teneur qui est rapportée par notre correspondant M. H. Guyot, dénué de toute valeur probante, étant dépourvu des sanctions obligatoires en pareil cas, et notamment de la mention d'enregistrement à la Cour des aides, qui était de règle. Ce qu'on peut dire de plus favorable sur cette pièce c'est qu'elle a été rédigée par la complaisance d'un notaire de Montpellier et qu'elle constate les prétentions que MM. de Lambermont (ou du moins l'un d'eux) avaient à cette époque sur leurs origines. Ils auraient pu faire valoir plus utilement ces prétentions par devant M. de Caumartin, qui commença en 1666 sa Recherche de la noblesse de Champagne, ou devant le parlement de Metz, car la famille de Lambermont résidait à Sedan et aux environs de cette ville, c'est-à-dire dans le ressort du parlement de Metz et sur le territoire de l'intendance ou généralité de Champagne.

Or il n'y a pas eu d'arrêt rendu pour ou contre les Lambermont par ces juridictions compétentes, et M. Guyot remarque lui-même qu'ils n'ont pas usé de la prétendue permission à eux octroyée de s'appeler de *Bourgogne*.

Mais si le brevet de 1657 doit être accueilli avec méfiance, il ne s'ensuit pas que tout soit inexact dans la filiation qu'il prétend établir.

« *Théodoric, Dieric ou Thierry* de Bourgogne », invoqué comme ancêtre des Lambermont, était, au milieu du xvi^e siècle, grand-gruyer (forestier) et prévôt général de Brabant, mayeur de Wilvorde, etc. Sa femme, Jacqueline de Royen, mourut en 1562. Il descendait en ligne directe, mais illégitime, du duc de Bourgogne Jean sans Peur. Ce prince eut un bâtard, nommé également Jean, qui devint évêque de Cambrai en 1440. « L'histoire des évêques de Cambrai — écrit le P. Anselme¹ — marque qu'il fit administrer son diocèse par ses vicaires et autres officiers, sans donner aucuns soins pour le soulagement de son troupeau, et qu'il faisoit sa demeure ordinaire à la cour de Bruxelles où il mourut en 1479 après avoir tenu le siège épiscopal environ trente-neuf ans. » Sainte-Marthe² rapporte de ce prélat, qu'il eut « pendant sa jeunesse, pour amies, quelques femmes nobles des Pays-Bas, dont il procréa plusieurs enfants naturels ». Les généalogies en comptent, en effet, une dizaine, sans parler de ceux qui moururent en bas âge, et cette branche est dûment cataloguée dans le P. Anselme sous le nom de branche d'Amerval³. Elle portait pour blason les armes de Bourgogne écartelées anciennes et modernes, avec le lion de Flandre brochant sur le tout, et une pleine d'or, au bas de l'écu, pour marque de bâtardise. Jean de Bourgogne-Amerval, l'un des bâtards de l'évêque de Cambrai, eut pour fils cadet Charles, dont le fils, Théodoric, cité plus haut, épousa Jacqueline de Royen, *dame de Lambermont*. Les enfants issus de ce mariage se seraient conformés à un usage alors reçu en prenant le nom et les titres de leur mère, et en le conservant lorsqu'ils se réfugièrent, au xvi^e siècle, sur les terres des princes de Sedan, où ils firent souche, et où ils sont honorablement connus dans le négoce, l'industrie et l'enseignement, jusqu'à la Révocation. Après 1685, on les retrouve en Hollande, où Abel de Lambermont, dernier pasteur d'Imécourt, émigra.

Il ne serait peut-être pas impossible de trouver à Wilvorde des renseignements sur les causes qui dirigèrent la famille vers la principauté de Sedan, et qui lui firent renoncer au nom de Bourgogne pour adopter celui de Lambermont. On pourrait aussi chercher à préciser l'origine de la seigneurie de Lambermont, qui doit être

1. *Histoire généalog. de la Maison de France*, 3^e édit. (1726), t. I, p. 240 et 267.

2. *Histoire généalog. de la Maison de France*, t. I, p. 941.

3. La descendance illégitime des ducs de Bourgogne est des plus abondantes. C'est à une de ces lignées, issue du duc Philippe le Bon, que se rattache Jacques de Bourgogne, sieur de Falais, ami de Calvin (Voy. *Fr. Prot.*, article CALVIN).

dans le pays de Liège. Un village du nom de Lambermont se trouve aux environs de Verviers, et un hameau de la commune de Muno, près de Bouillon, porte le même nom.

En résumé, quelle que soit son insuffisance comme document, la pièce communiquée par M. H. Guyot mettrait sur la voie d'une recherche plus complète et d'une solution de ce petit problème généalogique.

H. DANNREUTHER.

Christophe de Hérís, sieur de Coquereaumont, dont il a été question plus haut, p. 223 et 334, fut pasteur de l'Église de Frémontier et Lintot (Bolbec) de 1603 à 1620.

En relevant les actes pastoraux de l'ancienne Église de Rouen en vue de combler autant qu'il sera possible les lacunes existantes dans les tables dressées en 1792 par le feudiste Legendre, tables qu'avait acquises le regretté E. Lesens et dont sa veuve a fait don à la Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme français, j'ai trouvé le baptême suivant :

« Le merquedy 28^e de mars 1601 a esté baptisé la fille de M^e Christophe de Hérís, sieur de Coqueriomon, de la paroisse de Boville-en-Caux (entre Cany et Luneray), et de Jeanne Masson¹ native de la ville de Londres en Angleterre, en l'église réformée recueillie à Quevilly, ayant pour témoins particuliers de ce baptesme M^e Pierre Bauldry et damoiselle Anne de Feugueray, fille aînée de M. de Feugueray, ministre de la parole de Dieu en lad. église, et luy a esté imposé à nom Anne. »

V. MADELAINE.

Le Refuge dans le pays de Neuchâtel. Sous ce titre on lit, dans la *Semaine religieuse de Genève*, du 4 août, ce qui suit : « M. A. P. a établi, dans le journal l'*Église nationale* (31 juillet 1898), que, contrairement aux traditions reçues dans beaucoup de familles, qui aiment à se supposer une origine intéressante, l'élément réfugié français a laissé peu de traces durables dans la ville de Neuchâtel et encore moins dans les campagnes du canton.

« La liste de toutes les familles et des particuliers qui, de 1585 à 1848, ont demandé au gouvernement neuchâtelois la naturalisation ou le droit de séjourner dans le pays, comprend 1,126 noms, dont un peu plus de 500 émanent de réfugiés pour cause de religion. Mais la

1. Il y avait à Londres, au milieu du xvi^e siècle, un *Baudouin Masson*, maître d'école français; d'autres (Laurent et Simon) furent pasteurs dans les îles de la *Manche*, voy. F. de Schickler, *les Églises du Refuge en Angleterre*, à la table. (Réd.).

naturalisation, qui suffisait pour mettre les réfugiés à l'abri des vexations de Louis XIV, supposait, pour être complète, l'achat des droits communaux dans une municipalité. Or plus des quatre cinquièmes des réfugiés huguenots n'achetèrent jamais ces droits. Sur les 367 familles ou personnes isolées reçues à la naturalisation de 1710 à 1714, 133 prirent domicile dans le pays de Vaud, 41 à Berne, 62 à Genève; il n'en resta que 49 pour la ville de Neuchâtel et 20 pour le reste du canton.

« La plupart de ces nouveaux agrégés ne vinrent à Neuchâtel que pour y prêter serment; ils n'avaient été attribués à ce canton qu'en vertu d'une entente avec Berne et Genève, et pour assurer une répartition équitable entre les diverses parties de la Suisse française. Les noms de famille de presque tous les réfugiés ont disparu du canton de Neuchâtel et le fait s'explique aisément. A part quelques représentants de la petite noblesse, les émigrés étaient des marchands ou des ouvriers de l'industrie; le pays de Neuchâtel, encore peu peuplé, ne pouvait pas leur offrir des ressources durables. Ils s'en allèrent dès qu'ils purent émigrer plus loin ou rentrer dans leur patrie; ceux dont les descendants sont encore fixés à Neuchâtel sont en nombre très restreint. »

Telle est la thèse de M. A. P. Elle paraît établie sur des documents irrécusables. Mais, — comme disait Toepffer, — que c'est une chose ingrate de chercher à désabuser un ami!

Hérétiques espagnols en France (*Bull.*, 1900, 204, 276 et 334). — La critique historique est bien redevable à M. A. Bernus. Je le remercie pour son article si riche en documents sur les *Hérétiques espagnols*. Le nom de Gales (Galesius) en français n'est pas autre que le nom espagnol Jales ou Jalez, vu la difficulté de prononcer le J hispano-arabe. Jales est un nom commun dérivé de l'arabe hilla, halil, grosse toile d'emballage (Fueros de Aragon). C'est le nom propre d'une petite localité de l'Ardèche (Voyez le *Grand Dictionnaire de géographie* par Bescherelle). De là « l'erreur de copie ». Tout à vous.

P. BESSON.

NÉCROLOGIE

M. le professeur S. Berger.

Un de mes anciens condisciples de Faculté, professeur d'histoire, bibliothécaire et secrétaire de la Faculté de théologie protestante

de Paris, M. Samuel Berger, est mort à Sèvres, chez son beau-père, M. le doyen Himly, le 13 juillet dernier.

Nous avons suivi ensemble, sur les bancs de la salle des cours du quai Saint-Nicolas, à Strasbourg, les leçons, peu banales, de ces professeurs, tous morts aujourd'hui, qui s'appelaient G. Baum, T. Colani, A. Cunitz, F. Lichtenberger, Ch. Schmidt, Edouard Reuss, et qui tous ont laissé, dans le mouvement scientifique de ce siècle, une trace plus ou moins profonde. L'ambition de Samuel Berger était, alors déjà, de ressembler à ces laborieux et de faire œuvre de science durable. Il a si bien tenu parole qu'il a usé avant le temps, par des excès de travail, une constitution plus robuste que celle de plusieurs de ses camarades.

Né en 1843, bachelier en théologie en 1867, dix ans plus tard il contribuait à la reconstitution, à Paris, de l'ancienne Faculté de théologie de Strasbourg dont il devenait le secrétaire et le bibliothécaire, et il entreprenait les recherches ardues qu'il a poursuivies jusqu'à sa mort et qui tendaient à reconstituer l'histoire de la Bible, et plus particulièrement de la Vulgate. Ses livres, la *Bible au XVI^e siècle* (1879) et la *Bible française au moyen âge* (1884) ne sont donc que des fragments excellents de ce grand travail. *Pendent opera interrupta!* Que de fois cette mélancolique exclamation ne nous est-elle pas arrachée dans ce Paris dont les exigences multiples et croissantes font avorter ou laissent inachevées tant de projets et de travaux!

A côté de ces livres, toutefois, Samuel Berger laisse une bibliothèque théologique importante qu'il créa et organisa de toutes pièces pour sa chère Faculté, sans compter de nombreux et obscurs services de détail qu'avec une obligeance et un dévouement infatigables il rendit à cette dernière, à l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, et à l'Église luthérienne où il exerçait avec beaucoup d'exactitude des fonctions pastorales régulières. Il s'intéressait aussi à l'histoire de la Réforme française, témoin deux de ses dernières études, sur le *Procès de Briçonnet* (*Bull.* du 15 janv. 1895) et sur *La Sorbonne et les Luthériens*¹ (*Témoignage* des 23 sept. et 1^{er} oct. 1898). Que sa veuve et ses frères veuillent bien trouver ici l'assurance émue de mes regrets et de ma profonde sympathie².

N. WEISS.

1. A propos du *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris, 1504-1533*, auquel M. Léopold Delisle vient de consacrer une notice étendue, extraite des *Notices et extraits des manuscrits...* t. XXXVI, Paris, Imprimerie nationale, 1899.

2. Voy., dans la *Revue chrétienne* du 1^{er} août, un article de M. A. Sabatier, ainsi que ceux du *Témoignage* (21 juillet) et du *Christianisme au dix-neuvième siècle* (20 juillet).

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

L'ART ET LE PROTESTANTISME

A PROPOS D'UNE RÉCENTE CONTROVERSE

Ce sujet n'est pas précisément étranger aux recherches et aux travaux insérés depuis un demi-siècle dans ce *Bulletin*. Plus d'une fois, en effet, il a montré que la Réforme française n'avait nullement été hostile à l'art, puisqu'elle compte dans ses rangs nombre d'artistes et non des moindres; et il suffit d'ouvrir la dernière livraison pour voir que la liste de ceux que nous ignorions s'allonge sans cesse.

Mais on n'a jamais abordé ici la question : La Réforme a-t-elle été favorable ou défavorable aux arts et quelle a été son influence dans ce domaine? — Depuis que sévit contre les minorités religieuses la campagne de presse qui a passé des *Croix* et de la *Libre Parole* dans certaines revues, le Protestantisme français a aussi été attaqué sur ce terrain. Le *Bulletin* du 15 mars dernier a brièvement signalé cet article de la *Revue des Revues* à laquelle j'adressai d'ailleurs quelques remarques rectificatives que le directeur promit à deux reprises et finalement refusa d'insérer¹. Il n'est donc pas inutile

1. L'article de M. E. Müntz intitulé *l'Art et le Protestantisme* parut dans la *Revue des Revues* du 1^{er} mars 1900. Le 15, je priai M. Jean Finot de bien vouloir, puisque j'y étais pris à partie, me permettre quelques rectifications. Il me répondit le 16 : « Nous publions très volontiers votre rectification... Je vous serai très obligé de m'envoyer vos pages le plus tard lundi avant 4 heures... », ce qui fut fait. Or, rien n'ayant paru le 1^{er} avril, M. J. Finot m'écrivit le 12 : « M. E. Müntz tient à ajouter quelques pages à la suite de votre réponse... Aussitôt que nous aurons reçu son article, le vôtre paraîtra en même temps que le sien... » — Cette promesse

de se demander si le Protestantisme français mérite vraiment les reproches et les conseils que lui adresse charitablement, sur ce sujet, M. Eugène Müntz, de l'Institut.

Il va sans dire que je n'ai pas la prétention de traiter, ni même celle d'aborder toutes les questions, délicates et complexes, que soulève ce titre, nécessairement vague, *l'Art et le Protestantisme*. Je désire seulement préciser les quelques points sur lesquels on nous attaque et les examiner à la lumière des faits.

Une remarque préliminaire s'impose : l'art n'est pas, n'a jamais été, ni le privilège ni l'apanage d'une race, d'un peuple ou d'une opinion. L'art, les formes esthétiques par lesquelles se traduisent les manifestations les plus diverses de la vie et de l'âme humaines, — ce que Ruskin appelle si justement la

ne fut pas mieux tenue que la première. — La *Semaine littéraire de Genève* ayant reproduit l'article de M. Müntz (14 et 21 avril) me demanda ce que j'en pensais. J'attendis jusqu'au 19 mai avant de lui envoyer une copie de ce que j'avais adressé à la *Revue*, en prévenant cette dernière le 26. La *Semaine* l'inséra aussitôt le 2 juin. Elle décida M. Müntz à produire sa réplique qui parut le 16 juin — (ma riposte qui mit fin au débat, parut le 30). — La *Revue des Revues* ne se borna pas à supprimer ma réponse, mais reprit l'offensive le 15 juillet, par un nouvel article de M. Müntz, me traitant « d'énergumène dont il aurait réduit ailleurs à néant l'argumentation et les *bévue*s historiques » (p. 137). Le 26 juillet, je priai M. J. Finot de mettre ses lecteurs à même d'apprécier la valeur de ces injures, en tenant ses promesses des 16 mars et 12 avril... Il me répondit le 30 : « A mon vif regret, il nous est impossible de consacrer un troisième article à la question soulevée par M. Müntz. Vous devinez sans doute nos raisons et je ne doute point que vous ne les approuviez... » J'eus la naïveté de répliquer le même jour « qu'il ne s'agissait nullement d'un troisième article, mais du droit incontestable que j'avais, aux termes de la loi, de me défendre là où j'avais été inexactement et calomnieusement pris à partie », droit d'ailleurs reconnu par les lettres déjà citées du 16 mars et du 12 avril. Il m'écrivit le 3 août : « Votre nom n'a pas été prononcé dans la *Revue*. Voulant cependant vous être agréable et avec le consentement de M. Müntz, je voulais publier votre longue réponse. Vous avez reçu l'épreuve, mais, dans votre impatience, vous l'avez fait paraître ailleurs. Dans l'intervalle nous avons donné un article de M. Müntz sur le même sujet, que nous devons considérer comme définitif. A notre place vous en feriez sans doute autant ! » — Ces assertions surprenantes ont été rectifiées par une dernière lettre, que voici :

« Je suis, monsieur et honoré confrère, encore plus surpris par votre lettre de ce jour que par celle qui l'a précédée. Vous écrivez que mon nom n'a pas été prononcé dans votre *Revue*. Prenez donc la peine de l'ou-

religion de la Beauté — est un fait universel. On trouve l'art, plus ou moins développé sous toutes les latitudes, à tous les degrés de la civilisation, chez tous les peuples, quelles que soient d'ailleurs leurs mœurs ou leurs opinions. Il suffit de parcourir l'Exposition de 1900 pour s'en convaincre. A ce point de vue, quand bien même on démontrerait que tel peuple ou telle religion condamnaient certaines œuvres susceptibles d'avoir un caractère esthétique, cela ne prouverait pas que ceux qui se conformaient à cette interdiction étaient absolument étrangers à l'art, mais seulement qu'ils le concevaient autrement ou le reléguaient dans certains domaines. Ainsi les Sémites, Juifs et Musulmans interdisaient toute représentation de la divinité. Il est évident que cela supprimait toute une catégorie d'œuvres d'art, mais il n'y en avait pas moins, et il y a encore un art arabe, et sans doute le temple de Salomon, par exemple, n'en était pas dépourvu. Je ne veux d'ailleurs pas insister sur cette remarque qui se précisera plus loin.

voir à la page 493 du volume XXXII où vous le verrez cité deux fois et où précisément M. Müntz m'objecte des faits notoirement inexacts que je tenais à rectifier. Si, à la page 137 du volume XXXIV, il a eu soin de ne pas me nommer, il a eu du même coup celui de me désigner aussi clairement que possible; l'énergumène dont il prétend avoir réduit à néant l'argumentation et les bêtises historiques ne peut être que votre serviteur, puisque M. Müntz n'a répondu à des objections que dans la *Semaine littéraire de Genève* lorsque celle-ci eut inséré ma réplique. Mon droit à une réponse est donc aussi évident que possible; mais vous ajoutez que j'aurais reçu une épreuve de cette réponse et que c'est mon impatience à la faire paraître ailleurs qui vous aurait empêché de la publier. Je n'ai jamais reçu cette épreuve qui n'a pas été envoyée et qui n'existait pas encore le 12 avril, un mois après votre acceptation du texte d'icelle, puisque ce jour-là vous me demandiez d'attendre encore une quinzaine à cause de l'absence de M. Müntz. J'attendis encore plus d'un mois puisque je n'envoyai à Genève une copie de mon article que le 19 mai, J'ai donc attendu pendant plus de deux mois votre promesse écrite du 16 mars. Si c'est là de l'impatience, avouez qu'elle est singulièrement modérée. Mais je ne veux pas insister. Je me réserve de mettre en pleine lumière cette nouvelle manière d'interpréter le droit de réponse et de pratiquer la confraternité littéraire, et je vous prie d'agréer, monsieur et honoré confrère, le très sincère regret de ne pouvoir l'approuver.»

Voilà qui est fait, car certains procédés... littéraires sont tellement caractéristiques qu'ils ne valent même pas la feuille de papier timbré qui pourrait les faire constater légalement.

Le ritualisme.

M. E. Müntz a pris prétexte des luttes provoquées en Angleterre par le ritualisme pour déclarer que celui-ci « n'est, au fond, qu'un acheminement vers une mise en scène plus brillante et un culte véritablement extérieur ». D'où il suivrait que le ritualisme serait une réaction salutaire contre un culte appauvri et pas assez « extérieur ».

Or, chacun sait que le ritualisme n'est qu'une évolution contemporaine du puséisme, c'est-à-dire une tentative de traduire dans les formes du culte les idées romanisantes mises en circulation depuis trente ans par les puséistes¹. Il suffit, en outre, d'avoir parcouru l'Angleterre, non seulement à Londres, où le culte de Westminster a été de tout temps renommé pour sa beauté, mais dans les plus obscurs villages, que dis-je, jusque dans les chapelles du continent, pour savoir que, bien avant qu'il y eût des ritualistes, les Anglais ont toujours et partout soigné précisément « la mise en scène » et le côté « extérieur » du culte. Ce n'est pas chez eux qu'on trouverait rien qui ressemble, même de loin, à l'imagerie religieuse qui encombre les boutiques du quartier Saint-Sulpice, et qu'on rencontre un peu partout dans les lieux de culte catholiques. On peut affirmer, du reste, que, de tous ceux qui adoptèrent la Réforme, les Anglais furent les plus conservateurs, répugnant à tout radicalisme, et cherchant, dans les édifices, dans leur ornementation et dans les cérémonies religieuses, à améliorer ce qui existait bien plutôt qu'à le transformer². De sorte, comme on peut, à Paris même, le constater, que le culte ritualiste est, non pas plus esthétique, mais seulement beaucoup plus compliqué, plus long et plus incompréhensible que le culte anglican.

1. On trouvera, dans une des dernières livraisons de la *Grande Encyclopédie*, un article, du signataire de ces lignes, sur le *Ritualisme*. Je prends la liberté d'y renvoyer le lecteur parce qu'il résume des renseignements disséminés jusqu'ici dans des journaux et des revues.

2. Presque toujours les Anglais ont réparé leurs anciens édifices dans le style dans lequel ils avaient été construits.

L'Art et l'Évangile.

M. Müntz part de là pour déplorer la nudité de nos temples et l'aspect « maussade » de nos Bibles, comme si les livres de messe à l'usage du commun étaient particulièrement attrayants. Il explique cette « iconophobie » des protestants par une trop grande fidélité à l'Évangile, « de tous les codes religieux à coup sûr celui qui fait la place la plus petite à l'art ». Aussi ses premiers adhérents auraient-ils été des contempteurs de l'art païen et « les habitudes d'art, invétérées chez les Romains, furent la cause déterminante de l'hostilité de ceux-ci contre les chrétiens ».

Tout ce raisonnement repose sur une confusion : Ce n'est pas l'art comme tel que la Bible, c'est-à-dire le deuxième commandement du Décalogue, *et non l'Évangile* — proscriit, mais uniquement la représentation figurée de Dieu, c'est-à-dire l'idole et le culte que les païens lui rendaient. L'interdiction de statues ou d'images dans les sanctuaires juifs et chrétiens ne visait donc nullement l'œuvre d'art, mais *ce qu'elle représentait* et le culte qu'on lui offrait. Cela est si vrai que, M. Müntz est obligé de le reconnaître, les synagogues et les mosquées n'en étaient pas moins somptueusement et artistiquement décorées.

En outre, non seulement l'Évangile proprement dit ne renouvelle nulle part l'interdiction des images, mais il est si peu hostile à l'art qu'on y trouve un sentiment particulièrement vif pour les beautés éternelles de la nature, et même pour les belles œuvres des hommes. C'est l'Évangile qui parle des « royaumes du monde et de leur gloire... » « Regardez les oiseaux du ciel, considérez les lis des champs, Salomon même dans toute sa gloire n'a pas été vêtu comme l'un d'eux », s'écrie Jésus, et ses disciples admirent « les belles pierres et les offrandes qui faisaient l'ornement du temple de Jérusalem ».

Mais ce n'est là qu'un côté, et le moindre de ceux par lesquels l'Évangile touche à l'art. En attaquant tout ce qui souille et dégrade l'humanité, en relevant cette dernière partout où

elle est déchue, il a renouvelé l'inspiration artistique, lui a ouvert des perspectives et des horizons infinis, inconnus des païens, car il a placé la beauté ailleurs encore que dans les formes extérieures où les Grecs et les Romains la voyaient presque exclusivement. Aussi celui de nos contemporains qui a peut-être le plus aimé l'art, Ruskin, a-t-il pu dire que « le Christ était devenu pour lui l'artiste suprême et doux qui travaille de ses mains à faire plus belle la demeure des hommes ¹ ».

Rien aussi n'est plus contestable que de faire des Romains, qui persécutèrent les premiers chrétiens, des vengeurs de l'art païen outragé. On ne pouvait décemment reprocher à ces premiers chrétiens « l'absence d'édifices consacrés au culte » et la célébration clandestine de ce dernier, puisqu'il était interdit sous les peines les plus sévères. Quant au refus de sacrifier aux idoles ou au génie de l'empereur, il était considéré, non comme un crime contre l'art, mais comme un sacrilège et un crime de lèse-majesté. — Or, malgré cette situation exceptionnellement cruelle faite à ces prétendus contempteurs de l'art païen, il suffit de jeter les yeux sur les images rudimentaires qu'ils ont laissées dans les catacombes ² pour éprouver une émotion artistique singulièrement vive, car, dans ces symboles si touchants, on sent le premier effort d'un art nouveau comme le monde qu'il révèle, et qui allait enfanter une longue série de chefs-d'œuvre lorsque le christianisme eut triomphé de ses premiers ennemis.

Les Réformateurs.

Le point de départ, la base du raisonnement que l'on critique ici, étant en contradiction évidente avec des faits indéniables, les conséquences qu'en tire M. Müntz sont tout aussi peu justifiées.

Il est parfaitement exact que les Réformateurs n'ont pas

1. Voy. R. de la Sizeranne, *Ruskin et la religion de la Beauté*, Hachette, 1899, d'après *Sesame and Lilies* de cet auteur (chap. II, fin).

2. Et dont M. Rey a tiré un parti si heureux dans la décoration de l'église réformée de Port-Royal (Paris, boulevard Arago).

eu d'autre prétention que de rétablir dans les âmes et dans la vie le règne de l'Évangile remplacé par celui de l'Église romaine et de ses traditions. Mais, pas plus que l'Évangile ils n'ont été des iconophobes, des iconoclastes de parti pris ou des ennemis de l'art. Ce fait a été mis en pleine lumière par M. André Michel lorsqu'il y a deux ans, dans la revue *la Foi et la Vie* (1898, nos 4 à 6), notre confrère M. Paul Doumergue a ouvert une sorte d'enquête sur cette même question de l'Art et du Protestantisme. Les citations des Réformateurs que M. A. Michel a rassemblées, et que j'avais eu soin de signaler à M. E. Müntz lorsqu'il préparait son article, établissent toutes que, sur ce point, ils se sont simplement conformés à l'enseignement de la Bible, interdisant les « idoles », statues ou images *objets d'un culte*, et nullement les œuvres d'art. Rien n'est plus facile que de multiplier, de préciser ces citations.

Lorsque, sous prétexte d'obéissance au deuxième (ou pour les catholiques et les Luthériens la 2^e partie du premier) commandement du Décalogue, les anabaptistes se mirent à renverser les images, Luther déclara publiquement, dans un sermon prêché le 24 septembre 1525, qu'en réalité « ce commandement ne s'adressait qu'aux juifs et non à nous... Non « que je tiennne aux images, mais que me fait une image, si mon « cœur n'y est attaché ? Il ne faut donc pas leur rompre bras et « jambes, ce qui laisse le cœur tout aussi impur qu'il l'était...¹ ».

Zwingli est le seul qui, bien que grand admirateur des œuvres d'art et, en général, des anciens (*Nemo magis miratur picturas, statuas et imagines quam nos*), conseilla la suppression des images *auxquelles on rendait un culte*, mais en laissant les communautés libres de les garder si la majorité du magistrat se prononçait dans ce sens. En conséquence, à Zurich et aux environs, elles furent enlevées et détruites officiellement, régulièrement, partout où la majorité le demanda (1523-1524)².

1. Voy. Luther, sermon sur la 2^e partie du 1^{er} commandement du Décalogue, dans *Luthers Werke*, édition de Weimar (1883 ss.), t. XVI. p. 439 ss.

2. Voy. D.-R. Staehelin, *Huldreich Zwingli, sein Leben und Wirken*, I, 368 ss.

Quant à Calvin, non seulement il ne donna jamais le même conseil que Zwingli, mais il se prononça nettement et à plusieurs reprises contre la destruction des images. « ... C'est un « fol exploit qui s'est fait à Sauve de brusler les idoles et « abbatre une croix. Nous sommes bien esbahiz qu'il y ait « eu une telle témérité en celui qui devoit modérer les « autres et les tenir en bride », écrit-il en 1561 ; et l'année suivante, 13 mai 1562, il blâme vertement la manière dont les huguenots en avaient usé à cet égard à Lyon¹. Longtemps auparavant il avait écrit dans l'*Institution* : « ... Je ne suis pas « tant scrupuleux de juger qu'on ne doive endurer ni souffrir nulles images : mais d'autant que l'art de peindre et « tailler sont dons de Dieu, je requiers que l'usage en soit « gardé pur et légitime, afin que ce que Dieu a donné aux « hommes pour sa gloire et pour leur bien ne soit perverti « et pollué par abus désordonné². »

Eh bien, en présence de ces faits, de ces textes formels, d'une clarté limpide, et *après les avoir en partie cités*, M. Müntz écrit : « Zwingle ne proscrivait que le culte exté-
« rieur, tel qu'il se manifeste à l'aide des productions de
« l'art... Calvin a constamment confondu, avec intention
« peut-être, l'adoration des images, avec l'admiration toute
« platonique qu'inspire un chef-d'œuvre ; la beauté, à ses
« yeux, n'est autre chose qu'un sujet d'idolâtrie... Supprimer,
« comme le faisait Calvin, tout ce qui parlait aux yeux,
« n'était-ce pas, du même coup, dessécher le cœur et
« l'âme, etc. »

On avouera qu'il est difficile d'aller plus loin dans l'art de tirer d'un texte tout juste le contraire de ce qu'il renferme. Et, bien qu'il ne puisse citer un seul fait justifiant une aussi étrange exégèse, M. Müntz y persiste : « Le vandalisme —
« cela saute aux yeux, — *était la règle* ; il fut préconisé dès
« le début par Zwingle et par Calvin ; celui-ci eut beau le
« désavouer par la suite : après avoir semé le vent, il devait
« fatalement récolter la tempête... »

1. Voy. *Calvini opera*, éd. Baum, Cunitz et Reuss, XVIII, 580 et XIX, 409.

2. Voy. pour plus de détails sur *Calvin et l'Art*, un article de M. E. Doumergue dans *La Foi et la Vie* du 16 mars 1900.

Les vandales huguenots et autres.

Après une pareille interprétation des faits et des paroles les plus explicites, faut-il s'étonner de lire ceci ? « Les huguenots ne manquèrent pas de jurer par la parole du maître !
« D'un bout à l'autre du xvi^e siècle, la Réformation française
« se signala par son vandalisme. C'est par centaines que se
« comptent, au nord comme au sud, à Rouen, à Caen, à Angoulême, à Poitiers, à Lyon, et en vingt autres villes, les
« hécatombes de statues, de rétables, de verrières, d'émaux, d'ornements sacrés. »

À des assertions aussi manifestement outrées j'avais déjà répondu antérieurement, par ces lignes insérées en 1898 dans la revue *La Foi et la Vie* (p. 79) : « Après quarante années de supplices patiemment supportés, lorsqu'on crut que l'hérésie serait du moins tolérée, et surtout lorsqu'après le massacre des huguenots à Vassy et dans plusieurs autres villes, éclata la mauvaise foi des cléricaux, il y eut dans le peuple une explosion de fureur iconoclaste. Il vengea, sur ce qu'il appelait des idoles, le sang de tant de martyrs torturés, brûlés, enterrés vivants, parce qu'ils n'avaient voulu croire que ce que la Bible enseignait. Mais cette fureur iconoclaste ne dura que quelques jours, et partout elle fut désavouée et enrayée par tous ceux qui avaient qualité pour parler au nom de la Réforme, c'est-à-dire par les Réformateurs et en général par les ministres. Il ne faudrait pas, du reste, faire endosser à quelques énergumènes toutes les destructions qui ont été faites beaucoup plus tard. Il est absolument impossible, pour la deuxième moitié du xvi^e siècle, en France, de faire la part des protestants et des catholiques dans ces destructions, et il suffit de parcourir les mémoires du temps pour constater que ces derniers ne respectaient pas plus que les premiers, les œuvres d'art qui pouvaient gêner leurs opérations. — Enfin, il y a une dernière remarque à faire : ce qui a été détruit au xvi^e siècle n'est rien ou peu de chose en comparaison de ce qui a été abattu au xvii^e, sous Louis XIV, où tout ce qui datait du moyen âge passait pour barbare. Et ce que la tyrannie de la mode avait

épargné sous Louis XIV et Louis XV, a succombé lors de l'application, beaucoup plus générale ou méthodique qu'on ne pense, de la loi de la Convention, du 1^{er} août 1793, ordonnant de faire disparaître les vestiges de la féodalité. »

A ce résumé très sommaire, de faits faciles à vérifier, que m'oppose M. Müntz : « S'il s'était agi d'excès *isolés*, s'écrie-t-il, y aurais-je insisté ? » Et aussitôt il cite l'excès *absolument isolé* commis le 23 juillet 1525 dans un cimetière de Metz, par Jean Leclerc. On se rappelle que ce malheureux, marqué d'une fleur de lys par un fer rouge et fustigé publiquement pour avoir, quatre mois auparavant, lacéré une bulle d'indulgence, avait mutilé des statues dans ce cimetière et fut, pour cet attentat — explicable si ce n'est excusable dans de pareilles conditions, — littéralement déchiqueté et brûlé par morceaux le 29 juillet. Ce supplice, égal à ceux par lesquels les Chinois d'aujourd'hui vengent le mépris des chrétiens pour leurs dieux, provoqua-t-il d'autres actes de vandalisme ? Nullement, puisque, de l'aveu même de mon contradicteur, il faut franchir plus d'un quart de siècle *pendant lequel des centaines de coreligionnaires de Jean Leclerc furent traités à peu près comme lui*, pour rencontrer un ou deux attentats contre des images qui n'étaient pas nécessairement des œuvres d'art ! C'est ainsi que, « *d'un bout à l'autre du xvi^e siècle, la Réformation française se signala par son vandalisme*¹. »

Le bris des images.

Si nous examinons d'un peu plus près ce qui s'est passé au début des guerres de religion, quelles preuves M. Müntz nous donne-t-il de ce *vandalisme* ? Il me renvoie à la *Bibliographie générale des inventaires*, de Mély et Bishop, et au mémoire de Niepce sur Lyon. Or, bien loin de contredire ce que les faits m'ont dicté, ces livres le confirment. Ils ne mentionnent

1. Voy. ma *Chambre ardente* qui énumère tous les faits provoqués par la Réforme entre 1540 et 1550 et renferme plus de 500 arrêts rendus par le Parlement de Paris contre les « Luthériens » entre 1547 et 1550, dont un seul punit un « oultrage commis en l'image de la ...Vierge Marie »... en 1548.

guère, en effet, plus d'une demi-douzaine de villes où eurent lieu les dévastations incriminées, et encore y voit-on figurer Dijon, Chartres, etc., où les trésors des églises furent confisqués pour battre monnaie, par ordre de Tavannes et du roi lui-même, preuve évidente de ce que j'écrivais que les catholiques de ce temps ne se souciaient guère plus que les huguenots de conserver religieusement les œuvres d'art. Quand même nous doublerions ou triplerions le chiffre susdit, nous serions encore bien loin des mutilations imputables au grand siècle ou à la Convention. Et toutes ces dévastations furent commises pendant *quelques jours* de l'année 1562¹. Si, au lieu de nous en tenir à des inventaires généralement dressés plus ou moins exactement et longtemps après l'événement, nous consultons les *contemporains*, nous en trouvons un, un évêque, qui, en 1567, publia précisément un *Discours sur le saccagement des Églises catholiques, par les hérétiques anciens et nouveaux calvinistes*. Sait-on combien ce clérical qui écume de rage contre les huguenots, énumère de villes où ces derniers se seraient livrés à ces excès ? Guère plus d'une douzaine².

Si, d'autre part, on veut avoir une idée de la tyrannie de la mode sous Louis XIV, et même de nos jours³, ainsi que des crimes contre l'art que cette tyrannie ne cesse de commettre, il suffit, par exemple, de comparer, à Paris, l'architecture de Saint-Sulpice avec celle de la gracieuse église qui en occupait jadis l'emplacement et dont d'anciennes estampes nous ont conservé le profil ; — ou de se demander quand et pourquoi on a démoli les deux tours latérales de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés ; — ou d'admirer le portail de Saint-Eustache ; — ou encore de voir comment à Saint-Maclou de Rouen et dans des centaines d'autres églises on a eu, au xvii^e siècle, la

1. Dans la Flandre française, le bris des images sévit en 1566, mais aussi seulement pendant quelques jours, du 15 au 25 août, grâce à l'énergique intervention des pasteurs.

2. Tours, Orléans, Blois, Poitiers, Bourges, Lyon « avec tout le Dauphiné » (?), Châlons-sur-Saône, Mâcon, Le Mans, Rouen (*Discours...* f. 49 r^o).

3. Déjà, à l'époque de la Renaissance on a commencé à transformer les églises gothiques, mais on le faisait du moins avec une certaine fantaisie pleine de goût et de charme comme on peut le voir dans certaines parties de l'église de Gisors et en plusieurs autres.

prétention d'orner les colonnes, le chœur ou les autels¹; — ou enfin d'entrer dans presque tous les sanctuaires catholiques tant anciens que modernes, et d'y contempler ces affreux chemins de croix qui sortent des ateliers d'art religieux du quartier Saint-Sulpice, et qui doivent, paraît-il, ainsi que nombre de statues et d'accessoires dorés et coloriés, orner les susdits sanctuaires².

J'ai enfin affirmé que partout où le bris des images eut lieu, ces accès de représailles provoqués par les mesures de répression impitoyable opposées aux requêtes demandant humblement la tolérance du culte protestant, ont été très courts et ont toujours été désavoués et *arrêtés* par les réformateurs ou par les ministres. Non seulement je défie qu'on me donne une preuve du contraire, mais j'ajoute que cela ressort du témoignage même des cléricaux contemporains. Ainsi Claude de Saintes écrit qu'à Orléans « les seigneurs faisoient bonne mine avec leurs ministres, et monstroient n'approuver telles abominations ». puis, qu'il y « fut fait un cry de ne dommager aucunement les églises, n'esgratigner une image³ ».

Admettons toutefois, comme je l'ai dit ailleurs, que M. Müntz ait le droit de passer ces faits sous silence ou même de les contester. — Depuis quand est-il équitable de rendre *le Pro-*

1. L'échantillon le plus caractéristique de ce vandalisme officiel, je l'ai vu il y a quelques semaines, à Honfleur. Il y a là une église du xv^e siècle qui fut entièrement construite en bois, ce qui lui donnait un aspect de légèreté, d'élégance remarquables. On s'est avisé de recouvrir les madriers qui servent de colonnes, et une partie des boiseries de la voûte d'un revêtement de lattes et de plâtre pour en faire des colonnes épaisses, rondes et blanches, qui cadrent avec l'horrible portail pseudo-grec dont on a affublé l'entrée.

2. A Saint-Germain-des-Près il y a une grande statue de la Vierge ancienne, d'une certaine valeur artistique. On l'a défigurée naguère, en lui mettant sur la tête, et sur celle de l'enfant Jésus, une couronne éclatante en métal doré.

3. *Discours, ut supra*, f^o 44^{re} et 44^{vo}. En même temps il reconnaît que la barbarie des catholiques fut bien supérieure à celle de leurs adversaires, à Tours, par exemple, où les huguenots « n'ont pu fuir ne résister, ains sont morts sur les territoires de Saint-Martin et de Saint-Hilaire plus de dix mil sacrileges (iconoclastes), comme executez sur la terre où ils avoient commis le mal » (*Ibid.*, f^o 63^{re}).

testantisme responsable des excès passagers de quelques soldats? Ceux de Louis XIV n'ont-ils pas saccagé le Palatinat *par ordre*, et brûlé, entre autres, cette merveille de la Renaissance, le château de Heidelberg? Quelqu'un a-t-il jamais traité Louis XIV d'iconoclaste? En 1870 des obus allemands ne sont-ils pas tombés sur la cathédrale de Strasbourg et n'ont-ils pas incendié les admirables nefs du Temple Neuf et la Bibliothèque qu'elles abritaient? Sans parler des incendies de la Commune, les obus du Mont-Valérien n'ont-ils pas détruit le château de Saint-Cloud? Tout un peuple sera-t-il traité de barbare à cause des actes accomplis par quelques individus sans scrupules? — Laissons donc ce genre d'arguments à ceux qui les ont mis en circulation et qui ont intérêt à ce qu'ils n'en sortent pas.

Le culte et les temples huguenots sous l'Édit de Nantes.

Ne quittons pas les guerres de religion, si rarement appréciées avec équité, sans marquer une de leurs conséquences qui touche directement à notre sujet.

Partout où l'intransigence absolue de la majorité provoqua ces luttes fratricides, et où la minorité n'obtint la paix que grâce à de véritables hécatombes ou à la condition de se résigner à une situation précaire et inférieure, le fossé se creusa plus large et plus profond entre les deux religions. Le catholicisme devint de plus en plus intolérant, exclusif, et le protestantisme accentua peu à peu tout ce qui le distinguait de l'ancienne religion.

En Allemagne, en Angleterre où, grâce à une situation politique différente, la Réforme put s'établir, sinon sans luttes, du moins sans révolutions sanglantes prolongées ou répétées, elle ne modifia les habitudes et les formes traditionnelles que le moins possible, et dans certaines régions les deux cultes coexistèrent dans les mêmes édifices religieux¹. En Alsace,

1. Il en fut de même, mais pendant peu d'années, en France, à La Rochelle, dans la principauté de Sedan et dans le Béarn, c'est-à-dire là où les protestants étaient les maîtres, ce qui prouve que si alors eux aussi étaient intolérants, ils l'étaient beaucoup moins que les catholiques.

par exemple, ou bien on partageait certaines églises, ou bien on se bornait à tendre un rideau devant le maître autel pendant le culte protestant.



En France au contraire, en Hollande, en Écosse, partout où la lutte fut âpre, prolongée, impitoyable de la part des vainqueurs, le culte réformé affecta de proscrire tout ce qui pouvait rappeler le culte proscripteur. De là l'extrême sim-

plicité, la nudité de ce culte et des édifices où il se célébrait¹. En France où, contrairement à ce qui se passa en Écosse et en Hollande, l'édit de Nantes consacra la situation inférieure, précaire du culte de la minorité, puisqu'il l'excluait de toutes les villes un peu importantes; la plupart des temples ne furent guère que des abris provisoires, élevés en dehors de toute préoccupation esthétique.

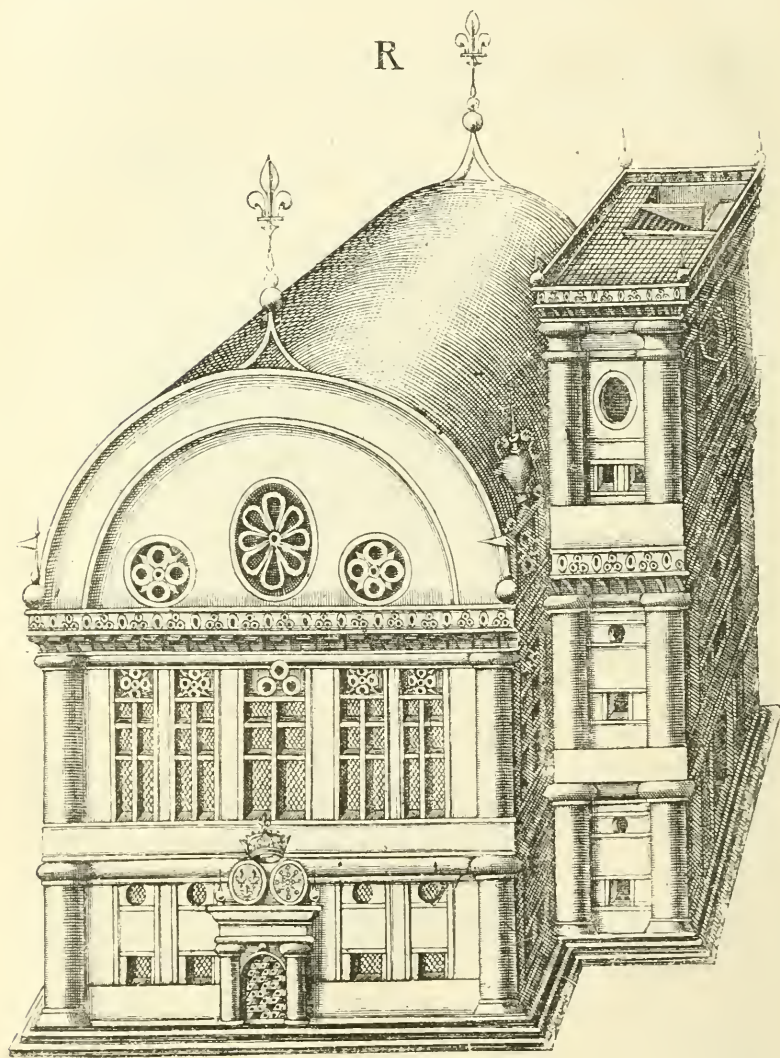
Quelque insuffisant qu'il fût, l'édit de Nantes eut toutefois l'honneur de clore l'ère des guerres de religion et de rem-



placer le régime de l'arbitraire et de la violence par celui de la légalité. Bien que Henri IV eût été mis dans la nécessité de le signer, on crut généralement qu'il le ferait observer et que ses anciens coreligionnaires verraient des jours meilleurs. Un indice de cet état d'esprit se trouve, entre autres, dans un ouvrage intitulé : *DES FORTIFICATIONS ET ARTIFICES. ARCHITECTURE ET PERSPECTIVE de Jaques Perret GENTILHOMME SAVOYSIEN.*

1. Pour être tout à fait exact, il faut tenir compte aussi de la différence de tempérament et de tendances entre Luther, les réformateurs anglais, d'une part, et Calvin et Knox, de l'autre. Mais la preuve que la remarque ci-dessus est juste, c'est qu'en Amérique où il n'y a pas eu de luttes confessionnelles, les églises presbytériennes, c'est-à-dire du type calviniste strict, sont beaucoup plus ornées et d'un caractère architectural plus artistique qu'en France ou en Hollande.

C'était un huguenot, toutes les planches de son petit in-folio — gravées par Thomas de Leu — étant ornées de paroles bi-



bliques. Au sommet du titre il a placé une effigie de Henri IV, à la fois victorieux de ses ennemis et administrant la justice à

tous ses sujets, et tout autour du portique renfermant le titre ci-dessus on lit : *Vous tous princes et seigneurs, rendez au Seigneur toute force et tout honneur, Ps. XXIX ; le roi est lieutenant sur la terre pour faire à tous esgale justice ; honorez le roy, en Dieu contentement et seul repos ;* au bas se trouve une fine vue de Paris « *assiégée et prise par le grand Roy Henri III le vingt deuxiesme de mars 1594* ».

Je cite ce livre, peu connu d'ailleurs, parce qu'outre des plans et dessins de fortifications, de châteaux et de constructions diverses, il renferme deux projets de temples. Je ne crois pas qu'aucune Église ait eu l'idée de les faire exécuter, mais, bien qu'un peu étranges, ces devis, tenant en quelque sorte le milieu entre l'architecture civile et l'architecture religieuse, ne sont ni plus ni moins esthétiques que ce qui se construisait alors pour le culte catholique¹.

1. Voici la légende qui se rapporte au premier de ces deux projets :

Maintenant, sortant des villes et fortifications pour aller aux champs et metairies nous trouverons au-dessus de ceste figure un petit temple quarré contenant 12 toises quatre pieds de long de chacun costé en dehors sans le clocher, sa muraille a d'espaisseur par toute 1 toise, et dedans œuvre il contient 10 toises 4 pieds de long de tout costez et sa hauteur autant jusques au toiet, sans y comprendre trois degrez qui sont dehors à rez terre tout à l'environ pour y monter. Il n'y a qu'un seul arc de pierre de 4 pieds d'espaisseur, qui soustient tout le milieu du couvert, qui est fait en manière de berceau, son ouverture en bas est de 7 toises, tirant du clocher à l'opposite où, au pied d'iceluy arc, est la chaire pour faire les prières et prédications. Au dedans tout à l'environ sont trois banes l'un sur l'autre touchant la muraille en manière de théâtre. Puis les chaires pour les seigneurs et en apres les banes pour les femmes, ayant tousiours belles allees entre deux. Du costé de la chaire à dextre et senestre sont deux petits escaliers quarez de bois et à jour pour monter sur les galleries qui sont tout à l'environ sur lesdits trois banes. On y monte aussi par deux escaliers qui sont à dextre et senestre dans le clochier et grand portail, au-dessus duquel est la chambre pour le consistoire, et plus haut pour le gardien et orloge qui fait monstre dehors et dedans le temple. Et tout haut est la campane, sa couverture est en terrasse, les escaliers ont huit degrez de montee iusques ou premier repos, qui font quatre pieds de haut à deux pieds pour chacun degré. Le commencement de la montée est du devant huit degrez tirans contre le temple. Et de ce repos remontant autres huit degrez contre le devant et encores remontant contre le temple huit degrez, font en tout 24 degrez par trois montees pour ouvrir à plan pied aux galleries qui sont dedans le temple haultes de la terre 2 toises. Les escaliers ont 8 pieds de long au plan dedans œuvre. Le plan de ce temple et sa perspective du dehors et

Les rares dessins de temples qui aient été conservés¹ sont encore plus simples que ce que Jaques Perret proposait à ses coreligionnaires. Comment, d'ailleurs, ceux-ci, sortant à peine de la terreur de la Ligue, et qui allaient rencontrer, partout où l'Édit leur accordait le droit d'avoir un temple, des difficultés presque insurmontables pour faire reconnaître ce droit par les autorités locales, auraient-ils songé à autre chose qu'à l'indispensable? Là où ils étaient nombreux comme à Paris, La Rochelle, Rouen, Caen, Montauban, ils ne se préoccupaient que d'élever des édifices conçus de manière que tous pussent entendre le prédicateur. Il y aurait donc quelque injustice à en inférer que les huguenots de ce temps, parmi lesquels il y avait d'admirables artistes comme les Dupré, étaient dépourvus de sens artistique.

Lorsque le premier temple de Charenton, affecté aux protestants parisiens eût été détruit par le fanatisme populaire, on sait que le soin de le reconstruire fut confié à Salomon de Brosse. Cet architecte célèbre, auquel on doit le beau palais du Luxembourg, les châteaux de Montceaux, de Coulommiers, etc., était certainement un grand artiste. Mais, à Charenton, il n'a cherché à faire qu'une basilique aussi simple et vaste que possible. L'intérieur avait néanmoins grand air si

du dedans par le moyen de l'eschelette montrera le tout. La perspective du dedans des bastimens n'a encore esté faite par aucun, que ie sçache, comme est icy et en toutes les figures suivantes, et néanmoins elle est autant belle et necessaire que celle du dehors.

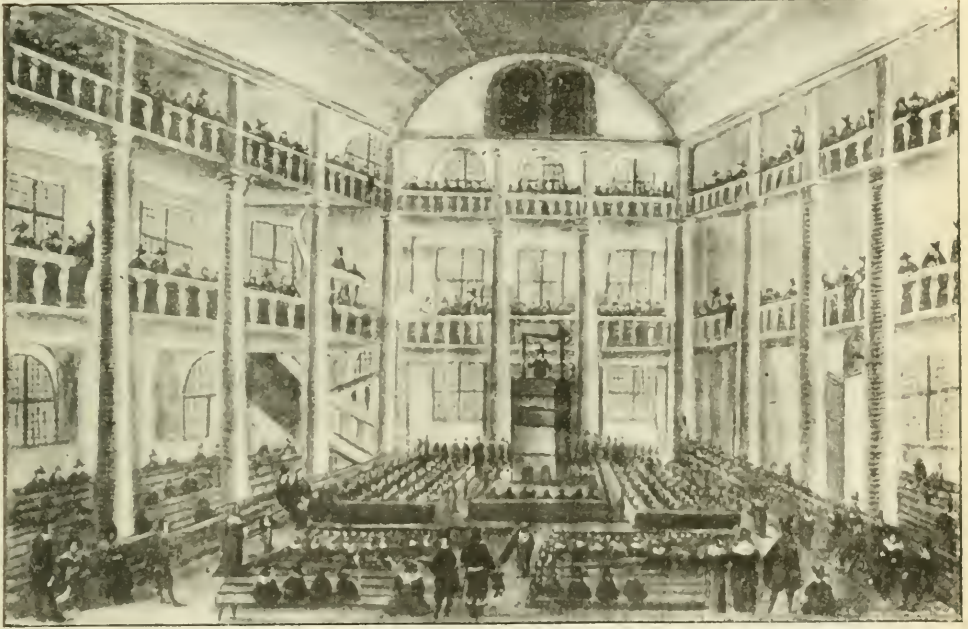
Autour de la planche où se trouvent les dessins (et le plan) de ce temple, on lit :

BIENHEUREUSE EST LA PERSONNE QUI VIT AVEC ENTIÈRE ET SAINTE CONSCIENCE
ET QUI DE DIEU LES SAINTES LOIS ENSUIT.

PSEAUME CXIX.

1. On trouvera dans ce *Bulletin*, de 1890, p. 242-243, une vue nullement banale du temple du Paradis à Lyon au xvi^e siècle; — année 1893, 580, une vue de la porte fort belle, de l'ancien collège huguenot de la Rochelle; — 1895, 368-369, celle des anciens temples de la Rochelle; — 1890, 571, celle du temple de Caen; — 1856-57, p. 167, 174, 177 et 178, et 1885, p. 388-389, des vues du temple de Charenton. Un ouvrage allemand intitulé *Der Kirchenbau des Protestantismus von der Reformation bis zur Gegenwart herausgegeben von der Vereinigung Berliner Architekten*, Berlin, 1893, renferme, p. 471-78, quelques pages et gravures sur les temples protestants français.

l'on en juge par cette reproduction d'une petite peinture assez maladroite mais fort intéressante qui fut faite sans doute *de visu* vers le milieu du ^{xvii}e siècle pour l'album de François-Christophe Deublinger, de Spire, lequel séjourna à Paris, de 1639 à 1648¹.



Le ^{xix}e siècle.

Nous ne pouvons donc tirer, des temples huguenots du ^{xvii}e siècle que nous connaissons, des arguments probants pour ou contre le goût artistique des protestants. Peut-on en tirer des temples dont ils se servent depuis le commencement de ce siècle, c'est-à-dire depuis l'époque où, après avoir été

1. Cet album est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque royale de Copenhague, n° 434. 8°, du fonds Thott. Je dois la photographie de la vue ici reproduite à l'obligeance de l'un des conservateurs, M. C. Weeke. Il paraît évident que l'amateur, qui a fait cette petite peinture, a commis une faute de perspective en plaçant les galeries trop haut, surtout la deuxième.

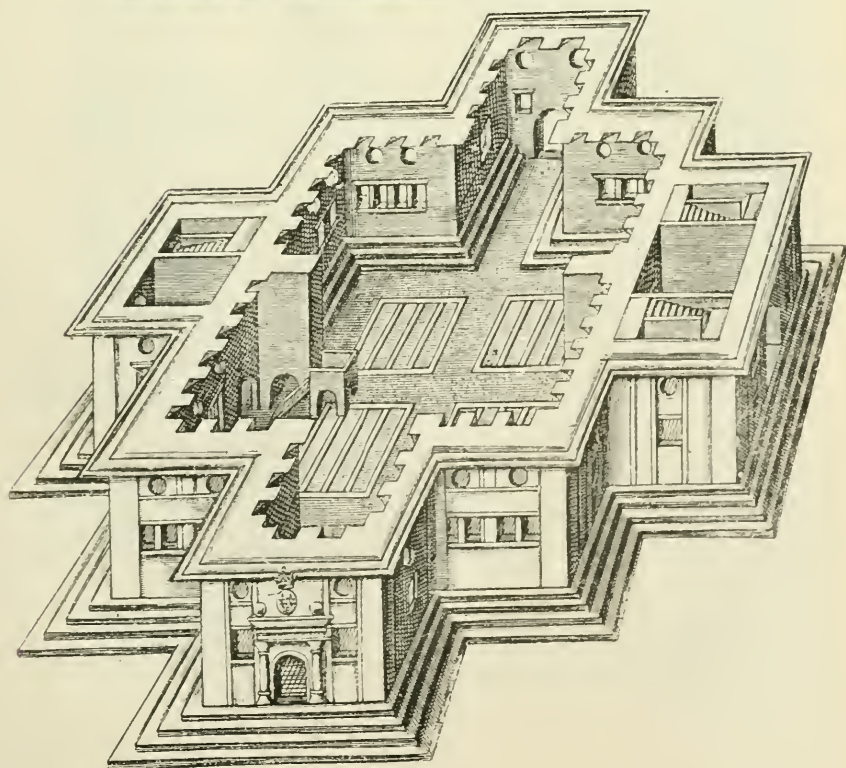
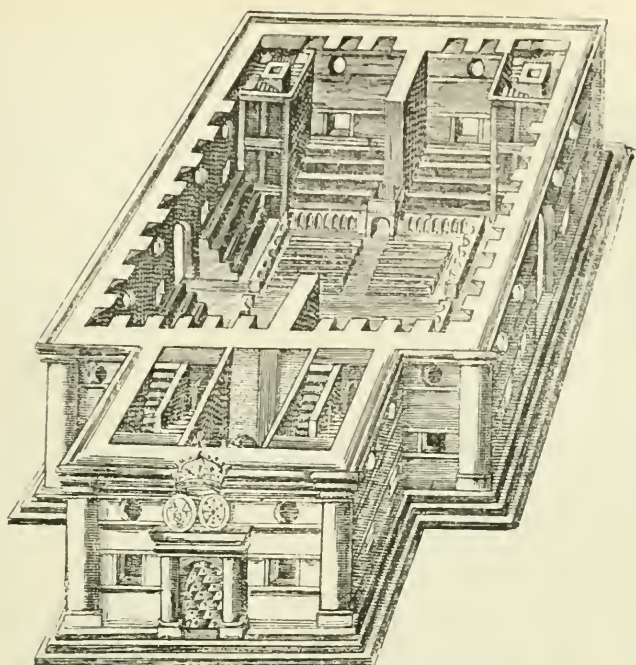
mis hors la loi pendant trois cents ans, leur culte a enfin été officiellement reconnu ? C'est l'avis de M. Müntz qui écrit : « De notre temps, en plein siècle de tolérance, beaucoup de temples, notamment celui de la rue Chauchat, ont été construits en vue du culte protestant et nulle part on n'a fait le plus léger effort pour leur donner, sinon de la pompe, du moins quelque noblesse. » Rien, en effet, ne paraît plus juste que de constater la nudité, la pauvreté esthétique de beaucoup de nos temples et l'austérité du culte qui s'y célèbre. Pour ce dernier, nous savons que ce n'est pas le Protestantisme seul qui en est responsable, mais les temples. Eh bien, la presque totalité des temples concédés aux protestants avant ces trente dernières années, sont des édifices communaux, anciens oratoires, églises ou chapelles désaffectés, ou bien encore, élevés au commencement de ce siècle dans le goût général de l'époque, qui n'en avait guère, surtout en fait d'architecture religieuse ¹.

Ici encore il faut se rappeler le fameux dicton : *Primo vivere* ! Après un siècle de culte au Désert et la tourmente de la Terreur, — sans compter, dans le Midi, les excès de la Terreur blanche, — les protestants étaient trop heureux d'accepter et de se contenter de ce qu'on voulait bien leur offrir. C'était un si grand progrès sur ce à quoi ils étaient habitués ! Lorsqu'à Paris le pasteur Marron, qui avait beaucoup d'entregent, demanda et obtint pour ses ouailles la jouissance de l'église de l'Oratoire, cette faveur lui fut accordée parce qu'alors cet édifice servait de magasin de décors pour le Théâtre-Français ². Les églises désaffectées de Pentemont ³ et de Sainte-Marie ne furent cédées aux réformés qu'après de longues années de requêtes et de démarches. Tout naturellement, on ne songea même pas à rien y changer, de peur de se faire des affaires. Le temple luthérien de la rue Chauchat

1. Presque toujours ce qu'on accordait aux protestants pour leur culte, c'était ce que personne d'autre ne réclamait. Je ne vois guère que Rouen ou on leur ait prêté une véritable église, Saint-Éloi (*Voy. Bull.*, 1887, 281).

2. *Bull.*, 1889, 472.

3. Concédée en 1802, Pentemont ne put être occupée par le culte protestant qu'en 1846, *Bull.*, 1889, 311 et 473.

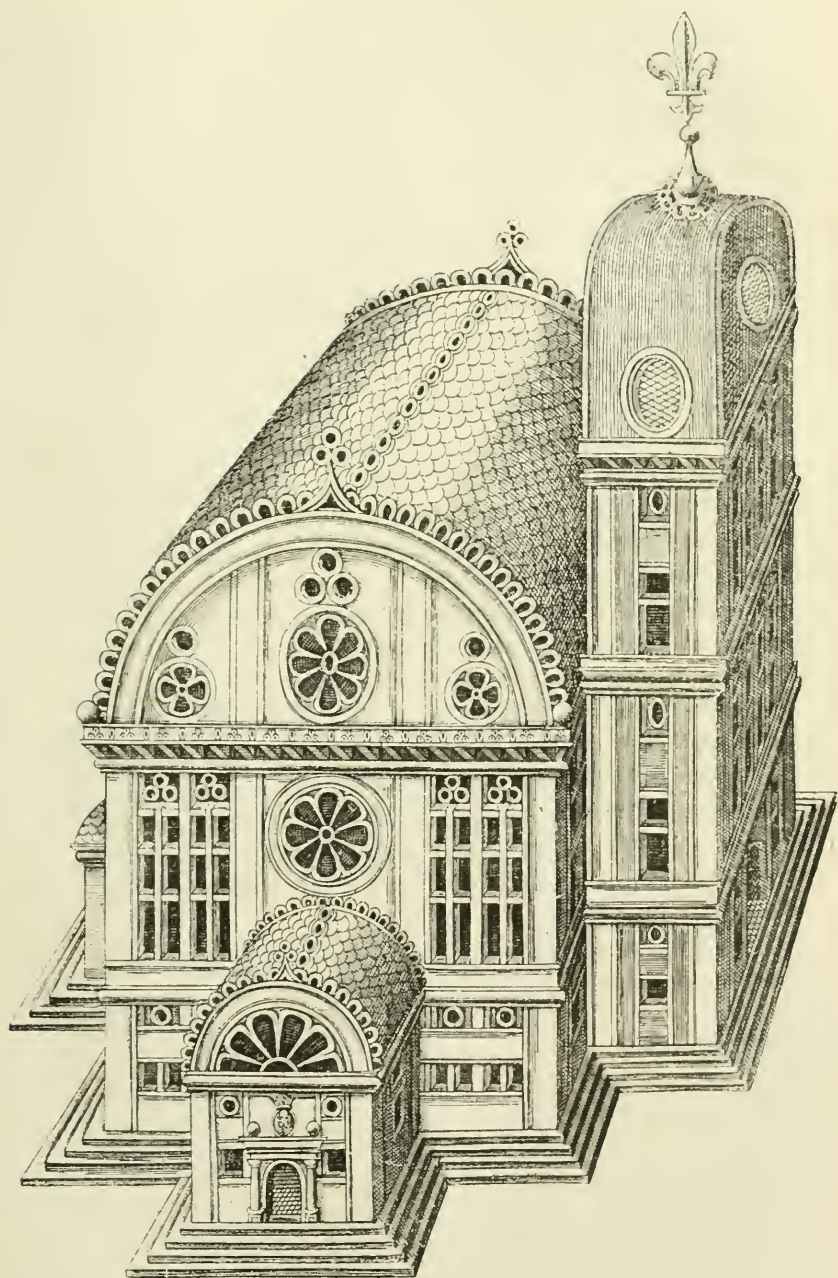


n'a pas d'autre origine : Grâce à la duchesse d'Orléans dont la voiture ne pouvait évoluer facilement dans l'ancienne et étroite rue des Billettes où se trouvait le seul lieu de culte luthérien, après de multiples démarches, le préfet de la Seine, par lettre du 26 octobre 1841, offrit de faire approprier pour ce culte l'*ancienne halle de déchargement de l'octroi située rue Neuve-Chauchat*¹. C'était bien assez artistique pour des protestants, de même qu'au xvii^e siècle les cimetières des pestiférés avaient été assez bons pour leurs pères ! Et l'on peut être assuré que s'il s'était agi d'une nouvelle église pour les catholiques, le préfet de 1841 n'aurait pas osé offrir, et les catholiques n'auraient certainement pas accepté un local de ce genre².

Mais il y a plus : Dès le xvii^e siècle, l'autorité avait pris des mesures pour que le culte protestant toléré n'attirât pas l'attention. Les temples avaient été relégués dans les faubourgs des rares localités où ils étaient admis et le plus loin possible de toute habitation — et partout les enterrements, par exemple, n'étaient tolérés qu'avant le jour et le soir en présence du plus petit nombre possible d'assistants. Un des pasteurs de Caen, Baillehache de Beaumont, ayant perdu une fille, avait cru pouvoir se permettre de couvrir le cercueil d'un drap blanc semé de couronnes de romarin et de faire tenir les quatre coins par quatre jeunes filles tenant à la main une branche de ce romarin. Les curés de Saint-Pierre et Saint-Jean se plaignirent et le bailli condamna à l'amende le pasteur qui en appela. Eh bien, la chambre de l'Édit du parlement de Rouen lui donna tort. J'ai sous les yeux l'arrêt du 20 février 1664 qui déclare, *pour les protes-*

1. Voy. le journal *le Témoignage* du 25 novembre 1893.

2. Auquel, quoi qu'on dise, il est presque impossible de donner une allure esthétique. Il ne peut y être question de vitraux, les murailles touchant aux maisons limitrophes. Tout au plus pourrait-on orner le vitrage du plafond et faire courir autour de la voûte du chœur qui fait saillie, des versets bibliques en lettres stylisées. D'une manière générale, on pourrait, sur les murs et dans les vitraux, employer beaucoup plus largement, pour la décoration de nos temples, des passages bibliques en lettres ornées, ainsi que les symboles et paraboles qui abondent dans l'Évangile. Cela serait certainement plus approprié à l'idéal de notre culte que « les symboles de la passion » que M. E. M. veut bien nous recommander.



tants de toute la Normandie, qu'ils ne doivent être que tolérés, que « pour cette raison on leur interdit toutes les choses qui sont d'apparence extérieure, point d'exercice public, point de culte extérieur, rien qui paraisse..., que cet honneur est réservé à ceux qui professent la religion du Prince », etc. — Comment reprocher à un culte précisément « l'abaissement » dans lequel de pareils arrêts le « maintenaient ¹ ».

Qu'on ne nous objecte pas que cela se passait en 1664. En France, les autorités se sont toujours inspirées des mêmes principes jusqu'il y a une trentaine d'années. C'est pour cela que, sous la Restauration et sous l'Empire, l'érection du moindre lieu de culte protestant ne fut concédée qu'au prix d'efforts et de démarches véritablement extraordinaires. Lorsqu'en 1829 les protestants de Patay obtinrent de la générosité de M. Waddington un bien modeste temple, ils durent attendre plus de six mois l'autorisation de l'ouvrir; ils ne l'obtinrent qu'« à la condition qu'on mettrait des volets aux fenêtres et qu'il y aurait une cheminée apparente sur le toit pour que le temple ne se distinguât pas des habitations voisines »². Lorsque la ville de Paris, grâce à M. Haussmann, fit, en 1865, élever le temple du Saint-Esprit, l'impératrice exigea qu'il fût placé dans une petite rue latérale et rappelât le moins possible sa destination. Voilà pourquoi on ne devine cette destination que lorsqu'on est averti, et pourquoi, dans la rue Roquépine, où on l'a relégué, le temple qui y a été construit en face, par les Anglais, a seul les allures d'un édifice religieux.

On s'efforça néanmoins, de sortir de cette banalité officiellement imposée; mais ces efforts, dont témoignent par exemple les temples de Nantes, Lille, Reims, furent nécessairement isolés. Ce n'est guère que depuis 1870 qu'on a pu enfin entrer dans une voie différente. Aussi les nombreux temples élevés depuis lors par les protestants et pour eux,

1. Voy. Élie Benoit, *Histoire de l'édit de Nantes*, 111, 604, reproduit par S. Beaujour, *Essai sur l'histoire de l'Eglise réformée de Caen*, 228, et le texte de l'arrêt, imprimé, aux archives du Calvados, série B, bailiage de Caen.

2. Voy. *Bull.*, 1899, 293, une vue de cette maison.

et dont un des premiers en date fut celui de l'Étoile à Paris (1874), sont-ils généralement dignes du culte à la fois simple mais élevé auquel ils sont destinés¹. Si les ressources, nécessairement limitées, d'une minorité très réduite et très disséminée le permettaient, on ferait certainement encore mieux. En bonne justice, si l'on voulait parler d'Art et de Protestantisme à propos de temples, il ne faudrait donc comparer ceux des protestants allemands et anglais qu'à ces derniers. Avant l'époque actuelle, non seulement les circonstances étaient en France aussi défavorables que possible au libre développement du Protestantisme, reléguant à l'arrière-plan avec beaucoup d'autres la question d'Art; mais on peut dire aussi que ces besoins artistiques sont des besoins essentiellement modernes auxquels catholiques et protestants étaient plus ou moins également étrangers il y a à peine un demi-siècle².

L'Art et la Réforme.

Il y aurait bien d'autres remarques à faire, mais je n'ai plus que la place d'en relever une seule. M. Müntz a encore écrit :

« A peine si l'on ose faire état de nombreux et brillants
« artistes qui adoptèrent les idées de la Réforme (française):
« Jean Goujon, Léonard Limousin, Bernard Palissy, Ligier
« Richier, Jean Cousin, les Du Cerceau, Barthélemy Prieur

1. Citons les temples luthériens de Montmartre, de la rue Tilon, du boulevard de la Gare, — réformés, des Batignolles, de Passy, du boulevard Arago, d'Argenteuil, Villeneuve-Saint-Georges, Fontainebleau, Nonancourt, Poissy, Dijon, Lyon, Sedan, etc.

2. L'éducation publique ne s'est faite et se fait encore que lentement dans ce domaine. Ceux qui ont voyagé en France il y a trente ans savent que partout, à Caen, Rouen, Troyes, Toulouse, Albi, etc., on laissait se détruire d'admirables œuvres d'art; qu'aujourd'hui encore, sans parler des campagnes, on pourrait en citer, dans telle de ces villes, qu'on laisse tomber en ruine. Lorsqu'il y a un siècle, Alexandre Lenoir formait le *Musée national des monuments français*, il dut littéralement les arracher à l'indifférence et à la destruction. Enfin il faut convenir que les églises catholiques construites à Paris depuis plus de cinquante ans, ne sont pas précisément des chefs-d'œuvre d'architecture, même pas les plus récentes d'entre elles, comme la Trinité et Saint-Augustin.

« et bien d'autres. Libre à eux de devenir huguenots; c'était
 « affaire de conscience individuelle. Mais en quoi, de grâce,
 « les tendances artistiques de ces maîtres diffèrent-elles de
 « celles de leurs contemporains restés fidèles à l'Église
 « romaine? Serait-ce par le choix des sujets? — Ils ne
 « sortent pas du cycle traditionnel. Serait-ce par l'interpré-
 « tation ou par le style? — Aucune nuance ne les distingue
 « des productions catholiques contemporaines. »

Un premier fait pourtant, n'en déplaise à M. Müntz, ressort du nombre et de la qualité des artistes huguenots qu'il énumère¹, c'est que la Réforme française ne fut nullement incompatible avec l'Art dans ses aspirations les plus élevées puisque dans ce domaine, contrairement à ce qu'il affirme, elle ne fut point « stérile ». Car, proportionnellement à leur nombre, les huguenots fournissent plus d'artistes éminents que les catholiques, et il en fut ainsi jusqu'à la Révocation, puisqu'en 1648, 5 des 12 membres fondateurs de l'Académie royale de peinture et de sculpture appartenaient à la R. P. R. et que plus d'une quinzaine y furent encore admis pendant les trente années suivantes². Si l'on ajoute que les protestants d'alors se distinguèrent aussi dans les industries d'art comme le dessin décoratif, le meuble de luxe, l'orfèvrerie³, on peut hardiment faire un pas de plus, et dire que la Réforme, non seulement n'a pas été défavorable à l'Art, mais qu'*au contraire elle l'a favorisé*.

1. Je ne sais jusqu'à quel point il est prouvé que Léonard Limousin fut huguenot, mais il y eut d'autres grands artistes que cette énumération ne cite pas, comme François Briot, les Dupré, médailleurs, etc.

2. Voici leurs noms : Louis Testelin, Sébastien Bourdon, Louis du Guerrier, Louis Elle Ferdinand, Samuel Bernard, Henri Testelin, Abraham Bosse, Jean Michelin, Jacques Rousseau, Isaac Moillon, Pierre du Guerrier, Étienne Picart, Abraham Genoels, Matthieu L'Espanndel, Elisabeth-Sophie Chéron, Nicolas Heude, Pierre Lombard, Jean Forest, Jacob d'Agard, Jean Eeman, Isaac de la Croix.

3. Notons pour le dessin les de Bry, Jacques Boiceau, l'auteur des dessins d'après lesquels on disposa les jardins de Versailles, attribués faussement à Le Nôtre; pour le meuble, les Boulle, et pour l'orfèvrerie, que dans plusieurs villes, par exemple à Saintes, elle était entièrement entre les mains des huguenots. Et ajoutons aux noms de la note précédente, ceux des miniaturistes de génie qui s'appelaient Bordier et Petitot

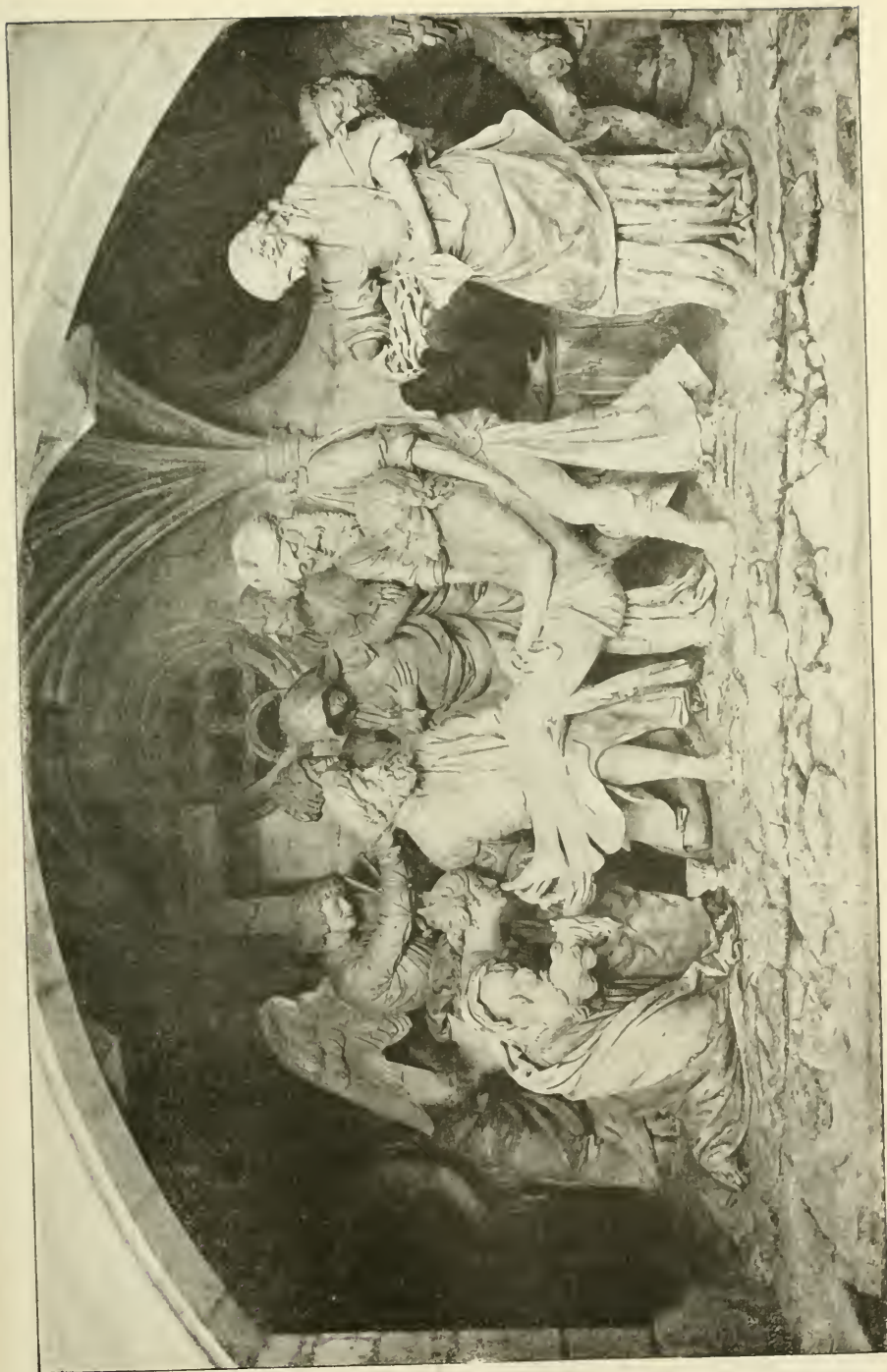
Et pourquoi donc n'en serait-il pas ainsi ? Qu'est-ce après tout que la Réforme, si ce n'est un grand effort de protestation contre le joug conventionnel de la tradition, pour saisir, par delà cette tradition, le sens primitif, les manifestations originales du christianisme ? Et qu'est-ce que l'Art, celui qui frappe, qui subjugué, si ce n'est une forme particulièrement saisissante, *nouvelle*, de la beauté ? Tous les vrais, et surtout tous les grands artistes ont été, sont et seront des *individualistes*, des *révélateurs*, des *créateurs*. Or, c'est bien là, si je ne m'illusionne, ce qui distingue la phalange immortelle des artistes qui, au xvi^e siècle, se sont rangés, plus ou moins décidément, du côté de la minorité. — Qu'on me comprenne bien, je n'ai pas la prétention de faire ici de la critique d'art, mais depuis l'époque déjà lointaine où, à la Bibliothèque de Strasbourg, j'étudiais toutes les planches de l'œuvre de Thorwaldsen et où, de mes premières économies, j'achetais le livre devenu classique depuis lors, de M. Lübke, je n'ai jamais perdu de vue cette question capitale de l'Art, et j'ai bien le droit d'avoir sur elle quelques vues générales. — Je répète donc que lorsqu'on contemple les œuvres de nos artistes protestants, ce qui frappe, c'est leur indépendance à l'égard des formes et des sujets traditionnels. Assurément, la séparation ne s'est pas faite du premier coup. Dürer et Holbein continuent à peindre des Vierges et des évangélistes, voire même des saints, mais combien différents des mêmes tableaux de l'école italienne ! Si je parcours ce qui reste des artistes merveilleux qu'étaient Jean Goujon et Ligier Richier, je ne trouve ni une seule Vierge ni une seule figure de saint ; les conceptions théologiques du Moyen Age font place à une interprétation beaucoup plus *réaliste*, à un effort personnel d'indiquer l'aspect et le sens réels des scènes bibliques ou évangéliques.

Qu'on jette les yeux sur ce chef-d'œuvre de la sculpture française en Lorraine, l'ensevelissement du Christ par Ligier Richier, à Saint-Mihiel. Ce sont, non pas des êtres conventionnels quelconques, mais des Juifs contemporains du Christ, tous pénétrés de l'émotion douloureuse, de la vénération dont les remplit l'acte de piété et de pitié qu'ils

accomplissent. — A Chantilly, où se trouve une des œuvres maîtresses de Jean Goujon, l'autel qu'il avait sculpté pour le château d'Écouen, que voyons-nous ? Rien, absolument rien de ce qui pût rappeler la messe qu'un artiste catholique aurait certainement appelée, mais un bas-relief dans le goût d'une sorte de renaissance chrétienne, représentant le sacrifice d'Abraham, et surmontant en même temps que l'autel cette parole, qui est comme la devise de la Réforme à ses débuts : FIDE OBTULIT ABRAHAM ISAAC CUM TENTARETUR UNIGENITUM ET A MORTUIS SUSCITARE POTENS EST DEUS, HEBRE 11¹. Et sur les côtés de l'autel ce ne sont pas des saints du moyen âge, mais des *symboles* à la fois *humains* et religieux qu'il a représentés, la Foi, l'Espérance, la Charité, symboles qu'il affectionnait particulièrement, comme on le voit encore sur les portes de Saint-Maclou de Rouen, où il représenta la Paix, la Justice, etc. — Peut-on, dans cet ordre d'idées, ne pas citer ce grand réaliste que fut Bernard Palissy, qui emploie pour décorer ses figulines, non pas les fleurs de choix comme la rose et le lys, ou les animaux « nobles » comme le lion, mais les plantes et les fleurettes ainsi que les limaces et autres mollusques qui rampaient dans les marais de la Saintonge ? Il n'est donc pas juste de dire que les *tendances artistiques* de ces maîtres ne diffèrent pas de celles de « leurs contemporains catholiques ». Car on vient de voir qu'ils « sortent précisément du cycle traditionnel et par le choix des sujets, et par l'interprétation ».

C'est bien pour cela aussi que Dürer, Holbein (dont je ne sais vraiment pourquoi M. Müntz veut faire un sceptique) et après eux les Hollandais et Anglais, sans oublier notre Clouet, sont devenus les maîtres immortels *du portrait*. C'est dans leurs peintures, si diverses, si captivantes qu'on voit apparaître, non seulement les lignes extérieures et la couleur d'un visage, mais *avec le souci impérieux de la vérité, de la sincérité*, comme le génie, le caractère propre de l'âme que le

1. C'est par la foi qu'Abraham offrit Isaac lorsqu'il fut mis à l'épreuve et qu'il offrit son fils unique... et Dieu est puissant pour ressusciter les morts (Hébr., XI, 17).



L'ENSEMBLEMENT DU CHRIST, D'APRÈS EUGÈNE DELACROIX, SAINT-MICHEL.

visage révèle. C'est ainsi que le portrait d'Érasme par Holbein ne représente pas seulement un savant de Rotterdam, mais apparaît comme le symbole profond de la Renaissance, si bien qu'il n'est guère possible d'étudier cette dernière, sans l'avoir devant les yeux, lui et quelques autres comme le Mélanchton de Dürer. — La même remarque pourrait se faire et se développer à propos des artistes qui ont essayé de nous rendre le spectacle, toujours beau, toujours changeant aussi et nouveau de la nature. Et l'on pourrait montrer que c'est précisément dans les pays protestants qu'apparaît et se perpétue cette tendance à représenter, non pas uniquement ou de préférence des paysages et des scènes, prétendus « classiques », mais aussi bien le charme, la poésie pénétrante qui se dégagent des plaines humides des Pays-Bas. — Cette remarque, d'ailleurs, a dû avoir été faite par d'autres, car j'en retrouve comme un écho dans un mot qui échappa un jour à M. Brunetière et qui rend — en partie du moins — ce que je veux dire : « *Il faut convenir qu'il y a des arts protestants et qu'ils sont naturalistes*¹. »

Je m'arrête ici, non pour conclure, cette étude n'étant pas définitive, mais pour affirmer — et aider d'autres à affirmer, — ce que l'histoire, les faits nous apprennent, que la Réforme, loin de combattre les arts, en France comme ailleurs, les a, au contraire favorisés, leur a donné un élan, une impulsion féconde, a renouvelé l'observation et l'interprétation sincères, profondes, de la nature et de la vie, ainsi que du fonds religieux de la chrétienté.

Si le Protestantisme n'est pas seulement une phase passagère, mais, comme je le crois, un facteur essentiel et permanent du développement de l'humanité, en France comme ailleurs, il se dégagera de plus en plus, dans son culte et dans ses temples, des formes incomplètes et insuffisantes que lui ont imposées trop longtemps des événements et des

1. Cité par M. Victor Bellaigue, dans l'article sur Luther que renferment ses *Impressions musicales* (Delagrave). Dans tout ce qui précède, j'ai, à dessein, laissé de côté la musique, à laquelle on sait que la Réforme a donné un élan incomparable.

circonstances adverses ou hostiles. S'il lui est permis de se développer librement et de donner toute sa mesure, conformément au génie de notre race, il ne cessera, dans tous les domaines, si nombreux, si divers de l'art, de produire de vrais artistes, des révélateurs sincères, passionnés, de l'éternelle Beauté.

N. WEISS.

Documents

LES PRÉLIMINAIRES

DE

LA PREMIÈRE GUERRE DE RELIGION EN GUYENNE

D'APRÈS TROIS DOCUMENTS DE 1562¹

Nous donnons plus loin le texte jusqu'ici inédit de trois documents que M. de Ruble, dans son ouvrage intitulé *Jeanne d'Albret et la guerre civile*, avait signalés, mais sans leur accorder, selon nous, une attention suffisante : du premier il donne une interprétation qui nous paraît très contestable, du second une analyse incomplète ; enfin il ne connaît pas le troisième.

Le premier est une requête des protestants du Rouergue adressée évidemment à Charles de Coucis, seigneur de Burie, lieutenant du roi dans le gouvernement de Guyenne. Nous n'en avons qu'une copie du temps ; le document n'est pas daté, mais on peut, avec toute vraisemblance, le dater avec M. de Ruble, sinon de mars-avril 1562, du moins du début de cette même année.

Il y est dit que les prêtres s'armant contre les protestants, il serait peut-être bon de procéder à un désarmement, de rechercher les lieux où l'on fait des dépôts d'armes, sinon les protestants ne répondent pas des troubles qui pourraient survenir. Et en terminant on demande que la mission de procéder à ce désarmement soit confiée au seigneur d'Arpa-

1. A qui incombe la principale responsabilité dans l'origine des guerres de religion ? Voici trois textes qui répondent nettement à cette question en ce qui concerne la Guyenne. Nous remercions M. H. Patry de nous les faire connaître. (*Réd.*)

jon, « pour ce qu'il est nécessaire qu'un tel seigneur soyt aymé et crainct de toutes les deux parties ».

Cette requête a paru suspecte à M. de Ruble à cause du nom du seigneur d'Arpajon, « calviniste militant »¹. Sans doute, le vicomte d'Arpajon apparaît déjà à cette époque comme calviniste, mais il n'est pas encore militant². Ce petit-fils de du Prat, le célèbre chancelier de François I^{er}, avait été désigné par le synode de Villefranche (1561) pour prendre sous sa protection les Églises du Rouergue. Mais son rôle actif ne commence qu'avec la guerre civile. Et d'ailleurs, qu'il marche au secours des protestants de Toulouse, ou qu'il défende Montauban contre les troupes de Monluc, il paraît faire preuve de moins de haine et de fanatisme contre les catholiques que de prudence et de timidité même. D'après Bèze, c'est un modéré qui ne s'est pas engagé à fond. Il est donc raisonnable de penser qu'avant les hostilités, d'Arpajon ne pouvait être encore suspect à M. de Burie. En tout cas, le fait que les protestants du Rouergue le proposent comme jouissant de l'estime et de la sympathie des deux partis ne saurait être une raison de suspecter leurs doléances. Et il nous semble, en dernière analyse, légitime de prêter à de tels documents, qui émanent des réformés, une attention égale à ceux qui nous viennent, ou de gouverneurs enclins à faire du zèle pour plaire au pouvoir central, ou de parlements fanatiques.

Le second texte est la copie contemporaine d'une lettre de Burie à M. de Limoges, ambassadeur du roi en Espagne, et à son successeur, M. de Saint-Suplice. Cette lettre est datée du 19 juin 1562. Burie prie les ambas-

1. A. de Ruble, *Jeanne d'Albret et la guerre civile, suite de Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret*. Paris, 1897. 1 vol. in-8, page 165. — Et analyse du document aux pièces justificatives, p. 439.

2. Le vicomte Antoine d'Arpajon était fils de René d'Arpajon, seigneur de Severac, et de Geraude du Prat, fille du chancelier de François I^{er}. Il mourut à la bataille de Dreux le 19 décembre 1562. Sur ce personnage, dont le rôle est encore mal défini et la vie mal connue, il faut renvoyer à l'article de la *France protestante*, I, p. 383; à l'*Histoire du Languedoc* de don Vaisète, éd. Privat, in-4, tome XI, *passim*; surtout à l'*Histoire ecclésiastique* de Th. de Bèze, éd. Baum et Cunitz, 3 vol. in-8, *passim*.

sadeurs de faire hâter le départ des Espagnols que le roi d'Espagne a promis au roi de France et il leur fait part de la démarche qu'ont faite auprès de lui « trente ou quarante depputez de toutes les Églises de ceste Guienne qu'on appelle reformez, pour prêter au Roy entre ses mains toute subjection, obeissance et service ».

M. de Ruble se contente de signaler ce document en note¹, puis il l'analyse sous cette forme² :

« Lettre de Burie à Sébastien de l'Aubespine, ambassadeur en Espagne; 19 juin 1562. — Les réformés ont entendu parler de la prochaine arrivée du secours espagnol. Ils sont terrifiés et paraissent disposés à faire leur soumission. Cependant il est nécessaire d'envoyer le plus tôt possible les troupes promises par le roi d'Espagne. »

Et dans le cours de son ouvrage, l'auteur n'utilise d'aucune façon cette analyse. Elle est d'ailleurs, à notre avis, doublement fautive. On verra, en effet, par la lecture du texte même qu'il n'y est aucunement question de cette panique qu'auraient eue les protestants à la nouvelle de l'arrivée des soldats espagnols. Et surtout il eût été important de mentionner cette tentative faite par les députés des Églises réformées de *toute* la Guyenne en faveur de la paix et de leur protestation de dévouement à la couronne.

Le troisième document, enfin, est l'ordonnance dont Burie dans la lettre précédente disait envoyer un double aux ambassadeurs. Il y enjoint aux réformés de Guyenne de faire soumission dans « huictaine », de déposer les armes qu'ils avaient, dans des lieux déterminés, en un mot il leur demande de se soumettre sans condition à son pouvoir discrétionnaire et leur enlève tout moyen de se défendre contre leurs adversaires, tandis qu'il appelle les Espagnols pour plus facilement les écraser.

De l'ensemble de ces trois documents publiés dans leur intégrité et en apparence sans aucun rapport les uns avec

1. De Ruble, *op. cit.*, p. 220, note 2.

2. *Ibid.*, p. 443.

les autres, ne pourrait-on dégager quelques faits nouveaux sur les débuts de la première guerre de religion en Guyenne ?

Ici, favorisés par des magistrats qui penchent secrètement pour leurs idées, là, persécutés par les officiers du roi ou par le Parlement, les réformés de Guyenne sont partout devenus assez nombreux vers 1560 pour réclamer des garanties en faveur de leur foi, et le respect de ces garanties. Si on ne tient aucun compte de leurs requêtes, si au lieu de désarmer les exagérés des deux partis, on se contente de vouloir désarmer les seuls protestants, des représailles éclateront, inévitables.

Mais si des documents nous prouvent à cette époque l'intolérance et des catholiques et des protestants les uns vis-à-vis des autres, d'autres existent qui ne doivent pas être négligés et qui prouvent qu'une fraction considérable du parti protestant a essayé de s'interposer et, manifestant ses répugnances à entamer la lutte contre le roi, a tenté d'obtenir par des moyens pacifiques la liberté de conscience. Il eût, sans doute, été de bonne politique de la part des pouvoirs officiels d'écouter ces requêtes et de tenir la balance égale entre les deux partis. Mais si l'on exige des protestants qu'ils se livrent sans armes, sans défense à la discrétion de leurs adversaires, les plus modérés se jetteront dans la lutte ; la guerre ne sera plus une querelle de chefs ambitieux, mais bien une guerre de religion. Et l'on ne pourra s'étonner que les protestants contre qui on n'avait eu recours qu'à l'épée, aient, eux aussi, eu recours à l'épée.

H. PATRY.

1

Requête des protestants du Rouergue à M. de Burie¹.

Pour Rouergue.

Monseigneur, puisque depuis le temps qu'on a commandé de fere prescher l'Evangille au pays de Rouergue plusieurs personnes

1. Bibliothèque nationale ; manuscrits. — Collection Dupuy, vol. 588, f° 99 — copie contemporaine, papier, s. d.

et singulierement les presbtres se sont mis à fere bandes jurees avec armes, deliberés de massacrer tous ceux qui font profession de se trouver es assemblées ce qui est fort à craindre et ne peut advenir sans admener ruine de l'un ou de l'autre party;

Pour à quoy obvier, il vous plaira, Monseigneur, fere en sorte qu'il soit commis quelqu'un des seigneurs dud. pays avec pouvoir de deffendre le port d'armes et de rechercher les lieux où l'on en pourroit avoir faict amas et ycelles retirer en lieu seur;

Devantage de mettre entre les mains du magistrat les auteurs de la sedicion si aulcune en survenoit, assister à leur jugement et opiner en icelluy et le susd. magistrat soit tenu de luy donner ayde et secours en tout ce qui concernera ce faict.

Moyennant ceste puissance led. seigneur qu'il vous plaira y commectre pourra respondre qu'il n'adviendra aulcune sedicion aud. pays de laquelle ceulx qui suivent l'Evangille soyent auteurs ou motifs. Au contraire, sans ce moyen voz oreilles seront journellement importunees de plaintes qui vous viendront dud. pays.

Et pour ce qu'il est nécessaire qu'un tel seigneur soyt aymé et crainct de toutes les deux parties affin qu'il soit plus volontiers obey il semble qu'il n'y en a point de plus propre que le seigneur d'Arpajon.

II

**Lettre de Burie¹ à Monsieur de Limoges ambassadeur en Espagne
et à Monsieur de Saint-Suplice².**

1562, 19 juin : Bordeaux.

Messieurs, j'ai vu par une lettre qu'avez escripte à Monsieur le viconte d'Orthe³ comme le Roy catholicque a accordé au Roy

1. Bibl. nat. fds fr. 6618, f° 124, copie du temps; et copie moderne imparfaite, *ibid.*, 6621, f° 17.

2. Sebastien de l'Aubespine, évêque de Limoges, né en 1518, mort en 1582, était ambassadeur en Espagne en 1561. Sur lui cf. la notice mise en tête des : *Négociations, lettres et pièces diverses relatives au règne de François II*, publiées par L. Paris. *Coll. des Documents Inédits*, 1811. Il fut rappelé en France par une lettre de la reine du 3 avril 1562 et remplacé par Jean Eyraud, baron de Saint-Suplice (lettre du 21 mai 1562, orig. fds français, vol. 15876, f° 78), qui resta ambassadeur jusqu'au 20 octobre 1565.

3. Adrien d'Aspremont, viconte d'Orthe, gouverneur de Bayonne. Il prit une part active à la guerre civile et maintint la ville dans l'obéissance

nostre maistre, trois mil Hespaignolz à pied¹ pour vous aider à chastier les seditieux et rebelles qui sont en ceste frontière de quoy il ne fut jamays plus grand besoin, toutesfois que depuis trois jours ilz sont venus devers moy trente ou quarante depputez de toutes les Églises de ceste Guienne qu'on appelle reformez pour presenter au Roy entre mes mains toute subjection, obeissance et service; et après les avoir ouïs, ayant avec moy les six president et dix ou douze conseillers de ceste court de parlement, je leur ay faict une ordonnance et commandement tel que vous verrez car je vous en envoie ung double²; et ne me fiant pas du tout en leurs promesses je vous prie ne laisser pour cela de supplier la Majesté du Roy catholicque de inconlinant acheminer sur le bord de la frontière lesd. trois mil hespaignolz, d'autant que si dans huict jours lesd. de nouvelle religion n'ont obey à mon ordonnance et commandement je me mectrai en chemin pour aller recueillir lesd. Hespaignolz lesquelz je n'abandonnerai point et leur ferai si bon traictement qu'ilz s'en contenteront. Car il fault faire en sorte que le Roy soit toujours le plus fort, vous priant derechef, Messieurs, vouloir tenir main à ce que je vous escriptz. Me recommandant en cest endroict de bon cueur à voz bonnes grâces, je prie Dieu, Messieurs, vous doner bonne et longue vye. De Bordeaux, ce xix^e de juing 1562.

Vostre plus obeissant amy,

BURYE.

du roi. Mort en 1578. Une partie de sa correspondance a été publiée par M. Tamizey de Larroque dans la *Revue de Gascogne* en 1882.

1. Rappelons brièvement, d'après M. de Ruble (*Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, t. 4, p. 208 et ss.), que des négociations pour obtenir l'envoi de soldats espagnols en France avaient été entamées avec la cour de Madrid dès le 5 mars 1562. Après diverses péripéties dans le détail desquelles nous ne pouvons pas entrer, la reine était informée que le roi d'Espagne accordait un secours de 10,000 hommes de pied et de 3,000 cavaliers (*Mémoire de Saint-Suplice au roi*, s. d. — V^e Colbert, t. 480, f^o 5; cité par de Ruble, *ibid.*, p. 215) Ce fut au début de juillet que les premiers détachements franchirent la frontière. Ces bandes commandées par Don Diego de Carvajal se signalèrent par beaucoup de férocité. A Bazas, en août 1562, ils arrêtèrent quelques huguenots et les crucifient sur la place publique (*Chronique latine de Bazas*, publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. XV, p. 57; citée par de Ruble, *Jeanne d'Albret et la guerre civile*, p. 222). Une lettre du duc de Guise à Artus de Cossé-Gonnor du 17 janvier 1562 constate la férocité des soldats espagnols et « la licence qu'ils prennent sur le pauvre peuple » (copie. V^e de Colbert, vol. 84, f^o 34 v^o, citée par de Ruble, *ibid.*, p. 222, n. 3).

2. C'est le document que nous publions après celui-ci.

III

Ordonnance faicte par nous, Charles de Coucys, seigneur de Burie, chevalier de l'ordre du roy, lieutenant général de Sa Majesté au gouvernement de Guienne, en l'absence du roy de Navarre et capitaine de cinquante lances de ses ordonnances, sur la requeste signée Darpajon, Mesmy¹ et aultres cy-nommés et remonstrance à nous cejourd'huy faicte par Du Reclus chevalier et autres, soy disans deputez des églises refformées de Guienne.

Premièrement remectront tous ceulx desd. Églises, chacun en son endroict aux villes et lieux qu'ont depputez les susd. toutes leurs armes qu'ilz ont, sans fraude au lieu que sera par nous advisé ou ceulx que nous commectrons pour cest effect et ce dedans huit jours, dans lequel temps les susd. depputez nous apporteront ou envoyront le denombrement desd. armes qu'ilz auront remises.

Secondement, remectront les villes et aultres places par eulx occupees entre les mains de ceulx qui seront par nous depputez avec telles forces que nous estimerons estre necessaires pour la seureté desd. places.

Tiercement dans mesmes temps laisseront les magistrats et officiers de la justice en entière liberté pour exercer leurs offices et faire leurs estatz et monstrent par effect, honneur et obeissance qu'ilz leur doivent et sont tenuz porter comme à officiers du roy leur souverain seigneur.

Aussi remectront les temples entre les mains des évesques, abbez, prieurs, curez ou leurs vicaires et aultres personnes ecclesiastiques et feront cesser tous troubles et empeschemens qui leur pourroient estre faictz au service divin et ceremonies y acoustumees et en la perception de leurs fruitz et cesseront de faire aucun exercice de leur religion dans lesd. villes et temples qui sont hors icelles sans aucunement contrevenir à l'edict de janvier dernier.

Pareillement ne donneront aucun empeschement à ceulx qui sont natifz et habitans des dictes villes de revenir et faire leur residence sans aucunement les troubler ny en leur religion ny en leurs biens,

1. Denis Daitz, sieur de Mesmy et de Lisbe, joua un rôle très actif pendant la première guerre de religion. Il avait déjà accueilli et favorisé la Réforme en Périgord. Fait prisonnier par les catholiques, il fut mené à Bordeaux où le Parlement le condamna à mort (28 sept. 1562). — Voir Gaullieur, *Histoire de la réformation à Bordeaux*, p. 492.

Le tout dans huitaine ; dans lequel temps s'ils satisfont l'effect à la presente ordonnance nous les garderons de violance et oppression, et tiendrons la main que de toutes les choses passées, ilz soient receuz à la justice du Roy, et qu'elle leur soyt administrée.

Et par mesme moyen temoigneront au Roy le devoir auquel ilz se seront mis, à mesure que nous cognoistrons que leurs effectz se conformeront à leurs parolles.

Faict avec deliberacion du conseil tenu à Bourdeaux, le dix neuviésme jour de juing MV^eLXII.

[Plus bas :] Monseigneur de Limoges estant à Bayonne ledict seigneur receut ceste depesche qu'il envoya et adressa incontinent par la poste à Mons^r de Saint-Sulpice, ambassadeur en son lieu pour le roy à , en Hespaigne.

[Au dos, et d'une écriture différente :] *Coppie d'une depesche de Monsieur de Burie du xix^e juing 1562; communiqué à Monsieur de Limoges et à son successeur Monsieur le Baron de Saint-Sulpice, ambassadeur pour le Roy en Hespaigne.*

L'HONNEUR DES SAINTS, DE L'ÉGLISE ET DES PRÊTRES

SOUS PEINE DE MORT

A CAEN EN 1663

L'Église catholique a toujours réclamé la soumission plutôt que la conviction, le respect extérieur plutôt qu'intérieur, le signe plutôt que la réalité de l'obéissance.

Il va sans dire que lorsqu'elle peut obtenir la foi intime, absolue, sans discussion, elle s'en félicite. Mais si elle ne peut résoudre les problèmes qu'elle soulève, dissiper les doutes, triompher des résistances de la raison ou de la critique, elle se passe de leur adhésion ou de leur approbation.

Mais elle ne renonce pas pour cela aux marques extérieures et formelles d'une disposition intérieure qui fait défaut. Et elle n'a jamais hésité à réclamer du pouvoir qu'il impose au besoin par la force ou par de cruels tourments, voire par la peine de mort, ce que ceux qui réfléchissent ou qui veulent penser par eux-mêmes ne lui offraient pas spontanément.

Encore aujourd'hui, par exemple, lorsque le clergé catholique éprouve le besoin d'organiser une procession dans une localité dont tous les habitants ne sont pas nécessairement convaincus ni pratiquants, il appelle blasphémateurs ou insulteurs ceux qui s'abstiennent des marques de respect ou d'adhésion coutumières en pareil cas, et, s'il le peut, comme en Espagne, il réclame leur châtiment.

L'arrêt qu'on va lire ¹ nous montre jusqu'à quel point l'autorité civile admettait cette prétention en plein xvii^e siècle sous le régime de l'édit de Nantes qui avait déclaré légitimes des opinions religieuses très différentes de celles de la majorité, dans une des capitales de la Normandie, à Caen où le Protestantisme était représenté par une Église nombreuse et florissante.

C'est précisément pour cette raison que l'Église catholique tenait à imprimer dans l'esprit des populations qu'elle était la maîtresse et que si elle consentait — uniquement par nécessité — à ce que tout le monde ne pense pas comme elle, elle tenait essentiellement à ce que ces hérétiques fissent extérieurement semblant de vénérer ce que leurs convictions leur interdisaient d'adorer.

En conséquence, de quatre protestants de Noyers près de Caen, accusés et convaincus (par quels témoins?), d'avoir parlé légèrement du culte de la Vierge, de sainte Anne, de l'Église et des prêtres, — celui qu'on avait pu saisir et emprisonner était condamné par le bailliage de Caen à faire amende honorable devant le portail de Saint-Pierre, à être fustigé publiquement, affublé d'un écriteau infamant, et au bannissement de la province pour cinq ans, sans compter les amendes et les frais. — Des trois autres, l'un était mort et deux fugitifs; ceux-ci furent purement et simplement condamnés à mort et leurs biens confisqués en attendant qu'on pût les saisir.

On conviendra que ce sont là des peines véritablement barbares pour un simple délit d'opinion exprimée peut-être

1. Et dont nous devons la découverte et la transcription à M. Armand Bénét, archiviste du Calvados, qui nous a déjà transmis plus d'un document curieux ou intéressant.

avec quelque vivacité — et l'on peut se demander en quoi de pareilles prétentions émises par une religion qui se dit la première de toutes, sont supérieures par exemple à celles... des Chinois.

N. W.

Extraict de l'arest de condamnation contre Daniel Le Sage filz Michel, de Noyée, le 17^e mars 1663. — Sentence de mort contre les nommés Yon et Beljambe, le 17 mars 1663¹.

Devant nous Guillaume Le Gardeux², escuier, sieur de La Vallée, conseiller du Roy, lieutenant général criminel au bailliage et siège présidial de Caen, le samedi dix-septyesme jour de mars mil six cens soixante et trois, veu et délibéré au conseil dud. siège le proceës criminel extraordinairement fait, instance du procureur du Roy, contre *Jacques Gueroult, Daniel Le Sage filz Michel, Jacques Yon et Philippe Bellejambe*, habitantz de la paroisse de Noyée³, faisant profession de la religion prétendue refformée, pour accusation d'avoir profféré plusieurs blasphèmes et impiétés contre le saint non de Dieu, de la sainte Vierge, de sainte Anne et des saints, led. Gueroult prisonnier aux prisons royales de ce lieu, et lesd. Le Sage et Yon absents et contumaces, ainsy que led. Bellejambe à présent décédé, sellon le procez, consistants en réquisitoiere dud. procureur du Roy, — information faite en conséquence, décret de prise de corps contre lesdicts Gueroult, Le Sage, Yon et Bellejambe, — deffaulx à baon obtenus contre lesdicts Le Sage, Yon et Bellejambe, — sentence de contumace contr'eux donnée, — interrogatoire presté par led. Gueroult, — récollementz et confrontations des tesmoings examinez au procèz, sçavoir, personnellement contre led. Gueroult et imaginaiement contre lesd. Le Sage et Yon, — conclusions du procureur du Roy; — ouy led. Gueroult fait entré en la chambre, asseis sur la scellette, en tout ce qu'il a voulu dire et alléguer, et ouy le conseiller rapporteur; — tout considéré,

Nous avons, par l'advis des conseillers du Roy aud. siège, déclaré ledict Gueroult deubement atteint et convaincu d'avoir profféré plusieurs blasphèmes et discours de dérision contre l'honneur des sainets, prononcé plusieurs parolles insolentes contre les saintes cérémonies de l'Église et le respect deub aux prestres, et lesd. Yon

1. Notes en marge et au dos de la pièce.

2. Le Gardeur.

3. Noyers, canton de Villers-Bocage, arrondissement de Caen.

et Le Sage d'avoir profféré plusieurs blasphèmes exécrables contre la Vierge et sainte Anne; — pour punition et réparation de quoy led. Gueroult a esté condamné à faire ce jourd'huy amende honorable nud en chemise, la corde au col, teste et pieds nuds, ayant en sa main une torche ardante du poids de deux livres, tant en ce prétoire que devant la principale porte de l'église de Saint Pierre de cette ville, et là estant à genouils demander pardon à Dieu, au Roy et à justice, et recognoistre que meschemment et fausement il auroit profféré plusieurs blasphèmes et parolles de dérision contre l'honneur [des saints]¹, les saintes cérémonies de l'Église et respect deub aux prestres, ce fait estre battu nud de verge par les carrefours et lieux publics de cette ville, ayant un escripteau au front portant ces termes: blasphémateur contre l'honneur deub aux saintes cérémonies de l'Église et aux prestres, et bany pour cinq ans hors de la province, et en outre condamné en vingt cinq livres d'amende envers le Roy et ving cinq livres envers le bureau des paouvre.

Et à l'esgard desd. Jacques Yon et Daniel Le Sage, déclarés deubement atteint et convaincu d'avoir profféré plusieurs blasphèmes exécrables contre la sainte Vierge et sainte Anne, pour punition et réparation de quoy ils ont esté condamnés à faire réparation honorable nuds en chemise, la corde au col, teste et piedz nuds ayantz en leurs mains chacun une torche ardante du poids de deux livres tant dans ce prétoire que devant la principale porte de ladicte église Saint Pierre, et là demander pardon à Dieu, à elles, au Roy et à justice; ce faict estre conduits au viel marché de cette ville pour y estre pendus et estranglés pour cet effaict et après y avoir expiré estre leurs corps bruslés et les cendres jettés au vent, leurs biens acquis et confisqués au Roy ou à qui il appartiendra, sur iceulx préalablement pris la somme de cinquante livres d'amende envers le Roy et cinquante livres au bureau des paouvres; et d'autant que la présente sentence ne peut estre exécutée aux personnes desdictz Yon et Le Sage, ordonné qu'elle le sera par effigies, qui pour cet effaict seront placés aux principale portes des advenue de cette ville, où sera faict mention de la présente sentence et du subject de leurs condemnation, laquelle sentence a esté leue et publiée et prononcée aud. Gueroult, l'audience scéante et devant la principale porte de l'église de Saint Pierre de cette ville, en outre plus exécutée en son endroict en attendant l'exécution de l'outre plus

1. Lacération en bas de page.

d'icelles allencontre des aultres condennés et jusques à ce elle sera par effligie.

Faict comme dessus. Signé : DAUGE (un paraphe).

(Copie collationnée sur l'original en parchemin par huissier royal, 16 juin 1664. Archives du Calvados.)

LA PERSÉCUTION A ORANGE

D'APRÈS UN EXTRAIT

du Journal inédit de JABLONSKI, prédicateur à la cour de Prusse

(26 septembre 1703)

C'est à M. le docteur Dalton, le biographe bien connu de Jean a Lasco, que nous devons le petit document qui suit. Nous en reproduisons la traduction et le texte parce qu'il ajoute quelques traits à ce que nous savons de la terrible persécution qui dépeupla Orange en 1703. On sait que la grande majorité des malheureux réformés qui furent expulsés de cette principauté presque entièrement protestante, lorsque Louis XIV l'eut enlevée contre la foi de ses traités, se réfugièrent en Prusse. Le prédicateur de la cour Jablonski tenait les détails, qu'il s'empressa de consigner dans son diaire, du pasteur Charles Petit qui, antérieurement à l'exode de 1703, avait déjà subi une longue détention pour refus de se convertir, et qui devint en 1704, pasteur à Berlin (cf. E. Benoit V, 924. *les Larmes de Pineton de Chambrun*, Haag, VIII, 211, etc.).

J'ai eu la visite de Maitre Petit, pasteur d'Orange, exilé, qui m'a été recommandé par le vénérable M. Klingler, antistes de Zurich, et par le révérend M. Pictet, théologien genevois. Lors de la précédente persécution il avait été emprisonné à Lyon pendant douze ans et demi. Après la paix il recouvra la liberté grâce aux bons offices du roi Guillaume d'Angleterre. Après qu'il eut encore desservi fidèlement son Église pendant cinq années, la dernière grande persécution éclata. La totalité des habitants fut expulsée en un seul jour, qui fut le 28 mars 1703. Pendant les jours qui précédèrent celui-ci tout fut vendu aux enchères dans la ville, mais bien peu purent réaliser ce qu'ils possédaient. Ils abandonnèrent joyeuse-

ment leurs biens. A la porte de la ville on leur demanda encore s'ils ne voulaient pas se convertir et garder leurs biens, mais dans toute cette multitude pas un seul ne retourna en arrière. Alors on les dépouilla encore de tout ce qui avait quelque valeur et on sépara ces pauvres gens de la manière suivante : Les femmes et les enfants durent sortir par une certaine porte et quitter la France par Grenoble, tandis que les hommes et les adultes durent passer par la porte opposée et par la Savoie. Ils étaient au nombre de 2,300 qui parvinrent à se rejoindre à Genève où on leur fit beaucoup de bien ¹.

TROIS LETTRES INÉDITES DE PIERRE-GUILLAUME DOURIECH

ÉTUDIANT A LAUSANNE

1769 — 1770 ²

Pierre-Guillaume Douriech, fils de Pierre Douriech, boulanger, et de Marguerite Bonnaffé, habitants de la ville de

1. 26 *september* 1703. — Adfuit mihi Rev. Dn. *Petit*, Pastor Arausiensis (Orleans, sic) exul, a Ven. Dn. Klinglero, Antistite Tigurino et Rev. Dn. Pieteto, Theologo Genevensi mihi commendatus. Er war seit der alten Verfolgung 12 1/2 Jahre zu Lyon gefangen gewesen. Da wurde er nach dem Friedensschluss durch König Wilhelms von England Fürsorge wieder frei und nachdem er noch 5 Jahre der Kirche treulich vorgestanden, brach die letzte grosse Verfolgung aus. Die gesamten Einwohner wurden auf einen Tag verjagt, welches war der 28 März 1703. Die Zeit vorher hielt man durch die Stadt öffentliche Auction, da doch wenige etwas lösen konnten. Sie verliessen das Ihrige ganz fröhlich. Am Thor wurden sie noch befragt, ob sie nicht verändern (convertiren) und ihre Güter behalten wollten; aber in einer so grossen Menge fand sich nicht ein Einziger, der sich zurück begeben hätte. Am Thor wurden die Leute noch ausgeplündert und die Pretiosen, die sie bei sich hatten, ihnen abgenommen, auch um ihnen alles schwer zu machen die Leute von einander dergestalt getrennt, dass die Weiber nebst den kleinen Kindern durch ein besonderes Thor herausgehen, auf einem besondern Weg über Grenoble aus Frankreich, die Männer nebst den erwachsenen Kindern auch durch ein besonderes Thor und den Weg durch Savoyen nehmen mussten. Ihrer waren 2300 Seelen und sind zu Genf wieder zusammen kommen, woselbst ihnen sehr viel Gutes erwiesen wurde.

2. Nos lecteurs remercieront avec nous M. G. Tournier d'avoir pensé à copier pour le *Bulletin* ces trois lettres. Elles nous permettent, en effet, de nous représenter, un peu moins vaguement que nous pouvions le faire jusqu'ici, comment vivaient à Lausanne, au séminaire du Désert fondé par Antoine Court, ceux qu'on appelait à cette époque les candidats au martyre. Ces missives étant destinées à renseigner son tuteur, Pierre

Bédarieux en Languedoc, naquit le 27 janvier 1749 et fut baptisé le lendemain par Pierre Redonnel, ministre dudit lieu. Orphelin dès son enfance, il fut élevé, ainsi que son frère et sa sœur dont il était l'aîné, par son oncle Louis Duriech, marchand à Bédarieux. Se destinant au ministère des Églises sous la croix, il fut admis comme étudiant par le synode du Bas-Languedoc du 2 mai 1769 et envoyé à Lausanne pour y compléter ses études. C'est de cette époque que datent les trois lettres que nous donnons ci-dessous et qui sont adressées par Pierre-Guillaume à son oncle et tuteur ¹.

Le jeune étudiant reçut l'imposition des mains à Lausanne, et, dès son retour en France, fut admis au nombre des ministres de la province par le synode du 12 mai 1772, en compagnie d'André Bouet et de François Ducros.

Placé aussitôt à la tête des Églises de Saint-Ambroix, Saint-Jean, Peyremale et les Vans, Pierre-Guillaume Duriech n'y fournit pas une longue carrière; il fut enlevé par la mort, à Bédarieux, le 28 juillet 1774, âgé de 25 ans.

Le synode du 9 mai 1775, en mentionnant cette perte, rendit un honorable témoignage à sa mémoire.

G. TOURNIER.

I

Sans date.

Mon très-cher oncle.

Je n'aurois pas tant différé à vous écrire, si, conformément à vos désirs, je n'avois attendu d'avoir passé ici un tems suffisant pour vous apprendre le genre de vie que je mène et les directions que je reçois. Avant que d'en venir là, je vais vous raconter en abrégé les évènements qui m'arriveroient dans mon voyage. Je partis de Nîmes dans une assez mauvaise voiture. Nous passâmes dans le Vivarois qui est un pays encore plus mauvais que Graissessac. Tous les malheurs ne se fixèrent pas là. Nous éprouvâmes un froid des plus cuisans, et par surcroît, la voiture se renversa au bord d'un précipice effroyable, mais la divine Providence permit qu'un murier sou-

Duriech y entre dans un certain nombre de détails fort intéressants et réellement inédits (*Réd.*).

1. Trisaieul du possesseur de ces lettres, M. Émile Casse, négociant à Mazamet, qui a eu l'obligeance de nous les communiquer.

tint la voiture, et par là nous fûmes garantis d'un péril des plus dangereux. Enfin au bout de 8 jours, nous arrivâmes à Lion ; de là je partis seul dans un cabriolé pour venir à Genève. La nège ne cessa presque jamais de tomber de sorte que je souffris le froid le plus piquant que j'aie jamois senti de ma vie ; mais j'arrivai à Genève et ce fut là que mes malheurs commenceroient à finir. Ce n'est pas qu'il ne fasse ici bien mauvais tems, mais le plaisir que j'ai d'être dans un païs de liberté me le fait supporter avec patience.

Je suis donc ici quoiqu'il me semblât que je ne dûs jamais y arriver. Je me plais dans cette ville. Je vois des confrères, je suis aimé d'eux. Je fais mon ordinaire avec le fils à feu M. Gibert, le ministre. Nous faisons porter nos repas du cabaret ; nous tenons notre pain et nous ne buvons point de vin. Nous donnons 15 livres par mois à la femme du cabaret ; nous payons trois sols de la livre du pain ; nous dépensons assez de l'argent, mais nous ne pouvons pas faire autrement.

A l'égard des leçons, nous en recevons deux par jour : une de Théologie et une de Logique, mais bien-tôt nous en prendrons trois ; l'autre sera de droit naturel.

Vous serois sans doute surpris de ce que je vous dirai que je n'ai point d'argent, mais la cantité des jours que j'ai été obligé de mettre en chemin en est la cause, ainsi, je vous prie de m'en faire parvenir le plutôt possible, parce qu'ici l'on est obligé de payer chaque mois. Je vous serois bien obligé de me faire parvenir cent écus soit pour payer la dépense, soit pour faire ce qui m'est nécessaire. Les M^{rs} du Comité m'ont promis de m'accorder la pension après une permission du Synode, et de payer même les deux mois que j'aurois passé ici avant la tenue dudit Synode, mais je serois toujours obligé de faire l'avance de ses deux mois. Il est vrai que je n'exigerois pas ce remboursement parceque je ne pourrois tirer la pension que trois ans et que ces deux mois seroit contés.

Je vous prie de me faire réponse le plutôt qu'il vous sera possible, et m'honorer toujours de vos bons conseils. En attendant, j'ai l'honneur d'être très-parfaitement

mon très-cher oncle,
votre très-humble et très-obéissant serviteur et neveu

DOURIECH.

Je vous prie de présenter mes respects à ma chère tante, votre épouse, à M. Bouet, M. Bétrines, mon cousin Triadou, M. Lappierre, Galzi et à tous ceux qui demanderont de mes nouvelles. Mon adresse est : à M. Durosier, chez M. Boulan, tourneur à la rue de la

Mercurie, à Lausanne. Ne soyez pas désormais surpris que je me signe Durosier, parce que c'est le nom que j'ai pris.

Au reste vous pouvois (être) assurer que ce que je vous raconta au sujet des deux proposans arrêtés est réel. Ces deux M^{rs} sont du Poitou. Ils resteroient (restèrent) 54 jours en prison, et après qu'ils furent arrivés ici, ils reçurent le passeport du Roy, signé de sa main, et de M^r le Duc de Choiseul. Je l'ai vu et lu moi-même, et si vous souhaitois d'avoir une copie, je vous l'envoyerai.

II

A Lausanne, le 30 juin 1769.

Mon très-cher oncle.

Je viens vous apprendre un évènement qui sans doute ne manquera pas de vous réjouir et de vous faire autant de plaisir qu'il m'en a procuré. Si jusques ici je n'ai jamais été regardé parmi vous comme Proposant, je viens vous apprendre que la ressection (réception) qui m'a été faite, me donne droit à prétendre à ce titre. J'en ai reçu le nom et j'en ai fait les fonctions, en un mot j'ai subi l'examen. Je prêchai samedi dernier, et j'avois pour auditeur M^r le Professeur, M. l'Inspecteur, et tout le reste des séminaristes. Mais avoir prêché, est-ce vous apprendre quelque chose d'extraordinaire et de bien consolant ? Non, sans doute. Mais pourrai-je avec modestie vous en dire plus ? Oui sans doute, vous êtes mon oncle, et la mort qui m'a ravi mon père vous a fait son représentant. Pourquoi donc craindrai-je de vous dire ce que je pense et ce qu'on m'a dit sur mon compte ; surtout lorsque je vous ferois un fidelle récit de tout ce qui s'est passé à mon égard. Je vous apprendrois qu'on fut assez content de ma pièce. L'on me dit qu'on y avoit apperçu de fort beaux traits et même quelques uns de nouveaux. M^r le Professeur ajoute qu'il avoit été fort surpris « vu qu'il me regardoit comme
« n'ayant pas encore beaucoup d'étude, puisque je n'avois resté au
« Désert que 15 à 18 mois et environ 3 ou 4 ici. Il m'assura que
« j'avois surpassé son attente, et qu'il avoit remarqué des morceaux
« dans mon sermon qui en égallait quelques-uns du fameux Flé-
« chier, évêque de Nîmes. A cela il dit que je ne devois pas me
« piquer autant à l'avenir, parceque ce seroit trop relevé pour les
« auditoires ordinaires de France, et que lorsque je serois obligé
« de m'accomoder à la portée du peuple, je ne prendrois aucun
« plaisir à débiter mes sermons. On me dit encore que ces mor-
« ceaux étoient bons pour des orésons funèbres, mais qu'ils étoient

« trop sublimes pour des Discours chrétiens ». En un mot on me donna asses de louanges et je reconnois que depuis l'affection des autres séminaristes a encore augmenté à mon égard. Ne pensez pas que ma pièce fut sans defauts, je n'ai garde seulement de le penser, car on remarqua que j'y avois trop d'imagination, trop de feu, tant dans ma pièce que dans la récitation, mais que cela leur faisoit plutôt plaisir que peine, puisque je marquois en cela beaucoup d'abondance; l'on trouva encore que je pouissois un peu trop mes raisonnemens, et que souvent j'employés des termes qui exprimoit plus qu'il ne faloit. Cependant on dit que cela n'empêchoit pas qu'on eut de moi de très-grandes espérances. On ajouta bien d'autres choses qui seroit sans (doute) superflus de vous marquer. Si vous vouliez savoir le texte que je traités, vous le trouveriez en St Mathieu, chap. 6, v 1 en ces mots : Prenez garde de ne pas faire votre aumône devant les hommes à dessein d'être vus; autrement vous n'en recevriés aucune récompense de votre Père qui est au Ciel. Nous sommes 16 Proposans et nous rendons une proposition chaque semaine, chacun à son tour.

Je suis fort surpris que M^r St Étienne n'est pas fait réponse à une lettre que j'eus l'honneur de lui écrire avant la tenue du Sinode, j'i avais aussi envoyé une Requette pour présenter à cette vénérable assemblée, afin de pouvoir tirer la pension. Je vous prie de vous informer avec le député de Bédarieux si elle fut lue, et ce qu'on délibéra sur mon compte; j'espère qu'après ces informations vous aurés la bonté de me marquer ce que vous en auriez appris. Les M^{rs} du Comité étoient sur le point de m'accorder laditte pension, il y a assés de temps, mais le silence de M^r St Étienne fut la cause qu'on suspendit cela; cependant M^r de Bottens me promit cette semaine de me la faire livrer la première fois que le Comité s'assembleroit. Je crois que si Dieu me fait la grâce de parvenir, les obligations que j'aurois à la Province n'en seront pas la cause, car il semble qu'elle a mis tous les obstacles possibles pour empêcher de faire réussir mes desseins.

Ce que je vous dis là me force malgré moi à vous prier de m'envoyer de l'argent au plutôt, parceque tout est si cher ici que je m'en trouve entièrement dépourvu, et qu'encore je dois à celle qui nous fournit à manger. J'aurois besoin de cinquante écus, sans compter ce qu'il me faudra pour faire un habit d'iver, car vous savois que je n'en ai qu'un qui ne vaut pas grand'chose. Je crois qu'après cela, je n'aurois pas la douleur de vous demander de longtemps ce qui me fait tant à présent soupirer. Vous serois sans doute

surpris de trouver tant de fautes à ma lettre; mais je vous prie de me les pardonner, parceque je suis obligé de la faire à plume courante. Je dois après-demain faire une paraphrase, et je n'ai pas même assez de temps pour me préparer. Je vous prie de me faire réponse au plutôt et de me croire toujours, etc...

DOURIECH dit DUROSIER.

Je vous prie de faire bien mes complimens à ma chère tante et mon cousin Triadou, M^r Lappierre, M^r Vors (de qui j'en ai reçu depuis peu) mon cousin Galzi et à tous les autres qui demanderont de mes nouvelles. Je vous serois bien obligé de ne pas montré ma lettre à personne. Au reste vous aurois la bonté de m'adresser les lettres chez Madame Garzain née David, pour me remettre, parceque j'ai changé de logement. Je vous prie aussi de m'envoyer quel est le ministre que vous avois.

111

A Lausanne, le 7 janvier 1770.

Mon très cher oncle,

Je prévois déjà que vous me reprochez de remplir un peu tard un devoir qui devoit commencer avec cette nouvelle année. Je vois avec une vraye douleur que les vœux que je vous fais parvenir devoit avoir précédé le moment qui me met la main à la plume : mais sans alléguer pour excuse les grandes occupations, qui me ravissent tout le temps que je puis avoir, je vous allegueroi les vœux continuels que je fais au Ciel pour nous conservation. Ce n'est pas seulement dans ce renouvellement d'année, car mon intérêt personnel et mon inclination respectueuse me portent à souhaiter ardemment le bonheur de celui en qui seul je puis trouver le mien. Cependant pour ne pas m'écarter de l'usage ordinaire, je veux bien dans ce renouvellement d'année vous faire part des vœux que chaque moment mon cœur adresse au Ciel. Recevois les ces vœux, non pas avec toute la foiblesse des termes, car ils sont inexprimables, mais avec toute l'ardeur de mon cœur. Recevez-les ces vœux, et puissiez vous en éprouver tout l'accomplissement. Si Dieu daigne exaucer mes prières, une longue vie inondée de délices fera votre partage, et votre bonheur fera sur la terre la vraye félicité de celui qui le souhaite si ardemment. Ces vœux quoique exprimés un peu tard ne sont pas moins sincères et j'espère que vous les recevriez comme une marque de mon attachement et de ma reconnaissance.

J'ai reçu la lettre que vous avés eu la bonté de m'écrire; je suis

bien sensible aux soins que vous prenés pour toutes mes affaires, je me vois fort heureux que vous vouliez bien me les continuer et je m'en rapporterois toujours sans examen à votre prudence.

Je suis ici très lié avec M^r Pommier. Nous faisons l'ordinaire ensemble et nous assistons aux mêmes leçons. Nous en avons quatre pour (par) jour qui nous emportent 6 heures, sans compter le tems qu'il faut pour nous préparer; il y en a deux que nous payons à un loui par mois; pour celle-là nous sommes quatre. L'autre qui est de mathématiques, nous sommes convenu avec le professeur en philosophie de l'Académie de cette ville, à un loui chacun pour le cours entier. Bientôt nous devons faire un cours de phisique sous le même Professeur qui coûtera autant. Je vois qu'en cela je dépense beaucoup de l'argent, mais je ne voudrai pas à l'avenir pouvoir me faire aucun reproche sur la science que j'aurois négligé d'acquérir, je pense même que vous êtes de mon avis. Si j'avois plus de tems à moi, je prolongerois le plaisir que je prends à vous écrire, mais outre les 6 heures des leçons, il me faut faire des lectures et composer un sermon qu'il me faut rendre dans 4 ou 5 semaines et que je ne fais que commencer. J'espère que toutes ces raisons excuseront assés les déffauts de ma lettre et vous obligeront à répondre à la prière que je vous fais de ne pas la montrer.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement, etc...

DOURIECH.

Je vous prie de présenter mes respects à ma chère tante, et de l'assurer de mon affection aussi bien qu'à M^{rs} Bouet, Ducros, Vors, Lappierre, Galzi, Triadou; vous aurois la bonté de dire à ce dernier que j'aurois le bonheur di écrire lorsque le temps me le permettra. Au reste je vous prie de me procurer un peu plus souvent le plaisir de recevoir de vos nouvelles.

Mélanges

LISTES DE PASTEURS

SAINT-LAURENT-LE-MINIER (1568-1900)

Laurens, Focarandon 1568-71. De Montpellier. Époux de *Françoise Laye*, et en 2^{es} noces de *Jeanne Laço*, veuve Girard. Dessert Sobeyras

	(Lescoutet), Madières, Saint-Martial ou Saint-Marcel-de-Fonfoulhouse (Les Plantiés et Saint-Laurent).
Barraud, Nicolas.....	1597-1609. Dessert Mondardier et Saint-Laurent.
Gérard, Jehan.....	1611-14. De Puylaurens. Époux de <i>Marie de Lautal</i> et en 2 ^e s noces d' <i>Élisabeth Froment, veuve Dupuy</i> . Pasteur à Aulas, y meurt le 24 ⁸ re 1660.
Roussel, Daniel.....	1615-24. De Montpellier.
Guilhaumenc, Pierre...	1624-28. Né à Saint-Jean-du-Bruel. Pasteur à Molières et Avèze, y meurt en 1642.
Roussel, Daniel.....	1629-33. Pour la 2 ^e fois.
La Combe (de), Moïse.	1637-38. Né à Saint-Hippolyte-du-Fort. Époux de <i>Suzanne d'Airebaudouze</i> . Dessert Mondardier et Saint-Laurent.
Repusseau, Jacques....	1638-39. « Le S ^r Repusseau a commencé de prescher au lieu de Saint-Laurens le commencem. de Juillet 1638 » (Reg. de S ^t -L.). Déposé en 1644.
Fesquet, Pierre.....	1640-46. Né à Ganges. Époux de <i>Magdelaine du Villard</i> .
Jourdan, Pierre.....	1650-56. Époux de <i>Jeanne Deleuze</i> . Pasteur à Cassagnas 1664.
Bernard, Jean.....	1660-61.
Guisard jeune, François.	1662-63. Mort en 1663.
Pistoris, Jacques.....	1664-84. Né à Sauve. Époux de <i>Anne Despuech</i> . Poursuivi avec d'autres pasteurs des Cévennes, il fut condamné par défaut, le 3 juillet 1684, avec P. D'Aigoin, ministre de Sumène, à l'interdiction pour 3 ans et 200 fr. d'amende chacun. Pistoris abjura et se retira à Saint-Hippolyte.

Révocation de l'Edit de Nantes (1685).

Après la révocation, Saint-Laurent fut évangélisé par des prédicants et l'Eglise restaurée par Antoine Court vit ses assemblées

du Désert présidées par les pasteurs suivants, d'après les Registres des baptêmes et mariages conservés à la mairie :

- Gaubert, Jean..... 1747-1749. Dit : *Gaubertet*. Né à Arphy, par. d'Aubas. On le dit mort et enterré à Monoblet.
- Boyer, Jacques..... 1747-50-56. Dit : *le Dragon*. Né à Lausanne. Époux d'*Anne Fraissinette*, veuve *Bastide*. Mort en avril 1760.
- Gal-Pomaret, Jean.... 1748-51-53-57-58-67. Né à Saint-André-de-Valborgne. Époux de *Catherine Fabre* et *Anne Gervais*. Pasteur de Ganges, y est mort le 17 août 1790.
- Grail, Henry..... 1749-1757. Dit : *La Vernède*. Né à Arda liès, par. de Valleraugue. Époux de *N. Boudon*. Pasteur d'Aulas.
- Marazel, Paul..... 1749-51-70-71. Dit : *Paul*. Né à Aiguesvives (Gard). Époux de *Marthe Lozeran*. Pasteur d'Aulas. Mort au Plan (Bréau) le 22 août 1789.
- Teissier-Lafage, Étienne. 1752 (février-décembre). Né à la Rouquette, par. de Saint-Hilaire-de-Brethmas. Martyr, exécuté à Montpellier le 17 août 1754.
- Journet-Puech, Jean... 1753 (octobre). Né dans la par. de Valleraugue. Époux de *Marguerite Plo-mard*. Mort à Orthez, le 3 août 1781.
- Ducros, Jean..... 1753-72-73-76. Dit : *Laſalle*.
- Gal-Ladevèze, Antoine. 1757-58. Né à Saint-André-de-Valborgne. Époux de *Marguerite Finiels*, *Marie Gervais*, *Louise Poujade*. Pasteur du Vigan, y est mort le 16 floréal an IV.
- Jourdan, François.... 1773 (octobre). Pasteur de Sumène.
- Nognier-Randavel, François. 1776 (août). Né à Randavel, par. de Valleraugue. Époux de *Marie-Marguerite Bonhomme*. Mort pasteur à Aumessas (Gard), le 19 floréal an XIII.
- Martin, François..... 1780 (avril-octobre). Né à Saint-Jean-du Gard. Époux de *Marie Boissière*. Pasteur de Saint-Hippolyte. Pasteur à Bordeaux, y meurt le 24 mars 1838.
- Massabieaux-Duplan, Moïse. 1782-an XI (1803). Né au Plan, par. d'Aulas. Époux de *Suzanne Coularou*.

Réorganisation des cultes en germinal an XI (mars 1803).

Massabieaux-Duplan, Moïse.	An XI (1803)-1832. Né au Plan, par. d'Aulas. Décédé <i>veuf</i> le 16 juin 1832.
<i>Mourgues</i> -Dalgues, Martin-Jules.	1832-1858. Né à Ganges (Hérault). Mort en retraite à Ganges le 7 mars 1884, <i>veuf</i> en 2 ^{es} noces d' <i>Amélie Galtier</i> .
Philip, Numa-Florian..	1858-61. Né à Ganges (Hérault). Pasteur en retraite à Mauvezin (Gers).
Aurillon, Jacques.....	1861-74. Né à Générac (Gard). <i>Célibataire</i> . Décédé le 16 décembre 1874.
Pelon, Frédéric.....	1875-85. Né à Avèze. Époux de <i>Louise Barral</i> . Mort le 13 juin 1885.
Destrech, Élie.....	1885-88. Né à Cette. Époux de <i>Madelaine Bourchenin</i> . Passé à La Motte-Chalengon.
Josselin, Ernest.....	1890-96. Né à Sancerre (Cher). Époux de <i>Magdelaine Barral</i> . Passé à Annony.
Marseille, Élie-Samuël.	1896-98. Né à Alais (Gard). Époux de <i>Valentine Mercier</i> . Passé au Vigan.
Teissonnier, Jean- Pierre-Jules.	1898. Né à Faugères (Hérault). <i>Titulaire</i> actuel.

Dressé par le soussigné,

FERD. TEISSIER, *archiviste*.

L'ORIGINE DU MOT HUGUENOT

D'APRÈS MM. TOLLIN ET KELLER

La question de la provenance et de l'étymologie de la dénomination de *Huguenots*, souvent déjà étudiée dans le *Bulletin*¹, vient d'être reprise à nouveau par M. le pasteur et Dr Tollin dans une série d'articles de la *Reformirte Kirchenzeitung* (1899, n^{os} 49 à 52). Son exposé a le rare mérite d'être aussi complet que possible et de ne laisser de côté, sans

1. Voir VI, 287; VIII, 13, 122, 266; IX, 12; XI, 113, 328; et plus récemment, 1898, p. 594 et 660.

l'avoir examinée de près avec le plus grand soin, aucune des solutions proposées jusqu'ici tant par les écrivains du xvi^e et du xvii^e siècle que par les historiens modernes. De ces solutions, à vrai dire, il n'en est pas qui satisfasse M. Tollin. Il les détruit l'une après l'autre, et s'il est tenté d'admettre qu'en Touraine le nom ait pu devenir d'une application populaire par la coïncidence des réunions de protestants aux abords de la porte dite du roi Hugon, il est deux interprétations qu'il déclare absolument inacceptables : celle favorisée par l'hostilité des Guises qui dériverait Huguenots des Eygnos de Genève, les Indépendants antérieurs à la Réformation de la ville, et l'autre qui en ferait, au contraire, une allusion aux partisans fidèles de la descendance d'Hugues Capet.

Après avoir ainsi déblayé son terrain, l'érudit docteur pose une base entièrement différente et qu'il a été amené à chercher par ce fait que les calvinistes ont tenu en honneur l'appellation qu'on leur jetait comme un outrage. « A la *vieille huguenote* » disait déjà Agrippa d'Aubigné. M. Tollin en conclut que le terme, ainsi que l'avait avancé le maréchal de Tavannes (tout en lui assignant une autre étymologie, la genevoise) a eu pour premiers parrains les protestants eux-mêmes.

Pour lui *huguenots* vient du vieil allemand *husginosz*, en hollandais *huisgenoot*, ce qui correspond à *Familiares*, *Socii*, *Genossen* (confrères). Le nom aurait été appliqué tout d'abord aux fugitifs pour la foi par leurs frères de l'étranger. Ici nous croyons devoir reproduire la traduction du passage tout entier.

« En 1535, sept cents Vaudois s'enfuirent à Genève, suivis, sous Henri II, par quatorze cents familles de France. A Strasbourg se rassemblent quinze cents protestants français; il en passe en Angleterre à partir de 1549, à Francfort-sur-le-Mein à partir de 1561, dans les Pays-Bas depuis 1562. Et il en fut de même jusqu'aux Noces Vermeilles... et jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes. De tels immigrants, venus de la France catholique, devaient de prime abord inspirer de la méfiance dans les pays protestants voisins, que menaçaient

à la fois l'Inquisition, les jésuites et les dragons. D'autre part eux-mêmes, dans leur exode, avaient cruellement à souffrir des espions, des traîtres, des conducteurs vendus. Afin de les donner à reconnaître comme de vrais protestants par leurs frères en la foi évangélique, tant sur leur route que dans les réunions secrètes du culte, et à leur arrivée en pays étranger, ils se recommandaient entre eux et étaient recommandés par leurs pasteurs et leurs presbytères, de vive voix et par écrit — quoique d'abord tout à fait secrètement — comme *Hausgenossen*, « gens de notre maison », nos frères en la foi, nos compagnons d'épreuves. Ce nom d'honneur acquit une force nouvelle dans le Refuge, alors que parvenus sur la terre de liberté ils ne se sentirent plus étrangers, mais, bien que Français de naissance, furent accueillis et acceptés comme membres de la maison, dans cette maison hollandaise, suisse, anglaise, allemande. Et ce qui donna à la salutation sa vraie valeur de part et d'autre, ce sont les paroles de l'apôtre aux Éphésiens : « Vous n'êtes donc plus ni étrangers ni intrus, vous êtes concitoyens des saints et gens de la maison de Dieu (*Gottes-Hausgenossen*, en vieil allemand *Husginosz*, *Husknoz*, en hollandais *Huisgenoot*) bâtie sur le fondement des apôtres et des Prophètes, Jésus-Christ lui-même étant la pierre de l'angle. » Alors qu'Évangéliques de France et Évangéliques de l'étranger se sentaient ensemble « gens de la maison de Dieu », ils avaient « les uns et les autres par J.-C. accès auprès du Père dans un même esprit ».

M. Tollin rappelle que cette étymologie, exposée par lui à l'assemblée de Maulbronn il y a cinq ans¹, avait été hautement approuvée par le regretté D^r Enschedé dans son rapport aux Églises wallonnes².

Il nous reste à signaler les quelques pages consacrées à l'étude de M. Tollin par M. l'archiviste et D^r Ludwig Keller dans le *Bulletin mensuel de la Société de Comenius* (t. IX, p. 111) sous le titre : *Huisgenooten, Huguenotten*.

Si, d'une part, il adopte l'étymologie proposée (Huguenots, dit-il, équivalait à *Familiarii, Socii, Genossen*), d'autre part, il

1. Voir le journal *Die Franz. Colonie*, 1895, p. 7.

2. *Haarlemer Courant*.

ne saurait admettre que l'émigration des Évangéliques de France ait été l'occasion de les faire désigner par leurs coreligionnaires de l'étranger comme « nos *Hausgenossen*, nos frères en la foi ». Comment se ferait-il alors que le nom ait été appliqué seulement aux Vaudois et aux Réformés fugitifs, et non aux Luthériens, bien que ceux-ci aient été également accueillis comme des frères en la foi ? Pour lui c'est dans la correspondance avec les termes de *Socii* et de *Familiares* qu'il faut chercher l'explication. De très bonne heure l'appellation de *Familistes* a été employée comme nom de sectes, comme celui de Huguenots. Les Familistes sont des Évangéliques, *Genossen* ou *Socii* de la Maison de l'Amour (*Huis der Liegde* en Hollande). Et il faut se rappeler que dans tout le moyen âge les noms de *Familia* et *Familiares* dans le sein des vieilles communautés évangéliques (les Vaudois, etc.) servaient, aussi bien que ceux de *Societates* et *Sodalitates*, à indiquer le lien commun (voir Döllinger, *Contributions à l'histoire des sectes au moyen âge*, II, 93-99). Le nom de *Socii* est très en usage au déclin du moyen âge, dans les communautés soi-disant hérétiques pour désigner leurs propres membres. Chez les Anabaptistes aux Pays-Bas et dans le nord-ouest de l'Allemagne, on trouve dans le même sens en 1534 le mot de « *Genossen* ».

Pour le Dr Keller le nom a donc bien une origine allemande, et cette introduction d'un mot allemand dans la langue française n'a rien d'anormal, dit-il : ce n'est pas le seul : *loge*, par exemple ne vient-il pas de l'allemand *laube* ? (Nous nous permettons d'en douter). Mais, selon lui, cette introduction du mot est très antérieure au xvi^e siècle. Depuis le xiii^e, en dehors des *Familia* et *Hausgenossenschaften* (*Societates*) des soi-disant hérétiques, il y en avait d'autres, celles par exemple des Monnayeurs : c'est à eux que l'appellation a été le plus souvent appliquée, et même, à partir du xiv^e siècle, dans un sens plutôt de suspicion et de malveillance, ces corporations de Monnayeurs ayant été également soupçonnées d'hérésie.

Nous n'avons résumé que brièvement les considérations savantes, mais un peu trop condensées, du Dr Keller. Pour

en pouvoir juger en pleine connaissance de cause, il eût été désirable qu'elles fussent plus amplement développées.

La solution nouvelle, nous n'oserions pas dire définitive, proposée par M. le président de la Société huguenote d'Allemagne, soulèvera sans doute des objections et provoquera des controverses; mais elle devait être enregistrée dans le *Bulletin*, et ne saurait manquer d'attirer la sérieuse attention de nos lecteurs.

F. S.

CORRESPONDANCE ET NOTES

La Réforme à Vitry-le-François. — La Société des sciences et arts de Vitry-le-François, qui a déjà publié deux volumes de *Lettres et Documents sur la Ligue et la Réforme en Champagne*, réunis par M. G. Hérelle, se propose de faire paraître un troisième et dernier volume qui serait intitulé : *La Réforme à Vitry-le-François depuis l'édit de Nantes jusqu'à nos jours*. La compétence de M. Hérelle et l'importance de l'ancienne Église de Vitry font bien augurer de ce projet.

H. D.

Une poignée de faux. — Sous ce titre, — et en attendant l'apparition du deuxième volume de la monumentale biographie de Calvin, — M. le professeur E. Doumergue a fait paraître récemment, chez G. Bridel, à Lausanne¹, une brochure de 128 pages qui devrait être dans toutes les mains. C'est, à propos de *la mort de Calvin et des Jésuites*, l'exposé historique, d'après les textes authentiques et contemporains, de la plupart des calomnies aussi ineptes qu'odieuses, dont les maîtres chanteurs de la célèbre Compagnie ont honoré la mémoire du Réformateur. N'oublions pas que ces infâmes mensonges sont enseignés *officiellement* à notre bourgeoisie catholique, dans tous les *catéchismes de persévérance*, et que nous devrions mettre au moins autant de « persévérance » à les démasquer qu'on en met à les répandre jusque chez nous.

N. W.

1. Prix : 1 fr. 25 l'exemplaire; — 5 fr. pour 5 ex.; — 9 fr. pour 10 ex.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

LES PASTEURS D'UNE ÉGLISE DES CÉVENNES

AU XVI^e SIÈCLE (1561-1605)

LASALLE (GARD)

La plupart des provinces de France ont trouvé un historien ou un chroniqueur pour retracer la vie de leurs Églises réformées. La Bretagne, la Normandie, la Champagne, aussi bien que la Provence ou le Haut Languedoc, possèdent des volumes consacrés à leur histoire protestante. Le Bas Languedoc et les Cévennes restent aujourd'hui la seule région de notre sol qui n'ait donné lieu, de ce point de vue particulier, à aucun travail d'ensemble. Le fait est d'autant plus frappant que les cantons du Gard ou de la Lozère qui constituent les Cévennes protestantes, sont les seuls de notre pays où la majorité de la population soit réformée ¹.

C'est pour apporter notre contribution à un ouvrage plus général, qui, nous l'espérons, sera écrit un jour, que nous avons écrit ces quelques notes sur les premiers pasteurs de Lasalle. Nous avons laissé de côté dans le récit de leur vie

1. Les Cévennes protestantes, au sens ordinaire du mot, sont formées de trois parties : 1^o les diverses vallées dont les torrents désignés sous le nom de *gardons* envoient leurs eaux au Gardon d'Anduze ou au Gardon d'Alais, qui réunis forment le Gard ; 2^o la région haute des bassins du Vidourle (Saint-Hippolyte-du-Fort), et de l'Hérault (Ganges, Valleraugue, le Vigan) ; 3^o quelques Églises situées sur le versant océanien, dans les vallées du Tarn (Pont-de-Montvert) ou de ses affluents (Florac, Meyrueis). Seule la première partie constitue ce que le langage local nomme la *Cévenne*. Le bourg de Lasalle-Saint-Pierre, qui y est compris, est, à vol d'oiseau, exactement à 10 kilomètres à l'ouest d'Anduze, et à 10 kilomètres au nord de Saint-Hippolyte.

ce qui n'offrait qu'un intérêt strictement local, et dans les pages qui suivent on trouvera non seulement des noms à ajouter à la *France protestante*, mais peut-être quelques détails caractéristiques sur la vie ecclésiastique des Églises des Cévennes au temps des guerres de religion. Les faits qui nous paraissent particulièrement intéressants se rapportent aux ministres envoyés en France par Genève en 1560 et 1561, à la pénurie de pasteurs dont souffrait la province vers la fin du xvi^e siècle, et aux conflits entre pasteurs, ou entre délégués des paroisses, dont étaient témoins les Synodes provinciaux, et dans lesquels les Réformés faisaient le nécessaire apprentissage de la liberté.

Nos renseignements sont tirés presque uniquement de trois sources : des actes notariés du xvi^e siècle conservés dans les archives des deux notaires de Lasalle, d'une copie des délibérations des Synodes du Bas Languedoc, faite par M. Auzière, qui se trouve à la bibliothèque de la rue des Saints-Pères, et enfin d'un certain nombre de registres d'état civil protestant dont nous devons dire quelques mots.

L'énorme volume manuscrit retrouvé à Anduze chez un chiffonnier (*Bull.*, 1881, p. 78), qui contient les actes pastoraux de l'Église de Lasalle de 1561 à 1684, porte en tête du cahier de 1668 la mention suivante : « Registre tenu par le « consistoire de la Sale des baptêmes, mariages et sépultures escrits suivant l'ordre des jours pendant l'année présente 1668 *suivant et conformément à la nouvelle ordonnance du Roy.* » Nous ignorons la teneur de l'ordonnance, mais quand nous remarquons que c'est à partir de 1668 que les registres de Lasalle sont tenus en double, et que parmi les registres en double que F. Teissier a compulsés aux archives de la Cour d'appel de Nîmes (*Bull.*, 1899, p. 31), le plus ancien (un registre de Clarensac) est également de 1668, nous sommes porté à croire que c'est vers cette date que les Églises furent obligées de prendre une copie régulière de leurs actes d'état civil. Ce que nous avons à constater, d'ailleurs, c'est qu'au milieu du xvii^e siècle, non seulement les registres furent tenus en double, mais que ceux que conservaient alors les archives des Consistoires furent recopiés. Le

manuscrit de Lasalle, dont nous venons de parler, n'est en effet de 1561 à 1657 que la reproduction des cahiers originaux qui heureusement se trouvent aujourd'hui, sans une lacune, dans les Archives de la municipalité. De même, à la mairie de Saint-Hippolyte-du-Fort, à côté des originaux qui commencent au 26 septembre 1571, on trouve la copie du xvii^e siècle qui paraît avoir été faite en 1647. A Saint-Jean-du-Gard, on retrouve les registres originaux depuis 1560, et enfin à Monoblet (Consistoire de Lasalle), les originaux ont disparu et seule la copie subsiste, nous ayant gardé le précieux début du registre du pasteur Pépin, que nous transcrivons plus loin.

Jaques Tourtelon.

La famille de Jaques Tourtelon (ainsi signait le pasteur), ou Tourtollon (comme le nom est inscrit aux registres de Saint-Jean), ou Tourtolon (comme signait son fils) était fort ancienne à Saint-Jean-du-Gard. Déjà en 1423¹ on trouve dans la région un Anthoine de Tortolon. Au xvi^e siècle elle paraît divisée en deux branches; l'une, qui a gardé la particule, compte un Guillaume de Tourtollon, seigneur du Prat et de Banières (près de Saint-Jean), l'autre est représentée par Jean Tourtelon, époux de Jeanne Donnadiou², notaire à Saint-Jean même, et dont les registres existent encore de 1512 à 1538. En 1539 son fils Jaques, que nous allons suivre, lui succède dans sa charge.

Les environs d'Anduze et spécialement le bourg de Saint-Jean-du-Gard semblent avoir été au début de la Réforme un centre particulièrement actif de propagande évangélique. Dès 1547, à Anduze, le cordelier Nicolas Ramondy, par ses prédications hardies, avait gagné la faveur de son auditoire laïque et excité les colères du prieur Dragon de Pompeyran qui le dénonça à l'Inquisition de Toulouse. En 1551, sous l'influence de « prescheurs », que nous ne connaissons pas autrement,

1. *Archives du Languedoc*, de M. de la Pijardière, I, p. 217.

2. Les noms propres, dans les Cévennes, conformément à l'usage du patois languedocien, ont une forme féminine; la femme de Jean Tourtelon est désignée en conséquence sous le nom de *Donnadive*

et de maîtres d'école, au nombre desquels il faut mettre Guillaume Bouvillar, la population de Saint-Jean était acquise aux idées protestantes¹. Quel était l'enthousiasme des adeptes de la nouvelle foi, c'est Jaques Tourtelon lui-même qui nous l'apprend : à la fin de son registre d'actes passés « en l'an 1551 prenant à l'Incarnation Nostre Seigneur Jesus Christ », sur la dernière feuille toute blanche, il a écrit en grosses lettres la fière devise de la Genève dont les prêcheurs parlaient avec tant de joie :

Post Tenebras Lux.

Le mouvement avait gagné plus que quelques individualités, il avait soulevé la masse. L'Église paroissiale était laissée à l'abandon, la messe y avait cessé, les objets indispensables au culte avaient disparu, on ne trouvait plus dans le bourg ni prêtres ni clercs; en revanche Bouvillar, après avoir instruit la jeunesse, lisait aux parents « le catéchisme » et « mesmes les jours de festes et dimenches » prêchait « la parolle de Dieu » devant des auditeurs si nombreux que l'assemblée devait sortir de l'école et se transporter dans le cimetière.

Le calme ne dura pas. En 1553, sans doute vers le commencement de l'année, le « baille » de Saint-Jean, Jean Fraissinet, que les procès-verbaux qualifient de paysan « rustique, ignare et illetéré », venu à Nîmes où sa petite-fille était mariée à un avocat « fit un scandale » dans la cathédrale, le jour de la congrégation du clergé. L'information dirigée contre lui poussa le lieutenant criminel à s'enquérir de son administration, les « désordres faits » dans le bourg « tant par les prescheurs que maistres d'ecolles qui ont été admis aux écolles » furent découverts. Bouvillar fut arrêté et « baillé en garde » au seigneur du lieu, Loys de Toyras, qu'on crut à tort

1. Les détails qui suivent sont empruntés à l'ouvrage du Dr Puech : *La Renaissance et la Réforme à Nîmes* (p. 60). L'auteur ne donne que la date du jugement qui termina l'affaire; il n'indique pas où se trouve le Registre du Présidial dont il a résumé les procès-verbaux, et que nous avons vainement cherché aux Archives de la Cour d'appel de Nîmes. On verra plus loin pourquoi nous écrivons Bouvillar et non Bouvillac.

assez bon catholique pour le conserver à la justice. Le jugement du 28 décembre 1553 condamna Fraissinet à l'amende honorable et à des peines pécuniaires, ordonna à Loys de Toyras de « comparoir en personne », pour répondre de l'évasion de son prisonnier, et déclara qu'il serait plus amplement enquis « des autres qui se trouvent chargés d'avoir esté aux presches et leçons faits à l'écolle et au cimetière ». Nous pouvons être assurés que Tourtelon avait été de ceux-là; sa qualité d'officier public le désignait aux poursuites, aussi n'avait-il pas tardé à quitter les Cévennes, et après avoir clos son registre d'actes de 1552, qui finit suivant la chronologie d'alors au 16 mars que nous datons 1553, il s'était retiré à Genève, comme nous l'apprend son testament, « avec sa famille », c'est-à-dire avec au moins sa femme Guillaumette Drulhon ¹ et son fils aîné Antoine. Il y fut rejoint, selon toute vraisemblance, par Bouvillar lui-même.

Le 24 octobre 1555 « Jaques Tourtelon, escripvain », fut inscrit, pour la somme de huit écus un seillot, au livre des bourgeois de Genève. Le notaire, devenu pour vivre écrivain public après la confiscation de ses biens qui eut lieu probablement à cette époque, n'avait pas perdu l'espoir de rentrer dans le royaume, mais la persécution devint plus âpre. Après la prédication du cordelier Claude Rozier à Anduze, et celle de « certains prescheurs que les Réformés avaient fait venir de Genève », le Parlement de Toulouse, sur l'ordre d'Henri II, envoya deux conseillers et le procureur du roi Sabatier dans les Cévennes. Les inquisiteurs brûlent Rozier (27 août 1577), poursuivent les hérétiques les plus zélés et atteignent des familles nobles des environs de Saint-Jean. Au procès de Fraissinet, Jehan des Hours, du château de Calviac près de Lasalle, et songendre Jehan d'Assas du château de Marcassargues, avaient été ajournés comme témoins suspects. Cette fois Bernard des Hours, fils de Jean, son frère Claude, la femme de Jehan d'Assas, et une autre sœur de Bernard et de Claude sont bannis du royaume, et les deux frères vont rejoindre Tourtelon à Genève, où ils sont reçus bourgeois le

1. Ou Druillon, d'après le Registre de Saint-Jean.

12 janvier 1557. Les lettres d'abolition de 1559 permettent à peine aux premiers prédicateurs, Maillard, Tardieu et Boust, de *dresser* définitivement les Églises de Mialet, Saint-Jean et Anduze. L'expédition du comte de Villars, commencée par Aigues-Mortes, s'achève par une course dans les montagnes et en particulier par le sac de Saint-Jean où « grand nombre de cette canaille s'est retirée » (décembre 1560). Mais c'est la dernière rafale de la tempête; à peine Villars s'est-il éloigné que, par une réaction trop naturelle, les édifices catholiques sont démolis; toutes les communautés des Cévennes deviennent Réformées : elle le sont restées.

En cette année 1561, les demandes de ministres arrivèrent si nombreuses à Genève, de tous les points de la France, que la Compagnie des Pasteurs en fut réduite à envoyer aux Églises les hommes de bonne volonté qui lui paraissaient suffisants, et qui n'avaient guère suivi, en fait de cours de théologie, que ceux que Calvin professait à Saint-Pierre devant la foule. L'Église de Lasalle, qui s'adressa, comme tant d'autres, aux « Pères » de Genève ¹, demanda-t-elle Tourtelon? ou l'ancien notaire se proposa-t-il lui-même pour le service d'une paroisse qui n'est qu'à deux lieues de son bourg natal? Toujours est-il que sur une liste de 1561, publiée par le *Bulletin* (1897, p. 455), son nom figure, sans autre détail, en regard de celui de Saint-Pierre de La Sale, et que sur le registre du Consistoire de son Église, il inscrivit : qu'il avait été « envoyé à ces fins de Genève : pour y exercer le ministère de la parole de Dieu. »

Il fit son premier prêche le 4 octobre 1561 dans la maison d'un marchand, Salvaire Jallaguière, qui fut plus tard membre du Consistoire, et à l'issue du service divin il baptisa deux enfants :

« ... Pierre, fils de Guiraud Jourdan [lisserand] et de Torenne sa femme, présenté par M^e Pierre Blanc cordonnier de la Sale.

« Ledit jour et a mesme instant fut baptisé Jacques fils à M^e Estienne

1. On n'a pas retrouvé à Genève la lettre de l'Église de Lasalle; mais la brochure de M. V. Aubert sur Nicolas Colladon (Genève, 1900) explique comment le secrétaire de la Compagnie des Pasteurs peut fort bien avoir laissé se perdre un nombre considérable de missives de ce genre.

Deleuze, menuisier, et de Isabel Vignolles, mariés, et fut porté à baptême par Hippolite Hermet ¹. »

Les communautés les plus rapprochées de Lasalle n'avaient pas encore de ministres, aussi Tourtelon célébra-t-il quelques baptêmes à Monoblet, Saint-Martin-de-Corconac (aujourd'hui l'Estréchure), Sainte-Croix-de-Caderles, Saint-Brès-de-Cognac (aujourd'hui Cognac) et Soudorgues. De ces diverses paroisses, Monoblet fut la première à obtenir un pasteur : Antoine Pépin, dont nous parlerons longuement plus loin, y arriva en janvier 1562 ; il y a lieu de croire, bien que nous ne puissions pas établir exactement les dates, que les autres villages reçurent satisfaction dès le milieu de 1562. A Cognac le culte réformé fut célébré par Claude de Falgueyrolles, originaire de la paroisse même ², et Sainte-Croix eut Barthélemy Crouvelier ³. A Saint-Martin et à Soudorgues enfin, s'établirent deux ministres connus de Tourtelon : à Soudorgues

1. Voir *Bull.*, 1890, p. 91, où ces lignes sont déjà citées par M. F. Teissier. Nous corrigeons quelques mots à sa copie. *Salvaire* est un prénom d'homme, transcrit ailleurs *Sauveur* ; *Guiraud* est un prénom qui revient plusieurs fois sur le registre ; enfin le prénom de *Torenne* était en particulier celui d'une sœur de noble Thomas de la Fare, baron de Sallendrenque, qui, en 1563, passe un acte avec « Jaques de Tourtoulon, seigneur de Banières ».

2. Claude de Falgueyrolles, « ayant femme et enfans », servait à Cognac en 1568 (*Bull.*, 1872, p. 131). En 1569, il était à Sumène. Il est donné, en 1575, à Pézenas pour un an (Synode d'Alais). Le Synode de Sommières (1577) l'envoie servir à Nîmes pour six mois en l'absence de M. Campanhan. Sa femme Jeanne Verchant, de Montpellier, et lui, font baptiser à Lasalle une de leurs filles en 1578. Il dut desservir un an l'Eglise de Valeraugue (Syn. de Saint-Ambroix), puis revint à Nîmes où il mourut. Son fils Jean, inscrit au Livre du Recteur de Genève en 1588, était pasteur à Nîmes en 1591. L'Eglise de Cognac, on le verra plus loin, fut un temps rattachée à celle de Lasalle. Peut-être en d'autres années dépendit-elle de Cros et de Saint-Hippolyte. Nous n'avons pu reconstituer la liste de ses pasteurs au xvi^e siècle.

3. Barthélemy Crouvelier ou Cruvelier avait quitté, en 1568, Sainte-Croix-de-Caderles (*Bull.*, 1872, p. 130) pour Congénies et Calvisson. Il desservit les deux Églises jusqu'en 1583, époque où le Synode d'Anduze l'envoya à Les Margues (Aimargues). A partir de 1568, l'Eglise de Sainte-Croix-de-Caderles devint — et est restée — une annexe de Soudorgues. Le pasteur de Sainte-Croix, nommé *Barthélemy* sur les listes du Synode de Sauve (1570), est celui de Soudorgues Barthélemy Marion.

ce fut Barthélemy Marion¹, originaire de Saint-Jean-du-Gard ; Saint-Martin, réuni alors, comme aujourd'hui d'ailleurs, à Saumane, reçut comme pasteur l'ancien maître d'école poursuivi en 1553, Guillaume Bouvillar². Plus haut dans les Cévennes, envoyé par la Compagnie des Pasteurs la même année que Tourtelon, Guillaume Boyssin, originaire de Bous-sagues près de Bédarieux, desservit Saint-Germain-de-Cal-

1. Barthélemy Marion est nommé en 1568 (*Bull.*, 1872, p. 130) comme ayant « femme et enfans ». Sa femme, Anthonye Bourdrier, du mas de Camplan, paroisse de Soudorgues, vivait encore au 19 mai 1583, quand le pasteur fit son testament (S. de Bagars, notaire à Lasalle, étude Cabanis). Dans cet acte, Marion mentionne d'abord ses deux fils, Jean, le plus jeune, et David (qui fut notaire à Soudorgues depuis 1586, et y épousa Jeanne de la Fon), puis son frère André Marion, cordonnier à Saint-Jean-du-Gard ; sa sœur Phélice, femme de Jean Foulque, de Saint-Jean, et sa sœur utérine Marguerite Manent, femme de Antoine Dumas, chirurgien à Saint-Jean. Le pasteur Marion possédait des terres dans sa paroisse et dans celle de sa famille. Il demeura sans interruption à Soudorgues jusqu'en 1612 : au 31 janvier il signe encore un acte comme « ministre », mais le 11 septembre 1613 on trouve la signature de son successeur, Pierre Faveyrolles. Les registres paroissiaux de Marion et de Faveyrolles sont perdus. Ceux que conserve la mairie de Soudorgues ne datent que du 3 septembre 1615 et sont écrits par un nouveau pasteur : Daniel Guérin.

2. Le nom est transcrit Bonbillier et Bonnilhard sur la liste de 1568 (*Bull.*, 1872, p. 131 et 135). Le docteur Puech l'écrivit Bouvillac. M. Auzière écrit aussi une fois Bouvillac (Synode de Sauve, 1570), mais l'orthographe Bouvillard (Syn. de Nîmes, 1571) ne permet pas d'hésitation. Bouvillar était encore pasteur de Saumane et Saint-Martin le 22 juillet 1578 (Syn. de Montpellier). Le 11 mars 1579 il était mort, et le Synode de Saint-Ambroix donnait charge aux colloques de Saint-Germain, d'Anduze et de Sauve, de venir en aide à sa veuve et à ses sept enfants. Sa fille Marie, du moins, avait un avenir à peu près assuré ; elle était la filleule du seigneur de Saumane, N. Anthoine Dauriac, s^r de l'Holm, qui, dans son testament (29 décembre 1580, S. de Bagars), lui lègue six écus sol deux tiers (soit 400 sols tournois) payables au jour de ses noces. Le Synode de Saint-Jean se préoccupait encore de la veuve du pasteur en 1592. Nous ne savons ce que devinrent ses enfants.

Le successeur de Bouvillar à Saumane en 1579 fut Pierre Frezoul, ou mieux Frezol (il y a un Saint-Frézal dans la Lozère), qui quitta à cette date l'Eglise du Collet-de-Dèze. Frezol était encore à Saumane en 1595. En 1593 il était chargé de la paroisse de Saint-Marcel-de-Fonfoulhouse (aujourd'hui Les Plantiers), et les Synodes d'Uzès (1593) et de Nîmes (1594) durent calmer une opposition violente soulevée contre lui par M. d'Aleyrac et M. de Bornhes.

En 1598 le pasteur de Saumane et de Saint-Martin était Paul Ture, dont le nom revient encore en 1609.

Enfin, pour achever ce qui concerne le consistoire actuel de Lasalle,

berte : les deux pasteurs sans doute s'étaient connus du temps de leur commun exil car, en 1568 (P. de Bagars, notaire à Lasalle, 20 juillet), Tourtelon touche au nom de Boyssin une somme de 200 livres tournois.

Enfin, parmi les ministres qui étaient en relations d'amitié particulièrement étroites avec celui de Lasalle, il faut citer celui de Saint-Jean. « Maistre Olivier [Tardieu] » vient, en effet, le 25 octobre 1562 baptiser Marie Tourtelon, et Tourtelon le 16 mars 1563 « présente » de même, à son baptême, Marie Tardieu. Par ses parents, et spécialement par son beau-frère Jean Drulhon, l'ancien notaire avait conservé une certaine autorité à Saint-Jean, et en 1570 le Synode de Sauve le délégua « pour remonstrer son devoir » à l'Église et l'exhorter à accorder à Tardieu l'indemnité de voyage qu'il demandait, et le paiement régulier de ses gages¹.

aux paroisses qui précèdent, il faut ajouter celle de Toyras, située entre Lasalle et Anduze. Hugues Quentin (il signe Quintin), qui figure sur la liste de 1568 comme « marié sans enfant », y était encore ministre le 3 juillet 1606. Ce pasteur est certainement Hugues Quantin, sous-prieur des Jacobins de Nîmes en 1560. Le prieur, Dominique Deyron, gagné à la Réforme, avait cherché un refuge à Genève en 1554 ; les Réformés de la ville avaient en 1560 transformé l'enclos du couvent en un lieu de prédication, la conversion de Quentin n'a donc rien d'étonnant (Dr Puech, *ibid.*, p. 140).

1. Nous ne savons de quelle partie de la France était originaire Olivier Tardieu que Th. de Bèze désigne comme celui qui « dressa » l'Église de Saint-Jean. Le nom de sa femme Barbe Dispanse ne nous apprend rien. Faut-il rattacher à sa famille un *Arnoldus Tardius*, *acquitaneus*, inscrit au livre du recteur de Genève en 1564 ? Nous connaissons trois des enfants du pasteur : Sara (baptisée le 20 avril 1561), Marie (voir plus haut) et Suzanne qui, le 24 mars 1585, épousa à Montpellier Jean Barins (*Bull.*, 1899, p. 81). Au Synode de Sauve, Tardieu avait « demandé estre mis en liberté pour se retirer à sa province et près de sa maison, où il aura moyen d'entretenir sa famille qui est grande, ayant de filles à marier, et considérer... qu'il ne pourroit fere voyage à sa maison sans grande despence, y ayant plus de deux cents lieues; ayant entendu aussy que quelque succession luy estoit parvenue ». Le Synode ne lui permet de s'absenter qu'à la condition de revenir dans la province du Bas Languedoc « et si ne se contente d'estre congédié à temps [pour un temps], en sera fait article pour estre proposé au Synode National ». Est-il nécessaire de dire — tant le fait est alors fréquent — que c'était l'« ingratitude » de son Église qui le poussait à demander un congé définitif ? Tardieu paraît être demeuré à Saint-Jean jusqu'en 1590 (Syn. de Nîmes), époque où il refusa d'aller à Saint-André-de-Valborgne « pour son infirmité », et où le Synode l'envoya à Uchaud et Vestric.

Nous pouvons suivre, année par année, Jacques Tourtelon; sa première profession parait lui avoir permis de rendre plus d'un service à ses paroissiens et sa signature est très fréquente au bas des testaments ou des actes divers passés devant les notaires de Lasalle. La population entière du val-lon était ralliée à la Réforme; le pasteur était alors un personnage, et sa fille Sara, que M. de la Place, ministre de Montpellier, baptisa à Lasalle le 17 août 1566, fut présentée par « noble Jehan de la Nogarède, seigneur de la Garde, et demoiselle Jaquette de Calvet, femme à Monsieur de Saint-Bonnet [Claude des Vignolles] ».

Les vallées des Gardons demeurèrent étrangères à la guerre religieuse, mais les impressions tragiques provoquées par la Michelade de Nîmes (30 septembre 1567) et par la prise de Sumène par les protestants qui y massacrèrent le baron de Ganges et un grand nombre de ses compagnons (début de 1568) y étaient à peine calmées, qu'on y ressentit le contre-coup de la lutte. La paix signée à Longjumeau le 25 mars 1568 n'eut, en effet, d'autre résultat à Montpellier que d'obliger le 30 juillet plus de deux mille religionnaires, les cinq consuls et deux ministres à quitter la ville. Toute cette foule s'achemina vers les Cévennes, emmenant avec elle d'autres Réformés du « pays bas ». A Lasalle, l'un des deux pasteurs de Montpellier, Formy, et celui de Sommières, Jean Graignon, furent pendant un an des auditeurs de Tourtelon et célébrèrent quelques actes pour lui.

Le 28 août 1568, les princes huguenots justifèrent par un manifeste leur nouvelle prise d'armes : Jacques de Crussol concentra immédiatement à Anduze un corps de soldats et commença des courses contre les bourgs catholiques de la plaine. Au milieu des réfugiés de Montpellier qui avaient accru son Église dans de notables proportions¹, après le départ de son fils aîné Anthoine qui était dans le bataillon des Cévennes, attristé par la mort récente d'un de ses enfants², Jacques Tourtelon sentit durement « l'amertume du temps

1. Le chiffre des baptêmes, qui est de 36 à 40 par an, monte à 52 en 1568.

2. L'état des ministres dressé en janvier 1568 (*Bull.*, 1872, p. 130) l'indique comme ayant sept enfants, son testament n'en mentionne que six.

présent » et le 7 février 1569 il fit insérer dans le registre du notaire Pierre de Bagars (étude Cabanis) son testament, écrit de sa main. On y remarquera la clause relative à ses dettes possibles, qui rappelle les incessantes réclamations des pasteurs du xvi^e siècle au sujet du paiement régulier de leurs gages, et on notera ce qui concerne son fils Pierre.

Au nom de dieu amen. A tous pñs et a venir soit notoire et manifeste que l'an à la nativité de n^{re} seigneur Jesus christ mil cinq cens soixante neuf et le septième jour du mois de février ¹, regnant tres excellent prince Charles par la grace de dieu Roy de France, par devant moy notaire royal et les tesmoingscy après nommez et signez, estably personnellement *honnorable homme monsieur maistre Jaques Tourtelon*, ministre du Sainct Evangille au lieu de Saint Pierre de la Sale, natif du lieu de Saint Jehan de Gardonnenque ou diocèse de Nymes, seneschaucée de Beaucaire en Languedoc.

Lequel estant sain de sens et entendement et de bonne mémoire en bonne santé et dispos de sa personne pour le pñt graces à dieu, considérant neantmoins quelle est la voye de toute chair ascavoir de partir de ce monde et après avoir achevé ce pèlerinage terrien s'en aller au ciel ou est ñre conversation ², qu'il est ordonné aux hommes de mourir une fois et que l'heure de la mort leur est incogneue, considérant aussi la malice du temps turbulent auquel nous sommes maintenant, la terre estant esmeue l'eglise du seigneur affligée et agitée de merveillex troubles et grans orages de guerre et persécution, a volu fere et a fait son dernier testament contenant sa dernière volonté, après avoir invoqué le nom de dieu, comme s'ensuyt :

Proteste en premier lieu qu'il veut vivre et mourir en l'union de la foy ³ qui est conceue de la parole de dieu ⁴ et perséverer en l'espérance du salut éternel qui nous est acquis par le Fils de Dieu nostre seigneur Jesus Christ au nom duquel il recoñmande son âme à ce grand Dieu et Père, le suppliant de le recevoir à merci et luy f^{re}

1. Les mots soulignés ici et à la fin du testament sont de la main du notaire de Bagars et inscrits dans des blancs laissés par Tourtelon.

2. L'expression, qui revient dans d'autres testaments, est une allusion à I Pierre I, 15, 17, 18. Les mots de nos versions modernes : *vostra conduite...* et *conduisez-vous...*, sont rendus dans la Vulgate par *vestra conversatio...* et *conversamini*.

3. Ephésieus IV, 13 : *donec occurramus omnes in unitatem fidei* (Vulg.), L'expression se lit souvent sur d'autres testaments.

4. I Pierre I, 23 : *Renati non ex semine corruptibili, sed incorruptibili. per verbum dei vivi..* (Vulg.).

misericorde. Que son corps après que l'âme en aura esté séparée, soit honnestement enseveli, priant l'Eglise de l'accompagner à sépulture, sous espérance de la résurrection dernière.

Et quant aux biens que dieu luy a donnez, estant de petite valeur tant à cause de son despartement de ce pays avec sa famille pour se retirer à Genève seize ans sont passez ou environ, où il aurait demeuré l'espace d'environ huit ans et demi et jusques en l'an mil cinq cens soixante ung qu'il fut envoyé de ladite cité au lieu de la Sale pour y exercer le ministère de la parole de dieu, que pour raison des ravissements de ses biens par les ennemys de l'Evangille, des rañçonemens qu'il luy a fallu soustenir, que autrement; de ses dictz biens donc, il en donne et lègue :

Premièrement aux povres membres de notre Seigneur Jesus Christ du pñt lieu de la Sale cinq livres trnois qui soient distribuez dans l'an de son décez à la discrétion du Consistoire, et autres cinq livres tz aux pauvres de l'église de saint Jean de Gardonenques d'ou il est natif, aussi dans ledit an, et à distribuer par le Consistoire de ladite Eglise de saint Jean.

Item a donné et légué ledit testateur de sesdits biens à Anthoine Tourtelon son fils naturel et légitime estant à la guerre au service de Dieu et du Roy et pour maintenir la vraye religion réformée selon l'évangille, à Pierre, Susanne, Anne, Marie, Sara, ses fils et filles naturels et légitimes et au posthume ou posthumes masles ou femelles dont hoñorable femme Guillaulette Drulhoñe est et pourra estre enceincte, par droict d'institution et héréditaire portion, à chùn et chùne la somme de trente livres tournoys; en quoy les a instituez ses héritiers particuliers, de manière qu'ils ne puissent rien plus demander ny avoir sur sesdits biens.

Item a voulu et veut ledit testateur que hon femme donne ¹ Jeane Donadive sa mère, soit nourrie, vestue et entretenue sur tous et chùns ses biens selon la faculté d'iceulx et l'estat de sa personne tant qu'elle vivra en ce monde, et en la maison et avec l'héritier d'icelluy testateur. Et ou cas qu'elle ne voudroit résider avec sondit héritier, mais se voudroit retirer à part, audit cas ledit testateur a donné et donne a sadite mère tant qu'elle sera vivante, l'usuffruit d'une chambre telle qu'elle choisira en la maison d'icelluy testateur assise audit lieu de saint Jean de Gardonenque, décement meublée selon la petite portée de la maison [mesme ² de son lict garny de

1. Madame (*domina*), ancienne expression patoise, conservée encore en provençal.

2. Addition marginale

coites¹, coyssin et autres choses nécessaires]; item l'usufruit de la vigne la plus petite et qui est du cousté de la jourguière² des heoirs de feu Pierre Ebrard, joignant l'autre vigne plus grande [assise au terroir de Camplong]³ un petit sentier entre deux; item de la moytié d'un jardin assis au pré appelé de Cros et l'usufruit d'un chastanet au territoire de la Caudane, pour jouyr et user desditz fruictz sa vie durant et qu'après son decez le tout revienne et appartienne à son héritier universel [comprins³ le légat que feu M^r Jean Tourtelon son mary et père dudit testateur lui auroit faict en son dernier testament].

Au demeurant, en touz et chaüns ses autres biens meubles immeubles pñs et advenir droictz et actions quelconques, icelluy M^r Jaques Tourtelon, testateur, a faict et institué, ordonné et nommé de sa bouche propre son heritière universelle, ascavoir ladite Guillemette Drulhonne sa femme, a la charge toutefois et sous condition qu'elle, à la fin de ses jours ou auparavant quand bon luy semblera, sera tenue de rendre ledit héritage à l'un de leurs enfans procréés de leur légitime mariage, masle ou femelle, tel que bon semblera et plaira à elle sans qu'aucune quarte trebellianique⁴ en puisse estre detraicte ny retirée [laissant³ à la discrétion d'elle d'augmenter les légats dessus faicts à leurs enfans selon la portée desdits biens, au cas qu'elle seroit plus grande qu'elle n'est à pñt]. Par laquelle heritière sienne il a volu et ordonné que toutes ses debtes soient payées et à ces fins que tous ses meubles soient promptement vendus pour employer le pris au soudain payement de ses debtes, réservé dudit meuble ce que fera besoin a la mayson et dont on ne se pourroit commodement passer. Voire, il veut qu'à tel effect, c'est pour payer promptement ses debtes, tous ses livres soient aussi venduz au cas que les meubles n'y pourroient souffire, exceptée une douzaine desditz livres qu'il donne à sondit fils Pierre à son choix, au cas qu'il estude en théologie prétendant au ministère de la parolle de Dieu, comme c'est le desir dudit testateur et il en prie sondit fils, ou bien au cas où Dieu luy eust faict la grace d'estre desja parvenu a ladite charge.

C'est son dernier testament que ledit testateur a volu valoir par droict et voye de testament ou s'il ne valloit maintenant ou ne pou-

1. Matelas de plume.

2. Plantation de jeunes châtaigniers qui, au temps des premiers pasteurs du Désert, est désignée dans les Cévennes sous le nom de « cerclière ».

3. Addition marginale.

4. « On nomme quarte trebellianique le quart que les lois affectent aux héritiers chargés d'un fidéicommiss universel de l'hérédité, ou d'une partie. »

voit valloir à l'advenir par ledit droit de testament, il veut qu'il vaille par droit de codicilles ou de donation à cause de mort, et par toute autre dernière vollonté et moyens plus vallables si point en y avoit. Cassant et annulant tous autres testamens, codicilles et donations à cause de mort qu'il pourroit avoir faictz par ey devant. Si prie les tesmoins à ce appelez et pñs d'en estre recors et en porter tesmognage de vérité quand requis en seront et moy notaire d'en fere un ou plusieurs instrumens, mesme par parcelles et de...? si en suis requis, pour les bailler à qui appartiendra.

Faict et publiquement récité audit lieu de la Sale et mayson de moy notaire royal soubzsigné, en présence de sire Jehan Jalaguière, sire Jehan des Vinholles, Anthoine Vinholles, Anthoine Baudoin et autre Anthoine Baudoin père et fils, maitre Pierre Blanc cordonnier dudit lieu de la Sale¹, sire Etienne Noguyé marchand du lieu de saint Ippolyte de Rocqueforcade soubzsigné, et de moy Pierre de Bagars notaire royal de la retenue dudit la Sale, soubz^{ss} avec ledit testateur.

TOURTELON.

VINHOLES.

NOUGUIER.

J. GELAGUYÈRE.

A. DES VIGNOLES.

BAUDOIN.

PIERES BLANC.

P. DE BAGARS.

Un mois après la signature de ce testament, le 11 mars, le ministre réfugié Graignon, baptisait une nouvelle fille du pasteur, Judich, dont le parrain fut M^e Claude Falguerolles, ancien pasteur de Cognac, alors à Sumène. La paix de Saint-Germain (8 août 1570) permit aux religionnaires de Montpellier de rentrer dans leur ville; le calme revint dans les Cévennes. Il avait failli ne pas demeurer dans l'Église de Lasalle, et les procès-verbaux des synodes du Bas Languedoc relatent un incident auquel Tourtelon s'est trouvé mêlé. Parmi les familles nobles de Lasalle qui s'étaient rattachées à la

1. Nous n'avons les listes du Consistoire de Lasalle que depuis 1574. Il nous est donc impossible de dire quelle fonction occupaient dans l'Église les témoins de ce testament. Jean Jallaguière était marchand et fut plusieurs fois membre du Consistoire. Jean des Vignolles est probablement le fils de Claude, seigneur de Saint-Bonnet, qui plus tard porta le titre de « capitaine ». Antoine Vignolles est « hoste »; son nom, comme ceux d'Antoine Baudoin le fils et de Pierre Blanc, reviennent souvent au Consistoire. Saint-Hippolyte-de-Rocqueforcade est le nom ancien de l'agglomération qui a porté ensuite celui de Saint-Hippolyte-de-la-Planquette, ou La Planquette tout court, et enfin celui de Saint-Hippolyte-du-Fort.

Réforme, celle de La Farelle était une des plus considérables. Des quatre fils de Jehan de La Farelle, le troisième, Jehan, s'était fait religieux à la célèbre abbaye de Saint-Guillem-le-Désert. Mais son plus jeune frère, Gaspard, en 1573, docteur en droits, était « juge de Châteauneuf de Lauzon et des quatre châtellenies de Rouergue pour le roi de Navarre », et les deux aînés, Gilles et Antoine, demeurés à Lasalle, y étaient des colonnes de l'Eglise Réformée. Antoine de La Farelle, en 1569 ou 1570 « faillit » au Vigan, c'est-à-dire commit nous ne savons quelle faute, qui frappa vivement le Consistoire de Lasalle. Tourtelon « excommunia » le délinquant, sans avoir, paraît-il, usé des ménagements ordinaires, sans avoir même averti son frère aîné, Gilles. Celui-ci, fort de l'autorité morale dont il jouissait dans la paroisse, prit en main la cause de son frère. Antoine écrivit quelques pages peu aimables pour Tourtelon, et bientôt, retournant au Vigan, il y fut reçu « à réparation publique », au prêche de la semaine, sans que le pasteur de la Boyssière ait jugé nécessaire de prendre l'avis du Consistoire qui avait sévi. Bien plus, au Synode de Sauve (4 octobre 1570), Anthoine de La Farelle « en appela de son excommunication ». La conclusion du Synode est un bel exemple de justice distributive.

« Que M^r *Tourtelon* sera remonstré de ne s'être pourlé comme il convient à l'excommunication dud. [Anth.] de la Farelle, pour n'avoir adverty le frère dudit Lafarelle qui estoit audit lieu, et bien affectionné au service de Dieu, et suivy tous moiens possibles pour lui faire cognoistre sa faulte. Et pour le regard dud. [Anth.] *Lafarelle*, pour l'encourager à plus grande repentance, sa faulte luy sera remonstrée qu'il a faicte tant au principal qu'aussi par son escript s'attaquant à la personne de M^r Tourtelon, et comme il l'a déjà témoigné à l'Eglise du Vigan, il fera de mesme se presentant à l'Eglise de la Sale, à laquelle M^r Tourtelon fera entendre tout, et moyennant ce, sera receu à lad. Eglise. Et sera remonstré à M^r [Gilles] de la Farelle son frère, que l'Eglise n'a point de coutume recevoir personne pour advocat d'autrui... Et touchant M^r de la *Boyssière*, sera bien censuré de l'avoir receu à réparation publique un jour de sepmaine, après l'excommunication, sans l'avoir communiqué au consistoire [de la Sale]. »

Anthoine de La Farelle voulut en appeler de la décision au Synode national, puis le procès-verbal mentionne « qu'il a déclaré obéir en tout et pour tout à la conclusion de la présente compagnie, et s'est réconcilié avec M. Tourtelon ».

Deux ans plus tard, c'était la Saint-Barthélemy. Les Cévennes, une fois de plus, furent le refuge des populations protestantes de la plaine. L'assemblée politique des Réformés du Bas Languedoc qui, jusqu'alors, s'était tenue dans le pays bas, et une seule fois, le 23 juin 1570, avait été réunie à Anduze, monta à Saint-Hippolyte, le 24 octobre 1572; un mois après, le 11 novembre, elle fit un nouveau pas dans la montagne, et vint siéger à Lasalle, où elle se sentait plus en sûreté. L'extrait des délibérations de l'assemblée (Archives du Gard, C 845), ne contient pas la liste des députés, et ne dit rien de Tourtelon. Il ne fut question, d'ailleurs, aux séances, que d'affaires administratives touchant l'organisation de la nouvelle guerre civile qui commençait: les seules discussions qui pussent concerner directement le pasteur étaient l'éternel problème des gages des ministres, et la désignation dans chaque paroisse d'un « capitaine capable... pour la conduite des habitants propres à porter les armes, qui les réduira en forme de compagnie... et en fera roole, et des armes qu'ils (dont ils) seront armés ». Le fils aîné de Tourtelon, Antoine, qui, nous l'avons vu, était soldat en 1569, se trouvait à Lasalle le 21 septembre 1572. Il dut suivre, une fois de plus, les compagnies cévenoles, et mourut sans doute dans cette dernière campagne, car son nom ne figure pas sur le testament de sa mère, daté du 23 décembre 1575 (P. de Bagars).

Par cet acte, Guillaumette Drulhon, après avoir légué trente souلز aux pauvres de Lasalle et autant à ceux de Saint-Jean, donna à son fils Pierre 25 livres tz, à chacune de ses filles Anne, Marie et Sara (la dernière, Judith, était morte), 50 livres « à payer au jour de leurs nopces »; son autre fille, Suzanne, mariée alors à sire André Puech, de Saint-Jean, eut cinq livres « outre ce quy luy avoit esté donné en faveur de son mariage »; et Tourtelon fut institué légataire universel. Le testament fait « dans la maison du sr de Saint-Bonnet » où

le pasteur et sa femme faisaient leur habitation, est signé du nom de quatre habitants du village, dont l'un, Jean Jallaguière, témoin déjà au testament de Tourtelon, était membre du Consistoire pour l'année même, dont un autre, sire Anthoine Euzière, l'avait été l'année précédente, et dont un troisième, M^e Claude Bymard, est qualifié, sur l'acte, de « diacre du présent lieu », bien que la liste de 1575 ne le mentionne pas. Guillaumette, alors « affligée de maladie corporelle » mourut peu de jours après. Six mois plus tard, son mari demandait à exercer son ministère à Saint-Hippolyte, dans des circonstances qu'il vaut la peine de rappeler.

Le ministre de Saint-Hippolyte, de Buech ou de Bueys, ayant eu des difficultés avec son Église, le pasteur de Ganges, Étienne de Vault, vint, par ordonnance du colloque tenu dans cette ville le 26 septembre 1571, « exercer la charge du ministère à Saint-Hippolyte au lieu et place de M. de Buech, ministre naturel dudit lieu¹ ». Il demeurait cependant « ministre de Ganges », et c'est en cette qualité qu'il siégea au Synode de Mauguio, le 29 février 1572. Or, pendant son absence forcée, les fidèles qu'il avait dû quitter, appelèrent pour le remplacer... M. de Buech lui-même, et s'en trouvèrent si bien, que de Vault, au Synode, entendit l'ancien et le consul de son Église officielle « réclamer définitivement » M. de Bueys et déclarer « qu'ils ont fait promesse expresse de refuser M. de Vault, et de demander M. Buech, autrement en plustôt chercher à Genève, n'en voulant point d'autre ». Pour comble de misère, l'Église de Saint-Hippolyte, elle aussi, réconciliée avec M. de Buech, a envoyé son ancien avec mission de le « réclamer ». Le Synode déclara nettement que « ayant déjà entendu le fait de M. Buech avec l'Église de Saint-Hippolyte », il jugeait que le ministère du pasteur « n'y pouvait être d'édification » ; il le nomma à l'Église des Vans, que de Buech accepta après l'avoir refusée, il donna à Ganges le pasteur Grillet, qui, après avoir refusé, accepta, et il conclut que M. de Vault demeurerait à Saint-Hippolyte jusqu'au prochain colloque. Le prochain colloque n'ordonna rien sans doute touchant le pasteur, qui inscrivit les actes

1. Registre des actes pastoraux de de Vault, mairie de Saint-Hippolyte.

jusqu'au 22 juillet 1576; ce fut seulement le Synode d'Anduze (8 août 1576), qui se préoccupa de lui trouver un successeur.

Tourtelon se proposa, alléguant « qu'il n'a moyen de subsister longuement [à Lasalle] à cause que l'air et l'eau luy sont contraires à sa santé, à cause de leur violence »; il ajoute, contrairement aux affirmations de l'ancien, qui tient à garder son ministre, qu'il n'y a nullement promesse et accord entre l'Église et lui d'autant que des arrérages à lui promis n'ont pas été payés. En vain l'ancien pris d'un beau zèle affirme que « l'Église luy fera le debvoir... et qu'entre cy et demain matin luy fera donner contentement des arrérages », la compagnie décide que « attendu l'indisposition de M. Tourtelon... il sera changé à Saint-Hippolyte où l'air est notoirement plus modéré ».

Peut-être à côté de la question du climat et de celle des gages, le pasteur avait-il quelque raison particulière de quitter Lasalle. Il avait passé un contrat de mariage à Nîmes, le 14 juillet 1576¹, avec Étienne (*sic*) Gaudin, veuve (depuis au moins 1568) du pasteur Mezard², et sa nouvelle femme tenait sans doute à se rapprocher de sa ville natale.

Tourtelon commença les registres de sa nouvelle Église le 19 août 1576, et le 26 juin 1577, il inscrivait, de son écriture fine et régulière, le baptême de sa fille Judich, présentée par « sieur Balthazar d'Adventières ». De son ministère à Saint-Hippolyte, il nous est resté trois documents particulièrement intéressants, intercalés dans ses cahiers d'actes pastoraux que conservent les Archives de Saint-Hippolyte; les deux derniers, une publication faite en chaire lors de l'élection des diacres et anciens de l'année 1577, et les « Ordonnances ecclésiastiques à Saint-Hippolyte de Roquefourcade, trouveront leur place dans une étude particulière qui concernera les Consistoires des Basses Cévennes au xvi^e siècle. Nous citons ici le premier, qui est très certainement l'annonce que le pasteur a lue du haut de la chaire, le 20 jan-

1. Devant M^e Anthoine Ser.? (le nom est illisible), notaire de la cité de Nîmes. Le contrat est cité dans un acte d'Etienne Gaudoine (*sic*) du 12 mai 1582 (P. de Bagars).

2. *Bull.*, 1872, p. 129. Sur la liste de 1568, Estienne Gaudyme est inscrite au rôle des veuves. Nous ne savons rien sur le pasteur Mezard.

vier 1577, et qui a été écrite avec grand soin comme le prouvent plusieurs ratures ou surcharges¹.

*Publication du jusne à St Hippolyte. Dimanche 20 janvier 1577
pour le mercredi suivant 23 dudit mois.*

Le Consistoire avec plusieurs autres des principaux de ceste eglise se conformant, mesmes en cet endroit, aux eglises de ceste province de Languedoc et autres, voyant l'ire de Dieu embrasée contre ce royaume à cause de nos fautes et péchés et les menasses qui nous sont faictes de guerre, de peste, entreprinse et deliberations des ennemis de l'Evangille et de la vraie religion, a esté d'adviz à l'exemple des autres eglises 1 de vous publier et annoncer le jeusne à mercredi prochain 23 de ce mois et de janvier aux fins pour lesquelles nous savons que les vrais chrétiens ont accoutumé de jeusner Ascavoir premierement pour dompter la chair et les mauvaises concupiscences d'icelle, 2 pour se mieux préparer à prières et oraisons, 3 pour protester de notre humileté et vraye repa[ntance]; et pour estre plus enclins à lad. préparation il y aura prédication de la Parole de Dieu lundi matin à la Planquette, mardi à Crosaute; mercredi le jour du jusne, y aura sermon deux fois, comme le dimanche, le premier savoir le matin à la Planquette et et le soir à Crosaute², et est exhortée l'eglise, au nom de Dieu, de se trouver tous grands et petits es assanblées s^{tes} et assister ausd. prédications de la Parole de Dieu et en tous ces jours là, et de faire et célébrer le jusne le susd. jour mercredi exceptez ceux qui auront légitime excuse par grande vieillesse ou maladie aux fins desja declarées et sans aucune superstition.

Et comme nous protesterons tous de notre humilité et repentance, que chacun de nous en soit vivement touché et qu'il le monstre par vrai amandement de vie par laquelle Dieu soit cont[enté?], et pour ce qu'entr'autres vices et scandales qui règnent en ceste eglise, celsui ci est bien pour enflammer l'ire de Dieu à l'encontre d'icelle, c'est qu'après avoir fait je ne scay quelle rama-

1. Les trois documents ont été publiés par M. Clement Ribard, *Notes d'histoire cévenole*, Ganges. 1899; mais le premier, en particulier (p. 189), contient assez d'erreurs de lecture ou de fautes d'impression pour que nous soyons autorisé à le transcrire à nouveau.

2. Saint-Hippolyte-de-Roquefourcade était primitivement l'agglomération du Vieux-Saint-Hippolyte. On voit qu'en 1577 le service était célébré dans deux autres agglomérations séparées, Croix-Haute et La Planquette qui en se réunissant ont formé la ville actuelle.

nelle¹ qu'on appelle, et après avoir mangé et beu, il en y a qui vont et courent par les rues de nuit en criant, ruant pierres contre portes et fenêtres, abbatant enseignes et faisant plusieurs autres insolences, débauches et choses indignes de gens modestes et honnestes comme nous devrions tous estre, et non seulement cela, mais qui plus est contre l'honneur de Dieu et apportant grand scandale et deshonneur à ceste eglise. Le consistoire et autres des plus notables personnes de ceste eglise ont été d'avis d'user pour le présent, à l'endroit de ceux qui commettent tels scandales, de ce remède qu'ils ont advisé estre le plus doux et expédient : de les exhorter, comme maintenant on les exhorte au nom et en l'autorité du seigneur et de lad. compagnie, de s'abstenir et se deporter de telles insolences, desbordes, et scandales, et se contenir en toute sobriété, et en modestie et honnesteté, à la gloire de Dieu, à leur honneur et de toute l'eglise; exhortant aussi les pères, mères et autres parens de la jeunesse, de se prendre mieux garde sur icelle, la tenir en bride plus courte² et en toute crainte et obeissance de Dieu; et on espère qu'en monstrant tous, et vieux, et jeunes gens, fruits de vraie et sage repentence, le Seigneur destournera son ire de nous et nous tiendra chers comme ses enfans, nous maintiendra sous sa sainte protection et garde, et finalement nous recevra en son royaume céleste.

Dans la forme extérieure et dans la rédaction de cette « publication » comme dans celles des Ordonnances ecclésiastiques, nous reconnaissons les habitudes d'ordre et de régularité de l'ancien notaire que les Synodes choisirent plusieurs fois comme secrétaire, et qui même, au Synode de Montpellier (1578), avait été chargé de « mettre en corps les conclusions des Synodes provinciaux ».

A partir de ce moment, nous perdons de vue Jacques Tournel. Il fit un second testament le 16 avril 1581, pour assurer l'avenir de sa seconde femme et des enfants qu'il avait eus d'elle, Judich et Jehan³. Le 11 juin de la même année, il était mort sans doute, car c'est un nouveau pasteur, Ful-

1. On nomme encore en Cévennes *rabanelle* un repas de veillée d'hiver :

Hourra pour les marrons ! Vive la rabanelle

Qu'arrose abondamment un vin blanc de tonnelle !

(R. Février, *Au pays cévenol*.)

2. Ce mot a remplacé celui d'*estraite* qui est barré.

3. *Bull.*, 1899, p. 92, note de M. F. Teissier, d'après un acte du notaire Jehan Cornyaret (Arch. du Gard, E 206, fol. 131).

grand Laurens, qui inscrit désormais les baptêmes au registre de Saint-Hippolyte. Le 12 mai 1582, sa veuve se préoccupait¹ de louer la maison de Saint-Jean, où la mère du pasteur avait dû finir ses jours.

Étienne Gaudin se retira à Nîmes, et c'est probablement d'elle qu'il est question dans les registres du Consistoire, à la date du 28 novembre 1583 : « La vefve a feu monsieur Tortolon se dispute avec ses voisins et leur dit maint outrage. Elle sera appelée ». Le 9 novembre précédent, elle avait voulu faire assister ses enfants, le Consistoire décida « qu'on examinerait sa pauvreté ».

De tous les enfants de Tourtelon, le seul que nous puissions suivre quelques années, c'est Pierre, celui qu'en 1569 son père destinait aux études de théologie. Il étudia, en effet, et le Synode de Montpellier (1591) l'exhorte « d'aspirer au ministère » ; il « répond qu'il priera Dieu, et, de son côté, ne s'y épargnera point ». En août 1592 (Synode de Saint-Jeandud-Gard), il est proposant et « déclaré propre pour estre mis à l'examen ». Il « fut sacré pasteur » à Sumène par M. de Gasques, ministre du Vigan, le 7 septembre 1692. Il « était encore ministre de Sumène en 1594, quand il signa le serment d'union des Réformés à l'assemblée politique de Montpellier, et enfin, en 1599, sans que nous sachions à quel événement douloureux il fait allusion, il écrit au registre de Sumène² ces quelques mots : « 1^{er} décembre 1599. M^e Anthoine Béraud et Jeanne Guibaille ont espousé. Journée mémorable en tant que lors fut faite démonstration d'une notable et énorme cruauté exercée contre celui qui a escrit et signé le présent registre.

« TORTOLON. »

Nous ne savons s'il est le même que « M. Tourtelon » pasteur en retraite, qui, au Synode national de Castres, vint se plaindre de sa pauvreté « d'une manière à faire compassion », et auquel furent accordées immédiatement cent livres.

(A suivre.)

CII. BOST.

1. P. de Bagars, f^o 195 (l'acte est passé à Saint-Jean dans la maison des hoirs de feu Tourtelon).

2. Communication de M. Boiffils de Massanes.

Documents

LA CAPITULATION DE BEAUCAIRE

(1578)

Il est difficile de se faire une idée de l'anarchie qui désolait la France dans les premières années du dernier quart du xvi^e siècle.

L'histoire de cette époque troublée ne semble pas encore définitive, tant elle contient de revirements soudains, de haines imprévues et de changements de partis. Nous allons essayer d'en donner un aperçu rapide en prenant comme théâtre un petit coin de cette terre languedocienne où la vivacité des luttes religieuses au xvi^e siècle s'est exaspérée de toute la violence propre au caractère de ses habitants.

Le maréchal de Damville, à l'époque où il suivait encore le parti des protestants, avait comme page un jeune Gascon, nommé Pierre de Baudéant, seigneur de Parabère, homme d'un mérite singulier, disent les chroniqueurs du temps.

A l'époque où le soin de sa propre conservation forçait ce maréchal à rechercher l'alliance des protestants, il donna à son ancien page, en 1574, le gouvernement de la ville de Beaucaire dont le duc d'Alençon lui fit expédier la commission, à Saint-Julien-de-Sault, le 5 mai 1576. Il paraît évident que Parabère ne voyait dans l'état de guerre alors permanent en France qu'un moyen de faire fortune, et qu'il tenait la campagne pour le parti réformé, beaucoup plutôt par politique que par conviction religieuse. Tant que le maréchal suivit le parti de l'Union, Parabère lui demeura très attaché : mais il le délaissa lors de son revirement, et se tint « absolu » dans le château de Beaucaire, imposant tributs et subsides. Les intrigues du maréchal de Bellegarde, alors brouillé avec Damville, ne furent pas le seul mobile qui l'amena à se détacher des intérêts de ce dernier, confondus jusqu'alors avec ceux des protestants, et depuis 1577 avec ceux du roi. Il tenta de se maintenir indépendant dans le gouvernement qui

lui avait été confié, et fut aidé dans cette entreprise par une veuve qui l'excitait à toutes sortes de prodigalités, et pour laquelle il devint « arrogant, excessif en habits et désordonné au jeu ».¹

Cette dame se nommait Marguerite de Bourdic de Ville-neuve, fille de Pierre de Bourdic et d'une fille de des Ursières, l'ancien gouverneur de Montpellier. Elle avait déjà eu deux maris, le sieur de la Tourette et Edouard d'Albert de Saint-André, gouverneur d'Aigues-Mortes, tous les deux tués dans les guerres précédentes. La dame de Saint-André écoutait favorablement les avances de Parabère. « Ce fut tant qu'on estimoit qu'ils fussent promis, si découverte estoit leur familiarité ».

Les vexations de Parabère ne se limitaient pas à la ville dont il avait la charge : il envoyait constamment les Gascons et les Provençaux qui en composaient la garnison rançonner les villages d'alentour et incendier les métairies isolées. Dès le mois de mars 1578, Parabère se rendit compte de ce que sa situation avait de précaire, mais au lieu de changer de conduite, il continua à exciter, par son orgueil et ses déprédations, la haine de tous, catholiques et protestants.

Les peuples opprimés par lui réclamèrent auprès de Damville.

Ce dernier écouta d'autant plus favorablement leur requête qu'il était d'ailleurs, disait-on, amoureux lui-même de Mme de Saint-André. Aussi donna-t-il l'ordre de « courir sus » à Parabère, mais cachant ses sentiments particuliers sous le couvert de la légalité, il ajoute « de manière que le fort et la ville de Beaucaire soient réunis sous l'obéissance du Roi ».

Nous avons retrouvé l'extrait en forme suivant dans les archives de l'Hôtel-de-Ville de Beaucaire (lettre V) dans un :

« **Vidimus** » du 12 mars 1583, de l'ordonnance de M. le Maréchal de Damville, Henry de Montmorenci, gouverneur de Languedoc.

1. Cette passion du jeu ne pouvait être satisfaite par sa fortune personnelle, ni par ses appointements de gouverneur, 100 livres par mois (état mensuel des pensions en Languedoc, 9 avril 1577).

doc, datce de Pézénas, adressée aux consuls et habitans de Beaucaire, par laquelle, ayant été informé que le capitaine Parrabere s'étoit emparé du chateau et ville de Beaucaire, et des tyrannies et violences qu'il exerçoit dans le bas Languedoc, il ordonne aux habitans de Beaucaire, sous peine de désobéissance et d'être déclarés rebelles, de s'opposer aux mauvais desseins du S^r Parrabere, et de *lui courrir sus*, de manière que le fort et ville de Beaucaire soient réunis sous l'obéissance du roi.

« **Jehan** » de Seigneuret, seigneur de Laberde, commissaire ordinaire des guerres, commandant pour le service du roi au chateau de Beaucaire, commis à l'état de viguier à la ville et viguerie de Beaucaire, et Pons Leautaud, docteur es droits, juge royal et ordinaire des dites ville et viguerie, à tous qu'il appartiendra : Salut. Savoir faisons, avoir veu et de mot à mot leu l'ordonnance faicte par monseigneur le Duc de Montmorency, pair et maréchal de France à la ville de Pezenas, le unzième d'août mil cinq cens soixante dix huit, et par lui signée, seine et entière, sans rayeure et soupçon contre le capitaine Parabere, dont la teneur s'en suit, Henri de Montmorency, seigneur de Dampville, maréchal de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roi en Languedoc, aux consuls, manans et habitans de la ville de Beaucaire : Salut. Après avoir été deurement informés que le capitaine Parabere ayant fait lever des gens de guerre sans mandement de Sa Majesté n'y nostre, se seroit saisi et emparé de la ville de Beaucaire, ou il fait vivre ses troupes à discrétion, et lui ayant envoyé nous lettres, avec lettres closes de Sa Majesté, portant mandement de nous hobeyr et plusieurs autres moyens pour le persuader de son devoir, il ne veult désister de sa themerere et pernicieuse entreprise et rendre l'obéissance qu'il doit aux édits et déclarations de Sa Majesté sur l'établissement de la paix, ni à nos mandemens, empechant la libre commerce et passaige de la rivière du Rosne et donnant lieu à une infinité de tirannies, extortions et violences; et que, pour ce respect, tout le bas pays de Languedoc est enlarmé, le repos y est altéré, comme aussi aux villes frontières de Provence et autres des environs dud. Beaucaire, de manieyre que, sans promptement s'opposer et donner empêchement à ses dexceings, s'en peut ensuyvre renouvellement de troubles en ce pays et la toutelle infraction de l'édit de pacification, contre l'intention de Sa Majesté : A ces causes, voulant couper chemin aux maulx qui en peuvent réussoir et suivant les déclarations et mandemens que Sa Majesté nous a

fait et à tous ses baillifs et sénéchaux, que pour purger le gouvernement de ceulx qui lèvent d'hommes sans sa permission et commandement et usant contr'eux de toutes voyes mentionnées, nous vous ordonnons et expressement commandons et enjoignons à peine de désobéissance et d'être déclarés rebelles, que le plus promptement qu'il vous sera possible, vous opposer aux actions et deseings dudit Parrabere et ses complices, et vous randez les plus forts dans la dicte ville et chateau d'ycelle à force darmées; et si besoing est, assemblés forces et y persuadés le peuple à son de tocq-à-saing pour leur courir sus, en sorte que la force en demeure à Sa Majesté, lesdites villes et châteaux conservés en son hobeysance et le pays soit purgé de tels rebelles, turballans, infracteurs de paix : le tout selon et ensuyvant les mandements et publications faictes par sadite Majesté de ce faire vous avons donné et donnons plain pouvoir, autorité, puissance, commission et mandement spécial par ces présentes, mandons à tous justiciers, officiers et subjets du Roi, et avons en ce faisant d'obeyr et prester main forte en vertu des présentes, données à Pezenas, le unzième jour d'aoust mil 5^e septante huit (11 août 1578); H. de Montmorency, ainsi signé; et, plus bas, par commandement de mon dit seigneur le mareschal, Mayron. En temoing de quoy, à la requisition de messieurs les consuls du dit Beaucaire, avons fait ce transcript et vidimé pour leur servir et valoir en et pardevant qu'il appartiendra, lequel avons signé et fait signer le greffier de la cour royale dud. Beaucaire et mettre le sel royal dicelle à Beaucaire, le douzième mars mil cinq cens quatre vingt et trois.

« Seigneurët, Leautaud juge, signé par mandement des dits sieurs, partout signé. »

Mais Parabère persista dans ses déprédations et dans ses folies, et, confiant dans ses soldats éprouvés et dans la solidité des murailles du château, il se riait des vaines menaces de Damville. C'est à ce moment qu'apparaissent trois personnages qui viennent, conformément aux mœurs du temps, proposer au maréchal, selon l'euphémisme consacré, de le débarrasser, lui d'un rival et le roi d'un rebelle. Ces trois personnages portaient « titre de capitaines », comme on disait alors, et se nommaient Convertis, Lelong et Lédignan. Remarquons, en passant, que ce dernier devait être natif de ce bourg. l'habitude de cette époque donnant souvent aux

chefs de bande le nom de leur lieu d'origine (le capitaine la Vachette, etc.).

Ces capitaines font valoir aux yeux du maréchal qu'ils sont assurés du concours du peuple qui hait Parabère pour ses brigandages, et un complot est rapidement ourdi, dont les trois capitaines sont les chefs et qu'un moine cordelier appuie de son concours. Il est décidé qu'au moment jugé favorable pour assaillir Parabère, le moine sonnera le tocsin : à cet appel les habitants armés des quartiers se jetteront sur les soldats et, à la faveur du désordre, s'empareront du château.

Une circonstance, peut-être connue d'eux, vint encore favoriser les conjurés : Paul Baudonnet, lieutenant de Parabère, venait d'être détaché avec une partie de la garnison pour aller rançonner les villages voisins. La veille de la fête de la Nativité de la Vierge, pour laquelle la dame de Saint-André avait une dévotion particulière, fut choisie par les conjurés comme date du coup de main : ils savaient que ce jour-là Parabère et son amie iraient à la messe à Notre-Dame-des-Cordeliers. Ce dimanche 7 septembre 1578, la dame de Saint-André est massacrée dans l'église même. Parabère, qui résiste d'abord, essaye de rentrer au château, mais, dans la rue Basse, près de l'arceau qui est à l'extrémité de la rue d'Uzès, il est atteint d'une arquebusade, tombe frappé de plusieurs coups et expire au seuil de la maison de Calescausse (caras causas, famille de Montpellier)¹.

Au moment où la procession générale, sortie des Cordeliers, arrivait au portail de la Croix, le moine conjuré avait sonné le tocsin : Convertis, Lédignan et Lelong s'étaient saisis des portes, leurs affidés avaient dispersé le corps de garde et tué cinquante Gascons des gardes de Parabère. La haine du populaire avait fait le reste. Le corps de la dame de Saint-André fut trainé « avec des insultes horribles » auprès de celui de son ami, la tête de ce dernier « ôtée de son corps tout poinçonné fut mise avec une bigue sur l'une des portes accourée en matassin ». Une autre relation nous

1. Le mas de Carascausas était situé entre Juvignac et Langarran, à l'ouest de Montpellier.

montre cette tête couronnée de paille exposée sur le rempart.

Dans la chambre du père gardien du couvent fut tué le viguier Durand, de Tarascon, qui « estoit comme un des proditeurs d'Arles ». Dans le clocher fut pris le capitaine Espiard, un autre « proditeur »; blessé et saisi, il fut livré à quelques gentilshommes d'Arles qui lui firent faire « une entrée non pensée à la cité », où l'auditeur Suarez vint l'interroger; le capitaine Arnaud, quoique blessé, put se réfugier au château, sous l'égide de Baudonnet.

Ce dernier avait entendu de loin le tocsin des conjurés. Il rentre dans la ville, bouscule avec ses troupes disciplinées la masse désordonnée des émeutiers, et rentre dans le château, résolu à se défendre. Peut-être reprenait-il à son compte le rêve de Parabère, aidé en cela de l'absence du frère de ce dernier et de celle du capitaine Lagarde-Lasalle, de Bédarrides (Conges de Lagarde, dit Lasalle), alors tous deux à Tarascon. Lui aussi, qui avait d'abord « tenu la faction des Huguenots et s'était ensuite remis à la messe », n'avait d'autres vues que son ambition particulière. Le canon du château tonna de nouveau contre la ville, et cette période sanglante est rappelée encore aujourd'hui par une pierre, placée au premier repos du grand escalier de l'hôtel de ville, qui porte l'inscription suivante :

1.5.7.8.

Du mois neufviesme,
Le jour dixiesme,
Parabéristes
Plus qu'athéistes
Au château cette
Bresche ont fette :
Au Dieu la gloire !
Au Roi victoire !

(rep. 1.5.7.8. e u f.)

Le feu ouvert par Baudonnet sur les maisons voisines anima les Beaucairois de fureur et de rage. Ils serrèrent le château de près, et Baudonnet, qui voyait arriver les secours de Fouquet de Tholon, seigneur de Sainte-Jalle, allait être

réduit à capituler, faute de vivres, lorsqu'il s'avisa d'un ingénieux stratagème. Il proposa aux Réformés de remettre le château en leur pouvoir s'ils voulaient le secourir.

Quelle était à ce moment la situation du parti huguenot ? Henri de Navarre, voyant Henri III accéder au parti de la Ligue, croit l'instant opportun pour une nouvelle levée de boucliers. Il envoie son agent fidèle, Constant, à Châtillon, frère de Coligny, avec la moitié d'une pièce d'or comme signal de la prise d'armes. Constant trouve Châtillon à Milhaud, l'amène à Sommières, où se tenait un synode provincial. Il représente les raisons qui poussent Henri de Navarre à rallumer la guerre, et tend à Châtillon la pièce d'or qu'il avait à lui remettre.

Les avis furent partagés, en sorte que, pendant trois mois et demi, il n'y eut que les villes d'Aigues-Mortes, Sommières et Lunel qui firent la guerre sous Châtillon contre Damville, désormais partisan du roi.

Telle est, sommairement résumée, la situation du parti protestant aux derniers mois de 1578, dans ce coin du Bas Languedoc.

Le capitaine Grémian prêta la main aux projets de Baudonnet, et engagea ceux de son parti à venir à Nîmes demander des secours. Cette ville, qui était déjà la « genitrix gentium » des protestants, avait été avisée immédiatement de l'émotion de Beaucaire. Dès le 9 septembre, Thoré, frère de Damville, avait obtenu de ses consuls qu'ils n'enverraient pas de secours à Baudonnet ; Damville lui-même, le 20 septembre, les avertit que s'ils cèdent à ces sollicitations, il les attaquera.

Les Nimois refusent l'aide demandée, protestent de leur fidélité au roi et de leur désir de la paix.

Toutefois, quelques religionnaires, « qui n'avaient pas encore abandonné leur esprit de partialité », prêtèrent l'oreille aux sollicitations de Baudonnet, autorisèrent des levées d'hommes et le capitaine Mourgues osa même venir les faire jusque dans Nîmes.

Damville était arrivé le 15 septembre à Beaucaire. Devant l'obstination de Baudonnet, il fit venir des soldats d'Avignon cinquante Italiens du colonel Pompée, et cinquante argoulets.

Cependant, Baudonnet mettait le feu dans Beaucaire avec ses balles enflammées.

Damville, désireux de consacrer toutes ses forces à réduire Beaucaire, écrit le 30 septembre aux consuls de Nîmes :

« Messieurs les consuls, je me suis promis les effectz de vos parolles et y avez donné un fort grand commencement en ce qui s'est passé sur le secours de Beaucaire. Toutesfois, j'ai seu que vous ne continuez pas à present d'autant que vous avez receu dans votre ville le capitaine Morgue qui est sorti du chasteau dudit Beaucaire et qui fait la pratique pour le secours : ce n'est pas me tenir ce que vous m'avez promis et suis prest à vous sommer si vous voulez soutenir les meschans infracteurs de la paix... Je vous prie d'y penser, et si vous voulez que je continue à certifier au roy ce que j'ai fait par mes despesches, saisissez ledit Morgues que je sais faire des levées d'hommes et le faictes pugnir, ou me le donnez, aultrement je vous prometz que j'y pourvovrai. Et en attendant votre responce, je prierai Dieu, messieurs les consulz, vous avoir en sa sainte et digne garde.

« De Montfrin, ce XXX septembre 1578.

« Votre très assuré amy,

« H. DE MONTMORENCY. »

(Menard, *Preuves*, V, 145.)

Là où Damville ne gagnait rien, Henri III lui-même échoua, et les levées continuèrent. En vain, le 7 octobre, Henri III envoya-t-il de Fontainebleau une lettre de cachet aux consuls de Nîmes, leur enjoignant de ne « prester aucune assistance au capitaine Baudonnet qui veult par force retenir nostre chasteau de Beaucaire ».

En vain Damville somme-t-il les consuls de Nîmes, le 8 octobre, de ne souffrir aucune levée dans leur ville. Les levées persistent.

Le « secours » de Beaucaire se précise bientôt d'une façon alarmante pour l'autorité royale : le 29 octobre, Châtillon arrive devant la place. Il a avec lui les troupes de Grémian, les bandes de Fornier, du serrurier Bacon et du cordonnier Polhon, « tous trois coueurs de chemins en Languedoc ». Baudonnet reçoit ainsi un secours important en vivres et en hommes, grossi bientôt des troupes qui lui sont envoyées

d'Avignon et de Tarascon par le maréchal de Bellegarde et le comte de Suze. Au courant du siège, une attaque heureuse de Sainte-Jalle avait fait subir quelques pertes à Châtillon. Sainte-Jalle avait été promu par Damville, sans doute fatigué des lenteurs de la campagne, son lieutenant aux diocèses de Nîmes et d'Uzès. Le 18 octobre 1578, il envoie copie de ses pouvoirs aux consuls de Nîmes, qui semblent douter qu'il ait reçu de Damville commission de commander en son absence.

Il ajoute sévèrement :

« Et il me semble que s'il y avait en vous quelque affection au bien et service du Roy, vous ne trouveriez pas estrange mon séjour à Beaucaire, où je ne suis que pour confiner ma vie et moyens, pour le service de S. M. et manutention de son edict, deffense et salvation des habitants de ladite ville; la mort et la ruine desquels et nostre, comme l'on nous a assurés, ont juré ceux de vostre religion et party estans à present assemblés pour secourir le chasteau de Beaucaire... Souvenez-vous que la fraction advenue en ceste ville n'a esté entreprinse que par vos adviz et consentement et que ce pauvre peuple aux pris de son sang a volu achepter la paix, laquelle leur disiez ne pouvoir estre effectuée en ce pays sans l'exécution de la dite fraction. Vous devez trouver estrange l'amas des troupes levées et, par special, le secours que ceux de vostre dict party pretendent donner audit chasteau...

« Votre bon amy a vous fere plaisir,

« S^{te} JALLE. »

A ces exhortations se mêlaient des sollicitations d'un autre ordre. Le même jour, Sainte-Jalle priait les consuls de Nîmes de payer leur quote-part d'un département de deniers imposé sur leur diocèse, afin que les infracteurs de la paix fussent poursuivis. En même temps les consuls de Beaucaire eux-mêmes, Jean Gailon et C. Brunet, sollicitaient leurs confrères de Nîmes de ne pas favoriser leurs ennemis « sur le differend qui estoit entre leur ville et le chasteau ».

Les Nimois ont recours, dans cette occurrence, à la reine mère. Ils lui écrivent, le 30 octobre 1578 :

« Le s^r de S^{te} Jalle nous a sommés par dure force de contribuer à l'entretenement de sa compagnie de gendarmes et à la garnison

qui est en icelle ville, chose en tout contraire à l'edict de pacification et au repos de ce pais, la ruyne duquel il a toujours procuré par des bruslements, ravaiges de betail et rançonnements de personnes faicts par ses moyens. Il est à craindre que s'il continue de demander, de s'efforcer de venir lever les dictes contributions comme il avoyt accoustumé de fere en temps de guerre, il en advienne de nouveaux troubles contre les pretentions de V. M. »

30 octobre 1578.

Damville répond en transmettant une lettre du roi interdisant de rechef de secourir le château de Beaucaire (Tholosse VI nov. 1578).

La situation restait toujours la même dans la ville, harcelée par les fréquentes sorties de Baudonnet. Châtillon l'avait quitté, après lui avoir fait de grandes promesses, et lui avait laissé deux cents hommes sous son lieutenant la Bernardière. Les levées de renforts continuent, malgré Montmorency qui écrit le 6 à Nîmes :

« Si vous aimez vostre bien, faites cesser ces façons de faire, afin que vous ayez le deschargement d'impôts que vous demandez : car on ne peut retirer les compagnies du sieur de S^r Jalle et autres que cela ne soit faict. »

Que faisait pendant ce temps l'assemblée provinciale de Sommières ? Malgré d'énergiques oppositions, le parti de la paix semblait triompher, mais dans des conditions qui avaient nécessité une protestation de Sainte-Jalle « touchant l'adhérence des Églises prétendues réformées à l'entreprise de M. de Châtillon ». Elle délègue, pour traiter de la capitulation du château, le sieur d'Yolet et le « cappitaine Cazenove ». Antoine, dit le capitaine Cazenove, qu'il ne faut confondre ni avec Guillaume de Cazenove, condamné à mort en 1569 par le parlement de Bordeaux, ni avec Jean ou Jacques Caze-nouve, de Clairac, « portant tiltre de capitaines », est fils de Guyrault de Cazenove, de Lézan, et de Catherine Moulières : il appartient à une famille attachée dès les débuts à la Réforme. Les d'Yollet, de la maison de Maleras, au diocèse de Saint-Flour, sont deux frères : l'ainé, Pierre, maréchal de camp le 9 juillet 1575, avait épousé le 7 juillet 1582, Françoise

de Saillans, veuve d'Antoine de Monteil; il avait négocié, le 27 mai 1578, la paix entre les protestants de Castres et la Crouzette, dont ils avaient pris le château de la Griffoule. Le frère puiné du baron d'Yolet fut gentilhomme ordinaire de François, duc d'Alençon, en 1576; gouverneur de Lautrec en 1577; maître d'hôtel de Catherine de Navarre, sœur d'Henri IV, en 1578; maréchal de camp en 1580. Dans l'été de 1578, d'Yolet, alors secrétaire de l'évêque de Lescar, s'était rencontré à Nîmes avec l'envoyé de Châtillon et séjourna quelque temps dans le pays. Ce fut lui, sans doute, et non son aîné, qui fut délégué par l'assemblée de Sommières.

Nous donnerons maintenant *in extenso* les différents actes relatifs à la trêve que négociaient les délégués des Églises.

**Registre retenu de la délégation desdits sieurs Dyolet
et capitaine Cazanovo.**

L'assemblée générale des Églises refformées du hault et bas Languedoc, se tenant présentement en la ville de Somyères soubz l'auctorité du Roy et du Roy de Navarre, pour les affaires desquelz elles ont randu compte à Sa Majesté, et veoyant combien le faict de Beaucaire tant d'un costé que d'autre pourroit apporter de ruyne au pays, altérer la paix et généralement aprestre un mal qui seroit après irréparable, oultre les remonstrances particulières qu'elle en envoie fere à la Royne, mère du Roy, et au Roy de Navarre, et monseigneur le Maréchal pour juger déffinitivement et résolument tant des actes passez dud. Beaucaire que pour scavoir à l'advenir ce que leurs d. majestez en voudront ordonner pour estre tant de la ville que du chasteau, gouverneur et cappitaine; a ce pendant treuvé bon d'envoyer à monsieur de S^{te} Jalle deux deputés de leur part, assavoir, monsieur Dyolet et le cappitaine Cazanovo pour luy fere entendre qu'elle ne désire rien tant que le reppoiz du peuple et l'entretènement de la paix et que actendant l'ordonnance entière qu'il plerra à leurs Majestés fere du faict du d. Beaucaire soit par l'exécution générale ou par une particulière de la paix et accord dud. Languedoc, comme il a pleu à leurs d. Majestez appreuver celle du Dauphiné, qu'il plaise au d. s^r de S^{te} Jalle recepvoyr pour lad. trefve les articles qui s'ensuyvent :

En premier lieu d'aillant que par leurs Majestez on pourra scavoir un commandement exprez d'icelluy qui aura le commande-

ment sur la ville et le chasteau et que c'est une chose qui ne pourra estre séparée, il n'est besoing en façon du monde que l'un se fortiffie contre l'autre; toutesfois, pour l'honneur et reverance qu'on porte à monseigneur le Maréchal, on ne touchera aux fortifications qu'il a fait fère avant son parlement, mais les autres cesseront et seront démoliz.

La trefve sera pour (en blanc) permectant à ceulx du chasteau d'achapter de vivres pour huict vingtz hommes et huict hommes de commandement, lesquels vivres et autres choses nécessaires pourront estre visitez par un commis de part dud. sieur S^e Jalle.

Qu'on ne s'offencera d'un costé ni d'autre durant la trefve, de fait ny de parole.

Les assurances se recercheront d'un costé et d'autre en la meilleure forme que se pourra adviser.

Cependant ne pourront être faictes aucunes courses, contribution ny exaction d'icelles de part ny d'autre.

Fait en lad^e asssemblée, présidans en icelle messieurs de Clauzonne et Dupont, soubzsignés, le XIII^e jour de novembre M.V^eLXXVIII. Clausonne Dupont ainsi signé.

Collationné à l'original estant ez mains dud. sieur S^e Jalle.

Signé : DUPUY.

(Extrait des Archives¹ de M. Alliez, notaire à Beaucaire).

Protestation de l'infraction de l'édict de pacification contre ceux de la religion.

Le sieur de S^e Jalle, chevallier de l'ordre du Roy, cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et commandant généralement ez diocèses de Nismes et Uzès en l'absence de Monseigneur le maréchal de Dampville, gouverneur et lieutenant général pour sa majesté au présent pays de Languedoc, ayant la présance des sieurs Dyolet et cappitaine Cazanovo dellégués par devers luy de la part des églises de messieurs de la religion prétendue reformede aud. pais et par délibération de leur assemblée présentement

1. Sources de ce travail : Menard, *Histoire de Nimes*, t. V; *Histoire du Languedoc*, dom Vaisselle; *Pièces fugitives*, marquis d'Aubais; Perussis; Haag, *France protestante*, II, 21; Archives de M. Alliez à Beaucaire; Archives départementales du Gard, H, L, 91; Archives municipales de Nimes, D, D, 3; dom Pacotte; Archives de la Haute-Garonne, C 2283 (série C); *Statistique du Gard*, A. Rivoire; inventaire des Archives du Gard, etc.

convoquée en la ville de Somyères, après leur avoir par escript respondu sur les condicions de la suspension d'armes par eulx traictée d'entre la présent ville de Beaucaire et le chasteau; d'autant que nonobstant le désadveu du Roy de Navarre et l'expres commandement des majestés du Roy et Roïne mère, lad. asssemblée advoue le sieur de Chastillon et ses associez et adhérans en l'entreprinse atemptée sur led. chasteau qu'il a accisté et secoureu de gens de guerre, munitions et avitaillementz, en tant que icelle asssemblée au lieu de tenir la main et favoriser à l'establisement de la paix en faisant se départir de toute intelligence et accistance que lesd. esglises ont et pourroient avoir quant à ce avec led. sieur de Chastillon et ses adherans, reprend les mêmes actes et arrementz que icelluy sieur de Chastillon, tant par le moyen dud. sieur Dyolet que autres ses délégués, auroit cy devant poursuyvy et tracté avec led. sieur de S^{te} Jalle et sur quoy il auroit soufizement respondu; en cas que lesd. eglises y voudront continuer et ne désisteront de lad. entreprise et de s'entremesler aucunement du différent dud. chasteau occupé par le capitaine Baudonez contre le devoir d'obéissance qu'il doit à sa majesté; icelluy sieur de S^{te} Jalle, suyvnt le général pouvoir qu'il a en lad. ville et diocèse tant de leurs majestez que de mond. sieur maréchal, par devant nous notaires royaux et tesmoings soubznommez et signez, a solempnellement et publicquement protesté et proteste contre messieurs tenans lad. asssemblée, led. sieur de Chastillon et générallité desd. eglises, en la personne parlant desd. sieurs Dyolet et Cazanovo dellégués, du mespris et déshobéissance des commandementz de leurs majestez et dud. sieur Roy de Navarre, des atemplatz et notoires contreventions a l'edict de pacification faictes et à fère par eulx et de tous les maux et inconvenientz ensuyvis et qu'en peuvent ensuyvre ci après à la touttalle infraction dud. edict et ruyne du pouvre peuple; et de laquelle protestation a requis lesd. sieurs deputez recepvcoir coppie pour en avertir lesd. Eglises et la signer et nousd. notaires en fère acte et registrer les lettres de leur envoy et délégation pour en fère apparoir à tous leurs majestez, leur valloir et servir et à tous leurs subjectz en temps et lieu comme de droict et raison.

Sur quoy lesd. sieurs Dyolet et cappitaine Cazanovo ont respondu que au nom de lad^{te} asssemblée ils ont apporté aud. sieur de S^{te} Jalle certains articles signés des présidantz de lad. asssemblée pour pouvoir fère une trefve avec les condicions desd. articles et encores y adjoustant qu'ils ont charge que s'ilz veullent entrer en plus ample négociation de lad. trefve s'il plaict aud. sieur de S^{te} Jalle d'envoyer

quelqu'un de sa part ayant plaine puissance de la conclure à lad. asssemblée; et touchant au principal, qu'ilz n'ont nulle charge d'en parler ne d'y respondre ayans entendu que cella est renvoyée à leurs majestés en présence du Roy de Navarre et de Monseigneur le maréchal Dampville, offrantz porter la coppie en lad. asssemblée suyvant les réquisitions du sieur de S^r Jalle.

Faict à Beaucaire au logis dud. s^r de S^{to} Jalle ce dimanche seziesme jour de novembre mil cinq cens septante huict et presens M. Jean André Radet recepveur, habitant de Nismes, s^r Baptiste Porcellet itallien soubzsignés avec lesd. s^{rs} de S^{te} Jalle et depputez : et nous Jacques Dupuy et Jehan Ferrier, notaires royaulx dud. Beaucaire qui ce avons receu soubzsignés, lesd. parties et tesmoingz signés sur la note briefve de cet acte (signatures des notaires).

La trêve dont il s'agit ne put se changer en une paix définitive : le siège continuait ; en vain Sainte-Jalle, la Croizette lieutenant des gendarmes de Damville, et Rosines, colonel de l'infanterie, multipliaient leurs attaques. Le château de Beaucaire, « qui est bien fort » disait dès 1562 Joyeuse (lors de « la trahison de Porcelet qui le donna aux rebelles »), continuait à braver les assauts : les redoutes élevées au pied de ses murailles tenaient les assiégeants à distance, et il devint bientôt évident qu'on ne pourrait prendre la place que par la famine.

En effet, Baudonnet ne se rendit que faute de vivres, après un siège de cinq mois et demi. La capitulation qu'il signa est intéressante : au point de vue militaire, elle le montre soucieux de ne pas séparer son sort de celui de ses soldats et réclamant pour ses alliés le même traitement que pour ses propres Gascons ; au point de vue humain, elle nous montre ces étranges revirements de parti qui étaient alors de mode, et ce pouvoir de l'argent qui panse toutes les blessures. D'autre part, nous concevons difficilement aujourd'hui un gouvernement acceptant de donner de l'argent à des rebelles, et les incorporant dans ses propres troupes. Enfin et malgré toute sa bravoure, Baudonnet ne nous semble — à distance — guère autre chose qu'un aventurier. Sur d'autres théâtres, la Réforme avait d'autres partisans plus convaincus et animés de sentiments moins personnels.

Extrait de la capitulation du château de Beaucaire convenue entre le capitaine Baudonnet et les sieurs de Saint-Jaille, de la Croisette, et Rozines, autorisés par le maréchal de Dampville, gouverneur du Languedoc, contenant huit articles (Extrait en forme).

Sommaires des demandes.

1^o Le capitaine Baudonnet requiert qu'il soit fait justice pour le massacre du feu s^r de Parabère, gouverneur de Beaucaire.

2^o Que les effets appartenant au s^r de Parabère et aux autres, pris lors du massacre, soient rendus.

3^o Demande de la somme de six mille écus pour frais et dépenses des soldats en garnison, achats de munitions et dix sept cens écus pour soldes arréragées.

4^o Abrogation de toutes les informations contre le s^r de Parabère, ses adhérens officiers, soldats, et contre le s^r Baudonnet pour tout ce qui a été fait dans l'enclos du château et aux environs.

5^o Que le capitaine Labernadière ainsi que ses soldats aient un traitement favorable pour les pertes et services du château.

6^o Le capitaine Labernadière sera conduit en toute sureté à Montpellier, et il lui sera fourni des otages.

7^o Que les gens de guerre soient employés au service du Roy, aux ordres du maréchal de Dampville.

8^o Le capitaine Baudonnet livrera la redoute, choisira le commandant avec trente soldats et gardera le château pour le soulagement de ses soldats qui seront payés au premier du présent mois.

Sommaires des réponses.

Renvoyé à M. le M^{al} de Dampville pour ordonner ce qu'il voudra.

Renvoyé à M. le M^{al} pour la restitution, et accordé au s^r Baudonnet la somme de mille écus ainsi que les armes du s^r Parabère et autres qui se trouveront dans le château de Beaucaire.

Accordé la somme de quatre mille écus et celle de dix sept cens écus.

Accordé, avec promesse de faire ratifier le tout par M. de Dampville et le Roi.

Accordé la somme de deux cens écus pour en disposer à volonté.

L'otage accordé et remis au capitaine Baudonnet au château de Beaucaire.

Le M^{al} supplié d'employer les gens de guerre dans le rég^t de Rouzines.

Le capitaine Baudonnet, lieutenant de la compagnie de feu M. de Parabère, gouverneur du chateau de Beaucaire, remonstre qu'il se seroit retiré au chateau du dit Beaucaire avec plusieurs et bon nombre de soldats de ladite compagnie, sur l'occasion des massacres commis en la personne du dit feu s^r de Parabelle, en intention toujours de faire le service qu'il doit au Roi, comme persévérant en ceste volonté, proteste à S. M., à Mgneur le Maal de Dampville, gouverneur et son lieutenant général en ce pays de Languedoc, qu'il n'a aultre desin que de conserver la place en son obéissance, sous le commandement de mon dit sieur le Maréchal ; pour le fait de quoy offre et promet pour lui et tous ceulx qui sont dans ledit chateau ses adhérens, capitaines et soldats appellés et venus à son service y estant à présent, la restitution du dit chateau au pouvoir de mondit seigneur le Maréchal qu'il reconnoit comme représentant la personne de sa dicte Majesté en ce dit pays.

Les s^{rs} de Sainte Jaille (ou Jolle), de la Croizette, Rozines, de l'autorité de Monseig^r le Marechal de Dampville, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en ce dit pays de Languedoc, respondans aux premiers articles ; disent en premier lieu sur ce que le dit capitaine Baudonnet, lieutenant de feu s^r de Parabère et à présent estant au chateau, déclare sa bonne et juste intention au service de Sa Majesté pour la restitution dudit chateau au pouvoir de mon dit seigneur le Maréchal, que tout ainsi qu'il eschet de la dite restitution premier et avant toutes choses que moyennants purement et simplement et sans aulcune réservation, il sera tenu pour inviolable, ferme et stable, ce que par eulx sera promis et donné foy au dit capitaine Baudonnet ainsi que par les réponses sera appostillé et respondu.

Article 1^{er}.

Pour ce requier en premier lieu, vous, messieurs de Sainte Jaille, de la Croizette et de Rozines, pour en l'absence de mon dit seigneur Le Maréchal, qu'il soit fait justice du dit massacre commis à la personne du dit feu s^r de Parabère.

Response.

En ce qui touche la justice requize par ledit capitaine Baudonnet des massacres commis à la personne du dit feu s^r de Parabère, le fait est renvoyé à mon dit seigneur le Maréchal pour en ordonner de justice selon sa volonté.

Article 2.

Que tout ce qui a été pris lors du massacre du dit feu s^r de Parabère dans la ville de Beaucaire soit rendu et restitué à son frère le

capitaine Paraberre son héritier; comm' aussi ce que nous appartenoit, tant en chevaulx habillemens que armes, que nous a esté pris lors du dit massacre.

Reponse.

Quant à ce que touche la restitution requize de ce qui a esté pris audit feu s^r de Paraberre, son dit frère, recorra à Monseigneur le Maréchal et lui baillera estat de ce qu'il prétend avoir esté pris à son dit frère, nous promettons qu'il lui sera faite justice par mon dit seigneur le Maréchal à son remboursement. Pour le regard du capitaine Baudonet lui est accordé pour la dite prinse et perte par lui faite la somme de mil écus.

Que toutes les armes généralement appartenant audit feu s^r de Paraberre ou à ses soldats morts, absens, qui se trouveront en nature dans le chasteau ou en ladicte ville, lui soient rendues, pour en disposer ainsi que bon leur semblera.

Reponse.

Accordé pour le regard des armes que sont dans le chateau.

Article 3.

Et d'aullant que par nous ont été faits plusieurs fraix et despens, tant pour l'entretienement des soldats estans en garnison au dit chateau que pour achepts de pouldre, draps et aultres munitions servans à la conservation de la place dont nous avons esté contrains plusieurs et grosses sommes de deniers empruntes pour subvenir aux dits dépens, et de quoi ne sommes redevables que pour ceste occasion, affin d'avoir moyen de nous acquitter et rembourser de tout ce que par nous a esté forny, nous soit baillé la somme de six mil escus, à quoy tout ce que dessus pour ce que nous a esté payé et deboursé ce peut monter, oultre le payement des soldats que restoit deû de treize mois, ce montant xvij^e escus.

Réponse.

Eu égard du narré de cet article est accordé au dit capitaine Baudonnet aux fins de son remboursement requis pour ces fraix et despenses la somme de quatre mil escus et néantmoins pour ce qu'il dit être deû d'arcirages à ses soldats, la somme de dix sept cens escuts, nous lui permectons par assignation du Roy les lui faire recouvrer.

Article 4.

Et en ce que aucunes informations avoient esté failtes, tant contre ledit feu s^r de Parrabere et depuis sa mort, que contre nous, membres, officiers et soldats de la dicte compagnie, requerons estre cassées comme nulles et de nul effet et valeur sans que lui ou ceulx de ses adhérens en puissent estre recherchés ou molestés pour ce regard et de ce que a esté fait par nous depuis le décès du dit feu s^r de Parabere, soit par voye d'hostilité ou autrement, que nous, nos adherans et soldats en soyent dès à présent deschargés, sans que pour l'avenir lui ou aucun d'eulx en puisse être recherchés ou poursuivis en quelque sorte que ce soit, comme de mesmes de toutes prises ou employ de munition de guerre ou de vivres, levement de terre, et de tout généralement que par le dit Baudonnet a été entrepris ou exécuté dans où l'enclos du dit château, dont pour ce mon dit seigneur le Maréchal nous baillera descharge, particulièrement attendant celle qu'il obtiendra du Roy à ces fins.

Réponse.

Et respondant aux deux fins de cet article, tant pour le regard des informations que descharge requize par le dit capitaine Baudonnet que les d. informations faites ou à faire depuis la mort dudit feu s^r de Parabere, soient contre lui le dit capitaine Baudonnet, ses officiers, adhérens ou soldats que aussi pour le regard de tous murtres démolitions de maisons ruinées de la dicte ville que tous généralement actes d'hostilité fait par lui ou ses dits adherans, comme dessus, promettons qu'ils n'en seront aucunement recherchés et que ce fait demeurra estaint et assopi comme chose non advenue; et pour ce regard lui en seront failtes les dépêches, déclarations et décharges nécessaires par mon dit seigneur le maréchal, attendant celle du Roy.

Article 5.

Et pour ce que par le secours par nous appellé M. de Castillon (Chatillon) aurait commandé au capitaine La Bernardière demeure[r] dans le chasteau avec cinquante soldats, lesquels à l'occasion des empeschemens qu'ils eurent à l'entrée par divers chevaux et armes de grande valeur, mesme qu'ils ont fidellement vacqué à la conservation de la dite place, nous requerons qu'il leur soit faite reconnoissance tant de la dite perte que du service fait par eulx dans le dit château, soit pour regard du particulier du capitaine La Bernardière que de ses soldats, affin qu'il aye le mesme traitement que les cy devants.

Réponse.

Pour ce que touche le capitaine La Bernardière, ayant esgard à ce que est pourté et contenu en cest article, nous lui promettons la somme de huit cens escus pour en disposer et distribuer à sa volonté.

Article 6.

Que davantaige le dit capitaine La Bernardière sortant avec sa troupe armes et bagaiges, soit conduite avec seure escorte en la ville de Montpellier, où il est éably en garnison pour le service du Roy à la garde de la ville et que néantmoins, pour plus grande assurance de sa personne et des dits soldats lui soit baillés hostaige dans le dit Montpellier.

Réponse.

Quant à l'haustaige requis et la (escorte) sorte, accordé; néantmoins pour prévenir à toute langueur, offrons le dit ostaige estre mis au dit chasteau es-mains du capitaine Baudonnet pour la seurété du passaige du dit capitaine La Bernardière et ses soldats au dit Montpellier.

Article 7.

Et quant à ce que touche nos personnes et de nos soldats, d'autant qu'ils désirent estre employés pour le service du Roy soubz mon dit seigneur le Maréchal; et ce néantmoins sous l'obéissance de ses commandemens, nous requerons qu'il nous soit par mon dit seigneur le Maréchal continué nostre Compagnie de gens de guerre à pied; et pour cet effet, il nous établisse en tel lieu et garnison qu'il lui plaira.

Réponse.

Sera mon dit seigneur le Maréchal supplié donner lieu et garnison au dit capitaine Baudonnet et lui entretenir sa compagnie de ses hommes comme les autres, soubz le régiment du Sr de Rouzines.

Article 8.

Et affin que les affaires de ceste négociation ne prenne plus long délai, et que la seurté soit réciproque, sera par le dit capitaine Baudonnet baillé la redoste (redoute) pour y mettre trente soldats avec un chef que nous consentons que il choisira des dits soldats, et le chef entretenus et soudoyés aux dépens du Roy, lui demeurant le chasteau pour soulaigement de ses soldats lesquels seront payés au

premier jour du présent mois de février, attendant que ce que par nous lui est présentement promis, juré et accordé, lui soit effectué et ratifié par mon dit seigneur le Maréchal.

Tout ce que dessus que par nous est promis, convenu et accordé avec le capitaine Baudonnet, avec les apostilles mises en marge de chacun article, nous promettons et jurons sur nostre foy et parolle de tenir et faire observer au dit capitaine Baudonnet inviolablement par mon dit seigneur le Maréchal lui ratifiera nostre présente capitulation pour l'autorisation d'icelle et servir au d. capitaine Baudonnet de plus grande assurance envers le Roy et tous autres.

Fait à Beaucaire, le 11^e Février mil V^e soixante dix neuf; signé : Sainte Jaille Lacroisette; Baudonnet; Marc Antoine Dodi, capitaine de cent chevaux de nostre saint père; Pompée, colonnel général des bandes de mon dit S^t Pere; de Barre; Seigneuret; Girard; Nuzette; Lesdignan; Ferdinand, consul de Baucaire et plusieurs autres.

Pris et collationné sur l'original. Retiré par le dit seigneur de S^t Jaille command^t au siège du d^t Beaucaire Dupuy signé.

L'épisode guerrier est maintenant terminé : le 4, la garnison capitule, le 18 elle sort de l'enceinte du château, où Sainte-Jaille installe le capitaine Serverii. Il reste à payer les sommes considérables allouées aux rebelles. Dès 1578, les Beaucairois ont demandé aux États de Languedoc une exemption de tailles de deux années en raison des dépenses excessives qu'ils ont souffertes « pourvu, ajoutent-ils modestement, que cela ne puisse préjudicier au pays ». Les sommes qu'ils avaient fournies pour renforcer les troupes de Sainte-Jaille furent liquidées à 27,769 escus, 20 francs, 9 deniers. Le 26 juin 1583, un droit de gabelle nouveau vint leur permettre de rentrer dans leurs débours.

C'était malheureusement de nouveaux impôts, car l'histoire de cette période est autant une histoire d'exactions pécuniaires que de massacres, et le langage énergique du temps confond dans le même mot, poignant et triste, les deux désastres; il les nomme « les foulles du peuple ».

A. DE CAZENOVE.

LISTES DE PASTEURS

AULAS ET SES ANNEXES : ARPHY, BRÉAU, BRÉAUNÈZE, MARS, MOLIÈRES

Depuis la fondation de l'église d'Aulas, le 6 septembre 1560 à 1900

- « Un mestre [ministre] passant ». 1560. Demeure quinze jours (6-20 septembre) et organise l'Église (Arch. presb. d'Aulas, mss).
- Bolet, Barthélemy. . . . 1560. Demeure deux mois (21 septembre-20 novembre) « Mestre [ministre] de Calvinsson » (*Id.*).
- Delenne, Raymond. . . . 1560-61. Demeure quatre mois (21 novembre 1560-21 mars 1561). Prêté à l'Église d'Aulas (*Id.*)¹.
- Hayraud, Guillaume. . . 1561-62. Demeure dix mois (mars 1561-janvier 1562). Venu de Genève avec G. Mercier, notaire et ancien d'Aulas envoyé à cet effet².
- Bérauld, Micheau [Michel]. 1562. Demeure trois mois (janvier-mars 1562). Natif du Mans (Sarthe). Passé à Lodève (Hérault). Marié à *Anne Maupeau*, de Montpellier. Mort pasteur et professeur de l'Académie, à Montauban, le 20 juillet 1611.

Le culte public fut suspendu à Aulas, par suite des tracasseries de Fulcrand de Montfalcon, baron d'Hierle, à partir du 7 mars 1562 et Michel Bérauld fut pour pasteur à Lodève où il était lors de son mariage en avril 1562 et en août 1563 à Béziers.

1. « Pour aultant que Lesd. mestres [ministres] s'en allarent en leurs esglises n'estant mandés por la nostre nous auroit convenu envoyer message [r] exprès a Geneve pour en recouvrer Vng. Et le messenger nous auroit envoyé M^r Guillaume Heraud mestre pour lequel voyage aurions despendu quarante livres parce que led. messenger demeura Vng moys a Geneve a la sollicitation dud. faict. » (*Premiers frais de fondation de l'Église d'Aulas. Arch. presbytérales d'Aulas.*)

2. « L'entretenement dud. mestre ea femme et deux enfans durant dis mois estans sad. femme et enfans aud. Geneve noris aux dépans de lad. Esglise a raison de Vingt livres le moys... » (*Idem.*)

- Seguin, Anthoine. 1564-66. Le rôle des fournitures de François Sièges, syndic, indique le culte rétabli et Seguin pasteur en 1564 (Corbetes not^{re}).
- Bucamps (de), Guilhaumes. 1568. Liste de 1568. Intérimaire.
- Froideville (de), Guilhaumes. 1568-69. Intérimaire. Passé aux Vans.
- Seguin, Anthoine. 1569-71. Passé à Sumène, où il mourut le 22 septembre 1587, époux de *Isabel Arnime*.
- Umo (de), Jean. Mars-juillet. 1571. Intérimaire.
- Bucamps (de), Guilhaumes. 1572-74.
- Froideville (de), Guilhaumes. 1574.
- Barthélemy, Jehan. 1576-86. Teste devant M^{re} Loys Corbetes not^{re}, le 11 janvier 1586, et meurt à Aulas, époux d'*Anne Delpuech*.
- André dit : *de Vilette*, Guilhaume. Août-octobre 1586. Époux de *Marie Boust*. Venu de Montpellier à Aulas sur un mulet conduit par Gabriel Martin, d'Aulas. Intérimaire. Passe à Valeraugue où il resta jusqu'à la fin de ses jours.
- Boust, Pasquier. 1586-1605. Epoux de *Marguerite Ceusse*. Envoyé d'Anduze à Aulas par le synode de Saint-Étienne-de-Valfrancesque, sur la réquisition de M. Mercier not^{re} et ancien. Vit encore en 1606, mais ne peut plus servir l'Église.
- Venturin, Daniel. 1605-10. Époux de *Anne de Vissec*. Passé au Vigan, où il mourut le 26 octobre 1626.
- Berlié, Jacques. 1610-12. Né au Vigan. Époux de *Madeleine de Robert*, sœur du seig^r de Ca veirac. Passé à Quissac.
- Guérin, Daniel. 1612-13. De Valfrancesque (Lozère). Epoux de *Marie Rouveirolle*. Mort avant 1675.
- Roussel, Daniel. 1613-14. Passé à Saint-Laurent-le-Minier.

- Nouys ou Novis, Jehan. 1614-43. D'Anduze. Époux de *Louise Nissole*. Infirmes, il se retire auprès d'une de ses filles, à Ganges, et y meurt.
- Malet, François..... 1621-22. Du Vigan. Époux de *Françoise de Rossel*. Intérimaire un an.

Quelques difficultés entre les habitants d'Aulas et ceux de Bréau firent que cette dernière localité demanda et obtint par ordonnance du colloque de Sauve, du 1^{er} mars 1617, qu'« il lui est loisible de se séparer d'Aulas et d'avoir un pasteur en particulier ». Appel fut porté devant le synode, qui confirma la première décision; par suite de ces incidents, Bréau n'eut son pasteur qu'en 1619, et Aulas avec l'annexe d'Arphy eurent pour pasteurs :

- Fesquet, Pierre..... Juin 1643. Né à Ganges (Hérault). Ministre de Saint-Laurens-le-Minier. Intérimaire. Époux de *Madelene de Villard*.
- Aymar ou Eymar, Laurens. *Idem*. Du Languedoc. Ministre de Quisac. Intérimaire.
- Solal [Soleil], père, Jehan. Août 1643. Ministre d'Anduze. Intérimaire. Marié 1^o avec *Madelaine de Torrilhan* et 2^o *Jeanne de Dupont*. Meurt pasteur de Bréau le 8 juillet 1664.
- Survillle (de), Jehan.... 1643-44. Né à Bréau. Ministre du Vigan. Intérimaire. Époux de *Violande de Falguyrolles*.
- Grongnet, Charles..... 1644-47. Ministre d'Aulas. Époux de *Françoise de La Fuye*. Passé à Soustelle et Alais.
- Malet, François..... 1647-53. Né au Vigan? Époux de *Françoise de Rossel*. Passé à Valleraugue.
- Robert, Antoine..... 1653-55. Né à Durfort. Époux de *Magdelaine Lagarde ou Lajarde*.
- Gérard, Jehan..... 1655-60. De Puylaurens du Lauragais. Docteur en théologie. Époux de *Marie de Lautal*, du Vigan; et 2^o d'*Elizabeth Froment, veuve Dupuy*, de Mazamet. Mort à Aulas le 24 octobre 1660.
- Guisard, Henry..... 1662-72. Né à Nîmes. Époux de *Gervaise de Falguairole*. Suspendu trois mois, 1670-71. Passé à Saumane.

Le culte protestant fut interdit à Bréau, et le temple rasé par jugement des commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes en 1664. Le consistoire et le pasteur, Jehan Soleil, furent admis dans l'Église d'Aulas, qui eut officiellement deux pasteurs désignés dans les actes « pasteurs d'Aulas », mais, en réalité, celui de Bréau a toujours habité et a été payé exclusivement par Bréau seul. Les pasteurs d'Aulas après la nouvelle jonction avec Bréau furent :

- Grongnet père, Charles. 1672-75. Époux de *Françoise de la Fuye*. Passé à Valleraugue, veut revenir en 1677. L'Église et la communauté y font opposition, il passe à Mandagout et après à Saint-Roman-de-Tousque où il était à la Révocation. Déchargé en 1682. Réfugié en Suisse.
- Grongnet fils, Étienne. 1673. Né à Cassagnolles. Ministre de Saint-Roman-de-Tousque; remplace son père à Aulas en mars-avril 1673. Réfugié en Suisse à la Révocation.
- Dubruc, François.... 1676-85. Né à Ganges (Hérault), fils de *Jaques Dubruc*, pasteur de Ganges, et *Isabeau Salvaire*. Époux de *Dauphine de Coste*; 2^e de *Gabrielle Alibert*. Réfugié en Suisse à la Révocation.

Révocation de l'Édit de Nantes (1685).

L'exercice continua dans les Cévennes dans des assemblées secrètes présidées par des prédicants, dès 1686. On ignore ce qui concerne Aulas, où il y avait une garnison de dragons, les fidèles allaient souvent hors de la communauté. On sait que François Dubruc, le dernier pasteur à l'époque de la Révocation, entra en France avec Claude Brousson et vint prêcher aux environs de son ancienne Église d'Aulas en 1689. Après : Corteiz, Alexandre Roussel, Antoine Court, etc., prédicants ou pasteurs itinérants se succédèrent.

- Gabriac l'aîné, Jean-Pierre. 1742-45-48. Né dans la paroisse de Saint-Michel-de-Dèze (Lozère); réside aux environs de Florac et y meurt célibataire.
- Boyer, Jacques..... 1744-45-48, etc. Né à Lausanne. Époux de *Anne Fraïssinet*, veuve *Bastide*. Pasteur sous la croix. Mort en avril 1760.

- Combes, Jean..... 1744. Né à Saint-Germain-de-Calberte (Lozère). Pasteur de Valleraugue. De passage.
- Gaubert, dit *Gaubertet*, 1744-45-48-51. Né à Arphy (Gard). Pas-
Jean. teur des Basses-Cévennes, sous la
croix. Mort et enterré à Monoblet
(Gard).
- Grail, dit *La Vernède*, 1745-48-49-50. Né à Ardaillès (Gard).
Henry. Époux de *N. Boudon*. Pasteur sous
la croix. Pasteur d'Aulas (1761-66-67).
Cesse ses fonctions au mois d'octo-
bre 1767.
- Marazel, dit *M. Paul*, 1745-48-57-58. Né à Aiguesvives (Gard).
Paul. Époux de *Marthe Lozeran*. Pasteur
sous la croix. Pasteur d'Aulas (oc-
tobre 1767-1789). Mort et enterré au
Plan (commune de Bréau), le 22 août
1789.
- Gavanon, dit *Laferrière*, 1748. Né à Valleraugue (Gard). Pasteur
Jean. sous la croix. Arrêté, il s'échappe et
se réfugie en Hollande où il meurt en
1749.
- Ducros, dit *La Sale*, 1753-56-57-58-60, etc. Pasteur sous la
Jean. croix.
- Blachon, dit *Chatai-* 1748-1756. Né à Fraissinet, paroisse de
gnier, Jean. Sainte-Agrève (Ardèche). Pasteur en
Vivaraïs, de passage en cette Église
[d'Aulas]. Époux de *Marguerite Du-*
bois
- Gal, dit *Pomaret*, Jean. 1749-1751. Né à Saint-André-de-Valbor-
gne (Gard), époux de *Catherine Fa-*
bre; et 2^e de *Anne Gervais*. Pasteur
sous la croix. Mort pasteur à Ganges
(Hérault), le 17 août 1790.
- Gibert, dit *Cévennes*, 1749. Né à Lunès, paroisse de Saint-Mar-
Jean-Louis. tin-de-Boubeaux (Lozère). Pasteur en
Saintonge. Mort à New-Bordeaux
(Amérique), en août 1773.
- Teissier, dit *La Fage*, 1751-53. Né à Saint-Hilaire-de-Brethmas
Étienne. (Gard). Pasteur sous la croix. Exécuté
à Montpellier le 17 août 1754.

- Journet, dit *Puech*, 1752-53. Né dans la paroisse de Val-
Jean. leraugue (Gard). Époux de *Marguerite*
Plomard. Pasteur sous la croix en Cé-
vennes, puis en Béarn ou pays de Foix.
Mort à Orthez, le 3 août 1781.
- Portal, dit *La Coste*, 1752-1754-56. Né à Luziès (paroisse de
Marc. Mialet). Époux de N... *Mounier*. Pas-
teur sous la croix.
- Dalgue, dit *La Sagne*, 1754-56. Né à Saint-Hippolyte-du-Fort
Paul. (Gard). Figure pour la dernière fois au
synode d'avril 1779.
- Noguier, dit *Randavel*, 1759. Né à Randavel (paroisse de Val-
François. leraugue, Gard). Époux de *Marie-Mar-*
guerite Bonhomme. Pasteur du Vigan.
Mort pasteur à Aumessas, le 19 floréal
an XIII (9 mai 1805).
- Gal, dit *La Devèze*, An- 1761-90. Né à Saint-André-de-Valborgne
toine. (Gard). Époux de *Marguerite Finiels*;
Marie Gervais; *Louise Poujade*. Mort
pasteur au Vigan, le 16 floréal an IV
(5 mai 1797).
- Olivier-Desmont, Jac- 1766-68. Né à Durfort (Gard). Époux de
ques. *Suzanne-Priscille Pelet*. Pasteur à Val-
leraugue. Mort pasteur-président à
Nîmes, le 19 juillet 1825.
- Valantin, Louis..... 1767. Pasteur sous la croix.
- Boisson puis Bouisson 1789. Né à Ardaillès (paroisse
et enfin Buisson, de Valleraugue). Époux de *Suzanne-*
Louis. *Magdelaine Campredon*.
- Lagarde, Louis..... 1789- an V (1797), Né à Lasalle (Gard).
Époux de *Magdelaine Gal-Ladevèze*.
Pasteur d'Aulas en remplacement de
Paul Maraşel, en août 1789. Mort pas-
teur-président à Orléans (Loiret), le
18 novembre 1833.
- Latour, Paul..... An VII (1798)- an IX (1800). Né à Saint-
Jean-du-Bruel (Aveyron). Pasteur d'Au-
las en remplacement de *Lagarde*. Passé
aux Bordes (Ariège) où il abjura en 1822
et fut chassé par la population indignée
(note de M. Camille Rabaud, pasteur).

- Finiels, Jean..... An IX (1800)- an XII (1803). Né aux Mattes (paroisse de Mandagout). Époux de *Priscille Cabane*. Mort pasteur à Aumessas, le 30 octobre 1849.
- Carles, Pierre..... An XIV (1805)-1822. Né à La Planque (paroisse de Mandagout). Époux de *Lucie Lafon-des-Faux*. Démissionnaire en 1822. Mort à La Planque, le 15 février 1847.
- Boissière, Pierre..... 1807-09. Né à Sumène (Gard). Suffragant. Époux de *Elizabeth Vergues*. Mort pasteur-président à Saint-Hippolyte-du-Fort, le 30 août 1862.
- Guérin, Scipion..... 1809-11. Né à Quissac (Gard). Suffragant. Époux de *Françoise Mathieu*. Mort pasteur au Caylar (Gard), le 26 mars 1848.
- Astruc, Jean..... Avril-août 1811. Né à Lunel (Hérault). Suffragant quatre mois. Proposant, retourne aux études à Lausanne.
- Maurel, David..... 1812-17. Né à Saint-André-de-Valborgne (Gard). Suffragant. Époux de *Marguerite-Frédérique de Félice*. Mort pasteur-président à Bolbec (Seine-Inférieure), le 25 décembre 1853.
- Hugues, Abeille..... 1818-20. Né à Montpellier (Hérault). Suffragant. Époux de *Rose Rocagel*. Mort pasteur-président à Bergerac (Dordogne), le 7 avril 1868.
- Poitevin, Louis-Daniel. Juillet-octobre 1818. Remplace M. Hugues qui était aller passer ses grands examens de fin d'études.
- Vors, Jean-Pierre *Nelson*. 1822-34. Né à Saint-Laurent-le-Minier (Gard). Veuf de *Louise Francillon*; époux en 2^e noces de *Sophie Becrn*. Passé à Versailles, où il est mort, chevalier de la Légion d'honneur, le 7 février 1858.
- Arnal, *Émile*-Germain. 1829-33. Né à Aulas. Époux de *Marie Nines*. Suffragant. Mort pasteur de l'église libre à Bréau, le 24 août 1851.

- Dardier, Jean-Pierre-
Théophile. 1834-47. Né à Saint-Afrique (Aveyron).
Époux d'*Elise Fournier*. Passé à Avignon
(Vaucluse) où il est mort le 15 août 1854.
- Dhombres, Jean-André-
Ernest. Août-novembre 1844. Né au Vigan (Gard),
fils de *Louis-Léon Dhombres*, pasteur-
président du Consistoire du Vigan et
de Marguerite Deléamont. Suffragant
trois mois. Pasteur à Paris, où il est
mort le 10 décembre 1894. Époux de
Mathilde Barafort.
- Lasserre, *Barthélemy*-
François. 1847-61. Né à Camarès (Aveyron). Passé à
Valence (Drôme). Mort en retraite à Ro-
mans (Drôme), le 6 juin 1895, veuf de *Pa-
méla Vidal*, et époux de *Zulma Caçalet*.
- Vincent François-Jules. 1861-71. Né à Meyrueis (Lozère). *Démis-
sionnaire* pour raison de santé (1871).
Habite Nîmes (1899), veuf de *Claudine
Boissier*.
- Paul, *Albert*-François.. 1869-71. Né à Bréau (Gard). Époux de
Clémence Randon. Intérimaire pour
M. Vincent pendant sa maladie, 1869-
1871. Pasteur à Avèze (Gard) (1899).
Président du consistoire du Vigan.
- Messines, Jean, dit *Hip-
polyte*. 1872-79. Né à Gontaud (Lot-et-Garonne).
Époux de *Rose Bosc*. Passé à Bolbec
(Seine-Inférieure), puis à Versailles.
- Unal, *Edmond*-Auguste. 1879-95. Né au Vigan (Gard). Époux de
Anaïs Vassas. *Président honoraire du
consistoire du Vigan*. En retraite. Habite
sur la commune de Molières-Cavaillac
(Gard).
- Arbousse-Bastide, *Fré-
déric*-François. 1896- Né à Paris (Seine), fils de *Antoine-
François Arbousse-Bastide*, ancien pas-
teur à Avèze, et de *Emilie-Julie Lar-
guier*. Veuf de *Suzanne-Valentine Bel*;
époux en 2^{es} noces de *Bianca Soulier*.
Titulaire.

Dressé en exécution de la circulaire de M. le ministre de l'instruc-
tion publique et des cultes du 10 janvier 1852. — Aulas, le 12 mai 1852.

FERD. TEISSIER, archiviste.

BIBLIOGRAPHIE

Le NOUVEAU VISIONAIRE de Rotterdam et l'imprimerie de CALLONGE

Le *Nouveau Visionaire de Rotterdam ou Examen des paravelles* (sic) *mystiques de M. Jurieu, par Théognoſte de Bérée* (in-12 de 84 pages), est un vieux pamphlet qui — quoique très rare — n'offre guère aujourd'hui d'autre intérêt que de porter, sur son titre, l'indication suivante de lieu et de date d'impression : *A Callonge, 1686*.

La date de 1686 est purement fictive, le *Nouveau Visionaire* renfermant, à la page 80, un passage renvoyant le lecteur au *Tombeau du Socinianisme, auquel on a ajouté le Nouveau Visionaire de Rotterdam*, qui est de 1687. Mais la mention de *Callonge* a donné lieu à une ingénieuse interprétation qui ne paraît pas fondée.

Il existait, avant la Révocation, un exercice de fief au château de Calonges en Agenais (actuellement canton du Mas-d'Agenais, Lot-et-Garonne) appartenant à la famille de La Chaussade, dont un des membres, Judith de Calonges, est restée célèbre par son érudition et par les chicanes que le clergé lui suscita, pour son droit d'exercice, pendant près de vingt ans, de 1668 à 1685 (cf. Haag, VI, 176). L'amour des lettres professé par cette femme supérieure, rapproché de la mention de « *Callonge* » sur le *Nouveau Visionaire*, a conduit quelques érudits à supposer qu'il y avait eu, au château de Calonges, une imprimerie d'où notre pamphlet serait sorti. C'est l'opinion de M. Tamizey de Larroque et de M. Jules Andrieu, auteur d'une *Bibliographie de l'Agenais*, opinion reprise récemment par M. E. Salavert-Pelletreau dans le *Huguenot du Sud-Ouest* (n° des 15 janvier, 1^{er} février, 1^{er} et 15 mars 1900).

Deux raisons préliminaires suffiraient, à notre avis, à ruiner cette supposition. La première, c'est qu'une imprimerie, si elle avait existé au château de Calonges en 1686, n'aurait pu être que clandestine, et alors on se serait bien gardé d'indiquer sur ses produits leur lieu d'origine. M. Salavert-Pelletreau dit, il est vrai, que le *Nouveau Visionaire* pourrait porter une date postérieure de quelques mois à l'impression réelle; mais le *Nouveau Visionaire* fait allusion au livre de Jurieu intitulé : *Jugement sur les méthodes rigides et relâchées d'expliquer la providence et la grâce* (p. 81), ainsi qu'au grand nombre de pasteurs réfugiés en Hollande (p. 83),

et l'une et l'autre de ces allusions ne peuvent être antérieures à 1686. — La seconde raison, c'est que ce livre, qui serait sorti de presses protestantes, n'a rien de protestant.

Quoi qu'il en soit, l'examen de l'ouvrage lui-même conduit à la certitude que c'est bien un livre de Hollande. Le *Tombeau du Socinianisme* auquel il est étroitement associé, aussi bien dans l'exemplaire de la Bibliothèque wallonne de Leyde que dans celui de la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, est marqué comme ayant été édité par Frédéric Arnaud à Francfort. Or, c'est précisément sous le nom de Frédérick Arnaud, que le pasteur Isaac Papin publia en 1687 son *Essai de théologie sur la providence et sur la grâce*, dirigé contre Jurieu, et cet *Essai*, qui portait aussi la mention de Francfort, sortait en réalité de chez l'imprimeur R. Leers, de Rotterdam, lequel publiait ses livres sous le pseudonyme de Pierre Marteau, en les timbrant du nom de *Cologne*, afin que la mention de cette ville catholique dépitât la police française.

Callonge n'est pas Cologne, mais cela n'empêche pas que le *Nouveau Visionnaire* a été, lui aussi, imprimé en Hollande. Voici, d'ailleurs, qui est décisif : le papier porte le même *filigrane* que celui du *Tombeau du Socinianisme*, et les caractères d'imprimerie sont les mêmes.

En outre, l'auteur du *Nouveau Visionnaire* est connu. *Théogliste de Bérée* n'est autre que Noël Aubert de Versé (cf. Haag, I, 147, VII, 557; Bordier, I, 431), ancien pasteur en Bourgogne, qui, peu de temps après avoir été déposé par le synode d'Is-sur-Tille, en 1669, avait abjuré, car son nom figure sur un rôle de ministres apostats pensionnés par le clergé en 1675. Passé plus tard en Hollande, il y exerça la médecine, tout en continuant à combattre pour les idées sociniennes qui avaient motivé sa déposition. Il publia plusieurs écrits, notamment le *Nouveau Visionnaire*, où il prit à partie Jurieu, peu endurant par nature, avec une virulence que le mauvais caractère et l'étroitesse du célèbre pasteur de Rotterdam ne suffirent pas à faire excuser. Qu'on en juge par ce début (p. 3), — il y a d'autres pages que leur grossièreté empêche de citer :

« ... M. Jurieu, le plus fameux théologien que le Calvinisme ait
« jamais enfanté. Il faut bien dire que cet esprit est furieusement
« malade, puisqu'il voit partout ce qui ne fut jamais. Les fous des
« petites maisons et les personnes malades de fièvre chaude avec
« des accez de délire et de phrénésie ne me paraissent guères plus
« malades que luy. Mais afin d'épargner ce héros du Calvinisme,

« ne le comparons qu'à ceux qui ont la jaunisse. Ils voyent tout
 « jaune, de même que M. Jurieu, plein de la trinité et de l'incar-
 « nation, ne voit partout que ces deux mystères... Le sentiment
 « commun est qu'il devrait être renvoyé aux incurables... » Et la
 fin répond au début : « Je ne veux pas désoler si fort le paralléliste
 « qu'il entre dans le désespoir, car ou la tristesse et l'abattement,
 « ou la fureur et l'emportement le rendroient si malade qu'il pour-
 « roit en mourir. *Et si M. Jurieu mourait, il y auroit du danger*
« que le Calvinisme, qui est fort malade et qui ne se soutient que par
« son bras, ne mourût avec luy... » (p. 73).

Cette dernière phrase, qui est à rapprocher des autres phrases soulignées, montre que nous avons affaire à un homme *du dehors*. Le Calvinisme — pour parler comme Aubert de Versé — était, en effet, fort malade en France, on sait pourquoi; mais Jurieu n'en continuait pas moins à être pour les persécuteurs l'adversaire redoutable dont ils auraient salué la disparition comme une délivrance. Malgré ses erreurs et même ses fautes, il reste l'illustre défenseur des opprimés, celui dont les *Lettres pastorales* versaient l'héroïsme dans les cœurs.

Jurieu bondit sous l'attaque. La même année il publia contre Aubert de Versé un *factum* — c'est le titre qu'il lui a donné lui-même — où il l'accusait « des crimes d'impureté, d'impiété et de blasphème ». L'accusation n'avait peut-être d'autre fondement, étant donné le caractère et les habitudes du pasteur de Rotterdam, que les grivoiseries — j'atténue à dessein le mot — dont Aubert de Versé avait parsemé son pamphlet, mais ces indignités étaient inexcusables, surtout celles qui visaient M^{me} Jurieu elle-même.

Et maintenant, qu'on lise la pièce suivante, sortie de la plume du doux (?) Fénelon.

Voici, en effet, ce que le futur archevêque — alors *missionnaire* en Saintonge — écrivait à Seignelay, en juillet ou août 1687 : « Il
 « me paroît qu'il seroit très utile de faire imprimer *en Hollande*, et
 « ensuite de répandre chez les nouveaux convertis, des lettres qui
 « montrassent le ridicule et l'emportement de celles de Jurieu. Il
 « faudroit aussi qu'elles fissent voir l'extravagance des prophéties
 « par lesquelles on abuse les peuples. Afin que ces lettres ne
 « fussent point suspectes, il faudroit *qu'elles ne parussent point*
 « *catholiques*. L'envie et la division qui règnent en Hollande entre
 « leurs docteurs rendroient cela très vraisemblable. On pourroit même
 « laisser croire que ces lettres seroient faites par *Aubert de Versé*,
 « socinien, ennemi implacable de Jurieu, et qui écrit, en effet, tous

« les jours en Hollande contre lui. C'est un homme d'une rapidité à
 « accabler Jurieu. Peut-être M. l'ambassadeur, qui est sur les lieux,
 « pourroit avec un peu d'argent se servir de cet homme et de ses
 « semblables pour faire diversion et pour semer des libelles qui
 « décrieroient le parti des ministres réfugiés en ce pais-là...¹ »

Et ceci nous ramène, après un assez long détour, à la mention de *Callonge*. Le Calonges des La Chaussade n'est pas le seul qui existe. Il y a un *Calonge* dans la commune de Saint-André-de-Cubzac (Gironde) et le *port de Callonges* dans celle de Saint-Ciers-la-Lande (Gironde), *aux limites de la Saintonge*. L'entrée en scène de Fénelon provoque des rapprochements involontaires. A défaut de solution, voici du moins une piste qui mérite d'être suivie.

Aubert de Versé rentra plus tard en France : nous avons vu quel était son protecteur. Il est inutile d'insister sur son catholicisme.

P. FONBRUNE-BERBINAU.

Achèvement des Opera Calvini.

C'est en 1828 que M. Bretschneider, surintendant général des Églises du duché de Saxe-Gotha, conçut le plan d'un *Corpus Reformatorum*, c'est-à-dire d'une édition complète et critique des ouvrages des Réformateurs du xvi^e siècle, publiés avec tous les éclaircissements historiques et littéraires nécessaires. Cette entreprise se rattachait d'une manière intime au courant des idées d'alors, au moment où se réveillait l'intérêt pour l'exploration historique et théologique des temps de la Réforme. Ce ne fut certes pas l'un des moins importants symptômes du mouvement tendant à ramener l'Église évangélique moderne vers ses origines, que l'étude attentive et le zèle croissant consacrés aux écrits des Réformateurs, alors que, depuis près d'un siècle, leur souvenir s'était notablement obscurci et que leurs ouvrages gisaient à peu près oubliés dans la poussière des bibliothèques.

On débuta par les *Œuvres de Mélanchthon*. Après que les deux savants de Gotha chargés de cette tâche, MM. Bretschneider et Bindseil, eurent publié ses écrits en 23 volumes, les éditeurs de

1. Cf. Mémoire de Fénelon rédigé à la demande de Seignelay, sur les moyens de « maintenir les esprits des nouveaux convertis dans de bonnes dispositions à l'égard de la religion » (Biblioth. nat., ms. fr., nouv. acq., 507, n° 45). — Publié par M. Gazier (*Revue politiq. et littér.* du 31 oct. 1874) et par M. O. Douen (*L'intolérance de Fénelon*, 330).

Halle et de Braunschweig, de la maison *Schwetschke et fils*, invitèrent en 1860, trois professeurs strasbourgeois, MM. J.-G. Baum, Ed. Cunitz et Ed. Reuss, à entreprendre l'édition des *Œuvres de Calvin*. Bien connus dans le monde théologique, ces trois savants leur avaient semblé plus particulièrement capables, grâce à leurs recherches et à leurs travaux relatifs à la théologie et à l'histoire ecclésiastique françaises, d'accomplir cette tâche difficile.

La besogne était d'autant plus urgente que les éditions plus ou moins complètes des *Œuvres de Calvin*, celle de Genève (1617), comme celle d'Amsterdam (1667), ne répondaient plus en aucune manière aux exigences scientifiques modernes. C'est avec une rare vaillance que notre triumvirat, uni par une longue et fidèle amitié, se mit au travail, chacun mettant au service de l'œuvre commune ses qualités et ses capacités individuelles. Durant de longues années, ils rassemblèrent avec une patience et un entrain que rien ne lassait, et dans un esprit d'entente cordiale, bien rare dans les annales scientifiques, les éléments épars de cette publication monumentale, ne reculant devant aucune fatigue ni aucun sacrifice, pour recueillir dans les bibliothèques et les archives de l'Europe les trésors manuscrits, et pour les déchiffrer, les copier, les collationner en revisant les textes imprimés, etc.

Le premier volume des *Opera Calvini* parut dès 1863; il renfermait l'*Institution chrétienne* en latin. Dès 1873, une grave maladie de M. Baum († 1878) forçait ce dernier à cesser sa collaboration. De 1882 à 1887, M. Paul Lobstein, professeur de théologie à la nouvelle université de Strasbourg le remplaça en quelque mesure. M. Cunitz fut, à son tour, enlevé par la mort en 1886, et M. Reuss ayant été fortement éprouvé, lui aussi, par une maladie qui mit ses jours en danger, il voulut assurer pour l'avenir la continuation de l'entreprise en s'adjoignant (1888) le soussigné Alfred Erichson, directeur de l'Internat théologique de Strasbourg, l'un de ses anciens élèves. Ce dernier s'associa M. G. Baldensperger, alors agrégé libre à la Faculté de théologie, qui partagea le travail avec lui jusqu'à sa nomination à l'université de Giessen. Mais, avant ce moment déjà, le vénérable doyen d'âge de la Faculté de théologie de Strasbourg avait pu se remettre au travail, et même en reprendre la plus grosse part, qui lui resta jusqu'au jour où la mort fit tomber la plume de ses mains; il avait près de 87 ans (1891). — Cette mort, toutefois, n'arrêta pas sa collaboration, car il avait soigneusement préparé pour l'impression le texte des volumes encore en souffrance et constitué, pour ceux qui avaient déjà paru, les tables des noms de

personnes, de lieux, etc. J'avais choisi, pour me seconder dans ma tâche, mon ami, M. *Louis Horst*, pasteur à l'Église française de Saint-Nicolas; malheureusement, ce fidèle collaborateur ne resta pas longtemps à mes côtés, car, dès 1897, bien qu'il fût le plus jeune des sept théologiens alsaciens qui ont travaillé successivement à l'édition des *Opera*, il nous fut arraché, dans la force de l'âge. J'ai, dès lors, dû mener seul à bonne fin, l'entreprise commencée près de quarante années auparavant.

Aujourd'hui, grâce à Dieu, ce travail de longue haleine est enfin achevé. Les cinquante-neuf volumes in-quarto des *Opera* se partagent en trois groupes divers :

1° *Les écrits dogmatiques et théologiques de Calvin* (vol. I-X¹).

2° *Sa Correspondance* (vol. X²-XXI), comprenant 4271 lettres, parmi lesquelles plusieurs centaines qui sont adressées à Calvin ou s'occupent de lui; elles sont classées dans l'ordre chronologique, et accompagnées d'un commentaire perpétuel très détaillé. Il faut mentionner particulièrement le répertoire chronologique qui, sous le nom d'*Annales Calviniani* (633 colonnes), les complète en fournissant, d'une façon si précieuse pour l'historien, le détail presque journalier des faits et gestes du réformateur genevois.

3° *Les œuvres exégétiques et homilétiques* (vol. XXIII-LV).

Une introduction littéraire et critique précède le texte de chacun de ces écrits et oriente le lecteur sur ses origines, son but, son histoire et sur sa bibliographie complète. Chaque œuvre est publiée d'après l'édition la plus fidèle, avec toutes les variantes de quelque importance, et toujours dans la langue dans laquelle elle a été primitivement rédigée par l'auteur. L'*Institution* seule, à raison de son importance, a été reproduite à la fois en latin et en français.

Après ces trois divisions, les vol. LVI-LVII donnent encore la reproduction des textes bibliques utilisés par Calvin et qui constituent sa *Bible française*, avec de nombreuses variantes des différentes éditions des Saintes Écritures publiées du vivant du Réformateur.

Les deux derniers volumes LVIII-LIX contiennent d'abord, à titre de supplément, *treize sermons de Calvin*, dont l'édition originale n'a été retrouvée que tout récemment, puis un *Répertoire général* pour les 36 derniers volumes, dressé d'après le modèle du répertoire déjà publié pour les 22 premiers. On y trouvera la table complète des noms de personnes et de lieux, celle des matières et des passages bibliques, ainsi que des termes hébreux et grecs qui paraissent dans le texte, le tout en 432 colonnes. — On y trouvera enfin, outre l'indication du contenu de chacun des 59 volumes et le ré-

pertoire alphabétique des écrits de Calvin, *deux répertoires bibliographiques* d'une étendue considérable. Le premier donne au lecteur, en 151 colonnes, la liste chronologique des œuvres de Calvin, renfermant toutes les éditions et traductions publiées jusqu'à nos jours. Le second comprend, en près de 900 numéros, les ouvrages, mémoires et articles consacrés au Réformateur, à sa vie, à sa théologie, à son œuvre en général, le tout systématiquement classé et accompagné d'un index alphabétique des noms d'auteur.

Le premier volume de toute la série est orné du portrait de Calvin reproduit d'après un original de la bibliothèque de Genève.

Les éditeurs de Braunschweig se sont constamment appliqués à soigner l'exécution typographique des *Opera*, de même qu'ils ont toujours accueilli les vœux et les propositions des directeurs successifs de cette grande entreprise. Aussi les générations futures se joindront-elles à la génération présente pour les remercier d'avoir contribué, pour leur part, à ériger un monument digne de lui, au grand théologien du xvi^e siècle, au puissant législateur des Églises réformées, à l'écrivain qui figure à bon droit parmi les créateurs de la langue française.

ALFRED ERICHSON.

Strasbourg, 21 octobre 1900.

CORRESPONDANCE

Ancien cimetière huguenot de Mouchamps. — Un soc de char-rue défonçant une vigne phylloxérée a ramené à la surface une pierre tumulaire portant la date de 1653 et le nom de la famille noble huguenote — aujourd'hui en partie en Hollande — des *de Ladouespe*. — Cette petite découverte a permis de retrouver l'emplacement de a « piece de terre de cinq boicellées où estoit autrefois le cimetière de ceux de la religion prétendue refformée » de Mouchamps, qui avait été donnée à l'hôpital de Luçon, mais qu'on ne savait exactement où chercher. Ce n'est qu'en 1868 que les protestants de Mouchamps ont consenti à renoncer à l'habitude — résultat de l'intolérance cléricale — d'enterrer leurs morts dans leurs propriétés privées — et leur cimetière actuel se trouve tout près de l'ancien. (*Bull. évangél. de l'Ouest*, du 1^{er} déc. 1898.)

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

LES PASTEURS D'UNE ÉGLISE DES CÉVENNES

AU XVI^e SIÈCLE (1561-1605)

LASALLE (GARD)¹

Guillaume du Puy.

Le pasteur Guillaume du Puy que le Synode d'Anduze, en accordant son congé à Tourtelon, nommait à Lasalle le 8 août 1576, apparaît pour la première fois dans les registres des Synodes le 4 octobre 1570 comme ministre de Vézenobres, mais il faut remarquer que les procès-verbaux antérieurs à 1570 ne portent que des listes très incomplètes des ministres du Bas Languedoc. Nous ne savons d'où il était originaire, ni s'il était apparenté à une famille noble qui parmi ses membres comptait, en 1572, Clément du Puy, seigneur de Mourmoyrac. Guillaume du Puy était chargé, en même temps que de Lasalle, de la paroisse de Cognac², le pasteur Claude de Falgueyrolles ayant quitté son église pour desservir un an celle de Pezenas, le 1^{er} juillet 1576 (Synode d'Uzès). La tâche était lourde, les gages peu régulièrement payés, comme toujours; du Puy demanda son congé « pour la nécessité de son Église ». L'ancien de Cognac réclama son précédent pasteur, le Synode lui donna de bonnes paroles, mais les choses demeurèrent en l'état. Un an plus tard (Synode de Sommières) M. de Falgueyrolles fut envoyé pour six mois à Nîmes, une seconde fois du Puy demanda son congé.

1. Voy. plus haut, p. 561 à 581.

2. Il assiste au Synode d'Uzès avec deux anciens, l'un pour Lasalle, l'autre pour Cognac.

Quant à l'ancien de Lasalle, il vint déclarer que « l'Église n'avait moyen seule (?) d'entretenir M. du Puy » et constatant que, le pasteur « était mal disposé de sa personne... » à rester, il pria lui-même la Compagnie de « fere changement ». Le colloque d'Anduze auquel le Synode remit la décision finale libéra du Puy, qui cessa ses actes pastoraux au 27 décembre 1577. Nous ne le retrouvons qu'en 1581, date où il est donné à Villefort et au Bleymard. Enfin, en 1584 (Synode de Sauve), il était revenu à Vézénobres, son ancienne Église; il n'y était plus en 1594.

Guillaume André dit de Vilette.

Le nouveau ministre de Lasalle nous apprend lui-même dans quelles circonstances il fut nommé. « Au nom de Dieu », écrit-il au registre des baptêmes, « le mercredi 25 de juin (1578) je Guillaume André dit de Vilette ministre de la parole de Dieu à Saint-Marsal¹, suivant l'avis et ordonnance du colloque tenu à Sumène ledit jour, fus mis en liberté, et à la requête de l'Église de Lasalle et Colloque d'Anduze, feus envoyé audit Anduze, et là receu pour expédier ma charge de ministre de la parole de Dieu au lieu de Lasalle, le 26 dudit mois. » Peu de temps après sa nomination, il épousait Marie Boust, fille du pasteur Pasquier Boust, d'Anduze, l'un des premiers ministres des Cévennes. Dans le contrat (reçu par Sauveur de Bagars, notaire à Lasalle, le 28 septembre 1578) le nouveau pasteur est appelé Guillaume André de Vilette, et une adjonction marginale le dit « natif de la ville de Troyes en Champanhe ».

Nous savons qu'à la fin de 1556, un drapier de Troyes, Jean André, avec quelques-uns de ses compatriotes, avait cherché un refuge à Genève, après avoir été gagné aux idées nouvelles par l'évêque Carraciol, au retour de celui-ci de Venise². Au 19 août 1557, il figure au livre des bourgeois de

1. Saint-Martial, au-dessus de Sumène, est une des rares localités des Cévennes où, depuis la révocation de l'édit de Nantes, il n'y a plus un protestant.

2. Recordon, *Le Protestantisme en Champagne* (p. 37, 38).

Genève avec ses quatre fils : *Guillaume*, Jehan, Denis et Daniel; l'aîné est très probablement notre pasteur. D'où lui venait ce nom de de Vilette qui paraît avoir été à l'origine simplement emprunté? Faut-il supposer qu'il le tenait du hameau de Vilette, situé près d'Arcis-sur-Aube, à 25 kilomètres de Troyes? ou bien faudrait-il le rapprocher de celui d'un Cornille de Vilette, de Marigny, diocèse de Noyon, qui, en 1556 (7 décembre), la même année que Jean André, est inscrit au registre des bourgeois de Genève avec ses cinq fils? Dans son contrat, le ministre signe *A. de Vilette*; au bas d'autres actes on trouve simplement *de Vilette*, et les actes des Synodes ne le désignent jamais que de cette dernière façon.

L'acte de mariage de Marie Boust est rédigé dans les formes ordinaires. Maître Pasquier constituait en dot à sa fille « la somme de cent seize écus d'or sol (chacun comptant pour soixante solz suivant l'ordonnance) et deux tiers d'autre écu, trois robes et deux cottes, une de camelot de lisle rouge, et l'autre d'estamet blanc, plus un ciel de lict avec quatre rideaux, et quatre linceulx [draps], et deux coffres de bahuts; payable : la somme de cinquante escus¹ le jour présent, ensemble lesdites robbes, ciel de lict, rideaux, linceulx et coffres, et les autres deux cens livres restantz, dans dix et huict moys prochains ». Le contrat est daté du lendemain de la cérémonie religieuse, par une exception dont nous ne connaissons pas d'autre exemple, et il porte les signatures de M^e Claude Vincens, docteur en médecine, à Anduze, M^e Nycolas Roseau, « appoticaire dans la ville d'Anduze », sire Sauveur du Mas, marchand de Lasalle, qui l'année suivante fut élu au Consistoire « pour tenir la bourse des pauvres », et M^e Pierre de la Sale, qui, quelques années plus tard, est désigné comme « chirurgien » et qui fut également membre du Consistoire.

De Vilette eut trois enfants à Lasalle : Marie (née le 1^{er} juillet 1579), Anne (2 décembre 1580), et Jehan (21 jan-

1. Les 116 écus deux tiers font 350 livres tournois. M. le pasteur Hugues (*Histoire de l'Église réformée d'Anduze*, p. 48) nous apprend que l'Église de Pasquier Boust donnait à ses filles 50 livres de dot. Ne serait-ce pas 50 écus?

vier 1583); ce dernier fut présenté par noble Christophe de Barjac, sieur de Gasques, ministre au Vigan, et par Marguerite Chusse¹, femme de Pasquier Boust.

De Vilette dut accepter, comme son prédécesseur, de desservir Cognac. Le pasteur de Falgueyrolles, de Pézenas avait été envoyé à Nîmes et son séjour interrompu par une mission d'un an (1579) à Valleraugue, devait y être définitif. Sa première Église avait renoncé à le réclamer, elle le pria tout au moins, puisqu'il avait des intérêts dans la paroisse et que ses biens l'obligeaient à y revenir quelquefois, de soutenir un appel qu'elle adressa au Synode de Montpellier (1581). La compagnie, après information, dut renoncer à trouver le ministre demandé, et décida que « le premier accord fait entre les Églises de Lasalle et Cognac [subsisterait]², à savoir qu'en payant soixante livres M^r de Vilette irait prêcher un [dimanche] de chaque mois et deux mardis et le viendront quérir [à cheval]³ ». Des incidents de ce genre, et ils ne sont pas rares, nous apprennent que si, dans le premier mouvement d'enthousiasme de 1560 et de 1561, pour desservir les Églises nouvelles, un nombre suffisant de ministres s'était présenté, peu à peu, sous l'influence des persécutions et du malheur des temps, les vocations pastorales étaient devenues plus rares.

Le chiffre des paroisses était demeuré le même : les pasteurs manquaient. L'Église de Lasalle ne tarda pas à ressentir les effets de cette pénurie : au Synode d'Anduze (2 mars 1583), Montpellier réclama un troisième pasteur et « nommément M^r de Vilette ». L'ancien délégué refusa énergiquement de céder son ministre « protestant d'appeler » au Synode général. Le colloque d'Anduze, consulté, déclara à son tour « qu'il ne le pouvait permettre » et fit observer que d'ailleurs Montpellier avait refusé d'accepter deux pasteurs qui lui avaient été offerts. Le Synode passa outre et envoya de Vilette à Montpellier pour six mois, pendant lesquels le colloque prendrait soin que l'Église de Lasalle fût « pour-

1. M. F. Teissier (*Bull.*, 1898, p. 487), écrit *Chuste*.

2. Il manque deux mots dans le procès-verbal.

3. Cognac est sur un plateau, plus élevé que le vallon de Lasalle.

vue » et l'Église de Montpellier s'assurerait un pasteur définitif. Mais Montpellier tint bon. Un an après, au Synode de Sauve (2 mai 1584), le pasteur Payan demande une fois de plus M. de Vilette, et pour toujours « priant l'Église de la Sale, en la personne de l'ancien, ne luy refuser si juste demande ». L'ancien, Sauveur Dumas, qui avait été l'un des témoins du mariage de son pasteur, lui répliqua que Montpellier devait se tenir satisfait de ce qui lui avait été accordé et le renvoya « à l'Église de Genève, où il y a des escholiers ! » Le ministre Flavard, de Saint-André-de-Vauborgne, protesta encore au nom du colloque; de Vilette, consulté, répondit comme il avait fait précédemment « qu'il se soumettait au jugement de la Compagnie », en conséquence de quoi le Synode passant par-dessus les résolutions des assemblées inférieures donna de Vilette à la grande Église qui le réclamait « pour deux ans : dans lesquels si la Sale se peut pourvoir » (la phrase en dit long sur la rareté des ministres), « sera pour toujours à Montpellier ».

Fort heureusement, à la « distribution » des pasteurs entre les diverses paroisses, qui suivant l'usage termina le Synode provincial, Sauveur Dumas trouva un successeur à de Vilette..., mais ce fut en dépouillant une Église du pays bas au profit des Cévennes. M. Magnan, qui était conditionnellement à Saint-Laurent-d'Aigouze, réclamait son congé : l'ancien le demanda pour Lasalle. « Arresté que ledit frère ministre leur est octroyé suivant leur juste requeste, et que l'Église de St-Laurens est environnée d'Églises et de ministres voisins, de Vauvert, Aygues Mortes, les Margues, Marcellargues et Lunel, qui les visiteront et consoleront par tour, en estant requis. » Il est vrai que le Synode aurait aussi bien pu tenir le même raisonnement pour l'Église de Lasalle qui était entourée des ministres de Soudorgues, Saint-Hippolyte, Monoblet, Anduze, Saint-Jean et Saint-Martin... mais il s'agissait de couper court à un appel au Synode national que Sauveur Dumas avait fermement promis de rédiger.

Le 12 juin 1584, Magnan était à Lasalle; mais l'émotion provoquée par ce qu'on appelait un déni de justice (de Vilette avait été nommé pour *ministre perpétuel*) ne se calma

pas de si tôt. Un an plus tard quelques fidèles de l'Église envoyèrent au Synode de Montpellier un « appel touchant M. de Vilette ». Le Synode refuse d'examiner la plainte « vu que l'ancien [délégué] a charge toute contraire » et après avoir constaté que le bruit ne vient que de « quelques particuliers » il ordonne qu'ils seront admonestés au Consistoire, par M. Marion, le pasteur de Soudorgues, qui en reçoit charge. Ces « quelques particuliers » devaient être cependant assez nombreux, ou tout au moins assez remuants, car, à leur instigation, la communauté de Lasalle refusa de compter dans la somme due à de Vilette ce qui lui revenait pour le mois de mai 1584 qu'il avait passé dans l'Église après sa nomination à Montpellier. Le Synode dut intervenir, et ordonna expressément que les 25 livres tournois qui constituaient le douzième des gages du ministre lui seraient délivrées avec le reste, « autrement M^r Magnan désistara de prêcher ». La communauté mit-elle une mauvaise grâce particulière à s'acquitter de son dû ? Toujours est-il que le pasteur n'avait pas encore reçu le 15 avril 1587 l'arriéré de ses gages de 1584. De Vilette revint de Montpellier à Aulas¹. En 1587, il était à Valleraugue : nous l'y retrouverons.

Jaques Magnan — Anthoine Pépin.

Le pasteur Jaques Magnan était né à Courthézon, près d'Orange. Son nom était commun dans le Comtat Venaissin et la Provence, et Crespin² mentionne un Jaques et un Olivier Magnan, qui, venus à Manosque chez une de leurs parentes, furent tués hors de la ville après avoir reçu l'ordre d'en sortir. Nous ne savons rien des débuts dans le ministère évangélique du nouveau pasteur de Lasalle. Si, comme nous l'avons vu, il paraît avoir été accueilli avec une certaine froideur, par une partie de la population, nous devons noter que, le 22 octobre 1587, il inscrit sa signature au bas du testament de Sauveur Dumas, l'un des membres les plus considérés du Consistoire. La même année, de même que de

1. D'après M. F. Teissier (*Bull.*, 1899, p. 78).

2. Édition de Toulouse, III, p. 383. Le fait se place en 1561 ou 1562.

Vilette avait dû desservir l'Église de Colognac, Magnan se trouva chargé de celle de Monoblet.

Pendant que Lasalle avait changé quatre fois de pasteurs, le ministre de Monoblet, arrivé dans son Église trois mois après le début du ministère de Tourtelon, en 1562, y était encore en 1587. Antoine Pépin, originaire de Bernis près de Nîmes, et sur la personne duquel nous n'avons aucun renseignement, nous a conservé sur le premier registre des actes qu'il célébra à Monoblet, le récit de sa réception au ministère. Il avait eu le privilège d'être consacré par Viret, venu, comme on sait, à la fin de 1561, dans le midi de la France, et en particulier à Nîmes, pour y rétablir sa santé.

L'an 1560¹ et le dernier décembre, à la Requête de l'Eglise de Monoblet m'a esté balhé le 17 verset du 2 chapitre de l'Espitre saint Jaques par Monsieur Viret, Monsieur Mauget², lequel proposai le landemain devant lesd. Messieurs Viret, Mauget, ministres de la Parole de Dieu à Nîmes, à la maison de Monsieur Chabot, et avec i ceux estoit Monsieur Coppié ministre³, Monsieur Campagnan⁴, Monsieur Moynier aussy ministre⁵, Monsieur Davin le vieux, docteur et avocat⁶, Monsieur Chabaud⁷, le nepveu de Monsieur Viret⁸ et autres.

1. Il faut lire certainement 1561. L'erreur doit sans doute être mise au compte du copiste du xvii^e siècle.

2. Guillaume Mauget, arrivé à Nîmes le 29 septembre 1559. Il était probablement originaire de Valéry-en-Caux (D^r Puech, p. 88).

3. Antoine Coppié, avocat de Nîmes, mais étranger à la cité, avait été décrété de prise de corps le 20 mars 1560 (Puech, p. 139). Viret le consacra le 23 décembre 1561. Demandé au Consistoire de Nîmes à la fois par les Églises de Cardet et de Florac, il fut en 1562 accordé à Florac.

4. Sans doute Simon Campagnan, consacré par Viret le 23 décembre 1561, qui fut plus tard ministre à Nîmes.

5. Jean Moynier, consacré par Viret le 23 décembre, était en 1570 ministre à Marvejols.

6. M^e Jaques Davin, avocat, signe le 25 novembre 1560 un acte que passent les Réformés de Nîmes, à propos de l'amende de 6,000 livres « impaüsée sur ceux qui ont esté aux assemblées des ministres en la ville de Nîmes et villages circonvoisins » (Puech, p. 167).

7. Sans doute le même personnage qui est nommé plus haut Chabot. Un Tristan Chabaud, docteur, fils d'Antoine secrétaire de la maison consulaire, et de Françoise de Vaulx dont un pasteur de Saint-Hippolyte portait le nom, signe également l'acte mentionné ci-dessus.

8. A nous inconnu.

Le 6^e de Janvier accomença l'examen que firent Messieurs Viret, Mauget, la Chasse¹, Saralier², Campagnan et Moynier, à Monsieur Estienne eslu pour Bellegarde, à Monsieur Delpons eslu pour Beaucaire, au vicaire de Langlade lequel ne fut point eslu, et à moi eslu pour Monoblet, et dura jusques au 7^e du soir à 7 heures à laquelle heure Monsieur Viret nous imposa les mains. L'examen fut publié le 11 de janvier, j'alay faire 2 presches à Bernis le 12, un a Quisac [Quissac] en passant pour aller à Monoblet, et le 14 dudit mois commençay de prescher audit Monoblet.

L'an susdit et le premier jour de février³, Monsieur Viret me fiança avec Claude de Campagnan fille à Monsieur le lieutenant Campagnan⁴ et le lendemain comença le sinode Provincial a Nismes. L'an susdit et le 22 mars, l'espousay a Monoblet.

L'alliance du pasteur avec les Campagnan le rapprochait des familles nobles des Basses Cévennes. Sa belle-sœur, Estienne de Campagnany, était mariée à Pierre des Hours, de Calviac, et le 13 novembre 1564 à Lasalle, Pépin fut parrain de leur fille Marie. Les onze enfants du ministre de Monoblet eurent presque tous des parrains nobles⁵.

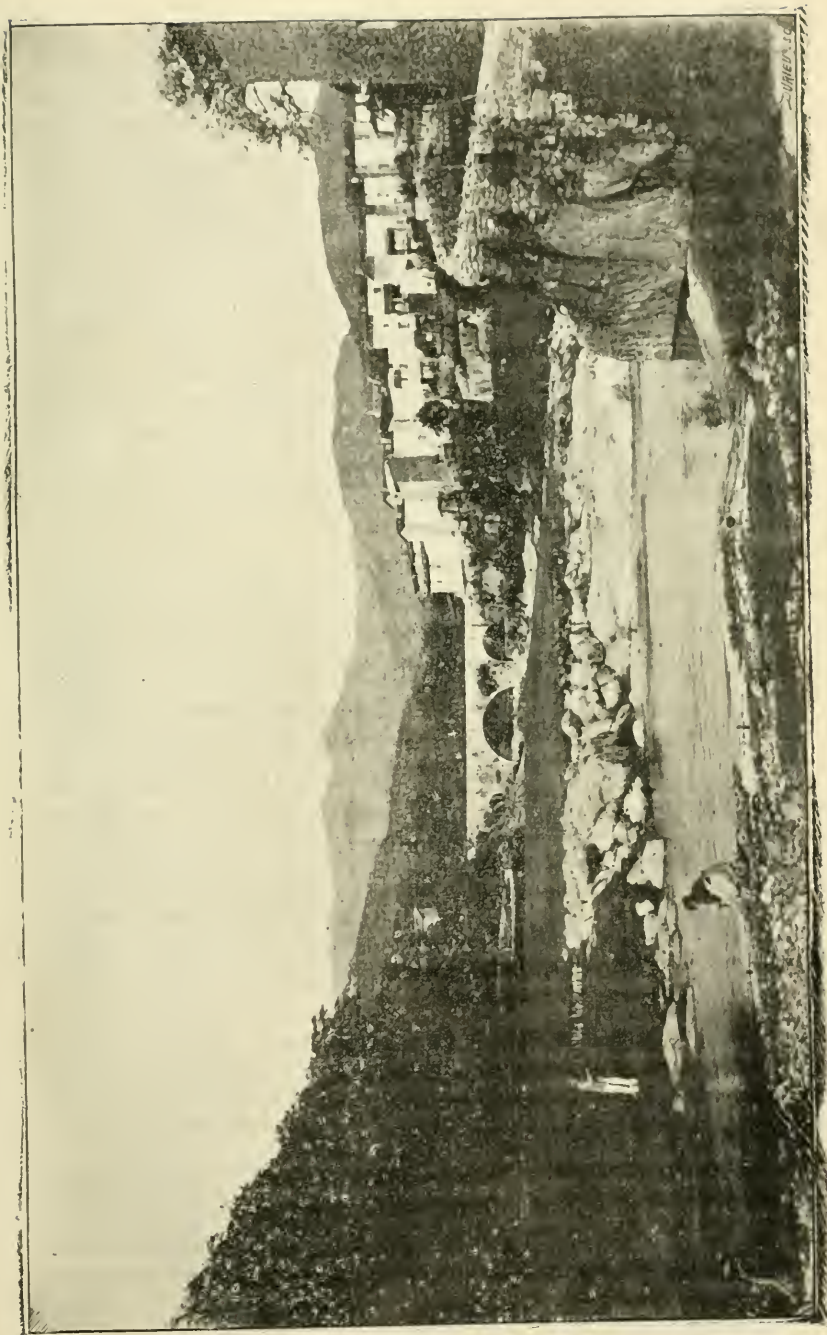
1. Ministre alors de Montpellier. M. Corbière (*Histoire de l'Église de Montpellier*) dit que son nom était Chassanion.

2. On pourrait lire Saralier. Le nom nous est inconnu.

3. C'est-à-dire le 1^{er} février 1562, en corrigeant la chronologie d'alors.

4. La femme du pasteur est désignée quelquefois sous le nom de Campagnany. Peut-être est-ce la forme féminine usitée. Mathias Campagnan « es droitz licencié », lieutenant de juge des conventions royaux à Nismes, avait, dit le docteur Pucch (p. 170, 89) une fille *Étienne* qui épousa le 29 septembre 1562 François Bonal, ancien consul de Nismes. Pépin inscrit sur son registre, au baptême de son fils Estienne, le 28 novembre 1574 « présenté par... Mademoiselle *Estienne* de Campagnan, de Calviac [Mariée à N. Pierre des Hours], *ma sœur* ». Il faut lire *ma belle-sœur*, sans doute, mais François Bonal ayant vécu jusqu'en 1593 et la supposition d'un second mariage de sa femme devant être écartée, faut-il croire que Mathias Campagnan avait deux filles du même prénom ? Une autre belle-sœur de Pépin, Anne Campagnan, était mariée à Sauve avec Jean Dedieu. Le pasteur Simon Campagnan était apparenté à la famille, mais nous ne savons à quel degré.

5. En voici la liste. Nous soulignons les noms de ceux qui vivaient en 1586, lors du testament de leur père : 1 Mathias (2 septembre 1564), présenté par son grand-père Mathias Campagnan ; 2 Marie (9 février 1567) ; 3 Suzanne (4 novembre 1569), présentée par Mons^r Campagnan, ministre, et Madame de Caizergues ; 4 Jean (14 avril 1572) « parin : Monsieur Raymond de Montvallant, lequel pour ce qu'il n'estoit point au pays le donna à Monsieur son frère, lequel le présenta avec Mad^{lle} Marguerite de



LASALLE. — LE PONT-VIEUX.

Plus favorisé que la plupart de ses collègues au point de vue de la fortune, Antoine Pépin, comme d'ailleurs le ministre de Soudorgues, Marion, mais dans des proportions autrement considérables, possédait dans sa paroisse des biens qui l'y retenaient. Les registres notariés de Lasalle contiennent de très nombreux actes d'achat du pasteur de Monoblet : il se préoccupait sans cesse d'accroître son domaine du mas del Puech, sur le chemin de Saint-Hippolyte, qu'en 1574 il avait acquis pour 1,400 livres tz, « maisons, jardins, preys, champs, olivettes, euzières, rouvières ¹, pastoralz, vignes, terres cultes et incultes ». Par un premier testament qu'il fit en 1586 ², et selon les formules ordinaires du notaire, il lègue 5 écus d'or sol à chacune des Églises de Bernis et Monoblet, institue sa femme légataire universelle et laisse à chacun de ses enfants qui vivaient alors, 200 livres tz.

Un événement imprévu vint bientôt troubler la vie tranquille du pasteur. « En l'an 1587 et à la fin du mois de novembre, écrit-il au registre de Monoblet, je Anthoine Pépin fus envoyé par le colloque tenu à Sauve à l'Eglise de Sumène, pour raison de l'insolance que la jeunesse de Monoblet avoit faite contre moy, comme appert par les actes dudit colloque. » Nous ignorons de quelle sorte était cette « insolance » ; le colloque, soit manque de pasteurs, soit désir de punir l'Eglise, ne désigna personne pour succéder au ministre. Le 6 juin 1588 devant le notaire Sauveur de Bagars sont présents les deux consuls de Monoblet, Guillaume Arnaud et Nicolas Duranc, et les trois consuls de Lasalle, M^e François Girbe, Jean Cabanis et Anthoine Morier (ce dernier, membre du Consistoire l'année même).

Vignolles, de Saint-Bonnet » : 5 *Etienne* (un garçon) (28 novembre 1574) « baptisé par Monsieur Vignolles [de Quissac], présenté par M. François d'Airebaudouze, seigneur et baron d'Anduze et président aux généraux à Montpellier, et avec, Mademoiselle Estienne Campagnan de Calviac ma [belle] sœur » ; 6 *Barthélemy* (29 juin 1577), « présenté par M^e Anthoine Barthelemy recepveur » ; 7 *Jeanne* (31 octobre 1579) ; 8 *Anthoine* (22 février 1582) ; 9 *Abigayr* (2 mars 1585), présenté « par ma nièce Abigañ Campagnan » ; 10 *Anne* (4 décembre 1591), baptisée par Mons^r Ricaud min. de Sauve ; 11 *Pierre*, sa dernière *fille* mentionnée dans son testament de 1603.

1. Les euzières sont des bois de chênes verts et les rouvières des bois de chênes blancs.

2. Le 8 septembre, Sauveur de Bagars, notaire.

« Scaichant, ainsi qu'ont dit, ledit lieu de Monnoblét estre destitué de pasteur, aiyant été privé par le colloque, dernier tenu à la ville de Saulve de M^r M^e Anthoine l'Épin leur pasteur et ministre, lequel auroit été mis et ordonné en la ville de Sumène, à cause de quoy iceulx demeureroient pryvés de l'exercice de la Relligion Réfformée, sans lequel ils ne pourroient demeurer ; scaichant aussi que par le colloque jeudy dernier tenu en ladite ville de Sumène avoir esté ordonné que ledit lieu de Monnoblét se joindroit avec l'Eglise dud. lieu de la Sale si elle y vouloit entendre, pour leur faire part de leur pasteur pour aller prescher audit Monnoblét, affin qu'ils ne feussent privés dudit exercisse de Religion.

A ceste cauze, et pour certaines considérations à ce les mouvans, qu'est de subvenir et assister les ungs aux aultres entre crestiens, mesmes (surtout) entre voysins, principalement d'une telle chose si sainte, lesdits... [consuls]... ont conveneu et accordé comme s'ensuit :

Premièrement, que M^r M^e Jaques Maignan, ministre de la parolle de Dieu dudit la Sale yra prescher audit lieu de Monnoblét, accompagné d'un antien du Consistoire dudit la Sale, deux presches le moys, au jour du dimenche, assavoyr ung dimenche matin et l'autre le soir, et d'autres jours sur sepmaine, comme sera advisé entre les Consistoires des d. lieux, et comme la nécessité le requera, chacun an tant que plaira ausd. Eglises, commansant la première année ce jour présant datte du présent contract...

Les consuls de Monoblét s'engagent ensuite à payer à ceux de Lasalle aux conditions qui précèdent, la somme annuelle de 100 francs d'argent, qui constituait exactement le tiers des gages du pasteur Magnan. Enfin un dernier point restait à régler ; Lasalle dépendait du Colloque d'Anduze, et Monoblét ressortissait à celui de Sauve : où siégerait le ministre qui desservirait les deux Églises ?

Item, aussi a esté de pacte que led. s^r Maignan ne sera d'autre colloque que du colloque d'Anduze, duquel est le lieu de la Sale, et bien pourra aller iceluy Maignan au colloque de Saulve, duquel est ledit lieu de Monoblét, où et quant y auroit ou surviendrait au Consistoire dudit Monoblét quelque chose qui ne se pouroit vuidier audit Consistoire, pour l'aler remonstrer audit colloque.

Les deux Églises avaient consenti à l'accord, celle de Monoblét par nécessité, celle de Lasalle, un peu, sans doute,

pour l'avantage pécuniaire qu'elle y trouvait; nous allons voir que ni l'une ni l'autre, ni surtout Magnan, ne furent disposés à le continuer longtemps.

Si nous comprenons bien le très succinct résumé des actes des Synodes, il semble que le pasteur de Lasalle, déjà mécontent de la façon dont ses gages lui étaient payés, n'ait accepté que de mauvaise grâce la décision du colloque relative au service de Monoblet. Au Synode de Nîmes (1588) il est « appelant du colloque, parce que son Eglise lui estant redevable de 150 livres... », le secrétaire n'a pas terminé la liste des griefs, et d'ailleurs l'ancien de Lasalle, Anthoine Baudoin crut couper court à la plainte du ministre en affirmant « lui avoir donné contentement avant de partir pour venir à la compagnie »; si bien que Magnan « leur a promis les servir toute sa vie ». La lecture d'une lettre de Bagnols, qui demandait au Synode les services du pasteur mécontent, obligea bientôt Baudoin à protester plus violemment. Il déclara « qu'il n'avait charge de consentir à aucun changement », « auquel si la compagnie entend », ajouta-t-il, et non sans raison, « est à craindre la ruine de l'Eglise, veu qu'on lui a osté M. Tourtelon et M. Vilette ». Le Synode se rendit à ses instances, envoya à Bagnols M. Chamier le fils, et laissa Magnan à Lasalle.

L'Eglise de Monoblet à son tour se laissa d'être desservie par un pasteur étranger. Antoine Pépin, qui revenait souvent chez ses précédents paroissiens pour des achats ou des ventes de terres, se réconcilia avec eux et fit décider par le Synode de Nîmes, le 5 mai 1590, que, dans les trois mois, il leur serait rendu. Séance tenante, l'ancien de Sumène, frustré, en appela au Synode national. Le pourvoi était suspensif; l'inévitable arriva: dès ce jour, Pépin fut mal vu dans une Eglise où il passa pour prêcher à contre-cœur; et un an plus tard, à Montpellier (1^{er} mai 1591), ce sont les anciens de Sumène qui réclament un autre ministre. Le colloque est consulté; il répond que du fait de l'appel, Pépin est pasteur de Sumène jusqu'au prochain Synode national, que d'ailleurs l'Eglise de Monoblet est pourvue; et les anciens de Sumène sont « censurés de demander autre pasteur contre leur protestation et appel ».

Enfin, l'Église de Lasalle qui persistait à ne pas payer à Magnan les sommes qui lui revenaient, fut, par le même Synode, privée pour six mois de son pasteur qui partit pour Bagnols, avec ordre d'y demeurer définitivement si dans les deux mois il n'avait pas reçu ses gages. Le malheur des temps, les violentes discussions de la communauté avec le « Rentier du bénéfice » catholique dont les revenus avaient contribué à l'entretien du pasteur, firent que Magnan ne toucha les 20 écus d'or à lui dus qu'en 1594 ! La sentence du Synode eut donc son effet et Lasalle demeura sans pasteur, desservie par Marion de Soudorgues, pendant que Monoblet faisait appel aux bons offices du ministre de Saint-Hippolyte, Fulcrand Laurens.

La situation heureusement ne se prolongea pas. Le Synode de Sauve (14 août 1591) décida que « Monsieur Pépin servirait les deux églises de la Sale et Monnoblet, et ferait résidence à la Sale ». Une telle proposition aurait dû au moins flatter l'amour-propre de l'ancien de Lasalle présent à la discussion, mais, fidèle interprète des désirs d'une Église qui se souvenait d'un de ses anciens pasteurs, il demanda « que M. de Villette leur soit rendu, vu qu'on leur a osté Mons^r Magnan, et que M. de Villette est leur naturel ministre ». Il usa d'ailleurs d'un autre argument ; de Villette avait été enlevé à sa paroisse des Cévennes au bénéfice de Montpellier : « sourty de Montpellier, il leur doit estre rendu ». L'ancien de Vallesraugue refusa ; comme il était à penser, le pasteur de Vallesraugue ne témoigna que peu d'empressement à accepter l'appel d'une communauté qui soldait si mal ses ministres, et la conclusion de tout ce discours fut que le Synode ordonna une fois de plus à Lasalle de payer à Magnan l'arriéré de ses gages avant l'arrivée de Pépin.

Sommes-nous à la fin de ces querelles ? pas encore. Antoine Pépin revint à Monoblet célébrer la sainte Cène de septembre 1591, et au 1^{er} octobre quitta définitivement Sumène ; mais, contrairement aux ordres du Synode, ce fut pour s'installer dans son ancienne paroisse. Les consuls de Lasalle, voulurent avoir le ministre chez eux ; ils louèrent le 20 mai 1592 « une moitié de maison et claux pour la bailher

à Monsieur Pépin ministre de la Parolle de Dieu de *Lasalle* », et deux mois après (27 mai 1592), l'ancien de l'Église député au Synode de Saint-Jean-de-Gardonnenque demanda que le pasteur « leur soit baillé entièrement ». La raison ? Avant de l'exposer, il pria la compagnie de faire sortir l'intéressé de la salle des délibérations, après quoi il déclara que « pour raison des biens que M. Pépin a à Monoblet, il y demeurera la plus grande partie de son temps ». Le Synode, comme on peut croire, passa outre. L'Ancien ne se tint pas pour battu, et sur la nouvelle qu'après avoir eu des discussions avec les fidèles de Bagnols et le pasteur Chamier, le dernier pasteur de Lasalle demandait son congé, et désirait aller à Orange, il « réclama » M. Magnan ! Peut-on s'étonner que la discussion se soit terminée non seulement par une censure à Magnan et à l'Église de Bagnols, mais par une admonestation à celle de Lasalle ?

Pépin demeura donc ministre de Lasalle et de Monoblet. Les choses allèrent tant bien que mal pendant un an, enfin, après une dernière contestation, au Synode d'Uzès (5 mai 1593) le colloque vint déclarer « du consentement des anciens, que M. Pépin servirait les deux Églises par moitié ; et dans six mois l'Église de Lasalle se pourvoira de pasteur, et lors, ledit M. Pépin retournera à Monoblet ». Le ministre n'attendit pas même jusqu'au terme fixé, et le 29 mai il cessa d'inscrire les actes au registre de Lasalle et rentra dans sa première paroisse. Après une vaine réclamation présentée au Synode de Nîmes (15 juillet 1593), l'Église de Lasalle réussit cependant le 19 mai 1594 à trouver un pasteur pour elle seule, le Synode lui accorda le vieux maître Robert Maillard.

Robert Maillard.

« Maistre Robert¹ » était de Manneville-la-Goupil, en Normandie². C'est certainement après avoir passé par Genève

1. Nous n'avons trouvé d'appellations de ce genre, dans les procès-verbaux des Synodes, ou dans les actes notariés, que pour le pasteur de Soudorgues M^e Barthelemy [Marion] et pour les trois premiers pasteurs des Basses Cévennes, M^e Olivier [Tardieu], M^e Pasquier [Boust] et M^e Robert.

2. Aujourd'hui arrondissement du Havre.

où en 1558 un Jean Maillart, de Manneville, demande à être reçu dans l'Église, qu'il vint dans le midi de la France. Plusieurs des ministres du Bas Languedoc étaient d'ailleurs de la même province que lui; de ce nombre étaient Des Loges, ancien ministre à Uzès, mort en 1570, Delaune qui à cette date était à Beauvoisin et Générac, et probablement aussi Mauget, de Nîmes¹. Maillard servit, lui, dans les Cévennes. L'*Histoire Ecclésiastique* le nomme à côté de Tardieu et de Boust, comme le premier « ministre » des vallées des Gardons. Il dressa en 1560 l'Église de Mellet (Mialet) et c'est sur le territoire de sa paroisse, au petit hameau d'Aigladines, qu'après la persécution du comte de Villars, les pasteurs se réunirent pour aviser aux moyens de relever les courages. Robert Maillard, à cette occasion, se chargea de visiter les Églises d'Alais, Uzès, Bagnols et le Pont-Saint-Esprit. Maître Robert était une des personnalités marquantes du corps des ministres du Bas Languedoc, et son nom revient fort souvent

1. Pour Mauget, voir plus haut une note. En ce qui concerne les deux autres, voici ce qu'on lit dans un procès-verbal de la classe de Nîmes du 29 août 1570 (Les *classes* sont des divisions ecclésiastiques intermédiaires entre les colloques et les synodes provinciaux, qui subsistèrent dans le Bas Languedoc jusqu'au 27 juin 1571). « M^r Delaune demande estre deschargé de son Église et de la province pour se retirer à sa maison, distant de son Église de Générac et de Beauvoisin de 20 lieues ou environ, sa femme estant près du lieu de sa nativité de 3 lieues, et aussi tant pour le regard de ses enfants et famille avant que Dieu le retirast de ce monde, qui pourroient tomber en extrême povreté, pour ne se pouvoir aider de son bien et de [celui] de sa femme. Joint qu'il a sur les bras les enfants de M. Deloges, vivant ministre d'Uzès, en grande povreté qui ont leur bien par delà.

La classe « lui permet de se retirer en sa province de Normandie, et en sa maison avec sa famille et celle de M. des Loges, à la condition de servir toujours au ministère ». Le pasteur « prie la compagnie escrire à son Église, pour la prier veoir la grande charge qu'il a, et de sa famille et de celle de M. des Loges, et que pour la conduire il luy faut beaucoup, de luy aider de quelque chose à fere le voiage ».

Le nom de des Loges est commun dans les environs de Caen, mais nous ne savons rien du ministre d'Uzès qui le portait. Quant au pasteur Guillaume de Laune, qui était docteur en médecine en même temps que ministre, une note de M. F. de Schieckler (*Les Églises du Refuge en Angleterre*, I, pp. 238 et 239) nous apprend qu'en 1580 il était ministre de l'Église française de Londres. Son fils Nathanaël, en 1604, fut pasteur à Dieppe (S. Hardy, *Histoire de l'Église protestante de Dieppe*). Le nom de Delaune est surtout fréquent dans le pays de Caux.

dans les procès-verbaux des assemblées ecclésiastiques du xvi^e siècle. Le Synode d'Uzès (2 mai 1582), après une accusation portée contre lui, et que le registre ne reproduit pas, « lui donna tesmoignage de sa fidélité et humilité en sa vocation, et que jamais on n'a aperçu en luy aucune marque d'ambition ». Sauf une absence d'un an que le Synode d'Anduze (8 août 1576) lui imposa au profit de l'Église de Lodève, il paraît être demeuré à Mialet jusqu'en 1588. A cette date il était à Saint-Germain-de-Calberte, et continuait à veiller aux intérêts des Églises des Cévennes; l'année précédente déjà, c'était lui qui avait reproché très vivement au ministre Moynier d'avoir sollicité un poste à Nîmes après la « dissipation » et le sac effroyable de son église de Marvejols, sans avoir demandé auparavant l'avis de son colloque. La paroisse de Saint-Germain, priée en 1590, de « continuer à Maître Robert l'entretienement de 400 livres » qu'elle lui devait, s'acquitta si mal de ses obligations que le Synode de Montpellier (1591) déclara d'emblée que le pasteur y demeurerait deux mois encore, au bout desquels « l'Église lui fera son devoir et lui baillera monture, après quoi il sera mis en liberté »; puis la compagnie se ravise, et jugeant selon l'avis du colloque, décide que « estant en liberté, il lui est permis de se retirer au colloque de la province qu'il lui plaira ».

Maillard demeura cependant à Saint-Germain, et l'Église même protesta violemment quand, en 1592 (Synode de Saint-Jean-du-Gard, 27 mai), le Bas Languedoc « le donna par prest à l'Église de Castres pour six mois ». En 1593, de même, quand le ministre (Synode de Nîmes) « dit avoir sa liberté et demande d'estre pourvu », le viguier de Saint-Germain qui représentait le consistoire, déclare « que le terme n'est pas encore expiré et qu'il reste cinq jours » à la communauté pour s'acquitter de sa dette. Le Synode le prend au mot et conclut « que si dans quatre jours que M^e Robert sera arrivé à son Église, l'Église ne lui fait devoir, est en liberté et le colloque se pourvoira ». L'ancien de Lasalle qui cherchait un pasteur trouva l'occasion bonne et réclama Maillard. Ce fut en vain : Saint-Germain le garda encore un an, et se fit représenter par lui au Synode de Nîmes le 19 mai 1594; mais le

colloque, cette fois, ayant proposé « qu'il trouvait bon de mettre M^r Junin [pasteur à Florac], à Saint-Germain, et M^e Robert à Florac », et l'ancien de Florac s'étant opposé au changement, maître Robert demanda lui-même « d'estre mis en distribution eu égard à sa vieillesse et aux difficultés des lieux et églises de Saint-Germain ». C'est alors qu'il fut « donné à Lasalle pour toujours ».

Le vénérable pasteur pouvait prévoir en arrivant à Lasalle que ce serait la dernière paroisse qu'il desservirait. Ses premiers compagnons d'œuvre avaient quitté les Cévennes. Pasquier Boust, le beau-père de de Vilette qui avait, en 1587, laissé Anduze pour Aulas et qui, en 1588, à ceux qui le réclamaient « comme leur premier père » dut répondre « qu'il ne pouvoit servir, pour sa vieillesse, à l'Église d'Anduze pour l'importance de l'Église, et que sa volonté ne s'y peut adonner », venait de couler des jours amers. Il avait eu la douleur de soutenir un procès avec son gendre, Jacques Flavard, d'Anduze, qui, autant qu'on peut le comprendre, demandait à se séparer de sa femme infidèle. Après enquête, le Synode de Montpellier (1^{er} mai 1591) déclara à Flavard « sa liberté par la parole de Dieu, pour l'effet de laquelle se retirera au magistrat¹ ». Maître Pasquier, après cette épreuve, demeura quelque temps encore à Aulas, mais en 1593 (Synode d'Uzès), il fit demander par son autre gendre, de Vilette, la permission de quitter le Bas Languedoc pour aller exercer son ministère dans une autre province. La requête fut accordée, le Synode fit prier Jacques Flavard « de se contenter de ce qu'il a eu de M. Pasquier sans le poursuivre de plus », et au Synode de Nîmes (19 mai 1594), le vieux pasteur, qui est désigné comme « ministre de Bergerac », « prend congé de la compagnie »².

Olivier Tardieu, le premier pasteur de Saint-Jean-du-Gard,

1. Il faut entendre sans doute que le Synode, d'après Matthieu XIX, v. 9, libère Flavard du serment de mariage et lui permet, par suite, d'en appeler au magistrat civil. Ce qui est certain, c'est que le mariage de Flavard était « consommé », et qu'il ne s'agit pas d'une rupture de fiançailles.

2. M. F. Teissier (*Bull.*, 1898, p. 487) note qu'on retrouve Pasquier Boust à Aulas en 1605, et qu'il y vivait encore en 1606.

qui, en 1590, se plaignait de « son infirmité » était descendu à Uchaud et Vestric; sa fille, Sara *de* Tardieu, que Robert Maillart avait « présentée » à Saint-Jean le 20 avril 1561, était mariée, à Lasalle même, avec Estienne Gimball.

Robert Maillard, arrivé à Lasalle à la fin de mai 1594, fit son testament, le 20 juin 1597, devant M^e Sauveur de Bagars. Il léguait aux pauvres de Lasalle six écus d'or sol, à Jean et Jeanne Bony (ou Bouny), enfants de feu Damaris Maillarde, sa fille, et de Jean Bouny, d'Anduze, 100 écus d'or chacun, sa filleule recevait 4 autres écus d'or, et il instituait légataire universelle sa femme Judith Verdelhanc, sœur d'un Daniel Verdelhan, de Thonas, près de Saint-Germain-de-Calberte. Un second testament du 23 juin 1602, fait et lu « dans le temple de la Sale » ne mentionne plus Sara Tardieu, et ne donne à Jean et à Jeanne Bonis qu'une pièce de terre « située au lieu del Poulvarel, le long du chemin d'Anduze à Lasale ». Enfin, par codicille du 23 décembre 1605, Robert Maillard « lègue en don à M^e Daniel Verdelhan, son beau-frère, un sien liet boys noir faict au tour, auquel il couche, garny de coites, traversins, couvertes, avec ses courtines et rideaux cadis, ensamble un grand coffre qu'il a boys noir, fermant à clef, neuf, tenant deux saulmées ou environ, que veult lui estre deslivré par Judich Verdelhanne, sa femme, hériitière ». Le vieux ministre ne put pas signer ce dernier acte « cauzant sa maladie », et il mourut le lendemain. Il avait servi quarante-cinq ans l'Église réformée de France. Le 7 août 1605, son successeur Antoine Rudavel inscrivait à son tour les baptêmes au registre.

Quatre ans plus tard, « M^r M^r Jean Bony, ministre de la Parolle de Dieu de la ville de Saulve », en son nom et au nom de sa sœur Jeanne, comme héritiers de Robert Maillard, reconnaissait avoir reçu de sa veuve « la moitié de tous et chacuns les meubles et livres contenus et descripts en l'inventaire des biens meubles dudit feu sieur Maillard¹ ».

A cette époque, le pasteur Antoine Pépin était encore à

1. Le registre des actes du notaire Pierre de Bagars, de Lasalle, pour l'année 1605, qui, à la date du 22 décembre contenait cet inventaire, n'a malheureusement pas été retrouvé.

Monoblet. Un second testament de lui, du 16 mars 1603, nomme ses filles Pierre, Anne, Jeanne (mariée à Pierre Audemar, de Monoblet) et Habigay (mariée à Jean Montboux plus jeune, de Monoblet également) et ses fils Anthoine, Estienne et Jean (l'aîné); sa femme vivait encore. Il commença un nouveau registre de baptêmes en 1610, après quarante-neuf ans d'un ministère dont il n'avait consacré que quatre ans à une autre paroisse que celle de Monoblet.

Le pasteur Barthelemy Marion, ministre à Soudorgues, depuis 1562, demeura cinquante et un ans dans sa paroisse. et ne mourut qu'en 1613.

La fin de trois des pasteurs que pendant ces longues années, depuis l'enthousiasme de 1560 jusqu'à la paix de l'édit de Nantes, nous avons vus se succéder à Lasalle, nous demeure malheureusement inconnue. La copie des Actes des Synodes du Bas Languedoc s'arrête à 1595. En 1594, Magnan était encore à Bagnols, et de Vilette, s'il fit une apparition à Durfort en 1593, rentra à Valleraugue l'année d'après.

CH. BOST.

Documents

DIX DES PREMIERS PRÉDICANTS APRÈS LA RÉVOCATION

SIGNALÉS AUX ARGOUSINS DE L'INTENDANCE DU LANGUEDOC

EN 1687

Ces signalements, dont l'intendant du Languedoc Bâville semble avoir eu la spécialité, étaient destinés, comme on le sait, à faire traquer et prendre les pasteurs du Désert par les traîtres ou par les malheureux que séduisait la prime offerte. Ceux qui suivent sont particulièrement intéressants parce qu'ils nous aident à nous représenter, très sommairement il est vrai, les hommes, fort peu connus encore, qui les premiers eurent l'audace d'agir comme si la Révocation n'était pas

une réalité tragique et toute récente. Il semble, en effet, qu'ils aient éprouvé le besoin de braver les effroyables mesures de proscription édictées contre ceux qui tenteraient de ressusciter le culte protestant.

M. F. Teissier, qui a copié ces « portraits » aux archives de l'Hérault (C 279), a bien voulu accompagner chacun de ces noms d'une notice précise qu'apprécieront tous ceux qu'intéresse la renaissance de ce que la Révocation et la multitude de ceux qui y applaudirent et l'exécutèrent tentèrent en vain d'écraser.

N. W.

PORTRAITS DES MINISTRES ET PRÉDICANTS (1687)

Vivens (François).

François Vivens, de Valleraugue, âgé de 27 à 28 ans, la taille petite et maigre, portant une perruque noire, poil châtain, les sourcils grands et épais, le visage ovale et basané, le menton pointu, le nez grand, les yeux de même et bruns, les joues enfoncées, deux os paraissant au haut des joues. Les jambes cagneuses, qui le font boiter en marchant, et les dents blanches ¹.

Vivens François, né à Valleraugue, dit *Bousquet*, prédicant dans les Cévennes, 1685-92; — Valleraugue et environs, 1685; — St-Jean-de-Gardonque, 1685; — St-Martin-de-Boubaux, 1686; — Cassagnas, 1686; — Environs de Florac, 1689. Tué dans une grotte à Carnoulis, entre Anduze et Alais, le 27 février 1692 ².

Lapierre (Charles, prédicant).

Charles Lapierre, cordonnier, du lieu de Lassale, âgé d'environ 33 ans, petitetaille, cheveux châtains et plats, le visage rond et assez blanc, un peu marqué de vérole, les yeux petits et gris, le nez assez grand et large, les dents mal propres ³.

1. Cf. *Bull.*, 1895, 328, où se trouve le même signalement mais répandu un an après.

2. Cf. *Bull.*, 1890, 153; 1891, 479, 613 et 639.

3. Cf. *Bull.*, 1892, 270, n. 2.

Céré (prédicant).

Céré, de Tornac, de médiocre taille, assez même, le visage rond, les cheveux gris et courts, âgé de 45 à 50 ans.

Céré, du lieu de Tornac, chantre et prédicant en 1686 (Arch. de l'Hérault C, 166). On ne sait rien de plus de lui.

Roman (Jean, prédicant).

Le nommé Romans, du Dauphiné, est de petite taille, le visage un peu brun, les cheveux noirs et peu frisés, vêtu d'une étoffe brune.

Roman, Jean, né à Vercheny, arrondissement de Die (Drôme), demeurant à La Motte-Chalengon. Se réfugia à Lausanne à la Révocation, où il resta deux ans et rentra en France et fut arrêté près de Barre (Lozère) le 5 février 1689, et emprisonné à Vébron; de là il fut transféré au fort d'Alais, où il resta huit mois. A la fin de l'année on le conduisit au château de Saint-Jean-de-Gardonnenque chez M. de Montvaillant où il fut condamné à être pendu le lendemain. Dans la nuit il réussit à s'échapper avec l'aide d'une jeune fille, *Mlle de Guichard*, fille de *Louis Guichard*, décédé pasteur de l'Eglise de Bréau, paroisse d'Aulas (en Cévennes), le 13 février 1681, et de *Suzanne Adgière*, originaire de Monoblet; et trois jours après, il convoqua une assemblée aux environs de Saint-Jean et continua ses périlleuses fonctions. Après avoir bravé le danger assez longtemps, il se retira à Genève en 1693, d'où il rentra de nouveau et fut arrêté à Camperos, près de Boucoiran, dans la nuit du 9-10 août 1699. Conduit à Boucoiran, à l'auberge de *La Croix-Blanche*, il fut délivré par une troupe de jeunes gens, parmi lesquels se trouvaient *Jean-Pierre Bernard*, surnommé *La Jeunesse*, soldat, de Marvéjols (Lozère), et *Pierre Bonnefous* dit *Boulenc*, de Cardet (Gard), qui furent seuls roués; les autres furent envoyés aux galères. *Roman* se retira en Hollande et n'ayant pu s'y établir, il passa en Allemagne, où il mourut pasteur de l'Eglise de Waldenbourg; il fut, avec *Ch. Lapierre* et *David Gazan*, dit *La Jeunesse*, un des rares qui échappèrent au martyre.

Durand-Font-Couverte (ministre).

Durand, ministre de Genouillac, a le visage brun, la barbe noire, avec une petite moustache et une verrue à la joue. Il porte une perruque fort blonde comme un abbé, il a un justecorps de bure, les manches bordées de galon vert, la culotte de chamois et les bas bruns.

Durand-Fontcouverte, ministre de Génolhac (Gard), réfugié en Suisse à la Révocation. Il était à Lausanne le 14 mars 1686, et fut au nombre des pasteurs des Cévennes et Bas-Languedoc qui adressèrent une lettre de condoléance à leur collègue *Isaac Teissier*, ancien pasteur de Saint-Roman-de-Codières (Gard), au sujet du martyre de *François Teissier*, ancien vignier de Durfort, son père. Durand rentra en France avec *Jean-Antoine Dautun*, ancien pasteur de Saint-Julien-d'Arpahon, et *Paul Bonnemère*, prêdicant de Montpellier.

Dautun (Jean-Antoine, ministre).

Dautun, ministre de Chamborigaud, est bien fait, d'une taille au-dessus de la médiocre, âgé de 37 ans, ayant les joues vermeilles. Il porte un justecorps de bure, dont les manches sont bordées d'un galon vert. Il a une perruque blonde nouée, la barbe blonde, avec une petite moustache, ses culottes sont de chamois et ses bas bruns.

Dautun, Jean-Antoine, pasteur de Saint-Privat-de-Vallongue (Lozère), né à Portes (arr. d'Alais, Gard), mort à Francfort-s.-le-Mein en 1714. Après avoir desservi Aigremont, 1671-73; — Saint-Julien-d'Arpahon, 1674-78; — Saint-Privat-de-Vallongue, 1678-83, fut poursuivi devant le présidial de Nîmes et condamné par défaut, le 3 juillet 1687, ainsi qu'*André Vial*, pasteur de Bréau, paroisse d'Aulas, *Pierre-Henry Gally-de-Gaujac*, pasteur de Mandagout, *Isaac Teissier*, pasteur de Saint-Roman-de-Codières, *Étienne Grongnet*, pasteur de Saumane, *David Mazel*, pasteur de Gabriac, *Jean Courdil*, pasteur de Vestric, *Pierre Boyers*, pasteur de Canaules, *Pierre Astruc*, pasteur d'Aigremont, et *Charles Rossel*, pasteur d'Avèze, à être pendu et ses biens confisqués; mais ils avaient pris la fuite pour éviter le supplice et s'étaient ré-

fugiés: *André Vial*, à Genève, où il était en même temps que *Corteiz l'oncle*; — *Henry Gally-de-Gaujac*, mort à Londres en mars 1742; — *Isaac Teissier*, mort pasteur à Begnins, en Suisse, en 1749; — *Étienne Grongnet*, de Cassagnoles, se réfugia on ne sait où; — *Maïel, David*, pasteur de Gabriac, de Saint-Hippolyte-du-Fort, mort à Londres; — *Courdil, Jean*, de Nîmes, pasteur de Vestric, conduit en Danemark en 1689; — *Boyers, Pierre*, pasteur de Canaules, né au Vigan, cousin de *L. de Guichard*, au Refuge en 1698; — *Astruc, Pierre*, de Sauve, pasteur d'Aigremont, apostat en 1685, père du fameux médecin *Astruc*; — *Rossel, Charles*, né à Anduze, pasteur à Avèze, fils de *Josué Rossel*, pasteur du Vigan, et de *Marguerite de Cahours*.

Daudé (Jean, sieur d'Olimpies, ministre).

Le sieur J. Olimpe, est d'une taille assez grande et déliée, chauve, âgé d'environ 53 ans, les yeux brillants et enfoncés, le nez aquilin, le front assez large, les cheveux grisons, ou avec perruque.

Daudé, Audibert, sieur d'Olimpe ou Olimpio, né à Alais, pasteur à Saint-Paul-La-Coste, Soustelle et Cendras, 1664. Fut un des chefs du parti des zéloteurs et n'hésita pas à se faire connaître dans l'assemblée de Cognac. Poursuivi comme ayant pris part au projet de *Claude Brousson*, il fut condamné par défaut, le 3 juillet 1684, avec ses collègues *Josué Rossel*, pasteur du Vigan, et *Jean-Antoine Privat, sieur de Larouquette*, pasteur de Monoblet (Gard), originaire du Collet-de-Dèze, à être rompu vif, tous ses biens confisqués. *D'Olimpies* se réfugia à Schaffhouse de 1685 à 1689, et dans le Wurtemberg en 1690. *Larouquette* était le beau-frère de *Jean de Laporte*, pasteur du Collet-de-Dèze, époux d'*Espérance de Privat*, fille de *Jean de Privat, sieur des Abrits*, et de *N. de Brueis*.

Modens (Jean, ministre).

Le sieur Moudens, âgé d'environ 64 ans, est d'une taille avantageuse, un peu voûté, un visage assez large, rempli et assez bien fait,

les cheveux presque tous blancs, les yeux gros et mornes, un corps fort rempli et gros.

Modenx ou Moudenx, Jean, ministre de Marsilhargues, né à Layrac (Haute-Garonne), étudiant à Montauban en 1648 (*Nicolas*, p. 409), admis au ministère par le synode du Bas-Languedoc de 1654 et placé à Clermont-de-Lodève, 1654-62; — Poussan, 1663-66; — Lunel, 1666-75; — Marsilhargues, 1677-85. Il se maria deux fois : 1° avec *Madon de Jolly*, décédée à Lunel le 8 août 1666, inhumée le 9, âgée de 30 ou 35 ans; 2° et en 1667 avec *Jeanne Montels*. Poursuivi au sujet du projet de *Claude Brousson*, il fut condamné par défaut, le 24 juin 1684, à l'interdiction pour toujours et au bannissement de la province pour cinq ans; il passa en Suisse, à Lausanne, 1688; — Berne, 1688-89.

Causse (proposant).

Le sieur Causse, de Montpellier, proposant et reçu ministre dans les pays étrangers, âgé d'environ 28 à 30 ans, de médiocre taille, le visage assez plein, rond et uni, le poil châtain.

La Borie (Daniel) ¹.

Ministre d'Uzès, né à Uzès, fils de M. Emmanuel de La Borie et Anne Girard, marié le 16 avril 1671, avec D^{lle} *Marie Danorel*, fille de M. Pierre D. et D^{lle} Louise de Moshin, d'Uzès, contrat Reboul, notaire d'Uzès. Pasteur à Vals 1669-75; — Uzès 1677-85. Poursuivi au sujet du projet de *Claude Brousson*, avec *Jacques Peirol* et *Charles Icard*, ministres de Nîmes, il fut condamné, par défaut, le 24 juin 1684, jugement qui ne fut exécuté qu'en effigie, le 3 juillet suivant, *La Borie* à être rompu vif, puis *Peirol* et *Icard* à être pendus, les biens de tous les trois confisqués. *La Borie* était réfugié à Lausanne 1686-96, où il fut un des signataires de la lettre de condoléance, adressée le 14 mars 1686 par des pasteurs du Bas-Languedoc et Cévennes, à leur collègue *Isaac Teissier*, ancien pasteur de Saint-Roman-de-Codières, au sujet du martyre de François Teissier, ancien viguier de Durfort, son père. Daniel Laborie est mort en 1703.

1. Le signalement de La Borie manque.

La Brune (François, ministre).

Le sieur La Brune, ci-devant ministre à Cournonterral, natif de Lunel-la-Ville, âgé d'environ 38 ans, d'une médiocre taille, le visage brun, le nez court, les cheveux noirs et courts, d'un tempérament assez paisible, affectant de parler d'un style poli, et composé dans ses manières d'agir.

La Brune (de), François, pasteur de Mus, né à Lunel, immatr. à Genève en 1640 (*Livre du rect.*, p. 113), consacré en 1642. A été successivement pasteur à Aubais, 1642-44; — Aiguesmortes, 1645-53; — Aimargues, 1653-54; — Florensac, 1654; — Les Cournons (Cournonterral et Cournonsec réunis), 1656-62; — Cournonterral (seul), 1660; — Codognan, 1662-66; — Lussan, 1666-67; — Nages, 1667-69; — Bernis, 1669-71; — Mus, 1671-85. *La Brune* se réfugia en Suisse à la Révocation et on l'y trouve en 1686, puis à Amsterdam en 1688. Il avait épousé *Marguerite de Rodille* (Rodil). Le synode du Bas-Languedoc ayant admis définitivement *Antoine Grizot*, ministre du Caylar, originaire de Nîmes, ordonna qu'il serait consacré par *François de La Brune* et *Jean Sigillory*, ministre d'Aimargues, ce qui eut lieu le 10 janvier 1649. *La Brune* mourut au Refuge en 1703.

Dubruc (François, de Ganges, ministre).

La Bruque, ministre d'Aulas en Sevelles, âgé d'environ 50 ans, d'une taille plus que médiocre et gros, visage plein et gravé de la petite vérole, d'un teint élevé, les cheveux crépés et grisonnants, un grand et gros nez, assez bien fait et d'une voix fort éclatante.

Dubruc ou De Bruc, aliàs Labruque et De Bruco, François, ministre d'Aulas, né à Ganges (Hérault), fils de *Jacques Dubruc*, pasteur de Ganges, mort pasteur à Anduze le dimanche 17^e jour de mars 1652, et de *Isabeau Salvaire*, étudia la théologie en décembre 1668, fut reçu ministre avec *Estienne Grongnet*, fils cadet du pasteur *Charles Grongnet* et *Françoise de la Fuye*, en même temps que *Jean Pagézy*, de Saint-André-de-Valborgne, par le synode tenu à La Salle en juin 1672 et placé à Bagard, où il épousa le 12 décembre même

année, béni par *Pierre de Sostelle*, pasteur de Saint-Félix-de-Pailhères, d^{lle} *Dauphine de Coste*. *F. Dubruc* se remaria à Nîmes le 9 avril 1675, mariage béni par le pasteur *Elie Cheiron*, avec Gabrielle Alibert et fut pasteur à Aigremont près Anduze, 1675-76. Au bout d'un an à peine, il fut cédé à l'Église d'Aulas, 1676-85. Poursuivi devant le présidial de Nîmes au sujet du projet de *Claude Brousson*, il fut relaxé par jugement du 3 septembre 1685. Il se réfugia en Suisse et rentra en 1689 avec *Brousson* et autres, prêcha quelques mois aux environs de son ancienne Église d'Aulas, mais, effrayé par les poursuites des agents de Basville, il s'empressa de fuir et alla mourir un peu plus tard dans le Wurtemberg (Voy. Haag).

Durand (Jean, ministre).

Le sieur Durand, de Montpellier, ci-devant ministre de Saint-Jean de Védas, âgé d'environ 45 ans, de médiocre taille, assez gros, visage rond et rempli, une cicatrice au milieu du front, les cheveux fort noirs, les yeux gros et brillants, et d'un tempérament bilieux.

Durand, Jean-François, ministre de M. de Saint-Jean-de-Védas, né à Montpellier, imm. à Genève en 1661 (*Livre du rect.*, p. 156), consacré en 1675. Pasteur de M. de Saint-Jean-de-Védas, 1675-76; — Uzès (prêté pour deux ans), 1679-80. — *Durand* épousa, le 25 février 1680, d^{lle} *Anne de Brueys-Fontcouverte*, fille de *Daniel de Brueys-de-Fontcouverte* et de *Françoise de la Cour-Malerargues*. Il fut interdit de ses fonctions en 1676.

FERD. TEISSIER, archiviste.

Mélanges

CHRISTOPHE-PHILIPPE OBERKAMPF

(A PROPOS DE SON MONUMENT ET DE SES HABITATIONS A JOUY)

On a inauguré le 28 octobre 1900, à Jouy-en-Josas, un monument élevé à la mémoire du grand industriel Oberkampf. Il appartenait à une famille ancienne et nombreuse

dont l'histoire a été soigneusement écrite et superbement publiée par un de ses membres¹. Elle était originaire des provinces rhénanes et l'une de ses branches, émigrée à Zurich, se rallia à la Réforme dès les premières prédications de Zwingli. *Henri Oberkan* servit dans les régiments suisses au service de France depuis 1659 jusqu'en 1689; il se retira alors, à cause de la persécution. Il avait épousé Mlle de Saint-Delys, d'une illustre famille protestante de Picardie.

Une autre branche, établie à Vernigerode, est celle à laquelle se rattache la famille française actuelle. *Christophe-Philippe Oberkampff* naquit en 1738, à Wiesenbach, dans le marquisat d'Anspach, où son père était teinturier. Il le suivit à Aarau et vint en France en 1757². Deux ans après, un édit de Louis XV autorisa précisément la fabrication des toiles peintes, jusqu'alors prohibée.

En 1760 Oberkampff, pour être à proximité de la capitale, et cependant à l'abri des indiscrets, installa un modeste atelier à Jouy-en-Josas, village situé dans la charmante vallée de la Bièvre, au sud-est de Versailles. Le dessin reproduit ci-contre est dû à la plume de M. Oberkampff de Dabrun. Il représente la *maison du Pont de pierre* telle qu'elle était encore en 1868. Oberkampff l'avait achetée 300 francs. Une plaque de marbre avec cette inscription : « C.-P. OBERKAMPFF, 1760 » rappelle que là fut imprimée la première pièce de toile par Oberkampff lui-même. Une de ses filles, Mme Jules Mallet, a fait de cette maison une salle d'asile.

Plus tard fut construite la maison dite du *Jardin anglais*, qui a été récemment transformée en mairie et sur laquelle on a placé l'inscription suivante : « Cette maison fut bâtie en « l'année 1765 par C.-P. Oberkampff, fondateur de la manufacture de toiles peintes de Jouy. Il y demeura jusqu'à sa « mort le 4 octobre 1815. »

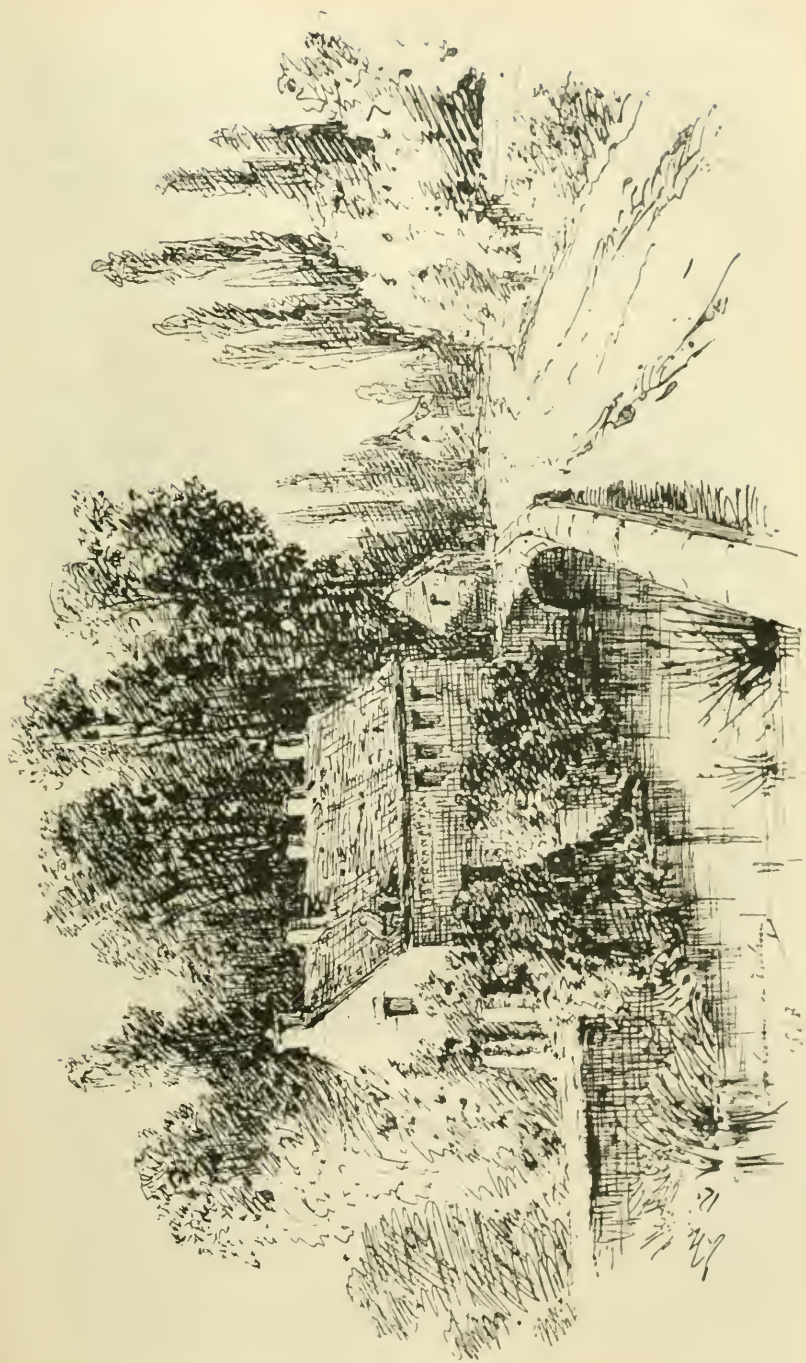
1. Em. Oberkampff de Dabrun, *Notice sur la famille Oberkampff, son origine, modifications du nom, ses différentes branches*. S. l. n. d. In-4°, tiré à cent exemplaires et orné de nombreuses illustrations.

2. Voir les notices par MM. Labouchère (1866), de Salvandy, de Triqueti, Douen (*Encyclopédie des sc. rel.*, t. IX, 1880), la *France protestante*, et les recueils de biographies générales.

A l'Exposition universelle de 1900 (Groupe XIII, Fils et tissus, exposition rétrospective, classe 82) une vitrine renfermait divers souvenirs d'Oberkampf et une riche collection des plus admirables *toiles de Jouy*. Dans une des premières expositions industrielles du xix^e siècle, en 1806, elles avaient obtenu la grande médaille d'or.



On sait que l'établissement de Jouy fut déclaré manufacture royale en 1783; son fondateur, qui avait été naturalisé en 1770, fut anobli en 1787. Le conseil général de Seine-et-Oise, en 1791, voulut lui élever une statue, mais Oberkampf s'y opposa, comme, en 1804, il refusa le titre de sénateur. En 1806, Napoléon, visitant la manufacture, détacha sa propre croix de la Légion d'honneur et la remit au « seigneur de Jouy » en disant que nul n'était plus digne de la porter. C'est



PREMIÈRE HABITATION D'ORIKAMPF, A JOUY.

cette croix en or avec la rosette d'officier qu'on a pu voir à l'Exposition de 1900; elle est figurée sur le monument qui surmonte la tombe d'Oberkampf, enterré à Jouy, en 1815, dans une sépulture de famille au parc du Montcel; mais là elle porte l'effigie d'Henri IV, le monument ayant été construit après la Restauration. Un dessin d'Isabey représentant la scène de la décoration se trouve dans les galeries de Versailles; deux beaux portraits ont été peints par Boilly et Gérard.

Le buste de marbre érigé dans le jardin de la mairie de Jouy par souscription publique, à la suite d'un vote du conseil municipal en date du 8 août 1899, est l'œuvre de M. Puech¹. Il fait admirablement revivre la physionomie énergique et douce d'Oberkampf. Sur une des faces du socle en pierre blanche on a reproduit les vers déjà gravés sur son tombeau, et faits à l'occasion de sa mort par un ami de la famille :

Bienfaiteur adoré d'un peuple industrieux
Qu'à d'utiles travaux animait sa présence
Il ne put faire un pas sans voir en chaque heureux
Son ouvrage et sa récompense.

A la cérémonie d'inauguration assistaient plusieurs descendants d'Oberkampf et membres des familles alliées : Feray, Widmer, Mallet. Ces derniers habitent encore la vallée de Jouy où ils ont fait élever un temple en 1865. Des discours ont été prononcés par MM. Moore, maire de Jouy; Haussmann, député; Rudelle, conseiller général; Legrand, sénateur. Le baron Oberkampf a terminé en évoquant d'une manière saisissante « l'ombre de son aïeul glissant sur cette vallée de Jouy qu'il a tant aimée... : Oui, songerait-il, cet hommage dont j'ai refusé, de mon vivant, de me laisser accabler, je l'accepte, et j'en remercie mes compatriotes et mes descendants, si mon souvenir peut demeurer un gage de solidarité humaine, s'il peut, comme je l'ai tant voulu, panser

1. Voir le *Courrier de Versailles et de Seine-et-Oise*, n°s des 27 octobre et 3 novembre 1900, et le *Christianisme au XIX^e siècle* du 9 novembre.

quelques plaies, éteindre quelques haines, et si l'enseignement qu'en tireront les générations à venir est simplement celui-ci : « Paix sur la terre et bonne volonté envers les hommes. »

JACQUES PANNIER.

SÉANCES DU COMITÉ

3 juillet 1900

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, P. de Félice, Armand Lods, W. Martin, F. Puaux, R. Reuss, A. Sabatier et N. Weiss. M. Th. Du-four se fait excuser.

Bulletin. — En communiquant le sommaire du numéro de juillet, le secrétaire annonce deux études d'une certaine importance pour l'histoire de la Réforme sous François I^{er}. La première est d'un professeur, M. Ch. Bourrilly, qui a fait ses premières armes dans le *Bulletin*, sur les essais de concorde et l'appel de Mé-lanchton. en France, en 1535. La seconde est l'analyse, rapprochée des événements contemporains. de la correspondance qui dura pendant près de quatre années entre Guillaume Brignonnet et Marguerite d'Angoulême et qui nous initie aux premiers efforts et à la nature même de la Réforme française à ses débuts.

Une conversation s'engage ensuite à propos d'une lettre d'un pasteur demandant des publications pour la jeunesse destinées à être distribuées lors de la *Fête de la Réformation*; M. Puaux rappelle qu'il a publié dans le temps quatre récits historiques de ce genre que la Société des Traités fit paraître et qu'on peut encore se procurer, ainsi que certaines brochures de M. de Triqueti (*Les ouvriers selon Dieu*), de M. Puaux père, de M. C. Rabaud (*La Révocation et les enfants*). D'autres proposent un almanach, ou, comme M. W. Martin, que la question soit mise à l'ordre du jour et sérieusement envisagée et étudiée pour qu'on ne nous reproche pas de ne travailler que pour les savants.

Le président signale dans l'exposition rétrospective du palais des armées de terre et de mer une belle peinture représentant Coligny dans la force de l'âge et un crayon du xvi^e siècle représentant d'Andelot, — et dans le pavillon de la ville de Paris, section de

l'Assistance publique, un registre d'abjurations faites à l'Hôtel-Dieu. — M. W. Martin demande l'origine et le sens d'un lieu dit qui figure dans un ancien plan de Paris, au milieu de la plaine Monceau avec cette désignation *La remise aux huguenots*. — Enfin le président annonce qu'après avoir été visitée par M. le ministre de l'instruction publique, la vitrine de notre Société au Champ-de-Mars a été examinée attentivement par le jury et que c'est pour cette raison que la séance du comité qui aurait dû avoir lieu en juin a été reportée au mois de juillet.

Bibliothèque. — Elle a reçu du président deux manuscrits : une copie des *Consolations contre les frayeurs de la mort de Drelincourt*, deux volumes ayant fait partie de la *Bibliothèque de la chevalière d'Eon*, transformés à l'usage des catholiques, et un *Recueil d'ordonnances, d'édits, de déclarations, d'arrêts du Conseil du Roy et du Parlement rédigés en forme de Dictionnaire sur ceux de la Religion Prétendue Réformée*; plus une série importante de portraits rares, entre autres de Calvin, et de gravures. — Mme Alfred André a apporté un faux autographe de Calvin. — Le secrétaire montre la photographie d'une vue intérieure du temple de Charenton, encore inédite, qu'il espère insérer dans un des prochains numéros du *Bulletin*, et transmet, de la part de M. le pasteur Ch. Frossard, la photographie d'un charmant portrait de Jeanne d'Albret, peinture à l'huile ayant appartenu à la maison de Gramont et sur laquelle se lisent clairement ces mots : *Jehanne de Foix et de Béarn*. — Enfin M. le doyen Sabatier offre un exemplaire de ses *Lettres du Dimanche* qui ont été tirées à part, mais non mises dans le commerce.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Les débuts des guerres de religion, Orléans, 1559-1564, par Bernard de Lacombe; — L'assassinat de François de Lorraine, par le baron de Ruble; — Michel de l'Hopital avant son élévation au poste de chancelier, par E. Dupré-Lasale; — Michel de l'Hopital et la liberté de conscience en France, au XVI^e siècle, par H. Amphoux.

Je n'ai pas voulu parler du livre de M. Bernard de Lacombe sur *Les débuts des guerres de religion à Orléans*¹ avant de l'avoir lu entiè-

1. *Catherine de Médicis entre Guise et Condé*, un volume de 412 p. in-8°. Pa-

rement et attentivement. L'auteur est élève de l'école des chartes, et si ce n'est pas la première fois qu'un élève de cette école, vouée surtout au moyen âge, consacre sa thèse à l'étude d'un point d'histoire du xvi^e siècle, c'est presque la première fois que le grand public est appelé à l'apprécier.

M. de Lacombe a cherché, en utilisant les documents locaux, à retrouver la physionomie originale d'Orléans à cette époque troublée, et à écrire, par conséquent, sur un sujet souvent traité déjà, un livre nouveau. A certains égards, il y a certainement réussi. Jusqu'ici, en effet, on nous a presque toujours raconté ces événements d'après les dépêches des ambassadeurs étrangers ou les correspondances des principaux acteurs. Je crois qu'on a été trop loin dans cette voie inaugurée par le célèbre historien Léopold de Ranke. Lorsque, par exemple, on parcourt certaines pages des volumes de M. de Ruble, on dirait qu'il n'y a moyen de connaître les faits qu'en consultant les dépêches espagnoles ou italiennes. On ne se préoccupe pas assez, dans ces textes et, en général, dans tous les documents contemporains, de faire le départ entre les récits ou allégations de témoins oculaires dignes de foi, et des racontars qui ne valent pas plus que nos échos d'aujourd'hui.

Grâce à la chronique orléanaise de la première guerre de religion que M. de Lacombe a essayé de dégager, jour après jour, des témoignages contemporains¹, on voit très bien que la retraite de Condé à Orléans a été un coup de tête plutôt qu'un acte prémédité et préparé; — que, pendant plusieurs semaines, cette petite armée improvisée et ses chefs restèrent sur le qui-vive, comme s'ils avaient espéré pouvoir éviter de combattre; — qu'enfin ils ne se résignèrent à cette dernière alternative qu'après avoir laissé passer le moment favorable de tirer parti de leur situation par une offensive hardie. Il fallut alors s'organiser à la hâte en vue d'un siège qu'on ne prévoyait nullement au début, préparer une résistance prolongée dont presque tous les éléments faisaient défaut, etc. Cette esquisse de la réalité que laissent entrevoir les documents essentiellement orléanais, diffère sensiblement de celle qu'on trouve dans la plupart des livres qui nous racontent les mêmes événements.

ris, Perrin, 1899. — Ce sous-titre, plus apparent que le titre inscrit en tête de l'article, a sans doute été imposé par l'éditeur. Un bon index serait très désirable.

1. A bien peu d'exceptions près, ces témoignages font ressortir l'exactitude et l'impartialité du récit capital de l'*Histoire ecclésiastique* dont le principal rédacteur, Th. de Bèze, était alors à Orléans.

M. de Lacombe a donc réussi à renouveler son sujet. Son récit est-il définitif et vraiment impartial? J'ai le regret de ne pouvoir l'affirmer. Lisez l'introduction qui résume à peu près ce que l'on sait sur l'origine de la Réforme à Orléans. Vous y trouverez énumérées toutes les causes du conflit qui allait déchirer la France, sauf une seule, la principale, c'est-à-dire l'impossibilité, pour les âmes sincères et religieuses, d'accorder l'Évangile avec la religion telle qu'elle était alors pratiquée. Si, après le peuple, la noblesse finit par se laisser gagner, c'est qu'appauvrie, elle « cherchait les moyens de reprendre puissance et fortune » (p. 4 et 159)¹. — Si le clergé, qui, mieux que personne, connaissait les abus et ce que la Réforme leur opposait, hésitait entre celle-ci et ceux-là, c'était « dans une indécision aigre et vague » (p. 23)². — Bien qu'au témoignage de tous les contemporains et surtout du plus impartial d'entre eux, de Thou, la conjuration d'Amboise ait été un soulèvement politique contre l'usurpation du pouvoir par les Guises et contre leur rapacité, soulèvement auquel s'associèrent certains protestants, *mais non le parti huguenot*³, M. de Lacombe nous le représente comme un mouvement essentiellement huguenot. — Plus loin, pas un mot de blâme ni pour les Guises, ni pour le régime de terreur qu'avant la mort de François II, ils firent peser sur Orléans et principalement sur les huguenots, tandis que ces derniers sont caractérisés d'une

1. En note, M. de Lacombe nous renvoie à Tommaseo, La Noue et de Thou. Que l'ambassadeur vénitien n'ait vu dans ceux qui embrassèrent la Réforme que des gens agissant par dépit, légèreté ou intérêt, cela ne prouve que l'étroitesse de son jugement. Quant à La Noue, cité deux fois sur ce point (p. 4 et 174) et à de Thou, infiniment mieux renseignés que Tommaseo, ils ne disent absolument rien de semblable. Le premier démontre simplement, en son 8^e discours, que ce ne sont pas les guerres mais les folles dépenses qui appauvrirent la noblesse. Et de Thou, à la page citée (m. 467 de l'éd. fr. de 1734), énumère ceux qui s'affilièrent à la conjuration d'Amboise, les uns par haine des Guises, d'autres par attachement à la Réforme qu'ils persécutaient, et plusieurs à qui l'indigence, des dettes et des crimes énormes dont ils craignaient la punition faisaient souhaiter la guerre civile.

2. De plus, lorsqu'un prêtre devient protestant, c'est pour se marier (p. 23, n.); et lorsqu'il y a une anecdote scandaleuse à ramasser contre un pasteur, l'auteur la recueille (p. 35), sans réfléchir que si elle était vraie, ce pasteur (Chanorrier) ne le serait pas resté vingt-quatre heures de plus. Par contre, quand Th. de Bèze raconte (p. 49) la reculade de Gentian Hervet, M. de Lacombe remarque que « les catholiques n'en parlent pas ».

3. On sait que Coligny y resta étranger, que Calvin la blâma, etc. Quant aux Églises protestantes, celle de Lyon paraît seule s'y être intéressée, et encore ne savons-nous pas si elle le fit comme Église.

manière significative, Jeanne d'Albret, comme « très passionnée » (72), Calvin comme « brutal », parce qu'à propos de la mort foudroyante de François II, il écrit : « aucun remède n'apparaissait à nos maux extrêmes lorsque subitement Dieu qui avait frappé le père (Henri II) à l'œil, frappa le fils à l'oreille » (p. 91), comme si ces paroles n'étaient pas très naturelles sous la plume du chef spirituel de ceux dont les Guises avaient juré la perte et que cet événement imprévu sauvait de la mort ! — D'autre part, nous sommes souvent invités à admirer Catherine de Médicis, même lorsque nous lisons (p. 93), « il est possible que la mort de François II ait fait secrètement saigner son cœur maternel ; nul ne soupçonna la blessure ! » — et à nous méfier du bailli Jérôme Grosloot, surtout lorsqu'il fait pendre les assassins d'un huguenot (p. 121).

Ce ne sont là, toutefois, que des vétilles. Mais, pourquoi écrire (p. 149-150), que le massacre de Vassy ne fut qu'une *échauffourée* dont les protestants *tirèrent parti* ? N'y eut-il pas, dans la célèbre grange, assez de victimes du « grand cœur » (p. 302) de François de Guise, et les huguenots auraient-ils dû les ignorer ? Peut-on soutenir, de bonne foi, avec Catherine de Médicis (p. 178-181) que la haine de Condé pour Guise était l'unique cause de la guerre, « *car quant à l'édit, nul n'y veut toucher* » ? Qu'est-ce donc que ces excellents Lorrains et les triumvirs auraient pu faire de plus, s'ils avaient voulu *toucher* à l'édit du 17 janvier 1562 ? Et quand donc Catherine fit-elle mine de désapprouver seulement ceux qui l'avaient délibérément violé ?

Un des chapitres les plus instructifs du volume que j'analyse est le IV^e, intitulé : *Caractères successifs de la domination protestante*. On y voit que jusqu'au 21 avril 1562, non seulement tout fut tranquille à Orléans, mais que les prêtres purent y exercer librement leur ministère (p. 171 et 197)² et que personne ne toucha à leurs églises. Dans la nuit du 20 au 21 avril subitement les soldats de Condé commencent à envahir ces églises et M. de Lacombe énumère en détail et avec une modération contenue les effets désastreux de leur « fa-

1. M. de Lacombe remarque (p. 87) qu'aucun témoignage contemporain ne corrobore l'affirmation de Regnier de la Planche qu'on songeait alors à un massacre général des protestants orléanais. Ce qui se passa un peu plus tard à Vassy, Carcassonne, Castelnaudary, Sens, Gaillac, etc., prouve pourtant que ce n'était pas là une hypothèse en l'air.

2. L'auteur trouve cela très naturel, alors que plus haut, pendant l'occupation de Sipierre, qui avait désarmé les habitants pour les livrer ensuite aux brutalités d'une garnison, il trouvait *singulier* qu'il n'eût pas interdit le culte protestant (p. 76).

natisme religieux » et aussi du besoin de piller auquel ils avaient résisté jusque-là (p. 193-194). Que s'était-il donc passé ? Oh ! une chose bien simple que notre auteur mentionne, d'ailleurs, à sa date, à la page 190. Il y avait eu, nous dit-il, à Sens, une *sédition* à la suite de laquelle les huguenots avaient été massacrés et jetés dans l'Yonne. Je me suis demandé, en relisant ce passage, si j'avais perdu la mémoire, car je n'y retrouvais pas trace de cette sédition. J'ouvris donc l'*Histoire des guerres du Calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois, le Senonais, etc.*, de Challe, un catholique, si je ne fais erreur, qui a précisément comparé sur cet événement toutes les relations contemporaines. Eh bien, ma mémoire ne me trompait pas. Il n'y eut pas l'ombre, à Sens, d'une sédition, mais plus d'une centaine de huguenots y furent froidement, lâchement égorgés, avec des raffinements de sauvagerie à faire pâlir ceux qui opèrent en Chine ou en Afrique. Cela dura du 12 au 20 avril. Comprend-on maintenant pourquoi, précisément le 20 avril, les soldats huguenots d'Orléans commencèrent à saccager les églises ? Ce célèbre « bris des images » fut donc un acte de représailles, inférieur après tout aux crimes qu'il prétendait venger, à moins qu'on ne soutienne que les images et vêtements sacerdotaux d'Orléans valaient plus que les huguenots de Sens. Et c'est vraiment à contresens que M. de Lacombe s'écrie, p. 222 : « Il était impossible... que ces destructions du passé religieux de la France, par les réformés, n'amenassent pas chez les catholiques des *fureurs de représailles*... » — car l'ère des violences sanguinaires ayant été ouverte par ceux qui avaient massacré *impunément* à Vassy, à Carcassonne, à Castelnaudary, à Sens *et ailleurs*, ce sont les huguenots et non les catholiques qui se livrèrent à des représailles.

La même remarque s'applique au « martyr » du curé de Saint-Paterne, Jacques Guézet, exécuté à Orléans, le 31 juillet 1562, *après un jugement régulier*. Ce n'est pas comme curé, ni comme espion ou fabricant de fausse monnaie qu'il fut exécuté, mais comme complice d'Artus Désiré qui avait été surpris allant, de la part des cléricaux parisiens, supplier Philippe II de rétablir l'ordre en France, à leur profit. Ou bien il fallait prouver l'innocence de cette allégation de l'*Histoire ecclésiastique*, ou bien il fallait la mentionner. Quand ensuite M. de Lacombe accueille avec complaisance la mention des supplices qu'au rapport de Claude de Saintes, les huguenots auraient infligés à des prêtres dont il ne peut citer ni le nom, ni la date, ni le lieu de tourment, — il n'aurait pas dû oublier ce qui n'est sans doute pas étranger à la sévérité avec laquelle furent

traités, vers la fin de juillet, non pas les prêtres en général, mais *certain*s ecclésiastiques d'Orléans et de Pithiviers : c'est précisément au commencement de juillet que Blois et les environs, notamment Mer, tombèrent au pouvoir du duc de Guise. Pour donner une idée des ménagements avec lesquels ce « grand cœur » traita les nombreux huguenots de ces deux villes, il suffit de rappeler que leur pasteur, François Chassebœuf, lui ayant été amené lié à la queue d'un cheval, il l'avait fait, sans autre forme de procès, pendre haut et court au premier noyer qu'on avait rencontré.

Mais, j'en ai dit assez pour montrer en quoi ma conception de l'histoire impartiale diffère de celle de M. de Lacombe. Je n'insiste pas sur d'autres pages de son livre¹ où, en passant, il nous dit que Coligny *vendit* le Havre aux Anglais et conseilla l'assassinat du duc de Guise, comme si c'étaient là des faits acquis à l'histoire. Nos lecteurs savent ce qu'ils doivent penser de la première de ces deux imputations (*Bull.*, 1900, p. 37 à 47). — Quant à la seconde, j'ai voulu en avoir le cœur net.

J'ai donc lu le livre de M. de Ruble, intitulé *L'assassinat de François de Lorraine*² dont il n'a pas été question ici lorsqu'il parut, parce que l'auteur, qui avait coutume de nous adresser ses publications, ne l'avait pas fait pour celle-ci. Je dois dire tout de suite que j'ai été confondu d'étonnement au fur et à mesure que je lisais ce mémoire. Les comptes rendus des œuvres de M. de Ruble, que le *Bulletin* a publiés à plusieurs reprises, prouvent que nous le tenions pour un historien bien informé, qui avait son siège fait, mais qui savait être, au besoin, impartial et exact. Ou je me trompe fort, ou cette dernière œuvre, au lieu d'accroître l'estime qu'on avait conçue des premières, contribuera à faire reviser ce jugement.

Ce mémoire a été écrit pour examiner si Coligny doit être considéré comme l'instigateur du meurtre de François de Guise. M. de Ruble ne se prononce pas formellement, — cela est, d'ailleurs, impossible, puisqu'il n'existe aucune preuve décisive d'une allégation

1. P. 273 et 316. — Après la paix d'Amboise, ce fut Sipierre qui fut chargé de pacifier Orléans. M. de Lacombe fait de lui un précurseur de l'édit de Nantes. C'est évidemment pour cela que, dès le 31 mai, il remplaça tous les gouverneurs de l'Hôtel-Dieu par des catholiques, supprima le 30 juin le traitement des aumôniers protestants, alors qu'il y avait plus de protestants que de catholiques, ordonnait que *tous* les enfants assistés seraient élevés dans le catholicisme, etc. (p. 358, 390, 363). — Par contre, p. 107, la Saint-Barthélemy est appelée « un contre-coup furieux ».

2. *Duc de Guise*, 8 février 1563, 1 vol. de 237 pages, in-8, Paris, E. Paul, 1897.

aussi grave, — mais il laisse entendre que si cette preuve matérielle ne peut pas être fournie, il y a suffisamment d'indices pour former une sorte de conviction morale. Et parmi tous les témoignages qu'il cite ou examine, il s'arrête au plus invraisemblable, puisqu'il n'est, au fond, qu'un raconter de Chantonnay : par haine pour les Lorrains, François de Montmorency aurait fait signer à Poltrot une rétractation de son premier aveu chargeant Coligny, laquelle rétractation devait lui sauver la vie !

Je dis que ce raconter est d'une invraisemblance telle, qu'il faut vraiment plus que de la bonne volonté pour l'admettre. Comment Poltrot, qui était entre les mains du gouvernement, lui-même aux ordres des Guises, et qui avait déclaré qu'il était le meurtrier du duc, a-t-il pu croire un seul instant qu'on lui laisserait la vie, et que François de Montmorency était capable de la lui garantir, même en présence de l'échafaud ? Il aurait fallu, pour cela, qu'il fût absolument dénué de sens commun.

Mais laissons cette explication. Coligny est-il, oui ou non, coupable ? Sur quoi se fonde cette culpabilité ? Telle est la seule question à résoudre. Elle ne se fonde, en réalité, que sur l'affirmation que, dans son premier interrogatoire, Poltrot aurait déclaré avoir agi à l'instigation de Coligny. Or, ce premier interrogatoire, où est-il ? Nulle part. Il eut lieu, cela est certain, en présence de la reine et de tout le parti des Guises, au logis même du duc de Guise, mais, au témoignage de M. de Ruble (p. 59), « *ni greffier, ni clerc* » « *n'avaient enregistré les réponses. La séance terminée, la reine com-* » « *manda à Vialart de rédiger la déposition.* » Or, Vialart « *appartenait à la maison du duc de Guise* » (p. 60), et c'était lui déjà qui avait « *dirigé l'interrogatoire, posé les questions et tiré les conséquences des réponses* » (p. 58). Un procès-verbal fait dans de pareilles conditions est absolument sans aucune valeur. Et c'est bien ce que Coligny laisse clairement entendre dans plusieurs parties de sa réponse.

Ce qui est certain, lorsqu'on se reporte au deuxième et au troisième interrogatoire dont M. de Ruble réimprime le texte, et ce qui est contraire à l'assertion de ce dernier, c'est que Poltrot n'a nullement « *confirmé ses accusations précédentes contre Coligny et contre les* » « *autres chefs de la Réforme...* » On y voit simplement qu'il a persisté dans sa première confession, *dont nous n'avons pas le texte officiel et digne de foi*. Ce qui est encore plus certain, c'est que plus tard il a rétracté ces prétendus premiers aveux. Enfin, quand le supplice eut commencé et qu'il vit qu'il serait exécuté, il aurait de nouveau

« chargé les auteurs qu'il avoit premièrement nommés et nommé « d'autres qu'il avoit excusés », dit le registre du Parlement, ce que l'ambassadeur vénitien, Barbaro, applique à Soubise et à Coligny. Or, le procès-verbal de ces aveux *in extremis* est encore plus introuvable que celui du premier interrogatoire. *Il a existé*, et, ce qui est extrêmement curieux et significatif, un document aussi capital, suffisant pour ruiner à tout jamais un parti qu'il condamnait aussi formellement, *ce document n'a été conservé, ni en original, ni en copie!* Il n'y a pas un tribunal au monde qui oserait assoier un jugement sur de pareilles données, et le seul fait qu'il est impossible de saisir *dans leur forme originale et authentique* de prétendus aveux décisifs, enlève absolument tout crédit à ces aveux dans la forme où ils nous sont parvenus.

Au fond, M. de Ruble l'a senti, puisqu'il a écrit, p. 89, « l'impuation portée par Pollrot de Méré contre Coligny ne supporterait pas la discussion si elle ne reposait que sur le témoignage de l'assassin... » — Mais « l'amiral se défendit mal ». — Eh bien, voyons cette défense : Coligny reconnaît avoir employé Pollrot comme espion, avoir entendu parler de la possibilité de tuer le duc de Guise, mais sans y faire attention, et il ajoute : « Sur sa vie et sur son honneur, il ne se trouvera que jamais il ait recherché, induit ni sollicité quelqu'un à le faire, ni de paroles, ni d'argent, par soy ni par autrui, directement ni indirectement... — Mais il estime que ce soit le plus grand bien qui pouvoit arriver à ce royaume. » — Donc, Coligny ne cache pas que la mort du duc de Guise est un bien, vu l'état de la France, et ce qu'il comptait y faire, mais il repousse de la manière la plus formelle toute complicité dans cette mort, ce qui fait dire à M. de Ruble (p. 93) : « *Il nie avoir soudoyé l'assassin, mais il avoue avoir approuvé le crime et fourni les moyens de le commettre.* » Encore une fois, je crois qu'il est difficile de faire dire à un texte plus complètement le contraire de ce qu'il dit.

Du reste, Coligny réclama énergiquement la confrontation avec l'assassin. M. de Ruble, sentant que ce n'était pas là ce qu'avaient demandé ni les Guises ni la reine-mère¹, dit (p. 94) : « *La confrontation n'était pas un moyen d'arriver à la connaissance de la*

1. Dont l'attitude fut assez louche dans toute cette affaire, ce qui, joint au fait que Pollrot réclamait toujours sa présence, semble nous inviter à examiner de près la théorie exposée ici même par M. E. Marcks en 1891, p. 222, et que M. de Ruble, p. 86, n., écarte péremptoirement, comme « sans fondement ».

« vérité. Il y avait trop d'inégalité entre un aventurier, inconscient « de son forfait, et un grand dignitaire de France. Elle était d'ail- « leurs impossible... et l'amiral... la savait impraticable. » Le lec- teur me dispensera de démontrer qu'une confrontation, même entre un amiral de France et un gentilhomme comme Poltrot pouvait aider à la découverte de la vérité. Quant à son *impossibilité*, il suffit de se rappeler que la paix fut signée le 12 mars, que Poltrot ne fut exécuté que le 18, qu'il était facile de retarder encore ce sup- plice si les six jours qui séparent le 12 du 18 n'étaient pas suffisants pour faire venir Coligny de Normandie à Paris.

En réalité, de quelque côté qu'on examine la thèse de M. de Ruble, elle est invraisemblable et insoutenable. Et, si vraiment, comme ce mémoire le laisse supposer, il comptait en écrire un autre pour démontrer que la Saint-Barthélemy fut aussi due à l'amiral dont elle aurait déjoué et devancé le complot (voy. p. 160), on ne peut que s'étonner qu'un savant, qui a eu à sa disposition tous les éléments d'une histoire vraiment exacte et impartiale, ait cherché à donner du crédit aux allégations les plus suspectes. Qu'est-il besoin d'ail- leurs de chercher bien loin dans des hypothèses insoutenables une explication à un fait bien simple : Poltrot était un de ces fanatiques qui se croyaient appelés à délivrer le pays d'un fléau. Ce fléau c'était pour lui François de Guise, l'auteur responsable de la guerre civile, comme pour Jacques Clément, ce fut Henri III, ou pour Ravail- lac, Henri IV. Et c'est bien ce que laisse entendre une des chansons contemporaines qui glorifièrent son forfait, et qui, bien mieux que beaucoup de dépêches espagnoles ou italiennes, nous renseignent sur l'état d'âme du peuple de cette époque :

.
Il avoit bravement
Résolu en son cœur
Que le plus grand honneur
Que l'homme peust acquerre
Seroit d'oster l'auteur
Et chef de ceste guerre.

Longtemps il tint secret
Ce qu'il en conspiroit.

.
Mais quelques mois passés,
Voyant croistre les maux,
Les pays oppressés,
Tous les bons en travaux;

Il faut, dit-il, tout hault,
 Qu'en mourant je finisse
 Tant de malheurs. Mieux vault
 Que tout seul je périsse ¹...

En réalité les deux volumes qu'à près de vingt-cinq ans de distance, M. Dupré-Lasale, conseiller honoraire à la Cour de cassation, a publiés sur **Michel de l'Hospital** ², n'intéressent qu'indirectement notre histoire, puisqu'ils ne racontent la vie de cet illustre magistrat, que jusqu'à son élévation au poste de chancelier de France. Toutefois, dans les dernières pages de son second volume, l'auteur n'a pu éviter de toucher aux événements au milieu desquels s'est déroulée la partie la plus honorable de la carrière de son illustre confrère.

Il l'a fait d'une manière qui n'est ni neuve ni originale, mais qu'il ne faut pas se lasser de relever toutes les fois qu'on la rencontre. Pour lui, en effet, les protestants « ont donné le signal des guerres civiles... L'invasion du protestantisme avec ses discordes et ses haines mêlées d'instincts révolutionnaires fut un grand malheur pour la France. Partout où il s'était établi, sous l'impulsion des princes et des oligarchies, dans le nord, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, il se montrait oppresseur » (t. II, p. 177).

Ainsi voilà un magistrat éclairé, qui regrette que la France n'ait pas suivi les destinées de l'Espagne ou de l'Italie, lesquelles surent, beaucoup mieux que les peuples du nord, se préserver de l'invasion du protestantisme, et donner à l'Europe les leçons de tolérance que ce dernier aurait remplacée par l'oppression ! Faut-il s'étonner de lire ensuite qu'en réclamant un peu de pitié pour les malheureux hérétiques qui ne pouvaient plus croire à la Vierge et aux saints et qui au milieu des flammes invoquaient le nom de Jésus-Christ, Anne Dubourg *outrageait* Henri II (II, p. 178), et que la conjuration d'Amboise avait pour but de « massacrer les Guises et, par la force, de contraindre la France à changer de culte ? » (p. 180).

Je pourrais me dispenser de citer d'autres échantillons de cette critique historique, mais il n'est peut-être pas inutile de montrer

1. Voy. *Poésies protestantes sur Jean Poltrot s^r de Méré*, 1563, par E. Tricotel, Paris, Claudin, 1878, p. 36. Il y eut aussi un poème latin de Tournébus ou Adrien Turnèbe qui parut à Bâle après sa mort, et qui fut réimprimé à Genève en 1567 par Henri Estienne (*Poltrotus Meræus, Adv. Turnebi. M. D. LXVII. Excudebat Henricus Stephanus, Geneva 15 Augusti 1567*).

2. *Avant son élévation au poste de chancelier de France*, 2 vol. de 366 et 280 pages, in-8°, portraits. Paris, Thorin, 1875, et Fontemoing, 1899.

comment un magistrat, habitué à scruter des textes et des témoignages, traite ceux du xvi^e siècle qui ont le malheur de lui déplaire. Un contemporain, d'Aubigné affirme formellement que l'Hopital trempa dans la conjuration d'Amboise, et un autre, Tavannes, dit que Calherine ne voyait pas de mauvais œil cette tentative de détruire l'omnipotence usurpée des Lorrains. Aussi M. Dupré-Lasale n' « hésite-t-il pas à récuser ces témoignages » (p. 185), c'est-à-dire à « écarter » purement et simplement celui de Tavannes comme reposant sur une « méprise », et celui de d'Aubigné, pour les raisons suivantes : « On ne comprend pas » que son père, qui avait « en mains l'original de l'entreprise », ne l'ait pas « détruit » — comme si l'on détruisait des documents qui peuvent, un jour ou l'autre, vous servir. — Puis, l'Hopital n'aurait pu signer cette pièce puisqu'en février 1560 il était à Nice, alors qu'on sait très bien que la Renaudie avait des affiliés en Provence. — Ensuite la reine était pour les Guises; or, on sait aussi qu'elle les subissait bien plus qu'elle ne les aimait. — Enfin l'Hopital n'était pas un « sectaire »; or ceux qui protestaient contre une législation et des procédés de gouvernement sanguinaires, ne l'étaient non plus.

Le seul argument, mais nullement « péremptoire », à opposer à deux témoignages concordants et qui n'avaient aucune intention de « charger » l'Hopital, c'est que celui-ci était le protégé des Guises. Cela est certain; mais ce qui l'est aussi, c'est qu'il était avant tout un honnête homme. Voilà pourquoi il n'hésita pas à rompre avec la fourberie du cardinal de Lorraine, et rien ne prouve que dès 1560 il n'ait pas vu clair dans le jeu funeste de cette famille d'intrigants. Il y a, d'ailleurs, une phrase caractéristique sur eux et sur la conjuration d'Amboise dans le testament de l'Hopital : « J'arrivay à « la cour fort troublé et esmeu d'un grand bruict de guerre.. « incontinent après le tumulte d'Amboise *qui ne fut pas tant de « soy dangereux*, que pour le remuement des partiaux qui bientôt « apres s'ensuyvit. Alors j'eus affaire à des personnages non moins « audacieux que puissans, voire qui aimoient mieulx *ordonner les « choses par violence que par conseil et raison*, dont pourront « donner bon tesmoignage la royne mère du roy, laquelle fut lors « reduicte en tel estat qu'elle fust presque débouttée de toute l'ad- « ministration; à raison de quoy se complaignant souvent à moy « je ne luy pouvois aultre chose proposer devant les yeux que l'au- « thorité de sa Majesté de laquelle, si elle se vouloit dextrement « servir, elle pourroit aisément rabattre et affaiblir l'ambition et « cupidité de ses adversaires. »

Ce n'est certes pas là le langage d'un homme qui blâmait l'entreprise et y voyait je ne sais quel renversement de l'ordre établi, ni qui approuvait les procédés violents et arbitraires des Guises. Et nous féliciterons rétrospectivement les huguenots d'avoir eu affaire à cet homme plutôt qu'à son confrère et biographe du xix^e siècle, qui les aurait prestement envoyés *ad patres*.

L'extrait qu'on vient de lire, du testament de l'Hopital, est emprunté à un autre ouvrage, plus complet que celui de M. Dupré-Lasale, puisqu'il embrasse toute la vie du chancelier. C'est un volume de 440 pages in-8°, intitulé **Michel de l'Hopital et la liberté de conscience au XVI^e siècle** et qui a pour auteur M. H. Amphoux à qui nous devons déjà un *Essai sur l'Histoire du Protestantisme au Hayre* dont le *Bulletin* a parlé en 1895 (p. 213). M. Amphoux n'a pas cherché à écrire une biographie nouvelle ou renouvelée, du moins pour la partie que son prédécesseur a laissée de côté, mais, dit-il dans sa préface, « absolument subjugué par l'admirable figure » de M. de l'Hopital, telle que l'ont révélée nos recherches sur le « xvi^e siècle, nous nous sommes demandé si ce n'était pas un devoir « d'attirer l'attention de nos contemporains sur un homme déjà « honoré par eux sans doute, mais qui mériterait certainement « d'être beaucoup mieux connu encore ». J'ai idée que « nos contemporains » traiteraient l'Hopital, comme le traitèrent les cléricaux du xvi^e siècle, du moins s'il s'avisait de leur recommander un peu énergiquement le respect de la liberté religieuse. Quoi qu'il en soit, nous voyons par ces lignes que M. Amphoux s'est proposé d'écrire une œuvre de vulgarisation. Il l'a fait dans un excellent esprit, sans aucune prétention de critique, se tenant à l'écart des solutions extrêmes, et adoptant en général sur les événements si complexes, si diversement appréciés du xvi^e siècle, l'opinion moyenne représentée par les mémoires de Castelnau.

Je me suis demandé si, pour faire ressortir le rôle de l'Hopital, il était nécessaire de retracer longuement toute cette histoire, ou s'il n'aurait pas été préférable, dans ce cas, de soumettre à une critique rigoureuse chacun des actes du parti ou plutôt de l'opinion pacifique, honnête et conciliatrice dont le chancelier était le plus illustre représentant. Ainsi, à propos de la conjuration d'Amboise, M. Amphoux se hâte de dire (p. 131) qu'« aucun autre témoignage » ne corrobore celui de d'Aubigné, que « rien ne permet de supposer qu'il ait pu encourager en quoi que ce soit un complot ou tous moyens violents » et qu'on ne comprendrait pas qu'on ait choisi un homme aussi compromis pour être chancelier. Ce dernier argument ne

porterait que si les Guises *avaient su* qu'il était compromis. Ensuite, nous avons vu qu'il y a des témoignages qui corroborent indirectement celui de d'Aubigné, et il faudrait savoir jusqu'à quel point les conjurés voulaient recourir aux « moyens violents ». Jusqu'ici on ne sait qu'une chose, ils voulaient s'assurer de la cour et la libérer de la domination guisarde. Cela pouvait se faire par un coup de main habile et sans grande violence. Il va sans dire que ce coup de main ayant avorté, on pouvait prêter, et il était dans l'intérêt des Guises de prêter aux conjurés les desseins les plus noirs et les plus sanguinaires.

Je me demande aussi s'il est tout à fait exact de représenter l'Hopital comme le champion, à cette époque, de la *liberté de conscience* (p. 148). La liberté de conscience, telle que nous la comprenons, c'est la liberté de croire et *de ne pas croire*. Or au xvi^e siècle cette dernière liberté n'était à peu près admise par personne. La question en litige était celle-ci : A-t-on le droit de croire, en matière religieuse, autre chose que ce qu'enseigne l'Église catholique romaine, c'est-à-dire l'Évangile, sans soumettre celui-ci au commentaire de la tradition ? Et s'il s'était présenté un parti qui aurait prétendu s'affranchir de toute foi et vivre en réalité sans religion, que dis-je qui aurait réclamé la liberté de propager l'incrédulité, je doute fort que l'Hopital aurait soutenu un parti de ce genre.

Je crois, dans tous les cas, que cette question, qui est très délicate, aurait mérité un examen attentif et appuyé sur des textes, dans un livre consacré à la liberté de conscience au xvi^e siècle. Il est bien certain que cette liberté devait nécessairement sortir de celle de croire autrement que la majorité. Mais encore ne faut-il pas prêter aux hommes de ce temps-là des idées plus récentes, car il y a une différence notable entre revendiquer cette liberté absolue, ou, tout simplement, demander *la tolérance pour ceux qui croient*, mais autrement que la majorité. — Quoi qu'il en soit, il faut souhaiter, en cette fin de siècle qui marque un retour si marqué vers les pires instincts et les plus détestables pratiques des temps qu'on croyait disparus à jamais, — que le livre de M. Amphoux ait beaucoup de lecteurs et qu'il arrive à les convaincre¹.

N. WEISS.

1. P. 141, M. A. croit devoir excuser l'Hopital d'avoir promulgué l'édit de Romorantin attribuant aux évêques la connaissance et le jugement des crimes d'hérésie : en se reportant à la page 302, on voit pourtant que beaucoup d'évêques étaient partisans d'une Réforme.

CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES

TABEAU CHRONOLOGIQUE

DES

LETTRES DE MARGUERITE ET DE BRIÇONNET ¹

I. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 1a. Monsieur de Meaux, congnossant que ung seul est necessaire. (Dijon.)

II. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 1a-3b. Madame, le doulx et debonnaire seigneur qui est et seul est. Meaux, le 12 juin 1521.

II^a. — Briçonnet à Marguerite. Perdue.

III. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 3b-4a. Celuy qui m'a faicte participante de sa parolle.

IV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 4a-6a. Le doulx et debonnaire seigneur qui veult et seul peult. Meaulx, le 10 juillet 1521.

V. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 6ab. Monsieur de Meaux, je loue de toute ma puissance.

VI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 6b-8b. La supercelleste infinie douce debonnaire vraie et seulle lumiere.

VII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 8b-9a. Ainsy que la brebis en pais estrange errant. (Aux environs de Paris.)

VIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 9a-10a. Le doulx et debonnaire Jhesus vray pasteur des ames.

IX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 9b-19a. Le doulx et debonnaire Jesus tant s'est anéanty. De vostre maison de Meaux, le 24 octobre 1521.

X. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 19ab. Pour ce que la responce de vostre tant consollable lettre.

XI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 19b-33b. La superceleste divine bonté en soy incommunicable. De vostre maison, le 11 novembre 1521. (Remise après le 22 novembre, voy. XVII.)

XII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 40ab. Vous advertissant que Madame se porte bien.

XIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 40b-41a. Sy maistre Michel ne vous contoit de l'amendement. (De Compiègne. Portée par M^e Michel.)

XIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 33b-40a. Ayant la superce-

1. Ce tableau n'a pu trouver place à la suite de l'intéressante analyse de la correspondance de G. Briçonnet avec Marguerite de Valois que M. Ph.-A. Becker a publiée dans ce *Bulletin* en août et septembre, p. 393 à 477.

leste bonté en force et en puissance. De vostre maison, le 17 novembre 1521. (Rapportée par M^e Michel.)

XV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 44*a*-45*b*. La forte demouree foible et vaincuee. (De Compiègne. Réponse à la précédente.)

XV^a. — Marguerite à Briçonnet. Perdue.

XVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 41*a*-44*a*. Puis, que toute la vie du chrestien. Le 22 novembre 1521. (Réponse à XV et XV^a.)

XVII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 45*b*-46*b*. Le seul feu bon et necessaire qui tout brusle. (Response à la lettre XI, portée par M^e Michel.)

XVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 46*b*-60*b*. L'excellent et beneficque abisme.

XIX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 60*b*-76*a*. Le tout puissant et grant tresorier de grace. (Secondes lettres continuatives des précédentes.)

XX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 76*a*-99*a*. Le seul necessairement ung et en unité tout necessaire. De Meaux, le 22 décembre 1521.

XXI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 99*a*-117*b*. Le savoureux parfaict luisant nect vray et vivant feu. De vostre hermitaige, le 31 décembre 1521.

XXII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 118*a*. Le temps est sy froit et le coeur si glacé. (Saint-Germain-en-Laye.)

XXIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 118*a*-119*a*. Madame, qui est desert en desert abismé. Le 17 janvier 1522.

XXIV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 119*a*-120*a*. La pauvre deserte ne peult entendre.

XXV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 120*a*-121*a*. L'abisme qui tout abisme previent. Le 20 janvier 1522.

XXVI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 121*ab*. Celui qui est venu sercher et tirer les pecheurs.

XXVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 121*b*-123*a*. Le seul digne d'ouvrir le livre. Le 30 janvier 1522.

XXVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 123*a*-145*b*. Le super-excellent et supereminent seul necessaire. De vostre hermitaige, le 5 février 1522.

XXIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 146*a*. Monsieur de Meaux, je ne vouldrois pour rien. (Cette lettre a croisé la précédente.)

XXX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 146*a*-155*a*. Le seul riche et assouvuy qui s'est fait de tous le plus pauvre. En vostre hermitaige, le 6 février 1522.

XXXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 155*ab*. Monsieur de Meaux, pour ceste heure me tairay.

XXXII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 155*b*-159*a*. Legiere et la course qui est repoux. Devostre hermitaige, le 17 février 1522.

XXXIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 159*b*-160*a*. En la seulle et vraye paix où je croy.

XXXIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 160*a*-177*a*. L'excellent et superadmirable laboureur qui en labourant. De vostre hermitaige, le 26 février 1522.

XXXV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 177*a*-178*a*. Je supplie celluy qui seul a respondu pour ses creatures.

XXXVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 178*a*-193*a*. Par oubliance on acquiert tout sçavoir. Le 6 mars 1522.

XXXVII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 196*ab*. Puisque le chief est resuscité. (Lyon. Après Pâques, qui fut le 20 avril.)

XXXVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 196*a*-211*a*. Sy extraordinaire desir de vivre a ambrassé la mort. De vostre hermitaige, le 18 mai 1522.

XXXIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 211*b*. L'heritaige promis aux enfans.

XL. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 212*a*. Les oeuvres de Dieu où par zele l'esperit vous faict voller. (Saint-Germain-en-Laye, septembre 1522.)

XL^a. — Briçonnet à Marguerite. Perdue.

XLI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 212*a*. Je vouldrois vous pouvoir faire bien au vray le rapport.

XLII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 212*a*-213*a*. Doulee est l'importunité maternelle. Le 18 septembre 1522.

XLIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 218*a*. Le desir que maistre Michel a de vous aller veoir. (Saint-Germain-en-Laye.)

XLIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 218*a*-220*a*. Malladie longue cause langueur. De vostre maison, le 20 octobre 1522.

XLV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 213*a*. La seuretté du porteur et quelque petite laschetté. (Saint-Germain-en-Laye, fin novembre 1522 ?)

XLVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 213*b*-217*a*. Puisque estant nature humaine trop en corps.

XLVII^a. — Marguerite à Briçonnet. Perdue.

XLVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 217*b*-218*a*. Le superexcellent en douceur et debonnaireté.

XLVIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 220*b*. Non pour vous

ramentevoir à ce que je croy. (Saint-Germain-en-Laye ou Paris?)

XLIX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 221*a*-223*a*. Qui de mendicité mendie n'est affamé. De vostre hermitaige, le 16 janvier 1523.

L. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 223*b*. Puisqu'il plaist au seul chief nous advouer.

LI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 223*b*-231*a*. Le seul insensible, intangible.

LII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 231*b*. Apres (l. ayez) compassion de quoy mon insensibilité. (Remise le 9 février 1523.)

LIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 232*a*-235*a*. Bien doibvent les lambrusques se consoler. De vostre hermitaige, le 10 février 1523.

LIV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 235*b*. Le vray et seul consolateur qui donne. (Saint-Germain-en-Laye.)

LV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 236*a*. Loué soit le superceleste pere de misericorde. (Février 1523.)

LVI^a et LVI^b. — Marguerite à Briçonnet. Perdues.

LVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 239*b*-241*a*. Ayant esté l'homme le VI^e jour. (Commencement de juin 1523.)

LVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 236*b*. Madame, par lettres de Mons^r le prothonotaire.

LVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 236*b*-239*a*. Sy la victoire du combat des freres. (Paris.)

LIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 241*b*-242*a*. Grande et inestimable est l'infinie bonté. (Paris?)

LX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 242*a*-245*b*. Estant le labeur de nuict infructueux. Le 24 juin 1523.

LXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 245*b*-246*a*. Loué soit celluy qui tant esmerveillablement. (Saint-Germain-en-Laye.)

LXII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 246*ab*. Sy la terre regarde la main du laboureur. Le 1^{er} juillet 1523.

LXIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 246*b*-247*a*. Sy nostre lumiere est oscureté. (Saint-Germain-en-Laye.)

LXIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 247*a*-251*a*. Sy l'entendement humain ne comprennent point. Le 21 juillet 1523.

LXV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 251*ab*. Sy de l'absence du grand pellerin. (Blois.)

LXVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 251*b*-253*b*. Madame, ayant la plume en la main infructueuse. Le 15 septembre 1523.

LXVII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 254a. De douce main et gracieuse et paternelle.

LXVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 254b-255b. Sy mirouers materielz estoient vitaulx et animez. Le 4 ou 14 octobre 1523.

LXIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 256a. Par la lettre que j'ay veu à ce porteur.

LXX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 256b-258a. Bien est à desirer la stérilité féconde. De vostre maison, le 23 octobre 1523.

LXXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 258ab. Le nom de celui en qui seul toutes choses sont bien eueuses.

LXXII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 259a-262a. O que sureueuse est l'âme. Le 20 novembre 1523.

LXXIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 262ab. Triumpher glorieusement par vraie union. (Remise le 22 décembre 1523.)

LXXIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 262b-267a. Sy le cordier commençant sa besongne. De vostre maison, le 22 décembre 1523.

LXXV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 267b-268a. Sy commandement, priere ou observation de mere. (Blois, le 24 décembre 1524.) (Croise la précédente.)

LXXVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 268a-270b. Puisque la mort ne pouvoit que par mort. De vostre maison, le 10 janvier 1524.

LXXVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 271ab. Madame, la longueur de l'enlumineur. Le 10 janvier 1524.

LXXVIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 271b-272a. Sy les tenebres ne peuvent congnoistre. (Croise les précédentes.)

LXXIX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 272a-280b. Sy tout paintre et statuaire. De vostre maison de Saint-Germain, le 31 janvier 1524.

LXXX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 281a. Le conducteur de vostre esperit. (Réponse à LXXVII, croise la l. LXXIX.)

LXXXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 284b-285a. La matiere de consolation. (Réponse à LXXIX, remise le 3 février.)

LXXXII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 281b-284b. Estant par arrest divin. De vostre maison de Saint-Germain, le 3 février 1524. (Réponse à LXXX, mentionne LXXXI.)

LXXXIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 285ab. L'inutile retournée en son Adam. (Remise le 10 février 1524.)

LXXXIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 285b-289b. Combien que le prince du monde. Le 10 février 1524. (Réponse à LXXXI et LXXXIII. Mise à la poste, mais non expédiée, cette lettre fut emportée par le courrier exprès avec celle du 12 février.)

LXXXV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 290*a*-291*a*. La malediction, stérilité et infructuosité. Le 12 février 1524.

LXXXVI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 291*a*. Plus croissent les tribulacions. (Blois.)

LXXXVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 291*b*-292*b*. Sy l'a-veugle corporel est digne de compassyon. Le 23 février 1524.

LXXXVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 292*b*-294*a*. Madame, vous ayant assez amplement. Le 25 février 1524.

LXXXIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 294*ab*. Sy je ne sca-vois que le triumphe de la croix. (Avant le 9 mars 1524.)

XC. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 296*ab*. Le vray mirouer auquel regardant. (Après le 9 mars, remise le 17.)

XCI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 294*b*-296*a*. Le grant et puissant et vray Simon. Le 16 mars 1524. (Réponse à LXXXIX.)

XCII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 296*b*-299*a*. Comme le frileux et morfondu. Le 17 mars 1524. (Réponse à XC.)

XCIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 299*b*. Le bon tentateur d'Abraham. (Remise après Pâques, 27 mars.)

XCIV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 299*b*-300*a*. Pour les pertes de bien d'enfans d'honneur.

XCV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 300*a*-306*b*. Moult grandes sont les tribulations des justes. Le 10 avril 1524.

XCVI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 306*b*-307*a*. Ce n'est pas seulement pour satisfaire. (Loin de Blois.)

XCVII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 307*ab*. Je ne suis esbahy si les disciples. (Au même endroit.) Le 27 avril 1524.

XCVIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 307*b*. La depesche qu'il a faillu faire.

XCIX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 307*b*-309*b*. Aussy peu est recevable ung lermoyant. (Blois.)

C. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 309*b*-310*a*. Vous voulant escrire, j'ay receu vostre lettre.

CI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 310*a*-311*a*. Combien que la vraye vigne ait seule.

CII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 311*a*. Bien loing du marc est le raisin. (Le 6 mai 1524.)

CIII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 316*b*. L'attente longue ne me causant. (Tours ?) (Remise le 14 juin 1524.)

CIV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 311*a*-312*b*. Madame, desir ne se diminue par absence. (Meaux ?). Le 13 juin 1524.

CV. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 312*b*-316*b*. Sy l'homme en soy rien tenebres et ignorance. Le 14 juin 1524. (Réponse à CIII.)

CVI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 324*ab*. L'excuse n'a lieu où accusation ne peult estre. (Amboise?) (Réponse à CIV et CV.)

CVII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 329*b*-330*a*. Le vray Moysse par la priere duquel. (Amboise?)

CVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 316*b*-324*a*. Par le glaive d'ingratitude et oubliance. Le 25 juin 1524. (Suite à CIV et CV, croise CVI et CVII.)

CIX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 324*b*-329*b*. O que grande est la bonté divine. Le 27 juin 1524. (Réponse à CVII.)

CX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 330*a*-331*a*. Si ceste compaignie après avoir eu de l'ennuy. (Blois, commencement de juillet.)

CXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 331*ab*. Que dira celle qui pour avoir ignoré. (Réponse à CIX.)

CXII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 332*a*-345*b*. Ne voulant la divine bonté laisser Adam seul. Le 6 juillet 1524. (Suite de CIX.)

CXIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 345*b*-358*a*. Si les hommes voulant perpetuer leur nom. Le 20 juillet 1524. (Suite de CXII.)

CXIV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 358*ab*. Tant plus je considere les graces. (Réponse à CXIII, voir CXX.)

CXV. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 359*a*-360*a*. Grande et inestimable est la divine bonté. (Herbault près Blois. fin juillet.)

CXVI. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 360*a*-337*a*. O que bien eueuse est l'ame fidelle. Le 31 août 1524. (Réponse à CXV.)

CXVII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 387*ab*. Vous rendant mal pour bien. (Blois.) (Réponse à CXVI, remise le 15 septembre.)

CXVIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 387*b*-393*b*. Le premier filz de David. (Après le 15 septembre 1524.)

CXIX. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 409*ab*. L'impossibilité de la response. (Croise la précédente.)

CXX. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 394*a*-408*b*. Preschant st. Paul a Athenes. Le 26 septembre 1524. (Réponse à CXIV.)

CXXI. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 410*ab*. Puisque le lieu et la malladie. (Lyon, octobre.) (Réponse à CXVIII, croise CXX.)

CXXII. — Marguerite à Briçonnet. Fol. 410*b*-411*a*. Bien que je sçay que ce que l'on estime. (Lyon, fin octobre.)

CXXIII. — Briçonnet à Marguerite. Fol. 411*ab*. Si la fin que le vieil homme crainct. Le 18 novembre 1524.

Rectification. — Dans le numéro du *Bulletin* du 15 août-15 septembre 1900, page 499, vous avez bien voulu signaler quelques articles de revue récemment parus, d'abord dans *Foi et Vie* (1^{er} et 16 mars, 1^{er} et 16 avril) sur les **Huguenots réfugiés au sud de l'Afrique**, par E. Réveillaud... Je n'aurais eu qu'à vous remercier de cette mention, s'il ne vous était arrivé d'ajouter en note, au bas de mon nom : « Qui ne cite pas une seule fois le *Bulletin* où il a trouvé les premiers éléments de son travail. »

Je ne saurais rester sous le coup du reproche impliqué dans ces deux lignes, et vous aurez sûrement regret de me l'avoir adressé, cher Monsieur, autant que j'ai eu regret de me voir attribuer gratuitement un procédé qui n'a jamais été dans mes habitudes et que je n'aurais pas voulu inaugurer pour le *Bulletin*.

Veillez vous reporter, en effet, aux articles en question.

Dans le numéro du 1^{er} mars, j'ai cité le *Bulletin de la Commission des Eglises wallonnes* avec le volume et la page.

Dans le numéro du 16 mars, j'ai cité le V^e vol. des *Proceedings of the Huguenot Society of London*, auquel j'ai emprunté la plupart de mes notes et renseignements sur l'état actuel des familles huguenotes du sud de l'Afrique (j'avais eu par M. de Richemond, que je nomme aussi, la communication de ce volume).

Dans le numéro du 16 avril (page 123, 12^e ligne en parlant du bas), je cite, en en mentionnant la source, la « notice de M. Theal publiée en 1882 (p. 421) par le *Bulletin de l'Histoire du protestantisme* » (c'est le vôtre).

Enfin, dans le numéro du 1^{er} mai qui a clos la série de mes articles dans *Foi et Vie*, j'ai textuellement écrit cette phrase : « ... Ce que nous en pourrions dire encore aurait plutôt sa place dans le *Bulletin de l'Histoire du protestantisme*, qui a déjà publié, d'ailleurs, la plupart des pièces que nous avons citées au cours de cette étude¹. »

Veillez, etc.

EUG. RÉVEILLAUD.

L'Art et le Protestantisme (deux lettres de M. E. Müntz). — L'éditeur Fischbacher, qui est officiellement le gérant de notre *Bulletin*, me transmet la lettre suivante de M. E. Müntz dont j'ai pris naguère

1. J'avais parcouru les articles de M. Réveillaud avant l'apparition du dernier où il a bien voulu citer le *Bulletin* après d'autres recueils qui s'étaient occupés de la même question beaucoup plus tard. De là ma note que je rétracte volontiers. N. W.

la liberté de discuter et de ne pas approuver les théories (Voy. plus haut, p. 505 à 535) :

14, rue de Condé, le 21 novembre 1900.

Cher monsieur,

« On me communique aujourd'hui seulement le numéro du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* contenant le nouveau factum lancé contre moi par M. Weiss.

« Comme j'ai pris la résolution de ne plus répondre à n'importe quelle attaque de M. Weiss, je me bornerai, pour éclairer vos lecteurs, à vous demander l'insertion dans votre prochain numéro, de la présente lettre et d'une autre lettre que j'ai publiée en réponse à de précédentes imputations de M. Weiss, dans la *Semaine littéraire de Genève*, du 7 juillet dernier (c'est cette lettre et non celle de M. Weiss, qui, contrairement à l'assertion de mon contradicteur [page 506, note] a mis fin au débat soulevé dans le journal suisse).

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes dévoués sentiments. »

EUGÈNE MÜNTZ.

Je n'ai pas envoyé à M. Müntz ce qu'il appelle élégamment mon « nouveau factum », parce qu'après être venu à notre Bibliothèque chercher des renseignements sur le sujet qu'il voulait traiter, il n'avait pas jugé à propos de m'adresser ses articles de la *Revue des Revues*, surtout pas celui où, avec une urbanité non moins élégante, il m'avait appelé « un énergumène » dont il aurait « réduit à néant l'argumentation et les bévues historiques » !

Quant à la lettre adressée par lui à la *Semaine littéraire de Genève* en réponse à ma deuxième réplique, j'en ignorais l'existence, le directeur de la *Semaine* ne me l'ayant pas communiquée, peut-être pour m'éviter la tentation de répondre encore à l'aimable membre de l'Institut. Mais ce n'est pas une raison pour priver nos lecteurs de ce morceau de critique littéraire et historique. Ils admireront sans doute, pour parler comme M. Müntz, avec quelle « désinvolture » mon contradicteur peut « passer sous silence les objections qui le gênent », et, — après avoir empêché la *Revue des Revues* de publier mes rectifications, — réclamer l'insertion, dans notre *Bulletin*, en guise d'arguments, des allégations dénuées de preuves, et des aménités qui suivent.

N. WEISS.

« Monsieur le directeur,

« Rassurez-vous et rassurez vos lecteurs : je n'ai pas l'humeur batailleuse et ne cours pas ainsi après les occasions de faire quelque

bruit autour de mon nom. C'est vous dire que je n'éterniserai pas la polémique avec M. Weiss.

« Mais le moyen de ne pas vous témoigner ma stupéfaction quand je vois la désinvolture avec laquelle mon contradicteur déplace les questions, passe sous silence ceux de mes arguments qui le gênent, dénature et travestit ma pensée, au point de me faire dire le contraire de ce que j'ai dit, pour ne point parler de questions saugrenues qu'il me pose et qui feraient hausser les épaules à un élève de troisième ¹.

« Bien plus, non content de s'agiter dans le vide ou de se battre contre des moulins à vent, M. Weiss ne néglige rien pour déchaîner les plus dangereuses passions; il tente l'impossible pour faire dévier le débat du côté de la politique. Ne m'accuse-t-il pas — ce qui est tout simplement odieux — d'avoir « tenu à jouer ma partie « dans le concert d'imprécations que, depuis quelque temps, ceux « qui prétendent seuls représenter le génie de la France élèvent « chaque jour contre la minorité huguenote ² ».

« Il n'est pas de ma dignité, vous le comprenez, d'échanger un mot de plus avec un adversaire aussi discourtois, aussi malveillant. Je me refuserai donc le plaisir — facile — de rétorquer sa nouvelle lettre, plus riche en inexactitudes que la première ³...

« L'essentiel — pour vos lecteurs — c'est de savoir que je maintiens absolument — et je le fais en âme et conscience — les conclusions de l'article que vous avez bien voulu reproduire dans la *Semaine littéraire*. Si j'ai dû, lors de mon premier essai, insister sur le côté négatif de la question, j'aurai le plaisir, dans un second article, qui verra incessamment le jour, d'indiquer un programme positif de réformes, comme aussi de constater les progrès récemment réalisés par le protestantisme français sur un certain nombre de points.

« Je me résume : j'ai l'habitude d'écrire pour les esprits modérés, impartiaux, équitables, pour les vrais hommes de science, et je sais pertinemment que, cette fois-ci encore, leur suffrage ne m'a pas fait défaut. A ce sujet, vous me permettrez, monsieur le directeur,

1. Toutes les fois que j'ai cité M. Müntz, j'ai eu soin de le faire textuellement; ainsi il sera facile de comparer mes citations, imprimées entre guillemets, avec les passages correspondants des articles de M. Müntz.
N. W.

2. Parfaitement, car rien n'obligeait, je pense, M. Müntz à nous adresser, en tant que protestants, des reproches qui ne nous atteignent pas. — N. W.

3. Cette manière de réfuter des objections est, en effet, plus agréable — et plus facile — que l'autre. — N. W.

d'invoquer votre propre témoignage : après avoir lu mon article dans la *Revue des Revues*, vous m'avez fait l'honneur d'en approuver l'idée maîtresse¹ et m'avez spontanément demandé l'autorisation de le réimprimer dans la *Semaine littéraire*. Vous ne soupçonniez pas alors la noirceur de mes desseins, pas plus d'ailleurs que la quasi-unanimité de mes lecteurs. Il n'a fallu rien moins que la perspicacité d'un inquisiteur d'une nouvelle espèce pour la révéler à l'univers.

« Mais libre à M. Weiss de continuer à m'invectiver² : édifié dorénavant sur l'exactitude de ses informations historiques, sur ses procédés de discussion, je n'opposerai plus à ses attaques que le silence,

« Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments de haute considération.

« EUGÈNE MUNTZ,
« de l'Institut ».

NÉCROLOGIE

Aimé-Louis Herminjard.

Une triste nouvelle me parvient au moment de la mise en pages de cette livraison : M. le professeur A.-L. Herminjard est mort à Lausanne hier mardi 11 décembre, à midi. Atteint récemment d'une fluxion de poitrine, il paraissait guéri, mais au prix d'une faiblesse si grande qu'il s'est éteint subitement. Né à Vevey le 7 novembre 1817, il venait d'achever ses 83 ans.

Ce n'est pas seulement un grand savant, un très grand travailleur, c'est aussi un grand cœur, fidèle et bon, qui vient de nous quitter. Lorsqu'il y a quatre ans je fis savoir à quelques personnes que nous nous proposons de fêter son entrée dans sa 80^e année, je reçus, entre autres, un don auquel je ne m'attendais pas. Celui qui me le remit et qui est mort naguère, me dit : « J'ai été jadis le pensionnaire de M. Herminjard et j'ai gardé de ce séjour dans sa maison un sentiment de profonde gratitude ». C'est ce sentiment dont je voudrais déposer l'expression émue sur la tombe de M. Herminjard, au nom de tous ceux qui, l'ayant connu, l'ont aimé.

A un âge où beaucoup songent déjà à la retraite, il avait entre-

1. Approbation qui n'a pas empêché le directeur de la *Semaine littéraire*, de me demander une réponse, dans le but de « dissiper quelques préjugés ». — N. W.

2. Que nos lecteurs veuillent bien se donner la peine de chercher mes « invectives » et de les comparer à... celles-ci ! — N. W.

pris une œuvre immense dont il ne pouvait espérer de profit et qui ne pouvait se poursuivre sans de grands sacrifices. Il dépensa ses économies de précepteur à recueillir dans toute l'Europe la *Correspondance des Réformateurs dans les pays de Langue française*. Il n'avait aucune situation fixe, n'occupait aucune position rétribuée quand il commença à publier le résultat de ses recherches. Il savait qu'il ne s'adressait qu'à un public restreint, mais il savait aussi qu'il rendait à l'histoire de la Réforme française un service inappréciable — qui n'a été rendu à l'histoire du Protestantisme dans aucun autre pays.

En 1863, il perd son frère Henri qui s'était courageusement associé à son travail. Puis d'autres difficultés surviennent : l'ouvrage ne fait pas ses frais, Herminjard fonde un foyer, une cabale l'exclut, à Lausanne, du seul poste auquel ses connaissances semblaient le destiner. Il n'en persévère pas moins, sans se presser, à recueillir, à fixer les mille détails précis dont se compose la trame serrée, solide de l'Histoire. Aussi, tous ceux qui, de loin en loin, pénétraient dans cet intérieur, en remportaient-ils je ne sais quelle douce impression de paix, de force et de joie. Herminjard était heureux dans sa vie de famille et dans son travail, et sa vie si longue, si laborieuse, souvent si éprouvée, a été vraiment belle et complète. On l'a bien vu, lorsqu'en 1896, de tous les points de l'horizon affluèrent d'innombrables et unanimes témoignages d'admiration et de gratitude¹.

Je ne sais si le dixième volume de la *Correspondance* auquel, malgré l'affaiblissement graduel de sa vue, Herminjard travaillait depuis 1897, pourra voir le jour. Les 9 volumes qui ont paru — et qui vont jusqu'à 1544 — nous rendront toujours le service de faire reparaitre telles qu'elles furent en réalité, nos origines protestantes et françaises. Notre ami, qui est maintenant entré dans son repos, nous apparaissait, au seuil du xx^e siècle, comme le dernier survivant de cette époque héroïque qu'on ne pourra bien connaître que grâce à lui. Que ses enfants veuillent bien trouver, dans cet insuffisant hommage, l'assurance de mon grand chagrin et de mon affectueuse sympathie².

N. W.

1. Voy. le compte rendu de cette belle fête dans le *Bulletin* de 1896, p. 612.

2. Le défaut d'espace m'oblige, à mon grand regret, à remettre à un mois, une notice nécrologique sur Mme Marracci.

Le Gérant : FISCHBACHER.

TABLES

I. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES,
DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME XLIX (ANNÉE 1900)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français.*

- Aarau**, 643.
Abbevillers, 214.
Abjurations, 105, 156, 164, 180 ss, 203, 210, 234 ss, 278, 298 ss, 307, 311, 499, 607. — *Agenais* (1665-78), 208 ss. — (Reg. d') *Paris*, 618.
Ablon, 228.
« *Abraham* » (Le Père). — Voy. *Abr. de St-Loup*.
Abrégé hist. (Assemb. de *Montauban*, 1744), 13, 24, 79, 135.
Académies prot. — *Die*, 53.
Aché, 140 n.
Adgière (Suz.), 637.
Adventières (B. d'), 578.
Afrique du Sud, 499, 668.
Agard (J. d'), 530.
Agathe (Sainte), 58.
Agde, 95 n.
Agen 95 n.
Agenais (Abjurations en), 208.
Aguzan (S. de), 336.
Aiglades, 631.
Aigoin (P. d'), 554.
Aigremont, 638, 642.
Aigues-Mortes, 161, 164, 245, 566, 583, 588, 621.
Aiguesvives, 555.
Aiguillon, 204, 280. — (Duc d'), 47. — (Duch^e d'), 101, 106.
Aillon (L. d'), 443. — Voy. *Doullon*.
Aimargues, 567, 641.
Airault, 140 n.
Airebaudouze (Suz. d'), 554. — (F.), 626.
Aix (B.-du-R.), 95, 470.
Aix de Mesny (J. d'), 301.
Alais, 157, 231, 556, 567, 604, 639.
Albe (Duc d'), 60, 116.
Albert de St-André (D'), 583.
Albi, 529.
Albiac (Ch. d'), 226.
Albisson, greffier, 162.
Albret (Jeanne d'), 54, 226, 535, 651. — (Médaille), 54. — (Portrait de), 648. — (Hôtel d'), 202.
Aldebert (G.), juge, 157.
Alembert (D'), 255.
Alençon, 95, 458. — (Ch. duc d'), 397, 466, 476. — (Fr^{ois} duc d'), 582, 592.
Alexandre VII, pape, 250.
Aleyrac (D'), 568.
Alger, 351.
Alibert (G.), 605, 642.
Alkmaar, 70.
Allainville (O. d'), 221.
Allemagne, 517. — (Refuge en), 168, 328, 639, 643.
Alléon. — Voy. *Huber*.
Alliez, not., 593.

- Almenèches* (Abbaye d'), 414.
Alsace, 214, 391, 517.
Amat (Isab.), 159.
Amboise, 463 n. — (Conj. d'), 650, 657. — (Paix d'), 653.
Amelotte, 99.
Amérique, 171, 519 n.
Amersfort, 172.
Amerval (D'), 501.
Ames (P.-W.), 110.
Amiens, 95 n., 107, 233, 237, 238.
Amphoux (H.), 659.
Amsterdam, 167, 244, 329, 335, 641.
Andelot (D') [1630], 96.
André (G.), past., 603, 618. — (J.), libr., 50. — (J.), drap., 618. — (Mme Alfr.), 648.
Andréo, 87 n.
Andrieu (J.), 610.
Anduze, 156, 157, 162, 562, 566, 576, 603, 604, 617, 618, 641, 642.
Angelus (J.), 430 n.
Angers, 95, 284.
Angle (N.-D. d'), 180.
Angleterre, 28, 126, 167, 203, 372, 508, 517, 557. — (Refuge en), 281, 639.
Angliviel de la Beaumelle (L.), 171, 293.
Angoulême, 95, 108, 110, 513. — (Ch. d'Orléans, duc d'), 110, 396.
Angoulins, 210.
Angoumois, 24. — (Le P. Philippe d'), capucin, 96.
Anhalt (Wolffg. d'), 493.
Anjou, 443.
Annonay, 556.
Ansé, 208.
Anselme (Le P.), 501.
Anspach, 643.
Antibes, 102.
Anvers, 72, 118, 331.
Arande (Michel d'), 398, 448.
Arbalète (Guy), 226.
Arbousse-Bastide, 609.
Archiac, 103.
Archives hospitalières (Hautes-Alpes), 53.
Ardailles, 555, 606.
Ardisceus (V.), 493.
Argenson (D'), intend., 101. — (Abbé d'), 101.
Argentan, 414.
Argenteuil, 529.
Argentières (D'). — Voy. Deleuze.
Arles, 94, 587. — (Temple d'), 104.
Arminius, 277.
Arnal (E.-G.), past., 608.
Arnaud (Eug.), past., 55, 165. — (Fréd.), 611. — (Is.), 333. — (Capr.), 587. — (G.), 626.
Arnaudeau, 198.
Arnaudet (Marie), 306.
Arnauld (L.), 306.
Arnault, curé, 313.
Arnime (Isab.), 603.
Arnoux (Le P.), 308.
Arpajon, 232. — (D'), 535.
Arpentigny, 56.
Arphy, 159, 555, 602.
Arquier, 23.
Arrêts. — (Parl^r de Rouen, 1664), 206. — (Caen, 1663), 544.
Arrigas, 162.
Ars (D'). — Voy. Brémont.
Arsy (J.-L. d'), 334.
Art (L') et le prot., 168, 328, 505 ss, 668 ss.
Aspremont (Adr. d'), 221, 539.
Assas (D'), 565.
Assemblées, 293. — (*Montalbanais*, 1744-45), 7, 76, 132. — (*Mouzeoules*, 1742), 159. — (*Poitou*), 283, 294. — **politique** (*Lasalle*, 1572), 576.
Astruc (J.), past., 608. — (P.), past., 638. — (méd.), 639.
Aubert (V.), 567. — de Versé, 610.
Aubertin (Edme), 99.
Aubigné (Agr. d'), 169, 296, 557, 658. — (Constant d'), 169, 297. — (Louise d'), ép. de Villette, 297, 301. — (Ch. d'), 172, 202, 244, 293. — (Mme Ch. d'), 314. — (divers), 297. — (Françoise d'). — Voy. Maintenon.
Aubigny (Terre d'), 314.
Audemar, 635.
Audial (L.), 152.
Augsbourg, 166, 338, 362, 478, 487.
Augsburger (J.), 274.
Aulas 159, 554, 555, 622, 633, 637, 641. — (Pasteurs d'), 602.
Aumale (Claude, duc d'), 40, 91. — (H. d'Orléans, duc d'), 37.
Aumessas, 157, 159, 555, 607.
Aumonier (Marie), 282.
Aumis, 102, 189, 273. — (Dragon-nades, 1681), 189.
Aurillon (Jacq.), past., 556.
Aussonne (Chât. d'), 20.
Autographe de Rolland, 36.
Autriche (Anne d'), 173. — (Marg. d'), duch^e de Parme, 67.
Autun, 95.
Auzière, past., 224, 562, 568.

Avèze, 157, 159, 554, 556, 609, 638.
— (Marquis d'), 157. — Voy. de
Mazade.
Avize, 181, 199, 296, 301, 304, 306,
310.
Avignon, 95, 107, 397, 588, 609.
Avranches, 287, 480.
Aymar (L.), past., 157, 604.
Aymon, 224.
Aytré, 210.

B*aecuet* (Aug.), past., 122, 129.
Bacon, serrurier, 589.
Bagard, 641.
Bagars (P. de), 158, 569, 571, 634. —
(S. de), 568, 618. — Voy. de Soliers.
Bagnolet, 233 n.
Bagnols, 628.
Baguenault de Puchesse, 336.
Bail (Laz. de), 498.
Baillehache de Beaumont, past., 526.
Bainville (Jacq.), 168.
Balandreau (Coteau de), 135.
Baldensperger (G.), 614.
Bale (John), 111.
Bâle, 274, 339, 392, 467, 493.
Balk, 130.
Banières (De). — Voy. Tourtollon.
Bar (Duc de), 228.
Barafort (Math.), 609.
Barbaro, ambass., 655.
Barbe (Ile), 270.
Barberousse, 351.
Barcelone (Espagne), 204.
Barclay (Robert), 318.
Barèges, 306.
Barillet (David), 196.
Barillon (J.), 401, 413 ss.
Barins (J.), 569.
Barjac (J. de), 156. — (C. de), past.,
620.
Barking (Anglet.), 318.
Barral, 556.
Barrau (De). — Voy. Jaubert.
Barraud (Nic.), past., 554.
Barre (De), 601.
Barre, 157, 637.
Barrez (F. de), évêq., 95 n.
Barrier, 140.
Barthélemy (A.), 626. — (J.), past.,
603. — (J.), peintre, 496 n. — (A.
de), 51.
Barthrouherri, 168.
Basseroit, 30 n.
Bassiniac, 140 n.
Bastard (De), 43 n.

Bastide, 555. — Voy. Fraissinet.
Battiot (L.), 306.
Baudan de Vestric (P.), past., 125.
Baudéan (Suz. de), 170. — (Ch. de),
170. — (P. de), 582.
Baudet (L.), 318.
Baudoin (Anne), 156 n. — (Ant.), 574,
628. — (J.), 156.
Baudonnet (P.), 586.
Baugnon (J.), curé, 233.
Bauldry (P.), 502.
Baum (J.-G.), 504, 610.
Baup (Ch.), 269.
Bavière, 352.
Bayeux (La St-Barthélemy à), 499.
Bayle (P.), 279, 499.
Bayonne, 95, 539.
Bazas, 94, 540.
Beaton (Le card.), 390.
Béarn, 517, 607.
Beau (Benj.), 299.
Beaucaire, 571, 624. — (Capitula-
tion, 1578), 582.
Beauchet-Filleau, 94, 300.
Beaufort. — Voy. Vabres.
Beaulieu, 96.
Beaumanoir. — Voy. du Plessis.
Beaumont (De), 178, 181, 246. — Voy.
Du Boseq, Baillehache.
Beaune (R. de), 420.
Beausobre (De), 198. — (Is. de), past.,
304.
Beauvais, 108. — (S.-et-O.), 231.
Beauvilliers (De), 232, 247.
Beauvoir la Nocle, 40 ss.
Beauvoisin, 631.
Becker (Ph.-Aug.), 6, 477.
Becru (S.), 608.
Bédarieux, 548, 568.
Bédarrides, 587.
Bédier (Noël), 406 ss.
Bédrot (J.), 493 n.
Bègles, 106.
Begnins, 639.
Bel, 609.
Belfort, 392.
Bélistans, 16 ss.
Bellaigue (V.), 534.
Bellair (Nic.), 285.
Bellamy, past., 317.
Bellegarde, 624. — (Mst de), 582.
Bellejambe (Ph.), 544.
Bellièvre, 336.
Belot (P.), 233. — (A. et P.), 237.
Belvezè, 140, 141.
Benet, 295, 298.
Benet (A.), 543 n.

- Benoit (E.), past., 124, 128 ss. — (Dlles), 124.
 Bentalou, 140 ss.
 Béraud (Ant.), 581.
 Bérauld (M.), past., 602.
Bercey, 285.
 Bérée (Théognoste de), 610.
 Berger (Sam.), past. 459 n, 503.
Bergerac, 6, 103, 608, 633.
 Bergis, 78 n.
 Béringhen (De), 244.
 Berlié (Jacq.), past., 157, 603.
Berlin, 546.
 Bernadou (J.), 209.
 Bernage (De), intend., 162.
 Bernard (J.), past., 554. — (S.), 530. — (J.-P.), 637. — de Saintes, 216 n.
 Bernardine (L.), 196.
Berne, 338, 503.
Bernis, 623.
 Bernus (A.), prof., 280, 329, 392, 503.
 Berquin (L. de), 433.
Bersez, 285.
 Berthélemy (Cl.), 496.
 Bertineau, 298, 304, 307.
 Berton (Barth.), 54. — Voy. Breton.
 Bertram (Corn.), 276.
 Bertrand (Anne), 304.
 Beschefer (P.), 51.
 Besse (Philip.), 33.
 Bessé (De). — Voy. Duverger.
 Besserer (G.), 363.
Bessinge, 90 n.
 Besson (P.), 205, 276, 503.
 Bétrines, 549.
 Beurnier, 215, 220.
 Beys (G.), 223.
Bez, 162.
 Bèze (Th. de), 6, 87, 334, 392, 498. 569, 649, 650. — (N.-T. de), 88. — (Hist. eccl.), 89.
Béziers, 33, 602.
Bibliographie, 610.
Bibliotheca evangelico-theologica, 224.
Biblioth. de la Société, 50, 166, 327, 329, 388, 389, 648.
 Bichat (H.), 47.
 Bichon, 167.
Biccoca (La), 420.
Biens des consistoires (Dauphiné), 53.
Bignipont (Chât. de), 51. — (De), 51.
 Bigot, 232. — de Morogues, 232. — de Preameneu, 386.
Bilbao, 72.
 Binder (Oth.), 274.
 Bindseil, 613.
Bioule, 13, 133.
Birmanie, 366.
 Bishop, 514.
 Blaarer, 347, 478 ss.
 Blachon (J.), past., 606.
 Blanc (P.), 566, 574.
Blénod, 496.
 Bleswijk, past., 120.
 Bleton, 318.
Blois, 95, 104, 335, 421 ss, 462, 515, 653.
 Blondel, 330, 332.
 Bochart (S.), past., 6, 365.
 Bogart (J.), 129.
 Boiceau (Jacq.), 530. — (P.), 298.
 Boiffils de Massanes, 581.
 Boileau, 252.
 Boilly, 646.
Boisberthier, 300.
 Boisot, amiral, 117.
 Boisragon (Mlle de), 240 ss.
 Boisrond, 174 ss, 201 ss. — Voy. de St-Légier.
 Boissard, 214, 220, 377.
 Boissier (Cl.), 609.
 Boissière (P.), past., 608. — (M.), 555.
 Boisson (L.), past., 607.
Bolbec, 224, 608, 609.
 Bolet (Barth.), past., 602.
 Bolingbroke (Lord), 309.
 Bollandus, jésuite, 58.
Bologne, 274. — (Jean de), 156.
 Bolwiller (Nic. de), 91.
 Bonal (F.), 624.
 Bonamy (Michel), 499.
 Bonbillier. — Voy. Bouvillar.
 Bonet-Maury (G.), prof., 49, 166, 327, 387, 637.
 Bongars (Jacq.), 392.
 Bonhomme, 78, 148, 555, 607.
 Bonnafé (Marg.), 547.
 Bonnal (P.), 157.
Bonnefon (T.-et-G.), 12, 28.
 Bonnefous (P.), 537.
 Bonnel, 207.
 Bonnemère (P.), prédic., 638.
 Bonnemor. — Voy. Mariocheau.
 Bonnet (D.), prédic., 295.
 Bonnilhard. — Voy. Bouvillar.
 Bony (J. de), past., 158, 634.
Bordeaux, 25, 95, 101, 106, 176, 277, 278, 300, 325, 540, 555.
 Bordier, miniaturiste, 530. — (H.-L.), 54, 327, 366.
 Borgeaud (Ch.), 276, 390.
 Bornhes (De), 568.

- Bosc (R.), 609.
 Bosquet (P.), 48.
 Bosse (Abr.), 530.
 Bossuet, évêq., 46, 94 ss, 166, 195, 247, 250, 294.
 Bost (Ch.), 281, 581, 635.
 Bosville (Caux), 224, 502.
 Bottens (De), 551.
 Bouchard, 41 n.
 Bouchavannes, 41 n.
 Bouchereau, 212.
 Bouchet (Tanneguy de), 41.
 Boucoiran, 637.
 Boudon, 555, 606.
 Bouet, 548 ss.
 Boufflers (De), 203.
 Bougon, 283.
 Bougouin, 297.
 Bouguès (Jeanne), 159.
 Bouillé (R. de), 44.
 Bouillon, 502. — (Duc de), 51, 74, 221. — (Duch^e de), 70.
 Bouisson. — Voy. Boisson.
 Boulan, 549.
 Boulay de la Meurthe, 215.
 Boulenc. — Voy. Bonnefons.
 Boulle, 530.
 Boulogne, 30 n.
 Bouny, 634.
 Bouquet (P.), 306.
 Bourbon (Ch. de), évêq., 95 n. — (Charlotte de), 70, 472. — (Connét. de), 440, 459, 469. — (Ant. de), 541. — (Catherine de), 223, 227, 592.
 Bourchenin (D.), past., 277. — (M.), 556.
 Bourdaloue, 252.
 Bourdarier (A.), 568.
 Bourdic de Villeneuve (De), 583.
 Bourdillon, 269.
 Bourdin de Morogues (Guy.), 232.
 Bourdon (Séb.), 530.
 Bourgeois (Léon), 387.
 Bourges, 95, 232, 448, 454, 515.
 Bourgogne, 335, 500.
 Bourgogne, 611. — (Ducs de), 335, 501. — (Duch^e de), 181, 241.
 Boulens, 208.
 Bourrilly (V.-L.), 6, 365, 495, 647.
 Boursault (F.), 306.
 Bousquet. — Voy. Vivens.
 Boussagues, 568.
 Boust, 566, 603. — (P.), past., 603, 618. — (M.), 618.
 Boulteroue, 367.
 Bouvillar (G.), 564, 568.
 Bovet (M. A. de), 328.
 Boyer (Jacq.), past., 555, 605.
 Boyers (P.), past., 538.
 Boysrigault, 330 n.
 Boyssin (G.), 568.
 Brabant, 501, 661.
 Brakenhoffer, 244 n.
 Brandebourg, 251.
 Brandon (Philib. de), évêq., 94.
 Brantôme, 443 n.
 Brassier (Jacq.), 277.
 Bréau, 157, 159, 555, 602, 637, 638.
 Bréauvèze, 159, 602.
 Bréda, 421.
 « **Bref** avertissement de M. l'Évesque d'Evreux »... (1591), 167.
 Breloux, 198.
 Brème, 494.
 Brémont (M. de). — d'Ars, 240.
 Bresson (Paul), 160 ss.
 Bretagne, 281, 471.
 Breton (A.), 335.
 Bretonneau (G.), 401, 456.
 Breitschneider, 613.
 Breyton (A.), past., 316.
 Briançon (Hôpil. de), 53.
 Briand (abbé), 154 n.
 Briçonnet (G.), évêq., 6, 111, 393 ss, 504, 647. — (D.), 397, 401. — (surintend.), 397.
 Bridel (Ed. P.), 319. — (doyen), 319.
 Brienne (De), 102.
 Bringuier (Et.), 157.
 Brion (De). — Voy. Chabot.
 Briot (François), 530.
 Briquemauld, 41 n.
 Brisacier (abbé de), 107.
 Brisseau, 310.
 Brissel, 298.
 Broglie (M^l de), 134.
 Brosse (Salom. de), 522.
 Brown (P.-H.), 389.
 Brouilhet (P.), 159.
 Brousson (Cl.), 605, 639, 640.
 Bruc (De). — Voy. Dubruc.
 Bruco (De). — Voy. Dubruc.
 Brueys (De), 639, 642.
 Brun (J.), 163.
 Brunet (P.), 291. — (M.), 310. — (C.), 590. — (F.), 48.
 Bruniquet, 13, 133.
 Brunswick, 363, 494. — Zell (Duch^e de). — Voy. Desmier.
 Bruxelles, 67, 69, 501.
 Bry (De), 530.
 Bucamps (G. de), 603.
 Bucer (M.), 338 ss, 477 ss.
 Budapest, 6.

Budé (G.), 498.
 Buech (De), past., 577.
 Bueil (F. de), 450.
 Bucys (De). — Voy. Buech.
 Buisson. — Voy. Boisson.
Bulletin, 647.
 Bullinger (H.), 6, 87, 338, 390, 478.
 Bulow (Th.-Chr. de), 181.
 Bunouf (M.), 499.
Burates, 160.
 Bureau, imprim., 199.
 Buren (Anne de), 74.
 Burie (De). — Voy. Coucis.
 Bymard (Cl.), 577.

Cabane (P.), 608.
Cabanis, 158, 568, 571, 626.
Cabart de Villermont, 300.
Cabos, 140 n.
Cabreoles, 34.
Cachat. — Voy. Cuchet.
Cadoule (Ch. de), 158.
Caen, 40, 95, 101, 167, 366, 513, 522, 526, 529, 542, 631.
Cahors, 17, 24, 78, 95, 141.
Cahours (De), 639.
Caizergues (De), 624.
Calais, 43, 408.
Callonge, 610.
Calomnies contre le prot., 8, 28, 145.
Calonges, 610. — (Judith de), 610.
Calonne, 329.
Calvet (De), 156, 570.
Calviac, 565, 624.
Calvières (Cl. de), 158.
Calvin (J.), 39, 56, 110, 205, 270, 389, 392, 498, 499, 501, 512, 519, 566, 648, 650, 651. — (Papiers de), 87. — (Faux autogr. de), 648. — (Portrait de), 618. — (Mort de), 560. — (Achèvement des *Opéra calv.*), 613.
Calvisson, 567, 602.
Camarès, 609.
Cambis (J. de), 156.
Cambodge, 366.
Cambon (Séb. de), 156.
Cambrai, 501.
Camilly, 334.
Camisards, 8, 28, 35.
Campagnan (De), 623. — (S.), past., 623.
Campagnany (De), 624.
Campanhan, 567.
Camperos, 637.
Campestre, 160.

Campestret-lès-Aumessas, 159.
Camplan (Le mas de), 568.
Camplong, 573.
Campredon (Suz.), 607.
Canaules, 638.
Canaye. — Voy. Du Fresne.
Canily, 223, 334. — Voy. *Quevilly*.
Canton, 140 n.
Cany, 502.
Capdur (Jacq.), 157.
Capet (Hugues), 557.
Capiton, 347.
Capitulation de *Beaucaire* (1578), 582.
Capucins, 94.
Capusse (M.), 34.
Caraman (De), 134.
Carascausas (Le mas de), 586.
Carcassonne, 40, 651.
Cardet, 157, 623, 637.
Cardilhac (Jeanne de), 169, 300.
Carles (P.), past., 608.
Carlstadt, 413.
Carnoulis, 636.
Caroli (P.), 468.
Carquefou, 287.
Carraciol, évêq., 618.
Carrière. — Voy. Corteiz.
Cartwright, 391.
Casaubon (Is.), 230, 276, 279, 497. — (Anne), 230.
Cassagnas, 554.
Cassagnolles, 605, 639.
Cassanholes (De). — Voy. *Lauberge*.
Casse (E.), 548.
Castagnié, consul, 30.
Castanet (Matth. de), 156.
Castanier, 140, 148.
Castellion (Séb.), 89, 204.
Castelnaudary, 40, 651.
Castillon, 103.
Castres, 23, 204, 277, 581, 592, 632.
Catalogue des livres examinez... (Sorbonne, 1551), 50.
Cateau-Cambrésis (Traité du), 43, 67.
Cathala-Couture, 150.
Caucher (H.), 499.
Caumartin (De), 500.
Caumont (De), 181, 199, 239, 245, 297 ss, 304, 307. — D'Adde, 181, 297 ss. — (H.-J.-N. de), duc de de la Force, 6.
Caussade, 13, 133.
Caussades (Vallon des), 12, 20, 26.
Causse, propos, 640.
Caveirac (De), 603.
Cayla, 140.

- Caylus (Mme de). 171, 246, 303.
 Cazalet (Z.), 609.
 Cazenauve, 591.
 Cazenove, cap^e, 591. — (De). 36. —
 (A. de). 158, 601. — (G. de), 591.
 Cecil, m^{re}, 42.
 Cèleste (la mère), 176.
 Cendras, 639.
 Cèneau (Rob.), évêq., 480.
Céramistes hug., 496.
 Cère l'aîné 20.
 Céré, prédic., 637.
 Cerinhac (De). — Voy. Cambis.
 Cette, 556.
 Ceusse (Marg.), 603.
 Cèvennes. — Voy. Gibert.
Cèvennes, 561. — (Notables hug.
 des), 155.
Ceylan, 366.
 Chaban (Nic.), 299.
 Chabaud, 623.
 Chabot 623. — De Brion, 349.
 Chabrand, past., 325.
 Chadirac (Dlle de), 78.
 Chaigneau (P.), 198.
 Challe, 652.
 Chalmot, 198.
Chalon-sur-Saône, 47, 515.
 Chalonges (De). — Voy. Spifame.
Châlons-sur-Marne, 51.
 Chalons (Philibert de), 66.
Chaloue, 295.
 Chamberland (A.), 272.
Chamborigaud, 638.
 Chamier (D.), past., 231. — (fils),
 628.
 Chamière (De). — Voy. Poulignac.
 Champagne, 238.
Champagne, 335, 500.
Champdeniers, 287.
 Champion, 199.
 Chanorrier, past., 650.
Chantilly, 532.
 Chantonnay, 654.
 Chapon (Elisab.), 335.
 Charconnay (De). — Voy. Coynaud.
Charenton, 230, 232, 265, 329. — (Tem-
 ple de), 522, 648.
 Charles VIII, 397.
 Charles IX, 46, 90, 571.
 Charles-Quint, 59, 91, 166, 348, 375,
 425, 440, 487, 494.
 Charles II d'Angl., 251.
 Charles-Eug. de Wurtemberg, 215.
 Charles, duc de Gueldres, 358.
 Charlot, cons., 207.
 Charronnet, 53.

- Chartres*, 56, 95, 545. — (Siège), 49.
 — (Vidame de). — Voy. Ferrières.
 Chassanion, past., 624.
 Chassebœuf (F.), past., 653.
 Chataignier. — Voy. Blachon.
Châteaubriant, 287. — (Edit de), 50.
Château-Gontier, 285.
Châteauneuf-de-Lauzon, 575.
 Châteauneuf (Anne de), 175.
 Château-Renaud, 184.
 Chatelaillon (De). — Voy. Courant.
Châtelaine, 317.
Châteliers (Abbaye des), 283.
 Châtillon (G. de Coligny, s^r de),
 amiral, 37, 41, 51, 52, 224, 647, 650,
 653. — (François de), s^r d'Ande-
 lot, 647. — (François de Coligny,
 comte de), 588. — (Louise de Co-
 ligny), 65, 117. — (Odet, card.
 de), 328. — (de Coligny), ecclé-
 siastique, 1630, 96. — Voy. d'An-
 delot.
 Châtanier, 80, 141.
 Chaudet (D.), 237.
 Chauffepié ou Chauffepied (S. de), 6.
 — (Benj. de), 199, 298. — (Sec. de),
 297. — (Anne de), 201.
Chauray, 295.
Chavagné, 297.
 Chebrou, 291.
Chef-Boutonne, 198.
 Cheiron (E.), past., 642.
 Chélius (U.), 338, 478, 483.
Chelles, 414.
 Chenot (Aug.), past., 167, 333. —
 (Fréd.), 213.
 Chéron (Elisab.-Sophie), 530.
Cherveux, 198.
Chesaubenoit, 397.
 Chevaleau de Boisragon, 240, 298.
 Chevalier, 212, 226.
Chine, 368.
 Chochot (El.), 374.
 Chodowiecki, 52.
 Choiseul (Duc de), 550.
 Cholet (abbé), 152.
 Chorel (B.), 318.
 Christian, duc de Holstein, 360.
Christlicher Volks-kalender, 52.
 Christophe de Wurtemberg, 361.
Chronique litt., 51, 109, 221, 270,
 389, 496, 648.
 Chupault (Suz.), 496.
 Chusse (Marg.), 620.
 Cicateau (M.), 298.
Cimetières hug. — (*Mouchamps*),
 616.

- Civile (F. de), 334.
 Civray, 199.
 Clair (Le P. Ch.), 94.
 Clairac, 591.
 Claire-Eugénie (L'infante), 45.
 Clanché (Abbé), 496.
 Clarensac, 562.
 Claude (J.), past., 252.
 Claude de France, 438, 440, 449, 471.
 Clément (L.), 496. — (Jacq.), 656.
 Clément VII, pape, 338, 348, 443.
 Clément VIII, pape, 250.
 Clerc (J.), 198.
 Clermont-Ferrand, 95. — de Lo-
 dève, 640.
 Clisson, 287.
 Clouet (F.), 101, 532.
 Cognac, 184, 192, 245.
 Coindet, 257.
 Coindy (De), 234.
 Colani (T.), 504.
 Colin (Abbé Jacq.), 358.
 Colines (S. de), 408.
 Colladon (Nic.), 567.
 Collèges prot., 105, 334. — de La
 Rochelle, 102. — de Guyenne, 277.
 Collet-de-Dèze, 568, 639.
 Collon (J.), 306.
 Colmanus, prieur, 60 n.
 Colmar, 392.
 Cognac, 157, 567, 617, 639.
 Cologne, 611.
 Cologny, 254.
 Colomiès, 279.
 Combet (J.), 158.
 Combernoux (Is.), 159.
 Combes (J.), past., 606. — (Dlles),
 141, 148.
 Comp^{ie} du St-Sacrement, 91, 222.
 Compestret, 161.
 Compiègne, 404, 408, 462.
 Complainte (La) pour un prison-
 nier, 394.
 Concorde (Essais de, — 1535), 337,
 477.
 Condé (Louis de Bourbon, pr. de),
 40, 49, 52, 89, 649). — (H. de), 221.
 Condé-sur-Noireau, 378.
 Condren (Le P.), 94.
 « Confession de la foy... » (Augs-
 bourg), 166.
 Congénies, 567.
 Conges de Lagarde, 587.
 Consistoires (Biens des). — (Dau-
 phiné), 53.
 Constance, 343, 478, 491, 494.
 Constant, 588.
 Constantin (Rob.), 277.
 Constituante (La), 391.
 Contensin (De), 378, 387.
 Contenson, 208.
 Conti (Prince de), 108.
 Contreuve (De). — Voy. Allainville.
 Convention (La), 329, 514.
 Convertis, 585.
 Copenhague, 523.
 Coppier (A.), past., 623.
 Coquereau (De), 334. — Voy.
 de Heris.
 Coquerel (E.), 166. — (Ath.) fils,
 past., 225.
 Corbarieu, 142.
 Corbeil, 225.
 Corbetes, 603.
 Corbie, 355.
 Corbière (Ph.), past., 162, 624.
 Corbin (J.), 291.
 Cordeliers de Meaux, 397, 400,
 456.
 Cormery-lès-Tours, 401.
 Cornyaret (J.), 580.
 Coromandel (Côtes de), 167.
 Correspondance, 55, 111, 167, 222,
 276, 329, 560, 661. — de Th. de
 Bèze et de Bullinger, 87. — de
 G. Briçonnet et de Marg. de Na-
 varre, 393, 661.
 Corteiz (P.), past., 605, 639. —
 (P.), neveu, past., 9, 80, 135.
 Corvisier, 52.
 Cossé-Gonnor (A. de), 540.
 Coste (Dauph. de), 605, 642.
 Cottiby, past., 108.
 Coucis (Ch. de), 535.
 Coucy (Edit de), 353.
 Cougnac (De), 306.
 Coularou (Suz.), 555.
 Coulonges, 298, 308. — les-Royaux,
 181, 239, 300.
 Courant (J.), 297.
 Courbiac, 209.
 Courdil (J.), past., 638.
 Cournonterral, 641.
 Court (A.), 8, 21, 86, 141, 143, 165,
 547, 554, 605.
 Courthézon, 622.
 Cousin (J.), 529. — (J.), prêtre, 234.
 Coussot (Er.), 304.
 Couvents, 78, 124, 162, 239, 240.
 Coyauld (J.), 311. — (L.), 313.
 Cratander (A.), 274.
 Crespin (J.), 226, 279, 622.
 Crezesse, 295.
 Cros, 567.

Crosaute [*Croix-Haute*], 579.
Crouvelier (B.), past., 567.
Crussol (Jacq. de), 570.
Cruvelier. — Voy. *Crouvelier*.
Cuchet (Jacq.), past., 123.
Cuissard, 392.
Cujas, 280.
Culte hug., 517.
Cunitz (A.), 504, 614
Cuvier, 220. — (F.), direct., 215.

Daïtz (D.), 541.
Dalgue (P.), past., 607.
Dalheim, 275.
Dalichamps (J.), 166.
Dalton (D^r), 546.
Damians, 238.
Damville (M^{re} de), 582. — Voy. *Montmorency*.
Danemark, 360, 639.
Danetz, supér^r, 196.
Dangeau (De), 242, 244.
Dannreuther (H.), past., 48, 53, 222, 224, 275, 496, 502, 560.
Danorel, 640.
Daquin, médecin, 366, 369.
Dardier (Ch.), past., 40. — (J.-P.-T.), past., 609.
Darmesteter (Mme James), 109.
Daudé, juge, 160. — d'Olimpies (J.), 639.
Dauge, 546.
Dauphiné, 53, 55, 147, 165, 398, 515.
 — (Temples, 1664), 109.
Dauriac (A.), 568.
Dautun (J.-A.), past., 638.
David (Jacq.), 306. — (de *Lausanne*), 552.
Davin (Jacq.), 623.
Dayme (Dlle), 78.
Dechazaud, proc., 289.
Déclaration olographe (Marie Pouget, 1694), 33.
Déclinaisons (Les), au presbyt. de *St-Gelais*, 31.
Decrue (F.), 44 n.
Dedieu, 78 ss, 624.
Dégremont (L.), past., 262, 269.
Dejoux (M.), 198.
Delamarre, comm., 240.
Deléamont (Marg.), 609.
Delenne (R.), past., 602.
Deleuze, 156, 554, 567.
Dell'our (P.), 209.
Delft, 57, 113.
Delineau (P.), 283.

Delisle (Léop.), 504.
Delon (Dlle), 141.
Delort (François), 159.
Delpens, past., 624.
Delpuech (Anne), 603.
Delsoulié (Suz.), 208.
Delzolliès, 209.
Demeurs (J.), 209.
Des Abrits. — Voy. *Privat*.
Désandans, 214.
Des Aulnais. — Voy. *Suyrot*.
Des Bordes. — Voy. *Mercier*.
Deschamps de Marcilly, 171, 309.
Desdultz (L.), 237.
Desemme, 284.
Des Essarts, 202. — Voy. *Montalbert*.
Des Francs. — Voy. *Chaigneau*.
Deshoulières (Mme), 252.
Des Hours, 565, 624.
Désiré (A.), 652.
Deslandes, 285. — Voy. *Guilloteau*.
Des Loges, past., 631.
Des Mahis, past., 203.
Desmarests, past., 127.
Desmier d'Olbreuse, 180, 201, 239, 242.
Desnoiresterres, 315.
Des Prez, 280.
Des Prunes. — Voy. *Chevalier*.
Despuech (Anne), 554.
Des Roches. — Voy. *Savignac*.
Destein, 283.
Destrech (E.), past., 556.
Des Ursières, 583.
Des Vignolles, 156, 570, 574.
Deublinger (Fr.-Chr.), 523.
Deux-Ponts (Duc de), 51.
Deydieu, 148 n.
Deyron (D.), 569.
Dhombres, 609.
Die (Acad. de), 53.
Diego de Carvajal, 540.
Dieppe, 40, 329, 389, 631.
Dieu (De), 24.
Digne, 95.
Dijon, 95, 398, 401, 495, 515, 529.
Dillemburg, 66.
 « **Discours** sur le saccagement des Eglises... », 515.
Dispanse (B.), 569.
Dobus, 209.
Dodi (M.-A.), 601.
Dol, 47.
Döllinger, 559.
Donnadieu (J.), 563.
Dordrecht, 70, 331.

Doria (A.), 470.
 Dorigny, 221.
Douc-la-Fontaine, 285.
 Douen (O.), 199, 613.
 Doullon (L.), 443.
 Doumergue (E.), prof., 560. — (P.), 511.
Dourbies, 162.
Dourdan, 230, 236.
 Douriech, 547 ss.
 Doussot, 284.
 « Dragon » (Le). — Voy. Boyer.
 Dragon de Pompeyran, prieur, 563.
Dragonnades. — (*Aunis*, 1681), 189.
 — (*Niort*, 1681), 200.
 Drelincourt (Ch.), past., 98, 648. — (Laurent), past., 210, 302, 304.
Dreux (Bat. de), 536.
 Druillon, 565.
 Drulhon, 565, 569, 576.
 Dryander [F. Enzinas], 204.
 Du Bartas (S.), 336.
 Du Bellay (G.), 338, 477, 483. — (J.), 351, 354. — (Charlotte), 298. — (René), 349, 351.
Dublin, 189.
 Dubois (Marg.), 606.
 Dubosc de Mandreville, 334.
 Du Boscq de Beaumont, 499.
 Dubot, 233.
 Dubourg (Ant.), 353. — (Anne), 657.
 Du Breuillac. — Voy. Savignac.
 Dubruc, 605, 644.
 Ducasse (Ch.), past., 328.
 Du Cerceau, 529.
 Ducros, 553. — (A.), 456. — (F.), 558. — (J.), past., 555, 606.
 Du Deffans. — Voy. Jouslard.
 Dufay de la Taillée, 32, 193, 198, 298, 310. — de Souché, 193, 298, 311. — d'Exoudun, 310.
 Du Fief. — Voy. Logand.
 Dufour (Théoph.), 54, 89, 647.
 Du Fresne-Canaye (Ph.), 271.
 Du Gressentis. — Voy. Villars.
 Du Guerrier (L. et P.), 530.
 Du Mas (S.), 619.
 Dumas (Ant.), 568. — La Caze, 22.
 Dumées (Th.), 496.
 Dumoulin, apothic., 208.
 Du Moulin (P.), past., 227.
 Dumoustier, 41 n.
 Du Museau. — Voy. Morelet.
 Du Perron (card.), 230.
 Du Pineau. — Voy. Huët.
 Du Plan (Benj.), 9. — Voy. Massabieaux.

Du Plessis-Beaumanoir. — Voy. La Varenne.
 Du Plessis-Mornay, 118, 230. — (Mme), 226.
 Dupont, 593, 604.
 Duprat, chanc., 353, 413, 433, 536. — Voy. Teurtollon.
 Duprè, médailleurs, 530. — Lasale, cons., 657.
 Dupuy, 554, 593, 617. — (E.), 389. — (J.), 595. — Voy. Froment.
 Duranc (Nic.), 626.
 Durand, viguier, 587. — (J.), past., 642. — Fontcouverte, past., 638.
 Du Reclus, 541.
 Du Renel (Marie), 496.
 Dürer (Alb.), 531, 534.
Durfort, 604, 607, 635, 638. — (De). — Voy. La Nogarède.
 Durosier [Douriech], 549.
 Du Roulet, 35.
 Dussieur (S.), 335.
 Duverger (H.), 312.
 Du Vergier (A.-F.), 308.
 Duvernoy, 220.
 Du Vieux-Fourneau. — Voy. Savignac.
 Du Vigeau, 51.
 Du Villard (Magd.), 554.
 Du Villars (Jacq.), 157.
 Dyolet. — Voy. Yolet.

Ebrard, 78, 573.
Echiré, 198, 309.
 Eeman (J.), 530.
Ecosse, 168, 389, 518, 532.
Édit de Châteaubriant, 50. — de Janvier, 40, 541. — de Nantes, 155, 250, 388, 517, 543. — Médaille du 3^e cent^e, 112.
 Edouard VI d'Angl., 261.
 Egmont (Comtesses d'), 72.
 Elbeuf (René, marq. d'), 40.
 Eléonore (La reine), 68, 349.
 Elisabeth d'Angl., 37, 110.
 Elle-Ferdinand (L.), 530.
Embsden, 70.
Embrun (Arch. hospit. d'), 53.
 Emmanuel de Portugal, 68.
Enfants prot. (Enlèvements d'), 293.
 Enghien (Duc d') [1685], 307.
Enlèvement de huguenots (1584), 221. — d'enfants, 293.
 Enschedé (D'), 558.
Enterrements prot., 526.
 Enzinas (F.) [Dryander], 204.

- Eon (Chevalière d'), 648.
Epernay, 405.
 Erasme, 433, 534.
 Erichson (A.), 479, 614, 616.
Ernée, 285.
Espagne, 276, 476, 536, 543. — (Hérétique espag. en France, 1593), 204, 276, 334, 503.
 Esplard, cap*, 587.
Esprunes, 226.
Essais de concorde (1535), 337, 477, 647.
 Esserteau, 300.
Essling, 494.
 Esternay, 41 n.
 Estienne (Henri), 89, 496, 657. — past., 624.
 Estissac (D'). — Voy. La Rochefoucault.
 Estrées (D'), 184.
Etampes, 236.
 Eugénie (L'impératrice), 528.
 Euse (D'). — Voy. Bologne.
 Euzière (Ant.), 577.
 Evrard (J.), 536, 539.
Evreux (Evêq. d'), 167.
Exiles, 245.
 Exoudun (D'). — Voy. Dufay.
Exposition univ. de 1900, 50, 166, 327, 329, 387, 647.
 Eymar. — Voy. Aymar.
Fabre (Cath.), 555, 606.
 Fabry, 427, 432, 443.
 Faenza (Evêque de), nonce, 352.
 Fages, not*, 78 n.
 Falgualrole (G. de), 604.
 Falguerolle (Cl.), past., 567, 574, 617. — (J.), past., 567. — (D.), 156.
 Falguerolles (Violande de), 157, 604.
 Falgueyrolles. — Voy. Falguerolle.
 Falguière (Anne), 159. — (Alph.), 160.
 Fallot, 220. — past., 214.
 Farcy (J.), past., 233.
 Farel (G.), 56, 428, 448, 454, 458, 463, 468.
Faremoutier, 414.
 Farnèse (Card.), 280. — (Alex.), 73.
 Fauconnier (Anne de), 237.
Faugères, 556.
 Faulcon (Abel de), 156.
 Faveyrolles (P.), past., 568.
Favières, 56.
 Favre (L.), 200 n.
 Faye (Cl. de), past., 165.
 Feer (L.), 6, 373.
 Feldkirch, 413.
 Félice (P. de), past., 49, 165, 166, 327, 328, 608, 647.
 Félinus (Aretius) [Bucer], 494.
 Fénelon, 178, 192, 243, 247, 302, 612.
 Féray, 646.
 Ferdinand, consul, 601. — Voy. Elle.
 Ferdinand (Le roi), 352, 358, 361.
 Ferrand, 220.
 Ferrier (J.), 595.
Ferrières (Gard), 161.
 Ferrières, 160. — (J. de), 40.
 Ferron (A.), 425.
 Fesquet (P.), past., 554, 604.
Fête de la Réformation, 647.
 Feugère, (L.), 272.
 Feuguerau (De), 502.
 Feuillet de Conches, 172.
 Février (R.), past., 580.
 Fezensac (De), 336.
 Figeyrilie (J.), 157.
 Filleau, 95, 100, 245.
 Fillon (B.), 496. — (Arth.), chan., 101, 433.
 Finiels (Marg.), 555, 607. — (J.), past., 608.
 Finot (J.), 505.
Flandre, 66, 504, 515.
 Flavard (J.), past., 621, 633.
 Fléchier, évêq., 550.
 Fliedner, 53.
Florac, 605, 623, 633.
Foissac, 84, 132, 135.
Foix (Comte de), 9, 141, 150, 607.
 Fonbrune-Berbinau (P.), past., 6, 98, 165, 327, 613.
Founeuve, 12, 23.
 Fons (De). — Voy. Cambis.
 Fontaine (J.), voyag., 47.
Fontaine-sous-Prémont, 56.
Fontainebleau, 66, 203, 230, 419, 496, 529.
 Fontanelle, propos., 9, 135. — Voy. Fontanelle.
 Fontanilles (De). — Voy. Calvet.
 Fontbonne-Duvernoy, past., 381.
 Fontcouverte. — Voy. La Cour.
 Durand, Brueys.
 Fonteneau (Dom), 296, 313.
 Fortenelle, propos., 80. — Voy. Fontanelle.
 Fontes, 78.
 Forimort (De), 182, 239. — Voy. Jouslard.
 Forbin-Janson (T. de), évêq., 95, 108.
 Forest (J.), 530.
 Forestier (Marg.), 308.

Formy, past., 570.
 Fornier, 589.
 Fors (De). — Voy. Du Vigean.
Fort-Dauphin (Madagascar), 500.
 « **Fortifications** (Des) et artifi-
 ces... », 519.
 Fortin de la Hoguette, évêq., 203.
 Fouchier (F.-J.), 308.
Fougères, 287.
 Fouillée (Alfr.), 204.
 « Foulonneuse » (La) de *Sapiac*,
 140.
 Foulque (J.), 568.
 Fouquet (F.), évêq., 95. — de Tholon,
 587, 590.
 Fournier (E.), 609.
 Fox (Georges), 319.
 Fraissignes, 30, 78, 140.
Fraissinet, 606.
 Fraissinet (Anne), 555, 605. — (J.),
 564.
 France, receveur, 141.
France prof., 165.
Francfort-sur-M., 215, 557, 611,
 638.
 Franchimont, 238.
 Francillon (L.), 608.
François, 302.
 François 1^{er}, 44, 66, 67, 109, 270,
 273, 337, 394, 409, 477, 500, 536,
 647.
 François II, 650.
 Franklin (Alfr.), 328.
 Frappier (Th.), 186.
Fravé, 20.
 Frecht (M.), 338.
 Frédéric III, électeur palatin, 70,
 88, 117.
 Frédéric-Eug. de Wurtemberg, 215.
 Frédéric-Guillaume 1^{er}, de Brande-
 bourg, 251.
Frémontier, 224.
Frênes, 468.
 Frère (F.). 314. — (R.), 313.
 Frezoul (P.). 568.
 Frick (C.), 338.
 Friquet (F.), 209.
 Froidevaux (H.), 500.
 Froideville (G. de), past., 603.
 Froment (Elisab.), 554, 604.
 Frontenac (Mme de), 172.
 Frossard, doyen, 382. — (Ch.), past.,
 327, 387, 618.
 Fruin (R.), prof., 62.
Fugitifs, 281.
 Furstemberg (G. de), 357, 361, 480.
Fuvillac, 209.

Gabriac, 158, 638.
 Gabriac (J.-P.), past., 605.
 Gachet (B.), 299. — (L.), 304.
 Gaidan, 327.
Gaillac, 40, 651.
 Gailon (J.), 590.
 Gal-Ladevèze (A.), past., 555, 607.
 — (Magd.), 607. — Pomaret (J.),
 past., 555, 606.
 Galabert (F.), 31, 86, 151, 272.
 Galardon (De). — Voy. Avice.
 Galary (Magd.), 159.
Galériens, 101, 159, 275, 289, 295,
 637.
 Gales (Galesius), 503. — Voy. Jales.
 Galez (P.), 276.
 Gally de Gaujac, past., 638.
 Gallier (A.), 556. — (J. de), 156.
 Galton, 204.
 Galzi, 549.
Gand, 119.
Ganges, 554, 555, 556, 577, 604 ss,
 641. — (Baron de), 570.
Gap, 53.
 Garnault (E.), 273.
 Garreta (R.), 223, 224.
 Garzain, 552.
 Gasner (Th.), 338.
 Gasques (De), 581. — Voy. Barjac.
 Gastumeau, 211.
 Gaubert (J.), past., 555, 606.
 Gaubertel. — Voy. Gaubert.
 Gaudin (El.), 578, 581.
 Gaurès (J.), 166, 327, 328.
 Gaullieur (E.), 277.
 Gault (J.-B.), évêq., 95, 101.
 Gaultreau, 199.
 Gautier (Abr.), 198. — (Is.), 302.
 Gavanon (J.), past., 606.
 Gazan (David), prédic., 637.
 Gazier, 613.
 Gay (P.), 318. — (Cl.), quaker, 315.
 Gelin (H.), 6, 203, 253, 296, 314.
Généalogie d'Henri IV, 223.
Genérac, 556, 631.
Généargues, 157.
 Geneste, 22.
Genève, 12, 65, 80, 87, 110, 148, 204,
 224, 251, 276, 315, 323, 389, 498,
 503, 506, 547, 549, 557, 562, 602,
 618, 637, 639, 641, 642, 657.
 Genin, 396.
 Genoels (Abr.), 530.
Genolhac, 638.
 Gentillet, 497.
 Georges de Wurtemberg, 362.
 Georges 1^{er} d'Angl., 268.

- Gérard, 614. — (J.), past., 554, 604.
 — (B.), 61, 118.
 Gergy (De). — Voy. Languet.
 Gervais, 555, 606, 607.
Gévaudan (Notables hug. du), 155.
Gex, 101.
 Gibert, past., 549, 606.
Gien, 438.
Giessen, 614.
 Gillier, 246.
 Gimball (Et.), 634.
 Girard, 158, 553, 601, 640.
 Girault (J.), 313.
 Girbe (F.), 626.
Gisors, 515.
 « **Glaive** (Le) du géant Goliath »
 (1561), 166.
 Glory (J.), 209.
 Gobelin (abbé), 184, 248.
 Godard, 49, 216.
 Goguel (P.-H.), 215. — (past.), 214.
Gondin (Moulin de), 295.
Gontaud, 609.
 Gorré, past., 297.
Gotha, 613.
 Goujon (Jean), 529, 531.
 Gourgas (Dlle), 258.
 Gourgues (De), intend., 49.
 Goutès (A.), 159. — (Cath.), 165.
Goux, 295.
 Gaignon (J.), past., 570.
 Grail (H.), past., 555, 606.
Graissessac, 316, 548.
 Gramont, 648. — (A. de), 41.
Grandry, 295.
 Granier (L.), past., 316.
 Granvelle (Card. de), 72, 91.
Granville, 284, 287. — (De). Voy.
 Mériaudeau.
 Grasilier (Abbé), 152.
Grasse, 100.
Gravures, 648.
 Grémian, capitaine, 588.
Grenoble, 95, 102, 231, 547. — (Hôpil.
 de), 53.
 Grévin (Jacq.), 498.
 Grignan (Abbé de), 94, 96.
Grigny, 225. — (De), 226.
 Grillet, past., 577.
 Grimouard. — Voy. de Tubières.
 Grizot (A.), past., 641.
Groningue, 329.
 Grongnet, 604 ss, 638.
 Groslet (J.), 651.
 Grotius, 57.
 Groupy (L.), 233.
 Gryn (B.), 362.
 Gschmus (J.), 274. — (A.), dit Kra-
 mer, 273.
 Guairard (A.), 310.
 Guedoz, 140.
 Guérin (Jacq.), préd., 295. — (D.),
 past., 568, 603. — (Scip.), past.,
 608.
 Guérout (Jacq.), 544.
Guerres de relig. — 151, 221, 513,
 582. — (Prélimin. de la 1^{re}), 535.
 — (*Orléans*), 618.
 Guézet (J.), curé, 652.
 Guibaille (J.), 581.
 Guibal (J.), 158.
 Guichard, 637, 639.
Guides, 281 ss.
 Guiet (Suz.), 198. — Voy. Guyet.
 Guilhaumenc (P.), past., 554.
 Guillaume de Bavière, 362. — le
 Taciturne, 6, 57, 113.
 Guillaume (Abbé P.), 53.
 Guillaume III d'Angl., 244, 546.
 Guillebert, past., 129.
 Guillemann, 209.
 Guillen (D.), 335.
 Guillot, past., 254.
 Guilloteau (De), 181, 199, 297, 300.
Guingamp, 47.
 Guion, past., 118.
 Guisard (F.), past., 554. — (H.), past.,
 601.
 Guise (Fr. de), 38, 540, 648, 653. —
 (Ch. card. de Lorraine), 44, 45, 90,
 658.
 Guiton, past., 327. — (maire), 121.
 Guy (Leon de), 156.
Guyenne, 535. — (Collège de), 277.
 Guyet (Ch.), 309. — Voy. Guiet.
 Guyon de la Fétissière, 198.
 Guyot (H.-D.), 275, 329, 335, 500.
 Haag (MM.), 366.
Haarlem, 59, 69, 116, 129, 203.
 Haldane (R.), 320.
 Haller, 88, 338, 343.
Hambourg, 385.
Hampton Court (Traité d'), 37.
Hanau (Orfèvrerie à), 222.
 Hannart, ambassad., 352.
 Hanotaux (G.), 388.
 Hardivilliers (P. de), évêq., 95.
 Hardouin de Péréfixe, archev., 95.
 Hardy (S.), past., 631.
 Hasselaer (H.), 61.
 Hauser (H.), 270.

- Haussmann, préfet, 528. — (dép.), 646.
 Hauterive (D'). — Voy. Raffin.
 Hayraud (G.), past., 602.
 Hédion (C.), 338, 478, 481.
Heilbronn, 338.
Heidelberg, 70, 517.
 Heinsius, 131.
 Hélis (De). — Voy. Hériss.
 Héromées (Van), 207.
 Hemskerck (M. de), 59.
 Hénault, présid., 65.
Hénin-Liétard, 221.
 Henry (E.), 335.
 Henri II, 67, 498, 557, 565, 651, 657.
 Henri III, 47, 118, 368, 497, 588, 656.
 Henri IV, 39, 45, 117, 169, 223, 250, 271, 280, 308, 310, 321, 336, 376, 392, 519, 588, 592, 646, 656.
 Henri II de Navarre, 476.
 Henri VIII d'Angl., 349, 440.
 Henri-Fréd. de Nassau, 74.
 Héraud (Dlle), 157.
Herbault, 471.
 Hérèle (G.), 560.
Hérétique, espagnols en France (1593), 204, 276, 334, 503.
 Hériss (Christophe de), past., 223, 334, 502.
 Hérisson, 141.
 Hermet, 567.
 Herminjard (A.-L.), 338, 396, 478, 671. — (H.), 672.
 Hersan (J.), 198.
 Hervet (G.), 650.
 Hesse (Philippe de), 352, 361, 488.
 Heude (Nic.), 530.
 Heudicourt (Mme d'), 314.
 Hierle (D'). — Voy. Montfalcon.
 Hillairet (F.), 312.
 Himly, doyen, 504.
 Hinde (Luc), 319.
 Hocart (L.), 52.
 Hohenloo (Ph. de), 74.
 Holbein (H.), 531.
Hollande, 9, 41, 66, 107, 126, 167, 168, 207, 244, 254, 275, 281, 360, 368, 501, 518, 557, 606, 610, 616, 641. — (Refuge en), 122, 501, 641.
Holstein, 360.
Honfleur, 516.
Hôpitaux prot. — (*Paris*, 1653), 105.
 Horst (L.), 615.
 Hotman (F.), 498.
 Houste, 297.
 Huber-Alléon (J.), 315.
 Huet (Am.), 304.
 « Hugon » (Le roi), 557.
 Hugonnec, 140.
 « **Huguenot** » (L'origine du mot), 556.
 Hugues (A.), past., 608. — (J.-P.), past., 619.
Humanisme, 270, 500.
Huningue, 392.
 Icard (Ch.), past., 640.
Iconoclastes, 511.
Ile-de-France, 47.
Iles Normandes, 281.
Illustrations. — Prairie au fond des Caussades (*Montalbanais*), 11. — Vue générale de *Montauban*, 27. — La place du Marché à *Montauban*, 79. — Coteaux de Balandreau (*Foissac*), 137. — *Fac-similé* d'un autogr. du camisard Laporte, dit Rolland, 36; — de l'acte de baptême de Françoise d'Aubigné, 170; — du titre d'un volume du présid. de Fontmort, 197; — de l'acte de baptême de Mme de Caylus, 303; — de l'acte de baptême d'Elisab.-Ant. de Villette, 305. — L'entrée du Prinsenhof, 115. — L'intérieur du temple wallon de *Delft*, 123. — Vue de l'escalier près duquel G. d'Orange fut assassiné, 64. — Portrait de François 1^{er}, 409; — de Louise de Savoie, 439; — de Marguerite de Navarre, 457; — de Ch. Ph. Oberkampff, 644; — du Taciturne, 71; — d'Élie Benoist, 129. — Henri IV victorieux, 518. — Le château de *Mursay*, 179. — *La Roche-Piché*, 283. — La Halle de *Pamproux*, 288. — Place publique de *la Mothe-Saint-Héraye*, 290. — Carte des itinéraires suivis depuis le *Poitou* vers l'Angleterre, 286. — Croquis topographique de *Grignuy*, 229. — Faire-part de mariage du pasteur Marron, 374. — Vue de *Paris* assiégé et pris par Henri IV, 519. — Projets et plans de temples, 520, 525, 527. — L'intérieur du temple de *Charenton*, 523. — L'ensevelissement du Christ, d'après L. Richier, 533. — *Lasalle* (Le Pont-Vieux), 625. — La première maison d'Oberkampff à *Jour*, 645.

Illzach, 273.
Imbert, 157, 299.
Imécourt, 501.
Inard, 20.
Indes, 167, 365.
Indo-Chine, 366.
Innocent XI, pape, 248.
Inquisition (L.), 563, 565.
Institution chrét. de Calvin, 512.
Instructions au s^r de Langey (1535), 354.
Intendants, 49.
Irlande, 10.
Isabey, 646.
Isny, 338.
Is-sur-Tille, 611.
Italie, 205, 274, 280.

Jablonski, prédicat., 546.
Jacques III d'Angl., 267.
Jalaguère (J.), 574. — (S.), 566.
Jales ou Jalez, 503.
Jansénistes, 250.
Javre de Lestortière (Ch.), 311.
Japon, 368.
Jargeau, 230, 334.
Jatès (P.), 204.
Jaubert de Barrau, évêq., 94.
Jaureguy, 72, 118.
Java, 366.
Jean-Fréd. de Saxe, 364 ss.
Jean-sans-Peur, 501.
Jersey, 281, 318.
Jésuites, 64, 93, 118, 250, 251, 271, 275, 371, 560.
Jéune (*St-Hippolyte*, 1577), 579.
Jeymaudy, 30 n.
Jolly (De), 650.
Joly (J.), 304. — (P.-L.), 278. — (Cl.), évêq., 208. — (De), cons., 300. — De *St-Eugène*, 176.
Josas, 234.
Joseph (Le P.), 94.
Joséphine (L'impératrice), 325, 327.
Josselin (E.), past., 556.
Jouan (T.), lib., 336.
Jouarre (Abbaye de), 70.
Joubert (P.), 499.
Joué, 287.
Jourdan, 408, 566. — (F.), past., 555. — (P.), past., 554.
Journet (J.), past., 607.
Jouslard du Delfans, 198. — De *Fontmort*, 175, 300, 307.
Joux (P. de), past., 375.
Jouy-en-Josas, 642.

Joyeuse, 595.
Juan (Don), gouv., 73.
 « **Jubilé** (Du) des Égl. réf... » (Ch. Drelincourt), 98.
Jugla, 30 n.
Juifs, 25, 104.
Julian (J.), consul, 157.
Junin, past., 633.
Juranville. — Voy. *La Motte*.
Juré (Marie de), 392.
Jurieü (P.), past., 131, 253, 610.
Juvignac, 586.
Juvisy, 231.

Keller (D^r L.), 556.
Klingler, antistès, 546.
Knox (J.), 389, 519.
Koch (Chr.-G.), 215.
Krämer. — Voy. *Gschmus*.
Kuhn (F.), past., 6, 49, 326, 328, 387.

La *Baconnière*, 285.
Labadie (J. de), 107.
La Barde, 311. — (D. de), évêq., 95.
Labaulme (Jacq.), 157.
La Baume, 159.
Labbe (Le P.), 280.
Laberde (De). — Voy. *Seigneuret*.
La Bernardière, 594.
La Blachière (De), 31, 166, 314.
La Borde (De), 226.
La Borde-lez-Ris, 226.
La Borderie (De). — Voy. *Boiceau*.
La Borie (D.), prédic., 640.
Laboureur, 208.
La Boyssière (De), past., 575.
La Brémaudière (De). — Voy. *Savi-gnac*.
La Bretonnière (De), 234.
La Brille, 62, 70.
La Bruffière, 287.
La Brumaudière (De). — Voy. *Savi-gnac*.
La Brune (F. de), past., 641.
La Bruque. — Voy. *Dubruc*.
La Bruyère, 252.
La Caitlière (De). — Voy. *Marsault*.
Lacam (Isaac), 208.
La Cardayre, 208.
Lacassaigne de *St-Laurent*, 240.
Lacaze (Métairie de), 42, 22.
La Caze. — Voy. *Dumas*.
La Charce (De). — Voy. *La Tour*.
La Chasse, past., 624.
La Chaurrée (De). — Voy. *Avice*.

- La Chaussade (De), 610.
 Lacheret (S.), past., 121, 125.
La Chimbaudière, 298.
La Claparède, 159.
 La Combe (M. de), past., 554. — (B. de), 648.
 La Coste. — Voy. Portal.
 La Cour-Fontcouverte (De), 642.
 La Cour de Mougou (De). — Voy. Avice.
 La Croix (Is. de), 530.
La Croix-de-Mouzoules, 160.
 La Croizette, lieut., 595.
La Crouzette, 592.
 La Douespe (De), 616.
 La Fare (De), 567.
 Lafarelle (J. de), 156.
 La Farelle (De), 575.
 La Faye (A. de), past., 228.
 La Ferrière (H. de), 42.
 Laferrière. — Voy. Gavanon.
 La Ferté (De), 51.
 La Fétissière (De). — Voy. Guyon.
 La Fin (J. de), 42.
 Lafitau, exempt., 13.
La Flèche, 95.
 Lafleur, 30.
 Lafon (L.), past., 388. — Des Faux, 608.
 La Fon (J. de), 568.
 La Fontaine (J. de), 252.
La Fontaine-de-Chavagné, 200.
La Forêt-le-Roi, 236.
 La Fosse (De). — Voy. Urre.
 La Fromentinière (De). — Voy. Her-san.
 La Fuye (De), 604, 641.
 Lagarde (L.), past., 607. — (Mad.), 604. — Lasalle, cap., 587.
 La Garde (De). — Voy. La Nogarède, Avice.
La Genête, 295.
 Lagrange (J.), imprim., 197.
La Grange-de-Bremme, 289.
 Lagrave, 30.
La Grésigne (Forêt de), 81, 135.
 La Grève (Ch. de), past., 117.
La Griffoule (Chât. de), 592.
 La Grue (Th.), 167, 329, 333.
La Guerche, 287.
La Guillotière, 283. — (De). Voy. Aix.
 Lahaye (Le P.), 198.
La Haye, 119, 335.
 La Hogue (De), évêq., 198.
 La Honville (De). — Voy. Bigot.
 La Jaille (J. de), 414.
 La Jauberte (De). — Voy. Calvet.
 La Jeunesse, prédic., 637. — (soldat), 637.
La Laigne, 180, 188, 189, 242.
 Lalance, 220.
 Lalement (Abr.), 198.
 La Martinarys (De), 157.
 La Marzelière (De), 241.
Lamballe, 47.
Lambermont, 502. — (De), 335, 500.
 Lambertau, 300.
La Meilleraye, 287.
La Merlière, 161.
 Lamoignon (G. de), 6, 365. — De Basville, 36, 635.
La Morinière, 287.
 Lamose, 209.
 La Mothe-Claveau. — Voy. Avice.
La Mothe-St-Héraye, 289, 294, 295.
La Motte-Chalançon, 556, 637.
 La Motte-Juranville. — Voy. Allainville.
 La Motte (Abbé de), 234.
La Moujaterie, 240.
La Mouquairière, 285.
 Lamperier (M.), 237.
Landiwy, 285.
Langarran, 586.
 Langelier (A.), lib., 336.
 Langeron (Abbé de), 243.
 Langey (De). — Voy. Du Bellay.
Langlade, 624.
 Langlade, 142.
Langres, 157, 433.
Languedoc, 281.
 Languet de Gergy, év., 173, 246, 247.
 Lannes, 336.
 La Nocle. — Voy. Beauvoir.
 La Nogarède (J. de), 570. — (L.), 156.
 La Norville (De). — Voy. Mercier.
 Lanoue (F. de), 392.
 Lapière (Ch.), prédic., 636.
 La Place (De), past., 570.
 Laplagne, 208.
 La Planche. — Voy. Régnier.
La Planque, 608.
La Planquette, 574, 579.
 La Pommeraye (De), 244.
 Laporte (Dlles), 141. — (Jean), past., 639. — dit Rolland, 35, 165.
 Lapoujade, 138.
 Lappierre, 549.
 La Rainville (De). — Voy. Bigot.
L'Arbalète, 227.
 Larcher (J.-G.), 220.
 La Renaudie, 658.
 Laresseguerie, 141.
 La Reynie (De), 239 ss.

- Larguier, 609.
 La Rivière, 221. — (De). Voy. L'Escherpierre.
 Larmiquière (De), 145.
 Laroche (De). — Voy. Guy.
 La Roche-Allard (De), 186.
 La Roche-Chandieu (De), past., 230.
 La Roche-Elie (De). — Voy. Aix.
 La Rochefoucault (De), 170.
 La Rochejaquelein (De), 181, 245, 308, 312. — Voy. Du Vergier.
 La Rochelle, 54, 95, 102, 105, 120, 151, 210, 240, 272, 281, 297, 500, 517, 522. — (Siège de, 1628), 94. — (Collège de), 102.
 La Roche-Piché, 283.
 La Rocheposay (De), 95.
 La Rouquette, 555.
 Larouquette. — Voy. Privet.
 Larquier (Métairie de), 20.
 La Sagne. — Voy. Dalgue.
 La Sale (P. de), 619.
 Lasalle, 35, 156, 158, 607, 617, 636, 641. — (Les past. de — xvi^e s.), 561.
 Lasalle. — Voy. Conges, Ducros.
 Lasco (Jean-A.), 546.
 Lasfons, 160.
 Lasserre (B.-F.), past., 609.
 La Taillée (De). — Voy. Dufay.
 La Tonnière, 285.
 La Tour, 161. — (C. de), 156.
 Latour (P.), past., 607. — (écuyer), 63.
 La Tour d'Auvergne (H.), 48.
 La Tourette (De), 583.
 Lauberan de Montigny, 228, 232.
 Lauberge (Ch. de), 156.
 L'Aubespine (S. de), 537.
 Launay (De). — Voy. Guilloteau.
 Laune (G. de), past., 631.
 Laurens (F.), past., 553, 580, 629.
 Lausanne, 9, 88, 392, 555, 605, 608, 637, 671. — (Sémin. de), 547.
 Latal (M. de), 554, 604.
 Lautrec, 420.
 Lautrec, 592.
 La Vachette, 586.
 Laval, 95, 284. — (De). Voy. Galtier.
 Lavallée (Th.), 172.
 La Vallée (De). — Voy. Le Gardeux.
 La Varenne (J. de), 311.
 Lavar, 95. — (Evêque de) [1744], 29.
 La Vergnay (De). — Voy. Voullon.
 La Vernède. — Voy. Grail.
 La Viale, 161.
 La Violette, 287.
 La Voulte (Chât. de), 96.
 Laye (F.), 553.
 Layrac, 640.
 Lazo (J.), 553.
 Leautaud (P.), 584.
 Lebeuf (Abbé), 227.
 Le Beugnon, 287.
 Le Bleyrard, 618.
 Leboucher, 300.
 Le Bruel, 159.
 Le Caladon, 161.
 Le Cambon, 159.
 Le Caylar, 608, 641.
 Leclerc (Jean), 514.
 Lecomte (L.-F.), 220.
 Le Cornier, 161.
 Lédignan, 157.
 Lédignan, cap*, 585.
 Leers (R.), 611.
 Le Fau, 81, 132, 142.
 Lefèvre d'Étapes, 110, 393, 499.
 Le Fief-Robinet, 300.
 Lefranc, prem. présid., 318. — (A.), 109, 394.
 Le Gardeux (G.), 544.
 Legeay (Marg.), 304, 309.
 Legendre, 502.
 Le Gendre (Ph.), 251.
 Legrand, sénat., 646.
 Le Havre, 37 ss, 653.
 Lehman (P.), 338.
 Lehr (H.), past., 49, 56, 208.
 Leicester, 42.
 Lelong, 585.
 Lemaire (S.), 237.
 Le Mans, 515, 602.
 Le Mazel, 159.
 Le Morme (A.), 199.
 Lemoyne (L.), 180.
 Lenclos (Ninon de), 177.
 Lenoir (Alex.), 529.
 Le Nôtre, 530.
 Lens (de). — Voy. Guyet.
 Léonard Limousin, 529.
 Léonel, 142.
 Léopard (Ch.), 166.
 Le Palet, 287.
 Le Petit-Mars, 287.
 Le Plan, 159, 555, 556.
 Le Plessis-le-Comte, 226. — Marly, 230.
 Le Pont-Marie, 158.
 Le Poulvarel, 634.
 Le Preux, 88.
 Leprince (A.), 230.
 Le Puy, 95. — de Magné-le-Sec, 308.
 Le Riche (M.), 297.
 Leroux (A.), 94.
 Leroy (L.), 367.

- Le Sage (D.), 544.
Les Bordes, 607.
 L'Escalopier, intend., 10, 76, 132.
Les Canals, 161.
Lescar, 592.
 L'Eschallier, 108.
 L'Escherpierre (S. de), past., 120.
Les Côtes, 295.
Lescoutet, 554.
Lesens (E.), 223, 502.
Les Herbiere, 287.
Les Margues, 621.
Les Mattes, 608.
 L'Espagnandel (Math.), 530.
Les Plantiers, 554, 568.
Les Ponts-de-Cé, 285.
 L'Eslang (De), past., 297.
 L'Estoile (P. de), 228.
 Lestortière (De). — Voy. Janvre.
Les Touches, 287.
 L'Estrange (R.), 50.
L'Estréchure, 567.
Les Vans, 548, 577, 603.
 Le Tellier, chanc., 252. — (Le P.), 124.
Le Travers, 161.
Lettres. — De Guillaume de Nassau au Rhingrave, 68. — D'H. de Nassau au duc de Bouillon, 74. — D'Alex. Farnèse à Philippe II, 73. — De Marguerite de Navarre et G. Briçonnet (1521-1524), 393, 661. — De Bucar à J. Sturm (1535), 479. — De Burie à M. de Limoges (1562), 539. — De Th. de Bèze à H. Bullinger (1565), 87 ss. — De Guill. de Nassau à Sonoy (1573), 69. — De Damville aux consuls de Nîmes (1578), 589. — De St-Jalle aux mêmes (1578), 590. — Des Nimois à Cath. de Médicis (1578), 590. — de Charlotte de Bourbon aux comtesses d'Egmont (1582), 72. — De L. de la Blachière à M. de la Taillée (1583), 32. — De P. de Saravia à l'Inquisition (1593), 205. — D'E. Benoit au consist. de Delft (1685), 130. — De M. de Mazade, s^r d'Avèze, à l'intendant de Languedoc (1742), 163. — De St-Florentin à l'intend. l'Escalopier (1744), 76. — De M. de Maniban (1745), 134. — De J.-J. Rousseau à J.-A. Martin (1759), 254. — De P.-G. Douriech (1769), 547. — Du consist. de Montbéliard au ministre de l'Intérieur (1817), 219.
 Leu (Thomas de), 520.
 Le Vallois (J.), 309.
Le Vigan, 156 ss, 555, 556, 575, 603, 604, 607, 609, 620, 639.
 Lévis de Ventadour (De), 96.
 Lewenhoeck, 58.
Leyde, 62, 117, 329, 611.
 Leygues, min., 387, 648.
Lézan, 157, 191.
Lezay, 294. — (Suz. de), 296.
 L'Hom (De). — Voy. Dauriac.
 L'Hospital (Mich. de), 272, 328, 657.
 Lhoste (Marie), 232.
 Liancourt (De), cons., 103, 106.
 Lichtenberger (F.), 504.
Liège, 502.
Lieux d'exercice. — *Arpentigny*, 56.
 Lièvre (Aug.), 31, 182, 200, 295.
Ligue (La), 45, 279, 500, 588. — (en *Champagne*), 560.
Lille, 528.
Limoges, 94, 95, 536. — (Temple de), 104.
Lindau, 338.
Lindebœuf, 222.
Lingon, 140 n.
Lintot, 224.
Linç, 362.
 Lisbe (De). — Voy. Daitz.
 Lisle (De). — Voy. Chauffepied.
Listes de pasteurs. — *Aulas*, 604. — *St-Laurent-le-Minier*, 553.
Lizet, 468.
 Loches (De), past., 22, 78.
 Lobstein (P.), 614.
Lodève, 397, 602, 632.
 Lods (A.), 6, 49, 165, 168, 220, 334, 391, 647.
 Logand (De), 302.
Loi de Germinal, 320, 375.
 Loire (J.-B.), past., 9, 149.
 Lokestart, 128.
 L'Olivier (De). — Voy. St-Julhian.
 Lombard (P.), 530.
Londres, 9, 224, 282, 284, 329, 502, 508, 631, 639. — (Egl. réf. franc. de), 260.
Longeville, 214.
 Longueville (De), 103.
 Lorme (Th. de), 231.
Lorraine, 275.
 Lortie, past., 212.
Loubéjac, 24.
Loudun, 98.
 Louis de Bavière, 362.
 Louis XIII, 120, 156, 313.

Louis XIV. 49, 52, 119, 124, 169, 215, 222, 239, 241, 250, 251, 260, 321, 335, 391, 503, 513, 546.
 Louis XV. 25, 391, 514, 643.
 Louis XVI. 391.
 Louis XVIII. 215.
 Lourdes, 24, 78.
 Louvain, 118.
 Louvois, 55, 232.
 Lozeran (M.), 555, 606.
 Lübeck, 360, 494.
 Lübke, 531.
 Luçon, 616.
 Lude (De), 443.
 Lumeq de la Marck, 62.
 Lund (Archevêq. de), 361.
 Lunebourg, 363. — (De), 489, 493.
 Lunel, 158, 588, 608, 621, 640, 641.
 Luneray, 502.
 Lunès, 606.
 Luré (De). — Voy. Juré.
 Lusignan, 294.
 Lussay, 295.
 Luther (M.), 394, 428, 442, 478, 511, 519, 534.
 Lutz (J.), past., 273.
 Luxembourg, 66.
 Luzès, 607.
 Lyon, 95, 315, 419, 438, 473, 475, 512, 513, 529, 546, 549, 650. — (La Rebeyne de), 270.
Macon, 515. — (Evêq. de), amb., 353.
 Madagascar, 500.
 Madelaine (V.), 502.
 Madières, 554.
 Madras, 372.
 Maëstricht, 275.
 Magdebourg, 494.
 Magnan (J.), past., 622.
 Magné, 181, 298. — (Chât. de), 308.
 Magny, 320.
 Magot, 281.
 Mahistre. — Voy. Maître.
 Maigné (De). — Voy. La Rochefoucault.
 Maillard, 566. — (Th.), past., 31, 291. — (Rob.), past., 630. — (J.), 631.
 Maillé, 297.
 Mailleçais, 297.
 Mailly (De), 241. — Voy. Ste-Hermine.
 Maimbourg (Le P.), 146.
 Maine (Duc du), 306.
 Maintenon (Mme de), 6, 124, 169, 230, 291.

Maistre (J.), 160.
 Malabar (Côte de), 367.
 Maleras (De), 591.
 Malet (F.), past., 604.
 Malherbe, 235.
 Maligny (De). — Voy. Ferrières.
 Mallet, 646. — (Mme Jules), 643.
 Malte, 101.
 Manas (De), 336.
 Manche (Iles de la), 502.
 Mandagout, 605, 608, 638.
 Mandelslo, 367.
 Mandreville (De). — Voy. Dubosc.
 Manent (Marg.), 568.
 Maniban (De), 134.
 Manneville-le-Goupil, 630.
 Manosque, 622.
 Mansfeld (Ch. de), 91.
 Maras (A.), 212.
 Marazel (P.), past., 555, 606, 607.
 Marcassargues, 565.
 Marchand (Marg.), 311.
 Marchant (Anne), 297. — (J.), 297.
 Marcilly (De). — Voy. Deschamps.
 Mareks (E.), 655.
 Mareonnay (Cath. de), 240.
 Marennes, 103, 222. — (De). — Voy. Martel.
 Marguerite (de Jersey), 284.
 Marguerite de Navarre, 6, 109, 349, 393, 647.
 Marguerite de Valois, 336.
Mariages prot., 26. — (l'aire part de), 373.
 Mariette, 141.
 Marigny, 619.
 Mariocheau Bonnemor, 211, 242.
 Marion, 568. — (B.), past., 567, 622, 630, 635.
 Marmande, 205, 278, 280. — (De), 493.
 Marnix de Ste-Aldegonde, 6, 60.
 Marolles (De), 52.
 Marron (H.), past., 373, 381, 524.
 Mars, 157, 159, 602.
 Marsaucoux, 56.
 Marsault de la Caillièrre, 200.
 Marseille (E.-S.), past., 556.
 Marseille, 95, 100, 470, 475. — (Hospit. des forçats), 101. — Entrevue de (1533), 338.
 Marsillac (Et.), 198.
 Marsillargues, 621, 640.
 Marteau (J.), past., 288. — (Pierre), 611.
 Martel, 123, 222.
 Martigné-Ferchaud, 287.

Martin (A.), 310. — (F.), past., 325, 555. — (G.), 603. — (J.-A.), past., 254. — (V.), 49, 387, 647. — (présid. du Consist. de Genève), 323. — (not.), 298.
 Martineau, curé, 308.
Martyrs, 555, 565, 606, 638, 657.
Marvéjols, 623, 632, 637.
 Marzials (Th.), past., 267.
Mas del Puech (Le), 626.
Mas de Travers (Le), 160.
 Massabieaux (M.), past., 555.
 Massanes (De). — Voy. Boifiils.
 Massiou, 152.
 Masson, 199, 224, 502.
 Mathieu (F.), 140, 608.
 Mathion, 297.
 Mathurin, exécuter, 291.
 Matignon (M^{al} de), 499.
 Mauget (G.), past., 623.
Mauguio, 577.
Maulbrom, 558.
 Maunoir, 329.
 Maupéau (A.), 602.
Maupertuis, 295.
 Maurel (D.), past., 608.
 Mauri (Magd.), 209.
Mauvezin, 23, 556.
 Mauzé (jésuite), 199.
Mauzé, 246.
Mayence (Electeur de), 488.
 Mayenne (Duc de), 47, 280.
 Mayré (Suz. de), 312.
 Mayron, 585.
 Maystre, past., 259.
 Mazade (Et.-L. de), 463.
Mazamet, 10, 548, 604.
 Mazarin (Le card.), 96, 251.
 Mazel (D.), past., 638.
Mazères, 141.
 Mazet, vic., 318.
Mazères-en-Gâtine, 282.
 Mazurier (M.), 468.
 Meaulme (F.), curé, 170.
Meaux, 95, 110, 307, 393, 465. — (Cordeliers de), 397, 400, 456.
Médaille du 3^e centenaire de l'édit de Nantes, 112.
 Médan (De). — Voy. Bourdin de Morogues.
Médecins, 98. — (*Rouen*), 106.
 Médicis (Cath. de), 40, 336, 439, 457, 497, 648. — (Julien de), 398.
 Méglin, 220.
 Mélanchton (Ph.), 166, 333, 478, 534, 613, 647.
Melle, 297.

Melville (A.), 391.
 Mèly, 514.
Memmingen, 338, 494.
Mémoire des assemblées... (*Montauban* 1744), 18; — sur l'état du prot. au pays de *Montbéliard* (1814), 215. — sur l'organisation du culte prot., 378.
 Mènard (Ph.), past., 262.
Mens, 327.
Mer, 653.
 Mercier, 556, 602, 603. — s^{re} des Bordes, 225 ss.
 Mercieux (P.), 109.
 Mercœur (Duc de), 47.
 Mère (De), 176, 313.
Méreaux, 263.
 Mèriaudeau, 298, 299.
 Merlin, past., 297.
 Meschinet de Richemond, 53, 212, 328, 335, 668.
 Mesmin (M.), 311.
 Mesmy (De). — Voy. Daitz.
 Mesnil (J.), 458.
 Mesny (De). — Voy. Aix.
 Messines (J.-H.), past., 609.
 Métails (abbé), 49, 165.
Metz, 70, 95, 100, 102, 247, 275, 500, 514. — (Temples de), 104.
 Metzger, 218.
 Meurier (J.), 230.
 Meursius, 279 n.
 Meyer (Jacq.), 329.
 Meyrieux (De). — Voy. Calvet.
Meyrueis, 609.
 Mezard, past., 578.
Mézières, 359, 401, 408.
Mialet, 157, 566, 607, 631.
 Michaud, notaire, 212.
 Michaut (P.), guide, 281. — (J.), 283.
 Micheau (P.), prédic., 295.
 Michel (A.), 511.
 Michelin (J.), 530.
 Mierevelt, 75.
 Migault (J.), 246.
Milan, 475, 495. — (De). — Voy. Du Fay.
Milhaud, 588.
 Mill (W.), 390.
Millau, 10, 78, 144, 149.
Milly, 231.
 Miramion (Mme de), 239.
 Mirandolle (R.-N.-L.), 499.
 Mireveld. — Voy. Mierevelt.
 Miriganti, 145.
 « **Miroir** (Le) de l'âme péché... », 110.

Misére, 198.
 Misson (Benj.), 247.
 Mitchell (A.-F.), prof., 389.
 Mittau (De). — Voy. Caumont d'Arde.
 Modens (J.), past., 639.
 Moillon (Is.), 530.
Moines, 563, 565, 586.
 Molé, garde des sceaux, 106.
 Molière, 96.
Molières, 157, 160, 554, 602.
 Momméja, 24, 78, 148.
Moncontour, 47, 54.
Mondardier, 554.
 Monluc (B. de), 536.
Monnayeurs, 559.
Monoblet, 555, 563, 567, 606, 623, 637.
Mons, 244.
 Montaillon (De). — Voy. Jouslard.
 Montalembert (De), 175.
Montauban, 9, 53, 78, 121, 132, 141, 278, 382, 522, 536, 602, 640. — (Assemblées, 1744), 7, 76, 132. — (Club jacobin), 272.
Montbéliard, 6, 55, 165. — (Collège de), 216. — (Egl. prot. du pays, 1793-1814), 213.
 Montblanc (De). — Voy. Castanet.
 Montbounoux, 635.
 Monteil (A. de), 592.
 Monteils (Mme de), 78.
Montélimar, 231.
 Montels, 640.
 Montespan (Mme de), 178, 302.
 Montesquieu, 46.
 Montfalcon (F. de), 602.
Montfort, 336.
Montfrin, 589.
 Montigny (De). — Voy. Lauberan.
Monthéry, 234.
Montmartre, 414.
 Momméja. — Voy. Momméja.
Montmorency, 254. — (Connét. de), 40, 44, 349, 353. — (Il. de), 583. — (F. de), 336, 654.
Montournais, 287.
Montpellier, 31, 95, 156, 162, 334, 335, 382, 500, 553, 555, 567, 568, 570, 583, 602, 606, 608, 620, 638, 640, 642.
 Montpinsson (De). — Voy. Martel.
 Montvaillant (De), 624, 637.
 Moore, 646.
 Morangis (De), 100.
 Moreau (P.), lecteur, 198. — (P.), past., 114.
 Morel (D.), 284.
 Morelet de Museau, 478.

Morgue. — Voy. Mourgues.
 Morier (A.), 626.
 Morin, 198, 302.
Morlaix, 95.
 Mornay. — Voy. Du Plessis.
 Morogues (P. de), 238. — Voy. Bigot, Bourdin.
Morsang-sur-Orge, 234.
Moscovie, 182.
 Moshin (De), 640.
 Motley (Lothrop), 62, 65.
Mouchamps, 328, 616.
Mougou, 198, 199, 294. — (De). — Voy. Avice.
 Moulières (Cath.), 591.
 Mounier, 607.
 Moureil (L.), 196.
 Mourgues, capitaine, 588. — Dalgues (M.-J.), past., 556.
 Mourmoyrac (De). — Voy. Du Puy.
 Moutarde, past., 270.
 Mouy, 41 n.
Mouzoules (Assembl. de), 159.
 Moyne (Aubin), 302.
 Moynier (J.), past., 623.
 Muin (De), intend., 189.
Mulhouse, 273.
Munich, 362.
 Muno, 502.
Munster, 359.
 Müntz (E.), 168, 328, 505, 668.
Mursay, 171, 301, 309, 310.
Mus, 641.
 Musius, prieur, 59.
 Myconius, 338.

Nador de Samarie, 369.
Nancjouis, 209.
 Nantes, 95, 287, 375, 528.
 Napoléon I^{er}, 213, 288, 320, 375, 644.
Narbonne, 95, 107, 163. — (Assembl. prov. de 1745), 7.
 Nassau (Ph.-G. de), 74. — (Maria), 74. — (G. de) dit le Vieux, 66. — (Jean, Henri et René de), 66. — (F.-II. de), 117.
 Navailles (M^{te} de), 186.
 Navas (El.), 159.
Nécrologie. — M. Sam Berger, 503. — M. A.-L. Herminjard, 671.
Négociants prot. — (Rouen, 1694), 109, 206.
Nègrepelisse, 10, 78, 133, 439.
 Nemours (Duc de). — Voy. Julien de Médecis. — (Duch^e de), 462. — Voy. Philib. de Savoie.

Nesmond de Sansac, 181, 199, 297, 299, 311.
Neuchâtel, 257. — (Refuge à), 502.
 Neulize (Mme de), 50, 166.
 Neuilhan (De), 173. — Voy. Baudéan.
Nevers, 95.
New-Bordeaux, 606.
Nice, 658.
 Niepce, 514.
Nîmes, 125, 163, 204, 277, 548, 562, 564, 567, 568, 604, 617, 623, 631, 642.
 Nines (M.), 608.
Niort, 31, 170, 210, 282, 289, 298, 301, 310. — (Dragonnades à), 200. — (Temple de), 201, 301.
 Nissolle (J.), 159. — (L.), 604.
 Noailles (card. de), 94, 212, 244.
 Noguier-Randavel, past., 555, 607.
Nonancourt, 529.
Normandes (Iles), 281.
Normandie, 39, 109, 222, 281, 630.
N.-D. d'Angle, 180.
N.-D. de Chage, 398.
 Nougulier (El.), 574.
Nouveau-Test. (Trad. franç. du), 499. — de Th. de Bèze, 88.
 Nouys (J.), past., 604.
 Novis. — Voy. Nouys.
Noyers, 513.
Noyon, 95, 619.
Nuremberg, 488.
 Nuzette, 601.

Oberkampff (Chr.-Ph.), 642. — (H.), 643. — de Dabrun, 643.
 Oches (F. d'), 101.
 (Ecolampade), 467.
 Olaxa (G.), past., 205, 278.
 Olbreuse (D'). — Voy. Desmier.
 Olier (Abbé), 94.
 Olympies (D'). — Voy. Daudé.
 Olivétan (Rob.), 499.
 Olivier. — Voy. Loire.
 Olivier-Desmont (J.), past., 607.
 Omont, 367 n.
Oppenheim, 476.
Orange, 95, 106, 107, 175, 204, 277, 546, 630.
Ordonnance de M. de Burie (*Guyenne*, 1562), 541.
Orfèvres, 530. — (*Hanau*), 222.
Orignac (Châl. d'), 202.
Orléans, 39, 40, 95, 100, 203, 226, 232, 515, 516, 607. — (Guerres de relig.), 648. — (Ch. d'), 396. — (Duché d'), 526. — (Gaston d'), 94.

Orthe (D.). — Voy. Aspremont.
Orthès, 224, 607.
 Osorio, 367.
 Ostervald, 499.
Oùalle (Suz.), 212.
Ouerre, 56.
 Oulson (J.), 221.
Ouvriers (xv^e et xvi^e s.), 271.
Oxnebirg, 360.

Paddington, 267.
 Pagès Vignante, 142.
 Pagézy (J.), past., 641.
Palatinat, 55, 517.
Paliacatta, 168.
 Palissy (B.), 54, 151, 496, 529, 532.
 Pallardy (L.-B), proc., 309. — (M.), 313.
Pamplie, 287.
Pamproux, 31, 288.
 Pannier (Jacq.), past., 238, 334, 373, 647.
 Papin (Is.), past., 611.
 Papinaud (J.), 198.
 Parabère (De). — Voy. Baudéan.
 Parieu (De), 378, 387.
Paris, 95, 99, 103, 185, 203, 239, 240, 256, 273, 369, 412, 421, 434, 437, 478, 519, 609, 647. — (Acad. hug., 1638). 100. — (Acad. roy. de peint.), 530. — (Assembl. luth. 1657), 107. — (Billetes), 526. — (Bastille), 407, 242. — (Cim. prot., 1604), 230. — (Comp^{te} du Saint-Sacrem.), 91. — (Directoire gén.), 385. — (Egl. de l'Etoile), 168. — (Exercice de *Gri-gny*), 225. — (Fac. de théol. prot.), 504. — (Hôpit. prot.), 105, 106. — (Hôtel de ville et ports), 401. — (Oratoire), 524. — (Parlem^t), 100, 397, 400. — (Pentemont), 524. — (St-Esprit), 528. — (St-Germain-des-Prés), 397. — (St-Louis-du-Louvre), 373. — (St-Marie), 524. — (Sorbonne), 6, 50, 347, 353, 364, 401, 427, 442, 469, 504. — (Temple de la rue Chauchal), 168, 524. — (La « remise aux hug. »), 648.
 Parlier (A. de), 157.
 Parr (Cath.), 110.
Parthenay, 284, 313.
 Pascal (C.), past., 6, 75, 131, 269. — (J.), 158.
 Pasquier (El.), 272.
 Passenger (Th.), 50.

Pasteurs. — (*Aulas*), 602. — (*St-Laurent-le-Minier*), 553. — (*La-salle*), 561, 617. — *Apost.*, 108, 123, 203, 607.

Patay, 528.

Patry (H.), 151, 155, 535, 538.

Pau, 95.

Paul (A.-F.), past., 609. — *Voy. Marazet*.

Paul III, pape, 351, 354.

Paulet (Marc), 157. — (P.), past., 157.

Pavie, 476.

Payan, past., 621.

Pechboyer, 132.

Peire (L.), 159.

Peirol (J.), past., 640.

Pelet (Suz.), 607.

Pelon (F.), past., 556.

Pelletier (Suz.), 301.

Pellican, 339.

Penn (G.), 319.

Penthièvre (Maison de), 47.

Pépin (A.), past., 563, 567, 623.

Perdriau, prof., 259.

Perez (J.), 204.

Péricard (F. de), évêq., 95.

Périer (J.), 272.

Périgord, 21.

Périgueux, 94, 95.

Périon (J.), past., 401.

Périssin, 221.

Perk (A.), 499.

Perodhon, 140 n.

Perret (Jacq.), 519.

Perrochel (F.), évêq., 95.

Perrot, 274, 300.

Peschier, past., 317.

Petit (G.), évêq., 353, 427, 450. — (J.), 237. — (Ch.), past., 546.

Petitot, 530.

Peuzoulet (P.), 209.

Peyremale, 548.

Pézenas, 95, 567, 584, 617.

Pforzheim, 338.

Philadelphie, 315.

Philip (N.-F.), past., 556.

Philippe II d'Esp., 41, 45, 59, 91, 118, 222, 280, 652.

Philippson (M.), 93.

Picardie, 462.

Picart (Et.), 530.

Pichon (Baron), 226.

Picot (E.), 274.

Pictet (B.), 546.

Pie V, pape, 45.

Pie VI, pape, 329.

Piémont (Vaudois du), 53.

Piétisme à Genève (Le), 315.

Pignérol, 475.

Pinard, 226.

Pinet (Jean), 198. — (not.), 298, 300. — (D^r), 306.

Pingré (P.), évêq., 95.

Pinsson des Riales, 493.

Pinvert (L.), 498.

Pistoris (Jacq.), past., 554.

Pithiviers, 653.

Pithou, 89.

Placards (Affaire des), 339, 351.

Plantier (Isab.), 160.

Plantin (Chr.), 223.

Plassay (P.), past., 304. — (A.), 306.

Plein Horts, 162.

Plomard (Marg.), 607.

Poignand, 289. — *Voy. Pougnaud*.

« *Poignette* », 189, 193.

Poissy, 529.

Poitevin (L.-D.), past., 608.

Poitiers, 98, 99, 104, 166, 198, 203, 296, 513, 515.

Poitou, 9, 172, 192, 243, 281, 327, 550. — (Assembl.), 294.

Polhon, 589.

Polignac (J. de), 110.

Pologne, 326.

Poltrot de Mère, 38, 198, 653.

Poluere (J.), 209.

Pompée (Colonel), 588.

Pompeyran (De). — *Voy. Dragon*.

Poncher (Et.), archevêq., 419.

Pondichéry, 372.

Pons (E.), 209. — (Anne de), 222.

Pontanus, 365.

Pont-de-Camarès, 30. — *St-Esprit*, 631.

Ponthieu (De), 198.

Pontière (Abr. de), 300.

Pontonbault, 287.

Porcellet (B.), 595.

Portal (M.), past., 607.

Portalis, 320, 378.

Portemont (J.), 233.

Portes, 638.

Portraits (Collection de), 648. — des ministres et prédic. (Langue-doc, 1687), 636.

Port-Royal, 95.

Potet, prédic., 295.

Pouget (M.), 33. — (M.), 335.

Pougnaud, 198, 313.

Poujade (L.), 555, 607.

Poulain (Walerandi), 327, 390.

Poulignac (Elisab. de), 299. — (F. de), 210.

Portalès (Alb. de), 233.
 Poussard (A.), 298.
Pouzauges, 287.
Prailles, 294, 295.
 « Prêcheuse » (La), 295.
Prédicants, 77. — (*Poitou*), 295. — (*Languedoc*), 635.
Pretboyer. — Voy. *Pechboyer*.
Prêtres, 14, 100, 106, 107, 329, 535, 542, 650, 652.
 Prévost, 317.
Prière pour les soldats (1568), 53.
 Prieur (Barth.), 529.
Prisonniers, 24, 30, 78, 140, 159, 180, 205, 240, 282, 514, 546, 550, 564.
Privas, 96.
 Privat (J.-A.), past., 639.
Procurateur des députés (Assemblée prov. de *Lasalle*, 1622), 156.
 Pronis (Jacq.), 500.
Prosélytes, 123, 318, 329.
Provence, 469, 658.
Protestant (Origine du mot), 55.
Protestantisme (Le) et l'art, 168, 328, 505 ss, 668 ss.
 Prudhomme, 112.
 Prugner (Nic.), 274.
Prunay, 226. — (De). — Voy. Chevalier.
Prusse, 326, 546.
 Puaux (F.), past., 647. — (Fr.), past., 49, 165, 327, 647.
 Puech (J.), 157. — (A.), 576. — (Dr), 564, 568, 623. — (Sculpt.), 646. — Voy. Journal.
 Puchméjan (De). — Voy. Surville.
 Pujols, 141.
Pujols, 103.
 Pullain. — Voy. Poulain.
Puritains, 391.
 Put (Isab. de), 331.
 Puy-Chaban (De). — Voy. Girault.
Puy-laurens, 554, 604.
Puy-Notre-Dame, 285.
 Puyredon (Jacq.), 156.

Quakers, 107, 315.
 Quentin (H.), 569.
 Quérard, 319.
Quercy, 144 n.
Quevilly, 105, 223, 224, 265, 334, 502.
Quissac, 157, 603, 604, 608, 624.

Rabaud (C.), past., 607, 647.
 Rabaut (P.), past., 21, 144.
 Rabaut-St-Etienne, 321, 551.

Rabaut-Pomier, 553.
 Rabaut-Dupui, 320, 382.
 Rabbe (F.), 95, 96.
 Rabelais (F.), 271, 498.
 Racine (Jean), 252. — (L.), 172.
 Radet (J.-A.), 595.
 Radziwill (Prince Nic.), 87.
 Raflin (J.-L. de), 311.
 Raffineau, 300.
 Rambure (De), 122.
 Ramondy (Nic.), cordelier, 563.
Randavel, 555, 607. — Voy. Noguier.
 Randon (P.), 160. — (Cl.), 609.
 Ranke (L. de), 649.
 Rastel, 30 n.
Rastel, 10.
Ratou, 295.
 Ravaillac, 656.
 Raymond, 30 n.
 Razilly (De), 311.
 Read (Ch.), 5, 49, 227. — (Mesdames), 50.
Réalville, 13, 23.
 Reau (P. de), 208.
 « Rebeyne » (La) de *Lyon* (1529), 270.
 Reboul, not., 640.
 Redonnel (P.), past., 548.
Refuge. — (*Allemagne*), 168, 222, 328, 637, 639. — (*Angleterre*), 281, 639. — (*Danemark*), 639. — (*Hannau*), 222. — (*Hollande*), 122, 501, 606, 616, 637, 641. — (*Neuchâtel*), 502. — (*Suisse*), 502, 605, 618, 637. — (*Sud de l'Afrique*), 499.
Registres prot., 562.
 « Règlement pour MM. les pasteurs... » (Delft, 1686), 127.
 Regnier de la Planche, 498, 651.
Reignès, 81.
Reims, 397, 401, 528.
 Reina (Cassiod. de), 204.
 Reiner (Isab.), 204.
Reîtres luth., 51, 54.
Relaps, 33, 109.
Relation... (Assemblée de *Montauban*, 1744), 15. — (*Pretboyer*, 1745), 132.
 René (Jacq.), 196.
Rennes, 95 n.
 Repusseau (J.), past., 554.
Requête des prot. du *Rouergue* (1562), 538.
Requien, 135.
 Reuss (Ed.), 504, 614. — (Rod.), 49, 89, 165, 166, 327, 387, 647.
 Réveillaud (Eug.), 499, 668.

- Réville (A.), 166.
 Revilliod, prof., 254.
Révoc. de l'édit de Nantes, 33, 95, 97, 203, 209, 275, 326, 501, 605, 635, 647. — (*Montauban*), 272. — (*Dauphiné*), 53. — (et Mme de Maintenon), 249.
 Rey, archit., 510 n. — (Franç.), 318.
 Reyneville (De), 51.
Ribard, 159.
 Ribard (Cl.), past., 165, 579.
 Ribaute (De). — Voy. Richard.
Ribeauvillé, 392.
 Ricaud, past., 626. — (Jules), past., 158. — (Marg.), 158.
 Richard (Jean), 122.
 Richebourg, 289.
 Richelieu (Card. de), 91, 369. — (Hôtel), 202.
 Richier (Ligier), 529, 531.
 Richter (D^r H.), 224.
 Rilliet. — Voy. Sarasin.
Riom, 95 n.
 Riquard, m^{re} des req., 234.
Ris, 225.
 Ritter (Eug.), 259, 320.
Ritualisme, 508.
 Rivière (Cath.), 310. — (De), not., 300.
 Rhingrave (Le), 42, 68.
 Robert (P.), 237. — (A.), past., 604. — (Madel.), 603. — (frère), 397.
 Robin (Marie), prédic., 295.
 Rocagel (R.), 608.
 Rochard, imprim., 163.
Rocheport, 243.
Rodez, 10 n, 148.
 Rodille (De), 641.
 Rœmond (Fl. de), 277, 278.
 Roger (Abr.), past., 167, 333.
 Rohan (H. de), 120, 156, 158, 297, 298. — (J. de), 41.
 Rolland. — Voy. Laporte.
 Roman (Jean), préd., 637.
Romans, 609.
Rome, 107, 276, 397, 443.
Romorantin (Edit de), 660.
Roquecor, 208.
 Roquesfeuil de St-Martin, prêtre, 34.
 Roquesse (P.), 209.
 Roquette (G. de), évêq., 95.
 Roseau (Nic.), 619.
 Rosines, colonel, 595.
 Ross (Alex.), 332.
 Rossel, 220. — (Ch.), past., 638. — (Jos.), past., 639. — (F. de), 604.
Rotterdam, 119, 499, 534, 610.
Rouen, 40, 41, 103, 106, 109, 224, 334, 401, 502, 513, 515, 522, 526, 532. — (Arrêt du parlement, 1664), 206. — (Temple), 524.
Rouergue, 535.
Rouillé, 283, 289.
 Rousseau (Jacq.), 530. — (J.-J.), 254, — (L.), 302. — (P.), 295.
 Roussel (Gérard), 430, 467. — (Ged.), 307. — (Al.), 605. — (D.), past., 554, 603.
 Roussel (Et. de), juge, 157.
Routes (Les) de l'exil, 281.
 Rouveiroille, Rouveyrol, 157, 603.
 Royen (Jacquel. de), 501.
 Royer, past., 12, 81, 113. — (sculpt.), 75.
 Rozier (Cl.), cordelier, 565.
 Ruble (A. de), 38, 44, 51, 535, 649, 653.
 Rudavel (A.), past., 156, 634.
Rudelle, 646.
 Ruffier (Ol.), 302.
 Ruskin, 506.
 Russe (A.), 209.
 Ruigny, 172.
Ryswick (Paix de), 131, 201, 546.
Sabatier (Aug.), doyen, 327, 504, 647, 648. — (proc^{te}), 565.
 Sabiron, 310.
 Sabourin, 283.
 Sacirère, past., 317.
Sacommex, 317.
 Sadalazar, 370.
 Sages, chirurg., 78.
Sages-femmes hug., 107.
 Sagnier (Ch.), 161.
 Sahler, 220.
 Saillans (F. de), 592.
 Sainclair, 390 n.
Saint-Affrique, 144, 609.
Saint-Agrève, 606.
Saint-Ambroix, 548, 567, 568.
 Saint-Ambroys (Abbé de). — Voy. Colin.
 Saint-André (M^{te} de), 40, 44. — (P. de), 88. — Voy. d'Albert.
Saint-André-de-Valb., 555, 569, 621, 641.
Saint-Andrews (Chât. de), 390.
Saint-Antonin, 13, 133.
 Saint-Auban (De). — Voy. Saunier.
Saint-Barthélemy (La), 65, 70, 93, 224, 226, 653, 656. — (dans le dioc. de Bayeux), 499. — (et Pie V), 45.

- Sainte-Blandine*, 295.
Saint-Bonnet (De). — Voy. Des Vignolles.
Saint-Bres-de-Cognac, 567.
Saint-Brieuc, 47, 95.
Saint-Calais (De), 350.
Sainte-Cécile, 209.
Saint-Chartes, 316.
Saint-Christol (De). — Voy. Cambron.
Saint-Cirgues, sup, 198.
Saint-Cloud, 517.
Saint-Cosme (De), 158.
Sainte-Croix-de-Caderles, 567.
Saint-Cyr, 294, 309.
Saint-Délès (De), 643.
Saint-Denis, 438.
Sainte-Eanne, 283.
Saintes, 103, 530. — (Occupat. par les prot., 1562), 151. — (Cl. de), 516, 652.
Saint-Etienne-de-Tulmont, 14. — de Valfr., 156, 603.
Saint-Eugène (De). — Voy. Joly.
Saint-Félix, 144. — de Pailhères, 642.
Saint-Florentin (De), 7, 76, 134.
Saint-Flour, 94, 591.
Sainte-Foy-la-Grande, 230. — (Colonie de), 328.
Saint-Gelais, 31, 313. — (Josué de), 298. — Voy. Poussard.
Saint-Georges (Chevalier de), 267.
Saint-Géran (Mme de), 172.
Saint-Germain-de-Calb., 157, 568, 606, 632. — en-Laye, 413, 421.
Saint-Guillem-le-Désert, 575.
Saint-Herman (De), 300.
Sainte-Hermine (Elie de), 242, 298. — (Philip. de), 180, 242, 300. — (Mme de), 174, 239. — (divers), 180, 242, 299 ss.
Saint-Hilaire-de-Brethmas, 555, 606. — du Harcouet, 285. — de Lavit, 157.
Saint-Hippolyte, 157, 158, 554, 555, 563, 574, 576, 607, 621, 629.
Sainte-Jalle (De). — Voy. Fouquet.
Saint-James, 287.
Saint-Jean-du-Bruil, 554, 607. — du Gard, 157, 158, 548, 555, 563, 566, 621, 633, 637. — de-Védas, 642.
Saint-Julhian (De), 157.
Saint-Julien-du-Sault, 582. — d'Arpaon, 638.
Saint-Laurent (De), 240. — Voy. Lacassaigne.
Saint-Laurent-le-Minier, 603. — (Past. de), 553. — d'Aigouze, 621.
Saint-Légier (R. de), 201.
Saint-Lin, 282.
Saint-Loup (Abr. de), past., 157.
Saint-Maixent, 109, 287, 294, 295. — (Syn. de 1593), 297.
Saint-Malo, 284, 462.
Saint-Marcel-de-Fontf., 157, 554, 568.
Sainte-Marthe, 501.
Saint-Martial (T.-et-G.), 26. — (Gard), 618.
Saint-Martin-de-Boubaux, 606. — de-Corconac, 567, 568. — de-Ré, 240. — (De). — Voy. Roquefeuil.
Sainte-Mènehould (Les deux sièges de, 1652-1653), 51.
Saint-Michel-de-Dèze, 605.
Saint-Mihiel, 531.
Saint-Nicolas-du-Port, 275.
Saintonge, 24, 103, 203, 606.
Saint-Paul-la-Coste, 639.
Sainte-Pezenne, 181, 299.
Saint-Pierre-du-Chemin, 287.
Saint-Pompain, 192.
Saint-Pons, 29.
Saint-Privat-de-Vallongue, 638.
Saint-Roman-de-Tousque, 605. — de-Codières, 638.
Saints (Culte des), 542.
Saint-Sacrement (Comp^e du), 91, 206, 222, 223.
Saint-Saintin, 430.
Saint-Simon (Duc de), 171, 244.
Saint-Sulpice (De). — Voy. Evrard.
Saint-Valery-en-Caux, 623.
Saint-Vrain, 232.
Salagosse, 159, 162.
Salavert-Pelletreau (E.), 112, 209, 610.
Salavy. — Voy. Galary.
Sallendrenque. — Voy. La Fare.
Sallereau (Is.), 302.
Salles, camis., 36.
Salvaire (Isab.), 605, 641.
Samard (A.), 299.
Samarie, 369.
Sancerre, 232, 556. — (Comte de). — Voy. Bueil.
Saralier, 624.
Sarasin le jeune, past., 317. — Rillet (J.), past., 259.
Saravia (P. de), 204, 278.
Sardaigne, 28.
Saumaise, 230.
Saumane, 604, 638.
Saumur, 278.

- Saunier (Christ. de), 157.
 Saurin (Jacq.), past., 262.
 Sauve, 156 ss. 512, 554, 569, 575, 604, 618.
 Sauzeau, 282, 288.
 Savignac, 198, 296, 300, 302, 313.
 Savoie, 462, 547. — (Louise de), 110, 396, 403, 439, 480. — (Philib. de), duc^h de Nemours, 398. — (Ch.-Emm. 1^{er}, duc de), 276.
 Saxe (Jean-Fréd., élect. de), 488. — (Anne de), 70.
 Saxeheim, 61.
 Scarron (Paul), 171, 300.
 Scepper (C.), 448.
 Schaffouse, 339, 639.
 Scharffenstein, 220.
 Scheffer (C.), 398 n.
 Schenk (Fort de), 121.
 Scheyern, 362.
 Schickler (F. de), 49, 165, 166, 327, 328, 387, 502, 560, 631, 647.
 Schipper (J.), 167.
 Schmidt (Ch.), 337, 504.
 Schœnhub (L.), 47.
 Schomberg (M^{re} de), 244.
 Schott, 279.
 Schuler (G.), 338.
 Schweighauser, 215.
 Schweinfurt, 488.
 Schwelschke, 614.
 Sciecq, 247.
 Scudéry (Mme de), 252.
Séances du Comité. — 12 déc. 1899, 49. — 9 janv. 1900, 165. — 13 févr. 1900, 166. — 13 mars 1900, 327. — 17 avril 1900, 328. — 15 mai 1900, 387. — 3 juill. 1900, 647.
 Sébastien del Piombo, 58.
 Secousse, 41 n.
 Sedan, 47, 70, 100, 102, 221, 231, 335, 381, 500, 517, 529.
 Seguin (A.), past., 603.
 Seignelay, 183, 232, 239, 242, 613.
 Seigneuret (J. de), 584.
 Semblançay, surint., 420, 447.
 Senebier, 278.
 Sentis, 95, 233, 353, 462.
 Sens, 40, 106, 413, 419, 651.
 « **Sentence** decretalle... » (1561), 166.
 Sergues (De). — Voy. Reau.
 Serres, 159.
 Servert, 601.
 Servet (M.), 204, 277.
 Seurre, 47.
 Sévérac (De). — Voy. Arpajon.
 Sévigné (Mme de), 252.
 Sèvres, 504. — (Musée de), 496.
 Sforza (Fr.), 495.
 Siam, 366.
 Siderander, 493 n.
 Sièges (F.), 603.
 Sigillory (J.), past., 641.
 Simond (L.), 315.
 Sinclerius [Knox], 390.
 Sipierre, 651, 653.
 Smalkalde, 348, 365, 479, 488, 495.
 Smith (R.), 50. — (J.), 318.
 Sobeyras, 553.
Société des intérêts prot., 328.
 Soissons, 47, 95.
 Solal (J.), past., 604.
 Soleil. — Voy. Solal.
 Soliers (J. de), 156.
 Solminiac (A. de), évêq., 95.
 Solomiac, 336.
 Sommières, 567, 588, 592, 617.
 Sonde (Iles de la), 366.
 Sonoy, lieut., 69.
 Sorèze, 278.
 Sostelle (P. de), past., 642.
 Soubeyran (Suz.), 314.
 Soubise, 120, 665.
 Souché, 200, 240. — (De). — Voy. Du Fay.
 Soudorgues, 567, 568, 621.
 Souillaud, 283.
 Soulice, 224.
 Soulier (B.), 609.
 Soustelle, 604, 639.
 Souvigné, 295.
 Spanheim (Ez.), 172.
 Spifame (Odette), 392.
 Spire, 55, 523.
 Spoletinus (Ben.-A.), 280.
 Stapfer (Ed.), prof., 499.
 « **Status ecclesiar gallicanar...** » (1676), 50.
 Steinkerque (Bat. de), 180.
 Sthyr (Wald.), 396.
 Stolberg (Juliana de), 66.
 Strasbourg, 166, 338, 385, 392, 477, 504, 517, 531, 557, 614.
 Stroehlin (E.), 49, 166, 327. — (Mme), 327.
 Sturm (Jean), 338, 350, 352, 479. — (Jacq.), 363.
 Suarez, 587.
 Subreville, 159.
 Suffren (Le P.), 94.
 Sugny (Mme de), 221.
 Suisse, 337, 502, 605.
 Sumène, 157, 554, 555, 567, 581, 603, 608, 618.

Superville (Jacq. de), doct., 313.

Surineau, 169, 299, 306.

Surleau, insp. eccl., 218.

Surville (J. de), past., 157, 604.

Suyrot (R.), 311.

Suze, 475. — (Comte de), 590.

Synodes, 380, 575, 611, 617 ss. — (*Poitou*), 327.

Table gèn. du *Bull.*, 141, 165, 327.
 abourin (F.), chan., 152.

Taflin (J.), past., 70.

Tailleur, 30.

Tallemant des Réaux, 171.

Tamizey de Larroque, 540, 610.

Tandebartz (Jacq. de), past., 335.

— (Sa prétendue abj^e), 210. — (Philip. de), 210. — (Elise-A. de), 211.

Tapisserie hérétiq. (1637), 99.

Tarascon, 587.

Tardieu, 566, 569, 630, 633.

Tardif (Th.), past., 56.

Tartary, 208.

Taures, 30 n.

Tavannes, 515, 557, 658.

Tavert, prédic., 295.

Teissier (El.), past., 555, 606. — (Ferd.), 6, 35, 157, 158, 164, 556, 562, 567, 580, 609, 620, 622, 633, 636, 642. — (Franç.), viguier, 638. — (Is.), past., 638, 639.

Teissonnier (J.-P.-J.), past., 556.

Téligny, 65.

Tempié (L.), 327.

Temples, 517, 541. — (Dessins de), 522 ss. — *Argenteuil*, 529. — *Arles*, 104. — *Bréau*, 605. — *Castelmoron*, 209. — *Charenton*, 522, 648. — *Dauphiné* (1664), 109. — *Dijon*, 529. — *Fontainebleau*, 529. — *Lille*, 528. — *Limoges*, 104. — *Lyon*, 522, 529. — *Metz*, 104. — *Nantes*, 528. — *Niort*, 201, 301. — *Nonancourt*, 529. — *Paris* (Billetes), 526. — *Chauchat*, 168, 524. — *Etoile*, 168. — *Oratoire*, 524. — *Pentemont*, 524. — *Saint-Esprit*, 528. — *Sainte-Marie*, 524. — divers, 529. — *Patay*, 528. — *Poissy*, 529. — *Reims*, 528. — *Rouen*, 524. — *Sedan*, 48, 529. — *Tournon* (Agenais), 209. — *Villevieille-St-Georges*, 529.

Tessereau (Abr.), 211.

Testament de G. Drulhon, 576. — de J. Tourtelon, 571.

Testefolle (El.), 198.

Testelin, 530.

Texere (Le P. Jos.), 223.

Texier, 198, 312.

Theal, 668.

Thébault (P.), 283.

Thési (De), 52.

Thibault (Hip.), prêtre, 51.

Tholon (De). — Voy. Fouquet.

Thonas, 634.

Thoré, 588.

Thoreau (M.), 282.

Thorwaldsen, 531.

Thou (De), 650.

Thouars, 285.

Throckmorton, 41.

Thysius (A.), 279.

Tillaye (A.), 500.

Tinardy, proc., 34.

Tinoterius [Knox], 390.

Tiraqueau (P.), 300.

Toeffer, 503.

Tollin (Dr), 556.

Tommaseo, 650.

Torene, 566.

Tornac, 637.

Torreil, 209.

Torreilhan (Madel.), 604.

Tortolon. — Voy. Tourtelon.

Tortorel, 224.

Toulon, 95 n.

Toulouse, 95, 134, 148, 325, 336, 419, 529, 536, 563, 565.

Tounandre (Marg.), 209.

Touraine, 557.

Tournai, 119, 398.

Tournier (G.), 112, 547. — (A.), 156.

Tournon (Lot-et-G.), 208, 209. — (Card. de), 349.

Touron, chirurg., 78 n.

Tours, 95, 465, 515, 516.

Tourtelon (J.), past., 563, 617. — (P.), past., 581.

Touyras, 569. — (L. de), 564.

Traité d'Hampton Court, 37.

Treilles, 159.

Triadou, 549.

Tricotet (E.), 657.

Tridon, 100 n.

Triqueti (De), 647.

Tristant, not^e, 298.

Tromp, amiral, 58.

Tronchin (archives), 90.

Troyes, 401, 529, 618.

Tubières de Caylus (De), 246.

Tubingue, 478.

Tuefferd (J.-F.), 220.

Tulle, 49, 101.
Tulles (J.-V. de), évêq., 95.
Tunis, 351, 354.
Ture (P.), past., 568.
Turcs des galères, 101.
Turin (Siège de), 180.
Turnèbe (A.), 498, 657.

U*chaud*, 569, 634.
Uldecona (Catalogne), 204.
Ulm, 338, 357, 362, 491, 494.
Ulrich de Wurtemberg, 361.
Umo (J. de), past., 603.
Unal (E.-A.), past., 609.
Ungar (J.), 338.
Urre (B. d'), 352, 480.
Utrecht, 330.
Uzès, 7, 29, 230, 568, 630, 631, 640.

V*abres-Beaufort* (Suz. de), 157.
adian, 339.
Vaissière (P. de), 401.
Valabrègue (Ant.), 222.
Valanchier, 298.
Valantin (L.), past., 607.
Valence, 280, 609. — (Espagne), 205.
Valera (Cipr. de), 204.
Valette, 160.
Vallè, not., 297.
Valleraugue, 555, 567, 603, 604, 606, 620, 622, 636.
Valletat (J.), curé, 51.
Valois (Aymée de), 298. — (Ch.-Philip. de), 310. — de *Villette*, 171 ss., 241, 245 ss., 297, 300, 305, 307.
Vals, 640.
Vassas (A.), 609.
Vassy, 40, 513. — (Massacre de), 651.
Vatable (F.), 230, 430.
Vauban (Mémoire de), 292.
Vaubrun (De), 251.
Vaudois, 557. — de *Piémont*, 53.
Vaultier (Elisab.), 329.
Vauvert, 621.
Vaux (Et. de), past., 577. — (Fr. de), 623.
Vébron, 637.
Vegewaert, not., 335.
Vendôme (César de), 47.
Venise, 618.
Ventadour (De). — Voy. *Lévis*.
Venturin (D.). past., 157, 603.
Verchant (J.), 567.
Vercheny, 637.
Verdelhan, 634.

Vergues (Elisab.), 608.
Verlaque (Abbé), 243.
Vermeil (L.-L.), 224.
Vernes, 259.
Vernet (Jacob), 259.
Vernigerode, 643.
Véron (Le P.), 98.
Verrières, 51.
Versailles, 124, 186, 530, 608, 609, 646.
Verviers, 502.
Vestric, 569, 634, 638. — (De). — Voy. *Baudan*.
Vevey, 671.
Vézénobres, 156 ss, 617.
Vial (A.), past., 638.
Viala (M.), past., 9, 77, 149.
Vialars, 140 n.
Vialart, 654.
Vicelius (B.), 338.
Vidal (P.), 609.
Vielles (J.), past., 53.
Vienne (Isère), 95. — (Autr.), 365.
Viènot (John), past., 55, 165, 219.
Vieux-Brisac, 134.
Vignante. — Voy. *Pagès*.
Vignolles, 567, 574, 626.
Vignon (E.), 279.
Viguier (Le P.), 212.
Vifette (De), 619. — Voy. *André* (G.)
Villard (Madel. de), 604.
Villars, 157. — (De), 204, 280, 566, 631.
Villebourbon, 20, 135.
Villefort, 618.
Villefranche-de-Rouergue, 140, 536.
Villeneuve-de-Berg, 165, 166. — *Saint-Georges*, 529.
Villeneuve (De). — Voy. *Bourdic*.
Villermont (De). — Voy. *Cabart*.
Villers (Ch. de), 116.
Villers-Cotterets, 364.
Villette (Aube), 619.
Villette (J.), 221. — (De). Voy. *Va-lois*, *André*.
Vincens (Cl.), 619.
Vincent (F.-J.), past., 609. — (Ph.), past., 102, 210. — (Madel.), 210. — (Marie), 335. — de *Paul*, 94, 101.
Vinet, prédic., 287, 295. — (E.), 277.
Violet (Elisab.), 289.
Viret (P.), 623.
Viscan (A.), 209.
Vissec (A. de), 157, 603.
Vitet, 389 n.
Vitray, 369.
Vitré, 95, 287, 295.
Vitré (A.), 206.
Vitry-le-François, 56, 560.

Vivens (F.), préd., 636.
 Vivonne (Duc de), 183. — (René de),
 297.
 Voltaire, 180, 315.
 Vors, 552. — past., 608.
 Voullon (H. de), 306.
 Voyer d'Argenson, 96.
 Vrain (De). — Voy. Bigot.
 Vuzé (De), 241.

Waddington, 528.

Waldenbourg, 637.

Warwick (Comte de), 42.

Weeke (C.), 523.

Weiss (N.), 6, 12, 32, 34, 47, 49, 55,
 56, 75, 97, 111, 112, 152, 156, 165,
 166, 168, 224, 275, 318, 327, 328,
 329, 336, 387, 392, 396, 408, 473,
 500, 504, 535, 544, 560, 636, 647,
 660, 668, 672.

Westphalie (Traité de), 391.

Widmer, 646.

Wiescnbach, 643.

Wilvorde, 501.

Wishart (G.), 390.

Witenberg, 338.

Wolsey (Card.), 408.

Wurtemberg, 361, 639, 642.

Wurtzbourg, 488.

Yolet (D'), 591.

Yon (Jacq.), 544.

Zell, 181. — (Duc de), 239. —
 (Duch*), 201.

Zurich, 338, 511, 546, 643.

Zwick, 347.

Zwingle, 56, 495, 511, 643.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME XLIX

- | | |
|---|--|
| H.-V. Aubert, 87. | F. Kuhn, 320, 375. |
| Ph.-Aug. Becker, 393, 661. | H. Lehr, 56, 206. |
| A. Béné, 542. | A. Lods, 167, 213, 329. |
| A. Bernus, 276. | V. Madelaine, 502. |
| P. Besson, 204, 503. | Th. Maillard, 281. |
| Gh. Bost, 561, 617. | A. P. 502. |
| V.-L. Bourrilly, 337, 477. | J. Pannier, 225, 334, 373, 642. |
| De Cazenove, 35, 155, 582. | C. Pascal, 57, 113, 260. |
| E. Choisy, 87. | H. Patry, 151, 535. |
| A. Dalton, 546. | E. Réveillaud, 668. |
| H. Dannreuther, 47, 51, 52, 221, 222,
224, 270, 496, 500, 560. | De Richemond, 53, 210, 335. |
| A. Erichson, 613. | E. Ritter, 254, 315. |
| L. Feer, 365. | E. Salavert-Pelletreau, 111, 208. |
| P. Fonbrune-Berbinau, 459, 610. | F. de Schickler, 556. |
| F. Galabert, 7, 76, 132. | F. Teissier, 33, 155, 159, 553, 602, 635. |
| R. Garreta, 222, 223. | G. Tournier, 111, 547. |
| H. Gelin, 169, 239, 291, 296. | N. Weiss, 5, 31, 37, 53, 55, 91, 169,
112, 155, 168, 270, 336, 389, 496,
503, 504, 542, 560, 648, 671. |
| H. Guyot, 335. | |
-

3. TABLE

GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1900

Séances du Comité. Voy. la première Table.
N. WEISS. — Préface de la quarante-neuvième année.

ÉTUDES HISTORIQUES

FRANÇOIS GALABERT. — Les assemblées de Protestants dans le Montalbanais en 1744 et 1745.....	7, 76,	132
CÉSAR PASCAL. — Au Prinsenhof et à l'Eglise wallonne de Delft.	57,	113
H. GÉLIN. — Madame de Maintenon convertisseuse.....	169, 239,	291
JACQUES PANNIER. — Grigny, lieu d'exercice des Protestants parisiens en 1599. Les Mercier, seigneurs des Bordes		225
TH. MAILLARD. — Les routes de l'exil, du Poitou vers les îles normandes et l'Angleterre. Le guide Pierre Michaut		281
V.-L. BOURRILLY. — François 1 ^{er} et les Protestants. Les essais de concorde en 1535.....	337,	477
PH.-AUG. BECKER. — Marguerite, duchesse d'Alençon, et Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, d'après leur correspondance manuscrite (1521-1524).....	393,	661
N. WEISS. — L'art et le protestantisme.....		504
Voy. aussi Correspondance.		
CH. BOST. — Les Pasteurs d'une Église des Cévennes au xvi ^e siècle (1561-1605), Lasalle (Gard)		561, 617

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

(Voir aussi les *Mélanges* et la *Correspondance*).

XVI^e SIÈCLE

PH.-AUG. BECKER. — Marguerite, duchesse d'Alençon, et Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, d'après leur correspondance manuscrite (1521-1524)	393,	661
--	------	-----

V.-L. BOURRILLY. — François I ^{er} et les Protestants. Les essais de concorde en 1535.....	337, 477
F. TEISSIER. — Listes de Pasteurs : <i>Aulas</i> et ses annexes (1560-1900)...	602
H. PATRY. — L'occupation de <i>Saintes</i> par les Protestants en mai 1562.	151
— Les préliminaires de la première guerre de religion en <i>Guyenne</i> (1562).....	535
H.-V. AUBERT et E. CHOISY. — La Réforme française après la mort de Calvin. — Extraits de la correspondance de Th. de Bèze (1564-1575). — Lettre du 3 mai 1565 à Bullinger.....	87
A. DE CAZENOVE. — La capitulation de <i>Beaucaire</i> (1578).....	582
N. WEISS. — Les déclinaisons au presbytère de <i>Saint-Gelais</i> , près Niort. — Lettre du pasteur Louis de la Blachière, 27 juin 1580....	31
H. GELIN. — Descendants poitevins d'Agrippa d'Aubigné, et notes sur les familles Avice, Dufay, Savignac.....	296
PAUL BESSON. — Hérétiques espagnols en France en 1593.....	204, 503

XVII^e SIÈCLE

A. DE CAZENOVE, F. TEISSIER et N. WEISS. — Notables huguenots des <i>Cévennes</i> et du <i>Gévaudan</i> , et leur esprit de sacrifice en 1622.....	155
A. BENET et N. WEISS. — L'honneur des Saints, de l'Église et des Prêtres sous peine de mort à <i>Caen</i> en 1663.....	542
H. LEHR. — Arrêt du Parlement de <i>Rouen</i> contre les négociants protestants, 1664.....	206
L. FEER. — Guillaume de Lamoignon et Samuel Bochart.....	365
E. SALAVERT-PELLETREAU. — Abjurations en <i>Agenais</i> de 1665 à 1678.	208
DE RICHMOND. — La prétendue abjuration de Jacques de Tandebatz, pasteur de <i>La Rochelle</i> en 1685.....	210
F. TEISSIER. — Dix des premiers prédicants après la Révocation signalés aux argousins de l'intendance du <i>Languedoc</i> en 1687.....	635
— À <i>Béziers</i> après la Révocation. Déclaration olographe de Marie Pouget, veuve de Philippe Besse, avocat, morte relapse en 1694..	33

XVIII^e SIÈCLE

A. DALTON. — La persécution à <i>Orange</i> (1703).....	546
DE CAZENOVE. — Un autographe du chef camisard Laporte dit Rolland (1704).....	35
F. TEISSIER et P. FONBRUNE-BERBINAU. — Forçats et prisonnières à la suite de l'assemblée de <i>Moussoulès</i> (1712).....	159
FRANÇOIS GALABERT. — Les assemblées de Protestants dans le <i>Montalbanais</i> en 1744 et 1745.....	7, 76, 132
E. RITTER. — Lettres de Rousseau adressées à Jean-Ami Martin, ministre du Saint Evangile (1759-1760).....	254
— Le Quaker Claude Gay.....	315
G. TOURNIER. — Trois lettres inédites de Pierre-Guillaume Douriech, étudiant à <i>Lausanne</i> , 1769-1770.....	547
JACQUES PANNIER. — Un faire-part de mariage il y a cent ans, 9 juillet 1800.....	373

MÉLANGES

N. WEISS. — La prétendue trahison de Coligny.....	37
— L'antipathie de la France pour le Protestantisme, à propos des Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement (1632-1665).....	91
H. DANNREUTHER. — <i>Sedan</i> en 1626 et 1630.....	47
A. LODS. — La situation des Églises protestantes du pays de <i>Montbéliard</i> de 1793 à 1814.....	213
C. PASCAL. — Les ordres du Consistoire de l'Église réformée française de <i>Londres</i>	260
FÉLIX KUHN. — L'accueil fait à la <i>Loi de Germinal</i>	320, 375
F. TEISSIER. — Listes de Pasteurs : <i>Saint-Laurent-le-Minier</i>	553
F. DE SCHICKLER. — L'origine du mot <i>Huguenot</i> , d'après MM. Tollen et Keller.....	556
J. PANNIER. — Christophe-Philippe Oberkampf, à propos de son monument et de ses habitations à <i>Jouy</i>	642

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIE

DE RICHEMOND. — Archives hospitalières des Hautes-Alpes.....	53
H. DANNREUTHER. — Les deux sièges de Sainte-Mènehould.....	51
— Christlicher Volks-Kalender, de Kaiserswerth, 1900.....	52
— Un enlèvement de huguenotes en 1584.....	221
— Le refuge huguenot et l'orfèvrerie à <i>Hanau</i>	222
— Un céramiste huguenot, Claude Berthélemy.....	496
N. WEISS. — La reine de Navarre en Angleterre et en France (M.-J. Darmesteter et P.-W. Ames).....	109
— Prières pour les soldats, 1568. — Histoire des Protestants du Dauphiné et de la Réformation dans le pays de Montbéliard.....	53
— <i>Ecossais et Protestants de langue française</i> , par P.-H. Brown et Ch. Borgeaud; — <i>Les Luthériens d'Alsace devant l'Assemblée constituante, 1789-1790</i> , par A. Lods; — <i>Le contrat de mariage de J. Bongars</i> , par Cuissard; — <i>Théodore de Bèze à Lausanne</i> , par A. Bernus.....	389
N. WEISS et H. D. — <i>La Rebeyne de Lyon, 1529</i> . — <i>L'Humanisme et la Réforme</i> . — <i>Ph. du Fresne-Canaye</i> . — <i>Ouvriers du temps passé</i> . — <i>La Réforme et les classes populaires</i> . — <i>E. Pasquier et l'intolérance</i> . — <i>Le club jacobin de Montauban</i> . — <i>Le type rochelais</i> . — <i>Augustin Gschmus, réformateur de Mulhouse</i> . — <i>François Perrot</i> . — <i>Famille Guyot</i>	270
N. WEISS. — <i>Henri Estienne</i> . — <i>Laçare de Baif</i> . — <i>Huguenots réfugiés au sud de l'Afrique</i> . — <i>La traduction française du Nouveau-Testament</i> . — <i>La charité wallonne</i> . — <i>Les débuts de l'Église wallonne de Rotterdam</i> . — <i>Lettre inédite de Bayle</i> . — <i>Conséquences de la Saint-Barthélemy dans le diocèse de Bayeux</i> . — <i>L'Humanisme sous François I^{er}</i> . — <i>Jacques Pronis à Madagascar</i>	496

N. WEISS. — <i>Une poignée de faux</i> , par E. Doumergue.....	560
— <i>Les débuts des guerres de religion à Orléans (1559-1564)</i> , par Bernard de Lacombe; — <i>L'assassinat de François de Lorraine, duc de Guise</i> , 18 février 1563, par le baron de Ruble; — <i>Michel de l'Hospital avant son élévation au poste de chancelier de France</i> , par E. Dupré-Lasale; — <i>Michel de l'Hospital et la liberté de conscience au xvi^e siècle</i> , par H. Amphoux.....	648
P. FONBRUNE-BERBINAU. — <i>Le Nouveau Visionnaire de Rotterdam et l'imprimerie de Callonge</i>	610
ALF. ERICSON. — <i>Achèvement des Opera Calvini</i>	613

CORRESPONDANCE

N. WEISS. — <i>L'Église de la Protestation à Spire</i>	55
— <i>La médaille du troisième centenaire de l'édit de Nantes</i>	112
— <i>Deux articles de la Revue des Revues</i>	168
— <i>Saluste du Bartas et les libraires Timothée Jouan et Abel Lange-lier, 1585</i>	336
— <i>Catherine de Médicis et la morale</i>	336
— <i>Une poignée de faux</i>	560
HENRY LEHR. — <i>Arpentigny, lieu d'exercice</i>	56
G. TOURNIER et E. SALLAVERT-PELLETREAU. — <i>La Table générale du Bulletin</i>	111
A. LODS. — <i>Une traduction de Thomas La Grue (1670)</i>	167
— <i>Thomas La Grue</i>	329
R. GARREY. — <i>A propos de la campagne antihuguenote de la Compagnie du Saint-Sacrement en Normandie et à Marennes</i>	222
— <i>Un pasteur et auteur presque inconnu</i>	223
H. DANNREUTHER. — <i>Bibliotheca evangelico-theologica</i>	224
— <i>Admiral Coligny und die Bartholomäusnacht</i>	224
— <i>Les Lambermont</i>	500
— <i>La Réforme à Vitry-le-François</i>	560
A. BERNIS. — <i>Hérétiques espagnols en France en 1593. Pierre Galez et Gaspard Olaxa</i>	276
J. PANNIER. — <i>Hérétiques espagnols réfugiés en France et leurs descendants en 1601. — Un pasteur et auteur presque inconnu (C. de Hérès)</i>	334
H. GUYOT. — <i>Les de Lambermont, Breton ou Berton, Chapon, etc.</i>	335
DE RICHEMOND. — <i>Jacques de Tandebartz, son 2^e mariage</i>	335
V. MADELAINE. — <i>Christophe de Hérès, sa fille</i>	502
A. P. — <i>Le Refuge dans le pays de Neuchâtel</i>	502
P. BESSON. — <i>Hérétiques espagnols en France</i>	503
PH.-A. BECKER. — <i>Tableau chronologique des lettres de Marguerite et de Briconnet</i>	661
E. RÉVEILLAUD. — <i>Rectification</i>	668
E. MUNTZ. — <i>L'art et le Protestantisme, deux lettres</i>	668
<i>Ancien cimetière huguenot de Mouchamps</i>	616

NEGROLOGIE. — ILLUSTRATIONS. Voy. ces mots dans la première Table.

TABLE ALPHABÉTIQUE des noms de personnes, de lieux et des principales matières.....	673
TABLE ALPHABÉTIQUE des collaborateurs.....	703
TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE.....	704

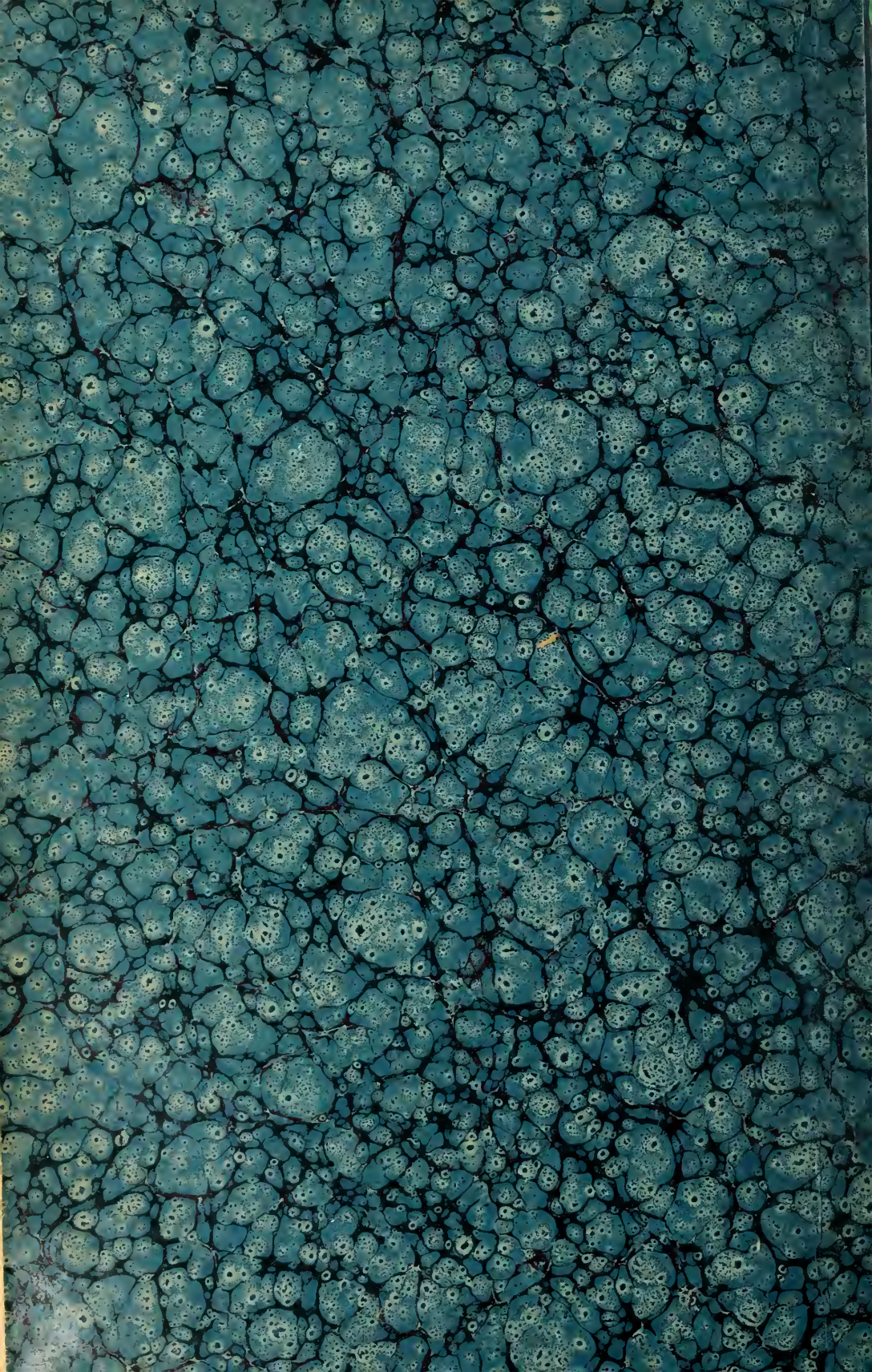
ERRATA

P. 46, l. 7, lire *missives*; note 2, lire 1802. — P. 54, ligne 32, lire Barthélemy Berton. — P. 112, l. 18, au lieu de deuxième, lire *troisième*. — P. 123, l. 1, lire *Cuchet*. — P. 250, l. 28, lire Alexandre VII. — P. 271, l. 19, lire la Rebeyne. — P. 300, l. 8, lire *Tiraqueau*; l. 9, lire Cardilhac. — P. 302, l. 9, lire *Montespan*. — P. 314, l. 12, lire 1682. — P. 536, note, l. 9, lire Vaissete. — P. 552, l. 24, lire *votre* conservation; l. 34, lire *sera*; l. 35, lire *sera*. — P. 638, l. 28, lire 3 juillet 1684. — P. 660, l. 32, au lieu de Quoi qu'il en soit, lire *Dans tous les cas*.









BX
9450
S64,
année 49

Société de l'histoire du
protestantisme français,
Paris
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
